
COLUMBIA LIBRARIES OFFSITE
1002601117


SIGILLVM · COLLEGII · COLVMBIAE · NOVI · EBORACI
IN LVMINE TVO VIDEBIMVS LVMEN

COLLECTION

D'HISTOIRES COMPLETES

DE TOUS

LES ÉTATS EUROPÉENS.

2

SAINT-CLOUD.—IMPRIMERIE DE BELIN-MANDAR.

HISTOIRE

D'ITALIE

PAR LE DOCTEUR HENRI LEO,

PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'UNIVERSITÉ DE HALLE.

TRADUITE DE L'ALLEMAND PAR M. DOCHEZ.

TOME DEUXIÈME.



PARIS,

PARENT-DESBARRES, ÉDITEUR,

RUE DE SEINE, N° 48.

1838.

HISTOIRE

D'ITALIE.

CHAPITRE V.

HISTOIRE DES MARQUIS DE MONTFERRAT ET DES PRINCES DU NORD-OUEST DE L'ITALIE JUSQU'EN 1492.

§ Ier. *Histoire des marquis de Montferrat depuis l'extinction de la famille impériale des Hohenstauffen jusqu'à celle de la famille d'Aleram dans le Montferrat* (1305).

Toutes ces familles de marquis, que nous trouvons dans le nord-ouest de l'Italie, ne sont que les anciennes familles de comtes de cantons (1) qui parvinrent à rendre leurs droits héréditaires, ceux du moins qu'ils n'avaient pas arrachés aux communes ou aux évêques auxquels on les avait concédés; mais leur origine est rapportée d'une manière tout à fait fabuleuse. Un noble couple allemand se rendait en pèlerinage à Rome, et traversait les contrées de Monferrat; les douleurs de l'enfantement saisirent l'épouse, qui accoucha d'un fils dans un village, où on le laissa pour ne pas l'exposer aux dangers du voyage; mais le père et la mère moururent à Rome. L'enfant reçut le nom d'Aleram, et acquit bientôt tant de force, qu'à l'époque où l'empereur Otto ordonna une levée en masse pour assiéger Brescia, les habitants du village envoyèrent Aleram comme leur homme d'armes. Aleram devint amoureux d'Adélaïde, fille de l'empereur, s'en fit aimer, et s'enfuit avec elle dans les montagnes de Ligurie. Là ils vécurent au milieu des charbonniers, et eurent quatre fils, Otto, Guillaume, Boniface et Dietrich. Plus tard, lorsqu'Otto était déjà grand, l'empereur assiégea de nouveau Brescia, et l'évêque de Savone lui donna pour l'escorter des gardes, parmi lesquels se trouvait Aleram et son fils Otto. Ce dernier montra tant de vaillance que l'empereur voulut savoir qui il était; quand il apprit combien il lui touchait de près, il pardonna à sa fille, et fit de son gendre Aleram un prince puissant, en lui donnant toutes les contrées entre l'Orba, le Pô et la mer, sous le titre de marquisat.

Le fils aîné d'Aleram, Otto, mourut sans postérité; son père le tua sans le connaître, au siége de Brescia. C'est donc de Guillaume que sort la maison de Monferrat; de Bonifacio on fait descendre celle des marquis del Bosco, di Ponzono, da Occimiano; de Dietrich, celle des marquis de Caretto, di Sa-

(1) Voyez vol. I.

luzzo, di Lancia, da Chiavesana, di Ceva et dell' Inciza. Tels sont les récits de la fable (1), et nous ne l'avons citée que pour expliquer ce nom commun de marquis Aleram, si facilement pris par les dynasties du nord-ouest de l'Italie; d'ailleurs elle manque absolument de fondement. On fait déjà mention dans le x[e] siècle d'un comte Aleram, sous les rois Hugo, Lother et Otto I[er] (2); et c'est de lui que descendent les marquis de Montferrat (3). Mais ce n'est qu'en partie qu'on peut suivre avec certitude les rapports entre les autres princes de ces contrées, et l'histoire romanesque d'Aleram est une pure fiction.

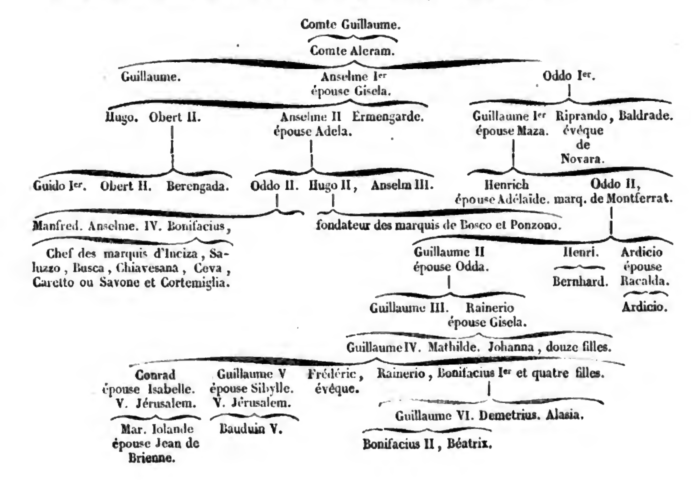
L'histoire de la maison de Montferrat, jusqu'à l'extinction de la dynastie des Hohenstauffen, n'est que celle du territoire, et nous en avons rapporté les événements principaux dans le deuxième volume. Les croisades, les alliances contractées par les marquis de Montferrat avec les rois de Jérusalem, le rôle qu'ils jouèrent dans l'empire latin en Grèce, les élevèrent depuis la fin du XII[e] siècle beaucoup au-dessus des autres dynasties voisines, et donnèrent à cette famille une grande importance sur la terre d'Italie.

A l'époque de la mort de Frédéric II, le chef de la maison de Montferrat était Boniface II. Celui-ci, pour se défendre contre les habitants d'Alexandrie qui faisaient des conquêtes sur son territoire, et qui avaient occupé les châteaux de Paciliano, Terugia, Conzano, S.-Giorgio, Sarmozia, Torcello, Cuniolio et autres, fit alliance au mois de

(1) Moriondi, ***Monumenta Aquensia***, pars II, p. 42, 43.

(2) Voyez les actes dans Moriondi, l. c, p. 290, de l'an 934; p. 291, de l'an 935—948; p. 292, de l'an 961; et p. 293, de l'an 967.

(3) Voici l'arbre généalogique de la famille de Montferrat, suivant Moriondi:



décembre 1252 avec Pavie (1). Il se distingua dans la Lombardie par les secours qu'il porta au parti gibelin fort abattu depuis la mort de Frédéric, et reprit les territoires qu'on lui avait enlevés. Ses droits et possessions furent confirmés par le roi Conrad.

De sa femme Marguerite de Savoie, il eut un fils, Guillaume VII (que d'après son nom italien nous appellerons Guglielmo), qui lui succéda après sa mort, le 12 juin 1253. Mais ce prince étant encore mineur, le testament du père confia la tutelle et la régence à sa mère, Marguerite, et à son oncle Tommaso II de Savoie.

En 1257, Guglielmo, âgé seulement de quatorze ans, épousa Isabelle, fille de Richard, comte de Glocester, qui lui apporta une dot de quatre mille marcs d'argent. Le jeune marquis jouissait déjà en 1260 d'une telle autorité, que les habitants d'Alexandrie l'élurent pour leur seigneur; et en 1264 Guglielmo s'allia contre les Gibelins avec les comtes Charles d'Anjou et de Provence, et avec les villes d'Alba, Cuneo, Montevico, Savigliano et Cherasco, qui l'avaient comme Alexandrie choisi pour leur seigneur. (Les Gibelins menaçaient d'acquérir trop de puissance depuis que le marquis Oberto Palavicini était devenu seigneur de Milan.) Lorsqu'en novembre 1264 finit la seigneurie d'Oberto à Milan, Charles lui succéda; alors, et après la prise de Turin, au mois de mai 1266, enlevée aux Gibelins de Savoie, le parti guelfe parut prendre le dessus, et dans la même année les habitants d'Ivrea reconnurent pour leur seigneur le marquis Guglielmo.

Mais celui-ci s'éloigna peu à peu du chef du parti guelfe, le comte Charles, et lorsque ce dernier eut acquis la couronne de Sicile, il entrava son projet de fonder une puissance princière dans les villes qui lui appartenaient dans l'Italie supérieure. Afin de pouvoir lui résister avec succès, aussitôt après la mort de sa femme Isabelle, en 1271, il épousa Béatrix, fille du roi Alphonse de Castille, qui lui apporta en dot de grands avantages, et lui procura le vicariat du royaume d'Italie par l'influence d'Alphonse, que les électeurs de Trèves avaient nommé roi des Romains.

Guglielmo, à son retour d'Espagne, embrassa le parti des Gibelins milanais exilés avec beaucoup d'ardeur, dans le but de préparer à Milan un point d'appui pour son beau-père, et lui donner les moyens d'acquérir l'empire dont il était déjà souverain en titre. En 1274, le marquis de Montferrat était l'adversaire déclaré du comte Charles d'Anjou; nous avons, dans l'histoire de Milan, donné des détails suffisants sur ses rapports avec cet État. Secouru par les troupes castillanes que lui avait envoyées son beau-père, il envahit toutes les contrées du Piémont qui appartenaient au roi Charles, ou dont il était le suzerain. Au mois de mars 1278, Vercelli nomma aussi Guglielmo son capitaine (1) pour dix ans, et au mois de juillet de la même année Casale lui conféra la même dignité pour cinq ans. Si l'on réunit à cela la seigneurie de Milan, on verra que Guglielmo était incontestablement le prince le plus puissant de l'Italie supérieure, et

(1) Benvenuti de S.-Giorgio (comte de Blandrate), *Hist. Montis Ferrati*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XXIII, p. 387. On ne peut savoir quelle était l'étendue du marquisat de Montferrat. La ville principale était située sur le Pô, et nous en trouvons la mention dans les documents du XIe siècle; elle fut probablement détruite lors des guerres de cette époque. Au milieu du XIIIe siècle, les marquis de Montferrat résidaient dans leurs châteaux de Chivasso et de Moncalvo. L'étendue de leur territoire ne peut être fixée, parce que chaque année il subit des changements, soit par des partages, soit par des mariages, des guerres, des achats ou des ventes, et surtout parce que ce territoire n'était pas bien délimité, et renfermait des enclaves appartenant à d'autres seigneurs. La masse principale des domaines des marquis de Montferrat était comprise entre le Tanaro et le Pô; mais ces princes avaient aussi des possessions au delà de ces limites. Les marquis de Saluzzo, par exemple, possédaient la vallée de Stura comme fief de Montferrat.

(1) Benven. de S.-Giorgio, l. c., p. 393.

qu'il méritait le nom de *grand marquis*.

Au moment où chaque pas de Guglielmo paraissait le conduire à un nouveau progrès, une querelle avec Tommaso le jeune, de Savoie, relative à Turin, le jeta en de graves embarras. C'est ici l'occasion la plus favorable pour entrer dans quelques détails sur tout ce qui regarde l'origine de la famille régnante de Savoie et sur la ville de Turin (1).

La maison de Savoie descend d'une ancienne famille noble de Saxe. Il n'a pas manqué de gens pour chercher à faire remonter cette origine jusqu'à Witikind, l'ancien ennemi de Charlemagne; mais on sait de notre temps quelle foi on peut avoir dans de semblables fables, et nous devons nous contenter de la tradition un peu vague qui cite tout simplement comme souche de cette maison une ancienne famille allemande.

Le chef le plus ancien de la famille des comtes de Savoie dont l'histoire fasse mention, c'est un Bertold qui vivait au commencement du XIe siècle, et jouissait dans le royaume de Bourgogne d'une haute considération. Son fils Humbert Ier à la main blanche est cité, après la mort du roi Rodolphe III, dans beaucoup d'actes de donations. Il était devenu riche en s'attachant étroitement aux Allemands, qui furent à la fin vainqueurs, et reçut du roi Conrad les droits de comte dans le Chablais et dans le pays de Vaud (Wallis.) Le fils aîné de Humbert, Amédée *Schwanz*, mourut vers l'an 1047; il ne laissa pas d'enfants, et eut pour successeur son frère Oddo, qui ne vécut pas au delà de l'an 1060. Oddo avait épousé l'héritière du marquis Manfred de Suza, et par ce mariage avait acquis à sa famille le marquisat de Suza avec Turin, les droits de comte dans la vallée d'Aost, et des possessions dans les montagnes liguriennes, qui furent cédées dans la suite au marquis de Saluzzo. Des trois fils d'Oddo, l'aîné, Pierre, n'eut que des filles; comme la loi salique excluait celles-ci de toute succession en Savoie, qui était un fief de l'empire, et que le fils cadet d'Oddo était évêque d'Asti, Amédée II, beau-frère de Henri IV, recueillit tout l'héritage de leur père. La veuve d'Oddo, Adélaïde de Suza, alla au-devant de Henri IV, qui s'avançait rapidement vers les Alpes savoisiennes jusqu'à Vevay; elle était accompagnée de son fils Amédée. Elle obtint de Henri de nouveaux priviléges pour les possessions italiennes de sa famille, en échange du libre passage dont ce prince avait besoin dans les domaines de Savoie.

Amédée eut deux filles et un fils, Humbert II, sur la tête duquel se réunirent tous les domaines de la maison de Savoie; le nom de ce prince est souvent cité à la fin du XIe siècle, dans des actes de donations pieuses et charitables. Son aïeule Adélaïde vécut jusqu'en 1091; lui-même mourut à Moutier dans la Tarentaise en 1103. De ses quatre fils, les deux plus jeunes étaient clercs; l'aîné Amédée III lui succéda. Ce comte de Savoie s'acquit aussi une grande renommée par ses dotations charitables. A Turin, où les biens épiscopaux ne jouissaient d'aucune exemption, et où par conséquent les immunités ecclésiastiques étaient soumises au comte de Savoie, il eut de vives luttes à soutenir, pour le maintien de sa prérogative, avec l'évêque, qui cherchait à prendre le rôle des autres prélats italiens. Il se joignit aux princes qui prirent part à la deuxième croisade. Amédée III mourut en 1149: de ses trois fils, les deux plus jeunes avaient pris les ordres sacrés; Humbert III ou le Saint lui succéda.

Dans la guerre que Frédéric Ier soutint contre les Lombards et Alexandre III, le comte Humbert III se signala par sa fidélité envers ce dernier. Probablement l'évêque de Turin profita de cette circonstance et de la présence de Frédéric dans la ville, lors de sa première expédition contre Rome en 1155, pour obtenir l'exemption en faveur

(1) Au sujet de l'histoire de la maison de Savoie, je suis Guichenon, *Hist. généal. de la maison royale de Savoie*, par Samuel Guichenon, t. I. Turin, 1778.

de son Église (1). Aussitôt que dans l'année 1159 Humbert se fut déclaré pour Alexandre III, Frédéric donna à l'évêque, sur le territoire de Turin, une circonférence d'*un mille* d'étendue autour de cette ville, avec les priviléges de comte, et ajouta d'autres concessions avec le droit de juridiction.

Ces hostilités contre la maison de Savoie furent sur le point, en 1168, d'être fatales à Frédéric; les habitants de Suza, comptant sur l'indulgence de leur seigneur Humbert, résolurent d'assassiner Frédéric (2), qui venait d'arriver dans leur ville avec une suite peu nombreuse. Il eut beaucoup de peine à échapper à ceux qui le poursuivaient. Les suites de cette tentative furent, au retour de Frédéric en Italie, l'incendie de Suza et la dévastation de tout le Piémont, à l'exception du district qui appartenait à l'évêque de Turin. Humbert, avant d'avoir pu se remettre en possession de cette dernière ville, mourut en 1188 à Chambéry; il avait été marié quatre fois, et avait eu de sa troisième femme, Béatrix de Vienne, un fils, Tommaso Ier, qui n'avait que onze ans quand il fut appelé à succéder à son père. Bonifacio de Montferrat fut son tuteur, et par sa médiation on obtint un traité avec Henri VI, qui rendit au comte de Savoie, en 1191, ses droits sur Turin dans leur intégralité (3). Malgré cela Tommaso, devenu majeur, quitta le parti de Henri VI et celui de la famille de Hohenstauffen, et combattant les droits d'Otto IV, se montra l'adversaire de ses parents les marquis de Montferrat et de Saluzzo.

Il existe un grand nombre de donations pieuses faites par ce prince de Savoie. En 1223, un traité de paix fut enfin conclu avec les marquis de Saluzzo. En qualité de vicaire de l'empire, Tommaso prit une grande part aux affaires de l'Italie supérieure et surtout à celles des côtes de Ligurie. La Savoie était aussi en paix avec le marquis de Montferrat, depuis que Thomas s'était rapproché de Frédéric; mais de nouveaux troubles à Turin amenèrent des hostilités nouvelles. En 1230, Turin se révolta et voulut reconnaître comme seigneur le marquis de Montferrat (1); la guerre continua jusqu'à la mort de Thomas, qui arriva à Aost en 1232.

Thomas avait eu de sa seconde femme, Marguerite de Faussigni, quatorze enfants, dont neuf filles; le second, Humbert, était mort en 1323. Les cinquième et sixième, Guillaume et Amédée, ainsi que les huitième et neuvième, Philippe et Boniface étaient entrés dans les ordres. Outre l'aîné, Amédée IV, il y avait encore trois frères qui élevaient des prétentions sur les apanages. Le troisième, Thomas (que j'ai nommé Tommaso parce qu'il était prince italien, et qui depuis 1245 fut comte de Piémont) obtint comme apanage Maurienne et le Piémont; le quatrième, Aymon, eut le Chablais et le pays de Vaud; et comme il mourut en 1242 sans enfants légitimes, ses domaines revinrent à la famille régnante. Le septième, Pierre, reçut Faussigny et Vaud.

Amédée IV ramena de nouveau Turin à la soumission envers son frère Tommaso au

(1) Voyez, sur cette exemption de l'évêque de Turin, Phil. Pingonii Sabaud. Augusta Taurinorum (1577), p. 37, pour l'année 1155.

(2) Voy. t. II, p. 92.

(3) Pingonius, l. c., p. 40, ad a. 1191 : « Mortuo Federico Cæsare, Arduinus Taurinensis episcopus Sabaudum Taurinensesque cives turbat; civitate potitur ac seditione suscitata, civitate præsul detruditur. Qui cum clero apud Testonam oppidum (cujus ruinis postea erectum moncallerium) secessit. Tandem restituitur episcopus, ea tamen lege, ne amplius ultra quam quæ Poli sunt, cognoscat; publicis et supremis Sabaudo Thomæ restitutis juribus. »

(1) Montferrat s'était déjà, en 1228, préparé à occuper Turin. Pingonius, l. c., p. 42 : « Jacopus episcopus Bonifacium Montis Ferrati marchionem in suas partes vocat; is ut Taurini pedem figere queat firmius, se clientem sive vassallum episcopi facit. » — Et p. 43, a. 1230 : « Bonifacius marchio Montis Ferrati Taurinum occupat, privilegia civibus confirmat, quæ per Thomam Sabaudiæ comitem et Humbertum ejus secundo-genitum concessa fuerant abbatiæ S. Mariæ Brionæ cist. ord. »

mois de décembre 1235, et obtint l'alliance et la paix de Bonifacio en lui donnant pour épouse sa fille Marguerite (1). Frédéric II, en 1238, conféra le titre de duc au comte de Savoie à cause d'Aost et du Chablais, et en 1241 nomma Amédée son vicaire. En 1243, l'abbé de Pignerol céda ses droits de suzeraineté. Amédée mourut en 1253.

Son fils unique Bonifacio lui succéda; comme sa sœur aînée Béatrix était mariée avec Manfred, régent et peu après roi de Sicile, il embrassa le parti gibelin avec ardeur. Une guerre s'éleva avec Charles d'Anjou et de Provence, dans laquelle Turin fut prise par Charles (2) (1262), et Bonifacio, qui avait voulu aider les fils de son oncle Tommaso à reprendre Turin, tomba entre les mains de l'ennemi, et mourut prisonnier en 1263. Il ne laissa aucun enfant. Son oncle Tommaso était mort depuis plusieurs années; et suivant le droit public de Savoie, les plus jeunes frères de Tommaso lui succédèrent à l'exclusion de ses fils, parce que celui-ci était mort longtemps avant l'ouverture de la succession.

Pierre, seigneur de Faussigny et de Vaud, succéda aux États de Savoie. Il réussit à reprendre Turin; mais dès le mois de mai 1266 le marquis de Montferrat parvint à s'en rendre maître de nouveau. Pierre mourut en 1268 dans son château de Chillon; et ne laissant pas d'enfants, son plus jeune frère Philippe, alors âgé de soixante et un ans, lui succéda. Philippe était archevêque de Lyon; quoique vieux, il était robuste encore; il quitta l'état ecclésiastique pour prendre le gouvernement des domaines de sa maison. Il mourut en 1285, sans héritiers mâles. La Savoie parvint enfin à la ligne de Tommaso de Maurienne et de Piémont.

Tommaso, après la mort de sa première femme, comtesse de Flandre, qui ne lui avait pas donné d'enfants, avait épousé Béatrix del Fiesco, nièce d'Innocent IV (1). Il en eut trois fils, Thomas III surnommé le jeune Amédée, seigneur de Beaugé et de Bresse, et Louis baron de Vaud. Tommaso l'aîné mourut en 1259.

Turin, sur laquelle la Savoie avait des droits bien établis, était occupée depuis 1266 par Guglielmo de Montferrat. Thomas le jeune chercha à reconquérir cette ville; il y réussit enfin en 1280. Il fit alliance avec une partie des habitants, leur promit une liberté plus étendue, attaqua la ville, et grâce à l'appui de ses partisans il s'en rendit maître. Mais il désirait une renonciation authentique des droits prétendus du marquis de Montferrat; et lorsque ce dernier se rendait en Castille pour aller demander de nouveaux secours à son beau-père, Thomas le fit arrêter avec sa femme dans le voisinage de Valence en Dauphiné, et le fit enfermer dans le château de Pierre-Chatel, dans le Bugey.

Pour racheter sa liberté et celle de sa femme, Guglielmo fut contraint de signer la renonciation demandée sur Turin, Castelletto del Po, Colegno, Pianezza et autres places (2). Aussitôt qu'il fut libre, il alla en

(1) Boniface conserva Turin comme garantie de la dot de Marguerite.

(2) Tommaso avait déjà obtenu du roi Guillaume la possession de Turin; elle lui fut amplement confirmée par Frédéric II. Pingonius, l. c., p. 46, ad a. 1252 : « Willielmus imp. confirmat ipsi Thomæ II donationem civitatis Taurini a Federico factam (1243), additis omnibus oppidis, quæ erant diocesis Taurinensis. Tunc autem illi diocesi subjacebant Salutiæ, mons Regalis, Charium, Savillianum, Cuneum, Fossanum, ac proinde jam tum etiam Sabaudici juris effecta ea oppida. » — Guillaume avait fait ces donations par écrit.—Les habitants d'Asti firent prisonnier, en 1254, Tommaso, qui ne recouvra sa liberté qu'en 1257, et en promettant de délivrer Turin; mais il ne tint pas sa promesse, et en 1258 il fut rétabli dans ses droits par le roi Richard. — Dans le diplôme du roi Guillaume, les droits des marquis de Montferrat et de Saluzzo étaient expressément réservés. Voy. Moriondi, l. c., vol. II, p. 572, où ce document est publié.

(1) Le pape Adrien était son frère.

(2) Benvenuto de S.-Giorgio (l. c., p. 399) parle encore d'autres conditions moyennant lesquelles Guglielmo aurait reçu aussi une somme assez considérable.

Castille, où mourut sa femme ; il fut généreusement secouru par son beau-père. Nous avons déjà exposé les relations de Guglielmo avec les villes de Lombardie, après son retour de Castille.

Quand les ressources de la Castille furent épuisées, Guglielmo chercha un nouvel appui en mariant sa fille Iolande avec l'empereur Andronic Paléologue de Grèce. Dès 1282, il se retrouvait en relation amicale avec la Savoie. Thomas le jeune mourut dans le courant de cette année ; de ses cinq fils, les quatre plus jeunes étaient voués au culte des autels ; l'aîné, Philippe, lui succéda comme comte de Piémont. D'après le même principe, en vertu duquel les fils de Thomas le vieux avaient été exclus de la succession en faveur de leurs oncles, le fils de Thomas le jeune fut frappé de la même exhérédation, aussitôt que le vieux duc Philippe eut les yeux fermés. Ils crurent cependant prudent de se réconcilier avec le marquis de Montferrat, pour ne pas avoir plus tard d'hostilités à craindre de sa part s'ils devenaient ses voisins. Selon leur désir un compromis se fit qui arrangea toute l'affaire.

Dès cette époque tous les malheurs fondirent successivement sur Guglielmo ; d'abord les Milanais gibelins le chassèrent ; bientôt après il entra en guerre contre la Savoie. Amédée V, fils de Thomas l'ancien était, par sa femme, seigneur de Beaugé et de Bresse ; par la faveur du vieux Philippe, duc d'Aost, il avait succédé en 1285 au comté de Savoie, et à la fin de 1287 il avait fait une alliance avec les Visconti de Milan. Aussitôt que par des traités il eut assuré la paix avec tous ses voisins, il entra avec un corps d'armée, en 1290, dans l'Italie supérieure, et commença les hostilités contre Guglielmo. Celui-ci était aussi en état de la plus violente inimitié avec le pape. Ses villes se détachèrent en partie de lui ; et, quand à la fin il voulut contenir Alexandrie, une révolte générale éclata : on le fit prisonnier, et il vécut enfermé dans une cage de fer jusqu'en 1292 (1).

Guglielmo laissa un fils, Giovanni, âgé de quinze ans. Giovanni avait été élevé à Saluzzo et à Vienne. Comme la maison de Montferrat, depuis ses inimitiés avec les Visconti, tenait moins au parti gibelin, il se retira dans le royaume de Naples. Nous avons déjà rapporté dans l'histoire de Milan, comment Matteo degli Visconti mit à profit la chute de Guglielmo, et l'absence ainsi que la jeunesse de Giovanni, pour se faire seigneur de presque toutes les villes où le marquis avait dominé. A la fin Giovanni se trouva heureux de pouvoir établir Matteo pour son lieutenant dans le Montferrat, de s'assurer du moins le berceau de sa famille contre Visconti, et de se garantir par celui-ci contre ses autres adversaires (mai 1293).

Quelques années après, Giovanni s'attacha par des liens encore plus étroits la Savoie et Saluzzo. En 1296, il épousa Marguerite de Savoie, fille d'Amédée V et de Sibylle de Beaugé ; et dès 1294, de concert avec son ami le marquis Manfred de Saluzzo, qui dans la même année venait de succéder à son père, il avait ramené dans Asti la noblesse gibeline exilée, et en récompense il avait obtenu la restitution des territoi-

(1) Le Dante parle ainsi de Guglielmo (*Purg.*, cant. VII, v. 133 sq.) :

Quel, che più basso tra costor s'atterra,
Guardando in suso, è Guglielmo Marchese,
Per cui ed Alessandria, e la sua guerra
Fa pianger Monferrato e Canavese.

Aussitôt que Guglielmo fut arrêté, les habitants d'Asti commencèrent les hostilités sur son territoire. Les débuts de leur révolte furent heureux ; ils s'emparèrent d'Albugnano, Tonengo, Tonco, et reçurent par capitulation Calliano, Castagnola et les domaines du marquisat de Felizano. Ils prirent ensuite Cossumbrado, Monteglio, Agliano et autres. Les habitants d'Alexandrie, comme alliés de ceux d'Asti, conquirent Biarisio et S.-Salvatore. Dans le Canavèse, la noblesse de campagne se divisa en deux partis : celui des Gibelins resta fidèle à Montferrat ; les Guelfes s'allièrent à Philippe, prince de Savoie et de Piémont, qui devint maître de Calusio et de Ripa-Rossa. Le Canavèse est situé au-dessous de Turin, sur la rive gauche du Pô, en sorte qu'Ivrea s'y trouve comprise.

res enlevés par cette ville au Montferrat (1). Plus tard il reprit aussi toutes les conquêtes de Matteo degli Visconti; mais il ne parvint pas à conserver la seigneurie d'Asti: les Guelfes, secourus par Charles de Naples et par Philippe de Piémont, y rentrèrent en 1304.

Déjà en 1301, Filippo avait épousé Isabelle de Ville-Hardouin, princesse d'Achaïe et de Morée, expulsée par Michel Paléologue, et avec laquelle beaucoup de seigneurs grecs vinrent en Piémont (1). Lorsque Giovanni mourut en 1305 à Chivasso, un prince grec, Théodore, fils d'Andronic Paléologue et d'Iolande de Montferrat, lui succéda suivant son testament, en dépit de la fausse généalogie d'Aleram, qui pouvait justifier les prétentions de Manfred de Saluzzo.

§ II. *Histoire de Monferrat jusqu'à l'acquisition d'Ivrea en 1344.*

Aussitôt après la mort de Giovanni, Manfred de Saluzzo forma le plan de s'emparer du Montferrat. Il fit savoir à l'impératrice Iolande que la veuve du marquis était enceinte; il espérait par ce mensonge retarder le départ du prince Paléologue; en même temps il occupa quelques points principaux, Moncalvo, Vignale, Chivasso, et Lu. Une partie des habitants lui résista et se maintint dans cet état jusqu'en 1306 que Théodore débarqua à Gênes. Pour obtenir le secours d'un prince plus puissant, Manfred offrit le marquisat au roi Charles de Naples, et le reçut de lui en fief, à l'exception de Nice dans le voisinage d'Alexandrie, qui devait appartenir au roi. Théodore et Manfred cherchaient en même temps, par des alliances avec les familles les plus riches et les plus puissantes de Gênes, à se procurer des amis et de l'appui dans le voisinage. Théodore épousa une Spinola, et se trouva uni aux comtes Langosco et Lomello, si importants dans le pays; mais Manfred se maria avec une Doria. Nous avons déjà dit quelle influence ces alliances exercèrent sur les relations extérieures de Gênes. Aussitôt que Théodore, secouru par les Spinola et les Langosco, fut arrivé à Casale di S.-Evasio, il invita tous les vassaux du Montferrat à venir lui prêter serment de fidélité (2).

Une lutte s'engagea entre les deux prétendants; en 1307, les seigneurs de Savoie se déclarèrent pour Manfred, parce que la plus grande partie des domaines de Saluzzo étaient considérées comme fiefs et Manfred comme vassal de Savoie. En 1309, Théodore réussit enfin à s'emparer de Moncalvo. La

(1) Benvenuto de S.-Giorgio (l. c., p. 404 et 405) nomme expressément Vignale Felizano, Rivalba, Padiglione, Tonco et Calliano parmi les places reconquises. — D'après le testament de Tommaso de Saluzzo (Moriondi, *Monum. Aquensia,* vol. II, p. 445), on peut connaître le marquisat de Saluzzo à cette époque: Revello, Martignano, S.-Fronte, Crisolo, Oncino, la vallée du Pô supérieur, Carmagnola, Racconigi, Caramagna, Saluzzo, Alpiasco, Mello, la vallée de Vraita.—Turin, Moncagliari, Carignano, Villa-Franca, Vigone, Pignerol, Laperosa et Suza, formaient les points principaux de la domination piémonte-savoyarde.

(1) Pingonius, l. c., p. 50: « Taurinum advehuntur, proceribus Græcis comitantibus et magno cum apparatu excipiuntur, principesque Achajæ et Moreæ salutantur. » Le titre de prince de Piémont était presque purement honorifique.

(2) On voit par ces lettres du 16 septembre 1306 l'étendue du marquisat. Les contrées qui s'étaient déjà déclarées pour Manfred ne furent pas invitées à prêter serment de fidélité. Les documents sont dans Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 416 sq. — On connaît l'étendue du territoire du marquisat en 1355 par l'acte de confirmation de Charles IV. Benven. de S.-Giorgio, l. c., p. 527 sq., dans lequel sont mentionnées différentes contrées que le marquis veut conquérir, et sur lesquelles il a seulement les droits de suzeraineté.

lutte continuait quand le roi Henri, en 1310, fut reçu par Amédée de Savoie, et arriva à Turin auprès de Philippe de Piémont.

Cependant les princes de Savoie avaient rompu avec Robert, successeur de Charles de Naples, et étaient entrés en lutte avec le marquis de Saluzzo, jusqu'alors fidèle partisan de Robert. Henri cherchait à détacher Manfred de Naples, en l'enrichissant aux dépens de Robert, et lui donna Alba, Chieri et Mondovi qui s'étaient soumis précédemment au comte de Provence. Théodore reçut à Asti le fief avec le marquisat de Montferrat; et tant que Henri resta dans l'Italie supérieure, la paix parut rétablie dans le pays.

Quand Robert, en 1313, recommença la guerre contre Manfred de Saluzzo et Philippe de Piémont, et occupa Alba, Chieri, Cuneo et Mondovi avec d'autres places, une ligue se forma entre les seigneurs du pays; le comte de Savoie, que les habitants d'Ivrea avaient reconnu comme leur seigneur, le prince de Piémont, le marquis de Saluzzo et Théodore s'unirent pour résister en commun à l'usurpateur étranger. Cependant ils ne purent l'empêcher de se maintenir dans les cantons qui avaient des sentiments provençaux. La sentence de Henri contre toutes les places et les seigneurs de l'Italie supérieure qui s'étaient tournés du côté de Robert donna occasion à Théodore de faire beaucoup de conquêtes, entre autres celle de Casale, au mois de mars 1316, qui devint la résidence des marquis de Montferrat.

Dans la même année mourut l'impératrice Iolande, et le marquis partit pour Constantinople (1). Dans l'intervalle mourut aussi son beau-père, et par là les droits des Spinola sur Seravalle passèrent à la famille de Montferrat. En 1309, le marquis était revenu par Venise dans ses États italiens; il convoqua une assemblée provinciale à Chivasso, à laquelle assistèrent des députés du marquis Manfred de Saluzzo et les abbés de Gruttuaria et de Grazano. Le but de cette réunion était d'arriver à une pacification entre les Guelfes et les Gibelins qui troublaient encore le pays; l'irritation de ces factions se signalait surtout à Casale; à la tête de l'une se trouvaient les familles de Cani et Torti, à la tête de l'autre, celles de Grassi et Vasani. Ces factions de Casale durent accepter de nouveau la réconciliation jurée à Montferrat lors de la remise de la ville; une paix générale fut la suite de ce parlement. Quiconque à l'avenir troublerait la tranquillité sur un point du marquisat, et serait banni pour ce fait ou pour tout autre délit, devait être exilé de l'État tout entier. Le marquis de Saluzzo offrit par son envoyé au marquis de Montferrat paix et amitié, ainsi qu'une alliance offensive et défensive, proposant de lui donner assistance, et de le soutenir en toute circonstance auprès des siens (1).

Partout dans l'histoire, quand on voit un État, par l'unité de ses mouvements intérieurs, se développer de plus en plus systématiquement, en économisant l'emploi de ses ressources, les États voisins lui sont soumis, ou bien se trouvent forcés de penser à consolider et à concentrer les forces qu'ils renferment en eux-mêmes. Ainsi la puissance croissante de la maison Visconti à Milan amena pour le Montferrat la nécessité de rétablir un pouvoir public plus énergique, en dépit des droits seigneuriaux tout dispersés dans ces contrées sur des prélats, des vassaux et des communes.

Mais à cette époque, comme en tout temps, la force et l'énergie dans les affaires politiques dépendait de l'argent et des forces militaires, et dans un pays comme le Montferrat on ne pouvait se procurer ces ressources sans l'assentiment des états. Déjà en 1320, Théodore réunit une nouvelle as-

(1) Lebret (*V. Italien*, vol. IV, p. 281), dans les notices biographiques que Théodore a lui-même écrites en grec, puis traduites en latin, s'est mépris si fortement que d'un voyage il en fait deux. Ses erreurs cependant sont excusables, car la traduction présentait de grandes difficultés.

(1) On trouve le protocole de cette assemblée dans Benven. de S.-Giorgio, l. c., p. 429—438.

semblée à Chivasso, dans laquelle, sans compter l'abbé de Grazano et quelques autres clercs, se trouvaient presque tous les vassaux en personne et les députés des villes et places suivantes : Chivasso, Berolengo, S.-Gennaro, Cagliano, S.-Rafaele, Castignetto, Castignoli, Castelletto, Albugnano, Brozano, Tonco, Montebello, Vignale, Creda, Grazano, Villa, Blandrate, Moncalvo, Tridino et Palazoglio. La bourgeoisie avait ainsi une part plus importante à la représentation provinciale que dans toutes les autres principautés de l'Europe romano-germaine où se formaient alors des diètes; et même dans les contrées de l'Italie où la noblesse était l'élément prédominant, sa supériorité à l'égard des villes était moindre qu'ailleurs; le Montferrat se présentait comme un pays favorable à la vie de cité.

Dans cette assemblée de 1320, le marquis fit donner aux états un compte de tous les actes du gouvernement depuis son retour de Grèce; on demanda à l'assemblée trois lois: la première concernait la régularisation du service militaire dû par les hommes de fief, nobles ou non nobles; la seconde, pour déterminer la marche à suivre quand un impôt n'était pas payé; la troisième était relative à l'établissement des douanes dans le marquisat et à la fixation des prestations nécessaires au service du château du marquis, afin que celui-ci sans opprimer le pays eût un revenu suffisant. La première et la troisième de ces lois ont seules de l'intérêt pour nous.

Quant au service militaire, l'état de la noblesse, après une délibération préalable, nomma une commission dans laquelle le marquis devait envoyer des délégués; les députés des villes déclarèrent qu'ils approuveraient tout ce que la noblesse déciderait à cet égard et tout ce qu'ordonnerait le marquis relativement aux finances; celui-ci, satisfait, invita tous les membres à un festin, puis les congédia. Seulement douze vassaux nobles et dix députés bourgeois (de Chivasso, Moncalvo, Vignale, Montebello et Tridino) restèrent en commission, à l'effet de poursuivre les travaux de l'assemblée, et le marquis leur adjoignit vingt et un chevaliers.

Cette commission traça un cadre d'état militaire, par lequel furent assurés au marquis deux cent trente hommes complétement armés, sans compter dix-huit chevaliers montés et servant comme milice du pays, que le pays fournirait sur la demande du souverain. Les chevaux non équipés ne devaient pas être d'une valeur moindre de quatre-vingts livres impériales, les chevaux équipés de cent vingt livres. Le marquis régla l'administration du pays avec ses employés, conformément aux désirs de ses États.

Pour les relations du marquisat de Saluzzo, la mort de Manfred en 1323 fut très-décisive. Par sa force et par son énergie, par des acquisititions ou autres moyens, Manfred avait beaucoup augmenté ses possessions, en sorte que le marquisat était devenu un territoire important, et pouvait même procurer à un prince plus faible quelque autorité. Son testament partagea les possessions, jusqu'alors réunies, de sa maison entre ses quatre fils, et par là les marquis retombèrent au rang de riches nobles de campagne (1).

Aussitôt que le marquis de Montferrat crut avoir affermi l'ordre et le repos dans ses États, et après la naissance de son fils Giovanni, il se rendit de nouveau en Grèce, où il

(1) Manfred V, le second fils, mais préféré de son père, eut avec le titre de marquis la résidence seigneuriale de Rivello; de plus : Gnoria, Martignana, Saluzzo, Cordetto, Dragonerio, S.-Damiano, Pagano, la vallée de Grana, Monterosio, Prato, Levico, Castel de Montemaro, Quadraglio, Brenetro, Manta, Bersolo, Mello, Frassino; avec les prestations féodales des seigneurs de Baldesserio, Balsenaria, Roffia, Monasteriolo, Scornefiso, Servignasco, Barge, S.-Fronte, Paisana, Pothal, Castellario, Pagni, Brodello, Rossana, Benasca, Castigliole, Botignasco, Solern, Villa-Mairana, Salinatore, Roccabruna et Pagliaro. Federigo, l'aîné, eut Carmagnola, Racconigi, Mogliabruna, Polunghera, Ternavasio, Caramagna et Cavalier-Leone. Teodoro eut Farigliano, Montebarcario, Perletta, Uzono, Cairo et Rochetta di Cairo. Bonifacio eut Brozasco, Alpiasco, Billanovetta, Mulazano et Caneirana.

resta plusieurs années auprès de ses parents. Quand il revint en 1329, il vendit pour payer ses dettes les château, place et superficie de Pontestura, à Tommaso d'Asti, pour trente mille florins d'or. En 1330, il maria sa fille Iolande au comte Aymon de Savoie, fils d'Amédée V.

Les princes de Savoie avaient dans les derniers temps continuellement étendu leurs possessions, mais en grande partie dans des contrées qui n'étaient pas en relation avec l'Italie. Philippe de Piémont, en 1324, s'était ligué avec Federigo de Saluzzo (1); ce dernier avait reconnu tenir en fief du prince de Piémont tous les domaines qu'il occupait par suite du testament de son père, quoique les marquis de Saluzzo n'eussent jamais reconnu prendre leurs fiefs savoyards que du comte de Savoie, comme chef de leur maison.

Les domaines de Savoie avaient cependant changé de maîtres. Amédée V était mort en 1323 durant son séjour à la cour papale à Avignon. Il avait eu de sa première femme, Sibylle de Beaugé, sept enfants, et de la seconde, Marie de Brabant, quatre. Dans les premiers il y avait seulement trois fils, les autres étaient toutes filles; des trois garçons, Jean mourut encore jeune en 1284; l'aîné, Édouard, succéda à son père comme comte de Savoie; le deuxième, Aymon, reçut le Beaugé et d'autres possessions en apanage. Édouard mourut en 1329, à Gentilly, près de Paris, et ne laissa qu'une fille; ainsi le comté revint à Aymon, qui l'année suivante devint gendre de Théodore de Montferrat.

Édouard avait déjà soutenu une guerre pénible contre le dauphin de Vienne; celui-ci trouva contre Aymon un allié dans le beau-fils d'Édouard, le duc Jean de Bretagne. Les motifs de cette guerre, ainsi qu'on peut le voir dans Guichenon (2), n'étaient que des dissensions sur des fiefs et des territoires sans importance. Les hostilités ne se terminèrent qu'en 1334, par l'intervention du roi de France.

(1) Guichenon (l. c.) se trompe, ce me semble, en croyant que cette alliance avait été dirigée contre le marquis Manfred V, frère préféré de Federigo.

(2) Passage cité p. 387 f.

Théodore s'était cependant allié en 1332 avec le roi Robert, et celui-ci, avec son secours et à l'aide de la révolte des habitants, rentra en possession de Turin (1); il fut facile à Philippe de reprendre cette ville, et en 1333 les troupes piémontaises, provençales et de Montferrat en vinrent aux mains près de Tegerone; en septembre 1334, Philippe mourut à Pignerol.

Autant le marquis avait été heureux pour le mariage de sa fille, autant il le fut pour celui de son fils Giovanni, peu d'années après; en 1337, celui-ci épousa Cécile de Comminges, qui apporta à la maison de Montferrat la somme considérable à cette époque de quarante mille florins d'or.

Théodore mourut le 21 avril 1338 à Trino, et après un gouvernement sage et clément il laissa le marquisat à son fils Giovanni, dans un état très-florissant.

Des fils de Philippe de Piémont, trois étaient clercs; l'aîné, Jacopo, lui succéda; le plus jeune, Aymon, eut quelques seigneuries en apanage (2).

Jacopo fit en 1335 la paix avec le roi de Naples; il en reçut Fossano à titre de fief, et s'engagea à le secourir contre ses ennemis dans l'Italie supérieure. Savigliano fut restituée à la Provence.

Cette paix eut pour Saluzzo des conséquences funestes; Manfred mourut à la même époque, et laissa le marquisat à son fils Tommaso, qui fut attaqué par ses trois oncles. Ceci fut cause que le sénéchal provençal dans les cantons piémontais du roi commença des hostilités contre Saluzzo auxquelles Jacopo prit part; il attaqua tout à coup, en 1340, Saluzzo, incendia une grande partie de la ville, et fit prisonniers le mar-

(1) Pingonius, l. c., p. 51.

(2) Villafranca et Casalmaggiore, qu'il paraît avoir reçues de sa femme Meucia, de la famille des marquis de Ceva.

quis et ses fils. Mais aussitôt que le roi de Naples fut mort, en 1341, Alba se rendit à Jacopo, et les seigneurs de Savoie se tournèrent contre les possessions provençales en Piémont, et en 1346 prirent Chieri, Cherasco, Mondovi, Savigliano et Cuneo. Une réconciliation eut lieu avec Saluzzo. Cependant le marquis Tommaso fit plus tard, en 1348, une alliance très-étroite avec Milan contre la Savoie. Lucchino degli Visconti se fit céder par la reine Jeanne ses biens et ses prétentions en Piémont; mais quand Lucchino mourut, le prince de Piémont fit la paix avec les Visconti.

A la tête de la maison de Savoie, à l'époque de cette conquête, était Amédée VI, qui avait à l'âge de sept ans succédé à son pére Aymon, mort au mois de juin 1343 au château de Montmeillan; il est plus connu par le surnom d'Amédée le Verd (1). Les autres enfants d'Aymon, ou n'étaient que des filles, ou étaient morts avant lui.

Le comte Aymon avait encore acquis, en 1337, de l'évêque d'Ivrea des droits seigneuriaux qui étendaient son pouvoir sur une grande partie des domaines du Montferrat. Comme maître de Chivasso, de Castagneto, de S.-Giorgio, de Berolengo, le marquis de Montferrat était feudataire de la Savoie. Giovanni fut, après la mort de son père, occupé à calmer les querelles des Guelfes et des Gibelins à Canavèse; à la tête des Guelfes était la maison de Valperga, à la tête des Gibelins celle de S.-Martino (1); le parti Valperga tenait pour le Montferrat, l'autre pour la Savoie. Giovanni, vainqueur, maintint les droits de sa maison à Canavèse; ensuite il eut depuis le mois d'octobre 1339, avec l'aide du parti gibelin, la *signoria* pour quelque temps à Asti (2). Il la céda aux Visconti; quoiqu'il ne pût la conserver, cependant il resta comme le boulevard des marquisats de second ordre de l'Italie supérieure. L'autorité qu'il s'acquit ainsi auprès de la noblesse, l'ordre et la justice avec lesquels il gouvernait ses domaines, firent souhaiter à chacun de lui être soumis, et en 1334 la ville d'Ivrea, de son propre mouvement, le reconnut solennellement comme son seigneur (3).

§ III. *Jusqu'au partage d'Ivrea entre le Montferrat et la Savoie en* 1349.

Un peu avant que les seigneurs de Savoie fissent les conquêtes dont nous avons parlé dans les possessions piémontaises, le sénéchal napolitain Reforza Dago fut complétement battu par Giovanni de Montferrat; lui-même perdit la vie dans ce combat, en 1345. Deux années plus tard, la ville de Valence se soumit volontairement à la suzeraineté de Montferrat, en 1347 (2); nous voyons à cette occasion quelles relations s'établissaient entre les petites villes qui se soumettaient à des seigneurs plus puissants. Tous les six mois les habitants de Valence présentaient au marquis trois hommes qui devaient être nés ses vassaux; il choisissait parmi eux un

(1) Louis de Vaud et Amé de Genève furent les tuteurs du comte Verd pendant sa minorité.

(2) Voyez Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 490.

(1) S.-Martino et Valperga étaient les principaux châteaux des comtes de Canavèse qui étaient partagés en deux lignes (Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 461). Avec les Valperga se tenaient les comtes Blandrate, qui avaient des terres à Canavèse, et les comtes de Mastino.

(2) A la tête des Guelfes d'Asti étaient les Soleri, qui par leur tyrannie excitaient tout le monde contre eux, et qui préparaient ainsi la voie aux Gibelins pour revenir. A la tête de ceux-ci étaient les Guttueri, Isnardi et Turchi. Quand le marquis reçut la seigneurie, les Soleri furent chassés.

(3) Ivrea et la vallée d'Aost furent aussi le théâtre des combats des Guelfes et des Gibelins. A la tête des Guelfes, à Ivrea les Taliati et da Lostria, dans la vallée d'Aost les Monzoneto;

vicaire pour gouverner pendant six mois (1). Le marquis avait plein droit de justice, et pouvait en cas de guerre réclamer le concours des bourgeois; mais il devait de son côté s'engager à protéger la constitution de la ville, à lui laisser ses capitaines nobles et ses anciens du peuple; il ne pouvait toucher aux revenus de la ville provenant de ses moulins et de ses douanes, à l'argent réservé pour l'entretien des routes et du port; il devait se contenter du revenu des tribunaux et d'un tribut fixe et annuel.

Cependant la guerre continuait entre le Montferrat et la Savoie, depuis que les deux puissances s'étaient rattachées aux partis qui se combattaient à Canavèse; et les hostilités avaient redoublé après que les habitants d'Ivrea, sur lesquels les Savoyards élevaient des prétentions, se furent soumis à Giovanni. Enfin en 1349, Amédée le Verd résolut de se soumettre, ainsi que son cousin de Piémont et le marquis Giovanni, à un jugement arbitral de l'archevêque de Milan. Celui-ci parvint au mois de septembre de l'année suivante à leur faire adopter ces conditions (2) :

1° Une paix durable doit être établie entre les puissances contractantes et leurs adhérents.

2° La ville et le territoire d'Ivrea, avec droits et possessions, seront possédés par la Savoie et le Montferrat par portions égales (3), et les exilés pourront rentrer dans leur patrie.

3° Les biens de ceux qui ne voudront pas rentrer seront partagés également entre la Savoie et le Montferrat.

4° Si le marquis de Montferrat meurt sans laisser d'héritiers mâles, Ivrea appartiendra tout entière à la Savoie.

5° Si le marquis voulait affermer, vendre ou aliéner ses droits, il ne pourrait traiter qu'avec le comte de Savoie et *vice versa*.

6° Les adversaires du parti savoyard qui s'étaient soumis au marquis de Montferrat devront à l'avenir rentrer sous la suzeraineté de la Savoie.

7° Chieri et Ivrea devront disposer de nouveaux cadastres, et tant que ces opérations ne seront pas achevées, aucun impôt nouveau ne pourra être établi.

8° Toutes les discussions peu importantes qui pourraient survenir entre la Savoie et le Montferrat seront décidées par des tribunaux de conciliation.

Un traité fut conclu par le comte Verd et Giovanni avec Ivrea, à la suite duquel les syndics, les *credenzarii* et tous les bourgeois durent prêter serment de fidélité aux deux seigneurs; de leur côté ceux-ci s'obligèrent à n'établir aucun impôt en dehors des subsides expressément accordés, sans le consentement de la ville. Parmi ces impôts spécialement fixés, il faut compter : 1° tous les produits des tribunaux, quand les seigneurs ont pleine juridiction; 2° l'impôt du sel; 3° celui du blé aux entrées della Fontana et de Lodi; 4° l'impôt de mouture; 5° celui sur les chevaux. Les seigneurs de la ville pouvaient confier l'administration de ces impôts à qui leur convenait.

La famille Soleri, qui jouissait des droits de vicomtes épiscopaux à Baya, fut aussi assurée du droit de juridiction à l'avenir. Aux colléges urbains demeura le pouvoir, dans les affaires de la ville, de faire des lois et ordonnances selon leur volonté, pourvu qu'elles ne portassent point atteinte au traité conclu avec les seigneurs. Chaque année, la ville choisissait quatre hommes vassaux du comte ou du marquis, et les seigneurs nommaient l'un d'eux podestat.

à la tête des Gibelins, à Ivrea les Bornati, dans la vallée d'Aost les da Perlo et les da Quarto.

(1) La même détermination fut prise à Casale di S.-Evasio en 1350; les habitants choisissaient tous les six mois quatre vassaux du marquis, parmi lesquels celui-ci nommait le podestat.

(2) Voyez Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 498.

(3) Et même *pro indiviso*, pour les droits et les priviléges; les deux parts étaient égales, mais ne pouvaient jamais être divisées.

§ IV. *Jusqu'à la mort du marquis Giovanni en* 1372.

Le premier événement qui attire l'attention dans l'histoire de la maison de Montferrat à cette époque est l'acquisition de la ville d'Asti. Après la mort de Giovanni degli Visconti, archevêque de Milan, qui du consentement du Montferrat avait saisi la seigneurie d'Asti sur Lucchino cette ville revint à Galeazzo degli Visconti, et celui-ci mécontenta les habitants. Cependant Charles IV vint en Italie, et Giovanni de Montferrat acquit auprès de lui autant de faveur que les Visconti lui inspiraient de crainte et soulevaient sa haine. A Pise, en 1355, Charles donna à Giovanni qui l'accompagnait, de la même manière que Henri VII l'avait jadis conférée à Théodore, la ville d'Asti en fief, et le nomma vicaire de l'empire à Pavie et dans la Lomellina (1). Aussitôt que Charles IV eut quitté l'Italie, et que Giovanni, par l'entremise de Leonardo degli Visconti, fils naturel de l'archevêque Giovanni, eut fait alliance avec ceux d'Asti, il ne voulut plus de Galeazzo et marcha contre cette ville, dont Manfred de Saluzzo (2) et Ugoletto de Isnardi étaient gouverneurs au nom des seigneurs de Milan. En 1356, Giovanni s'empara d'Asti; et les habitants, par acte authentique, lui conférèrent la seigneurie de leur ville. L'on a déjà raconté aussi comment il parvint à saisir à Pavie une position qui démentait son titre de vicaire de l'empire. Alba, dont les Visconti s'étaient aussi emparés, rentra également sous la domination des seigneurs du Montferrat.

Étant en relations hostiles avec les seigneurs de Milan, Giovanni chercha naturellement à établir des rapports pacifiques avec les princes voisins, et il conclut avec le plus puissant d'entre eux, le comte Verd, un traité de paix au mois de décembre 1356.

Le cousin du comte Verd, Jacopo de Piémont, se trouva bientôt dans une position très-singulière; il était resté l'allié des Visconti, pendant que le chef de sa maison se rattachait au parti de Montferrat et au marquis Tommaso de Saluzzo contre Milan.

Il fit la guerre contre Tommaso de Saluzzo, jusqu'à ce que celui-ci mourût, et que son fils Federigo lui prêtât hommage en 1359 pour les parties du marquisat qui étaient des fiefs de la Savoie. Il n'en résulta pas des hostilités directes entre Jacopo et le comte Verd, jusqu'à ce que Jacopo voulût se conduire aussi despotiquement en Piémont que les Visconti à Milan. Les États de Piémont trouvèrent de l'appui auprès du seigneur suzerain, le comte de Savoie, qui y envoya une députation pour s'enquérir de l'état des choses; à la tête de cette légation était un noble de la famille de Provana; Jacopo le fit assassiner, et le comte Verd, pour se venger, fit emprisonner ce dernier, et réunit au comté de Savoie le duché de Savoie et Piémont, en 1360. Jacopo fut bien réintégré dans ses domaines en 1363; mais jusqu'à sa mort, qui arriva en 1366, il resta complétement dans la dépendance du comte Verd.

Cependant les relations entre la Savoie et le Montferrat étaient tout à fait changées; il y avait tant de motifs à des collisions entre le comte et le marquis pour des questions territoriales, qu'il était impossible que la bonne intelligence fût de longue durée; et d'ailleurs le Montferrat offrait une trop riche acquisition pour que le comte de Savoie et

(1) Il paraît que Lomellina faisait partie du comté de Pavie, et qu'elle continua à en dépendre après la donation des priviléges de l'évêque. La famille Langosco, qui jouait un grand rôle à Pavie, obtint les droits héréditaires de comtes sur Lomellina. Pour indiquer leurs relations immédiates avec l'empire et leur distinction des comtés feudataires de l'évêque, on les nomma comtés palatins de Lomello.

(2) Seulement de la famille des marquis; mais il n'était pas marquis.

Milan n'en fissent pas un objet de convoitise; Galeazzo et le comte Verd conclurent une alliance en 1364 contre Montferrat, et la guerre éclata, en conséquence de ce traité, entre Saluzzo et Savoie-Piémont. Le fils ainé de Jacopo, Filippo, se révolta contre son père et se rangea du côté de Saluzzo; il fut fait prisonnier en 1366, à Fossano, puis exclu de la succession en Piémont. Jacopo eut pour successeur son second fils, Amédée, sous la tutelle du comte Verd. Filippo mourut en 1369. Nous avons déjà parlé des relations du Montferrat avec les Visconti, et de la perte de Pavie dans l'histoire de Milan. Novi, que le marquis avait acquise par accommodement avec Milan en 1358, dut être cédée plus tard aux Génois, pour en obtenir l'argent nécessaire à une nouvelle guerre contre Visconti; et ce fut un grand bonheur pour Montferrat, lorsque le marquis reçut une dot de trente-cinq mille florins d'or, que lui apporta en mariage Élisabeth, fille du roi d'Aragon, Jaimes de Majorque; il put ainsi, sans écraser ses sujets, prendre à son service des corps nombreux de ces mercenaires, qui dans le XIV[e] siècle, pour de l'argent, répandaient la guerre en Italie. Lorsqu'enfin, en 1364, la paix fut conclue entre Montferrat et Milan, le marquis dut, pour conserver Asti, sacrifier Alba et d'autres places en Piémont, dont Galeazzo degli Visconti s'empara. Galeazzo abandonna par la suite ses possessions en Piémont à son gendre, Lionel de Clarence. Après la mort de celui-ci, ses troupes les revendirent au marquis de Montferrat, ce qui ralluma la guerre entre Montferrat et Milan (1), et cette dernière puissance s'empara d'Alba, de Valenza et de Casale; pendant cette lutte, Giovanni mourut au mois de mars 1372.

Le comte Verd avait fait peu de conquêtes sur lui, et seulement dans le Canavèse. Auparavant, lors de son alliance avec Galeazzo, il avait arrêté le plan de partage de toutes les possessions de la maison de Montferrat; mais il abandonna le parti de Milan quand il vit le frère de Galeazzo, Bernabo, secourir le marquis de Saluzzo contre Savoie et Piémont. Il reconnut bientôt que la puissance milanaise deviendrait ainsi menaçante pour la Savoie, et que le Montferrat était son meilleur boulevard contre les envahissements des Visconti. Il se décida tout à coup à se déclarer pour Montferrat contre Visconti, lorsque celui-ci voulut opprimer le fils de Giovanni.

§ V. *Jusqu'à la mort du comte Verd en* 1383.

Giovanni en mourant laissa le marquisat à son fils ainé, Secondotto, âgé seulement de onze ans. Il avait nommé comme tuteur le prince Otto de Brunswick, qui avait longtemps séjourné à sa cour. Le feu marquis avait donné en outre en commun (1) à Secondotto et à ses trois frères, Giovanni, Teodoro et Guglielmo, la seigneurie d'Asti et ses prétentions sur Alba et Montevico, comme seigneurie séparée du marquisat (2); mais Asti était justement le point sur lequel Visconti dirigeait toutes ses forces.

(1) Pro indiviso.

(2) Le testament de Giovanni se trouve dans Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 566.

Au même temps arrivèrent les secours demandés à la Savoie par le pape; les troupes milanaises furent battues dans plusieurs affaires partielles, et enfin Giovanni Galeazzo leva le siége. La suite de ces événements fut une alliance très-étroite entre le Montferrat et la Savoie (2), alliance à laquelle prirent

(1) Benv. de S.-Giorgio, l. c., p. 559.

(2) Guichenon, l. c., p. 420. — La ligue fut conclue le 17 juin 1372, par laquelle Amé promit de défendre le marquis, ses terres et ses adhérents, savoir la ville d'Asti, le marquis de Malespine, les marquis de Busque, de Cève et d'Incise, pour les terres qu'ils tenaient en mouvance du Montferrat, envers et contre tous, à la réserve du pape, du roi de France et des

part au mois de juillet 1372 le pape, l'empereur et le roi Louis de Hongrie. Le comte Verd fut le chef de cette ligue ; nous avons dit ailleurs les conséquences de cette alliance contre Milan, et nous avons aussi parlé du mariage du marquis avec la veuve du duc de Clarence.

Les relations des marquis de Montferrat, comme seigneurs d'Asti, d'Alba et de Montevico, se rattachaient à une délégation du vicariat de l'empire dans ces villes, et Benvenuto cite déjà en 1374 une confirmation de ce vicariat par Charles IV (1). Secondotto montrait en grandissant un naturel très-enclin aux passions, et surtout à la colère. Dans un accès de fureur, irrité par la perte d'Asti, que lui avait enlevée son beau-frère, il voulut se venger sur le fils d'un de ses soldats allemands; il trouva une mort violente, et succomba sous les coups du père de sa victime en 1378 (2).

En vertu d'un acte du jeune Montferrat, Giovanni son frère et successeur dans le marquisat, le duc Otto de Brunswick devait garder la tutelle et la régence jusqu'à ce que celui-ci eût atteint l'âge de vingt-cinq ans. Otto continua la guerre contre Giovan Galeazzo sans succès. Theodore, frère du marquis Giovanni, s'était joint à Visconti contre Montferrat (3). Peu d'années après l'armistice (4), qui au mépris d'un jugement arbitral avait laissé en 1379 à Giovan Galeazzo la possession d'Asti, Giovanni mourut en 1381. Il avait suivi Otto de Brunswick dans le royaume de Naples, et l'avait appuyé dans la guerre que celui-ci, comme époux de la reine Jeanne, faisait au prince Carlo de Durazzo ; il succomba dans une attaque sur Naples, le 25 août (1).

Au moment ou Giovanni rencontrait la mort, Théodore son frère était au pouvoir de Giovan Galeazzo ; il en résulta en 1382 une paix entre Visconti et Montferrat, dont le premier dicta les conditions, et comme ce traité sanctionna le *statu quo* des possessions respectives, Montferrat perdit Asti.

Pendant la guerre de la ligue, en 1372, contre les Visconti, le comte Verd avait surtout dirigé ses armes contre l'allié de ceux-ci, le marquis Federigo de Saluzzo, et avait fait sur lui des conquêtes assez importantes. Dans cette situation, Federigo ne trouva d'autre moyen de salut que de déclarer en 1375 qu'il tenait son marquisat en fief du roi de France, se basant sur une ancienne alliance féodale entre Saluzzo et le dauphin de Vienne.

Mais l'empereur vit dans cette déclaration une atteinte à ses droits, puisque Saluzzo appartenait évidemment au royaume d'Italie. Il céda les droits de l'empire sur ces contrées au comte Verd, et lui ordonna de n'entrer en aucune discussion sur les relations féodales de Saluzzo que devant une cour impériale ; cette affaire ne se termina qu'en 1378, lors de la paix entre Giovanni Galeazzo et la Savoie. Le seul événement remarquable depuis cette époque fut la cession faite au comte Verd, par le duc Louis d'Anjou, des droits de sa maison et du royaume de Naples sur les contrées du Piémont. Amédée VI succomba à une maladie contagieuse, au mois de mars 1383. Son fils Amédée VII, ou le comte Rouge, lui succéda.

Dans la Savoie-Piémont, Amédée avait été déclaré majeur en 1377 ; il avait prêté serment de fidélité au comte Verd, et l'avait reçu de son côté de Turin et de ses autres sujets.

princes de son sang, et de faire la guerre à Galeas, seigneur de Milan, pour le forcer de rendre ce qu'il avait usurpé sur le Montferrat ; moyennant quoi le marquis promit de donner au comte de Savoie deux cent mille florins d'or, ou de lui remettre Chivas, le territoire de Canavèse deçà le Pô, Ripa, Poirino et le fief de Monchuc. Il fut encore convenu que de ce qui se prendrait sur les Milanais la conquête en serait commune. — D'après Benv. de S.-Giorgio (l. c., p. 588), cette alliance fut faite après le secours porté à Asti par la Savoie.

(1) Benv. de S.-Giorgio (l. c., p. 592). — Peu d'années après, le roi Wenzel confirma les droits de vicariat (Benven. de S.-Giorgio, p. 596).

(2) Lebret, *Hist. d'Italie*, t. v, p. 559.

(3) « Stava sotto la protezione e custodia di Gio. Galeazzo Visconte. »

(4) Cet armistice fut conclu par la médiation de Clément VII.

(1) Benven. de S.-Giorgio, p. 610.

§ VI. *Jusqu'à la mort du marquis Gian Jacopo en 1445.*

Les efforts d'Amédée de Savoie-Piémont pour reconquérir les principautés d'Achaïe et de Morée le rendirent, malgré son caractère entreprenant, un voisin peu dangereux pour Théodore de Montferrat; comme celui-ci vivait en outre en relations très-amicales avec les Visconti, l'histoire du nord-ouest de l'Italie n'offre pendant plusieurs années aucun changement important. Le fait le plus remarquable fut le mariage du prince Louis de Touraine avec Valentine de Visconti, d'abord parce que cette alliance devint plus tard la base des prétentions des rois de France sur le duché de Milan, ensuite parce qu'elle livra de nouveau à un prince français une partie du nord-ouest de l'Italie; Asti et son territoire furent engagés comme dot au prince Louis (1). Un traité fut conclu au sujet des possessions de Montferrat en Canavèse, qui étaient presque toutes occupées par la Savoie, par Savoie-Piémont et par Galeazzo. Mais ce traité n'empêcha pas le prince Amédée de prendre à son service des mercenaires, et quand en 1393 Théodore lui demanda les motifs de cet armement, il répondit d'une manière évasive, et peu après s'empara de Collegio, Gastino, Vulpiano, Colusano et autres villes. Dans l'année suivante, Amédée fit même une convention avec l'empoisonneur Antonio Piffero, pour se débarrasser de toute la famille de Montferrat.

Le comte Rouge était mort depuis 1391, et son fils aîné, Amédée VIII, seulement âgé de huit ans, lui avait succédé. Sa belle-mère, Bonne de Bourbon, veuve du comte Verd, était tutrice et régente. Jusqu'à l'année 1398, dans laquelle Amédée prit le gouvernement, il n'y eut pas d'événements importants; mais bientôt Amédée de Savoie-Piémont châtia le marquis Federigo de Saluzzo, qui n'avait pas voulu prêter serment de fidélité; il continua les hostilités contre Montferrat, sans tenir compte des traités.

Théodore s'était uni, au mois d'octobre 1394, pour sa défense, avec le comte Louis d'Asti (1); une clause de ce traité contenait une réserve par laquelle il était libre au prince Amédée d'y adhérer en donnant satisfaction au marquis, en maintenant la paix, et en acceptant les conditions stipulées en faveur des sujets du parti opposé, qui étaient contenues dans les autres articles de l'alliance. Amédée y accéda solennellement; ceci ne l'empêcha pas cependant, en 1396, de prendre à son service les Armagnacs, mercenaires français, d'attaquer Montevico, qui appartenait au Montferrat, et d'en ravager les environs. Montevico tomba par trahison au pouvoir d'Amédée, et Théodore dut chercher de toutes parts à lever des mercenaires italiens pour résister à cette horde dévastatrice. Heureusement se présenta un des *condottieri* les plus braves de cette époque, Facino Cane de Casale di S.-Evasio, qui tira vengeance, dans les États de Piémont, des pillages et des dévastations portés sur le territoire de Montferrat. Tommaso de Saluzzo, qui succéda à son père Federigo, s'unit aussi à Théodore; il lui jura foi et hommage comme à son suzerain. La guerre continua de cette

(1) Le contrat du prince Louis et de la princesse Valentine se trouve dans Benven. de S.-Giorgio, l. c., p. 612 sq.

(1) Benven. de S.-G., l. c., p. 633 : « Item quod ipsi Domini sese ad invicem juvare teneantur contra quascunque personas ad defensionem civitatum, terrarum, locorum, villarum et districtuum, quas et quæ ipsi Domini et quilibet ipsorum et vasalli eorum et cujuslibet eorum habent et contra quascumque societates et gentes armorum, quæ quomodocunque accederent ad offensionem alicujus dictorum Dominorum vel terrarum et subditorum, et ad ipsas expellendum sese juvare vicissim fideliter toto posse. »

manière jusqu'à ce qu'au mois de juillet 1397 les deux partis confièrent au duc Giovan Galeazzo la décision arbitrale de tous leurs différends. Il devait y avoir un armistice jusqu'à la conclusion définitive; un légiste célèbre, Angelo degli Ubaldi, rédigea à cette occasion plusieurs mémoires (1), et toute l'affaire traîna en longueur, grâce à la politique cauteleuse de Galeazzo. Enfin, quand les parties contendantes s'aperçurent que rien ne se terminait, elles offrirent l'arbitrage, en 1400, au duc Philippe de Bourgogne qui le refusa; au mois de juin mourut Guglielmo, frère cadet de Théodore, qui s'était beaucoup occupé de cette affaire. Au mois de décembre, Amédée et Théodore tournèrent leurs regards sur le comte Amédée de Savoie, et le marquis de Montferrat envoya au mois de mars 1401 une députation à Chambéry, pour prier le comte de conduire cette affaire à bonne fin. Amédée VIII prit la chose à cœur; mais il déclara bientôt que la contestation était si compliquée qu'il ne voulait pas s'en mêler (2).

Alors la guerre recommença, mais pour peu de temps. Théodore et Amédée se trouvèrent à S.-Rafaele, dans le voisinage de Torre de Cimena, et convinrent d'un armistice de trois ans et demi (3). Au mois de mai 1402, Amédée mourut; mais, comme il ne laissait que des filles, son frère Lodovico lui succéda dans la principauté de Piémont-Savoie.

Aussitôt changèrent tous les rapports avec le Montferrat; la première femme de Théodore, Jeanne, duchesse de Bar, était morte: en 1403, il épousa une fille de Lodovico, et au mois de mars de la même année, par la médiation de Jean des Fontaines, gouverneur français d'Asti, et de Boucicaut, gouverneur de Gênes, Théodore et Lodovico prolongèrent de dix années l'armistice précédemment conclu (1).

Par un traité conclu avec la duchesse de Milan en mars 1404, Théodore obtint la restitution de Casale di S.-Evasio. Le marquis, pour se maintenir dans la possession de Vercelli, qu'il avait enlevée à Milan au mois de juillet de la même année, fit un traité défensif avec le prince de Savoie-Piémont et avec le comte de Savoie. On devait lever pour la défense commune douze cents lances, dont Théodore devait avoir trois cent cinquante. Alors ce dernier s'empara de beaucoup de contrées qu'il n'avait jamais possédées. Lorsque le comte Amédée, en 1407, éleva des prétentions sur quelques-unes d'entre elles, tous deux (Amédée et Théodore) arrondirent par échange leurs territoires, et convinrent d'un mariage entre Gian Jacopo, fils de Théodore, et une sœur du comte.

(1) Benvenuto dit qu'on peut trouver ces mémoires: « Ne i volumi de' consigli suoi (c'est-à-dire ceux d'Angelo); » et il ajoute: « A i quali consigli ognuno desiderando d'intendere il successo della occupazione della predetta città (c'est-à-dire Montevico et Monreale) potra avere ricorso e rifugio. » Nos lecteurs savent ainsi où ils peuvent se procurer des renseignements à l'égard des prétentions du Piémont sur Montevico.

(2) Guichenon présente ainsi l'affaire (vol. I, p. 337). Benvenuto la présente d'une autre manière: « Pure il conte con alcune assai leggiere e poco onorevoli escusazioni tergiversando e fuggendo non volle osservare la fede data ad esso marchese. » Il avait antérieurement promis la restitution de Montevico; mais il voulait éluder cette promesse en élevant de nouvelles difficultés.

(3) « Con un capitolo tra gli altri, che ad ognuno di loro fosse lecito di potersi fortificare ne i luoghi, che l'uno e l'altro teneva al tempo della guerra predetta. Eccetto che il principe d'Acaja non potesse oltre la bastita sua nuova, fare fortificazione alcuna contra la fortezza di Vico, la quale si teneva per lo marchese; ne alcun castello, cittadella, ovvero rocchetta dentro la città di Montevico. » Benven. de S.-G., l. c., p. 667.

(1) « E convennero insieme, che la città di Montevico si dovesse mittere in mani di due nomini da bene, de' i quali se ne avesse ad eleggere uno per cadauna di esse parti, che avessero a governarla senza pregiudizio alcuno di esse parti, in nome di tutti e due loro principi per indiviso; e non piu per l'uno, come per l'altro, durante il tempo di essa tregua. » Benven. de S. G., l. c., p. 668.

Lodovico avait cependant en 1405 fondé une nouvelle université à Turin, et il obtint pour elle, du pape et de l'empereur, les priviléges nécessaires (1).

Nous avons, dans l'histoire de Gênes, exposé les rapports de Théodore avec cette république. On regarde comme un acte hostile envers les autres États de l'Italie supérieure le décret par lequel le roi Sigismond nomma Théodore vicaire de l'empire dans toute la Lombardie, lui donnant ainsi sur les domaines des seigneurs et princes italiens une masse de droits tellement incertains que leur exercice dépendait en réalité de sa volonté et de sa puissance. Il voulait limiter ces princes dans leurs priviléges en vertu de cette autorité de délégation impériale, et les soumettre à lui-même comme suppléant du chef suprême. Leurs soupçons s'accrurent à tous, quoique, malgré la confirmation accordée plus tard par Frédéric III et par Maximilien, les marquis de Montferrat ne parvinrent jamais à exercer les droits de vicariat hors des territoires soumis à leur suzeraineté. Ces droits leur étaient surtout d'une grande utilité sur les frontières de leurs propres domaines ; car ils les mirent en état de réduire à une soumission complète la noblesse encore à demi indépendante, et les communes qui jouissaient d'une foule d'immunités et de priviléges.

Après quelques différends et de petites hostilités entre Théodore et son voisin le duc de Milan, ils se réconcilièrent le 20 mars 1417. Théodore était maître de Casale di S.-Evasio, de Vercelli et d'autres petites places. Casale et Villanova lui furent cédées par acte authentique et à perpétuité : en revanche Théodore promit d'abandonner pour une somme convenue au duc de Milan Vercelli et d'autres petites villes qu'il occupait dans les environs de cette dernière, de Pavie et de Novare (1).

Théodore de Montferrat mourut, comme Lodovico de Savoie-Piémont, en 1418. Son fils Gian Jacopo lui succéda ; il avait épousé une sœur d'Amédée de Savoie ; la principauté de Lodovico, qui ne laissait pas d'enfants mâles, passa à Amédée VIII (2).

Amédée VIII s'était occupé principalement des affaires de France. Il était en relations amicales avec le roi Sigismond; celui-ci lui fit différentes visites, lors des voyages qu'il entreprit pour rétablir l'union dans l'Église, avant et pendant le concile. Pendant l'un de ses séjours en Savoie, le 19 février 1416, Sigismond, par un acte solennel daté de Chambéry, érigea le comté de Savoie en duché. Dans la même année, le marquis Tommaso de Saluzzo mourut; il eut pour successeur son fils mineur Lodovico, sous la tutelle de sa mère Marguerite de Roncy, qui prêta au nom de son fils foi et hommage au duc de Savoie.

Nous avons déjà parlé de la part prise par le duc Amédée et le marquis Gian Jacopo dans les ligues formées contre le dernier Visconti, ou avec lui. A la suite d'un traité

(1) Il confirma, l'an 1405, les anciens priviléges des habitants de Turin, et y fonda une université en toutes sortes de sciences et d'arts libéraux, dont l'évêque de Turin fut déclaré le chancelier ; ce que le pape Benoît XIII confirma par bulle datée à Marseille 11 nov. de ladite année, l'an XI de son pontificat. L'empereur Sigismond y donna aussi son consentement par patentes datées à Bude le 1er juillet 1412, déclarant que son intention était que cette université eût les mêmes prérogatives que celles de Paris, d'Orléans, de Bologne, d'Avignon et de Montpellier. Le pape Jean XIV y donna aussi son approbation l'an 1413. (Guichenon, vol. I, p. 344.)

(1) Benven. de S.-G., l. c., p. 690 sq.

(2) Amédée donna, à cette occasion, un exemple, et obtint un triomphe qu'on peut rarement citer dans la vie d'un prince : Le duc Amé, par une générosité inouïe, fit savoir à toutes les villes et communautés du Piémont qui avaient été sous l'obéissance de Louis et de ses prédécesseurs, princes d'Achaïe, qu'il les laissait en liberté de choisir tel autre prince et seigneur qu'elles voudraient, sous qui elles espéreraient vivre avec plus de repos que sous lui; mais sa domination était si douce, qu'il n'y eut personne qui refusât de s'y soumettre. Cf. Guichenon, l. c., vol. II, p. 31.

qui fut conclu pour séparer le duc des ennemis de Milan, et pour gagner son amitié au moyen d'une alliance de famille, Vercelli et tout ce qui était situé sur le territoire de cette ville, à l'ouest de Cesia, furent donnés à la Savoie en 1427. Hors de là, l'histoire ne cite aucun agrandissement de territoire important. Pendant les années suivantes, le duc de Savoie consacra son attention, tantôt aux affaires de la France, tantôt à des fondations pieuses.

Lorsque, après la paix de Ferrare, les hostilités recommencèrent entre Milan et Venise, le Montferrat fut aussi entraîné dans la guerre. Déjà en 1430, la famille dell' Inciza s'était unie étroitement avec Milan contre le marquis, et en 1431 la guerre éclata ouvertement et fut heureusement conduite dans les intérêts milanais par Francesco Sforza. Gian Jacopo fut obligé de demander du secours en Savoie; et, au mois de février 1432, un traité fut conclu entre lui et Amédée, par lequel tout ce que le Montferrat possédait sur la rive gauche du Pô, fut transformé en fief savoyard, restant cependant inséparable du marquisat(1). Plus tard, lorsqu'à leur tour les Vénitiens eurent remporté quelques avantages sur les Milanais et que le danger fut ainsi éloigné, le marquis chercha à se soustraire à ses obligations envers la Savoie, et ouvrit des négociations nouvelles, pendant lesquelles Giovanni, fils aîné de Gian Jacopo, fut assez imprudent pour se mettre au pouvoir du prince Louis de Savoie. Celui-ci le contraignit à signer un traité à Turin, pour confirmer dans toutes ses clauses essentielles ce qui avait été convenu à Tonon (1) en janvier 1435. Il est vrai que Giovanni protesta contre les obligations du serment de vasselage par lui prêté; mais cela ne changea rien à ce qui avait été ainsi arrêté. Dans l'année suivante, la Savoie et le Montferrat étaient avec Milan contre Venise. Amédée VIII avait déjà abdiqué en 1434, laissant le gouvernement au prince Louis; il s'était consacré à la vie claustrale dans le monastère des Augustins, à Ripaille, près de Tonon. Il appartient à l'histoire spéciale de Savoie de raconter comment Amédée, après le concile de Bâle de 1449, monta sur le siége pontifical sous le nom de Félix V, comment en 1449 il abdiqua de nouveau pour être cardinal-évêque de Sainte-Sabine, légat du saint-siége et vicaire général en Savoie, Piémont, Montferrat, Asti, Saluzzo et une grande partie des diocèses de Lyon, d'Aost, Lauzanne, Bâle, Strasbourg, comment enfin il reprit la vie monacale, et mourut au couvent de Ripaille en 1451.

(1) Guichenon, l. c., vol. II, p. 49. « Après cela le marquis et Jean de Montferrat, son fils aîné, allèrent à Tonon, où était le duc, et par traité du 13 février promirent qu'après que leur paix serait faite avec le duc de Milan le marquis remettrait au duc Amé et à ses successeurs les villes et châteaux de Chivas, Settimo, Volpian, Trin et Livorne, et tout ce qui lui appartenait deçà le Pô par donation irrévocable; et par même moyen le duc promit d'inféoder les mêmes places à Jean, fils aîné du marquis, pour lui et pour ses successeurs, au marquis de Montferrat, à la charge de lui en faire hommage et à ses héritiers duc de Savoie, et que les choses données en fief demeureraient perpétuellement unies audit marquisat, etc. »

(1) Benv. de S.-G., l. c., p. 705: « Il frutto della quale fu, che se il predetto marchese volle liberare il figliuolo, e se medesimo e riavere i castelli e terre sue raccommandate al predetto Amedeo, fu bisogno, che gli facesse cessione e donazione di tutta la patria sua, donia, feudata et retrofeudata, oltre il Po e Duria, con promissione che saria lasciata in feudo al memorato Giovanni suo primogenito. Et oltre di questo gli fu necessario di fargli aderenza del resto del dominio suo di Monferrato, che aveva di quà e di là da Tanaro; ritenendo pero in se il predetto Amedeo i luoghi e fedeltà delle terre infrascritte, che furono prese al predetto marchese per lo prenominato Lodovico suo figliuolo; cioè Chivasso, Brandisio, Settimo, Eugenia luogo dei nobili di S.-Giorgio in Canavese, Fleto, Montenario e l'aderenza di S.-Benigno, fatta al predetto Lodovico per l'abata Aledramo del Caretto, e il vasallaggio di azelio, etc. »

Il y a peu de chose à dire du gouvernement de Gian Jacopo. La dot de sa fille Amedea qui fut mariée à Jean III, roi de Chypre, Jérusalem et Arménie, fut payée non sans peine par la maison de Montferrat, tant celle-ci était appauvrie par les malheurs des derniers temps. Gian Jacopo mourut le 12 mars 1445.

§ VII. — *Jusqu'à l'année* 1492.

A Gian Jacopo succéda Giovanni IV, l'aîné de ses enfants; ses fils cadets Guglielmo et Bonifacio reçurent des apanages particuliers. Peu après la mort de Gian, le sort du duché de Milan, inoccupé par suite de la mort de Philippo Maria, intéressa vivement toute l'Italie supérieure, et naturellement les seigneurs de Montferrat cherchèrent à profiter de cette occasion pour reconquérir tout ce qu'ils avaient perdu antérieurement, ou du moins pour en obtenir l'équivalent. D'abord, et dans l'année 1447, Giovanni s'unit au duc Charles d'Orléans, qui élevait sur Milan des prétentions reconnues par le roi de France. Guglielmo était comme *condottiere* au service des Milanais, jusqu'à ce que Francesco Sforza, au mois de novembre 1448, en promettant de lui livrer Alexandrie, Turin et Ivrea avec tous leurs environs (1), l'attachât à ses intérêts. Guglielmo conclut avec Sforza un engagement pour sept cents lances (chaque lance comprenant trois chevaliers) et cinq cents fantassins (2), au service de Sforza depuis le 1er novembre 1448 jusqu'au 1er juillet 1449, et même jusqu'au 1er mars 1450, si Sforza en avait besoin. Il devait recevoir par mois une somme de six mille six cents florins. D'après les promesses et les insinuations du comte Sforza, les habitants d'Alexandrie se livrèrent en effet à Guglielmo et le reconnurent comme leur seigneur par un acte authentique du 1er janvier 1449. Felizzano, Castellaggio, Bosco et autres places voisines suivirent cet exemple.

Plus tard Sforza se repentit de ce qu'il avait fait pour Guglielmo, et il se servit de l'amour de ce dernier pour la comtesse Bianca, pour l'attirer en son pouvoir. Lorsque Guglielmo, le 1er mai 1449, vint à Pavie pour visiter la comtesse, il fut arrêté et gardé en prison pendant plus d'une année, et jusqu'à ce qu'il eût consenti à une renonciation formelle à ses prétentions sur Alexandrie. Une fois en liberté, Guglielmo protesta contre cette violence, mais inutilement; car Francesco s'était déjà rendu maître d'Alexandrie, et y avait mis une forte garnison. Comme Guglielmo était trop faible pour reprendre cette ville, il entra au service du roi Alphonse avec huit cents lances et mille fantassins; tous les châteaux du territoire d'Alexandrie rentrèrent sous son pouvoir; mais la ville résista, et par l'intervention des princes fran-

(1) Par le mot *environs*, il ne faut pas entendre la *banlieue*, mais bien le diocèse épiscopal. Les environs des trois villes comprenaient la Canavèse, la Savoie, le Piémont et le marquisat del Bosco.

(2) On trouve le traité dans Benv. de S.-G., l. c., p. 718. Il est remarquable, parce qu'il nous donne l'idée d'une organisation militaire bien différente de la nôtre. Le capitaine n'était que le premier compagnon d'armes. Le droit de punition était réglé par un traité librement consenti. La constitution militaire allemande des XIIIe et XIVe siècles s'explique facilement par celle d'Italie du XVe siècle. Je ne veux citer qu'un article de la *condotta* de Guglielmo : « Item promette il predetto illustre sig. conte, che niuno collaterale od officiale suo, ne altra persona, che si sia, eccetto l'eccellenza sua, si possa ne debba impacciare del detto sig. Guglielmo, nè alcuno di sua compagnia per verun delitto ne eccesso per loro commessi, ne per altra causa, che voglia si sia eccetto in crimine læsæ majestatis, anzi la ubidienza, cognizione e punizione de' suoi delinquenti stia in esso sig. Guglielmo. »

çais, les choses traînèrent en longueur jusqu'à la paix de Venise et de Sforza en avril 1454, qui laissa le Montferrat et la Savoie seules contre le duc de Milan.

Le duc Louis de Savoie était lié avec les Milanais contre Sforza; il avait cherché sous ce prétexte à s'emparer de Novare. Son général Jean de Compeys, seigneur de Torrens, fut d'abord heureux; mais il fut battu à Sesia par Bartolommeo d'Alviano et fait prisonnier. Les restes de l'armée savoyarde, commandés par Gaspard, seigneur de Varax, osèrent livrer une seconde bataille auprès de Carpignano, que l'on voulait secourir; mais ils essuyèrent une seconde défaite, et Gaspard tomba lui-même au pouvoir des ennemis. Louis fit une alliance offensive et défensive, le 27 juin 1449 avec le roi Alphonse; mais préférant déjà au mois de décembre 1450 se réconcilier avec Sforza, plutôt que se fier au secours des ennemis de ce prince, surtout depuis que des relations hostiles s'étaient établies entre Milan et la Savoie, il conclut la paix en 1454. Au mois d'août de la même année, une paix définitive fut conclue entre la Savoie et le duc de Milan, qui confirma les conditions précédentes, et à la suite de laquelle Louis fut reconnu seigneur des places qu'il avait conquises sur les territoires de Novare et d'Alexandrie (1). Les marchands milanais obtinrent la confirmation des priviléges qu'ils avaient reçus en Savoie depuis 1346 jusqu'à 1399. Les seigneurs de l'Italie supérieure, feudataires de la Savoie, qui dans la dernière guerre avaient suivi le parti de Sforza, furent affranchis à l'avenir de ces devoirs de vassaux. Louis après cela s'occupa surtout des affaires intérieures de Savoie et de France; il mourut à Lyon le 29 février 1465.

Avant cette paix entre la Savoie et Sforza, Guglielmo était revenu à Milan pour se réconcilier avec le duc, et soutenir son mauvais rôle le moins tristement possible. Sforza lui donna en fief Felizzano et Cassine sur le territoire d'Alexandrie, et le prit à son service moyennant un payement annuel de huit mille ducats. De nouvelles relations amicales s'établirent aussi avec le marquis Giovanni, qui avait été avec Guglielmo contre Milan; un traité fut conclu entre lui et Sforza, le 13 juillet 1454. La vie de Giovanni ne présenta plus d'événements importants; il mourut le 19 janvier 1464 à Casale, et son frère Guglielmo lui succéda.

Le marquis de Saluzzo, Lodovico, depuis l'union de la Savoie avec Savoie-Piémont, ne pouvait plus obtenir l'appui de l'un de ces princes contre l'autre; et comme les marquis de Montferrat ne pouvaient rien contre les forces réunies de la Savoie, qu'ils étaient ainsi dans l'impossibilité de le secourir, il se trouvait réduit à la position d'un noble secondaire. Les ducs de Savoie gardaient avec jalousie leurs droits de suzeraineté. La famille de Saluzzo se partageait en branches collatérales qui toutes étaient dotées des biens de la maison, et qui ne portèrent jamais le titre de marquis : la ligne de Saluzzo Cardetto, formait plusieurs familles nobles de Caramagne, de Miolans, etc.; une autre ligne était Saluzzo delle Langhe; une troisième Saluzzo del Castellar; une quatrième Saluzzo della val di Grana; une cinquième Saluzzo della Manta; il y avait encore d'autres branches collatérales insignifiantes, dispersées dans presque toute l'Italie.

Guglielmo de Montferrat, qui voyait le danger dont sa maison était menacée, craignait de se trouver à l'égard de la Savoie dans une position semblable à celle de Saluzzo; il chercha à s'unir autant que possible avec Milan par un traité conclu le 25 février 1467 à Pavie, parce que le duc Amédée IX, qui avait succédé au duc Louis, préparait des armements. On stipula une alliance offensive et défensive en tout temps et contre tout ennemi (1). Aussitôt que Guglielmo se crut assez appuyé, il se refusa à exécuter envers la Savoie les conditions stipulées dans le traité de Turin de 1435, et Amédée envoya son frère, le comte Philippe de Bresse, dans le Montferrat avec une armée.

(1) Guichenon, l. c., vol. II, p. 91.

(1) Benven. de S.-G., l. c., p. 737.

Aussitôt que la guerre fut commencée, le roi de France offrit sa médiation, et dès le 14 novembre la paix fut conclue, qui rétablit le *statu quo*. Depuis ce temps Amédée fit des démarches pour s'allier avec Venise, et conclut à cet effet un traité avec la seigneurie, par lequel les deux puissances se garantirent leurs possessions respectives, en se promettant de tenir toujours sur pied une force militaire pour en assurer l'exécution.

Bientôt après, la maladie qui depuis longtemps minait la santé du duc Amédée s'accrut au point que les états confièrent le gouvernement à son épouse (1); on lui donna comme conseillers Anselme seigneur de Miolans, Louis de Bonnivard seigneur de Greilly, et Antoine d'Orly. Comme la régente attachait plus de prix à leurs conseils qu'à ceux de ses propres beaux-frères, le comte Jean de Genève, le comte Jacques de Romont et Philippe de Beaugé et de Bresse, ceux-ci s'armèrent pour enlever la régence à la duchesse. Iolande fit alors une alliance plus étroite avec Milan, et trouva de l'appui dans le duc Sforza, ainsi que dans le duc de Bourgogne, en 1471. Son beau-frère Philippe ne se laissa pas cependant détourner de ses projets; il prit le château de Montmeillan, où se trouvait le jeune duc, et se déclara régent du duché. La duchesse s'enfuit heureusement dans le château d'Aspremont, et reçut bientôt des secours du roi de France, son frère, que lui amena du dauphiné Jean, bâtard d'Armagnac; d'autres troupes suivirent bientôt celles-ci, et le 5 septembre 1471, la paix fut signée à Chambéry entre la duchesse et ses beaux-frères. On promit de part et d'autre l'oubli du passé, les mercenaires devaient être congédiés; mais les princes avaient place au conseil et voix délibérative (2). Amédée espéra voir bientôt diminuer ses souffrances, et aussitôt après la paix il se rendit à Vercelli, où il mourut à l'âge de trente-sept ans, la veille du jour de Pâques de l'an 1472. Son fils, Philibert Ier, lui succéda; mais la question de la tutelle suscita de nouveaux troubles, Louis XI, roi de France, frère de la duchesse Iolande, éleva des prétentions; le duc Charles de Bourgogne, les comtes de Romont et de Bresse, enfin l'évêque de Genève, se mirent également sur les rangs. Les Piémontais seulement se déclarèrent pour la duchesse; les Savoyards se divisèrent en plusieurs factions; les princes de Savoie s'emparèrent de nouveau du jeune Philibert, et la duchesse s'enfuit en France. Alors les princes savoyards craignirent une issue semblable à celle de leur première tentative, et préférèrent céder volontairement, en sorte que la régence fut assurée à la duchesse, sous la seule condition de consulter l'évêque de Genève dans les affaires importantes (1).

Cependant Guglielmo de Montferrat avait, en 1469, à l'âge de soixante-cinq ans, après la mort de sa première femme, épousé Elisabetta Maria, nièce du duc de Milan, âgée de treize ans; et pour s'unir plus étroitement avec Milan, il avait encore conclu un traité de subsides en 1472; moyennant douze mille ducats annuellement pendant la paix, et cinquante mille pendant la guerre, il s'engageait à fournir à Milan en cas de guerre trois cents cavaliers pesamment armés et cinq cents fantassins. Au mois de janvier 1474, après la mort d'Elisabetta Maria, Guglielmo épousa Bernarda fille de Jean de Brosses, comte de Penthièvre. A un âge aussi avancé, un semblable mariage ne pouvait être motivé que par le désir de rétablir, au moyen des dots de ses épouses, les finances ruinées de la maison de Montferrat. Cependant on formait déjà des plans à Milan pour s'emparer des domaines de cette famille, dans l'éventualité de son extinction; en sorte que Guglielmo devait considérer le payement annuel des subsides (2) comme un secours, plutôt que comme le prix de services effectifs.

(1) Iolande était une princesse française, sœur de Louis XI.

(2) On trouve les conditions de cette paix dans Guichenon, vol. II, p. 130.

(1) Guichenon, l. c., p. 140.

(2) Benven. de S.-Giorgio, l. c., p. 748.—Galeazzo Maria. — « Deputò e costituì esso mar-

Guglielmo vécut encore jusqu'au 28 février 1483; son frère cadet Bonifacio lui succéda et renouvela le traité avec Milan. On lui assura quinze mille ducats pendant la paix et trente-six mille pendant la guerre; de son côté il devait armer deux cents cavaliers pesamment armés, cinquante archers et trois cents fantassins (1).

Bonifacio, par une déclaration du 9 décembre 1483, enleva tous les droits dont se croyait assuré le marquis Lodovico II de Saluzzo, qui, ayant épousé Jeanne de Montferrat, fille de Guglielmo, espérait hériter du marquisat dans le cas où Guglielmo et Bonifacio mourraient sans descendants mâles. Lodovico, furieux, saisit l'occasion d'une foire à Casale pour faire assassiner par des spadassins espagnols un rejeton de la maison marquisale, Scipion de Montferrat, commandeur de l'abbaye de Locedio, en faveur duquel il croyait que Bonifacio s'était décidé.

Bonifacio, cinq jours après (le 31 mars 1485), fiança Bianca, fille de Guglielmo et d'Elisabetta Maria, avec Charles de Savoie, qui, en 1482, avait succédé à son frère Philibert, et dont la minorité avait aussi été l'occasion de troubles, à cause de la régence que se disputaient divers prétendants, parmi lesquels se signalait le duc de Bourgogne (2).

Le second article du contrat de mariage assurait, en cas d'extinction de la famille de Montferrat, à la Savoie la succession d'une grande partie du marquisat, c'est-à-dire de tout le territoire situé sur la rive gauche du Pô (1).

Bonifacio se rendit quelques semaines plus tard coupable d'une véritable bassesse. Au mois d'avril 1485, il se réconcilia par crainte avec Lodovico de Saluzzo, lui promit le pardon de l'assassinat dont il s'était rendu coupable; puis après cet acte authentique, il protesta secrètement contre ce pardon, le réputant comme un mensonge (*ut sibi dominioque suo pro nunc cautius consulatur*), se réservant explicitement le droit de se venger (2).

Quoique l'extinction de la famille parût plus imminente dans les dernières années, car Bonifacio était très-vieux, tout à coup cependant ces craintes s'évanouirent. Bonifacio, d'après la médiation de l'empereur Frédéric III, épousa en 1485 une princesse

---

chese Guglielmo suo general capitano con provizione ed onoranza di 5000 ducati ogni anno per la tavola sua così per pace come per guerra. »

(1) Bonifacio trouva le marquisat si endetté, qu'il resta assez longtemps sans accepter l'héritage (Lebret, *Hist. d'Ital.*, vol. VII, p. 41). — Lodovico II de Saluzzo était fils et successeur du marquis Lodovico.

(2) Voilà le misérable état où était la Savoie: la régente prisonnière (le duc de Bourgogne avait fait arrêter la duchesse auprès de Genève, et l'avait menée en Bourgogne) avec un de ses fils et deux de ses filles; le duc son frère et les deux principales places de Savoie au pouvoir du roi (le duc de Savoie Philibert et son frère Jacques Louis furent sauvés par leurs domestiques, et le roi de France prit leur défense), et l'État gouverné par deux princes (l'évêque de Genève et le comte de Bresse) qui n'avaient d'autre but que de s'agrandir et de venger leurs passions (Guichenon, vol. II, p. 143). — Philibert n'avait que dix-sept ans; Charles était au commencement sous la tutelle du roi de France.

(1) « Secondo, sara contento il detto illustriss. sig. marchese in caso che sua signoria muoja senza figliuoli maschi, legitimi e naturali, costituer per ora in dote ed a nome di dote alla detta illustre signora Bianca tutte le terre, luoghi, giurisdizioni, omagi, superiorita e ragioni che di là del Pô (le document fut écrit et signé à Turin), facendo in tal caso che i vasalli e i castellani presenti e che per l'avvenire si mutassero, ed uomini d'esse terre prometteranno, giureranno di osservare senza strepito, e contradizione alcuna, la soprascritta promessa, e faranno la restituzione d'essi castelli liberamente, senza eccezione e contradizione in detto caso. » Benven. de S.-G., l. c., p. 752 seq.

(2) « Quoties et quando excellentiæ suæ placuerit et ad id habilitas se magis obtulerit, valeat prædictam injuriam et offensionem propulsare et ulcisci et ipsum dom. marchionem Saluciarum et impios ejus mandatarios, consultores et complices tanti criminis jure debito et justitia mediante punire debitisque pœnis affligere. »

de la famille du despote de Servie et d'Albanie, et la marquise Maria, au mois d'août 1486, mit au monde un fils, Guglielmo (Giovanni), et au mois de février 1488, Giovan Georgio (Sebastiano). Bonifacio vécut jusqu'en 1493, et laissa le marquisat à son fils Guglielmo.

La circonstance la plus importante par laquelle la maison de Savoie agit sur les affaires d'Italie depuis le mariage du duc Charles avec une princesse de la maison de Montferrat, ce furent ses efforts pour rabaisser l'orgueil de Lodovico de Saluzzo, qui avait refusé de jurer foi et hommage au duc Charles, et qui prétendait élever l'Église de Saluzzo au rang d'Église épiscopale. Lodovico était secouru par ses cousins (de Racconigi et Cardetto); il s'arma en 1486, afin, disait-il, de délivrer son seigneur des mauvais conseillers qui l'entouraient.

Le duc Charles était à Vercelli quand le marquis Lodovico s'empara de Sommariva. Aussitôt le duc de Milan envoya à son secours deux cents cavaliers; Berne et Fribourg envoyèrent deux mille hallebardiers, le comte de Greyerg douze cents, le comte de Valperga, son vassal, cinquante cavaliers, et Vercelli douze cents. Lodovico ne pouvait résister à des forces aussi considérables, et quand Charles fit pendre tous les prisonniers, la terreur s'empara de l'armée de Saluzzo; tous les châteaux du marquisat et Saluzzo elle-même, après une résistance de quelques mois, se soumirent. Alors Lodovico employa le moyen auquel sa famille avait recours dans une semblable détresse; il se déclara vassal de la France. Le roi de France demanda un armistice entre Saluzzo et la Savoie, et pendant ce temps on négocia à Pont-de-Beauvoisin, au mois de septembre 1487, entre la France et la Savoie, Berne et Fribourg, sous la médiation de Milan; mais quand Lodovico craignit que le roi Charles, auquel le duc Charles rendit visite à Lyon, n'abandonnât son parti, il recommença les hostilités, et les Savoyards s'emparèrent de tout le marquisat de Saluzzo, à l'exception du château de Rivello, que le duc laissa à sa belle-sœur Giovanna comme refuge. Le roi de France interposa encore sa médiation; car il ne voulait pas que le marquis de Saluzzo succombât. Les villes et châteaux de Saluzzo et de Carmagnola furent livrés à des nobles neutres, et les négociations duraient encore lorsque le duc Charles mourut à Pignerol, le 13 mars 1489, à l'âge de vingt et un ans.

Un oncle de Charles, frère du duc Amédée, Louis de Savoie, avait épousé Charlotte, fille du roi Jean III de Chypre, Jérusalem et Arménie; par ce mariage il avait acquis des droits aux domaines de la famille de Lusignan. Jusqu'alors il n'avait pu faire valoir ses prétentions; car les Vénitiens s'y étaient opposés. Cependant la maison de Savoie y attachait beaucoup d'importance. Le roi Louis de Chypre était mort en 1482, au couvent de Ripaille; son épouse, la reine Charlotte, qui jusqu'en 1485 n'avait pas renoncé à l'espoir de se mettre en possession du trône de ses pères, transporta par un acte authentique, daté de S.-Pierre de Rome, le 25 février 1485, tous ses droits au duc Charles de Savoie, qui après la mort de Charlotte (en juillet 1487) prit le titre de roi de Chypre, que tous les ducs de Savoie ont porté depuis cette époque.

Charles Jean Amédée succéda à son père Charles dans la dignité ducale; Bianca de Montferrat, sa mère, se trouvait à Turin le 24 juin 1488. La question de la tutelle fut encore le sujet de beaucoup de troubles, d'autant plus que les Savoyards demandaient que le jeune duc fût élevé chez eux et non en Piémont. A la fin tout fut réglé de manière que la duchesse conserva sa régence (1). Elle la conserva jusqu'en 1492,

(1) Guichenon, l. c., p. 160. Enfin, après une grande sédition à Turin, où il y eut plusieurs personnes tuées, la régence demeura à Blanche, et le titre de lieutenant général de Savoie et de Piémont à l'archevêque d'Auch et au comte de Bresse. Merle de Piozasque, amiral de Rhodes, eut le gouvernement de la personne du duc, et Sébastien Ferrero, seigneur de Gallianico, la charge de général des finances; et quant au conseil ordinaire du prince, il fut composé d'Antoine de Champion, évêque de Mondovi, grand chancelier de Savoie, d'Amé de Romagnau,

époque à laquelle nous terminons cette division de l'histoire d'Italie.

Au nord-ouest de l'Italie, d'après le contenu de ce chapitre, on se sera convaincu que dans le Montferrat et le Piémont tendaient à s'établir des rapports comme ceux des ducs de Bourgogne en France, comme en Savoie même: la noblesse est puissante ; des dynasties seigneuriales, dotées de domaines peu étendus, ont du moins des droits et de grands priviléges, et se conservent longtemps indépendantes entre les territoires des plus grands princes. Une fois apparaît comme une tentative pour constituer dans le Montferrat une représentation nationale; mais tout se brise par l'influence des provinces voisines d'Italie, par la position que prirent les grandes villes, et par l'oppression de la noblesse elle-même.

Il n'est pas étonnant que l'histoire de ces territoires n'ait jamais offert d'attrait aux écrivains (1). Il y a des rapports inaperçus sous chaque point de vue qui doivent être signalés ; ni la direction républicaine, conduisant à la fin à des dominations despotiques, qui caractérise la vie de l'Italie dans le moyen âge, ni l'allure chevaleresque, romanesque, menant, sous la réserve des devoirs de vasselage, à une plus grande indépendance, à une situation plus honorable de l'individu, qui distingue la vie de la noblesse française à la même époque, n'est encore arrivée à une expression bien nette : il y a plutôt un mélange dans lequel se perdent les plus beaux aspects des deux organisations, une confusion dans laquelle on se heurte partout, et l'histoire personnelle des plus puissantes familles ennemies, celle des acquisitions et des aliénations particulières forme encore la partie la plus saillante et le point le plus intéressant.

abbé de Sangan, d'Antoine de Gingin, seigneur de Divonne, d'Augustin d'Azelio et des marquis de Ponson.

(1) Je suis fâché de n'avoir pas à ma disposition l'*Histoire d'Italie* (*Delle Storie di Chieri*, libri IV, con documenti, opera del nobil. Luigi librario ; 2 vol. Turin, 1827). Mais on ne peut guère y trouver beaucoup de renseignements nouveaux qui puissent donner des idées neuves. Quant aux particularités, les renseignements nécessaires n'ont pas manqué dans le premier volume, et ne manqueront pas dans les volumes suivants.

LIVRE VII.

HISTOIRE DE FLORENCE ET DES ÉTATS VOISINS, SIENNE, LUCQUES, PISE, AREZZO ET PERUGIA, JUSQU'A 1492.

CHAPITRE PREMIER.

DEPUIS L'EXPULSION DES GUELFES JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT DU GONFALONIER EN 1293.

§ 1er. — *Luttes des Guelfes et des Gibelins en Toscane jusqu'à la bataille de Monteperté et à la rentrée des Gibelins à Florence en 1260.*

Nous avons laissé l'histoire de Florence au moment de l'expulsion des Guelfes (en 1248), expulsion qui ramena du moins pour quelque temps le repos dans la ville. Mais l'esprit de faction, l'amour de la lutte n'était pas éteint pour cela chez les Florentins. A cette époque, et pendant tout le cours des XIVe et XVe siècles, on le retrouve chez eux au même degré que chez les Génois, dont ils ne diffèrent que par un plus haut degré de civilisation et par le manque de penchant pour la vie maritime. Pour avoir le repos à l'intérieur, il faut ou l'épuisement, ou une guerre au dehors; autrement il y a lutte continuelle, opiniâtre; les partis s'élèvent et tombent, pour se relever encore; la constitution change et se renouvelle plusieurs fois selon les événements, tantôt par la violence ou des compromis, tantôt par la victoire ou la défaite de telle ou telle classe.

Il n'a pas manqué d'historiens qui ont blâmé cet esprit d'agitation et l'ont signalé

comme un élément destructif; cependant il n'est que l'expression d'une haute moralité; lui seul fait cesser cet état de profond malaise, qui provient de ce que le réel ne répond pas à l'idéal, de ce que l'homme ne trouve pas dans ce qui existe le mieux qu'il a rêvé et qu'il connaît. Cet esprit d'agitation, qui au premier aspect paraît si affligeant, a donc sa cause dans le principe même de la civilisation et de la perfectibilité.

Tant que vécut Frédéric II, les Guelfes furent vivement pressés dans leurs forteresses, par exemple à Capraja. Les Florentins prirent Capraja au mois de mai 1248; et les chefs des Guelfes, qui s'y étaient fortifiés, le comte Ridolfo de Capraja et Rinieri Zingane de' Buondelmonti, furent faits prisonniers et envoyés en Apulie (1). L'année suivante, la prise du roi Enzius releva la puissance des Guelfes en Toscane, et Montevarchi, Ostina et d'autres places se soutinrent, et firent même le plus grand mal à la bourgeoisie de Florence, parce que leurs garnisons vivaient du pillage des lieux restés fidèles aux Gibelins et de l'enlèvement des récoltes florentines. La dévastation du pays fit souffrir la noblesse gibeline autant que les autres classes; mais, comme depuis l'expulsion des Guelfes elle exerçait seule le pouvoir dans la ville, elle avait de bien plus grands moyens de réparer ses pertes. La bourgeoisie au contraire se vit dès lors en butte à toute l'insolence des Gibelins, qui, n'ayant plus d'adversaires à redouter, crurent pouvoir se donner libre carrière. Entravée de tous côtés dans son trafic, surtout dans son commerce avec les petites villes voisines (qui devait être d'autant plus important pour la classe des artisans, que la fabrication en grand et la participation au commerce du monde n'avaient pas encore atteint à Florence le développement qu'elles atteignirent dans la suite), elle vit ses ressources diminuer considérablement, et il lui fallait en outre payer des impôts que les magistrats, tous tirés de la noblesse d'échevinage, établissaient sans le concours des classes inférieures, et que la prétendue nécessité de soutenir la lutte avec les Guelfes chassés fit monter à un taux intolérable.

Cette situation produisit bientôt le mécontentement; les esprits s'irritèrent, et une insurrection éclata en octobre 1250. Elle entraîna tous les habitants qui, sans être de la classe des échevins, n'étaient point non plus dépendants de la noblesse. Peut-être avaient-ils devant les yeux l'exemple de Bologne, où en 1228 les corporations et les métiers avaient profité de la défaite qu'ils avaient essuyée sous la conduite des patriciens pour proclamer une nouvelle constitution (1). A proprement parler, ce ne fut même qu'alors qu'ils obtinrent une véritable importance politique. Depuis, des événements analogues avaient eu lieu d'une manière ou d'une autre dans la plupart des villes de l'Italie supérieure et de l'Italie centrale, et il s'était établi insensiblement une sorte de type de gouvernement populaire, qui revêtissait partout les mêmes formes. Les Gibelins qui étaient renfermés à Faghine venaient d'être surpris par les Guelfes de Montevarchi et forcés par suite de cet échec à lever le siége d'Ostina; ce fut ce moment que choisirent les mécontents pour lever l'étendard de la révolte; ils se rassemblèrent en armes près de l'église de S.-Firenze. Les Uberti, une des familles les plus puissantes de la noblesse gibeline, les contraignirent d'abandonner cette place; ils se transportèrent alors devant S.-Croce, et délibérèrent sur ce qu'il fallait faire. Ils n'osaient plus se séparer et déposer les armes, parce qu'ils craignaient d'être punis comme révoltés. Ils finirent par se jeter dans les maisons fortifiées des Anchioni près de S.-Lorenzo; et là, après avoir déclaré abolies les charges de podestat et autres, ils se constituèrent en une confédération militaire qui subsista depuis lors sous le nom de *popolo*.

A sa tête était un chef du peuple, *capitano*

(1) Giov. Villani, *Historie Fiorentine* (ap. Murat., serr. rr. itt. vol. XIII.), lib. VI, c. 53.

(1) *Voy.* plus haut, liv. IV, chap. 8, § I, ad am.

del popolo; le premier qui fut revêtu de cette dignité était Uberto, natif de Lucques. Celui-ci avait sous lui, comme collége consultant, douze anciens du peuple, *anziani del popolo*, qui tinrent d'abord leurs séances dans un bâtiment appelé l'Abbaye (*Badia*). Toute la confédération fut divisée en vingt corps de milices, ou bannières, *gonfaloni:* à la tête de chaque division était un banneret, *gonfaloniere*, autour duquel toutes les bannières devaient se rassembler aussitôt que le capitaine faisait sonner le tocsin. Tous les bannerets conduisaient ensuite leurs légions près du capitaine (1).

Quand ces dispositions furent prises, le peuple se crut en sûreté. Il laissa les patriciens vivre à leur ancienne manière, comme ils purent, parce qu'il était à l'abri de leur insolence et formait un état tout à fait distinct de la noblesse. Par opposition à la confédération du peuple, on nomma le corps de la noblesse les grands (*i grandi*). Ceux-ci avaient dans la ville non-seulement des châteaux forts, mais même des quartiers fortifiés, dans les ruelles desquels on ne pénétrait que par des portes presque toujours fermées. C'était dans ces rues intérieures (l'*albergo*, auberge d'une famille noble) qu'habitaient leurs domestiques, leurs gens à gages, leurs clients ou protégés; c'étaient pour la plupart des gens sans aveu, de la lie du peuple, qui dépendaient de leurs caprices, et que l'on peut comprendre sous le nom général de domesticité. La ligue du peuple décréta que les nobles ne pourraient avoir dans la ville des tours dont la hauteur s'élèverait au-dessus de cinquante brasses; or celles qui dépassaient cette mesure étaient si nombreuses, qu'avec les pierres qu'on se procura par leur démolition on éleva un rempart autour du *sestiere* de la ville situé au delà de l'Arno.

Le podestat d'alors, qui avait encore été nommé par Frédéric II, Rinieri da Monte Merlo, mourut au mois de novembre de la même année, par conséquent peu de temps après l'établissement de la ligue du peuple; et aussitôt que la nouvelle de la mort de Frédéric, qui eut lieu dans le même mois, parvint en Toscane, le peuple, pour mettre fin à l'état de guerre qui désolait les campagnes, permit aux Guelfes de revenir dans la ville. Ils y rentrèrent en janvier 1251, après avoir conclu avec les Gibelins un traité qui réglait quelles seraient pour l'avenir les positions respectives des partis. La paix parut complétement rétablie; mais elle ne dura pas longtemps, la nature des choses s'y opposait. Comme le gouvernement populaire s'était formé dans le but de lutter contre les Gibelins, après le retour des Guelfes la noblesse gibeline se vit bientôt vivement pressée par ceux-ci et par le peuple. La guerre éclata à l'occasion d'une expédition des Florentins contre Pistoja, qu'on voulait forcer de se soumettre aux magistrats de la ville. Le podestat fut de nouveau reconnu comme le premier magistrat de la ville (mais il devait veiller sur la constitution du peuple comme sur les droits et les priviléges de la noblesse); cette charge était alors occupée par un noble milanais, Oberto da Mandello. Lorsque celui-ci voulut conduire les escadrons de la noblesse et les bannières du peuple contre Pistoja, les Gibelins refusèrent de suivre les *cavalieri* (c'est ainsi qu'on nommait les escadrons de la noblesse), parce que Pistoja était tout à fait gibeline. Quand ensuite les chefs (*caporali*) des cavaliers guelfes et

(1) Florence était divisée en six parties (*sestieri*). Les bourgeois de chaque *sestiere* qui n'étaient pas échevins choisissaient deux anciens. Les bannières étaient inegalement divisées dans les *sestieri;* celui d'*oltr'Arno* en avait quatre; celui de *S.-Piero Scheraggio*, quatre; celui *di Borgo*, trois, ainsi que ceux *di S.-Brancazio di porta S.-Piero* et *di del Duomo*. Tous les habitants de la campagne non dépendants de la noblesse s'unirent au peuple de la ville, et de même que le *popolo* s'était divisé en bannières, ceux-ci se divisèrent en quatre-vingt-seize paroisses, *pivieri*, qui devaient également amener un contingent d'hommes armés, dès que le *capitano* l'exigeait. Cf. Villani, l. c., l. VI., c. 39. Le *popolo* bâtit pour son chef une maison fortifiée, qu'on appelle maintenant *Bargello*.

les bannerets du peuple ramenèrent leurs gens victorieux à Florence (1), les *caporali* des Gibelins avec leurs familles et leurs alliés furent chassés de la ville. Une partie des exilés se retira dans ses châteaux du Mugello et d'autres lieux des environs; les autres tâchèrent d'enlever aux Florentins des lieux fortifiés, et réussirent quelquefois, par exemple à Montaja dans le Valdarno. Ils reçurent des secours de la Romagne, des cavaliers allemands étaient à leur solde; Florence eut de nouveau à subir un état de guerre semblable à celui qui lui avait causé tant de mal lorsque les Guelfes étaient à Montevarchi. Le siége de Montaja, que les Florentins reprirent ensuite, rendit tout à coup la guerre générale en Toscane; car comme Pise et Sienne étaient alors gibelines, et qu'elles envoyèrent des troupes aux Gibelins de Montaja, Florence déclara la guerre à ces deux villes, ainsi qu'elle avait fait naguère pour Pistoja.

Vers le même temps où les autres villes du nord et du centre de l'Italie avaient changé leur constitution pour adopter le régime des consuls, puis des podestats, Sienne avait fait la même chose. Mais ici la noblesse avait accordé librement aux bourgeois le droit de participer au maniement des affaires publiques; à Florence, il avait fallu l'arracher, et de cette différence était résultée une conséquence toute naturelle; c'est que le changement ne fonda pas à Sienne comme à Florence deux états tout à fait distincts à côté l'un de l'autre, celui du peuple et celui des grands. Jusqu'en 1233, le podestat était resté à la tête de l'État; au-dessous de lui les consuls, dont les deux tiers appartenaient à la noblesse et l'autre tiers aux bourgeois libres, rendaient la justice; quatre provéditeurs et un *cammermerlingo di Biccherma* (ce dernier était toujours un ecclésiastique) dirigeaient l'administration; dans les circonstances graves qui intéressaient toute la ville, on convoquait un conseil (*consiglio*), dont les deux tiers étaient tirés de la noblesse, l'autre tiers des francs bourgeois (1).

(1) Ils avaient battu ceux de Pistoja, près de Monte-Robolini, et en avaient fait beaucoup prisonniers. Villani, l. c., c. 43.

(1) Orlando Malavolti, dans son *Historia de' fatti e guerre de' Sanesi, cosi esterne come civili* (je suis et je cite l'édition qui a paru à Venise, en 1599, in-4°), représente ces francs bourgeois comme une partie du simple peuple, qui seulement obtint de bonne heure une participation au pouvoir. Mais dans le fait ce parti des *Nove*, comme on appelle ces anciens hommes libres, est tout à fait distinct des vassaux, des tributaires et autres habitants dépendants avec lesquels il se confond plus tard il est vrai, conserve le souvenir de son ancienne égalité avec les nobles ou *grandi*, et a la même importance dont jouissait à Milan la classe de la *Motta*. La ville de Sienne était divisée en trois parties, *Terzi*; voici quelles étaient les familles nobles d'alors: dans le Terzo del Castel-Vecchio (du Château-Vieux): les Bisdomini, les Tegolei, les Floridi; les Siribelli, Giuseppi, Bosti, Gregorij, Mazzenghi, Maizi; les Antolini, Forteguerri alla postierla, Ponzii, Gigli, Squarcialupi, Ugurgieri, Incontri, Incontrati, Mastnielli, Manetti, Lottonenghi, Ragnoni, Maconcini, Mariscotti, Baratucci Bignari, Alessij, Muciatti, Cerretani, Gherardini, Belmonti, Baroncelli, Scotti, Saracini; dans le Terzo di S.-Martino: les Jazzani, Trombetti, Guastelloni, Sansedonij, Ricasolesi, Renaldini, Pelacani, Maconi, Mezolombardi, Piccolomini, della Carbonaja, Pagliaresi, Fortarrighi, Ubertini, Magalotti, Cauli, Amidei, Guicciardi; dans le Terzo di Camullia: les Gallerani, Scriccinoli, Arzochij, Mignenelli, Tolommei, Salvani, Rossi, Orlandi, Porrini, Bernardi, Bandinelli, (dont les Cerretani formaient une branche, et les Palazzesi et les Paparoni deux autres), Buonsignori, Ranuccini, Ranieri, Salimbeni, Malavolti, Rustichini, (ligne collatérale des Piccolomini), Cortebracci, Selvolesi (ligne collatérale des Malavolti), Scarzi, di Tornano, della Suvera, Cerrachini, Gricci, Orlandini, Seramolli, Mangoni. — Presque toutes ces familles ont donné à l'Italie des hommes distingués sous quelque rapport, et la petite ville de Sienne a été pour la nation entière une véritable pépinière d'artistes de tous genres. Depuis que les villes de Toscane, comme celles de l'Italie septentrionale, tentèrent de soumettre au droit munici-

Cette constitution fut changée par une commission composée de trente conseillers, dont quinze appartenaient à la noblesse, et quinze aux francs bourgeois (le parti *de' Nove*), et aux hommes ne jouissant que d'une liberté imparfaite, habitants naguère dépendants (le parti *de' Dodici*). La commission institua pour l'avenir un collége, le collége des vingt-quatre; il devait y avoir douze Guelfes et douze Gibelins pris par égales portions dans chaque classe. Ce collége des vingt-quatre était renouvelé tous les ans et avait en main la véritable puissance politique, de manière que le podestat et les autres fonctionnaires étaient soumis à son contrôle. Depuis l'établissement de cette constitution, Sienne s'est presque toujours défendue avec bonheur contre Florence et Orvieto, et a tenu dans sa dépendance la noblesse de la campagne et des petites localités, dont les unes lui obéissaient de longue date, et dont les autres lui avaient été soumises, soit par les comtes, prévôts et seigneurs nobles, soit par les consuls de la commune. Jusqu'à Radicofani, que les Siennois partageaient avec l'abbaye de S.-Salvador de Montammiato, dans le Valdimersa, qui obéissait aux comtes Ardengheschi, dans le Valdarbia des comtes Guiglieschi, sur les domaines des comtes Caccionati et Scialenghi, dans Montalieno, même sur les biens des comtes palatins (auparavant comtes de cantons) Aldebrandeschi, qui possédaient Cugnano, Montepescali, Grosseto, Malignano, Sovana, Pitigliano, Saturnia et Caparbio, et rendaient la justice dans le *Colle di Valdelsa*, la république de Sienne exerçait soit une suzeraineté réelle, soit une suzeraineté de protection. A la vérité il avait fallu rendre encore une fois Montalieno, restituer tout ce qu'on avait conquis sur Montepulicano et Orvieto; depuis 1240, il y avait guerre ouverte entre les Guelfes et les Gibelins, entre un parti qui se prononçait contre l'ordre établi et s'appelait le parti des vingt-sept, et un autre parti satisfait de cet ordre de choses, le parti des vingt-quatre, de sorte que pendant assez longtemps la ville fut un théâtre de meurtres, d'incendie et de dévastation. Mais dès 1241 le podestat, comte Aldobrandino de' Cacciaconti, rétablit en tout l'ordre et la paix. Onze mille huit cents familles habitaient la ville, et elle était si riche, qu'en 1245 on put entreprendre la construction de sa magnifique cathédrale, le plus gracieux et le plus beau monument que l'architecture gothique ait laissé. La paix continuait encore à Sienne, lorsqu'à la nouvelle de la mort de Frédéric II les Guelfes relevaient déjà la tête avec un nouveau courage dans la plupart des autres villes. A Sienne, les deux partis convinrent qu'en général la ville suivrait dans sa politique le parti gibelin, mais sans nuire aux personnes et entraver la liberté des Guelfes qui s'y trouvaient (1).

Quant à ce qui concerne Pise, nous avons exposé plus haut (liv. IV, chap. 7, § 2 ad an.), comment en 1188 les consuls étaient encore à la tête de la république; et Tronci, l'historien de Pise (2), est d'avis, qu'en 1190

pal la noblesse de l'ancien canton, et même les *capitani* de toutes les terres de chapitre, les comtes (anciens comtes vassaux du chapitre siennois) Ardengeschi, Guiglieschi, della Scialenga, Cacciaconti, di Valcortese, della Berardenga, d'Elci, Montingegnoli et Fuosini, ainsi que les seigneurs de Sticciano, Cotono et les comtes Pannochieschi, furent forcés de prêter le serment de bourgeoisie, de faire un séjour temporaire dans la ville, et de faire prêter à leurs vassaux le serment de fidélité à Sienne.

(1) Malavolti, l. c., p. 63 b. Le nom de parti des vingt-sept pour désigner ceux qui défendaient l'ancien système, lequel n'accordait une participation au pouvoir qu'aux nobles et aux francs bourgeois, venait de ce qu'ils voulaient un conseil composé de neuf Guelfes nobles, de neuf Gibelins nobles et de neuf francs bourgeois; d'où ces derniers furent aussi appelés le parti des *Nove*, des neuf. Leurs adversaires soutenaient le conseil des vingt-quatre, auquel étaient admis douze non nobles, sans égard à la distinction de francs bourgeois et d'imparfaitement libres; d'où il arriva qu'on donna à ceux-ci le nom de *Dodici*.

(2) Memorie istoriche della città di Pisa rac-

quand le gouvernement des consuls fut aboli, et qu'on mit un podestat à leur place, il y eut aussi un capitaine du peuple de nommé (un *capitano del popolo*). Cette opinion vient uniquement de ce qu'on a confondu des hommes cités de temps en temps comme commandants de la république) comme *capitani delle masnade*), notamment les podestats qui apparaissent souvent en cette qualité, avec les capitaines du peuple, tels qu'on en rencontre pour la première fois en quelques endroits de l'Italie dans le deuxième quart du XIII[e] siècle, et je crois qu'on ne saurait trouver à Pise ni dans le XII[e], ni dans la première moitié du XIII[e] siècle, aucune trace du régime des corporations, avec un conseil des anciens et un capitaine du peuple; que par conséquent le gouvernement du podestat avec des consuls subordonnés, était encore en pleine vigueur en 1251 (et subsista jusqu'en 1254, époque à dater de laquelle on trouve à Pise pour la première fois des capitaines du peuple et souvent à côté d'eux des *capitani delle masnade*).

Au commencement de l'année précitée, les Pisans et les Siennois, comme Gibelins déterminés, avaient envoyé des troupes auxiliaires aux Gibelins florentins retirés à Montaja; mais celles-ci ayant été mises en fuite près de cette ville par les Florentins guelfes et leurs alliés de Lucques, Montaja n'osa plus résister et se rendit (1).

L'année suivante les Pisans et les Siennois furent les agresseurs : ils se portèrent contre Lucques (2), et battirent les Lucquois près de Montopoli; mais peu de temps après ils essuyèrent une grave défaite (1[er] juillet 1252),

colte da Monsignore Paolo Tronci. Livorno, 1682, p. 158.

(1) Villani, l. c., l. VI, c. 48. Ni en 1250, ni au commencement de 1251, les Lucquois n'avaient encore chassé les Gibelins de la ville. Cf. Memorie e documenti per servire all'istoria del princ. di Lucca, vol. I, p. 217.

(2) La constitution de Lucques avait beaucoup d'avantages sur celles des autres villes: 1° en ce qu'une noblesse riche et nombreuse se maintenait dans la contrée environnante; 2° en ce qu'un tribunal de gastaldes subsistait à Lucques de temps immémorial, et avait passé dans la constitution municipale. En 1162, on trouve à la tête de la ville trois consuls majeurs, *tres consules majores* ou *de communi;* ils avaient sous eux un conseil de confiance, *consilium de credentia*. Cf. un acte de Frédéric I[er] dans les Memorie e documenti per servire all'istoria del princ. di Lucca, vol I, p. 186 sqq., et un passage ibid., p. 191. Ce conseil secret (composé de vingt-quatre membres) était spécialement chargé de l'administration des biens municipaux, avec un conseil spécial, *consilium speciale*, composé de vingt, plus tard de vingt-cinq bourgeois; il paraît que cinq d'entre eux délibéraient sur la paix et la guerre, et s'occupaient de rendre des décrets. Il y avait dans les différentes cours judiciaires des consuls des plaids, *consules de placitis*. Il y avait plusieurs de ces cours; la *curia Sancti-Christophori* jugeait toutes les causes entre bourgeois qui dépassaient vingt-cinq livres; la *curia querimoniarum* jugeait toutes les causes entre bourgeois de vingt-cinq livres et au-dessous; la *curia treguanorum* jugeait toutes les causes entre laïques et ecclésiastiques, à l'exception des causes spirituelles, *causæ spirituales*, qui demeuraient réservées aux ecclésiastiques; parmi les consuls de cette curie il y avait toujours un ecclésiastique nommé par l'évêque; la *curia foretanorum* jugeait toutes les causes des étrangers avec les bourgeois. La *curia novæ justitiæ* avait à régler les affaires qui résultaient de l'examen et du renouvellement des titres et autres choses semblables; l'expédition des nouveaux titres de possession et d'investiture de ceux qui le voulaient était aussi du ressort de ce tribunal. Mais l'exécution des droits résultant des actes de la *curia novæ justitiæ*, et l'appui légal nécessaire à cette exécution appartenaient à une autre cour, à la *curia executionum*. Comme originairement le gastalde avait juridiction sur ceux qui, dans les premiers temps du moyen âge, exerçaient seuls les arts et métiers, la police des métiers et la cour juridiciaire qui y était attachée appartenaient encore principalement à la *curia gastaldionum*. Enfin la *curia mercatorum* jugeait toutes les difficultés commerciales. Pour se faire une idée de la situation des nobles dans les environs de Lucques, on peut consulter un acte de Henri VI, qu'il publia comme roi des Romains le 30 avril 1186 à Borgo S.-Donnino : après avoir accordé aux Lucquois

et furent poursuivis jusqu'à trois milles de Pise ; une attaque contre Montalcino, que les Siennois tentèrent seuls, échoua, et le comte Guido Novello, de la famille des comtes Guidi, qui s'était jeté à Feghine et s'y était mis à la tête des Florentins émigrés, dut se contenter d'obtenir une retraite libre, lorsqu'un parti guelfe se déclara dans la ville pour Florence. C'est ainsi que l'année 1252 fut partout défavorable aux Gibelins dans la Toscane; ceux de Pistoja furent encore plus malheureux l'année suivante; car ils furent contraints de livrer leur ville aux Florentins, de permettre aux Guelfes chassés de rentrer, et d'accorder que les Florentins construisissent une citadelle dans leur ville, et y entretinssent une garnison : ce fort ne fut détruit qu'après la victoire des Gibelins près de Montaperti. Le territoire de Sienne éprouva aussi en 1253 de cruelles dévastations.

Il paraît que les succès que les Florentins avaient obtenus à cette époque au moyen de leurs fantassins, guidés par le *capitano del popolo*, engagèrent les Siennois à établir chez eux la même dignité en 1253.

On nomma pour président du conseil des vingt-quatre un Bolonais, Ugieri de Bagnuolo, et on lui confia la direction de la guerre, qui jusqu'alors avait appartenu au podestat. Ce président général reçut le nom de capitaino du peuple; mais à Sienne, où la noblesse et le peuple formaient comme état un seul tout, et ne se divisaient pas en deux puissances ennemies, cette charge devait nécessairement avoir une tout autre importance qu'à Florence.

Malgré les améliorations introduites dans son organisation militaire, Sienne fut si vivement pressée l'année suivante (1254), qu'elle demanda la paix. Elle dut surtout cette situation au comte Guglielmo de' Conti Adolbrandeschi et à Pepo de' Visconti di Campiglia, qui, à l'occasion de la guerre que les Florentins faisaient à Sienne, cherchaient à recouvrer leur existence princière, ou du moins leur position indépendante, à laquelle cette dernière république avait porté de graves atteintes. Après de longues négociations, les Florentins cédèrent sur leur demande d'un changement de gouvernement à Sienne, et conclurent le 11 juin pour eux, pour les nobles susnommés, pour Orvieto, Montepulciano et Montalcino, une paix qui garantissait à Montepulciano et à Montalcino l'indépendance et l'intégrité de leur territoire, restituait le château de Campiglia à Pepo, rompait l'alliance des Siennois avec les Gibelins de Florence, accordait à cette dernière quelques petites acquisitions, et donnait aux prisonniers des deux partis la liberté sans rançon. Le comte Guglielmo devait aussi recouvrer tout ce que les Siennois lui avaient enlevé.

Après la conclusion de cette paix, il devint

une juridiction municipale qui s'étendait à six milles, et le droit de rendre justice, le roi continue : « Hæc autem sex milliaria ipsis contulimus, salvo jure appellationum in causis criminalibus et civilibus, cum de re immobili agitur, quæ valentiam X marcharum excedit, non in reditibus annuatim, sed secundum estimationem rei. » L'acte établit que la cour royale jugera concurremment quand le roi lui-même sera dans l'évêché de Lucques, et on lit ensuite : « Item excipimus, ut, si aliquid de Podere comitis Ugolini infra prædicta VI milliaria contineatur, in eo nullam potestatem habeant. Excipimus etiam omnes possessiones, villas et terras, quæcunque bona Hermanni de Porcari et nepotum suorum et dominorum de Montemagno, et hominum de Buriano, et Carfaniana et Versilia si qua inter sæpius dicta milliaria comprendimus, et ut generaliter dicamus, salvo jure omnium, et *cujuscunque fidelium nostrorum*, quod in prædictis terminis reperitur. Cf. lib. cit., p 198 sq. — Otto IV accorda à Lucques, en 1209, de grands priviléges; cette générosité et l'inimitié que l'on nourrissait contre Pise dévouée aux Gibelins entraînèrent complétement la ville dans le parti des Guelfes. On ne connaît pas l'époque précise de l'introduction du régime populaire sous un *capitano del popolo* et douze prieurs des compagnies du peuple. Cette forme de gouvernement paraît consolidée dans la deuxième moitié du XIIIe siècle ; il n'est pas probable qu'elle fût établie en 1206; dans tous les cas, elle ne le fut pas auparavant.

facile aux Florentins de prendre Poggibonzi; ils se présentèrent ensuite devant Volterra, où les Gibelins gouvernaient, battirent les habitants et entrèrent avec eux dans la ville. Les chefs gibelins furent chassés, le gouvernement passa aux Guelfes (1).

Après de telles victoires, les Pisans préférèrent vivre aussi en paix avec les Florentins plutôt que de tenter plus longtemps, et avec leurs seules forces, le sort des armes. Les querelles qui s'élevèrent parmi eux contribuèrent également à ce résultat; le peuple s'était révolté contre la noblesse, comme à Florence, mais ne s'en était pas tenu à établir un gouvernement particulier à côté du corps de la noblesse; il avait forcé, comme cela arriva si souvent dans la suite en Allemagne (par exemple à Mayence et à Zurich), tous les nobles qui voulaient rester dans la ville à entrer dans les corporations des bourgeois (2). Les anciens du peuple, avec leur capitaine du peuple, remplacèrent le podestat et les consuls *di credenza*. En de telles circonstances les Pisans furent obligés d'accepter la paix de Florence telle qu'elle voulut la leur accorder, et elle leur fit des conditions assez dures. Il fut stipulé que désormais toutes les marchandises florentines seraient exemptes de tous droits de douanes et d'impôts à Pise; que pour les comestibles et les étoffes les Pisans emploieraient les poids et les mesures de Florence; qu'ils frapperaient des monnaies de même que les monnaies florentines, et que jamais et nulle part ils ne se mettraient du côté opposé à Florence.

(1) Villani, l. c., cap. 58.

(2) Tronci, l. c., p. 199. — La tribu noble de Leo ou des Lei aima mieux quitter la ville; elle comprenait les familles del Turchio, Buttari, Lancia, Galli, Vernagalli et Upezzinghi. Depuis ce temps on trouve à la tête de la ville de Pise douze anciens ou prieurs du peuple, dont celui qui appartenait à la corporation des jurisconsultes et des notaires était le juge (*judex*). Le président des prieurs était le capitaine du peuple; plus tard, à l'époque où l'on ne nomma point de capitaine, ce fut le podestat ou *signore*.

En outre les Pisans cédèrent Ripafratta aux Florentins, et leur livrèrent cent cinquante otages (1).

Lorsque la paix fut rétablie entre Pise et Florence, ceux des Gibelins florentins qui vivaient en exil furent aussi obligés de se tenir tranquilles, et deux années s'écoulèrent après la victorieuse expédition de 1254, sans qu'il se passât aucun événement important dans la Toscane septentrionale. Cependant Gênes et Lucques avaient été alliées avec Florence contre Pise; elles n'avaient point accédé à la paix conclue, elles avaient continué la guerre, qui toutefois n'occupa presque pas Lucques, parce qu'elle se faisait principalement sur mer. Ce ne fut qu'en 1256, quand les Pisans menacèrent le château fort près de Ponte al Serchio, et que les Lucquois appelèrent à leur secours leurs amis les Florentins, que la lutte commença de nouveau. Les Pisans furent battus et contraints de faire la paix avec les Florentins et les Lucquois en même temps.

De nouveaux troubles éclatèrent de tous côtés dans la Toscane, lorsque Manfred eut triomphé de toutes les résistances en Sicile, et qu'il se fut mis aussitôt en rapport avec tous les Gibelins du nord et du centre de l'Italie. En Toscane, le parti gibelin n'avait cédé qu'aux forces supérieures déployées par les Florentins et les Lucquois; dès qu'ils purent espérer un secours extraordinaire du dehors, ils songèrent à secouer le joug sous lequel ils gémissaient. Le mouvement qui se fit parmi eux excita bientôt l'attention de leurs adversaires. Les Florentins et les Siennois conçurent de la méfiance les uns contre les autres; les premiers, qui voyaient les Gibelins de Poggibonzi puissants et alliés aux Siennois, surprirent la place en 1257, et en rasèrent les fortifications (2). Ce n'était qu'un premier signal; car les habitants

(1) Villani, l. c. cap. 59. Tronci est d'avis qu'ils ne donnèrent que cinquante otages. Peu de temps après, les Florentins cédèrent Ripafratta aux Lucquois.

(2) Malavolti, l. c., p. 68.

d'Arezzo (qui à l'époque où les Florentins et les Siennois s'étaient alliés, et où Guelfes et Gibelins vivaient en paix, avaient été forcés de permettre aux Gibelins exilés de rentrer dans la ville) redevinrent Guelfes déterminés (quelques années plus tard, 1259), et traitèrent Cortona (1), attachée aux Gibelins, comme les Florentins avaient traité Poggibonzi. Naturellement les Gibelins rentrés à Florence, et à la tête desquels était la famille Uberti, avaient tout à craindre s'ils ne prenaient pas des mesures de précaution, tandis que s'ils montraient de l'énergie ils pouvaient espérer ressaisir le pouvoir avec le secours de Manfred. Toute leur haine se portait sur le peuple, parce que c'était avec son appui que les Guelfes étaient parvenus à former le parti dominant. En juillet 1258, on les accusa de vouloir anéantir la commune de Florence, et comme on venait pour les arrêter sur cette accusation, et les conduire devant le podestat, ils repoussèrent ses soldats, qui revinrent la tête ensanglantée. Aussitôt le tocsin retentit, et les flots du peuple se précipitèrent de tous côtés sur les palais des Uberti; Schiatuzzo degli Uberti succomba dans la lutte avec une foule de serviteurs et de parents. Uberto Caini degli Uberti et Mangia degli Infangati furent faits prisonniers et conduits devant le podestat, avouèrent leur intention de dissoudre la commune, et furent décapités près de S.-Michel. Alors toute la famille des Uberti abandonna la ville, et avec elle partirent les Fifanti, les Guidi, les Amidei, les Lamberti, les Scolari, quelques branches des Abbati, des Caponsacchi, des Megliorelli, Soldanieri, Infangati, Ubriachi, Tedaldini et Galigari, les della Pressa, les Amieri, les da Cercina et les Razzanti, avec beaucoup de nobles peu riches, et même quelques gens du peuple qui étaient attachés aux familles gibelines. Le peuple abattit les maisons et les tours des émigrés, et de leurs débris il fortifia les hauteurs de S.-Giorgio. Mais on ne s'arrêta point là. L'abbé de Vallombrosa, de la maison Beccaria de Pavie, fut soupçonné d'entretenir dans la ville des intelligences en faveur des émigrés; il fut arrêté, appliqué à la torture jusqu'à ce qu'il eût fait des aveux, et puis décapité (1). Le pape lança une bulle d'excommunication contre cette bourgeoisie insolente; mais il n'y avait nulle part autant d'hérétiques et d'incrédules que parmi le peuple de Florence, et encore bien que par la suite l'innocence de l'abbé fût généralement reconnue, personne n'en revint à une conduite plus prévoyante et plus humaine.

Les Florentins émigrés se rendirent en grande partie à Sienne, où ils furent bien accueillis, malgré les conditions de l'alliance avec Florence. (2). Cette réception irrita les Florentins; l'hiver suivant ils firent plusieurs incursions sur le territoire siennois, assiégèrent et emportèrent les lieux fortifiés et les châteaux qu'occupaient les Gibelins émigrés et leurs amis; l'évêque d'Arezzo perdit ainsi Gressa, les comtes Alberti de Mugella Vernia; Mangona même, qui leur appartenait, et dont ils se disaient comtes (3), leur fut enlevée, et donnée comme fief florentin avec Vernia à un rejeton encore mineur de leur maison, Alessandro degli Uberti, qui tenait pour les Florentins (4).

Les attaques des Florentins resserrèrent l'union du roi Manfred et des Siennois, qui se considéraient alors comme la tête du parti gibelin, et dans le printemps de 1259 ils

(1) *Cronica Sanese*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. XV, ad an. 1258.

(1) Villani, l. c., cap. 65. Dante, *Inferno*, cant. XXXII, v. 119 et 120. Vers cette époque les Siennois firent étrangler à Campagnatico Uberto, un des comtes Aldobrandeschi de S.-Fiore. *Cron. Sanese*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. XV, ad an. 1258 : « Fu affogato in sul letto... e fello affogare il commune di Sienna per danari. »

(2) Malavolti, l. c., parte II, p. 1.

(3) Ce sont les anciens comtes de Prato.

(4) Plus tard Alessandro fit un testament, par lequel il prescrivait que, si ses fils Nerone et Alberto mouraient sans descendants, ces fiefs appartiendraient à la *massa guelfa*. Villani, l. c., cap. 69. Sur la *massa guelfa*, voy. plus bas p. 17.

lui prêtèrent serment de fidélité par des ambassadeurs (1). Manfred accorda cent chevaliers allemands aux Gibelins florentins, qui lui demandaient du secours par leurs chefs (entre autres par le puissant Farinata degli Uberti); mais, au mois de mai de l'année suivante, les cavaliers et les gonfalons de Florence s'étant présentés devant Sienne et menaçant de la prendre, Manfred envoya moitié à ses frais, moitié à ceux des Siennois, un corps de huit cents cavaliers au secours de la ville; l'assistance des Pisans, dont nous passerons ici sous silence les rapports avec Gênes parce que nous les avons déjà expliqués dans l'histoire de cette ville, fut également invoquée par les Siennois et par les Gibelins florentins. Toutes ces troupes gibelines, réunies, composaient une armée qui comptait dix-huit cents cavaliers; plus de la moitié étaient des mercenaires allemands qui inspiraient une terreur particulière.

Les Florentins cherchèrent alors à épuiser les ressources pécuniaires de leurs adversaires par la lenteur, et se retirèrent. Ils restèrent près de deux mois en repos dans leurs villes. Les Siennois virent bien que de cette manière ils finiraient par succomber, et les Gibelins de Florence alliés avec eux imaginèrent une ruse pour attirer l'armée florentine en rase campagne, et la forcer à une action décisive. Farinata degli Uberti et Gherardo Cicca de'Lamberti envoyèrent à Florence deux franciscains auxquels ils firent croire qu'un chef des Gibelins était mécontent de l'état des affaires à Sienne, notamment de la puissance qu'un des bourgeois, Provenzano Silvani, y avait acquise, et qu'il était disposé à livrer la ville aux Florentins, pourvu que ceux-ci, au lieu de marcher sur Montalcino, consentissent à s'avancer jusqu'à l'Arbia. Les *popolari* choisis pour cette négociation secrète donnèrent sans méfiance dans le piége; les *caporali* de la noblesse guelfe, notamment le comte Guido Guerra, ne purent rien découvrir sur la sincérité de la proposition, et exprimèrent en vain leurs inquiétudes sur le succès, en rappelant combien les Florentins s'étaient mal défendus peu de temps auparavant contre une faible troupe de cent cavaliers allemands. On se contenta de les tourner en dérision (1).

Lorsque les Florentins marchèrent vers l'Arbia, ils avaient avec eux les Guelfes de presque toutes les villes voisines, ceux de Bologne, de Pistoja, de Prato, de Volterra, de S.-Mimiato, de S.-Gimignano et de Colle di Valdelsa. La noblesse guelfe fournit huit cents lances, et l'on avait en outre cinq cents cavaliers mercenaires. Les chefs du peuple s'avancèrent hardiment à la tête de cette armée, espérant que Farinata et Gherardo leur ouvriraient la porte de S.-Vito. Les auxiliaires de Perugia et d'Orvieto les joignirent à Montaperti, de manière qu'ils avaient en tout trois mille cavaliers et plus de trente mille fantassins. Pendant ce temps les Gibelins avaient répandu à Sienne que l'armée des Florentins marchait sans ordre et sous de mauvais généraux, de manière que le peuple demanda à combattre sur-le-champ, et sortit avec les mercenaires étrangers. Lorsque les chefs des Florentins et leur armée, à qui l'on avait fait espérer qu'à leur aspect la porte de S.-Vito leur serait livrée, aperçurent des hauteurs de Montaperti l'armée siennoise sortir par cette même porte pour engager le combat, la peur les gagna, ils se troublèrent. Beaucoup de membres des familles gibelines restées à Florence, qui avaient été obligés de suivre l'armée, passè-

(1) En retour, Manfred promit de défendre Sienne envers et contre tous, et de maintenir la constitution et les priviléges de la ville. Voy. les archives de Luceria dans Malavolti, l. c., p. 2, mai 1259.

(1) Villani, l. c., cap. 78. Malavolti conteste toutes les particularités de ce récit, et pense que les Florentins avaient réellement voulu s'avancer jusqu'à Montalcino pour délivrer cette place vivement pressée par les Siennois (l. c., p. 14); ce qu'il y a de certain, c'est que Villani a une grande prédilection pour les anecdotes.

rent aussitôt à l'ennemi, et l'un des Abbati, au moment où les cavaliers allemands chargèrent, ayant traîtreusement coupé la main par derrière à un Pazzi qui portait la bannière de Florence, et fait tomber le drapeau, le peuple se tint pour trahi et s'enfuit de tous côtés. La cavalerie florentine ne perdit que trente-six hommes ; mais l'infanterie fut poursuivie et massacrée sans pitié par l'ennemi victorieux. Il resta plus de deux mille cinq cents hommes sur le champ de bataille ; quinze cents des bourgeois les plus distingués de Florence tombèrent entre les mains des Gibelins (1).

Après cette défaite, les chefs des Guelfes désespérèrent de pouvoir se maintenir à Florence contre les Gibelins. Ils quittèrent la ville avec leurs familles et leur gens : il y avait les familles des Rossi, des Nerli, des Gerardini, des Luccardesi, des Cavalcanti, des Baguesi, des Pulci, des Guidalotti, des Malaspini, des Foraboschi, des Manieri, des Aquona, des Sacchetti, des Cambiobesi, des Buondelmonti, des Scali, des Spini, des Gianfiliazzi, des Giendonati, des Bostichi, des Tormaquinci, des Vecchietti, des Tosinghi, des Arrigucci, des Agli, des Sitii, des Marignolli, des Adimari, des Pazzi, des Visdomini ; en outre quelques branches des Donati, des Pigli, des Minerbetti, des Beccanugi, des Bordoni, des Manelli, des Bardi, des Mozzi et des Frescobaldi. A des époques postérieures on trouve encore des noms devenus célèbres parmi les *popolari*, qui se joignirent à la noblesse guelfe et abandonnèrent la ville avec elle, comme les Macchiavelli, les Barbadori, les Soderini, les Ammirati, les Magalotti, les Mancini, les Altoviti et les Baldovinetti ; Brunetto Lattini et les siens partirent aussi. Le dimanche qui suivit cette retraite, les Gibelins rentrèrent de bonne heure et sans résistance dans la ville, changèrent le gouvernement, reconnurent Manfred pour roi, et proclamèrent podestat de Manfred le comte Guido Novello (qui comme le chef des Guelfes, Guido Guerra, était de la famille des comtes Guidi). Ils prirent à leur solde les huit cents cavaliers allemands, et choisirent pour leur général dans la guerre contre les Guelfes le marquis Giordano Lancia del Bosco, chef de ces étrangers (2).

---

(1) Cette bataille de Montaperti fut livrée le 4 septembre 1260. Cf. Villani, l. c., cap. 79. Malavolti conteste tant qu'il peut le récit de Villani et de Malaspini, refuse toute influence à des circonstances fortuites, et ne veut attribuer la victoire qu'à la valeur des Siennois et de leurs alliés. Malavolti, l. c., p. 18. Qu'à l'époque du Dante on ait cru aux circonstances rapportées par Villani, c'est ce que prouve le XXXIIe chant de l'*Inferno.*

(1) Il mourut plus tard dictateur de la république de Florence, c'est-à-dire président de la chancellerie. En cette qualité, il rendait les ordonnances et les faisait enregistrer par des scribes, selon la coutume du temps. Dans la suite on nomma les hommes revêtus de cette dignité chanceliers et secrétaires d'État.

(2) Il était frère de la mère de Manfred.

§ II. — *Jusqu'à la deuxième expulsion des Gibelins de Florence en 1267.*

Après que Florence fut tombée dans les mains des Gibelins, Lucques forma bientôt le poste unique des Guelfes en Toscane. Tout dut céder aux armes gibelines, et les Siennois firent de riches acquisitions sur les comtes Aldobrandeschi (1). De tous les points de la Toscane où les Guelfes avaient jusqu'alors possédé la direction des affaires, à l'exception de Lucques, où ils affluèrent de toutes parts, les principaux d'entre eux furent expulsés. Alors les chefs des Gibelins de Pise, Sienne, Arezzo et Florence, se rendirent à Empoli dans l'année 1261 avec le comte Giordano, pour y délibérer ensemble sur les affaires de toute la contrée. Giordano fut appelé dans ce temps à la cour de Manfred, et institua pour son lieutenant dans la Toscane le comte Guido Novello (2), auquel étaient soumis le Casentino et la Modigliana, quoiqu'il fût en possession des droits de bourgeoisie à Florence. Appuyé par la puissante noblesse de campagne (les comtes Alberti de Mangona, les comtes Aldobrandineschi de S.-Fiore et d'autres branches de la maison palatine, les Ubaldini et d'autres personnages influents dans le Mugello), jadis forcée par la ville à descendre au niveau du droit de bourgeoisie florentine, il fit à Empoli la proposition de détruire Florence et de la transformer en une simple bourgade; mais Farinata degli Uberti, de la vieille noblesse urbaine, le combattit avec chaleur, déploya la plus grande énergie pour sa chère patrie, déclarant que tant qu'il pourrait soutenir une épée nulle autre cité ne s'élèverait trop près d'elle, et il parvint à la sauver par sa résolution (1).

La guerre fut conduite avec de grands succès contre Lucques et les Guelfes. De ce côté Castelfranco, S.-Croce, S.-Maria-a-Monte, Monte-Carvoli et Pozzo, furent conquis en 1261. Les Pisans reprirent Ripafratta, que les Florentins, lorsqu'ils étaient Guelfes, avaient enlevé aux Lucquois. Les Siennois contraignirent le comte Albobrandino, alors chef de la maison des Aldobrandini, à se soumettre à eux, à opérer tous les payements en retard auxquels sa maison s'était engagée par un traité précédent, et à imposer aussi la soumission aux capitaines de la *maremma*, Ranieri da Porta et Guglielmo della Rocca-Albegna. Les vicomtes Pepo et Napoleone de Campiglia se virent de nouveau réduits à verser

---

(1) Les Siennois, avec l'aide du comte Giordano, avaient déjà pris Grosseto avant la bataille de Montaperti. Cf. Malavolti, l. c., p. 5 b. Bientôt après la bataille, Montalcino dut se soumettre aux Siennois. *Ibid.*, p. 22 b. Manfred donna, par acte authentique, Montepulciano aux Siennois. Cf. Malavolti, l. c., p. 25. Voyez les actes de Foggia du 20 novembre 1260. Les habitants essayèrent de maintenir leur liberté; mais il leur fallut se rendre le 5 juillet 1261, et laisser construire une citadelle siennoise dans leur ville.

(2) Guido Novello était Gibelin; son frère Simone et son cousin Guido Guerra étaient Guelfes.

(1) Malavolti paraît aussi douter de ce conseil tenu à Empoli; sa raison est que Giordano, durant toute l'année 1261, se tint en Toscane, et qu'au commencement de l'année 1262, lorsqu'il se rendit en Apulie, il laissa pour vicaire en Toscane, non pas Guido Novello, mais bien Francesco Semplice. Cf. Malavolti, l. c., p. 27. Mais l'acte sur lequel s'appuie Malavolti pour combattre les autres historiens peut bien être faux, ou la petite circonstance du vicariat général de Guido Novello n'être pas réelle. La chose principale paraissait généralement croyable à la fin du XIIIe siècle; c'est ce que prouvent les magnifiques vers du Dante, qu'il met dans '. bouche de Farinata degli Uberti. *Inferno*. canto x, 91 — 93.

les cens féodaux dus par eux à la cathédrale de Sienne. A Grosseto, les Siennois avaient construit deux forteresses, et dans l'année 1262 ils élevèrent encore une tour pour maintenir les habitants en état de sujétion. Partout, dans les places soumises, ils envoyèrent des podestats. Dans l'année suivante 1263, les comtes Pannochieschi, avec leurs châteaux (1), se soumirent également à la ville de Sienne (2).

Dans l'année 1263, Lucques se trouva toujours serrée de plus près. Castiglione, Nozzano, Ponte-a-Serchio, Rotaja, Sarezzano, furent enlevés par les Gibelins. Enfin les Lucquois se virent réduits à solliciter un traité avec leurs ennemis. Ils l'obtinrent à des conditions un peu dures : aucun Guelfe lucquois n'était forcé de quitter la ville; mais tous ceux de ce parti réfugiés en ce lieu des autres cités, alors tombés en grande partie dans la pauvreté et la misère, durent, dans l'espace de trois jours, vider la ville et son territoire pour se retirer au delà des Apennins, vers Bologne. Plusieurs d'entre eux qui possédaient encore quelques ressources se mirent en route pour la France; là ils se livrèrent au commerce, se firent changeurs, prêteurs, et parvinrent bientôt à une grande opulence (3). Ce fut principalement par l'effet de ces factions dans les villes d'Italie, et des exils qui en résultèrent nécessairement, que s'étendirent par toute l'Europe méridionale et occidentale, par l'Afrique septentrionale et occidentale, les relations de la banque italienne. Ceux qui ne trouvèrent pas leur pain de cette manière le cherchèrent à la pointe de l'épée, en se faisant soldats mercenaires. Les femmes livrèrent souvent leur corps.

Comme Charles d'Anjou se préparait alors contre Manfred, quatre cents cavaliers guelfes de Toscane, qui avaient servi dans la haute Italie, se réunirent et lui offrirent leurs services; il les accueillit dans son armée, et se déclara pour l'avenir, en cas de triomphe, ennemi de l'ordre de choses alors établi en Toscane. En effet, d'après le traité fait avec les Lucquois, il n'y avait alors aucune place, renfermât-elle des Guelfes y vivant en particuliers, qui ne se fût prononcée comme gibeline, et n'eût prêté serment de fidélité à Manfred.

Charles était encore à Rome que déjà la lutte recommençait en Toscane. L'évêque d'Arezzo, quoique de race gibeline, était en querelle avec les Gibelins d'Arezzo et avec le comte Guido Novello, qui menaçait les sujets de son Église et les contraignait à des prestations illégales. Il prit à sa solde le reste des bannis florentins pour défendre les places du territoire épiscopal. Ceux-ci avaient enlevé Castel-Nuovo dans le Valdarno. Vivement pressés par les Florentins, une ruse d'Uberto Spiovanato de' Pazzi les sauva (1); comme il parvint à effrayer les Florentins, qui se retirèrent, tout le Valdarno se souleva contre les Gibelins et s'unit avec les bannis. Alors arriva aussi la nouvelle de la chute de Manfred; un grand nombre de petites places se déclarèrent pour les Guelfes, beaucoup de citoyens dans la ville entrèrent en relation avec eux, en sorte que les Gibelins se crurent trahis de tous côtés et se laissèrent emporter par la crainte beaucoup plus loin qu'ils n'auraient dû aller. En outre on était agité de vives inquiétudes au sujet des Guelfes qui avaient accompagné Charles dans son expédition, et que l'on s'attendait à voir rentrer bientôt en Toscane avec des troupes auxiliaires françaises. Guido No–

(1) Gerfalco, Travale, Castiglion, Bernardi, Pietra, Perolla et la Rocchetta.

(2) Pour toutes ces acquisitions dans le territoire de Lucques et sur la noblesse guelfe, voyez Villani, l. c., cap. 83. Malavolti, l. c., p. 28 sq. Tronci, l. c., p. 215.

(3) Villani, l. c., cap. 86.

(1) Il avait une lettre de l'évêque revêtue d'un grand sceau qu'il détacha pour l'appliquer à une lettre supposée; dans celle-ci, il promettait sous peu de grands secours, et la perdit de manière qu'elle pût être trouvée par l'ennemi. Les Florentins se retirèrent à la hâte. Villani, lib. VII, cap. 12.

vello crut pouvoir remédier au mécontentement qui se manifestait contre son gouvernement parmi le peuple (1) en appelant pour Florence, avec une apparente impartialité, deux podestats bolonais (2), l'un Guelfe, l'autre Gibelin, Catalano de' Malavolti et Lodevingo degl' Andalo. Comme on avait banni de Florence, non pas tous les Guelfes, mais seulement les principaux du parti, et ceux qui, s'étant signalés dans la lutte contre les Gibelins, avaient attiré sur leur tête la haine de cette faction, on put placer à côté des deux podestats un conseil de trente-six membres, composé en partie de nobles, en partie de notables *popolari*, dont moitié Guelfes et moitié Gibelins. Mais ces mesures servaient seulement à trahir la faiblesse de Guido Novello. Les trente-six rétablirent la participation des principales corporations au mouvement du corps politique, et les sept corporations qui alors prirent part au gouvernement formèrent plus tard, au temps où s'élevèrent les artisans inférieurs (*il popolo minuto*), une classe plus élevée, dont les familles les plus distinguées composaient une sorte de noblesse. On les désigna par le nom de *popolo grasso;* c'étaient 1° les légistes et les notaires; 2° les *mercatanti di calimala* (marchands qui faisaient le commerce sur les draps français (3); 3° les changeurs; 4° les médecins et les marchands de drogues, qui étaient en même temps apothicaires; 5° les commerçants en soie et autres objets; 6° les pelletiers; 7° les fabricants de draps. Les *mercatanti di calimala* avaient déjà auparavant leur juridiction à part et leurs consuls pour les affaires concernant leur trafic. A toutes ces corporations on donna des consuls particuliers; en outre chacun obtint un capitaine, un porte-drapeau et une bannière (1).

Parmi les *popolari*, les Guelfes formaient alors le parti le plus nombreux à Florence; dans la noblesse, c'étaient les Gibelins. Comme le *popolo grasso* était rentré en possession d'une constitution, le comte Guido et les familles qui lui étaient le plus fortement attachées sentirent croître leurs craintes, et sollicitèrent, pour grossir leurs troupes dans la ville, de l'appui auprès des villes voisines gibelines, en sorte qu'ils comptèrent quinze cents cavaliers réunis. Mais les cavaliers allemands qu'ils avaient à leur solde exigèrent leur payement; on devait le leur accorder si l'on voulait compter sur eux, et pour cela il fallait recourir à un nouvel impôt. Les trente-six s'y opposèrent, et la noblesse gibeline conseilla au comte, avant toute chose, de reprendre, avec l'aide des cavaliers, les concessions faites dans les derniers temps, et de renverser les trente-six. La famille de Lamberti, avec tous les gens composant sa maison, se rendit tout d'abord vers le tribunal des *calimala*, où les trente-six tenaient leur réunion, et s'écria : « Où sont-ils ces misérables trente-six, que nous les mettions en pièces ? » Aussitôt ceux-ci se dispersèrent; mais les boutiques se fermèrent, et chaque citoyen prit les armes. Gianni de' Soldatnieri se mit à la tête du *popolo* turbulent qui se rassembla autour de sa maison, non loin de S.-Trinità, et se barricada contre la maison fortifiée des Gerolami. Lorsqu'enfin les cavaliers des Gibelins firent une sortie de la maison des Tornaquinci, ils furent accueillis par une grêle de pierres et de flèches lancées des fenêtres, des tours, des forteresses et des barricades. Ils tournèrent bride, et Guido, dans son ef-

(1) Le peuple avait en effet des motifs de mécontentement; car, outre des sommes énormes et des prestations vexatoires que Guido en exigeait, celui-ci transportait dans sa forteresse du Casentino tout ce qui se trouvait dans l'entrepôt de Florence.

(2) Tous deux ecclésiastiques, moines dominicains. Voyez la *Constitution des Florentins*, par Leonh. Aretinus, *de C. Fr. Neumann* (Frankf) sur le Mein, 1822, p. 26, rem. 3. Dante, *Inferno*, canto XXIII, v. 103 sq.

(3) Sur le mot *calimala* et sa dérivation de καλὴ μάλη, p. 29. Voyez *Neumann*, p. 29, rem. 3.

(1) Villani, lib. VII, cap. 13.

froi exigea des podestats les clefs de la ville, et contraignit plusieurs des principaux parmi les trente-six de se tenir à cheval à ses côtés, afin qu'on ne lançât plus de pierres contre lui. On lui fit toutes sortes d'instances pour qu'il restât, protestant que le peuple s'apaiserait; tout fut inutile. A la tête de ses cavaliers allemands et des masses de Gibelins du voisinage, il se dirigea par la vieille porte des Bœufs vers Prato. Ceci arriva le 11 novembre 1266.

Lorsque le comte Guido, avec les principaux des Gibelins qui l'avaient accompagné, tint conseil le soir à Prato, ils furent bientôt unanimes à déclarer qu'ils avaient été fous d'abandonner la ville sans un coup d'épée. Mais toutes les tentatives pour y rentrer le lendemain restèrent inutiles. Nulle porte ne s'ouvrit; et comme ils essayèrent de pénétrer par la force, ils furent salués par une pluie de flèches; car ceux de la ville craignaient qu'ils ne prissent une cruelle vengeance. Aussitôt qu'ils se furent éloignés, le gouvernement se changea dans Florence. Les deux Bolonais furent congédiés, et l'on demanda un podestat et de l'appui à Orvieto. Ormanno Monaldeschi arriva en qualité de podestat avec cent cavaliers, et un autre noble d'Orvieto vint se mettre à la tête des corporations comme *capitano del popolo*. Ces classes possédaient maintenant l'influence dominante. Elles n'expulsèrent plus de Gibelins, mais permirent aux Guelfes de revenir, et l'on espéra dompter et apaiser ces factions au moyen d'une suite de mariages entre des membres tirés des familles appartenant aux partis hostiles. Cet état de choses mécontenta les Guelfes qui avaient été compagnons des triomphes de Charles d'Anjou. Après tant de misères si longtemps supportées, ils désiraient, non pas une égalité avec leurs ennemis, mais la domination, et ils espéraient y parvenir en Toscane au moyen du roi Charles, comme les Gibelins s'en étaient saisis précédemment avec l'assistance de Manfred (1). Ils se tournèrent donc vers la cour de Sicile, et Charles leur envoya le comte Guy de Montfort avec huit cents cavaliers français. Les Gibelins n'attendirent pas la première attaque violente de leurs adversaires; dans la nuit du samedi au dimanche de Pâques (du 16 au 17 avril), ils évacuèrent la ville et se dispersèrent vers Sienne, Pise et autres lieux. Le 17 arrivèrent les Français, et aussitôt les Guelfes transmirent au roi Charles la *signoria* dans Florence pour dix années. Celui-ci nomma un vicaire annuel, et lui adjoignit douze personnages éminents des habitants nobles pour administrer la ville ensemble. Le *popolo grasso* conserva ses conseils, d'autres fonctionnaires, et de plus un conseil de cent assesseurs. Un second collége fut composé avec les consuls, les capitaines, les porte-bannières et d'autres employés des corporations supérieures, et assisté par un conseil secret, ou *consiglio di credenza*, de quatre-vingts membres. L'on nomma ce corps entier *consiglio delle capitudini delle arti maggiori e di credenza*. En outre on plaça un podestat à la tête de la justice et de la police dans la ville, escorté de plusieurs chevaliers et légistes, et on lui adjoignit un conseil de quatre-vingt-dix membres, en partie nobles, en partie *popolari*. S'agissait-il de quelque loi à établir, d'un nouvel impôt à décréter, la proposition était portée d'abord par le vicaire et son conseil au conseil des cent; était-elle accueillie, de là elle passait au *consiglio delle' capitudini delle arti maggiori e di credenza;* puis, après approbation, au *consiglio del podestà*, et enfin elle était soumise à la sanction du *consiglio generale*, qui était la réunion des trois autres conseils, et se composait de trois cents assesseurs.

D'après l'avis du roi et du pape, les Guelfes jetèrent tous les biens des Gibelins bannis dans une masse que l'on divisa en trois parts égales : la première échut à la ville, et fut administrée par les corps municipaux; la seconde se distribua entre les Guelfes comme indemnité des pertes précédentes; ils la firent administrer particulièrement par

(1) Villani, lib. VII, cap. 15.

trois nobles *consoli* (plus tard *capitani*) *di parte guelfa* et par trois *priori di parte guelfa*, tirés du *popolo grasso*. Cette part fut appelée la *massa guelfa*, et ses produits s'appliquèrent dans l'intérêt des familles guelfes qui, dès cette époque, formèrent une corporation distincte et bien organisée. La troisième part ne dépendit qu'un certain temps de la *massa guelfa*; peu à peu elle fut aliénée pour suppléer aux frais de la guerre contre les Gibelins. C'est alors surtout que les riches familles du *popolo grasso* doivent avoir acquis des biens nobles territoriaux. En achetant des biens gibelins, ils se trouvaient à jamais intéressés contre le retour des Gibelins, et le cardinal Ottaviano degli Ubaldini put dire avec raison : *Dapoi che i Guelfi di Firenze fanno mobile, giamai non vi tornano i Ghibellini.*

La corporation guelfe institua un conseil secret de quatorze, et un grand conseil de soixante assesseurs, qui élisaient les consuls ou capitaines et les prieurs (1), et les assistaient dans l'administration. Plus tard, lorsque l'ancienne noblesse de Florence fut exclue des emplois de la ville, ces fonctions des corporations offrirent encore des positions où la noblesse sut exercer une grande influence sur les affaires municipales. Si cette *parte guelfa* de Florence ne peut être bien exactement comparée au *banco di S.-Giorgio* de Gênes, c'est qu'elle ne possédait pas autant de richesses ; elle ne devint jamais aussi prédominante.

Le territoire dépendant de la ville de Florence fut régi par des podestats envoyés dans les lieux plus importants, par des *castellani* délégués dans les petits. Les finances de la ville furent administrées par des *camarlinghi*, que l'on prit toujours dans les moines des abbayes de *Settimo* et *Ogni-Santi*. Le grand conseil des trois cents nommait à toutes ces places et à tous les emplois, grands ou petits.

Il n'y a rien à raconter de Pise et de Lucques dans leurs rapports avec Florence depuis l'adhésion de Lucques au parti gibelin. Quant aux Siennois, ils avaient pendant ce temps fait chaque jour de nouveaux empiétements sur la noblesse de campagne, qui leur était pourtant attachée, afin de la rabaisser pour toujours, et avaient enfin, en 1264, enlevé aux Visconti leur forteresse de Campidiglia ; puis ils avaient étendu leur domination sur le Valdichiana, et amené les comtes Manenti di Chianciano à une alliance, c'est-à-dire à la subordination. L'année suivante 1265, serrant de près l'abbé de S.-Salvadoe à Montammiata, ils l'avaient réduit avec son territoire à une sorte d'assujettissement. Plus tard les affaires de la cour de Sicile, qui exerçait tant d'influence sur la Toscane, avaient attiré trop vivement l'attention, et tenu tous les esprits trop en éveil, pour que l'on osât se porter en Toscane à des démarches hasardées. Sous la direction du vicomte Pepo, que son pays et ses troupes avaient expulsé, Grosseto se révolta avec l'aide des Orvietains, et fut rudement châtié ; le comté des Aldobrandineschi fut traité hostilement. Mais Sienne elle-même fut à la fin inquiétée par les Guelfes, auxquels s'étaient rattachés tous les citoyens bannis de la ville pour une infinité de motifs et pour des délits de diverse nature. On essaya d'étouffer les principes d'irritation qui fermentaient à l'intérieur par une nouvelle organisation de la constitution, et l'on nomma une commission de soixante membres nobles et *popolari* pour travailler à des réformes politiques (1). Mais, comme cette commission régla diverses institutions qui étaient en faveur de la noblesse, le peuple, se précipitant en masses armées, assaillit les bâtiments de l'évêché où les soixante tenaient

(1) On choisit aussi un syndic du parti guelfe, qui devait mettre en état d'accusation les particuliers comme Gibelins, en sorte que leurs biens furent confisqués et attribués à la *massa guelfa*. Villani, l. c., cap. 16.

(1) La *Cronica Sanese* paraît compter les années d'après la supputation pisane ; elle porte pour le choix des soixante l'année 1267. Cf. *Cron. San.*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XV, p. 35.

leurs séances, et par des tentatives d'incendie força ceux-ci à se disperser. Plusieurs d'entre eux quittèrent la ville avec leurs familles; d'autres, qui ne voulurent pas prendre ce parti, comme les Tolomei, les Salimbeni, les Piccolomini, les Accarigi, et qui défendirent leurs maisons les armes à la main, furent expulsés. Tous ceux-ci se rattachèrent aux Guelfes, furent déclarés rebelles, leurs maisons furent rasées, leurs biens confisqués; ces proscrits, soutenus par les Orvietains et les sujets des Aldobrandini, s'emparèrent de Montepulciano et de plusieurs châteaux siennois, jusqu'à ce que, en août 1266, le pape rétablit la paix entre les deux partis ennemis (1).

(1) Malavolti, l. c., p. 33 b.

§ III. *Histoire de Toscane jusqu'à l'institution de la seigneurie de Florence en* 1282.

La suite de l'éloignement des Gibelins fut la lutte des deux factions sur le territoire de Florence; car les bannis s'organisèrent en une forte corporation, et choisirent Filippo da Balognano pour leur capitaine. Leur place principale fut la forteresse de S.-Ellero; Montfort se présenta devant les portes avec ses cavaliers français et des troupes florentines; les Gibelins succombèrent, huit cents périrent ou tombèrent entre les mains de l'ennemi. Bientôt après, Gressa et Siracchi durent aussi se rendre. A Lucques, à Pistoja, à Prato, à Volterra, à S.-Gimignano et en d'autres lieux de la Toscane, les Guelfes se levèrent après le triomphe de leur parti de Florence, et chassèrent les Gibelins dominants; Pise et Sienne seulement restèrent pour ceux-ci de puissantes positions. Les Siennois et les Pisans avaient pris à leur solde une grande partie de troupes mercenaires allemandes amenées en Italie par les Hohenstauffen; d'un autre côté les Florentins et les autres Guelfes étaient soutenus par le roi Charles; les deux partis continuèrent donc la guerre. En août, le roi Charles vint en personne à Florence; en décembre 1267, il prit Poggibonzi; en janvier 1218, il entreprit une expédition contre les Pisans, leur ruina plusieurs places et le port; en février, il enleva encore pour le compte des Lucquois le fort de Matrone (1). Cependant s'approchait Conradin, vers lequel s'étaient déjà tournés les Gibelins de Toscane. Alors se déroula cette suite d'événements déjà exposés dans la deuxième division, qui détermina de nouveau l'éloignement de Charles de la Toscane, et qui ramena sur le premier plan les Pisans, à cause de l'assistance par mer qu'ils donnèrent à Conradin dans son entreprise. Le triomphe de Charles donna un surcroît de prépondérance aux Guelfes en Toscane. Mais une partie des Espagnols qui avaient suivi le sénateur Henri, après la bataille de Scurcola, entra au service de Sienne et de Pise, en sorte qu'au mois de juin 1269 ces villes gibelines, par leurs habitants, par les Gibelins expulsés des villes voisines, et par les troupes mercenaires d'Allemands et d'Espagnols, purent opposer aux Florentins une armée de quatorze cents cavaliers et huit mille fantassins, qui occupa Colle di Valdelsa dans le Siennois. Mais les Gibelins furent entièrement défaits par le maréchal du roi Charles, qui commandait les Guelfes; et Provenzano Silvani, qui depuis la prédominance du peuple à Pise réglait tout dans cette ville, et dirigeait cette expédition avec le comte Guido Novello, fut pris et décapité (2). Dans

(1) Villani, l. c., cap. 21—22.

(2) Villani, l. c., cap. 31. *Cron. San.*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XV, p. 36. Malavolti dit qu'un banni guelfe siennois, de la maison Tolomei, tua Provenzano par haine personnelle et de parti. Malavolti, l. c., p. 386. Malavolti dément, par de bonnes raisons, l'accueil des bannis à Sienne après cette défaite, et le changement de politi-

l'année 1269, les Lucquois firent quelques petites acquisitions sur Pise, et dévastèrent le territoire de cette ville; les pertes subies par les Pisans dans leurs entreprises contre le roi Charles, les attaques incessantes des villes guelfes voisines, Lucques, Florence, Volterra, firent tomber ce peuple dans le dégoût de la guerre; il sollicita la paix du roi Charles et l'obtint (1), en sorte que le poids des hostilités contre les Guelfes retomba sur Sienne toute seule. Cette ville dut alors aussi rechercher un accommodement avec le vicaire de Charles en Toscane, le comte Guy de Montfort, et l'obtint, à la condition du rappel des Guelfes expulsés; leur retour s'opéra le 15 août 1270, de concert avec l'entrée de Sienne dans la ligue fédérative des villes toscanes sous la *signoria* de Charles. Bientôt après, les principaux des Gibelins siennois quittèrent la ville et se retirèrent dans leurs châteaux.

Commela Toscane s'était faite gibeline par l'influence de Manfred, elle devint maintenant guelfe par l'effet de la révolution de Naples. Dès lors l'état de ce pays demeura plus longtemps sans altération. Au mois de juin 1273, le pape Grégoire X vint à Florence, et se laissa retenir par les charmes du lieu. Il négocia avec les Guelfes dominateurs de la ville le retour des Gibelins, qui s'étaient tenus encore dans quelques forts isolés des montagnes, et ramena ces exilés à de pénibles conditions; car la principale était qu'ils renonceraient à la restitution de leurs biens. A Sienne, par la médiation du pape, les Gibelins revinrent aussi dans la ville.

L'harmonie dura dans ces villes seulement jusqu'à l'élévation d'un nouveau parti à Pise. Dans cette cité, la noblesse la plus riche et la plus importante, depuis l'introduction du régime populaire dont il a été question, avait formé un parti d'opposition qui naturellement était guelfe, puisque l'administration municipale était fortement gibeline. Parmi les familles nobles guelfes, la plus puissante était celle des Visconti de Pise, dont un membre, Giovanni, avait alors saisi la judicature de Gallura sur la Sardaigne, appartenant auparavant à Adelasie, puis à son époux Michel Zanche, et s'était ainsi formé une domination princière. A Pise, lui et ses adhérents se rendirent si prépondérants, que le podestat de l'année 1274 ne voulut plus exercer sa charge, et quitta la ville (1). Le peuple, irrité des prétentions de Giovanni, le chassa; et il trouva, en sa qualité de Guelfe, protection et secours auprès des Lucquois et des Florentins, avec l'assistance desquels il conquit Montopoli; mais il ne la posséda pas longtemps, car il mourut dès le mois de mai 1275. Mais l'expulsion de Visconti de Pise avait entraîné de nouvelles peines pour les Gibelins de Florence et de Sienne, en sorte qu'ils abandonnèrent de nouveau ces villes, et comme le comte Ugolino, de la famille della Gherardescha de Donoratica à Florence, fut aussi chassé en mai de sa patrie avec tout le le reste des Guelfes, une guerre ouverte se ranima et dura pendant l'été entre les Guelfes et les Gibelins dans presque tout le Val d'Arno. Grégoire X en fut si vivement irrité, qu'il frappa d'interdit Pise, Lucques, Sienne et Florence. Volterra et Sienne ne prirent

---

que de Sienne dont parle Villani. Le comte Guido Novello devint podestat de Sienne en octobre 1269, et les Guelfes siennois, qui étaient exilés ou expulsés, occupaient Montalcino. Les Florentins exigèrent le changement de constitution de Sienne après la bataille de Colle di Valdelsa, pour avoir une compensation aux suites du combat de Montaperti. Les Gibelins florentins s'étaient postés dans Poggibonzi, comme les Guelfes siennois dans Montalcino; mais ils succombèrent bientôt, durent abandonner le lieu et souffrir que les fortifications de Poggibonzi fussent entièrement rasées, le pays de la juridiction de cette place complétement pillé et assujetti par les Florentins.

(1) Malavolti, passage cité, p. 39 b. Tronci ne dit rien de la conclusion formelle de la paix; mais à l'année 1271 (qui d'après le *Calculus Pisanus* concorde à quelques mois près avec l'année 1270) il a les expressions suivantes: « Se ne stettero in pace come quæsi tutte le altre città di Toscana. »

(1) Tronci, l. c., p. 230.

point part à la guerre contre Pise, la première parce qu'elle était engagée en des hostilités avec la noblesse voisine, les comtes de de Siserno et de Segalari, et la seconde par souvenir de son ancienne amitié avec Pise.

En 1276, les Pisans se trouvèrent tellement affaiblis par la guerre, qu'il leur fallut accueillir de nouveau le comte Ugolino avec les Gherardeschi, les Visconti, les Upezzinghi et le reste des bannis, et dans la paix qui suivit, abandonner Castiglione et Cotrone aux Lucquois (1).

Quant aux Guelfes florentins, la longue lutte avec leurs adversaires les avait tellement accoutumés à l'état de guerre que, ne pouvant plus supporter la paix, ils engagèrent des combats entre eux lorsqu'il n'y eut plus d'attaque à tenter contre les Gibelins. Les Adimari entrèrent en hostilités avec les Donati, les Tosinghi et les Pazzi, et les *capitani di parte guelfa* craignirent la dissolution de toute la corporation en factions. Ils s'adressèrent à Rome; mais les Gibelins se tournèrent aussi de ce côté pour obtenir, par la médiation du pape Nicolas, le retour dans la patrie et le rétablissement de la paix ménagée par Grégoire. En octobre 1278, un légat du pape vint à Florence; il réconcilia les familles guelfes guerroyantes; quelques Buondelmonti qui ne voulurent pas céder à son autorité furent bannis, et au mois de février 1279 se conclut aussi la paix avec les Gibelins, qui rentrèrent même en possession d'une partie de leurs biens. Au lieu des douze citoyens qui, durant les dix années de la *signoria* du roi Charles, avaient été adjoints à son vicaire, comme les premiers conseillers, et qui postérieurement à 1277 formèrent aussi le corps supérieur de la ville, on en élut quatorze, huit Guelfes et six Gibelins, dont le pouvoir durait toujours deux mois, à l'expiration desquels ils étaient remplacés par d'autres (2).

Quoique le roi Charles fût devenu *signore* de toutes les places toscanes (Pescia, qui seule ne voulut pas se soumettre, et prétendit se maintenir dans sa liberté politique, fut détruite en 1281 par les Lucquois), les grandes cités ne cherchaient pas moins à opprimer les petites villes voisines qui recevaient immédiatement des podestats de ce prince. Dès 1276, Pise fit les premières tentatives pour amener Massa sous sa dépendance (1); Porrona avait été soumise; la guerre se continua les années suivantes avec les nobles Gibelins, jusqu'à ce que le légat pontifical qui rétablit la paix à Florence la ramenât aussi dans le Siennois. Comme il parut impossible de réduire les nobles à la tranquillité, et que diverses familles demeurant dans la ville se combattaient toujours dans Sienne même, et provoquaient ainsi à de nouvelles factions, conformément à la proposition du légat, ils furent tous à Sienne, en 1280, entièrement exclus des fonctions municipales, et toute la constitution subit des changements. A Florence, on avait tiré les quatorze magistrats principaux de la noblesse; ici quinze *popolari* furent mis à la tête de la cité (2), et la noblesse, du moins la gibeline, fut plusieurs fois cette année et la suivante chassée par force de la ville, dans laquelle elle se livrait toujours à des violences.

A Pise aussi l'année 1278 ne s'était point passée sans troubles; la famille noble Caprona fut bannie de la ville, et comme elle opprimait le pays par ses brigandages, on l'expulsa du territoire (3). Les Pisans étaient toujours Gibelins de cœur et antipathiques au roi Charles. Ils s'adressèrent par une ambassade au roi Rodolphe en Allemagne, le priant de venir réclamer les droits de ses ancêtres. Il envoya, en 1281, un chevalier allemand (4) en qualité de vicaire avec trois cents cavaliers. Celui-ci se posta quelque

(1) Tronci, l. c., p. 233.

(2) Villani, l. c., cap. 55.

(1) Malavolti, l. c., p. 44.

(2) Malavolti, l. c., p. 456. *Cronica Sanese*, ap. Muratori, vol. XV, ad an. 1280, p. 37.

(3) Tronci, l. c., p. 237. Il donne l'année 1279 qui, d'après le *Calculus Pisanus*, tomba en grande partie dans l'année 1278.

(4) Les Italiens le nomment *Loddo*.

temps dans S.-Miniato del Tedesco, et fut soutenu par les Pisans; mais bientôt il céda au pouvoir de l'argent florentin, qui le décida au départ. Cependant sa présence en Toscane, jointe à l'exemple du régime populaire de Pise et de Sienne, eut des conséquences importantes pour Florence. Ici les nobles guelfes et gibelins n'avaient pas montré beaucoup de réserve dans le conseil supérieur des quatorze, et avaient fort mal dirigé l'administration. Le voisinage des Allemands soutenus par les Pisans frappait leurs mesures d'une grande hésitation, et le roi Charles, qui maintenait les Guelfes, perdit la Sicile en ce moment. Les Gibelins au contraire puisaient un nouveau courage dans les espérances inspirées par le roi Rodolphe et les Pisans. Au milieu du désaccord et des tiraillements dans le gouvernement supérieur, le peuple, pressé par les conseils des *mercatanti di calimala*, se souleva en masse, et détruisit violemment le gouvernement des quatorze. A la tête de la ville, sans égard pour le vicariat de Charles, furent placés trois prieurs des corporations, tous plébéiens, l'un de la corporation de *calimala*, l'autre de celle des changeurs, et le dernier, des fabricants de drap. Ce changement s'opéra vers le milieu de juin 1282. Ces trois prieurs, qui prirent leur résidence dans l'abbaye, comme les colléges du *popolo* organisés en 1250, devaient être entretenus aux dépens de la ville durant leur administration, comme l'avaient été précédemment les quatorze. Ce régime populaire (les prieurs avaient la conduite de toutes les affaires, la convocation des divers colléges, et le contrôle de tous les fonctionnaires) plut beaucoup, car il était inaccessible à tous les intérêts de faction; mais dès le mois d'août les pelletiers et les médecins furent admis dans les corporations d'où les prieurs étaient tirés, et le nombre de ces prieurs fut fixé à six, un de chaque division. Aux rénovations suivantes, les deux corporations restantes du *popolo grasso*, les légistes et les commerçants en soierie et marchandises, tentèrent aussi d'y prendre part; elles y parvinrent, et les cinq autres corporations obtinrent aussi le même droit : 1° les *baldigrari*, qui détaillaient le drap et vendaient de la bonneterie et de la lingerie; 2° les bouchers; 3° les cordonniers; 4° les tailleurs de pierre et les charpentiers; 5° les forgerons de toute espèce. Ces douze corporations furent appelées *arti maggiori*. Plus tard, après certaines circonstances, on nomma parfois aussi douze prieurs dans le collége supérieur du gouvernement, un de chacune des corporations. Les choix à ces corps supérieurs s'opérèrent ainsi : les membres du collége se réunissaient avec les consuls, les *capitani*, les porte-bannières et autres employés des corporations officielles, et formaient un collége électoral (1). Comme alors la *signoria* du roi Charles était depuis longtemps arrivée à son terme, le collége des *priori delle arti* prit lui-même avec le temps le nom de *signoria* à Florence (2).

(1) Villani, l. c., cap. 78. La constitution de Florence sous les prieurs des corporations paraît avoir pris pour modèle celle de Pise, comme elle existait depuis 1254. Voyez plus haut, § I de ce chapitre.

(2) Machiavelli, *delle Istorie*, lib. II, ad a. 1282

§ IV. *Histoire de Toscane jusqu'à l'introduction de la charge de gonfalonier à Florence* (1293).

Depuis que les nobles n'avaient plus aucune part à la *signoria*, le calme et le repos étaient rentrés dans Florence. A peine aurait-on osé désirer davantage; car, comme les révolutions précédentes n'avaient fait que diviser la noblesse, le commerce avec Pise, Bologne, Sienne et Arezzo n'avait été interrompu que rarement et à de courts intervalles, et la bourgeoisie s'était élevée à une opulence extraordinaire. On voit la manifestation du bien-être général dans la vie joyeuse à laquelle conduit la paix. A la fête de saint Jean-Baptiste, patron de la ville, en 1283, la famille noble Rossi, entrée à ce qu'il paraît dans les premières corporations, réunit une confrérie de plus de mille hommes qui se vêtirent tous de blanc, et se donnèrent des statuts, ayant à leur tête un *signore dell' amore;* des parties de plaisir, des divertissements et des danses étaient le but de la confrérie, composée presque entièrement de *popolari.* Parfois ils se promenaient par la ville en habits de fête, avec des trompettes. Un jour ils faisaient une cavalcade vers un lieu voisin, et cette belle vie joyeuse durait près de deux mois. Par toute l'Italie se répandait le renom acquis par Florence en de pareilles prouesses; les jongleurs de toute espèce, les farceurs et les gens qui vivaient des présents que leur attiraient leurs traits d'esprit ou leur facilité à improviser des discours ou des vers (*uomini da corte*), affluèrent dès lors de tous les points à Florence, qui avait la réputation d'être une école pour leurs exercices. Alors aussi les riches *popolari* affectèrent une tenue comme celle des chevaliers, se promenèrent à cheval sous le harnois complet, de sorte que la ville comptait trois cents *cavalieri* armés de toutes pièces (1), et de grandes masses de cavaliers équipés à la légère, de la noblesse et de la bourgeoisie; beaucoup de ceux-là tenaient des tables pompeuses deux fois par jour; en repousser un *uomo da corte* eût été agir en chèvalier déloyal; et aux fêtes de Pâques ces hommes, qui avaient pour objet principal de leur existence de briller au milieu de la société, mais ne possédaient aucune richesse, et vivaient des dons de leurs protecteurs, recevaient des habits neufs et de belles pelisses dans les maisons dont ils aidaient à former la cour. Pour un étranger, il n'y avait aucun lieu où il pût trouver meilleure chère et accueil plus généreux que dans Florence, riche en argent et en bonne humeur (1).

Dans ce temps-là Pise n'était pas moins opulente; mais ici dominaient les intérêts mercantiles, et depuis 1282 la ville fut enveloppée dans une guerre sanglante et malheureuse avec Gênes, qui détruisit pour toujours sa splendeur et sa puissance, et dont les événements, autant du moins qu'ils ne comprennent pas d'autres villes que Gênes, sont ici passés sous silence, attendu qu'ils ont été déjà exposés dans l'histoire de Gênes. En septembre de l'année 1284, presque toutes les autres villes de la Toscane (Lucques, Sienne, Pistoja, Prato, S.-Gimignano, Colle, Florence et Volterra) s'unirent avec Gênes contre Pise, qui jusqu'alors avait été pour toutes les places de la contrée la porte sur la mer. Cet avantage exclusif avait attiré sur elle l'envie et la haine, et d'ailleurs comme gibeline elle était l'adversaire de toutes ces cités guelfes.

Lorsque les Guelfes de Pise virent les préparatifs qui menaçaient leur patrie par terre des périls plus redoutables que les Gé-

(1) *Cavalieri di corredo.* En Italie, où la chevalerie n'eut jamais la même importance qu'en Allemagne, en France et en Espagne, on nommait les chevaliers qui pouvaient être de descendance bourgeoise *cavalieri di corredo.*

(1) Villani, l. c., cap. 88.

nois n'en présentaient du côté de la mer, le moment leur parut arrivé pour eux de se rendre maîtres de la ville, et d'attacher à la paix avec les ennemis en Toscane la seule condition de la domination pour eux-mêmes à Pise. En janvier 1285, le parti guelfe chassa les principaux des Gibelins. A la tête des Guelfes était tout-puissant le comte Ugolino della Gherardescha; son argent et son influence exerçaient une autorité si décisive sur les hommes les plus importants des villes voisines (à l'exception de Lucques, qui poursuivait la guerre de concert avec Gênes), que de ce moment tout dans Pise dépendit de sa simple volonté. Les bons rapports qui se rétablirent avec Florence, Sienne, Volterra, etc. (1), parurent à chacune être attachés à sa personne, comme la possibilité de tenir éloignés de Pise les principaux des Gibelins. Il était podestat et *capitano delle masnade*; le parti guelfe dominant à Pise, subsistant par lui, devait tomber avec lui; il fallait donc faire tout ce qu'il exigeait. Comme après l'anéantissement de la flotte pisane les Génois triomphèrent dans presque toutes les petites entreprises, que les Lucquois enlevèrent les places pisanes l'une après l'autre, les Florentins déterminèrent enfin Sienne à envoyer des secours à Pise son ancienne amie, et les cavaliers siennois sauvèrent Pise du destin qui avait menacé jadis Florence, d'être réduite à une simple place (2).

Cependant les différents rapports qui se multipliaient en Toscane avaient procuré d'un autre côté une position inattendue aux Gibelins. Lorsque tout le pays était gibelin, l'évêque d'Arezzo, Guglielmo, de la maison Ubertini puissante dans le Valdarno, qui avait été en lutte avec sa ville et les cités voisines pour des droits de suzeraineté, s'était fait Guelfe, comme on l'a vu précédemment; quand la Toscane se fut tournée du côté des Guelfes, il était devenu Gibelin, et avait pris à sa solde des bannis des villes guelfes, des Allemands et d'autres troupes mercenaires. En 1285, il se livra à des hostilités en poussant à la révolte contre Sienne (1) la petite place de S.-Cecilia, et cherchant ensuite à défendre avec toutes ses forces les habitants contre les Guelfes réunis. Après un siége de cinq mois, la place succomba et fut rasée (2). Bientôt après se produisirent des actes plus décisifs. A Arezzo, comme à Florence et à Sienne, le peuple s'était élevé à la domination, avait organisé un gouvernement populaire, et placé à la tête un *priore del popolo*. Ces actes avaient réuni la noblesse guelfe à la noblesse gibeline. Tous ensemble surprirent en juin 1287 le *priore del popolo*, lui crevèrent les yeux, et formèrent un autre gouvernement dans la ville. Mais la crainte des *popolari* une fois passée, la noblesse gibeline chassa les Guelfes de la ville; et dans cette œuvre elle fut aidée fidèlement par les bannis de Florence, les

(1) Non sans qu'il n'y eût des victimes du côté de la ville, qui, à la conclusion de la paix, partagea avec Florence une partie des conquêtes déjà faites. (Tronci, l. c., p. 250). Tronci se trompe un peu sur la chronologie; tout en plaçant en février 1285 (date correspondant avec l'année Julienne d'après le *Calculus Pisanus*) le traité conclu entre la famille Uppezzinghi (nullement gibeline) et le podestat Ugolino, il attribue l'expulsion des Gibelins et la dignité de podestat d'Ugolino à l'année 1287. C'est une simple faute d'impression, comme le prouve le nombre suivant 1286.

(2) Villani, l. c., cap. 97. Malavolti, l. c., p. 52.

(1) A Sienne, dans l'année 1284, on avait réduit le conseil dirigeant de quinze membres à neuf. Cf. *Cronica Sanese*, ap. Murat., *Serr.*, vol. XV, p. 38—1283. Ce conseil des neuf est toujours nommé à Sienne à la tête de la ville durant l'année suivante. Ils s'appelaient *i nove governatori e defensori del commune e popolo di Siena*, et l'on en exclut tous les nobles, comme à Florence, du collége des prieurs. Les neuf avaient encore avec les prieurs ce point de ressemblance, qu'ils changeaient tous les deux mois, et qu'ils étaient entretenus aux dépens du public.

(2) Villani, l. c., cap. 109. Malavolti, l. c., p. 53, dit bien que les murailles furent arrachées.

Pazzi et les Ubertini, le comte de Montefeltro, et surtout par l'évêque d'Arezzo. L'évêque reçut la *signoria* dans la ville, et les Guelfes expulsés, avec l'assistance des Florentins, guerroyèrent contre lui de Rondine et de S.-Sabino où ils s'étaient fortifiés. Dans ce même temps, un Fieschi de Lavagna, Princival, qui jadis avait tenté d'entrer à Florence comme vicaire du roi Rodolphe, arriva dans Arezzo, fut reconnu en qualité de vicaire par les Gibelins arétins, bientôt par tous ceux de la Toscane, et entreprit dès le commencement de l'année 1288, des expéditions de pillage et de dévastation sur le territoire des villes guelfes.

Enfin au 1er juin les Florentins marchèrent contre les Gibelins, après avoir préalablement fait dénoncer en forme les hostilités. Il y avait huit cents cavaliers florentins bien équipés de la classe des *popolari* et huit cents pris à la solde; en outre mille cavaliers fournis par les villes guelfes, la branche guelfe des comtes Guidi, par la partie guelfe des comtes Alberti de Mangona et par le reste de la noblesse guelfe de la campagne; douze mille fantassins s'y joignirent. Le Castiglione des Ubertini et quelques forts dans le Valdambra furent pris par cette armée. Enfin les Siennois, qui avaient manqué jusque-là dans l'expédition vinrent encore avec quatre cents cavaliers et trois mille fantassins se réunir aux forces militaires des Guelfes. Tout fut dévasté jusque sous les murs d'Arezzo. Les oliviers furent abattus, les vignes arrachées. Lolmo, lieu qui avait du prix pour les Arétins, parce que là sous un orme se tenait une sorte de tribunal, fut détruit. Le jour de la Saint-Jean les Florentins armèrent chevaliers douze de leurs guerriers au pied des murs d'Arezzo. Lorsqu'enfin ils levèrent le camp, l'armée se sépara, et les Siennois se retirèrent seuls; les principaux des Gibelins, le comte Buonconte de Montefeltro et Guglielmo de' Pazzi les suivirent avec leurs troupes. Dans la Pieve al Toppo ils dressèrent une embuscade aux Siennois, qui furent entièrement défaits (1).

(1) Villani, l. c., cap. 119.

La victoire des Gibelins arétins donna un nouveau courage même à ceux de Pise. Là Nino degli Visconti (1), alors en possession de la judicature de Gallura en Sardaigne, s'était opposé à l'ambition du comte Ugolino, et dirigeait une partie des Guelfes. Les Gibelins de Pise, les familles nobles des Lanfranchi, des Sismondi, des Gualandi, trouvaient, comme celles d'Arezzo, de l'appui auprès de l'évêque de la ville, et aussi auprès de l'archevêque Ruggieri des Ubaldini du Mugello. Ugolino se tourna vers celui-ci, afin de pouvoir, à l'aide de sa faction, chasser de la ville la partie des Guelfes qui le gênait. Il y parvint; le Visconti, se sentant trop faible contre ses ennemis, abandonna la ville, et s'unit avec les Lucquois contre Ugolino. Aussitôt que Nino eut quitté Pise, les Pisans firent Ugolino *signore* de leur ville; mais alors les Gibelins se trouvèrent mieux affermis dans la ville à cause des divisions qui brisaient le pouvoir des Guelfes. L'archevêque exerça toute son influence à se faire un parti parmi le peuple; et il y réussit à ce point que bientôt, au moyen d'une émeute, il put mettre fin au gouvernement d'Ugolino (2). On livra l'assaut à la maison fortifiée d'Ugolino; un de

(1) Nino était petit-fils d'Ugolino, fils de sa fille. (Villani, l. c., cap. 120.) Si l'on veut apprendre à connaître les intrigues et l'espèce d'opposition de Nino contre Ugolino, on trouvera ce sujet traité, non pas toujours avec critique, par Tronci, l. c., depuis la page 256.

(2) Ce qui servit l'archevêque, c'est que les Pisans désiraient voir terminer la guerre avec Gênes, parce qu'elle ruinait leur commerce. Ugolino avait besoin de cette contrainte extérieure pour assurer son pouvoir, et toujours il déjouait les efforts tentés pour ramener la paix. Cette conduite le rendit extrêmement odieux. Voyez la troisième division de la présente *Histoire d'Italie*. En outre Ugolino s'était défait d'Anselmo, comte de Capraja, parce que celui-ci (quoique son proche parent) avait une importance trop voisine de la sienne, et lui faisait ombrage. Il avait donc des adversaires parmi ses parents les plus proches. Une cherté de vivres vint se joindre à ces causes pour pousser le peuple à des violences.

ses fils et un petit-fils furent tués dans l'action; lui-même fut pris avec deux fils et trois petits-fils; et tous ses adhérents, subissant le même sort que le parti guelfe de Visconti, durent abandonner la ville. Il paraît que l'on enferma les captifs dans une tour, que les clefs du cachot furent jetées dans l'Arno, et qu'Ugolino mourut de faim avec ses fils et ses petits-fils (1).

Les Gibelins acquirent alors une paix solide de Gênes, mais non pas de Lucques, qui soutenait Visconti et les autres bannis guelfes. Nino et les Lucquois prirent Asciano en août 1288, et vinrent insulter les Pisans jusque sous leurs fenêtres. En septembre, un corps de troupes que le comte d'Elci voulut mener aux Pisans des maremmes pour de l'argent fut battu par les Florentins. Une expédition des Florentins contre les Gibelins arétins dans le même mois eut pour résultat la ruine de plusieurs places des Pazzi et une tentative des Arétins par Bibbiena sur le territoire florentin. L'année 1289 vit de semblables entreprises (2). Mais les Pisans élevèrent le comte Guido de Montefeltro au rang de leur *signore*; et comme celui-ci, pour occuper cette dignité, rompit l'exil auquel l'avait condamné le pape, il fut frappé comme les Pisans de l'anathème pontifical.

Les événements d'Arezzo avaient pris une autre direction. Les Guelfes furent chassés de Chiusi et s'établirent à S.-Mostiola; là ils furent attaqués par le chef des Gibelins, Lapo Farinata degli Uberti, en août 1289, reçurent des secours de Sienne et de Montepulciano, et battirent les assaillants. Ceux-ci, pour délivrer ceux des leurs qui étaient tombés entre les mains de l'ennemi, rouvrirent les portes de Chiusi aux Guelfes, et Uberti avec les troupes gibelines d'Arezzo reprit le chemin de cette ville (1). Dans le même automne, les Lucquois et les Florentins dévastèrent le Val di Calci et le Val di Buti, et prirent Caprona aux Pisans. Mais l'on considérait toujours Arezzo comme la plus forte position des Gibelins, et dans l'été de 1290 une armée guelfe, qui s'était rassemblée à Florence, se mit en marche contre Arezzo, et ravagea le territoire jusqu'au pied des murailles, de telle sorte que pas un arbre, pas un buisson, pas un champ ne fut épargné. Cette armée guelfe qui partit de Florence le 1er juin était forte de quinze mille cavaliers et six mille fantassins (2); la Saint-Jean fut encore célébrée sous les yeux des Arétins. L'armée revint par les possessions du comte Guido Novello dans le Casentino, qui furent entièrement dévastées. Ses places de Poppi, S.-Angelo, Giazualo, Cachita et Montaguto furent ruinées.

En 1290 les Génois et les Lucquois, engagèrent une nouvelle guerre contre Pise; Ugolino n'étant plus là pour opposer son argent et son influence, les Florentins prirent aussi part à la lutte. En se mettant en mouvement le 2 septembre, ils détachèrent aussi un corps

---

(1) Villani, l. c., cap. 127: « Di questa crudeltà furono i Pisani per lo universo mondo, ove si sappe, fortemente ripresi, e biasimati, non tanto per lo conte, che per li suoi difetti e tradimenti era per aventura degno di si fatta morte, ma per gli figliuoli e nepoti, ch' erano piccoli garzoni ed innocenti. »

(2) Villani place l'expédition postérieure des Florentins contre Arezzo dans le mois de mars 1288, mais ce doit être mars 1289; et d'après le *Calculus Florentinus*, les Florentins commencèrent l'année dans la dernière moitié de mars. Jusque-là on écrivit encore 1288; puis, à partir de ce point seulement, 1289. En juin 1289, les Florentins défirent les Arétins dans une grande bataille dans le Casentino. L'évêque d'Arezzo et le chef des Gibelins arétins, le comte Buonconte de Montefeltro, fils de Guido, tombèrent dans cette action, où beaucoup de bannis florentins trouvèrent la mort. Ensuite le territoire arétin fut dévasté jusqu'au pied des murailles. Cette année, comme la précédente, les victoires contre les Arétins furent l'occasion de divertissements, de fêtes et de bals. La noblesse guelfe se releva dans la guerre; les corporations s'unirent d'autant plus étroitement.

(1) Villani, l. c., cap. 135. Malavloti, l. c., p. 55 *bis*.

(2) Villani, l. c., cap. 139.

vers Arezzo, pour prévenir toute attaque de ce côté. Pise elle-même fut pressée très-vivement par les armées des trois villes réunies, et les Florentins ruinèrent ou occupèrent toute une ligne de places dans le Valdera. Le comte Guido de Montefeltro, qui avait encore la *signoria* dans Pise, rejeta bientôt après tous les Guelfes hors du Valdera (1). Ainsi l'on se battit tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, sans obtenir de grands résultats. Dans l'année 1291, les armes s'exercèrent principalement contre les Pisans et contre la noblesse gibeline du côté de la Romagne; en 1292, contre Pise, qui fut attaquée par deux mille çinq cents cavaliers toscans et huit mille fantassins sous le commandement de Gentile degli Orsini de Rome. Les Pisans tentèrent si peu de s'opposer à cette attaque, que les Florentins cette fois célébrèrent la Saint-Jean sous leurs murailles. Arezzo, dont l'évêque avait été reconnu comte de la Romagne, fut épargnée davantage cette année (2).

A cette époque Sienne ne prit part à la guerre que par le contingent qu'elle fournit à l'armée des Guelfes. Elle ne prétendait rien s'approprier, mais cherchait seulement à enrichir ses possessions pacifiquement par le commerce. Florence aussi, en dépit de la guerre non interrompue à l'extérieur, avait joui, durant les dix dernières années, d'une paix intérieure telle qu'on l'aurait à peine cru possible auparavant; mais cet état de calme et les succès continuels des expéditions militaires avaient tellement grossi ses richesses et accru l'orgueil des particuliers, que parmi ces derniers l'excès du bien-être et l'humeur querelleuse provoquaient à des rixes incessantes, dans lesquelles l'ancienne noblesse, persistant dans ses rancunes de voir les colléges supérieurs de la ville occupés entièrement par les corporations, se signalait par l'amertume et les rigueurs de ses ressentiments. Cela fut cause que les *popolari*, et particulièrement un homme du *popolo grasso*, insistèrent pour des lois sévères contre les nobles; ils établirent que dans beaucoup de cas où un noble serrerait de trop près un *popolare*, le premier subirait une peine double de celle à laquelle le dernier aurait été condamné s'il se fût approché trop fort d'un noble; de plus, si un noble était passible d'une peine, l'on pouvait s'en prendre aussi bien à ses amis ou à l'un d'eux qu'à lui-même; enfin le bruit public et deux témoins devaient fournir une preuve suffisante. L'on nomma ces règlements *leggi della giustizia*, et l'on institua pour leur exécution un porte-bannière, *gonfaloniere della giustizia*, qui devait être choisi à tour de rôle dans les quartiers de la ville et changer tous les deux mois. L'on exclut aussi pour l'avenir tous ceux qui, à cause d'affaires commerciales ou d'autres trafics, occupaient une place dans les corporations, mais se rattachaient à la noblesse par leur descendance ou leurs rapports. Pour donner au *gonfaloniere della giustizia* (1) l'appui d'une force armée, l'on choisit dans la ville mille citoyens que l'on divisa en escouades de vingt hommes, et l'on régla que chacun, revêtu d'une cotte de mailles et couvert d'un bouclier, se réunirait autour de son chef au bruit de la cloche des prieurs. Les bannières étaient blanches, traversées par des croix rouges; les mêmes signes distinguaient les boucliers. Dans la suite le nombre de ces hommes armés fut porté à deux mille, plus tard encore on l'éleva à quatre mille; dans la banlieue et dans tout le territoire fut adoptée une pareille institution pour le maintien de l'ordre (2).

La noblesse, rudement contrainte par tous ces règlements, ne pouvait les empêcher à cause de la désunion qui régnait dans son sein. Les Adimari étaient en lutte avec les Tosinghi, les Rossi avec les Tornaquinci, les Bardi avec les Mozi, les Gherardini avec les Manieri, les Cavalcanti avec les Buondel-

(1) Tronci, l. c., p. 265.
(2) Villani, l. c., cap. 138.

(1) Le premier porte-bannière de la justice à Florence fut Baldo de' Rufoli du quartier de la porte du Dôme.
(2) Villani, lib. VIII, cap. 1.

monti, une partie des Buondelmonti avec les Giandonati, les Bisdomini avec les Falconieri, les Bostichi avec les Forabaschi, les Forabaschi avec les Malespini, les Frescobaldi entre eux, les Bonadi entre eux aussi, etc... Mais, pour enlever encore à la noblesse l'influence qu'elle pouvait toujours gagner à la guerre, au moyen des commandements qui lui étaient attribués dans un temps même où elle était entièrement exclue des fonctions urbaines, les prieurs, dans cette même année 1293, où la dignité de *gonfaloniere* fut introduite, conclurent avec Pise une paix par laquelle les Florentins obtinrent liberté absolue de commerce dans cette ville, et les Pisans s'engagèrent à retirer de nouveau la *signoria* au comte Guido de Montefeltro (1).

L'administration de Florence était alors si bienfaisante, que l'on payait très-peu d'impôts et presque pas de droits indirects; avait-on besoin de sommes extraordinaires, l'on vendait des places pour bâtir, ou de vieux ouvrages de maçonnerie, ou l'on savait se procurer des ressources sans fouler les habitants. Florence grandit ainsi en puissance et en considération dans les alentours. Poggibonzi, Certaldo, Gambassi, Cotignano furent décidément soumises à la ville. L'on acquit des Conti la juridiction dans Viesca, Terraga, Gangerata, etc. Dans le Mugello, l'on gagna beaucoup des possessions des comtes Guidi et des Ubaldini. Tout ce qui pouvait servir à soutenir que tel objet avait appartenu jadis à la ville de Florence et qu'il avait été seulement occupé par des nobles, qu'il s'agît de droits de suzeraineté ou de terrain, était formé en une masse placée sous l'administration d'un capitaine particulier choisi par les *popolari*.

(1) Tronci, l. c., p. 276. Les Pisans durent aussi recevoir de nouveau dans la ville Visconti de Gallura, ainsi que les autres Guelfes expulsés, et ne choisir désormais aucun podestat ou recteur que d'une ville alliée à Florence. Toute la ligue des Guelfes de Toscane fut comprise dans la paix.

CHAPITRE II.

JUSQU'A L'EXPULSION DU DUC D'ATHÈNES DE FLORENCE EN 1343.

§ Ier. *Histoire de Toscane jusqu'au bannissement des bianchi de Florence en janvier 1302.*

Les années qui suivirent immédiatement l'institution de la dignité de *gonfaloniere* s'écoulèrent sans autres événements importants jusqu'au mois de janvier 1287. Alors Gianni di Lucino de Como devint podestat (cette dignité depuis quelques années ne durait que six mois). Il lui fallut procéder contre Corso, de la famille des Donati, parce que celui-ci dans une rixe avait tué un *popolare* qui s'y était mêlé comme serviteur de l'un des contendants. Corso se confia aux instances de ses amis qui attendirent du podestat l'absolution, et l'obtinrent contre l'opinion des *popolari* florentins. A la nouvelle de la libération de Corso, ceux-ci se rassemblèrent aussitôt en compagnies, se rendirent devant la maison de leur chef Giano della Bella; et comme celui-ci leur indiquait le palais des prieurs et leur enjoignait l'obéissance envers le *gonfaloniere*, ils suivirent son frère qu'il ne leur recommandait pas, assaillirent le podestat et maltraitèrent ce magistrat ainsi que son escorte qu'ils accablèrent d'outrages. Corso, qui était encore dans le palais, se sauva sur le toit, gagna de là les toits voisins et s'échappa. Les prieurs voulurent faire tête à la colère du peuple; mais ils ne purent rien et durent laisser éclater l'orage.

Depuis longtemps s'était répandu le bruit que Giano menaçant cette noblesse qu'il avait déjà si rudement frappée avec les institutions par lui proposées et adoptées sur ses instances, se préparait à lui porter de nouveaux coups par l'amoindrissement du pouvoir des *capitani di parte guelfa*. Les *capitani* devaient perdre leurs sceaux; tous les capitaux et les propriétés aliénables de la *parte guelfa* devaient être saisis et appliqués au bien de la ville. Les nobles étaient donc ennemis jurés de Giano, et s'unirent avec la corporation des légistes et des notaires qu'il avait offensée, et avec la plus grande partie des hommes riches du *popolo grasso*, mécontents que lui seul eût à Florence plus de pouvoir qu'eux tous.

Lorsque de cette manière un puissant parti d'opposition se fut formé, ils élurent des prieurs sur le courage et l'intelligence desquels ils pouvaient compter. Les nouveaux prieurs citèrent Giano et les chefs de l'assaut donné au podestat pour répondre de cet événement. Le bas peuple (les pauvres ouvriers, le *popolo minuto*) offrit à Giano de le soutenir les armes à la main; mais Giano, voyant ses propres confrères unis avec la noblesse, crut qu'il n'était pas en état de leur résister, refusa l'offre qui lui était faite, et

quitta Florence le 5 mars 1295 (1). Sa fortune était en partie dans une banque qu'il avait fondée de société avec les Pazzi pour des affaires de change en France. Il se rendit dans ce pays, et il y mourut; car à Florence la sentence de bannissement suivit son éloignement, et l'autre portion de sa fortune restée dans sa patrie fut dissipée ou confisquée (2). Dans ce temps même fut résolue la nouvelle construction de la cathédrale, et l'on commença les premiers travaux au moyen d'une taxe de deux *soldi* sur chaque habitant et d'un prélèvement de quatre *dinari* par livre sur toutes les sommes qui étaient payées par la trésorerie de la ville; mais bientôt arrivèrent de riches contributions des particuliers, provoquées par des indulgences du légat pontifical et de l'évêque. A cette époque vint aussi un nouveau vicaire impérial envoyé par Albert d'Autriche, à Arezzo, avec cinq cents cavaliers. Avec les exilés et les bannis florentins, et avec les Arétins et l'assistance des Gibelins romagnoles, il ranima contre la ligue guelfe en Toscane la lutte qui depuis quelques années se soutenait avec beaucoup de langueur. Toutefois les villes de la ligue guelfe préférèrent sacrifier de l'argent plutôt que de laisser troubler longtemps leur état paisible par de telles attaques; l'année n'était pas encore entièrement écoulée que le vicaire se mit en route pour la Bourgogne, lieu de sa naissance.

Comme le renversement du chef des classes inférieures du peuple leur avait si bien réussi en mars, les nobles espéraient aussi pouvoir détruire en juillet la domination du *popolo grasso*. La majorité des prieurs se trouva par hasard favorablement disposée pour la noblesse; on avait accommodé les différends entre les familles nobles. Tout à coup paraissent les gentilshommes à la tête de troupes armées composées de leurs vassaux de la campagne et de leurs commensaux de la ville, exigeant l'abolition des lois contre la noblesse. Tout le peuple fut aussitôt sous les armes. Une partie de la noblesse se rangea près de S.-Giovanni, sous le commandement du seigneur Forese degli Adimari; une autre au vieux pont, sous le seigneur Vanni de' Mozi; une troisième division sur le marché, sous le seigneur Geri Spini.

Les *popolari* barrèrent les rues de chaînes tout à l'entour des troupes des nobles, afin de les empêcher de se servir de chevaux, et se rassemblèrent soit au palais du podestat, soit auprès des prieurs qui tenaient à cette époque leurs séances dans une maison des Cerchi, près de S.-Broccolo. Tout était prêt pour la bataille, lorsque la paix fut conclue; la noblesse renonça à ses prétentions, à condition seulement qu'il faudrait à l'avenir trois témoins pour prouver la vérité d'un bruit répandu. Mais cette concession même, que les prieurs avaient faite à l'insu du *popolo*, fut retirée bientôt après (1).

Lorsque la noblesse vit qu'il lui devenait impossible de regagner son ancienne position, la plupart des familles des branches plus pauvres se séparèrent entièrement de cet ordre, cherchèrent une industrie bourgeoise et entrèrent dans les corporations du *popolo grasso*, dont les familles les plus influentes, telles que les Mancini, les Magalotti, les Altoviti, les Peruzi, les Acciajuoli, les Cerretani, etc., etc., obtinrent dès lors une noblesse factice dans la ville, où les grands (la vieille noblesse) étaient sans crédit.

Les années suivantes s'écoulèrent de nouveau paisiblement. Le lieu où se trouvaient les maisons des Uberti, Gibelins exilés, fut transformé en place publique, et l'on acheta tout à côté les maisons des Foraboschi

(1) Villani nomme l'année 1294; mais, comme les Florentins ne fermèrent leur année 1294 qu'au 24 mars, il suit de là que le 5 mars 1294 de Villani concorde avec le 5 mars 1295 de la supputation ordinaire.

(2) Villani, l. c., cap. 8: « Egli era il più leale uomo e diritto popolano di Firenze, amatore del bene comune, e quelli che mettea in commune e non ne traeva. »

(1) Villani, l. c., cap. 12.

que l'on démolit également, et l'on bâtit à la place le *Palazzo del popolo*, qu'on destina au siége de la *signoria* (1), depuis 1298. L'année suivante on commença aussi à construire les murailles de la ville sur une enceinte plus étendue, et l'on enferma dès lors dans la ville le Borgo Ogni Santi avec le Prato (2). La paix qui favorisait ces travaux et beaucoup d'autres ne régnait cependant qu'en apparence; car, si le pouvoir de la noblesse était brisé, il y avait toujours à Florence du mouvement, de l'ardeur dans le sang et une aspiration des individus à une meilleure position, de sorte qu'il n'eût fallu qu'un souffle du dehors pour rallumer la discorde. Tant qu'il fallut combattre la noblesse, l'on se tint uni contre elle; lorsqu'elle fut abattue, le désir de dominer divisa les vainqueurs.

Il y avait à Pistoja une famille bourgeoise arrivée par le commerce à la richesse et au crédit, les Cancellieri, partagée en deux branches par les descendants du fondateur de leur fortune, qui avait eu des fils de deux mariages. La première branche sortie d'un de ces mariages s'appelait la ligne blanche, l'autre la ligne noire. A la fin du XIII[e] siècle, cette race comptait parmi ses membres cent hommes capables de porter les armes, et passait pour une des plus considérées de toute la Toscane. Les deux branches se trouvèrent en hostilité, et les Cancellieri noirs voulurent tenter un pas vers la réconciliation, en faisant dire aux blancs qu'ils n'avaient qu'à choisir une satisfaction quelconque; ceux-ci abattirent la main à un Cancellieri noir d'un coup de hache sur une auge à chevaux. Comme les Cancellieri des deux lignes étaient alliés aux races les plus considérées de Pistoja, cette action donna lieu à une division de la ville entière en blancs et noirs, en *bianchi* et *neri*. Les Florentins craignaient que l'un des deux partis ne cherchât des secours auprès des Gibelins, et ne donnât à ceux-ci un nouvel appui dans l'ouest de la Toscane. Ils se saisirent donc en attendant de la *signoria* de la ville, et crurent très-bien faire en éloignant pour un certain temps les membres des deux branches de Pistoja et en les attirant à Florence, où les exhortations de leurs amis impartiaux pourraient adoucir leur animosité. Les *neri* furent reçus chez les Frescobaldi, les *bianchi* chez les Cerchi; mais il en résulta précisément le contraire de ce que l'on avait désiré; car non-seulement les Cancellieri ne furent pas réconciliés par les Florentins, mais les Florentins furent désunis par les Cancellieri.

A Florence les Cerchi, quoique de noble origine, n'étaient parvenus à une immense fortune et à un puissant crédit que par le commerce; c'était une race grossière et orgueilleuse, dont l'insolence blessait tout le monde. A leur tête se trouvait le seigneur Veri. Ils entrèrent en querelle avec les Donati, d'une ancienne noblesse, mais possesseurs d'une fortune peu considérable; les Donati étaient des gens adroits, d'humeur guerroyante; l'on disait d'eux en plaisantant qu'il ne ferait pas bon s'y frotter; à leur tête se trouvait le Corso, qui s'était sauvé sur les toits de la rage du peuple. Comme ces marchands grossiers et ces chevaliers belliqueux étaient voisins en ville comme dans leurs biens de campagne, il régnait depuis longtemps de la mésintelligence entre eux, et dès que les Cerchi se trouvèrent par leurs hôtes en rapports étroits avec les Frescobaldi, Florence vit se former en 1309, les deux partis des *neri* et des *bianchi*; les Donati se trouvaient à la tête des premiers, et les Cerchi à la tête des derniers (1).

(1) Villani, l. c., cap. 26.
(2) Villani, l. c., cap. 31.

(1) Aux Cerchi se rattachaient tous les Adimari, à l'exception de la branche des Cavicciuli; tous les Abbati, presque tous les Tosinghi, quelques branches des Barbi, des Rossi, des Frescobaldi, des Nerli et des Mannelli, tous les Mozzi et Scali; la plus grande partie des Gherardini, tous les Malespini et presque tous les Cavalcanti; un grand nombre des Bostichi,

Les *capitani* de la *parte guelfa* craignaient maintenant ce que les autorités de la ville avaient redouté naguère, que les *bianchi* ne cherchassent secours auprès des villes gibelines; ils désiraient en conséquence accommoder aussitôt que possible les différends, et s'adressèrent au pape. Boniface VIII appela le seigneur Veri auprès de lui, et lui promit toutes sortes de faveurs et de promotions, s'il voulait faire la paix avec le seigneur Corso; mais Veri se montra fier et dédaigneux, et dit que, n'ayant la guerre avec personne, il ne pouvait faire la paix avec personne. Bientôt après, sur la place di S.-Trinita se donnait un bal de femmes auquel les Cerchi et les Donati assistèrent à cheval; ils se heurtèrent; les épées furent bientôt tirées, et Ricovero de Cerchi y perdit le nez par un coup d'épée. Les Cerchi écumaient de rage, et le même soir, 4 mai 1300, toute la ville se trouva sous les armes. Peu de temps après, un légat papal vint pour interposer sa médiation, mais il trouva chez les Bianchi la résistance la plus opiniâtre à ses mesures, et quitta la ville après l'avoir frappée d'un interdit (1).

L'année s'écoula sans effusion de sang jusqu'en décembre, où devaient se célébrer des funérailles dans la famille des Frescobaldi, divisée en divers partis; des *neri* et des *bianchi* se rencontrèrent de près; aussitôt les deux factions en vinrent aux mains près de S.-Pietro Maggiore, et en conséquence furent soumises à des châtiments par les autorités. Lorsque les Cerchi quittèrent bientôt après leurs campagnes pour s'établir à Florence, les Donati leur barrèrent le passage près de Remola; nouveau combat; nouvelles punitions; et, comme les Donati étaient pauvres et ne pouvaient payer d'amendes, on en mit un grand nombre dans la prison de ville. Comme les Cerchi s'étaient toujours montrés les moins disposés à une réconciliation, et que leur parti était le plus gibelin, les *capitani* de la *parte guelfa* se rangèrent du côté du seigneur Corso et prirent, dans une délibération tenue avec lui à S.-Trinita, la résolution de s'adresser au pape, pour qu'il fît régler par un prince étranger les affaires de la ville, abattre entièrement toute faction de *neri* ou de *bianchi*, de *grandi* ou de *popolari* et instituer une administration égale pour tous. Lorsque la *signoria* apprit ce plan, Corso et les autres chefs qui l'avaient adopté durent payer plus de vingt mille livres, et plusieurs Donati, Posinghi et Spini furent exilés de la ville; mais afin de ne pas irriter encore davantage les *neri*, on exila en même temps à Sarzana plusieurs Cerchi, Gherardini, Adimari, Malespini, en un mot plusieurs chefs des *bianchi*. Les *neri* exilés avaient un appui dans la personne du pape, parce que les Spini et leurs associés étaient banquiers du pape, et Corso vécut assez longtemps à sa cour; de leur côté les *bianchi* gagnaient toujours du terrain à Florence et dans ses environs, de sorte que les *neri* furent entièrement expulsés de Pistoja, et que la division de parti s'étendit même jusque sur Lucques.

La constitution de Lucques s'était formée jusqu'à la fin du treizième siècle sur celles des autres villes guelfes et surtout de Florence. Le *capitano del popolo*, qui se trouvait à la tête des douze *priori delle armi* (lorsqu'on en rencontre dix-sept, on doit supposer que cela n'était que tempo-

---

Giandonati, Pigli, Vecchietti et Arrigucci; des *popolari* il n'y avait que la riche famille des Falconieri. Les Donati avaient pour eux les autres branches des races qu'on vient de citer partiellement, puis les Bisdomini, les Manieri, les Bagnesi, les Buondelmonti, les Pazzi, les Spini, Gianfigliazzi, Tornaquinci, Agli et beaucoup de *popolari*, tels que les Acciajoli, les Brunelleschi, etc... Les Cerchi avaient leur appui principal dans les familles nobles gibelines, particulièrement dans celles qui ne voulaient renoncer à rien de leurs anciens privilèges, et dans les *popolari* qui n'avaient pas la prétention de rivaliser de richesses avec les Cerchi. Les Donati étaient soutenus par presque tous les riches *popolari* et en grande partie par la noblesse guelfe.

(1) Villani, l. c., cap. 39.

raire et exercé par une circonstance accidentelle (1), ou que la *società delle armi* des faubourgs y était comprise) en était le personnage principal. Outre les *società delle armi*, la ville était encore partagée en corporations (vraisemblablement en douze corporations supérieures, comme à Florence), et les *anziani delle arti* formaient, avec d'autres fonctionnaires des associations, le *consiglio delle capitudini delle arti;* mais ces *capitudini*, réunis aux *priori* sous la présidence du *capitano*, formaient le *consiglio del popolo*, qui tenait ses séances dans l'église de S.-Pietro Maggiore, et qui décidait dans toutes les affaires. Le *capitan*, avec les *anziani*, formait un collége préparatoire qui possédait en grande partie le pouvoir exécutif. Les affaires plus importantes, et qui concernaient toute la ville, étaient portées au *consiglio maggiore*, qui était composé, à ce qu'il paraît, de toutes les classes d'habitants, et se rassemblait à S.-Michele in Foro. Un *sindaco maggiore*, comme avocat de la ville, avait place dans tous les colléges (2). Le *consiglio* général de cinq cent cinquante membres était rassemblé par cinquièmes (chaque cinquième de cent dix membres); c'est pourquoi les nobles (appelés *grandi*, *potenti*, *casastici*) étaient représentés par cinquièmes, les *popolari* au contraire par associations d'armes ou bannières (3). Dans l'année 1308, où l'on rédigea les statuts de Lucques ou plutôt on les révisa, sont signalées les familles qui ne pouvaient entrer dans les associations d'armes parce qu'elles appartenaient aux *grandi*. Comme tous les emplois de la ville étaient remplis par les corporations et les associations d'armes (à l'exception des emplois de podestat et de *capitan*, pour lesquels on appelait des gentilshommes étrangers), toutes les familles qui ne faisaient partie ni d'une corporation ni d'une association d'armes étaient par cela même exclues du gouvernement (1). Le témoignage d'un *popolare* contre un *grande* avait de la valeur devant la justice; il n'en était pas de même du témoignage d'un *grande* contre un *popolare;* un *grande* qui accusait un *popolare* sans pouvoir prouver son accusation était puni comme calomniateur; mais un *popolare* qui agissait de même envers un *grande* n'encourait pas ce châtiment. L'administration de l'argent était, comme à Florence, entre les mains de deux moines (une année on les tirait du couvent S.-Michele da Guamo, l'autre de S.-Pantaleone), qui portaient le titre de *cammerlenghi*, et qui avaient des notaires et des serviteurs pour assistance. Le territoire de Lucques était divisé en neuf vicariats; en outre se trouvaient unies avec cette ville, mais dans des rapports divers, les prévôtés (*capitaneate*) de Valdiserchio, Pontremoli, Carrara et la bourgade de Massa qui appartenait au marquis Malespina (2). Les vi-

(1) J'ai peine à croire que quelques-unes des associations d'armes qu'on cite aient pris part au gouvernement de la ville; elles représentent des professions tout à fait inférieures, telles que la société des marchands de fromage et des cabaretiers.

(2) Cf. *Memorie e documenti per servire all' istoria del principato Lucchese*, t. I, p. 224 sq.

(3) On les distinguait aussi aux signes des bannières. Il y avait la société du dragon, de la roue, de la rose, du lys, du serpent, du lion rouge, du lion aux fleurs, etc., etc.

(1) Dans l'année 1308, on cite comme exclus : « Omnes et singuli milites et eorum filii et nepotes, et omnes et singuli proceres et cattani undecumque fuerint. » Puis vient dans le livre des statuts la liste des familles particulières de la noblesse de Lucques, au nombre de cent vingt et une, dont treize tribus de nobles (*consortia*), composées par conséquent de différentes familles, cinq associations d'armes aussi composées de différentes familles, et quatre familles de Piso exilées (del Bosco Barbagialla, Guillicioni, Caccianemici et Uppezzinghi). Des membres isolés des familles nobles avaient été, d'après leur demande et la décision des autorités de la ville, incorporés dans la classe des *popolari*.

(2) Massa del Marchese, pour distinguer de Massa Maritima dans les maremmes; la dernière place avait remis la *signoria* à Sienne. Encore une autre Massa, communément appelée Massa Tribaria, se trouvait dans la Romagne; c'était la patrie et la propriété d'Ugaccione

cariats, étaient administrés par des vicaires que les Lucquois instituaient (comme d'autres cités nommaient des podestats pour des villes soumises); les droits de suzeraineté dans les prévôtés étaient en grande partie héréditaires.

Dans cette ville, où les *neri*, à cause de la prépondérance des Guelfes et du peuple avaient le plus de pouvoir, les Interminelli (famille noble qui se trouvait à la tête des *bianchi*) voulurent suivre l'exemple des *bianchi* de Pistoja, opprimer les *neri* avec l'aide des Gibelins pisans et des Cerchi de Florence, et rendre à la noblesse, autant que faire se pouvait, son crédit et son influence; mais, lorsqu'ils assassinèrent un certain Obizzo degli Obizzi, le peuple se souleva et les chassa de la ville; leurs maisons et celles de leurs partisans les plus prononcés furent brûlées.

En septembre 1301, le comte Charles de Valois, frère du roi de France, vint enfin en Toscane, et fut chargé par Boniface VIII de terminer les divisions des blancs et des noirs. Il avait à sa suite cinq cents chevaliers français. On alla à sa rencontre de Florence, le matin de la Toussaint, avec de grandes démonstrations de joie. Dans une assemblée générale de tous les gens en crédit de la ville, de toutes les autorités et du clergé, le comte reçut le 5 novembre, dans l'église de S.-Maria Nivella, la *signoria* de la ville, et la commission d'accommoder tous les différends, d'apaiser toutes les querelles des citoyens. Le même jour on vit arriver à Florence le seigneur Corso, accompagné de ses amis à cheval et à pied sous les armes; aussitôt ses partisans se rassemblèrent autour de lui sur la place de Pietro, et crièrent : « Vive le baron! » Voyant que cette troupe était assez forte, il marcha vers les maisons des Bastari, dans lesquelles se trouvaient les prisons d'État à côté du nouveau *palazzo*, et délivra les prisonniers. Il ouvrit alors aussi les prisons du podestat et chassa les *priori* du palais. Le comte Charles et ses gens, ne sachant ce qu'il adviendrait de tout cela, se tinrent tranquilles tandis que le peuple pillait les boutiques et les dépôts de marchandises, assassinant et blessant un grand nombre de *bianchi*. Ces excès durèrent cinq jours dans la ville; puis on dévasta pendant huit jours les campagnes des *bianchi* dans les environs. Enfin le comte Charles établit une *signoria* de *popolari neri*, et un cardinal-légat vint conclure la paix entre les partis, en faisant un certain nombre de mariages entre les membres des familles ennemies. Il voulait aussi ouvrir le chemin des emplois aux *bianchi*, mais il ne put y parvenir; ce qui l'irrita et le décida à lancer de nouveau l'interdit sur la ville.

A Noël de 1304, le seigneur Nicola de' Cerchi voulait se rendre à cheval à un moulin qu'il possédait hors de la ville; mais lorsqu'il passa devant S.-Croce, son neveu Simone degli Donati (un fils de Corso) l'aperçut; il le suivit à cheval et le tua sur la route, de sorte que la paix fut de nouveau rompue. Quoique Simone mourût la nuit suivante d'une blessure qu'il avait reçue dans le combat, une inimitié ardente se ralluma, et les *bianchi* considérèrent le comte Charles comme la cause de toutes leurs infortunes; ils cherchèrent à gagner des partisans parmi sa suite afin de le prendre par trahison. Mais l'affaire vint aux oreilles du comte, et tous les chefs des *bianchi* quittèrent la ville le 4 avril 1302, et se rendirent soit à Pistoja où leur parti dominait, soit dans les villes gibelines de Pise et d'Arezzo. Le comte Charles prononça sur eux tous la sentence de bannissement (1), et quitta lui-même Florence le même mois pour se rendre dans le royaume de Naples.

Pendant ce temps les Siennois étaient res-

della Faggiola. Une quatrième Massa (Massa Lombarda) est située à la frontière de Flaminie; une cinquième, près de Pistoja; une sixième enfin (Massa Rosaria), dans le territoire de Lucques. Il faut bien se garder de confondre entre eux ces six endroits du même nom dans l'Italie centrale.

(1) Villani, l. c., cap. 48.

tés fidèles à leur ancienne administration, sans se laisser entraîner par les innovations introduites dans les autres villes. Ils soutinrent avec succès dans l'automne de 1299 (1) la guerre contre le comte Aldobrandineschi, conquirent Saturnia, Scanzano, Montano, Colechio, Montepescali, Tatti, Radicondoli et beaucoup d'autres bourgs et châteaux; enfin, pour ne pas perdre toutes leurs possessions et tout leur monde, les comtes (ils résidaient partagés en plusieurs lignes à Pitighano, S.-Fiore et Sovana) recherchèrent la paix l'hiver suivant (1), et l'obtinrent. Les Siennois conservèrent la plupart des châteaux et bourgs conquis; pour d'autres, ils payèrent le denier d'achat, comme par exemple pour le château et le bourg de Valdorcia. Il y avait parmi les familles nobles, comme autrefois à Florence, beaucoup d'inimitiés particulières; le magistrat des neuf chercha à les apaiser toutes en 1302, pendant que Charles de Valois était à Florence, et il y réussit complétement au mois d'août.

§ II. — *Jusqu'à la mort du baron Corso degli Donati en* 1308.

Les Interminelli chassés de Lucques, ainsi qu'un grand nombre des *bianchi* de Florence, avaient trouvé accueil à Pistoja, d'où ils continuaient la guerre avec leurs ennemis, jusqu'à ce que les deux villes guelfes Lucques et Florence se fussent réunies, au mois de mai 1302, contre Pistoja. Les chefs des deux villes, avec seize cents cavaliers et seize mille fantassins, se tinrent pendant trois semaines devant Pistoja, et ravagèrent toute la contrée. Ceux de Pistoja sous le commandement de Tosolato degli Uberti, se défendirent vaillamment, et les Lucquois ne purent prendre à la fin le bourg de Serravalle que par famine (2).

Les Florentins eurent à lutter tout l'été avec les Pazzi dans le Valdarno, les Ubaldini dans le Mugello, et les Gherardini dans le Val di Grieve. Les vivres s'élevèrent, par suite de mauvaises récoltes et par l'effet de la guerre, à des prix excessifs. Le peuple devint mécontent; les chefs des *neri* à Florence, qui abusaient de leur puissance, redoutèrent la trahison et l'intelligence des *bianchi* restés dans la ville avec les principaux exilés du parti. Le podestat Fulcieri da Calvoli, tout dévoué aux intérêts des *neri*, ordonna d'appliquer les suspects à la torture, et fit exécuter ceux auxquels les tourments avaient arraché des aveux.

Au commencement du mois de mars de l'année suivante, les *bianchi* émigrés, soutenus par Bologne et les autres Gibelins de la Romagne, et conduits par Scarpetta degli Ordelaffi de Forli, vinrent dans le Mugello avec huit cents cavaliers et six mille fantassins, et prirent Pulciano. Mais les Florentins et les Lucquois marchèrent avec résolution contre eux, les chassèrent du Mugello, et firent couper la tête à tous les émigrés que l'on prenait vivants (2). Les Lucquois et les Florentins campèrent de nouveau avec quinze cents cavaliers et six mille fantassins sous les murs de Pistoja; mais ils durent se contenter de dévaster la contrée.

Cependant il semblait au seigneur Corso qu'il ne possédait pas dans Florence le pouvoir et le crédit qui lui étaient dus comme chef du parti dominant. Il ne voulut plus les partager avec d'autres. Il excita donc de nouveaux mouvements populaires contre

(1) Malavolti, l. c., p. 57 b. Les gens de la comtesse Marguerite, fille du comte Aldobrandini Rosso de Pitigliano, avaient pillé dans les maremmes un commissaire siennois.

(2) Villani, l. c., cap. 51.

(1) La *Cron. Sanese* (dans Muratori, *Scrr.*, vol. xv) place la paix en 1300, ainsi après le 1er janvier, par lequel les Siennois commencent l'année.

(2) Villani, l. c., cap. 60.

tous ceux qui avaient rempli des emplois sans son intervention, en exigeant, de concert avec les Cavalcanti, qu'on demandât compte à tous ceux qui avaient manié les deniers publics, et surtout aux administrateurs de la monnaie (1). L'évêque de Florence, Lotieri degli Tosinghi, quoique appartenant aux *bianchi*, se trouva nécessairement impliqué dans cette affaire, quant aux monnaies, puisqu'il avait le droit suprême de battre monnaie; et les deux partis firent leurs préparatifs en février 1304. On dressa sur la tour du palais épiscopal une grande machine à fronde, et l'assaut fut livré au *palazzo del popolo*, où les *priori* se tenaient. Les *priori* se défendirent avec le secours du peuple, du côté duquel s'étaient rangées quelques familles des *bianchi*, surtout les Pazzi, les Gherardini et les Frescobaldi. Le reste de la noblesse, appartenant aux *bianchi*, tenait pour l'évêque, pour Corso, ou restait neutre. C'est ainsi que le trouble, les attaques, les meurtres et le pillage continuèrent, jusqu'à ce que les *priori* eurent enfin appelé les Lucquois à leur aide, et leur eurent donné des pleins pouvoirs pour organiser l'État, ou comme on l'appelait dans ce temps la *balia*. Les Lucquois envoyèrent cinq nobles des cinquièmes (2), et quatorze *popolari* des quatorze associations d'armes, comme plénipotentiaires, qui parvinrent à faire une élection de *priori* à la satisfaction générale, et à procurer une amnistie pour tous ceux qui avaient pris part aux troubles.

Bientôt après, le 10 mai, Nicolas da Prato, évêque-cardinal d'Ostie, vint en mission de la part du pape Benoît à Florence, afin d'établir dans cette ville une paix durable. Les habitants ne demandèrent pas mieux; car ils avaient confiance en lui, et lui donnèrent la *balia*. Il renouvela en quelque sorte l'ancienne administration populaire (1) et institua dix-neuf porte-étendards du peuple (2); puis il voulut procurer aux Gibelins et aux *bianchi* une paix tolérable; mais il excita par ses procédés une telle inquiétude chez les *neri*, qu'ils envoyèrent, au nom du cardinal, une lettre supposée aux Gibelins de la Romagne, par laquelle ils les engageaient à venir directement à Florence. Lorsque le peuple apprit en ville leur arrivée dans le Mugello, le cardinal perdit toute sa confiance; les envoyés des Gibelins et des *bianchi* s'en retournèrent comme ils étaient venus à Arezzo, et les Romagnoles quittèrent le Mugello à la demande du cardinal. Celui-ci crut retrouver son crédit en cherchant à rétablir la paix et l'ordre à Prato et à Pistoja; mais les *neri*, qui ne désiraient pas le revoir à Florence, excitèrent si vivement la race des Guazzagliotti à Prato contre lui, qu'ils firent échouer tous ses plans. Il lança l'anathème et l'interdit contre Prato, et voulut rassembler une armée à Florence afin de marcher avec elle et le secours des Florentins contre Prato; mais les soldats et les apprêts de guerre qu'on vit bientôt à

---

(1) Villani, l. c., cap. 68 : « Valse lo stajo del grano alla misura rasa soldi ventisei (di soldi cinquantadue il fiorino d'oro in Firenze) et se non che 'l comune e quelli, che 'l governavano, si provideno d'inauzi ed aveano fatto venire per mano di certi mercatanti Genovesi di Sicilia e di Puglia bene ventisei mila di moggia di grano, i cittadini e contadini non sarebbono scampati di fame; e questo traffico del grano fu coll' altre una delle cagioni di volere rivedere le ragioni del comune per la molta moneta che vi corse; e corti o à diritto o à torto ne furono calonniati ed infamati. »

(2) Un Simonetti, un Porcori, un Malaprese, un Boccansocchi et un Taglialmelo. Cf. *Memorie e documenti per serv. all' istoria del princ. di Lucca*, vol. 1, p. 226. Des envoyés de Lucques à Florence, il est dit dans le protocole lucquésien : « Habeant omnem auctoritatem et bayliam quam habet Lucanum comune et populus in providendo et firmando omnia et singula quæ ad pacificum statum comunis et populi Florentini et partis guelphæ dictæ civitatis viderint convenire. »

(1) Voyez plus haut le chap. Ier et le § Ier.

(2) Il y en avait eu vingt; mais l'étendard de S.-Piero Scheraggio fut mis de côté dans le renouvellement.

l'entour de lui à Florence provoquèrent une nouvelle méfiance, et tous les Guelfes et *neri* se tinrent prêts à combattre dans leurs maisons. Alors il quitta définitivement la ville en juin, et prononça aussi l'anathème et l'interdit contre Florence.

Après que le cardinal eut quitté la Toscane, il se forma à Florence un puissant parti composé du reste des *bianchi* (des Cerchi del Garbo, qui étaient à cette époque banquiers du pape, des Cavalcanti, Gherardini et Pulci) et des familles les plus considérées du *popolo grasso* (des Magalotti, Mancini, Peruzzi, Antellesi, Baroncelli, Acciajuoli, Alberti, Strozzi, Ricci, Albizzi), et réuni surtout par la crainte de voir la noblesse des *neri* s'arroger la souveraineté (1). La famille qui se trouvait à la tête de ce parti, les Cerchi del Garbo, fut traitée hostilement par une famille populaire, les Giugni, de sorte que le 10 juin un combat se livra dans la ville. Les Cerchi eurent leurs partisans pour auxiliaires; les *neri* les plus prononcés se rangèrent du côté des Giugni. Les premiers furent bientôt maîtres de tout le quartier de S.-Giovanni jusqu'à S.-Michele, et les chefs des *neri* semblaient déjà devoir évacuer la ville, lorsqu'un des Abbati (ecclésiastique de S.-Pietro Scheraggio) mit le feu d'abord aux maisons des Abbati près de S.-Michele, puis aussi à celles de Caponsacchi au vieux marché, de sorte que, chassée par le vent du nord, la flamme se répandit bientôt sur une grande partie de la ville, et réduisit en cendres les loges de S.-Michele, les maisons des Abbati, des Amieri, des Cavalcanti, toute la rue de la Calimata, le nouveau marché et la rue S.-Maria jusqu'au vieux pont, puis derrière S.-Pietro Scheraggio les maisons des Gherardini, Pulci, Amedei et beaucoup d'autres, ensemble dix-sept cents édifices, et causa des pertes incalculables aux entrepôts de marchandises, arsenaux, et en argent qui se perdit et fut fondu. Les Cavalcanti et les Gherardini furent à jamais ruinés par cet incendie; les premiers perdirent leur bien-être, les derniers se virent même obligés de quitter la ville. Ce malheur atteignit surtout cruellement les marchands et les artisans, qui, sans songer à l'instabilité des temps, avaient acquis des campagnes; et si la noblesse avait été unie, elle aurait pu complétement accabler le *popolo grasso*.

Sur ces entrefaites, le cardinal d'Ostie avait décidé le pape, qui tenait sa cour à Perugia, à mander les six *bianchi* les plus considérés ainsi que les six *neri* les plus distingués de Florence; mais aussitôt qu'ils se rendirent à l'invitation, et qu'ils arrivèrent chez le pape suivis de leurs nombreux amis, le cardinal en transmit l'avis aux chefs des Gibelins et des *bianchi* à Pise, Pistoja, Arezzo, Bologne et ailleurs, afin que (comme il le disait d'après le vœu du pape) ils parussent tous le même jour à Florence, et qu'ils chassassent les *neri* de cette ville. Les Gibelins de l'Arétin et de la Romagne, ainsi que les émigrés florentins, arrivèrent en effet jusqu'à Lastra par Montughi, avec seize cents cavaliers et six mille fantassins, sans qu'on en sût rien à Florence; mais là ils voulurent attendre le seigneur Tosolato degli Uberti, *capitan* de Pistoja, et ne marchèrent pas immédiatement sur Florence, qu'ils auraient surprise et enlevée sans coup férir. Ne voyant pas Tosolato arriver de suite, ils se séparèrent; les Arétins et les émigrés florentins tentèrent le 20 juillet une attaque sur Florence; les Romagnoles restèrent, et lorsqu'ils apprirent que ceux-là avaient été battus, Tosolato lui-même, qui arriva sur ces entrefaites, ne put les retenir, et ils retour-

(1) En opposition à ce parti des Tosinghi se trouvait la famille du Rosso della Tosa, à celui du Pazzi la famille des Pazzino degli Pazzi, à celui des Adimari la ligne Cavicciuli, la famille des Geri degli Spini et des Betto Brunelleschi. Du *popolo grasso* il n'y avait, hormis Betto, avec ce parti extrême des *neri*, que les Medici et les Giugni. Le seigneur Corso avait la goutte, et s'indignait que pendant sa maladie d'autres jouassent des rôles plus importants dans le parti des *neri*; il préféra donc se retirer entièrement, ce que firent la plupart des personnages nobles.

nèrent en Romagne ; les Arétins et ceux qui étaient avec eux, en apprenant cette retraite, n'attendirent pas que Tosolato se joignît à eux afin de combattre avec plus de vigueur ; ils firent aussi volte-face, et la retraite devint, par le désordre qui s'y jeta, une fuite ignominieuse. Florence était sauvée, mais se trouvait elle-même dans un état d'anarchie si complet, qu'elle ne put ni défendre Laterino contre les Arétins, les Pazzi et les Ubertini dans le Valdarno, ni faire rendre compte aux Cavicciuli, qui enlevèrent à la garde un des leurs qui avait mérité la punition, blessèrent le podestat, et tuèrent plusieurs de ses gens. Le podestat était si irrité de voir qu'on ne pouvait protéger la justice qu'il administrait, qu'il quitta la ville, et douze hommes (six de la noblesse et six *popolari*, dont deux de chaque division) administrèrent autant qu'on pouvait administrer, sous le titre des douze podestats, la police et la justice, jusqu'à ce qu'un nouveau podestat fût nommé (1). Au mois d'août, pendant que les douze étaient encore podestats, les Florentins conquirent le bourg Stinche, dans le Val di Grieve, sur les *bianchi* qui s'y étaient jetés. On les amena prisonniers à Florence, et ils furent enfermés dans les nouvelles prisons bâties sur l'ancien emplacement des maisons des Uberti.

Les Florentins se décidèrent enfin (puisque le pape Benoît était mort sur ces entrefaites, et que les chefs des *neri* appelés à la cour étaient retournés à la ville) à tenter des mesures décisives contre les *bianchi* et les Gibelins en Toscane, et résolurent d'agir de concert avec Lucques contre Pistoja. Ils appelèrent à cet effet le fils du roi Charles II de Naples, le duc Robert de Calabre, pour les commander, et celui-ci leur amena trois cents cavaliers catalans et un grand nombre d'Almugaraves (2). Le 26 mai 1308, les Florentins et les Lucquois se réunirent sous leur général devant Pistoja, qu'ils enveloppaient complétement. Le pape Clément leur fit interdire la continuation du siége ; ils se rirent de sa défense, et les deux villes furent frappées d'anathème d 'interdit ; conformément à l'ordre du pape, le général s'éloigna et ne laissa que son maréchal et ses gens devant Pistoja. Enfin le 10 avril 1306, Tosolato dut livrer Pistoja désolée par la famine par suite d'un blocus prolongé ; les *bianchi* obtinrent libre sortie ; les fossés furent comblés, les murs rasés en partie. Florence et Lucques se partagèrent le territoire de Pistoja, et gardèrent en commun la *signoria* de la ville, de sorte qu'une république nommait toujours le podestat, et l'autre le *capitan* du peuple.

Dès lors Florence grandit rapidement. En 1306, les *bianchi* émigrés de Florence furent assiégés depuis le mois de mai jusqu'au mois d'août dans Monte a Cinico, château fort des Ubaldini ; la ligue ugolinienne des Ubaldini livra enfin par trahison le château aux Florentins pour quinze mille florins. Les *bianchi* purent sortir librement; le château fut rasé et Scarperia fut fondée; chacun des sujets des Ubaldini ou des autres gentilshommes

(1) Villani, l. c., cap. 74.

(2) Les dénominations de Catalans et d'Almugaraves servaient principalement à désigner les soldats étrangers salariés qui servaient en Italie, mais surtout en Grèce et dans le Levant, et qui se composaient d'habitants de toutes les côtes de la Méditerranée et même de la Turquie, depuis que Ruggieri del Fiore, un templier, s'était rendu, dans l'année de 1302, en Grèce avec une bande de soldats mercenaires, à laquelle se joignit un grand nombre de *paterini*, si cruellement opprimés en Italie, et de proscrits italiens (*banditi*), bannis de leurs villes par des réactions ou à cause de leurs crimes. Cf. Gibbon, *Hist. of the decline and fall of the R. I.*, chap. 62, et Villani, l. c., libr. VIII, cap. 50 On appelait à proprement parler Almugaraves ces bandes de chrétiens qui vivaient sur les frontières des États sarrasins en Espagne, vers l'Aragon, qui rejetaient leur vie de brigandages sur les intérêts de la religion et de la nation, et qui, lorsque la paix s'établissait entre les Aragonais et les Sarrasins, allaient toujours chercher ailleurs, comme soldats salariés, des occasions de brigandages.

du Mugello ou de la contrée qui s'y rendait pour obtenir liberté pleine et entière, y était admis. On avait également fondé dans le Valdarno des bourgades de ce genre pour enlever des vassaux aux Ubertini et aux Pazzi.

Pendant tout ce temps de troubles et de guerres, la noblesse guelfe du parti des *neri*, s'était beaucoup relevée ; le porte-bannière de la justice, de chef du peuple contre la noblesse, était devenu président des *priori*, et par conséquent avait été transformé en magistrat entièrement occupé de la politique, de la législation et de l'administration, et en général de la conduite des affaires de la *signoria ;* il semblait donc nécessaire de charger un nouveau fonctionnaire des attributions originaires du *gonfaloniere*, et ce fut l'*esecutore delle ordini della giustizia*. Le premier *esecutore* fut le seigneur Matteo d'Amelia ; il entra en fonction en mars 1307.

Les *bianchi* et les Gibelins trouvèrent un nouvel appui lorsque le seigneur Napoleone degli Orsini vint à Arezzo comme légat du pape, et réunit tous les Gibelins et *bianchi* de la Toscane, de la Romagne et du Marchigiano contre les Florentins et leurs alliés. Mais les Florentins entrèrent au mois de mai 1307, avec trois mille cavaliers et quinze mille fantassins, dans le pays des Arétins, démolirent plusieurs forteresses arétines et ubertines ; une diversion du légat dans le Casentino les obligea à opérer leur retraite afin de couvrir Florence. Voyant qu'il ne produisait rien en faveur des *bianchi* à Florence par ses négociations, Napoleone prononça de nouveau l'interdit sur la ville ; les Florentins imposèrent alors au clergé des contributions excessivement fortes, et lorsque les ecclésiastiques de l'abbaye ne voulurent point payer, l'abbaye fut prise d'assaut et pillée par la lie du peuple ; d'autres prêtres qui ne voulurent pas payer, et même les bourgeois chez lesquels ils demeuraient comme locataires, furent insultés et maltraités. L'hérésie des paterins, qui avaient eu jadis leur résidence principale à Florence, était déracinée, mais le respect pour l'Église romaine n'était pas revenu, et l'on se sentait intérieurement parfaitement libre de son autorité.

En 1308, l'on vit se reproduire parmi les *neri* l'ancienne division qui, en 1304, avait poussé le seigneur Corso dans l'alliance de l'évêque. Il voulait encore maintenant tout le pouvoir pour lui seul, et sa famille ainsi que quelques autres familles nobles et populaires (parmi les dernières surtout, les Bordoni) formèrent son parti. Les *neri* les plus prononcés, dont la lutte avec les *bianchi* avait occasionné en juin 1304 l'incendie de la ville, mais auxquels, après l'expulsion complète des *bianchi*, se rattachait un grand nombre des familles les plus considérées du *popolo grasso*, lui étaient opposés. Ils prétendaient que Corso voulait se rendre maître de la ville, et leurs assertions offraient d'autant plus de vraisemblance, qu'il avait contracté par un mariage une alliance avec Uguccione della Faggiuola, un des chefs gibelins les plus puissants dans la Romagne et la Toscane. Les *priori* firent un jour sonner le tocsin, les étendards des bourgeois se rassemblèrent ; le maréchal du duc Robert mit ses Catalans sous les armes, et lorsque tout fut prêt, on se plaignit auprès du podestat de ce que Corso voulait vendre la ville à Uguccione et aux Gibelins. Avant qu'une heure se fût écoulée, le podestat avait fait le procès, et déclaré Corso digne de la mort comme traître ; celui-ci attendait Uguccione, dont les gens se trouvaient déjà dans le voisinage de Remola, lorsque le peuple s'approcha sous les armes de tous côtés avec ses étendards, pour exécuter le jugement sur ses maisons et celles de sa famille à S.-Pietro Maggiore. Tout le quartier de la ville où le parti de Corso avait de la puissance fut barricadé de chaînes. Lorsque les gens d'Uguccione apprirent la situation pénible de Corso, ils n'osèrent pas s'avancer davantage contre la ville, et après un combat aussi long que pénible Corso se sauva hors de la ville avec une faible suite ; les maisons qu'il avait défendues furent rasées. Corso, abandonné bientôt par tous ses compagnons, fut pris près de Rovezzano par des cavaliers catalans, et conduit vers Flo-

rence ; toutes ses promesses, pour être mis en liberté, furent vaines. Privé de l'usage des pieds et des mains par la goutte, exténué de fatigue, rongé de chagrins, il tomba enfin de cheval, et l'un des Catalans lui perça le cœur de sa lance. Des moines de l'abbaye S.-Salvi le portèrent dans leur couvent et l'inhumèrent.

Après la chute de Corso toute résistance envers le parti des *neri*, qui dominait à Florence, devint inutile. L'état des affaires d'Arezzo prit aussi bientôt une autre tournure. Les Tarlati de Pietra-Mala y avaient été depuis plus de vingt ans à la tête des Gibelins, et avaient dominé presque tout ce temps dans la ville ; mais, ainsi qu'à Florence sous les *neri*, il y eut bientôt une division entre les Gibelins, et Uguccione della Faggiuola, qui menait l'un des partis des Gibelins, chassa, en janvier 1309, les Tarlati et voulut se faire nommer *signore* d'Arezzo. Mais les Arétins, maîtres alors du pouvoir, rappelèrent les Guelfes expulsés, et formèrent un troisième parti tant contre les Tarlati que contre les adhérents d'Uguccione. Le parti composé de Guelfes et de Gibelins s'appelait les *verts*, et conclut la paix avec Florence. Les Ubaldini traitèrent en même temps avec la *signoria* de Florence, prirent droit de bourgeoisie et réunirent leurs seigneuries au territoire de la république.

Pendant tout le temps que Florence et Lucques agissaient de concert, Sienne s'était montrée fidèle à l'alliance des villes guelfes ; des acquisitions de quelques petites places, des luttes, des traités entre familles nobles, des constructions municipales, voilà les seuls points marquants dans cette époque de l'histoire de Sienne. L'organisation resta sans altération. Il en fut de même à Pise ; tandis qu'à S.-Miniato del Tedesco, où avait été institué un régime populaire, les familles nobles des Malpigli et des Mangiadori, avec l'assistance de la noblesse de campagne voisine, se ressaisissaient du pouvoir. Ils tuaient dans l'action ou faisaient décapiter après le combat les chefs du *popolo*, et forçaient à l'obéissance les *popolari*, jusqu'à ce que la noblesse se livra elle-même à la discorde (1).

§ III. — *Histoire de Toscane jusqu'à la fin de la* signoria *du roi Robert à Florence* (1321).

Le printemps de l'année 1309 fut très-agité en Toscane par les entreprises des divers partis. Les Gibelins et les *bianchi* du Prato chassèrent d'abord, le 6 avril, leurs adversaires ; mais le lendemain les exilés revinrent avec le secours des Florentins et des citoyens de Pistoja, et Florence conserva la *signoria* au Prato. A Arezzo, au contraire, les Tarlati parvinrent bientôt, avec l'aide d'Uguccione della Faggiuola, qui ne vit point ses espérances réalisées, à chasser bientôt les *verdi* (le parti *vert*) et à rentrer en possession de la *signoria ;* mais en même temps ils rallumèrent la guerre des Arétins contre Florence. Des expéditions faites par les Florentins dans le territoire d'Arezzo en furent la suite.

La possession en commun de Pistoja amena des dissensions entre Lucques et Florence. Les Lucquois eussent préféré détruire entièrement la moitié de Pistoja qui leur appartenait plutôt que de partager plus longtemps leur souveraineté avec Florence ; les Florentins se déclarèrent les défenseurs de Pistoja et autorisèrent la fortification de la ville. Florence acquit de jour en jour plus de prépondérance en Toscane, depuis que la puissance de Pise avait été minée par les Génois. Les citoyens de Volterra et ceux de Sangimignano, qui étaient en guerre pour leurs limites, furent forcés par les Florentins (comme les plus considérés dans l'alliance guelfe) à conclure la paix qu'ils leur imposaient, en déclarant qu'ils feraient eux-

(1) Villani, l. c., cap. 98.

mêmes la guerre à celle des deux villes qui ne se soumettrait pas au traité prescrit. Città di Castello, qui était opprimée par les Arétins, se joignit alors aussi à la république de Florence, et le maréchal de Robert (qui avait hérité sur ces entrefaites du royaume) marcha avec les Catalans et une partie du contingent florentin, en février 1310, contre Arezzo. A Cortone, il rencontra les Arétins conduits par Uguccione della Faggiuola, et les battit. Une seconde expédition, au mois de juillet de la même année, eut pour résultat l'établissement de fortifications à deux milles d'Arezzo, dans lesquelles se logèrent les *Verdi* et les gens de Florence (1). Comme les députés du roi Henri VII, qui se préparait alors à une expédition à Rome, avaient déclaré que le roi prenait Arezzo sous sa protection, et que les Florentins n'avaient cependant pas cessé pour cela des hostilités contre la ville, il y avait déjà un levain d'inimitié entre Florence et le roi avant que celui-ci atteignît la frontière de Toscane. Les relations d'amitié qui existaient entre les Florentins, les Guelfes toscans et le roi Robert se resserrèrent en proportion du redoublement d'inimitié contre les Allemands, et dès le mois d'août 1310 les Florentins songèrent à se préparer à la résistance au moyen d'argent et de troupes. Robert vint lui-même en septembre à Florence, et y passa près d'un mois; en vain il tenta de décider la république à accueillir de nouveau les proscrits appartenant au parti guelfe. Au mois d'avril de l'année suivante, lorsque les Florentins entendirent parler des progrès du roi dans l'Italie supérieure, ils saisirent eux-mêmes cette occasion de diminuer le nombre de leurs ennemis, et ils convoquèrent en juillet une assemblée guelfe, où l'on ébaucha un plan de guerre, et où l'on jura de se prêter mutuellement aide et secours contre le roi des Allemands. A la nouvelle de l'arrivée de Henri à Gênes, S.-Miniato del Tedesco et Volterra furent munis par Florence de fortes garnisons. Les Lucquois s'assurèrent de même des villages et bourgs dans la vallée inférieure de l'Arno et dans la Lunigiana. Pandolfo Savelli vint bientôt de Rome, à la tête d'une ambassade du roi, jusque dans le voisinage de Florence; mais il reçut des *priori* l'injonction de s'éloigner sans avoir mis les pieds dans la ville. Comme il n'avait point cédé à cet ordre, il fut attaqué, sans doute à l'instigation des *priori*, par une bande de voleurs, et, après avoir été pillé et maltraité, il se dirigea enfin vers Arezzo. Henri somma les Florentins de venir à Gênes rendre compte de leur conduite; mais ils ne parurent point, et renforcèrent les garnisons lucquoises à Pietra-Santa et dans d'autres endroits de la Lunigiana. Tous les marchands florentins durent alors quitter Gênes, et tout ce qu'on trouva de biens appartenant à des Florentins fut confisqué. En janvier 1312, Henri vint de Namur avec des troupes du roi à Pise, et saisit un transport de marchandises qui était déjà en route pour Florence. Le roi vint lui-même, au mois de mars, à Pise, après avoir laissé le chef des Gibelins, Uguccione della Faggiuola comme son vicaire à Gênes. Les Pisans lui donnèrent, ainsi que les Génois, la *signoria* de la ville et de riches présents en argent. Ils lui avaient déjà envoyé auparavant, lorsqu'il se préparait pour son expédition d'Italie, soixante mille florins en or (1). Ils espéraient regagner avec son secours leur ancien crédit en Toscane, puisque leur cité conservait toujours le premier rang parmi les villes des Gibelins. Les Allemands et les autres guerriers de la suite du roi ne firent néanmoins pendant son séjour à Pise (il y

(1) Villani, l. c., cap. 120.

(1) Tronci, l. c., p. 285. Comme les Pisans avaient dû, vu la position des Florentins à l'égard de Henri, s'attendre à des hostilités, ils appelèrent dans leur ville, dès 1311, un chef de Gibelins, Federigo, comte de Montefeltro, fils du Comte Guido, et lui conférent la *signoria* jusqu'à l'arrivée du roi. *Cron. di Pisa*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. xv, p. 985.

resta jusqu'au 22 avril) que de petites excursions de peu de durée. On enleva aux Lucquois le Val di Buti (1).

Cependant le roi Robert avait occupé Rome. Il était entré dans la ville le 16 avril avec onze cents cavaliers catalans et napolitains, avait aussitôt appelé son maréchal de Florence avec ses cavaliers catalans, et les Florentins et autres habitants des villes guelfes y avaient encore ajouté un grand nombre d'hommes à pied et à cheval. Au mois de mai, toute l'armée guelfe fut réunie à Rome. Louis de Savoie, à cette époque sénateur de Rome, et du parti des Gibelins, fut exilé; les Guelfes occupèrent le Capitole et le château S.-Ange, et s'emparèrent de tout Trastevere. Les Gibelins, à la tête desquels se trouvait la famille des Colonna, ne possédaient que le canton de la ville entre S.-Sabina, le Colysée, S.-Maria Maggiore et le Latéran. Henri marcha le 23 avril de Pise vers Orvieto par les maremmes et le territoire de Sienne. Tous les Gibelins auxquels on ne se fiait pas avaient été chassés de la ville de Sienne pour le temps de son séjour dans ces contrées (2). A Orvieto les Filipeschi, famille gibeline, saisirent les armes contre les Guelfes et contre la famille des Monaldeschi, qui se trouvait à la tête de ceux-ci; mais ils furent chassés de la ville, quoiqu'ils fussent soutenus par les gens du roi.

Henri arriva enfin à Rome après avoir passé par Viterbe, où il avait séjourné pendant quelque temps, et parvint avec le secours des Colonna à effectuer son passage sur le Ponte-Molle. Il se livra presque journellement des combats, jusqu'à ce que la cérémonie du couronnement accomplie au Latéran par l'évêque-cardinal d'Ostie, Nicolas da Prato, Henri quittât Rome et se rendît à Tivoli. Un grand nombre des princes allemands le quittèrent ici, et retournèrent dans leur patrie. L'empereur se dirigea de Tivoli vers Todi, qui était tout gibelin et qui le reconnut comme *signore*. Il avait l'intention d'assurer le triomphe aux Gibelins de Toscane, et de faire de cette contrée la base de sa puissance en Italie. Les villes guelfes s'armèrent de toute façon. Les Florentins prirent sept cents cavaliers à leur solde; ils en mirent eux-mêmes treize cents sur pied. Les autres places se préparèrent de même à prêter vigoureuse assistance au roi (1).

Au mois d'août, l'empereur marcha avec son armée, brûlant et pillant tout, par le pays de Perugia vers Arezzo, où il fut reçu joyeusement, et où il rassembla autour de lui tous les ennemis des Florentins pour faire une expédition contre eux. Il s'approcha de Florence en septembre. Montevarchi et Castel S.-Giovanni se rendirent; l'armée impériale vint jusque devant Fegghine; l'armée florentine était campée près de Castel dell' Ancisa. A l'annonce de l'approche des ennemis, Henri s'avança à leur rencontre, et comme ils ne voulurent pas accepter la bataille, il marcha avec son armée droit sur Florence, et parut en vue des murailles le 19 septembre. Il ne tira toutefois aucun parti de l'effet de la première frayeur causée par son apparition. Les villes guelfes de la Romagne et de la Toscane envoyèrent deux mille deux cents cavaliers et six mille six cents fantassins au secours des Florentins; de sorte que ceux-ci avaient plus de quatre mille cavaliers, et se trouvaient bien supérieurs en forces à l'empereur, qui ne comptait que dix-huit cents cavaliers (2). Il dévasta les environs jusqu'à la fin d'octobre; puis il marcha vers S.-Casciano, où les Pisans et les Génois lui envoyèrent encore des troupes auxiliaires. Il resta à S.-Cas-

(1) Villani, l. IX, cap. 36.

(2) Malavolti, l. c., p. 66 b.

(1) Villani, l. c., cap. 43.

(2) Villani, l. c., cap. 47 : « Era si guernita la città di gente à cavallo ed à piedi, che due tanti è piu n' havea dentro cavalieri, e gente à piede più di quattro tanti. Rassicuraronsi i Fiorentini si, che i più andavano disarmati, e teneano aperte tutte le altre porte', fuori che da quella parte; ed entrava ed usciva la mercatantia come se non vi havesse guerra. »

ciano jusqu'en janvier 1313, et enleva quelques châteaux dans la contrée. Puis, quand des épidémies se déclarèrent dans l'armée, il la conduisit à Poggibonzi; cerné presque de tous côtés par ses ennemis, et luttant souvent contre la famine, il s'y tint jusqu'en mars. Le 9 de ce mois, il fit de nouveau son entrée à Pise.

Déjà à Poggibonzi il avait conclu avec le roi Frédéric de Sicile une alliance contre le roi Robert, et avait reçu par les ambassadeurs siciliens vingt mille *doppi*. Il entama à Pise le procès contre Robert (1) et contre Florence. Les deux puissances furent mises au ban de l'empire; on interdit aux Florentins le droit de souveraineté, de juridiction propre et de monnaie. Mais, comme la simple sentence ne les eût pas blessés, il permit au Génois Obizzo Spinola et au marquis de Montferrat de frapper des monnaies florentines avec l'exergue de Florence. Les marquis Malaspina, qui appartenaient aux partisans de l'empereur, prirent Sarzana aux Lucquois; les troupes de l'empereur leur enlevèrent Pietra-Santa.

Voyant qu'il n'avait rien obtenu en Toscane, Henri forma le plan d'attaquer, avec l'aide du roi Frédéric et de la marine pisane et génoise, le roi Robert dans son propre pays. On attendait à cet effet de nouvelles troupes de toutes les villes gibelines, d'Allemagne. Il quitta Pise au commencement d'août, et traversa le Valdelsa et Sienne pour se rendre à Buonconvento. Là il mourut le 24 août 1313. Son entourage allemand prétendit qu'il avait été empoisonné (2) dans une hostie par le dominicain Bernardo de Montepulciano. Son armée retourna à Pise.

(1) Voyez plus haut, chap. III.

(2) ***Histoire expliquée de l'Empire romain dans la première moitié du*** XIVe ***siècle***, par Olenschlager (Francfort, 1755, in-4o), p. 67, rem. 8. Les ***Gesta Balduini***, n. 17, rendent compte des circonstances les plus remarquables de sa mort. Cet auteur est d'autant plus digne de foi qu'il a pu avoir les renseignements les plus certains de la bouche de l'archevêque Baldouin, frère de l'empereur : « Subditorum mitissimus defensator, rebellatorum vero rigidissimus extirpator iste Henricus ad Vesaniam Roberti Siciliæ regis perdomandam versus Neapolin, ubi ipse habitabat, iter capiendo et veniens Boncouvent, eodem anno XV Augusti, i. e. assumtionis B. Mariæ Virg. missam more solito devote audiebat, et a quodam ordinis prædicatorum religioso dominici corporis Christi sacramentum devote recipiebat, cujus sodalis ejusdem professionis ablutionem sumendam in calicem fundebat, quem ipse imperator fidelissime sumebat, et statim postea totius corporis molestiam sentiebat. Postea sui prudentissimi intelligentes medici ipsum nulla infirmitate alia quam intoxicationis materia graviter laborare sibi indicarunt, devotissime supplicarunt, quod hanc intoxicationis materiam sineret eos per inferendum sibi vomitum radicitus revocare. Quibus fertur respondisse : Malo migrando ad Dominum diem claudere extremum quam generare scandalum in sacrum dominicum et detrimentum christianorum. Et si in illa infirmitate usque ad diem Augusti XXIV, laboravit, qui est dies Bartholomæi omnium apostolorum secundum sanguinem nobilissimi, ipse omnium christianorum nobilissimus, spiritum suo, qui fecit illum, reddidit Creatori. » M. Martin Dieffenbach a rassemblé dans son livre ***De vero mortis genere ex quo Henricus VII imp. obiit***, Francof. 1685, in-4o, plusieurs documents importants sur les circonstances suspectes du décès de Henri VII et du genre de sa mort. Sa certitude historique de l'empoisonnement de l'empereur est confirmée par là. Les écrivains italiens (Villani, lib. IX, cap. 51, ***Cronica Sanese,*** l. c., p. 48 sq.; Malavolti, l. c., p. 71; Tronci, l. c., p. 291, etc., etc.) sont presque tous d'accord sur ce point, que la maladie datait de plus loin, ce qu'ils prouvent par la visite au bain de Maceveto. D'après une chronique siennoise, il avait déjà été atteint, dans l'Italie supérieure, d'une maladie que donnent les femmes. Pendant qu'il était campé près de S.-Salvi, dans le voisinage de Florence, il en fut gratifié de nouveau par des dames florentines. A Pise, il était presque entièrement guéri; mais il se refroidit dans sa marche dans les maremmes, et la fièvre se joignit à son mal (***menagione;*** Muratori, *Scrr.*, vol. XV, p. 49, prouve que ce mot doit être expliqué ainsi). Il paraîtrait que c'était là le motif des singulières

C'est ici qu'il fut inhumé au bout d'un an (1315, 25 *sextilis*) si l'on veut ajouter foi à l'inscription du sarcophage, ou, selon Villani, aussitôt après sa mort et la translation de ses restes. La dernière assertion paraît plus croyable.

Après la mort de l'empereur, les Pisans offrirent la *signoria* de leur ville au roi Frédéric de Sicile ; mais celui-ci la refusa, ainsi que d'autres princes qui s'étaient attachés au parti de Henri. Toute l'armée se sépara; les Pisans ne purent retenir qu'une partie des cavaliers allemands (environ mille). Uguccione della Faggiuola, que le roi avait laissé, à son départ de Gênes, pour administrer la *signoria* que la cité de Gênes lui avait confiée, se laissa enfin persuader de devenir lui-même *signore* de Pise.

De leur côté les Florentins nommèrent le roi Robert leur *signore* pour cinq ans, et plus tard encore pour trois ans, et il fit administrer la *signoria* par un vicaire qu'il changeait tous les six mois. Lucques, Pistoja, Prato suivirent l'exemple de Florence. Sienne était dans ce temps-là en hostilité avec le comte Aldobrandeschi, avec les Gibelins proscrits et avec Pise ; mais les forces militaires de cette ville se dirigeaient principalement contre Lucques. Les ennemis des Siennois trouvaient un grand secours dans les changements opérés dans la constitution de Sienne en 1309 ; car la noblesse et les *popolari* avaient été jadis également partagés en associations d'armes, et même dans les dernières années le service de la cavalerie avait été rempli principalement par les *popolari*, comme à Florence. Mais en 1309 on introduisit des institutions militaires pareilles à celles de Lucques, de sorte que les associations d'armes, composées d'après les rues et les voisinages, comme auparavant, n'admettaient pas la noblesse.

La bourgeoisie se trouva divisée par là en quarante-deux compagnies de ville, dont quatorze sous un centurion qui commandait les gens d'un quartier de la ville. A ces quarante-deux compagnies urbaines se joignirent quatorze compagnies de campagne, c'est-à-dire trois des biens seigneuriaux de la ville (les *masse*), sous trois *capitani di massa*, et onze du territoire divisé en vicariats d'après le modèle du pays de Lucques.

Les gens de ces onze vicariats étaient sous les ordres des vicaires nommés par le magistrat des neuf. Tous les gentilshommes rejetés des compagnies étaient aussi exclus par la même raison de toutes les magistratures, et plusieurs familles considérées de *popolari*, qui en effet par leur richesse, leurs alliances avec la noblesse, leurs mœurs et la conformité d'opinions, se rattachaient en quelque sorte au patriciat, furent comprises formellement par les Siennois dans la noblesse, et dépouillées par là de la faculté d'entrer dans les compagnies d'armes, et d'obtenir des emplois civils (1). Les nobles et les *popolari* déclarés gentilshommes avaient encore le droit de se faire inscrire dans les corporations, et de renoncer à un genre de vie noble, afin de rentrer en possession de la faculté dont on les avait dépouillés; mais, par un décret du 26 mai 1310, on enleva pour toujours ce droit à environ quatre-vingt-dix familles. Dans ces circonstances, il était naturel que l'empereur trouvât parmi les Siennois un grand nombre de partisans contre la commune guelfe, et que les Siennois eussent encore souvent à combattre après sa mort la noblesse des campagnes voisines et les bourgades révoltées. La guerre sur son propre territoire ne put empêcher Sienne de défendre de la manière la plus active Lucques contre les attaques si fréquentes entreprises par Uguccione de Pise chaque fois qu'il signalait une occasion favorable ; et sans le secours des Siennois et des Florentins, Lucques aurait difficilement tenu jusqu'au printemps de 1314.

historiettes que l'archevêque Baldouin racontait de son frère, afin de cacher sous une apparence de piété la véritable origine de sa maladie.

(1) Malavolti, l. c., p. 64 b.

On ne s'était pas contenté à Lucques d'exclure les nobles du gouvernement de la ville et des compagnies d'armes; les tentatives constantes de la noblesse pour reconquérir son influence avaient poussé le gouvernement populaire aux dernières limites de la démocratie. En 1308, trois hommes se trouvaient à la tête du parti populaire, Bontura Dati, Picchio di Guglielmo et Cecco di Eracchio; ils obtinrent qu'après le choix fait par le podestat de trois hommes de chacun des quartiers, pour mettre un terme à la confusion, ceux-ci confiassent à Picchio et à Cecco une espèce de dictature. Ils éloignèrent jusqu'en 1310 les nobles encore de tous les autres emplois qu'on leur avait laissés. On leur prit les emplois de vicaire dans le territoire de la ville, et ils furent tous obligés de quitter leurs biens seigneuriaux, et de prendre demeure en ville afin de pouvoir être soumis à une plus stricte surveillance. Un grand nombre de nobles préférèrent émigrer; d'autres, qui ne se soumirent pas avec assez de prudence à l'autorité du cordonnier (Picchio était d'une famille de cordonniers), furent exilés. Uguccione avait, en attaquant Lucques, un parti nombreux de Gibelins de Lucques qui le soutenaient. Mais dans la ville même il s'était introduit de la division parmi ceux qui étaient restés; car le parti qui avait confié au roi Robert la *signoria* se trouvait de nouveau en opposition avec le parti populaire extrême. Les nobles restés dans la ville s'y étaient réunis dans l'espoir de pouvoir se relever, et l'un d'eux, Lucio degli Obizzi, auquel le vicaire de Robert avait confié le commandement de ses cavaliers catalans, se trouvait à la tête de la faction entière. Arrejo Bernardo était le chef des autres. Les divisions intestines dans la ville, et les luttes que Sienne eut à soutenir avec des émigrés et la noblesse de campagne amenèrent, dès le printemps de 1314, un traité entre Robert (qui cherchait à gagner Pise pour lui en vue d'autres entreprises), au nom des villes guelfes d'une part, et de la noblesse gibeline de Toscane d'autre part. Cette paix fut conclue le 14 mars 1314. Conformément à ses clauses, la noblesse gibeline émigrée ou exilée devait être de nouveau admise en ville, et Uguccione força aussi le parti adverse à la restitution des biens que ceux-ci avaient confisqués (1). La famille des Interminelli se trouvait à la tête des Gibelins rentrés; cette famille, ainsi que celles des Quartigiani, Pogghingi et Honesti, se voyait sans crédit, tant que les institutions de Lucques n'étaient pas changées; et afin d'amener ce changement, ils se lièrent encore plus intimement avec Uguccione, et lui promirent la *signoria* de la ville. Le *signore* de Pise parut tout à coup le 14 juin près de la ville; les Gibelins crièrent aux armes, et lui livrèrent le guichet au Prato. Les Guelfes n'étaient point armés, et il ne régnait d'union ni parmi eux ni entre eux et le vicaire du roi; celui-ci se sauva de la ville avec ses gens et les chefs des Guelfes, et les Pisans firent si bien pendant les huit jours qu'ils passèrent à Lucques avec les troupes salariées allemandes, que l'aisance de la ville se trouva détruite pour longtemps par le pillage et la dévastation qu'ils y exercèrent (2). Uguccione trouva des trésors de l'Église romaine qu'on avait voulu transporter en France, et qui avaient été déposés, chemin faisant, à S.-Priano dans Lucques, afin de les mettre momentanément en sûreté. Ces richesses le rendirent un très-puissant seigneur dans un temps où l'on pouvait avoir pour de l'argent autant de soldats que l'on en désirait. Les Florentins, voyant qu'Uguccione s'était fait *signore* de Lucques, qu'il avait conquis successivement les châteaux des Guelfes du pays de Lucques, dans la vallée inférieure de l'Arno et dans le Valdinievole, et que les émigrés de Pistoja occupaient Serravalle, expédièrent aussitôt des messagers au roi Robert afin qu'il fît partir à leur secours un de ses frères avec des escadrons de cavalerie. Robert leur envoya son

(1) On trouve des détails sur la conduite d'Uguccione à cette époque à Lucques, dans Tronci, l. c., p. 294 sq.

(2) Villani, l. c., cap. 59.

frère Pietro, duc de Gravina, comme vicaire, avec trois cents hommes à cheval et une suite de chevaliers; et celui-ci sut gagner la faveur des Florentins au point qu'ils lui accordèrent tous les droits seigneuriaux possibles, lui laissèrent nommer les *priori* et les autres magistrats, et lui auraient confié, s'il avait vécu plus longtemps, la *signoria* pour sa vie. Son premier soin, dans sa lutte avec Uguccione, avait été de couvrir ses derrières au moyen d'un traité des villes guelfes avec Arezzo; cet acte fut conclu le 24 septembre (1). Pistoja, S.-Miniato, Volterra, toute la maremme, furent inquiétés par les excursions d'Uguccione, et il enleva un grand nombre de bourgs et de forteresses. Comme Pietro ne paraissait pas de force à lutter contre un tel ennemi, les Florentins prièrent aussi, en juillet 1315, son frère Filippo, prince de Tarente, de venir chez eux; et quoique Robert craignît son caractère absolu, il conduisit cependant cinq cents cavaliers aux Guelfes toscans.

De même que Pietro, au nom de Robert à Florence, Francesco, fils d'Uguccione, agissait comme représentant de son père à Lucques. Les institutions ne furent pas changées; mais Francesco, qui portait le titre de podestat, nommait à tous les emplois civils et militaires, ainsi qu'Uguccione le faisait lui-même à Pise. Pise et Lucques se réunirent par acte authentique en une souveraineté commune (2).

(1) Villani, l. c., cap. 63.

(2) Le diplôme, dans les *Memorie e documenti*, l. c., p. 244, est conçu en ces termes: « Lucca et Pisæ fecerunt et contraxerunt veram, puram et irrevocabilem societatem, unionem et ligam perpetuo duraturam, eligentes dominum Uguccionem de Fagiola Pisanorum potestatem et capitaneum generalem pisani populi et guerræ, capitaneum generalem et ligæ utriusque dictorum communium cum officio, jurisdictione, baylia et familia et salario et aliis ad terminum de quibus et sicut videbitur sapientibus eligendis. Actum Lucæ in porticis S.-Michaelis in foro anno Domini 1314, Indict. 12, 13 Julii. »

Uguccione ne possédait pas encore la forteresse de Montecatini dans la Valdinievole. Il fit camper toute son armée autour de ses murailles pour en faire la conquête. Il y avait avec lui, outre les Pisans et les Lucquois, les gens de l'évêque d'Arezzo, Guido de' Tarlati, et des comtes d'Aldobrandeschi de S.-Fiore, puis des troupes auxiliaires des Gibelins de la Romagne et de Matteo degli Visconti de Milan. Le duc Pietro, avec ses troupes et celles de son frère, les Florentins, les Siennois, les gens de Pistoja, de Volterra, ceux de Prato, de Città di Castello, Gubbio et Perugia, marcha à sa rencontre pour faire débloquer la forteresse. Des troupes auxiliaires de Bologne et d'autres villes guelfes de la Romagne se joignirent à lui, de sorte qu'ils purent opposer trois mille deux cents cavaliers et un corps proportionné de fantassins à l'armée des Gibelins, forte environ de deux mille cinq cents cavaliers soutenus par une infanterie assez nombreuse. Uguccione, voyant qu'on lui avait coupé le seul passage par lequel il pouvait recevoir des vivres, leva le siége et voulut se retirer. Mais les ennemis, quoiqu'ils ne se fussent pas encore préparés en ordre à l'attaque, lui barrèrent le chemin. Les cavaliers allemands d'Uguccione donnèrent le signal de la victoire. Le duc Pietro périt ainsi que le prince Charles, fils du prince Philippe, et un grand nombre de chefs et de chevaliers guelfes. Les Florentins essuyèrent cette défaite le 29 août 1315 (1). Montecatini et Montesommano se rendirent aussitôt après.

Les Florentins s'adressèrent alors au roi Robert pour avoir un autre chef, et celui-ci leur envoya Beltramo, de la maison des comtes Balzi de Montescaglioso et Andrea, appelé communément *conte novello* (le jeune comte) avec deux cents cavaliers; ils mirent aussi leur ville en état de siége, et prirent de nouvelles troupes à leur solde. En même temps une nouvelle discorde déchira les bourgeois de Florence; un parti était contraire à la *signoria* du roi Robert, et

(1) Villani, l. c., cap. 70.

voulait chercher du secours en Allemagne auprès du parti de Luxembourg, tandis que l'autre parti restait dévoué à Robert. A la tête du premier parti il y avait, de la noblesse, une branche de la famille des Tosinghi, et des *popolari*, la famille Magalotti; mais le chef proprement dit était un Tosingho, Simone delle Tosa. A la tête de l'autre parti se trouvait aussi un Tosingho, Pino della Tosa. Les haines de parti étaient si violentes, que la crainte d'Uguccione les empêchait seule de se battre entre eux. Comme le *conte novello* ne jouissait, en qualité de vicaire de Robert, que d'un mince crédit, que ses adhérents étaient les plus faibles, et que les circonstances exigeaient un gouvernement énergique, Simone della Tosa obtint que ce vicaire serait congédié et qu'on instituerait, dans la personne d'un certain Lando de Gubbio, un capitaine de police (*bargello*), auquel fut confié, le 1er mai 1316, le pouvoir exécutif dans la ville (1). Celui-ci sévit, sans jugement et sans droit, contre toute personne qui s'était rendue suspecte de trahison envers la ville, ou coupable de révolte. Il ne ménagea ni l'âge ni la profession, et fit couper en morceaux des ecclésiastiques des premières familles de Florence qui avaient commis des fautes soumises à sa répression.

Sur ces entrefaites s'était encore opéré à Lucques un changement de gouvernement. Neri, fils d'Uguccione, qui administrait pour son père la *signoria* de Lucques (2), avait fait arrêter, pour cause de brigandages et d'actes sanguinaires, Castruccio, jeune homme plein d'audace, de la famille des Interminelli. Uguccione, qui se trouvait précisément à Pise, voulut lui faire son procès, mais n'en eut pas le courage à cause de sa famille, et l'envoya à Pise; mais, afin d'inspirer de la crainte à ceux qui voulaient limiter son pouvoir à Pise, il avait fait exécuter Banduccio Buonconte, homme très en crédit dans la ville, et son fils, sous le prétexte qu'ils étaient en relation avec le roi Robert (1). Il avait irrité tout le monde contre lui; et au moment où Castruccio se trouvait enchaîné sur la route de Lucques à Pise, une révolte, sous la direction d'un *popolare*, Coscetto da Colle, éclata à Pise contre le gouvernement d'Uguccione. Tout était aussi en mouvement à Lucques; car la famille Interminelli, qui seule avait amené Uguccione à Lucques, y était puissante, nombreuse et y avait beaucoup de liaisons. A la nouvelle que les Pisans avaient mis en pièces ses domestiques, Uguccione quitta Lucques, se rendit en Lombardie avec son fils et ses gens, et séjourna à Vérone chez les della Scala. Mais les Pisans choisirent Gaddo, de la famille des comtes Gherardeschi de Donoratico pour *signore*, et ils partagèrent la *signoria* (2), la confiant pour un an, en ville au jeune Castruccio, et dans la campagne au seigneur Pagano de' Quartigiani. Mais Castruccio sut expulser Quartigiani, de sorte qu'il devint seigneur de Lucques, comme l'avait été auparavant Uguccione. Cela se fit le 12 juin; il eut le titre de *defensore della parte imperiale e capitano lucchese* (3).

(1) Villani, l. c., cap. 74.

(2) Francesco, qui avait occupé cette place pour son père, était tombé dans la bataille de Montecatoni.

(1) Tronci raconte que Banduccio Buonconte et Pietro son fils, qui était précisément grand porte-étendard de Pise, avaient négocié un traité de paix avec Robert, et l'avaient déjà presque conclu lorsque le parti contraire à la paix conçut des craintes pour la liberté de la ville, et après avoir attiré les Buonconti dans le palais du *signore*, les fit décapiter. Cf. Tronci, l. c., p. 300 et 301.

(2) Le 11 avril 1316. Cf. *Memorie e documenti per serv. all' ist. del pr. di Lucca*, vol. 1, p. 245, not. 13.

(3) Il n'obtint le pouvoir administratif attaché à ce titre que pour six mois. Le 4 novembre de la même année, il l'eut pour un an; le 7 juillet 1317, pour dix ans. Le 26 avril 1320, Castruccio fut nommé pour toute sa vie dictateur de la ville de Lucques, tandis qu'il était dans le Valdarno, et par conséquent absent. Il

La séparation de Pise et de Lucques en différentes seigneuries, et la nécessité dans laquelle se trouvaient ces villes d'appliquer leurs soins aux affaires intérieures, eurent pour résultat de faire paraître à Florence la conduite de Lando doublement oppressive lorsque les dangers extérieurs furent dissipés. Le parti napolitain dans la ville se tourna donc vers le roi Robert, et le pria de nommer le comte Guido di Battifolle, de la maison des comtes Guidi, son vicaire à Florence. Guido arriva en cette qualité à Florence en juillet 1316, et le parti adverse ne put l'empêcher, puisqu'il était l'un des voisins les plus puissants de la ville, et qu'il était soutenu lui-même par une faction à Florence. Mais le pouvoir de Guido fut bien faible au commencement; car le gonfalonier de la justice, ainsi que les six *priori*, étaient du parti de M. Simone della Tosa, et ils maintenaient Lando en ville. Aussi longtemps que dura cette situation violente, le comte Guido ne put obtenir une autorité proportionnée à son titre. Mais, dès que le roi Robert fut instruit de ces circonstances, il envoya, comme *signore*, l'ordre à Florence que nul capitaine de police n'y possédât plus de pouvoir; et comme sur ces entrefaites le parti du comte Guido s'était renforcé de toute manière, Lando fut obligé de quitter la ville en octobre 1316. De nouveaux *priori* et un nouveau gonfalonier arrivèrent au gouvernement, et on choisit cette fois douze *priori;* mais ils étaient tous du parti napolitain.

Aussitôt que le roi Robert eut regagné à Florence une influence décisive, il négocia pour cette république et pour les autres villes guelfes un traité de paix avec Pise et Lucques, traité qui fut conclu en avril 1317. Les principales conditions étaient celles-ci : on devait assurer aux Florentins leurs anciennes franchises de commerce à Pise; chaque ville devait garder ce qu'elle possédait en territoire, et les prisonniers devaient être délivrés des deux côtés. Une tentative que fit alors Uguccione, en août 1317, pour s'emparer de nouveau de Pise avec le secours des gens de della Scala et de la famille Lanfranchi dans cette ville, échoua complétement, et n'eut pour résultat qu'une révolte populaire et l'assassinat de quatre hommes de la race des Lanfranchi, et une étroite alliance entre le comte Gaddo et Castruccio. Il ne se passa plus rien d'important dans les contrées de l'Arno jusqu'en 1320. Mais à Sienne il y eut en octobre 1318 une révolte qui menaça de changer entièrement toutes ses institutions. De même que les Guelfes s'étaient divisés à Florence sous Simone et Pino della Tosa en divers partis, Sienne s'était également partagée en deux factions, celle de la famille noble des Salimbeni, et celle des Tolommei, quoique la ville fût guelfe en général. La noblesse restait exclue de tous les emplois publics, et néanmoins on ne pouvait lui enlever l'importance que lui procuraient son crédit aux cours princières, sa richesse en terres, la quantité de ses vassaux, ses nombreux serviteurs et les liaisons intimes entre ses familles. La division de la noblesse en factions réagit aussitôt sur la bourgeoisie, et une partie des bourgeois s'intéressa en faveur des Tolommei, qui étaient portés pour le roi Robert. L'autre partie, contraire à la *signoria* de Robert, et nourrissant des sentiments plus gibelins, se tint du côté des Salimbeni. Bientôt après la conclusion de la paix entre les villes gibelines et guelfes, au printemps de 1317, les deux partis s'étaient

répondit aux instances des envoyés qu'il y réfléchirait; mais, lorsqu'il arriva à Lucques, et qu'ayant demandé au peuple si cela lui convenait, celui-ci répondit : *Oui, nous te voulons pour notre seigneur ta vie durant!* il accepta ce pouvoir, et dit : *Placet nobis et sit!* Les institutions républicaines restèrent cependant en vigueur; on simplifia seulement la marche des affaires, et dès l'année 1316 il n'y eut à la place des colléges qu'un conseil de ville outre les anciens des corporations. On renouvelait ce conseil tous les ans, et il était composé de deux cent cinquante membres, cinquante de chaque quartier de la ville.

aussi réconciliés ; mais la vieille haine vivait toujours, et n'attendait qu'une occasion pour éclater. Dans l'été de 1318, la république de Sienne eut une querelle pour la bourgade de Gerfalco avec la petite ville de Massa Maritima, qui lui avait été alliée pendant longtemps ; et les citoyens massetans, avant de céder, poussèrent les choses si loin que les troupes siennoises marchèrent contre eux. Lorsque les Massetans eurent enfin abandonné, le 25 juillet, aux Siennois, la haute justice sur Massa, et que les troupes se furent retirées, les bouchers et les forgerons des compagnies se réunirent, et crièrent que le *capitan* qui les avait commandés était un traître. Le vrai motif de leur mécontentement était qu'ils n'avaient pu prendre et piller Massa. Les mutins entrèrent en pleine révolte à Sienne, et beaucoup d'hommes du peuple se joignirent à eux ; mais ne sachant pas ce qu'il en adviendrait, et voyant que la plupart d'entre eux désertaient, les bouchers et les forgerons restèrent sous les armes jusqu'à ce qu'on leur eût accordé une amnistie, et ils gardèrent encore après cela leur ressentiment contre le gouvernement civil.

Les légistes et les notaires qui avaient été exclus, comme appartenant aux *popolari* les plus distingués, de la magistrature des neuf, demandèrent à la même époque à pouvoir y être admis de nouveau. Les neuf trouvèrent cette prétention si inconvenante, que pour les punir ils leur enlevèrent aussi la faculté de remplir tout autre emploi dans la ville ou la campagne. Les docteurs et les notaires se réunirent maintenant aux bouchers et aux forgerons, et convinrent d'assassiner les neuf, de s'emparer de la ville, et de nommer M. Sozzo de' Tolommei podestat ; car les Tolommei étaient pour ce parti mécontent. La conspiration éclata le 26 octobre. Les révoltés allèrent à la rencontre des gens à la solde de la ville, commandés par les neuf, auxquels se joignirent tous ceux qui ne voulaient pas laisser tomber le gouvernement tout à fait entre les mains du peuple ; on pouvait prévoir une telle conséquence de la révolution. Les conjurés furent battus ; la plupart d'entre eux, qui redoutaient le châtiment, s'enfuirent la nuit même de la ville. Six bouchers furent saisis et décapités ; beaucoup d'autres appartenant à la noblesse furent exilés, et les maisons de quelques-uns pillées et rasées (1). Du reste tout resta en ville dans l'ancien ordre des choses.

Les chefs des Gibelins en Toscane gagnèrent sur ces entrefaites de grands avantages par la translation de la résidence du pape en France, par le séjour de Robert en Provence et sur la côte génoise, et par le pouvoir des della Scala et des Visconti dans l'Italie supérieure. Federigo, comte de Montefeltro, soutint les Gibelins à Spoleto, de sorte qu'ils purent chasser, tuer ou faire prisonniers les Guelfes en novembre 1319. Les Pérugins, voulant seconder les Guelfes, assiégèrent Spoleto, lorsque le comte Federigo fit soulever Assisi. Cette place avait été dans les derniers temps sous la dépendance de Perugia. Elle s'affranchit alors et devint gibeline ; mais, pendant que les Pérugins campaient devant Assisi, les Spolétins mirent le feu à leurs prisons, où se trouvaient plus de deux cents Guelfes des plus considérés, et les brûlèrent tous.

Lorsque le comte Philippe du Maine (2) vint, à l'instigation du pape (Jean XXII), en juillet 1320, dans l'Italie supérieure, pour attaquer le Visconti, et que les villes guelfes de Toscane envoyèrent du secours au comte, Castruccio, seigneur de Lucques, se crut aussi obligé, dans l'intérêt des Visconti, de rompre la paix avec les villes guelfes et particulièrement avec Florence. Pise resta l'alliée de Castruccio dans cette guerre, qu'il engagea sans délai en attaquant et occupant les châteaux florentins de Guisciana et Montefalcone. Il fit de là plusieurs excursions vers Fucecchio, Vinci et jusqu'à Empoli ; il fit des conquêtes étendues dans la Garfagnana et dans la Lunigiana (3), et

(1) Malavolti, l. c., p. 80 a et b.
(2) Cf. plus haut division III.
(3) Villani, l. c., cap. 104.

poussa ses entreprises dans le territoire génois en faveur des Gibelins (1).

Tandis que Castruccio était encore dans le pays de Gênes, les Florentins vinrent avec leur armée sur le territoire de Lucques, de sorte qu'il commença à craindre une révolte de la part de Lucques, et qu'il rétrograda. Près de Guisciana les armées florentine et lucquo-pisane restèrent longtemps en présence, jusqu'à ce que le mauvais temps, rendant le séjour du camp intolérable, les contraignît à se retirer chacune de son côté. Le comte Gaddo, seigneur de Pise, mourut bientôt après, comme on supposa, de poison (2), et son oncle, le comte Neri (3) degli Gherardeschi di Donoratico, eut à sa place la *signoria*, dont il profita pour se venger de tous ceux qui avaient été contraires à Uguccione. Il en fit exécuter plusieurs; il en proscrivit d'autres; mais il chercha aussi à conserver la bonne intelligence avec Castruccio.

Parmi les Gibelins de l'Italie centrale, le marquis Spinetta Malaspina se trouvait dans une singulière position; il avait soutenu Uguccione avant que celui-ci eût trouvé un accueil chez les della Scala, et Castruccio, malgré sa qualité de Gibelin, lui resta hostile, sous le prétexte qu'il avait tenu pour Uguccione, mais en réalité par le motif qu'il eût trouvé fort commode d'acquérir pour lui-même les propriétés de Malaspina dans la Lunigiana. Spinetta n'eut à la fin d'autre parti à prendre que de se joindre aux Guelfes. Les Florentins, voyant que Castruccio lui enlevait un fort après l'autre, envoyèrent à son secours, par un détour par la Lombardie, trois cents cavaliers et cinq cents fantassins; lui-même avait environ cent cavaliers, et non-seulement il parvint à reprendre une partie de ses châteaux, mais encore il pénétra jusque dans le pays de Lucques, tandis que les Florentins campaient avec treize cents cavaliers devant Monte Vettolino. Pendant ce temps Castruccio avait appelé à lui des troupes auxiliaires des Visconti, de l'évêque d'Arezzo, de Pise et des autres Gibelins du voisinage. Il se dirigea avec seize cents cavaliers et un nombre supérieur de fantassins contre les Florentins. A grand'peine le commandant en chef des Florentins, Guido della Petrella, put tenir le 7 juin 1231 (jour où il fut attaqué) jusqu'à la nuit; puis il laissa brûler les feux de garde du camp, et marcha, par un temps affreux, vers les places de Fucecchio, Carmignano et autres, dans lesquelles il jeta son monde. Castruccio ravagea pendant trois semaines toute la contrée autour de Castel-Franco, S.-Croce, Fucecchio, Vinci, Monte-Popoli et Carreto, sans rencontrer la moindre résistance. Il se tourna enfin de nouveau contre Spinetta, lui prit Pontremoli, presque tous les autres châteaux forts, et le chassa lui et ses gens, de sorte qu'il dut aller chercher un asile chez della Scala (1).

A Florence, le peuple fut si fortement irrité des dommages causés par les gens de Castruccio sur le territoire florentin, que le parti contraire à la *signoria* du roi Robert regagna du pouvoir, et fit adopter une mesure par laquelle douze conseillers furent choisis au mois de juin de la même année, deux de chaque quartier, de l'état des *popolari*, sans l'avis desquels les *priori*, qui étaient tous du parti de Robert, ne pouvaient rien entreprendre. On fit alors lever dans le Frioul, pendant le mois d'août, des mercenaires allemands et frioulans, cent soixante cuirassiers et cent cinquante arquebusiers, qui, sous leur capitaine Jacopo, firent grand dommage aux Lucquois. La *signoria* de Robert arriva à sa fin le 31 décembre 1321. On ne la renouvela pas (2); Florence rentra entièrement sous la *signoria* des six *priori* et du gonfalonier de la justice.

Sienne n'avait point subi dans l'intervalle de changement notable; la lutte avec les proscrits de la dernière révolte, des hostilités avec des gentilshommes des campagnes voi-

(1) Cf. plus haut division III, p. 473.
(2) Tronci, l. c., p. 308.
(3) Neri ou Ranieri est le même nom.

(1) Villani, l. c., cap. 124.
(2) Villani, l. c., cap. 135.

sines, tels furent les principaux événements, si l'on en excepte toutefois la fondation de l'université. Il y avait à Bologne à cette époque un certain Jacopo di Valenza, qui y vivait en étudiant, et qui avait poursuivi pendant longtemps en vain de son amour importun une nièce du fameux professeur en droit Giovanni d'Andrea. Elle s'appelait Constanza de' Zagnoni d'Argela. Il profita enfin d'une absence de son père, s'introduisit de force dans sa maison, et l'enleva avec l'aide de ses amis, qui défendirent jusqu'à la dernière extrémité la maison dans laquelle ils avaient caché leur proie contre le podestat, qui voulait faire arrêter Jacopo. Celui-ci finit cependant par tomber entre les mains de l'autorité, et paya le lendemain sa folle passion de sa tête. Toute l'université se souleva; elle pouvait se plaindre avec raison d'une atteinte portée à ses droits de juridiction par l'autorité de la ville, et elle demanda satisfaction (1). Voyant qu'on ne l'accordait pas aussitôt, les professeurs et les écoliers, et à leur suite toute l'armée des personnes attachées à ce corps, le domestique nombreux des étudiants nobles et riches, les écrivains, les relieurs et tous les familiers de l'université, émigrèrent pour se rendre à Sienne.

La ville perdit naturellement beaucoup par cette émigration de tant de milliers d'individus; les pauvres artisans surtout en furent inconsolables. L'un des plus riches banquiers de ce temps, Romeo de' Popoli, qui s'était acquis par des affaires de banque une fortune qui lui rapportait annuellement vingt mille florins en or, chercha à tirer parti de ce mécontentement du peuple pour se former un parti considérable à Bologne, acquérir une influence plus prépondérante, et s'il était possible une souveraineté exclusive. Il se mit en conséquence à la tête de ces mécontents, et força l'autorité à accorder une satisfaction. L'université revint; mais les habitants de Sienne avaient vu l'avantage immense que retirait une ville de la présence d'une université florissante. La république nomma donc trois commissaires, Bartolommeo Tegolei, Biagio Montanini et Simone del Tondo, qui furent chargés d'offrir des appointements à des professeurs célèbres, et de tâcher de les gagner pour Sienne. On disposa aussi un édifice (la *casa della Misericordia*) pour contenir l'université.

§ IV. *Histoire de Toscane jusqu'à la mort de Castruccio en* 1328.

Au commencement de l'année 1322, les Gibelins, dans tous les pays limitrophes de Toscane, parurent avoir de nouveau le dessous. Les Pérugins occupèrent en avril Assisi, en rasèrent les murs, immolèrent plus de cent habitants des plus considérés, et soumirent pour l'avenir la ville et le territoire à leur juridiction. Les Gibelins furent aussi chassés de Fano au mois d'avril. Le comte Federigo de Montefeltro, qui menait le parti gibelin de la Marche d'Ancône, et qui possédait la *signoria* à Urbino, Osimo et Recanati, fut déclaré hérétique par le pape, et lorsque la croisade fut prêchée contre lui, des Siennois, des Florentins et même des Pisans sortirent de leurs murs pour aider à le combattre; les habitants d'Urbino se révoltèrent, l'assiégèrent dans son château; voyant qu'il ne pouvait s'y maintenir, il en sortit en chemise et la corde au cou pour demander seulement qu'on l'exécutât promptement. Le peuple furieux l'immola lui et l'un de ses fils; deux autres fils furent saisis dans leur fuite par les habitants de Gubbio; le plus jeune, qui était encore un enfant, fut arrêté par les habitants d'Urbino. Son cousin, le comte Speranza di Montefeltro,

(1) Sismondi, *Histoire des républiques italiennes du moyen âge*, vol. 2, p. 98 sq.

s'échappa seul à S.-Marino. L'ancienne maison gibeline des comtes de Montefeltro paraissait détruite (1). Osenio et Recanati tombèrent au mois de mai suivant entre les mains des Guelfes ; Recanati fut incendiée sous le prétexte d'hérésie enracinée.

Cependant Castruccio devenait de jour en jour plus puissant en Toscane. Il avait tellement abattu les habitants de Pistoja, que ceux-ci cherchèrent en avril à traiter avec lui ; ils chassèrent leur évêque et tous leurs chefs, qui étaient pour les Florentins. Ensuite ils firent d'un partisan de Castruccio leur *capitan*, et payèrent au *signore* de Lucques, pour une paix ultérieure, annuellement quatre mille florins en or.

L'évêque d'Arezzo, qui avait réuni une troupe de six cents cavaliers pour aller au secours du comte de Montefeltro, s'en servit, après la mort de celui-ci, contre les comtes Guidi da Battifolle à Casentino, qui étaient les plus puissants parmi les gentilshommes campagnards toscans du parti guelfe. Il fut aussi heureux dans ses entreprises à l'est de la Toscane queCastruccio à l'ouest. On en vint à cette époque à Pise à des scènes et des divisions sanglantes. Un membre de la maison des Lanfranchi, le seigneur Corbino, tua un noble de la race des comtes de Caprona, le seigneur Guido. Le peuple, indigné de cet acte de violence, tomba sur Lanfrancho, et lui coupa la tête, ainsi qu'à l'un de ses frères. Le comte Neri, furieux contre le peuple, se lia avec les autres races puissantes de Gibelins, avec les Gualandi et les Sismondi. Les Lanfranchi et les troupes soldées qu'il commandait en qualité de *signore* de la ville, le suivirent. Ainsi réunis, ils marchèrent sur le peuple, tuèrent trois des *popolari* les plus considérés, et attentèrent à la vie de tous ceux qui appartenaient au parti des Coscetto da Colle. Deux jours après, le peuple se souleva en tumulte ; il exigea la punition des gentilshommes qui avaient été du parti des Neri, déclara quinze d'entre eux ennemis de la ville, démolit leurs maisons, et aurait chassé Neri lui-même, si la crainte des troupes mercenaires et de Castruccio ne l'eût retenu. Coscetto da Colle, que le comte Neri avait chassé auparavant, et qu'on peut considérer comme le vrai moteur de ces révoltes, se hasarda en même temps de sortir de sa cachette, et vint à Pise afin de travailler plus énergiquement à l'expulsion des Neri. Mais il fut trahi par un de ses compères ; Neri le fit rouer, et déchirer son cadavre. Après sa mort tout rentra dans le ca'me ; les Pisans confirmèrent la *signoria* de Neri, et le surnommèrent *il difensore del popolo di Pisa* (1).

L'assassinat du comte Federigo à Urbino et le soulèvement à Pise contre le comte Neri décidèrent Castruccio à songer à sa sécurité, et à construire à cet effet un château fort à Lucques ; il fit élever un édifice vraiment royal, flanqué de vingt-neuf tourelles, dans lequel il fixa sa résidence. La guerre avec les Florentins se prolongea par des expéditions partielles, sans qu'il se fît des conquêtes importantes de part ni d'autre. Les Florentins gagnèrent en attendant, par les voies pacifiques, presque tout le Mugello ; car les comtes Guidi leur cédèrent, par suite d'un traité ultérieur, onze paroisses dépendantes du château fort d'Ampiana, et les Ubaldini, qui étaient en discorde entre eux, se soumirent avec tous leurs vassaux à la *signoria* de Florence.

En 1323, Castruccio marcha contre Prato, parce que les habitants ne voulaient pas lui payer un tribut comme ceux de Pistoja, et établit son camp le 1er juillet avec environ six cent cinquante cavaliers et quatre mille fantassins dans le voisinage de la ville. Les Florentins coururent avec toutes leurs forces au secours des gens de Prato, et publièrent que tout proscrit (*bandito*), s'il était Guelfe et s'il suivait dans cette expédition l'armée des Florentins, serait relevé de son ban. Quinze cents cavaliers et vingt mille fantassins vinrent de Florence à Prato, parmi les-

(1) Villani, l. c., cap. 139.

(1) Villani, l. c., cap. 151. Tronci, l. c., p. 310.

quels il y avait environ quatre mille proscrits. Castruccio se retira ; mais les Florentins se livrèrent à la discorde entre eux, se partagèrent en opinions fortement opposées. Les gens du peuple et les bourgeois voulaient être menés contre Lucques. Les nobles de l'armée donnaient des raisons pour combattre ce parti, et pendant plusieurs jours on ne put en venir à une conclusion à Prato ; à Florence où l'on s'adressa, les esprits se divisèrent aussi complétement. La tourbe populaire s'assembla enfin autour du palais des *priori*, et cria : *Battaglia ! battaglia ! muojano i traditori !* de sorte que les *priori*, le cœur plein d'amertume, firent donner à l'armée l'ordre d'avancer. Celle-ci, nourrissant toujours la haine et la discorde, se rendit, renforcée par des Bolonais, des Siennois et la noblesse guelfe de campagne, à Fucecchio, où la désunion éclata si fortement qu'on fut obligé de se retirer ignominieusement. On ne tint pas même la promesse qu'on avait faite aux *banditi*, qui s'étaient montrés les plus vaillants de l'armée. Huit de leurs chefs tentèrent alors d'obtenir par la force et la ruse ce que l'on ne voulait pas leur donner de plein gré. Ils conspirèrent avec plusieurs des nobles de la ville qui étaient mécontents de l'ordre de choses existant. Pendant la nuit du 10 août, une soixantaine des *banditi* à cheval et dix-huit cents à pied parurent de divers côtés devant les portes de la ville ; mais celles-ci étaient si bien gardées et les habitants si bien armés, qu'ils furent obligés de repartir sans avoir pu rien faire. On voulut maintenant punir ceux qui avaient été en relations avec les *banditi*, et l'on n'eut pas le courage de sévir contre tous, de crainte d'amener une révolution dans la ville ; mais personne ne voulut se porter accusateur de particuliers, et c'est alors qu'on imagina d'avoir recours à une mesure qui offrait beaucoup d'analogie avec l'ostracisme athénien. Les bourgeois devaient écrire dans l'assemblée le nom de ceux qu'ils considéraient comme les plus coupables, et on devait sévir contre ceux dont les noms se trouveraient le plus fréquemment inscrits sur les billets ; ce furent Amenigo de' Donati, Tegnia de' Frescobaldi et Lotteringho de' Gherardini, qui furent condamnés chacun à deux mille livres d'amende et six mois d'exil (1).

Au mois d'octobre de la même année, l'évêque d'Arezzo prit Città di Castello par ruse et chassa tous les Guelfes. Les Gibelins, qui ne s'étaient maintenus pendant quelque temps qu'à Fermo, firent aussi de grands progrès dans la Marche d'Ancône. Castruccio forma le projet de s'emparer de Pise avec l'aide d'un Lanfrancho et de quelques Allemands employés aux machines ; mais ce projet échoua complétement, et n'eut pour résultat que d'exciter l'inimitié du comte Neri contre Lucques (2). Un autre projet de Castruccio de s'emparer du bourg fortifié de Fucecchio ne réussit pas davantage. En janvier 1324, l'évêque d'Arezzo prit au comte de Romena le château de Caprese, et le 12 avril le pape prononça son excommunication s'il n'affranchissait pas Città di Castello dans le délai de deux mois, et s'il ne déposait pas son gouvernement temporel d'Arezzo. Il ne fit ni l'un ni l'autre, et les villes guelfes envoyèrent aux Pérugins, qui voulaient lui reprendre Città di Castello, des troupes auxiliaires.

Tandis que Florence était ainsi menacée, d'un côté par l'évêque d'Arezzo et de l'autre par Castruccio, elle croissait en richesse et en bien-être dans la même proportion que la prospérité de Pise allait en déclinant par l'effet de sa guerre avec les Aragonais pour la Sardaigne. Les Florentins fortifièrent leur ville avec de belles murailles neuves : de distance en distance, toutes les deux cents aunes, dans l'étendue entière des murailles, devait s'élever une tour haute de quarante aunes et large de quatorze. L'on entreprit encore d'autres grands travaux dans le même but.

Un changement s'opéra dans le gouvernement de Pistoja, à la tête duquel s'était

(1) Villani, l. c., cap. 218.
(2) Tronci, l. c., p. 311.

trouvé jusqu'alors l'abbé de Pacciano comme chef tributaire envers Castruccio; mais ce changement n'entraîna aucune altération dans les affaires de Lucques. Le neveu de l'abbé Filippo de' Tedici le remplaça comme *signore* de la ville, paya annuellement à Castruccio trois mille florins en or, et ferma les ports aux Florentins. Il se vit obligé bientôt après, en août, de se résigner à un tribut encore plus élevé, et de se rattacher entièrement à Lucques. En mai 1325, Filippo laissa entrer Castruccio à Pistoja, moyennant la somme de dix mille florins en or, et la main de sa fille, et dès lors cette ville fut traitée par le *signore* de Lucques comme domaine assujetti (1).

Le lendemain du jour où Pistoja avait passé à Castruccio, Raimondo da Cardone vint à Florence (2) et prit le commandement des troupes. Les Florentins, dans leurs entreprises au dehors, se trouvèrent fort bien d'une mesure que l'on avait prise après la tentative des *banditi* pour pénétrer dans la ville afin de mieux assurer la tranquillité intérieure. Les diverses factions parmi les bourgeois de Florence, à chaque nouvelle élection de *priori* avaient, par leurs efforts pour faire occuper la *signoria* par des hommes tirés de leurs rangs (3), causé une agitation dangereuse; un certain nombre de familles parmi les *popolari* riches étaient parvenues à se maintenir presque exclusivement dans la possession des places de *priori*. Afin de prévenir les troubles, ainsi que la formation d'une aristocratie bourgeoise, on convint pour l'avenir de déposer de quarante-deux à cinquante-deux mois d'avance les noms des *priori* dans l'urne électorale, et de n'en tirer, à chaque changement, qu'autant qu'il y aurait de *priori* à entrer en fonctions. De cette manière un bien plus grand nombre d'individus prenait part à la *signoria* parce qu'on ne pouvait mettre deux fois le même nom dans l'urne, et l'agitation si fréquente naguère fut aussi apaisée, puisqu'on ne renouvelait les noms que tous les quatre ou cinq ans. C'était une excellente disposition, et on appela par la suite les nouvelles masses des billets remplissant les urnes électorales, *squittini*.

En juin 1325, les Florentins prirent les armes sous le seigneur Raimondo contre Castruccio. Le 13 du mois, quatre cents chevaliers de la noblesse et de la bourgeoisie, avec leurs écuyers, au nombre de six cents, sortirent de Florence au son des cloches. La ville avait outre cela six cents cavaliers français et deux cents cavaliers allemands à sa solde, deux cents cavaliers bourguignons et catalans venus avec Raimondo, et cinq cents cavaliers italiens, provençaux, gascons et wallons. L'infanterie était presque toute de Florence et de ses environs au nombre de quinze mille hommes. A Prato s'y joignirent encore deux cents cavaliers siennois. Lorsque l'armée eut campé pendant quelque temps devant Pistoja, Raimondo feignit d'assiéger Fizzano, puis se dirigea brusquement vers Coppiano, et s'empara du passage de la Guisciana. Castruccio, épouvanté, implora le secours de ses alliés. L'évêque d'Arezzo lui envoya trois cents cavaliers, les Gibelins de la Marche et de la Romagne deux cents, la noblesse des maremmes cent qua-

(1) Villani, l. c., division 294.

(2) Voyez plus haut chap. III.

(3) *De l'organisation de l'État de Florence*, par Léon Aretinus, cité par C.-F. Neumann, p. 43 : « Jusqu'en 1324, ce furent les anciens *priori* et les maîtres des douze corporations qui choisissaient dans chaque quartier ceux qu'ils jugeaient dignes de cet emploi. » Machiavelli dit (*Stor. Fior.*, lib. II, edit. Italia, 1819, vol. I, p. 333) que les colléges avaient toujours nommé les *priori;* mais l'aristocratie des *popolari* se serait bien plus difficilement formée de cette manière. Villani (VII, 78) dit : « La elezione del detto ufficio (des *priori*) si facea per li priori vecchi, con le capitudini delle XII maggiori arti (ce ne sont pas seulement les maîtres des corporations, mais en général les fonctionnaires) e con certi arroti, che vi aggiugnevano i priori detti per ciascuno sesto, andando poi a squitinio secreto; e quale più voci havea, quelli era fatto priore. »

tre-vingts cavaliers, de sorte qu'il en avait environ quinze cents réunis auprès de Vivinaja et de Montechiaro.

Cependant les Florentins firent, le 29 juillet, la conquête de Monte-Falcone, reçurent de Sienne encore un renfort de deux cents cavaliers et de six cents archers, de Perugia deux cent soixante cavaliers, de Bologne deux cents, de Camerino cinquante, de Gubbio quatre-vingts, de Grosseto trente, de Montepulciano quarante; le comte de Sarteano leur en envoya de Chiusi quinze; Colle en donna quarante, S.-Gimignano quarante, S.-Miniato soixante, Volterra quarante, Faenza et Imola cent, Lognano dix-huit, les comtes Guidi de Battifolle vingt cavaliers et cinq cents fantassins. Il s'y joignit cent cavaliers de *banditi* de Lucques et vingt-cinq de Pistoja, de sorte que les Florentins eurent environ quatre mille cavaliers et une quantité d'infanterie en proportion. C'était une armée comme on en voyait rarement dans ce temps-là. Ils commencèrent le 3 août le siége d'Altoposcio.

Castruccio pensa pouvoir détourner les Florentins du siége par des excursions sur leur propre territoire; mais tout fut en vain. Altoposcio dut se rendre le 25 août, et les Florentins eussent sans doute acquis encore une gloire semblable s'ils avaient poursuivi le cours de leurs attaques victorieuses pour s'en retourner aussitôt après ce triomphe dans leur ville. Mais ils restèrent près d'Altoposcio jusqu'au mois de septembre, parce qu'ils ne pouvaient s'accorder sur la résolution à prendre, et parce que Raimondo, dont le maréchal donnait pour de l'argent des congés dans l'armée, y trouvait son profit.

Castruccio avait envoyé sur ces entrefaites de l'argent à Galeazzo de' Visconti, et lui avait demandé des troupes auxiliaires. Azzone de' Visconti lui avait amené huit cents cavaliers, Passerino de' Buonacossi lui en avait envoyé deux cents de Mantoue, composés en grande partie d'Allemands. Raimondo marcha le 8 septembre vers l'abbaye de Pozzevero, et campa entre les hauteurs de Vivinaja et Poicari, que Castruccio avait occupées. Le 11 septembre, Castruccio attira l'armée florentine à un combat d'avant-poste, dans lequel de plus grandes masses de troupes florentines se laissèrent aussi entraîner sans ordre; elles tinrent cependant si ferme qu'il n'y eut que la force supérieure de Castruccio qui put les obliger de se retirer vers le soir dans leur camp. L'engagement avait eu lieu à la manière des tournois, et passa pour l'un des plus beaux combats de cavalerie qu'on eût encore vus. C'est ainsi que déjà dans ce temps-là le sentiment de l'art se mariait à l'humeur belliqueuse. Cette tendance dans l'art militaire domina d'une manière remarquable en Italie pendant la dernière moitié du XIVe et la première moitié du XVe siècle.

Castruccio chercha alors à empêcher le départ de Raimondo par de perfides négociations entamées avec des bourgades qui lui étaient soumises, jusqu'à ce qu'il eût attiré vers lui tous ses renforts, et que le camp florentin se fût entièrement désorganisé par la maladie et l'inhabileté de ses chefs. Le 22 septembre, Raimondo retourna de nouveau avec son armée à Altoposcio; le 23, comme Azzone, qui se trouvait à Lucques avec son monde, venait de promettre d'attaquer, Raimondo, quoique son armée fût réduite à deux mille cavaliers et huit mille fantassins, présenta la bataille à Castruccio, qui n'avait que quatorze cents cavaliers et quelque peu d'infanterie; celui-ci l'accepta, et comme durant l'action Azzone chargea tout à coup, les Florentins éprouvèrent une défaite complète. Castruccio s'empara rapidement du pont près de Coppiano, et la perte tant en morts qu'en blessés fut considérable du côté des Florentins. Les forteresses de Coppiano, Montefalcone et Altoposcio tombèrent bientôt entre les mains de Castruccio.

D'un autre côté Florence avait fait des acquisitions qui restèrent à la ville. Par la mort d'Alberto, de la maison des comtes Alberti de Mangona, qui fut assassiné le 19 août par ses perfides parents, cette race se trouva éteinte, et le comté tomba en partage

par le testament de son père Alessandro à la *massa guelfa*, en partie, par la vente des propriétaires, à la ville de Florence (1).

Castruccio chercha bientôt après sa victoire à rentrer dans ses frais de guerre par des contributions et le pillage dans le pays de Florence ; tous les environs de la ville furent convertis en un désert. Ce n'est que le 10 novembre qu'il rentra en triomphe à Lucques ; mais les Florentins firent recruter en Allemagne et à Padoue des troupes soldées, fortifièrent les châteaux qui défendaient l'entrée du Mugello et le Val di Grieve, et frappèrent des contributions partout où ils le purent. Ils avaient le plus à redouter des parents de ceux qui étaient prisonniers à Lucques. Castruccio les violenta de toute manière, soit pour les décider au payement d'une forte rançon, soit pour inspirer de la crainte à leurs parents à Florence. C'est pourquoi les Florentins promulguèrent une loi qui défendait à toute personne qui avait un parent parmi les prisonniers d'être capitaine de château ou d'assister à un conseil d'État.

Les Florentins résolurent enfin à Noël, dans leur détresse, d'offrir la *signoria* de leur ville au duc Charles de Calabre, fils du roi Robert (2). Il accepta le 13 janvier 1326, et quitta Naples à la fin du mois de mai. Castruccio enleva aux Florentins la forteresse de Montemurlo ; S.-Casciano et Signa furent brûlés. La dévastation s'étendit sur le territoire florentin.

L'évêque d'Arezzo avait eu pendant ce temps de rudes épreuves à subir. Son vicaire était de la famille des Ubertini dans le Valdarno, et ceux-ci firent tout ce qu'ils purent auprès de la cour papale pour obtenir la déposition de l'évêque, et pour faire introniser leur parent à sa place. Ils réussirent d'abord à faire détacher Cortona de l'évêché d'Arezzo, et à porter un Ubertino sur le siége de Cortone. Puis chassés d'Arezzo, ils excitèrent Laternio à une révolte contre l'évêque ; mais lorsque les Florentins, chez lesquels ils avaient espéré trouver un appui, eurent été battus près d'Altoposcio, ils rendirent de nouveau Laternio, et l'évêque le fit raser jusqu'aux fondements. Le pape déposa enfin celui-ci le 17 avril 1326, et institua le vicaire administrateur de l'évêché ; puis il nomma le cardinal Guatani degli Orsini son légat et messager de paix en Toscane.

Le comte Gautier de Brienne, duc d'Athènes, vint à Florence le 14 mai avec quatre cents cavaliers, comme avant-coureur du duc de Calabre et son vicaire provisoire. Il annula tous les bulletins qui se trouvaient encore dans l'urne électorale. Ce fut aussi lui qui publia le premier à Florence la proclamation du pape Jean XXII, par laquelle le roi Robert était élevé au rang d'administrateur de l'empire dans toute l'Italie. Le dernier jour de juin, le messager de paix du pape arriva à Florence, et fut suivi le 30 juillet par le duc de Calabre. Le dernier s'était arrêté longtemps à Sienne afin d'y réconcilier les factions des Tolommei et des Salimbeni qui étaient toujours en hostilités. Les Siennois lui conférèrent la *signoria* de leur ville pour cinq ans, et il parvint aussi à établir pour le même temps une trêve entre les deux partis ennemis (1).

Le duc de Calabre était accompagné d'environ quinze cents cavaliers, en grande partie Provençaux et Catalans. On engagea aussitôt les autres villes guelfes à fournir des troupes auxiliaires, et Sienne envoya trois

(1) Villani, l. c., cap. 311.

(2) Villani, l. c., cap. 328 : « Non veggendo altro scampo per la città di Firenze e del contado feciono signore Carlo duca di Calabria. — Per termine e tempo di dieci anni, havendo la signoria e ministrazione della città e per suoi vicarii observando nostre leggi e statuti e egli dimorando in persona a fornire la guerra, tenendo fermi mille cavalieri almeno oltramontani ; e fornita la guerra per vittoria o per onorata pace potea lasciare uno di casa sua o altro grande barone in suo luogo con quattrocento cavalieri oltramontani. »

(1) Malavolti, l. c., p. 81 b, 85 a. *Cronica Sanese*, ap. Murat., *Scrr.*, xv, p. 74.

cent cinquante hommes, Perugia trois cents, Bologne deux cents, Orvieto cent, les Manfredi de Faenza cent cavaliers. Il y eut de l'infanterie à proportion, et les riches bourgeois furent tenus à fournir une contribution extraordinaire de soixante mille florins en or pour les frais de la guerre. Mais, lorsqu'on eut connaissance des préparatifs de Castruccio, et que l'on sut que tous les chefs gibelins de l'Italie supérieure étaient décidés à marcher au secours des Lucquois, on renonça à l'expédition préparée à Florence à si grands frais. Alors cette ville fut tout en émoi; car la noblesse pensait que le moment était arrivé de sortir de sa nullité; elle désirait procurer au duc un pouvoir monarchique illimité, afin de le décider plus tard au renversement des institutions populaires. Le duc Charles exigea en effet de la république le droit de guerre et de paix et celui de nommer à son gré non-seulement les *priori*, mais encore tous les fonctionnaires de la ville de Florence au dedans et au dehors; mais, ayant obtenu ce qu'il demandait le 28 août, il tint cependant pour le peuple, et ne fit rien pour la noblesse. Deux jours après, le 30, le messager de paix du pape prononça, dans une grande assemblée sur la place de S.-Croce, l'excommunication sur Castruccio et l'évêque d'Arezzo.

En octobre, tandis que le marquis Spinetta pénétrait de la Lombardie dans la Lunigiana, et qu'il cherchait à reprendre son château de Verruca Buosi, le duc Charles sortait de Florence avec de nombreuses troupes pour marcher contre Castruccio; mais, quoique celui-ci eût été atteint d'une maladie mortelle peu de temps auparavant, l'armée guelfe n'obtint pas le moindre avantage, et rentra le 20 octobre à Florence, couverte de honte et d'ignominie. Spinetta ne dut son salut qu'à une prompte retraite.

Le duc devint de jour en jour plus à charge à la république; car tout dépendait à présent de ses amis et de ses serviteurs, de sorte que les *priori* ne pouvaient rien entreprendre, et les bourgeois, habitués à se gouverner eux-mêmes, n'avaient plus à attendre que des ordres. Les dépenses de l'année pouvaient se monter à quatre cent quatre-vingt mille florins en or; car on devait donner au duc annuellement deux cent mille florins en or pour l'administration de la *signoria*, aussi longtemps que durerait la paix; et il savait se faire donner de l'argent de toutes manières, et sous toute espèce de prétextes, de sorte que les bourgeois ne savaient presque plus comment faire pour payer les impôts, la situation empirant par la faillite de quatre cent mille florins d'or de la maison Scali, arrivée à cette époque, et dans laquelle étaient compris presque tous les habitants les plus riches de la ville. Ces maux publics étaient un résultat de la présence du duc; les femmes acquirent une position toute nouvelle par l'influence de la richesse. La ville avait publié en avril 1323 une loi somptuaire concernant le costume des femmes, par laquelle leur luxe se trouvait très-limité, et qui les empêchait de porter certains vêtements dénués de goût; elles n'avaient supporté qu'en murmurant cette tyrannie de la part des hommes; le duc fut à peine maître du pouvoir à Florence, qu'elles s'adressèrent à la duchesse, et que par son entremise elles décidèrent le duc à l'abolition de tels règlements. Dès lors, au grand dépit de leurs maris et à la joie des étrangers, elles se plurent à étaler leurs tresses et leurs boucles disposées sans goût, et joignirent au malheur de l'État les débats incessants du foyer domestique.

En dépit du mécontentement des Florentins éclatant à tous les yeux, la plupart des petites villes du voisinage offrirent leur *signoria* au duc; S.-Prato, S.-Miniato, S.-Gimignano et Colle au commencement de l'année 1327; Prato se soumit même au duc comme à un prince héréditaire.

Le roi Louis vint à la même époque à Trente, où il rencontra les chefs des Gibelins de Lombardie (1); Guido de' Tarlati, l'évêque destitué d'Arezzo, et les ambassadeurs de Castruccio et des Pisans s'y rendirent; et l'on se consulta sur la conduite à tenir en-

(1) Voyez plus haut division III.

vers le pape Jean XXII. Nous avons dit plus haut, dans l'histoire de Milan, comment Louis était entré en Lombardie. Par l'arrivée de ce prince en Italie, les Pisans se trouvèrent dans une position toute particulière; car, malgré l'inimitié du comte Neri et de ses partisans envers Castruccio, ils ne s'étaient pourtant pas tournés vers les Florentins, mais étaient restés Gibelins, et avaient offert un asile aux *banditi* gibelins des villes guelfes; mais, lorsque la nouvelle du couronnement de Louis à Milan fut parvenue à Pise, les *banditi* et le peuple se livrèrent à une joie tumultueuse, exprimèrent bruyamment leurs vœux pour la perte du pape et du roi Robert, et pour le triomphe et la vie de Louis. La faction de Neri (lui-même était mort peu de temps avant, en décembre 1325; mais c'était sa famille, les comtes de Donoratico, qui avaient la domination principale), voyant un si grand parti du roi dans la ville, pensant que le prince tenait beaucoup à l'amitié de Castruccio, dont l'ambition se portait toujours sur Pise, craignit que la liberté de la ville ne pût être détruite par Louis. Maître du pouvoir, ce parti expulsa tous les *banditi* de la ville, congédia tous les Allemands qu'il avait à sa solde, et s'y prit de manière que Pise, sans toutefois se déclarer pour les Guelfes, se trouva cependant en mesure de se défendre contre le roi et Castruccio, dans le cas où ceux-ci exigeraient de la ville plus qu'elle ne pouvait donner. Leur reconnaissance pour le pape Jean XXII les empêcha d'ailleurs de se lier avec ses ennemis irréconciliables. Peu de temps auparavant, alors qu'ils venaient de subir avec les Gibelins génois, de la part des Aragonais, contre lesquels ils se battaient pour la Sardaigne, de pénibles défaites, Jean leur avait procuré une paix assez avantageuse avec l'Aragon (1).

Pendant l'été, les Florentins et ceux qui étaient de leur parti entreprirent, sous le commandement du comte Beltramo Balzo de Montescaglioso, surnommé *il Conte Novello*, revenu avec le duc, une grande expédition, pour laquelle ils mirent sur pied, avec le secours de leurs alliés, plus de deux mille huit cents cavaliers; ils assiégèrent les châteaux de Castruccio, et en prirent quelques-uns. A la nouvelle que le roi Louis était arrivé le 1er septembre à Pontremoli, ils retournèrent dans leur ville; Castruccio au contraire était allé au-devant du Bavarois, l'avait accueilli avec les plus grands honneurs, lui avait apporté de l'argent et des vivres, et l'accompagna ensuite à Pietra-Santa; car Louis ne voulait absolument pas entrer à Lucques avant d'avoir soumis les Pisans, qui lui résistaient ainsi qu'à Castruccio. Après d'inutiles négociations de quelques jours, suivies par l'évêque déposé d'Arezzo, avec les envoyés de la ville qui lui était jadis favorable, le roi commença le 6 septembre le siége de Pise. Il avait plus de trois mille cavaliers; on avait levé de l'infanterie dans les pays de Pise, de Lucques, de Gênes et dans la Lunigiana; malgré la mauvaise discipline militaire qui régnait chez lui, tous les endroits des environs se rendirent dès les premiers jours à Louis. Mais le roi se serait emparé de la ville avec beaucoup de peine, si les négociations de Castruccio n'avaient amené une désunion entre les chefs. Fazio, un fils du comte Gaddo de Donoratico qui avait été investi jadis de la *signoria* à Pise, et Vanni, le fils de Banduccio Buonconti, exécuté d'après l'ordre

(1) Tronci, l. c., p. 316, cite les conditions de cette paix en ces termes: « Che il re lascia ai Pisani tutto quello, che gli dovevano per il censo di Cagliari e Castro, ed essi all' incontro lasciano al re due mila lire, che gli doveva per le saline di castro. Che si rendino vicevolmente i prigioni. Che i Pisani cedono al re Cagliari con tutte le sue apartenenze con condizione, che quelli, che vorranno partirsi con le sue robbe devino esser condotti a porto pisano a spese del re. E che quei Pisani che ivi hanno dominio in alcun castello, ne restino in possesso e specialmente i conti Raniero e Bonifazio di Donoratico. Che i Pisani possino tenere il console o consoli in Sardignia e Corsica e che nessuno, eccetto i Pisani possi estrarre dal giudicato di Gallura grano o altre grascie, se non dara sicurezza di portarle à Pisa. »

d'Uguccione, se déclarèrent pour Louis; ils en vinrent ainsi à conclure un traité, et à livrer la ville et soixante mille florins en or, sous la condition que leur liberté resterait intacte, et que Castruccio n'en disposerait pas. Le 11 octobre, le roi fit son entrée, et quelques jours après, le peuple qui était attaché à Louis, força les grands de la ville à lui abandonner sans réserve la *signoria* de la ville, et à autoriser le retour des *banditi* et des émigrés. Le roi plut d'abord généralement; mais, lorsque les Pisans qui lui avaient déjà versé soixante mille florins en or, qui avaient perdu sur ces entrefaites la Sardaigne, et ne se trouvaient point dans l'état le plus prospère, se virent contraints de lui donner encore directement soixante mille florins en or, puis, par des voies détournées, d'autres sommes jusqu'à la concurrence de deux cent mille florins en or, il furent très-mécontents, et pensèrent qu'une résistance vigoureuse d'un mois les eût délivrés, eux et l'Italie, de l'ultramontain dont la misère ne se soutenait qu'avec les contributions italiennes.

Castruccio et l'évêque déposé d'Arezzo se brouillèrent à la même époque dans le camp du roi, et comme Louis ne fit pas de réprimandes à Castruccio, qui le premier avait adressé des reproches à Tarlato, l'évêque fut si courroucé, qu'il abandonna le camp royal, et courut par les maremmes vers Arezzo; mais il tomba malade en route, se réconcilia pendant sa maladie avec l'Église, déclara que Jean XXII avait agi très-justement envers lui, que le roi était un hérétique et un patron des hérétiques, et fit par cette déclaration grand tort au parti gibelin. Il mourut avant d'avoir atteint Arezzo, et les Arétins nommèrent Dolfo et Pietro Saccone des Tarlati da Pietra Mala *signori* à sa place.

En novembre, Castruccio conduisit Louis à Lucques et Pistoja, et le jour de la Saint-Martin le roi le nomma duc de Lucques, de la Lunigiana, et du pays aussi loin que s'étendaient les diocèses de Pistoja et de Volterra. En décembre, il y joignit encore plusieurs bourgades pisanes comme marques de faveur, et le 15 du même mois quitta de nouveau Pise pour continuer son voyage à Rome; le 2 janvier 1328, il arriva à Viterbe, où Castruccio le rejoignit (1).

Le duc de Calabre, qui n'avait rien entrepris contre Louis tout le temps que celui-ci fut en Toscane, en le voyant pénétrer jusqu'à Rome, craignit pour Naples, et quitta Florence le 28 décembre, après y avoir laissé mille cavaliers et un gouverneur (Filippo di Sangineto, fils du comte de Catanzano en Calabre); avec quinze cents cavaliers, il arriva le 16 janvier à Aquila (2).

Dans la partie orientale de la Toscane, la guerre entre Arezzo et Perugia au sujet de Città di Castello s'était prolongée jusqu'à l'arrivée de Louis à Pise. Tandis que les Arétins s'intéressaient pour les Tarlati qui régnaient à Città di Castello, les Pérugins se battaient pour les Guelfes exilés de la ville. Cette lutte dura jusqu'à ce que l'arrrivée du roi eût inspiré de l'inquiétude aux Pérugins, et la désunion de l'ex-évêque d'Arezzo avec Louis donna des soucis aux Tarlati d'Arezzo; les deux partis se mirent alors à négocier, et en décembre 1326 un accommodement avait été arrêté, par lequel la *signoria* de Città di Castello resta aux Tarlati et à un Ubaldino : les Guelfes exilés purent rentrer, ou du moins toucher les revenus de leurs biens; mais le podestat ou *capitan* de Città di Castello devait toujours être choisi parmi le parti gibelin de Perugia. Louis resta à Viterbe jusqu'à ce que les envoyés du parti gibelin à Rome, à la tête duquel se trouvaient Sciarra della Colonna, Jacopo de' Savelli et Tibaldo di S.-Stazio, l'eussent rencontré et invité à se rendre sans délai à Rome, sans s'arrêter aux messages du *popolo* ou de quelque autre parti opposé ou incertain. On détacha aussitôt en avant de la cavalerie légère chargée de couper toute communication avec Rome, et tout à fait à l'insu des Romains le roi Louis quitta Viterbe, et parut le 7 sous les murs de Rome. Il y entra avec quatre mille cavaliers sans

(1) Villani, l. c., lib. x, cap. 47.

(2) Villani, l. c., cap. 48.

rencontrer de résistance, et fut accueilli très-gracieusement par les Romains surpris. Il tint le 11 janvier une grande assemblée populaire au Capitole; il y adressa au peuple des choses si flatteuses pour Rome, et fit de si belles promesses de relever cette ville abandonnée par son évêque, qu'il gagna complétement tous les cœurs, et que les Romains lui crièrent : *Viva! viva il nostro signore e re de' Romani!* Il fut nommé pour une année sénateur (podestat) et *capitan del popolo* de Rome, et son couronnement fixé au 17 janvier; la cérémonie s'accomplit à Saint-Pierre, mais naturellement sans le suffrage et la bénédiction du pape absent. Castruccio fut nommé comte du Latéran, et le lendemain sénateur suppléant de Rome.

Tandis que Castruccio était encore à la cour de l'empereur à Rome, le gouverneur du duc de Calabre attaqua Pistoja dans la nuit du 27 au 28 janvier. Après une courte résistance, les gens de Castruccio n'eurent pas d'autre parti à prendre que de se jeter avec ses deux fils encore enfants, Arrigo et Gallerano, dans le château fort à moitié construit appelé *Bella Spera*, et de s'enfuir au point du jour à Serravalle. Les vainqueurs pillèrent Pistoja pendant dix jours. La nouvelle de la prise de Pistoja parvint à Castruccio dès le troisième jour; il quitta le 1er février le camp de l'empereur pour retourner en toute hâte à Lucques. Son escorte ne put le suivre; il n'arriva qu'avec douze cavaliers le 9 février à Pise, où il fit valoir ses droits à la *signoria* de la ville comme gouverneur de l'empereur (1). De petites expéditions contre Pistoja, qui lui était devenue hostile, l'occupèrent jusqu'en mars; mais Louis fut obligé de renoncer à l'entreprise projetée contre Naples, parce que Castruccio lui manquait essentiellement; car celui-ci, aux yeux des Italiens, sur la coopération desquels l'empereur comptait principalement, valait plus que tout le reste de l'armée. Une excursion dans le territoire guelfe d'Orvieto, des combats entre les Allemands de l'armée de Louis et les Romains pour des vivres non payés, le soin d'enlever la *signoria* de Viterbe aux mains de Salvestro de' Gatti qui s'était rendu suspect d'intelligence avec le roi Robert, et de la remettre à l'empereur, la levée d'impôts sur les ecclésiastiques et les laïques, les chrétiens et les juifs, occupèrent Louis et son entourage jusqu'en avril. Le 18 du même mois, l'empereur fit faire le procès à Jean XXII comme coupable d'hérésie et de haute trahison envers la majesté royale, et le fit déposer; le 23, par une loi rendue en commun par l'empereur et les autorités civiles de la cité, Rome fut fixée comme résidence pontificale, et tout pape fut déclaré déposé qui ne revenait pas dans sa résidence sur une triple sommation faite par l'autorité civile. L'empereur et le peuple romain avec le clergé choisirent enfin le 12 mai Pietro de' Ranialucci da Corvaro, franciscain des montagnes de Tivoli, pour évêque de Rome, sous le nom de Nicolas V.

Après s'être fait couronner encore une fois le 22 mai par le nouveau pape, l'empereur Louis quitta Rome, où il laissa Rinieri (Neri), fils d'Uguccione della Faggiuola, comme sénateur et vicaire impérial, et tenta de repousser les troupes du roi Robert qui occupaient pour Jean XXII un grand nombre des places voisines. Il séjourna principalement à Tivoli.

Sur ces entrefaites un parti à Pise s'était adressé à l'empereur afin de s'affranchir de la *signoria* de Castruccio, lui avait envoyé des sommes d'argent, et l'avait prié d'offrir la *signoria* à l'impératrice. Louis y consentit, et l'impératrice envoya un comte d'OEttingen comme son remplaçant; mais Castruccio, après avoir reçu avec cordialité le comte d'OEttingen, obtint par des moyens de violence que la bourgeoisie lui abandonnerait pour deux ans la *signoria* de la ville; Castruccio et Louis devinrent de jour en jour plus hostiles l'un envers l'autre; mais à Florence la désunion entre le gouverneur du duc de Calabre et les autorités civiles s'accrut de jour en jour; car le premier de-

(1) Tronci, l. c., p. 322.

mandait le payement entier du duc, exigeait en outre que les Florentins fissent faire à leurs frais l'armement de Pistoja, quoiqu'il ne fournît pas le nombre convenu de cavaliers. Castruccio, fort bien instruit de ces querelles, commença le 13 mai le siége de Pistoja avec environ mille cavaliers et un nombre proportionné de fantassins. Les Florentins, voulant débloquer Pistoja, réunirent avec l'aide des autres Guelfes à peu près deux mille six cents cavaliers; ils restèrent avec cette armée depuis le 13 jusqu'au 18 juillet, présentant en vain la bataille à Castruccio, jusqu'à ce que la division des chefs et une maladie de Filippo de Sangineto eussent amené leur retraite et la dissolution de l'armée, sans que l'on fût arrivé à aucun résultat. Le 3 août, Pistoja se rendit de nouveau à Castruccio par capitulation.

Castruccio, triomphant comme un empereur, fit son entrée à Lucques après la prise de Pistoja; plus de trois cents places entourées de murailles lui étaient soumises. Mais Pistoja devait être sa dernière acquisition; par suite d'une excessive agitation durant le siége, il avait gagné une fièvre ardente dont il mourut le 2 septembre 1328. Il laissa son duché à son fils aîné Arrigo.

§ V. — *Histoire de Toscane jusqu'à l'expulsion du duc d'Athènes de Florence* (1328).

Cependant l'empereur Louis était revenu en juillet de Tivoli à Rome; il avait compté sur de l'argent et des secours de la part des Gibelins de Gênes et du roi de Sicile; tout lui manqua, et il se trouva au commencement d'août dans un tel état de dénûment, que, ne pouvant se maintenir à Rome, il quitta cette ville au milieu d'une grêle de pierres lancées par le peuple à ses soldats, et poursuivi par les malédictions des Romains; les Guelfes reprirent l'avantage; Bertoldo degli Orsini et Steffano della Colonna (qui tenaient pour les Guelfes malgré les opinions gibelines des autres Colonna) furent faits sénateurs de Rome; la précipitation, le désordre de la retraite de Louis le couvrirent de honte, et causèrent la perte d'un grand nombre de ses gens, qui tombèrent au pouvoir des Romains. L'empereur séjourna pendant le mois d'août à Viterbe, Bolseno et Todi, en frappant de contributions, effrayant de ses menaces les endroits qui lui étaient contraires. Il prépara, de concert avec les Gibelins d'Arezzo, une expédition contre Florence; Castruccio, qui vivait encore à cette époque, devait occuper les environs de Prato; les Ubaldini et les Gibelins de la Romagne voulurent s'emparer de tout le Mugello, et l'empereur voulut s'avancer d'Arezzo; mais tout échoua par la maladie et la mort de Castruccio.

Louis quitta Todi le 31 août avant cet événement, afin de conférer à Corneto avec le fils du roi Frédéric de Sicile, qui lui amenait par mer des troupes auxiliaires de Gênes et de Sicile. Comme une entreprise contre Robert n'était point praticable dans ce moment, Louis et Pietro avec leurs troupes se rendirent à Pise, où l'empereur fit son entrée le 21 septembre. Les fils de Castruccio et les Lucquois avaient quitté la ville aussitôt qu'ils apprirent la prochaine arrivée de Louis. L'empereur se chargea maintenant de nouveau de la *signoria*, et nomma pour son lieutenant Tarlatino de' Tarlati d'Arezzo, auquel il donna la bannière. Dès le 28, Pietro ramena sa flotte en Sicile; elle fut presque entièrement détruite en route par des tempêtes.

Louis dirigea maintenant ses armes contre les fils de Castruccio. Celui-ci, sachant combien il avait excité la colère du roi par sa conduite à l'égard de Pise, et ayant appris pendant sa maladie que l'armée impériale marchait de nouveau contre la Toscane, chercha à assurer sa souveraineté en recherchant en secret l'amitié des Florentins. Ce qui devait mettre ses fils à l'abri causa précisément leur ruine; car le roi apprit ces né-

gociations par les Pisans; et la veuve de Castruccio, qui se recommanda à lui avec ses enfants, en lui remettant dix mille florins d'or, ne put adoucir son courroux. A son arrivée à Lucques, le 5 octobre, tous les adversaires de la maison de Castruccio se trouvèrent prêts à se soulever contre ses fils; le 7, on leur enleva la *signoria*, qui fut transférée à Louis; celui-ci imposa une contribution de cent cinquante mille florins en or, à payer dans le délai d'un an, et accorda en retour aux Lucquois la franchise de leur ville (1). Le 18 octobre, il retourna à Pise, et y frappa aussi une contribution de cent mille florins en or. Les fils de Castruccio, dépouillés de tout droit au duché de leur père, furent réduits à vivre avec leur mère dans l'exil, à Pontremoli.

Une partie des troupes mercenaires de Louis, principalement des Flamands, dont huit cents à cheval et beaucoup d'autres à pied, se révoltèrent vers la fin d'octobre contre l'empereur, et marchèrent de Pise à Lucques; mais les autorités avaient été prévenues à l'avance de leur projet de s'emparer de la ville, et ne les laissèrent pas entrer. Après avoir pillé les faubourgs, ils se retirèrent et prirent position sur une hauteur fortifiée, nommée Cerruglio di Vivinaja; pendant ce temps l'empereur négociait avec eux pour le payement de leur solde par Marco de' Visconti de Milan (2); ils gardèrent celui-ci comme otage pour soixante mille florins en or que Louis avait à leur payer, et pour lesquels il leur avait assigné des sommes que les Visconti devaient lui verser.

Louis resta tout l'hiver à Pise, et comme à Lucques un parti qui avait été pour les fils de Castruccio commençait à exciter des troubles dans cette dernière ville, il s'y rendit encore une fois, renouvela son exclusion des descendants de Castruccio, et transmit pour vingt-deux mille florins en or les droits de vicariat à son oncle Francesco degli Interminelli. Les partisans des Duchini (1) cherchèrent alors à gagner Pistoja en leur faveur, mais cette tentative échoua; bientôt après, le 11 avril, l'empereur quitta Pise et retourna en Lombardie (2).

Cependant un changement de gouvernement s'était opéré à Florence; le duc Charles de Calabre était mort le 9 novembre 1328, à Naples, de la fièvre, et les Florentins avaient payé la dernière *signoria* trop cher pour désirer un nouveau *signore;* d'un autre côté ils craignaient qu'il n'éclatât de nouvelles divisions dans la ville, s'ils abandonnaient aux *priori* toute la *signoria*. Ils imaginèrent enfin une nouvelle manière de remplir les urnes électorales, et se flattèrent de prévenir tous les inconvénients. Les *priori* et douze bourgeois choisis à cet effet (deux de chaque quartier) devaient inscrire tous les noms des autres bourgeois guelfes, âgés de plus de trente ans et dignes du priorat; les dix-neuf porte-étendards du peuple, avec trente-huit bourgeois choisis (deux de chaque *gonfalone*), devaient faire de même, ainsi que les *capitani* de la *parte guelfa* avec leurs conseillers, et les cinq anciens du commerce, en y joignant les fonctionnaires des sept corporations supérieures. Cela fait, le gonfalonier de la justice,

(1) C'est-à-dire, ils ne devaient plus avoir de prince héréditaire, mais dépendre immédiatement de l'empire; ce qui ne pouvait être d'un grand intérêt pour les Lucquois, puisque l'empire ne pouvait les protéger. Du reste Tronci, que j'ai suivi pour le fond, exagère la somme, ou bien elle consistait en plusieurs impôts; car le document de l'empereur, qui se trouve dans les *Memorie e documenti per serv. all' ist. del princ. di Lucca*, vol. I, p. 259, ne cite que quatre-vingt-treize mille florins en or, dont la plus grande partie était destinée à payer la garnison.

(2) Voyez plus haut division III.

(1) C'est ainsi qu'on appelait les fils de Castruccio. Le diplôme par lequel Louis avait donné précédemment le duché à Castruccio avait également assuré à ses descendants la succession au duché. Cf. *Memorie e documenti per serv. all' istori. del princ. di Lucca*, vol. I, p. 258, not. 35.

(2) Villani, l. c., cap. 128.

avec les *priori* et leurs douze conseillers, les dix-neuf porte-bannières du peuple et deux consuls de chacune des corporations supérieures, en outre six hommes choisis par les *priori* et leurs douze adjoints de chaque quartier (par conséquent trente-six), au nombre de quatre-vingt-dix-huit personnes, devaient se rassembler au commencement de décembre, et décider par des fèves noires ou blanches le sort de tous ceux qui avaient été déclarés dignes par le moyen désigné plus haut; les fèves noires étaient un bon signe; on inscrivait sur un registre secret le nom qui avait ainsi soixante-huit fèves noires; on le mettait avec son prénom et son surnom sur un petit billet qu'on déposait aussitôt dans l'une des six urnes électorales (chaque quartier en avait une). On conservait ces urnes sous triple serrure dans la sacristie du couvent des franciscains; c'est de ces urnes, peu de temps avant la retraite des anciens *priori* et de leur président, que devaient sortir les nouveaux destinés à les remplacer. La composition des urnes devait avoir lieu à l'avenir tous les deux ans, mais de manière que les noms qui s'y trouvaient y resteraient avec les nouveaux. L'élection des autres autorités, c'est-à-dire des douze conseillers des *priori*, des porte-bannières du peuple et des consuls devait se faire de même. On abolirait tous les colléges, et on les remplacerait par un seul *consiglio del popolo* de trois cents Guelfes *popolari* choisis, et un *consiglio del comune* de deux cent cinquante membres, moitié nobles, moitié *popolari*. Toutes ces autorités, à l'exception des *priori* qui ne fonctionneraient que pendant deux mois, devaient rester quatre mois en place.

Florence avait obtenu par ces nouvelles institutions du calme pour quelque temps; mais Lucques n'en fut que plus agitée. Lorsque Louis eut quitté la Toscane sans avoir préalablement satisfait les Allemands qui étaient à sa solde sur le Cerruglio di Vivinaja, ceux-ci marchèrent le 15 avril vers Lucques sous le commandement de Marco de' Visconti qu'ils avaient gardé comme otage; dans le châtau fort bâti par Castruccio à Lucques, il y avait aussi une garnison de troupes allemandes, jadis au service de Castruccio, aujourd'hui à celui de Francesco, qui étaient d'intelligence avec les troupes du Cerruglio. Elles firent entrer celles-ci dans la ville, et invitèrent les fils de Castruccio à se joindre à eux; ils vinrent de leur château Monte-Guidi, où ils vivaient dans l'exil, et Lucques allait être prise et pillée, Francesco proscrit, lorsque celui-ci céda de plein gré la *signoria* de la ville au commandant des Allemands Marco de' Visconti. Les institutions de la ville ne subirent aucun changement; mais il fallait entretenir les troupes allemandes, qui ne vivaient que de pillage et d'extorsions dans la ville et la banlieue, jusqu'à ce qu'il se trouvât un acheteur de la *signoria*, pour leur payer la somme qu'elles demandaient. Cette affaire fut négociée pendant longtemps avec les Florentins, mais ceux-ci ne concluaient rien.

A Pistoja, depuis que Louis avait ravi le duché aux fils de Castruccio, les anciennes races gibelines des Panciatichi, Muli, Gualfreducci et Vergellesi étaient en possession de la *signoria;* ils craignirent de ne pouvoir se maintenir s'ils étaient en inimitié avec les Florentins, et leur proposèrent un traité à l'amiable, qui fut conclu le 24 mai 1329. Les Pistojiens rendirent Monte-Murlo à Florence et cédèrent à cette république les endroits occupés et fortifiés par elle, Carmignano, Artemino, Vitolino et quelques autres moins importants à perpétuité; ils s'engagèrent en outre à admettre de nouveau dans leur ville tous les *banditi* et les Guelfes, à l'exception de la famille Tedici, et à compter à l'avenir pour amis et ennemis ceux de Florence. La paix fut célébrée à Pistoja et à Florence par des fêtes pompeuses et brillantes. Bientôt après, en juin, le comte Fazio de Donoratico, avec le secours du peuple pisan et des gens de Marco de' Visconti de Lucques, chassa le vicaire de l'empereur, Tarlatino de' Tarlati de Pise, de sorte que la ville reconquit son ancienne liberté; elle entama bientôt après des négociations avec les Allemands à Lucques au sujet de l'achat de la ville. Marco

de' Visconti avait également profité de la négociation pisane pour se délivrer des Allemands, et pour retourner par Florence en Lombardie; mais à Florence il négocia aussi pour eux au sujet de la vente de Lucques. Les Pisans craignirent alors de voir Lucques entre les mains des Florentins, et se hâtèrent de conclure leur achat pour soixante mille florins en or; mais, ayant payé l'argent avant de s'être bien assurés de la reddition de la ville, ils le perdirent en entier; et de plus ils eurent encore à souffrir des hostilités des Florentins, dont le chef comte Beltramo Balzo de Montescaglioso entreprit une excursion sur le territoire pisan. Ces tentatives réitérées engagèrent les Pisans à rechercher la paix de Florence; ils l'obtinrent le 12 août, à Montopoli, sous les mêmes conditions contenues en dernier lieu dans le traité entre les deux villes (1). Lorsque les négociations des Florentins et des Allemands eurent duré quelque temps, les derniers conclurent enfin un marché avec Gherardo Spinola de Gênes; il leur donna soixante mille florins en or (2), et promit de garder à sa solde ceux qui voulaient y rester. Le 2 septembre, il arriva à Lucques, et obtint la *signoria* la plus illimitée de la ville; il laissa cependant subsister les institutions telles qu'elles avaient été sous Castruccio, et prit le titre de *pacificator et dominus generalis civitatis Lucanæ*. Il acquit bientôt l'amour des Lucquois au point que, lorsque les fils de Castruccio firent en décembre une tentative pour lui enlever le pouvoir par le moyen des Allemands jadis au service de leur père, ce furent les bourgeois de Lucques qui le défendirent et qui expulsèrent le parti des Duchini de la ville.

Après que les Florentins eurent enfin amené, le 1er avril 1330, leurs femmes à se soumettre à un costume beaucoup plus simple et plus décent, la guerre entre Lucques et Florence fut le seul vestige des tourments du temps qui venait de s'écouler. Les Florentins assiégeaient toujours Monte-Catini, et quoique Gherardo eût fait venir de la Lombardie des cavaliers allemands pour tenter de débloquer le château fort, il tomba néanmoins le 19 juillet 1330 par capitulation au pouvoir des ennemis. On découvrit en août, à Pise, une conspiration qu'un Lanfranche avait tramée avec plusieurs *popolari* en faveur de l'empereur; il dut fuir lui-même; plusieurs de ses partisans subirent la peine de mort, et le comte Fazio, qui obtint maintenant à Pise une influence décidée, envoya le pape de l'opposition, Nicolas V, qui était resté à Pise lors du départ de Louis pour la Lombardie, captif à Avignon, où, la corde au cou, il s'avoua coupable en plein consistoire, et implora sa grâce. Jean lui pardonna, en le condamnant toutefois à une prison perpétuelle, où on lui fournit des livres et un entretien convenable, mais où toute relation avec les hommes lui était interdite (1).

Le Spinola de Lucques eut en septembre à lutter contre une conspiration des adversaires de Castruccio, les Quartigiani, Poginghi et Avocadi, qu'il avait ramenés à Lucques, et qui voulaient livrer la ville aux Florentins; bientôt après, en octobre, ceux-ci assiégèrent Lucques. Ils prirent d'abord une suite de bourgades lucquoises, telles que Vivinaja, Montechiaro, S.-Martino et Porcari; pendant la durée du siége, Fucecchio, Castelfranco, S.-Croce se rendirent aussi; les Lucquois se trouvaient dans le plus grand embarras, car les Floretins recevaient sans cesse des renforts, tantôt du roi Robert, tantôt de Sienne, tantôt de Perugia, ou d'autres villes guelfes; et l'appui que Lucques recevait jusqu'alors en secret de Pise, malgré la paix entre Pise et Florence, devint impossible dès que la ville se trouva cernée en décembre par le camp des Florentins. Gherardo était déjà décidé à renoncer, contre resti-

(1) Villani, l. c., l. x, cap. 136. Tronci, l. c., p. 329.

(2) Villani n'en cite que trente mille, d'autres soixante-quatorze mille. Les *Memorie e documenti*, etc., vol. I, p. 264, disent que la somme de soixante mille est la plus vraisemblable.

(1) Villani, l. c., cap. 162.

tution de ses déboursés, à la *signoria*, et à mettre Lucques (à l'instar de Pistoja) sous l'influence florentine; mais les Florentins ne purent encore une fois s'accorder sur les payements. Le roi Jean de Bohême acquit pendant ce temps, ainsi qu'il est raconté plus en détail dans l'histoire de Milan, la *signoria* sur presque toutes les villes de Lombardie, et Gherardo s'adressa à lui, et lui offrit la *signoria* de la ville, s'il voulait défendre Lucques contre Florence. Le 12 février 1331, les envoyés de Jean arrivèrent à Florence, et engagèrent de la manière la plus affectueuse les Florentins à lever le siége de Lucques, puisque cette ville appartenait désormais au roi. Les Florentins répondirent que toute l'expédition avait été entreprise dans l'intérêt de l'Église et du roi Robert, et qu'on ne pouvait y renoncer pour un intérêt temporel; mais il fallut cependant lever bientôt après le siége, parce que le maréchal du roi Jean vint sur ces entrefaites au secours des Lucquois avec huit cents cavaliers, et que des désordres éclatèrent le 25 février dans le camp des Florentins. Gherardo quitta Lucques sans être rentré dans la possession de son argent, et très-mécontent, et le maréchal du roi se chargea le 1er mars de la *signoria* au nom de son maître.

Les Florentins furent bientôt après dédommagés en quelque sorte de la perte de Lucques par l'acquisition de Colle di Valdelsa. Un ecclésiastique de la maison des Tancredi s'était fait *capitan* du peuple et maître de la ville avec ses frères Doffo et Agnolo; mais ils abusèrent avec tant de tyrannie de leur pouvoir, que les habitants se portèrent en mars 1331 à une révolte, tuèrent leurs tyrans, et se livrèrent si entièrement aux Florentins, qu'ils voulurent choisir désormais dans cette ville le podestat et le *capitan*.

Bientôt après la prise de possession, Simone Filippi de Pistoja, nommé gouverneur par le roi Jean, continua la guerre contre Florence, à laquelle Pistoja s'était aussi entièrement rendue en janvier 1332, de telle sorte que les Florentins firent administrer les affaires de cette ville par une commission de douze *popolari*, et y mirent un podestat étranger et un *capitan* florentin.

Quoique la guerre entre Florence et Lucques se continuât en petites expéditions et en engagements partiels, surtout dans la Valdinievole, les habitants jugèrent la situation de la première ville si tranquille et si peu exposée, qu'ils recommencèrent à se livrer à de grands travaux de construction. Sienne n'avait point éprouvé de secousses intérieures; de petites querelles accompagnées d'actes sanglants isolés, entre Salimbeni et Tolommei, et des guerres ou des traités avec la noblesse des maremmes furent, avec la part qu'elle prit aux expéditions des Florentins, les seuls événements dignes d'être cités dans son histoire. Les Arétins, joyeux de voir que Florence se tournait entièrement contre Lucques, vivaient par le fait en paix avec cette république, et tous les efforts de leur *signore*, Pietro Saccone de' Tarlati, à l'extérieur paraissaient s'être réduits à l'acquisition de la *signoria* de Cortone.

En avril 1332, lorsque les diverses lignes des Ubaldini qui étaient divisées entre elles se tournèrent vers la république, et que chacune d'elles, pour obtenir du secours, offrit de soumettre de nouveau ses propriétés à la juridiction de Florence, moyennant la levée du ban prononcé contre elles, les Florentins, à l'exemple des anciens Romains, fondèrent une colonie au milieu des terres des Ubaldini, afin de les tenir désormais dans une plus stricte dépendance, et d'accorder à leurs vassaux et serfs la protection dont ils avaient besoin comme colons libres des territoires florentins, lorsqu'ils se rendaient sur des domaines de la ville (1). Six des *popolari* les plus distingués furent chargés de la fondation de cette colonie, et c'est l'historien Villani

(1) Villani, l. c., cap. 201 : « Si provide per lo detto comune di fare una grossa e una bella terra di là del giogo dell' Alpe in sul fiume del Santerno, acciò ch' e' detti Ubaldini più non si potessero rubellare e distrittuali contadini di Firenze d'oltr'Alpe fossono liberi e franchi, ch' erano servi e fedeli de' detti Ubaldini. »

qui proposa le nom que cette ville porte encore, celui de Firenzuola. On engagea les habitants de tous les endroits des environs à venir s'établir dans cette ville, dont le séjour affranchissait de toute obligation

Pendant l'été de 1331, la ville de Massa dans les maremmes s'était révoltée contre Sienne, en possession de la *signoria* et de la nomination du podestat, et s'était soumise à Pise; le résultat de ce soulèvement fut une guerre entre Sienne et Pise, qui se prolongea jusqu'en septembre 1333, et qui se termina de telle sorte que la *signoria* sur Massa ne resta ni à Sienne, ni à Pise, mais passa au contraire à l'évêque de Florence (1). Le jour où ce traité fut conclu (25 septembre), les fils de Castruccio, voyant décliner le crédit du roi Jean en Italie, tentèrent de s'emparer encore de Lucques; ils réussirent à se rendre maîtres pour deux jours de la ville, puis ils se virent obligés de céder à un pouvoir supérieur, se retirèrent dans leurs châteaux dans la Garfagnana, et furent déclarés *banditi* pour cause de trahison. Mais le roi Jean engagea la *signoria* de Lucques pour trente-huit mille florins en or aux Rossi de Parme, et quitta bientôt entièrement l'Italie.

Les Florentins s'étaient joints à cette époque à une ligue qui s'était formée dans l'Italie supérieure contre le roi Jean (2), et on était convenu que, sur les conquêtes à faire contre Jean et ses partisans, Lucques tomberait en partage à la république de Florence; mais ils n'eurent que la bourgade d'Uzano, qui se rendit à leur commandant, le comte Beltramo Balzo, en septembre 1334; car, lorsque Mastino della Scala eut obtenu en juin 1335, par l'entremise des Rossi, Parme et bientôt après Lucques en échange de la *signoria* de Pontremoli et de riches revenus, sans que les Florentins se fussent opposés à cette acquisition, trompés par la promesse que Lucques leur serait livrée par Mastino, Lucques demeura partie intégrante de la *signoria* de Vérone, et les Florentins, voyant qu'on les avait joués, recommencèrent les hostilités.

Sur ces entrefaites, les Tarlati d'Arezzo perdirent dans l'est de la Toscane, depuis l'année 1335 presque entièrement leur pouvoir et leur crédit. Pietro Saccone de' Tarlati, chef de cette race, avait su acquérir dans les dernières années, où il avait eu des luttes à soutenir contre Florence, la *signoria* d'Arezzo ainsi que celles de Città di Castello, Borgo S.-Sépolcro, Massa Tribaria, et de beaucoup d'autres endroits moins considérables. Enfin aux Pérugins dont les intérêts avaient été déjà blessés par la perte complète de Città di Castello, il avait enlevé aussi Città di Calli, et déterminé par là ces citoyens à donner des troupes à Neri fils d'Uguccione della Faggiuola, afin que ce seigneur pût combattre les Tarlati, qui empiétaient sur ses possessions.

Au mois d'avril 1335, il parvint à s'emparer de Borgo S.-Sepolcro. Les Pérugins, qui voulaient étendre leurs conquêtes, essuyèrent à la vérité au mois de juin de la même année encore une fois une défaite pénible de la part de Tarlato, mais cela ne fit que les décider à appeler à leur service mille cavaliers allemands de la Lombardie, et détermina leurs amis les Florentins à leur envoyer des troupes auxiliaires, et à empêcher l'arrivée des arquebusiers génois que les alliés de Tarlato, les Spinola de Gênes, lui envoyaient. Neri et les Pérugins gagnèrent par trahison, en septembre, aussi Città di Castello; et les propriétés des Tarlati dans le Valdambra, où ceux-ci avaient acquis des comtes Guidi le vicomté de Bucino, se rendirent aux Florentins. En février 1337, les Tarlati étaient si opprimés à Arezzo, que les exigences excessives des Pérugins purent seules les empêcher de livrer la ville; des endroits moins importants, appartenant aux Tarlati, se soumirent soit aux Pérugins, soit à l'évêque d'Arezzo, qui nourrissait aussi de l'inimitié contre les Tarlati. Les Florentins, qui proposaient des conditions moins dures, acquirent enfin au mois de mars aussi la ville d'Arezzo même. Ils donnèrent aux Tarlati vingt-huit mille florins en or pour

(1) Malavolti, l. c., p. 94, et Villani, l. c., cap. 225.

(2) Voyez plus haut, div. III.

la *signoria* à Arezzo, et quatorze mille pour le vicomté de Bucino; ils prêtèrent en outre aux Arétins dix-huit mille florins en or, pour pouvoir payer et congédier les troupes mercenaires. Les Tarlati gardèrent leurs autres biens comme propriété libre et chevaleresque; les habitants d'Arezzo, très-satisfaits de la tournure qu'avait prise cette affaire, livrèrent avec joie aux Florentins le pouvoir suprême dans leur ville. Les Florentins conclurent après avec les Pérugins, qui s'étaient crus lésés, un accommodement à l'amiable.

A Pise, il ne manquait, jusqu'en 1335, au comte Fazio pour la *signoria* que le titre; les races puissantes de la noblesse gibeline et les *popolari* en étaient mécontents; et Benedetto Maccajone de' Gualandi, Neri Gualterotti de' Lanfranchi, Arrezo Gadubbi de' Gaetani, Francesco de' Lei, les Uppazzinghi, Buonconti, Sismondi se conjurèrent, et ameutèrent le peuple d'abord contre un secrétaire du comte, dont le comte prit la défense. Les conjurés avaient promis à Mastino della Scala la *signoria* de Pise, et attendaient du secours de son lieutenant à Lucques, Pietro de' Rossi. On en vint, des discussions dans les assemblées du conseil, à une révolte ouverte contre l'ordre de choses existant dans la ville; le 11 novembre, les révoltés chassèrent le podestat, délivrèrent les prisonniers, brûlèrent les registres de la ville, et se battirent toute la journée sur la place de S.-Sisto avec les partisans du comte et les anciens, pour lesquels le peuple tenait plus fortement, depuis que le bruit s'était répandu qu'on voulait donner la *signoria* à un étranger. Dans la nuit la nouvelle arriva que les troupes étaient déjà dans le voisinage; alors le parti du comte renouvela la lutte avec une nouvelle ardeur, promit une double solde aux troupes mercenaires, et chassa heureusement les révoltés la même nuit de la ville (1).

Le 15 décembre, on remit formellement au comte Fazio, avec le titre de commandant militaire de la ville, presque toute la position d'un *signore*. Les seules suites de la conjuration furent l'inimitié de della Scala et la perte de Sarzana, dont la *signoria* avait appartenu aux Pisans, et qui avait été occupée le 4 décembre par le marquis Spinetta de Malaspina et l'évêque de Luni.

On a parlé plus haut de la guerre que les Florentins poursuivirent jusqu'en décembre 1338, avec les autres ennemis de Mastino della Scala, contre celui-ci, pour lui enlever Lucques s'il était possible, ainsi que du résultat de cette guerre (1). Les Florentins, qui, après la conclusion par les Vénitiens de la paix avec Mastino, n'avaient pas d'autre alternative que de continuer la guerre à eux seuls, ou de traiter aussi, durent se contenter de Pescia, Buggiano, Altopascio, qu'on leur livra, et de la cession complète de Fucecchio, Castelfranco, S.-Croce, S.-Maria a Monte, Montopoli, Montecatini, Monte-Sommano, Montevettolino, Massa, Cozzile, Uzzano, Avellano, Sorano et Castelvecchio, qu'ils possédaient déjà depuis longtemps, et ils signèrent également la paix le 24 janvier 1339.

L'historien florentin Giovanni Villani nous a laissé, à l'occasion de cette guerre et de cette paix, des renseignements sur les recettes et les dépenses de Florence à l'époque où elle exerçait sa *signoria* sur Arezzo, Pistoja et Colle di Valdelsa, ainsi que sur le territoire appartenant à ces villes, et possédait, sans compter les châteaux d'individus nobles ou *popolari*, dans chacune des trois villes, une citadelle, dans le pays de Lucques dix-neufs châteaux forts, et dans celui de Florence quarante-six; ces renseignements sont trop curieux pour ne pas être communiqués ici en substance à nos lecteurs (2).

La principale source des revenus de la république de Florence provenait des contributions indirectes (gabelle), qui rapportaient, année commune, trois cent mille florins en or. Les droits d'entrée et de sortie

(1) Tronci, l. c., p. 340. Villani, l. c., l. XI, cap. 42.

(1) Voyez plus haut div. III.

(2) Cf. Villani dans le 11e livre du chap. 90 jusqu'au chap. 94.

des marchandises et comestibles se montaient à quatre-vingt-dix mille deux cents florins en or. L'impôt du débit de vin en détail rendait cinquante-neuf mille trois cents florins en or. Les habitants du territoire qu'on ne pouvait contrôler suffisamment sur le débit de marchandises, de vin et de comestibles, devaient payer douze denari par lira qu'ils dépensaient pour leur entretien; on en faisait le calcul approximatif, et cela se montait à trente mille cent florins en or. L'impôt sur les sels (bien entendu que les habitants du territoire avaient le sel à meilleur marché que les habitants de la ville) rapportait quatorze mille quatre cent cinquante florins en or.

L'État touchait en outre les revenus des biens des *banditi;* ils se montaient à environ sept mille florins; une contribution indirecte des usuriers et prêteurs sur gages, à trois mille florins; une autre des gentilshommes du territoire, deux mille florins; un impôt sur tous les contrats par écrit, onze mille neuf cents florins; l'impôt des viandes de la ville, quinze mille florins; le même dans la banlieue, quatre mille quatre cents florins; la taxe sur les loyers des maisons, quatre mille cinquante florins; l'impôt de mouture, quatre mille deux cent cinquante florins; une contribution que devaient payer tous ceux qui occupaient des emplois publics à l'étranger, trois mille cinq cents florins; des amendes de police produisaient quatorze cents florins; la monnaie, deux mille trois cents florins; les domaines de la ville (*e passagi*, droit de passage), seize cents florins; les marchés de bestiaux, deux mille cent cinquante florins; la marque des poids et mesures, six cents florins (1). On recevait du territoire en impositions, de loyers et de marché, deux mille huit cent quatre-vingts florins; les amendes rapportaient souvent annuellement vingt mille florins; l'impôt sur les saillies des maisons, cinq mille cinq cent cinquante florins; les ports d'armes, treize cents florins; les prisons, mille florins; les moissons, cent florins; les bois flottés sur l'Arno, cinquante florins en or. Il y avait en outre encore une foule d'autres recettes, par lesquelles les revenus de la ville se grossissaient (1).

Moyennant ces revenus, on devait subvenir aux dépenses suivantes, sans compter les frais extraordinaires : quinze mille deux cent quarante lire d'appointements au podestat; cinq mille huit cent quatre-vingts lire au *capitan* du peuple; quatre mille neuf cents lire d'appointements à l'exécuteur des ordres de la justice (qui remplissait les fonctions de porte-étendard à la tête des gonfaloniers, depuis que celui-ci était devenu président de la *signoria*); le *conservadore del popolo* (qui avait à servir contre les *banditi* avec cinquante cavaliers et cent fantassins) recevait pour lui et ses gens huit mille quatre cents florins en or; le juge d'appel dans les affaires concernant les droits de l'État, onze cents lire; le capitaine de la police, qui avait à maintenir les lois somptuaires, mille lire; le capitaine de la police pour le marché d'Orto S.-Michele, treize cents lire; les fonctionnaires, notaires et messagers chargés de la conduite des gens de guerre, mille lire; les fonctionnaires chargés de calculer l'argent que les lacunes dans l'armée épargnaient à l'État (2), deux cent cinquante lire; les camarlingues et leurs bureaux, quatorze cents lire; les employés près l'administration des biens civils, deux cents lire; les employés et

(1) Ici suit une recette que je ne sais pas traduire : « La spazatura d'Orto S.-Michele e prestare bigoncie fiorini sette cento cinquanta d'oro (le florin d'or valait trois lire deux soldi). » Comme il y avait à Orto S.-Michele un marché de blés, je crois que la *spazatura* signifie la part qu'on prélève sur la mesure des grains, et les *bigoncie* sont ces mesures mêmes.

(1) Villani dit en terminant : « O signori Fiorentini, come è mala providenza accrescere l'entrata della comune della sustanza e povertà de cittadini colle sforzate gabelle, per fornire le folle imprese. »

(2) Ou bien *difetti de' soldati* signifieraient-ils des amendes qu'on payait pour des délits militaires ?

gardiens des prisons, huit cents lire; on dépensait annuellement pour l'entretien des *priori* et de leurs serviteurs, trois mille six cents lire; pour les huissiers, greffiers et les portiers du palais des *priori* et de celui du podestat, cinq cent cinquante lire; pour le capitaine des archers et ses soixante hommes, cinq mille sept cents lire; pour le notaire chargé de veiller à l'exécution des nouvelles lois et ses aides, quatre cent cinquante lire; pour la nourriture des lions (1), pour la lumière et les torches des *priori*, deux mille quatre cents lire; pour le notaire préposé à la tenue des livres de la *signoria*, quinze cents lire; pour les crieurs, les trompettes de ville et autres musiciens, mille lire; pour les messagers de l'État, quinze cents lire; aux moines et aux hôpitaux pour aumônes, deux mille lire; pour six cents gardiens de nuit sur les murailles et aux portes, comme dans les rues de la ville, dix mille huit cents lire; pour les paris aux courses, cent florins en or; pour les espions et les messagers employés au dehors, douze cents lire; pour ambassades, environ cinq mille florins en or; pour les châtelains des forts et leurs gens, quatre mille florins en or; pour flèches et autres armes dans l'arsenal, dix-huit cents florins en or. Les dépenses imprévues (l'*opportune spese*), absorbaient, sans l'armée, quarante mille florins en or (2).

Toute la puissance de la république reposait sur l'activité énergique et l'aisance des bourgeois; sans cette base solide, elle n'aurait jamais pu se relever de toutes ses pertes et de tous ses revers; mais aussi longtemps que chaque particulier voyait que son intérêt se confondait avec l'intérêt public, Florence pouvait tenir tête à des États bien plus grands. Il résulte d'une telle situation, ainsi qu'Athènes en offre un exemple dans l'antiquité, que les institutions deviennent toujours plus démocratiques; car chacun étant convaincu que ses intérêts sont soutenus au mieux par l'État, que là sont ses appuis les plus solides, tout citoyen cherche toujours à identifier de plus en plus les intérêts publics et les intérêts privés, et aspire à prendre part aux affaires générales. C'est ainsi qu'à Florence nous avons vu passer le gouvernement des classes privilégiées de l'échevinage aux corporations supérieures; nous verrons bientôt les corporations moins élevées y aspirer, et dans l'époque dont nous venons de décrire les événements et la situation nous rencontrons au moins une réaction contre les efforts des familles les plus riches et les plus considérées du *popolo grasso* pour se maintenir constamment dans les emplois civils, puisqu'en décembre 1339 une loi fut publiée contre l'abus de remettre les billets dans les urnes électorales après les avoir retirés (1).

(1) La ville de Florence entretenait des lions, comme Zurich des cerfs, et Berne des ours, aux frais du public.

(2) Villani ajoute encore d'autres notions à ces renseignements. Il dit qu'il y avait à Florence dans ces temps-là, en hommes capables de porter les armes (c'est-à-dire de quinze à soixante-dix ans), vingt-cinq mille, parmi lesquels soixante-cinq chevaliers armés de toutes pièces. Il y avait en somme environ quatre-vingt-dix mille hommes à Florence et quatre-vingt mille dans le territoire de la ville; huit à dix mille enfants apprenaient à lire, mille à douze cents apprenaient le calcul dans six écoles, cinq cent cinquante à six cents apprenaient la logique et la grammaire dans quatre écoles. Il y avait cent dix églises dans la ville et les faubourgs, dont cinquante-sept églises à cloches, vingt-quatre couvents de religieuses, cinq abbayes et deux prieurés, des couvents de moines de dix règles différentes, trente hôpitaux. Puis il y avait deux cents tissages de laine et plus, de sorte que trente mille hommes vivaient de ce travail; vingt dépôts de marchandises de draps étrangers (*calimala*), quatre-vingts banques de changeurs; la monnaie frappait par an trois cent cinquante à quatre cent mille florins en or, et plus de vingt mille lire en petite monnaie. Il y avait soixante médecins et chirurgiens, cent apothicaires, six cents notaires.

(1) On avait coutume, par exemple, de déposer les noms qu'on avait retirés des urnes de *priori* dans celles des porte-bannières, ou dans celles des conseillers des *priori*, et *vice versa*.

On devait désormais les déchirer, afin que personne ne pût avoir d'emploi avant un renouvellement général des billets. Une propriété essentielle des formes du gouvernement démocratique, c'est que les emplois changent rapidement, et que tout individu n'administre un emploi que pendant peu de temps, et à de longs intervalles, afin qu'autant d'individus que possible puissent se mêler au moins une fois à tous les mouvements du corps politique.

Tout resta tranquille en Toscane immédiatement après la paix dont nous avons rapporté la conclusion, si l'on excepte quelques incidents dans les petites villes, et qui n'eurent aucune influence sur la destinée de la contrée. Ainsi Ottaviano de' Belforti se rendit maître de Volterra en septembre 1340, et en expulsa l'évêque et plusieurs des bourgeois qui lui étaient contraires. En février 1341, les Guazalotti chassèrent de Prato leurs adversaires, les Pugliesi et les Rinaldeschi, de sorte qu'ils gardèrent à eux seuls la domination sur la ville.

A Florence vivait toujours la jalousie des *popolari* contre la noblesse, et leurs efforts pour lui enlever les bases de sa puissance, c'est-à-dire l'attachement de ses vassaux, provoquaient l'activité politique. Dans les bourgades soumises à la juridiction de Florence, on les protégeait de toute façon lorsqu'ils affectaient l'indépendance envers les nobles, et l'on n'assurait à ceux-ci que les cens, redevances et services ; mais, comme souvent ils ne pouvaient plus exercer la justice eux-mêmes, et qu'ils se voyaient forcés de s'adresser aux fonctionnaires et tribunaux civils pour obtenir raison contre leurs vassaux, ils trouvèrent plus avantageux de prêter les mains à la transformation de leurs serfs en fermiers libres. Si la noblesse avait ses vassaux dans des bourgades qui n'étaient point soumises à la ville, ceux-ci trouvaient facilement accueil à Firenzuola et dans d'autres places fondées dans la même intention, où ils étaient tout à fait libres ; ou bien la ville s'arrogeait le droit de les défendre contre la puissance suzeraine, alors même que le domaine n'était pas florentin, et que le seigneur était seulement citoyen de Florence.

Afin de poursuivre l'exécution de ces mesures contre la noblesse, il ne parut pas suffisant au parti démocratique d'avoir l'*esecutore degli ordini della giustizia ;* il introduisit encore une nouvelle fonction, celle de *capitano della guardia*, auquel il donna cent hommes à cheval et deux cents fantassins, et l'on nomma à cet emploi Jacopo de' Gabrielli de Gubbio, homme sévère et dur. Celui-ci condamna entre autres le seigneur Piero, de la famille noble et puissamment riche des Bardi, parce qu'il avait maltraité un de ses fermiers, qui n'était pas même établi sur un bien appartenant à Florence, à une amende de six mille lire. Il en avait déjà maltraité d'autres de la même manière. Les Bardi, qui avaient acheté les châteaux Vernia et Mangona, jadis propriété des Alberti, furent en outre obligés de livrer le dernier de ces châteaux à la ville. Il en résulta une vive irritation des Bardi et d'une partie des Frescobaldi, des Rossi et d'autres nobles, avec lesquels les comtes Guidi et les Tarlati d'Arezzo, les Pazzi et les Ubertini du Valdarno, les Ubaldini du Mugello, les Guazalotti de Prato et les Belforti de Volterra, étaient d'intelligence. Dans la nuit de la Toussaint (1340), ces alliés du dehors devaient venir avec des écuyers aux portes de la ville, et ceux de la ville voulaient commencer la révolte au point du jour, tuer Jacopo de' Gabrielli, abolir le collége des *priori*, dissoudre le *popolo*, et donner de nouvelles institutions à la ville de Florence. Mais l'un des Bardi ne fut pas d'accord avec ses parents, et divulgua le secret ; le peuple fut à temps sous les armes, les portes furent fermées, les gens qui avaient pris part à la conspiration se tinrent dans la ville jusqu'à la nuit, et la quittèrent alors.

On ne poursuivit pas d'enquête, et l'on se contenta de punir les chefs des conjurés, qui s'étaient nommés hautement, en les déclarant coupables. On démolit leurs maisons, on ravagea leurs propriétés, et ils

ne furent reçus dans aucune des villes amies de Florence. Afin de diminuer d'un autre côté le nombre des ennemis de la ville, on autorisa tout ancien proscrit à se racheter de son ban ; et Florence se remplit d'hommes inutiles ou nuisibles, car un grand nombre de *banditi*, qui avaient été chassés pour inconduite ou crimes, étaient devenus encore plus corrompus par leur triste position (1).

En février 1341, deux *capitani della guardia*, l'un pour la ville, l'autre pour le territoire, prirent la place de Jacopo de' Gabrielli sortant de charge. A la suite de ces événements, Florence fut principalement occupée des traités relatifs à Lucques, ville qui était plus à charge que profitable à Mastino della Scala, à cause du grand éloignement des propriétés qui lui restaient encore. Il chercha à la vendre, et les Florentins, ainsi que les Pisans, firent des offres. Les Florentins nommèrent dans leur ville une commission de vingt bourgeois, auxquels ils donnèrent les pleins pouvoirs les plus étendus. Malgré la dette de quatre cent mille florins en or que la guerre précédente contre Mastino avait fait peser sur la ville, la commission promit aux habitants de Vérone encore deux cent cinquante mille florins pour Lucques. Les Pisans, qui se virent frustrés de Lucques, prirent aussitôt à leur solde douze cents cavaliers, auxquels pouvaient se joindre aussitôt qu'on le voudrait trois cents bourgeois armés comme des chevaliers. Après la mort du comte Fazio (Bonifacio), ils avaient mis son fils Raynerio, âgé de onze ans, sous la direction de Tenuccio della Rocca, à la tête de leur ville (2), et se tenaient prêts à empêcher de force, s'il le fallait, Florence de prendre possession de Lucques. Ils se lièrent en outre avec Lucchino de' Visconti, seigneur de Milan (1), qui leur envoya, en échange de son ennemi Francesco della Pusterla et de la promesse de payer cinquante mille florins en or, un corps auxiliaire commandé par Giovanni da Oleggio. Les Gonzague, les Carrare, les Correggi et d'autres soutinrent les Pisans, qui trouvèrent dans les comtes Guidi, les Ubaldini et les Gibelins de Romagne, des amis plus redoutables encore aux Florentins. Ainsi préparés, ils occupèrent Cerruglio et Montechiaro, et marchèrent ensuite, le 22 août, sur Lucques même (2). Les Florentins s'étaient aussi mis en mesure. Ils avaient élevé le nombre de leurs cavaliers à deux mille, et avaient eu de Sienne deux cents cavaliers et deux cents archers; de Perugia, cent cinquante cavaliers; de Gubbio, cinquante; de Bologne, trois cents; du marquis de Ferrare, deux cents; de Mastino, trois cents; des Guelfes romagnoles, cent cinquante; du seigneur de Volterra, cinquante cavaliers et deux cents fantassins; des Tarlati, cinquante cavaliers et deux cents fantassins; de Prato, vingt-cinq cavaliers et cent cinquante fantassins; de S.-Miniato, trois cents fantassins; de S.-Gimignano, cent cinquante fantassins, et autant de Colle. Ils mirent à la tête de ces troupes Matteo da Ponte Corradi, de Brescia, comme commandant en chef; et celui-ci conduisit aussitôt à Fucecchio l'armée florentine forte de trois mille six cents hommes à cheval et de dix mille fantassins. Il fit ravager pendant plusieurs jours le territoire pisan; et puis ses gens furent forcés par le mauvais temps de se retirer à Fucecchio. Pendant ce temps, Mastino menaça de conclure un nouveau marché avec les Pisans, et de leur livrer la ville si l'armée n'occupait pas Lucques aussitôt. Comme ils représentèrent qu'ils s'étaient attendus à recevoir de lui la ville sans

(1) Villani, l. c., lib. XI, cap. 118.

(2) Le comte Fazio mourut en décembre 1340. Tronci, l. c., p. 344. Fazius, ainsi que son fils, était ***custodiæ et masnadorum Pisani comunis capitaneus generalis***. Tronci appelle le fils Ruggiero; mais dans les documents on l'appelle partout Raynerio, et ce nom, qui revient souvent dans la famille des comtes Donoratico est sans doute le véritable.

(1) Voyez plus haut divis. III.

(2) Villani, l. c., cap. 130.

être blessés par ses menaces, il descendit à cent quatre-vingt mille florins en or; et ils amenèrent, le 21 septembre, une garnison dans la ville, au moyen de laquelle ils en prirent possession. Le 2 octobre 1341, les armées pisane et florentine en vinrent à une bataille, dans laquelle la dernière essuya une défaite complète. Les Florentins, dans l'espoir de conserver encore Lucques, organisèrent aussitôt une nouvelle armée plus forte, et nommèrent Malatesta de' Rimini au commandement en chef; mais ils offrirent le pouvoir suprême de la ville au sire Gautier de Brienne, duc d'Athènes, qui avait gagné les affections des bourgeois de Florence pendant un séjour qu'il avait fait en cette ville, et qui s'était rendu tout récemment de Provence à Naples.

Le roi Robert avait refusé nettement la proposition que lui faisaient les Florentins, et particulièrement les Peruzzi, qui paraissent avoir traité, en qualité de banquiers, ses affaires d'argent, de confier à l'un des princes de sa maison le pouvoir suprême, qui passait à Gautier; mais en même temps il avait réclamé la *signoria* de Lucques, qui lui appartenait toujours, quoiqu'il en eût été dépouillé précédemment par Uguccione della Faggiuola. Si Florence la lui cédait, il promettait du secours contre Pise sur mer et sur terre. Les Florentins lui abandonnèrent effectivement la *signoria* sur Lucques, et il fit inviter les Pisans à ne plus opprimer sa ville; mais ceux-ci déclarèrent qu'ils adresseraient au roi une réponse par une ambassade particulière, et pressèrent Lucques sans relâche, tandis que le roi Robert, négligeant de tenir sa parole, songeait si peu à secourir les Florentins, que ceux-ci se trouvèrent dans le plus grand embarras. Les Florentins étaient à cette époque liés, grâce à leur activité, dans les affaires de banque, non-seulement avec le pape et le roi, mais encore avec tous les comtes et seigneurs guelfes, et particulièrement avec les barons du royaume de Naples, dont un grand nombre avaient donné leurs capitaux à intérêt à des maisons de banque de Florence. Voyant maintenant que les Florentins étaient opprimés par les Gibelins réunis aux Pisans, et que le roi ne les protégeait pas suffisamment, la plupart d'entre eux redemandèrent leurs capitaux, et causèrent une longue suite de banqueroutes (1).

Malgré tous ces obstacles, les Florentins, avec l'aide de leurs alliés, mirent encore en campagne, vers la fin de mars 1342, une armée plus grande que la précédente. Malatesta la conduisit dans le voisinage de Lucques, et chercha à débaucher les soldats à la solde des Pisans, qui continuaient toujours le siége, ce qui lui fit perdre du temps, jusqu'à ce qu'il reçût des autorités de Florence l'ordre de combattre, quoi qu'il en pût résulter. Malatesta venait de lever son ancien camp près de Grignano, lorsque le duc d'Athènes arriva. Les Pisans n'acceptèrent pas la bataille qu'on leur offrit le 10, mais se tinrent dans leur camp retranché, et laissèrent au Serchio qui débordait, et aux pluies continuelles qui ne tardèrent pas à commencer, le soin de lutter pour eux contre les Florentins. Ceux-ci se virent obligés de se retirer sans pouvoir approvisionner Lucques, vers le Valdarno, d'où ils purent dévaster le territoire de Pise, mais où ils ne firent rien pour la délivrance de Lucques. Enfin, le 6 juillet 1342, cette ville, qui avait coûté tant d'argent aux Florentins, dut se rendre aux Pisans (2).

(1) Les Peruzzi, les Acciajuoli, les Bardi, les Bonacusi, les Cocchi, les Antellesi, ceux d'Uzano, les Corsini, les Castellani et les Perondali, firent faillite, soit immédiatement, soit plus tard, sans compter les petites faillites qui furent la suite des grandes. Cf. Villani, l. c., cap. 137.

(1) On trouve le traité de la reddition imprimé dans les *Memorie e documenti per serv. all' ist. del princ. di Lucca*, vol. I, p. 321 sq. Les articles XI et XII préservaient les anciennes institutions, la juridiction et l'administration, des empiétements des Pisans. Les Pisans conservèrent en conséquence les formes de l'administration, mais usèrent de leur pouvoir de police si despotiquement, que la conservation des anciennes formes fut de peu d'utilité.

Le commandement de Malatesta expira le 1er août, et il passa, ainsi que cela avait été arrêté dès les premiers jours de juin, au duc d'Athènes; de sorte que celui-ci se trouva de toute façon à la tête des affaires publiques. Mais cela ne suffisait nullement aux nobles, qui étaient à cette époque en grande partie compris dans les banqueroutes, ou menacés d'y être entraînés. Ils se proposaient au contraire de nommer Gautier maître absolu de leur ville, de se donner de l'importance en paraissant comme soutiens de sa souveraineté, et de profiter des affaires publiques pour préparer à leurs intérêts privés des bases solides. Le duc s'abandonna bientôt à leurs conseils, et accepta toutes leurs propositions. Il prit le parti des Guazalotti de Prato, et fit exécuter le chef de leurs adversaires, Ridolfo de' Pugliesi, qui tomba en son pouvoir. Il fit appliquer à la torture et exécuter Giovanni de' Medici, qui avait été podestat florentin à Lucques. Il traita de même Guglielmo de' Altoviti, qui avait été capitaine florentin à Arezzo. Il condamna à de fortes amendes d'argent plusieurs autres personnages considérés du *popolo grasso* (des familles Ricci et Rucellai), et se mit ainsi en grand crédit auprès des habitants, qui avaient connu ces races du *popolo grasso* pour les plus puissantes. La noblesse se vit plus près du but vers lequel elle avait tendu, et le commun du peuple, débarrassé de l'insolence des riches négociants, criait partout où Gautier se montrait : *Viva il signore!* Le duc se hasarda à faire présenter aux *priori* et autres fonctionnaires la proposition de lui livrer pour sa vie la *signoria* de la ville. Sur leur refus, il promit à la noblesse (1) d'abolir les lois qui lui étaient contraires, sous le nom de *ordini della giustizia;* il promit également aux familles du *popolo grasso* tombées en décadence (1) son appui contre leurs créanciers; quant au *popolo minuto*, il était déjà porté pour lui auparavant. Ayant ainsi pris ses mesures à l'avance, le duc annonça une grande assemblée populaire à S.-Croce; des envoyés des *priori* et des autres conseillers se rendirent, dès le 7 septembre, auprès de sa personne, et cherchèrent à conclure un traité avec lui, d'après lequel il fut décidé, la veille au soir, après bien des débats, qu'il aurait la *signoria* de la ville un an de plus qu'il n'avait été convenu (2), et sous des conditions toutes différentes de celles imposées précédemment au duc Charles de Calabre. Ils pensaient l'avoir de cette façon dans leurs intérêts; mais il n'en fit pas moins les préparatifs pour un coup d'État, et mit sur pied les cent vingt cavaliers et les trois cents fantassins qui étaient à son service particulier. Tous les gentilshommes armés et à cheval se rassemblèrent autour de lui, à l'exception seulement de Tosingho Simone della Tosa et de sa race; quelques familles du *popolo grasso* firent de même. Francesco Rustichelli se fut à peine levé pour parler au peuple au nom des *priori*, le peuple se mit à crier : « Que le duc conserve sa *signoria* toute sa vie! qu'il soit notre *signore* toute sa vie! » et les gentilshommes enlevèrent le duc et le portèrent au palais des *priori;* on déchira le livre où se trouvaient inscrites les *ordini della giustizia;* le drapeau de la justice fut aussi mis en lambeaux et brûlé, et l'on vit flotter au haut de la tour l'étendard du duc.

Un certain Guglielmo d'Assissi était à cette époque *capitan* du peuple; mais engagé tout à fait dans les intérêts du duc, il resta aussi après son élévation, et devint l'instrument principal de sa tyrannie. La noblesse illumina pendant la soirée, et alluma des feux de joie dans les rues. Le duc organisa les jours suivants son gouvernement; il prit,

(1) Les nobles le plus attachés au duc étaient surtout les Bardi, Frescobaldi, Rossi, Cavalcanti, Buondelmonti, Adimari, Cavicciuli, Donati, Gianfigliazzi et Tornaquinci. Cf. Villani, l. c., lib. XII, cap. 3.

(1) C'étaient les Peruzzi, Acciajuoli, Bonaccorsi et Antellesi avec leurs adhérents.

(2) Ceci avait eu lieu pour un an, du 1er août 1342 au 1er août 1343.

outre Guglielmo, encore l'ancien podestat Meliaduso d'Ascolo parmi ses fonctionnaires principaux. Il fit sortir les *priori* de son palais, leur assigna un édifice derrière S.-Pietro Scheraggio et leur ôta presque tout leur pouvoir. Puis il célébra, le 15 septembre, une fête d'inauguration de sa *signoria*, et donna la liberté à cent cinquante prisonniers. Le 24 septembre, Arezzo et Pistoja lui confièrent aussi la *signoria* pour sa vie; Colle di Valdelsa, S.-Gimignano et Volterra ne tardèrent pas à suivre cet exemple. Tous les mercenaires français et bourguignons dispersés en Italie se rassemblèrent autour de lui, de sorte qu'il eut bientôt huit cents hommes, et que presque toute sa famille de France vint pour partager sa fortune. Afin qu'il pût régner en toute sécurité à Florence, la paix fut conclue dès les premiers jours d'octobre avec Pise, et publiée le 14 du même mois. Lucques devait rester pendant cinq ans (1) aux Pisans, et le duc ne devait nommer de la part de Florence pour Lucques qu'un seul podestat, auquel on enlevait toutefois toute influence, et qui n'avait en réalité qu'un titre honorifique et les revenus.

Les Guelfes de Lucques qui avaient émigré, et en général les *banditi* de Lucques, devaient être autorisés à rentrer sans obstacle, si le duc le leur permettait. Les Florentins devaient jouir pendant cinq ans de certaines franchises de commerce à Pise. Les Pisans devaient offrir annuellement au duc huit mille florins en or dans un vase d'argent, et les Florentins (c'est-à-dire le duc) devaient garder jusqu'à un nouveau traité toutes les places lucquoises occupées par leurs gens dans le Valdarno, ainsi que Barga et Pietra-Santa. Les Florentins devaient faire un traité de paix avec les Ubaldini, Pazzi, Ubertini et Tarlati, et délivrer de captivité le commandant des troupes auxiliaires milanaises, Giovanni da Oleggio (1).

Le lendemain du jour que cette paix avait été publiée, le duc renouvela tout le collége des *priori*, et y admit aussi des individus des basses corporations et du *popolo minuto*. Il éloigna en même temps la noblesse, qui avait espéré que le gouvernement populaire était entièrement brisé, et que les *ordini della giustizia* allaient être abolies, en remettant aux *priori* un nouveau drapeau de la justice. Il voulut montrer à la noblesse qu'il s'était seulement servi d'elle comme d'un instrument, et condamna un de' Bardi à une forte amende.

Il abolit entièrement les charges de porte-étendards du peuple; mais il chercha à s'attacher autant que possible quelques-unes des corporations (les bouchers, les cabaretiers et les cardeurs de laine), et en général le commun du peuple. Il fortifia de toute manière le palais, et transforma les places et rues environnantes en une citadelle.

Il se serait sans doute maintenu avec le secours du peuple, en dépit du ressentiment des gentilshommes trompés dans leur attente, et de quelques membres du *popolo grasso* qui lui avaient été dévoués, si les Français qui l'entouraient n'avaient commis de ces attentats qui rendaient le peuple furieux contre eux. Ils firent violence à un grand nombre de femmes, en séduisirent d'autres par de belles paroles. Ils n'étaient protégés que par l'universalité des coupables, qui mettait dans l'impossibilité de leur appliquer les règlements sévères en vigueur dans la ville. Les filles de joie joui-

(1) Le traité de paix avait été fait pour cet espace de temps, et il n'est pas dit par là qu'au bout de ce temps on n'ait pu le renouveler. On en trouve le document imprimé dans *Memorie e documenti*, vol. IV, p. 338.

(1) Villani, l. c., cap. 8. Tronci, l. c., p. 353. Quant à la condition du payement annuel de huit mille florins en or, que cite Villani, il y a erreur. Les Pisans devaient payer, d'après le document, aux Florentins environ cent cinquante mille florins en or en quinze années, afin de les indemniser de la perte de l'argent de l'achat de Lucques. Ce sont vraisemblablement ces payements à terme dont Villani veut parler en indiquant la somme de huit mille florins.

rent, moyennant une redevance au maréchal du duc, de tant de liberté, qu'il en résulta un grand scandale. Finalement le duc fut assez audacieux pour ne plus payer les intérêts des anciens emprunts forcés de l'État, et s'écarta ainsi de la prudence la plus ordinaire d'un souverain, celle de ménager les affaires d'argent et de femmes. En mettant tous ses soins à amasser autant d'argent que possible, il semblait douter lui-même de la durée de sa souveraineté, et affaiblissait ainsi son autorité, tandis qu'on eût dit qu'il se plaisait à augmenter l'irritation par de nouveaux impôts et des prêts forcés (1).

Il punissait avec la dernière rigueur toute tentative de résistance; il en vint à faire exécuter, en mars 1343, des individus pour de simples observations sur sa manière d'agir, et ce fut Guglielmo d'Assissi qui lui servit d'instrument et de bourreau. Les nobles et les riches évitaient presque tous les fêtes de mai et les danses, mais les réunions de plaisir du *popolo minuto* se tenaient encore; le duc fit d'autant plus de frais pour la solennité de saint Jean, et c'est par des amusements et des fêtes publiques qu'il cherchait à ramener dans la ville la joie, qui en avait été bannie par sa tyrannie. Mais comment y parvenir, puisqu'il faisait couper la langue à ceux qui, après avoir joui de ses faveurs, se basardaient à le blâmer? Les traités d'alliance offensive et défensive qu'il contracta avec Pise, Mastino, avec les marquis d'Este et les seigneurs de Bologne, ne pouvaient lui être d'aucun secours avec une telle conduite.

La seule chose qu'il obtint par sa dureté fut que les conspirations qui se formaient en des cercles intimes autour de lui restaient isolées, et ne se communiquaient pas entre elles, car tout le monde était comprimé par la crainte; mais cette contrainte rendit précisément sa chute plus certaine, car un peu plus de sécurité eût rendu ses adversaires moins prudents; mais de cette manière les partis se renforçaient silencieusement jusqu'à ce que, devenus assez puissants pour révéler leur existence, à ses premières tentatives pour les détruire, ils préparaient sa chute définitive. Parmi le grand nombre de conspirations qui s'étaient organisées contre lui, il y en eut trois importantes. A la tête de l'une d'elles se trouvait l'évêque de Florence, de la maison des Acciajuoli; plusieurs des Bardi, Rossi, Frescobaldi, Scali, Altoviti, Magalotti, Strazzi et Mancini y appartenaient. Deux frères, Manno et Corso, fils d'Amerigo de' Donati, dirigeaient l'autre, et il y avait avec eux plusieurs des Pazzi, des Cavicciuli et des Albizzi. A la tête du troisième parti se trouvait Antonio degli Adimari, et les Medici, Bordoni, Rucellai, un Aldobrandini; un grand nombre de *popolari* s'y rattachaient. Tous ces conjurés songeaient aux moyens les plus divers de ravir au duc d'Athènes la vie et le pouvoir, mais ils ne se décidaient pour aucun; ou, s'ils en choisissaient un, le hasard faisait échouer leur projet, avant même qu'ils y eussent mis la main. Le duc fut longtemps à recueillir des avis certains sur les conspirations; mais il sentait qu'il devait se tramer des complots, et ne paraissait plus en public sans une garde nombreuse. L'un des gens de Francesco de' Brunelleschi, originaire de Sienne, qui devait aider à la troisième conjuration, pensant que son patron était instruit de tout, lui révéla tant de choses, que celui-ci, craignant d'être cruellement puni par le duc pour avoir eu un commensal qui avait agi contre lui, et peut-être aussi par haine contre ses ennemis, dont plusieurs se trouvaient parmi les conjurés, alla trouver Gautier, et lui déclara ce qu'il avait appris. Le duc fit arrêter, le 18 juillet, deux *popolari*, Pagolo del Mazzeco et Simone da Monte' Rappoli, qu'on lui avait nommés; ceux-ci désignèrent à la torture Antonio degli Adimari comme chef de la conspiration. Mais, voyant toutes ces

(1) Pendant les dix mois passés qu'il régna à Florence, on dit qu'il extorqua aux Florentins seuls près de quatre cent mille florins en or, dont il envoya deux cent mille à Naples et en France pour les mettre en sûreté.

arrestations, un grand nombre de gens manquèrent de présence d'esprit, et se conduisirent par peur comme s'ils prenaient part aux intrigues qu'on avait ourdies contre le duc. Il s'en effraya lui-même, et perdit le courage d'agir avec résolution ; il voulut d'abord appeler ses soldats des endroits voisins, et trois cents hommes de Bologne. Puis il fit inviter, le 25 juillet, trois cents des citoyens les plus puissants de Florence de la noblesse et du *popolo grasso* à venir dans son palais, sous le prétexte de les consulter sur les mesures à prendre contre les personnes arrêtées, mais dans l'intention de les enfermer dans la salle du rez-de-chaussée, dont les fenêtres étaient garnies de barreaux en fer, et de les y faire tuer par ses gens. Mais chaque personnage mandé eut un pressentiment de ce qui l'attendait s'il se rendait à l'invitation ; ce pressentiment fit échouer le projet du duc, et engagea les invités à prendre des mesures plus décisives pour s'affranchir du tyran. La nécessité ouvrit les cœurs, ainsi qu'elle les ferme en des temps où il est utile de temporiser et de dissimuler. Les trois conjurations n'en formèrent plus qu'une, et le lendemain 26 juillet quelques simples soldats, à l'instigation des conjurés, feignirent d'entrer en querelle entre eux et crièrent aux armes. Toute la ville fut sous les armes en un instant ; on fit flotter partout les vieux drapeaux des gonfaloniers, et les cris de : *Mort au duc et à ses partisans ! Vive le gouvernement populaire ! La liberté de Florence !* retentirent de tous les quartiers de la ville. Toutes les rues conduisant au palais furent barricadées. On envoya à Sienne et à Pise pour avoir du secours contre le duc ; la noblesse et le *popolo grasso* se réconcilièrent partout où il y avait de la division entre les familles. Au commencement, quelques individus de la noblesse, tels que les Peruzzi, les Antellesi, et même çà et là un cardeur de laine ou un boucher, se joignaient au duc, et criaient : *Vive le duc !* Mais voyant que tout se mettait contre lui, ils se détournèrent aussi, et Uguccione de' Buondelmonti seul fut retenu au palais par le *signore*, ainsi que le collége des *priori*, dans lesquels Gautier pensait avoir des gages de sa propre sûreté. Vers le soir, les gens du duc devant le palais n'ayant plus de vivres, et ne pouvant plus supporter les pierres et les flèches qu'on leur lançait, une partie d'entre eux se retira dans le palais, les autres laissèrent leurs chevaux et leurs cuirasses, et passèrent sans armes à l'ennemi. Dès le commencement, les prisons avaient été assaillies, et les détenus remis en liberté ; mais le palais du podestat et d'autres édifices publics furent pris, et un grand nombre de registres devinrent la proie des flammes.

Le 27 au soir, pendant que le duc était toujours enfermé dans son palais avec quatre cents hommes, il arriva aux Florentins du secours de Sienne, de S.-Miniato, de Prato, et des comtes Guidi de Battifolle. Toutes les places du duc, Arezzo, Pistoja, Volterra, Gunignano et Colle, se révoltèrent et chassèrent ses fonctionnaires.

Le 28 l'évêque rassembla tous les habitants importants de Florence à S.-Reparato, et là on choisit quatorze citoyens (sept de la noblesse et sept du *popolo grasso*), et on les munit de pleins pouvoirs étendus pour reconstituer l'État ; ils devaient avoir le gouvernement par intérim jusqu'au 12 octobre. Pendant ce temps le duc continuait à être bloqué. Tous ses fonctionnaires qui tombèrent entre les mains du peuple furent mis en pièces et mutilés. Toutes les propositions d'accommodement que Gautier fit aux quatorze chefs de la ville furent rejetées par le peuple, qui demandait à grands cris Guglielmo d'Assissi et son fils ; le duc se refusait à le livrer, jusqu'à ce que ses cavaliers au palais, ne pouvant plus supporter la faim, se révoltèrent et le menacèrent de le livrer lui-même au peuple s'il ne cédait pas à sa demande. Il s'y soumit le 1er août, et les cavaliers bourguignons saisirent Guglielmo et son fils Gabriello, âgé de dix-huit ans, qui avait prêté la main à la torture des personnes poursuivies juridiquement, et les poussèrent hors du palais ; ils furent aussitôt saisis par le peuple et déchirés tout vivants. La haine contre eux était si violente, qu'un grand nombre de

personnes, avides de vengeance, avalèrent toute crue la chair de leurs corps. La fureur du peuple se calma ensuite un peu; on fit un traité, et le duc livra, le 3 août, le palais à l'évêque et aux quatorze; il obtint pour lui et ses gens sortie libre de la ville et du territoire, et quitta Florence le 6 août, sous escorte de troupes siennoises. Les quatorze abolirent toutes les lois qu'il avait données, et firent de l'époque de la délivrance, du 26 juillet, un grand jour de fête dans la ville de Florence (1).

Hormis ce qui a déjà été raconté, il n'y a rien à signaler dans l'histoire intérieure des villes voisines de Pise et de Lucques à l'époque qu'on vient de décrire; Sienne était toujours occupée de la noblesse de campagne, qu'elle soumit d'année en année davantage à sa puissance, ainsi que des hostilités des Tolomei et des Salbmieni, auxquels se joignirent aussi celles des Piccolomini et des Malavolti, il ne s'opéra point de changement dans la forme du gouvernement.

(1) Villani, l. c., cap. 16. On célèbre encore à Florence annuellement le jour de sainte Anne en souvenir de la révolte contre le tyran.

CHAPITRE III.

HISTOIRE DE TOSCANE JUSQU'A LA MORT DE GIOVANNI DI BICCI DE' MEDICI (1492).

§ Ier. *Jusqu'à l'établissement de l'ammonition dans l'État florentin* (1357).

La présence du duc d'Athènes à Florence et son gouvernement avaient entièrement changé cette ville, et si nous nous sommes efforcés de démontrer, dans les premières périodes de cette histoire de Toscane, comment la désunion et la division des individus libres de l'échevinage en Guelfes et en Gibelins, avait fait place au développement du pouvoir du *popolo grasso* et des *signori* élevés de temps en temps par lui, nous aurons maintenant souvent occasion de dire comment les nouvelles désunions de la classe dominante (du *popolo grasso*) ne servirent qu'à élever le *popolo minuto*. C'eût été impossible, si le *popolo minuto* n'avait appris à sentir, pendant le règne du duc, la force qui se trouvait dans son grand nombre, et si le duc n'avait enseigné à cette classe, par des nominations aux places de *priori*, places à la vérité insignifiantes dans son gouvernement, que ses membres étaient aussi aptes aux affaires publiques que ceux de la noblesse et du *popolo grasso*.

Les règlements des quatorze qui organisèrent les affaires de la ville sur de nouvelles bases n'apportèrent qu'une légère interruption dans le développement toujours plus étendu et plus démocratique de l'État florentin; car ils se rapportaient beaucoup plus aux droits acquis par des actions dans les événements tout récents qu'aux pouvoirs effectifs. La noblesse avait montré tant d'union avec les autres habitants lors de la délivrance de la ville, qu'il y aurait eu de l'injustice à l'exclure plus longtemps des fonctions publiques. On partagea donc les emplois en emplois supérieurs (les *priori*, les prud'hommes, qui formaient leur collége, les porte-étendards des compagnies du peuple), et en emplois inférieurs (tous les autres); et l'on accorda à la noblesse et au *popolo grasso* libre accès à tous, et au *popolo minuto* l'admission aux emplois plus bas. Les anciens quartiers ne semblèrent plus des arrondissements propres à l'élection aux emplois : car, par la suite des temps, les uns s'étaient agrandis plus que les autres; les riches habitants s'étaient réunis dans les uns plus que dans les autres, de sorte que le quartier d'Oltr' Arno, par exemple, fournissait vingt-huit mille florins en or aux charges publiques, tandis que celui de la Porta del Duomo n'en payait que onze mille; il sembla en conséquence injuste que la partie des habitants qui faisait beaucoup plus pour la conservation du corps de l'État n'eût

pas plus de droits aux emplois. On partagea donc la ville en quatre quartiers (1). On nomma dans chaque quartier deux citoyens du *popolo grasso* et un noble pour *priori* (en tout douze); un citoyen du *popolo grasso* et un noble (en tout huit) pour conseillers des prieurs; outre les quatorze et l'évêque, dix-sept du *popolo grasso* et huit nobles de chaque quartier (en tout un collége de cent quinze personnes) étaient préposés au *squittinio*. Les nouveaux *priori* entrèrent en fonctions dès le 2 août.

La bonne intelligence ne régna pas longtemps. La noblesse partageait à la vérité avec le *popolo grasso* les emplois les plus élevés; mais elle traitait les bourgeois d'une classe plus basse avec d'autant plus d'orgueil, qu'elle avait moins à craindre la sévérité des autorités civiles; il en résulta parmi les nobles eux-mêmes une division; car quelques-uns d'entre eux, désirant se maintenir dans les emplois civils, n'étaient pas favorables aux manières insolentes de leurs autres confrères, particulièrement Giovanni della Tosa, Antonio degli Adimari et Gersi de' Pazzi, et ils provoquèrent, avec l'évêque et les membres les plus considérés du *popolo grasso* auprès de la majorité des *priori*, la résolution de ne tirer, au prochain changement de *priori*, que les noms des huit *priori popolari*, de nommer gonfalonier de la justice un *popolare*, et d'abolir les quatre *priori* nobles, tout en laissant les nobles prendre part aux autres emplois.

A la nouvelle de cette résolution, les gentilshommes traitèrent l'évêque de traître, et se préparèrent à la résistance. Le peuple, furieux, se rassembla le 22 septembre sur la place devant le palais, et s'écria que si on ne lui jetait par la fenêtre les quatre *priori* nobles choisis d'abord, il mettrait le feu au palais. Effectivement des matières combustibles furent entassées devant la porte, de sorte que les *priori* populaires purent à grande peine procurer une sortie libre aux *priori* nobles en échange de leur renonciation au priorat. Aussitôt qu'ils eurent quitté le palais, les autres *priori* populaires congédièrent leur collége mélangé, et nommèrent à la place douze conseillers *popolari;* ils élurent ensuite président un gonfalonier *popolare* de la justice; ils instituèrent de nouveau seize places de porte-bannières (quatre dans chaque quartier) et un conseil d'État populaire de trois cents membres, soixante-quinze de chaque quartier.

La noblesse fut à peine repoussée ainsi par le *popolo grasso*, que le *popolo minuto*, voyant leur désunion, s'éleva à son tour. Un membre de la famille des Strozzi, le seigneur Andrea, devint leur chef, et les cardeurs de laine et autres gens de la populace coururent le 23 septembre en grandes troupes dans les rues, et crièrent : « A bas les impôts et le *popolo grasso!* » Ils voulurent prendre d'assaut le palais, et confier au seigneur Andrea la *signoria;* mais ils furent repoussés et se dispersèrent. Andrea fut emmené hors de la ville par ses parents, et condamné ensuite comme rebelle. Mais la noblesse et le *popolo grasso*, la première soutenue par ses amis et parents du voisinage et de Pise, et le second par Sienne et Pise, restèrent armés et prêts à entrer en hostilités. Dans l'après-midi du 24 septembre, on en vint aux mains; les Medici et Rondinelli conduisaient les bouchers et une grande masse de peuple du Borgo S.-Lorenzo contre les maisons des Adimari Cavicciuli; après

(1) Le premier quartier fut l'ancien *sestiere* d'Oltr' Arno, qui s'appelle maintenant le quartier de S.-Spirito, et qui eut un drapeau bleu avec une colombe blanche; le deuxième quartier fut celui de S.-Croce; il embrassa l'ancien *sestiere* S.-Pietro Scheraggio et une grande partie du *sestiere* de la Porta S.-Piero; il avait un drapeau bleu avec une croix d'or; le troisième fut celui de S.-Maria-Novella, et embrassa les anciens *sestieri* di Borgo et de S.-Brancazio; il avait un drapeau bleu avec un soleil d'or; le quatrième fut celui de S.-Giovanni, auquel appartenait le *sestiere* de la Porta del Duomo et la plus grande partie du *sestiere* de la Porta S.-Piero; il avait un drapeau bleu portant la représentation en or du *battisterio*, avec une clef d'or de chaque côté.

la défaite et l'expulsion de cette race, ils les menèrent contre les Donati et les Cavalcanti, qui se rendirent également; cet exemple, donné par ces trois races de nobles sur la rive droite de l'Arno, fut suivi par toutes les autres qui y demeuraient également; mais c'est de l'autre côté de l'Arno que se trouvait la vraie ville de la noblesse, où les Bardi, les Rossi, les Frescobaldi, les Manelli et Nerli avaient leurs maisons. Les assiégeants furent repoussés près du vieux pont par les Bardi, les Rossi et les Manelli; mais les Nerli, qui défendaient le pont de Carraja, furent vaincus par les *popolari* de l'autre côté de l'Arno; les Frescobaldi se virent aussi repoussés, et après qu'ils se furent rendus, tous les autres gentilshommes déposèrent leurs armes, à l'exception des Bardi qui défendirent chaque point, jusqu'à ce que, se voyant rejetés de toutes leurs fortifications, et abandonnés de la plus grande partie de leurs soldats et de leurs commensaux, ils cherchèrent un accommodement à Borgo di S.-Nicolo.

Le *popolo minuto* obtint par ce coup de main une nouvelle prépondérance, et l'on put considérer désormais non-seulement les fonctionnaires des hautes corporations, mais même ceux des corporations inférieures, comme les hommes les plus influents de la ville. Ces basses corporations avaient été rejetées bien au-dessous des autres; mais depuis le séjour du duc elles s'élevèrent à la toute-puissance. On entreprit un nouveau *squittinio*, et les neuf *priori* (l'un deux était gonfalonier de la justice), leurs douze conseillers, seize porte-étendards des compagnies, cinq porte-étendards du commerce (il paraîtrait que le *popolo grasso* était exclu maintenant des seize, comme jadis la noblesse des dix-neuf compagnies, et formait un corps particulier), deux cent cinquante fonctionnaires des vingt et une corporations et de chaque quartier de la ville, vingt-huit artisans invités (en tout deux cent six), remplirent les urnes électorales des noms de tous les bourgeois considérés. Il y aurait désormais huit *priori* (1) (l'un desquels serait gonfalonier), deux du *popolo grasso*, trois du *popolo minuto*, deux des corporations qui occupaient le milieu entre les deux classes (1), et le gonfalonier devait être tiré alternativement de toutes les trois. Mais les races qui avaient voulu quitter les rangs de la noblesse, et les citoyens qui dans les dernières luttes avaient tenu pour le peuple, furent déclarés *popolari* et aptes à remplir des emplois (cette aptitude n'était reconnue qu'après cinq années (2).

Les nouveaux employés entrèrent en fonctions le 1er novembre; l'indépendance d'Arezzo avait déjà été reconnue auparavant, et cette ville avait conclu un traité avec les Florentins; Pistoja et les autres places qui avaient été jadis soumises à la *signoria* de Florence gardèrent maintenant leur liberté, et Pietra Santa fut cédée à l'évêque de Lunigiana. On fit avec Pise, au sujet de Lucques, un nouveau traité, par lequel les Florentins étaient autorisés à ne payer que cent mille florins en or en quatorze ans, par sommes égales, chaque jour de la Saint-Jean, et qui abolissait la nomination d'un podestat florentin; on assura aux Pisans dans Florence et aux Florentins dans Pise certaines franchises de commerce, et ce traité fut publié le 16 novembre. On a déjà parlé dans l'his-

(1) On doit avoir institué de nouveau par un changement quelconque, jusqu'à l'année 1354, huit *priori* et un porte-bannière; car on cite le collége des *priori* comme consistant en neuf membres.

(1) *Mediani;* vraisemblablement les cinq (ou peut-être même les sept) qu'on avait jointes plus tard aux sept premières corporations du *popolo grasso*.

(2) C'étaient tous les Manieri, Spini, Scali, Brunelleschi, Agli, Pigli, Aliotti, Campibiesi, Amieri, Giandonati et Avidi; puis certaines branches des Rossi, Manelli, Nerli, Tosinghi et Adimari; ensuite, de la noblesse de campagne, les comtes de Certaldo, de Puntormo, les seigneurs de Lucardo, Cacchiano, Monte Rinaldi, della Torricella, Sezzota, Mugnano, les Benzi de Feghine, etc., etc. Il y eut en tout cinq cent trente de ces nobles déclarés *popolari*. Villani, l. c., cap. 22.

toire de Milan de la guerre que Lucchio de' Visconti soutint à cette époque contre Pise, guerre qui fut poursuivie en même temps dans l'intérêt de l'évêque de la Lunigiana (un Malaspina) (1). Florence, Sienne, Arezzo et Peruggia contractèrent en 1344 une alliance contre les Tarlati et contre tous les dynastes de Toscane non soumis aux villes. Vers la fin d'avril, dix Pazzi furent tués à la prise de Campogiallo; le comte Battifolle, qui était du parti des villes, prit en août Fronzole aux Tarlati. A Florence, on rendit en octobre les règlements contre la noblesse beaucoup plus sévères; en décembre, on mit au prix de dix mille florins d'or la tête du duc d'Athènes.

En janvier 1345, la famille Ubertini, et celle du comte de Battifolle, se joignirent à Florence contre la noblesse de campagne; on se porta à toutes sortes d'hostilités contre les Tarlati et les Ubaldini (ces derniers avaient conquis Firenzuola, pendant que Florence était déchirée par des luttes intestines), et tous les biens que ces derniers possédaient dans le pays florentin furent confisqués. Le clergé fut aussi rabaissé au mois d'avril de cette même année, du rang de corps libre et indépendant de l'État à celui d'une association soumise à la ville et à ses autorités; l'évêque de la famille Acciajuoli, qui semble avoir pris plus de part aux affaires de la cité qu'aux intérêts spirituels, se prêta de bonne grâce à cette disposition. Un grand nombre de domaines de la ville qui avaient été donnés aux familles Pazzi, Tosinghi et Rossi, furent réclamés.

Si l'on veut se faire une juste idée de la puissance et de l'importance de la ville de Florence, qui formait à cette époque un point très-intéressant dans l'histoire universelle de la civilisation, il faut surtout ne pas perdre de vue ce qui a été dit des affaires de banque des compagnies de commerce du pays de Florence. Nous avons déjà exposé plus haut comment les capitaux des contrées d'Italie, souvent fort éloignées, affluaient à Florence, et comment leur brusque reprise entraîna une suite de faillites. Mais ces faillites n'avaient pas pour résultat le retrait complet des capitaux étrangers, et la compagnie des Bardi en particulier avait gagné beaucoup avec ces ressources. Cette maison traitait les affaires d'argent des rois de Sicile et d'Angleterre, et avait à réclamer de ce dernier, en 1345, en capital, intérêts et primes, une somme de neuf cent un mille florins d'or, et du premier cent mille florins d'or (1). Comme le roi d'Angleterre, occupé d'une guerre avec le roi de France, ne se trouvait pas en état de payer, les riches Baldi manquèrent, et entraînèrent dans leur désastre beaucoup d'autres maisons de banque qui avaient pris part à ces affaires, et un grand nombre de particuliers et de petits commerçants de Florence et du dehors qui lui avaient confié leur argent. Les Peruzzi aussi, qui semblaient relevés de leurs revers précédents, et qui avaient aussi à réclamer du roi d'Angleterre six cent mille florins en or, et de celui de Sicile cent mille, faillirent à la même époque que les Bardi, en janvier 1346. Ce fut un plus grand malheur pour la ville que la défaite de l'armée; les Bardi accordèrent et donnèrent à leurs créanciers soixante-dix-huit un sixième pour cent. Mais comme ils livrèrent en payement leurs propriétés fixées à un prix auquel on n'arriva pas, les créanciers ne tirèrent que cinquante et cinq septièmes pour cent. Les Peruzzi donnèrent beaucoup moins. Le roi de France prit en même temps sous sa protection le duc d'Athènes, qui élevait les plus hautes prétentions contre la ville de Florence, et chassa tous les banquiers et autres commerçants florentins de son royau-

(1) Les Pisans s'étaient emparés de Sarzane, de Lavenza, de Massa et d'autres places appartenant à la famille Malaspina ou à l'évêché. Villani, l. c., cap. 25. La guerre fut terminée, après la mort de l'évêque (il mourut en mai 1345), par le payement de quatre-vingt mille florins en or de la part des Pisans aux Lucquois.

(1) Villani, l. c., cap. 51.

me. Ces circonstances devaient naturellement tourner à l'avantage du *popolo minuto*. Le *popolo grasso*, selon le cours des choses, reçut les plus rudes coups de ces faillites, et perdit le plus en considération : car il ne possédait pas, comme les familles reconnues encore pour nobles, de ces vieux domaines patrimoniaux qui n'étaient pas atteints par les faillites des compagnies.

Afin de repousser en quelque sorte dans sa marche ascendante le *popolo minuto*, composé en grande partie d'ouvriers et d'artisans transplantés dans la ville, ou du moins pour le contenir en de certaines limites, plus tard, en 1346, fut présentée par les *capitani di parte guelfa*, et adoptée au moyen de leur influence, la loi qui interdisait à tout étranger d'occuper des emplois municipaux. Cette disposition causa une irritation extraordinaire; car beaucoup des plus considérés, des plus riches et des plus habiles artisans étaient étrangers et investis de fonctions dans les corporations. Pour entretenir les mauvais sentiments des corporations inférieures, et ajouter encore à la force agressive du peuple, il arriva que l'année 1346 fut une année calamiteuse. La ville fit ses efforts pour adoucir la misère autant que possible, et soulager les pauvres de la cité et ceux qui venaient du territoire dans la ville; mais en avril le nombre des indigents s'éleva à quatre-vingt-quatorze mille et resta ainsi durant tout le printemps (1). La multitude avait eu plusieurs fois occasion d'apprendre à connaître la force qui résidait en elle, et les plus riches citoyens avaient trouvé assez de moyens de se faire des partisans parmi le peuple avec des bienfaits. Dès le mois de janvier, la *parte guelfa* ayant essayé de faire rejeter des bourses d'élection un grand nombre de citoyens, sous prétexte qu'ils étaient Gibelins, les employés des corporations s'y étaient opposés, et avaient eu assez de pouvoir pour l'empêcher. Néanmoins la *parte guelfa* prétendit qu'une loi avait été rendue pour que nul Gibelin ne pût obtenir une charge urbaine, que son nom devait être passé lorsqu'il sortait de la bourse d'élection (1) ; et que l'employé qui ne le passerait pas dans l'élection devait payer une amende de mille florins d'or; de plus, tout Guelfe prétendant occuper un emploi devait prouver ses sentiments guelfes par le témoignage de six hommes généralement considérés, et l'épreuve pour l'admissien des témoins, s'ils étaient membres d'une corporation, était confiée aux employés de cette corporation outre les prieurs et leurs conseillers. Des mesures analogues contre les Gibelins avaient déjà été prises à Arezzo dans l'automne de 1346, en sorte que la famille la plus importante parmi les Guelfes, celle de' Bostoli, se rendit presque souveraine de la ville, ainsi que l'avait été jadis la race des Tarlati, maintenant entièrement expulsée, poursuivie de tous côtés.

A partir de l'année 1347, comme la noblesse contenait le *popolo minuto* au moyen de la *parte guelfa*, que la plupart des familles du *popolo grasso* s'étaient résignées à s'occuper de leurs propres affaires, que plus de calme s'était introduit pour quelque temps dans l'intérieur, Florence regagna sur les pays des alentours l'influence qu'elle avait perdue précédemment. S.-Miniato, où les familles nobles des Malpigli et des Mangiadori voulaient s'emparer de tout le pou-

(1) Villani, l. c., cap. 72.

(1) Villani, l. c., cap. 77. On obtint ainsi un grand résultat ; car dans une purification des bourses d'élection en masse, tel artisan avait été éloigné comme Gibelin, qui à un examen plus rigoureux au moment des tirages particuliers se maintenait comme Guelfe. Les motifs de décider si quelqu'un devait être considéré comme Guelfe ou comme Gibelin étaient : « Il quale elli o il padre, o suo congiunto da 1390 in quà fosse stato rubello, o in terra rubella o venuto con bandiera spiegata contra il comune di Firenze. » Un prétexte pour l'exclusion des Gibelins fut donné par l'élection comme roi des Romains de Charles IV, dont le grand-père avait assiégé Florence, dont le père avait formé un instant un grand État en Italie.

voir, fut ramenée par les *popolari* du lieu sous la *signoria* florentine, en octobre 1347. Mais à Florence même il fallut étendre davantage encore les deux règlements pour le soulagement du peuple et l'agrandissement d'influence de la *parte guelfa*. L'on fut contraint au premier parti par la famine, qui, en dépit d'une bonne récolte, reparut encore dans l'hiver de 1347 à 1348, parce que dans l'année précédente on avait consommé tous les anciens approvisionnements (1). Au mois de mars 1348, une loi fut rendue, que personne jusqu'au 1er août ne pût être arrêté pour une dette au-dessous de cent florins d'or. C'était pour protéger les classes pauvres contres les poursuites et l'oppression des créanciers. De plus, des primes furent offertes à l'importation; et dans le territoire même on fixa le plus haut prix au-dessus duquel une punition serait infligée aux vendeurs; enfin on mit, à Pâques, en liberté tous ceux qui étaient prisonniers pour de petites dettes. Vers le même temps se déploya aussi cette effroyable peste, puissamment décrite par Boccaccio.

De nombreux changements s'étaient opérés à Pise. Précédemment, dans l'année 1343, le pape y avait institué l'université, qui fut par lui dotée de priviléges (2). Déjà il a été question de la guerre avec Lucchino de' Visconti, qui suivit l'établissement de ce corps; bientôt après la conclusion des hostilités, le comte Raynerio prit à sa solde, pour lui personnellement, une garde du corps de cavaliers et de fantassins; ce qui le signala plus fortement aux mauvais sentiments que nourrissaient contre lui certaines familles *nobles et populaires*, parce qu'il semblait aspirer à la tyrannie. Le moyen de défense auquel il eut recours augmenta le mal, et les Gualandi et les Orlandi l'empoisonnèrent, à ce que l'on croit, dans un repas qu'ils lui donnèrent. Du moins il mourut quatre jours après ce festin, en janvier 1346, et aussitôt Pise se divisa en factions. La portion d'habitants qui avait tenu pour Raynerio forma la faction plus populaire des Bergolini; les adversaires composèrent le parti plus noble des Raspanti (1). Comme les Raspanti se trouvèrent très-favorisés du hasard pour l'obtention des charges municipales, les Bergolini se soulevèrent ouvertement le 24 décembre 1347, chassèrent les comtes della Rocca, qui seraient entrés volontiers dans la voie suivie jadis par les Donoratichi, ainsi que tous les Raspanti les plus importants. Ensuite ils firent Andrea Gambacorta (ou de' Gambacorti,) Ceccho (ou Francesco), Agliata (ou de' Agliato) *signori de la ville*, et les mirent dans la situation occupée jadis par les comtes Donoratichi della Gherardesca, c'est-à-dire qu'ils les firent chefs des troupes mercenaires, poste qu'ils continuèrent à occuper dans les années suivantes.

A Florence, où l'on désirait réparer de toute manière l'effrayante destruction d'hommes opérée par la peste, la prospérité de l'université de Pise paraît avoir exercé une puissante influence pour l'établissement d'une institution semblable; au mois de mai 1349, on obtint du pape les privilèges nécessai-

---

(1) Et surtout parce que les Vénitiens, à cause de la guerre civile dans le royaume de Naples, ne pouvaient tirer du grain de ce pays; ce qui produisit un renchérissement extraordinaire dans la haute Italie, qui était alimentée principalement par les importations vénitiennes. Les Bolonais achetèrent du grain dans le Mugello et les environs, et les prix haussèrent du double en Toscane.

(2) Le diplôme dans Tronci, l. vi, p. 355.

(1) Les chefs des Bergolini étaient Andrea Gambacorta, Ceccho Agliata, les fils du comte Bacarozzo de Monte-Scudajo, auquel se rattachaient alors Gualandi, Orlandi, Buzzacarini, Ajutami Cristo, les Gaetani, et d'autres. A la tête des Raspanti se tenait Dino della Rocca, auquel se ralliaient les Benetti, Scaccieri, Rave, Pandolfini, Lambertucci, Bernagolli, Lotticella, Nosselmini, et autres. Tronci, l. c., p. 364. *Cronica di Pisa*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. xv, p. 1018.

res (1). D'ailleurs c'étaient les affaires de la noblesse de campagne qui occupaient principalement Florence, la guerre contre les Ubaldini, avec lesquels cependant la paix s'était rétablie, pour être rompue de leur côté par la spoliation de marchands florentins. Une circonstance plus importante fut, en avril 1349, le recouvrement de la *signoria* sur Colle et en même temps sur S.-Gimignano. Le prétexte à ces usurpations fut que Florence devait veiller à ce qu'il ne s'établit point de tyrans en Toscane. Au mois de septembre de l'année suivante 1350, les Florentins surprirent aussi Prato, qu'ils soumirent à leur *signoria*.

Néanmoins les Florentins ne pouvaient empêcher que dans les quartiers éloignés de la Toscane, et même dans quelques cantons limitrophes, des tyrans ne se relevassent. Ainsi Benedetto di Buonconte de' Monaldeschi immola ses deux cousins, tous deux du nom de Monaldo, qui étaient chefs de la famille la plus importante d'Orvieto. Après cela il devint seigneur de la ville (2). Comme les Monaldeschi à Orvieto, les Gabrielli étaient la famille dominante à Gubbio. Là aussi un membre de la famille rompit violemment avec ses parents. C'était Giovanni di Cantuccio de' Gabrielli. Il entreprit de saisir pour lui seul le pouvoir suprême, et il parvint à s'emparer de la personne de ses cousins, et à soumettre les colléges de la ville. Le chef des Gabrielli avait été absent durant ces événements; il se tourna vers Perugia, où régnait une constitution analogue à celle de Florence en plusieurs points. Les Pérugins lui prêtèrent assistance, et déjà Giovanni se trouvait serré de près lorsqu'il parvint à séparer Jacopo des Pérugins, à tromper ces derniers, et à se procurer l'appui de Milan.

Plus les Visconti s'étendaient alors au nord de l'Italie, promettant un soutien aux petits tyrans de l'Italie centrale, plus les Florentins croyaient devoir mettre d'activité à soumettre les petites villes leurs voisines. Il n'y avait pas autant à craindre que les grandes se jetassent dans les bras d'un prince éloigné; mais on pouvait le redouter des petites, qui ne pouvaient obtenir d'importance politique par d'autres moyens, et qui dans tous les cas étaient mieux traitées par un prince étranger, qui les considérait comme un point d'appui, que par les républiques voisines. D'abord les Florentins firent en sorte que les Guelfes de Pistoja accueillissent dans leurs villes un chef militaire florentin; puis ils voulurent, en mars 1351, s'emparer de Pistoja; et, comme la tentative échoua, ils assiégèrent la ville jusqu'à ce qu'elle se plaçât sous leur patronage dans le mois suivant (1).

Cependant Sienne avait affermi de toute manière ses institutions : les Aldobrandeschi de S.-Fiore et les vicomtes de Campiglia avaient dû prendre droit de bourgeoisie siennoise en 1345 (2); une conspiration contre la magistrature des neuf, en 1346, n'avait fait que fortifier leur pouvoir; l'ancienne alliance entre Sienne et Florence s'était fidèlement maintenue, et dans les dernières années elle avait été resserrée plus étroitement. Ainsi en possession de presque tout son ancien territoire (Volterra et Arezzo seuls lui manquaient encore), puissante par l'union intime avec la ville voisine, Florence osait avec confiance regarder en face la vipère milanaise qui allait s'élancer sur elle. Mais l'archevêque Giovanni, alors chef de la maison Visconti, sut réunir à lui toute la noblesse de campagne de Toscane, soit ouvertement, comme les Ubaldini, les Interminelli chassés de Lucques, les comtes de S.-Fiore et le comte d'Urbino; ou bien, lorsque cette noblesse se prétendait encore retenue par des traités avec Florence, il la rattacha par des liens secrets, ainsi qu'il fit

(1) *Cronica di Matteo Villani amiglior lesione ridotta colle ajuto d'e testi a penna*, tom. 1 (Firenze, 1825), lib. I, cap. 8.
(2) Matteo Villani, l. c., cap. 80.

(1) M. Villani, l. c., cap. 97.
(2) Malavolti, l. c., p. 106.

avec les Tarlati d'Arezzo, et avec les Ubertini et les Pazzi du Valdarno. Tout à coup, en juillet 1351, Giovanni (de' Visconti) da Oleggio partit de Bologne et parut devant Pistoja. Les Ubaldini rompirent la paix qui avait encore été conclue avec eux par la république, et incendièrent Firenzuola, qui se releva aussitôt de ses cendres. Les Tarlati, les Ubertini et les Pazzi firent de même, et rassemblèrent à Bibbiena une armée à laquelle se joignirent deux cent cinquante lances de l'archevêque(1). En août, Giovanni d'Oleggio, voyant que la prise de possession de Pistoja ne pouvait s'accomplir aussi promptement qu'il l'avait espéré, se présenta devant Florence elle-même. Mais là il eut à supporter avec son armée la disette des objets les plus nécessaires, parce que les communications lui étaient interceptées de tous côtés, et il s'ouvrit un passage vers le Mugello. Le comte Tano, de la nouvelle maison Alberti, qui précédemment s'était liée à Florence par des traités, s'unit maintenant avec les ennemis de la ville. Les comtes Guidi seuls demeurèrent fidèles à Florence, et les Aldobrandeschi, tant que l'armée milanaise n'eut pas franchi l'Arno, n'osèrent pas se déclarer. La guerre se passa en escarmouches et en petites entreprises. A Arezzo, d'où les Bostoli avaient encore été chassés, la famille de Brandagli chercha à se pousser à la faveur de l'état d'agitation du pays, et, avec l'aide de quelques-uns des possesseurs de la force publique, à se saisir de la domination dans la ville; mais tous leurs plans furent déconcertés, et ils durent, comme les Bostoli, abandonner Arezzo. Au contraire, le chef de la maison Tarlati, Piero Saccone, parvint à s'emparer de S.-Sepolcro, et, de concert avec Gabrielli de Guercio, à empêcher les Pérugins de reprendre la place. La conséquence de ces actions, qui entraînaient Arezzo et Perugia dans la lutte, fut une ligue entre les quatre villes, Florence, Sienne, Arezzo et Perugia, arrêtée à un congrès tenu à Sienne en décembre 1351, en vertu duquel une force militaire de trois mille cavaliers devait être prise à la solde et entretenue à frais communs (1). Ensuite, comme l'archevêque, vers la fin de l'hiver, fit des préparatifs pour continuer la guerre l'année suivante de la même manière, ils envoyèrent à la cour pontificale, et demandèrent au saint-père de l'appui contre le chef gibelin de Milan. Mais l'archevêque lui-même avait déjà fait des démarches pour se réconcilier avec l'Église, et comme il pouvait offrir de plus riches présents que les magistrats républicains retenus par des intérêts privés, il l'emporta auprès du successeur de saint Pierre. La guerre recommença au printemps de 1352 entre les Florentins et la noblesse de campagne soutenue par Milan dans le Mugello, entre Perugia et cette même noblesse autour de Perugia même. La famille des Chiaravallesi chercha, avec l'aide des Gibelins, à s'emparer de Lodi; mais les Pérugins empêchèrent cette entreprise, et chassèrent les Chiaravallesi. Orvieto, où dans le mois de mars Benedetto de' Monaldeschi fut massacré, se rattacha de nouveau aux villes guelfes, mais seulement pour peu de temps, et sans que cela eût d'influence sur leurs affaires; car la ville était agitée par des factions fougueuses, et avant l'expiration du printemps Petruccio di Peppo Monaldeschi parvint, avec le secours des Ubaldini, à s'en rendre maître.

Cependant les villes, voyant que la cour pontificale ne les aidait en rien, avaient cherché à entrer en négociations, et désiraient déterminer le chef temporel de l'empire romain à une expédition en Italie. Cortona, qui s'était attachée fortement aux Gibelins, était avec Bibbiena et Monte-Carelli, la principale place d'armes des ennemis de la ligue des Guelfes, qui ne se laissaient point troubler par les ambassades de cette ligue en Bohême. Dans l'été, les villes obtinrent quelques avantages. Au mois d'août, les Pérugins et les Flo-

(1) M. Villani, l. c., lib. II, cap. 6 et 7.

(1) M. Villani, l. c., cap. 56.

rentins conquirent Bettona. Ensuite Gabrielli de Gubbio rechercha un accommodement avec les Pérugins, et l'obtint; Cortona fut vivement pressée. Enfin, comme l'ambassade de Bohême revint sans avoir rien produit, la ligue toscane, sur la proposition de l'archevêque de Milan, consentit à entrer en négociations pour la paix à Sarzana, sous la médiation de Patto de' Gambacorti, l'homme le plus important de Pise (1).

Pendant que ces négociations se suivaient encore, les Pérugins et les Siennois entrèrent en hostilités, parce que la famille la plus importante de Monte-Pulciano, celle des *cavalieri* del Pecora, s'était divisée en deux factions, dont l'une chassa l'autre. La faction expulsée trouva plus d'amis à Sienne, la portion demeurée maîtresse en rencontra davantage à Perugia; tandis que la dernière, avec le secours des Pérugins, se défendait contre ses adversaires, qui, soutenus par les Siennois, voulaient obtenir de force leur retour, Sienne et Perugia furent divisées. Les habitants de la dernière ville craignirent de recevoir par les conférences de Sarzana une paix qui ne leur fût pas favorable. Afin de se ménager la possibilité de se séparer du traité, sans trop grands dangers, ils recherchèrent une paix particulière avec la ville voisine de Cortona. La paix générale entre les villes de l'alliance guelfe et les Gibelins fut conclue ensuite vers la fin de mars, et publiée le premier avril (2). Elle contenait en substance la restitution des deux côtés de quelques conquêtes, et la faculté de la rentrée dans leur patrie pour tous les citoyens bannis des villes durant la guerre. Personne n'en fut complétement satisfait. Néanmoins Perugia donna son adhésion.

A Monte-Pulciano, un accommodement fut ménagé entre les partis, et après sa conclusion la ville, sous la réserve de sa constitution particulière, fut placée le 2 mai sous le patronage de Sienne (1). Au mois de juillet, le parti Tarlati, à la tête duquel se tenait la famille des Bogognani, fut de nouveau, avec le secours de Nieri della Faggiuola, chassé de S.-Sepolcro, et après quelque temps la place passa sous le commandement de Nieri. Voyant tous leurs ennemis ramenés au même point où ils s'étaient trouvés avant la guerre, les Florentins s'efforcèrent de transformer en sujets les villes et les places qui s'étaient confiées à leur *signoria* ou à leur patronage (*guardia*). En août, les habitants de S.-Gimignano obtinrent le droit de bourgeoisie florentine, qui ne les poussait nullement vers les emplois de la ville, attendu que les citoyens nés florentins pouvaient seuls y parvenir. Mais les riches habitants de S.-Gimignano se transportèrent néanmoins dans la ville dominante, ceux qui restèrent furent traités comme l'autre population du territoire florentin, et Florence fit élever une citadelle dans S.-Gimignano, pour contenir quiconque serait mécontent de cet ordre de choses (2).

Cependant un ancien capitaine du roi de Hongrie, dans le royaume de Naples, chevalier de Saint-Jean de Provence, que les chroniques nomment Framoriale, avait servi la cour pontificale dans l'État ecclésiastique, et enfin, après s'être montré infidèle envers le gouvernement de Rome, avait formé une compagnie militaire des troupes de mercenaires avec lesquels il parcourait la Marche d'Ancône et le duché de Spolette, frappant partout des contributions. Les villes guelfes de Toscane, dont la ligue durait encore, se préparèrent, lorsque Framoriale, avec ses bandes sauvages, campa près de Fuligno, à le repousser de la Toscane; mais les Pérugins, qui depuis longtemps, à cause de la mésintelligence avec Sienne, n'étaient pas très-attachés à la ligue, se laissèrent engager dans des négociations particulières avec les ennemis, et moyennant la promesse de ménagements complets pour eux-mêmes, leur accor-

(1) M. Villani, l. c., lib. III, cap. 31. Tronci, l. c., p. 371.

(2) M. Villani, l. c., cap. 59, en Toscane; à Milan, la publication se fit le 9.

(1) M. Villani, l. c., cap. 64.

(2) M. Villani, l. c., cap. 96

dèrent le passage par le territoire de Monte-Pulciano et de Sienne. Après cet acte des Pérugins, les Siennois consentirent aussi au passage de la même manière, et payèrent en outre à la compagnie douze mille florins d'or, et aux chefs, en secret, trois mille de contribution, pour que ces bandes entrassent sur le territoire d'Arezzo. Les Arétins se résignèrent aussi à des contributions, et alors ces masses sauvages se jetèrent sur le territoire de Florence, parce que les prieurs ne voulurent pas se décider à un payement qui aurait attiré Framoriale vers la Lombardie. Les Florentins se lièrent avec Pise, pour la résistance, et Florence réunit douze cents cavaliers, Pise huit cents, pour les opposer aux ennemis. Le Valdarno, sur lequel Framoriale s'était d'abord dirigé, était dans un trop bon état de défense; il revint donc dans le Siennois, d'où il fut encore éloigné, et fondit ensuite dans le Valdelsa. Les Pisans, sur la sommation des Florentins, ne fournirent pas leurs huit cents hommes. Les Siennois et les Pérugins, qui devaient donner du secours, s'excusèrent sur leur traité avec Framoriale. Alors, dans leur détresse, les prieurs de Florence songèrent enfin à un accommodement; mais leurs messagers, qui restèrent dans le camp depuis le 4 jusqu'au 10 juillet 1354, ne purent rien obtenir qu'en donnant secrètement aux chefs trois mille florins d'or et à la compagnie quarante-cinq mille. Les Pisans se délivrèrent de la même manière avec des présents aux chefs et seize mille florins d'or à l'armée, en sorte que les capitaines promirent de ne plus visiter de deux années les territoires de Florence et de Pise avec leurs armées. Après quelque séjour à Città di Castello, Framoriale conduisit sa compagnie vers la haute Italie, où il la laissa sous le commandement d'un comte Lando (1), et lui-même s'abandonna à de tout autres intérêts. Comme il se trouvait sans suite, il fut arrêté et décapité à Rome, comme brigand et meurtrier, le 29 août.

(1) Voyez plus haut division III.

Dans la même année Charles était venu en Lombardie, et tandis qu'il se tenait à Mantoue, les Gambacorti de Pise, de concert avec la bourgeoisie, lui adressèrent des députés, pour lui offrir, comme Pise l'avait toujours fait, la soumission de la ville, et en même temps pour obtenir de lui la confirmation de la souveraineté sur Lucques. Trente mille florins furent présentés au roi comme présent de joyeux avénement, et autant pour la souveraineté sur Lucques; aussi Charles, après des sollicitations de cette nature, en dépit des efforts des marchands lucquois, accorda-t-il très-gracieusement la demande (1). Bientôt après, le roi en personne vint à Pise le 18 janvier 1355, et fit son entrée au milieu des plus grands témoignages d'honneur.

Cependant le vieux esprit de faction vivait toujours en secret à Pise. Les Gambacorti et les Agliati gouvernaient bien la ville comme chefs du parti Bergolini triomphant; mais le parti opposé des adhérents des comtes della Rocca avait toujours un appui dans le peuple encore animé de sentiments gibelins; et, quoique les principaux de cette faction eussent été expulsés, elle-même n'était nullement anéantie. Depuis sa défaite elle avait changé son nom de Raspanti contre celui de Maltraversi, et un chef de ce parti, Pafello comte de Monte-Scudajo (il avait été précédemment Bergolino), avait déjà gagné la faveur de l'empereur. Avant tout cette faction des Maltraversi voulut maintenant profiter de la présence de l'empereur à Pise pour un changement de la constitution, et se souleva ouvertement le 19 janvier au cri de: « Vive l'empereur, vive la liberté! » Charles étouffa ce soulèvement, mais il enleva leur pouvoir aux Gambacorti, qui dans les derniers temps avaient été capitaines des troupes mercenaires, particulièrement aux capitaines actuels, Francesco de' Gambacorti et Francesco de' Agliati, ne laissa plus nommer les anciens par ces capitaines, mais les fit élire librement par le peuple (2), et fit accor-

(1) M. Villani, l. c., lib. IV, cap. 35.

(2) Et en effet Bergolini et Raspanti ou Mal-

der la faculté de rentrer dans leur patrie à plusieurs des principaux des Maltraversi. Francesco degli Interminelli et ses deux fils Jacopo et Giovanni, qui faisaient tout leur possible pour recouvrer la domination sur Lucques, furent traités amicalement par Charles, qui arma les deux jeunes gens chevaliers ; mais d'ailleurs ils n'obtinrent rien (1). Aussitôt que les Gambacorti s'aperçurent que leur influence à Pise était ruinée, ils offrirent au roi la *signoria* sur la ville, et il accepta sur-le-champ (2). Les troupes de Charles occupèrent la ville dont les mercenaires lui jurèrent fidélité ; il reçut l'administration absolue des revenus, et sa cour de judicature non-seulement concourut avec tous les tribunaux municipaux, mais encore forma la dernière instance selon la plénitude des anciens droits des rois germaniques dans les villes d'Italie.

Les trois plus grandes villes guelfes de Toscane, Florence, Sienne et Perugia balançaient pendant ce temps sur la conduite à tenir envers le roi, et leur situation n'était pas absolument la même. Pérugia dépendait de l'État ecclésiastique, Florence avait appartenu à l'empire, mais s'était rachetée plusieurs fois, et prétendait en droit à une situation pleinement républicaine ; Sienne n'était détachée de l'empire que par des circonstances accidentelles ; elle n'était passée que lentement du parti gibelin à la cause guelfe qu'elle avait dernièrement adoptée. Enfin les Florentins et les Siennois s'accordèrent pour envoyer des députés au roi ; les Arétins se réunirent au parti qui ne fut point adopté par Perugia. Lorsque les envoyés parurent devant Charles, ceux de Florence parlèrent en citoyens libres et indépendants de sa majesté ; mais les Siennois, qui depuis longtemps étaient fatigués de la prééminence politique des Florentins, le reconnurent sans conditions comme leur *signore*. L'exemple des Siennois fut suivi de toutes les villes voisines menacées par Florence qui n'étaient pas encore descendues au même degré d'assujettissement que Pistoja ; cette ville se serait placée aussi volontiers sous la suzeraineté royale que sous l'autorité d'une cité, mais elle n'osait plus laisser éclater ses sentiments hostiles contre Florence. Les habitants de S.-Miniato négocièrent secrètement avec le roi Charles, jusqu'à ce que, d'accord avec lui, ils furent assurés d'un protecteur contre la cité dominante. Ceux de Volterra se donnèrent librement à la *signoria* de Charles ; les Arétins seraient aussi passés du côté du roi s'ils n'avaient pas redouté les Tarlati, leurs ardents ennemis, qui, en qualité de bons Gibelins et ennemis des Florentins, devaient jouir d'un grand crédit auprès de Charles.

La démarche des Siennois était venue du collége supérieur des neuf. Ce corps, qui était en possession de son pouvoir depuis une suite d'années, était devenu peu à peu la propriété d'une partie seulement de la bourgeoisie trafiquante ; car environ quatre-vingt-dix des principaux de cette classe s'étaient ligués pour veiller en commun aux affaires, s'entendaient entre eux avant chaque promotion, et donnaient unanimement leurs voix à ceux dont ils convenaient, et qui sortaient de leur sein. Cette association se complétait elle-même, et paraissait avec le temps être destinée à former une corporation dominatrice, à s'élever au rang d'une nouvelle noblesse. Une partie de l'ancienne noblesse tenait pour elle ; l'autre, avec tous les *popolari* qui n'avaient aucun espoir d'y être admis, et d'arriver par elle aux emplois, lui était opposée.

Le 1er mars 1355 (1), la reddition solennelle sans conditions de Sienne s'était faite par les députés ; le 4, Volterra accomplit la même cérémonie ; le 8, S.-Miniato. Enfin les Florentins, s'ils voulaient obtenir un accommodement supportable de Charles, se trouvèrent réduits eux-mêmes à faire reconnaître

traversi furent nommés. *Cronica di Pisa*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. xv, p. 1009.

(1) Tronci, l. c., p. 378.

(2) M. Villani, l. c., l. IX, cap. 448.

(1) M. Villani, l. c., cap. 61. *Cronica Sanese*, ap. Mur., *Scrr.*, xv, p. 146.

par leurs députés, au moyen d'un serment de vasselage, la suzeraineté de l'empereur, qu'ils avaient auparavant si ardemment combattue (1). L'accord se fit aux conditions suivantes : aux Florentins et à leurs alliés dans la noblesse de campagne était assurée amnistie pour tous les attentats précédents contre l'empire. La confirmation royale était donnée aux statuts et lois de Florence, même à ceux que les colléges rendraient à l'avenir, s'ils ne portaient pas atteinte au droit commun. Le gonfalonier et les prieurs, ainsi que la *signoria* de Florence devaient être pour jamais les vicaires de l'empereur, et exercer à sa place les droits de l'empire; enfin le roi, pour ne donner lieu à aucun trouble, ne devait aller en personne ni à Florence, ni dans aucune place florentine ceinte de murailles; et de leur côté les Florentins s'engageaient à payer à Charles, jusqu'à la fin d'août, cent mille florins d'or, et pour l'avenir, annuellement, durant sa vie, quatre mille florins au mois de mars (2).

Ensuite le roi Charles voulut encore déterminer les Florentins à la formation d'une ligue des villes toscanes, sous la suzeraineté impériale, dans le genre de la confédération des villes du Rhin, particulièrement pour protéger la liberté des villes et la sécurité des campagnes contre la puissante et indocile noblesse de campagne et les bandes vagabondes des mercenaires; mais il ne put parvenir à rien. Le 23 mars, jour où la conclusion du traité fut publiée officiellement à Florence, le roi arriva de Pise à Sienne.

Ceux des Siennois qui, selon leur classe, avaient des prétentions à prendre part au gouvernement, mais se trouvaient exclus des emplois par l'union des principaux citoyens, résolurent alors de mettre à profit la présence de l'empereur pour introduire un changement dans la ville; tandis que d'un autre côté l'association supérieure, ayant fait obtenir au roi une reconnaissance sans condition, se flattait de s'élever par lui au rang d'une corporation dirigeante, et de devenir privilégiée. Mais dès le second jour après l'arrivée de Charles (1), les Tolommei, les Malavolti, Piccolomini Saracini, une partie des Salimbeni; qui tous étaient opposés aux neuf, avec une partie des *popolari* des dernières classes, poussèrent le cri : « Vive l'empereur! à bas les neuf et leurs impôts! » Des violences de toute espèce furent commises, les registres, les casiers où se déposaient les bulletins furent brûlés au milieu des insultes et des outrages, et le roi, qui ne prit aucune mesure contre tous ces excès, convoqua le lendemain (26 mars) la bourgeoisie à une grande réunion, reçut du peuple *la signoria*, nomma ensuite le patriarche d'Aquilée (2) pour son

(1) M. Villani, l. c., cap. 72. « E poi il feciono (c'est-à-dire le serment) e già era molto infra la notte. Appresso vennono a dire che il saramento della sommissione non voleano che si stendesse a' successori dell' imperio, altro che alla sua corona; a questo disse l' imperadore, che non credeva che vi si stendese, perocchè questo si dovea fare nominatamente alla sua persona, ma dove a' successori andasse, in niuna maniera intendea a derogare le loro ragioni. Appresso, domandarono, che fatte le leggi e statuti fatte e fatti, o che per inanzi si facessono per lo comune di Firenze, in quanto le comuni leggi (le droit commun.—Est-ce le droit romain, ou le droit de fief, ou lequel?) nominatamente non le repugnassono, le dovesse per suoi privilegi confermare. » Les députés durent retirer cette demande. Mais après l'avoir rejetée, l'empereur accorda tout. La conclusion du traité se fit le 20 mars.

(2) A l'occasion de ces négociations, M. Villani donne l'étendue du territoire florentin à cette époque : « In questo tempo il comune de Firenze tenea in suo distretto la Valdinievole, il Valdarno di Sotto, Pistoja e'l castello di Serravalle, e tutta la montagna di Sotto, e Colle, e Laterina, e Montegeminoli, e la terra di Barga con più castella di Garfagnana, e castel S.-Niccolo col suo contado, e la montagna fiorentina, e molte altre terre e castella che per brevità non si nominano, e la nobile terra di Sangimignano e di Prato, avegnachè già, come è detto, erano ridotte a contado di Firenze. »

(1) *CronicaSanese*, ap. Murat., *Serr.*, vol. XV, p. 147.

(2) C'était un frère de l'empereur Nicolas.

vicaire, et abattit pour jamais le collége des neuf. Les membres de l'association qui s'était mise en possession des places des neuf s'enfuirent de la ville pour échapper à des persécutions ultérieures (1). Ils furent, ainsi que leurs fils, déclarés inhabiles aux charges de la ville, et le roi nomma une commission tirée des autres *popolari* et de la noblesse pour donner à la ville une nouvelle constitution (2). Cette constitution plaçait à la tête de la ville douze *signori popolari* qui devaient résider dans le palais. A leurs séances étaient appelés avec voix délibérative (selon la chronique dans Muratori) douze nobles qui pouvaient demeurer dans leurs maisons, et ces douze s'appelaient le *collegio*. En outre, on institua un conseil de bourgeois de quatre cents (dont cent cinquante nobles et deux cent cinquante *popolari*), le *consiglio generale*. Les *signori* et le *collegio* devaient changer tous les deux mois, le *consiglio* tous les six mois. Toutefois la commission et le patriarche conservèrent le pouvoir suprême.

Les négociations du roi avec les Arétins étaient de beaucoup les plus difficiles; tandis que les Tarlati et les Ubertini voulaient faire adopter à la cour de Charles la garantie de leur retour dans la patrie, les députés des Arétins opposaient à cette prétention la résistance la plus décidée. Enfin le roi s'aperçut que ces deux familles nobles s'étaient conduites trop insolemment à Arezzo, et ne les soutint plus. Ensuite l'ambassade arétine, vers la fin de mars, à Sienne, lui prêta le serment de fidélité et hommage. Montepulciano, où s'étaient réconciliés les divers membres de la maison des Cavalieri, animés auparavant de sentiments d'hostilité mutuelle, profita des troubles de Sienne pour se dérober à la suzeraineté siennoise, et les Cavalieri y furent installés par Charles pour ses vicaires (1). Le 28 mars, le roi quitta Sienne pour recevoir la couronne impériale à Rome. Le couronnement se fit le 5 avril, et l'empereur, conformément à la promesse faite au pape, quitta Rome le même jour. Le 19, il revint à Sienne. Il profita de son séjour pour gagner entièrement à lui le bas peuple, afin de pouvoir à son gré conférer la *signoria* de la ville à son frère naturel, le patriarche d'Aquilée. Le peuple y consentit, et obtint en récompense tous les emplois municipaux que le *signore* fit occuper par des hommes tirés de son sein. Le 5 mai, Charles quitta Sienne et se rendit à Pise. Pendant qu'il se trouvait dans cette ville, Francesco degli Interminelli, qui était irrité contre l'empereur parce qu'il ne lui avait pas rendu *la signoria* de Lucques (2), s'arma pour les Maltraversi ou Raspanti, et projeta de conquérir par la force la domination dans Pise pour ceux-ci, afin de se rendre maître ensuite dans Lucques; mais Charles, informé de ses préparatifs, l'expulsa de Pise, et bannit aussi immédiatement après les fils de Castruccio, Arrigo et Gallerano (Valeriano) (3). Ces derniers, attribuant la faute de leur disgrâce à Francesco, qui leur avait déjà causé tant de

(1) M. Villani, l. c., cap. 81, 82. Beaucoup de citoyens qui avaient appartenu à l'ex-parti dominant furent tués par le peuple. Toutes leurs maisons furent pillées, et en partie détruites. *Cronica Sanese*, l. c., p. 148. Que l'on voie encore sur ces événements Malavolti, l. c., p. 112.

(2) Les chroniques dans Muratori et Malavolti ne s'accordent pas sur la réunion de cette commission. La première paraît mieux fondée; elle dit qu'il y avait douze nobles et dix-huit *popolari*. Il y aurait seulement à voir si les derniers avaient été choisis d'après les quatre factions des Tolommei, des Salimbeni, Piccolomini et Malavolti.

(1) Malavolti, l. c., p. 112 b. M. Villani, lib. v, cap. 20.

(2) Au fond Francesco se conduisit en ingrat; car l'empereur, par un diplôme du 8 mai, lui avait accordé la vicairie de Coreglia dans la Garfagnana comme un comté particulier, et séparé à l'avenir du territoire lucquois, avec quarante et une bourgades et villages en fief de l'empire. Cf. *Memorie e documenti per serv. all' istoria di Lucca*, vol. I, p. 383.

(3) Ces derniers tenaient pour les Bergolini, et se flattaient par ceux-ci, comme Francesco par les Raspanti, d'obtenir Lucques. *Cronica di Pisa*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XV, p. 1033.

tort, furent exaspérés au dernier degré; ils l'invitèrent à venir dans un de leurs domaines de campagne, où ils se rendirent d'avance, l'accueillirent avec amitié, le frappèrent par derrière, et le renversèrent tandis qu'il contemplait la magnificence de l'édifice, et blessèrent ensuite mortellement l'un de ses fils, Jacopo, qui était avec lui (1).

Le jour même où ce crime était accompli (18 mai), le peuple se soulevait à Sienne contre le patriarche, qui l'avait favorisé, mais n'avait pas institué l'état démocratique comme le souhaitait le peuple, alors avide de domination. Le patriarche dut consentir à ce que la *signoria* des douze, qui avait été non pas ajournée, mais supplantée par la sienne, entrât enfin en fonctions, et que tous les règlements se fissent en leur nom. Un porte-drapeau de la ville fut installé, et à cette dignité, comme au collége des douze, furent portés des gens des corporations inférieures.

Lorsque l'empereur apprit ces troubles de Sienne, et qu'à Pise le parti des Raspanti, indigné du meurtre de Francesco, l'attribuait à l'influence des Gambacorti, et que la ville était dans l'agitation, il fut livré à une vive inquiétude; car la plupart des Allemands, après son couronnement à Rome, l'avaient quitté au retour. En même temps les Pisans craignaient que Charles, qui avait fait occuper par ses gens le fort d'Agosta des Interminelli, à Lucques, ne détachât Lucques de Pise : tous les intérêts de parti, Raspanti comme Gambacorti, se réunirent pour empêcher un tel démembrement. Comme les bêtes de somme chargées des armements des Pisans descendaient de l'Agosta de Pise, et marchaient par la rue où demeurait le comte Pafetta di Montescudajo, celui-ci courut aux armes avec le parti des Raspanti. Le peuple se précipita de son côté, et les cavaliers allemands, voulant se rassembler près du dôme, pour protéger l'empereur, y furent assaillis de pierres, et plusieurs furent tués. Francesco et Lotto de' Gambacorti se trouvaient sans armes dans la demeure de l'empereur, Bartolommeo et Piero de' Gambacorti auprès du cardinal d'Ostia. Le *popolo grasso* de la ville, qui appartenait au parti Bergolini, se rassembla devant la maison des Gambacorti, dans l'intention de les suivre, de quelque côté qu'ils se tournassent. Aussitôt que les chefs des Raspanti, Pafetta di Montescudajo et Lodovico della Rocca s'aperçurent de ces dispositions, ils prétendirent avoir pris les armes pour l'empereur contre les Gambacorti et le *popolo grasso*, que Charles aurait voulu faire massacrer (1). Charles, qui s'était déjà cru perdu, leur accorda aussitôt ce qu'ils voulaient, fit charger ses troupes avec les Raspanti sur les Bergolini, et arrêter les quatre Gambacorti qui étaient en son pouvoir et celui du cardinal. Les maisons des Gambacorti furent brûlées et détruites, et l'on arrêta de la famille Gherardo, de leurs adhérents Benincasa Guinterelli, Cecco Cinquini, Piero dell' Abbate, Nieri Papa, Ugo di Guitto, messer Guelfo de' Lanfranchi, messer Piero Bagli de' Gualandi, messer Rosso de' Sismondi, et plusieurs autres.

Ceci arriva le 21 mai, et comme la nouvelle en fut connue à Lucques le 22, les Lucquois se levèrent aussi, enlevèrent l'Agosta avec le secours des habitants des environs, mais se laissèrent ensuite apaiser par les citoyens plus riches et plus importants, qui redoutaient leur domination tyrannique comme suite d'un soulèvement populaire, et ceux-ci livrèrent de nouveau la ville aux Pisans; mais à Sienne, le bas peuple devenait chaque jour plus insolent, et le 27 mai, le patriarche se trouva fort heureux de pouvoir quitter la ville sain et sauf, abandonnant la *signoria*, qui resta maintenant au pouvoir des dernières corporations. Pendant ce temps, outre Montepul-

(1) Villani, l. c., cap. 27. Il ne mourut pas de ses blessures.

(1) Pour ce changement de conduite des principaux Raspanti, voyez, outre Villani, la *Cronica di Pisa*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XV, p. 1030, qui en diffère un peu dans quelques particularités, mais s'accorde dans les faits principaux avec le récit de Villani.

ciano et Montalcino, Massa et Grosseto s'étaient aussi détachées de la *signoria* siennoise, sous laquelle elles étaient placées avant l'arrivée de Charles.

La torture arracha ensuite aux Gambacorti tous les aveux qu'on voulut en obtenir. Trois d'entre eux, Francesco, Lotto et Bartolommeo, qui étaient frères, et avec eux Cecco Cinquini, Nieri Papa, Ugo di Guitto et Piero dell' Abbate, tous riches *popolari* de Pise, eurent la tête tranchée à Pise, le 26 mai. Le comte Pafetta et le comte Lodovico restèrent les principaux de Pise (1); mais, comme aussitôt après le départ de l'empereur, ils ne se trouvèrent point assez puissants contre leurs ennemis, ils déterminèrent Charles à leur donner un vicaire impérial dans la personne de Markwald, évêque d'Augsburg.

Après de tels événements, Charles, voulant protéger sa retraite contre tout accident, avait réclamé des Pisans le droit de mettre garnison dans Pietra-Santa et Sarzana, qui alors leur appartenaient, et il l'avait obtenu avant l'exécution des Gambacorti. A la nouvelle que le patriarche pourrait bien aussi quitter Sienne, il se mit à l'instant en route pour l'Allemagne, le jour même où le prélat sortait de Sienne, le lendemain de l'exécution des Gambacorti.

Aussitôt que le patriarche fut parti, les Siennois enlevèrent Massa di Maremma, qu'ils ruinèrent presque entièrement; puis Grosseto retomba aussi sous la *signoria* de Sienne (2). Montalcino et Montepulciano se maintinrent seuls en liberté.

Tandis que Charles était encore à Pietra-Santa, Altino (3), fils de Castruccio, occupa Monteggoli, fort pisan du voisinage, puis se rendit à l'empereur, et fut livré par celui-ci aux Pisans, qui lui tranchèrent la tête. Le 11 juin, Charles quitta Pietra-Santa, et se mit en route pour la Lombardie. Au même temps, le bas peuple de Sienne se leva de nouveau en tumulte, et, à l'instigation de Salimbene Giovanni d'Agnolino Bottoni, demanda la résignation formelle, par la noblesse, de toute participation aux affaires municipales (1). Le parti opposé des Tolommei chercha, par une conduite encore plus populaire, à l'emporter sur les Salimbeni, et les ouvriers furent reconnus pour la classe dominante. Ensuite les Siennois s'unirent étroitement avec les Pisans, chez lesquels, après la chute du *popolo grasso*, l'ancienne noblesse et les dernières corporations étaient devenues concurremment prépondérantes, et les deux villes défendirent Garfagnana et Lunigiana contre les attaques des deux fils encore existants de Castruccio, Arrigo et Gallerano, jusqu'à ce que ceux-ci, renonçant à l'espoir de pouvoir ressaisir Lucques, retournèrent dans les cantons du Pô, d'où ils étaient sortis, pour y mener comme auparavant la vie de *condottieri*.

Les Siennois furent moins heureux sur un autre point qui les touchait de plus près. Ils entreprirent sur Montepulciano des attaques qui échouèrent, et qui finirent par déterminer les Cavalieri à placer leur ville sous la protection de Perugia; par là ce parti obtint toute la sécurité qu'il désirait (2).

A Florence, quoique l'on eût déjà commencé à élever S. Casciano pour la sûreté du territoire, l'on était toujours dans un grand embarras à cause des dettes de l'État, dont la masse avait extraordinairement grossi au milieu des précédents désordres et de l'état

(1) M. Villani, l. c., cap. 37. La *Cronica di Pisa* nomme parmi les décapités, à la place de Piero dell' Abbate, Giovanni della Bracche.

(2) *Cronica Sanese*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. xv, p. 152.

(3) C'est ainsi que le nomment Villani, l. c., cap. 52, et Tronci, l. c., p. 385. Il était fils illégitime de Castruccio. *Cronica Sanese*, l. c., p. 154.

(1) C'est-à-dire, en d'autres termes, que le *collegio* des douze ou six nobles qui étaient adjoints aux douze *signori popolari* devait être supprimé.

(2) Sur la reddition de Montepulciano à Perugia, qui nomma depuis le *capitano* et le podestat, voyez, outre Villani, la *Cronica Sanese*, l. c., p. 153.

d'agitation où l'on avait été jeté trop souvent; l'on essayait tantôt d'un remède, tantôt d'un autre. Dans ce temps, l'on fit un état de la propriété foncière des habitants de la ville et du territoire, afin d'asseoir sur cette base un impôt pour l'extinction des dettes; mais il se trouva ensuite que la propriété circulait si rapidement qu'avant d'être assez avancé dans le travail pour avoir un aperçu, tout était déjà changé dans ce que l'on avait déjà cru fixer. On laissa donc ce travail, et l'on persévéra dans le désordre. Si l'on fait abstraction de ces embarras financiers et des inquiétudes causées par les bandes sauvages du comte Lando, qui déterminèrent Florence, Pise et Perugia (1) à s'unir de nouveau par une étroite alliance, les jours qui suivirent s'écoulèrent pour Florence et pour toute la Toscane dans le calme et le repos. La mort du chef de la maison Tarlati, Pietro Sacconi, contribua à cet heureux état.

Au commencement de l'année suivante, 1356, les *anziani* de la ville de Pise se saisirent du comte Pafetta, ainsi que de ses plus puissants adhérents, et les mirent, sous une forte garde, dans l'Agosta (2). Le vicaire de l'empereur, privé d'influence, ne put rien empêcher, et dans cette ville aussi la classe inférieure des citoyens, à laquelle les nobles avaient tenu tête, s'éleva de plus en plus. Les Arétins, pour mieux contenir les Tarlati, élevèrent des châteaux forts qui dominaient les passages de Pietra-Mala, Bibbiena et Gaerina, et organisèrent une milice permanente pour la protection de leurs territoires.

Dans la suite de l'année, pour de faibles motifs, la mésintelligence s'éleva entre Pise et Florence, qui, unies en plusieurs points par la nécessité du moment, étaient toujours animées d'une jalousie mercantile. Des exilés florentins occupaient un château fort, d'où ils faisaient des excursions sur le territoire de leur patrie, favorisés de secours clandestins par les Pisans. Les Florentins usèrent de représailles en poussant quelques chefs de troupes mercenaires à se loger dans une bourgade pistolésienne, et les soutenant secrètement dans leurs attaques sur le territoire pisan. Ainsi l'on conservait seulement l'apparence de la paix tout en faisant la guerre, et comme en juin 1356 les Pisans réduisirent la liberté de commerce dont les Florentins jouissaient chez eux (1), ces derniers ne commencèrent pas la guerre pour cette infraction aux précédents traités, comme le désirait le parti dominant à Pise afin de se fortifier dans le pouvoir; mais ils prirent la résolution de faire venir leurs marchandises, non plus par Pise, mais par Talamone, dans le Siennois, dût-il en coûter de plus grands frais. De cette résolution naquit plus tard une haine implacable entre Pise et Florence (2).

Comme Talamone n'était pas encore disposé pour ce transit, il fallut que les dix qui formaient le collége chargé du commerce maritime (*dieci del mare*) conclussent un traité avec Sienne relativement à la construction d'un port, au tracé de rues, aux mesures de sûreté, etc.; et, dès le mois d'août, toutes ces affaires se trouvèrent réglées, et l'on s'était engagé de part et d'autre pour dix années (3). Comme Florence, en raison de la résidence de tant de grands négociants et banquiers, était devenue infiniment plus importante que Pise, par la détermination des Florentins, cette ville se vit tout à coup abandonnée d'une

(1) Sienne n'entra pas dans cette ligue, parce qu'elle était irritée contre Perugia au sujet de Montepulciano.

(2) Pafetta dut mourir bientôt après, car Villani en parle comme n'existant plus, dans son liv. XVII, cap. 40, à l'occasion de choses qui se rapportent à l'année 1356.

(1) Villani, l. c., lib. VI, cap. 47.

(2) « I Fiorentini conoscendo la loro (celle des Pisans) malizia non vollono però rompere la pace, ma tennero più consigli e trovarono i loro cittadini tutti acconci di portare ogni gravezza e ogni spesa e interesso che incorrere potesse all'arti e alla mercatanzia, innanzi che volessono comportare un danaio di dazio o di gabella da Pisani contro alla loro franchigia. » *Ibid.*, cap. 48.

(3) Sur ce traité, que l'on consulte aussi la *Cron. di Pisa*, ap. Murat., XV, p. 1034.

quantité de marchands ambulants, de presque tous les voituriers, de beaucoup de marins; les auberges et les expéditeurs se trouvèrent sans aliment, sans emploi. L'on n'avait pas songé à la perte, mais il était trop tard pour remédier au mal. Les Florentins persistèrent dans leur décision (1), et proscrivirent même toute communication commerciale avec Pise. Dans cette détresse, les Pisans durent chercher assistance auprès de leurs anciens ennemis les Génois, ou plutôt auprès du doge Bocca Nera. Celui-ci s'unit effectivement à eux pour empêcher, au moyen d'entreprises militaires faites en commun, la fréquentation de la route de Talamone. Les Pisans commencèrent aussi par terre des hostilités, et tentèrent, mais en vain, de s'emparer d'Uzzano et d'autres places dans le Valdinievole.

L'on a déjà raconté comment, en juillet 1353, Nieri della Faggiuola s'était saisi de la *signoria* de S.-Sepolcro. Nieri, et après sa mort son fils Francesco firent tout leur possible pour conserver ce pouvoir, où ils furent souvent attaqués. Enfin Francesco se sentant trop faible contre les efforts de la bourgeoisie, offrit de quitter la place moyennant six mille florins d'or. La portion gibeline de la famille Bogognani, d'abord toute dévouée aux Tarlati, mais plus tard aux Faggiuola, préféra subir une domination étrangère plutôt que celle d'un concitoyen guelfe, et convint de vendre la *signoria* à Perugia; mais, au premier soupçon d'un tel traité, les habitants se soulevèrent en armes, menèrent Faggiuola et ses gens sur le territoire de Città di Castello, et chassèrent tous les Bogognani (2).

Alors les Pérugins songèrent à étendre leur *signoria* de tous côtés, et s'écartèrent dans leur conduite de la politique observée à Florence. Tandis que les Florentins, pour ne pas détruire l'état de paix introduit en Toscane depuis le départ de Charles IV, se tenaient seulement sur la défensive contre les hostilités des Pisans, et n'entreprenaient aucune guerre pour leur compte, les Pérugins, par avidité de conquêtes, engagèrent les hostilités, en décembre 1356, pour s'emparer de Cortona (1).

Les Cortoniates comme les Pérugins, pour avoir de l'assistance, se tournèrent vers Florence. Les colléges de cette ville firent tout ce qui était en leur pouvoir pour déterminer les Pérugins à renoncer à leur entreprise; mais tout fut inutile. Ils resserrèrent Cortona davantage, et les Florentins ne firent rien pour la protéger, parce que dans Florence même se développaient de nouveaux intérêts, et que les habitants les plus influents étaient occupés de toute autre chose que des événements extérieurs.

L'on a déjà vu comment à Florence la *parte guelfa* et les riches *popolari*, opposés aux corporations inférieures, avaient établi que quiconque serait reconnu pour gibelin devait être éloigné des charges municipales. Il était clair que cette disposition n'avait été prise qu'afin de pouvoir exclure individuellement de la participation aux fonctions publiques des hommes de la basse classe des citoyens, qui en masse n'étaient pas dépouillés de ce droit. Ces vues avaient été pénétrées par les employés des corporations; et ils avaient su si bien empêcher l'adoption de tout le plan originaire, et ensuite modifier de telle sorte ce qui en fut appliqué, que, par le moyen de l'enquête sur la réalité des bons sentiments guelfes, le plan des riches fut complétement déjoué. Ceux-ci se félicitaient de ce que quiconque serait reconnu Gibelin ne pourrait avoir aucune charge. Quant à la détermination de la qualité de gibelin, ils espéraient bien la faire dépendre plus tard de la

(1) Ce ne furent pas seulement les marchands florentins, leurs employés et serviteurs, qui quittèrent Pise, mais encore les Génois, Provençaux, Catalans et autres, qui entretenaient le plus de relations avec les Florentins. Pise fut presque déserte. Cf. Villani, l. c., lib. VII, cap. 32.

(2) Villani, l. c., lib. VII, cap. 55.

(1) Villani, l. c., lib. VIII, cap. 14.

déclaration de leur parti, et le moment où ils pouvaient atteindre à ce succès était arrivé au commencement de l'année 1357. Tout le parti qui était intéressé à resserrer les emplois publics dans un cercle plus étroit s'écria que des Gibelins étaient parvenus aux emplois, et que, si l'on ne prenait des mesures rigoureuses, on expierait durement cette négligence. Avant toutes choses, la *parte guelfa*, qui consistait principalement en nobles et en riches, anciens *popolari*, se donnait beaucoup de mouvement pour l'introduction de ces mesures sévères; et un heureux hasard voulut que parmi les hommes ralliés à leur opinion, il y eût des capitaines, deux nobles et deux citoyens du *popolo grasso* (1).

Ces *capitani* de la *parte guelfa* servirent d'instrument pour l'application du plan longtemps combiné. Ils présentèrent une loi pour que tout citoyen qui aurait précédemment exercé une charge à Florence, ou qui l'occuperait encore, pût être accusé de gibelinisme publiquement ou en secret (c'est-à-dire sans que le nom de l'accusateur fût prononcé), et que, pour donner suite à l'accusation, il ne fallût que le témoignage de six personnes bien connues qui assurassent le fait. L'interrogatoire des témoins devait être confié aux *capitani* de la *parte guelfa*, de concert avec les conseils de la corporation dans laquelle étaient compris les témoins, s'ils appartenaient à quelqu'une. L'accusation devait se suivre devant la *signoria*, et celle-ci prononcerait ensuite contre l'accusé, outre son éloignement de tout emploi public, une amende de cinq cents petits florins au moins; et celui qui ne pourrait la payer devait être, à la volonté de la *signoria*, frappé de peines corporelles et capitales. Aucun témoin admis ne pourrait être ensuite traduit pour fausse déposition.

Il était clair que, du moment où une telle loi serait adoptée, tous ceux qui ne pouvaient perdre facilement au moins cinq cents florins d'argent, étaient exclus des emplois publics, d'autant plus que les *signori* pourraient élever l'amende. C'était, à vrai dire, une loi qui livrait l'état entre les mains des riches, ou de ceux qui avaient pour amis les *capitani* de la *parte guelfa*, ou qui sauraient les corrompre. Pour la noblesse, c'était une chose supportable. Les *signori* et leur conseil saisirent tout cela, et repoussèrent le projet comme entièrement injuste. Aussitôt plus de deux cents des principaux citoyens se réunirent, allèrent trouver les *signori*, et déclarèrent qu'ils ne quitteraient pas le palais avant que l'on eût délibéré sur cette loi, et pris une autre décision. Alors les *priori* et leur conseil délibérèrent, et adoptèrent la loi le 15 janvier 1357.

Aussitôt que la faction qui s'intitulait *defensori de la parte guelfa* eut obtenu ce succès, elle se rendit vers le palais de la *parte guelfa*, et là désigna pour une longue suite d'années les *capitani* de la *parte guelfa*, ainsi que les *priori* et leurs conseillers, en sorte que, au moyen de la crainte de l'accusation par ces colléges élus sous l'empire de la faction, ils eurent pour tout cet espace de temps tous les emplois de la ville en leur pouvoir. Quand les *capitani* de la *parte guelfa* avaient décidé d'accueillir des témoins contre une personne suspecte, ils le lui signifiaient, et le résultat était que cet accusé n'osait plus

(1) « E succedendo all' uficio del capitanato della parte de' caporali che la coperta iniquità aveano conceputa, per potere con loro seguito avere a tutti i cittadini guelfi e ghibellini il bastone sopra capo, e potere le loro spezialità sotto il detto bastone in comune e in diviso adempiere; et essendo allora per consulto ordine due cavalieri de' grandi e due popolari capitani, racozzò la fortuna certi cittadini grandi e popolari dipessima e iniqua condizione, messer guelfo Gherardini, messer Geri de' Pazzi, Tommaso di Serontino Brancacci, Simone di ser Giovanni Siminetti; i grandi astuti e cupidi d'uficio, e d'avere' poveri, dispetti e detratti, degli onori del comune per non sapere usare la virtù col senno; gli altri popolari erano conferenti a' grandi nelle predette cose, fuori che negli ufici usurpati più per procaccio che per virtù. » Villani, l. c., lib. VIII, cap. 24.

rechercher une charge municipale. On appelait cette signification de l'état d'interdiction des emplois publics, ammonester, et ceux qui en étaient frappés, ammonestés (*ammoniti*).

§ II. *Histoire de Toscane jusqu'à la guerre avec le pape* (1375).

Comme la loi contre les Gibelins s'appliquait aussi à ceux qui avaient été dans les emplois, les premiers *capitani* de la *parte guelfa* en abusèrent sans pitié ni pudeur; c'étaient deux membres de la noblesse, Simone de' Bardi et Uguccione de' Buondelmonti, et les deux *popolari* Migliore Guadagni et Massajozzo Raffacani. Ils appelèrent auprès d'eux dans le palais guelfe un certain nombre d'hommes qui avaient de l'importance à Florence, et sur le concours desquels ils pouvaient compter. De concert avec ces alliés, ils écrivirent sur des billets les noms de tous ceux contre lesquels ils nourrissaient quelque mauvais vouloir, placèrent les billets dans des bourses, et les en tirèrent pour porter ensuite à mesure des accusations contre les sortants, quoique nombre d'entre eux pensassent en bons Guelfes. La première fois qu'ils remplirent la bourse d'accusation, ce furent les noms de soixante-dix hommes influents par leur mérite et leurs richesses qui se présentèrent. Toutefois ils choisirent avec plus de sagesse les quatre premiers dont l'accusation devait se poursuivre, afin de paraître agir non pas selon une impulsion de parti, mais d'après des vues d'intérêt public. Ils marchèrent en avant, et cette première victoire affermit leur crédit. Chacun préférait s'accommoder à l'amiable avec eux plutôt que de recourir à une résistance possible, mais violente. Chacun recherchait leur amitié, s'humiliait, et leur offrait de l'argent en sacrifice. Ils pouvaient donc avec plus d'assurance mettre en état d'accusation les huit derniers magistrats, et comme ceux-ci ne trouvèrent aucun moyen de se préserver de l'amende, les affaires étaient dans le meilleur train. La seule mesure que les prieurs furent en état de prendre pour les contenir fut d'introduire une nouvelle organisation de la *parte guelfa*. Au lieu de quatre *capitani*, il dut y en avoir six, dont quatre *popolari;* et nulle décision n'était valable qu'après avoir réuni trois des *popolari*. Il n'était plus nécessaire, comme auparavant, que les deux membres de la noblesse fussent chevaliers. Cette modification dérangea un peu l'unité de ces modernes éphores.

Cependant les habitants de Cortona, laissés sans assistance par les Florentins, se tournèrent vers les Siennois, qui avaient connaissance de leur haine contre les Pérugins. Les Siennois les prirent sous leur protection, décidés à les soutenir avec vigueur, et envoyèrent enfin, en mars 1358, un *condottiere* allemand, Baumgarten, avec ses troupes au secours de la ville. Les Pérugins avaient environné Cortona de retranchements qui la resserraient étroitement, pour la réduire à capituler; puis, laissant une garnison dans l'un de leurs ouvrages de siége, ils s'étaient retirés sur leurs places voisines. A Perugia le peuple était furieux de cette espèce d'abandon; il consentit volontiers aux plus grands sacrifices pour engager le *condottiere* Smeduccio de Sanseverino à poursuivre avec un redoublement d'énergie la guerre contre Cortona et Sienne (1).

Les Florentins se livrèrent avec une égale opiniâtreté à leur inimitié contre les Pisans. Après avoir fait tout ce qui était possible, unis avec le doge de Gênes pour fermer la voie commerciale par Talamone, ceux-ci

---

(1) M. Villani, l. VIII, c. 35. Les Siennois, après avoir débloqué Cortona, prétendirent à la *signoria* de la place pour eux-mêmes : « I Sanesi soccorso que ebbero Cortona e rotti i Perugini, reformaro la terra, e mandorvi el conservadore ed altri uffiziali Sanesi. » *Cronica Sanese*, l. c., p. 152.

offrirent aux Florentins leurs anciennes franchises et leurs anciens priviléges, s'ils voulaient renoncer à Talamone; mais ceux-ci ne se relâchèrent en rien de leur résolution. Dix galères des Florentins, qui avaient été équipées et chargées en Provence, bravant l'ennemi, continuèrent leur route vers Porto-Pisano. Là les commandants publièrent que quiconque avait des marchandises à expédier à Talamone trouverait auprès d'eux une bonne occasion; puis ils cinglèrent vers Talamone pour débarquer leur chargement en terre ferme. Après de tels actes de la part des Florentins, la route de Talamone parut suffisamment sûre aux autres, et de tous côtés arrivèrent des convois.

Chemin faisant, quatre galères équipées dans les États de Naples pour le compte des Florentins rencontrèrent une galère pisane et un bâtiment marchand de même nation, les forcèrent à venir à Talamone et à y décharger. Cinq des galères tirées de Provence se postèrent à la hauteur de Talamone à l'effet de protéger le commerce florentin contre les Pisans et les Génois. Enfin les Pisans, voyant que leur résistance amènerait seulement de plus grands dommages pour eux-mêmes, renoncèrent à entraver le commerce pour Talamone.

Dans le temps même où les Florentins contraignaient les Pisans à cette concession, ils essayaient par les négociations de déterminer les Pérugins à la paix avec Sienne. L'armée pérugine, forte de dix-huit cents lances et d'une nombreuse infanterie, marcha contre Sienne et provoqua les troupes de Baumgarten au combat. Baumgarten accepta le défi; mais les Siennois ne voulurent aucunement se décider à la bataille et cherchèrent à l'éviter. Enfin l'on en vint aux mains, le 10 avril 1358, près de Torrita. Mais, comme Baumgarten, irrité par les précédents empêchements, ne prit aucune part à l'action avec ses Allemands, et laissa les troupes italiennes en supporter seules tout le poids, les Siennois furent mis en fuite, Torrita emporté, et Baumgarten lui-même tomba entre les mains de l'ennemi en voulant quitter Torrita. Cent hommes au plus périrent des deux côtés (1); mais les Siennois, aussi peu disposés que les Pérugins à renoncer à la lutte, se tournèrent vers la Lombardie pour obtenir de nouveaux mercenaires.

Les habitants de S.-Sepolcro s'étaient tenus du côté des Pérugins, et avaient surtout pris une part très-active à la dernière expédition contre Sienne. Les comtes de Montedoglio signalant cette circonstance, surprirent la place avec leurs troupes en l'absence des bourgeois belliqueux; mais comme ils ne purent s'emparer de la citadelle, et que sans elle ils ne pouvaient maintenir la place, ils pillèrent la malheureuse ville et l'abandonnèrent. De leur côté les Tarlati profitèrent de l'occasion pour se relever à l'aide des Pérugins auxquels ils s'attachèrent. Alors les habitants d'Arezzo et les Florentins, anciens ennemis des Tarlati se tinrent sur leurs gardes contre Perugia. Le territoire de Sienne fut dévasté en tout sens par les troupes du général pérugin. Sienne avait placé toutes ses espérances dans la grande compagnie du comte Lando. Mais cette compagnie se laissa entraîner au pillage dans les vallées des Apennins désignées pour servir de passage en vertu d'un traité avec Florence, particulièrement dans Biforco qui appartenait au comte de Battifolle; les bandes féroces furent attaquées par les paysans dans les défilés étroits et les gorges resserrées de ces cantons. Un comte Burkard (*Broccardo*), qui commandait l'arrière-garde, fut tué par un éclat de rocher; le comte de Lando lui-même dut se rendre, et fut ensuite blessé grièvement à la tête par un paysan furieux; la plupart de ses gens, laissant chevaux et bagages, tentèrent de s'enfuir isolément à pied; mais ils tombèrent entre les mains des paysans qui en tuèrent un grand nombre, prirent au reste tout leur butin et les abandonnèrent dépouillés à la misère. Le comte Lando, par l'influence du maître de Bologne de ce temps, son ami Giovanni da Oleggio,

(1) Villani, l. c., cap. 41. *Cronica Sanese*, l. c., p. 152.

fut ensuite mis en liberté et guéri de ses blessures à Bologne (1). L'avant-garde seule de la grande compagnie, auprès de laquelle se trouvaient les envoyés florentins, que l'on menaça de mort s'ils ne la protégeaient contre les attaques des sujets des comtes Guidi, amis de Florence, échappa heureusement vers Dicomano. Là ces soldats furent assiégés jusqu'à ce qu'un officier allemand, Burkard, au service des Florentins, couvrît leurs derrières, et leur rendît possible une évasion avec les envoyés sur Vicchio, où ils se trouvèrent en sûreté contre les ressentiments des paysans de la puissante noblesse du pays, et d'où ils furent conduits en une marche vers le territoire d'Imola, par Ghitello degli Ubaldini qui les redoutait pour ses sujets du Mugello.

L'affaiblissement dont ces désastres avaient frappé la compagnie de Lando détermina Baumgarten à réunir aux soldats allemands qu'il avait auprès de lui les mercenaires engagés au service des Pérugins, et d'autres petites troupes dispersées dans la Toscane. Ils composèrent ensemble deux mille lances et un grand nombre de fantassins qui se mirent à piller le territoire pérugin, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu quatre mille florins d'or. Alors ils se dirigèrent par la Ravignana vers Fano, et se réunirent enfin dans Forli avec les restes des gens de Lando, de sorte que la grande compagnie fut reformée. Le départ des soldats allemands força les Siennois à renoncer au siége de Monte S.-Savino qu'ils avaient commencé, et les Pérugins durent rappeler toutes les troupes qu'ils avaient encore devant Cortona. Les habitants de cette ville, avec leurs faibles troupes, purent alors pousser au loin des partis de pillards sur le territoire de Perugia; et enfin Perugia et Sienne prêtèrent l'oreille aux offres des Florentins, et conclurent la paix en octobre 1358. Montepulciano devait être libre pour cinq années; mais alors appartiendrait aux Siennois le droit de nommer le podestat de ce lieu et de recevoir le tribut qu'ils avaient levé jadis. Les Pérugins pourraient durant quatre ans nommer le podestat de Cortona; et si les Cortoniates ne voulaient pas du magistrat nommé, ils pourraient faire choix du leur, mais seraient tenus de payer à l'élu des Pérugins un traitement annuel de quatre mille livres. Ainsi l'honneur des deux villes parut maintenu, et la guerre eut une fin (1).

Quoique constituée en ville libre, Cortona était depuis longtemps sous la *signoria* de la famille da Casale. Alors même que les Siennois, comme on l'a rappelé plus haut, prétendirent à la *signoria* pour eux-mêmes, cette famille conserva une grande influence, et rentra pleinement dans ses droits après la conclusion de la paix. Deux frères étaient en ce temps les chefs de la maison, Bartolommeo le premier par l'âge et l'intelligence, et Jacopo jadis marié à une fille de Francesco degli Interminelli de Lucques, maintenant uni avec une ancienne concubine, ce que Bartolommeo ne voulait pas souffrir dans la maison paternelle. Aucun des deux frères ne voulant céder à l'autre seul la citadelle de Cortona, ils la confièrent d'accord, en février 1359, à la garde d'un ami commun. Mais Jacopo s'en empara par ruse, fut ensuite réduit par famine à la remettre, et Bartolommeo demeura seul seigneur à Cortona (2).

A Perugia, les citoyens qui précédemment avaient poussé la ville à la guerre contre Cortona (c'étaient les chefs du parti des familles nobles et riches ou des Raspanti, comme on les appelait) furent alors cités pour rendre compte. Les petits bourgeois, dont l'importance était singulièrement accrue par la malheureuse issue des événements, avaient formé un syndicat et placé à la tête de ce pouvoir de contrôle le seigneur Geri de' Pazzi de Florence. Mais les rapports étaient si embrouillés, que Geri abandonna sa charge, et au lieu de lutter contre mille difficultés à Perugia, revint à Florence. Son

(1) M. Villani. l. c., cap. 75.

(1) M. Villani, l. c., cap. 102.
(2) Villani, lib. IX, cap. 5.

successeur, au lieu d'accuser les chefs des Raspanti, poursuivit les citoyens obscurs qui étaient impliqués dans les affaires; et, à cause de cette conduite, il languit longtemps dans le cachot où le précipita la colère du peuple.

En mai 1359, Niccolo de' Cavaliere (del Pecora) revint à Montepulciano, dont il avait été *signore*, fut accueilli avec joie, rappela aussi Jacopo, et la *signoria* fut remise à tous deux par les habitants.

Pendant ce temps Florence était occupée incessamment, au nom des villes de Toscane, tantôt à tenir éloignée du pays au moyen des négociations, tantôt, si des bandes de pillards se montraient, à ramener à l'aide de la force dans les limites fixées par les traités la grande compagnie, qui visitait tour à tour la Romagne, la Lombardie et la Toscane (1). Tant que la terreur de ces hordes sauvages contraignit Florence, Pise, Sienne et Perugia à l'union, personne à Sienne ni à Perugia ne s'éleva contre la paix ménagée par les Florentins entre les deux villes; mais lorsque la grande compagnie entra au service du marquis de Montferrat, et fut appelée en juillet vers la côte de Gênes, les deux villes demandèrent à Florence l'annulation de la paix. Les Florentins n'accueillirent point une telle réclamation; et alors Perugia et Sienne, retournées à leurs anciennes inimitiés, s'enflammèrent encore de haine contre Florence; à la fin la dernière passion l'emporta si fortement, que Florence crut devoir observer au moins Perugia sans relâche.

Les Tarlati n'avaient pas encore reconnu la paix conclue à Sarzana, dans l'été de 1352, entre les villes toscanes et le seigneur de Milan ainsi que ses alliés de Toscane. A la tête de leur famille, se trouvait alors Marco, fils de Piero Saccone, qui résidait à Bibbiena, place enlevée à l'évêque d'Arezzo, et soutenait depuis quelque temps une lutte avec les Ubertini qui sollicitaient leur retour auprès de la ville de Florence. En ce temps, Buoso degli Ubertini était évêque d'Arezzo; lui-même vint à Florence, et vers la fin d'août les Florentins et les Ubertini, réunis, entreprirent une expédition contre Bibbiena, sur laquelle l'évêque d'Arezzo transporta ses droits à Florence. Le siége traîna jusqu'en janvier 1360; enfin les habitants firent aux Tarlati les instances les plus pressantes pour qu'ils recherchassent un accommodement; n'obtenant rien, un certain nombre d'entre eux forma un complot contre les *signori*, et lorsque leur tour de garde arriva, ils livrèrent la place à l'ennemi, le 6 janvier. Le lendemain 7, Marco, son frère Lodovico, son oncle Leale, Francesco della Faggiuola et environ quarante hommes armés qui s'étaient maintenus avec eux dans la citadelle durent se rendre, et furent emmenés prisonniers à Florence (1). Bientôt après il fallut qu'un second frère de Marco rendît aux habitants d'Arezzo, Castello della Pieve di S.-Stefano, que les Tarlati leur avaient enlevé précédemment, et dont les habitants se soulevèrent. Alors la Serra se révolta aussi, et se réunit aux Florentins le 13 février; Montecchio se rendit aux Arétins. Le val di Chiusi, après un soulèvement, fit de même; de tous côtés se détachaient les sujets des Tarlati; leur principauté dans les Apennins marchait à sa fin; ils durent encore faire bien des concessions aux Florentins et aux Arétins pour obtenir la mise en liberté des membres captifs de leur famille; et Pietra-Mala, Caprese, avec quelques autres points (2), furent bientôt les seules possessions de cette famille naguère si puissante.

Mais, comme si un mauvais génie poussait

(1) Rien ne peut mieux donner une idée des bandes de Rhadagais dans la translation des peuples que la grande compagnie du comte Lando.

(1) Villani, l. c., cap. 62.

(2) L'un de ces points, Gello, fut enlevé encore dans la suite à un bâtard de la maison Tarlati par les habitants de Bibbiena. Toutefois les Florentins, qui en prirent possession, comptèrent au seigneur Luzzi douze cents florins d'or comme prix de la vente.

ces races princières des Apennins qui, depuis que de capitaines de la comtesse Mathilde ils s'étaient transformés en seigneurs indépendants, avaient représenté, dans leur lutte continuelle avec les républiques, le vieux élément germanique et chevaleresque de la vie italienne, les Ubaldini entrèrent aussi alors en guerre les uns contre les autres. Ils se divisaient en deux lignes principales : celle des descendants de Tano de Castello, et celle des fils de Maghinardo et d'Albizzo de Gagliaro. Quoique la dernière eût des sentiments gibelins et fût dans le cœur ennemie de l'Église, voyant l'autre branche trouver un appui dans Bernabo de Milan, elle chercha du secours auprès du légat ponfical dans la Romagne. La guerre de ces deux branches rendit la route entre Florence et Bologne si peu sûre, que tout transport de marchandises fut arrêté. Des chevaux légers hongrois, de la grosse cavalerie allemande, des lansquenets étaient à la solde de l'un et de l'autre parti, s'enlevaient réciproquement des places, pillaient les sujets et les voyageurs étrangers, qui se trouvaient presque toujours en quelque rapport avec les Gibelins de la haute Italie ou avec l'Église. Il en résulta que les Ubaldini, dont les liens avec Florence étaient déjà relâchés, en préparèrent bientôt la rupture complète.

Cette rupture s'opéra plus brusquement avec une branche de la maison des comtes Alberti, à laquelle avait été attribuée jadis par la république une partie des anciennes possessions de la maison des comtes de Prato qui portait d'ailleurs le nom de comtes Alberti. Tano de' conti Alberto, dans une guerre précédente avec les seigneurs de Milan, terminée par la paix de Sarzana, s'était uni étroitement aux Lombards, quoique Montecarelli, dont il était maître, ainsi que presque toutes ses possessions, se trouvât sous la suzeraineté florentine. Quoique depuis la conclusion de la paix Tano eût accordé protection aux bannis florentins sur ses terres, et que Florence, pour ne point s'engager dans une guerre générale avec la noblesse des Apennins, eût toléré cette espèce d'assistance, jusqu'à ce que les Tarlati fussent abattus, que les Ubaldini entrassent en lutte, la république, cédant aux instances des habitants de Montecarelli, se fit céder la place. Tano s'enfuit à Montevivagni ; le 8 septembre, cette forteresse fut emportée d'assaut, et le comte décapité le 14, à Florence. Quatorze chefs de bannis florentins, que l'on prit avec lui, furent pendus (1).

A cette époque les fils de Maghirardo, Ottaviano et Giovacchino, et son frère Albizzo de' Ubaldini s'engagèrent en des hostilités avec une autre branche collatérale des Ubaldini, celle des Vanni de Susinana ; ils possédaient en commun avec leurs parents Montecolloreto, la partie montagneuse, avec quinze cents domaines et fermes en dépendant ; ils offrirent de les vendre aux Florentins. Quoique les autres Ubaldini représentassent à Florence que leurs cousins n'avaient pas le droit de vendre des possessions communes, les Florentins acquirent Montecolloreto, Montegemmoli et toute la montagne, pour six mille florins d'or, et transformèrent tous les fermiers dépendants en propriétaires libres.

En ce moment les Siennois n'étaient pas moins occupés que les Florentins à opprimer les dynasties qui s'étaient encore maintenues dans leur voisinage. Parmi elles la plus importante était celle des comtes Aldobrandeschi de S.-Fiore dans les maremmes. La petite noblesse des campagnes environnantes était déjà en partie achetée, en partie accablée par la force. Il y avait alors cinq comtes Aldobrandeschi (2), tous cousins ; avec eux la ville de Sienne conclut, le 16 mai 1361, un traité qui, les laissant personnellement dans leur indépendance de souverains, soumit néanmoins leurs États entièrement aux Siennois (3).

(1) M. Villani, l. c., cap. 108.

(2) Sanesi di Stoffano, Francesco di Bindeccio, Aldobrandino di Pietro, Giovanni d'Andrea, Giovanni di Giovanni.

(3) *Cronica Sanese*. Mur., *Scrr.*, vol. XV, p. 168 : « Non daranno i nominati conti da

Au même temps Niccolo d'Aghinolfo (des comtes Alberti), pour se délivrer des huit, qui le poursuivaient à cause d'une sentence de mort exécutée sur un Florentin, vendit sa forteresse de Cerbaja et les domaines en dépendant à la ville de Florence, et se fit admettre dans le *popolo grasso*. Tous ses vassaux devinrent propriétaires libres du territoire florentin le 21 mai.

Vers la fin de l'année les Bolonais attaquèrent aussi les Ubaldini, qui par leurs hostilités troublaient le commerce, et les pressèrent vivement du côté du nord; tandis que les sujets des Tarlati, dans le val de Caprese se soulevaient contre les seigneurs, prenaient le fort Caprese et Rocca-Cinghiata, pour se placer sous la domination d'Arezzo, puis menacés d'une oppression complète par ces nouveaux souverains, se tournaient vers les Pérugins (1), qui occupèrent les deux forts, en juillet 1362, et commandèrent aussi sur le val de Caprese arraché aux Tarlati. Vers la fin de l'année, les deux frères Ubaldini, Giovacchino et Ottaviano, se laissèrent enfin entraîner à la désunion : Ottaviano voulut, en décembre 1362, enlever par trahison Castelpagano à son aîné; Giovacchino, instruit exactement de toutes les démarches de son frère, fit massacrer les traîtres qui s'introduisaient dans la place; mais lui-même fut blessé dans la presse, et comme il mourut de cette blessure, il institua, au préjudice de ses parents, la république pour héritière de Castelpagano et de tout son territoire (1). Les Ubaldini se relevèrent en quelque sorte dans la guerre poursuivie alors entre Pise et Florence, qui a déjà été racontée. Mais, par suite de la ruine entière des Tarlati et des Alberti, ainsi que de l'assujettissement des Aldobrandeschi, les Ubaldini, alors même qu'ils auraient conservé toutes leurs possessions dégagées et indivises, tombaient dans l'insignifiance à l'égard des villes voisines, et ne pouvaient plus échapper à la situation ordinaire des nobles des campagnes (2).

Déjà j'ai suivi la chute de cette noblesse des Apennins au delà du temps où l'histoire intérieure des villes a été poussée. Maintenant je n'ai plus que peu d'observations à joindre sur cet élément de la vie de la Toscane; mais je ne puis me résoudre à un simple résumé des notions produites, en raison de l'importance du sujet, et de l'abandon où il est resté jusqu'ici. La chaîne formée par la noblesse, que nous avons vu briser, enserrait le pays avec une force extraordinaire, 1° parce qu'elle se rattachait aux Allemands : comme en considération de l'argent des villes, Charles IV l'avait fort négligée, ce fut une cause de la ruine de cette puissance, et aussi de la dernière influence des Allemands en Italie; 2° par ses rapports avec le développement démocratique des villes, auquel elle opposait une limite, comme elle offrait un appui à tous les citoyens réduits au bannissement à cause de leurs opinions supposées hostiles à la démocratie; 3° enfin par ses rapports avec le peuple des campagnes : car là au sein des montagnes, sous la protection de la noblesse, s'était élevé un véritable ordre des paysans, maintenu toutefois seulement par sa dépendance. Transformés en propriétaires libres, ces paysans furent bientôt achetés par les capitalistes des

S.-Fiore nè i lorodescendenti in perpetuo alcun censo nè altra cosa per virtù d'alcuna obligazione o contratto fatto per passato, nè per qual si voglia altra cagione al comun d'Orvieto, nè ad altri per esso; non trattaranno, nè faranno col comun d'Orvieto alcuna convenzione, obligazione, sommissione o lega; faranno elezione e lo terranno per podestà della terra di S.-Fiore ogni sei mesi per il termine di venti anni, d'un cittadin Sanese, servando le vacazioni ordinate dal comun di Siena, nè riceveranno alcun offiziale, che non sia della città, o contado di Siena.» Les Siennois tinrent longtemps garnison dans S.-Fiore; le tout par crainte que les comtes ne s'unissent avec Orvieto et ne fussent soutenus dans leur liberté par cette ville.

(1) M. Villani, l. c., lib. X, cap. 102.

(1) M. Villani, l. c., lib. XI, cap. 35.

(2) M. Villani, l. c., lib. IX, cap. 24.

villes, et tombèrent dans la situation de misérables vagabonds ou de nécessiteux locataires à l'année, à laquelle étaient réduits les paysans du plat pays, depuis le XII[e] et le XIII[e] siècle. Par la chute des Tarlati, des Alberti, des Aldobrandeschi, qui entraîna irrésistiblement les Ubaldini et les Ubertini, la vie de la noblesse, des bourgeois et du peuple des campagnes fut affectée d'une manière incalculable.

Dans le temps que Florence s'étendait si puissamment aux dépens de la noblesse souveraine environnante, il n'y avait dans son sein ni repos ni unité; et sa conduite envers les cités voisines n'était pas plus généreuse qu'à l'égard des nobles seigneurs. Les troubles de l'intérieur étaient dus surtout à la loi de *l'ammonition*, qui était appliquée dans l'intérêt exclusif d'un certain parti. Des hommes résolus, provoqués par les attaques de ce parti, formèrent un complot dans l'année 1360, pour changer la constitution de la ville.

A la tête de cette conjuration se plaçait un homme ardent, passionné, qui ne reculait devant aucun danger, s'il entrevoyait l'espoir de la vengeance : c'était Bartolommeo, fils d'Alamanno de' Medici (1). Deux *ammonestés*, Niccolo del Buono et Domenico Bandini, partageaient la haine de Bartolommeo contre les maîtres du pouvoir, et l'enflammaient. Par hasard ils avaient eu connaissance d'une liaison formée précédemment par Uberto degli Infangati, homme avide de nouveauté, avec le seigneur de Bologne, Giovanni da Oleggio, dans laquelle il s'agissait de remettre Florence aux mains de ce dernier. Mais auparavant Giovanni avait renoncé à Bologne, et les choses en étaient restées là. Maintenant les trois associés s'adressèrent à Infangato, et les liaisons avec l'ancien négociateur de Giovanni furent reprises, avec cette modification, toutefois, que cet agent ferait des ouvertures non pas à Giovanni, mais au cardinal-légat, Egidio d'Albornoz. Celui-ci avertit la *signoria* de Florence, et Bernabo de' Visconti, vers lequel se tournèrent ensuite les conjurés les écouta. Enfin ils parvinrent encore à gagner à leurs plans, Pino de' Rossi, Niccolo de' Frescobaldi, Pelliccia de' Gherardini, Beltramo de' Pazzi, Pazzino de' Donati, Andrea degli Adimari, Luca Fei, Andrea di Tello et un moine du couvent de Settimo, Christofano di Nuccio. Tels étaient leurs projets : le moine qui avait été inspecteur du dépôt d'armes dans le palais des prieurs, emploi dont il était destitué, avait encore des affaires au palais et les clefs de la tour; il devait cacher quatre hommes armés dans la tour le dernier décembre 1360, puis ouvrir dans la nuit la petite poterne du côté du nord, dont il avait également les clefs, introduire quatre-vingts hommes armés dans le palais, et le 1[er] janvier, pendant l'échange des anciens et des nouveaux seigneurs, alors que d'ordinaire un seul soldat restait dans le palais comme portier, les quatre-vingts hommes devaient immoler ce gardien, barricader la porte, et du corridor jeter des pierres sur ceux qui remplissaient la place; les quatre hommes de la tour devaient ébranler les cloches, et en même temps les conjurés, avec leurs adhérents, se mettraient en mouvement dans les rues. Mais, avant que ce plan bien concerté vînt à l'exécution, le Milanais qui avait négocié en leur nom avec le légat et Bernabo les trahit pour vingt-cinq mille florins; Medici remarqua le premier qu'ils devaient être trahis, et communiqua tout à son frère Salvestro de' Medici, qui s'employa à l'effet d'obtenir des *signori* sûreté pour Bartolommeo, et détourna toute leur attention sur les autres chefs de la conjuration. Del Buono et Brandini furent décapités, des peines furent prononcées contre les autres; mais, comme on avait reçu des informations de plusieurs sources, il fallut que le Milanais rabattît cinq cents florins d'or sur le prix de sa dénonciation.

La fortune, qui avait ainsi préservé Florence de troubles civils, la favorisa encore l'année suivante 1361, par l'acquisition de Volterra et l'extension considérable de son territoire. Dans cette ville, la maison des Bel-

(1) M. Villani, l. c., lib. X, cap. 24.

fredotti jouissait d'une haute considération, et deux cousins, membres de cette famille, possédaient en quelque sorte la souveraineté (1). Bocchino, fils d'Ottaviano, avait su s'arroger une influence dominatrice, et rien ne l'empêchait d'arriver à un pouvoir tyrannique, sinon l'occupation par Francesco de la citadelle de Montefeltrano sur la hauteur de Volterra. Sans cesse Bocchino avait tenté de l'amener sous sa puissance, et à la mort de Francesco il chassa de la ville les fils de celui-ci. Alors les Florentins ménagèrent un accommodement en vertu duquel Bocchino fut reconnu seigneur de Volterra, tandis qu'une résidence tranquille était assurée dans Volterra aux fils de Francesco. A la fin d'août 1361, ils se laissèrent signaler à un tumulte de rues provoqué dans la ville, et furent arrêtés à l'instant. Sur les recommandations des Florentins de ne porter aucune atteinte à leurs protégés, Bocchino fit une réponse évasive. Aussitôt les Florentins occupèrent le fort des fils de Francesco, et Bocchino se prépara à la guerre, où les Pisans le soutinrent volontiers. Enfin les Florentins assiégèrent Volterra, et Bocchino offrit la place aux Pisans, pour trente-deux mille florins d'or. Au premier avis qu'ils allaient devenir les sujets des Pisans, les Volterraniens saisirent les armes, chassèrent les auxiliaires pisans, et congédièrent les soldats étrangers. Bocchino essaya de soulever les passions du peuple par un discours où il parlait du maintien de la liberté de la ville; mais le peuple répondit qu'il voulait faire usage de sa liberté en l'emprisonnant lui et les siens. Lorsqne l'arrestation fut opérée, les Volterraniens demandèrent à Florence un *capitano di guardia*, à Sienne un *podestà;* ils obtinrent tous les deux. Mais les Florentins, ne voulant pas se laisser ravir une si belle proie, expédièrent immédiatement des troupes pour occuper les places fortes des Volterraniens, Montegemmoli, Montecatino et autres.

Toutes les représentations des Volterraniens furent inutiles, et comme le projet d'introduire une garnison siennoise dans la ville fut prévenu par les troupes florentines, les Volterraniens virent bien qu'il ne leur restait plus d'autre choix que de se remettre de bon gré aux Florentins, ou bien d'être réduits à une soumission forcée. Ils se décidèrent pour le premier parti, reçurent garnison florentine dans leur château, et remirent aux Florentins, par capitulation, la *signoria* de la ville. Un *capitano* florentin nommé par Florence fut mis à la tête du gouvernement; et le 10 décembre, un dimanche matin, après que Volterra eut été occupée par la cavalerie de la république suzeraine, ce nouveau magistrat fit trancher la tête à Bocchino (1).

Alors Perugia se trouvait dans une situation analogue à celle de la plupart des villes italiennes. Un grand nombre de familles nobles ou de bourgeois possesseurs de riches domaines étaient exclus par décrets des emplois municipaux. La constitution s'était en quelque sorte modelée sur celle de Florence; et à cette époque les classes moyennes et inférieures s'étaient élevées comme à Florence. La plus grande influence était passée à un certain Leggieri d'Andreotto et à la famille des Michelotti; autour d'eux se groupaient de nombreux adhérents qui formaient autrefois l'ancien parti des Raspanti. En face ils avaient le parti des citoyens exclus des charges ou des *malcontents*. Au milieu de ceux-ci, un homme qui reçut plus tard de ses concitoyens le surnom de second Catilina, Tribaldino, fils de Manfredino, trama une conspiration qui s'étendit dans le mystère (2).

(1) Quant au reste, la constitution de Volterra ressemblait beaucoup à l'ancienne constitution de Sienne. La ville avait un podestat, un *capitano* et un conseil de neuf.

(1) M. Villani, lib. x, cap. 67.

(2) M. Villani, l. c., cap. 75. Voici un des moyens employés par Tribaldino pour cacher sa trame: souvent il faisait dénoncer de prétendues conspirations par les alliés qu'il comptait parmi les fonctionnaires. Dès qu'il vit les prieurs fa-

il y fit entrer beaucoup de Montemellino, un Montesperello, un della Cornia, plusieurs delle Mecche, un Baglione, un de' Boccoli et d'autres formant ensemble plus de quarante-cinq nobles et riches bourgeois, auxquels se rattachaient plusieurs centaines d'individus moins importants. Au jour fixé (dans l'automne de 1361), le palais des prieurs devait être assailli ; l'on devait massacrer les prieurs et les *camarlinghi*, et quiconque s'armerait pour eux. Afin de retenir la majorité des bourgeois occupés dans leurs maisons et les détourner du combat, le feu devait être mis à plusieurs endroits, tandis que l'un de ceux de Montemellino pousserait à la révolte dans les environs. Mais avant le jour fixé un autre Montemellino (Tivieri), moyennant la garantie de sûreté pour sa personne, révéla tout à Leggieri d'Andreotto, qui fit aussitôt ordonner des arrestations par les prieurs. Niccolo delle Mecche et Ceccherello de' Bacculi avec quatre membres de leur famille eurent la tête tranchée. Sept aventuriers à leur solde furent pendus. Comme les autres personnes fortement impliquées dans la conjuration s'enfuirent toutes, quarante-cinq furent proscrites (1) ; on en condamna quatre-vingt-douze à des amendes et au bannissement temporaire. Tribaldino, le second Catilina, et Averardo da Montemellino avec quelques autres furent représentés sur la Piazza à la maison du *sindaco maggiore* (2), la tête renversée *ad æternam rei memoriam*. Les Siennois voyant Perugia si fortement resserrée dans son intérieur, et Volterra passée sous la domination de Florence, transformèrent en souveraineté bien déterminée leur *signoria* jusqu'alors conditionnelle sur Montalcino.

Pise ne devait pas non plus dans ce temps rester exempte de soulèvements intérieurs. Un membre de la famille des Gambacorti Piero, depuis le supplice des autres, vivait en exil à Venise. Apprenant que maintenant, depuis que le commerce florentin s'était détourné de la ville, les artisans et les marchands de Pise regrettaient le bon régime des Gambacorti sous lequel pareille disgrâce ne les aurait point frappés, il quitta son asile, et fut cause que les gouverneurs de Pise firent décapiter quatre marchands qu'ils croyaient d'intelligence avec lui, arrêtèrent vingt autres citoyens, et en expulsèrent un grand nombre de la ville. Mais aussitôt les Raspanti prévirent que par de telles mesures isolées ils ne rendaient nullement leur position plus assurée ; et ils durent songer plutôt au moyen de dissiper le mécontentement du peuple. Dans cet état de choses la guerre avec Florence se présenta comme le plus convenable, parce que le peuple haïssant Florence, la fermentation intérieure se porterait au dehors, et que des chances de paix pourraient amener la cession de Talamone (1). Comme il n'y avait pas de motif suffisant pour la guerre, et que l'on craignait d'être signalé par la violation de la paix, l'on favorisa des usurpations des sujets sur le territoire florentin et de petites tracasseries dont la *signoria* de Florence ne pouvait rester spectatrice paisible. Pour se venger, les Florentins conclurent secrètement un traité avec un *condottiere*, Giovanni da Sasso, le bannirent en apparence de leur ville, et celui-ci, avec les troupes réunies au moyen de l'argent flo-

tigués de ces dénonciations sans fondement, il se mit à l'œuvre.

(1) Ils essayèrent de se maintenir à main armée d'abord dans le territoire de Perugia, puis dans celui de Spoletta. Ensuite se voyant trop faibles pour cela, ils trouvèrent un asile à Arezzo.

(2) Ainsi s'appelait dans les villes de ce temps le collége supérieur de contrôle. Dans la règle c'était un noble étranger ; il devait appeler à rendre compte les employés qui sortaient de charge.

(1) M. Villani, l. c., cap. 83 : « Onde casi sottilmente pensarono di fare disfare due chiovi a un caldo col fuoco della guerra, l'uno disunire el popolo consueto nemico de' fiorentini e sopra modo parziale con la guerra, l'altro che seguendo pace della guerra come suole, patteggiare nella pace la tornata del porta. »

rentin, s'empara de Pietrabuona près de Pescia, qui appartenait aux Pisans. Les Pisans, prévoyant bien maintenant que par la voie qu'ils avaient suivie ne leur arriverait pas directement la guerre, firent en janvier 1362 une attaque sur Sommacolonna. Cependant Piero de' Gambacorti était venu à Florence, où il prit à sa solde, à la fin de janvier, sept cents cavaliers hongrois et les bannis lucquois, et se mit le 27 en marche de Florence contre Pise, sans que les Florentins l'empêchassent. Toutefois ils déclarèrent encore aux Pisans que les choses ne se passaient pas ainsi par leur fait, et défendirent à tous leurs sujets de prendre part à l'expédition.

Aussitôt que les chefs des Raspanti en furent convaincus, ils forcèrent plusieurs amis de Piero à lui écrire qu'il lui fallait se tenir sur ses gardes; car le bruit courait à Pise que les Hongrois étaient d'intelligence avec les Raspanti, et voulaient le livrer pour vingt mille florins d'or. Les lettres l'atteignirent à Peccioli, et il fut saisi d'une telle crainte que tout à coup il prit seul la fuite et courut à Volterra, laissant les Hongrois à l'abandon. Enfin, au mois de mars, les brigandages des Pisans s'accrurent sur une si grande échelle, que les Florentins, ne se contentant plus de représailles, se firent céder Pietrabuona par Giovanni da Sasso, et se chargèrent ouvertement en mai de la défendre.

Néanmoins les Pisans parvinrent au commencement de juin à la reprendre, et provoquèrent les Florentins par tant de bravades et d'insultes, que ceux-ci se décidèrent enfin à de grands préparatifs pour la poursuite de la guerre. Ils avaient choisi pour général le seigneur Bonifazio Lupo de Parme, et lui firent lever des troupes à pied et à cheval, réunir des approvisionnements et des machines au delà de tous les besoins. Tous les militaires et les nobles du territoire furent sommés de se réunir à l'armée avec leurs gens; on demanda des troupes auxiliaires à Sienne et à Perugia. Les Pérugins répondirent qu'ils avaient à lutter avec leurs bannis (1). Les Siennois, encore irrités des événements de Volterra, déclarèrent qu'ils n'avaient pas de troupes au service de Florence. Les habitants de Pistoja, d'Arezzo et la noblesse des campagnes fournirent leur contingent; et dès le 20 juin les Florentins avaient déjà mis sur pied pour cette guerre une armée de seize cents cavaliers et cinq cents fantassins. Le 23 elle se mit en mouvement de Pescia, et le 26 le général emporta Ghiazzano. En même temps les Florentins prirent à leur service un Grimaldi et encore un autre *condottiere* maritime (si ce terme peut être employé; car alors des Génois, des Provençaux et des Catalans vendaient leurs services sur mer comme les *condottieri* sur terre), et par ses vaisseaux firent menacer Pise aussi du côté de la mer (2). A Gênes, les marchands étaient pour Florence, et se montraient fort mécontents que le doge Boccanera, contrairement aux intérêts de l'État, tînt pour le parti des Pisans.

Ce fut en dehors de toute relation avec la guerre des Florentins et des Pisans, qu'au mois de juin de la même année le même Salimbene (Giovanni d'Agnolino Bottoni) qui avait renversé les neuf à Sienne trama une conspiration pour leur rétablissement. Elle fut découverte avant d'éclater; lui-même fut proscrit avec un Malavolti, un Piccolomini, cinq Saracini et un Accarigi; deux autres perdirent la tête le 30 août. Le *capitano di guardia* (3), Lodovico de' Pigli, avait été au nombre des conjurés; aussi, lorsqu'il déposa sa charge le 4 septembre, il fut saisi, traîné en prison, horriblement torturé, et son successeur Ceccolo di Girodano Orsini de Rome lui fit trancher la

(1) Le 19 juin de cette année, le citoyen le plus important de Perugia, Leggieri d'Andreotto, marchant dans la rue une lettre à la main, fut tué par un bâtard de Ceccherello de' Boccoli exécuté précédemment.

(2) Villani, l. c., lib. XI, cap. 7.

(3) Ou suivant l'autre titre pris par lui, *conservadore*. Voyez Villani, l. c., lib. XI, cap. 12. *Cronica Sanese*, Mur., *Scrr.*, lib. XV, p. 173.

tête (1). Le même magistrat en proscrivit d'autres, et Florentins et Siennois se concertèrent pour instituer un chef commun chargé de poursuivre les bannis des deux villes; à Montalcino, les Siennois construisirent une forteresse.

La guerre contre Pise se poursuivit tout l'été par le pillage, les dévastations, le massacre et l'incendie portés sur le territoire pisan. Le 6 juillet le commandement fut confié à Ridolfo da Camerino, et Bonifazio Lupo fut remercié. Mais, tandis que le nouveau chef se tenait dans l'inaction entre Peccioli et Ghiazzano dans le Valdera, attendant de grands secours, les Pisans firent concentrer tous leurs soldats étrangers à Lucques. Ils avertirent les cent et quelques Gibelins, lorsque l'ordre serait proclamé pour quitter la ville, de ne point partir, mais d'affecter seulement de s'y préparer, afin que les autres s'en allassent. Tout cela convenu, ils firent publier que chacun, avant qu'un cierge fût brûlé, eût à évacuer la ville à un espace de mille toises à la ronde, sous peine de la fortune et de la vie. Au milieu des plaintes et des lamentations, enfants et vieillards, hommes et femmes quittèrent leurs foyers sans savoir où diriger leurs pas (2); les soldats sortirent de la forteresse, et de concert avec les Gibelins occupèrent la ville. A partir du 16 juillet, le général florentin poussa la guerre contre Pise à peu près comme elle avait été poursuivie précédemment, à la ruine des Pisans. Peccioli, Montecchio, Lajatico et Tojano furent enlevées l'une après l'autre. Voyant la guerre prendre cette tournure, les Pérugins envoyèrent aussi leurs auxiliaires.

Le général fut déterminé à la retraite par des troubles qui éclatèrent dans l'armée, parce que le comte Niccolo d'Urbino, Ugolino de' Sabatini de Bologne et Marcolfo de' Rossi de Rimini réclamaient une double paye en raison de la prise de Peccioli. Les soldats qui dans le camp avaient planté un chapeau auprès duquel s'arrêteraient tous ceux qui partageraient leur opinion furent congédiés par les Florentins; mais ils formèrent avec les soldats italiens, bourguignons et allemands qui s'étaient arrêtés au chapeau une nouvelle association guerrière, dite du Chapeau, à Orsaja, dans le territoire d'Arezzo, et vécurent en frappant le pays de contributions (1). A la faveur de ces troubles dans l'armée florentine, les Pisans avaient repris l'offensive, et firent des expéditions sur le territoire de Volterra, mais essuyèrent de grandes pertes sur mer; car Grimaldi incendia et pilla les lieux isolés sur la côte, enleva les points militaires importants, et les livra à l'occupation des Florentins.

En octobre, Piero de' Gambacorti fit encore une nouvelle tentative pour rentrer à Pise. Ses amis de la ville lui avaient assuré la porte de S.-Marco; il arriva donc le 10 octobre de Peccioli avec six cents cavaliers pesamment armés et trois cents chevaux légers jusqu'en face de Pise, et parvint à midi dans le faubourg de S.-Marco; mais les Pisans étaient trop bien sur leurs gardes, pour qu'il pût s'emparer de la porte, et il lui fallut s'en retourner. De son côté Perino

(1) La conduite envers Piglio est caractéristique pour ce temps : « Quando fu nel casato, fu assalito da sopradetto Ceccolo con gente armata à piè è à cavallo, gridando : *Alla morte, alla morte, traditore!* e presero il detto misser Lodovico, il quale stava à S.-Aostino, e gitar lo da cavallo ferito di più ferite; e robato li la coreggia d'ariento e il capuccio era tracento spade ignude; e strascinandolo per li capelli a furore fu menato a casa del detto Ceccolo conservadore alla sua stanza alla postierla. E fu subito posto alla colla, rotto e straziato. Era ferito le braccia e la gala e le gambe. Fattoli rivocare condennagioni, che avea fatte à certi de' Tolomei, e fattogli confessare per carta, che le avia fatte falsamente à petizione di Giovanni d'Agnolono Salimbeni, e molte altre cose simili, e ogni notte el collavano, e romperanlo e lassa vanlo sulla colla e tenevanlo come ladro, etc. »

(2) Villani, lib. XI, cap. 16.

(1) Jusqu'à ce que les Pérugins les prirent à leur solde contre leurs bannis, et abattirent complétement ceux-ci; ils en firent décapiter dix-sept.

de' Grimaldi, qui poussait la guerre maritime contre Pise moyennant l'argent florentin, enleva aux Pisans Porto-Pisano, brûla tout ce qu'il y trouva de la marine pisane, et envoya en trophée à Florence la grande chaîne de clôture du port. Durant l'hiver, il ne se passa rien de bien important. Diverses tentatives des Pisans sur les places florentines échouèrent. Enfin, le 12 avril 1363, les Pisans s'emparèrent d'un ouvrage fortifié dans le territoire de Volterra, Gello, et prirent à leur service une compagnie d'Anglais (au moins d'aventuriers levés en France avec l'argent de l'Angleterre), qui depuis longtemps était en Italie, et se nommait la compagnie blanche. Elle était commandée par un Allemand nommé Albert.

Dans l'année 1363, les Florentins avaient confié le commandement de leurs troupes au seigneur Piero da Farnese. Après quelques échecs celui-ci, à la tête de huit cents cavaliers et de huit cents fantassins atteignit le 7 mai, près de Bagno a Vena, le chef pisan Rinieri del Buffa da Boschi, et ils se livrèrent un furieux combat où les Pisans furent battus. Leur chef fut pris; mais d'un autre côté le commandant florentin d'Altopascio, livra cette place aux Pisans pour trois mille florins d'or, et les Pisans acquirent dans le seigneur Ghisello degli Ubaldini un vaillant général.

Piero da Farnese adressa encore dans ce mois de mai une insulte alors d'usage à la guerre : le 17, il se dirigea d'Empoli vers la ville ennemie, dont il dévasta le territoire durant plusieurs jours, et enfin devant les portes il fit frapper des monnaies d'or, des monnaies d'argent et des *quattrini* (1). Cinq semaines après, le seigneur Piero fut emporté par une épidémie qui désolait la haute et la moyenne Italie. Il eut pour successeur dans le commandement son frère Ranaccio da Farnese, dont la tâche était plus difficile; car de leur côté les Pisans se trouvèrent en état non-seulement de renvoyer l'insulte aux Florentins de faire frapper de l'argent sous leurs murs à la fin de juillet, mais encore d'y tenir de grandes courses de chevaux. Le meurtre et l'incendie s'étendirent sur toute la basse vallée de l'Arno (1). Mais Ghisello degli Ubaldini mourut, peu de jours après son retour de cette expédition, à Pise.

Les Florentins, qui s'étaient laissé enlever la compagnie blanche par les Pisans, avaient su acquérir l'appui de trois petites troupes de cavaliers allemands, l'une sous les ordres de Henri de Montfort et de deux autres comtes allemands, la seconde commandée par un certain Hugo, et la dernière qui avait pour chef un comte Hartmann. Mais la faiblesse de l'État s'abaissait alors au-dessous de celle de l'armée; car le parti qui s'en était rendu maître ammonestait de plus en plus; de nombreux citoyens étaient exclus des emplois, et ceux que ne frappait pas cette exclusion s'en écartaient par crainte; ainsi quiconque n'appartenait pas au parti, et ne s'humiliait pas à rechercher ou acheter sa faveur, se retirait de lui-même, ou se trouvait rejeté. Au contraire des citoyens récemment domiciliés et des hommes de basse classe entraient dans les charges pour de l'argent (2); et lorsque les payements n'étaient pas assez nombreux, les membres du parti et leurs fils, la plupart à peine entrés dans leur vingtième année, étaient revêtus de dignités, pourvus d'honneurs. La nécessité, agissant là comme partout, ramena enfin les Florentins en des voies meilleures. Déterminés par Pandolfo

(1) On appelait ces bravades guerrières *beffe muccerie*.

(1) Filippo Villani, *Cont. delle Storie di Mat. Villani*, lib. XI, cap. 63.

(2) Fil. Villani, l. c., cap. 65 : « Il reggimento della città era venuto in parte e non piccola in uomini novellamente venuti del contado e distretto di Firenze, poco pratici delle bisogne civili e di gente venuta assai più da lungo, i quali nella città s'erano alloggiati e colle richezze fatte d'arti e di mercatanzie e usure in dilazione di tempo trovandosi grossi dinari, ogni parentado faceano che a loro fosse di piacere, e con doni, mangiari, e preghiere occulte e palesi tanto si metteano inanzi, ch'erano tirati agli ufici e messi allo squittino. »

Malatesta de Pesaro, ils nommèrent une *balia* pour la guerre, de huit citoyens pleins de sagesse, et le seigneur Pandolfo lui-même se rendit en allié dans la ville avec cent cavaliers et cent fantassins. D'abord la fortune se déclara pour les Pisans. En septembre, leur général Manetto di Lomo de Jesi avait pénétré par le Chianti dans le Val d'Arno supérieur, pris et renversé Fighine, et lorsque, par les conseils de Pandolfo, presque toutes les forces des Florentins (1) se dirigèrent vers La'ncisa pour s'opposer, sous les ordres de Ranuccio, à l'armée pisane, tandis que lui-même avec l'association militaire du Chapeau et cinq cents cavaliers d'élite attaquerait Pise, les Florentins furent défaits complétement dans le Val d'Arno supérieur le 3 octobre, et Ranuccio lui-même tomba entre les mains de l'ennemi. Pandolfo se tourna de nouveau du côté de La'ncisa; mais il se laissa tellement effrayer par le comte Hartmann, qui s'était avancé à sa rencontre sans cependant tirer l'épée, qu'il revint aussitôt à Florence, où il fut élu général à la place de Ranuccio. Connaissant trop bien l'état de trouble de la république, Pandolfo déclara ne pouvoir accepter le poste de généralissime que si on lui laissait exercer librement sur l'armée le droit de vie et de mort dans la ville comme sur le territoire, et que l'armée prêtât serment de fidélité à lui et non pas à la république. Mais les Florentins se décidèrent à rester dans la détresse et le désordre plutôt qu'à devenir ses sujets, nommèrent un des Baldi à Città di Castello pour défenseur *del popolo* avec une grande extension de pouvoir, et firent jurer par tous les soldats fidélité à la ville. Pandolfo, voyant que ses désirs n'étaient pas remplis, fit des concessions, et accepta le commandement aux mêmes conditions que ses prédécesseurs l'avaient exercé.

Cependant les Pisans partant de Fighine portaient au loin le pillage et l'incendie dans la haute vallée de l'Arno, dans le Casentino, et en d'autres cantons environnants. Se trouvant assez chargés de butin, ils firent croire à Pandolfo qu'ils projetaient une expédition contre Florence elle-même; et tandis que tout était en confusion dans cette ville, ils revinrent par Chianti, et entrèrent à Pise en triomphe. En janvier de l'année suivante (1364), la *condotta* de la compagnie blanche fut renouvelée à Pise, et à sa tête se plaça un de ses anciens chefs, le *condottiere* John Hawkwood, si fameux dans les guerres d'Italie. Au commencement du printemps, ses gens renouvelèrent leurs expéditions et leurs pillages. De plus les Pisans engagèrent Baumgarten (Lando était mort sur ces entrefaites) avec trois mille lances; de sorte que, disposant de six mille cinq cents cavaliers bien pourvus d'équipements, ils pouvaient présenter la paix avec honneur aux Florentins; mais ils l'offrirent à de telles conditions que les Florentins préférèrent la guerre, si cher qu'elle dût leur coûter (1).

Les corps de pillards de Hawkwood s'avancèrent en avril jusqu'à la porte du Prato de Florence; puis il entra avec ses troupes dans le Mugello, où Pandolfo et Henri de Montfort s'opposèrent à sa marche, et le forcèrent à rentrer dans la plaine de Pistoja. Pandolfo, qui projetait d'arriver à la *signoria* de Florence, s'imagina qu'il était devenu indispensable. Pour faire une épreuve, il demanda une permission de quartorze jours sous prétexte de pressantes affaires de famille; mais, à son grand étonnement, non-seulement il obtint la permission, mais on lui accorda son congé. Henri de Montfort fut mis à sa

(1) Cependant les Florentins avaient aussi pris à leur solde l'association du Chapeau, qui après avoir été congédiée par les Pisans errait dans les maremmes. Mais, avant qu'elle eût rendu aucun service, elle fut surprise par les Siennois dont elle avait dévasté le territoire, et ses chefs furent faits prisonniers.

(1) Le consul de Florence répondit, sur les instances d'un chargé d'affaires du pape, de l'ambassadeur des républiques de Gênes, Sienne et Perugia : « Che voleva pace dove fosse sopportabile e onesta. »

place (1); mais celui-ci ne fut pas plus heureux, et le premier mai l'on aperçut le camp de l'ennemi sur les hauteurs de Montughi et de Fiesole. A la porte de S.-Gallo fut livré un sanglant combat. Sous les yeux des Florentins, Baumgarten fut tour à tour victorieux et repoussé. Les gens d'Hawkwood regagnèrent les hauteurs (2). Le 2 mai, ils passèrent l'Arno, et attaquèrent la porte de S.-Friano; rejetés de ce point, ils dévastèrent cette partie de territoire, remontèrent à S.-Miniato a Monte, franchirent l'Arno au-dessus de La'ncisa, se dirigèrent vers Tartaglieze, entrèrent dans le territoire d'Arezzo, et revinrent à Pise par celui de Cortona et de Sienne. Mais, durant leur absence de Pise, Henri de Montfort s'était avancé librement vers Porto-Pisano et Livourne. Il trouva ces places désertes, et les incendia. Ses mouvements s'étaient opérés avec facilité; car de nouveaux mercenaires allemands, arrivés récemment de Lombardie à Pise, d'où ils devaient marcher à sa rencontre, joyeux de le revoir, le laissèrent accomplir ses projets. Son œuvre achevée, il revint à Florence par le territoire de Volterra.

L'événement véritablement décisif de cette campagne fut la résolution des Florentins, assez bien avisés pour faire accepter neuf mille florins d'or à Baumgarten tandis qu'il se tenait sur le territoire de leur ville, et pour négocier avec lui l'engagement de ses troupes et de celles d'Hawkwood aussitôt après l'expiration de leur *condotta* de Pise. Ils réussirent en grande partie. Baumgarten avec un grand nombre de soldats de la compagnie blanche quitta les Pisans, et promit de ne pas servir de cinq mois contre Florence. Pour Hawkwood, il demeura fidèle aux Pisans. Baumgarten avec ses troupes se dirigea sur le territoire de Sienne, et lui fit souffrir toutes les calamités de la guerre. Néanmoins les Florentins ne voulurent pas avoir pour général unique un *condottiere* étranger, et appelèrent le vieux Galeotto Malatesta, qui d'après l'avis des astrologues fit son entrée dans Florence le 17 juillet à deux heures, et reçut le bâton de commandement des prieurs à cheval devant le palais (1). Henri de Montfort fut nommé son lieutenant; cependant Galeotto ne mena pas l'armée à l'ennemi avant qu'on ne lui eût accordé le droit de vie et de mort sur les soldats. Dans la nuit qui précéda le 19 juillet, Galeotto s'approcha de Pise, et campa le matin près de Cascina. Mais, comme alors presque les trois quarts de l'armée (il y avait plus de quatre mille cavaliers, quelques-uns mercenaires, d'autres auxiliaires, quelques-uns aussi Florentins, et onze mille fantassins) avaient déposé les armes à cause de la chaleur insupportable, et se baignaient dans le fleuve, ou se reposaient à l'ombre, et cherchaient à se rafraîchir de diverses manières, tandis que le général, atteint de la fièvre, s'était mis au lit, Hawkwood s'aperçut que les abatis protégeant ce camp n'avaient pas été placés avec soin; et il aurait anéanti l'armée tout entière, si Manno Donati, qui réfléchissait aux dangers auxquels était exposée l'armée par tant de négli-

(1) Fil. Villani, l. c., cap. 87.

(2) Cette manière de faire la guerre, non-seulement pour nuire à l'ennemi, mais pour l'outrager, rend les détails très-intéressants. On rencontre dans ce temps une infinité de scènes pittoresques; par exemple, la description de la fête que les gens de Baumgarten célébrèrent en l'honneur du combat de cavalerie pendant la nuit, dans leur camp, que l'on découvrait de Florence: « La festa fu in questa forma : che le brigate à cento i più à venticinque i meno, con fiaccole in mano si vedeano danzare, e l'una brigata si scontrava con l'altra gittando talora le fiaccole, e ricevendole in mano, e talora mettendole a giro, e a modo d'armegiatori seguendo l'un l'altro ordinatamente, e queste fiaccole passavano le duemila, con gran gravazze di grida e stromenti. » Qui reconnaîtra dans nos danses compassées les filles de ces fêtes grossières et cependant magnifiques?

(1) L'étiquette militaire étalée dans ce temps est pleine d'attrait; quelques parties s'en conservèrent au delà du moyen âge. On ne trouvera pas facilement une époque plus romantique, plus favorable au développement de l'audace et des forces naturelles.

gence et par le manque de précautions, n'eût fait tout à coup armer tout le monde, et occuper fortement les points les plus faibles. Les Pisans étaient bien informés de l'abandon des Florentins, mais ils ne furent pas instruits du changement survenu, et furent repoussés par les arbalétriers génois de Grimaldi, par les Arétins et les fantassins du comte de Casentino. Hawkwood, qui se tenait à l'arrière-garde, dut faire tête à l'ennemi, et sans la trop grande prudence du général, Pise elle-même aurait pu être enlevée. Mille hommes étaient restés sur le champ de bataille, les Florentins avaient fait près de deux mille prisonniers. Aussitôt les troupes auxiliaires réclamèrent double paye et la solde entière de leur mois, qui n'était pas encore écoulé. Elles étaient revenues à Florence pour la fête de la victoire, et devaient faire une invasion sur le territoire lucquois; mais elles demeurèrent entre Montepopoli et Marti jusqu'au 18 août, attendant que leur réclamation fût accueillie. Le 10 août, Galeotto revint jusqu'aux approches de Pise. Là un combat meurtrier s'engagea, dans le camp florentin, entre les mercenaires allemands et anglais. L'interposition du général y mit un terme par un armistice de trois jours, qui fut transformé le lendemain en une trêve de quinze jours.

Ces circonstances décidèrent enfin, à ce qu'il paraît, les conseils florentins, et la défaite récemment subie détermina les Pisans à songer sérieusement au rétablissement de la paix. Toutefois les négociations étaient encore extrêmement difficiles, parce qu'un banquier pisan, Giovanni d'Agnello, durant la guerre était parvenu à une telle importance, surtout par une ambassade auprès de Bernabo de' Visconti, qu'il espérait s'élever à la *signoria* de Pise, si la guerre se continuait. Il fit tout son possible pour empêcher encore la paix; il prit à sa solde des serviteurs armés, et se conduisit de telle sorte que le peuple s'aperçut de ses vues. Enfin il fut poussé par la nécessité à l'exécution plus brusque de ses projets que lui-même ne s'y était attendu. Un soir un certain nombre des citoyens les plus influents de Pise s'armèrent et se rendirent auprès des anciens, de là pendant la nuit dans la maison de Giovanni, qui était secrètement occupée par des gens armés, tandis que lui-même, revêtu d'une cuirasse sous ses habits, se trouvait au lit à côté de sa femme; entendant pénétrer dans sa chambre les citoyens entrés par la porte de la maison qui, en conséquence de ses dispositions antérieures, avait été ouverte sans contestation, il fit semblant de dormir, et se mit à ronfler très-fort. Sa femme s'élança le sein découvert, et dit aux arrivants que son mari était endormi de fatigue, mais qu'elle allait l'éveiller si on le voulait. Ceux-ci, honteux d'avoir soupçonné une maison si paisible, s'éloignèrent, et assurèrent les anciens que tout allait bien. Mais Giovanni d'Agnello et Hawkwood, qui était d'intelligence avec lui, réunirent dans la même nuit tout leur monde, et occupèrent sans bruit tous les abords du palais des anciens. Giovanni déclara aux anciens, tirés alors de leur sommeil, que la Vierge Marie lui avait révélé qu'il devait gouverner Pise en qualité de doge pour un an, qu'il venait de se saisir du gouvernement, que moyennant trente mille florins les mercenaires seraient satisfaits, que les anciens pourraient lui confirmer cette autorité. Environnés d'épées étincelantes, ils lui prêtèrent serment de fidélité. Ensuite Giovanni fit appeler les citoyens les plus importants, leur annonça ce qui s'était passé, promit à l'un le vicariat dans Lucques, à l'autre dans Piombino, et à chacun ce qui pouvait le satisfaire dans le changement opéré. Le lendemain il parcourut les rues à cheval avec les anciens, et le peuple le salua comme doge. Puis il désigna seize familles(1) parmi lesquelles la dignité ducale

(1) Toutes ces familles reçurent le titre de comtes, et prenant des armoiries communes, un léopard d'or sur champ de gueules, formèrent une nouvelle branche de noblesse. Cf. Fil. Villani et Tronci, l. c., p. 414. C'étaient F. Casciano, del Mosca, da Rosignano de' Scarsi, del Fornajo, da Vico, de' Maggiulini, Botticella, Benetti, Ajutamicristo, Scaccieri, Zacci, Damiani, Rosselmini, degl' Occhi et del Compagno. La nouvelle branche de noblesse se nommait *il casato de' conti*. La *Cronica di*

devait passer annuellement, et promit à tous des monts d'or.

Le 30 août 1364, ces faits accomplis, comme le nouveau doge avait besoin de la paix, toutes les conditions en furent facilement arrêtées à Pescia : 1° les Pisans feraient restituer aux Florentins Pietrabuona, cause première de la guerre; 2° les Pisans payaient aux Florentins cent mille florins en dix années pour frais de guerre; 3° les Florentins recouvraient tous les droits et franchises dont ils avaient joui jadis à Pise ou sur le territoire pisan; 4° les Pisans rasaient Castel del Bosco et quelques autres forteresses; 5° les Pisans rendaient toutes les conquêtes et tous les prisonniers.

D'abord le peuple de Florence, qui venait à peine de goûter le plaisir de la victoire, fut mécontent du traité; bientôt il le trouva très-avantageux. Durant l'automne toutes les compagnies et associations militaires attirées par la guerre quittèrent la Toscane pour la Romagne, la Marche, et les lieux où ils espéraient trouver des combats et du butin. Mais le général Galeotto ne survécut pas à la paix; il mourut dans les derniers jours d'août (1).

Pour l'histoire de l'année 1365, nous sommes très-pauvres en matériaux (2). A Sienne, Tolommei et Malavolti s'attaquèrent encore, ce qui les fit condamner à de fortes amendes par le *conservadore*. Les Siennois avaient plus à faire que toute autre ville toscane pour se délivrer des compagnies de pillards. A Pise, le nouveau doge (qui en réalité n'était qu'un *signore*, et avait fait le précédent général Manetto di Lomo de Jesi *capitano* du peuple) cherchait à s'affermir de toute manière, et surtout par la reconnaissance du pape, qu'il sollicitait vivement. Comme le pape et l'empereur même dirigeaient des efforts chaque jour plus sérieux vers les Visconti de Milan, à l'amitié desquels le doge devait surtout son élévation, Giovanni d'Agnello se prépara contre tout événement, pour être en état de se maintenir par la force. Les Florentins, par la jouissance des avantages obtenus et leur amitié avec tous leurs voisins (une alliance avait été formée avec Sienne et Pise au printemps de 1366), paraissaient se refaire des fatigues de la guerre. En janvier 1366, la compagnie d'Hawkwood revint sur le territoire de Sienne et de Perugia. Au même temps le cardinal légat pontifical Egidio d'Albornoz, après avoir ramené en partie à la soumission les cantons septentrionaux de l'État ecclésiastique, engagea la guerre aussi contre la ville entièrement libre de Perugia. Le pape Urbain V pensait sérieusement à transférer la résidence pontificale d'Avignon à Rome. A Viterbo s'éleva pour lui un palais; à Rome, on mit en état les bâtiments d'habitation du souverain pontife. Enfin, au mois de mai 1367, il arriva à Gênes, toucha le 1er juin à Porto-Pisano (1), et débarqua ensuite à Corneto, où d'Albornoz l'attendait avec impatience, et se mit à sa suite jusqu'à Viterbo. L'association de l'Étoile avait voulu livrer au légat Perugia et Assisi; mais la négociation fut découverte, et Albert, *condottiere* allemand qui commandait cette compagnie, fut décapité à Perugia. D'Albornoz avait enlevé aux Pérugins Assisi, Gualdo et plusieurs autres places fortes, et les avait réduites en

Pisa cite une famille de moins, et une par une autre désignation, c'est-à-dire les Rave ou Rau, au lieu des Zacci et des Scarsi. N'étaient-ce pas diverses branches des Rau ?

(1) Fil. Villani, l. c., cap. 101.

(2) Il est pénible pour l'historien de perdre, à la conclusion de la paix avec Pise, le fil tenu si fermement par Giovanni Villani, par Matteo et enfin par Filippo Villani, durant un long espace de l'histoire de Florence. Il s'en faut de beaucoup que les écrivains florentins postérieurs présentent leurs tableaux avec la même simplicité. Il faut donc renoncer à pénétrer dès lors dans les particularités de l'époque.

(1) *Cronica Sanesa*, l. c., p. 192. Les Pisans avaient tout préparé à Livourne pour la réception du pape; mais ses vaisseaux se contentèrent de prendre de l'eau fraîche à Porto-Pisano. Il faut donc expliquer pourquoi Tronci (l. c., p. 416) et les autres disent qu'il toucha à Livourne sans descendre à terre.

mai 1366 à un traité de paix. A l'arrivée d'Urbain à Viterbo, il put lui garantir tout l'État de l'Église, tous les rebelles étaient domptés, toutes les villes reconnaissaient la souveraineté du pape. Urbain désirait amener une alliance entre les villes toscanes; mais Sienne et Perugia, avec les lieux qui en dépendaient, purent seules y être décidées: le doge de Pise et les Florentins alléguaient leurs alliances avec Milan. D'Albornoz négocia encore en juillet contre les Visconti une grande ligue à laquelle on travaillait depuis longtemps, et dont Urbain ratifia les conditions en août, à Viterbo; mais il mourut dans le même mois le 24 août 1367 (1).

Comme alors s'approchait Charles IV, qui désirait avoir une entrevue avec le pape, le doge de Pise crut devoir essayer d'abord les voies pacifiques avant de se décider à une résistance ouverte; une ambassade offrit de sa part à l'empereur, contre la confirmation de la dignité ducale, la pleine possession de Lucques, en y ajoutant de grosses sommes. Charles IV agréa les propositions, créa chevaliers les envoyés, et les traita de la manière la plus gracieuse (2). Giovanni d'Agnello remit aussitôt la ville de Lucques (3) à l'envoyé de l'empereur, l'évêque Markwald d'Augsburg.

Cependant à Sienne une nouvelle lutte avait éclaté parmi les habitants. Le seigneur Giovanni di Pagliaresi s'était exprimé injurieusement sur le conseil de gouvernement, et avait été pour cela condamné à une amende de deux mille deux cents florins d'or. Les douze voulaient même prononcer contre lui la peine de mort et la confiscation, et ne s'en abstinrent qu'en voyant presque toute la noblesse disposée à le protéger (1). La crainte de ce parti mécontent de la ville avait aussi déterminé les douze à s'unir étroitement avec Urbain, et lorsqu'il fut menacé par les Viterbiens (qui attaquèrent ses courtisans après la mort d'Albornoz, prirent et tuèrent plusieurs ecclésiastiques éminents) à lui envoyer une escorte armée. Mais la suite de tout cela fut qu'une partie de la ville se rattacha aux nobles, et que plusieurs des douze se tinrent de leur côté. On les nomma le parti des Caneschi, qui comprit plusieurs des principales familles, particulièrement les Tolommei, les Piccolomini, les Saracini et les Ceretani. Dès le mois d'avril 1367, un certain Mejo di Renaldo avait dénoncé en prison que les Caneschi, parmi les douze, avec l'aide des familles nobles nommées ci-dessus, voulaient chasser leurs adversaires, les Grasselli (auxquels parmi la noblesse se rattachaient principalement les Salimbeni et les Malavolti par inimitié contre les Tolommei et les Piccolomini). Mais les Grasselli n'osèrent pas intenter de poursuite là-dessus. A l'approche de l'empereur, les deux factions étaient tellement divisées, que les Caneschi, indépendamment de l'ambassade de la ville (à la tête de laquelle marchait le Salimbene Giovanni d'Agnolino Bottoni, depuis longtemps acquitté par les huit), en adressèrent une particulière à Charles IV.

Ce prince arriva enfin en août 1368, par Modène, dans le canton de Lucques; le doge de Pise s'avança au-devant de lui jusqu'à la Chiara, près de Moriana, en reçut l'accueil le plus honorable, obtint l'ordre de chevalerie pour lui et ses fils, avec le plein pouvoir de créer chevaliers dix-huit autres Pisans,

(1) Sismondi, *Hist. des Républiques italiennes*, vol. VII, p. 19.

(2) Tronci, l. c., p. 417. Giovanni d'Agnello n'avait nullement renoncé, comme il l'avait promis, à la dignité de doge après l'expiration de l'année. Il se l'était fait, au contraire, confirmer pour la vie, et l'avait fait déclarer héréditaire pour ses fils Gualtieri et Auti. *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1047. Les anciens subsistèrent encore sous le doge, mais comme ses employés.

(3) C'est ici une erreur: la plupart nomment Markwald d'Ausburg comme vicaire à Lucques, d'autres le patriarche d'Aquilée. Ce fut d'abord Markwald vraisemblablement; ensuite il devint vicaire dans toute la Toscane, et le patriarche exerça cette dignité à Lucques.

(1) Malavolti, l. c., p. 128 b. *Cronica Sanese*, l. c., p. 192.

ceux qu'il voudrait, et deux de ses neveux (1). Le 4 septembre, Charles IV fit son entrée à Lucques (2). Le même jour, le doge fut frappé d'un coup qui entraîna sa ruine.

Un comédien distingué, qui était venu à Lucques avec l'empereur, s'exerçait sur une galerie de bois élevée à la hâte, et le doge assistait à la représentation avec beaucoup d'autres personnages distingués. Tout à coup la galerie s'écroula sous le poids qui la surchargeait, et le doge eut une cuisse cassée. Pour prévenir toute nouveauté, son fils Gualtieri accourut aussitôt à Pise, mais trouva déjà la ville en fermentation, et bientôt le tumulte éclata, le peuple s'écria : *Viva lo imperadore! e muoja lo dogio!* Le *popolo grasso* reprit le gouvernement le 5 septembre. Tous les Bergolini expulsés, à l'exception de Piero de' Gamba corti, osèrent revenir. Toutefois l'empereur, qui fit son entrée le 3 octobre, en quittant la ville le 8, nomma Gualtieri pour son vicaire à Pise.

Les Florentins observèrent la même conduite qu'au séjour précédent de l'empereur en Toscane, et parvinrent à le tenir éloigné du territoire de leur ville. De Pise, il se dirigea sur Sienne. Là il trouva tout dans une horrible confusion. Les Grasselli avaient sommé les Salimbeni et leurs autres partisans parmi la noblesse de se préparer, parce que le parti contraire méditait de frapper un grand coup; de leur côté les Caneschi avaient aussi appelé aux armes les Tolommei et leurs adhérents, et il y eut bien neuf mille lansquenets pris à la solde des divers partis, formés parmi les douze eux-mêmes, mais surtout des diverses familles nobles. A l'aspect de la puissance de ces dernières, les diverses fractions des Salimbeni et des Malavolti, aussi bien que des Tolommei, des Saracini et des Piccolomini, se réunirent tout à coup afin de changer la constitution plutôt que de se détruire entre elles. Le 2 septembre, elles enlevèrent aux douze le palais et le gouvernement, et ceux-ci cédèrent le pouvoir sans contestation ; car le parti renversé lui-même et le *popolo minuto* s'étaient joints à la noblesse (1). La nouvelle constitution fut dès lors tout à l'avantage de la noblesse, puisque pour la nomination des conseils on ne se basa plus sur les quartiers urbains, mais sur les états. Treize consuls furent placés à la tête de la ville, dont cinq tirés des cinq familles nobles les plus puissantes (*schiatti maggiori*); c'étaient : Salimbeni, Malavolti, Tolommei, Saracini et Piccolomini ; cinq autres du reste de la noblesse, et trois du parti jadis si rudement poursuivi des neuf.

Après que le changement fut opéré, les nouveaux maîtres le notifièrent à l'empereur; mais en même temps les Salimbeni formèrent le plan de modifier encore la constitution avec l'aide de ce prince, et de se mettre seuls à la tête des affaires. Ils envoyèrent donc en secret des messagers à Charles à Pise, lui découvrirent leurs projets, qui furent accueillis facilement, et en reçurent le seigneur Malatesta Unghero de' Malatesti de Rimini avec huit cents cavaliers. La faction des douze, précédemment rattachée à leurs intérêts, était maintenant encore avec eux; et le 23 septembre les gens des Salimbeni parcoururent les rues en criant : *Viva el popolo! viva lo 'mperadore!* Durant trois heures, on combattit avec acharnement près de S.-Andrea, où le reste de la noblesse et les consuls leur barrèrent le chemin; mais, comme de tous les points de la ville le *popolo* se levait au secours des Salimbeni, à la fin les consuls durent déposer le pouvoir, et furent si complétement dépouillés dans le palais, qu'ils regagnèrent leurs maisons en simple pour-

(1) Tronci, l. c., p. 418.

(2) *Memorie e documenti per servire all' istoria di Lucca*, vol. I, p. 398.

(1) *Cronica Sanese*, l. c., p. 197. Les marques du gouvernement étaient : 1° la possession du *palazzo publico;* 2° la *bacchetta*, ou le commandement supérieur de la force armée; 3° les *suggelli*, pour l'expédition des actes de l'État; 4° les *campane*, pour la convocation des colléges et conseils; 5° les *fortezze della città*, les fortifications de la ville. Tout cela était livré à qui obtenait le gouvernement.

point. Tous les nobles abandonnèrent la ville, et le gouvernement fut alors constitué de telle sorte, que trois membres tirés des familles qui figuraient parmi les adhérents des neuf, quatre de celles qui avaient formé la faction des douze dans la dernière lutte, et cinq du *popolo minuto*, composèrent le collége suprême des douze (1). Toutefois Malatesta exerça encore la *signoria*, nomma le podestat; tous les ordres furent donnés en son nom, marqués de son sceau; les Salimbeni avaient occupé tous les ouvrages fortifiés de la ville.

Charles trouva Sienne encore dans cet état lorsqu'il y arriva le 12 octobre. Il prit la *signoria* le 13, et la remit le 14 à Malatesta, qu'il installa comme son vicaire, en quittant la ville le même jour pour continuer sa route vers Rome. Les Salimbeni reçurent six des places les plus fortes du pays de Sienne, pour les garder deux cents lansquenets que la ville paya, et pour troupes affectées à leur maison cent cinquante autres lansquenets aux frais de la ville. Mais au temps même où s'effectuait cette expulsion de la noblesse de Sienne, les Pérugins chassaient aussi complétement leurs nobles, qui ne voulaient pas s'en tenir à la capitulation conclue avec le cardinal-légat, et, pour se replacer à la tête du gouvernement, s'efforçaient d'amener la ville à une sujétion entière envers l'Église. Il résulta de tout cela que les places de ces nobles expulsés, et même des points isolés et fortifiés des villes, furent occupés et défendus, et que sur tout le pays s'étendirent le meurtre et le pillage. Contre de pareils désastres on adopta une bien faible mesure; les Siennois déclarèrent six familles nobles ennemies de l'État et rebelles. Mais comme la ville elle-même était encore en confusion, que Malatesta, les Salimbeni, le parti des anciens douze et du *popolo minuto* s'agitaient pour expulser le parti des neuf du pouvoir, les décrets contre les nobles du pays ne pouvaient recevoir aucune exécution. Le 11 décembre, le *popolo minuto*, excité par les ambitieux non satisfaits, se souleva, et jeta hors du palais les trois des neuf avec les quatre des douze, et fit élire par les cinq *popolari* dix autres membres du *popolo minuto*, en sorte que quinze hommes pris dans les trois quartiers gouvernaient la ville, et que par eux dominait le bas peuple sous Malatesta. Pour obtenir le repos, l'on convint ensuite que les trois des neuf et les quatre des douze seraient repris, et que huit *popolari* seulement siégeraient avec eux dans le collége (1). A côté de ce conseil supérieur de ville des défenseurs (comme on les appelait), fut institué un grand conseil de huit cent cinquante-huit assesseurs. En dépit de tout cela, le désordre continua dans la ville jusqu'à l'arrivée de Charles, le 22 décembre, au retour de Rome. A grand'peine il rétablit l'ordre dans la ville et le pays, et le 18 janvier 1369 les nobles jurèrent une paix qui avait été négociée avec eux. Mais dès le lendemain s'éleva un tumulte populaire provoqué par les Salimbeni, en sorte que la mort menaçait quiconque favorisait les nobles, et plusieurs furent immolés pour s'être agités dans l'intérêt de la paix, particulièrement parmi les neuf. L'empereur consentit, et Malatesta soutint cette décision, que dès lors les membres de la faction des neuf dans le conseil supérieur fussent expulsés du palais; mais ils le quittèrent spontanément, et il ne resta que quatre des douze et huit *popolari*.

Tout à coup l'empereur arriva au palais avec ses trois mille cavaliers, et dès lors il devint clair pour le peuple que tout le tumulte n'avait eu pour but que d'établir un gouvernement fondé seulement sur la force. Aussitôt le *capitano* et le gonfalonier parurent à la tête du peuple armé, et le menèrent contre les troupes de l'empereur, en sorte que toutes les rues étaient remplies de combattants. Le porte-étendard de l'empereur fut

(1) Le parti de ces nouveaux douze fut nommé le parti des réformateurs.

(1) Toutefois l'un des huit *popolari* eut la charge de capitaine, et un autre celle de gonfalonier de la justice.

tué, et la bannière tomba. Charles se retira sur la Piazza de' Tolommei; enfin, après un combat de sept heures dans la ville, l'empereur avec ses gens fut rejeté dans les maisons des Salimbeni. Quatre cents impériaux étaient restés sur le terrain, douze cents chevaux étaient perdus, et tant de comtes, de chevaliers et d'émigrés blessés, qu'à peine savait-on où les déposer. Les Salimbeni s'enfuirent secrètement de la ville; Malatesta obtint à force de prières qu'une porte lui fût ouverte, et conduisit en pleurant les débris de ses troupes, deux cents cavaliers, hors de Sienne. Les trois des neuf naguère éconduits, suivis d'un pompeux cortége, précédés de trompettes, des couronnes sur la tête, des branches d'olivier à la main, rentrèrent dans le palais, et l'empereur, auquel personne n'osait offrir la moindre chose à manger ni à boire, fut assiégé avec le reste de son monde, jusqu'à ce qu'il se justifiât les yeux remplis de larmes, et découvrît tout le complot dans lequel on l'avait égaré. Ensuite les défenseurs lui rendirent une partie des équipages qu'on lui avait enlevés, ajoutèrent cinq mille florins d'or pour sa route, et le congédièrent avec deux mille cavaliers le 25 janvier, après qu'il les eut nommés pour ses vicaires, et qu'il eut richement doté la ville de priviléges. Les troubles de Sienne se prolongèrent encore jusqu'au 16 février; alors les défenseurs instituèrent un nouveau fonctionnaire, l'*esequitore* ou sénateur qui devait réprimer les désordres à venir et affermir la tranquillité. Mais, comme les nobles n'avaient pas été accueillis dans la ville, la paix arrêtée ne fut pas maintenue. Lorsqu'enfin les Salimbeni eurent quitté la ville, l'état de guerre se reproduisit dans tout le pays de Sienne; en mars, un nouvel accommodement put s'opérer avec la noblesse expulsée, et après une réconciliation entre les Salimbeni et le reste des nobles, la paix fut proclamée le 1er mai. Toutefois une fraction considérable de la noblesse n'y adhéra point, et trouva un asile depuis juillet jusqu'en décembre auprès des comtes de S.-Fiore, qui se révoltèrent contre Sienne.

Durant l'absence de l'empereur, Pise n'avait pas été beaucoup plus tranquille que Sienne. Comme la moitié des anciens était choisie parmi les Bergolini déjà rentrés, et l'autre moitié tirée des Raspanti, il en naquit une telle division que les marchands, redoutant un pillage de la ville par les troupes étrangères, prièrent le vicaire Gualtieri de les laisser fonder une association, la *compagnia di S.-Michele,* contre tous les perturbateurs; quiconque serait impliqué dans un désordre de la ville devait être exclu de cette société, dépouillé de ses priviléges, lui, ses fils et ses petits-fils. Dans cette société entrèrent plus de quatre mille citoyens; mais on n'y vit pas un Raspanti ni un Bergoline (1); et lorsque repassa l'empereur à son retour de Sienne, et que la compagnie voulut le recevoir comme son patron et son chef suprême avec de grands honneurs, les Raspanti craignirent qu'elle ne devînt toute-puissante à Pise par la faveur de Charles, et profitèrent de l'effroi qu'elle avait répandu dans la ville pour faire croire au prince que la compagnie voulait se saisir de sa personne pour lui arracher Lucques. En conséquence il ne vint pas dans la ville, livra Calcinaja aux Gambacorti qui étaient dans sa suite, et retourna précipitamment à Lucques. La compagnie de S.-Michele, composée en grande partie de riches marchands et artisans, songeait surtout aux bienfaits du sage gouvernement des Gambacorti, et décida enfin leur retour à Pise. Le 14 février, Piero, ses trois fils, son frère Gherardo et les trois fils de celui-ci, rentrèrent dans leur patrie, et furent reçus avec une grande joie.

(1) *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1051. A la tête de ces compagnies étaient deux *maggiori*, douze *consiglieri* et un *gonfaloniere*, avec une bannière portant l'aigle noire impériale sur un champ d'or. La compagnie se rassemblait au son des cloches de S.-Michele, et abattait tout ce qui voulait s'agiter tumultueusement dans la ville pour quelque motif que ce fût. Elle acquit une telle importance, que les anciens ne purent bientôt plus rien entreprendre d'important sans la consulter.

Sous l'influence de la compagnie, douze nouveaux anciens (ils changeaient à Pise tous les deux mois) furent choisis par l'empereur qui se tenait toujours à Lucques, et ceux-ci entrèrent en charge le 1er mars; mais, quoiqu'ils ne fussent point élus d'après les anciennes divisions, une partie fut bientôt pour les Raspanti, une autre pour les Bergolini, et la compagnie elle-même ne demeura plus dès lors étrangère à l'intérêt de faction, car les sept premières classes étaient presque entièrement décidées en faveur des Bergolini. Le mercredi de Pâques (4 avril), un certain nombre d'hommes de la compagnie, sous la conduite d'un Piero Pilotti, se leva de concert avec les Gambacorti et leurs amis, au cri de : *Vive le peuple! vive l'empereur!* pilla et incendia les maisons de ceux della Rocca et di Peracca; ensuite, réunis avec toute la compagnie et les Bergolini, ils élurent de nouveaux anciens, et confièrent au sieur Piero de' Gambacorti la *signoria* de la ville. Seulement la *Porta del Leone* tint encore pour les Raspanti, et l'empereur, qui fit arrêter les envoyés des nouveaux anciens, s'efforça de soutenir la garnison des ouvrages de la porte; mais les attaques de ses gens échouèrent contre la vaillance des citoyens, et comme les impériaux furent repoussés, la porte dut se rendre en très-peu de temps, et fut rasée. Les troupes de l'empereur et les Lucquois dévastèrent furieusement le territoire de Pise, comme la noblesse avait désolé celui de Sienne et de Perugia, sans que l'on pût obtenir ainsi le retour des Raspanti. Enfin les Florentins négocièrent entre l'empereur et Pise une paix qui se conclut le 29 avril. Moyennant cinquante mille florins d'or, l'empereur reconnut le gouvernement existant de Pise, et délivra les prisonniers; précédemment il avait tiré la même somme de florins des Florentins (1). S.-Miniato del Tedesco s'était remis au patriarche demeurant à Lucques en qualité de vicaire pour l'empereur, et le patriarche avait envoyé de Lucques et de S.-Miniato des détachements piller les cantons florentins voisins, afin de réduire par là les Florentins à l'achat de la paix (1), ou en d'autres termes leur arracher par force ce présent que les autres villes de Toscane, qui se reconnaissaient sous la suzeraineté de l'empire, avaient coutume d'offrir spontanément.

Dès le 6 avril au soir, Charles avait appelé auprès de lui les anciens, dans l'*Agosta*, et là, en présence de toute sa cour, il leur avait déclaré que désormais la ville de Lucques serait libre à jamais de toute autre soumission que celle due à l'empereur et à l'empire (2). Cette grâce, Charles se la fit encore chèrement payer, au moins cent mille florins, dont il existe encore une quittance sous la date d'août, à Udine, et qui doit avoir été promise en cette occasion. Les payements qui précédèrent la déclaration d'affranchissement ne doivent pas avoir été moindres (3).

(1) *Cronica Sanese*, l. c., p. 208 : « Lo 'mperradore si accordo co' Fiorentini a di 4 di marzo, [illegible] 'mperadore cinquanta mila fiorini d'oro in certe paghe, e facessene festa e falò in Firenze e nel contado. »

(1) Cf. Poggio Bracciolini, *Historia Flor.*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. XX, p. 263.

(2) *Memorie e documenti per servire all' istoria del principatos di Lucca*, vol. II, p. 6. L'acte d'affranchissement de Lucques est du 8 avril. P. 7 et sq.

(3) Depuis cet affranchissement de Lucques, on voit dans cette ville, à côté des dix anciens, deux conseils, l'un de dix-huit et l'autre de cinquante membres, le premier conseil secret des anciens. A Lucques aussi fut établi un *gonfaloniere di giustizia*, à la tête du collége des anciens, qui était chargé de représenter l'État, de recevoir les ambassades et de conduire les débats dans les conseils. Sous lui étaient placés les *gonfalonieri delle contrade*, et il surveillait la clôture et l'ouverture des portes à certaines heures. La garde du sceau de l'État, la convocation des conseils, l'inspection du service des anciens dans le palais, et la réception des écrits adressés aux anciens étaient attribuées à l'*anziano comendatore*, dont la charge changeait tous les six jours et roulait entre les anciens. Les anciennes associations armées ne furent pas rétablies. La ville fut divisée en *terzieri*, et chaque *terziere* en quatre *rioni*. Chacun de ces *rioni*

Avant de quitter Lucques, Charles réclama encore par un acte le Val di Nievole et le vicariat du Val d'Arno arrachés aux Lucquois par les Florentins; puis il installa comme son vicaire en Toscane le cardinal Guido da S.-Giovanni (de la famille des comtes de Boulogne et d'Auvergne), et lui assigna la ville impériale de Lucques pour résidence. Après le 12 juillet, il n'est plus question du séjour de l'empereur à Lucques; vers ce temps il doit avoir accompli son retour (1).

Après l'éloignement de l'empereur, les Florentins voulurent reconquérir S.-Miniato del Tedesco; tandis qu'ils l'assiégeaient avec les troupes auxiliaires des villes leurs alliées, le vicaire de l'empereur tenta de le secourir. Se sentant trop faible pour cela, il se tourna vers Bernabo de' Visconti; mais en même temps que les habitants de la ville assiégée s'adressaient à Bernabo, par l'entremise du cardinal, les Pérugins sollicitèrent aussi l'assistance de ce seigneur contre le pape, qui les menaçait. Aussitôt que les Florentins virent un ennemi dans Bernabo, ils envoyèrent des messagers à Rome, et conclurent avec le pape, contre le tyran de la Lombardie, une alliance à laquelle adhérèrent un peu plus tard non-seulement les Bolonais et les Pisans, mais encore les seigneurs de Padoue, Ferrare, Mantoue, et même la république de Lucques, rentrée tout récemment dans la sphère des États indépendants (2). Bernabo avait pris à sa solde John Hawkwood avec ses bandes, afin de pouvoir défendre Perugia contre Urbain; mais, comme S.-Miniato avait un besoin bien plus pressant de secours, les Anglais entrèrent du territoire pérugin sur celui de Pise, et campèrent, à la fin de novembre, entre Fosso Arnonico et Cascina, pour franchir l'Arno, qui était très-fortement gonflé (1). Les Florentins crurent pouvoir les vaincre facilement, et marchèrent de S.-Miniato contre eux avec une partie de l'armée de siége; mais, quoique plus nombreux du double, ils essuyèrent, le 1er décembre, une défaite complète, et Hawkwood se dirigea droit sur Florence, pour forcer par cette marche la levée du siége de S.-Miniato.

Un peu plus tard, dans le même mois, vinrent encore de Lombardie deux mille cavaliers se réunir aux troupes d'Hawkwood, pour le service de Bernabo. Le 31 décembre, ils prirent Prato, et pillèrent, dévastèrent la ville horriblement. Dans le cours de janvier 1370, ils continuèrent leurs pillages; mais rien ne put déterminer le général florentin, comte Robert de Battifolle, à la levée du siége, et il réussit en effet à s'emparer de S.-Miniato dans le même mois. Un homme du peuple de cette ville, dont la maison était construite sur les murs, offrit de préparer l'entrée, perça la muraille, et livra ainsi sa patrie aux Florentins, qui la traitèrent en ville conquise et assujettie, et firent trancher la tête aux auteurs de la défection. Lorsque le cardinal-vicaire quitta Lucques, en mars 1370 (2), les habitants détruisirent la forteresse de Castruccio, l'*Agosta*, au moyen de laquelle on les avait tyrannisés si longtemps. Bientôt après, Giovanni d'Agnello, l'ex-doge de Pise, rentra en Toscane appuyé par Bernabo; il se réunit, à Sarzana, avec Hawkwood et les autres mercenaires milanais tirés de Toscane, et parut le 15 mai dans le voisinage de Pise. Mais les Florentins, qui (depuis que les Pisans étaient menacés d'un tyran par Bernabo) étaient en

avait un gonfalonier; chaque *rione* se subdivisait en quatre quartiers, et à la tête de chaque quartier était un *pennoniere*. Les noms des *rioni* étaient empruntés à des circonstances et à des objets de la nature : Serena, Luna, Granchio, Falcone, Sole, Corona, Rosa, Gallo, Rota, Pappagallo, Stella, Cavallo. Les *terzieri* étaient S.-Paolino avec quatre anciens, S.-Salvatore avec trois, et S.-Martino avec trois.

(1) La *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1055, donne le 3 juillet comme jour du départ.

(2) *Poggii Bracciolini Hist.*, lib. I, l. c., p. 217.

(1) *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1055.

(2) *Memorie e documenti*, vol. II, p. 40.

très-bonne intelligence avec Pise, avaient envoyé aux Gambacorti quatre cents cavaliers et deux cents arbalétriers, à l'aide desquels et du parti Bergolini, les Gambacorti se maintinrent contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Une fois cependant la muraille fut escaladée sans bruit, lorsque les gardes accoururent à temps pour sauver la ville (1). Enfin, le 22 mai, Giovanni d'Agnello arriva avec ses gens à Livourne, puis pénétra sur le territoire de Sienne; à la fin du mois, il retourna sur ses pas, et se tint ensuite dans le Val d'Arno, le territoire de Volterra et les maremmes de Sienne et de Pise, jusqu'à l'approche d'une armée levée par les alliés contre Bernabo. Alors, Giovanni d'Agnello, dont les forces s'étaient accrues jusqu'à six mille cavaliers, revint le 22 juin à Pietra-Santa et Sarzana. La guerre prenait plus d'extension en d'autres parties contre Bernabo, comme on l'a raconté dans l'histoire de Milan (2). Avant la conclusion de la paix, qui se fit en novembre, le pape quitta les États romains, s'embarqua et revint à Avignon, où il mourut en décembre.

Au mois de mars de l'année suivante (1370) arriva une nouvelle compagnie de soldats allemands, conduite vers la Toscane par un comte Louis de Lando et Hans, *condottiere* allemand déjà fameux. Comme les Pérugins avaient eu déjà à leur solde cette compagnie, dite du comte Lutz (3), et que le territoire florentin fut épargné par elle, l'on crut généralement que les Pérugins et les Florentins l'avaient engagée pour dévaster le pays de Sienne et de Pise; car les vieux ressentiments de Sienne et de Perugia n'étaient pas encore entièrement éteints, et Florence, tout en aidant à défendre Pise contre Giovanni d'Agnello, c'est-à-dire contre Bernabo et la domination des Visconti, avait montré trop clairement qu'elle désirait maintenir Pise dans une certaine insignifiance, et même, autant que possible, acquérir la souveraineté sur elle.

A Perugia, les Raspanti avaient continué à se montrer très-opposés au gouvernement papal. Après qu'Urbain eut quitté l'Italie, ils crurent n'avoir plus besoin d'une surveillance aussi active, et regardèrent la liberté de leur ville comme assurée du côté de l'Église. Mais le successeur d'Urbain, Grégoire XI, nourrissait le même plan qu'avait adopté Urbain de transporter de nouveau à Rome la résidence des papes, et son légat, le cardinal de Burgos, prêta volontiers les mains, lorsque se trouva dans Perugia un parti qui livra la ville à l'Église. Ce parti était composé entièrement du bas peuple, qui haïssait les Raspanti, de cardeurs de laine, de sujets à peine inscrits à Perugia, ou qui n'y avaient presque point de relations.

Le 1er mai, le soulèvement populaire éclata aux cris de *viva la Chiesa e'l popolo!* Quatorze Raspanti furent immolés, les autres chassés; leurs maisons furent pillées et abattues en partie; la ville se donna au légat du pape (1).

Un semblable soulèvement se médita, un mois plus tard, contre Francesco da Casale, *signore* de Cortona, mais par un tout autre parti, par les citoyens les plus importants et les plus liés d'amitié avec Casale. Ils le surprirent tout à coup après avoir dîné avec lui; l'un d'eux lui enfonça un couteau dans le cou; des gens armés, disposés à l'avance, s'élancèrent en criant : *Muoja il tiranno, e viva il popolo!* Mais Francesco parvint à s'échapper des mains des meurtriers dans le Cassaro, et comme il rentra de là avec ses

(1) Cela est raconté longuement dans la *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1058.

(2) Voyez précédemment IIIe partie.

(3) Je me suis laissé entraîner, dans la troisième partie, par les écrivains latins qui traduisent l'abréviation allemande de Ludwig, Lutz, par Lucius, à nommer le comte Lutz de Lando, Lucius.

(1) Le cardinal-légat fit construire une forteresse dans la ville, et son successeur, l'abbé de Monte-Maggiore, sut tirer si bon parti de la détresse du peuple, causée par une famine, que Perugia devint entièrement soumise à l'État de l'Église.

soldats dans la ville, la bourgeoisie lui prêta son concours, ses adversaires subirent une défaite complète, et huit d'entre eux furent pendus.

Durant tout l'été, Sienne fut livrée à une agitation continuelle, surtout parce que les ouvriers en laine pour les manufactures de draps et de vêtements ne voulaient plus se trouver sous les maîtres fabricants de draps et leurs classes, mais prétendaient former eux-mêmes une corporation politique. Ils s'étaient réunis en une espèce d'association, qui fut nommée *compagnia del bruco* (1).

L'on en vint à des violences terribles, à l'assaut du palais de la ville, à des luttes avec une partie des nobles rentrés, au pillage, au meurtre, à l'incendie, à l'expulsion des quatre des douze et des trois des neuf du collége des défenseurs, puis à la conjuration des douze et des neuf contre le *popolo minuto*, dans laquelle ils furent assistés par le capitaine du peuple, qui appartenait cependant au *popolo minuto*, et la conclusion de tout cela fut enfin que les conjurés furent battus, plusieurs d'entre eux pendus avec le capitaine du *popolo* et le gonfalonier de la ville, le 1er août 1371 (2), et beaucoup d'autres bannis. Le collége des défenseurs fut alors occupé de telle sorte que douze membres étaient tirés du *popolo minuto*, et trois seulement des neuf. Ces douze-là furent nommés ensuite *riformatori*, et l'ancien parti des douze fut entièrement exclu du gouvernement. L'année suivante (1372) s'écoula assez paisiblement.

A Pise, l'on était alors particulièrement occupé à régler les dettes de la ville. Après que cet objet fut mis en une sorte d'ordre, au moyen de la formation d'une seule masse productive d'intérêts à cinq pour cent, et de la répartition des impôts d'après la taxe des fortunes, Pise conclut une étroite union avec le pape en octobre 1371. Comme on avait autrefois cherché un appui contre Florence auprès de l'empereur, après la disparition complète de la puissance impériale on le chercha auprès de Grégoire XI. Florence, Sienne, Lucques et Arezzo se rangèrent alors contre le pape, qui paraissait se proposer, après l'assujettissement de Perugia, d'étendre son influence sur le reste de la Toscane. Dans cette attente des choses qui pouvaient arriver, l'année 1372 s'écoula plus tranquillement que les précédentes; la paix, une moisson abondante de fruits de toute espèce permirent aux campagnes de se relever en quelque sorte. Alors on déchaîna de nouveau le fléau de l'ammonition contenu dans les dernières années, surtout par l'effet de la haute importance à laquelle était parvenue la famille des Albizzi par le crédit dont jouissait Piero degli Albizzi comme l'un des chefs de la *parte guelfa*, importance qui avait réduit le parti contraire à l'irrésolution. Le premier pas vers l'ammonition fut tenté par la famille de' Ricci, qui était ennemie des Albizzi; et Uguccione de' Ricci, lorsqu'il fut élevé parmi les prieurs, fit adopter qu'aux six capitaines de la *parte guelfa* seraient adjoints encore trois hommes, dont deux tirés des dernières classes, en sorte que ceux qui auraient été déclarés déjà Gibelins seraient soumis, à cause de cette note, à une nouvelle épreuve, par un nouveau collége de vingt-quatre Guelfes (1). A partir de cette institution, on s'arrêta cependant dans la voie de l'ammonition; mais il est impossible de dépeindre l'avidité, les ruses, l'impudeur des plus riches citoyens de Florence, qui après avoir passé une partie de leur jeunesse dans le commerce, et en grande partie à faire l'usure et le change au dehors, où ils étaient méprisés et recherchés à l'égal des juifs, perdaient ensuite toute retenue dans l'abandon et la nonchalance de leur vie de Florence; il est impossible de décrire avec quelle avidité, quelles ruses, quelle impudeur ces riches citoyens firent tourner les

(1) Malavolti, l. c., p. 138 b.

(2) Le gonfalonier de la ville ne fut pendu que le 11, parce qu'il s'était enfui. *Cronisa Sanese*, l. c., p. 227.

(1) Machiavelli, *Istorie*, l. III b, p. 379.

affaires publiques à leur intérêt privé. Comme on voit les banquiers manier les sommes d'argent, les échanger, les diviser ou les réunir, ils traitaient les relations humaines avec la même froideur, et à l'aide de liens de famille couvraient leurs opérations d'argent. Ils agirent en cœurs impitoyables. On vanta dans toute la Toscane, comme un prodige de courage et d'amour de la justice, que le seigneur Niccolo Rosso de Terrumo, tandis qu'il était podestat de Florence, punit de mort un de ces richards florentins, qui, pour se saisir de la femme d'un pauvre diable, avait d'abord fait bannir cet homme, puis, pour s'en délivrer entièrement, l'avait impliqué dans une poursuite qui devait lui coûter la vie. La sainteté du mariage avait entièrement disparu, et c'était un spectacle si commun de voir les femmes des pauvres gens se livrer aux riches pour de l'argent, que la résistance d'un mari nécessiteux l'aurait conduit nécessairement à sa perte; et toute la classe du *popolo minuto* reçut du mot corrompu de *compare* (compère pris dans un sens obscène) le surnom de *ciompi*. Tel était l'état des mœurs de la ville (1) lorsque recommença la fièvre de l'ammonition, dans l'année 1371. Le seigneur Benchi de' Buondelmonti s'était tellement signalé dans la guerre contre les Pisans, qu'on lui accorda l'honneur de pouvoir déposer sa noblesse, et de se faire compter parmi les bourgeois. Il croyait ensuite pouvoir être assuré de sa qualité comme *popolano*, et porté aux plus hautes fonctions de la ville. Mais, au moment où il allait devenir prieur, une loi fut rendue que personne ne pourrait avoir accès à la dignité de prieur, qui aurait été transformé de noble en bourgeois. Il attribua cette loi a l'influence du *popolo minuto*, et en fut tellement irrité, qu'il s'unit avec Piero degli Albizzi pour le rétablissement de l'ammonition. Benchi gagna la noblesse de la *parte guelfa* à son plan; Piero pouvait compter sur une grande partie du *popolo grasso*: bientôt ils eurent opéré un tel accord entre les colléges des capitaines de la *parte guelfa* et des vingt-quatre Guelfes, que ceux-ci se remirent entièrement à leur volonté; et, en dépit de la faction des Ricci, on fit de l'ammonition un plus scandaleux abus que jamais. Non-seulement les Ricci, mais encore les *ciompi* étaient des ennemis de l'aristocratie qui se formait par l'ammonition(1), et les derniers se montraient les plus redoutables. Florence allait devenir le théâtre des mêmes mouvements qui avaient agité Sienne par suite de la formation de l'association *del bruco*. En outre l'inimitié des Ricci et des Albizzi s'était montrée si effrayante, que les colléges instituèrent une commission de cinquante-six membres dans l'année 1372, revêtue de pleins pouvoirs, et chargée de prendre des mesures pour le maintien de l'ordre (2). Ceux-ci interdirent pour cinq ans tous les emplois, à l'exception de ceux de la *parte guelfa*, à trois membres de la famille Ricci (parmi lesquels Uguccione) et à trois membres de la famille Albizzi (entre autres à Piero); et personne n'osa pénétrer dans le palais, sinon au moment où les colléges tenaient leurs séances. Comme après ces résolutions l'influence dans la *parte guelfa* demeura aux Albizzi, et que les Ricci, qui n'y avaient jamais eu de crédit, perdirent toute importance, toute cette mesure tendit seulement à rendre plus prépondérante la faction des Albizzi, que désormais nous appellerons parti aristocratique (3).

(1) Ce n'était pas seulement Florence, mais toute la Toscane, qui offrait ce tableau. L'ancienne *Chronique de Sienne* se plaint que partout les parents se divisent et se poursuivent, et que l'on voyait se passer les choses les plus honteuses : « In Siena non s'intendeva nè osservava lealtà — cosi el mondo è una tenebra. »

(1) L'ammonition ne diffère que par les formes extérieures des mesures des Vénitiens pour la clôture du grand conseil. La position géographique de Florence empêchait l'introduction d'une semblable aristocratie, si elle eût été tentée.

(2) Machiavelli, l. c., p. 387. Sismondi, l. c., vol. VII, p. 62.

(3) Les Ricci, comme parti soumis alors aux

Enfin l'année 1373 vit tomber la dernière résistance de la dynastie des Ubaldini dans la personne de Maghinardo et de Vanni degli Ubaldini. Depuis avril jusqu'en juin, les Florentins assiégèrent le premier dans sa forteresse de Castellione. Voyant les Siennois eux-mêmes, sur lesquels il avait compté d'après la politique de sa maison, se montrer alliés déterminés des Florentins, il se remit à merci, et les Florentins le firent décapiter. Enfin en juillet, Vanni d'Azzo degli Ubaldini fut trahi dans Susinana par un de ses sujets. Il parvint lui-même à se délivrer; mais sa forteresse et son territoire demeurèrent aux Florentins, qui possédèrent tout le Mugello; car ils avaient enlevé en octobre aussi Tioli, la dernière place indépendante des Ubaldini. Après ces conquêtes, l'armée florentine se mit en marche pour Pistoja, qui ne s'était tenue jusqu'alors que dans une demi-sujétion envers Florence, et les habitants de Pistoja furent dès lors transformés en véritables sujets florentins.

L'année 1374 fut plus pénible pour la Toscane que les deux précédentes. La peste et la famine désolèrent la campagne. Les Ricci et les Albizzi se montrèrent ennemis plus ardents et plus déclarés que jamais. Les *ciompi* supportaient d'autant plus impatiemment l'orgueil des riches, que les conditions de l'existence physique étaient pour eux plus pesantes. La *compagnia di bruco* s'agitait plus violente à Sienne, et le parti noble des Salimbeni se souleva. Pise, où Benedetto de' Gambacorti fut adjoint dans la *signoria* à son père Piero, lorsque celui-ci tomba malade en février, prit part à la lutte du pape contre les Visconti (1), et eut en outre des efforts à faire pour réduire Piombino révoltée. Perugia fut dépouillée de sa liberté; Lucques, qui au mois de mars 1372 avait conclu paix et amitié avec Pise (1), se rapprochait de plus en plus du pape; ce qui avait déterminé vers la fin de 1373 des hostilités de la part des Florentins. Ils s'étaient avancés avec une armée sur le territoire de Lucques, et si dans le cours de l'année suivante il n'est fait mention d'aucune expédition ultérieure des Florentins contre Lucques, c'est que l'abbé de Monte-Maggiore, qui en qualité de légat du pape commandait à Perugia, fit en sorte de former des alliances à Sienne comme dans Arezzo, et manœuvra pour rendre aussi ces villes soumises à la chaire de saint Pierre. Le danger apparent pour la Toscane conduisit Florence, Sienne et Arezzo à une étroite alliance, et Lucques même paraît s'être éloignée de nouveau de la cour pontificale et rattachée aux trois autres cités pour le maintien de sa liberté; du moins les Lucquois envoyèrent aux Siennois les troupes dont ils croyaient avoir besoin contre l'abbé à Perugia et contre les Salimbeni (2).

Tel était l'état de la Toscane, lorsque la trêve conclue en juin 1375, avec les Visconti, laissa les mains plus libres au légat pontifical à Bologne, Guillaume de Noellet, cardinal de S.-Angiolo. Considérant la détresse et le déchirement de la Toscane, il forma sur Florence les mêmes projets que l'abbé de Monte-Maggiore agitait dans sa pensée sur Sienne et sur Arezzo. Il regarda l'augmentation de la misère, par la destruction des semences et l'interdiction de tout transport de grains de la Romagne, comme le plus sûr moyen d'arriver à son but. Presque toutes les troupes mercenaires mises hors d'activité par la trêve dans la haute Italie se réunirent sous Hawkwood, et celui-ci, à l'instigation de Guillaume, les ramena vers la fin de juin

antipapistes de Florence, cherchèrent naturellement à s'unir avec la cour pontificale.

(1) Sismondi et autres placent la conclusion de l'armistice entre le pape et Visconti dans l'année 1374; mais ils ont été trompés par la supputation florentine. L'armistice tombe en juin 1375 de notre calcul. Voyez ci-dessus division III.

(1) *Memorie e documenti.*

(2) Lorsque les Salimbeni se soulevèrent encore dans l'année 1375, toutes leurs maisons, tous leurs palais à Sienne furent rasés. A la fin d'avril, les Florentins parvinrent à opérer une réconciliation avec la ville de Sienne.

en Toscane. Toutefois le but du légat ne fut pas complétement rempli ; car Hawkwood n'était nullement disposé à travailler à fonder de grandes souverainetés en Italie ; lui-même fit connaître aux Florentins une partie du danger qui les menaçait (1), et bientôt, moyennant cent cinquante mille florins, abandonna le territoire de Florence (2) pour extorquer aussi trente mille florins d'or aux Pisans, alliés du pape.

§ III. *Jusqu'à la mort de Giovanni de' Medici* (1429).

Les Florentins se voyant menacés de cette manière par le légat de Bologne, les Siennois par celui de Perugia, ne crurent pas avoir fait assez quand ils eurent éloigné, à prix d'argent, le danger le plus pressant; ils recherchèrent l'alliance de l'ennemi le plus opiniâtre de l'Église, de Bernabo de Milan, pensant que s'il ne pouvait pas les secourir immédiatement, l'opinion seule qu'ils avaient d'un tel appui leur serait très-utile (1). Comme, d'après l'usage en temps de guerre, on donna au collége des huit un pouvoir illimité pour l'administration des affaires militaires et de l'extérieur, et comme les Ricci avaient toujours été en relations d'amitié avec les Visconti, il était naturel que les *huit de la guerre* appartinssent tous au parti des Ricci. On leur conféra un pouvoir exécutif dont on ne pouvait appeler, et un pouvoir administratif tellement étendu, qu'ils n'avaient aucun compte à rendre (2). Les Albizzi et *la parte guelfa* continuèrent de plus belle à *ammonester*, puisque cela paraissait le seul moyen de se défendre contre leurs adversaires. Relativement à la guerre, tous étaient unis, dans la pensée que la lutte n'était pas dirigée contre l'Église, mais contre ses mauvais serviteurs, et qu'en tout cas la liberté était préférable au salut éternel (3).

La bande d'Hawkwood, qui dans l'automne retourna de Perugia par le territoire de Sienne et de Florence, accéléra la conclusion de l'alliance que Florence désirait avec Bernabo. On réussit à faire entrer dans une ligue défensive de la liberté de la Toscane, Lucques, Arezzo, Sienne, et à la fin de janvier 1376 Pise elle-même (3). Mais bien plus importantes que cette ligue furent les révoltes dans les États de l'Église même contre l'ordre établi par Egidio d'Albornoz, dont le légat français avait abusé. D'abord les habitants de Città di Castello secouèrent le joug papal, massacrèrent une partie de la garnison, et assiégèrent le reste dans le château jusqu'à sa reddition (4). Viterbo et Montefiascone les imitèrent, et quand les autres villes virent comment les insurgés étaient secourus (5), Orvieto, Toscanella,

(1) Poggii Bracciolini lib. III, l. c., p. 222. L'alliance eut lieu de manière que Bernabo promit de mettre sous les armes quatre mille hommes et Florence deux mille, pour se secourir mutuellement.

(2) Machiavelli lib. III, l. c., p. 389. Pogg l. c., p. 226.

(3) Poggii l. c., p. 223 : « Religionis timorem ponendum esse censebant, ubi is officeret libertatem. » Poggius suppose qu'un nombreux parti s'est déclaré contre la guerre, mais c'est pour avoir occasion d'insérer un long discours.

(1) Poggius Bracciolini, *Hist.*, l. c., lib. II, p. 221, dit au moins qu'à son instigation les Florentins furent prévenus d'une trahison qui devait leur enlever Prato.

(2) Comme Hawkwood leur mit le pied sur la gorge de la part de l'Église, les ecclésiastiques florentins durent payer soixante-quinze mille florins d'or. Les Siennois aussi, qui avec les habitants de Monte-Pulciano payèrent trente-cinq mille florins d'or, imposèrent fortement le clergé. Cf. *Cronica Sanese*, l. c., p. 245.

(3) *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1060.

(4) *Poggii Hist.*, l. c., p. 226.

(5) *Cron. Sanese*, l. c., p. 247 : « E subito vi (c'est-à-dire à Viterbo) trasse la lega con cin-

Orte, Narni, Gubbio (1), Camerino, Urbino, Radicofani, Sarteano, se révoltèrent ainsi que la Marche d'Ancône, le duché de Spoletto, Massa Trevigiana, la Romagne, en un mot tous les États de l'Église. Une insurrection éclata aussi à Perugia ; beaucoup de clercs, de magistrats du saint-siége, de Français, furent massacrés dans la ville ; ceux qui s'étaient jetés dans le château furent assiégés par les habitants et les auxiliaires de la ligue toscane, jusqu'à ce que l'abbé de Monte-Maggiore et les chefs sous ses ordres rendirent la citadelle et obtinrent un libre passage. La citadelle de Perugia fut démolie, et l'ancienne constitution, qui était un mélange du *popolo* et de *priori*, fut rétablie. L'État pontifical s'était dissous en une infinité de petites communautés politiques, et Grégoire fut si effrayé de la tournure que prenaient les affaires en Italie par la conduite de son légat, que pour ne pas perdre Bologne (2), le seul point où il dominât encore, il envoya des députés à Florence qui promirent, si on voulait en donner le prix, la liberté à Perugia et à Città di Castello (3). Mais pendant ces négociations, au mois de janvier 1376, Bologne aussi se révolta, et alors les villes de Toscane avaient trop d'avantage pour qu'on pût espérer les obliger à céder. Le pape cita les Florentins à rendre compte de leur trahison envers l'Église, et ils envoyèrent deux plénipotentiaires, Donato Barbadori et Allessandro dell' Antella, à Avignon, qui le dernier jour de mars défendirent leur cité avec énergie, mais ne purent empêcher Grégoire XI d'excommunier les magistrats de la ville, et d'exhorter tous les amis de l'Église, tous les princes, seigneurs et villes, à s'emparer de tout ce qui appartenait à Florence, à faire les Florentins prisonniers et à

quecento lance misser Arigo Plerei per lo signore di Milano. »

(1) D'après Sismondi (vol. VII, p. 77), la révolte de Gubbio aurait eu lieu plus tard, au mois de septembre 1376.

(2) Les Malatesti restèrent fidèles au pape.

(3) Poggii l. c., p. 227.

les vendre comme esclaves (1). Après cela Grégoire envoya deux cardinaux-légats en Italie, pour sauver ou reconquérir ce que l'on pourrait des États de l'Église. C'étaient Francesco de' Tebaldeschi, cardinal de S.-Sabina, et Robert de Genève : ce dernier devait prendre possession de la Romagne et de la Marche d'Ancône, le premier occuper le reste des États romains (2). Les Florentins ne s'effrayèrent pas de toutes ces mesures, et, persistant dans leur opposition, nommèrent les huit de la *balia* comme leurs seuls *saints patrons*.

Dans ces circonstances, et après que les alliés des Florentins, pour n'avoir pas voulu se séparer d'eux, se trouvèrent sous le coup de l'interdit, Grégoire crut convenable de fixer sa résidence en Italie (3). Il quitta Avignon le 13 septembre 1376, et après un court séjour à Gênes arriva le 17 janvier 1377 à Rome. Alors les Florentins, qui sentaient peser lourdement l'excommunication, lui envoyèrent des plénipotentiaires ; mais ils le trouvèrent animé d'un ressentiment implacable, et de part et d'autre les armements continuèrent. Grégoire fut favorisé par la fortune. Le cardinal Robert, dans son expédition dans l'Italie supérieure contre Bologne, avait fait la paix avec Galeazzo, frère de Bernabo (4) ; les Romains étaient entièrement

(1) Comme les usuriers italiens étaient haïs partout, surtout en France, où se trouvaient la plus grande partie des Florentins, il y eut contre eux une persécution presque semblable à celle dirigée contre les juifs ; par des pirateries et par des confiscations, le commerce de Florence souffrit beaucoup. Cf. Poggii l. c., p. 233. *Cron. Sanese*, l. c., p. 248. Plus de six cents Florentins furent chassés d'Avignon. *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1070.

(2) Sismondi, l. c., p. 83.

(3) Les prêtres, dans les villes excommuniées, étaient sévèrement punis de la conduite du pape, s'ils ne lui résistaient pas ouvertement. Beaucoup de biens de l'Église furent confisqués et vendus ; plusieurs fois les clercs furent contraints par la force de célébrer la messe.

(4) Voyez partie III.

gagnés par le retour du pape; le cardinal Robert avait pris Cesena, et enfin les Florentins furent abandonnés par leur général Ridolfo de Varani, seigneur de Camerino, qui, pour conserver Fabriano, se rangea du côté du pontife.

Les Florentins de leur côté avaient occupé tous les passages de la Romagne, et les huit avaient même réussi à prendre à leur solde John Hawkwood. Le comte Lutz de Lando, qui commandait les auxiliaires milanais de la ligue toscane dans la Romagne, marcha avec deux mille cavaliers florentins contre Ridolfo, et le défit complétement à Camerino (1). En outre Giovani de Vico, préfet de Rome, qui avait excité la révolte de Viterbo contre les magistrats du saint-siége, persuada aussi, après le retour du pape, à ceux de Bolsena d'en faire autant. Telle était la situation respective des deux partis opposés; après de vaines négociations à Rome, et après une ambassade sans résultats du pape, qui avait ordonné à ses envoyés de mettre à profit la division continuelle qui régnait à Florence entre les factions d'Albizzi et de Ricci, pour l'anéantissement de la ligue, la guerre commença de nouveau. La campagne s'ouvrit par la prise de Bolsena par les troupes papales, qui commirent des excès de tout genre. Après cela le neveu du pape attaqua Grossetto et y séjourna longtemps avec l'armée, jusqu'à ce que l'approche des bandes d'Hawkwood le forçât à évacuer le territoire de Sienne. Les frais de cette guerre furent, dans les villes de Toscane et surtout à Florence, supportés par le clergé, et la résolution de ne pas tenir compte de l'interdit (2) fut exécutée contre les clercs avec vigueur et énergie (1). Les clercs de Toscane supplièrent le pape de faire la paix, et ces prières jointes aux hasards de la guerre, qui alors favorisaient les Florentins, paraissent avoir décidé le saint-père à envoyer à Florence une ambassade à la tête de laquelle était l'évêque d'Urbino. Le pape chercha cette fois d'une manière très-adroite à détacher les Visconti du parti de la Toscane. Il offrit d'accepter la paix aux conditions que fixerait Bernabo comme arbitre. Cependant les prêtres, à Florence, comme dans toute la Toscane, avaient travaillé le peuple; les corporations dominantes se trouvèrent en danger, si elles n'accédaient aux propositions du pape, de se faire un ennemi de Bernabo, et de paraître aux yeux du peuple comme les auteurs opiniâtres des malheurs qu'entraînait la guerre. Une autre circonstance aggrava beaucoup la situation des Florentins : à Bologne se levèrent les deux partis opposés dont nous avons déjà vu les noms à Pise et à Perugia, les Raspanti et les Maltraversi. Les premiers, auxquels appartenaient les familles les plus riches et les plus puissantes, étaient surtout hostiles au gouvernement pontifical; mais comme au mois de mars 1377 le porte-étendard et les huit *anziani* avaient été élus parmi les Maltraversi, ceux-ci arrivèrent au pouvoir et firent un traité avec Grégoire, qui conserva aux Bolonais les principales libertés, mais autorisa la résidence dans la ville d'un vicaire du saint-siége. Ce traité fut conclu au mois d'août et publié en septembre (2). A la même époque le préfet Giovanni fit la paix avec le pape, en sorte que les Toscans restèrent de nouveau presque isolés (3). Dans

(1) *Poggii Hist.*, l. c., p. 237. — *Cronica Sanese*, l. c., p. 257 : « Fiorentini fero disegnare misser Ridolfo da Camerino nel palazzo degli otto della guerra e a tutte le porte di Firenze per non leale. »

(2) « Parendum esse pontificum censuris, cum illius præcepta ac vestigia sequerentur, cujus in terris vicarios esse profiterentur. Non enim de religione, sed de perfidia injuriisque pastorum Ecclesiæ certamen esse. »

(1) *Cronica Sanese*, l. c., p. 256.

(2) Sismondi, vol. VII, p. 98.

(3) Les Tarlati de Pietramala profitèrent aussi des circonstances : « Quelli di Pietramala cavalcaro nel contado d'Arezzo e cominciossi la briga tra loro a dì 24 di gennajo e in pochi dì quelli di Pietramala tolsero sei castella a gli Aretini, e poi fero accordo per mezzo de' Fiorentini, e

ces circonstances la ligue de Toscane, et à la tête de celle-ci Florence, accéda aux propositions de paix, et au commencemnt de l'année 1378 un congrès fut rassemblé à Sarzana. Avec Bernabo parurent le cardinal d'Amiens et l'archevêque de Narbonne, légats du pape, le comte de Brienne et l'évêque de Laon comme envoyés français, et en outre les plénipotentiaires des villes de la ligue, ceux de Venise et de la reine Jeanne de Naples. Les négociations s'ouvrirent au mois de mars; mais Bernabo, à qui le pape avait promis la moitié de l'argent qu'on obtiendrait de la Toscane, proposa des conditions de paix tellement avantageuses au saint-siége, que les Florentins les jugérent plus onéreuses que la continuation de la guerre. Chacune des villes liguées devait payer au pape la somme de quarante mille florins d'or pour les frais de la guerre; à cela étaient jointes d'autres conditions non moins pénibles. Tout à coup Grégoire XI mourut heureusement pour la ligue, le 27 mars, avant qu'aucune clause du traité fût arrêtée, et le congrès se sépara sans avoir rien conclu.

Lorsqu'un Italien de Bari, dont l'aïeul était Toscan (1), monta sur le siége pontifical sous le nom d'Urbain VI, les relations entre la ligue et la cour de Rome changèrent; les envoyés des Florentins trouvèrent auprès du pontife une réception amicale; ils promirent de payer deux cent cinquante mille florins d'or, qu'on leur remit plus tard, et obtinrent la levée de la sentence d'excommunication; ils furent réconciliés avec l'Église et son chef (2). La position de toutes les villes et de tous les États italiens vis-à-vis du pape était améliorée lorsque commença le grand schisme.

Mais, si la guerre avait ramené à Sienne la paix intérieure (1), et avait fait rappeler les exilés, elle avait au contraire à Florence ranimé les dissensions intestines. Les Albizzi, avec eux surtout l'ancienne noblesse et toute *la parte guelfa*, s'étaient maintenus avec fermeté, et dans les dernières années de la guerre surtout on n'avait cessé d'exécuter la loi des *ammonitions* (2). Piero degli Albizzi, Lapo da Castiglionchio et Carlo Strozzi étaient les chefs de cette faction guelfe qui se composait de la plus grande partie de la noblesse et du *popolo grasso*. Contre eux était le parti des huit de la *balia* (*otto della guerra*), qui avaient surtout leurs partisans dans les classes inférieures, mécontentes de la tyrannie des Albizzi. Les chefs du parti des huit étaient Giorgio Scali et Tommaso Strozzi; de la noblesse et du *popolo grasso*, il n'y avait que les Alberti, les Ricci et les Medici qui fussent de ce parti (3).

La faction des Albizzi devait comprendre qu'aussitôt la guerre finie, si elle ne prenait pas ses précautions, elle serait attaquée par ses ennemis, que l'exécution de la loi des *ammonitions* avait exaspérés, et peut-être elle serait expulsée par eux. Elle voulut donc prendre les devants en exilant ses adversaires les plus prononcés, et en s'emparant du pouvoir suprême sans hésitation, avant le moment où elle serait elle-même menacée. Seulement les chefs n'étaient pas d'accord sur l'époque la plus favorable à l'exécution; Lapo, dès les mois d'avril, était d'avis qu'il

---

rimase alcune terre a quelli di Pietramala di quelle che avevano prese. » *Cronica Sanese*, l. c., p. 254. Les Pérugins achetèrent à la même époque Assisi d'une personne qui s'en était rendue maîtresse.

(1) De Perignano dans le pays de Pise. Les Pisans le regardaient comme leur compatriote, et firent en son honneur des feux de joie dans les rues à l'occasion de sa nomination. *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1073.

(2) En juillet 1378. Cf. Capponi, *Tumulto de' Ciompi*, ap. Murat., *Scrr.*, XVIII, p. 1111.

(1) *Cronica Sanese*, l. c., p. 257 : « Sanesi fero sconto generale e si ribandiro tutti loro sbanditi e ribelli, Tolommei e Salimbeni, e qualunque ne diè petizione per ogni quantità in genere. »

(2) *Cronica Sanese*, l. c., p. 257 : « Fiorentini comincioro a dividersi fra loro, e comincioro a fare ammoniti ogni di de' grandi e popolari, e minacciavano di fare ogni di : sichi li savi forte comincioro a dubitare del giudizio di Dio si per loro proprii, e si anco per li loro vicini. »

(3) Machiavelli, l. c., p. 390.

n'y avait pas un moment à perdre, parce que les anciennes *urnes d'élection* étaient presque vides, et contenaient cependant tant de noms de leurs adversaires et surtout de ceux auxquels il était impossible d'appliquer la loi des *ammonitions*, qu'on devait craindre la prochaine apparition d'une *signoria* tout à fait dans l'intérêt des Ricci (1). Piero au contraire représentait qu'excepté la fête de la Saint-Jean on n'avait aucune occasion favorable de pouvoir réunir un nombre suffisant de combattants dans la ville pour en imposer au bas peuple. Son avis l'emporta, mais à présent on considéra comme tout à fait nécessaire d'*ammonester* le principal adversaire, Salvestro de' Medici, ou comme cela ne pouvait se faire sans occasionner beaucoup d'agitation, un autre qui était en liaison intime avec lui, et de l'empêcher de cette manière (tant on avait donné d'extension à l'*ammonition*) d'occuper la place de porte-étendard, si même il pouvait faire partie de la *signoria*. Tout paraissait marcher au mieux; mais les huit de la *balia* eurent avis de l'intrigue, et prirent la défense de tous ceux de ses amis qui, pour empêcher l'entrée en fonctions de Salvestro comme porte-étendard devaient être *ammonestés*, et de cette manière Salvestro de' Medici arriva à la tête des affaires comme gonfalonier de la justice.

Il résolut de faire tout son possible pour anéantir la faction des Albizzi et leur tyrannie; bientôt il s'allia avec Benedetto Alberti, Tommaso Strozzi et Giorgio Scali, en sorte qu'il put compter en tout sur leur appui. Ils furent d'accord pour faire publier une loi qui devait déterminer les moyens à employer comme autrefois pour protéger le peuple contre les grands (*ordini della giustizia*), contre *la parte guelfa* (2), diminuer le pouvoir des *capitani* et donner aux *ammonestés* les moyens d'arriver aux emplois publics.

Comme on pouvait être sûr qu'un parti nombreux était contraire à la loi, les alliés devaient tâcher de l'emporter par la sagesse, et on attendit jusqu'à ce que Salvestro, comme *proposto* (1), eût à diriger les négociations des colléges de l'État. Pour être convertie en loi, la proposition devait être adoptée par le collége qui était composé des prieurs et de leur conseil, et ensuite par le grand conseil (*il consiglio del popolo*). Salvestro rassembla les deux colléges législatifs à la même époque, le 18 juin 1378; et la proposition, comme il l'avait présumé, n'ayant pas réussi dans le collége, il quitta l'assemblée sous quelque prétexte, se rendit dans le grand conseil, et y déclara que, comme l'intérêt privé des hommes influents l'empêchait de faire ce qu'il regardait comme utile à l'État, il voulait déposer sa dignité de gonfalonier. Quand il quitta la salle des séances, les membres du conseil firent un tel bruit, que les prieurs et les colléges accoururent et contraignirent Salvestro, qui venait de quitter le palais, d'y rentrer avec eux. Les nobles et ceux du *popolo grasso* qui étaient présents et qui n'ap-

---

(1) Surtout on craignait que Salvestro de' Medici ne fût nommé porte-étendard. Sismondi, l. c., p. 126. Machiavelli, l. c., p. 391.

(2) Gino de Caponi (ap. Muratori, *Serr.*, XVIII, p. 1104) parle seulement des grands, contre lesquels les *ordini della giustizia* devaient être renouvelés; mais après il laisse nommer dans le discours que prononce Salvestro dans le *consiglio* les *possenti* avec les *grandi*, ainsi que l'on désignait ceux du *popolo grasso* qui s'attachaient aux grands.

(1) Sismondi (l. c., p. 127, note 2) dit pour expliquer ce mot : « Le gonfalonier et les huit prieurs avaient tour à tour, chacun pour un jour, le titre de *proposto*, et le droit de mettre aux voix dans la seigneurie, le collége et les conseils, les propositions sur lesquelles on devait délibérer. L'initiative était ainsi étrangement limitée; car dans tous les conseils elle devait toujours venir de la seigneurie, et dans la seigneurie même d'un seul de ses membres. La proposition pouvait bien lui être suggérée par ses collègues, mais de sa seule autorité il pouvait refuser de la mettre aux voix. Après qu'il l'avait faite, personne ni dans la seigneurie, ni dans les colléges, ni dans les conseils, n'avait le droit d'y faire des amendements; et pour obtenir force de loi elle devait réunir les deux tiers des suffrages dans tous les corps différents qui concouraient à la législation.

partenaient pas au parti de Salvestro furent menacés; Carlo Strozzi fut avec peine arraché des mains meurtrières d'un *popolare* (1); enfin Benedetto degli Alberti, des fenêtres du palais, appela le peuple aux armes, et en peu d'instants la place fut couverte d'hommes armés; alors le collége céda, et la loi passa, mais seulement pour une année. Les *capitani* de la *parte guelfa* tenaient justement conseil avec trois cents membres des plus considérés de leur parti, au sujet de la loi nouvelle; mais, quand ils connurent le tumulte qui s'était élevé en ville, ils quittèrent leur conseil, leur palais, et se réfugièrent dans leurs maisons.

Mais les troubles ne s'arrêtèrent pas là, parce que les moyens employés n'étaient pas suffisants pour faire cesser les inquiétudes pressantes. Pendant toute la journée du 19 juin, les boutiques furent fermées, et le dimanche 20 les corporations se réunirent dans leurs résidences, et nommèrent chacune un syndic. Ceux-ci négocièrent pendant toute la journée du lundi avec les prieurs et leurs conseillers; et, comme ils ne purent rien obtenir, le mardi 22 toutes les corporations se rassemblèrent en armes et avec leurs étendards. La *signoria* convoqua le grand conseil, et les corporations marchèrent en criant : *Viva el popolo!* et arrivèrent tout armées sur la place du palais. Ceci fit adopter la résolution de nommer une commission avec des pleins pouvoirs étendus (*balia*) pour réformer l'État. Parmi les membres de cette commission étaient le gonfalonier de la justice, les prieurs, les conseillers, les *capitani* de la *parte guelfa*, les dix de la liberté (2), les huit de la guerre et les syndics des corporations.

Pendant que cette commission se réunissait, la corporation des corroyeurs et ceux qui étaient unis avec elle marchèrent vers la maison de Lapo da Castiglionchio, la dévastèrent et la brûlèrent. Ils en firent autant de la maison d'un de ses parents (des Orlandi); mais, non contents de ces exploits, ils exercèrent les mêmes violences sur les maisons de Buondelmonti, Bartolo Siminetti, Carlo Strozzi, Migliore Guadagni, ainsi que sur les hôtels des Pazzi, des Albizzi, et de l'autre côté de l'Arno sur les maisons de Piero Canigiani, Niccolo et Tommaso Soderini, Bonajuto Serragli et Coppo di Lapo di Cione del Cane. Ensuite ils forcèrent les prisons de la ville, délivrèrent les captifs, et pour couronner l'œuvre de la populace, ils pénétrèrent violemment dans les lieux saints, où les riches habitants avaient retiré, les jours précédents, leurs objets précieux, et les pillèrent.

Le jour suivant la *balia* ordonna (1) que tous les *ammonestés* fussent soumis à une élection, et que celui qui obtiendrait les deux tiers des voix des membres de ladite commission fût pour toujours affranchi de toutes les suites de l'*ammonition;* cependant ceux qui étaient *ammonestés* depuis 1377, même s'ils obtenaient cet affranchissement, devaient pendant trois années encore être exclus de toutes fonctions publiques. Ensuite la commission mit plusieurs grands parmi les *popolari* et plusieurs *popolari* parmi les grands. Lapo da Castiglionchio fut banni comme rebelle avec tous ses confrères, ainsi que Banco Buondelmonti, Carlo Strozzi, Niccolo Soderini et Bonajuto Serragli. Tout se réunissait pour augmenter le trouble des esprits; celui qui avait des affaires de commerce cherchait à les restreindre; les riches augmentaient le nombre de leurs serviteurs armés, et chacun

(1) C'était un cordonnier nommé Benedetto di Carlone. Cf. Capponi, l. c., p. 1105.

(2) C'est une erreur de confondre les *dieci della libertà* avec les huit nommés pour la guerre contre le pape. Voyez sur la *Constitution de Florence*, par Leonhardus Aretinus, publiée par C.-F. Neumann, p. 61, où l'on trouve cette erreur. Quand la paix fut faite avec le pape, les huit voulurent se démettre de leurs emplois (Capponi, l. c., p. 1111); mais le *proposto* ni les prieurs ne reçurent ni les clefs ni le sceau, car il restait à négocier avec les mercenaires; les alliances faites pendant la guerre duraient encore, et ces affaires appartenaient aux huit. Ainsi l'on conserva un conseil de guerre permanent, mais composé seulement de huit membres.

(1) On l'appelait ainsi du nombre de membres dont elle se composait. Capponi, l. c., p. 1107.

s'attendait à une explosion violente. Même lorsque le 28 juin une nouvelle *signoria* sortit de l'urne d'élection, dont le gonfalonier était Luigi di Piero Guicciardini, ceci changea peu la situation des affaires; la fête de la S.-Jean, la plus grande à Florence, ne fut pas célébrée, et le 1er juillet la nouvelle *signoria* commença tranquillement ses fonctions.

Le premier soin des prieurs fut de défendre de porter des armes, d'éloigner du territoire les gens que les riches avaient attirés, d'ordonner l'ouverture des boutiques et d'enlever les chaînes qui fermaient les portes et les rues. Avant dix jours toute trace d'agitation populaire disparut; mais le 11 tous les magistrats des corporations se rassemblèrent dans l'hôtel des achats avec les quatre *proposti* du collége des corporations supérieures, les six consuls du commerce et les quatre *proposti* de la commission des quatre-vingts (1), et adressèrent de la part de la classe ouvrière une demande à la *signoria*, tendante à ce que nul de ceux qui depuis 1320 avaient été prieurs ou conseillers des prieurs (*collegio*), ou *capitano di parte*, ou consul, ne pût être ni *ammonesté*, ni soupçonné de gibelinisme. Ils demandèrent en outre que toutes les urnes d'élection qui avaient été remplies sous l'influence des anciens *capitani* fussent brûlées avec tout leur conteuu. Ces demandes furent accueillies par le collége et par le grand conseil, et la paix parut de nouveau assurée. Cependant le peuple, une fois en mouvement, n'était pas content de cela, et les corporations demandèrent l'exil de plusieurs et l'admission d'un plus grand nombre de *popolari* parmi les grands, en sorte que les prieurs durent nommer une commission spéciale pour s'entendre avec les chefs des corporations sur leurs plaintes et sur leurs vœux.

Jusqu'ici le peuple, qui avait aidé les corroyeurs dans la persécution des personnes qu'il détestait, qui avait dévasté le couvent des moines de S.-Agnolo et de S.-Spirito, craignait toujours la mise en jugement et la punition, aussitôt que l'ordre et la tranquillité seraient rétablis dans la ville; il espéra éviter ces punitions si de nouveaux troubles plus violents éclataient, ce qui procurerait en outre plus de butin.

Ces hommes, dans une assemblée à Ronco, se promirent de se défendre mutuellement s'ils étaient attaqués. Ils nommèrent des syndics particuliers pour veiller à leurs intérêts.

Le bas peuple, qui n'était pas compris dans les corporations, mais qui plutôt y était soumis comme formé de simples journaliers, commença dès lors à connaître sa force; à cela il faut ajouter les insinuations de ceux qui n'étaient pas encore délivrés de l'*ammonition* et de ceux qui l'étaient, mais qui devaient attendre trois ans; tous souhaitaient des troubles, et ils persuadèrent au peuple que beaucoup d'entre eux devaient être mis à mort, que les bourreaux et les instruments de torture étaient prêts, que la *signoria* y avait déjà pourvu.

Le 19 juin on annonça à la *signoria* que le peuple se disposait à une révolte, et que si l'on voulait interroger Simoncino Bugigatto, Pagolo della Bodda, Lorenzo Riccomanni, on connaîtrait la vérité. Simoncino, que l'on manda, ne nia pas; mais il représenta la puissance de son parti, et assura qu'il serait satisfait si l'on permettait aux ouvriers, jusqu'ici soumis aux corporations (1), de se réunir en corps de métiers indépendants, et si on laissait élire parmi eux une partie des magistrats afin qu'ils eussent ainsi part au gouvernement de la ville.

Aussitôt tous les conseils, les porte-étendards et la commission se rassemblèrent; cependant la nuit était venue avant que tous fussent réunis; les seigneurs expédièrent cependant des lettres aux comtes Guidi, aux

(1) Le nombre s'éleva bientôt à quatre-vingt-neuf, car le nouveau gonfalonier et les nouveaux prieurs y entrèrent aussi. Capponi, l. c., p. 1109.

(1) Tels étaient ceux qui travaillaient en laine, les teinturiers, les peigneurs en laine, les fileurs, et ils étaient sous la dépendance de la corporation des fabricants de draps.

Gangalandi; à S.-Miniato, à S.-Gimigniano, à Prato, à Pistoja, aux communes des anciens domaines des Ubaldini et des Alberti, et à Valdinievole. A la fin on fut d'accord de faire appliquer Simoncino à la torture, afin de chercher à obtenir ainsi de lui quelques aveux. Il resta cependant, au milieu des souffrances, fidèle à ses premières paroles; il ajouta toutefois que Salvestro de' Medici était le chef du peuple. D'autres furent ensuite entendus, et toutes les dépositions s'accordèrent; la révolte devait éclater le matin à l'heure de tierce.

Pendant que cela se passait, et qu'on torturait Simoncino, arriva comme de coutume, le soir, l'horloger de la ville pour régler l'horloge du palais. Il apprit où en étaient les choses, et comme il appartenait lui-même aux conjurés, il prit les armes aussitôt qu'il fut de retour chez lui, et cria à ses voisins près de S.-Friano : *Aux armes! défendez-vous, malheureux, ou vous êtes tous perdus!* Aussitôt le tocsin fut sonné par l'un d'eux à l'église des Carmes, et l'on s'assura, suivant ce qui était convenu, des autres cloches. En peu de temps tout le peuple fut rassemblé sur la place d'armes, que les conjurés avaient déjà choisie. Devant le palais arrivèrent quatre-vingts lances de la milice de la ville; mais aucun des porte-étendards des compagnies ne se mit en mouvement; les quatre-vingts lances ne résistèrent pas quand accoururent du quartier S.-Piero Scheraggio environ cent cinquante hommes du peuple armés. Bientôt la foule des révoltés s'accrut, et ils demandèrent la liberté des prisonniers; une partie d'entre eux marcha vers Oltrarno, et incendia la maison du gonfalonier de la justice. Salvestro, qui avait été cependant interrogé, nia avoir pris une part active à la révolte, avoua qu'on l'y avait invité, mais qu'il avait refusé en gardant le secret. Les prieurs lui pardonnèrent et mirent les prisonniers en liberté; mais, quand par là les troubles ne furent pas apaisés, comme la milice ne résistait pas au peuple qui assiégeait le palais, et qu'aucun porte-étendard des compagnies, malgré toutes les exhortations, n'arrivait au secours de la *signoria*, celle-ci comprit qu'il ne lui restait qu'à négocier avec les révoltés.

Déjà avant le commencement de ces négociations l'*esecutore* avait arboré l'étendard de la justice, et le peuple qui dans les anciens temps était accoutumé à voir légitimer ses révoltes contre les classes supérieures, souhaitait avoir l'étendard en sa possession. Mais il ne pouvait s'en emparer à cause des pierres que l'on jetait des fenêtres du palais. Mais aussitôt que parurent avec les négociateurs le seigneur Salvestro, le cordonnier Benedetto di Carlone, l'aubergiste Benedetto degli Alberti, et surtout un autre homme à la vie et à la sûreté duquel les colléges attachaient une grande importance, les assiégeants, sous la conduite de ce dernier, enfoncèrent les portes de la maison de l'*esecutore*, s'emparèrent de l'étendard, et, comme s'ils avaient obtenu la légitimation la plus complète, se livrèrent aux plus grands excès. Un des fabricants de drap, Domenico Ugolini, et ensuite Niccolajo degli Albizzi, furent pillés, leurs maisons furent incendiées, le palais de la corporation des fabricants de drap dévasté et démoli ; un grand nombre d'autres maisons, surtout celle de Ridolfo, eurent le même sort. Enfin arrivèrent sur la place les deux compagnies du Lion d'or et de l'Hermine pour défendre les prieurs contre la fureur du peuple. Mais comme elles ne furent soutenues par aucune autre, et comme les négociateurs des prieurs paraissaient s'entendre avec le peuple, elles se retirèrent, et ce fut alors que la *signoria* fut complétement abandonnée. L'émeute dura dans la ville jusqu'à l'heure des vêpres; ensuite le peuple donna l'accolade à Salvestro de' Medici, Benedetto degli Alberti, Antonio degli Alberti, Tommaso Strozzi et à soixante-quatorze autres; aucun n'osait se soustraire à cette cérémonie, et même ceux qui dans la journée avaient été pillés en furent honorés dans la soirée. On entendait cependant souvent encore le cri : *A feu et à sang!* Sur la place devant le palais, le peuple éleva deux potences, parce qu'il ne voulait plus de pillage, mais prétendait livrer les maisons aux

flammes avec tout ce qu'elles renfermaient, annonçant qu'il pendrait les voleurs.

Pendant la nuit les prieurs firent apporter dans le palais des vivres et des pierres pour pouvoir y soutenir un siége; ils y firent venir aussi la caisse de la *signoria*, qui était au couvent de S.-Croce. Mais le peuple resta sous les armes au nombre de six mille hommes. Avant le jour, il demanda aux corporations de lui envoyer leurs étendards afin qu'elles pussent marcher avec le peuple contre les prieurs, et les chefs des corporations n'osèrent refuser. La pluie tombait par torrents, ce qui n'empêcha pas la continuation de la révolte, et les corporations furent obligées de jurer, par l'organe de leurs chefs, qu'elles étaient du parti du peuple. Celui-ci, avec l'étendard de la justice et ceux des corporations, marcha sous la conduite de ses syndics déjà élus contre le palais du podestat; il l'escalada et s'en rendit maître; ensuite il pria la *signoria* d'envoyer deux porte-étendards et deux membres du collége pour entendre leurs demandes et négocier avec lui. Voici les propositions principales du peuple:

1° La corporation des fabricants de drap n'aura aucun chef qui soit étranger.

2° Les ouvriers qui aident les fabricants de drap, tels que les peigneurs de laine, blanchisseurs, formeront une corporation particulière sous des consuls particuliers.

3° Les teinturiers, les barbiers, les tailleurs, les tondeurs de drap, les chapeliers, les fabricants de peignes, jouiront du même avantage.

4° La ville devra acheter pour les ouvriers qui aident les fabricants de drap une maison de corporation, dont le prix ne pourra être au-dessous de cinq cents florins.

5° La maison de prêt de l'État (*il monte*) ne devra payer aucun intérêt, mais seulement le capital, de manière qu'en douze ans les dettes soient amorties.

6° Tous les criminels, excepté les traîtres et les rebelles, seront acquittés; les condamnés à mort obtiendront une commutation en payant une amende.

7° Aucun membre du *popolo minuto* ne pourra, avant deux ans, être poursuivi pour une dette moindre de cinquante florins.

8° Pendant six mois, aucun nouvel impôt ne pourra être établi, et les autres ne seront perçus que sous certaines restrictions.

9° Guido Bandiera, qui la veille au soir a été armé chevalier, recevra, en récompense de ses services, comme ayant pris les armes un des premiers, et s'étant montré un des plus braves incendiaires, une somme de deux mille florins d'or prélevés sur la masse des biens confisqués.

10° Le seigneur Salvestro de' Medici recevra, en récompense de ses services, au moins six cents florins d'or à prélever sur le revenu des locations des boutiques de Ponte-Vecchio.

11°. Une amnistie générale sera publiée pour tous les délits commis depuis le 18 juin jusqu'au 18 juillet.

Après une délibération, ces demandes furent acceptées par le collége des conseillers des prieurs et par le grand conseil, et le peuple promit de mettre bas les armes si elles étaient adoptées le lendemain par le *consilio del comune*, dans lequel les nobles siégeaient aussi. Mais le soir même les révoltés, qui étaient restés toute la nuit en armes devant le palais du podestat, s'emparèrent des clefs de la ville, parce qu'ils avaient appris que beaucoup de fantassins venaient du Valdinievole et de Pistoja. On annonça aux prieurs que si ces troupes, en dépit des ordres des huit qui leur enjoignaient de rétrograder, entraient en ville, on brûlerait le palais et toute la *signoria*. Les prieurs ordonnèrent alors l'éloignement de ceux qu'ils avaient appelés, et, au milieu d'un tumulte effroyable sur la place, le conseil confirma les demandes du peuple. Guerriante Marignolli sortit du conseil sous prétexte de vouloir annoncer au peuple que tout était accepté; mais il traversa les rangs de la foule, et se rendit à sa maison sans dire un mot; quand les insurgés le virent ainsi quitter le palais, comme ils savaient qu'il était de leur parti, ils crurent qu'il était mécontent de ce qui s'y passait, et ils crièrent: A bas tous les autres! nous ne voulons plus de *signoria!* Tommaso Strozzi porta aux prieurs, Pierozzo Pieri transmit

(1) Il y a beaucoup d'articles favorables ou défavorables à des personnes privées. On peut les voir chez Capponi, l. c., p. 1119 sq.

de leur part aux conseillers les demandes du peuple ; tous désespérèrent. Benedetto degli Alberti et Tommaso Strozzi durent recommencer à négocier, mais en vain. Le peuple permit seulement aux huit de rester au palais ; le gonfalonier de la justice pleurait, d'autres se tordaient les mains; seulement Alamanno Acciajuoli et Niccolo del Nero voulaient attendre la dernière extrémité ; mais, quand les autres quittèrent le palais, ceux-ci ne restèrent pas non plus, et retournèrent chez eux.

Aussitôt que les prieurs et leurs conseillers eurent quitté le palais, le peuple, sous la conduite d'un peigneur de laine (ou plutôt d'un facteur d'une fabrique de drap), Michele di Lando, qui portait l'étendard de la justice et marchait sans bas, les pieds dans de mauvais souliers, entra dans le palais. Là Michele fut par acclamation nommé gonfalonier de la justice et *signore* de Florence. Il choisit parmi les syndics des corporations et du peuple une commission pour changer la constitution. On établit une nouvelle *signoria;* on nomma neuf membres, trois des corporations supérieures, trois des corporations inférieures, et trois du peuple (1), mais de manière qu'il y eût pour chacun des quatre quartiers de la ville deux *priori* et en outre un gonfalonier de la justice. Michele di Lando fut promu à cette dernière dignité. Les nouveaux prieurs nommèrent de nouveaux porte-étendards pour les compagnies, et pour eux-mêmes de nouveaux conseillers. Les anciennes urnes d'élection furent brûlées.

En conférant des revenus et des emplois aux individus recommandés précédemment à la *signoria* par les réclamations du peuple, Michele di Lando cherchait surtout à se former un parti imposant, composé de telle sorte qu'il dût subsister et tomber avec lui. Comme il songeait moins aux intérêts des masses, il en résulta qu'elles furent bientôt poussées à de nouveaux troubles. Alors il leur représenta que c'était le plus mauvais moyen d'obtenir quelque chose, puisque la *signoria* rabaisserait sa dignité en cédant à des demandes produites par la violence : elles devaient plutôt s'entendre sur l'objet de leurs requêtes, et nommer une commission pour traiter avec le gouvernement. Le peuple se retira donc à Santa-Maria-Novella (Sainte-Marie-Nouvelle), nomma une commission composée de huit membres, et fit faire, le 31 août, à la *signoria*, des représentations dans lesquelles Michele particulièrement n'était pas ménagé ; en sorte que celui-ci, poussé à bout, tira son épée, se jeta sur les insolents orateurs du peuple, en blessa plusieurs, et les fit jeter tous dans les fers. Après cet acte de colère, comme il devait craindre une attaque du peuple sur le palais, il fit aussitôt des préparatifs de défense, et, rassemblant une troupe composée de bourgeois les plus importants, il se mit à leur tête et les mena contre la foule, près de Santa-Maria-Novella, juste au moment où celle-ci se dirigeait par un chemin tout différent contre le palais. Tandis qu'elle assaillissait l'édifice, Michele tomba sur ses derrières, la mit en déroute complète. Le plus grand nombre s'enfuit hors de la ville, et tous jetèrent les armes.

Parmi les nouveaux *signori* qui entrèrent en charge le lendemain, il y en avait deux tirés de la populace. Comme les anciens pr eurs quittaient le palais, ils trouvèrent la

(1) Machiavelli (l. c., p. 415) donne une autre relation : « Quatro della plebe minuta, due per le maggiori e due per le minori arti. » Il paraît cependant que Capponi n'a pas tort ; car, excepté un teinturier, un autre artisan et le facteur Michele, il ne se trouve aucun membre du *popolo minuto* parmi les prieurs nommés par Capponi ; des corporations supérieures il y eut seulement un fabricant de drap et un épicier : cependant Bonaccorso Portinari doit aussi avoir appartenu à la classe supérieure, quoique aucune corporation ne soit désignée comme s'il en eût fait partie. Parmi les corporations inférieures, il y avait un chaufournier, un faiseur de pantoufles et un certain Spinello Borsi. Ce qui a persuadé Machiavelli d'adopter sa division, c'est qu'il a supposé que Portinari et Borsi appartenaient au bas peuple ; ce qui n'est pas probable, du moins d'après le nom de famille du premier.

place remplie d'hommes armés réclamant l'expulsion des deux prieurs sortis des derniers rangs. On leur accorda cette demande; les nouvelles corporations du bas peuple furent abolies, et on déclara tous ceux qui en faisaient partie incapables d'exercer les charges de l'État, à l'exception toutefois de quelques individus, et entre autres de Michele di Lando, considéré déjà comme appartenant à la classe supérieure. Ainsi se termina de nouveau toute participation des *ciompi* au gouvernement. *La parte guelfa* s'étant aussi retirée, il était tout naturel que la direction de l'État passât à la faction précédente des Ricci, c'est-à-dire aux familles de Medici, Scali, Alberti, etc. L'année s'écoula cependant sans autre événement. Les émigrés et les fugitifs florentins de différents partis se réunirent par bandes dans les provinces voisines de la Toscane, et menaçaient continuellement leur patrie d'un retour violent. Une autre cause d'affliction pour la Toscane était la rentrée des compagnies militaires de John Hawkwood et des deux comtes allemands, Lutz et Eberhard de Lando; Perugia, Città di Castello, Foligno, Montepulciano et Valdichiana surtout avaient fort à souffrir de leurs déprédations (1). Sienne paya plus de quarante mille florins d'or à ces hôtes importuns, pour se débarrasser de leur présence.

Ce fléau à peine éloigné, Karl, prince de Durazzo, fut engagé par une faction ennemie de la reine Jeanne, et surtout par le pape Urbain, dont l'adversaire Clément avait été soutenu par Jeanne, à une attaque sur le royaume de Naples. Les émigrés florentins saisirent cette occasion, et se rallièrent en partie à Karl lui-même, en partie à son lieutenant Gianuzzo da Salerno à Bologne (2), et lui offrirent de le soutenir dans toutes ses autres entreprises, s'il voulait traverser la Toscane et les rétablir dans leurs droits. Karl n'accepta point tout d'abord la proposition; mais une partie des émigrés, sans doute pour faire paraître au prince l'entreprise plus facile et leur faction plus puissante, essayèrent au mois de novembre 1379 de s'emparer de Fighine. Cette tentative échoua cependant, et causa une réaction terrible à Florence : on y mit en état d'accusation les membres les plus puissants du parti guelfe autrefois dominant, et qui séjournaient encore dans la ville, entre autres Piero degli Albizzi, Cipriano Mangoni, Jacopo Sacchetti, Donato Barbadori, etc.: et, ameutant le peuple, la faction toute-puissante obtint leur supplice (1). Le parti des Ricci, resté alors maître d'un pouvoir incontesté, nomma en 1380 un conseil composé de quarante membres, qui, de concert avec la *signoria*, transporta tous les admonestés suspects à quelque titre, au nombre de trente-

(1) *Cronica Sanese*, l. c., p. 265.
(2) Sismondi, vol. VII, p. 157.

(1) Sismondi, l. c., p. 159. « Benedetto Alberti declara que, si avant midi les recteurs ne faisaient pas justice, le peuple y pourvoirait lui-même. » Sismondi a puisé dans l'ouvrage historique de Marchione de Stephani les détails sur les temps qui suivirent la révolte des *ciompi*, et sur les mois de novembre et de décembre 1379; mais je n'ai pu me procurer cet ouvrage. La *Cronica Sanese*, p. 265, se sert de l'expression suivante : « E a tutti lo' fu tagliata la testa infra più volte. » Il s'était alors passé un incident que nous nous empressons de rapporter : pendant l'exécution des quatre premiers condamnés, les cris perçants d'une femme se firent entendre; le peuple, qui, malgré sa soif de sang, était timide et lâche, s'imagina à l'instant que les soldats de Karl de Durazzo entraient dans la ville; et, croyant avoir entendu les cris de ces derniers, il se hâta de prendre la fuite, laissant les quatre condamnés seuls sur la place destinée aux exécutions. Ils étaient cependant trop fiers pour chercher leur salut dans la fuite, et le peuple, revenant de sa méprise, leur fit trancher la tête, et menaça de tuer les juges s'ils ne condamnaient pas à mort les autres prisonniers. Piero degli Albizzi, voyant qu'il ne restait à lui et à ses compagnons d'infortune que le choix entre une exécution régulière et l'immolation par les mains du peuple, les engagea à s'accuser eux-mêmes, et à fournir ainsi à leurs juges des moyens de les condamner. Ils moururent tous avec une fierté et une fermeté sans exemple.

neuf, et beaucoup de *popolani* parmi les grands et des grands parmi les *popolani*. En outre ils prirent à leur solde les troupes d'Hawkwood pour être prêts à la résistance dans tous les cas, même contre Karl de Durazzo. Ce dernier arriva sur ces entrefaites à Rimini, et demanda à la république de Florence une forte somme d'argent pour continuer la guerre contre le royaume de Naples. Les Florentins lui envoyèrent quinze mille florins d'or en présent, mais non comme marque de participation aux hostilités contre Naples; Karl, irrité, ne voulut point les accepter, et s'avança davantage vers la Toscane. Sur le territoire d'Arezzo, il trouva un parti qui l'attendait impatiemment, qui n'avait plus d'espoir qu'en lui, les Tarlati et les Ubertini. Les habitants d'Arezzo avaient confié la *signoria* à un membre de la famille des Bostolo, et ce dernier fut contraint à reconnaître Karl pour *signore* et à lui remettre les clefs de la ville; les Tarlati et les Ubertini y entrèrent alors avec Karl, qui nomma pour son vicaire un Napolitain, Jacomo de' Caracci. Voyant que la guerre contre Florence était plus difficile qu'il ne l'avait pensé, Karl offrit la paix aux Florentins, qui l'acceptèrent à mains jointes, quoiqu'il leur fallût verser quarante mille florins d'or (1), décomptés à la vérité sur la somme qu'ils devaient encore payer à l'Église.

Alors Karl continua son expédition contre Naples en passant par Rome; son vicaire à Arezzo sut aussi, de son côté, se procurer de l'argent; il jeta en prison plusieurs membres des Tarlati, et les força à racheter leur liberté par de fortes sommes; quant à Bostolo, ancien *signora* de la ville, qui en qualité de chef de parti lui portait encore quelque ombrage, il lui fit trancher la tête, ainsi qu'à son neveu Pandolfo.

Au moment où Karl s'approchait de la frontière de la Toscane, les villes de cette contrée étaient unies entre elles par une alliance offensive et défensive, à laquelle accéda aussi, au nom de Pise, Piero de' Gambacorti. La tranquillité dont jouissait Pise sous la direction de Piero contribua beaucoup à l'affermissement du pouvoir de ce dernier, qui savait d'ailleurs employer au besoin des moyens sanglants pour se débarrasser de ses adversaires ou de ceux qui pourraient le devenir. Il eut la satisfaction, en 1380, de voir son neveu Lotto de' Gambacorti élevé au siége archiépiscopal de Pise après la mort de l'archevêque Malaspina. Lotto entra en fonctions pendant les fêtes de Pâques 1381, et au mois de juillet de la même année, le fils de Piero, Andrea de' Gambacorti, fut armé chevalier par Giovan Galeazzo de' Visconti (1). Piero lui-même était si honoré à Pise que, sans l'avidité insatiable des fils de son frère Gherardo (2), et sans l'alliance avec les Florentins, généralement abhorrés, personne n'aurait pu songer au renversement de sa famille.

Pendant ce temps, le pouvoir à Florence se changea en oligarchie, à la tête de laquelle se tenaient Giorgio Scali et Tommaso Strozzi; ces chefs de la faction dominante avaient su gagner si fortement la faveur du bas peuple, qu'ils se crurent en état de tout oser. Un citoyen était-il hors de l'atteinte du pouvoir que leur donnaient les emplois conférés à eux ou aux leurs, se déclarait-il leur adversaire, ils parvenaient à l'anéantir à l'aide d'accusations portées par leurs créatures.

(1) Machiavelli, l. c., p. 423, assure que Florence devait payer à Karl quarante mille ducats. Dans ces temps-là un ducat et un florin d'or avaient la même valeur.

(1) *Cronica di Pisa*, l. c., p. 1079.

(2) Sans compter l'archevêque Lotto, Gherardo avait encore huit fils, qui cherchaient à se procurer de l'argent par tous les moyens possibles, à l'effet de pourvoir à leurs immenses dépenses. Un d'entre eux, Ranieri, avait été élevé par les Visconti à la dignité d'archevêque. Malgré cela il ne rougit pas de faire le métier de pirate, et de protéger les corsaires pisans sur ses vaisseaux; mais, quoiqu'il eût par là empêché le commerce de Pise, personne n'osa rien entreprendre contre lui, à cause de la crainte qu'inspirait le pouvoir de son oncle.

C'est ainsi que vers la fin de 1381 l'un des hommes de Giorgio accusa de haute trahison Giovanni di Cambio ; mais, ne pouvant soutenir son accusation, il allait être puni comme faux délateur (1). Giorgio fit tout son possible pour le sauver ; ne pouvant ébranler par aucun moyen l'impartialité du juge, il assaillit, le 13 janvier 1382, avec Tommaso Strozzi et le peuple armé, le palais du *capitano del popolo*, et délivra par force le dénonciateur (2). Le capitaine remit à l'instant sa charge entre les mains des prieurs, en refusant de rester juge dans une ville où la justice était ainsi foulée aux pieds. Cet événement poussa au plus haut point le mécontentement provoqué depuis longtemps par la conduite des démagogues, et les prieurs, qui appartenaient à l'opinion modérée, pressèrent le capitaine de conserver sa charge, et de se servir de tout son pouvoir pour punir l'insolence de Giorgio et de Tommaso. Benedetto degli Alberti, jadis ami et compagnon des deux derniers, embrassa alors la cause de leurs adversaires (3). Tommaso trouva moyen de se sauver par la fuite ; mais Giorgio fut arrêté dans sa propre maison, et vingt-quatre heures après paya de sa tête son audace insensée. Avant son exécution, il prédit à son ancien ami Benedetto que cette division dans leur parti affermirait de nouveau le pouvoir des Albizzi, et il avait raison ; car, pour protéger l'exécution contre une tentative des anciens partisans de Giorgio, l'on avait rassemblé sous les armes tous ses adversaires, même tout ce qui restait encore de l'ancien parti guelfe, principalement les nobles et le *popolo grasso*. Alors retentit de nouveau le cri : « *Viva la parte guelfa !* » Jusqu'au 21 janvier 1382, la noblesse, le *popolo grasso* et la faction des Albizzi étendirent tellement leur pouvoir, qu'ils s'emparèrent de la place devant le palais, et nommèrent une *balia* composée de cent hommes pour réformer l'État.

Cette *balia* abolit tous les règlements établis depuis l'administration du *gonfaloniere* de' Medici en 1378, annula toutes les sentences d'admonition, délivra tous les prisonniers, rétablit *la parte guelfa* dans ses anciens droits, prononça la dissolution de la corporation des compagnons-ouvriers en laine, et de toutes celles qui avaient été créées pour le bas peuple ; les sept corporations des métiers inférieurs perdirent le droit de pouvoir fournir un *gonfaloniere* de la justice.

La *signoria* qui suivit cette *balia* commença par exiler les chefs de plusieurs familles qui avaient embrassé la cause du peuple contre *la parte guelfa*, et un grand nombre des hommes du peuple, entre autres Michele di Lando et Benedetto degli Alberti ; ce dernier fut poursuivi jusqu'en 1387, qu'on le frappa d'une sentence d'exil.

Sienne avait eu à lutter non-seulement avec les bandes étrangères, que le préfet de Vico cherchait toujours à tourner contre elle, mais encore avec quelques nobles indigènes de la maremme, unis au préfet, et surtout avec Ranuccio et Puccio, fils de Niccolo da Farnese ; néanmoins elle fit des acquisitions importantes, tantôt par les armes, plus souvent par des achats et des traités, et arrondit ainsi beaucoup le territoire et les droits de la ville. Les Siennois conquirent Acquapendente en 1382, et avant cette époque les Farnese s'étaient déjà vus forcés à se soumettre à Sienne (1). D'un autre côté, Hawkwood, congédié par les Florentins, et depuis engagé au service du préfet, fit subir à l'armée siennoise une déroute complète, en 1383, entre Bolsena et S.-Lorenzo. Dès l'abord on devait craindre dans Sienne même un soulèvement de l'an-

(1) Machiavelli, l. c., p. 424.

(2) Sismondi, l. c., p. 173.

(3) Machiavelli, l. c., p. 425 : « Era messer Benedetto uomo ricchissimo, umano, e severo amatore della libertà della patria sua, ed a cui dispiacevano assai i modi tirannici, talchè fu facile il quietarlo, e farlo alla rovina di messer Giorgio condescendere. » Le même sentiment de liberté qui avait jadis détaché Benedetto du parti guelfe le sépara aussi maintenant de ses anciens amis.

(1) Malavolti, p. 147 b.

cienne noblesse, qui, soutenue par le préfet, aurait pu attaquer le gouvernement de la ville; mais bientôt, au contraire, Sienne devait devenir le point d'appui pour la noblesse dans toute la Toscane. Tous les bannis d'Arezzo, par suite de la domination de Karl de Durazzo, et particulièrement les Tarlati, s'adressèrent à Enguerrand de Couci, lorsque ce dernier s'avança, suivi de troupes françaises, dans le pays, pour soutenir les droits de Louis d'Anjou contre ceux de Karl, et voulurent arracher de nouveau Arezzo au pouvoir du vicaire hongrois. Enguerrand, cédant à leur appel, parvint à s'emparer de la ville le 29 septembre 1384; mais la citadelle restait encore au pouvoir de Karl, et, après un long siége et de vaines tentatives, Enguerrand vendit aux Florentins la ville d'Arezzo le 17 novembre de la même année (1). A cette époque la maison des Tarlati (où l'on comptait douze chefs de famille et un cardinal), ancienne ennemie de Florence, qui possédait dans le pays soixante-neuf places fortes et cinquante-cinq autres localités, conclut une alliance avec Sienne. Les Farnese et Guicciardo de' Baschi, jadis attachés au préfet, avaient déjà fait comme celui-ci, au mois d'août, la paix avec les Siennois. Acquapendente fut livré à l'Église au mois de décembre; mais les Siennois, mécontents de voir les Florentins étendre leur domination sur Arezzo, et poussés par les Tarlati et la noblesse du pays, ennemis de Florence, résolurent d'entrer alors en Toscane, et de déclarer la guerre aux Florentins.

Les Florentins eux-mêmes contribuèrent fortement à faire de Sienne le point d'appui de la noblesse; ayant tout à craindre des Siennois, ils cherchèrent à les diviser pour les occuper chez eux. Ce plan était d'une exécution facile, en soutenant l'ancienne noblesse entièrement opprimée à Sienne, et surtout le parti des douze et des neuf (1). Les fonctionnaires qui étaient à la tête du gouvernement à Sienne punirent de mort plusieurs citoyens soupçonnés d'intelligence avec les Florentins, prirent ensuite à leur service un nommé Bargello (en qualité de *notaro di guardia*) avec vingt-cinq fantassins, jetèrent en prison trois Malavolti et un certain Antonio di Pietro Anzoni, et les forcèrent de racheter leur liberté par de fortes sommes d'argent. Le parti menacé pouvant compter sur l'appui de l'étranger, toutes ces mesures du gouvernement, au lieu de calmer, soulevèrent plutôt les esprits dans la ville. Les habitants de Pise, Lucca et Perugia, firent leur possible pour empêcher toute division; mais les délégués florentins surent déjouer toutes leurs tentatives. Enfin, au mois de janvier 1385, les Malavolti et plusieurs nobles (2) quittèrent la ville, et commencèrent au mois de février la guerre contre les gouvernants. Ceux-ci, rudement pressés par la noblesse, menacés à l'intérieur par les douze, les neuf, et par ceux des *popolari* admonestés qui avaient été exclus des charges de l'État, conclurent un traité avec ces derniers, en vertu duquel les douze, les neuf et les admonestés devaient de nouveau être admis aux fonctions de la ville, de même que dans les derniers temps, la faction exclusive et dominante des réformateurs. Les douze, les neuf et les réformateurs entamèrent alors des négociations avec la noblesse, mais inutilement; on nomma le 2 mars un commandant en chef

(1) Sismondi, l. c., p. 276. Les Florentins achetèrent Arezzo pour cinquante mille florins d'or. Enguerrand avait auparavant proposé aux Siennois de leur céder cette ville pour vingt mille florins d'or; mais, trouvant le prix trop élevé, ils espéraient pouvoir l'acheter meilleur marché. *Cronica Sanese*, l. c., p. 285 : «I Fiorentini avevano ancor comprato con volontà di que' pochi Aretini, che v'eran dentro, da Jacomo Caracciolo, che la teneva per il re Carlo, la fortezza.» Malavolti, l. c., p. 152. *Cronica di Pisa*, l. c, p. 1080.

(1) *Cronica Sanese*, p. 288.

(2) Les Salimbeni et les Farnese faisaient cause commune avec les Malavolti. Les Saracini restèrent dans la ville, mais les Piccolomini, une partie des Tolommei, les Cerretani et les Ugurgieri la quittèrent avec les autres.

pour soutenir la guerre contre les nobles, qui, par leurs possessions et par les points soulevés en leur faveur contre la ville, avaient pour eux au moins un tiers du pays. Enfin le 23 mars la guerre éclata à Sienne : les réformateurs, les douze et les neuf attaquèrent Bargello pour défendre un homme que ce dernier voulait faire jeter en prison ; les partisans de Bargello parcourant les rues aux cris de *viva la pace*, intéressèrent le bas peuple à leur cause. Le parti des réformateurs essuya une défaite complète, et plus de quatre mille d'entre eux furent forcés de quitter la ville (1). La noblesse retourna à Sienne avec huit cents cavaliers et deux mille fantassins commandés par les Farnese, et donna une nouvelle constitution à la ville. Le conseil de quinze *defensori* ou *reformatori*, nommé par le parti des réformateurs, fut remplacé par celui de dix membres portant le titre de *signori priori governatori*, qui, comme les quinze premiers, devaient être changés tous les deux mois, et siéger au palais public. Quatre d'entre eux devaient être pris dans le parti des douze, quatre dans celui des neuf et deux dans ces hommes du peuple qui n'avaient exercé aucune charge sous les réformateurs, ni jamais adhéré à leur parti (2). A Sienne on donna le nom de *monti* à ces quatre partis ; d'après cette division, en exceptant les réformateurs, se répartirent les charges publiques. La noblesse de la ville paraît avoir été trop fière pour vouloir prendre part aux fonctions bourgeoises, et se contenta du privilége spécial qui lui permit d'habiter, comme une corporation à part, ses palais dans la ville et ses châteaux aux environs.

A Sienne, on atteignit ainsi un tout autre but que les Florentins ne se l'étaient proposé ; au lieu de la division, l'ordre et l'unité : alors les événements de Montepulciano découvrirent le terrain sur lequel Sienne et Florence devaient bientôt se heurter. Immédiatement après la révolution de Sienne, Montepulciano renouvela un traité par lequel Sienne lui assurait aide et protection (1), et les années suivantes se passèrent assez tranquillement à Sienne, Montepulciano et Florence : les nombreux bannis de Sienne et de Florence essayaient il est vrai de temps en temps de tramer de nouveaux complots ; mais ils ne purent jamais faire rompre la paix, et en 1385 les cinq capitales de la Toscane (Florence, Lucques, Pise, Sienne et Perugia) conclurent un traité offensif et défensif avec Bologne, qui avait entrepris d'accomoder les différends élevés précédemment entre Florence et Sienne au sujet d'Arezzo. Les Florentins exigèrent la reddition de Lu-

---

(1) Malavolti, l. c., p. 153. Malavolti ajoute que même la dixième partie des réformateurs ne revint jamais dans la ville ; car les manufacturiers qui composaient ce parti purent avantageusement s'établir ailleurs.

(2) Le parti de *Monte del popolo* fut celui auquel adhérèrent, ou dans lequel furent comptés tous les étrangers nouvellement arrivés dans le pays, et quelquefois les familles les plus illustres, comme par exemple la famille noble des Castellottieri, celle des Bandini de Massa Maritima, des Alidosi de Forli, des Forteguerra de Pistoja, etc. Parmi la noblesse nouvellement établie, ce parti comptait une branche des Ubaldini, s'intitulant comtes de Garda, et plusieurs autres familles puissantes, jadis dévouées aux douze, et maintenant rentrées après un long exil, comme par exemple les Tegliacci et les Verdelli.

(1) Malavolti, l. c., p. 155 : « Furono in concordia il dì 19 d'aprile che i nominati del Pecora col comune, e huomini di Montepulciano fussero obligati in perpetuo d'offerire e dare ogni anno la vigilia della madonna d'Agosto un cero di valuta di fiorini ottantadue d'oro alla chiesa cattedrale di Siena, et lire dieci di denari, lassando l'una cosa e l'altra in detta chiesa, et aver per amici gli amici e per nemici i nemici del commun di Siena, ricettare le sue genti d'arme a volontà del magistrato de' signori priori et elegger ogni sei mesi il podestà, che fusse cittadin sanese et i signori priori et officiali di balia, all' incontro s'obligarono di difendere e mantenere i medesimi della casa del Pecora e'l commune di Montepulciano da qual si voglia, che in qualunque modo gli volesse offendere. »

cignano, comme faisant partie du territoire d'Arezzo ; Sienne accéda à leur demande. Sur ces entrefaites une dispute éclata en 1387 entre Giovanni di Niccolo et Gherardo di Jacomo, les deux chefs des Cavalieri del Pecora régnant à Montepulciano ; Gherardo fut expulsé, et Giovanni, soutenu par les habitants de Montepulciano, chassa de la ville le podestat et les autres fonctionnaires siennois. Les Florentins, qui épiaient depuis longtemps le moment favorable pour s'emparer de Montepulciano, congédièrent leur *condottiere* Cecco di Diana, et ce dernier avec trois cents cavaliers entra au service des habitants révoltés de Montepulciano, pour les soutenir contre Sienne : les Siennois, se voyant menacés de deux côtés, furent bientôt forcés de se soumettre à l'arbitrage le plus désavantageux des Florentins. En même temps ces derniers, qui observaient les apparences et voulaient néanmoins ruiner entièrement Sienne, amenèrent la ville de Cortone à rompre les liens de sujétion et de tribut qui la rattachaient aux Siennois (1). Les Siennois, voyant clairement alors le but des Florentins, cherchèrent par tous les moyens à maintenir la tranquillité à l'intérieur : ils ajoutèrent aux dix prieurs élus dans les *monti* des douze, des neuf et du peuple, un onzième pris dans le *monte* des réformateurs (c'est-à-dire dans les membres de ce parti non expulsés de la ville), et confièrent dans tout leur territoire les charges des podestats et des capitaines exclusivement à la noblesse. Enfin, voyant les Florentins envoyer sans cesse de nouvelles bandes guerrières dans leur pays, sûrs de ne plus pouvoir éloigner la guerre, ils organisèrent, au mois de mai 1388, un grand conseil, nommé *consiglio de' simiglianti*, qui surtout devait s'occuper des affaires étrangères et du maintien de la constitution. Ce conseil fut composé des prieurs actuels, des anciens prieurs, de ceux dont les noms étaient encore restés dans les bourses dont on tirait les prieurs, et de douze nobles admis exprès au conseil pour intéresser aussi la noblesse à la cause de Sienne. Les habitants de Montepulciano, malgré la paix conclue avec Sienne par l'intermédiaire de Florence, transmirent le gouvernement de leur ville à un podestat florentin, et laissèrent inscrire leur territoire dans le livre des biens municipaux de Florence ; en raison de cet acte, il ne pouvait plus être détaché de la république florentine sans la décision du peuple de Florence, ni abandonné dans la guerre contre Sienne. Au milieu de telles circonstances, il ne restait plus aux Siennois d'autre ressource que de conclure une alliance étroite avec Giovan Galeazzo, seigneur de Milan : ce dernier, alors en guerre avec Bologne énergiquement soutenue par les Florentins, ennemi par conséquent de Florence, accéda de grand cœur aux propositions des Siennois. Lorque les négociations furent un peu avancées, Giovan Galeazzo envoya à Sienne son lieutenant Paolo de' Savelli, à la tête de trois cents cavaliers, avec l'ordre d'aller attaquer les Florentins afin de les détacher davantage de la cause des Bolonais. L'alliance fut définitivement conclue le 22 septembre 1389, et le gouverneur de Milan s'engagea à entretenir à ses frais en Toscane sept cents lances au service de Sienne.

Les Bolonais, les Pérugins et Pietro de' Gambacorti, seigneur de Pise, ayant appris qu'une nouvelle guerre allait éclater entre Florence et Sienne, firent tout leur possible pour la prévenir, et pour maintenir la bonne intelligence entre les villes de la Toscane. Pietro sut en effet amener les Florentins à des concessions ; ils envoyèrent à Montepulciano, rappelèrent de là tous les fonctionnaires florentins, et Montepulciano se retrouva dans ses rapports avec Sienne comme avant l'appel d'un podestat florentin. Mais les habitants de Montepulciano ne remplirent pas leurs obligations, et les Siennois ne renoncèrent point à leur union avec Giovan

(1) A Cortone, Bartolommeo da Casale fut remplacé dans sa charge de *signore* par son fils Francesco, auquel succéda Niccolo Giovanni. Ugo da Casale était dans ce moment *signore* de Cortone.

Galeazzo, qui leur envoya Giovanni d'Azzo degli Ubaldini à la tête de quatre cents lances. Les habitants de Montepulciano prirent de nouveau dans leur ville un commissaire florentin, et les *condottieri* de Florence et de Sienne recommencèrent leurs excursions dévastatrices. Les Florentins étendirent leurs entreprises sur Valdichiana, dépendance du territoire de Sienne, jusque sur celui de Perugia, entrèrent en intelligence avec les bandits pérugins, et cherchèrent à s'emparer de la ville, qui fut secourue par Sienne. Les habitants de Montepulciano occupèrent ensuite Chiusi; mais ils en furent chassés par Paolo Savelli, et bientôt après des corps de pillards parcouraient en tous sens les territoires de Valdorcia et de Valdelsa. Les Florentins, outre les *condottieri* étrangers engagés auparavant à leur service, prirent encore à leur solde le comte Giovanni da Barbiano avec quatre cents chevaux, et les Siennois engagèrent de leur côté un Tarlato, Giovanni Tedesco da Pietramala. Les Florentins perdirent de nouveau Lucignano, enlevé auparavant aux Siennois comme faisant partie du territoire d'Arezzo, et la guerre continuait déjà depuis quelque temps en Toscane, lorsque les hostilités éclatèrent tout à coup entre Visconti et la ville de Milan. Nous ne nous occuperons plus maintenant de cette guerre, terminée par la paix conclue au mois de janvier 1392; car nous en avons déjà donné les détails dans nos récits précédents (1).

Pendant cette guerre, les anciennes factions de Gibelins et de Guelfes se réveillèrent à Sienne. Giovan Galeazzo, après que les hostilités furent engagées, exigeait comme prix des secours la souveraineté sur Sienne; une partie des habitants de Sienne, et à leur tête la famille des Salimbeni, anciens partisans des Gibelins, s'accommodaient de cette prétention; et comme les cavaliers se rattachaient au parti gibelin, tous ensemble chassèrent de la ville leurs adversaires du parti guelfe, entre autres les Tolommei et les Malavolti. Par suite de ces troubles et du rappel des troupes de Giovan Galeazzo en Lombardie, la lutte avec Florence tourna au désavantage des Siennois; les nobles expulsés se rallièrent aux Florentins. En conséquence, le 15 mars 1390, Sienne reconnut et confirma légalement la souveraineté de Milan. L'arrivée en Toscane de Jacopo del Verme, en 1391, releva de nouveau les affaires de Sienne, et la paix ayant enfin été conclue entre Milan et Florence par l'intermédiaire du pape, du grand maître de l'ordre de Saint-Jean et du doge de Gênes, les Siennois recouvrèrent Lucignano (1), et obtinrent leur affranchissement de la domination milanaise. Du reste cette paix rétablit l'ordre des choses tel qu'il avait existé avant la guerre.

Dans la même année qui ramena la paix à Sienne, une révolution éclata à Pise. Pietro de' Gambacorti avait tiré jadis de la classe obscure un homme appelé Jacopo d'Appiano (2) ou plutôt Jacopo da Piano), dont le père avait souffert la mort pour le parti Gambacorti à Pise; puis il lui avait donné peu à peu toute sa confiance, et enfin l'avait fait son unique conseiller, et chancelier de la république de Pise. Jacopo s'était rendu nécessaire aux Gambacorti par son activité infatigable, et avait su trouver moyen de gagner, par de nombreuses faveurs, un grand nombre d'amis, et de se former à Pise un parti à lui, auquel se rattachaient presque tous les partisans de Gambacorti, en sorte

(1) Voyez plus haut dans l'histoire de Milan, division III. Cette guerre doit être envisagée plutôt du point de vue des rapports de Milan que de ceux de la Toscane, d'autant plus que les événements arrivés pendant cette guerre ne portent aucun caractère nouveau, ne présentent aucun trait particulier aux usages et aux habitudes militaires du temps. Qui voudrait connaître l'influence exercée par cette guerre sur Florence trouvera les notions suffisantes dans le troisième livre de l'Histoire de Poggio Bracciolini (Cf. Muratori, *Scrr.*, vol. XX); et quant à ses rapports à l'égard de Sienne, il n'a qu'à puiser dans Malavolti (l. c., p. 169 sq.).

(1) *Poggii Hist.*, l. c., p. 269.

(2) Notaire peu important à Pise.

que celui-ci était contenu surtout par son chancelier. Jacopo était cependant en rapports très-intimes avec Visconti de Milan, qui, depuis que Sienne s'était une fois donnée à lui, embrassait déjà de ses regards toute la Toscane, et formait des projets pour l'acquisition de Pise. Jacopo profita de la seule circonstance qui indisposait les Pisans contre la *signoria* de Gambacorti, de l'amitié qui unissait ce dernier aux Florentins, pour se créer à Pise une situation indépendante de son bienfaiteur. Les Florentins avaient déjà, en 1388, fait avertir Pietro par Strozzi de' Strozzi de se tenir sur ses gardes; mais il était trop loyal lui-même pour soupçonner de perfidie un homme traité par lui comme un frère (1).

Jacopo se servit de son inimitié avec Giovanni de' Lanfranchi pour expliquer ses rassemblements d'hommes armés. Pietro voulut les réconcilier; mais Giovanni, en sortant de chez lui, fut assassiné par deux hommes qui se réfugièrent ensuite dans la maison de Jacopo. Pietro fit alors réclamer les assassins, mais Jacopo refusa de les livrer. La ville fut en mouvement, et les Bergolini offrirent à Gambacorti leur aide contre son chancelier indocile; Pietro répondit qu'il ne s'agissait pas ici de procéder par la violence, qu'il fallait laisser la justice suivre son cours; et en effet il se contenta d'envoyer une partie de ses troupes occuper le Ponte-Vecchio sous le commandement d'un de ses fils (2). Jacopo eut le temps d'appeler à lui les mercenaires qu'il avait rassemblés d'avance à Valdinievole et à Lucques, et tous les Raspanti embrassèrent sa cause, voyant qu'il était contre les Gambacorti et les Bergolini. Lorsqu'il eut réuni assez de monde, il fit disperser les soldats qui occupaient le Ponte-Vecchio. Pietro, voyant son ami de longues années marcher sur le palais, défendit de tirer sur lui; et, comme Jacopo désira l'entretenir en personne, il descendit et se rendit avec lui à l'écart, où il fut à l'instant entouré et assassiné par les meurtriers payés par Jacopo. Le parti des Gambacorti, saisi d'effroi, chercha son salut dans la fuite; les deux fils de Pietro furent blessés et jetés en prison, où ils moururent empoisonnés avant le septième jour (1). Les maisons des Bergolini les plus puissants, et celles des riches négociants florentins, furent livrées au pillage du peuple et des soldats de Jacopo d'Appiano, qui fut nommé le 25 décembre capitaine et *difensore*, et devint *signore* de Pise comme l'avait été avant lui Pietro de' Gambacorti; mais les moyens qui l'avaient conduit à son but en faisaient un ennemi naturel des Florentins : il dut s'appuyer sur Giovan Galeazzo, et chercher à se maintenir ainsi au gouvernement de Pise.

Bientôt après cette révolution violente de Pise, des troubles non moins dangereux éclatèrent à Florence. Maso degli Albizzi, petit-fils de Piero degli Albizzi exécuté au mois de novembre 1379, tenta de venger la mort de son aïeul sur la famille des Alberti (considérant Benedetto degli Alberti comme la cause principale de ce meurtre juridique). Nommé gonfalonier à Florence vers la fin de 1392, il prétexta la déposition d'un témoin entendu sur certaines liaisons avec les bandits, pour faire emprisonner, au mois de novembre, quelques membres de la famille des Alberti (2). Cet acte mit tout en mouvement; les prieurs prirent des mesures de sûreté, et convoquèrent une assemblée

(1) *Poggii Hist.*, l. c., p. 270 : « Relatum Gambacurtæ sæpius fuerat, Jacobum malo in se animō esse, machinarique ut eum e summo rerum fastigio dejiceret, suadente præsertim Mediolanensi, qui urbis imperio aspiraret, multa perfidiæ ac fraudis signa manifesta ostendi, quibus facile appareret insidias illi parari. Sed vir bonus, qui cæteros ex suo ingenio fingeret, minime adduci potuit, ut crederet, virum a se a puero nutritum domi divitiisque potentem factum et dignitate ornatum tam nefandum facinus perpetraturum. »

(2) Ils s'appelaient Benedetto et Lorenzo. Ce dernier commandait les troupes au Ponte-Vecchio.

(1) Sismondi, l. c., vol. VII, p. 334.

(2) Machiavelli, l. c., p. 435.

populaire, où fut nommée une commission (*uomini di balia*), qui chassa non-seulement toute la famille des Alberti et leurs amis, mais encore un grand nombre d'anciens admonestés, et remplit la bourse élective de nouveaux bulletins. Comme dans les corporations inférieures beaucoup de membres souffraient de ces mesures (1), ils crurent généralement que tout avait été préparé pour les opprimer, et saisirent aussitôt les armes. Une partie des insurgés armés se rendit sur la place devant le palais, et l'autre se rangea devant la maison de Veri de' Medici, devenu chef de la famille de' Medici après la mort de Salvestro. Veri, au lieu de se mettre à leur tête, les invita au contraire à l'ordre et au repos, et parvint en effet à leur faire déposer les armes, en sorte que la *signoria* choisit deux mille citoyens, qu'elle savait contents de l'ordre de choses actuel, défendit à tous les autres de porter les armes, et confia aux deux mille organisés en compagnie la garde et le salut de la *signoria*, en cas de nouveaux troubles. Le gouvernement, s'étant mis ainsi à l'abri de toute insurrection populaire, fit exécuter ou exiler tous les ouvriers qui s'étaient montrés acteurs passionnés dans la dernière révolte; il fut établi qu'à l'avenir le gonfalonier de la justice serait au moins âgé de quarante-cinq ans. Ainsi l'on cherchait à rendre l'accès aux charges publiques de plus en plus difficile, et à les amener peu à peu sous le pouvoir d'un parti très-resserré. Si ce plan ne réussit point à Florence comme à Venise, ce n'est pas que l'aristocratie florentine manquât d'argent ou d'intelligence, mais parce que les possessions de Florence, et principalement celles d'outre-mer, n'étaient ni aussi étendues, ni aussi faciles à l'adoption des mœurs et des opinions princières que celles de Venise, et surtout parce que Florence, par sa position géographique, se trouvait moins isolée que Venise. Le sort des villes voisines de Florence, et le système de leur gouvernement exerçaient la plus grande influence, et dans le fait un ordre de choses durable et tranquille n'aurait pu être établi à Florence qu'en faisant entrer toute l'Italie dans le cercle de combinaisons politiques, et cela était impossible avec des conseils républicains changeant tous les deux mois. Ainsi les besoins de la ville parlant plus vivement, la population, en se partageant en fractions plus fortement tranchées, conduisait au-devant du système monarchique des Medici, qui ne put néanmoins de longtemps s'établir formellement, parce que les préjugés républicains, fortement enracinés, y auraient opposé de puissants obstacles.

Le commencement de l'année 1393 est signalé dans l'histoire de la Toscane par la cessation des agitations qui si longtemps avaient tout bouleversé dans Perugia. Depuis la dernière guerre de la ligue toscane avec le pape, les Gibelins, la famille de' Baglioni à leur tête, s'étaient de nouveau soulevés à Perugia; les chefs des Guelfes avaient dû quitter la ville, et dans le temps que la ville de Sienne recherchait l'alliance de Giovan Galezzo, le parti dominant à Perugia agissait dans le même sens: il en résulta que les émigrés guelfes à Florence y demandèrent assistance, et de là portèrent le ravage et les désordres de toute espèce sur le territoire de leur patrie. Cet état de choses durait encore, lorsque les principales parties belligérantes dans cette guerre toscano-lombarde, Sienne, Florence et Giovan Galeazzo, conclurent la paix. Les Florentins, craignant enfin que de ces troubles de Perugia ne sortît une guerre qui embraserait toute la Toscane, déterminèrent le pape à fixer sa résidence à Perugia, et grâce à son active intervention, le 7 mai 1393, un traité fut conclu entre les deux partis. Mais au mois de juillet la guerre éclata de nouveau : un émigré rentré fut assassiné dans la rue, et Pandolfo de' Baglioni protégea les assassins contre les officiers de la justice. Les émigrés, irrités, jurèrent de se venger sur Pandolfo, et le massacrèrent le 30 juillet;

(1) Plusieurs membres des arts mineurs avaient été décapités, ne pouvant fournir l'argent avec lequel les autres condamnés rachetaient leur vie.

ils tuèrent ensuite cinq autres Baglioni, plus de quatre-vingts nobles dévoués au parti gibelin, et un grand nombre de *popolari*, dont la faction, sous le nom de Beccarini, avait embrassé la cause de la noblesse. Plus de trois cents Gibelins furent condamnés à l'exil, et le pape, ne pouvant par son autorité empêcher le massacre, s'enfuit dans la nuit à Assisi (1). Perugia retourna tout entière sous le pouvoir du parti guelfe, et resserra bientôt ses liens intimes avec Florence. Il a déjà été rapporté, dans l'histoire de Milan (1), comment en 1792, par les efforts de Francesco de Gonzaga, une ligue avait été formée contre Milan, dans laquelle étaient entrés les Florentins et presque toutes les républiques toscanes; comment cette ligue, ayant manqué son but, avait été remplacée par une autre en 1396. Les Florentins avaient essayé plusieurs fois de se rapprocher du maître de la Lombardie, alors décoré du titre de duc, mais toujours ils avaient pénétré la perfidie de ses vues sur la Toscane. Comme en mars 1394 était mort, aux environs de Florence, John Hawkwood, dont le nom avait de l'importance à cause de ses soldats, les Florentins, voyant clairement les préparatifs de guerre auxquels se livraient les Toscans amis du Milanais, ne voulurent pas se trouver pris au dépourvu, et nommèrent pour la guerre une *balia* de dix membres (2). La tranquillité que le parti des Albizzi, Maso à sa tête, avait su maintenir dans la ville pendant son gouvernement, ne fut que momentanément interrompue par l'opposition de Donato Acciajuoli, qui fut condamné à l'exil; le rappel des bannis dans la ville et des admonestés aux charges publiques, tenté par Donato au mois de janvier 1396, échoua complétement. Cette paix à l'intérieur, et la deuxième ligue contre Milan, dans laquelle était entré le roi de France lui-même, laissaient les Florentins pleins de confiance en face d'une guerre avec leurs ennemis.

Les Pisans étaient alors en guerre, d'abord avec leurs bannis, la faction expulsée des Gambacorti, et puis avec le comte de Montescudajo : ces ennemis étaient tous soutenus par Florence, en sorte que Giovan Galeazzo, après avoir envoyé au secours de son ami Jacopo d'Appiano cinq mille cavaliers et quelques détachements d'infanterie sous le commandement du comte Alberico da Barbiano et de son frère Giovanni, engagea par là les Florentins à entrer aussi en négociation avec Jacopo. Ces négociations ne menèrent à rien; Alberico renvoya au mois de mars 1397 toute son infanterie dans les provinces de Lucques, fit croire ainsi aux Florentins qu'il songeait à l'attaque de Valdinievole, et les détermina à expédier à l'instant vers Pescia leur général Bernard de Serres, à la tête d'une armée. Benedetto de' Mangiadori, dont la famille, jadis la plus puissante à S.-Miniato, avait été expulsée de cette ville depuis la domination des Florentins, avait décidé Alberico à l'aider à s'emparer de S.-Miniato. Benedetto, avec une petite troupe, parvint à entrer dans la ville le 17 mars, et à mettre à mort le podestat florentin; mais les habitants, au lieu de répéter le cri de liberté, se déclarèrent en faveur de Florence : ainsi échoua toute cette entreprise, et Mangiadori réussit à peine à sauver sa vie par la fuite. Cette attaque fit ouvertement éclater la guerre entre Florence

---

(1) Sismondi, l. c., vol. VII, p. 335 sq.

(2) Voyez plus haut division III.

(3) *Poggii Hist.*, l. c., p. 273: « Florentini, ne imparati opprimerentur, creatis decemviris et equites denuo conducunt, et Bernardonum Aquitanum (Bernard de Serres) virum strenuum, qui cum Gregorio XI pontifice in Italiam venerat, belli ducem declarant. » Hawkwood considérait ce Bernard de Serres, après la mort de Giovanni d'Azzo degli Ubaldini, comme le premier général de l'Italie. Dans l'époque dont nous nous occupons maintenant, le comte Alberico da Barbiano avait déjà exécuté le plan de remplacer ces commandants étrangers et leurs mercenaires par des troupes entièrement italiennes.

et Milan, et entre les alliés de ces deux parties belligérantes (1).

Tandis que Giovan Galeazzo attaquait lui-même, dans la haute Italie, Gonzaga, seigneur de Mantoue, le membre le plus dangereux de la ligue formée contre Milan, il faisait augmenter par Albéric ses troupes jusqu'au nombre de quatorze mille hommes (2) dans les provinces de Sienne, et envahir à l'instant le territoire de Florence. Alberico et Bernard de Serres s'observèrent longtemps sur les frontières de Florence; mais Alberico, par une fausse marche, ayant fait croire à son adversaire qu'il allait attaquer Arezzo, se rabattit tout à coup sur Chianti, traversa le Val di Greve, près de Florence (3), et entra dans la basse vallée de l'Arno. Il ne put cependant s'y maintenir longtemps, et retourna dans les cantons de Sienne, où plusieurs de ses capitaines l'avaient trahi en passant aux Florentins; son frère lui-même l'abandonna pour entrer au service de Bologne. Les autres incidents de la guerre en Toscane sont dénués de tout intérêt. La guerre, comme nous l'avons déjà dit auparavant, fut terminée à Mantoue. Un armistice de dix ans fut conclu au mois de mai 1398, et nous avons aussi rapporté dans l'histoire de Milan que Giovan Galeazzo, dans les deux années suivantes (1399-1400) parvint à posséder la *signoria* de Pise, Sienne, Perugia (4), Assisi, ainsi que de Spoleto et de Nocera. La noblesse du pays, les Tarlati (1) appartenant à Sienne, les Ubertini et le comte

(1) *Poggii Hist.*, l. c., p. 274 : « His rebus incitati animi anno 1397 secundum cum Galeatio bellum secutum est. »

(2) A cette notice rapportée dans Poggio, Muratori ajoute encore la remarque suivante : « Peditum vero major numerus, in quibus exulum, latronum et facinorosorum permagnæ erant catervæ. » Sismondi dit au contraire qu'Alberico avait eu avec lui dix mille cavaliers.

(3) Il traversa Panzano, et s'approcha jusqu'à Panzolatico et à la Certosa.

(4) Depuis la chute des Baglioni, le pouvoir passa à Perugia entre les mains des Guelfes; mais ces derniers avaient à soutenir des guerres continuelles avec la noblesse de campagne de la Marche et même avec celle de Spoleto, dont les mercenaires, dans leurs excursions fréquentes, ravageaient le territoire de Perugia. Un Gibelin pérugin, Braccio, possédait aux environs de Perugia le château fort de Montone. Il fut fait prisonnier pendant la révolution qui causa la chute des Baglioni, et ne fut remis en liberté qu'en cédant aux Guelfes le château de Montone. Braccio da Montone était un des *condottieri* les plus importants de l'Italie; mais dans la faction des Guelfes à Perugia se trouvait un autre *condottiere*, Biordo de' Michelotti, dont le mérite égalait celui de Braccio. Biordo s'empara, en 1395, de Todi, et bientôt après d'Orvieto, et força les habitants à lui en transmettre la *signoria*; il conquit ensuite Assisi et Nocera, et obligea le pape Boniface à le nommer vicaire dans ces quatre villes. Le pouvoir acquis par Biordo hors de Perugia lui servit à s'ériger aussi en *signore* de cette ville; mais l'abbé de S.-Pietro, de la maison Guidalotti, un de ses anciens amis à Perugia, le fit assassiner comme tyran de sa patrie. Le peuple exhala sa fureur, et les assassins furent forcés de chercher leur salut dans la fuite. Ceccolino de' Michelotti, frère de Biordo, perdit alors la ville d'Assisi, où il commandait en chef, et le *condottiere* Brogliole, qui s'était emparé d'Assisi au nom du pape d'un côté, Ugolino de Trinci, *signore* de Foligno de l'autre, opprimaient Perugia, qui finit par conclure une alliance avec Giovan Galeazzo, et songea même à se soumettre à ce dernier. Les Florentins surent cependant les en empêcher, et parvinrent à réconcilier les Pérugins avec le pape, au moment où Giovan Galeazzo amenait Sienne sous sa domination. Sur ces entrefaites Brogliole, *condottiere* jadis dévoué au pape, secrètement suscité par Giovan Galeazzo, ravageait le territoire de Perugia, et les Pérugins finirent par se soumettre au pouvoir du duc de Milan. Voyez division III. Ceccolino de' Michelotti, ennemi du pape, contribua surtout à amener Perugia sous la domination de Milan. La soumission de Perugia eut lieu le 28 janvier 1400.

(1) Quelques-uns de la race des Tarlati de Pietramala étaient non-seulement sous la protection de Sienne, mais depuis le mois de juin

Robert de Poppi, de la famille des comtes Guidi, se rallièrent en grande partie au duc Galeazzo. Ugo da Casale, seigneur de Cortona, était sur le point de suivre cet exemple lorsqu'il mourut; et son fils et successeur, Francesco, garda sa foi aux Florentins, jadis objet des affections de son père.

La république de Florence courait alors le plus grand danger; car le duc de Milan, ayant étendu son pouvoir dans la Toscane et acquis la *signoria* de Bologne, forma le plan de se faire couronner roi d'Italie aussitôt qu'il aurait réussi à soumettre Florence; heureusement la mort qui enleva Giovan Galeazzo en 1402 la délivra. Peu de temps auparavant, des événements importants étaient arrivés dans la Toscane, et surtout à Lucques et à Florence.

La famille guelfe Guinigi avait su se créer dans ces temps la plus grande influence à Lucques, et Lazaro, chef de cette maison, gouvernait la république, sans avoir cependant un titre formel. Giovan Galeazzo, ayant réussi à soumettre Pise, songea aussi à étendre sa domination sur Lucques, mais Lazaro sut déjouer toutes ses tentatives; mais un frère de Lazaro servait alors dans la garnison milanaise à Pise (1), et céda aux offres du duc de lui procurer la *signoria* de Lucques; Giovan Galeazzo voulait par là se faciliter les moyens de s'ériger lui-même en *signore* de cette ville, lorsqu'elle serait agitée par des émeutes, et que le besoin de son assistance se ferait sentir, soit au *signore*, soit aux Lucquois. Lazaro tomba sous le poignard de son frère; mais Michele, membre de la même famille, qui était alors gonfalonier de la république, s'empara à l'instant de l'assassin et le fit décapiter. Cet événement, arrivé en 1399, n'avança en rien les projets de Giovan Galeazzo, et la peste, qui éclata en été 1400, enleva Michele et la plupart des membres les plus importants de la famille Guinigi (1); les hommes les plus influents de Lucques se retirèrent alors dans leurs châteaux et autres possessions situées dans les montagnes, pour se mettre à l'abri de l'épidémie. Paolo Guinigi profita de cet état de la ville, et soutenu par le notaire, Giovanni di ser Cambi, il parvint à amener Lucques sous sa domination ducale.

Le nombre de ceux qui avaient quitté Lucques fut si considérable, que, lorsque la mort eut encore enlevé plusieurs officiers publics, on ne pouvait plus rassembler un nombre suffisant de conseillers pour tenir un conseil général : dans cette détresse, le *consiglio generale* chargea les *anziani* et les membres restants du conseil de remplir les places vacantes par des surrogations. Cette mesure ne remédia point au danger du moment, et l'on se détermina enfin à nommer une *balia* composée de douze membres, à laquelle on donna un plein pouvoir illimité pour distribuer, selon sa volonté, toutes les places de la magistrature, et en éloigner tous ceux qu'elle voudrait. Cette *balia* de douze, nommée sous l'influence de Giovani di ser Cambi, qui contribua aussi à lui conférer un plein pouvoir, était portée, comme de raison, à seconder les projets de ce dernier. Le 1er septembre, une nouvelle *signoria* (de deux mois) se mit à à la tête du gouvernement de Lucques; elle était composée d'un gonfalonier de la justice et de huit *anziani*. Giovanni lui-même fut un des membres de cette *signoria*, dans laquelle trois places (vacantes à cause de l'absence ou de la mort de ceux dont les noms avaient été tirés de la bourse élective) furent occupées par des surrogations na-

1398 ils étaient sujets de cette république. Malavolti, l. c., p. 184.

(1) Sismondi, l. c., vol. VIII, p. 402 sq. (*Note du traducteur*).

(1) Les Guinigi n'osèrent point quitter Lucques pour ne pas y perdre leur grande influence, et furent presque tous victimes de l'épidémie. Cf. *Johannis ser Cambii Chronicon Luc.*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XVIII, p. 799 : « Furono gran parte costretti a rimanere in Lucca per salvezza della città e dello stato, standosotto la speranza di Dio a guardare la città, e massimamente i maggiori della casa di Guinigi, e loro amici. »

turellement dans l'intérêt de Giovanni; par ce moyen Giovanni lui-même fut bientôt élevé à la dignité de gonfalonier. Peu à peu l'épidémie cessa ses ravages, et les fugitifs qui n'avaient pris aucune part aux derniers règlements, et qui voyaient, en dépit de la mortalité, se fortifier l'influence du parti des Guinigi, pensèrent généralement que la république ne voudrait pas souffrir plus longtemps cette sorte de tutelle. Des bruits circulaient que les Florentins avaient l'intention de soutenir ces mécontents dans l'expulsion du parti des Guinigi; en effet l'on voyait dans le Val di Nievole et le Val d'Arno des troupes florentines dont la destination n'était pas claire. Les amis de la paix dans la ville et dans tout le territoire de Lucques s'étant mis d'accord, et le gouverneur milanais de Pise ayant promis son assistance, les chefs du parti des Guinigi résolurent d'élever à Lucques Paolo Guinigi à la charge de *capitano e defensore del popolo e della città*, comme on avait fait à Pise à l'égard de Jacopo d'Appiano et de ses prédécesseurs. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, le gonfalonier fit venir au palais tous les officiers de la ville, et les gagna à sa cause. A la pointe du jour, Paolo Guinigi occupa avec les siens la place de S.-Michele, et fit entrer dans la ville les auxiliaires de Pise, ainsi que les troupes armées des environs de Lucques: la majorité de la *balia* et du conseil voulait cependant s'opposer à ce que l'on reconnût la dignité accordée à Paolo Guinigi par ses amis; mais elle ne put rien contre un pouvoir déjà si fortement établi (1). Elle finit par confirmer la dignité de Paolo, et la constitution républicaine s'accommoda de ce supplément monarchique. Une conspiration découverte au mois de novembre, et à la suite de laquelle le chirurgien Bartolommeo da Aramo eut la tête tranchée, affermit encore davantage le pouvoir de Paolo, soutenu au dehors par le duc de Milan. Le *difensore* changea sa situation à la fin de l'année en celle de *signore :* non pas d'après le modèle des *signorie* précédentes, à côté desquelles les institutions républicaines trouvaient place, mais à l'instar des *signorie* milanaises. Le collége des *anziani* finit ses fonctions le 1er janvier 1401, et ne fut plus remplacé.

Au mois de novembre 1400, le parti gibelin des Alberti, Medici, Ricci, Strozzi et Cavicciuli, opprimé à Florence par les Albizzi, essaya plusieurs fois de ramener la ville sous son pouvoir. Les émigrés florentins étaient en grande partie dans ses intérêts, et en outre diverses alliances avaient été formées dans la ville. Les chefs du parti régnant des Albizzi devaient être immolés, la constitution de la ville changée en plusieurs points; mais ce plan échoua de nouveau, et ne fit qu'affermir davantage le pouvoir des Albizzi. Un Cavicciuli, sur la fidélité duquel on avait cru pouvoir compter, trahit tout le complot, et les Albizzi nommèrent une nouvelle *balia*,

(1) La manière dont ces gens avaient été traités par Paolo et le notaire Giovanni est vraiment amusante. Giovanni nous en donne lui-même les détails. Giovanni di ser Cambi, l. c., p. 807: « Ritorno a dire, che avendo parte de' predetti XII di balia mosso tale dubbio, il predetto gonfaloniere replicò, dicendo: « Paolo vuole vivere sicuro.» Alle quali parole Giovanni Testa ed Antonio da Volterra dissero: « Noi vogliamo andare a Paolo» e dirgli, che 'armata fatta per lui non piacea loro, e che voleano sapere la cagione perchè. A' quali fu detto: «Andate.» Trovandosi i predetti in piazza col detto Paolo, e volendo da lui sapere quello volea, il predetto Paolo disse: « Andate, e fate presto quello, che il gonfaloniere vi dirà».—— Vedendo Giovanni gonfaloniere, che parte de' predetti di balia non s'accorgevano del bene della libertà e dello scampo della casa de' Guinigi e de' loro amici, per non perdere tempo narrò, dicendo: « Paolo al tutto vuol essere fatto per il vostro officio capitano et difensore del popolo, e che tutti i soldati da piè e da cavallo, officiali et capitani, e tutti castellani giurino in sua man come capitano e difensore del popolo; e questa è sua intenzione: altrimente lui la mostrerà a chi volesse contradire.» Oh! che visi si fanno! »

afin de défendre la constitution contre toute attaque. Six membres de la famille des Ricci, six de celle des Alberti, deux Medici, trois Scali, deux Strozzi, Bindo Altoviti, Bernardo Adimari et plusieurs autres hommes moins importants furent déclarés rebelles et condamnés à l'exil, et tous les membres de la famille Alberti, Ricci et Medici furent admonestés pour dix ans; enfin, sur de nouveaux soupçons, on chassa de la ville tous les Alberti âgés de plus de quinze ans. Les Medici, enveloppés alors dans l'infortune de leur parti, y trouvèrent la source de leur grandeur future; car, tandis qu'ils étaient exclus des charges publiques, ils appliquèrent toute leur ardeur aux affaires de commerce et surtout à celles de change, et peu de temps après un rejeton de la branche la plus pauvre de cette maison devint banquier du pape.

Après la mort de Giovan Galeazzo, au mois de septembre 1402, les Siennois se trouvèrent l'appui principal de la noblesse, qui jadis avait été soutenue par Galeazzo contre Florence, et continuèrent la guerre avec cette dernière. Les Florentins et les Siennois ravageaient mutuellement leurs territoires, et cherchaient par des conjurations ou bien par la force à s'emparer des localités appartenant à leurs ennemis. Pour soutenir le poids de cette guerre qui retombait presque tout entier sur eux, car ils avaient bien un gouverneur ducal, mais sans attendre grande assistance de Lombardie, les Siennois réorganisèrent leur constitution, de telle sorte que les quatre *monti* (des neuf, des douze, du peuple et des réformateurs) nommeraient chacun trois prieurs. Cette réforme s'opéra au mois d'août 1403; et en automne de la même année les Salimbeni de la noblesse et un grand nombre de citoyens du *monte* des douze, voulant se délivrer de la souveraineté des Visconti, formèrent une association à part sous le nom de *consorteria de' Galeazzi*. Le 26 novembre, une guerre éclata entre cette société et Giorgio del Carreto, gouverneur de la ville; mais l'association ne put l'emporter; et, comme il apparaissait clairement qu'outre les Salimbeni les douze avaient surtout provoqué le soulèvement, ils furent exclus des charges de l'État, et l'on organisa un nouveau conseil, dans lequel la noblesse, à l'exception des Salimbeni, formait un *monte;* et des quatre *monti* (la noblesse, les neuf, le peuple et les réformateurs) chacun nommait deux prieurs. Ce conseil, de concert avec le gouverneur, fut autorisé à réformer la constitution, et la changea de telle sorte que chacun des trois *monti popolari* (les neuf, le peuple et les réformateurs) devait choisir trois prieurs, c'est-à-dire qu'un prieur était nommé par les membres de chaque *monte* dans chacun des quartiers de la ville. La charge de gonfalonier de la justice devait être occupée tour à tour par les trois *monti* et par leurs trois quartiers; les douze restèrent sous le coup de l'admonestation. Depuis la mort de Giovan Galeazzo, les Siennois, en dépit du gouverneur milanais, avaient pris une attitude tout à fait indépendante, et ce dernier, après l'attaque des Galeazzi, au mois de novembre 1403, ne recevant plus la moindre assistance de la Lombardie, perdit le reste de son importance; enfin au mois d'avril 1404 disparut la dernière marque de l'union de Sienne avec la domination des Visconti, et l'on effaça la vipère des armes de la ville. Cette séparation de Milan amena aussitôt la paix entre Sienne et Florence. Perugia et les provinces circonvoisines dépendantes de Milan, s'étaient rendues à l'Église aussitôt après la mort de Giovan Galeazzo; elles reçurent les garnisons du pape. Quant à Pise, nous avons déjà montré dans l'histoire précédente de Milan (1) comment, après la

(1) Voyez plus haut division III. Les Florentins, après avoir acheté Pise de Gabriele, durent encore la conquérir sur les Pisans, et à grand'peine auraient-ils pu y parvenir, s'ils n'avaient su faire rentrer à Pise, au mois d'octobre 1405, la famille expulsée des Gambacorti. Ces derniers renversèrent bientôt le gouvernement républicain de Pise; et Giovanni de' Gambacorti se mit de nouveau à la tête de l'État en qualité de *capitano e difensore del popolo e della città.* Mais, après avoir ramassé as-

mort de Giovan Galeazzo, elle passa selon ses dispositions sous le pouvoir de son fils naturel, Gabriele, qui la vendit à la république de Florence.

Les Florentins envoyèrent en 1406, dans cette ville voisine soumise après de si longues luttes, Gino di Neri Capponi, en qualité de commissaire de gouvernement, avec le titre républicain de *capitano del popolo*. Gino fit tout son possible pour réconcilier les Pisans à leur sort, tout en prenant des mesures énergiques afin que cette conquête importante ne fût point enlevée par un éclat du vieux esprit républicain ou l'explosion de la haine invétérée de voisinage. Outre les Gambacorti, plusieurs centaines d'habitants les plus importants de Pise durent quitter la ville et aller vivre à Florence ou sur son territoire; la plupart d'entre eux, à l'exemple des émigrés nobles des autres villes, embrassèrent la carrière militaire et le métier de *condottiere* pour pourvoir à leur existence; tous conservèrent une haine implacable à la ville triomphante (1).

Après que Perugia fut ainsi ramenée au pouvoir de l'Église, Lucques sous la puissance de Paolo Guinigi, qui sut se maintenir même après la mort de Giovan Galeazzo, les deux républiques de Florence et de Sienne, se voyant à l'intérieur libres d'une opposition capable de tenir tête au parti dominant, se partagèrent tranquillement la Toscane, et ce pays jouit de quelques années de paix, jusqu'à ce que le roi Ladislaus de Naples s'empara de la plus grande partie de l'État de l'Église, même de Perugia (1), et réclama des Florentins, en 1409, la reconnaissance de sa souveraineté dans ces contrées usurpées.

Ils la refusèrent, et comme Ladislaus blessé demandait à leur envoyé par quelles ressources militaires ils prétendaient soutenir cette déclaration : « Par les vôtres, » répondit l'envoyé Bartolommeo Valori. En effet le seul *condottiere* sur lequel Ladislaus pût compter, Alberico da Barbiano, mourut en ce moment même (2) dans les environs de Perugia, et suivant l'usage militaire de ces temps-là, il fallait seulement offrir une solde plus élevée pour attirer les autres dans le camp des Florentins, après l'expiration de la courte durée de service à laquelle ils s'étaient engagés. D'ailleurs Ladislaus lui-même avait profondément offensé le plus important de tous, Braccio da Montone, jadis placé à la tête des Gibelins de Perugia, alors banni de sa patrie; comme les Perugins offraient leur soumission à la condition que Braccio n'entrerait pas dans la ville, non-seulement le roi avait accepté cette convention, mais encore il avait promis de faire immoler Braccio (3). La *balia* de guerre des dix à Florence prit aussitôt Braccio à son service, et conclut avec Sienne une alliance offensive et défensive, acceptée par cette ville avec un empressement d'autant plus vif, que l'on soupçonnait les douze, jadis exclus des emplois, et une partie de la noblesse, d'entrer en complot avec le roi pour changer la constitution. Dès 1408, Ladislaus était entré dans une ligue avec Paolo Gui-

---

sez d'argent, voyant qu'il lui serait impossible de se maintenir au pouvoir contre le parti mécontent à l'intérieur et contre les Florentins, qui continuaient la guerre, Giovanni livra Pise à ces derniers, le 9 octobre 1406, en échange de quelques priviléges qui lui furent accordés par la république de Florence. Giovanni di ser Cambi, l. c., p. 870. Sismondi, vol. VIII, p. 148, 149. *Comentarj di Gino di Neri Capponi dell acquisto ovvero presa di Pisa seguita l'anno* 1406, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XVIII, p. 1117 sq.

(1) Sismondi fait la remarque suivante : « Ce ne fut que lorsqu'on vit l'herbe croître dans ses rues désertes, que les Florentins purent compter sur son obéissance. »

(1) Le tableau de ces événements sera présenté au livre suivant, dans l'histoire de la domination pontificale.

(2) En mars 1409 : « Magnus conestabilis decessit in castro plebis oppido Perusino, cui rex subrogavit et magnum conestabilem novum fecit comitem guidonem de urbino complicem suum. » *Annales Estenses Jacobi de Delayto*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XVIII, p. 1082.

(3) Sismondi, l. c., p. 86.

nigi (1); et ce n'était point seulement le respect pour les droits du saint-siége, mais aussi les inquiétudes pour leur propre liberté qui poussaient Florence et Sienne à la résistance contre le roi, qui ne songeait à rien moins qu'à courber toute l'Italie sous son sceptre.

Ladislaus fit d'abord tout son possible pour séparer ces deux républiques (2); ne pouvant y parvenir, il commença la guerre, et fondit sur le territoire siennois, pillant et dévastant tout, en avril 1409 (3). Son armée s'élevait au moins à douze ou quinze mille cavaliers, sans compter les fantassins. Lorsqu'il roulait ses troupes sur le territoire de Sienne, les Florentins n'avaient à lui opposer que trois cent quatre-vingt-seize lances, chacune de trois cavaliers (4); mais ils prirent aussitôt à leur service Malatesta de Pisaro et d'autres *condottieri;* en sorte que leur armée fut porté à deux mille quatre cents lances, tandis que Ladislaus, sans pouvoir prendre aucune place forte, parcourait alors les cantons d'Arezzo, et que sa flotte inquiétait les côtes et troublait le commerce florentin.

Considérant que la base sur laquelle reposaient toutes les usurpations du roi Ladislaus était le désordre et l'ébranlement dans l'État de l'Église, et reconnaissant que la cause immédiate de ces maux était le schisme alors partageant l'Église, les Florentins prêtèrent toute l'assistance possible au concile qui se réunit à Pise, dans l'année 1409, à l'effet de rétablir l'unité de l'Église, et de mettre fin à l'incertitude des droits sur l'autorité dans l'État ecclésiastique, tandis qu'eux-mêmes et les Siennois tenaient tête en même temps au roi les armes à la main. Mais ils ne purent empêcher la flotte napolitaine de s'emparer pour quelque temps de l'île d'Elbe appartenant aux Appiani, ni le Salimbene Cocco di Cione di Sandro de se lier avec le roi, ni enfin la capture du *signore* de Cortona par les Napolitains, qui l'emmenèrent après l'avoir dépouillé de ses États (1). Mais durant ces événements Braccio da Montone avait mené la guerre contre Ladislaus avec tant de succès, que ce prince, manquant de vivres, et resserré de tous côtés, ne put songer à tenir la campagne. Il jeta des garnisons dans Cortona, Perugia et dans toutes les autres villes par lui soumises de l'État de l'Église, mais ramena son armée vers Rome (2).

Comme Ladislaus était par les mêmes motifs adversaire du concile de Pise et du pape Alexandre V élu par cette assemblée, en faveur duquel les Florentins se déclaraient, la maison d'Anjou attendit dans ses prétentions sur Naples l'appui du nouveau chef de la chrétienté (3). A la fin de juillet, Louis d'Anjou vint à Pise, avec cinq galères et quinze cents cavaliers, et reçut en fief d'Alexandre les royaumes de Naples et de Jérusalem, avec le titre de porte-étendard de saint Pierre. Soutenu par les troupes des Bolonais, des Florentins et des Siennois, il pénétra dans les États ecclésiastiques. Orvieto, Viterbo, Monte-Fiascone se soumi-

(1) Giovanni di ser Cambi, l. c., p. 892.

(2) *Poggii Hist.*, l. c., p. 308 : « Regis mentem esse, pacem ostentari verbis, re imperium quæri, quod per duorum populorum dissensionem, si ea injici posset, se assecuturum putabat. »

(3) Malavolti, III, p. 5.

(4) Sismondi, l. c., p. 187 n.

(1) C'était Luigi da Casale qui l'année précédente avait enlevé à son cousin le pouvoir et la vie. Comme les Napolitains dévastaient le territoire de Cortona, les habitants ouvrirent la porte à Ladislaus, et Luigi fut emmené à Naples.

(2) Sismondi, l. c., p. 189.

(3) *Poggii Hist.*, l. c., p. 312 : « Cum nulla igitur paratior videretur via, quam hærere regni competitori, qui maxime ab eo formidaretur, mense Junio inter Ludovicum, quem Alexander privato Ladislao regem Apuliæ declararat, ac Florentinos legatumque Bononiensem ac Senenses firmatum est fœdus, in cujus conditionibus nominatim, cavebatur, quot equites peditesque in gerendo adversus Ladislaum bello singuli præberent.

rent à Alexandre. Le lieutenant même du roi Ladislaus à Rome, Paolo degli Orsini, passa du côté d'Alexandre; une partie seulement de Rome, à la vérité la plus forte et la plus importante, fut maintenue par le comte de Troja (1) pour le roi de Naples et le pontife par lui reconnu, Grégoire XII, jusqu'à ce que le gros des troupes florentines et Orsino emportèrent, le 2 janvier 1410, la reddition de toute la ville. Contrairement à l'avis des Florentins, Alexandre se rendit de Pistoja, où il avait résidé jusque-là, non pas à Rome, dont tous les alentours lui étaient soumis depuis Tivoli jusqu'à Ostia, mais à Bologne, où il mourut le 3 mai; il eut pour successeur le cardinal légat de Bologne, Balthasar Cosza, qui se fit nommer Jean XXIII.

Jean étant aussi hostile au roi Ladislaus que son prédécesseur, la lutte contre Naples se poursuivit après la mort d'Alexandre avec la même vivacité, jusqu'à ce que Ladislaus parvint à obtenir la paix des Florentins. Mais les Siennois avaient déjà fait de belles acquisitions; car, en avril 1410, ils prirent au comte Bertoldo de Pitigliano (les comtes de Sovana et de Pitigliano étaient une branche collatérale des Aldobrandineschi) sa ville de Sovana; puis ils conclurent la paix avec Cocco di Cione de' Salimbeni et avec son gendre Sforza de Catignuola, alors gouverneur de Chiusi (2); et par leur général Agnolo della Pergola, qui enleva au comte Bertaldo encore quelques places fortes, ils le réduisirent enfin à la paix. Dans l'année 1411, qui par la famine et la peste fut une année funeste pour Sienne, un *condottiere* s'empara pour son compte de Radifacofani, et après qu'elle eut été pillée par ses troupes il la vendit à la république de Sienne, qui en prit possession le 24 mai, et n'en obtint la confirmation du pape Jean XXIII qu'en avril de l'année suivante, comme d'un vicariat pontifical.

Tandis qu'on luttait pour Rome, Louis d'Anjou était retourné en Provence; puis au printemps de 1410, revenant vers la Toscane, il avait perdu une partie de ses vaisseaux enlevés, par la flotte ennemie, aux environs de Meloria. Néanmoins il s'ouvrit un passage, et, soutenu par ses alliés italiens, il menaça Ladislaus de si près, que celui-ci, voyant qu'à la fin le parti angevin ne pouvait entreprendre rien d'important faute d'argent, fit tout son possible pour détacher au moins les Florentins de la ligue. Les Florentins, qui avaient à faire la plupart des avances, étaient fatigués de donner de l'argent; et, comme Ladislaus leur offrit Cortona, alors occupée encore par ses troupes, à titre d'indemnité pour les marchandises florentines saisies par sa marine, la paix, dans laquelle se trouvèrent aussi compris les Siennois, fut bientôt définitivement conclue le 7 janvier 1411 (1).

Après quelques vaines tentatives pour se porter de Rome sur Naples, Louis d'Anjou quitta l'Italie, et Jean XXIII, abandonné de tous ses alliés, perdit encore en mai 1412 le *condottiere* Sforza de Cotignuola, qui lui signifia la résignation de son commandement, et se mit à la solde de Ladislaus, parce qu'il ne voulait pas servir avec Paolo degli Orsini. Au milieu de telles circonstances, la médiation florentine parvint à surmonter la haine de Jean contre Ladislaus (2), et à

(1) Malavolti le nomme Peretto da Surea di Piemonte.

(2) *Annales Bonincontrii* (ap. Murat., vol. XXI), p. 102: « Cum Sfortia (an 1409) nonnulla Tudertini agri oppida cepisset, inopia rei frumentariæ Ameriam concessit, cepitque in uxorem Antoniam filiam Angeli Salimbenis, quæ prius fuerat uxor Francisci Casalis, qui fuerat Cortonæ dominus; habuitque dotis nomine montem Jovis, montem nigrum, ripam, balneum Vignoni. Cujus beneficio cepit deinde Ciusium (pour *Dusium*), Orrio Salimbene sibi favente. »

(1) On trouve les négociations et les conditions rapportées tout au long dans Poggius. Cf. *Hist.*, l. c., p. 313—314.

(2) A vrai dire, une haine l'emporta sur l'autre. Les *condottieri* avaient coutume de traîner la guerre en longueur pour se rendre indispen-

amener la conclusion d'un traité de paix entre les deux ennemis, le 25 juin 1412 (1).

Dans une conférence avec le roi, Jean avait déterminé Ladislaus à surprendre dans ses domaines, dans la Marche d'Ancône où il l'avait laissé, Paolo degli Orsini, qui n'était pas compris expressément dans les traités; Sforza fut détaché par le roi contre Paolo, et l'assiégea dans Rocca-Contrata. Les hostilités contre Orsino déchirèrent le voile derrière lequel Ladislaus rassemblait une armée sur les frontières de l'État ecclésiastique, et tout à coup le 31 mai 1413 il parut aux portes de Rome. Une flotte napolitaine ferma l'embouchure du Tibre; de petits transports vinrent grossir l'armée près de Rome, et au bout de quelques jours les bannis romains introduisirent dans la ville le *condottiere* napolitain Tartaglia, par une ouverture qu'ils pratiquèrent dans la muraille. Jean XXIII s'échappa jusqu'à Florence (2), et les Romains à la nouvelle de sa fuite abandonnèrent la défense de la partie habitée de la ville. Tartaglia avait d'abord occupé les points presque dégarnis de constructions près de S.-Croce. Mais Ladislaus fit piller les magasins et les bazars des Florentins à Rome, saisir les Florentins présents, et, au mépris de la paix alors existante, il promit à ses troupes le pillage de Florence, où il voulait pénétrer et réaliser ses anciens plans.

Les Florentins furent épouvantés à l'aspect de ce danger qui se révélait tout à coup, bien plus encore les petits seigneurs des États ecclésiastiques voisins de Florence, qui recherchaient presque toutes les alliances défensives auprès de la république (3); l'on nomma un général, et l'on renouvela le conseil des dix. A la tête de la faction dominante, et par conséquent comme régent de la république, s'éleva de plus en plus Niccolo da Uzzano. Cependant toutes les villes des États de l'Église jusqu'à la frontière siennoise se soumirent au roi; et Ladislaus attendait seulement que le marquis d'Este fît une irruption dans le Bolonais contre Jean, qui était allé à Bologne vers la fin de l'année, pour pénétrer de son côté sur les territoires de Sienne et de Bologne. Mais les Florentins parvinrent à gagner le marquis à leur cause, et Ladislaus reprit la route de son royaume sans avoir tenté d'autre entreprise; là il arracha de l'argent par tous les moyens, vendit des titres de noblesse, des domaines, etc., et réunit ainsi une armée d'environ quinze mille cavaliers pesamment armés, avec lesquels il se dirigea par Rome vers la Toscane. Il parvint à séparer les Florentins du pape, et le 22 juin 1414, une nouvelle paix fut signée à Assisi entre lui et la république, où furent compris aussi Sienne, la ville de Bologne, Braccio da Montone, et les autres alliés des Florentins. Personne n'avait encore foi dans la paix; mais tout à coup Ladislaus, par suite de ses débauches, fut atteint d'une maladie qui doit avoir eu beaucoup d'affinité avec le mal vénérien, généralement répandu à la fin du siècle. Sa maîtresse aussi, la fille d'un médecin pérugin, en fut attaquée (1); au milieu de douleurs inouïes, il gagna Rome dans une litière, et fut embarqué sur le Tibre. A peine arrivé à Naples, il succomba le 6 août 1414, et sa mort délivra les Florentins de toute inquiétude (2).

Jusqu'en 1416, la Toscane jouit du repos

---

sables, et dans ce but ils empêchaient souvent d'obtenir de brillants résultats. Jean, qui soupçonnait Paolo degli Orsini de cette conduite, fit la paix pour s'en venger.

(1) Les conditions étaient une reconnaissance réciproque. *Poggii Hist.*, l. c., p. 315, not. n. En outre le pape paya au roi cent mille florins.

(2) *Poggii Hist.*, l. c., p. 316. Sismondi, l. c., p. 204.

(3) Guido Antonio de Montefeltro seigneur d'Urbino, Luigi degli Alidosi seigneur d'Imola, Ugolino de' Trinci seigneur de Foligno, et la princesse de' Piombino pour son fils mineur Jacopo d'Appiano.

(1) Sismondi, l. c., p. 210.

(2) Machiavelli, l. c., p. 445: « E così la morte fu sempre più amica ai Fiorentini che niuno altro amico, e più potente a salvarli che alcuna loro virtù.

le plus profond. Mais dans cette année le calme fut troublé par le *condottiere* Braccio da Montone, que Jean XXIII, durant son absence au concile de Constance, avait nommé gouverneur militaire de Bologne (1). Après que Jean XXIII eut été arrêté, moyennant le payement de la solde arriérée et de la valeur numéraire des fiefs que le pape lui avait conférés dans le Bolonais, Braccio remit aux Bolonais, le 10 janvier 1416, tous les points fortifiés de leur ville (2), qui par là rentra dans la plénitude de sa liberté, et se dirigea vers Perugia, sa patrie, d'où il avait été banni il y avait longtemps, et dans laquelle il n'avait pas été accueilli depuis. Après la mort de Ladislaus, Perugia avait recouvré sa liberté, et les habitants se croyaient tellement en sûreté, qu'ils avaient refusé la *condotta* au *condottiere* Ceccolino de' Michelotti. Tout à coup ils voient tomber sur eux Braccio, qui, pour prévenir dans leur pensée toute possibilité d'attaque de sa part, était entré en négociation avec le duc de Milan relativement à une convention de service militaire, et sans que cela parût se rapporter aux circonstances présentes, avait attiré à lui le *condottiere* Tartaglia avec six cents lances (3).

Plusieurs assauts que Braccio fit livrer à la ville par ses troupes furent repoussés; les Florentins cherchèrent à ménager entre Perugia et Braccio un arrangement portant abolition du passé; mais celui-ci ne s'y montra nullement disposé, et soumit tout le territoire de Perugia, à l'exception de Spello, où Ceccolino de' Michelotti se maintint avec mille cavaliers. A Ceccolino se réunit Carlo Malatesta de' Rimini, qui avait sous ses ordres deux mille sept cents cavaliers, et comptait parmi ses officiers Agnolo della Pergola. Entre Assisi et Perugia, ce corps livra bataille aux troupes de Braccio : durant sept heures on combattit sous les ardeurs du soleil de juillet; les sages précautions de Braccio contre les effets de la température, et un nouvel ordre de bataille, lui valurent la victoire. Carlo Malatesta et Ceccolino tombèrent entre les mains des vainqueurs; le dernier périt dans sa prison. Agnolo della Pergola échappa seulement avec quatre cents cavaliers aux troupes de Braccio, et les Perugins ne tentèrent plus de résister. Le 19 juillet Braccio, reconnu comme *signore*, fit son entrée dans la ville, à laquelle il laissa son ancienne constitution, ainsi que nous avons trouvé si souvent les magistrats républicains soumis aux *signori* dans les villes italiennes. Durant le siége de Perugia, Braccio avait soumis aussi Todi; Rieti et Norni se rendirent à lui bientôt après la chute de Perugia. Toutes les places assujetties durent, à l'époque des grands exercices militaires (1), envoyer à la ville de Perugia un tribut et une bannière portant leurs armes; sur Perugia et sur les territoires par lui conquis, Braccio exerça un gouvernement doux et intelligent; dans l'année suivante, il s'empara même de Rome pour quelque temps.

Cependant à Florence la tranquillité n'était point troublée; le pouvoir des Alberti et des Ricci était brisé; les Medici paraissaient

(1) L'évêque de Sienne était gouverneur civil, au moins à l'époque de l'évacuation de la ville par Braccio. Cf. Mathæi, *de greffonibus Memoriale historicum* (ap. Mur., *Scrr.*, XVIII, p. 606).

(2) « Si fece l'accordo in questo modo, che il comune di Bologna gli dovea dare fra il termine di tre mesi ottantadue mila ducati e Braccio dovea restituire tutte le castella e rocche che egli teneva di que' di Bologna. *Cronica di Bologna*, ap. Murat., *Scrr.*, XVIII, p. 606.

(3) Le principal motif de Tartaglia pour se rattacher à Braccio était la promesse de celui-ci de l'aider à conquérir, dans le territoire napolitain, les possessions de Sforza, retenu alors prisonnier. Ce fut la première cause qui jeta Braccio et Sforza au service des puissances ennemies de l'un et de l'autre, en sorte que toutes les guerres d'Italie ne leur semblaient que la poursuite de leur propre inimitié. Cf. Sismondi, l. c., p. 268.

(1) On les trouve décrits dans Sismondi, l. c., p. 274 sq. De semblables exercices ont duré à Pise jusque dans notre siècle.

entièrement préoccupés d'affaires d'argent, auxquelles ils donnaient une extension extraordinaire depuis que Giovanni de' Medici avait su, comme banquier du pape, tirer un si grand parti du concile de Constance, et se procurer des bénéfices incalculables par les opérations dans lesquelles il embrassait la plus grande partie de l'Europe. Cela paraissait n'avoir aucune influence sur les affaires publiques. Maso degli Albizzi, avait acquis aussi des richesses extraordinaires ; et lorsqu'il mourut à l'âge de soixante-dix ans, en 1417, Niccolo da Uzzano occupa pleinement sa position politique, dont il s'était fort approché avant cette mort, dans la guerre contre Ladislaus. Au milieu de telles circonstances, la faction dominante, conduite alors par Niccolo se sentait, tellement assurée dans ses possessions, que dès 1402 elle cessa d'exclure des emplois de l'État cette branche jadis plus pauvre et moins saillante des Medici, à laquelle appartenait Giovanni. Dans les années 1400, 1408 et 1411, Giovanni lui-même figura parmi les prieurs ; en 1414 il siégea dans le conseil de guerre des dix, et son fils Cosimo de' Medici est nommé au nombre des prieurs dans l'année 1416 (1). Giovanni et Cosimo, parurent agir selon les idées de la faction dominante, et lorsqu'ils furent accueillis dans son sein ils n'avaient rien autre chose dans la pensée. Toute la Toscane jouissait des bienfaits de la paix comme Florence, jusqu'à ce que Braccio, dans une lutte des deux factions aragonaise et angevine sur le territoire de Naples, se déclara pour un parti, et après avoir été battu et pris le 2 juin 1424, près d'Aquila, se laissa mourir de faim, par désespoir de cette défaite. Il expira le 5 juin ; Perugia se soumit de nouveau au pape le 29 juillet, mais à la condition que les Raspanti ne reviendraient pas, et que la forteresse de Montone resterait au comte Oddo. D'un autre côté e duc de Milan, dans l'année 1423, avait rompu un traité de paix conclu en 1419 avec les Florentins, dans lequel la Magra et le Panaro avaient été fixés comme limites, au delà desquelles les Florentins ne devaient pas se mêler dans les affaires de Lombardie et de Ligurie, le duc dans celles de la Toscane et de la Romagne. Il en résulta une guerre entre Milan et Florence, déjà rapportée dans l'histoire de Milan, et dans le cours de laquelle le comte Oddo (1) et le plus habile officier de Braccio, Niccolo Piccinino, qui remplit complétement sa place, et poursuivit la rivalité avec les troupes de Sforza, prêtèrent leurs services aux Florentins avec le noyau des anciennes troupes de Braccio (2).

Dans l'exposé des temps suivants, à partir de 1423, nous passons sur tout ce qui a déjà été dit, dans l'histoire de Venise ou de Milan, des guerres dans lesquelles Florence et surtout la Toscane furent enveloppées, et nous nous bornons à l'histoire de la constitution des États toscans, produisant parfois en fragments ce qui ne pouvait trouver place auparavant dans le récit des guerres.

Durant l'époque fatale dans laquelle Niccolo Piccinino, avec beaucoup d'autres *condottieri*, passa au duc de Milan (3), les dix

(1) Sismondi, l. c., p. 284. Sismondi, quoique dans un esprit hostile, a traité l'histoire des Medici avec un soin particulier et un grand discernement, ainsi qu'on est accoutumé à le reconnaître en lui. Giovanni de' Medici n'obtint le gonfalon qu'en 1421. Cf. *Magni Cosmi Medici Vita*, auctore Angelo Fabronio, academiæ Pisanæ curatore. Pisis, 1789, p. 4.

(1) Bientôt après il trouva la mort dans la Romagne au service des Florentins, et Piccinino renouvela plus tard son engagement, qui le retint jusqu'à ce que le mécontentement le poussât au service du duc. Cf. *Leonardi Aretini Comment.*, ap. Muratori, *Scrr.*, vol. XIX, p. 933, 934.

(2) Cette guerre a été rapportée plus haut. Pour la connaître plus à fond, que l'on compare, dans le tome XVIII de la collection de Muratori, *li Commentari di Neri de' Gino Capponi di cose seguite in Italia dal* 1419 *al* 1456.

(3) Voyez plus haut division III. Poggius (l. c., p. 355) dit de Niccolo qu'il abandonna les Florentins : « Decemvirum, multa pol-

du conseil de guerre, particulièrement à cause de leur conduite maladroite envers Niccolo, perdirent toute confiance à Florence; et, comme on vit en même temps dans l'embarras (1) les banquiers qui avaient négocié avec eux sur des prêts à l'État pour la poursuite de la guerre, cette manière de pourvoir aux besoins momentanés fut abandonnée complétement. En conséquence il fallut recourir à l'augmentation des impôts, et le peuple, exclu du gouvernement, devint difficile. Parmi les riches et les citoyens importants se montraient aussi beaucoup de mécontents; ils désiraient que le peuple, se portant à des excès, contraignît à l'abolition des impôts. Ils favorisaient donc eux-mêmes les mesures les plus rigoureuses pour lever l'argent, et contribuèrent autant qu'ils purent à ce que les collecteurs fussent autorisés à mettre à mort tout homme qui s'opposerait par force à leur exécution (2). Il en résulta pour les instigateurs de ces violences des conséquences tout autres qu'ils n'avaient attendues; car le peuple, qui jusque-là s'était tenu tranquille, sans songer à la puissance qu'autrefois il avait possédée, apprit de nouveau à connaître ses forces. Attaqué dans tous ses intérêts, il ne se leva point en tumulte contre les impôts, mais prit une autre attitude habilement composée, et menaçante pour la constitution existante. Lorsque les personnages les plus éminents virent ainsi le peuple en fermentation, et un grand nombre de riches, à ce qu'il parut, arrêtés à l'opposition, ils résolurent de porter un coup décisif pour rejeter les citoyens inférieurs dans des limites étroitement mesurées. A une heure convenue, ils se rassemblèrent tous à S.-Stefano, et là il fut décidé, quoiqu'il dût en coûter, d'opprimer le peuple par la force. A tout ce conseil avait manqué Giovanni de' Medici, soit que tout en appartenant aux hommes les plus influents, tout en ayant pris part aux affaires les plus importantes de la république, il n'eût pas été appelé, parce que sa famille, tirée naguère du *popolo grasso*, s'était montrée toute bienveillante pour le peuple, soit qu'il n'eût pas voulu venir pour ne participer en rien aux mesures arrêtées dans cette réunion. Mais Niccolo da Uzzano, qui entrevoyait bien l'importance de Giovanni, connaissait ses ressources pécuniaires et l'amour que le peuple lui portait, fut d'avis que l'on ne pouvait rien entreprendre sans son concours, attendu que si Giovanni se déclarait contre les mesures décidées, le peuple gagnerait un si puissant appui que la guerre civile serait nécessairement la conséquence de tentatives ultérieures. Rinaldo degli Albizzi reçut la mission de gagner Giovanni par tous les moyens possibles; mais toutes les représentations échouèrent contre le sentiment de justice et de loyauté de Medici, qui conseilla d'alléger le fardeau des impôts publics pesant sur le peuple, plutôt que de le surcharger.

La résolution de Giovanni fonda le pouvoir de sa famille. Pour la plupart des hommes du *popolo grasso*, pour l'État lui-même, il avait une haute importance à cause de ses richesses, de l'immense étendue de ses affaires, de son crédit illimité; au peuple il parut maintenant le seul véritable ami qu'il pût compter parmi les gouvernants. Il se tint ainsi puissance intermédiaire, et aucun parti ne crut, sans l'attirer à soi, pouvoir obtenir sur l'autre quelque avantage important, depuis que le plan de Niccolo da Uzzano avait échoué contre la fermeté de Giovanni. Un événement insignifiant en lui-même révéla bientôt clairement aux plus aveugles que Giovanni était l'homme le plus puissant dans

---

licentium, parva servantium injuriis impulsus. »

(1) « E trovandosi i dieci di balia debito ducento trentadue migliaja di fiorini in su' canabj, et essendo chiarissimi, il popolo rugghiava, e' dieci perderono il credito e tolsonlo a tutti i mercatanti, che gli avea no serviti con di's facimento di parte di loro. Pure promise il comune di dare loro ogni mese fiorini dieci mila de' primi danari si risquoteranno di qualunque gravezza : e cancellossi in fine il debito, e diessi duodecimo per cento. » Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1164.

(2) Machiavelli, l. c., p. 459.

Florence. La république avait deux chanceliers, dont l'un ser Martino se rattachait à Giovanni et à ses amis, l'autre ser Pagolo, tenait pour Niccolo et le reste du *popolo grasso*. Les amis de Niccolo crurent qu'il était nécessaire pour leurs plans d'avenir d'éloigner ser Martino de sa charge; mais déjà les amis de Giovanni étaient si nombreux, leur importance si prépondérante que non seulement le magistrat attaqué fut laissé dans sa charge, mais que ser Pagolo, le chancelier protégé par Niccolo, fut dépossédé de sa dignité. Il n'avait pas été besoin d'une telle circonstance pour séparer le *popolo grasso* lui-même en deux divisions, et pour conduire au parti de Medici tous ceux qui avaient des motifs de mécontentement contre Niccolo da Uzzano.

Cependant Sienne et Lucques s'étaient toujours maintenues dans leurs rapports avec Florence, et n'avaient subi aucune altération importante à l'intérieur; d'ailleurs les changements qui se préparaient pour Florence présentaient un tout autre caractère que les révolutions antérieures. D'abord Giovanni de' Medici introduisit un nouveau système d'imposition. Dans les répartitions précédentes des contributions indirectes ou directes, l'intérêt personnel avait joué un rôle trop actif. Dans l'année 1427, l'on devait établir une taxation de la fortune de chaque sujet de la république, dite *catasto*, et par deux cents florins devait se payer un simple droit. Chacun saisit l'équité et la régularité de cette mesure d'administration proposée par Giovanni; les partisans de Niccolo da Uzzano, qui, s'ils ne pouvaient plus, au moyen de l'imposition, favoriser ou ruiner, perdaient le plus puissant levier de leur puissance, y étaient seuls opposés. Giovanni parvint à faire adopter le *catasto;* mais, d'un autre côté, il lui fallut le défendre contre les réclamations même du peuple. Car ce peuple et ses chefs, qui commençaient à concevoir des idées justes sur l'iniquité des impositions précédentes, dans lesquelles les riches avaient su se procurer de si grands avantages, demandèrent que l'on fît acquitter ce que ceux-ci avaient payé de moins antérieurement, qu'on les portât pour l'avenir à une taxation d'autant plus élevée dans le *catasto*. Après la paix conclue en avril 1428, entre Florence et ses alliés et Milan (1), la répartition des impôts fut établie dans tout le territoire de Florence d'après le *catasto* (2). Les événements qui se produisirent alors changèrent complétement la situation de Volterra à l'égard de Florence. En effet jusque-là Florence avait été en rapport de protectorat avec Volterra, et c'est pour cela que les Volterraniens lui refusèrent le payement des nouveaux impôts. Les employés chargés de la perception déclarèrent qu'ils devaient recueillir les impositions dans tous les lieux soumis à la juridiction ou à la protection de Florence, et que là où il y aurait refus le châtiment suivrait. On repoussa aussi cette prétention. Une députation de dix-huit Volterraniens, qui avaient été mandés à Florence, fut retenue six mois en prison; mais cela ne put mener à rien et dès qu'ils furent relâchés, Volterra se révolta. Les employés florentins furent chassés; la liberté fut proclamée, Giusto d'Antonio de Volterra (3) se mit à la tête du mouvement. Mais les dix-huit (4), craignant d'être rendus responsables de tous ces actes, préparèrent la chute de Giusto, et remirent Volterra à la république de Florence, qui prit tout le territoire, le fit administrer par ses employés, et perçut les impôts sur la ville même, comme sur les autres districts assujettis.

Avant la soumission de Volterra, mourut Giovanni de' Medici, dans l'année 1429, laissant pour héritiers de son immense for-

(1) Voyez plus haut division III, p. 130.

(2) Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1165.

(3) «Uomo plebeo, ma di credito nella plebe, il quale era uno di quelli che fu imprigionato a Firenze.» Machiavelli, l. c., p. 474.

(4) D'après Machiavelli, ce ne furent point les dix-huit nommés par Neri Capponi, mais les nobles, qui tuèrent Giusto, et, dans l'espoir de former la classe dominante à Volterra, livrèrent la ville à Florence.

tune deux fils, Cosimo et Lorenzo; transmettant sa situation politique au premier, qui, poussé partout et reconnu par son frère, se mit dès lors à la tête du parti des Medici (1). Les circonstances des premières années immédiatement après la mort de son père présentèrent encore un caractère qui ramenait au souvenir des temps primitifs de la république. Bientôt Cosimo l'emporta si complétement sur tous ses rivaux, que le pouvoir de la maison Medici se trouva fermement établi. Ce qui aida puissamment à le grandir, ce furent les encouragements, les honneurs accordés par Cosimo, dans toute l'étendue de ses ressources, aux arts et aux sciences; il créa ainsi une nouvelle carrière dans laquelle purent s'exercer l'activité, la surabondance d'énergie des Florentins, sans que l'on fût bouleversé par de continuels mouvements politiques. Avant que ce champ fût ouvert, chaque individu, seul avec son talent et son ambition, se voyait jeté sur les affaires publiques; une révolution ou du moins une tentative de révolution succédait immédiatement à l'autre. Lorsque Cosimo revint en triomphe de l'exil dont il fut frappé, ainsi que nous le verrons, la fatigue des changements continuels dans les rapports politiques, l'attrait puissant de la distinction dans les arts et les sciences, se joignirent au besoin qui attachait Florence à la maison de Medici, particulièrement dans les affaires d'argent; et la réunion de ces causes porta les Medici à une situation princière. Nous essayerons de produire plus en détail toutes les pièces de ce procès politique, lorsque nous aurons préalablement jeté un coup d'œil indispensable sur l'histoire des arts et de la littérature de la Toscane, depuis la fin du treizième siècle jusqu'à l'année 1430.

§ IV. *Coup d'œil sur l'histoire des arts et de la littérature en Toscane depuis la fin du* XIII*e siècle jusqu'en* 1430.

Pour l'examen des beaux-arts, nous allons nous servir de l'ouvrage de M. de Rumohr (2); nous ne connaissons pas d'observateur plus profond, plus savant dans la connaissance de la partie technique, et qui ait mieux suivi le développement de l'art italien.

Ce grand maître dans l'étude de l'antiquité italienne a mis hors de doute que la pratique des beaux-arts n'a jamais été complétement interrompue en Italie durant tout le moyen âge. Seulement jusqu'au treizième siècle, le dessin et l'habileté technique du coloris étaient dans une telle décadence que les œuvres italiennes de ce temps le plus grossier, comparées avec les représentations grecques contemporaines, demeurent infiniment au dessous, quelque misérables que puissent nous paraître ces productions de la Grèce. Le sentiment artistique de l'Italie se réforma d'après elles, depuis que les croisades et les guerres d'Allemagne aux douzième et treizième siècles, réveillant des besoins moraux plus élevés, poussèrent les Italiens à des efforts plus nobles dans des voies qui

(1) Nous donnons un extrait de la biographie de Fabroni (l. c., p. 2) : « Tantus vir (Cosmus) patriam habuit Florentiam, parentes vero Joannem Averardi cognomento Biccii Medicei filium et Piccardam Averardi Buerii filiam. Quod in lucem editus est an. 1388 die SS. martyrum Cosmi et Damiani festo, Cosmi nomen obtinuit. Familiæ paternæ, quæ ex Mucellano agro Florentiam venit, antiquitatem nobilitatemque plura monumenta declarant, illud imprimis quod vel a duodecimo sæculo Medicei ecclesiæ S.-Thomæ, prope quam ædes satis amplas habebant, patroni et custodes fuisse videntur. Præstitit et nobilitate inter Florentinos Bueria familia quæ vel ab sæculo tertiodecimo tenuerat summos in libera civitate honorum gradus. »

(2) *Recherches italiennes*, Ire et IIe parties. Berlin et Stettin, 1827.

leur fussent propres; en un mot, après que l'élément germanique disparut dans la vie italienne devant l'élément romain (1).

S'attachant de plus près à la chronologie, M. de Rumohr est d'opinion qu'après l'année 1220 nous rencontrons partout, chez les maîtres italiens, en partie l'emploi grec de divers instruments et substances dont se sert la peinture, en partie aussi l'imitation et la reproduction de certaines images de la peinture grecque, ou bien des modifications particulières que celle-ci, d'après les principes généraux de l'art, avait introduites dans leur ensemble et leur direction extérieure (2). D'après cet exposé se présente de soi-même la conséquence que la fondation de l'empire latin en Grèce doit avoir principalement amené ce changement dans la marche de l'art italien.

Après que les premières difficultés techniques attachées à la nouvelle manière de peindre introduite en Italie eurent été surmontées, et les moyens de les vaincre enseignés régulièrement, deux maîtres se présentent en Toscane, pays qui paraît avoir été surtout le siége de l'art de la peinture; ces deux hommes sont Duccio di Buoninsegna de Sienne, et Cimabue de Florence: le dernier a été souvent jusqu'ici présenté comme le père de la nouvelle école.

Quant à Duccio, il est maintenant démontré (contrairement à l'opinion de Vasari, qui le fait exercer comme maître seulement en 1250) qu'il était peintre établi dès l'année 1585, et qu'il fleurissait par conséquent dans la première décade du quatorzième siècle. Le grand tableau du dôme de Sienne est son principal ouvrage, et surtout le plus remarquable de l'école gréco-toscane; il fut peint entre 1308 et 1311. Vraisemblablement Duccio mourut bientôt après l'achèvement de ce travail; car on ne cite plus rien qui ait été peint par lui (1).

Il est plus difficile de préciser authentiquement les travaux de Cimabue; toutefois les deux vieux grands tableaux, le tableau à la madonne à S.-Maria-Novella, et celui de S.-Trinità, maintenant placé dans la galerie de l'école de Florence, qui lui sont attribués, lui appartiennent indubitablement, et la période de son éclat se fixerait à peu près vers la fin du treizième siècle. Les deux contemporains, Duccio et Cimabue, sont ainsi appréciés par M. de Rumohr: «Ils sont parvenus, avec une pleine conscience, à exprimer dans les caractères une juste dignité, dans les gestes et le mouvement du feu et de l'action (2)»; mais il les distingue par des traits particuliers: «Duccio se montre plus affranchi de ses modèles; sur ses figures se répand une teinte délicieuse de douceur et de bonté,

(1) Le plus ancien des monuments connus de la barbarie italienne, dans l'ouvrage de M. de Rumohr, est le tableau d'autel de la galerie de Sienne, de l'année 1215. Le plus ancien monument plus certain de la peinture neo-greco-italienne est au portail du dôme de Spoleto, de l'année 1207.

(2) *Recherches italiennes*, I, 333. Les ouvrages les plus dignes d'être cités des temps postérieurs et fixés chronologiquement sont, d'après M. de Rumohr: 1o la madonne colossale de Guido de Sienne, sur un autel de l'église des Dominicains de Sienne, de 1221; 2o l'ornement d'autel à S.-Giovanni de Florence, par un franciscain, Jacopo; mais beaucoup d'ouvrages de ce temps se trouvent dans les villes toscanes, sans que l'on puisse déterminer les maîtres ou l'année précise.

(1) Duccio n'est pas d'ailleurs le seul peintre dans sa patrie. M. de Rumohr cite une longue liste de peintres inférieurs, tels que Piero, Bonamico, ou d'artistes d'un ordre plus élevé, comme Dietisalvi, Guido, Vigoroso, Morsello Cili, Castellino Pieri, Guarnieri et Guido Gratiani. Cimabue n'était pas non plus entièrement isolé dans Florence; l'on peut nommer pour l'année 1224 un peintre, Fidanza, et ensuite quelques autres dont l'existence ne saurait être fixée d'une manière aussi authentique. Quant au nombre des peintres et au mérite des œuvres, Sienne l'emportait alors sur Florence.

(2) P. cité, p. 4.

plus attachante que la vigueur un peu dure de Cimabue, dont les compositions révèlent un certain effort pour arriver à la majesté, à l'autorité puissante (1). »

Dès que les productions de la peinture attiraient une grande attention, étendant leur action en dehors même du cercle des sentiments religieux, parmi les nombreux adeptes qui s'adonnèrent à cet art, il devait nécessairement s'en trouver plusieurs qui ne voudraient pas l'exercer traditionnellement et suivant les règles de l'enseignement, mais chercheraient des voies qui leur fussent propres. Déjà Duccio et Cimabue n'appartenaient nullement aux imitateurs serviles des Grecs. Mais le véritable passage des procédés imitateurs des Grecs à un art libre, et si fortement empreint qu'il pouvait passer pour quelque chose de nouveau, est, selon le témoignage unanime des juges les plus compétents, nettement marqué par Giotto. Nous laissons nos lecteurs s'instruire des changements opérés par cet artiste dans les procédés techniques de la peinture en parcourant les ouvrages spécialement consacrés à l'histoire de l'art. Le plus important pour sa pratique ultérieure, c'est que Giotto abandonna les anciens types des représentations religieuses, pour ouvrir une libre voie à la fantaisie, mais aussi en préparant l'anéantissement de ces pieux sentiments avec lesquels on avait auparavant considéré les images des bienheureux. La libération de l'art du service étroit de l'église, et l'affranchissement de la pensée marchèrent dès lors d'un pas égal en Toscane, mais non sans qu'il intervînt un mélange d'un certain dévergondage que nous voyons se produire en mille traits dans l'histoire politique des villes de la Toscane aux quatorzième et quinzième siècles, et qui venait de ce que l'on ne traitait plus aussi saintement les objets jadis sanctifiés, sans pourtant avoir le courage d'avouer cet écart à sa conscience. Giotto paraît d'autant plus novateur que dans sa marche il s'approchait toujours de plus en plus de la vie réelle, apparente, et s'éloignait du type essentiellement religieux; et néanmoins, lorsqu'il était arrêté par la malencontreuse technique, il ne se trouvait plus en état d'imiter complétement l'apparence des objets naturels. Toutefois Boccacio, qui ne pouvait avoir aucune idée du point où cette imitation serait portée plus tard, lui attribue cette faculté. Au reste, dans ce que l'on sait du caractère de Giotto, ou plutôt dans ce que les vieux nouvellistes en laissent présumer par leurs récits, apparaît aussi cet esprit effréné du novateur (1). Un seul de ses ouvrages est arrivé jusqu'à notre temps, constaté par un témoignage écrit; c'est le Couronnement de la Vierge, dans la chapelle Baroncelli de S.-Croce, à Florence (2). Ce qui fonda et assura surtout la gloire de Giotto, c'est qu'il fut le premier à prendre une direction qui devint ensuite générale; mais il n'a

(1) P. cité, p. 32.

(1) Que l'on consulte, dans M. de Rumohr, pass. cité, II, 50, d'après une nouvelle de Sacchetti: « Et ainsi ils descendirent à S.-Gallo, et regardèrent à leur retour, selon l'usage, les peintures à S.-Marco et chez les servites. Et voyant là une Vierge avec le saint Joseph à ses côtés, ils dirent: « Apprends-moi donc, Giotto, pourquoi l'on représente toujours ce saint avec une triste mine? » A quoi Giotto répondit: « N'a-t-il pas raison? etc. »

(2) M. de Rumohr compte comme ouvrages incontestables de ce maître une suite de petites figures qui autrefois étaient dans l'église des Minorites à Florence, et qui maintenant se trouvent en partie dans la galerie de l'académie de Florence, en partie à Munich, en partie enfin dans une collection de M. de Rumohr; les peintures des murs de l'église de la *Madonna incoronata*, à Naples; quelque chose dans l'église de Saint-François, à Assissi, particulièrement à la voûte du dôme, au-dessus du tombeau du saint; la peinture de la chapelle au ci-devant amphithéâtre de Padoue, quoique ces dernières œuvres soient très-altérées, et enfin des débris d'un grand tableau dans la sacristie de l'église de Saint-Pierre, à Rome.

pas doté l'art d'objets plus importants que ses successeurs.

Giotto s'est exercé comme artiste à des œuvres d'autre genre, sans y acquérir autant de gloire que dans la peinture. Il a déjà été question des édifices religieux et municipaux de Florence et de Sienne (1); et, si l'on compare la date chronologique avec la majesté encore imposante des constructions, l'on ne pourra disconvenir que l'architecture se produisit de bonne heure en œuvres extraordinaires en Toscane, et que là encore Sienne devança Florence. La tour encore subsistante du dôme de Florence témoigne des travaux de Giotto en architecture; la construction fut confiée à ses soins, quoique l'on ne puisse plus reconnaître la part qu'il prit au plan de l'édifice. L'on ne sait s'il s'essaya dans la sculpture. Il mourut au commencement de 1336.

Nous citons seulement ici les noms de plusieurs des peintres recommandables de Florence et de Sienne qui suivirent immédiatement Giotto; et nous renvoyons ceux qui veulent connaître plus sérieusement leurs productions aux sources où nous avons puisé dans cette division. Parmi les Florentins se distinguent, durant le XIVe siècle, comme peintres et en partie comme architectes, Taddeo di Gaddo (2), Giottino (3), Giovanni da Melano (1) et Andrea de Cione, nommé l'Arcagnuolo (2). Parmi les Siennois, M. de Rumohr signale Simone de Martino (3), Filippo di Memmo (4), Ambrogio et Pietro di Lorenzo ou di Lorenzotto (5) et Barna (6). L'école siennoise, lors même qu'elle se fut décidée pour la représentation de la vie réelle, ne s'écarta pas si loin de la pensée, ne rejeta pas si complétement le type de l'ancienne peinture chrétienne que le firent les Florentins. Plus tard cette direction des Siennois agit sur les Pérugins; Pietro Perugino et Raphaël représentent ce que cette ancienne peinture conservait de spiritualisme avec l'application technique des temps postérieurs.

---

(1) Je saisis l'occasion de rectifier une citation fausse, après de meilleures informations. La construction du dôme, qui fut commencée en 1245, ou d'après M. de Rumohr dès 1225, n'est pas la construction du magnifique, imposant édifice qui sert maintenant de cathédrale; car celle-ci était achevée déjà dans le XIIe siècle; on l'agrandit et on l'embellit seulement dans le XIVe. Celle-là fut une entreprise qui demeura encore inachevée, un nouveau dôme qui devait être élevé à côté de l'ancien.

(2) M. de Rumohr cite comme œuvres incontestables de lui un petit autel au muséum de Berlin, et les représentations tirées des histoires apocryphes des madonnes dans la chapelle Baroncelli, dans l'église S.-Croce de Florence.

(3) De lui sont les représentations dans la chapelle Bordi de S.-Croce, à Florence.

(1) De lui un tableau avec l'inscription du nom, dans la collection de l'académie à Florence; un tableau d'autel, au-dessus d'un autel latéral de la nef de l'église Ognisanti; la vie de la Vierge, à la voûte de la nef à droite du saint sépulcre, dans l'église inférieure de Saint-François, à Assissi. Tous ces tableaux témoignent d'une facilité de touche, d'un sentiment de la forme, auxquels n'atteignit jamais aucun peintre de ce temps.

(2) Ce maître est remarquable principalement comme architecte et sculpteur. La jolie loge de' Lanzi, l'église et la sacristie de S.-Michele à Florence, le tabernacle de la Vierge dans cette église, le tableau de l'autel latéral à S.-Maria-Novella sont de lui.

(3) Il dirigea l'école de Sienne en l'écartant de l'ancien type chrétien pour la rapprocher de la nature, comme avait fait Giotto à Florence. Petrarque plaçait Simone au niveau de Giotto, et les déclare les deux plus grands peintres à lui connus. Simone mourut en 1344.

(4) Il était collaborateur de Simone; plusieurs tableaux furent achevés par eux en commun.

(5) Vraisemblablement ce sont deux frères. Il existe encore des tableaux du premier dans la *sala delle balestre*, au palais public de Sienne. Il reste du dernier un tableau suspendu actuellement dans une salle dépendante de la sacristie du dôme de Siena (*stanza del plone*).

(6) On a conservé de lui la peinture sur les murs de l'église de S.-Gimignano qui représente l'histoire de la passion.

D'après les édifices du XIIIe et du XIVe siècle, il est beaucoup moins possible de parler des maîtres qui ont tracé les plans ou seulement conduit les travaux de leur élévation (1). Ces constructions, qui se faisaient avec le concours des avis de presque toute la ville, pouvaient offrir bien des inconvénients. Mais de ce besoin actif résultait nécessairement un goût général, qui était toujours honorable, tandis que là où les édifices sont abandonnés entièrement aux entrepreneurs, à cause de l'indifférence ou des idées futiles et mesquines des particuliers, l'on voit des villes entières disgraciées pour des siècles. L'art des constructions militaires, qui, dans la dernière moitié du XVe et pendant toute la durée du XVIe siècle, eut ses maîtres propres en Italie, n'était pas encore exercé dans le XIVe, et au commencement du XVe siècle, comme une branche séparée de l'architecture civile.

Saint François, par sa vie, avait influé sur le développement de la direction introduite par Giotto dans l'exercice des arts représentatifs. Car, lorsqu'il fallait reproduire ce saint avec son entourage, l'on ne pouvait recourir aux anciens types; il fallait se tenir à la vie réelle. Comme saint François lui-même imprima le cachet de son individualité sur sa dévotion et sur sa vie (2), comme ses cantiques diffèrent entièrement des poésies officielles contemporaines de l'Italie, qui, s'appliquant à un service actif, et à certaines relations fixes et régulières, peuvent être en quelque sorte appelées typiques, tandis que les vers de saint François paraissent couler comme des ruisseaux de feu céleste, par une régénération immédiate, par l'élargissement de voies nouvelles, il agit sur les arts de la représentation.

Cependant il semble que régnait encore dans les tableaux sacrés (les seuls à peu près de ce temps) une certaine horreur pour l'usage absolument libre de ce que présentait l'observation de la vie. La manière de Giotto demeura longtemps dominante, et des maîtres même comme Arcagnuolo et Giovanni da Melano ne pouvaient pas entièrement s'en détacher; mais peut-être y avait-il à cela une cause analogue à l'état de sujétion dans laquelle nous voyons les architectes. Sur la composition, sur les attitudes, les artistes recevaient des règles étroites, dans lesquelles ils étaient habitués dès leur jeunesse à travailler emprisonnés, en sorte qu'aux esprits les plus audacieux seulement il était possible de laisser respirer leur pensée dans leurs œuvres, et de l'affranchir des traditions. Toutefois, en se conformant à la manière traditionnelle, il y avait plusieurs routes que l'on pouvait suivre; et, si l'exécution de l'un était fondée « *sur sa propension à l'extase et au mysticisme des devanciers*, » si elle trahissait l'effort pour s'approprier le passé, et développer davantage les intentions qui s'y trouvaient contenues, « d'autres se livraient à une imitation plus facile et plus libre des procédés pratiques. » Comme modèle de la haute conception tout imprégnée de spiritualisme de ces vieux temps, l'on peut citer, à l'année 1400, Taddeo, fils de Bartolo di Fredo, de Sienne (1), qui marqua le passage entre les écoles siennoise et pérugine. Mais des

(1) M. de Rumohr, pass. cité, p. 158: « De petites églises de paroisse et de petits cloîtres, pour l'exécution desquels on trouvait trop peu de monde, étaient cependant achevés d'après un plan et sous la conduite des membres des communautés. Les églises des dômes étaient soumises à toutes les difficultés et aux empêchements intérieurs des administrations républicaines. » Pour ces constructions, l'ensemble et les détails étaient l'objet de délibérations, de changements et de réductions, dans lesquels se perdaient nécessairement les vœux et le système des artistes.

(2) Cf. division II, p. 244.

(1) M. de Rumohr, pass. cité, p. 218: « Il ne s'attachait ni à la manière, ni aux contours extérieurs des formes, se contentant d'entrer dans l'esprit de son modèle. Si parfois il sacrifiait au goût de son temps, l'ensemble de ses efforts tendait à rapprocher son modèle des plus belles parties des conceptions de l'art chrétien. » L'on trouve de lui des tableaux remarquables: 1° un tableau d'autel de la galerie de

hommes doués de plus hautes facultés peuvent se laisser aller au penchant facile de certaines manières et de certains procédés, comme on le voit surtout par l'exemple d'Agnolo di Gaddo de Florence, « qui, dans la chapelle du chœur de l'église de S.-Croce de Florence, a montré un esprit distingué, mais flottant (1). » Il faut citer encore deux artistes formés dans l'école florentine à la fin du XIVe et au commencement du XVe siècle, Niccolo di Pietro de Florence, « qui sut si bien comprendre et reproduire (2) le pathétique saisissant de quelques ouvrages de Giotto, Taddeo di Gaddo et Arcagnuolo; puis Spinello d'Arezzo (3), qui avait le don du mouvement caractéristique dont Arcagnuolo avait acquis l'expression. »

Nous interrompons ici l'histoire des beaux-arts de la Toscane, nous réservant de la continuer plus tard, dans une division de l'histoire de Toscane, au tableau du siècle des Medici, et nous allons considérer la littérature et l'éloquence auxquelles nous avons déjà touché plusieurs fois, et qui, dans les traits principaux, présentent un caractère analogue à celui des arts de la représentation: car ici nous voyons la pensée dans sa manifestation, passer, des formes poétiques plus générales, à des formes tout individuelles; nous rencontrons aussi après la venue des grands maîtres de longs temps d'arrêt, comme nous en avons signalé à Florence dans la peinture après la mort de Giotto.

Au temps où les arts de la représentation se tenaient fortement attachés, en Italie, d'un côté aux anciens types italiens, de l'autre aux types grecs, les anciennes formes poétiques latines, dont Virgile était le grand modèle, et la poésie de cour importée de la France méridionale en Lombardie et dans le royaume de Sicile, formaient les cadres où devaient renfermer leurs idées tous ceux qui voulaient s'exprimer en langage mesuré. Il y avait cependant deux voies pour le développement particulier d'une poésie italienne. D'abord l'Église avait provoqué la formation d'un art poétique, qui employait bien encore les mots latins, mais non plus les formes des vers des Romains, et se servait de la rime musicale, comme la poésie de cour. C'était le chant religieux avec de petits versets; mais ensuite la fantaisie des poëtes, sans avoir pu porter la vie publique, la plus digne des citoyens, à une espèce de poésie qui au fond, ne donna de la vie des temps républicains postérieurs que des images comme les meilleures peintures hollandaises; cette fantaisie releva la vie habituelle, en donnant les tableaux qu'elle en offrait comme quelque chose d'artistement arrangé, en mettant en saillie les mobiles moraux, les principes d'activité de cette vie, de manière à les faire saisir nettement par l'œil le moins exercé. Nous avons déjà (division II) fourni un exemple de cette poésie, d'une forme aussi digne que la pensée en est simple. Ordinairement la forme a moins de noblesse, elle est plutôt familière; les sujets sont moins des thèmes abstraits de la vie bourgeoise que des manifestations extérieures et variées de cette existence. Les productions de ce genre ne pouvaient guère se marquer par des règles; elles passaient, comme des récits, de bouche en bouche, et ce qui nous en reste du XIIIe siècle, ce sont quelques pièces, portant une empreinte antique, tirées des *Cento Novelle antiche* (1). On ne peut

---

Sienne; 2° des peintures dans la chapelle du palais public à Sienne; 3° une petite image de madonne en la possession de l'abbé de' Angeli, à Sienne; 4° une petite image de madonne au muséum de Berlin; 5° une Assomption de Marie, à Munich.

(1) M. de Rumohr, p. 222. L'école florentine de peinture, vers la fin du XIVe siècle, par son indifférence pour les progrès d'Arcagnuolo et d'autres, était tombée dans certains procédés secs et rapides de la manière de Giotto.

(2) Il y a de lui des peintures à la salle du chapitre du couvent de S.-François, à Pise.

(3) Le chef-d'œuvre de Spinello est à Sienne dans le palais public; il représente des circonstances de la vie d'Alexandre III. Il y a d'autres peintures de lui dans le Campo-Santo, à Pise.

(1) Tiraboschi, *Storia della Litteratura ita-*

guère croire que ces anciennes collections de nouvelles continssent pour la plupart des récits imaginaires, ou ne traitassent jamais que des circonstances plaisantes et bouffonnes; de la collection postérieure de Sacchetti, l'on pourrait plutôt conclure que des circonstances réelles ont servi de motifs à leur arrangement, que les germes recouverts de l'enveloppe grossière ont été dégagés, et que l'on a acquis ainsi des tableaux classiques dans leur genre. En effet, dans la plupart de ces nouvelles, le contraste des besoins impérieux de la vie, avec les limites qui les resserraient et leur impuissance pour les franchir, a été mis à profit pour produire des effets comiques; mais il n'en est pas ordinairement ainsi; et dans quelques traits éclatent souvent la pensée la plus élevée, l'intelligence la plus noble, tantôt les vertus civiques les plus audacieuses ou les plus simples, en sorte que celui qui veut reproduire la couleur de la vie individuelle de ces temps fera bien d'étudier avec soin ces nouvelles, qui d'ailleurs peuvent être rangées parmi les plus belles œuvres de l'imagination. Comme certains sujets traités par Boccacio paraissent maniérés auprès de ces simples tableaux! Les plus belles nouvelles de Boccacciò sont justement celles où, jetant son riche coloris, il s'est tenu pour le dessin le plus près de ces anciens tableaux que Sacchetti, venu après lui, nous a transmis avec des contours plus vrais, quoique l'exécution soit plus défectueuse (1).

Comme dans la peinture les Florentins et les Toscans du nord adoptèrent la direction mondaine et facile, tandis que les Siennois et les Toscans du midi se tinrent dans les voies spiritualistes et mystiques; les nouvelles parurent tirer leur origine de Florence; mais saint François d'Assissi, qui portait toujours avec lui son action religieuse, fit des chants d'église latins quelque chose de populaire, en abandonnant les anciens mots latins pour imprégner l'Italien d'une chaleur pénétrante à laquelle je ne sais rien trouver de comparable. Et ainsi l'examen des produits des arts des Toscans nous ramènerait au contraste déjà présenté dans l'introduction entre les habitants de la vallée de l'Arno et les populations de la vallée du Tibre.

Maintenant, à l'entrée du XIV[e] siècle, nous rencontrons un poëte qui, de même que les plus grands souverains (Charlemagne par exemple) concentrent et absorbent tous les traits de leur temps, façonné par eux à leur image, réunit en lui toutes les formes, tous les éléments d'invention alors existant en Italie, non pour qu'il en résulte une aggrégation purement mécanique, mais afin de composer de cette réunion une œuvre organique, et à laquelle il ne serait plus possible d'atteindre; car elle était née, elle avait grandi avec son temps. Comme dans la construction des dômes du moyen âge toutes les puissances de la nature et de l'histoire, du monde et du ciel, sont réunies symboliquement pour élever l'édifice où doivent vivre dans une communion mystique l'esprit de l'homme et l'esprit du Seigneur, ainsi est concentrée en Dante la masse entière de l'intelligence de son temps et de son peuple, pour enfanter, dans cette alliance active avec l'essence individuelle de Dante, un poëme d'une grandeur incommensurable et d'une élévation infinie.

De quelque côté que l'on se tourne, Dante apparaît sur un point élevé. Dans l'administration des biens nous le voyons prieur, dans les combats au premier rang, dans les affaires de l'État il se présente comme ambassadeur à une cour royale; il domine comme savant dans le champ de la philoso-

---

liana dal 1300 *al* 1400, l. III, cap. 52. Nous nous sommes servis de l'une de ces anciennes nouvelles, division II, p. 237.

(1) Franco Sacchetti était né à Florence en 1335, et mourut peu après 1400. Il passa dans son temps pour un poëte distingué, et jouissait d'une haute considération parmi ses concitoyens. C'est à M. de Rumohr qu'appartient le mérite d'avoir signalé le premier à l'attention de l'Allemagne non-seulement la valeur historique des anciennes nouvelles, mais encore leur importance poétique.

phie scolastique. La langue écrite de ce temps, la langue latine, il la manie, non pas en classique, mais pour la diriger et la faire tourner à son but. L'idiome usuel, il l'ennoblit en quelque sorte, et l'élève au rang de langue écrite. Il avait étudié dans les plus grandes, dans les premières écoles de son temps, à Bologne et à Paris; il se tint près des maîtres les plus dignes dans les arts représentatifs, fut aussi en rapports d'amitié avec l'ordre de Saint-François, et après son bannissement de sa patrie dans l'année 1302, il trouva un accueil bienveillant et honorable à la cour de plusieurs seigneurs d'Italie.

Comme nous l'apercevons partout s'élever au plus haut degré, nous voyons aussi entrer dans son ouvrage tous les motifs présentés dans les produits de l'imagination connus jusqu'alors; mais tous se développent dans la plus belle et la plus imposante harmonie, en sorte qu'il a donné au germe du spiritualisme la forme la plus digne. A Virgile, il emprunte le cadre dans lequel il a renfermé tout son poëme, mais qui prend une étendue immense sous sa main. Aux *minnelieder* des poëtes de cour, il prit cette femme qui mène aux demeures des bienheureux; mais il la dégagea des ténèbres et des nuages; en sorte que le poëte semble exprimer l'amour divin de saint François plutôt qu'un sentiment mondain. La *Comedia* de Dante est un grand trésor de nouvelles; mais l'élément théologique enveloppant tous les points historiques, toutes les circonstances propres à se produire sous la forme des nouvelles les dépouillent du caractère mondain et inférieur, et les transportent dans une sphère où ce qui paraîtrait en d'autres mains sinon commun, du moins digne seulement d'exciter la pitié, comme *l'historia* de Francesca et de Paolo, se transforme par sa touche en l'un des diamants les plus étincelants dont l'imagination ait jamais enrichi la littérature.

Il est naturel qu'après la publication d'une telle œuvre l'esprit d'une nation paraisse longtemps s'arrêter; ce qui auparavant avait été traité en parties détachées par des individus est ici réuni en un tout, et chacun s'empressa plutôt de s'orienter dans cet ensemble immense que de poursuivre sa propre marche. Les poëtes se taisent; mais les commentateurs s'avancent, et un nouveau temps, de nouveaux motifs à des manifestations extérieures de sentiments et de pensées doivent arriver avant que l'on puisse créer des poésies nouvelles (1).

Dans les deux autres grands contemporains de Dante, Pétrarque et Boccaccio, ne se réunissaient pas, pour se produire en œuvres empreintes d'unité, d'une ordonnance ferme, élevée, les éléments de composition de leur temps qu'ils avaient recueillis; mais il leur reste à tous deux, comme à tous les Italiens de leur siècle, ce caractère distinctif de tous les anciens poëtes romains du temps des empereurs, comme des poëtes de cour du moyen âge : ils portent une empreinte d'existence politique de citoyens, qui pénètre toujours leurs désirs, leurs joies et leur tristesse.

Quelques-uns des thèmes de la poésie provençale, renaissant dans le cœur d'un patriote italien avec toute la vigueur et la correction de la forme acquises par un long exercice dans l'imitation des modèles antiques, pourraient se reconnaître comme donnant le caractère principal à la poésie de Pétrarque. Toutefois Pétrarque s'écarte non-seulement de la naïveté des chanteurs chevaleresques, de leur simplicité sans parure et parfois monotone, mais aussi de la force, de la fantaisie *dantesque*, qui ose se réunir à la réflexion sans la briser. Comme Pétrarque, d'une complexion délicate, resta pour la stature au-dessous d'un homme vigoureu-

(1) Le temps est arrivé aussi en Allemagne où l'on traduit ce grand Gibelin, non pas comme les autres poëtes, pour charmer ses loisirs, mais où l'on en fait un objet de profondes études, comme des anciens. Witte, Kannegiesser, Uhden, de Onynhausen, Blanc, Schlosser ont rendu, chacun à sa manière, de signalés services pour l'intelligence, l'éclaircissement ou la diffusion des œuvres du grand poëte; il y aurait présomption de ma part à vouloir ajouter à leurs éloges.

sement constitué, il parut, semblable à un fruit arrêté dans sa croissance, et arrivé en conséquence à une maturité plus prompte, remplacer ce qui lui manquait extérieurement par une saveur plus exquise. Telle est l'impression causée par ses poésies, qu'elles sont attrayantes lorsque l'on en jouit dans la solitude, aux heures de bonheur, et qu'on les rejette après avoir voulu en faire une lecture attachante.

Comme Pétrarque procède des poëtes de cour, Boccaccio se rattache aux anciens nouvellistes dont les récits, en grande partie, circulaient par la bouche du peuple. Dans ces contes et dans ce qu'il put tirer d'analogue des temps antérieurs, il trouva les sujets de son ouvrage le plus remarquables, le Décaméron; mais cette simplicité bourgeoise des anciens contes qui aurait pu encore se comprendre au temps de Boccaccio, puisque Sacchetti l'atteignit encore, ce n'est plus elle que nous admirons dans les tableaux de Boccaccio, mais bien la richesse et la fusion des couleurs, le choix et la coupe du costume, les situations des personnages. Si la nature du sujet choisi n'était pas plus piquante, l'on ne pourrait lire avec suite les nouvelles de Boccaccio pas plus que les sonnets de Pétrarque, sans éprouver une sorte de satiété; tandis que sentir de la fatigue à la lecture de Dante, ce serait témoigner par cela seul que l'on n'est pas en état de comprendre le poëte (1).

Cette époque de la littérature italienne fournit la meilleure preuve que, dans la

(1) Comme il ne s'agit pas ici de produire une histoire de la littérature italienne, la citation des circonstances principales de la vie et des ouvrages des écrivains n'a d'autre but que de fournir au lecteur un complément plus commode pour le présent livre. Dante (Durante) di Alighiero, d'une famille considérable de Florence, était né probablement dans la dernière moitié du mois de mai 1265. Enfant, il perdit son père. Brunetto Latini fut son maître à Florence; ensuite il visita diverses universités. En juin 1289, Dante combattit les Arétins à la bataille de Campaldino. En 1300, il figura parmi les prieurs. En 1302, il fut banni avec d'autres *bianchi*, et ne revint plus dans sa patrie. Il mourut à Ravenne le 14 septembre 1321. Il passa principalement les dernières années de sa vie chez Can della Scala, Gherardo da Camino, Pagano della Torre (le patriarche d'Aquilée), et chez Guido Novello da Polenta. Outre la *divina Comedia*, il reste de lui d'importants ouvrages: 1° la *Vita nuova*; 2° *il Convito*; 3° *de Monarchia*; 4° *de vulgari Eloquentia*.—Francesco Petrarca (Petracco), dont le père avait été banni de Florence en même temps que Dante, était né à Arezzo en 1304, et accompagna dans sa huitième année ses parents à Avignon; plus tard il étudia à Montpellier et à Bologne. En 1326, il revint à Avignon, et entra dans l'ordre ecclésiastique. En 1330, il se rendit à Lombes avec l'évêque Jacopo della Colonna; en 1336, à Rome. De retour en Provence en 1337, il acheta une petite maison dans le voisinage d'Avignon, à la fontaine de Vaucluse, et y vécut jusqu'en 1340. Alors la république de Rome le pria de recevoir la couronne de laurier au Capitole. La cérémonie s'accomplit le jour de Pâques 1341. Ensuite il se rendit à la cour des Coreggi à Parme, revint à Avignon, et fut envoyé, en 1343, comme ambassadeur pontifical à Naples, et pour les années de 1348 à 1351, en divers lieux et à diverses cours de la haute Italie, jusqu'à ce que les Florentins lui permirent de rentrer dans le pays de ses ancêtres, et lui restituèrent les biens de son père. Toutefois il ne revint pas à Florence, mais à Avignon, d'où il se rendit à la cour de Visconti, à Milan, ainsi qu'il en a été question dans l'histoire de Milan. De Milan il entreprit des ambassades; en 1361, il alla à Padoue, à la cour de son ami Francesco da Carrara, et vécut là et dans le pays voisin d'Arqua jusqu'au 13 juillet 1374. Outre le *Canzoniere*, les principaux ouvrages de Pétrarque sont: 1° *de Remediis utriusque fortunæ*; 2° *de Contemptu mundi colloquiorum liber, quem secretum suum inscripsit*; 3° *Rerum memorandarum libri* IV; 4° *Vitarum illustrium virorum Epitome*; 5° *de Republica optime administranda*; 6° *de ignorantia sui ipsius et multorum*; 7° *Africa sive de rebus gestis Scipionis Africani*; 8° *de Vita solitaria*, et un grand nombre de lettres.—Giovanni Boccaccio avait pour père un Florentin, et pour mère une Parisienne. Il naquit vraisemblablement à Paris en 1313. On le destina au commerce; mais le tombeau de

poésie comme dans chaque art, il y a un moment à saisir de la plus haute importance. Quand un homme s'ouvre violemment des routes, emporté par son caprice, et prétend créer arbitrairement le beau, il enfante des caricatures. Celui qui trouve avec un tact exquis des motifs d'un ordre plus élevé, qui, développés mystérieusement, sont restés endormis dans l'ombre, et sait avec conscience les appliquer à leur destination, les conduire au but pour lequel ils ont été donnés, celui-là seul est le grand poëte; car l'esprit universel déploie ses fleurs, non pas au gré du caprice de l'individu, mais suivant des conditions fixes, soumises à une loi historique. Personne n'osera refuser une haute valeur poétique aux œuvres lyriques de Pétrarque, aux nouvelles sorties de l'imagination de Boccaccio, et cependant plusieurs de leurs autres ouvrages, particulièrement ceux qu'ils ont soumis à la forme poétique, ne méritent guère d'être lus. Mais le *Canzoniere* et le *Decamerone* n'étaient pas des produits de l'essence même des individus; ils avaient été tirés plutôt des entrailles du temps et du peuple. Dante, qui s'appropria ces motifs fournis par l'histoire, et tous ceux de son époque, porte une couronne que nul Italien n'a pu encore lui disputer.

Le mouvement imprimé par ces trois hommes, en partie à l'aide de leurs propres ouvrages, en partie (et c'est là particulièrement le mérite de Pétrarque et de Boccaccio) en poussant à l'étude de l'antiquité grecque et latine, amena des produits sur lesquels s'exerça la génération suivante, en appliquant surtout son activité à des commentaires philologiques et historiques.

L'on a fait une injustice criante au dernier quart du XIV[e] siècle, et au premier du XV[e], en disant que dans la littérature italienne de cette époque se distinguait visiblement une période de décadence.

Peut-être à cette époque où l'on s'efforçait de s'approprier les procédés les plus divers tirés de l'antiquité, à conduire de plus en plus vers une haute pensée philosophique tout ce qui était trouvé dans le fonds national, tout ce que l'on empruntait à l'étranger, la forme n'était pas aussi pure que dans un temps où l'on ne coordonnait que des éléments tous nationaux malgré leur multiplicité. Le puissant effort de développement intérieur, et l'agitation extraordinaire qui se manifesta durant le concile de Constance, devaient amener une certaine négligence pour le revêtement des productions littéraires, et presque l'impossibilité de concevoir de vastes œuvres ornées et travaillées avec autant de soin. Néanmoins cette époque marque parmi les progrès; et, si elle porte des noms moins éclatants, c'est un signe que le développement intellectuel était plus général.

Presque tous les petits princes et seigneurs italiens de ce temps s'essayèrent dans l'art de la poésie, tantôt à des sonnets et des *canzoni*, tantôt à des chants plus faciles; et le nom de Pétrarque brille à la tête d'une école de poëtes de cour dont presque tous les

---

Virgile l'éveilla puissamment au sentiment poétique, lorsqu'il le visita dans un voyage à Naples. Mais, pour abandonner la carrière commerciale, il dut montrer de la condescendance à son père, et se livrer à l'étude de la jurisprudence. Au bout de six années il l'abandonna aussi, et vécut de ses faibles ressources. Il appartient aux premiers Italiens distingués qui poussèrent l'Occident à une étude plus approfondie de la littérature grecque. Il entra dans les affaires publiques comme diplomate, et ne jouit cependant d'aucun avantage auprès de l'État, sinon à partir de 1373, qu'il obtint, avec un traitement de cent florins, une chaire à Florence, où il devait expliquer le poëme du Dante. Il mourut en 1375, à Certaldo. Outre le *Decameron*, ses principaux ouvrages sont: 1° *de Genealogia deorum libri* XV; 2° *de Casibus virorum et fœminarum illustrium libri* IX; 3° *de claris Mulieribus*; 4° *la Teseide*; 5° l'*Amorosa Visione*; 6° *Ninfale fiesolano*; 7° *il Filostrato*; 8° quelques sonnets et *canzonette*; 9° *Filocopo ovvero amorosa Fatica*; 10° l'*Amorosa Fiametta*; 11° *il Labirinto d'amore ossia il Corbaccio*; 12° *Ameto, ovvero Comedia delle ninfe Fiorentine*; 13° *Urbano*; 14° *Origine, vita e costumi di Dante Alighieri*; 15° *Comento sopra i primi sedici Capitoli dell' Inferno di Dante.*

élèves portèrent le diadème princier. A cette école appartiennent en outre les deux Buonaccorsi da Montemagno, aïeul et petit-fils (le premier gonfalonier de Pistoja en 1364), et un autre habitant de Pistoja, Zenone de' Zenoni (1). Franco Sacchetti, dont l'activité pour recueillir des nouvelles a déjà été mentionnée, ne lui est pas non plus étranger. La continuation du mouvement littéraire des nouvelles se manifeste encore à Dovadola, en 1378, par la *Pecorone*, œuvre de ser Giovanni Fiorentino, d'ailleurs inconnu.

Mais c'était Dante surtout que l'on célébrait : dans plusieurs villes d'Italie, des professeurs publics étaient chargés d'expliquer ses poëmes, et de plus la *Divina Comedia* fournissait à l'imagination des poëtes de ces temps, lorsqu'ils représentaient le ciel et l'enfer. Bien plus, ce qui devait paraître incroyable, sa *Divina Comedia* trouva des imitateurs. Fazio degli Uberti écrivit un poëme, *Dittamondo*, dans lequel, conduit par Solinus, comme Dante par Virgile, il parcourt la terre, comme Dante avait traversé les sphères supérieures. Federigo Frezzi de Foligno composa, au commencement du XVe siècle (2), son *Quadrireggio*, dans lequel il explore les royaumes de l'amour, du diable, des vices et des vertus.

A la tête des philologues du XIVe siècle doivent être particulièrement cités en Italie Giovanni da Ravenna et Manuel Chrysolaras (3). Le premier, élevé par Pétrarque, s'en était séparé plus tard, parce qu'il devait lui être insupportable de rester auprès d'un homme qui ne savait pas au juste à quoi se tenir, et se voyait toujours poussé à changer de résidence, parce qu'il était fatigué bientôt de son entourage, et se sentait à charge à lui-même. Les destinées de Giovanni ne sont pas ensuite bien connues; l'on est seulement certain qu'il professa dans plusieurs universités d'Italie, particulièrement à Padoue et à Florence, et que les efforts de Pétrarque et de Boccaccio et l'action simultanée d'autres causes ayant exalté en lui l'amour de l'antiquité classique jusqu'à la passion, il entraîna une grande foule d'écoliers (1). Dans l'année 1412, il reçut encore la mission d'expliquer la *Divina Comedia* de Dante à l'université de Florence, et probablement vécut jusque vers 1420.

Chrysolaras était Grec de naissance; son éducation savante l'avait élevé à la dignité de professeur public, lorsqu'il fut chargé de solliciter à Venise des secours contre les Turcs. Durant son séjour à Venise il instruisit plusieurs Vénitiens dans la littérature grecque, et acquit une telle renommée, que les Florentins après son retour s'adressèrent à lui, et lui offrirent pour dix années une chaire à leur université, avec un traitement de cent florins. Il répondit à leur appel en 1398, et rendit autant de services pour la littérature grecque en Italie, que Giovanni pour la littérature latine. La présence de ces hommes dans la haute école de Florence en fit un véritable séminaire pour la science de l'antiquité.

Avant que Chrysolaras professât à Florence, un élève de Giovanni, Guarino de Vérone (né en 1370) s'était rendu en toute hâte à Constantinople pour se former à l'étude du grec, sous sa direction; à son retour, il enseigna aussi à Florence, Vérone, Padoue, Bologne, Venise et Ferrare, surtout dans cette dernière ville, où lui fut confiée, en 1429, l'éducation du prince Lionello d'Este; en 1436, il obtint la chaire des langues grecque et latine à Ferrare, et l'occupa jusque dans sa quatre-vingt-dixième année.

Son contemporain, le Sicilien Giovanni Arispa (né en 1369) était aussi allé en Grèce pour apprendre à connaître de plus près l'antiquité hellénique, et recueillir des manus-

(1) *Histoire littéraire d'Italie*, par P.-L. Ginguené. Milan, 1820, vol. III, p. 163 et suiv.

(2) Il mourut à Constance en 1416.

(3) Ginguené, l. c., p. 256 et suiv.

(1) Ce qu'il y a de certain, c'est que ce Jean de Ravenne fut un des plus savants maîtres de son temps; il sortit de son école un si grand nombre d'Italiens célèbres, qu'on l'a comparé au cheval de Troie, d'où sortirent les Grecs les plus illustres.

crits grecs, dont il apporta 230 à Venise. Après son retour, il enseigna la langue grecque à Bologne, Florence, et ensuite à Ferrare, jusqu'à ce qu'il devînt secrétaire du pape Eugène IV. En 1450, il revint à Ferrare, où il demeura jusqu'à sa mort en 1460.

Si ces deux personnages furent d'actifs propagateurs de la connaissance de l'antiquité hellénique, Gasparino da Barzizza, des environs de Bergame (né en 1370), se signala comme latiniste disert, et interprétateur habile des classiques romains. Il fréquenta Pavie, Venise, Padoue et Milan, comme professeur public. Mais qui pourrait compter, dans une histoire générale, tous les philologues distingués de ces temps? Nous nous bornerons à citer encore ici l'abbé des Camaldules, Ambrogio Traversari, Leonardo Bruni Aretino, Giannozzo Manetti, Palla Strozzi, Poggio Bracciolini, Filelfo, etc., dont les noms se sont déjà présentés, ou que nous rencontrerons souvent encore.

Nous ferons observer aussi qu'il ne faut pas mesurer l'activité de la plupart des philologues de ce temps, au moins des savants appartenant au XIVe siècle, d'après notre mode d'appréciation. L'on pouvait considérer encore les deux langues anciennes comme vivantes. Aucun espace ne séparait encore de l'exercice et de l'usage actif de la langue latine à Rome et en Italie, du grec à Constantinople et dans la Grèce; tout Italien bien élevé parlait, chacun entendait au moins le latin, qui en cent occasions était d'un emploi exclusif; tout Grec comprenait au moins le grec du Nouveau Testament et des pères de l'Église. Cet élément vivace donnait une autre impulsion à la direction des études. En outre le développement de la vie politique en Italie offrait tant d'analogie avec la vie politique de l'ancien monde, la pensée des temps de l'antiquité les plus riches en écrivains, et l'esprit des temps actuels, présentaient de tels rapports de similitude, que les Italiens, reconnaissant cette alliance intime, s'enflammaient pour les apparences extérieures de l'antiquité d'un amour bien plus vif que nous, tenus dès notre jeunesse dans une admiration réfléchie de la forme antique; et même parmi ceux qui se donnent pour des enthousiastes de l'antiquité, plusieurs sont habitués à considérer les plus belles faces de la vie antique comme contraires à la nature humaine; un très-petit nombre seulement, est parvenu à se replonger dans ce monde imposant, et non sans attirer le blâme de leurs contemporains. Il en était bien autrement dans l'Italie d'alors! Les adorateurs passionnés de l'ancien monde s'adonnaient pleinement à ce culte; et ils étaient préservés des conséquences d'une situation où tomberaient nos contemporains, s'ils tentaient quelque chose de semblable, parce que leur nature était en rapport avec la source à laquelle ils puisaient pour s'enivrer. Il est vrai que notre manière d'envisager l'antiquité a offert aux puissants esprits un procédé dont ils disposent plus souverainement, en même temps qu'elle a rendu possible aux petits hommes ce misérable travail de dissection que naguère on avait coutume de reconnaître sous le nom de philologie.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE DE TOSCANE JUSQU'A LA MORT DE LORENZO MEDICI DIT L'ILLUSTRE (1492).

§ Ier. *Depuis la mort de Giovanni de' Medici jusqu'au retour d'exil de Cosimo* (1434).

Après la conclusion de la paix entre Milan et Florence et les alliés des deux puissances en avril 1423, après la soumission de Volterra, comme il n'avait rien été fixé par les traités relativement à Paolo Guinigi, seigneur de Lucques, qui ne s'était décidé positivement ni pour un parti, ni pour l'autre, mais s'était à la fin rattaché plutôt à Milan, Niccolo Fortbraccio, neveu de Braccio da Montone (1) qui avait servi contre Volterra avec ses troupes de cavaliers, et se trouvait maintenant sans occupation, se tourna contre le pouvoir de Lucques (2). Il dut y être déterminé par un parti dans Florence, et en recevoir de l'appui, à la condition qu'il céderait plus tard à la république les conquêtes faites dans cette entreprise (3).

Durant toute son administration dans Lucques, Paolo Guinigi avait suivi dans les relations extérieures cette politique dépourvue de caractère, que l'on signale si fréquemment dans les petits gouvernements : dans toutes les guerres soutenues dans son voisinage, il avait cherché à se maintenir neutre, ou avait pris une part si douteuse, qu'il lui restait des excuses en cas de triomphe pour ses adversaires. La sécurité acquise à ses États par ce rôle passif, il l'avait mise à profit pour fonder une administration très-intelligente; en sorte que son gouvernement, tout en excluant l'existence de ville libre, répandit cependant des bienfaits sur Lucques. Paolo était un père de famille assez habile, mais à vues courtes (1), plutôt qu'un prince propre à gagner les cœurs ; en sorte que sa personne devint à charge à ses sujets sans éveiller une plus grande confiance, et que dans son administration fort sage, on voyait seulement un ensemble de mesures tournant à son avantage particulier.

(1) Par sa sœur Stella.

(2) En novembre 1429.

(3) Muratori, *Scrr. rer. Itt.*, vol. XX, p. 355, not. 6.

(1) Chaque fois que les Florentins cherchaient à l'attirer plus avant dans leurs plans politiques, et surtout à l'attacher plus fortement à ses obligations envers eux, il répondait toujours : « Attendete pure a fatti vostri, che a mia attendero bene io ; » en sorte que le duc de Milan, en présence de l'envoyé florentin, l'appelait *Tristo*, ce qui signifie un homme manquant de toute chaleur, de toute animation.

Lorsque Fortebraccio se porta à une attaque contre Lucques, l'on pensait à Florence que Lucques ne pourrait tenir, et les employés florentins dans le Val di Nievole et à Vico annonçaient à l'avance combien les places lucquoises de leur voisinage étaient mal disposées envers leur seigneur. Néanmoins les Florentins chargèrent leurs employés de ne pas se mêler à la guerre sans des instructions expresses, et lorsque les places lucquoises passèrent spontanément, l'une après l'autre, aux Florentins, de telle sorte que le *vicario* du Val di Nievole, Andrea Giugni, demandait instamment qu'on lui envoyât des drapeaux de Florence, attendu que déjà il lui avait fallu couper deux paires de draps, et faire peindre en rouge sur les morceaux les lis florentins, pour donner la bannière de la république à Fibialla, Medicina, S.-Gennajo, Aramo et à d'autres lieux, les prieurs envoyèrent un fondé de pouvoirs à Fortebraccio, qui déjà prétendait avoir des liaisons dans Lucques, et la promesse de la livraison d'une porte. Cela détermina enfin les Florentins à entreprendre la guerre ouvertement. La résolution fut arrêtée le 14 décembre 1429, et l'on nomma les dix de la guerre (1) qui furent pourvus de la *balia*.

Des hommes des partis les plus divers se déclarèrent pour cette guerre. Toutefois Niccolo da Uzzano y était opposé; mais Rinaldo degli Albizzi, qui commençait à grandir auprès de lui, l'approuvait pleinement (2), aussi bien que Cosimo, chef du parti contraire; presque tout le peuple se prononça pour la conquête de Lucques, que l'on tenait pour très-facile (3), d'autant plus que dès le commencement le duc de Milan y poussait aussi, vraisemblablement pour amener Florence à une mauvaise situation. Un traité fut conclu avec Fortebraccio, auquel on assura une somme jusqu'à l'expiration de mars, et pour les mois suivants une solde régulière pour sept cents cavaliers et deux cents fantassins. Jusque vers le printemps la guerre fut poursuivie sur le territoire lucquois, quoique sans résultat important. Alors Filippo Brunelleschi tenta de mettre Lucques sous l'eau; et l'on perdit du temps et de l'argent en vains travaux hydrauliques.

Les plus sérieux ennemis des Florentins étaient les Siennois, auxquels Paolo avait su persuader qu'après son assujettissement les Florentins se rabattraient nécessairement sur eux. A la vérité la république de Sienne n'engagea pas ouvertement la guerre contre Florence; mais l'on favorisa des enrôlements pour Lucques, et Antonio Petracci de Sienne se rendit à Milan pour représenter qu'il fallait arrêter tout d'abord les Florentins dans leurs plans d'ambitieuses conquêtes, si l'on ne voulait pas les laisser devenir maîtres de l'Italie. Le duc, cédant à ces représentations, fit entrer Francesco Sforza à la solde de Paolo (1).

Si le souverain de Lucques n'avait pas alors joué à contre-temps le rôle d'un bourgeois avare et rusé, et laissé manquer l'argent à

---

(1) Les quartiers S.-Spirito et S.-Maria Novella nommèrent cette fois chacun un conseil de guerre. *Comentarii di Neri di Gino Capponi*, l. c., p. 1167.

(2) Sismondi, l. c., vol. VIII, p. 401.

(3) *Poggii Hist.*, l. c., p. 354 : « Major populi pars tyranni perdendi odio bellum affectabat, sibi enim persuasum habebant, agrum uberrimum, epulantissimam urbem usui fore, designatis præsertim pluribus magistratibus : ad quos cives quæstus gratia aspirabant : nonnulli varia inter sese jam officia partiti erant, potiùs ad prædam quàm ad reipublicæ decus aut amplitudinem intenti. »

(1) « Occulte igitur egit cum Francisco, ut spreto armorum otio missionem flagitaret. Is magnopere, tanquam in re nova, multis verbis palam contendit a duce, ut abire liceret; velle se Beneventum proficisci, quoniam sibi conducere arbitrabatur bellis, quæ in regno Neapolitano orta dicebantur, interesse. Accepta clam pecunia, cum equitibus peditibusque veris principio Parmam versus movit, ubi suos expectare simulans, præmio omnibus qui se sequi vellent proposito, multos ex composito a duce dimissos conduxit, etc. » *Poggii Hist.*, l. c., p. 363.

l'armée de Sforza, tandis que les Florentins offraient de grosses sommes au chef de ces troupes, pourvu qu'après l'expiration de son engagement, au lieu de le renouveler, il voulût se rendre à Benevent où sa route avait été dirigée, si Paolo avait su juger convenablement les circonstances favorables où il était jeté tout à coup, il aurait pu sinon conserver facilement Sforza, du moins en aucun cas ne s'en faire un ennemi. Mais, comme en même temps les Florentins offraient à Paolo de l'argent pour Lucques, Sforza craignit que lui-même et le duc ne fussent abandonnés par leur protégé (1); les Siennois aussi partagèrent cette inquiétude, et les habitants de Lucques s'effrayèrent encore plus à la pensée d'être vendus aux Florentins; ils se soulevèrent. Paolo et son fils Ladislas furent arrêtés (2) et livrés au duc de Milan. Les Lucquois rétablirent la constitution telle qu'elle les régissait avant la domination de Guinigi, et demandèrent la paix aux Florentins qui la refusèrent, quoique le motif invoqué pour la guerre (3) eût maintenant complétement disparu. Moyennant cinquante mille florins que lui donnèrent les Florentins, Sforza retourna vers la haute Italie (4); mais alors le duc fit marcher Niccolo Piccino au secours des Lucquois sous une apparence semblable (1). Sur le Serchio, les troupes de Piccinino défirent complétement en décembre 1430, l'armée florentine commandée par Guid' Antonio de Montefeltro, comte d'Urbino. Comme d'ailleurs Siennois et Génois s'unirent alors ouvertement avec Jacopo d'Appiano, seigneur de Piombino, pour la protection de Lucques, la république de Florence, par son ardeur de conquêtes se trouva jetée dans une position critique; car les Pisans aussi pensèrent au recouvrement de leur liberté : mais un de ces accidents sur lesquels personne ne peut compter vint à leur aide. Dans la nuit du 19 au 20 février, le pape Martin V mourut, et fut suivi sur la chaire de saint Pierre par le Vénitien Eugène IV, qui partageait l'inimitié de sa patrie contre le duc; et comme Visconti ne pouvait expliquer clairement sa conduite relativement à Lucques, les Florentins retrouvèrent de bons amis dans le pape et dans les Vénitiens. A force d'instances ils déterminèrent ces derniers à reprendre les hostilités contre Milan, et ainsi commença contre le duc en Lombardie une nouvelle guerre dont nous passons ici la suite et l'issue, attendu que déjà il en a été assez longuement question.

Durant cette guerre contre Lucques, Florence avait été désolée par la peste et la famine; quoique les voix des personnages importants des deux partis en lutte à Florence pour la domination se fussent réunies pour la guerre, ces factions avaient continué à s'attaquer, à se poursuivre. Ces divisions ne cessèrent pas même lorsque le théâtre de la guerre se fut agrandi.

Au printemps de 1432, le roi Sigismond vint en Toscane pour recevoir à Rome la couronne impériale. Les attaques des Florentins sur Lucques duraient encore, et Sigismond ne s'arrêta que peu de temps dans cette ville;

(1) *Joh. Simonetæ Rerum gestarum Francisci Sfortiæ* lib. II, cap. Mur., *Scrr.*, XXI, p. 217 : « Sed Paulus mercandi quam regnandi doctior, quo se omnino perpetua sollicitudine metuque solveret, clam cum Florentinis de delenda Luca agere cœpit, pactus ingentem auri vim, utque a Florentinis civitate donaretur. »

(2) « Del mese di settembre certi cittadini di Lucca e messer Antonio di Cecchо Rosso s'intesono insieme col conte Francesco e presono dentro il signore di Lucca e la sua famiglia e di fuora Ladislao suo figliuolo. » Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1170. Que l'on compare aussi les *Annales Bonincontrii*, ap. Muratori, *Scrr.*, XXI, p. 136—137.

(3) Qu'ils ne souffrissent point un tyran ennemi dans leur voisinage.

(4) Vers Mirandola. *Annales Bonincontrii*, l. c., p. 137. C'étaient des florins d'or, et Simonetta en offrit soixante-dix mille.

(1) Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1171 : « Il duca di Milano cominciò a mettere in punto Niccolo Piccinino ed altre brigate con lui, sotto nome che egli era capitano de' Genovese, et mandolle verso Lucca. »

de là il se dirigea le 10 juillet sur Sienne, sans que les Florentins jetassent aucune entrave dans sa route. Lodovico della Colonna, le général siennois, était allé à sa rencontre sur l'Arno; et le général du pape, Niccolo da Tolentino, qui, à l'instigation des Florentins, devait disputer le passage à l'empereur, s'était arrêté si longtemps en route à piller, à rançonner, qu'il arriva près de l'Arno seulement alors que Sigismond était en sûreté à Sienne (1). Bientôt, comme la guerre en Lombardie ne prenait pas une tournure très-favorable à leurs alliés, les Florentins se trouvèrent disposés à entrer en négociation pour la paix, et Sigismond se chargea par sa médiation de ramener le repos en Italie. Le pape aussi s'intéressa maintenant à cette paix, et envoya des messages à Sienne; toutefois durant les négociations les hostilités se poursuivirent sans interruption entre les Florentins d'un côté, les Siennois et les Lucquois de l'autre; et l'on ne put même faire aucun progrès dans les démarches pacifiques, parce que les Florentins insistaient pour que le duc de Milan ne fût pas compris dans les traités. Sans aucun résultat Sigismond avait dû prolonger son séjour à Sienne, et se trouvait irrité au plus haut degré contre le duc de Milan. Enfin, en avril 1423, il put s'avancer vers Rome. Immédiatement après son départ, et grâce à l'effet de son entrevue personnelle avec le pape, dont il obtint la couronne, fut arrêtée enfin une paix générale à Ferrare, décidée surtout par la blessure grave du général milanais, qui inspira au duc de Milan des craintes pour la mort de ce chef, et pour la fin de sa puissance militaire (2). Sigismond reçut le 30 mai la couronne impériale à Rome, et, après s'être donné longtemps en vain beaucoup de mouvement pour déterminer le pape à la reconnaissance pleine et entière du concile de Bâle, il retourna en Allemagne vers la fin de l'année.

Mais déjà dans Florence avait éclaté une révolution qui changea pour quelque temps dans son essence l'état de cette ville. Durant la guerre, Niccolo Barbadori avait pressé Niccolo da Uzzano d'appuyer l'expulsion de Cosimo de' Medici, chef de leurs adversaires, et de ses principaux adhérents (1);

(1) Malavolti, l. c., p. 24.

(2) En ce qui touche la Toscane, les conditions de paix sont citées rapidement par Neri di Gino Capponi (l. c., p. 1179 sq.): « Mentre lo imperatore era a Roma di maggio 1433 si fece la pace col duca di Milano, e Veneziani, et Fiorentini, et a' Fiorentini fu restituito tutte le terre di Toscana che il duca e i Sanesi teneano: e i Sanesi intervennero nella pace: e cosi a' Lucchesi furono restituite le terre che tenevano i Fiorentini, che furono queste: Castiglione di Carfagnana, Guizzano, Collodi, S.-Gennajo, S.-Chirico. A' Fiorentini fu restituito Marti, Palaja, Lari, Ponte di Sacco, Rasignano, Campiglia, Bibbona, Ganebassi di Valdelsa e Marciano d'Arezzo.» Cf. aussi *Poggii Hist.*, lib. VII, l. c., p. 383. Des conditions accessoires, nous citons les suivantes: « Loysius quoque Vermius paternum imperium, quod in Placentino agro majores sui tenuerant, recuperaret. Captivi omnes liberi essent; Lucenses vero, quæ fervente bello amiserant, receptis oppidis, libertate fruerentur. Plumbini Regulus (Ludovicus) suis contentus rebus acquiesceret, neque ullam in societatem præterquam Florentinorum venire liceret. »

(1) A côté de Cosimo se tenaient son frère Lorenzo, qui lui était entièrement dévoué, son cousin Averardo de' Medici, et Puccio de' Pucci. D'Averardo, qui doit avoir été un homme audacieux, nous avons un digne portrait par Machiavelli et une caricature par Francesco Filelfo. Nous les communiquons tous deux. Machiavelli, l. c., p. 494: « Grandi strumenti ad ordire la potenza sua furono Averardo de' Medici e Puccio Pucci. Di costoro, Averardo con l'audacia e Puccio con la prudenza e sagacità, favori e grandezza gli somministravano, etc... » *Magni Cosmi Medicei Vita,* auct. Aug. Fabronio, part. II, p. 155, not. 77. « Aspice Laurentii latera, aspice palearia, incessum considera, nonne cum loquitur mugit? Os vide et linguam, e naribus mucum lingentem; caput cornibus totum insigne est. Ita, medius fidius, bovem mihi videor aptissime definire esse Laurentium Medicem, ut et lupum Averardum et vulpem Cosmum; nam et ille fur et latro, et hic fallax et subdolus. »

mais Uzzano le détournait de tenter un pareil coup; car, s'il ne prévoyait pas le triomphe du parti des Medici, du moins il pouvait craindre le retour des horreurs unies avec le renouvellement des anciens troubles. Mais il mourut bientôt après la conclusion de la paix à Ferrare; et ne craignant plus les menaces du dehors, cessant d'être contenu à l'intérieur par ses sages conseils, son parti, mené alors par Rinaldo degli Albizzi, crut que l'on devait avant tout réduire les Medici à la même insignifiance qui enveloppait auparavant les Alberti et les Scali, et briser ainsi leur parti.

Mais pour cet abaissement, l'éloignement de Cosimo de Florence était d'abord indispensable; et, pour l'obtenir, les adhérents de Rinaldo attendaient seulement la composition favorable de la *signoria*. Aussitôt que le 1er septembre Bernardo Guadagni fut devenu gonfalonier de la justice, et que furent élus les huit prieurs formant avec lui *la signoria*, et appartenant tous au parti Albizzi, Rinaldo degli Albizzi et Niccolo Barbadori pensèrent que le moment était arrivé. Bernardo était pauvre; comme aucun citoyen, s'il était redevable d'impôts envers l'État, ne pouvait être revêtu de charges publiques, il n'aurait pu entrer en fonctions de la dignité de gonfalonier, si Rinaldo n'avait payé pour lui le reliquat de ses impositions (1). Livré entièrement aux mains du parti Albizzi, il fit citer Cosimo le 7 septembre. Les amis de celui-ci lui conseillaient de résister à la citation; car le menu peuple était dévoué à sa famille. Les grands eux-mêmes, quoique *la parte guelfa* se fût d'ailleurs toujours rattachée aux Albizzi, se rapprochaient depuis quelque temps de plus en plus des Medici, parce qu'ils étaient blessés de l'orgueil des citoyens riches et dominateurs, rangés tous, à l'exception des Medici et de quelques familles, parmi les Albizzi. Dans une opposition violente, Cosimo aurait donc pu compter sur un heureux résultat; néanmoins il préféra se montrer obéissant à la loi. Il comparut dans le palais, et fut aussitôt arrêté, sous le prétexte d'une plainte d'infidélité durant la guerre de Lucques (1).

Aussitôt après l'arrestation de Cosimo, Rinaldo se précipita suivi de troupes armées sur la place devant le palais, occupa les abords de la place; et, comme en ce moment *la signoria* convoquait une réunion de peuple, par ces mesures il empêcha de s'y rendre tous ceux qui n'étaient pas de son parti. Sur la demande de *la signoria*, cette assemblée populaire nomma une commission ou *balia* extraordinaire de deux cents membres, qui, selon l'expression dont on se servait, devait veiller au salut de l'État. Ces deux cents furent choisis tous dans l'opinion de Rinaldo, et se réunirent pour délibérer sur le sort de Cosimo. L'on reprocha à Medici que son union d'étroite amitié avec Francesco Sforza l'avait conduit, durant la guerre contre Lucques, à faire à ce dernier des communications qui auraient empêché les suites des entreprises des Florentins; tous ses juges étaient prévenus par l'intérêt contre lui, car par sa chute leur faction allait se transformer en aristocratie toute-puissante. Il restait donc peu d'espoir pour sa vie, et Cosimo craignit d'être empoisonné, jusqu'à ce qu'il fut rassuré par son gardien, le chevalier Federigo de' Malavolti de Sienne (2). Enfin il trouva occasion de faire passer à Bernardo Guadagni mille florins, avec la prière de lui sauver la vie; et la même vénalité qui avait déterminé Guadagni à manœuvrer contre Cosimo l'attira maintenant en partie à ses intérêts; en sorte que, au lieu de proposer l'exécution de Cosimo, comme Rinaldo le voulait, il soumit seulement à la délibération un bannissement de dix années à Padoue. La proposition fut adoptée.

(1) Machiavelli, l. c., p. 500.

(1) Sismondi, l. c., vol. IX, p. 39.

(2) L'on voulut persuader en effet à Federigo d'empoisonner Cosimo dans la prison, ou du moins de se taire si on l'étranglait et si on le tirait ensuite de son cachot; mais Federigo apprécia son honneur plus haut que toutes les offres. Que l'on voie les appendices dans Fabroni, part. II, p. 69 sq.

L'on exila aussi les amis de Cosimo en divers lieux (1). Toute la famille Medici fut dégradée dans l'ordre de la noblesse, et par là exclue de toutes les charges de la ville (2); et, après que Cosimo eut quitté la Toscane, le 3 octobre, pour se rendre au lieu de son bannissement, le gouvernement de Florence se trouva pour la dernière fois entièrement entre les mains de la faction des Albizzi, qui avait vidé les anciennes bourses d'élection pour les remplir de nouveau. Mais ce fut bien pour la dernière fois; car Rinaldo avait parfaitement jugé en considérant la demi-mesure du bannissement de Cosimo comme le premier pas conduisant à la ruine complète des Albizzi.

L'exil fut moins pénible pour Cosimo personnellement, car au bout de peu de temps il lui fut permis de résider à Venise; il y tint une maison aussi brillante qu'à Florence, et de toutes les villes voisines accoururent les personnages les plus recommandables, pour lui offrir leurs hommages. L'amour pour l'étude de l'antiquité, nouvellement éveillé, qui se manifestait en partie par la recherche des manuscrits, les commentaires et les explications des œuvres de la littérature grecque et latine, en partie par le rassemblement d'antiques objets d'art, et l'application de l'art moderne à des représentations analogues, alors que les États eux-mêmes ne veillaient pas, comme de notre temps, à l'encouragement de si nobles efforts; cet amour ne pouvait être excité que par ceux qui possédaient de grandes ressources en argent, ou par ceux qui avaient le bonheur de compter sur des bienfaiteurs ou des amis dont l'appui les plaçait dans une situation analogue. Tel avait été Cosimo à Florence. Si la capitale de la Toscane était un point de ralliement pour ces sortes d'études en Italie, lui-même leur offrait encore dans Florence des moyens de céntralisation et de recherches. L'enthousiasme pour l'antiquité parut s'exalter encore lorsque, par suite de son exclusion de toute participation immédiate aux affaires de l'État, il eut besoin d'un plus vaste champ pour le déploiement de son activité intellectuelle.

Outre les savants et les artistes, les marchands et les hommes d'affaires distingués par leurs capacités se pressaient autour de Cosimo. Dans les révolutions antérieures qui bouleversèrent les villes, lorsque des citoyens importants étaient expulsés, ils perdaient leur fortune, maisons, foyers, capitaux ou autres valeurs placés à Florence, les bourgs dans les environs, si l'on pouvait s'en saisir; banni et homme ruiné présentaient un sens absolument identique; aussi plus tard, par cette expression *bandit*, l'on désigna l'individu qui se procurait des moyens d'existence comme la plupart de ces exilés, c'est-à-dire en assiégeant les grands chemins. Les plus distingués, qui pouvaient se maintenir grâces à des liens de parenté au dehors, jouissaient d'une situation meilleure; mais ce qui leur donna une assistance bien plus puissante, ce fut l'extension des affaires de prêt et de change dans les pays étrangers. Ce moyen fut saisi par des proscrits qui avaient sauvé quelque chose de leur fortune, et plus tard par un grand nombre de citoyens tranquilles dans leur domicile, pour acquérir de l'argent, ou pour soustraire une partie de leurs biens aux recherches des autorités florentines. Déjà il a été question en plusieurs lieux de la vaste activité et de l'étendue des opérations en banque des négociants florentins; et l'on a vu aussi que Giovanni de' Medici, faisant comme tous ses

(1) « A di 7 di sett. 1433 fu sostenuto Cosimo de' Medici in palagio de' priori: e dipoi confinato lui, Lorenzo suo fratello ed Averardo con Giuliano suo figliuolo, Orlando et Giovanni di Guccio, Bernardo d'Alamanno, e Giovanni d'Andrea de' Medici. A di 9 sono a parlamento e diessi balia e per la balia furono confinati; e di poi Puccio e Giovanni d'Antonio di Puccio: e rifecionsi squittini dentro e di fuori. » Capponi, l. c., p. 1180.

(2) Fabroni, l. c., part. I, p. 38: « Decretum etiam, ut Medicei omnes, filiis tantummodo Veri exceptis, inter magnates perpetuo haberentur; quo decreto ab omnibus publicis officiis et muneribus excludebantur. »

parents durant son exclusion des emplois de l'État, s'éleva par de telles affaires à une immense opulence. Un banquier avait-il formé de grandes relations, acquis un haut degré de confiance, sa fortune croissait dans une progression incalculable, parce que chacun lui remettait volontiers entre les mains un capital. Le crédit personnel dont jouissait Giovanni de' Medici, l'habileté par lui déployée pour faire tourner au profit de ses affaires le concile de Constance, l'avaient créé le premier banquier, non-seulement de Florence, mais de toute l'Italie. Ce mérite passa à ses fils, et leur resta même dans l'exil. Le champ de leur richesse ne fut plus Florence, mais bien tout le monde, alors accessible au commerce; et leur importance politique pour les rois et les princes, pour les magistrats et les *condottieri* qui cherchaient de l'argent chez eux, comme pour les capitalistes qui désiraient en disposer, qu'ils vécussent à Venise ou à Paris, se conserva entièrement la même que s'ils avaient continué à demeurer à Florence. Pour eux il n'y avait que le léger inconvénient de ne pouvoir passer leur temps au milieu de l'entourage de la patrie. Florence au contraire perdit immensément, et parut toute désorganisée depuis leur absence. Jamais Cosimo ne manqua d'influence dans toute la ville de Venise; un mot de lui auprès des conseils de la république était d'une plus grande recommandation que les alliances d'autres avec les nobles. A lui s'adressaient une foule de solliciteurs qui avaient quelque chose à poursuivre à Venise; et celui dont il prenait l'affaire à sa charge pouvait compter sur le plus heureux résultat; dans les circonstances difficiles, les Vénitiens demandèrent souvent ses avis; et sans le vouloir, sans le rechercher, il était dans une ville étrangère entouré d'une sorte de petite cour.

Cependant les amis nombreux, mais de moindre importance, de la maison Medici à Florence, que l'on n'avait pu bannir par aucun moyen, ressentaient vivement l'absence de leur patron, non-seulement dans leurs rapports avec l'État, mais aussi dans les affaires pécuniaires et commerciales. Le menu peuple avait perdu dans les Medici des bienfaiteurs toujours prêts à le soulager; il subissait en outre les effets de leur absence par le manque d'activité de beaucoup d'autres commerçants. Rinaldo demandait que son parti s'attachât les grands, l'ancienne noblesse et les familles du *popolo grasso* dégradées dans cet ordre, en leur ouvrant l'accès aux charges de l'État. Il ne put jamais l'obtenir; son parti voulait une domination sans partage, et cette autorité présentait un caractère intraitable, qui se prononçait chaque jour plus généralement.

Le temps s'écoulait ainsi, et amena septembre de l'année 1434. Le 1er de ce mois une nouvelle *signoria* fut nommée. Niccolo di Cocco Donati devint gonfalonier. Les huit prieurs étaient tous comme lui dévoués plus ou moins à la maison Medici, et réfléchissaient tristement sur la chute de leur patrie, qu'ils prévoyaient comme la suite inévitable de l'état présent des choses. Rinaldo connaissait et redoutait leurs pensées; il voulut, à l'aide de son parti, obtenir une nouvelle *balia*, et, dans le délai des trois jours du tirage des prieurs à leur entrée en fonctions, faire exclure ces magistrats des emplois de la cité; mais l'opinion publique avait agi sur la plus grande partie de ses adhérents, comme sur les membres de la *signoria*; les autres étaient démoralisés, et personne ne voulait prêter les mains à des mesures violentes. Rinaldo laissa donc le nouveau gonfalonier entrer en exercice de sa charge sans empêchement, et celui-ci fit procéder à une enquête contre son prédécesseur pour malversation de deniers publics. Ensuite un peu plus tard il cita, comme on l'avait fait un an auparavant à l'égard de Cosimo, Rinaldo avec son ami le plus intime et le plus important Ridolfo de' Peruzzi (1) et Niccolo de' Barbadori. Prévoyant leur destin, ils ne comparurent point, et, rassemblant autant de monde qu'ils purent, ils se mirent en

(1) Sismondi le nomme Ridolfo, Fabroni aussi; Neri di Gino Capponi l'appelle Rinieri.

marche, le 2 septembre, avec cette troupe armée, d'environ six cents hommes, vers la Plazza di S.-Pulinari. Ils s'étaient rattachés beaucoup de membres des Guasconi, des Raffacani, Arrigucci, Bardi, Serragli, Gianfigliazzi et Castellani. Mais en même temps coururent aux armes beaucoup des alliés les plus proches de Rinaldo, de la famille Albizzi et de ses adhérents actuels, tels que Niccolo Valori, les Martelli, les Ginori, Nerone di Nigri, les Alberti, enfin les Ruccellai, Guicciardini, Capponi, Pitti et Cortinegli, afin de protéger la *signoria* contre les entreprises des chefs du parti contraire (1); beaucoup de ces citoyens qui se présentèrent comme adversaires de Rinaldo pouvaient difficilement pressentir le retour des Medici comme la conséquence de leur conduite (2).

Alors, pour des motifs qui ont été développés dans l'histoire de Milan (3), Eugène IV se trouvait à Florence; il se présenta comme médiateur entre les deux partis. Rinaldo degli Albizzi et Ridolfo de' Peruzzi vinrent le trouver dans le couvent de S.-Maria Novella, et voulurent se remettre à sa discrétion. Mais, durant ces négociations, du Mugello et d'autres cantons dévoués aux Medici, affluaient tant de gens armés dans la ville

(1) Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1182.

(2) La plupart coururent au secours de leurs parents, qui se trouvaient parmi les prieurs. Fabroni, l. c., p. 44, nomme les prieurs: « Joannes Capponius, Lucas Pittius, Petrus Dinius, Fabianus Martinius, Simeon Guicciardinus, Thomas Redditius, Balthasar Chiaruccius ac Nereus Bartolonius. » La citation est en partie fausse: au lieu de Petrus Dinius devrait se trouver Petrus Dini, car l'individu ne s'appelle pas Pietro de' Dini, mais Pietro di Dino; au lieu de Fabianus Martinius, l'on devrait lire Fabianus Marinius; au lieu de Thomas Redditius, Franciscus Thomæ Redditius; au lieu de Simeon Guicciardinus, Simeon Guiduccius; au lieu de Bartolonius Nereus, Castolinius. Du moins telle nous donne la *signoria* le contemporain Neri di Gino. Capponi, l. c., p. 1183.

(3) Voyez division III, p. 372—374.

qu'il eût été impossible à Rinaldo de se maintenir. Quelques-uns de ses adhérents trouvèrent encore protection par l'entremise du pape. La plupart se dispersèrent, et s'enfuirent déguisés de la ville à la faveur des ombres de la nuit (1).

Le surlendemain 28 septembre, la *signoria* fit nommer une nouvelle commission d'État avec un *balia* plus étendue pour le règlement des affaires publiques, et dont le premier acte fut le rappel de Cosimo, ainsi que des citoyens bannis avec lui, et l'exil des principaux adversaires de Medici. Rinaldo degli Albizzi, son fils Ormanno, Ridolfo de' Pucci, ses fils et son frère Donato, Rinaldo Gianfigliazzi, Ridolfo de' Perruzzi, Andrea de' Rondinelli, Pietro degli Ardinghelli, Niccolo de' Barbadori, avec beaucoup d'autres, parmi lesquels aussi Palla de' Strozzi, l'un des plus savants hommes de son temps, véritable protecteur des études à Florence (2), furent expulsés ou emprisonnés avant le retour de Cosimo; un bien plus grand nombre fut compris dans la proscription, alors que Medici, rentré dans sa patrie, voulut se fortifier contre les dangers de réactions futures (3).

(1) Fabroni, l. c., p. 47 : « Cæteri, qui illos comitati fuerant, nocte intempesta mutatisque vestibus, huc illuc aufugerunt atque arma posuerunt. »

(2) « Et ille Pallas Stroctius, qui inter suos excellebat ingenio et doctrina et in literatos homines studio, quorum nonnullos ita alebat domi, ut non secus ac liberos diligere videretur. Ad illius calamitatem levandam (hominis dignitas et virtus facit ut de eo pauca separatim dicamus) non mediocriter conduxit bonitas et beneficentia Thomæ Calandrini Sergianensis, qui ex institutore filiorum ejusdem cardinalis, neque multo post pontifex maximus Nicolai V nomine creatus, tanta liberalitate de se gessit in eos quos erudiverat, ut plura a parente proficisci minime potuerint. »

(3) Machiavelli, l. c., vol. II, p. 183 : « Dicendogli (a Cosimo) alcuni cittadini dopo la sua tornata dall' esilio, che si guastava la città, e facevasi contro a Dio a cacciare di quella tanti uomini dabbene, rispose... come egli era meglio città guasta che perduta; e come due canne di

Le bannissement de Cosimo n'avait servi qu'à mettre au grand jour combien il était indispensable pour Florence. Sa rentrée fut une marche triomphale; il fut salué comme père du peuple et de la patrie (1). Par les sentiments et les idées, autant que par l'effet de l'expulsion de tous les chefs du parti hostile aux Medici, Florence était entièrement changée dans ses rapports intérieurs; mais Cosimo aussi revenait tout autre qu'il n'était parti. S'il s'était d'abord considéré comme le centre des intérêts de sa patrie, il avait maintenant acquis la conviction que jamais personne ne parviendrait à lui disputer avec succès pour un certain temps sa position dans Florence, pourvu qu'il réussit à se donner une plus haute importance pour toute l'Italie; mais que Florence elle-même n'aurait jamais ni grande force ni repos intérieur, tant que l'Italie s'agiterait dans un mouvement continuel, offrant un appui extérieur à chaque parti expulsé de Florence, et que la Toscane se présenterait en appât à chacune des quatre puissances principales de la péninsule. La pensée de la limitation des quatre plus grandes puissances l'une par l'autre, de l'élévation de la république de Florence au rôle de médiatrice tenant la balance dans ce système d'équilibre, voilà ce qui doit surtout nous préoccuper en suivant désormais l'action politique de Cosimo. Comme il est difficile d'amener à des résolutions sur les relations extérieures les républiques à constitutions démocratiques, alors même que par instants commence à se former l'élément monarchique, plus encore peut-être de les attacher au secret des délibérations et des décisions, il ne restait à Cosimo que de s'établir lui-même le pivot de sa machine politique. Mais n'ayant à sa disposition, en sa qualité de banquier, qu'une portion des moyens de prendre une telle place, les ressources pécuniaires, il s'unit avec un homme qui possédait pleinement l'autre portion nécessaire, la force militaire; cet homme était le *condottiere* Francesco Sforza.

Les deux puissances qui dans chaque État doivent être la base de son importance extérieure, l'argent et la force, se présentent en Italie en quelque sorte isolées au moment élémentaire. De même que le chimiste, à l'aide de ses procédés représente purs et sans mélange des éléments qui dans la nature s'offrent confondus avec d'autres substances, et parvient à élever à une sorte d'action absolue dans leur espèce ces corps qui, enveloppés par des aggrégations étrangères, agissaient d'une manière subordonnée; ainsi l'esprit du peuple italien avait créé aux finances et à l'armée une existence séparée, et rendu ces deux institutions propres à se développer selon des mouvements réguliers et savants pour ainsi dire, qu'elles conservèrent dans la suite, alors même qu'elles se présentèrent comme éléments intimes et subordonnés. On les avait étudiées, on avait appris à les comprendre dans leur isolement, et pour les hautes connaissances commerciales, comme pour la grande tactique militaire, l'Italie resta le modèle et l'école jusqu'à la guerre de trente ans.

Alors l'une de ces institutions était représentée dans son expression la plus élevée par le banquier Cosimo de' Medici, l'autre par le *condottiere* Francesco Sforza; et la dernière époque doit principalement son caractère aux efforts de ces deux hommes pour former les rapports de l'Italie d'après ses besoins. Jamais peut-être dans la politique ne se déploya une plus belle intelligence que sous l'influence de ces deux hommes; et blâmer comme Sismondi l'action de Cosimo et des Medici, pour avoir corrompu la république de Florence dans ses mœurs fondamentales, c'est montrer que l'on ne sait ni reconnaître ni apprécier la noble activité de ces hommes. Florence est seulement le point où Cosimo se pose; mais son regard s'élance bien au delà, et s'il y provoque, s'il y favorise à grands frais les arts et les sciences, c'est dans un

---

panno rosato facevano un uomo dabbene; e che gli stati non si tenevano con pater nostri in mano. »

(1) Machiavelli, l. c., vol. 1, p. 514.

but personnel, parce que son esprit a besoin de se rafraîchir à de telles sources, autant que dans l'intérêt de son système politique. Car ce système lui commandait d'occuper assez fortement les têtes ardentes et les hommes entreprenants de la bourgeoisie, pour leur faire oublier les affaires publiques et les moyens d'y appliquer les forces individuelles; il lui fallait gagner l'opinion, qui par ces procédés seulement pouvait être réconciliée et transportée à un autre point de vue.

Nous pourrons nous livrer sans trouble au plaisir de considérer la haute action politique de Cosimo et les circonstances qui s'y rattachent; car les événements les plus importants de cette époque, dans la haute et la moyenne Italie, ont déjà été rapportés dans l'histoire de Milan et de Venise. Pour les détails, nous pourrons donc nous référer à ce qui a été dit précédemment (1).

§ II. *Jusqu'à la mort de Cosimo de' Medici.*

Nous passons entièrement une courte guerre que Florence poursuivit de concert avec Venise en 1434 et 1435, et qui fut terminée par une paix conclue dans cette dernière année, attendu qu'elle est insignifiante en elle-même, et qu'elle a été déjà exposée dans l'histoire de Milan (1). C'était toujours le duc qui, dans la pensée d'étendre sa domination aussi loin que son père et par delà encore, menaçait la haute et moyenne Italie, ne rencontrant de barrière que dans les Vénitiens soutenus par Florence. Nous verrons en avançant comment les Florentins, sous la conduite de la maison de Medici, voyant Venise changer de rôle avec Milan, et devenir à son tour la puissance menaçante, se rattachent à Milan, et par leur adjonction ou leur séparation maintiennent en équilibre les deux États rivaux de l'Italie septentrionale.

Nous voyons une rivalité toute semblable à celle de Milan et de Venise dans le nord, s'élever au sud, après la mort de la reine Jeanne II, en février 1435, entre la chaire pontificale et Naples. Ces deux puissances, déjà souvent engagées en divisions hostiles, se précipitèrent dans une lutte longue et acharnée. L'Aragonais Alphonse V disputait à la nouvelle maison d'Anjou la couronne de Naples, en partie parce que la maison d'Aragon prétendait à l'héritage des Hohenstauffen, et aussi parce qu'Alphonse lui-même avait été auparavant adopté par Jeanne II, quoique plus tard elle eût annulé l'adoption. La prétentention à l'hérédité ne pouvait pas être considérée comme fondée, attendu que le royaume de Naples était un fief de l'Église, et passé comme tel aux diverses dynasties qui l'avaient gouverné. De ce point de droit l'on ne pouvait tirer d'autre conclusion que l'extinction de l'hérédité et le retour de Naples au saint-siége. Eugène IV avait adopté cela en principe, lorsque, le 21 février 1435, de Florence il interdit aux deux prétendants, à Alphonse V aussi bien qu'à René d'Anjou, auquel le royaume avait été conféré par le testament de Jeanne, de chercher à l'acquérir, et aux habitants de prêter obéissance à tout autre pouvoir qu'au saint-siége. Aucun des deux poursuivants ne se laissa arrêter dans ses plans par cette décision; les habitants du royaume embrassèrent leurs intérêts sans s'arrêter aux défenses du saint-père, et s'attachèrent à l'un ou à l'autre des princes.

Comme René d'Anjou était souverain de la Provence et voisin des princes de la haute Italie, comme les intérêts du pape étaient mêlés intimement dans tous les rapports des

(1) Voyez division II, p. 374.

(1) La vieille alliance entre le pape, Venise et Florence fut expressément renouvelée bientôt après le retour de Cosimo, au commencement de 1435. Cf. Fabroni, l. c., p. 52.

États d'Italie, il était naturel que dans cette lutte du midi, les puissances du nord prissent parti. L'on a déjà vu, dans l'histoire de Milan, comment le duc, décidé d'abord en faveur de René, changea tout à coup, et se déclara pour Alphonse lorsque celui-ci, tombé entre ses mains, lui eut représenté que René, par la situation de ses États, et surtout s'il s'emparait aussi de Naples, était nécessairement poussé à tenter des conquêtes dans la haute Italie. L'on a montré aussi comment par suite de ce changement de politique, Gênes fut perdue pour Milan. Tout ce qui était hostile à Milan trouvait un appui à Florence et à Venise. Alors Gênes se rattacha aussi à cette dernière république. Mais le pape, objet de haine pour le duc et le roi Alphonse, et leur ennemi déterminé, se trouvait sans force dans l'État ecclésiastique, n'avait plus d'autre choix que de prendre parti pour la maison d'Anjou, qui était appuyée par tous les esprits hostiles à Milan en Italie, et d'opposer René à l'Aragonais ; car l'objet en litige, Naples, ne pouvait repousser en même temps Alphonse et le pontife, et Eugène lui-même était hors d'état de soutenir seul Naples contre Alphonse. Lorsque plus tard Alphonse parvint toutefois à se maintenir, et que l'Etat ecclésiastique revint à l'obéissance envers son pasteur, Rome et Naples se trouvèrent en face avec des sentiments hostiles et des projets de conquête, comme dans le nord Milan et Venise.

Tandis que toute l'Italie se divisait ainsi en deux parties, Rinaldo degli Albizzi faisait tout son possible pour rentrer dans sa patrie avec l'aide de Milan. Il faisait valoir auprès du duc l'accession de Gênes à la ligue des Florentins et des Vénitiens, comme une rupture de la paix par ces derniers ; et l'espoir de pouvoir renverser Cosimo aussi facilement que l'on avait chassé le parti de Rinaldo conduisit le duc, en 1436, à de nouvelles hostilités contre Florence (1).

Dès l'année 1434 les Florentins et les Vénitiens avaient choisi pour leur général Francesco Sforza (1), déjà nommé par le pape porte-étendard de l'Église (2); il se trouvait encore dans ces rapports, lorsque Niccolo Piccinino, au service du duc de Milan, fondit en Toscane, et que Lucques fut entraînée du côté de Milan (3). Les Lucquois désiraient, avec l'aide des Milanais, recouvrer Barga, l'une de leurs anciennes possessions, mais qui appartenait maintenant aux Florentins; et Piccinino, se flattant qu'il serait difficile aux Florentins de faire lever le siége de la place, céda aux demandes de ses alliés, et campa devant cette ville au commencement de l'année 1437. Mais les Florentins, comprenant que s'ils l'abandonnaient à elle-même toutes les autres places de leurs domaines chancelleraient dans leur fidélité, mandèrent aussitôt à Francesco Sforza de marcher au secours de Barga (4). Niccolo voulut protéger le siége par un combat; mais il subit, de la part de Brunori, lieutenant de Sforza, une défaite complète, et se jeta sur le territoire pisan avec les débris de son armée du côté de S.-Maria al Castello, d'où il se mit à

(1) Voyez division III, p. 375.

(1) Voyez division III, p. 373.

(2) *Simonetæ rerr. gestt. Francisci Sfortiæ* l. III, ap. Mur., *Scrr.*, XXI, p. 236 : « Prætera (outre les articles concernant sa nomination à la dignité de porte-étendard de l'Église) a Venetis Florentinisque equitum trium millium et peditum mille stipendia in biennium acciperet, copiarumque omnium quæ apud eum bello gerendo pro Venetis ac Florentinis futuræ essent, imperii summam obtineret. »

(3) Les relations entre Florence et Sforza furent alors resserrées par Cosimo. Cf. Fabroni, p. 53 : « Huic (Cosimo) vigilanti et multa in posterum prævidenti opportunissimum visum est, si Franciscum Sfortiam rationibus reipublicæ magis atque magis adjunxisset. »

(4) Simonetta, l. c., p. 259. Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1185 : « Temendo i signori, se quella si perdeva, di non perdere tutta la montagna di Pistoja, si deliberò di soccorrerla, e mandovvisi circa tre mila tra uomini d'arme, e saccomanni e fanti a piè... »

piller tout autour et au loin, jusqu'au printemps qu'il lui fallut se retirer.

Cette irruption, soutenue par les Lucquois, avait si fort irrité les Florentins, qu'après avoir arraché toutes leurs places à Niccolo, ils tournèrent aussitôt leurs armes contre Lucques (1); le territoire fut dévasté, la ville elle-même resserrée sur tous les points (2); presque toutes les places lucquoises succombèrent; il semblait même ne plus rester d'espoir pour une plus longue défense de la ville; mais les valeureux habitants rejetèrent bien loin toute résolution indigne, et leur constance fut à la fin récompensée. Venise et Gênes, ne voulant pas que Florence devînt trop prépondérante, prirent en quelque sorte Lucques sous leur protection indirecte. Comme en qualité de membres de la ligue elles avaient à disposer de l'emploi des forces militaires communes, elles entravèrent souvent les travaux du siége par des diversions de troupes tirées du camp. La défiance se jeta entre les Vénitiens et les Florentins, qui se séparèrent. Le duc, après l'inutilité de ses efforts pour ramener Gênes à son autorité, après les revers de ses troupes en Toscane, devait paraître moins menaçant pour l'équilibre; c'était Venise qui se montrait maintenant comme la puissance la plus redoutable. Ces considérations rapprochèrent Florence et Sforza du duc de Milan. Sforza refusa ses services aux Vénitiens qui l'appelaient sur la rive gauche du Pô (3), et se rendit aux offres du Milanais. Niccolo Piccinino conduisit une nouvelle armée jusqu'à Forlimpopoli, en apparence contre la Toscane; les Vénitiens, maintenant tout refroidis, ne prêtèrent aucune assistance aux Florentins menacés; et ceux-ci se virent enfin réduits à mettre fin à la guerre au moins dans leur voisinage, et à conclure (1) avec Lucques et Milan, le 28 avril 1438 (2), une trève de dix années. Quoique la ligue ne fût point frappée formellement de dissolution, Florence resta dans l'inaction et en bons rapports avec Milan. Niccolo Piccinino se dirigea de la Romagne, avec toutes ses forces, vers le territoire de Venise. Mais ses succès déterminèrent, en dépit de la trève, un rapprochement entre les Florentins et les Vénitiens. Cosimo, qui s'était proposé comme but constant de sa politique le maintien de l'équilibre entre les États italiens (3), voyant les troupes ducales partout triomphantes, et les Vénitiens près d'être accablés, forma aussitôt une nouvelle ligue en février 1439. Le commandement des troupes fut donné à Sforza, jusqu'alors retenu par les promesses du duc (4); ou-

(1) *Leonardi Aretini Commentarius*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. XIX, p. 938.

(2) Le siége commença le 18 mai 1437.

(3) En octobre 1437, il était allé jusqu'à Reggio, sur les désirs des Vénitiens. Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1186. Les Vénitiens ne lui payèrent plus de solde depuis qu'il ne voulut point franchir le Pô.

(1) Sismondi, l. c., vol. IX, p. 93. *Leonardi Aretini Comm.*, l. c., p. 939 : « Cum Lucensibus pax ea conditione recepta, ut obsidio Lucæ solveretur; castella vero quæ ceperat Florentinus retineret. » La plus grande partie de ces châteaux fut restituée ensuite par Florence. Cosimo lui-même était allé auparavant à Venise, et avait demandé la solde de Francesco avant que celui-ci s'avançât à la rencontre de Niccolo : « Risposono, noi lo pagassimo, che ci serviva. »

(2) Quatre semaines auparavant, le duc avait conclu un traité avec Sforza. Voyez division III, p. 137.

(3) Nulle part plus qu'à l'occasion des rapports dont il est question dans le texte, Sismondi ne s'est montré hostile à Cosimo. Ses efforts pour rabaisser cet homme sont trop frappants.

(4) Simonetta, l. c., p. 275 : « Franciscus Venetorum tandem partes sequi instituit; cum præsertim pecuniæ inopia maxime premeretur, nec amplius eo duntaxat stipendio, quod a Florentinis percipiebat, milites alere et in fide continere posset. Itaque fœdus in quinquennium his conditionibus firmatur, ut viginti et ducenta aureorum nummorum millia quotannis Francisco Veneti Florentinique simul pendant. Quicquid urbium oppidorumve in Italia possideat, suo sumtu adversus quoscumque tuentur. Ipse Franciscus Venetæ Florentinæque militiæ summus ubique per Italiam imperator sit. Trans Padum pro Venetis ad biennium us-

tre Florence et Venise, les Génois et le pape entrèrent dans cette confédération.

Le dernier avait pour longtemps quitté Florence, afin de tenir à Ferrare avec les Grecs un concile tendant à la réunion des deux Églises. Eugène espérait, par l'accomplissement de cette œuvre, l'emporter sur le concile de Bâle qui lui était hostile, et les Grecs se flattaient, au moyen de cette fusion religieuse, d'obtenir l'appui de l'Occident contre les Osmanlis. Cette circonstance en elle-même, ne se rattachant que faiblement à la politique italienne, ne peut guère nous intéresser. Les négociations de Ferrare furent rompues par une peste répandue aux alentours, et Eugène se vit déterminé à transférer le concile dans la ville amie de Florence, où se rendirent plus de cinq cents Grecs appartenant tous à la partie la plus civilisée, et beaucoup aux membres les plus savants de la nation. L'empereur lui-même figurait parmi eux, et avec lui le patriarche, suivis des premiers personnages de l'empire dans l'ordre civil et religieux. On voit facilement quelle impulsion extraordinaire dut recevoir à Florence l'amour de l'antiquité classique; et nous trouverons plus loin occasion de revenir sur ce côté des conséquences du concile.

Nous passons les faits militaires de l'année 1439, dont les principaux ont été traités déjà dans l'histoire de Milan (1); mais les événements de l'année 1440 appartiennent particulièrement à l'histoire de la Toscane. Le 7 février, Niccolo Piccinino, en franchissant le Pô (2), menaça en même temps les Florentins et les possessions de Sforza dans l'Italie moyenne; néanmoins les Vénitiens cherchèrent à retenir ce général de la ligue dans la Lombardie (3). Cependant les Malatesta conclurent (1) pour leurs seigneuries un traité avec Piccinino; Modigliana se rendit à lui, et passant par Marradi il arriva dans le Mugello, où il se fortifia entre Vicchio et Pulicciano. Là il se tint jusqu'en avril; alors il se montra près de Fiesole, se rendit par l'Arno près de Remole, et de là vers Casentino, pour camper devant Romena et Bibbienna (2); le comte Francesco de Poppi, qui trouvait bien pesants ses rapports de protection envers Florence (3), se rallia au bout de quelques jours au général milanais, et lui livra de l'artillerie de siége, en sorte que Romena et Bibbiena furent aussi réduites à se rendre. Castel S.-Niccolo, Rassina tombèrent ensuite au pouvoir des Milanais, tandis que les troupes florentines se rassemblaient à Fighine et Leone sans pouvoir rien empêcher. Tout à coup les ennemis se tournèrent sur Chiusi, puis vers Borgo S.-Sepolcro qui tenait pour eux, ensuite se dirigèrent par Città di Castello vers Perugia. Città di Castello n'avait pas accueilli Niccolo; Perugia lui ouvrit volontiers les portes; il en extorqua huit mille florins, fit nommer une *balia* de dix membres, auxquels il confia le pouvoir suprême en partage avec un gouverneur qu'il institua lui-même (4), et se porta rapidement sur Cortona, qu'il pensait obtenir à un prix aussi

que contra Philippum bellum gerat. Tria equitum millia, pedites mille pro stipendio ducat. Eugenius pontifex et Genuenses Philippo plurimum infesti ad societatem inducuntur. »

(1) Division III, p. 141.

(2) Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1191.

(3) « Che chi vinceva in Lombardia, vinceva in ogni luogo. »

(1) C'étaient les deux frères Sigismondo (Pandolfo) et Dominico.

(2) A Florence, où l'on manquait de grains, l'on avait craint que Niccolo ne campât entre Prato et Florence, ce qui aurait réduit la ville à une extrême nécessité. Simonetta, l. c., p. 287: « Fœda trepidatione ac fuga circum urbis muros omnia complebantur. Intus vero non sine magnis suspicionibus vivebatur, tum quod infima plebs rei frumentariæ, ut prædiximus, caritate premebatur, tum quod præsentem reipublicæ statum non omnes æquo animo cives ferebant. »

(3) A Poppi résidaient les comtes Guidi da Battifolle, qui tant que dura la puissance de la noblesse gibeline étaient restés si fidèles à Florence. Alors ils perdirent aussi rapidement leurs seigneuries.

(4) Il avait espéré attirer à lui le pouvoir suprême. Il se trompa. Simonetta, l. c., p. 292.

facile, comptant sur ses liaisons avec un parti hostile à Florence dans la ville. Mais ce complot fut découvert par hasard avant son exécution et déjoué. Niccolo dut revenir sans avoir accompli son projet. Tandis qu'une armée florentino-pontificale campait près d'Anghiari, il concentra ses forces près de Città di Castello. De petits corps sous les *condottieri* Froilo et Piero di Bevagna, qui furent envoyés au secours de la dernière ville, tombèrent entre ses mains. Mais leur apparition décida Niccolo à se tourner contre l'armée de la ligue près d'Anghiari presque entièrement désordonnée par la division des chefs. Le 29 juin, vers quatre heures de l'après-midi, débouchant par S.-Sepolcro, il attaqua le camp qui s'étendait depuis l'église au-dessous d'Anghiari jusqu'à la Maesta. Durant trois heures, on combattit vaillamment; enfin les troupes de Niccolo durent céder, laissant leur drapeau avec un grand nombre de morts et de prisonniers. La poursuite ne cessa qu'avec la nuit (1); Borgo S.-Sepolcro se rendit de nouveau à l'église. Mais une nouvelle division s'éleva dans le camp des confédérés, lorsque l'on dut commencer à douter si de Perugia, où il s'était retiré, Niccolo se dirigerait vers les États de Sforza (la Marche d'Ancône), ou du côté de Rome. Les *condottieri* de Sforza soutenaient la vraisemblance de la première direction, le légat du pape faisait valoir les raisons de la seconde (2); enfin l'on tomba d'accord pour marcher sur Perugia, tandis qu'une partie de l'armée reprenait les places perdues dans le Casentino, et assiégeait Poppi.

L'expédition de Perugia demeura à moitié interrompue; mais le comte Francesco de Poppi dut capituler le 29 juillet, et remettre son château à la ville. Une partie de l'armée florentine avait marché sous le commissaire de guerre, Luigi Guicciardini, sur Dovadola et Portico, et enlevé ces places. Le légat, avec une autre partie des troupes confédérées, emporta Bagnacavallo et Massa Lombarda; Ravenna fut soumise à la suzeraineté de Venise. Pendant ce temps Niccolo s'était mis en marche par la Romagne vers la Lombardie, où Sforza était toujours demeuré. La guerre fut limitée sur ce terrain; nous avons donné ses suites, et sa conclusion par la paix de novembre 1441 dans l'histoire de Venise. A peine la paix était rétablie dans l'Italie supérieure, que la lutte commença dans l'Italie inférieure. Le parti d'Anjou, qui avait jusqu'alors conservé quelques points dans le royaume de Naples, fut presque partout vaincu, et René fut assiégé dans Naples par Alphonse, qui avait fait séquestrer les domaines de Sforza dans le royaume de Naples, parce qu'il s'était déclaré pour le parti d'Anjou. Aussitôt qu'il vit la guerre terminée dans l'Italie supérieure, Sforza voulut se diriger vers le midi pour y porter secours à René, ou du moins pour y reprendre ses domaines séquestrés. Mais il paraît que le duc, qui n'avait négocié avec Sforza que parce qu'il y avait été contraint, trouva dangereux pour le système politique italien et pour lui-même, que Sforza obtînt de René, en récompense des secours qu'il lui portait, des possessions à Naples plus considérables que celles qu'il avait déjà obtenues dans l'Italie supérieure et centrale. Alphonse, l'allié naturel du duc, fit tout son possible pour persuader à celui-ci de s'opposer aux projets de Sforza, bien qu'il eût épousé la fille du duc. Filippo sut engager le pape à essayer d'enlever à Sforza la Marche d'Ancône, qu'il avait reçue en fief

(1) Sur la bataille d'Anghiari, que l'on compare, outre Neri di Gino Capponi, qui était dans l'armée florentine, Fabroni, l. c., p. 82 — 85. Après cette bataille, les bannis florentins qui étaient auprès de Niccolo abandonnèrent l'espoir du retour : « Dei quali messer Rinaldo elesse la sua abitazione ad Ancona, e per guadagnarsi la celeste patria, poi che egli aveva perduta la terrestre, se n'andò al sepolcro di Cristo, donde tornato nel celebrare le nozze di una sua figliuola, sendo a mensa, de subito morì. E fugli in questo la fortuna favorevole, che nel meno infelice giorno del suo esilio lo fece morire. » Machiavelli, vol. II, p. 81 — 82.

(2) Lodovico, patriarche d'Aquilée.

de l'Église (1); et, comme le pape à cette occasion nomma Niccolo Piccinino porte-étendard de l'Église, les deux généraux qui dans les guerres précédentes s'étaient combattus eurent une nouvelle lutte à soutenir en 1442, mais par des motifs bien différents.

L'alliance de Milan avec le pape, et les hostilités du duc contre Sforza en faveur d'Alphonse, qui cependant était vainqueur partout, ne furent pas de longue durée. Tant qu'il s'agissait d'empêcher l'union de Naples et de la Provence, Filippo Maria était nécessairement du parti d'Alphonse; mais quand celui-ci, après la soumission de tout le royaume, franchit ses frontières sous prétexte de pousser la guerre contre Sforza dans la Marche d'Ancône, il devint naturel que les Florentins et les Vénitiens et aussi Milan comprissent la nécessité de lui barrer le passage, s'ils ne voulaient pas voir se renouveler les événements du temps du roi Ladislaus. Nous avons déjà, dans l'histoire de Venise (2), parlé de tout ce qui se rattache à cette affaire, en rapportant les faits qui se sont passés en 1443.

Cette tournure désavantageuse des affaires pour Sforza n'avait probablement été prévue en aucune manière par Cosimo de Medici, qui, pendant la guerre avait perdu par la mort de son frère Laurent, son ami le plus fidèle (3). Bien loin de se laisser endormir par la paix, il s'était cru obligé de se tenir sur ses gardes. Cependant on peut voir par ses préparatifs qu'il avait prévu toute autre chose, et nullement une attaque du pape contre Sforza. Il paraît avoir tenu plutôt le duc de Milan en observation; car après la paix il rechercha une alliance étroite entre Florence et les Malatesti, il secourut le pape, lui conseilla la vente de Bagna cavallo et Massa Lombarda au marquis Niccolo de Ferrare, lui persuada de vendre Borgo S.-Sepolcro à Florence pour vingt-cinq mille florins; et, comme le trésor de la ville ne pouvait en ce moment effectuer ce payement, il en fit l'avance de ses propres fonds. Dans d'autres occasions semblables, il avait plus d'une fois aidé sa ville natale; il paraissait disposé à entretenir l'opinion que les princes mêmes étaient pauvres, comparés à lui (1). Quant à présent Sforza sur lequel Cosimo avait compté pour l'accomplissement de tous ses plans, était menacé par Niccolo et Alphonse; il se rendit auprès des Malatesti à Fano, et laissa seulement des garnisons dans les villes les plus fortes, abandonnant les autres à l'ennemi; Cosimo croyait qu'il ne devait pas rester spectateur inactif. Les remontrances du duc de Milan persuadèrent, il est vrai, à Alphonse de rétrograder; mais Piccinino, quoique ayant essuyé plusieurs échecs, était si bien secouru par le pape et par Alphonse, qu'il pouvait toujours recommencer la lutte, jusqu'à ce qu'en 1444 il ne pût sur-

(1) Comment le pape accéda si facilement aux plans du duc, Neri Capponi, l. c. p. 1199, l'explique ainsi : « A' Fiorentini non fu però renduto Modigliana, Oriulo et Monte Sacco, come pe' capitoli si dovea. Il papa che sapeva il detto segreto, parendogli essere stato maltrattato dalla lega, e peggio dal conte : e sentito, che detti capitani fra loro si dividevano quello della chiesa, cominciò a tenere pratica con Niccolo Piccinino e col conte.

(2) Divis. III.

(3) Fabroni, l. c., p. 86 : « Lætitiam, quam cepit Cosmus ex tot rebus bene ac feliciter gestis, plurimum minuit Laurentii fratris mors, quæ accidit Cal. octobr. an. 1440. Amaverat carumque semper habuerat virum sibi fidelissimum omniumque consiliorum, fortunarum periculorumque socium, qui cum ex Junipera Cavalcantia unicum suscepisset filium (huic Petri Francisci nomen, ex quo ferus ille Etruriæ regnator Cosmus I originem duxit), eum fratri in tutelam commendavit. »

(1) Fabroni, l. c., p. 89 : « Subsidio veniebat omnibus qui illud requirebant, habuitque aliquando in potestate arces, quæ Assisio impendent, quasi pignora pecuniæ, quam ipsi Eugenio pontifici mutuam dederat. Omnino videri volebat tantas esse suas facultates, tantam auctoritatem, ut merito ad eum legationes concurrerent, ejus gratiam atque amicitiam publice privatimque expetentes. »

vivre à la honte d'une défaite à Monte-Milone (1). Pendant cette lutte, Cosimo fut le plus fidèle allié de Sforza ; il le secourut de ses conseils, de son influence et de son argent. Aussi les négociations qu'entreprit Cosimo avec le pape après la défaite de Piccinino amenèrent-elles une paix dont les conditions très-avantageuses furent fixées par Cosimo et trois cardinaux (2).

Ces temps ne furent pas exempts de troubles intérieurs à Florence. L'influence de Cosimo depuis peu avait été beaucoup diminuée par celle de Neri di Gino Capponi, qui avait été commissaire de guerre à la bataille d'Anghiari, et qui, ayant exercé plusieurs fois ces fonctions dans les armées florentines, s'était acquis l'amour des soldats. Il vivait dans une intime amitié avec Baldaccio d'Anghiari, *condottiere* qui n'avait jamais comme les autres commandé de la grosse cavalerie, mais seulement des fantassins, et dont la bravoure et la capacité étaient si connues, qu'il pouvait être assuré que partout où il présenterait son drapeau il trouverait des champions. L'amitié d'un tel homme avec Capponi parut dangereuse au parti des Medici; et, comme on n'osait renvoyer du service de Florence un homme tel que Baldaccio, on enflamma contre lui les sentiments vindicatifs d'un homme qui s'était montré très-lâche, et à qui Baldaccio avait exprimé tout son mépris; c'était Bartolommeo Orlandini. Quand ce dernier fut à cette époque nommé gonfalonier de la justice, il fit appeler Baldaccio, qui suivant la coutume s'était présenté sur la place du palais pour renouveler sa *condotta*. Mais des hommes armés que le gonfalonier avait fait cacher dans sa chambre, assassinèrent Baldaccio et jetèrent son cadavre mutilé par les fenêtres du palais. Capponi perdit ainsi, il est vrai, beaucoup de son autorité et de ses partisans ; cependant cet acte de violence ne parut pas suffisant pour le contenir dans les bornes où les Medici voulaient le resserrer. En 1444, ce parti fit nommer une commission chargée d'élire les titulaires aux emplois de gonfalonier et de prieurs (1) ; ce qui mettait cette élection au pouvoir d'un petit nombre de personnes. A la place de Filippo Peruzzi, on mit à la tête de la chancellerie un homme dont on était sûr. Le temps de l'exil fut prolongé. Beaucoup de familles furent exclues de toute participation aux emplois publics, et de cette manière la domination des Medici fut tout à fait rétablie (2).

La paix du pape avec Sforza et ses alliés ne suspendit les hostilités que pour peu de temps ; car, ainsi que nous l'avons déjà dit (3), les puissances italiennes formèrent deux grandes ligues opposées, et en 1446 la guerre recommença et dura jusqu'en 1447, où la mort du pape Eugène et celle du duc Philippo Maria (4) changèrent tous les rapports politiques, et parurent laisser les États du duc à la merci des Vénitiens. Après la mort d'Eugène, au mois de septembre 1447, le roi Alphonse arriva à Tivoli, et entra de là sur le territoire de Sienne, qui dans les derniers temps avait joui

(1) Voy. divis. III.

(2) Fabroni, l. c., p. 89. La paix fut, suivant quelques-uns (Simonetta, l. c., p. 361), conclue quelque temps avant la mort de Piccinino; suivant d'autres (Machiavelli, l. c., p. 103), ce fut cette mort qui détermina le pape. Probablement les conditions étaient déjà arrêtées, mais la mort de Piccinino engagea le pape à les ratifier. C'est ainsi que pense du moins Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1200.

(1) « La balia dette autorità a pochi di poter creare la signoria. » Machiavelli, l. c., p. 106.

(2) Il y avait en vérité des relations fort étonnantes entre Cosimo et Neri; tous deux étaient opposés à l'ancienne faction vaincue, et ils se montraient unis chaque fois qu'apparaissait une tentative de l'ennemi commun et de l'ennemi extérieur ; mais cependant ils étaient ennemis, et Cosimo faisait tout pour affaiblir le parti de Capponi, tandis que Capponi ne négligeait rien pour entraver les projets personnels de Cosimo.

(3) Voy. divis. III.

(4) Voy. divis. III.

d'assez de tranquillité (1), et avait toujours été en paix avec Florence : il voulait persuader à la république de Sienne de s'allier à lui pour attaquer les Florentins ; mais il n'y put parvenir. Florence se mit en mesure de repousser son ennemi, et toute l'expédition d'Alphonse se borna à de simples excursions de brigandages dans les territoires de Volterra et de Pise, où les comtes Arrigo et Fazio della Gherardesca se déclarèrent pour le roi de Naples. Ce dernier plaça des garnisons dans les places fortes qu'il put prendre, et se dirigea sur le territoire de Sienne, dont les habitants (que les Florentins excusèrent à cause de leur faiblesse) lui promirent des vivres. Les Florentins prirent à leur solde comme généraux Federigo d'Urbino et Sigismondo Malatesta de' Rimini ; ils envoyèrent Neri di Gino Capponi et Bernardo de Medici en qualité de commissaires dans le camp ; en peu de temps tout ce que les Napolitains avaient occupé sur le territoire de Pise et de Volterra fut repris, et l'armée d'Alphonse se trouva dans une position très-critique sur le territoire de Sienne. Au printemps de 1448, les Napolitains tentèrent un coup de main sur Piombino, mais sans succès : le désordre s'accrut dans leurs rangs, et enfin ils furent forcés d'évacuer la Toscane sans avoir rien effectué d'important (2).

Il est inutile de dire que Cosimo secourut toujours Sforza dans la dernière lutte qu'il eut à soutenir jusqu'à son entrée victorieuse le 26 février 1450 dans Milan (3), où il reçut la couronne ducale garantie par la paix de Lodi en avril 1454 (4) ; Cosimo persuada à la république de Florence (1) d'agir de la même manière, et il en résulta que celle-ci se trouva mêlée dans une guerre contre les ennemis de Francesco, les Vénitiens et leurs alliés, et surtout le roi de Naples.

Aussitôt que l'alliance entre Venise et Alphonse fut conclue (2), les Vénitiens commencèrent à inquiéter le commerce de Florence, et le 20 juin 1451 presque tous les sujets de cette dernière ville reçurent ordre de quitter le territoire de Naples (3). Non contents de

(1) On trouve cette guerre racontée dans Neri di Capponi, l. c., p. 1203.

(2) Une paix qui ne dura que peu de temps fut conclue entre Alphonse et Florence, le 29 juin 1450 (cf. Sismondi, l. c., vol. IX, p. 398), sous condition que le seigneur de Piombino payerait désormais au roi un tribut annuel de cinq cents florins d'or.

(3) Voy. divis. III.

(4) Voy. divis. III.

(1) Neri di Gino Capponi, qui, irrité de tout ce que l'on avait fait pour détruire son parti, et qui cependant conservait une grande influence, entrava souvent Cosimo dans les secours qu'il accordait à Sforza. Machiavelli, l. c., p. 132.— Rien ne prouve mieux combien Cosimo, dans ses relations avec Sforza, se sépara souvent de la politique de la république de Florence, que ce que dit Simonetta à l'occasion du rapprochement de Sforza avec son beau-père peu avant sa mort : « Nec interea apud Venetos Florentinosque instare desinebat, ut pecuniæ ad sustentandum militem mitterentur. Quod cum sæpius fuisset ut nequicquam profecisset, graviter indignatus hæc Cosmo Medici, cujus omni tempore familiaritate et consilio magnis præsertim in rebus unice utebatur, enuntianda putavit, et ad hæc Cosmus explicare quid in animo haberet aperte non ausus sententiamque suam ambiguis verbis involvens, ita per Nicodemum Pontremulensem referri jubet : Si omnino nutriendi militis facultas deesset, Pisaurensem civitatem militibus diripiendam daret. Nullius liberi populi amicitiam respiciat, neve ab iis auxilium speret, qui suo ingenio militaris disciplinæ viros semper odere... apparebatque Cosmum non tam Francisci causa ad hæc moveri, quàm quod videre videbatur Venetos devicta Cisalpina Gallia rerum facile potituros. » Ainsi le désir de maintenir l'équilibre entre les États italiens rendit Cosimo l'ami de Sforza, comme nous l'avons dit auparavant.

(2) Div. III.

(3) « Igitur cum Alphonso inita societate, facultatem Florentinis reliquisque, qui socii in ea adscribi vellent, reliquerent. — Omnis ea machinatio eos pertinebat, ut novus dux nondum firmato imperio, externa ope destitutus, armis

cela, les Vénitiens cherchèrent à attirer dans leur parti les plus proches voisins de Florence, Sienne et Bologne; les Siennois, esclaves d'une politique faible évitant toute querelle, s'allièrent, il est vrai, avec Venise, mais sous condition qu'aucune troupe armée ne passerait sur leur territoire, de manière qu'ils étaient garantis de tous côtés. Mais ni la ruse ni la force ne purent détacher Bologne de l'alliance de Florence.

Pendant que les Florentins se préparaient à la guerre, les hostilités furent suspendues par l'arrivée du roi Frédéric III, qui venait chercher la couronne impériale. Frédéric venait en outre au-devant de sa fiancée, Éléonore de Portugal, débarquée à Livourne; ils se rencontrèrent à Sienne le 24 février 1452 (1).

Comme Frédéric n'éleva aucune prétention en vertu de droits de suzeraineté tombés en désuétude, son voyage se continua paisiblement, et même la bienveillance dont sa fiancée voulut user envers une jeune dame dut recevoir avant tout l'assentiment du conseil de la ville de Sienne (2). Après son couronnement solennel à Rome, le 18 mars, par le pape Nicolas V, et après avoir fait une visite à l'oncle de son épouse, le roi Alphonse de Naples, Frédéric, retourna au mois de juin dans ses États héréditaires. Dans les dernières semaines de son séjour en Italie, les Vénitiens avaient commencé la guerre avec Sforza, et Alphonse l'avait déclarée aux Florentins (1).

Le fils naturel d'Alphonse, Ferdinand, entra en Toscane sous la direction de Federigo de Montefeltro, avec huit mille cavaliers et quatre mille fantassins. Il campa suivant les uns pendant quarante-six jours, suivant les autres pendant trente-six, devant Fojano, après quoi le château capitula; de là les Napolitains traversèrent le territoire de Sienne, et vinrent à Rencine qui en peu de jours tomba entre leurs mains; devant Castellina une grande bombarde creva, et cet accident paraît avoir fait manquer toute l'expédition. Après être resté là quarante-cinq jours, Ferdinand se retira au mois de décembre sur le territoire de Sienne (2). Les Florentins, bien qu'ils eussent rassemblé une armée de huit mille hommes sous les ordres d'Astorre de' Manfredi de Faenza et de Sigismondo Malatesta, n'osèrent pas livrer bataille; en effet, comme les Napolitains perdaient leur temps à assiéger de petites forteresses de peu d'importance, on pouvait en conclure qu'ils n'étaient pas en mesure de faire des conquêtes plus considérables, tandis que si l'on hasardait une bataille, et que l'issue en fût malheureuse, on ébranlerait la fidélité des villes déjà chancelante; on préféra donc attendre les événements. Ce qui

---

parto imperio pelleretur, ipsique Galliæ soli principatum tenerent. Animadversa a prudentioribus et his paucis civibus Venetorum mente in senatu, obtinuerunt ut oratoribus responderetur, cum pax ubique foret, nullo novo fœdere opus esse. Quo responso conturbati Veneti cum ægre ferrent veluti certam prædam a manibus ereptam, conversi ad belli curam publico edicto statuerunt, ut qui in sua urbe suisque finibus negotiarentur Florentini omnes pellerentur; quos secutus Alphonsus sui regni usum et iis interdixit.» *Poggii Hist.*, l. c., p. 426.

(1) Malavolti, l. c., p. 386.

(2) Malavolti, l. c., p. 38 b : «Fu l'imperatrice dalle donne Sanesi riverentemente visitata e con feste, giuochi honestamente tratenuta. Fra le quali non par degna d'esser tralasciata senza farne mentione una Battista, sposa d'Achille Petrucci, Giovane di creanze e di lettere latine adornata fuor del costume delle altre donne, la quale, havendo fatta e recitata elegante oratione in lode della imperatrice et havuto intentione dall' imperadore che domandasse qual gratia volesse, domandò, dopo le dovute gratie rendutegli di tanta amorevolezza, di poter portare le sue veste e gioie non ostanti gli statuti, che allora s'osservavano; di che a' preghi della imperatrice le fu fatto publico decreto dal concistoro, come si vede a' libri di quel tempo.»

(1) La déclaration de guerre eut lieu le 11 juin. Sismondi, l. c., p. 409.

(2) Neri di Gino Capponi, l. c., p. 1212. Machiavelli, l. c., p. 143 sq.

faisait le plus de mal à Florence, c'était le pillage et la dévastation auxquels se livraient les Napolitains, et surtout l'occupation d'un point sur la côte par une petite flotte envoyée par Alphonse, et d'où les ennemis dirigeaient des irruptions dans le cœur du pays.

Lorsque dans l'année suivante 1453 le frère du duc de Milan, Alessandro Sforza, se réunit avec deux mille lances aux Florentins, les Napolitains furent battus sur tous les points. Ils perdirent toutes les conquêtes qu'ils avaient faites, et se bornèrent à diriger de leur camp situé dans le pays de Sienne des incursions sur le territoire de Florence. La perfidie de Gherardo de' Gambacorti, qui commandait dans le Valdibagno (1), et qui livra cette contrée en échange d'autres domaines dans le royaume de Naples que lui offrait Alphonse, donna aux Napolitains un point d'appui en Toscane, mais seulement pour peu de temps; Antonio de' Gualandi empêcha la capitulation du château de Gherardo, Corzano; les autres places qui avaient déjà capitulé se soulevèrent; toutes arborèrent la bannière de Florence, et chassèrent les Napolitains. Nous avons déjà parlé de la présence de René d'Anjou, qui vint se joindre aux ennemis du roi Alphonse (2); nous avons aussi rappelé la paix de Lodi, qui mit fin à la guerre au mois d'avril 1454. On doit regarder comme une sorte d'épisode l'expédition de Jacopo Piccinino, qui entra dans le territoire de Sienne avec un grand nombre de mercenaires vénitiens, que la paix nouvellement conclue laissait sans occupation. Telle était d'ailleurs la coutume des *condottieri*, quand une paix générale les laissait inoccupés, et les privait des moyens de payer leurs soldats, d'attaquer des États de second ordre dont ils prévoyaient que la conquête serait agréable à leurs voisins plus puissants; pendant que par les violences qu'ils commettaient ils se procuraient ainsi qu'à leurs soldats des vivres et de l'argent. S'ils réussissaient, ils vendaient leurs conquêtes aux puissances voisines, et continuaient la guerre en leur nom; s'ils échouaient, ils se débarrassaient ainsi d'une partie de leurs gens qui leur demandaient du pain. Enfin ils pouvaient toujours être assurés que les villes menacées leur payeraient une somme d'argent pour obtenir leur éloignement.

Jacopo avait cette fois mal calculé. Il avait commencé probablement cette entreprise à l'instigation d'Alphonse, et avait le projet d'offrir à ce dernier sa conquête en Toscane; et surtout il espérait que la crainte d'un tel voisinage déterminerait les Florentins à lui offrir de l'argent. Mais il en fut tout autrement; Sienne fut fidèlement secourue par le duc, par Florence et par le pape, et Jacopo fut complétement battu auprès de Bolsena; quelque promptitude que mît Alphonse pour venir à son aide, il ne put que le sauver d'une ruine complète. Cependant, pour obtenir la retraite définitive des bandes de mercenaires, les Siennois durent payer vingt mille florins à Jacopo, qui se retira dans le royaume de Naples.

Alors commença une longue paix pour la Toscane; Florence ne prit pas une seule fois part aux querelles qui s'élevèrent plus tard dans le royaume. Cosimo profita de cette tranquillité pour affermir son autorité à Florence même dans le gouvernement. Les événements lui vinrent en aide; car le seul homme qu'on pût lui opposer, Neri di Gino Capponi, mourut en 1455, et lui laissa le le champ libre. La paix intérieure et l'anéantissement total du parti d'Albizzi firent regarder comme absolument inutile ce que l'on avait fait en 1435, c'est-à-dire la nomination de commissions extraordinaires chargées d'élire les magistrats. A peine pensait-on devoir faire une semblable demande dans l'intérêt de Cosimo. Les noms des magistrats furent pris dans l'urne que la dernière *balia* avait remplie. Les partisans de Cosimo formèrent une aristocratie factice si bien con-

(1) Aux sources du Savio, qui dans le voisinage de Cesène se jette dans la mer entre Cervia et Ravenne.

(2) Voy. divis. III.

solidée, que l'influence devait toujours lui rester; et l'abandon de l'appui étranger que leur prêtaient des *balie* les poussa d'autant plus à se réunir étroitement. La cessation de ces commissions avait encore un autre avantage pour Cosimo; ceux de son parti qui se trouvaient encore trop importants et trop indépendants pour se faire ses clients avaient usé, dans le temps des *balie*, de leur pouvoir avec trop d'orgueil; ces allures cessèrent aussitôt que le sort seul décida de la nomination aux places les plus importantes; et la haine, qui n'éclata plus que dans les murmures du peuple, abaissa cette classe des partisans de Cosimo, sans lui nuire à lui-même d'une manière sensible (car il savait toujours par sa libéralité se concilier l'amour du peuple, tandis que les autres se le rendaient hostile par leur convoitise (1).

Enfin la répartition des impôts faite par le père de Cosimo, et qui du temps des *balie* était en partie tombée en désuétude grâce à l'influence des hommes dominants, fut de nouveau proposée, et la terreur s'empara de tous ceux du parti de Medici qui avant cela, en affectant une certaine indépendance, et par jalousie politique, avaient entravé Cosimo; bientôt leur sort fut entièrement attaché à sa destinée. Comme déjà une fois la puissance de Cosimo s'était manifestée par l'exil, il n'eût pu certainement trouver un plus sûr moyen de porter ses partisans à la résignation, qu'en paraissant renoncer pour quelque temps à toute influence importante; c'est par là qu'il démontra leur nullité politique et les en convainquit eux-mêmes.

(1) Machiavelli, l. c., p. 173. « Ridottasi pertanto la città a creare i magistrati a sorte, pareva all' universalità dei cittadini avere riavuta la sua libertà, ma secondo il giudizio loro proprio giudicavano, in modo che ora un amico d'un potente, ora quello d'un' altro era battuto, e cos' quelli che solevano vedere le case loro piene di salutatori e di presenti, vuote di sostanze e d'uomini le vedevano; — di qualità che conobbero presto, non Cosimo, ma loro aver perduto lo stato. »

Ce projet fut formé au mois de janvier 1458 (1), et la cause en était la nécessité de penser à l'amortissement des dettes de l'État, qui s'étaient accrues dans une proportion effrayante. Tous ceux qui par le *catasto* étaient menacés dans leurs intérêts personnels, se tournèrent vers Cosimo, et voulurent lui persuader de réclamer une nouvelle *balia*; mais il resta sourd à leurs prières. Ils s'adressèrent alors au gonfalonier de cette époque, Matteo Bartoli, qui seul proposa la *balia*, et l'emporta en donnant occasion à la promulgation d'une loi qui statuait que le peuple ne pourrait être convoqué dans une assemblée (2) sans que le gonfalonier, les prieurs et les conseillers, c'est-à-dire les colléges, l'eussent décidé à l'unanimité; une seule voix suffisait pour empêcher une *balia* (3). Quand Cosimo fut ainsi parvenu à son but, et qu'il eut disposé ses partisans à plus de soumission à ses volontés, il ne s'opposa pas plus longtemps à l'appel d'une nouvelle *balia*, parce qu'il pouvait prévoir que les intérêts qui avaient jusque-là rendu sa domination possible s'affaibliraient et s'effaceraient dans le peuple à la longue, et à la suite d'un gouvernement tout à fait démocratique. Toutefois il ne voulut pas assumer sur lui personnellement l'odieux qui paraissait attaché au renversement par une *balia* des rapports subsistants. Il abandonna les mesures que nécessitait l'établissement de la nouvelle commission d'État à un des capitalistes les plus riches de son parti, Luca Pitti, qui avait été nommé gonfalonier pour les mois de juillet et août 1458.

Les assemblées populaires des Florentins qui instituaient les *balie*, avaient été en tout

(1) Sismondi, l. c., vol. x, p. 166.

(2) De ces assemblées du peuple dépendaient les commissions.

(3) Quand la *signoria* avait approuvé un projet, il fallait le soumettre à la sanction des deux conseils d'État.

temps des espèces de comédies. Le parti qui était assez puissant pour demander une *balia* occupait toutes les avenues de la place du palais, où se tenaient ces assemblées, avec des soldats et des partisans armés qui en interdisaient l'accès à tous leurs adversaires, et tenaient même l'assemblée dans une sorte de dépendance. Toujours les assemblées ont adopté des décisions conformes aux vœux du parti qui les avait convoquées.

Luca tint la même conduite; seulement il fut obligé d'agrandir un peu les moyens de terreur, parce qu'il fallait aussi s'assurer l'unanimité des *priori* et des colléges, de manière que non-seulement les avenues de la place, mais aussi celles du palais, furent occupées par des gens d'armes. L'assemblée eut lieu le 11 août; elle approuva tout ce qu'on lui demandait (1). Une *balia* fut de nouveau installée pour l'élection des magistrats sans recourir à la voix du sort. Girolamo de Machiavelli, qui s'était prononcé d'une manière hostile contre toutes ces mesures, ainsi qu'Antonio de Barbadori et Carlo de Benizi (qu'il avait nommés au milieu des tortures), furent exilés; avec eux le frère de Machiavelli, le fils de Barbadori et trois cousins de Benizi. Cosimo de Medici et ses autres partisans influents témoignèrent à Luca de leur reconnaissance non-seulement par des paroles, mais aussi par de riches présents (2).

Maintenant que le parti de Cosimo était plus compacte et plus sûr de son pouvoir, il se trouva lui-même, à cause de son âge et de ses infirmités, dans l'impossibilité de prendre aux affaires publiques une aussi grande part qu'auparavant, et ainsi reparut l'administration orgueilleuse et violente menée par des individus entre lesquels se signalait Luca, celui qui avait été le chef du dernier coup d'État, et qui était lui-même très-riche, ce qui lui assurait une grande influence.

Si Cosimo avait assez affermi le pouvoir dans sa famille pour que son fils, quoique n'ayant pas les grandes qualités de son père, pût se maintenir dans la même position, cependant l'exercice momentané de la puissance appartenait à Luca, qui chercha aussi à faire preuve de son influence et de ses richesses. Dès cette époque il fit commencer la construction du palais de Florence, aujourd'hui résidence des grands ducs, et qui, sinon par son étendue, du moins par son style, est le plus majestueux que possède l'Italie. Il fit aussi construire un autre château dans les environs de Florence, à Ruciano. La construction de palais semblables, que nul simple particulier jusqu'alors n'avait tentée, exigeait de grandes sommes d'argent; aussi Luca abusa-t-il de son pouvoir en faveur de sa cassette privée de la manière la plus scandaleuse; mais ce qu'il fit n'était qu'un signal pour tout le parti (1). Cosimo fit bâtir des églises à Florence et dans les environs; il prit moins de part aux affaires d'État : des amis savants et l'étude de la philosophie grecque occupèrent ses loisirs. Indépendamment du mécontentement excité par la conduite de ses partisans, surtout de Luca, il fut douloureusement frappé par la perte d'un des deux fils que son épouse (*Lecta contessina Alexandri Sazzi de comitibus Bardi et Millæ de comitibus de Ilcio filia)* lui avait donnés; l'aîné,

(1) Machiavelli, l. c., p. 175. Sismondi, l. c., p. 167.

(2) Luca Pitti doit avoir reçu vingt mille florins d'or. On peut juger par là des épargnes que les riches espéraient faire si l'on n'observait pas sévèrement le *catasto*. Il fut naturellement mis à l'écart par les nouveaux magistrats.

(1) Machiavelli, l. c., p. 177 : «I quali (edifici) per condurre a fine non perdonava ad alcuno estraordinario modo; perche non solamente i cittadini e gli uomini particolari lo presentavano, e delle cose necessarie all' edificio lo sovvenivano, ma i comuni e popoli interi gli somministravano ajuti. Oltre di questo tutti gli sbanditti, e qualunque altro avesse commesso omicidio o furto o altra cosa, perchè egli temesse pubblica penitenza, purche e' fusse persona a quella edificazione utile, dentro a quelli edifici sicuro si rifuggiva.»

Pierre, d'un esprit peu distingué, âgé déjà de 47 ans, d'une faible complexion, lui resta; l'autre, Giovanni, mourut au commencement de novembre 1463. Il ne pouvait publiquement reconnaître un troisième fils, Carlo, qu'il avait eu d'une esclave; et celui-ci ne pouvait être le soutien de la maison de Medici; il avait au contraire besoin de l'appui de cette famille (1); toute l'espérance de Cosimo reposa sur ses petits-fils, les fils de Pierre, Lorenzo et Giuliano.

Pendant ces tristes années de sa vieillesse, il trouva de grandes consolations dans la lecture des ouvrages de Platon, et il n'épargna rien pour les publier et les faire connaître dans l'Occident. Depuis le commencement de 1464, ses infirmités s'accrurent visiblement; peu de temps avant sa mort, il fit appeler son épouse et son fils Pierre, leur indiqua les mesures à prendre pour la sûreté politique et commerciale de sa maison, recommanda à ce dernier de veiller attentivement à l'éducation de ses deux fils, et à tous deux de lui faire des funérailles aussi simples que possible. Il expira le 1er avril 1464.

Nous n'ajoutons rien à cet exposé de la vie de Cosimo, qui peut être regardé comme un tableau exact de son caractère; car quelque intéressants que puissent être les portraits que nous tracent les historiens contemporains, cependant pour nous qui vivons dans un temps si éloigné de ces époques, le véritable caractère doit être celui qu'on trouve dans le récit des actions et des faits.

Si nous examinons nos *amis avec lesquels* nous vivons, combien d'erreurs ne commettons-nous pas en les jugeant, eux dont la conduite paraît dirigée par les motifs les plus simples! Comment peut-on de nos jours se prononcer avec assurance sur le caractère d'un homme représentant d'une époque si variée dans son activité, et si lointaine? Dirigeons plutôt notre attention sur un autre point où s'exerça l'activité de Cosimo, sur les arts et les sciences, auxquels il s'intéressa d'abord par amour-propre, parce que c'était la coutume des hommes les plus distingués de l'époque, ensuite par tact politique, et qui finirent par prendre un tel empire sur son esprit, qu'ils furent la consolation de sa vieillesse et son plus ferme appui aux bords du tombeau.

§ III. *Ce que Cosimo a fait pour les arts et pour les sciences.*

Pour bien apprécier tout ce que Cosimo a fait pour soutenir et favoriser les arts, il faut passer en revue leurs directions différentes et les maîtres qui les représentaient.

Ici nous rencontrons d'abord en 1400 et dans les années suivantes, le seul sculpteur, Lorenzo di Bartoluccio Ghiberti, qui, sans préjudice à notre respect pour Giotto, nous paraît sortir visiblement de la foule de ces artistes florentins dont les œuvres attestent en général de la facilité et de la grâce, mais aussi trahissent des idées peu étendues et peu profondes. Ce qui peut avoir contribué à cette supériorité, c'est que Lorenzo, qui est signalé principalement pour ses ouvrages en bronze, dut par cette différence dans le travail procéder d'une manière plus particulière, tout en conservant dans ses représentations les talents du peintre. Ghiberti avait dans sa jeunesse

(1) Cf. Fabroni, vol. I, p. 130, et vol. II, p. 213 : « Plures extant in tabulario Mediceo Caroli epistolæ tum ad patrem, tum ad fratres, in quibus de rebus suis et emendis græcis et latinis codicibus scribit. Cæterum inter mandata habuit a Cosmo, ut Phalaridis epistolas é græco in latinum convertendas curaret. Inter protonotarios apostolicos relatus fuit, ac demum collegio canonicorum Pratensium præfuit. Extat in principe æde prope sacrarium marmoreum ejus monumentum a Dantio Aretino sculptum cum hoc titulo : Carolo Mediceo Cosmi filio præposito qui obiit MCDXCIII. »

étudié la sculpture et la peinture, mais il n'avait pas eu de grands succès dans le premier de ces arts ; il se sentait plus de penchant pour la peinture ; et, quand en 1400 il quitta Florence sa patrie, il l'exerça au service de Malatesta de Pesaro, jusqu'à ce que l'achèvement de la seconde porte de S.-Giovanni à Florence fût mise en adjudication, et il fut déclaré un des adjudicataires. Ceci le ramena à Florence et à la sculpture ; et, si même cette porte a donné occasion à des remarques justes de la part des connaisseurs, le maître se forma si bien par ce travail, que Michel-Ange dit, en parlant de la troisième porte achevée par Ghiberti, qu'elle était digne d'être la porte du paradis (1). Les heureux efforts de Ghiberti donnèrent à la sculpture une nouvelle direction, la représentation sculpturale saisie au point de vue du peintre, manière qui n'a plus produit de semblable chef-d'œuvre, mais a donné lieu à bien des échecs (2).

(1) Voyez Rumohr, pass. cité. Certes ces portes sont uniques et inimitables, comme en général dans la conception des circonstances bibliques, dans la représentation naïve et la disposition des groupes et des actions, dans la manière dont on a traité la forme et le mouvement. On voit que l'âme d'un peintre anime les travaux du sculpteur, et que ce peintre savait manier les instruments de la sculpture. Cette grande victoire du génie sur les exigences de la matière est la première et la seule.

(2) Déjà son contemporain, qui lui était si inférieur, mais qui (probablement parce que dans ses figures on remarque une étude plus sévère de l'anatomie) fut célébré par Michel-Ange, Donato, appartient à cette classe qui fit fausse route. Cependant M. de Rumohr reconnaît quelques ouvrages de lui comme parfaits. Son chef-d'œuvre, la célèbre tête chauve (Zuccone) au dôme florentin, possède un grand mérite sous le rapport de l'accord du mouvement avec la situation ; cependant ce mérite n'est que technique. Parmi les travaux en bronze, M. de Rumohr cite la Judith, dans la *loggia* de Lanzi, comme une fonte heureuse, mais la chaire faite à S.-Lorenzo, en 1460, comme une des fontes de bronze les plus mauvaises ; et il pense que l'artiste a eu recours pour la Judith à une assistance étrangère.

Comme sculpteurs moins importants de la première moitié du XV[e] siècle, on doit nommer Donato, Nanni d'Antonio di Banco, Filippo di ser Brunellesco et Michelozzo di Bartolommeo (les deux derniers se sont surtout distingués comme architectes) ; et ce ne fut qu'au milieu du siècle que parut Luca della Robbia, qui donna le ton à cette époque. Parmi les peintres du temps de Cosimo, deux hommes ont excellé surtout, et chacun à sa manière a poussé l'art presque jusqu'à l'extraordinaire, Masaccio et fra Angelico da Fiesole. Le premier entreprit le perfectionnement du clair-obscur, de la rondeur et de l'harmonie des formes ; le second au contraire approfondit davantage l'étude de l'ensemble intérieur et l'expression des traits de la face humaine, dont il a dévoilé les lignes à la peinture, et qu'il a portée au plus haut degré dans ses œuvres originales (1). Tous deux (fra Angelico surtout trouva des élèves de génie (2)) portèrent la peinture à un degré de

(1) M. de Rumohr, pass. cité, p. 243. Les œuvres les plus célèbres de Masaccio sont ses tableaux dans la chapelle Brancecci, dans l'église del Carmine ; tout ce qui se trouve sur la paroi gauche lui appartient, ainsi que tout ce qui est derrière l'autel, à l'exception du Sermon de saint Pierre. La vie de Masaccio n'est pas connue. Fra Angelico avait un des caractères de cénobites les plus aimables et les plus pieux ; il s'était occupé de miniatures pour les livres d'heures, genre d'occupation que l'on pratiquait dans les monastères. Dans ses œuvres les plus heureuses (*a Tempera*) l'artiste s'est épuisé dans des conceptions d'un choix plus que terrestre ; mais ses fresques offrent souvent la peinture des souffrances des saints, quoique dans leur physionomie l'harmonie intérieure ne paraisse pas troublée par ce qui les affecte extérieurement.

(2) Comme par exemple Benozzo Gozzoli, qui me plaît par-dessus tous les maîtres italiens, dont les talents sont décrits chez Rumohr, II, p. 257. Les œuvres les plus connues de Gozzoli se trouvent dans la chapelle du palais Riccardi à Florence, et au Campo-Santo de Pise. Plusieurs autres tableaux moins connus sont indiqués par M. de Rumohr.

perfection extraordinaire, si l'on compare leurs œuvres avec celles des temps passés. Si l'on avait eu seulement en Italie les modèles fournis par les beaux tableaux hollandais du xve siècle pour traiter merveilleusement les objets accessoires, tels que les paysages, les meubles, les bâtiments, alors les arts italiens fussent parvenus à un point de perfection complet. Le goût nouvellement réveillé pour la manière antique, qui surtout parut avoir son point de départ à Florence, se développa chaque jour davantage, et eut pour résultat de laisser éteindre les sentiments chrétiens, en sorte qu'on s'explique facilement comment une haute idée de la peinture chrétienne ne pouvait être conçue ni à Florence, ni par les Florentins. Cosimo Roselli qui s'était formé d'après fra Angelico et Masaccio, et qui avait le talent de saisir le caractère des objets réels, doit être cité comme le peintre florentin le plus considéré des temps suivants, et lui aussi tomba bientôt dans une manière qui n'était pas relevée (1). De cet état des esprits, dans l'ancienne résidence des Paterini, il résulta plus tard que l'on s'attacha seulement à devenir habile, mais que l'on abandonna la plus haute inspiration, la pensée chrétienne, pour ne reproduire que la vie exacte et les objets réels. Ce caractère se fait surtout remarquer dans les tableaux dont les sujets se rapportent à l'histoire des saints; leurs figures et tous les détails sont en partie empruntés à la vie commune. Alessio Baldo Vinetti, Andrea del Berocchio, Antonio del Pollajuolo et Piero del Pollajuolo appartiennent à cette école; mais fra Filippo s'est surtout distingué par ses mouvements passionnés (2).

(1) Son chef-d'œuvre, de l'année 1456, est une fresque historique dans la chapelle S.-Miracolo dans l'église S.-Ambrozio à Florence. Rumohr, pass. cité, p. 265.

(2) Rumohr, pass. cité, p. 269. Dans ce tableau il est parfois faible, souvent vulgaire, et ceci ne s'accorde pas avec la sensibilité de ses conceptions. Cependant, dans ses plus grandes fresques, qui demandaient action et vie, son âme s'est élevée, et alors il paraît plus à l'aise. Des tableaux de lui se trouvent dans les chapelles du dôme à Spoleto; dans les chapelles à Prato : *cippo di S.-Francesco di Marco.*

Depuis l'activité artistiqne de Filippo, M. de Rumohr suppose que le naturalisme dominant des Florentins se divise en deux directions opposées. L'action, le mouvement, l'expression des grandes et fortes affections furent l'héritage de l'école de fra Filippo; une certaine intelligence dans le sensualisme et l'observation des formes dans le caractère de chaque partie appartiennent à l'école qui probablement est sortie de Cosimo Roselli, quoiqu'elle ait de beaucoup surpassé les derniers ouvrages de ce maître.

De tous ces artistes, depuis Ghiberti jusqu'à fra Filippo, il n'en est aucun pour ainsi dire qui n'ait été en relations avec Cosimo de' Medici. L'église de S.-Lorenzo était déjà l'objet des soins particuliers de Giovanni de Medici; Cosimo destina pour son entière construction qui avait été longtemps interrompue, et qui fut dirigée par Filippo di ser Brunellesco, une somme de quarante mille florins d'or, et elle fut achevée sans retard (1). Le même architecte construisit aux frais de Cosimo l'abbaye au pied de la montagne de Fiesole; et, comme parmi les moines il y avait plusieurs savants distingués, Cosimo ajouta la fondation d'une belle bibliothèque (2). En outre il fit bâtir pour les dominicains à Florence le couvent de S.-Marc, et lui donna aussi une riche bibliothèque. Mais c'est ici surtout que nous voyons fra Angelico en rapport avec Medici; car celui-ci chargea ce grand artiste du tableau de saint Marc qu'on y admire encore de nos jours. Cosimo fit aussi bâtir pour son compte le couvent de S.-Girolamo à Fiesole, et un couvent de franciscains dans le Mugello, au milieu de

(1) Fabroni, l. c., p. 194 : «Tale quidem templum evasit, ut opinioni, quam omnes habebant de munificentia Cosmi et de ingenio Brunelleschii, quos nil nisi magnificum delectabat, plane responderit.»

(2) Qui est à présent réunie avec la bibliothèque Laurenziana.

la forêt (1); il donna aussi à cet établissement une belle bibliothèque. Il fit construire des chapelles et les garnit d'ornements divers, à S.-Croce, à S.-Maria dell' Anunziata, à S.-Miniato et dans l'église degli Agnoli à Florence. S'il fit bâtir un hôpital à Jérusalem, ceci ne prouve que l'immensité de ses richesses et l'étendue de ses relations, mais n'appartient pas à l'histoire des arts de Florence. Un aqueduc fut aussi construit par ses soins à Assissi. A Venise, il déploya aussi une immense munificence par un grand nombre de fondations pieuses.

Si nous nous étonnons à bon droit des sommes considérables qu'il consacra aux édifices publics, aux travaux d'art et à des entreprises pieuses, d'un autre côté sa simplicité personnelle, en raison de sa grande fortune, lui concilie tout notre attachement. Voulant faire construire pour lui une habitation belle et commode à Florence, Filippo di ser Brunellesco et Michelozzo di Bartolommeo (après Filippo l'architecte le plus distingué de ce temps) dressèrent chacun un plan; celui de Michelozzo satisfaisait à toutes les exigences, la disposition était agréable et d'une noble simplicité; celui de Filippo était conçu de manière à flatter l'orgueil du maître, car il convenait mieux au palais d'un prince qu'à l'habitation d'un bourgeois. Le plan de Michelozzo fut préféré, et en 1440 fut achevé ce palais, que l'on nomme aujourd'hui Palazzo Ricardi (du nom de ses derniers possesseurs (2). Cosimo fit élever des bâtiments magnifiques sur ses terres, où leur aspect pouvait exciter moins d'envie et l'exposait moins au soupçon d'un orgueil peu convenable dans un républicain; c'était à Cafaggiuolo, Careggi, Fiesole et Trebbio (3).

Il fit décorer ces maisons et ces palais, ainsi que les églises, par les artistes; et il n'est pas un artiste ou un peintre distingué de cette époque qui n'ait travaillé pour lui, ou qui n'en ait reçu des encouragements. Nous nous contenterons d'indiquer les principaux qui furent en relations avec lui; il a été déjà question de fra Angelico; Masaccio fut rappelé de son exil à Florence, surtout par l'influence de Cosimo (1); et Filippo, d'un caractère passionné, eut avec ce dernier plusieurs scènes violentes, parce que son amour effréné pour les femmes le détournait de ses occupations, à tel point que Cosimo l'enferma une fois jusqu'à ce qu'il eût terminé le travail qu'il lui avait commandé. Mais Filippo, dominé par ses passions, parvint à s'échapper de sa prison au péril de ses jours, et effraya tellement Cosimo, que celui-ci se décida plutôt à prendre patience qu'à exposer encore une fois la vie d'un homme d'un si grand talent (2).

Par le conseil de Donato (vulgairement appelé Donatello), Cosimo prit la résolution de rassembler tous les chefs-d'œuvre de l'antiquité pour servir de modèles à l'avenir aux jeunes talents; et Donatello, auquel Cosimo confia souvent d'importants travaux, fut pensionné par lui quand son grand âge ne lui permit plus de travailler; Cosimo, mourant, le recommanda à son fils Pierre de Medici. Ghiberti fut aussi protégé par lui.

De même que Cosimo vint en aide aux artistes en facilitant leurs études par ses galeries des chefs-d'œuvre de l'antiquité, de même il fut secourable aux savants en leur ouvrant les bibliothèques publiques dont nous avons déjà parlé. Des livres qu'il avait acquis lui-même, et de ceux qu'achetèrent son fils Pierre et son petit-fils Lorenzo, se

(1) S.-Francesco del Bosco.

(2) Fabroni, l. c., p. 152.

(3) Machiavelli, l. c., p. 179: «Tutti palagi non da privata cittadini ma regi.»

(1) Fabroni, l. c., p. 156.

(2) « Factum est etiam auctoritate et testimonio Cosmi, ut ipse Spoletum vocaretur ad pingendum sacellum B. V. dicatum in principe æde, qua in urbe vitam finivit, fuitque suspicio, ei venenum dedisse propinquos mulieris cujusdam, quam perdite amabat. » Fabroni, l. c., p. 157.

(3) « Hic (Laurenzius Ghibertus) quoque liberaliter atque honorifice tractatus, multisque in rebus adhibitus fuit. » Fabroni, l. c., p. 195.

forma plus tard à Florence la bibliothèque Mediceo Lorenziana. Lorsque après la mort de Lorenzo les Medici furent exilés de Florence, leur bibliothèque et leurs manuscrits vinrent au pouvoir du couvent de S.-Marc, mais furent bientôt vendus pour quinze cents florins au cardinal Giovanni de' Medici (depuis Leon X), et transportés à Rome. Ils furent enfin renvoyés à Florence par Clément VII, et devinrent alors le fondement de Mediceo Lorenziana (1). Ensuite celle-ci fut augmentée plus tard d'autres collections, et surtout de celle de Cosimo à Badia près de Fiesole. On peut donc regarder la bibliothèque de S.-Marc à Florence comme un monument de sa munificence.

En ajoutant quelques détails sur les hommes qu'employa Cosimo pour rechercher et acheter les manuscrits rares, nous serons conduits plus facilement à une histoire de la littérature (2) pendant la vie de celui-ci. Cosimo, profitant de ses richesses immenses et de ses grandes relations de commerce, non-seulement chargea les employés de ses comptoirs, les marchands voyageurs et les missionnaires d'acheter des collections de manuscrits de toute les langues, mais secourut et paya un grand nombre de savants dont tous les efforts tendirent à sauver d'un oubli et d'une perte totale ces restes de l'antiquité. La prise de Constantinople lui fut sur ce point très-favorable. Cette ville avait été pendant tout le moyen âge le centre de la civilisation grecque, de la science, et le dépôt des trésors immenses de la littérature ancienne, dont une grande partie, quand on prévit la chute prochaine de l'empire, fut sauvée en Italie. Presque tout ce qui échappa à la destruction après la prise de la ville suivit le même chemin. Parmi tous ceux qui aidèrent Cosimo à faire un si noble et si utile usage de sa fortune, il faut citer surtout Poggio Bracciolini et Christoforo Buondelmonti.

Le premier était né en 1380 (1); son père était un noble très-pauvre, et demeurait à Terranuova dans le pays d'Arezzo. Il avait fait ses études latines auprès de Giovanni de Ravenne, et ses études grecques auprès de Chrysoloras, et s'était rendu ensuite à Rome pour chercher, par ses connaissances distinguées, un avenir dans cette capitale du monde. Son habileté à écrire en latin lui procura bientôt (1402) une place de secrétaire du pape, qu'il occupa pendant plus d'un demi-siècle, sans être astreint à résider toujours à Rome. La modicité de ses appointements l'obligea à chercher d'autres ressources, et lui imposa la nécessité de se priver des agréments de la société; ainsi nous le voyons pendant toute cette première période de sa vie livré à ses études et ne fréquentant que les savants. Cependant on peut voir qu'il ne perdit pas tout à fait, ainsi que les autres érudits, tout penchant pour les plaisirs du monde, par la publication de son *Liber Facetiarum*, où se montre bien le joyeux Italien, et qui est surtout important pour nous, parce qu'il nous montre le dernier terme de la poésie dans la carrière des nouvelles. Depuis que chaque jour davantage les intérêts politiques passaient des mains des bourgeois dans celles des capitalistes, des *condottieri* et des princes, la poésie n'avait plus d'autre sphère que celle de la volupté, dont nous avons montré le règne toujours croissant à la fin de l'histoire de Venise, et qui s'était accru dans la même proportion que la dissolution dans la vie ordinaire et l'oppression des intérêts les plus naturels de l'humanité (2).

(1) Cette narration est conforme à une note de Mecherini sur la *Vie de Lorenzo* par Roscoe, vol. I, p. 42. En citant Roscoe, j'ai toujours devant moi la traduction, dont le titre est le suivant: *Vita di Lorenzo de' Medici detto il Magnifico*, del dottore Guglielmo Roscoe, verzione dell' inglese del cavalier Gaetano Mecherini. Seconda ediz., vol. I—IV. Pisa, 1816, in-8.

(2) J'ai suivi dans mon récit surtout Roscoe; ainsi a fait Ginguené en grande partie, et même il n'en donne qu'une traduction. Ce qu'a cité Ginguené est fidèlement rapporté ici.

(1) D'après Ginguené. Suivant Mecherini, 1381.

(2) Aussi dans la vie habituelle, Poggio n'était rien moins qu'un pédant. *Cf.* Roscoe, la tra-

Parmi les savants de l'époque de Poggio, on remarque surtout son compatriote Leonardo Bruni d'Arezzo. Celui-ci avait aussi fait ses études sous Giovanni de Ravenne et Chrysoloras; il était plus âgé, car il était né en 1369. La recommandation de Poggio lui procura (1405) aussi un emploi de secrétaire apostolique à Rome, où ils vécurent ensemble sous le pontificat d'Innocent VII. Sous celui de Grégoire XII, Poggio quitta Rome pendant quelque temps, et vécut à Florence; ensuite il s'attacha à Jean XXIII, l'accompagna à Constance, et y prononca l'oraison funèbre de Chrysoloras, qui mourut pendant la tenue du concile.

A cette époque Poggio visita plusieurs bibliothèques des monastères des environs, où il soupçonnait que des manuscrits étaient enfouis, et à sa grande satisfaction y trouva des œuvres de l'antiquité jusqu'alors inconnues en Italie. S.-Gall, dont les trésors sont oubliés de nos jours, lui ouvrit ses richesses, et fut pour Poggio une mine inépuisable; un manuscrit complet de Quintilien, une partie de l'*argonautica* de Valerius Flaccus, des écrits d'Asconius Pedianus, de Lactance, de Vitruve et de Priscien, que l'on ne connaissait pas, ou du moins dont on n'avait que des fragments, récompensèrent son ardeur, qui à présent trouvait un nouvel aliment, et le poussa à de nouvaux voyages en France, en Allemagne et en Italie. Ce serait nous écarter de notre but que de citer toutes ses découvertes, dont les plus importantes se firent au couvent de Cluni, à Langres. Il poussa aussi ses excursions jusqu'en Angleterre; car, après la dissolution du concile, lorsqu'il eut accompagné Martin V à Mantoue, il quitta subitement cette ville et se rendit à Londres probablement à la suite des anciennes invitations du cardinal de Winchester. Mais la manière de vivre anglaise lui fut bientôt si désagréable, qu'il revint dans sa chère patrie, où cependant d'autres découvertes avaient eu lieu, et où tout récemment une dispute violente s'était élevée entre ses amis Leonardo Bruni et Niccolo Niccoli.

Niccolo Niccoli, Florentin de naissance, avait sacrifié toute sa fortune à l'acquisition de classiques grecs et romains. Huit cents manuscrits latins, grecs et orientaux étaient en sa possession. Leur lecture, les corrections qu'il y faisait, et souvent les transcriptions l'occupaient entièrement; de sorte que Mehus, en parlant de lui, dit: *Veluti parentem eum fuisse artis criticæ*. Il fut le premier qui conçut la pensée d'une bibliothèque publique, et dans son testament daté de 1436, il décida que sa collection de livres serait placée sous la surveillance de seize curateurs, et ouverte au public savant. Mais les dettes qu'il avait laissées paraissaient devoir s'y opposer, lorsque Cosimo se présenta, et paya toutes les dettes de Niccolo, sous condition d'avoir à sa disposition tous les livres de celui-ci; il confia les manuscrits au couvent de S.-Marc nouvellement fondé (1).

duction, I, p. 23, not.: « Sebbene egli fosse chierico, ebbe però diversi figli che riconobbe apertamente per suoi (Roscoe juge les caractères italiens avec trop de rigorisme, et il faut se rappeler qu'à cette époque le mariage n'était pas défendu aux clercs d'un ordre inférieur). Il suo amico cardinal di S.-Angiolo avendoli rimproverato l' irregolarità della sua condotta, il Poggio nella sua risposta mentre confessa i suoi falli, procura nel tempo stesso di scusarsi con la generale corruzione dei tempi. La sua lettera scritta a questo proposito e una prova assai convincente della depravazione di quel secolo (*Pogii Hist. de Varietate fortuna*, p. 207, ed. Par., 1723). Egli di poi rinunziò al carattere ecclesiastico, sposandosi con una Giovane e leggiadra donna: in giustificazione di che giudicò necessario discrivere un trattato che intitolò *An seni sit uxor ducenda*, il quale indirizzò a Cosimo de' Medici. Questa importante dissertazione si conserva tuttora benchè non sia stata giammai stampata. »

(1) Ce monastère avait coûté à Cosimo trente-six mille ducats. L'histoire de la bibliothèque de Niccolo Niccolini, très-importante pour l'histoire de cette époque, se trouve dans F. Blumes, *Iter Italicum*, vol. II, p. 42.

Leonardo Bruni était, ainsi que nous l'avons dit, en querelle très-vive avec cet ami des livres. Niccolo avait enlevé à l'un de ses cinq frères une concubine très-jolie que celui-ci entretenait; et Benvenuta, tel était son nom, fut assez hardie pour dire quelques impertinences à la femme d'un autre de ses frères. Les cinq frères se vengèrent publiquement de Benvenuta dans une des rues de Forence. Niccolo en fut très-irrité. Tous ses amis paraissaient prendre part à ce qui lui était arrivé, à l'exception de Leonardo, qui, lorsque Niccolo lui en fit des reproches, lui répondit avec indignation; Niccolo se laissa entraîner à des injures et Leonardo ne demeura pas en reste. L'affaire en était là, quand Poggio arriva d'Angleterre, et parvint à les réconcilier. Poggio resta de nouveau comme secrétaire apostolique à Rome, jusqu'à ce qu'Eugène IV s'enfuit à Florence. Lorsqu'il voulut suivre son maître, il fut pris par les troupes de Piccinino, et dut payer une rançon très-considérable. Pendant l'exil de Cosimo, Poggio se chargea de le défendre contre les diffamations de Filelfo; on ne peut nier cependant que ses réponses valussent les attaques; il prétendit, probablement sans preuves, que Filelfo était un bâtard, qu'il devait le jour à un prêtre et à une blanchisseuse. Francesco Filelfo était né en 1398 à Tolentino; dès sa jeunesse, il avait donné des preuves de qualités éminentes, et dès l'âge de dix-huit ans il fut, à l'étonnement de toute l'Italie, investi des fonctions de professeur d'éloquence à Padoue, où il avait fait ses études. En 1417, il fut appelé à Venise, y donna pendant deux ans des leçons publiques, et obtint le droit de bourgeoisie. Pour lui procurer les moyens de se familiariser avec la langue grecque comme avec celle des anciens Romains, la république lui donna une place de secrétaire d'ambassade à Constantinople, où il se rendit en 1420, et où il fit ses études sous Manuel Chrysoloras, frère de Jean. Ses progrès furent si grands, que l'empereur fixa son attention sur lui, et le prit à son service. Comme secrétaire vénitien, il avait déjà pris part à la négociation importante de la république avec le sultan, et avait été envoyé à sa cour. Dans les missions que lui confia l'empereur, il visita les cours de Hongrie et de Pologne, et ne put reprendre ses études à Constantinople qu'au bout de dix-huit mois, il épousa bientôt la fille de son précepteur, et revint en 1427 à Venise.

Tant qu'il fut heureux, sa conduite fut sans reproche; mais ses talents et son bonheur, qui l'avaient fait parvenir, avaient nui au développement de ses forces morales. Il n'avait d'autre énergie que celle des passions, qui à l'arrivée de l'infortune l'entraînèrent à de grands écarts. Il revint à Venise à l'époque où la peste la dévastait; tous ses amis avaient fui devant le fléau; tous ses bagages qui l'avaient précédé se trouvèrent dans une maison où l'épidémie avait fait une victime, et ne lui furent pas rendus; un de ses domestiques fut atteint, et sa femme le supplia de partir. Il revint mécontent à Bologne. Il y retrouva bientôt son ancienne position; on le rechercha comme savant distingué, et on lui offrit une chaire à des conditions extrêmement favorables; mais la fortune paraissait se jouer de lui. Bologne se révolta quelques mois après contre le légat papal, elle fut assiégée et souffrit tous les maux de la guerre. Alors Filelfo céda aux prières de Niccolo Niccoli, d'Ambrogio Traversari et de Leonardo Bruni, et revint à Florence, où il obtint une chaire au printemps de 1429.

Il fut généralement admiré. Il commenta au milieu des applaudissements la littérature grecque et latine et les poésies du Dante. Quatre cents auditeurs, et parmi eux les hommes les plus distingués de la république, se pressaient dans son auditoire. Il paraissait au-dessus de tous ses malheurs, quand un jour qu'il revenait de son cours il fut frappé par un assassin soldé. Comme, malgré tous les avantages que lui avaient promis les Medici, il appartenait plutôt au parti des Albizzi, il accusa sans hésiter les premiers de cette tentative d'assassinat; et lorsque bientôt après ils perdirent toute leur puis-

sance et furent exilés, Filelfo, dans sa rage et sa haine aveugle ne connut aucune borne (1). C'est à cette époque qu'il fut avec Poggio en des relations hostiles, qui s'entretinrent ensuite par les causes les plus opposées. En voyant les Medici de retour à Florence, Poggio prit la résolution de finir ses jours en Toscane : il acheta une petite terre dans le Valdarno ; quelques sculptures antiques qu'il avait rapportées, une collection de livres belle et nombreuse pour ce temps, et sa propre personne charmèrent cette retraite, et y attirèrent les savants de la Toscane. La *signoria* l'exempta lui et sa postérité du payement des impôts (2) ; il conserva aussi son traitement de secrétaire apostolique. Nicolas V avait été son ami, et Poggio écrivit un mémoire en sa faveur contre le pape schismatique Félix. Relativement à ses ouvrages philosophiques, il se soumit aux conseils du pape, son ami. Les Medici étaient cependant toujours bienveillants pour Poggio ; quand vint à vaquer une place de chancellier de la république, Cosimo la lui fit donner. Alors il quitta tout à fait Rome, et demeura en Toscane jusqu'à sa mort, le 30 octobre 1459. Sans compter son histoire de Florence, que nous avons citée, et que nous regardons comme son meilleur ouvrage, il s'occupa dans ses dernières années d'une controverse avec Lorenzo Valla, et ceci nous conduit à nous occuper d'un autre ordre de savants Italiens de ce temps qui s'étaient groupés plus près d'Alphonse de Naples, mais se rattachaient cependant par plusieurs liens aux Medici à Florence.

Lorenzo Valla était fils d'un docteur en droit de Rome, et né à la fin du XV[e] siècle. Il resta jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans dans sa ville natale, où il acheva ses études. Ensuite nous le trouvons à Plaisance, dont il était originaire, et où il se rendit pour régler les affaires d'une succession. Les troubles de Rome sous Eugène IV l'empêchèrent d'y revenir. Il fut nommé professeur d'éloquence à Pavie ; mais il paraît qu'une fatalité s'attachait à tous ceux qui occupaient cette chaire ; Lorenzo fut accusé de s'être rendu coupable d'un faux pour affaires d'argent, ensuite ses invectives contre le professeur de droit Bartolo furent telles, que ses écoliers l'attaquèrent, et que sans l'intervention d'autres personnes il eût été massacré. Enfin la peste se déclara à Pavie, et les professeurs se dispersèrent ; Lorenzo quitta cette ville. Le roi Alphonse se l'attacha, et Lorenzo trouva tant de charme dans la vie des camps, qu'il l'accompagna partout jusqu'en 1443 ; pendant la paix il ne voulut plus rester auprès du roi, et vint à Rome, où à cause de son ouvrage intitulé : *De falsa Donatione Constantini magni*, il fut en butte à de telles persécutions, que pour éviter un jugement criminel il s'enfuit à Naples, où le roi le reçut honorablement. Il ouvrit des cours de grec et de latin, et resta en disputes avec d'autres savants et avec l'Église, jusqu'à ce que Nicolas V, en 1447, le rappelât à Rome; là il trouva Georges de Trébizonde, né à Candie en 1395, mais dont la famille était de Trébizonde. Celui-ci était venu de bonne heure en Italie, et s'était voué à la littérature classique ; il avait été professeur d'éloquence à Vicence et à Venise, et occupait la même chaire à Rome. Il avait aussi un caractère ami des querelles, et ne vivait pas toujours même avec le saint-père en bonne intelligence. Il eut une discussion avec Lorenzo, au sujet de Cicéron, qu'il soutint être le premier écrivain de l'ancienne Rome, tandis que Lorenzo assignait ce rang à Quintilien. Le livre de George en faveur d'Aristote contre Platon (1), qui à

(1) *Philelphi opus Satyrarum seu Hecatostichon Decades* X, 1476, in-fol., publié à Venise, 1502—1504, et à Paris, 1508 — 1514. Il faut avoir essayé de lire ces productions monstrueuses pour se figurer un pareil débordement de fiel et d'obscénités. Ginguené, l. c., vol. III, p. 305.

(2) Il avait douze fils et deux filles de la même concubine, et il se décida, à l'âge de cinquante-cinq ans, à épouser Selvaggia di Ghino Manenti de Bondelmonti, qui n'en avait que dix-huit.

(1) *Comparationes philosophorum Aristotelis et Platonis*, publiées à Venise en 1523.

cette époque, par les efforts de Cosimo, prenait une grande influence, priva son auteur, et sans retour, de la bienveillance du pape. Les deux écoles de Lorenzo et de George étaient depuis longtemps hostiles l'une à l'autre, lorsque les débats entre Poggio et Lorenzo s'engagèrent. Il tomba dans les mains de Poggio une copie de plusieurs de ses ouvrages avec des observations en marge qui en partie concernaient son style; il crut y reconnaître l'écriture de Lorenzo, et, bien que celui-ci l'eût toujours nié, on échangea des pamphlets et des écrits diffamatoires d'une manière scandaleuse; ce qui enfin persuada Filelfo de faire une tentative de réconciliation, au moyen d'un écrit non moins véhément, qui ne conduisit à rien. Non content de cela, Lorenzo se mêla à une autre lutte, qui fut occasionnée par le thème de l'histoire romaine. Tout en traduisant continuellement les auteurs grecs en latin pour Nicolas V, et, quoiqu'il occupât un canonicat à S.-Jean de Latran, il acheva son traité sur la donation de Constantin qui avait paru incomplet, et qui avait failli lui coûter la liberté. Deux autres ouvrages, le premier, *de Rebus gestis a Ferdinando Aragonum rege libri* III, qui fut imprimé à Paris en 1531, et un autre plus connu, *Elegantiæ linguæ Latinæ*, doivent transmettre le nom de Lorenzo à la postérité.

Parmi les savants napolitains, on doit surtout remarquer Antonio Beccadelli de Palerme. Il était né en 1394, et vint très-jeune à Bologne pour y étudier le droit; quand il eut achevé ses études, il entra au service du duc Filippo Maria de Milan, qui l'attacha à sa cour, et lui donna des appointements considérables pour le temps, et lui confia plus tard aussi une chaire à Pavie. L'empereur Sigismond le fit, en 1432, poëte couronné, et peu après Antonio se rallia au roi Alphonse, qui le combla de faveurs, et l'employa dans beaucoup d'ambassades. Ferdinand fut aussi son patron, et l'honora de toutes sortes de manières, jusqu'à sa mort survenue en 1471. Pour son ouvrage de *Dictis et Factis Alphonsi regis libri* IV, il reçut mille florins d'or; parmi ses œuvres diverses (lettres, discours, poëmes), aucun n'a eu plus de célébrité qu'un recueil d'épigrammes obscènes qui fut imprimé en 1791 à Paris, et a été réimprimé depuis quelques années en Allemagne. Antonio avait donné à ce recueil le titre, *Hermaphroditus*, et l'avait dédié à Cosimo, qui aimait ce genre, et avait été, surtout dans sa jeunesse, assez débauché. Ce recueil fit beaucoup de bruit; Filelfo et Lorenzo Valla l'attaquèrent dans leurs écrits; les moines prêchèrent contre lui, et le brûlèrent en plusieurs endroits; ce qui ne fit qu'accroître sa publicité, car chacun voulait le connaître.

Revenons maintenant à Filelfo, dont les dernières destinées sont moins remarquables que les premières. Quand les Medici furent rappelés, il quitta Florence pour de bonnes raisons, et se retira à Sienne, d'où il continua ses odieuses attaques contre ses ennemis. Le même assassin qui jadis l'avait frappé à Florence se montra à Sienne; Filelfo le reconnut, et le fit emprisonner. Dans les tortures, cet homme avoua un nouveau projet d'assassinat; dans sa conduite envers ce criminel, Filelfo montra toutes les passions haineuses de son caractère (1). Il ne fut pas satisfait de sa punition; de concert avec des bandits florentins qui résidaient à Sienne, il solda un spadassin pour assassiner Cosimo, mais le crime échoua; l'assassin avoua tout, et eut les deux poings coupés; un jugement sévère

(1) «Il (c'est-à-dire le meurtrier) fut condamné à une amende de cinq cents livres d'argent. Filelfo, peu satisfait de cette peine, appela devant le gouverneur de la ville, qui condamna Philippe à avoir le poing coupé; il l'aurait même puni de mort, sans l'intercession de Filelfo lui-même. Ce ne fut point par un mouvement de compassion que l'offensé demanda cette mutation de peine, mais plutôt, comme il l'écrivit à Æneas Sylvius, pour que celui qui l'avait voulu assassiner vécût mutilé et couvert d'infamie au lieu d'être délivré, par une mort prompte, des tourments de la vie et de ceux de sa conscience.» Ginguené, l. c., III, p. 306.

fut rendu contre Filelfo, Fabroni nous l'a conservé (1).

Après de tels événements, Ambrogio Traversari eut cependant le courage de vouloir réconcilier ses deux savants amis, Cosimo et Francesco, et il y réussit en effet, tant Cosimo avait d'estime pour le génie de Filelfo ; mais ce dernier devint plus orgueilleux que jamais, et regarda sa réconciliation avec Cosimo comme une grâce qu'il accordait à celui-ci. Eugène IV, le conseil de Venise, celui de Pérugia, le duc de Milan et la ville de Bologne le recherchèrent. Il promit au duc qu'après avoir tenu des cours pendant six mois à Bologne, en recevant pour cela quatre cent cinquante ducats, il se rendrait auprès de lui, et en effet il y resta sept ans, honoré de toutes manières, et surtout, ce qui était beaucoup pour lui, bien payé; car son caractère égoïste et bizarre lui faisait voir dans l'argent un moyen d'obtenir cette liberté qu'il aimait et dont il avait besoin. Pendant son séjour à Milan, il perdit sa femme; sa douleur fut grande; il voulait quitter le monde. Cependant bientôt il épousa une jeune demoiselle d'une famille noble et riche de Milan. Le duc mourut bientôt après, et aussi la seconde femme de Filelfo ; il voulut encore renoncer au monde, mais ne tarda pas à changer d'avis pour se marier une troisième fois. Il entra en relations plus intimes avec le roi Alphonse ; et même Mahomet II lui donna des marques honorables de considération, quand Filelfo, dont plusieurs parents, lors de la prise de Constantinople, avaient été faits prisonniers par les Turcs, demanda leur liberté. Après un voyage qu'il fit à Naples, Filelfo resta près de quinze ans à Milan, honoré par Francesco Sforza. Son fils, Galeazzo Maria, le négligea ; Filelfo, habitué à une vie libre et sans peines, tomba bientôt dans la misère, et dut vendre ses meubles, ses livres et même ses habits pour avoir du pain pour lui et sa famille. Enfin Sixte IV l'arracha à cette position, l'appela à Rome, où il lui donna une chaire de philosophie morale et ne le laissa manquer de rien. Deux fois, dans un âge avancé, il alla à Milan; presque tous ses parents n'étaient plus, et la mort de sa troisième femme le jeta dans le désespoir; il était à Milan, et n'osait retourner à Rome, parce que la peste y avait éclaté; les Florentins le tirèrent de cet embarras, et lui offrirent (il avait quatre-vingt-trois ans) la chaire de langue grecque. Quatorze jours après son arrivée il tomba malade, et mourut le 3 juillet 1481.

Nous n'avons voulu parler que des principaux savants de cette époque qui entourèrent Cosimo ; entrer dans plus de détails serait nous écarter du but d'une histoire politique. Il nous reste à parler d'un fait dont les suites ont été importantes, des efforts de Cosimo de' Medici pour propager et rendre dominante la philosophie de Platon, en sorte que celle-ci, sous beaucoup de rapports, remplaça le christianisme qui était tout à fait éteint en Italie.

Nous avons déjà eu occasion de parler de ce concile, dont le but était d'unir les Églises grecque et latine, qui fut commencé à Ferrare, et qui se termina à Florence. Parmi les Grecs qui à cette occasion vinrent dans cette ville, se trouvait Gemisthus Pléthon, qui avait été le précepteur de Manuel Chrysoloras. Il s'était voué pendant toute sa vie à la philosophie de Platon, et cherchait à la propager. Il persuada à Cosimo d'établir une académie platonicienne à Florence. Pour pré-

(1) Fabroni, II, p. 115 : « Ex registro Thòmæ Stroctii, quod scribitur : *Spoglio di sentenze criminali antiche dal* 1340—1478. Eodem in registro, p. 172, hæc quoque referuntur : Dominum Franc. Checci, vocatum il Filelfo di Tolentino condannato a dovergli essere tagliata la lingua e bandito dal dominio fiorentino, per avere voluto fare ammazzare messer Girolamo di messer Matteo de' Broccardi da Imola (étudiant la médecine à Florence), e messer Carlo di messer Gregorio di Arezzo (professeur de rhétorique à Florence), e un cittadino fiorentino del presente governo e stato, il nome del quale per meglio si tace (Cosimo de' Medici), come detto di sopra nella sentenza di Antonio di Giovanni di Atene di Grecia. » P. 162, let. dat. ec. die XI octobr. 1436.

sider à cette institution philosophique, Cosimo fit alors l'éducation du jeune Marsilio Ficino (1). Marsilio était fils d'un chirurgien florentin qui l'avait destiné d'abord à la médecine, et avait voulu l'envoyer à Bologne ; il avait gagné l'amitié de Cosimo, et celui-ci promit d'en prendre soin. Marsilio demeurait dans la maison des Medici, travaillait sous les yeux de Cosimo, était traité comme son fils. Ses progrès furent extraordinaires, et quand il dédia ses premiers écrits à Cosimo ce dernier lui donna des terres à Careggi et une maison en ville, ainsi que quelques manuscrits bien écrits et richement reliés des ouvrages de Platon ou de philosophes de son école. La traduction de Platon que Marsilio entreprit ne fut achevée qu'après la mort de Cosimo; cependant il trouva aussi un protecteur constant en son fils Pietro. Depuis ce temps il expliqua publiquement les écrits de Platon. Lorsque plus tard il entra dans les ordres, Lorenzo lui procura de grands revenus; et de tous les savants de cette époque, il fut peut-être celui qui eut le caractère le plus doux, et dont il ne s'écarta pas jusqu'à sa mort, à l'âge de soixante-six ans. Toutes les offres des princes étrangers ne le persuadèrent pas de s'éloigner de sa chère patrie et des Medici ses bienfaiteurs.

Un Grec surtout et un Italien qui, dans le xve siècle, favorisèrent cette direction de la philosophie, sont : Bessarion de Trébizonde et Jean Pic de la Mirandole.

(1) « Magnus Cosmus, senatus consulto patriæ pater, quo tempore concilium inter Græcos atque Latinos sub Eugenio pontifice Florentiæ tradebatur, philosophum Græcum nomine Gemisthum, cognomine Plethonem, quasi Platonem alterum de mysteriis Platonicis disputantem frequenter audivit. E cujus ore fervente sic afflatus est protinus, sic animatus, ut inde academiam quandam alta mente conceperit, hanc opportuno primo tempore pariturus. Deinde cum conceptum tantum magnus ille Medices quodammodo parturiret, me electissimi medici sui filium, adhuc puerum, tanto operi destinavit. » Marsilius Ficinus, in *Proœm.*, ad vers. Plotini.

Le premier était de Trébizonde où il était né en 1395; il s'était rendu d'abord à Constantinople, ensuite en Morée, pour y profiter des leçons de Gémisthus sur la philosophie de Platon. Comme évêque de Nicée, il assista au concile de Ferrare, fut un des premiers à s'unir à l'Église romaine, et reçut en récompense le chapeau de cardinal.

Il profita de sa position et des revenus dont il jouissait alors à Rome pour favoriser l'étude de la philosophie de Platon, de même que Cosimo et les siens. L'université de Bologne lui dut beaucoup pendant tout le temps qu'il avait été légat du saint-siége dans cette ville; il fit rétablir à ses frais les bâtiments de l'université, y appela les professeurs les plus célèbres, et secourut les élèves qui se distinguaient, et qui étaient pauvres. La république de Venise reçut de lui un riche présent en manuscrits grecs (1), qui furent les premières bases de la bibliothèque de S.-Marc.

Giovanni, de la famille noble des Pici de la Mirandole, était fils de Giovan Francesco, seigneur de Mirandole et Concordia, et naquit peu de temps avant la mort de Cosimo (1463). Mais il doit être mentionné ici, à cause de sa tendance scientifique. Ce qui le distinguait depuis son enfance, c'était une mémoire étonnante : sa mère le destinait à l'Église, et l'envoya, dans sa quatorzième année à Bologne, pour qu'il s'y vouât aux études ecclésiastiques, dans lesquelles il fit en peu de temps de grands progrès; cependant la théologie et la philosophie l'amusaient au-dessus de tout, et pour les connaître à fond il visita successivement plusieurs universités d'Italie et de France. Partout il se distingua en soutenant des thèses publiques, par son intelligence, la clarté et l'élégance de son langage, et par une étendue de connaissances extraordinaire. En même temps qu'il étudiait le grec et le latin, il apprit aussi les dialectes scientifiques, et consacra beaucoup de temps à

(1) Il y en avait huit cents. Cf. F. Blume, *Iter Italicum*, vol. I, p. 214.

l'étude de la cabale. Il fut plus tard accusé d'hérésie pour avoir publié un écrit en faveur de Lorenzo de' Medici, qui l'avait protégé à Florence (1). A cette époque, il avait vingt-quatre ans, et à dater de ce moment il se voua à la théologie avec ardeur, et renonça à toute étude mondaine. Il accorda seulement à la philosophie de Platon une place à côté de la théologie. Marsilio Ficino et la famille des Medici furent au nombre de ses amis les plus intimes; il mourut à l'âge de trente-deux ans, le 17 novembre 1494. Les écrits qu'il a laissés (car il en brûla lui-même une partie) ne contiennent en général que des thèses de théologie et de philosophie platonicienne.

Qui voudrait maintenant accuser trop sévèrement Cosimo à cause de ses faiblesses ou de ses fautes? Quand on voit que le même homme procura de l'argent au roi Édouard d'Angleterre, fit des avances au duc de Bourgogne, maintint l'équilibre entre le nord et le sud de l'Italie, éleva plus d'églises que les autres hommes d'État n'ont construit de maisons, entretint quand il le fallut de nombreuses armées, tira leurs généraux d'embarras, favorisa partout où il le pouvait les productions de l'esprit, et rassembla non-seulement autour de lui une foule de savants et d'artistes, mais aussi les forma, les éleva, et établit des bibliothèques et des collections des chefs-d'œuvre des arts, en sorte qu'on trouve difficilement dans le monde un homme semblable à lui; voulons-nous, avec les partisans des constitutions républicaines, nous affliger sur la chute de la liberté de Florence, ou plutôt de la bourgeoisie, qui avant lui gouvernait l'État? Voulons-nous unir notre voix à celle de Florence, et le saluer du nom de *Pater patriæ populique!* Considérons à cette époque Sienne et Lucques, où la liberté fut conservée, et cherchons ce que cette liberté a fait pour la civilisation générale, ce que lui durent les plus hauts intérêts de cette époque. L'histoire n'a rien à dire de ces deux villes pendant ce temps de liberté, et elles ne paraissent que comme appendice aux grands États. Cet ancien esprit républicain, qui n'était rien que le signe d'une force impuissante jusque-là à trouver sa loi, est-ce un crime, dans l'histoire du monde, à Cosimo de l'avoir anéanti en donnant à cette force son véritable emploi?

§ IV. *Pierre de' Medici.*

Au moment de mourir, Cosimo vit son fils Pierre si faible et si maladif, qu'il ne crut pas devoir le laisser sans appui et sans conseil, d'autant plus que Luca Pitti cherchait ouvertement à chasser les Medici de la première place du parti auquel il appartenait lui-même; il le recommanda à Diotisalvi Neroni, homme très-considéré parmi les bourgeois influents; et Pierre, tant par conscience de sa propre faiblesse que par habitude de regarder les volontés de son père comme des ordres, crut lui devoir obéissance même après sa mort, et donna toute sa confiance à Neroni (1). Celui-ci au contraire, en apparence voué aux intérêts des Medici, cherchait aussi à élever sa maison, en favorisant tous les projets de Pierre qui étaient de nature à exciter la jalousie et la haine de ses concitoyens.

Cosimo, ne pouvant à cause de son âge avancé porter partout sa surveillance, et jouissant d'un immense crédit personnel, n'avait pas dans les derniers temps porté un ordre rigoureux dans ses affaires. Pierre, contenu depuis sa jeunesse par l'autorité paternelle, avait pris beaucoup d'habitudes

(1) *Apologia tredecim Quæstionum.*

(1) Machiavelli, l. c., vol. II, p. 190.

bourgeoises et de petitesse dans les vues; aussi crut-il nécessaire de revoir, avec des soins peut-être trop minutieux, la situation des biens de la famille de Medici. La régularisation de sa fortune fut donc le premier objet dont Pierre s'occupa avec Neroni. L'une des bases les plus solides sur lesquelles avait reposé le pouvoir de Cosimo, la cause la plus puissante de la considération de Pierre, était l'art avec lequel Cosimo avait, par des avances d'argent, rattaché la consistance d'une infinité de maisons à ses propres vues. Un grand nombre de personnes lui devaient de fortes sommes, qu'elles ne purent rembourser sans se mettre dans de grands embarras. Lorsque Pierre et Diotisalvi parcoururent les livres, ils y trouvèrent beaucoup de désordre; plusieurs obligations n'étaient pas soldées; le dernier soutint que le crédit de la maison de Medici ne pouvait être sauvé si Pierre ne se décidait à demander le remboursement à ces débiteurs (qui, parce que Cosimo n'avait jamais rien réclamé, regardaient ces dettes comme éteintes). Pierre, avec son peu d'expérience, considéra ces réclamations comme moins dangereuses qu'une banqueroute, qui cependant n'était rien moins qu'imminente, et par de telles mesures, à Florence et hors de la ville, s'aliéna une grande partie des fidèles partisans de sa maison (1).

A peine Diotisalvi Neroni, Luca Pitti, Niccolo Soderini et Agnuolo Acciajuoli, qui étaient les hommes les plus considérés du parti des Medici, virent-ils le sol sur lequel marchait Pierre ainsi miné, et l'ami le plus puissant de cette famille, le duc Francesco Sforza de Milan, mort au mois de mars 1466, qu'ils résolurent de rétablir la république à Florence, et de dépouiller Pierre du pouvoir dont il avait hérité (1). Ainsi s'était opérée une division dans le parti de Cosimo, qui d'ailleurs était préparée depuis longtemps. Comme parmi les adversaires de Pierre le plus considéré était Luca Pitti, et comme son palais était situé sur le point le plus élevé d'Oltrarno, on nomma le parti républicain le parti de la Montagne, et par opposition celui des Medici fut appelé le parti de la Plaine.

Dès l'année précédente, la *balia* chargée de pourvoir au remplacement des magistrats avait fait son temps, et le parti républicain réussit à la joie générale à empêcher son renouvellement; cependant les urnes d'élection furent remplies de noms qui autrefois avaient appartenu au parti des Medici; il n'était pas encore facile de combattre l'influence de Pierre. Le peuple en général tenait toujours à lui et à sa famille; parmi les bourgeois, beaucoup aussi lui étaient attachés par reconnaissance, par des relations d'affaires ou par des espérances; aucun des adversaires de cette famille n'avait une position aussi imposante que celle de Pierre, et c'est par leur union seulement qu'ils purent balancer sa fortune, quoique Pierre leur fût inférieur sous le rapport des qualités de l'esprit. Cependant la jalousie régnait entre eux; ils se surveillaient, et chacun d'eux, qui eût voulu agir isolément, connaissait assez l'envie de ses amis, mais il ignorait jusqu'à quel point il pouvait compter sur leur appui. De là le parti se montrait vague et incertain dans ses démarches, tandis que Pierre, en agissant constamment avec assurance, devait avoir le dessus.

Ainsi échoua Niccolo Soderini, peu après la suppression de la *balia*, dans ses tenta-

(1) Pierre, en exécutant trop brusquement le projet qu'on lui avait suggéré, mécontenta tous les amis de son père. Il enleva tout à coup et sans avertissement des sommes considérables aux maisons que les Medici soutenaient par des commandites, et il causa ainsi de nombreuses faillites parmi ses compatriotes, non-seulement à Florence, mais à Venise et à Avignon. Les propriétaires de terres et les chefs de manufacture, auxquels Cosimo avait fait des avances considérables, furent dans un plus grand embarras encore quand son fils en demanda le remboursement. Sismondi, vol. x, p. 283.

(1) « Affermando volere, che la città con i magistrati e non con il consiglio di pochi si governasse. »

tives de réforme, d'abord quand il voulut agir de concert avec ses amis, parce qu'il ne savait pas quel degré de confiance il pouvait mettre en eux ; ensuite quand il prétendit agir seul, parce que Luca Pitti, dont toute la fortune s'était formée par les abus dans l'administration de la fortune publique, s'opposa aux nouveaux règlements sur les finances, et surtout parce que presque tous les autres neutralisèrent ses efforts pour rendre les magistrats indépendants des intérêts des partis. La faction de la montagne ne voulait pas du gouvernement des Medici, mais elle voulait encore moins d'un gouvernement émané du peuple; et comme quelques membres de ce parti, tels que Neroni et Pitti, prétendaient se mettre eux-mêmes à la place des Medici, d'autres, comme les Acciajuoli, désiraient se venger sur ces derniers d'anciennes injures qu'ils en avaient reçues. Soderini, le seul du parti de la montagne qui parût avoir des projets francs et arrêtés, perdit par son échec toute autorité sur le peuple et toute influence sur ses amis.

Les intérêts des partis de la montagne et de la plaine se heurtèrent une seconde fois, lorsque, comme nous l'avons déjà dit dans l'histoire de Milan, le jeune duc Galeazzo Maria demanda la continuation du traitement payé à son père comme *condottierre* chargé de défendre et de protéger Florence. Le parti de la montagne ne montra ni plus d'accord ni plus d'énergie : il ne put former une majorité républicaine dans les colléges, et dut se borner aux intrigues et aux conjurations (1).

Pierre apprit par ses partisans comment ses adversaires se rassemblaient dans les ténèbres de la nuit, et se préparaient à engager une lutte. Le parti de la montagne avait le projet de prendre à sa solde le marquis Borso d'Este, afin d'avoir un appui militaire, et afin d'attendre la nomination d'une *signoria* composée d'hommes bien intentionnés, avec lesquels ils pussent concerter des mesures directes contre Pierre; mais celui-ci en fut informé par la trahison d'un homme qui remplissait dans le parti de la montagne les fonctions de secrétaire, Niccolo Fedini. En outre il reçut de Giovanni de' Bentivogli, seigneur de Bologne, l'avis que les *condottieri* rassemblés par Borso sous la conduite de son frère Hercule s'avançaient au nombre de treize cents cavaliers et beaucoup de fantassins vers le Frignano, par le pays de Modène et de Reggio (1).

Pierre rassembla aussitôt des forces assez considérables. Dans le pays de Bologne, il y avait quinze cents cavaliers milanais commandés par Costanzo Sforza et d'autres *condottieri* de Milan ; il joignit à ceux-ci quatre mille montagnards armés et autant de gendarmes que ses amis purent en réunir. Pendant ce temps Pierre était à sa maison de campagne à Careggi, et entra dans la ville accompagné d'hommes armés ; lui-même était porté sur un brancard, son fils Lorenzo chevauchait devant lui. Les biographes de ce dernier ont surtout insisté sur ce qu'en ce moment Lorenzo, par sa présence d'esprit, sauva la vie à son père ; ils racontent que, comme il rencontrait des figures suspectes, il fit donner avis, par un de ses compagnons, à son père, de prendre un autre chemin, en laissant cependant sa suite continuer la même route ; ils ajoutent que Pierre suivit cet avis (2). En admettant même la conduite de Lorenzo comme historiquement prouvée, ce qui n'est pas, nous regardons comme très-douteux qu'on eût formé le pro-

(1) On trouve avec beaucoup de détails toutes ces démarches et négociations dans *Joh. Mich. Bruti Historiæ Florentinæ*, lib. II, ap. Grævium in *Thes.*, VIII, et chez Machiavelli, l. c., vol. II, p. 194 sq. Pour ce qui regarde l'ordre chronologique, j'ai suivi Sismondi ; car Machiavelli et Bruto ne paraissent pas s'en être occupés avec tout le soin nécessaire.

(1) La *Cronica di Bologna* (pour cette époque source importante), chez Murat., *Scrr.*, XXVIII, p. 763, fixe le nombre de cavaliers et fantassins à quinze cents hommes ; ceci paraît en tout cas un peu exagéré.

(2) La traduction de Mecherini par Roscoe, vol. I, p. 86 et 87.

jet d'assassiner ainsi Pierre sur la voie publique (1).

Avant de pénétrer dans la ville, Pierre avait réussi à séparer Luca Pitti des intérêts du parti de la montagne, au moyen d'un mariage avantageux avec sa nièce. Mais aussitôt qu'il y fut entré, tous les partisans des Medici s'armèrent et se rassemblèrent devant leur palais. Ils avaient été prévenus de l'arrivée de Pierre; ses adversaires s'armèrent aussi; mais ici, comme toujours, ils manquèrent d'unité et conséquemment d'énergie. Soderini avait depuis longtemps à son service trois cents mercenaires allemands; à lui se réunirent deux cents hommes armés de son parti. Ainsi disposé, il demanda à Luca Pitti de monter à cheval et de venir sur la place; son apparition devait décider une grande portion du peuple à se déclarer. Luca fut sourd à cet appel; à la fin Soderini, désespéré, se retira en lui disant: Votre résolution coûtera à Florence sa liberté, à vous votre position, à moi ma fortune, et aux autres le séjour de leur ville natale.

Comme le parti de la montagne n'agissait pas, à la fin la *signoria*, qui ne lui était pas contraire, négocia un armistice; c'était à la fin d'août 1466, et le 1er septembre une nouvelle *signoria* toute dévouée aux Medici entra en fonctions; à sa tête était Roberto Lioni comme gonfalonier. Roberto convoqua, le 2 septembre, une assemblée du peuple, et fit nommer une nouvelle commission composée des seuls amis de Pierre. Les partisans de Medici, depuis la défection de Luca Pitti, désespérant de toute réussite, quittèrent volontairement la ville. Agnolo Acciajuoli se retira à Naples, Dioti Salvi Neroni et Niccolo Soderini à Venise (1); tous ceux qui étaient soupçonnés d'être hostiles furent exilés; ils furent exclus de toute participation pendant dix ans aux magistratures, dont l'élection appartint aux Medici. Enfin l'État fut entièrement soumis à la volonté de Pierre. Luca Pitti fut épargné; mais son influence était perdue, et la manière honteuse avec laquelle il avait abandonné un parti dont il avait été l'un des chefs lui ôta toute considération.

Nous avons déjà raconté dans l'histoire de Milan comment les émigrés, secourus par Venise, marchèrent contre Florence, et comment une partie des armements déjà faits par le marquis d'Este servit dans cette occasion (2). Cette guerre finit au mois d'avril 1468.

Cependant la maladie de Pierre empirait de jour en jour, et le força bientôt à garder continuellement la chambre (habituellement à Careggi); il ne pouvait plus rien pour contenir les désordres que ses partisans entraînaient avec ses propres forces. La victoire complète remportée auparavant par Pierre avait séparé les uns des autres tous les ennemis des Medici à Florence, parce qu'ils craignaient d'attirer sur eux les soupçons du parti de la plaine. Ils furent à l'abri tant que les ennemis extérieurs menacèrent Florence; mais, quand on put prévoir avec certitude que la paix se ferait au printemps de 1468, la guerre éclata à l'intérieur. On se décida à anéantir tout à fait les adversaires des Medici; Bardo Altovito, qui à l'époque de la conclusion de la paix était porte-étendard de la république, se chargea de ce projet (3), les Cap-

(1) D'autant plus qu'on doit présumer que Pierre, dans ces circonstances, lorsque ses ennemis pouvaient disposer de beaucoup de troupes, ne serait pas entré en ville sans une suite nombreuse. Machiavelli le dit aussi: « In mezzo d'una grande moltitudine di armati venne in Firenze. » Probablement tout cela a été inventé pour avoir un trait de courage à citer de Lorenzo. Voyez *Mich. Bruti Hist.*, l. c., lib. III, et Sismondi, vol. X, p. 290 sq.

(1) En outre trois Neroni, deux Acciajuoli et deux Soderini s'enfuirent. On emprisonna à Florence quatre Neroni, un Acciajuoli, Guido Bonzani, Roberto Altorto, Martino della Stuffa, et plusieurs membres du parti de la montagne. Cf. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 764.

(2) Voyez divis. III.

(3) Machiavelli, l. c., p. 213.

poni, les Strozzi, les Pitti, les Alessandri, les Soderini, en un mot toutes les familles les plus considérées qui ne se prononçaient pas ouvertement pour les Medici furent persécutées; on les accusa de complots, et on se servit de ce prétexte pour les condamner à l'exil ou même à la mort; et l'affreux spectacle des exécutions capitales alternait avec les jeux et les tournois que donnaient les fils de Pierre, alors devenus des hommes. Le mariage de Lorenzo avec la princesse Clarice, fille de Jacopo degli Orsini, au mois de juin 1469, avait donné lieu à des fêtes nouvelles; et, comme le peuple en général souffrait peu de la conduite du parti des Medici, que même les affaires étaient simplifiées, quoique à la vérité dans un sens peu favorable, on ne peut pas dire que Florence fût malheureuse; du moins il est beaucoup plus pénible de vivre sous un gouvernement dont les chefs sont décidément connus comme enclins à la concussion et à la partialité, que sous une administration où ces vices existent, mais sont contraints de se cacher dans l'ombre (1) par la nécessité de la prudence.

Pierre lui-même doit avoir été affligé de la conduite de ses partisans, et conçut de grandes inquiétudes sur le sort de ses deux fils Lorenzo et Giuliano. Selon Machiavelli (1), il fit appeler en secret Agnolo degli Acciajuoli à Casaggiuolo pour prendre son avis sur l'état de Florence, et cependant celui-ci était son ancien adversaire.

Sa maladie toujours croissante, et bientôt la mort qui termina ses souffrances, empêchèrent l'exécution de son dessein, quel qu'il fût. Il mourut le 2 ou 3 décembre 1459 (2).

Pendant qu'il était à la tête du gouvernement, la république avait, par l'achat de la maison Campofregoso, fait l'importante acquisition de la ville et du territoire de Sarzana, qui, au mois de février 1467, revint sous le pouvoir de Florence, et forma le premier boulevard de la république du côté de Gênes. Seulement l'acquisition de Lucques, que Cosimo avait toujours recherchée, et celle de quelques possessions des Malaspina ne purent être effectuées, et ce que Cosimo ne parvint pas à réaliser n'est pas encore accompli jusqu'à ce jour, et se trouve réservé à un prochain avenir.

§ V. *Le temps de Lorenzo jusqu'à sa mort en 1492.*

Après la mort de Pierre, l'époque était arrivée où le parti exilé ne pouvait en aucune manière espérer son retour dans sa patrie, mais où le parti dominant à Florence pouvait préparer avec certitude de succès la chute de la maison de Medici, dont l'ambition était toujours monarchique. Tout dépendait de la décision de Tommaso Soderini, qui avait toujours été un partisan fidèle des Medici, et qui avait modéré son frère Niccolò dans son inimitié contre Pierre; mais il considéra que sa position serait en danger par les suites incalculables des innovations, et la plupart de ses amis pensèrent de même: ils préférèrent conserver à la famille des Medici sa position, et par là assurer la leur, bien que cette famille ne fût représentée que par des jeunes gens, plutôt que de s'abandonner aux chances d'une révolution dont on ne pouvait prévoir la fin. Lorsque après la mort de Pierre les bourgeois les plus considérés se rendirent dans la maison de Tommaso, et voulurent le traiter comme le successeur de Pierre, il leur montra le palais des Medici, et leur dit: « Là demeurent les héritiers de Pierre! » Ensuite il

(1) A la tête du parti des Medici était Tommaso Soderini, frère de Niccolò Soderini exilé, Andrea de' Pazzi, Luigi de' Guicciardini, Matteo Palmieri et Pietro Minerbetti.

(1) L. c., p. 217.

(2) Cf. Sismondi, l. c., p. 312.

rassembla les premiers de la ville et les deux frères Medici dans le couvent de S.-Antonio; il parla hautement devant eux des relations de la république et de celles des autres États d'Italie; il démontra qu'il était plus facile de conserver des pouvoirs déjà affermis que d'en former de nouveaux. Au discours de Tommaso, Lorenzo de' Medici répondit avec tant d'habileté, et surtout avec tant de modération et de dignité, que l'assemblée avant de se séparer reconnut unanimement les frères Medici comme les chefs du gouvernement (*principi dello stato*) ainsi que leur père l'avait été; mais aussi Lorenzo et Giuliano n'oublièrent pas ce qu'ils devaient à Tommaso, et suivirent en tout ses conseils.

Après la mort de Cosimo, Florence n'était pas tout à fait déchue de son rang parmi les États italiens; mais elle était bien abaissée. Ce qu'elle avait été jadis, elle ne l'avait dû qu'à la position et aux qualités personnelles de Cosimo, qui avait fait de cette république le centre de la politique de l'Italie. Le système d'équilibre conçu par lui, et au milieu des circonstances les plus difficiles, n'avait pas souffert d'ébranlements considérables. Florence ne fut menacée par aucun danger grave à l'extérieur, et l'on pouvait se livrer avec d'autant plus d'abandon aux fêtes, aux jeux, à l'étude et à l'imitation de l'antiquité, en un mot aux jouissances de l'esprit; telle fut la vie que l'on mena surtout depuis que le duc Galeazzo Maria, au printemps de 1471 (1), vint à Florence, et fit connaître à ces républic ins dépravés les mœurs voluptueuses de la cour de Milan. Des troubles éclatèrent çà et là sur le territoire de Florence, et furent de suite comprimés, et amenèrent un assujettissement plus rigoureux des habitants. Ce furent là les seules interruptions au cours de la vie molle et sensuelle des Florentins.

Ainsi Bernardo Nardi, un des exilés florentins, au mois d'avril 1470, tenta, de concert avec Diotisalvi Neroni et autres de son parti, de donner à ce dernier un appui dans le pays florentin en occupant Prato. Il y réussit par la ruse, avec l'aide de quelques paysans armés; mais les habitants de Prato ne se rallièrent pas à lui : les Florentins eurent le temps de se réunir, et tous les complices du coup de main de Nardi furent massacrés ou faits prisonniers; parmi ces derniers Nardi et dix-huit autres furent décapités.

Un débat sur la possession d'une alunière occasionna deux ans plus tard, au mois d'avril 1472, une révolte à Volterra; les magistrats de cette ville ne voulurent pas permettre aux Florentins d'intervenir dans cette affaire. Les habitants de Volterra cherchèrent du secours auprès des autres États d'Italie; les émigrés florentins leur promirent des armes et de l'argent, et d'un autre côté les conseils pacifiques de Tommaso Soderini ne l'emportèrent pas sur l'ardeur belliqueuse de Lorenzo. Le comte d'Urbino, Federigo de Montefeltro, contraignit dès le mois de juin les habitants de Volterra à capituler; et, malgré la capitulation, la ville fut livrée au pillage. Les Florentins firent construire dans l'intérieur de Volterra une citadelle très-forte. Les années suivantes s'écoulèrent sans événements importants jusqu'en 1476.

La conjuration des Pazzi, comme tant d'autres événements de l'histoire d'Italie du XVe siècle, a été souvent l'objet de descriptions romanesques ou de déclamations; tantôt on a voulu s'intéresser aux jeunes Medici, tantôt contre eux. Nous nous bornerons à une narration simple, courte et claire. Le lecteur nous pardonnera s'il n'y trouve pas les couleurs brillantes auxquelles il est habitué. Nous avons vu comment la famille de Medici obtint un pouvoir extraordinaire, comment et au milieu de quels dangers ce pouvoir s'est consolidé, et nous devons ajouter que cette consolidation avait quelques rapports avec un déplacement de tous les intérêts de la vie. Les richesses accumulées dans le XIVe siècle, la culture des arts et des sciences à laquelle on se vouait généralement, jetèrent dans la vie privée des sources de jouissances sensuelles et de plaisirs pour l'intelligence; en sorte que l'intérêt le plus

(1) Vol. III, p. 413.

puissant se détourna peu à peu des affaires publiques, pour se renfermer dans un cercle de relations individuelles. A l'époque du Dante, on croyait que celui-là ne pouvait être heureux qui n'avait pas une position convenable et influente dans la vie publique de l'Etat; au temps de Cosimo, une telle opinion paraissait erronée, et l'on regardait comme heureux celui qui, libre de tous rapports avec l'État, pouvait sans être troublé se vouer à l'étude et aux plaisirs de l'esprit; car alors une science remarquable, du talent dans les arts ou seulement une grande richesse assuraient à chacun la considération de ses concitoyens, quand bien même on n'aurait jamais occupé d'emploi public; souvent même on grandissait dans l'opinion par cette espèce d'exclusion (1). On abandonna donc volontairement et librement le pouvoir aux Medici et à leurs amis, et il ne se forma d'opposition contre cette domination que là où les intérêts privés de ceux qui jadis avaient joui d'une grande influence étaient lésés, et où les personnes lésées soutenaient le rétablissement de l'ancien ordre de choses.

Le pouvoir fut organisé de manière que les frères Medici nommèrent cinq électeurs suprêmes (2) qui eurent le droit de conférer tous les emplois publics qui jadis avaient été distribués par le sort ou par la *balia*. De cette manière tout le gouvernement fut dans les mains des Medici; car d'abord les rapides mutations des emplois ne permettaient pas à ceux qui en étaient investis de secouer l'influence des Medici, ou d'agir contre leur volonté; ensuite, si l'un d'eux l'eût tenté, les Medici avaient un recours assuré dans les pleins pouvoirs de la *balia*. Celle-ci était en quelque sorte un dépôt de tous les pouvoirs: elle condamnait à mort ou à l'exil ceux qui étaient hostiles au parti qu'elle représentait; elle imposait des taxes arbitraires au lieu des contributions régulières; elle punissait une seconde fois ceux qui avaient déjà été condamnés et qui avaient subi leur peine; elle publiait des lois pénales auxquelles elle donnait un effet rétroactif; en un mot elle exerçait un pouvoir suprême, sans égard au droit, et dans la seule pensée que la domination doit être défendue et conservée à tout prix. Heureux dans de telles circonstances celui qui n'avait aucune relation avec les membres de cette commission, et qui retiré dans le calme de sa maison y vivait dans l'intimité de ses amis; et cette jouissance de la vie privée qu'on avait jadis recherchée par dégoût des affaires publiques, on devait aujourd'hui s'y tenir par crainte des dangers prêts à fondre sur ceux qui quittaient cette retraite. L'ancienne Grèce paraît, après la guerre du Péloponèse, avoir été dans un état presque analogue. On comprendra maintenant facilement comment il fut possible à Lorenzo et à Giuliano d'employer, pour conserver leur fortune privée, le trésor de l'État, que leur aïeul avait secouru et soutenu de ses propres biens; car on n'avait besoin que du consentement de la *balia* pour détourner les sommes les plus considérables de leur destination régulière, et tout l'ensemble, toute l'unité de cette *balia* reposait sur la conservation du pouvoir des Medici. La cessation totale de ce pouvoir eût dissous tout ce parti, et plus les intérêts des particuliers se seraient compliqués et heurtés si la domination eût été confiée à un autre, plus on s'explique comment cent mille florins furent employés pour soutenir une transaction d'échange que Tommaso de' Portinari fit à Bruges pour le compte des Medici (1); plus on s'explique aussi comment,

(1) On a souvent attribué à Cosimo cette direction nouvelle de l'opinion à Florence; mais pourquoi alors le même phénomène s'est-il reproduit en même temps dans presque toute l'Italie? Peut-on attribuer à un seul homme une si grande influence!

(2) Sismondi, l. c., vol. XI, p. 79. Dans l'histoire de la conjuration de Pazzi, je suis surtout Sismondi; si l'on sait tenir compte de sa haine contre les Medici, il faut le regarder ici comme l'historien le plus critique. Roscoe s'était créé une opinion à lui.

(1) Sans compter les établissements des Medici dans les Pays-Bas, qui avaient été formés depuis longtemps par suite des relations de

malgré des dépenses princières, malgré le manque d'attention si nécessaire aux affaires commerciales, la fortune des Medici parut presque inépuisable; les simples particuliers durent aussi payer de grandes sommes pour rester dans leurs droits, ou pour obtenir l'autorisation de commettre des injustices, ou pour n'être pas en butte à des vexations de toute espèce. Il était naturel que les Medici n'eussent pu se maintenir, si presque tous leur partisans n'eussent retiré d'aussi grands avantages; d'ailleurs toute la classe de ceux qui n'étaient pas riches jouissait en paix du fruit de son travail, en sorte que presque tous étaient contents et tranquilles, sauf quelques hommes privés, qui cachaient sous cette tranquillité extérieure le souvenir des injures reçues, et attendaient l'occasion de la vengeance.

Les Pazzi du Valdarno supérieur, autrefois du nombre des familles nobles les plus puissantes du pays, étaient depuis leur chute tout à fait domiciliés à Florence; et lorsque, après le retour de Cosimo, une grande partie du *popolo grasso* avait été exilée ou exclue des emplois, ils avaient obtenu par le crédit de Cosimo leur admission parmi le *popolo* et aux fonctions publiques. Depuis longtemps ils comptaient parmi les banquiers les plus considérés de Florence (1); comme membres du parti des Medici, ils avaient obtenu les plus hautes dignités. Cosimo arrangea même un mariage entre sa petite-fille Bianca et Guglielmo d'Antonio de' Pazzi; mais bientôt après, la position des Medici parut menacée par cette famille, que ses richesses rendaient indépendante (2).

Lorsque Giovanni d'Antonio de' Pazzi fut fiancé à l'héritière du riche Giovanni Borromei, la crainte dut s'accroître; car la réunion de fortunes aussi considérables était doublement menaçante, dans un temps où les Medici ne pouvaient se maintenir qu'en s'emparant de l'argent de l'État. Mais la *balia* vint en aide à Lorenzo, en promulguant, après la mort de Borromei, une loi qui assura la préférence à ses neveux de la ligne masculine, pour être admis à lui succéder, au préjudice de sa fille (cette loi eut un effet rétroactif); les Pazzi furent ainsi privés du riche héritage des Borromei, mais ils en conservèrent un ressentiment profond. Cette loi n'était qu'un coup d'État favorable aux Medici, aux intérêts desquels les Pazzi étaient sacrifiés. Les plus proches parents de Giovanni d'Antonio, qui était surtout lésé, étaient le frère d'Antonio, son oncle Jacopo de' Pazzi, ses frères Francesco d'Antonio

Cosimo avec le duc Philippe de Bourgogne, le commerce d'Alexandrie, d'où s'ouvraient les transactions avec l'Inde, était pour les Medici une mine d'or, comme le dit Roscoe. (Voyez la traduction de Mecherini, l. c., vol. II, p. 18—19.) Presque toutes les alunières d'Italie leur appartenaient, ou étaient affermées par eux. Pour une seule, située dans l'État de l'Église, ils payaient annuellement cent mille florins au pape. *Ibid.*, p. 20. Ils avaient des maisons de banque dans les principales villes de commerce.

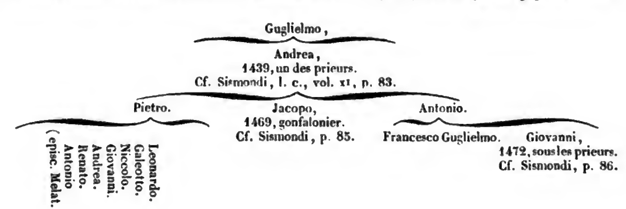
(1) C'est une erreur de Sismondi s'il croit que les Pazzi n'avaient pas fait d'affaires de commerce avant leur admission parmi le *popolo*. La noblesse florentine faisait des opérations de banque depuis le XIIIe siècle; et les Pazzi, dès le XIVe, sont nommés comme appartenant à la banque.

(2) Machiavelli, l. c., p. 245: « Erano i Pazzi in Firenze per ricchezze et nobiltà allora di tutte le altre famiglie fiorentine splendidissimi. »

et Guglielmo d'Antonio déjà nommé (1). Francesco quitta Florence, et se chargea de l'administration d'une maison de banque que les Pazzi avaient à Rome, et peu après Sixte IV le nomma banquier du saint-siége. La haine de Sixte et de Francesco contre les Medici les unit bientôt étroitement; car Sixte, qui exerçait sa domination sur les villes de l'État de l'Église et sur leurs *signori*, qui prenaient le titre de ses vicaires, avait en 1474 commencé une guerre contre Niccolo Vitelli *signor* de Città di Castello, et l'avait à la fin obligé à recevoir une petite garnison romaine, comme marque de sa soumission à la suzeraineté du saint-siége; cependant les Florentins, c'est-à-dire Lorenzo, s'étaient montrés pendant la lutte très-favorables à Vitelli, et par les secours qu'ils lui avaient donnés avaient empêché sa ruine totale; mais ils s'étaient aussi acquis par là dans la personne du pape un ennemi implacable. D'un autre côté les négociations de Lorenzo avaient apporté de grands obstacles au vœu formé par Sixte, de rétablir sa domination immédiate sur tous les points des États de l'Église; car la possession d'une partie du territoire papal aux mains de chefs assez indépendants paraissait nécessaire au maintien de l'équilibre en Italie et à la défense de la liberté des Florentins, qui se trouvaient en danger chaque fois qu'un pape parvenait à établir une espèce de monarchie dans les États de l'Église; alors il pouvait porter toutes ses forces au dehors. Le pape Sixte IV était surtout animé par ses neveux, et principalement par Girolamo Riario. Leurs projets étaient intimement liés à ceux d'un agrandissement de la domination du saint-siége. C'est ainsi que bientôt à la cour de Rome on se persuada que la chute des Medici était nécessaire, pour assurer le succès des entreprises ultérieures, et désormais tous les Pazzi purent compter sur l'appui du saint-siége.

Mais d'un autre côté le passé avait prouvé que les intérêts de la faction dominante demandaient le maintien des Medici; tant que ceux-ci existaient, il parut impossible d'anéantir leur influence; si l'on rassemblait une armée contre eux, les autres États d'Italie soupçonneraient quelques projets d'agrandissement et porteraient secours aux Florentins. L'issue d'une guerre générale était au moins problématique. On ne pouvait non plus espérer une révolte du peuple à Florence contre la *balia*, tant que les Medici seraient alliés à elle; on n'avait d'autre moyen que d'assassiner les frères Medici. Une fois ceux-ci anéantis, tout le parti perdait son point de réunion; chacun de ceux qui voudraient les remplacer éveillerait aussitôt la jalousie des autres. Aucune considération de droit ne pouvait détourner les Pazzi d'un tel acte; car les Medici n'étaient pas leurs souverains, ils n'étaient parvenus au pouvoir, et ne s'y étaient maintenus qu'à l'aide de coups d'État. Si les Pazzi avaient été lésés, il n'y avait aucun tribunal où ils pussent espérer justice. Les Medici et les Pazzi se trouvèrent donc en

(1) Roscoe donne (dans la traduction de Mecherini, vol. II, p. 87) l'arbre généalogique suivant :



présence comme deux forces opposées, et le torrent contenu par la puissance des premiers devait chercher une issue secrète.

De nouvelles provocations à des sentiments hostiles survinrent entre les Medici et la cour de Rome, quand Sixte conféra l'archevêché de Pise à Francesco de' Salviati, parent de Jacopo de' Salviati, qui jadis avait été banni à l'instigation des Medici. Ceux-ci ne voulurent pas reconnaître le nouveau prélat. Déjà les hostilités paraissaient inévitables, et les deux partis cherchèrent à affermir leurs anciennes alliances, et à en contracter de nouvelles, quand par un événement politique les Siennois se réveillèrent de l'engourdissement où ils étaient restés depuis longtemps. Braccio (de' Fortebracci) da Montone, en outre de son fils aîné Otto, dont nous avons raconté la mort, avait laissé un fils plus jeune, Carlo, qui avait été au service des Vénitiens. Il le quitta en 1476, pour conquérir Montone et autres possessions paternelles sur le territoire de Perugia; mais, quand il arriva en Toscane, il vit que les Medici lui étaient contraires, à cause de l'union qui existait entre Florence et Perugia. Il renonça en grande partie à son plan; mais, pour donner de l'occupation à ses gens, il attaqua Sienne, sous prétexte d'une dette qu'il réclamait de cette ville, comme faisant partie de la succession de son père (1). Les Medici virent avec plaisir cette ville voisine menacée; ils espéraient qu'elle se plierait avec plus de soumission à la politique et même à la domination de Florence; mais quand Carlo, dans l'été de 1477, fit de tels progrès (1), qu'on pouvait craindre de le voir conquérir Sienne elle-même, Florence s'y opposa : les Florentins s'excusèrent auprès des Siennois de n'avoir pas, comme ils l'eussent voulu, mis obstacle aux entreprises de Carlo, alléguant l'ignorance où ils avaient été des droits de celui-ci et des obligations de la ville de Sienne, et disant qu'ils avaient dû s'abstenir jusqu'à ce qu'ils fussent mieux informés par les envoyés de celle-ci, mais qu'à présent ils voulaient se montrer bons et fidèles voisins. Carlo essuya bientôt par l'attaque des troupes napolitaines, qui s'étaient hâtées de venir au secours des Siennois, un tel désastre, qu'il ne se sauva qu'avec l'aide des habitants de Montepulciano; les Florentins lui firent dire qu'il devait évacuer le territoire de Sienne. Il se retira en Romagne, et pour lui ôter toute envie de faire de nouvelles incursions en Toscane, les troupes réunies de Sienne et du pape dévastèrent Montone. Mais les Siennois, croyant avoir tout à craindre, firent le 8 février 1478 une alliance étroite avec l'ennemi acharné des Florentins, le pape Sixte IV, et avec le roi de Naples.

Cependant tous les plans que les Pazzi avaient préparés contre les Medici mûrissaient de plus en plus. Girolamo Riario et Francesco de' Salviati adhérèrent au projet de Francesco de' Pazzi d'assassiner les Medici. Francesco de' Pazzi vint lui-même à Florence pour gagner son oncle Jacopo; mais celui-ci ne céda que quand le *condottiere* du saint-siége, Giovan Battista da Montesecco, affirma que le pape ferait tout son possible pour assurer le succès de la conspiration. L'envoyé napolitain promit aussi des secours de la part de son maître. Les troupes papales réunies à Montone devaient, sous les ordres de Lorenzo Giustini de Città

(1) Malavolti, l. c., p. 71 b. « Non havevano i Sanesi (essendo continuata la pace tant' anni, ne havendo data cagione ad altri, che cercasse d' offendergli) gente d'arme al servitio loro, ma veduta venir quella compagnia di predatori a' danni della republica preser partito, volendo prepararsi alle difeze, di domandare a Federigo da Montefeltro duca d' Urbino certo numero di soldati, e mandarono chi desse loro le paghe, ma da Federigo che aveva qualche intelligenza col conte Carlo furon trattenuti più d'un mese et in ultimo mandate cento celate solamente. »

(1) Ceux de Montepulciano secoururent Carlo, et ravagèrent le Valdorcia et d'autres contrées; Carlo reçut du territoire florentin des vivres pour toute son armée.

di Castello, qui était en guerre avec Vitelli, être renforcées par des mercenaires; un autre corps, commandé par le *condottiere* Gian Francisco da Tolentino, devait être employé dans la Romagne. Outre ces chefs principaux de la conjuration, d'autres y étaient aussi affiliés: Jacopo, fils de Poggio Bracciolini; Jacopo de' Salviati, le frère, et Jacopo de' Salviati, le cousin de l'archevêque; Bernardo di Bandino Baroncelli (1) et Napoleone Francesi, deux jeunes gens d'une audace éprouvée, qui étaient liés avec la famille Pazzi (2); Antonio Maffei, prêtre de Volterra, secrétaire apostolique; enfin Steffano Bagnoni, ecclésiastique qui donnait des leçons dans la maison de Jacopo de' Pazzi.

Comme il était surtout nécessaire, pour le succès de cette action violente, que Lorenzo et Giuliano succombassent en même temps, les conjurés furent obligés d'attendre longtemps une occasion favorable, et plusieurs fois des circonstances accidentelles détournèrent les coups qui étaient préparés; enfin l'on fut forcé de fixer l'exécution du crime au moment de la célébration d'une fête religieuse à laquelle les deux frères devaient assister. Le jeune cardinal Rafaele Riario, neveu de Girolamo, étudiait à Pise; l'archevêque l'avait invité à le venir visiter à Florence; les Medici (le 2 mai 1478) ne purent se refuser à entendre la messe avec lui. Mais le *condottiere* Giovan Battista da Montesecco (3) ne voulut en aucune manière se prêter à un assassinat dans un lieu saint, dans la cathédrale elle-même; à sa place on prit deux clercs, Antonio et Steffano, qui n'eurent pas les mêmes scrupules, mais qui n'étaient pas aussi exercés au métier des armes. Ils devaient assassiner Lorenzo; Francesco de' Pazzi et Bernardo Baroncelli se chargèrent de Giuliano; on craignait que ce dernier ne portât une cuirasse sous ses habits, comme il en avait l'habitude. Au moment du leverdieu, alors que chacun se tient pieusement courbé, les deux frères devaient être immolés, la cloche de la messe donnerait le signal; en même temps l'archevêque et Jacopo Bracciolini devaient s'emparer du palais.

Comme Giuliano ne paraissait pas dans l'église, ses deux assassins allèrent lui représenter qu'il ne pouvait s'en dispenser, et l'entourant de leurs caresses, ils s'assurèrent qu'il ne portait pas de cuirasse. Il les suivit, et au moment convenu Baroncelli le frappa d'un coup de poignard à la poitrine. Quand il fut tombé, Francesco de' Pazzi lui porta d'autres coups avec une fureur si aveugle, qu'il se blessa lui-même à la cuisse. Dans le même moment Antonio avait voulu frapper le frère de Giuliano; mais, dans sa maladresse cléricale, il lui saisit l'épaule avec la main droite pour lui porter des coups plus sûrs, en sorte qu'avant qu'il pût exécuter son projet Medici se tourna rapidement, se garantit avec son manteau placé sur son bras gauche, et ne fut que légèrement touché. Il tira son épée; Andrea et Lorenzo de' Cavalcanti se hâtèrent d'accourir à son aide; les deux prêtres s'enfuirent. A cette vue, Baroncelli, le plus déterminé de tous, se jeta sur Lorenzo, tua Francesco Nori qui se mit sur sa route; mais Lorenzo avait déjà eu le temps de se réfugier avec ses amis dans la sacristie, d'où il fut conduit dans son palais, suivi des plus fidèles partisans de sa maison.

La fortune ne fut pas, sur les autres points, plus favorable aux conjurés; car, au temps convenu, l'archevêque et ses proches, avec Bracciolini et une suite peu nombreuse, s'étaient rendus au palais. Une partie de ses com-

(1) Le nom latin Bernardus Bandini de Baroncellis induit en erreur, parce que le nom de famille est généralement omis, et on regardait le génitif du nom de baptême du père Bernardo comme son nom de famille.

(2) « Giovanni arditi e alla famiglia dei Pazzi obbligatissimi. »

(3) Machiavelli, l. c., p. 253 : « Ricusò Giovan Battista volerlo fare, o che la famigliarità aveva tenuta con Lorenzo gli avesse addolcito l'animo, o che pure altra cagione lo muovesse. Disse che non gli basterebbe mai l'animo commettere tanto eccesso in chiesa, e accompagnare il tradimento con il sacrilegio; il che fu il principio della rovina dell' impresa loro. »

pagnons resta à l'entrée, les autres se cachèrent dans la chancellerie. L'archevêque entra chez le gonfalonier comme s'il avait eu quelques communications à lui faire de la part du pape; mais le gonfalonier, Cesare Petrucci, voyant l'archevêque devant lui embarrassé et tremblant de peur, en conçut des soupçons; il se précipita sur la porte, où il trouva Jacopo de' Bracciolini; il le terrassa, le confia à la garde des serviteurs du palais, et en même temps appela les prieurs à la défense de la ville. Les conjurés dans la chancellerie avaient fermé les portes derrière eux, sans savoir qu'elles ne pouvaient s'ouvrir que par les clefs de l'intérieur; ils s'étaient de cette manière constitués eux-mêmes prisonniers. Les autres, qui étaient restés à l'entrée, furent assaillis par les bourgeois qui accouraient en armes. Ceux-ci, ainsi que quelques autres qu'on trouva dans les combles du palais, furent massacrés ou jetés par les fenêtres, à l'exception de Bracciolini et des parents de l'archevêque, qui furent avec lui pendus devant les fenêtres du palais.

Les deux prêtres avaient été dans leur fuite tués par les amis de Lorenzo; Bernardo Baroncelli vit bientôt que tout était perdu, et quitta la ville. Francesco de' Pazzi, le chef de la conspiration, s'était blessé si grièvement, qu'il ne put monter à cheval pour appeler le peuple à la liberté; son oncle Jacopo l'essaya à sa place, accompagné d'environ cent hommes armés qui s'étaient rassemblés dans la maison des Pazzi; mais personne ne l'appuya. Du palais on lui jeta des pierres quand il se montra sur la place; il quitta la ville et se retira dans la Romagne.

Le peuple devint bientôt furieux contre tous les ennemis des Medici; il traîna leurs cadavres dans les rues, les déchira, et en porta les lambeaux sur des piques. Le cardinal Riario, quoique ne connaissant rien de la conspiration, s'était avec peine sauvé au pied de l'autel; Francesco de' Pazzi fut arraché de son lit et pendu aux fenêtres de son palais; Guglielmo de' Pazzi s'était enfui dans le palais des Medici, et fut sauvé par l'intervention de Bianca. Jacopo de' Pazzi fut fait prisonnier par les paysans dans les Apennins, livré aux Florentins, et puni de la corde comme son neveu. Plus de soixante-dix personnes, soupçonnées d'avoir pris part à la conspiration, furent, le jour de l'assassinat de Giuliano et dans les trois jours suivants, massacrées par le peuple. Le cadavre de Jacopo fut exhumé et jeté ignominieusement hors des murs de la ville : là encore la populace le trouva, le saisit, et le traîna de nouveau dans les rues, et enfin le jeta dans l'Arno. Giovan Battista da Montesecco eut à subir un long interrogatoire, dans lequel il rejeta le tout sur le pape; il fut ensuite décapité. Baroncelli arriva heureusement à Constantinople; mais les banquiers florentins avaient une telle influence auprès du sultan, qu'on le livra aux Medici, et une année plus tard, le 29 décembre 1479, il fut pendu à Florence devant les fenêtres de Bargello.

Telle fut l'issue malheureuse pour tous les complices d'une réaction des hommes blessés par les rapports nouvellement formés à Florence contre ceux qui, grandis, élevés par ces nouvelles circonstances, en faisaient valoir les principes, de manière à renverser tous les adversaires qui pouvaient leur barrer le chemin. Du reste il ne s'agissait ni d'équité ni d'injustice; car on se trouvait dans une situation politique dont les fondements étaient chancelants, et à cause de cela elle était immorale et entièrement étrangère à tous les droits généralement reconnus. Mais, comme tout mouvement de ce genre ne sert qu'à précipiter le triomphe des éléments destinés à la prédominance, à la condition du temps, ainsi cette attaque sur la position presque monarchique des Medici, ne servit qu'à la constituer plus fortement monarchique encore, et à ouvrir plus largement le tombeau de la république. Si Lorenzo avait succombé, il en eût été de même; car alors ou la puissance du pape, ou celle des Pazzi, ou des Salviati, l'eût emporté incontestablement, et l'existence aux mille têtes de

Florence eût été courbée sous un seul pouvoir.

La conduite tenue envers l'archevêque et les conjurés devait amener inévitablement la guerre avec le pape et ses alliés, avec le roi de Naples et les Siennois. Il est vrai que la guerre ne fut déclarée qu'à Lorenzo; mais la république lui était plus que jamais liée, et l'excommunication du pape menaça tous les bourgeois de Florence, s'ils ne livraient aux tribunaux de l'église Lorenzo, le gonfalonier, les prieurs et les membres de la *balia* (1). Les Florentins mirent en liberté le cardinal Riario, et cherchèrent à se justifier d'avoir méprisé la juridiction ecclésiastique en décapitant les prêtres qui avaient été complices de la conspiration. Cependant cette justification ne fit aucune impression sur le pape, qui même ne crut pas nécessaire d'y répondre. Une nouvelle bulle, qui fut publiée à la fin de juin, les déclara de nouveau sous l'anathême, et défendit à tous les chrétiens d'avoir aucune communication avec eux. Déjà quelques jours avant, la république avait confié à dix commissaires de guerre la mission accoutumée. Ensuite ils composèrent un mémoire qu'ils envoyèrent à tous les gouvernements, et demandèrent du secours à Venise et à Milan. Les prélats toscans se réunirent à la même époque en synode provincial. Dans cette assemblée, les Florentins protestèrent contre la conduite du pape, et présentèrent un appel à un concile général; dernière circonstance bien incertaine, d'après l'observation de Sismondi (1), quoique Roscoe nous l'affirme (2). Louis XI de France se montra bientôt très-favorable aux Florentins, en sorte que Sixte, qui avait avec lui plusieurs discussions désagréables, crut devoir écouter des conseils modérés; il temporisa pour empêcher les Français de secourir efficacement les Florentins, tandis que ceux-ci, en Toscane, furent inquiétés et attaqués par leurs ennemis.

Les deux corps commandés par Lorenzo Giustini et Gian Francesco da Tolentino, aussitôt après que la conjuration avait éclaté, étaient entrés en Toscane; à la tête d'un troisième corps (composé de Napolitains sous le duc Alphonse de Calabre, de Siennois et de soldats du pape) fut mis Federigo de Montefeltro comme général de l'Église; Roberto Malatesta de Rimini et Costanzo Sforza de Pezaro servaient aussi la ligue. Les Florentins, de leur côté, ne purent que lentement rassembler une armée, car ils n'étaient nullement préparés, et durent chercher leurs *condottieri* parmi les petits seigneurs de Lombardie et parmi les nobles du parti d'Orsini opposé au pape. Niccolo degli Orsini, à cette époque comte de Pitigliano, Corrado degli Orsini, Ridolfo da Gonzaga, frère du seigneur de Mantoue, et ses deux fils, fu-

---

(1) Roscoe nous donne une copie de la bulle: « Iniquitatis filius et perditionis alumnus Laurentius de Medicis, etc., etc... (chez Mecherini, vol. p. LIII). » Lorenzo, après que le pape et la ligue eurent fait de semblables tentatives contre lui, convoqua une assemblée des bourgeois les plus considérés de Florence (au conseil de *richiesti*, comme on le nommait, parce que chacun en particulier était invité à y assister), et avait offert de se sacrifier volontairement au bien public, s'ils croyaient n'être pas assez forts pour conjurer la tempête: « Non potevano i cittadini, mentre che Lorenzo parlava, tenere le lagrime; e con quella pietà che fu udito, gli fu da uno di quelli a chi gli altri commisero risposto, dicendogli che quella città riconosceva tanti meriti da lui e dai suoi, che egli stesso di buono animo. »

(1) Vol. XI, p. 180. Il est bien incertain que le synode, sur l'appel de l'évêque d'Arezzo, Gentile de Urbino, ait eu lieu, et l'on ne sait si la protestation dont parle Roscoe n'a été qu'un projet formé par Gentile; car Mecherini dit dans une note de sa traduction (vol. II, p. XCIX): « Del rimanente molte sono le ragioni che indussero M. Fabroni a credere che il sinodo non fosse stato realmente adunato, e che gli atti, che si dicono del medesimo non fossero che l'opera di Gentile. Esiste nel archivio Mediceo l'autografo di lui, che differisce in molti luoghi da quello che e stato pubblicato. »

(2) Voyez Mecherini, vol. II, p. LXV sq.

rent engagés pour le service de Florence; on forma un camp à Poggio imperiale; on mit des garnisons dans les places fortes situées sur les frontières de Sienne et vers Urbino; mais dans tous ces apprêts il n'y avait pas d'ensemble, et les *condottieri* en particulier se conduisaient d'une manière tout à fait indépendante. Ce ne fut que le 30 août que les Florentins parvinrent à obtenir dans la personne d'Hercule d'Este un général en chef qui eut assez d'autorité pour contenir les *condottieri* dans l'obéissance; mais il était gendre du roi de Naples, et, malgré les soixante mille florins qui lui furent comptés, on ne devait pas s'attendre à le voir conduire la guerre énergiquement. Lorsque Hercule arriva le 8 septembre à Florence, l'armée de la ligue avait déjà pris plusieurs places fortes et assiégeait Cocchiano. A l'heure fixée par les astrologues, le bâton de commandement fut remis à Hercule; ce fut le 27 septembre à dix heures et demie du matin. La superstition qui avait fait retarder cette cérémonie avait été cause que Cocchiano était tombé au pouvoir des ennemis, et avait permis à ceux-ci de camper devant Montesansovino. La conduite d'Hercule n'amena que la confusion et des lenteurs; ensuite il consentit à un armistice qui était tellement dans les intérêts de la ligue, que celle-ci pouvait, pendant sa durée, continuer le siége de Montesansovino. Enfin, quand l'armistice fut expiré, à la fin d'octobre, Hercule empêcha tout combat décisif; et le 8 novembre, Montesansovino dut capituler, après quoi les deux armées entrèrent dans leurs quartiers d'hiver.

L'hiver empira encore la situation des Florentins par la marche des négociations; car le roi de France ne fit rien pour venir réellement à leur secours. Les habitants de Lucques, qui craignaient toujours d'être soumis aux Florentins, parurent aussi vouloir se joindre à leurs ennemis, en sorte qu'on ne put acheter leur neutralité qu'avec de grandes concessions. Le Bentivoglio de Bologne, le Manfredo de Faenza, quoique toujours amis des Medici, ne firent rien pour les défendre, et l'attaque qu'ils voulaient tenter contre Girolamo Riario pour lui enlever Imola fut empêchée par les Vénitiens, qui ne voulaient pas voir porter la guerre dans leur voisinage, et qui s'excusèrent sur leurs anciennes relations s'ils ne secouraient pas les Florentins; ils avaient, disaient-ils, promis d'aider Florence; mais non de faire la guerre pour de simples bourgeois, et cette guerre ne regardait que Lorenzo. En outre les Vénitiens furent, pendant tout l'hiver, menacés par les Turcs, et la duchesse de Milan, qui paraissait sincèrement attachée aux Florentins, et leur avait envoyé des troupes, fut bientôt occupée par les affaires de Gênes (1), et menacée par les Suisses que le pape avait excités (2).

Au commencement de 1479, une armée se rassembla sous Roberto de S.-Severino et sous les deux frères Sforza dans la Lunigiana, menaçant à la fois la Lombardie et la Toscane. Le général florentin Hercule d'Este reçut ordre de marcher contre elle, ce qu'il fit pendant que Federigo de Montefeltro et Alphonse étaient encore dans leurs quartiers d'hiver. L'armée florentine, par l'engagement des deux *condottieri* Carlo de' Fortebracci da Montone et Deifobo dell' Anguillara, se trouva considérablement augmentée; Roberto Malatesta et Sforza de Pezaro quittèrent aussi l'armée papale pour se réunir à celle de Florence (3). Federigo laissa aux ennemis rassemblés à Lunigiana le temps de se retirer sur le territoire de Gênes; puis il rentra lentement dans son camp vis-à-vis l'armée de la ligue.

A présent l'ancienne inimitié se réveilla dans le camp florentin entre les troupes de Carlo de Fortebracci et celles de Costanzo Sforza de Pezaro, qui se regardaient comme héritiers de la gloire et les derniers restes des vieilles bandes de Sforza, autrefois si redoutées dans toute l'Italie. Il en résulta des querelles de toute espèce, des duels; et on ne put

(1) Voyez divis. III.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

porter remède qu'en envoyant Carlo avec son fils Berardino et avec Roberto Malatesta dans le pays de Pérugia, où par son beau-père il avait un parti, et pouvait compter sur des conquêtes rapides; il fit d'abord, sur le territoire papal, des acquisitions considérables; mais il mourut le 17 juin, à Cortona (1). Hercule resta inactif presque tout l'été, jusqu'à ce que le 10 août il donna à son frère Sigismond le commandement de l'armée qu'il quitta (2). Niccolo Vitelli, qui avait été chassé de Città di Castello par son adversaire Lorenzo, conduisit la guerre avec vigueur contre cette ville qu'il voulait reprendre; et Roberto Malatesta, avec les troupes de Carlo, et de concert avec le commissaire florentin Jacopo de Guicciardini, avait complétement battu les troupes papales auprès du lac de Pérugia (presque sur le champ de bataille d'Annibal) (3). Mais en revanche, le camp principal des Florentins, sous les ordres de Sigismond, fut surpris par Alphonse le 7 septembre, auprès de Poggibonzi, et tout à fait anéanti, en sorte que le séjour des Napolitains devant cette dernière place et devant celle di Valdelsa, qu'ils assiégèrent, sauva seul Florence des plus grands dangers. Ces villes furent prises, et après une campagne qui se termina encore au désavantage des Florentins, on entra dans les quartiers d'hiver.

Autant les Vénitiens avaient donné peu de secours actifs aux Medici pendant la guerre, autant ils s'occupaient à favoriser un plan qui devait anéantir les forces de la ligue, et transporter la guerre sur le territoire de Naples. Si la maison d'Anjou n'avait pas depuis longtemps cherché à faire valoir ses prétentions sur Naples, cependant le parti d'Anjou dans ce royaume n'était pas entièrement anéanti, surtout dans les rangs de la noblesse, et les droits qui avaient servi d'étendard à ce parti n'étaient pas tout à fait oubliés. Il est vrai que Réné était trop vieux, et que ses fils étaient morts; mais de sa fille Iolande, mariée avec Ferry de Vaudemont, de la branche cadette de Lorraine, il avait un petit fils, René II de Lorraine, à qui les Vénitiens et les Florentins offrirent de le reconnaître comme roi de Naples, s'il venait faire valoir lui-même ses prétentions. Avant que les négociations avec ce prince fussent avancées, les premiers préparatifs pour ramener la paix entre Lorenzo et ses ennemis furent faits. Lodovico Sforza, qui jusqu'ici avait empêché le gouvernement milanais de secourir efficacement les Medici, s'empara à cette époque du pouvoir, et n'eut pas d'autre intérêt que celui de ses prédécesseurs, il fut donc favorable à Florence (1), dont il avait besoin en cas de guerre contre Venise. Il souhaita, pour rétablir la balance, de voir le pape et le roi de Naples séparés; à la fin de novembre, un armistice eut lieu pour préparer la paix. Dans l'esprit de Ferdinand prévalut surtout l'espoir d'acquérir par le duc de Calabre une telle influence sur les Siennois qu'ils se soumettraient à sa domination; il consentit à se séparer du pape avec lequel il craignait, en cas de réussite de ses projets, d'être forcé de partager.

Les conditions de paix que proposait le pape étaient de nature à ne pouvoir être admises comme bases du traité; il demandait que les Florentins fissent construire une chapelle, et y fondassent des messes pour le salut des âmes de ceux qui avaient été tués lors de la conjuration des Pazzi; qu'ils implorassent leur pardon pour avoir fait décapiter des prêtres, et restituassent Borgo, S.-Sepolcro, Modigliana et Castrocaro qu'ils avaient depuis longtemps achetées à l'état de l'E-

(1) Sismondi, l. c., vol. XI, p. 167.

(2) *Bruti Hist. Florent.*, l. c., p. 168.

(3) Les soldats d'Hercule étaient si acharnés à cause du butin, qu'une espèce de guerre éclata dans le camp. Pour y mettre fin, et probablement pour se débarrasser d'un général incapable, les Florentins congédièrent Hercule. Cf. Machiavelli, vol. II, p. 107.

(4) Roscoe, dans la traduction de Mecherini, vol. II, p. 107.

(1) Voyez division III.

glise (1). Mais d'un autre côté les Florentins, malheureux dans la guerre, avaient essuyé des pertes, et Lorenzo pouvait craindre l'arrivée du moment où l'amour de ses concitoyens se refroidirait. Il lui sembla qu'il n'avait d'autre ressource que de chercher à tout prix à séparer le roi de Naples du pape, qui cesserait alors d'être à craindre. A cet effet il eut le courage de partir lui-même pour Naples, et de se livrer à son ennemi; cette démarche fut faite de concert avec Federigo de Montefeltro et le duc de Calabre, qui tous deux souhaitaient la paix (2). La *balia* de la guerre à Florence donna plein pouvoir à Lorenzo pour négocier la paix. Une galère napolitaine le conduisit de Livourne à Naples, où il fut reçu le 18 décembre au milieu des acclamations.

Les négociations marchèrent lentement, mais ne furent que plus heureuses. L'offre de René de Lorraine, d'arriver en Italie avec six mille cavaliers, si les Florentins et les Vénitiens voulaient le soutenir, comme ils l'avaient proposé; les promesses nouvellement reproduites de Louis XI, et ce que Lorenzo avait encore à communiquer au roi d'avantageux pour lui, tout cela fut d'un effet assez puissant. Medici fit aussi valoir que le pape était vieux et faible, et qu'on ne pouvait compter sur son successeur, que la paix favoriserait tous les projets sur Sienne. Enfin, le 6 mars 1480, Ferdinand signa à Naples. Les membres de la famille des Pazzi qui n'avaient pris aucune part à la conjuration, qui cependant avaient été enfermés à Volterra, furent mis en liberté; les Florentins durent payer soixante mille florins au duc de Calabre comme s'il était leur général. Mais on leur restitua tout ce qu'ils avaient perdu pendant la guerre, et le roi ainsi que la république se garantirent mutuellement leurs possessions. Le pape et les Vénitiens, bien que dans ce traité ils eussent été négligés par le roi et par les Florentins, ne voulurent pas continuer les hostilités, et la guerre fut terminée.

Ce qui éleva surtout Lorenzo dans l'opinion publique, ce fut de voir que son voyage avait produit plus de résultats que les efforts réunis des conseillers et des généraux; à son retour il fut reçu avec enthousiasme, et parvint à faire nommer une nouvelle *balia* le 12 avril, et changea à tel point la constitution de l'État, qu'une assemblée de soixante-dix bourgeois eut la prérogative de décider de toutes les affaires avant tous les autres colléges. Ce corps devait s'augmenter par l'admission des gonfaloniers sortant de fonctions, à moins que la majorité des conseillers ne s'y opposât. Au nombre des attributions du conseil des soixante-dix, il faut compter la nomination aux emplois, et l'ad-

(1) Pour ne pas interrompre la narration de l'histoire de Florence, nous dirons que Vitelli réussit à s'emparer de Città di Castello avant la conclusion de la paix entre Florence et le pape; mais cette paix l'isola, et le livra aux attaques de Lorenzo Giustini, secouru par le pape. Niccolo Vitelli ne résista pas longtemps avant la mort du pape, ou celui-ci, menacé dans ses possessions romaines par l'inimitié des Colona et des Orsini, crut plus prudent de pardonner à Vitelli, et de contenter Giustini autant qu'il le pourrait.

(2) Malavolti (l. c., p. 76 a) nous donne la lettre que Lorenzo écrivit à Federigo et au duc le 6 décembre, avant de se rendre à Naples: « Illustrissimi domini mei, in questo punto mi parto per essere a Pisa, e di poi a Livorno, secondo l'ordine dato, per transferirmi a' pie' della maestà del re; qui lascio le cose bene in ordine et in modo che ho speranza di trovarle come le lascio. Emmi paruto mio debito dare subito questo avviso alle Ecc VV. quorum auspiciis et consilio di bonissima voglia piglio questo partito: ho spacciato messere Francesco Gaddi, e domane partira di qui per esser alle Ecc. VV. e passar più inanti, secondo parerà a quelle, perchè a libera commissione da me di fare quanto giudicaranno VV. illustrissime SS. sia bene, e non ha da me altra istruttione se non quella, che gli daranno l'Ecc. VV. horamai le vostre SS. hanno aggiunto alle altre loro cure ancora quelle cose mie, le quali liberamente ho rimesse in esse, per la gran fè, che me ne par potere avere, la quale certamente è tanta, che horamai giudico superfluo raccomandar le cose mie, perchè sono delle VV. Ecc. alle quali mi raccomando. Florentiæ die VI mensis decembris MCCCCLXXIX di VV. Ecc. servidore Laurentius de Medicis. »

ministration du trésor de l'État, qui plus tard servit à sauver Lorenzo de' Medici de la banqueroute (1).

Sienne avait naturellement adhéré à la paix entre Naples et Florence; le duc de Calabre exerçait dans cette première ville une grande influence, et s'avançait chaque jour davantage vers l'accomplissement de ses vœux. Il se proposait de rendre possible à Sienne le retour de tous les exilés, et par leur aide, ainsi que par celle des neuf qui lui étaient dévoués, arriver à former un parti napolitain assez puissant pour seconder Ferdinand, s'il voulait se déclarer souverain. Le premier pas était bien difficile; car les neuf s'opposaient fortement au retour des exilés. A la fin le duc et ses partisans s'accordèrent pour amener l'exil des chefs des réformateurs. Le 22 juin, une partie des neuf et du *monte del popolo* occupèrent en armes la place devant l'hôtel de ville (2). La *signoria* était d'accord avec eux; elle convoqua le conseil de la ville: mais les hommes armés ne laissèrent entrer dans le palais aucun de ceux dont on craignait l'opposition, et ceux qui entrèrent adoptèrent la résolution que les membres du *monte de' reformatori*, à cause des grandes fautes qu'ils avaient commises, seraient exclus du gouvernement, et que la *signoria* (après la sortie des trois membres des réformateurs) élirait vingt personnes pour délibérer sur les changements à faire dans la constitution. Ce conseil des vingt organisa la *signoria* pour les deux mois suivants, de manière qu'elle se composait du *capitan del popolo*, de quatre membres du parti des neuf, et de quatre *popolari*. Le duc Alphonse s'était absenté de Sienne pour qu'on ne le soupçonnât pas d'être mêlé à cette intrigue; mais il y revint le 23.

Pour rendre la nouvelle constitution agréable à tous, les vingt avaient de suite nommé cinquante sénateurs du parti des neuf, cinquante *popolari*, cinquante nobles, dont aucun jusqu'alors n'avait fait partie de la *signoria*, et les avaient déclarés aptes à occuper tous les emplois; les nobles furent admis à la jouissance de tous les priviléges dont jouissaient autrefois seulement ceux qui avaient siégé dans la *signolia* (les *riseduti*). Les cent cinquante nouveaux sénateurs devaient, d'après la première intention, être divisés entre les autres *monti*, les nobles être réunis moitié avec les neuf, moitié avec les *popolari*. Mais on fut d'accord de former avec eux un nouveau *monte* (*monte degli aggregati*), et de lui assigner la place que les réformateurs avaient occupée. En suite tous ceux qui avaient été exilés en 1456 et leurs descendants furent rappelés. Tous reçurent les priviléges des *riseduti*, et furent réunis au *monte de' dodici*; quelques familles qui appartenaient à ces derniers, et même quelques-uns des réformateurs furent joints au *monte degli aggregati*.

Lorsque tout cela fut terminé, la *balia* des vingt cessa ses fonctions, et fut remplacée par une commission de vingt-sept membres, dont neuf de chaque *monte*; comme ces arrangements avaient eu lieu sous la direction du duc, celui-ci jouissait d'une grande autorité, et il regardait avec raison comme très-prochaine la réalisation de ses projets, lorsque l'invasion des Turcs dans les États de

---

(1) Lorenzo fut si peu économe du trésor public et de sa fortune privée, que les revenus étaient toujours consommés d'avance. Ce désordre continua jusqu'en 1490; alors on était au point qu'il fallait que Lorenzo ou la république fît banqueroute. Pour le sauver, on préféra une banqueroute partielle de l'État, en réduisant les intérêts de trois à un et demi pour cent. On avait avant cela, comme à Gênes, partagé toutes les dettes de l'État en billets de cent *scudi*, que l'on appela *luoghi*. Chacun de ceux-ci valait trois pour cent d'intérêt, et se vendait avant la banqueroute cent vingt-sept *scudi*; après ils baissèrent à onze *scudi* et demi. Cette réduction de la rente ne suffit pas; on séquestra les capitaux des donations pieuses, et on les employa pour le compte de l'État, sous promesse, au bout de vingt ans, d'en payer l'intérêt à sept pour cent. On recourut encore à d'autres ressources, et même aux plus ruineuses, telles que la détérioration des monnaies. Sismondi, vol. XI, p. 348.

(2) Malavolti, l. c., p. 77.

son père et la conquête d'Otrante (1) le rappelèrent dans son pays. Tous ses plans sur Sienne furent ajournés, et plus tard ils ne purent être repris avec succès.

La terreur que les Turcs inspirèrent à Sixte fut exploitée avec adresse par les Florentins, qui se réconcilièrent tout à fait avec le chef de l'Église. Une ambassade de la république, dont le chef était l'évêque de Volterra, protesta du repentir des Florentins sur la conduite qu'on avait tenue envers des clercs lors de la conspiration des Pazzi, et après de longues négociations la paix fut conclue le 3 décembre; le même jour les envoyés florentins reçurent l'absolution dans l'église.

Au commencement de 1481, toute l'Italie était donc en paix; aussi, quand Sixte IV, et son avide neveu, après la mort de Mahomet II et la disparition de tout danger d'invasion des Turcs, excitèrent de nouveaux troubles, Florence resta tranquille; car, quoique auparavant Agostino da Campofregoso eût profité de la situation des Florentins menacés de tous côtés, et leur eût arraché Sarzana, et que la république eût envoyé une armée contre lui, ces troupes (2) se montrèrent aussi peu entreprenantes que jadis les forces commandées par Hercule d'Este. On se borna à de petites escarmouches et à des actes de brigandage. Il en fut de même de l'armée des Siennois, qui après avoir exilé une partie des réformateurs, et avoir confisqué leurs biens, les rappelèrent tumultueusement, et traitèrent un grand nombre des neuf de la même manière, et les attaquèrent dans Montereggioni, où ils s'étaient réfugiés en 1482 (3). Au mois d'août 1484, Sixte IV mourut après avoir continuellement agité l'Italie par des troubles et des guerres sans cesse renaissants. Nous parlerons, dans le livre suivant, de la part que les Florentins ont prise à la querelle qui s'éleva dans les années suivantes entre Innocent VIII et le roi de Naples.

Lorenzo de' Medici et ses amis, maîtres de Florence, avaient prononcé le bannissement contre ceux qui secourraient les proscrits siennois à Montereggioni; ceux-ci, perdant tout espoir de pouvoir se défendre plus longtemps, avaient livré leur château en février 1483 et

---

(1) Voyez division III. Le duc de Calabre avait quitté Sienne le 7 août, avant la prise d'Otrante.

(2) Voyez, sur l'issue de la guerre contre Agostino, au sujet de Sarzana, division III.

(3) Au mois de juin 1482, il y eut une nouvelle révolution à Sienne; tous les exilés et ceux qui avaient été mis au ban furent délivrés de leur peine s'ils appartenaient au *monte* des neuf ou à celui des *popolari*; toutes les amendes leur furent remises. Le *monte degli aggregati* fut de nouveau dissous et partagé entre le *monte* des neuf, celui des *popolari*, et un *monte* particulier (*monte de' nobili*). Le jour suivant, le 8, le *monte* fut de nouveau aboli et la noblesse exclue. On établit une commission de trente-six, en partie des neuf, en partie des *popolari*, à qui les pouvoirs furent confiés; mais le lendemain le peuple se révolta pour une troisième fois, et obligea la *balia* d'admettre encore quatorze membres, de rappeler encore plus d'exilés, de déclarer nulles toutes les dettes à la caisse de la ville, et de conférer les emplois aux personnes favorisées par la masse. Les nobles, à l'exception des Piccolomini, admis autrefois dans le peuple, furent exclus de toutes les places, et mis au même rang que les douze et les réformateurs. Le 15, les neuf et les *popolari* en vinrent aux mains, et les derniers contraignirent la *balia* de faire exiler plusieurs des neuf pour quatre ans; mais, en revanche, plusieurs centaines des douze, réformateurs et nobles, furent admis dans les deux *monti* dominants. Mais ceci ne put empêcher une nouvelle dissension d'éclater le 12 juillet entre les neuf et les *popolari*, et les premiers furent battus. Après cela survint une réconciliation, et pour établir une balance entre les deux *monti*, on convint d'en instituer un troisième composé des nobles, des réformateurs et des douze. Mais la *balia* rappela tout le *monte* des réformateurs; les nobles qu'on laissa au pouvoir furent adjoints aux neuf, les douze aux réformateurs. Une nouvelle commission fut établie; les *popolari* furent déclarés le premier *monte*, les neuf le second; il fut permis au peuple d'avoir un représentant dans la *signoria*.

obtenu un libre passage. Bientôt après les neuf et leurs descendants furent exclus de l'administration. Mais ce changement n'eut aucune durée, et le 22 mars 1483 tous les *monti* furent dissous ; tous les bourgeois qui prenaient part au gouvernement devaient être désignés sous le nom de *popolo*, et ne plus être divisés en corporations particulières. Les colléges furent élus comme autrefois, d'après les quartiers de la ville (1) ; malgré cela la tranquillité ne fut pas rétablie. Comme un légat du pape avait cherché à ramener la concorde, mais avait quitté la ville, mécontent de ces événements, des rapports hostiles survinrent entre Sienne et le saint-siége, lesquels cependant n'amenèrent pas une rupture ouverte. Le parti qui dans ce temps gouvernait Florence profita de cet état de choses à Sienne, dont les troupes avaient occupé, pendant les anciennes guerres, en dépit des traités avec le roi Ferdinand, plusieurs villes autrefois florentines, pour gagner le peuple à force d'argent, et le déterminer à restituer les possessions de Florence. Le 14 juin 1483, un traité pour vingt-cinq ans fut conclu entre Sienne déchirée par l'anarchie et Florence.

Les Siennois dans la ville, ainsi que les exilés, cherchèrent toutes les occasions de se heurter ; les premiers pour anéantir entièrement les exilés, ceux-ci pour rentrer dans leur patrie et changer le gouvernement. Les Siennois prirent dans la ville Cesare de' Varanni comme général ; les exilés se mirent dans le castel della Pieve, et à Perugia rassemblèrent des soldats. Après cela, ils attaquèrent Saturnia, jusqu'à ce qu'un corps d'armée florentin, sous les ordres de Ranuccio di Farnese, s'approchât, et les contraignît à se retirer et à se disperser dans les États de l'Église. Cependant les Siennois réussirent à gagner le pape, et à conclure avec lui, le 14 août 1483, un traité de vingt-cinq ans, comme ils avaient fait avec les Florentins. Mais, tandis que le pape paraissait favoriser les Siennois dans la ville, son neveu Girolamo ne laissa pas succomber les exilés, et le nombre de ceux-ci s'augmenta presque journellement par les exclusions du gouvernement et par de nouveaux exils. Quand à la fin, par la mort de Sixte et l'élection d'Innocent, tout appui parut manquer aux exilés siennois, le roi Ferdinand, qui bientôt fut en mésintelligence avec Innocent au sujet d'Aquila, les prit sous sa protection. Un nouveau changement de gouvernement eut lieu dans la ville de Sienne ; le *popolo* se partagea dans un premier *popolo* et un second *popolo* ; les anciens membres des *monti* des *popolari* formèrent le premier, et les membres des *monti* des douze, réformateurs et nobles, le dernier. Le premier *popolo* devait occuper trois cinquièmes des emplois, et le second deux cinquièmes. A présent les dissensions se succédèrent sans interruption, et une partie des *popolari*, qui auparavant n'avaient pas pris part à l'exil des neuf, s'éleva sous le nom des *gris* (*bigi*). Les discordes, interrompues quelquefois par des *balie*, par l'exil d'un grand nombre d'habitants et par le rappel des autres, duraient encore quand, dans l'année 1487, tous les exilés de tous les partis réunirent leurs forces pour obtenir leur rappel. Ils se rassemblèrent à Staggia, quelque temps avant le 21 juillet. Avec eux étaient cent fantassins florentins et quelques cavaliers qu'ils avaient pris à leur solde, parce que le gouvernement avec lequel les Florentins avaient auparavant fait un traité était renversé. Ils n'avaient cependant pu assez cacher leur approche ; on les avait même aperçus du haut des murailles ; mais un accident vint à leur secours. Une bête de somme qui portait des machines de guerre de tout genre pour enfoncer les portes se trompa de chemin vers Bosco di S.-Antonio ; avant qu'on l'eût retrouvée, plusieurs heures s'écoulèrent. Ce ne fut qu'au milieu de la nuit, et quand on fut

(1) Ainsi, par exemple, le troisième jour de Pâques plusieurs jeunes gens qui autrefois avaient appartenu aux *monti di popolo* et *di reformatori*, pénétrèrent dans le palais du podestat, et jetèrent par les fenêtres quatre prisonniers d'État (trois des neuf et un des *popolari*).

arrivé devant Sienne; les habitants avaient été tranquillisés par ce retard, et croyaient que les ennemis n'oseraient les attaquer en plein jour. Avant le lever du soleil, les exilés se trouvèrent devant la porte (*porta à Fonte-branda*). Bientôt une partie eut escaladé les murs, la porte fut enfoncée; les mercenaires s'avancèrent d'abord avec crainte; mais bientôt une partie des habitants se déclarèrent pour les nouveau-venus, presque sans effusion de sang la ville fut occupée, et le palais public envahi le matin du 22 juillet.

Le gouvernement fut partagé entre trois *monti*, les neuf, les *popolari* et les réformateurs. Les nobles furent admis dans le *monte* des neuf, les douze dans celui des réformateurs : une *balia* fut élue; elle prit cinq cents hommes à sa solde, et chercha à opérer autant que possible une réconciliation. Après cela on choisit dans le sein de la commission, deux des neuf, deux *popolari*, deux réformateurs, deux nobles et deux des douze pour former un comité séparé à l'effet de faire une nouvelle constitution. Ceux-ci l'établirent de manière qu'on institua quatre *monti*; les nobles et les douze fournirent les membres nécessaires à la formation du quatrième. Chacun des *monti* élut trois membres pour la *signoria*, et celle-ci, y compris le *capitan del popolo*, se composait de treize personnes. Les priviléges des *riseduti* furent pour chaque *monte* bornés à cent quatre-vingts, en sorte que dans certains *monti* plusieurs anciens *riseduti* n'obtinrent aucuns priviléges; dans d'autres, ils furent tout à fait renouvelés. Les sept cent vingt *riseduti* qui s'élevèrent ainsi devaient composer un grand conseil pour représenter la bourgeoisie. La *signoria* forma le conseil exécutif, le conseil était un collége législatif. Mais une *balia* de vingt-quatre personnes qui furent nommées pour cinq ans devait exercer le pouvoir politique suprême, et veiller au maintien de la constitution. Après cela la *balia* exila un grand nombre de bourgeois comme suspects, et déjà au mois de décembre la constitution dut être changée de nouveau; tous les *monti* furent supprimés, les magistrats devaient être élus d'après les quartiers de la ville. Enfin la tranquillité se rétablit, et les changements qui survinrent jusqu'en 1492 ne regardèrent pas en général la constitution.

Deux événements qui se passèrent bientôt après dans les petits fiefs de la Romagne, servirent à l'agrandissement de l'influence de la maison des Medici, pendant que Lorenzo lui-même souffrait de plus en plus d'un rhumatisme et de coliques. Autrefois Sixte IV avait réussi à donner à son neveu Girolamo Riario la *signoria* de Forli et d'Imola; et celui-ci s'était retiré dans cette dernière ville avec son épouse Catherine Sforza (1), depuis l'avénement d'Innocent VIII. Girolamo se montra très-dur ou trop économe envers ses mercenaires, ou les chefs de ceux-ci furent gagnés par ses ennemis, ou peut-être toutes ces circonstances réunies se rencontrèrent; toujours est-il que trois d'entre eux, Ceno dell' Orso capitaine de sa garde (2), Louis Panzor et Jacopo Ronco, entrèrent le 14 avril 1488 dans la salle à manger, sous prétexte qu'ils avaient à lui parler d'affaires de service. Le dîner était terminé,

(1) Elle était fille naturelle, et non sœur, comme le dit Roscoe, du duc de Milan. *Famiglie celebri d'Italia*, fascic. I.

(2) Ainsi le désigne Sismondi (vol. XI, p. 309). Machiavelli paraît le regarder comme un habitant considéré de Forli (l. c., p. 315) : « Francesco di Orso Furlivese era uomo di grande autorità in quella città. Questi venne in sospetto al conte Girolamo, talche più volte dal conte fu minacciato. » De même Roscoe présente les conjurés comme des sujets et non comme des officiers; la lettre qu'il communique comme renseignement sur les assassins de Lorenzo de' Medici contient ces mots : « Laurentio de Medicis Ludovicus et Chechus Ursius, » de manière qu'il paraît que ce Ludovicus ne se nommait pas Panzero ou Panzer, mais degli Orsini. Cependant la conclusion n'est pas nécessaire; si, comme son nom l'annonce, Ludovicus était Allemand, peu importait en Italie son nom de famille inconnu. Corio et d'autres historiens parlent de ces noms Panseco, Pansero ou Panzero.

Girolamo était seul, ses serviteurs et ses domestiques s'étaient retirés pour prendre leur repas; les conjurés l'assassinèrent, et jetèrent son cadavre par les fenêtres; le peuple, qui était déjà fatigué du tyran, se livra à toute sorte d'excès sur ses restes; la comtesse et ses enfants furent emprisonnés, et personne ne se leva en leur faveur. Seulement le château de Forli fut maintenu par son fidèle commandant malgré les menaces du peuple. Comme les habitants de Forli avaient des enfants de la comtesse en otages, lorsque le commandant déclara qu'il livrerait le château, s'il en recevait l'ordre de la comtesse pleinement libre, ils ne s'opposèrent pas à ce que celle-ci entrât dans la citadelle; mais, aussitôt qu'elle fut en liberté, elle fit tirer sur le peuple, et quand on la menaça de tuer ses enfants elle répondit qu'elle avait encore un fils à Imola, qu'elle en portait un dans son sein, et que ceux-ci vengeraient un jour leurs frères si on les massacrait (1); le peuple tremblant n'osa rien entreprendre. Les rebelles furent secourus de Cesène par l'ordre du pape qui voulait replacer Forli sous sa domination; d'un autre côté Lodovico envoya des auxiliaires à sa nièce. Les troupes papales furent battues, six de leurs généraux décapités. Les assassins se réfugièrent à Sienne, et Catherine reçut comme régente le gouvernement de Forli (2). Le pape supporta avec calme l'acte de violence exercé sur ses généraux.

A cette époque (le 31 mai) l'épouse de Galeotto Manfredi, Francesca, fille de Giovanni Bentivoglio, seigneur de Bologne, fut poussée par une horrible jalousie à faire assassiner son époux; elle-même au moment où il paraissait douteux que les meurtriers soldés pussent l'emporter, lui porta un coup d'épée, et s'enfuit avec ses enfants dans le château de Faenza, qui appartenait à Manfred. L'armée que Lodovico avait envoyée contre Forli fut en partie engagée par le père de Francesca, et celle-ci était encore à Forli; il se hâta d'y venir; mais le général milanais fut tué dans le combat contre les habitants de la ville et les paysans du Valdilamona, qui étaient accourus en armes, et Giovanni Bentivoglio fut fait prisonnier.

Il était dans l'intérêt des Florentins de maintenir la division de la Romagne en plusieurs petites seigneuries, et ils ne craignaient pas moins une négociation de Galeotto avec les Vénitiens au sujet de la vente de Faenza; à présent Ranuccio da Farneze, général florentin (et à cette époque comte de Pitigliano), s'avança au secours des habitants de Faenza, aussitôt que ceux-ci demandèrent l'appui des Florentins. On établit une régence de huit habitants de la ville et trois du Valdilemona, jusqu'au moment où le jeune Astorre de' Manfredi aurait atteint sa majorité. Bentivoglio et sa fille furent remis en liberté. Comme les Florentins, à la suite de la révolution de Forli, avaient repris le château de Piancaldoni, que Girolamo leur avait enlevé, ces deux événements furent très-utiles à la république; mais la famille des Medici retira de plus grands avantages lorsque Giovanni

(1) D'après quelques relations scandaleuses la comtesse doit avoir répondu aux menaces du peuple: « Que si on assassinait ses enfants, elle ne conservait pas moins les moyens d'en faire d'autres. »

(2) On prêta, le 29 avril, serment de fidélité à son fils Ottaviano Riario.

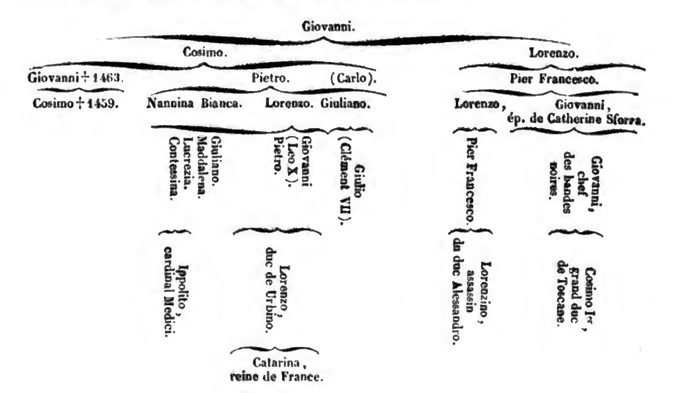
de' Medici, neveu de Cosimo, épousa Catherine, comtesse et régente (1).

Déjà auparavant Lorenzo, en obtenant la dignité de cardinal pour son fils Giovanni, avait cherché à procurer du côté de l'Église à sa famille une influence qu'elle avait due jadis à ses opérations de banque. Des alliances avec des familles puissantes à Rome en préparèrent les voies : la fille de Lorenzo, Maddalena, fut mariée en 1487 avec Francesco Cibo, fils du pape, né avant que celui-ci entrât dans l'état ecclésiastique ; à la fin de mars 1489 les vœux de Lorenzo furent exaucés, et Giovanni fit son entrée dans le sacré collége.

C'était aussi le moment pour Lorenzo de chercher de tels soutiens pour sa famille en dehors de Florence ; car les appuis jadis assurés par Cosimo avaient disparu depuis longtemps. Les richesses des Medici étaient épuisées, non qu'ils n'eussent encore de grandes et importantes seigneuries ; mais ils vivaient en princes dont les domaines ne suffisaient pas à couvrir les dépenses, encore moins à pouvoir leur gagner des créatures. Le trésor de l'État était leur ressource habituelle. Cosimo quelques années après la mort de son frère, avait avec le fils de celui-ci, Pierre Francesco, réglé et partagé la fortune des Medici. Pierre avait continué les opérations de banque ; aussi ses fils restèrent riches, et pendant que les descendants de Cosimo s'attiraient peu à peu la haine de leurs concitoyens, la branche de Pierre garda l'amour du peuple. Le fils de Cosimo avait, sans aucun ménagement, réclamé tout ce qu'on lui devait, et cependant, comme il fut obligé de laisser les affaires de sa maison dans les mains des autres, il n'augmenta pas l'opulence de sa famille. Enfin Lorenzo renonça à toutes les affaires de banque, et plaça toute sa fortune dans des acquisitions territoriales, ce qui pouvait convenir à un noble, mais n'était pas profitable à un commerçant. Il éprouva un besoin d'autant plus pressant des secours du trésor public, se sépara davantage des bourgeois dans ses relations, et leur devint d'autant plus nécessaire. Pendant sa vie, on

---

(1) L'arbre généalogique de Giovanni de' Medici est comme suit :



ne sentait pas combien il était indispensable. Il y avait longtemps que ses destinées étaient liées étroitement à celles de l'État. Son intelligence, son influence étaient toutes-puissantes à Florence, son autorité était devenue une habitude, et lors même qu'il agissait tyranniquement contre des particuliers, ainsi qu'il arriva souvent dans les dernières années et durant les crises les plus douloureuses de sa maladie, l'opinion des personnes ainsi offensées ne put se généraliser, et ce fut seulement sa mort, la translation de son influence à ses fils au milieu d'un concours de circonstances puissantes qui dissipèrent cette terreur qu'avait inspirée le nom de Medici sorti triomphant de tant de révolutions.

La protection que les Medici avaient accordée aux arts et aux sciences diminua également sous Lorenzo, non que ce dernier se montrât, moins que son père où son aïeul, secourable aux savants qui l'imploraient, mais cette protection était en partie moins nécessaire, en partie moins honorable. Lorsque Cosimo commença à réunir des manuscrits, il chargea des savants de faire des voyages pour son compte, et s'intéressa à l'éducation de plusieurs jeunes gens, et en cela il fit une chose jusqu'alors inouïe. Mais dans la plus grande partie des villes d'Italie, il y avait à la fin du XV. siècle des bibliothèques ouvertes aux recherches des savants. Il n'était plus nécessaire de partir pour Constantinople quand on voulait apprendre le grec. Comme chez les Medici, les savants recevaient auprès des autres princes un accueil distingué, et même ils étaient attirés par les nobles et les bourgeois riches. Des fondations de toute espèce étaient faites, la presse permettait à tous de jouir des trésors enfouis dans les bibliothèques particulières. Mais aussi la faveur accordée aux savants parut avoir moins de prix en Italie; car, lorsque l'enthousiasme pour l'étude de l'antiquité avait pris l'essor, le peuple italien ressemblait à un de ces corps qu'on peut mêler avec un autre, comme l'eau avec du sel. Mais à présent cet assaisonnement s'était opéré, de telle sorte qu'il avait poussé à la satiété, et la nation n'admettait plus de nouveaux produits de ce genre que dans la proportion de la consommation annuelle des anciens. Aujourd'hui, pourvoir aux besoins d'un savant pauvre paraissait à un prince moins un bienfait qu'un acte de luxe ou de fantaisie. Toute autre était aussi la situation des arts descriptifs et libéraux en Italie : les premiers étaient déjà, et peu après la mort de Lorenzo, à leur plus haut point de perfection; les autres s'élevèrent à mesure que l'Italie s'affranchit davantage de son goût exclusif pour l'antiquité, et, sans prendre une allure populaire comme à l'époque du Dante, commença cependant à se développer avec la pensée et les formes modernes. Nous passons sous silence tout ce que l'on pourrait dire de ces arts du temps de Lorenzo, pour ne pas interrompre la marche de l'histoire; nous présenterons un résumé des chefs-d'œuvre les plus importants des arts descriptifs, qui se rattachera au tableau de l'époque de Léon X, et nous ajouterons le tableau de la marche de la littérature italienne dans le XVI. siècle.

Parmi le grand nombre de philologues distingués qui vivaient dans des relations plus ou moins intimes avec Lorenzo, nous n'avons à citer qu'Angelo degli Ambrogini, car nous avons déjà parlé du prince Pic de la Mirandole; Angelo Ambrogini, d'après le lieu de sa naissance, Montepulciano, est généralement nommé Angelus Politianus. Il était fils d'un docteur en droit, et né le 24 juillet 1454. Il fit ses études à Florence, où ses professeurs le distinguèrent bientôt. Il étudiait surtout les anciens poëtes, et traduisit Homère en vers latins. N'ayant que treize ans, il publia une collection d'épigrammes latines; à dix-sept ans, un recueil d'épigrammes grecques. Un poëme italien (non achevé), composé pour célébrer un tournoi qui avait eu lieu en l'honneur de Giuliano de' Medici, le mit en relation avec cette famille; et Lorenzo, à qui ce poëme avait été dédié, et qui se vouait surtout à la poésie ita-

lienne alors renaissante, fut si enchanté de cet ouvrage, qu'il logea l'auteur dans son palais, et pourvut à tous ses besoins. Politianus veilla surtout à l'éducation des enfants de Lorenzo, et particulièrement à celle du cardinal Giovanni, depuis pape sous le nom de Léon X. Nous parlerons en son lieu de ce qu'a fait Politianus dans la littérature italienne (1).

Les relations avec Politianus furent surtout précieuses pour Lorenzo lorsque ses infirmités augmentèrent, et quand il se retira presque tout à fait des affaires publiques. Il abandonna celles-ci à ses deux fils aînés, Giuliano et Pierre, et vivait en partie dans ses terres, en partie aux eaux minérales, où il cherchait un adoucissement à ses souffrances ; elles s'accrurent cependant et parurent très-graves au commencement de 1492. Il ressentait une fièvre continue qui le conduisit bientôt au tombeau. Ses proches le visitèrent encore, et surtout ses fils, à qui il donna de sages conseils pour l'avenir ; il reçut aussi les adieux de ses amis Pic de la Mirandole et Politianus ; enfin il faut rappeler aussi la présence, à son lit de mort, d'un homme qui annonçait une nouvelle époque, et qui représentait des intérêts que Lorenzo n'avait pas compris, celle du moine Girolamo Savanarola.

Nous avons vu comment toute la domination des Medici à Florence reposait sur l'observation intelligente de tous les intérêts matériels et séculiers ; mais cet amour pour l'antiquité, l'activité consacrée à cette étude manquaient de fondements religieux, et ce n'est que dans l'étude de la philosophie de Platon qu'apparaît une aspiration plus élevée ; et encore avec quelle facilité fut satisfait son orgueil ! Au reste tous ces sentiments n'affectèrent guère le peuple, et une tendance matérialiste se faisait généralement remarquer parmi les masses. Bientôt cependant les natures plus profondes devaient sentir le vague de cette activité, variée, spirituelle, mais toujours exclusivement extérieure. Chacun devait sentir un certain vide dans son être. Dans un tel état de choses, il ne faut pas attendre le remède de ceux chez qui la raison et la réflexion prédominent ; car, avant que l'expression du besoin, le cri du cœur ait pu s'échapper à travers les nuées de critiques veillant en sentinelles sévères à ce que nulle manifestation n'arrive sous l'œil des hommes du siècle, si elle ne se produit avec convenance, la spontanéité est perdue, et l'expression conforme à l'idée ne répond plus au besoin, elle est trop habile pour soulager le cœur. Seulement alors les hommes doués par la nature de sentiments énergiques et d'une ardente imagination, mais dont le genre de vie a été peu propre à orner leur esprit, se lèvent comme des sauveurs ; leurs paroles incultes, grossières dans la forme, tombent sur le vide des âmes comme la rosée du ciel sur les champs desséchés par les rayons ardents du soleil. Girolamo Savanarola appartenait à cette espèce d'hommes ; c'était un dominicain du couvent de S.-Marc à Florence. Sans goût souvent dans ses images sublimes, sans connaissances profondes de la théologie, il sut bien peindre au peuple l'abîme qui s'était ouvert entre son existence et celle d'un véritable chrétien. Il parut alors à tous que ses sermons étaient le pont qui pouvait conduire à cette vie, qui seule pouvait sauver d'une perte inévitable. Quelques hommes seulement, saducéens invétérés, comme Machiavelli, accablaient le moine de sarcasmes, et se consolaient ainsi de toutes les qualités dont les paroles de Savanarole leur reprochaient l'absence.

Auprès du lit de douleur de Lorenzo parut aussi l'orateur qui semblait avoir transformé Florence en une autre ville ; mais les avis sont partagés sur le résultat de cette visite. D'après quelques-uns, Savanarola trouva dans Lorenzo un chrétien fidèle et repentant. Selon d'autres, il se retira plein de courroux lorsque Lorenzo recula devant ses avertissements de restituer à la ville son

(1) Ginguené, l. c., vol. III, p. 347 sq. et 372 sq.

ancienne liberté (1). Lorenzo mourut le 8 avril 1492 à sa maison de campagne de Carreggi.

Quoique l'on comprenne bien comment Savanarola, qui savait que le triomphe des opinions matérialistes était contemporain de la domination des Medici, fut amené à détrôner cette domination elle-même comme le principe du mal, cependant l'on ne peut s'empêcher de reconnaître aussi les bienfaits de ce pouvoir. Que l'on compare seulement Sienne avec Florence, pour saisir la différence bien tranchée et le bon côté de l'action des Médici. Dans les vieilles luttes des partis florentins vivait un tout autre sentiment : la patrie était le monde pour ces factions, et tout le mouvement de l'esprit des individus s'exerçait dans ce monde; mais maintenant il n'y avait plus qu'une faible portion d'intérêts, et même ordinairement d'un ordre inférieur, rattachée au séjour dans la ville natale ; et chaque sujet distingué s'habituait dès sa jeunesse à s'élancer dans un cercle plus étendu que ce qui était sous ses yeux. Des révolutions de villes qui, au temps de Dante, présentaient un caractère sérieux, énergique, étaient maintenant considérées pour ainsi dire comme puériles. Les luttes des *monti* à Sienne offraient un spectacle de la même importance que les scènes que l'on a eu occasion d'observer il y a environ dix ans dans toutes les universités d'Allemagne, dans les combats des divers partis, des différentes bannières sous lesquelles se rangeaient les étudiants; et c'était seulement par une plus grande effusion de sang que se recommandaient au-dessus des révolutions siennoises les luttes des Oddi et des Baglioni engagées à cette époque dans Pérugia.

Depuis sa soumission à la souveraineté plus vigoureuse des papes, ainsi que nous l'avons vu précédemment, Pérugia était descendue de plus en plus de son ancienne importance politique. Mais l'ancienne division en deux factions, telle qu'elle avait existé au temps de Braccio de Mantoue subsistait toujours.

Seulement la famille Braccio s'était posée en ennemie en face des Baglioni, et la famille des Oddi donnait son nom à la faction opposée aux Baglioni. Tous les parents des descendants de Braccio et de ses sœurs avaient été chassés, en 1489, avec le parti des Oddi, par les Baglioni. Ils trouvèrent de l'assistance auprès du prince d'Urbino, furent favorisés en secret par Innocent VIII, et tentèrent de rentrer en juin 1491. Mais à peine étaient-ils parvenus à pénétrer dans la ville à la faveur de la nuit que les Baglioni marchèrent contre eux, soutenus par toute la bourgeoisie. Environ cinquante de ceux qui s'étaient introduits à Pérugia tombèrent dans l'action ; cent autres, blessés grièvement, furent pris et pendus sur la place. Toute l'entreprise avait échoué parce que deux cents hommes que l'on avait enrôlés dans le territoire de Sienne, pour la soutenir, ne se trouvèrent point près de Pérugia au temps fixé. Innocent, voyant le parti opposé triomphant, essaya de se réconcilier avec lui, et donna à des membres de la faction Baglioni les bénéfices de deux ecclésiastiques, tués dans le combat, qui avaient appartenu aux Oddi.

En quittant la Toscane, nous ne laissons pas encore ce pays entièrement uni à la fin du XVe siècle; mais Florence s'est approprié la plus grande partie des territoires qui en dépendent, et presque toutes les têtes élevées. Cette dernière circonstance fait que presque tout ce qui se passe en dehors de Florence porte le caractère de l'insignifiance. En dépit de sa liberté, Lucques est tellement subordonnée, qu'elle disparaît en quelque sorte de l'histoire. Sienne et Pérugia ne sont guère plus importantes. Toutes les autres villes jadis florissantes, si passionnées pour la liberté, sont soumises à Florence, comme Pise, S.-Miniato, Volterra, S.-Gimignano, Colle, Arezzo, S.-Se-

(1) Roscoe dans la traduction de Mecherini, vol. IV, p. 71 sq.

Polcro, Cortona; ou bien dans une alliance protectorale qui touche à l'assujettissement, comme Montepulciano.

De la noblesse de campagne, il n'y a plus une seule famille en pleine liberté comme autrefois. Seulement les Malaspina dans la Lunigiana, les Appiani de Piombino dans le territoire pisan, et les Farnesi dans les maremmes siennoises, ont encore sauvé une situation en quelque sorte princière.

LIVRE VIII.

HISTOIRE DE L'ÉTAT DE L'ÉGLISE JUSQU'EN 1492.

CHAPITRE PREMIER.

JUSQU'A LA TRANSLATION DE LA RÉSIDENCE DES PONTIFES A AVIGNON.

§ Ier. *Considérations préliminaires sur la situation de l'État de l'Église en général.*

L'État de l'Église ne constitua jamais un tout pour ainsi dire mécaniquement organisé, comme se formèrent les duchés de Milan et les républiques de Venise et de Florence. A l'époque où nous sommes arrivés, nous y voyons comme échelonnées en sous-ordre des provinces ayant une existence propre, comme nous sommes habitués à en rencontrer dans nos États du Nord; en un mot, la situation politique de l'État de l'Église pendant tout le moyen âge ressemble beaucoup à celle que nous avons pu observer en Toscane. Ce sont ici de grandes et de petites communautés, soumises pour la forme à la domination du pontife, comme la Toscane l'avait été à l'empire, mais séparées dans la réalité, ennemies même du saint-siége pendant la succession de dix années entières ou plus longtemps; là des monastères, des prélats qui sont avec leurs domaines d'autant plus libres qu'ils se rapprochent des autorités suprêmes, ou qu'ils sont pour elles de quelque importance; ailleurs des seigneurs nobles, dont la puissance est venue de la succession non interrompue de la noblesse romaine ou ravennate, ou s'est élevée nouvellement par la parenté ou la faveur d'un chef de l'Église, ou bien encore est sortie des bailliages ou des capitaineries conférées dans les provinces de Mathilde, ou bien enfin s'est développée grâce au titre de *signori* de telles ou telles villes. C'est partagé, dispersé entre ces ligues diverses de puissances ecclésiastiques, nobles et bourgeoises, que nous

apparait l'État de l'Église. C'est comme une chaîne de corail dont aucun lien intérieur ne retient les parties ; mais elles sont rattachées extérieurement par les prétentions de l'Église de saint Pierre.

Si nous avions à peindre ce monde si divers dans toutes ses parties, nous devrions naturellement le diviser en trois cercles. Dans le premier nous ferions entrer les villes de Bologne, Imola, Faenza, Forli, Cesène, Ravenne et une suite de seigneuries, de capitaineries, de couvents présentant dans leur ensemble un groupe varié comme celui que nous avons essayé de retracer dans l'histoire de la Toscane; dans le second entreraient la noblesse si nombreuse de la Marche, de l'Ombrie, les villes qui s'étendent de Pesaro à Ancône, d'Ancône à Spolète; le troisième comprendrait les seigneuries des montagnes et les châteaux forts de la noblesse romaine, les plaines désertes de la campagne de Rome, les forêts, les cantons incultes du duché de Rome, la ville éternelle elle-même.

Toutefois il est impossible en présence des bornes que nous nous imposons, de nous étendre sur tous ces points ; il est impossible encore, en raison de la nature même des sources, de tout décrire dans les mêmes proportions : en effet si nous trouvons, quant au cercle de Flaminia et d'OEmilia, des matériaux précieux dans les écrits de Savioli et de Fantuzzi, nous sommes presque entièrement dépourvus de documents pour la Marche d'Ancône; ce qu'il y a de plus intéressant dans l'histoire de la Marche, la situation des dynastes dans l'Apennin, voilà précisément ce qui nous manque. Nous avons par exemple trouvé sur l'Ombrie des sources abondantes pour l'histoire de la ville de Rome; dans quelques périodes données, nous avons encore des histoires fort bien faites de certaines petites localités du duché de Rome, mais nous n'avons en fait de travaux historiques, convenablement ordonnés, rien qui puisse servir de base solide; c'est là une lacune difficile à combler, pour ceux surtout qui vivent loin des documents manuscrits qui pourraient seuls la remplir. Nous ne pourrions donc traiter l'histoire de l'État de l'Église comme celle de la Toscane, qu'en y consacrant trois fois autant d'espace, et encore ne produirions-nous que des fragments.

Heureusement, cet examen de l'histoire de ces villes et familles prises individuellement n'est ni important ni nécessaire; l'État de l'Église ne tire pas comme la Toscane, toute son importance des petits États qui l'entourent; l'intérêt général qui s'attache à l'État de l'Église dépend très-peu de l'existence de la noblesse et des bourgeois; le clergé demeure toujours l'élément principal; sa formation n'a pas été déterminée, modifiée d'abord par les événements qui se passaient au sein de ces classes; il était puissant avant que celles-ci pussent se constituer, souvent même cette constitution se développa en dépit du clergé sans que de telles atteintes entraînassent aucun résultat. Dans la Toscane, tout ce qu'il y a de vie, tout ce qu'il y a de résultats acquis, émane du mouvement de ces petits États; dans l'État de l'Église au contraire, les luttes qu'ils occasionnent, les situations qu'ils font naître, tout demeure stérile. On les voit à mesure qu'ils s'élèvent, dépérir à chaque génération, rien ne subsiste que ce qui se donne à l'Église. L'art aussi prend un essor plus élevé dans l'État de l'Église que dans la Toscane, qui, après avoir acquis pour ainsi dire cette faculté à l'Italie, tourna ses regards au dehors, et nulle part il n'accomplit d'aussi grandes œuvres qu'ici, dans la musique et les représentations religieuses.

C'est par tous ces motifs qu'il nous a paru moins nécessaire de nous arrêter longtemps à considérer l'existence des petits États ; on perdrait ainsi le coup d'œil sur cet ensemble; et un tel examen minutieux est d'autant moins indispensable que nous avons offert des situations entièrement analogues en exposant les rapports de la Lombardie et de la Toscane. En effet les *signorie* des villes de la Romagne ne présentaient point de phénomènes dont nous ne retrouvions l'analogue dans quelque partie de la Lombardie et

de la Toscane; les villes de Lombardie ressemblent si bien à celles de la Toscane, que nous avons pu comprendre Pérugia dans l'histoire de ces dernières; que nous l'avons dû même à raison de la liaison des intérêts politiques. La noblesse de la Marche et des montagnes de Rome ne diffère pas de celle du Mugello, du Casentino, de l'Aretin et des maremmes de la Toscane. Combien de fois d'ailleurs n'avons-nous pas eu à parler des Montefeltri, des Faggiuola? Ce n'est pas à dire que l'histoire de ces villes, de ces familles considérées dans leur individualité ne soit intéressante au plus haut degré; qu'elle ne présente souvent des caractères grands, sublimes, dans leur colère et dans leur abaissement; et que dès lors on ne puisse trouver personnellement des jouissances à les étudier dans leurs moindres détails; mais il est constant que ce n'est pas ici le lieu de dérouler ces pages toutes romanesques de l'histoire.

Nous avons vu par tout ce qui a précédé, ce qu'il était nécessaire de connaître pour l'intelligence de toutes les situations. Nous pourrons donc nous borner à ce qui suit, quand il s'agira des révolutions et des héros de ces États.

§ II. *Histoire de l'État de l'Église depuis la mort de Frédéric II jusqu'à celle d'Alexandre IV en* 1261.

Nous n'avons que peu de chose à dire sur l'État de l'Église, au temps d'Innocent IV; nous avons rapporté ailleurs dans la deuxième section de cet ouvrage, ses luttes avec les princes de la maison de Hohenstauffen. A la tête de chaque partie de cet État était placé un cardinal qui portait le titre de légat, sans avoir la plénitude du pouvoir; car les droits de souveraineté étaient passés presque tous aux mains des villes et de la noblesse; il ne lui restait guère que l'exercice de la juridiction réservée au saint-siége, la confirmation, quand on la demandait, des droits que d'autres devaient exercer, enfin l'administration des ressources en hommes et en argent que fournissaient quelques communes et dynastes dévoués au pape, pour favoriser ses efforts; il avait encore dans certains cas et seulement lorsque les parties elles-mêmes le demandaient, une sorte de juridiction arbitrale.

Les parties contendantes, c'étaient des villes contre des villes, des villes contre des provinces, des dynastes entre eux, et dans les villes, c'était particulièrement la noblesse contre la bourgeoisie. Bologne était la ville où ces factions présentaient l'aspect le plus varié. Bologne tenait en somme à l'Église, on la vit cependant en 1251, au mépris des admonitions d'Innocent III, qui revenait de Lyon par Bologne, refuser de lui restituer les capitaineries de Medicina et d'Argelata (1). Les Lambertazzi en venaient aux mains avec les Geremei, les Frenari avec les Guezzi. Ou bien, c'étaient les Zovenzoni avec les Tettalasina, les Basacomari avec les Magarotti, tantôt enfin tels personnages avec tels autres; en un mot il y avait toujours dans la noblesse quatre ou cinq partis aux prises. Au reste, les Lambertazzi se trouvent en général à la tête des Gibelins, et de la majorité de la noblesse, les Geremei dirigent les Guelfes et la plus grande partie des associations bourgeoises, parmi lesquelles les bouchers forment une corporation puissante. En dépit de ces déchirements intérieurs, Bologne avait une telle influence dans le voisinage, que ses autorités décidaient de la paix entre les partis en lutte dans les autres villes, rétablissaient l'équilibre, et souvent comme on le vit à

(1) Savioli, vol. III, part. I, p. 246.

Modène, en ramenant le calme et le repos, il leur arrivait d'imposer la condition que la commune pacifiée choisirait à l'avenir ses podestats parmi les citoyens bolonais. Presque toutes les autres villes de la Romagne étaient également partagées entre deux factions dont l'une, comme les Polenta de Ravenne, tenait pour l'Église, et l'autre, comme celle du comte de Bagnacavallo, dans la même ville, se rattachait à l'empire. A Imola, les Mendoli étaient en opposition avec les Brizi; dans Faenza, c'étaient les Manfredi avec les Accarisi; dans Modène, les Aigoni avec les Graisolfi; dans Rimini, les Gambacerj (les Malatesta à leur tête) avec les Omodei; dans Forli, les Calboli avec les Ordelaffi; dans Césène, enfin, les Righizzi avec le reste de la bourgeoisie (1).

Ottaviano, cardinal de S.-Maria de la Via-Lata (2), était légat de la Romagne quand Innocent vint en Italie; il était entouré d'une grande considération; mais il lui fallait partager son influence avec une créature de l'anti-roi, Guillaume de Hollande, un comte de la Romagne, qui était chargé de veiller aux droits de l'empereur dans ces pays et dans la Marche d'Ancône, de même que le légat défendait les intérêts du pape. On voit apparaître en cette qualité depuis 1249, un homme que Savioli appelle Riccardo Supino (3); en 1254, c'est Tommaso da Fogliano qui porte le titre de comte de la Romagne.

La Marche et l'Ombrie présentaient un état de choses absolument semblable à celui de la Romagne; seulement, autant la Romagne tenait au pape, autant ces provinces étaient attachées à l'empereur. Elles devaient, il est vrai, à la mort de Frédéric II, retourner en grande partie à la domination du pontife; néanmoins quelques-unes des villes, et quelques dynastes qui avaient recouvré leur liberté dans ces derniers temps, surent parfaitement la conserver. Rome même avait une organisation toute républicaine, mais le podestat y prenait le nom de sénateur; d'ordinaire cette dignité se conférait à des nobles étrangers, et souvent même on la leur prorogeait à plusieurs années.

Les Montefeltro étaient alors les dynastes les plus considérables des États de l'Église. On est peu sûr de l'origine de cette famille; seulement à en juger par une certaine similitude dans les armoiries et par d'autres indices, elle devait descendre des comtes de Carpegna, ancienne famille de *capitani*. Cette famille se divisait, dit-on, en trois branches: celle de Pietra Rubbia, celle de Monte Copiolo; et une troisième qui prit le nom du lieu et château de Montefeltro, qui lui appartenait (on l'appelait encore S.-Leo).

De ces lieux de Montefeltro, vers la fin du XII[e] siècle Monfeltrino prit son nom. Buonconte, l'aîné de ses deux fils, était un digne et brave partisan de Frédéric II, qui lui donna la province d'Urbino en fief. Les habitants d'Urbino s'étaient soulevés contre cette domination nouvelle; mais Buonconte s'entendit avec Rimini; cette ville vint à son aide; il y eut de longues négociations, dans lesquelles furent mêlés les comtes de la Romagne. Enfin, en 1234 les habitants d'Urbino se soumirent aux comtes de Montefeltro par un traité. Buonconte mourut à Urbino en 1241; l'aîné de ses deux fils, Monfeltrino, lui succéda, celui-ci demeura fidèle à la maisonde Hohenstauffen; à sa mort qui arriva en 1255, il laissa quatre fils, Guido l'aîné lui succéda. Ce fut, comme l'avaient été ses prédécesseurs, un vaillantet zélé Gibelin.

Nous avons déjà rappelé dans la section deuxième tout ce qui concerne personnellement Innocent IV; ses efforts au sujet de la Sicile et de la Pouille,

(1) Les Irighi se signalaient surtout dans la bourgeoisie comme ennemis particuliers des Righizzi. Cf. *Annales Cæsenates*, ap. Murat., vol. XIV, p. 1102.

(2) Raynaldi, *Annal. eccles.*, ad. an. 1251 vol. XIII.

(3) L. c., p. 220. Les comtes tenaient de temps à autre des diètes de la Romagne, par exemple celle que Riccardo réunit en mars 1251 dans la cathédrale de S.-Pietro in Vincula, pour s'entendre sur les moyens de s'opposer à Conrad.

son attitude vis-à-vis de la république romaine. Il mourut en décembre 1254, et dès le même mois il eut l'évêque Raynald d'Ostie pour successeur; celui-ci prit le nom d'Alexandre IV. Les cardinaux l'avaient élu à Naples; il était d'ailleurs d'une famille qui avait donné d'illustres pasteurs à l'Église, sortie des comtes de Signia (1).

Rome fut plus agitée, plus travaillée de dissensions intestines sous son pontificat qu'elle ne l'avait été sous celui d'Innocent. Brancaleone degli Andalo, sénateur de Rome depuis 1252, avait pris parti pour les Gibelins de cette ville, mais il trouva des ennemis acharnés dans les factions des familles nobles, les Annibaldeschi et les Colonnesi ou della Colonna. Brancaleone devait être sénateur pour trois ans; il fut néanmoins assez prudent pour n'accepter cette dignité qu'après avoir obtenu de la faction ennemie des otages pour sa sûreté. C'est à Bologne que se gardaient ces otages. On vit alors Brancaleone déployer dans cette Rome désordonnée une excessive sévérité; il frappa le crime partout où il le rencontra, et sans acception de personnes; la sécurité revint, les grands chemins furent purgés des brigands qui les infestaient; Rome vit sa noblesse humiliée et le peuple fut tout dévoué à Brancaleone. Mais d'un autre côté la noblesse, et surtout la faction guelfe plus étroitement unie au pape devint furieuse; et lorsque le peuple continua en 1255 la dignité de sénateur au Bolonais, des agitations se manifestèrent, les ennemis de Brancaleone nommèrent Manuel de Maggi sénateur, et firent Brancaleone prisonnier (2). Le pape qui voyait en lui un partisan de Manfred, n'en fut pas trop fâché; mais la femme de Brancaleone fit renfermer étroitement les otages de Brancaleone à Bologne; Bologne prit parti pour son concitoyen et par là même se trouva dans un état d'hostilité envers le pape. Le pontife lança l'interdit sur Bologne; cependant des minorites, des frères prêcheurs s'entremirent pour cette ville, mais dans l'intervalle les habitants saisirent deux cousins du pape Alexandre et proposèrent de les échanger contre Brancaleone; toutefois celui-ci n'obtint sa liberté qu'à la condition de résigner sa dignité de sénateur, d'abandonner tous les émoluments qui y étaient attachés et qu'il pouvait réclamer, de renoncer à toute indemnité; on l'obligea même à acheter dans Bologne les maisons des Colonna.

Cependant l'influence de Manfred s'étendait par toute l'Italie; les Gibelins y marchaient pour ainsi dire la tête haute; les Lambertazzi de Bologne firent quelques efforts, mais les Geremei remportèrent une victoire complète. On établit alors une autorité chargée de défendre les droits du peuple contre la noblesse; toute corporation, toute compagnie d'armes devait y envoyer quelques membres jusqu'à concurrence de trente-quatre; les changeurs et les négociants en envoyèrent huit autres. Cette autorité devait maintenir la paix dans la ville, tenir l'équilibre entre les membres de la noblesse; elle avait, en somme, la même mission que la dignité de *gonfaloniere del popolo* à Florence. Une organisation de ce genre s'établissait à Bologne. Les corporations de métiers choisissaient neuf *anziani*, les associations d'armes huit; ainsi composé, le collége des *anziani* fonctionnait deux mois, et les membres ne pouvaient être réélus qu'au bout de deux ans. Les bouchers avaient le droit de présenter chaque fois un membre de leur corporation, alors que d'autres ne pouvaient en présenter qu'à de plus longs intervalles (1). Le collége des *anziani* devenait un *consiglio di credenza del popolo*, quand deux conseillers et huit *ministrali*, pris dans chaque corporation et réunis à leurs consuls, constituaient avec lui un grand collége. Les nobles,

(1) *Raynaldi Annal.*, ad an. 1254, vol. XIV.
(2) Savioli, vol. III, part. I, p. 285.

(1) Il faut en conclure qu'il y avait six ou sept corporations; ce qui concorde avec les trente-quatre mentionnées ci-dessus.

les chevaliers, les jurisconsultes étaient exclus du *consiglio di credenza*. Ils participaient seulement aux délibérations *del consiglio maggiore del popolo*, à la condition de se faire inscrire dans les rangs des marchands, des changeurs, ou dans l'une des associations d'armes. Le *capitan del popolo* fut supprimé et le *podestat* nommé par la commune, c'est-à-dire par le peuple et la noblesse réunis.

Cependant les choses prenaient une autre tournure à Rome; l'influence de Manfred n'y était pas étrangère. Le sénateur Manuel appuyait sans mesure la noblesse guelfe contre les Gibelins moins puissants à Rome et contre le peuple (1). Mais en 1257, le peuple exaspéré s'insurge; c'est un maître boulanger qui le mène; on monte à la demeure du sénateur du capitole, on lui donne la mort; on rend à Brancaleone la dignité de sénateur, il s'en sert aussitôt pour se venger de ses ennemis et anéantir à jamais une noblesse indisciplinée. Il condamne à la potence deux des Annibaldeschi, fait abattre des tours, frappe des amendes sans pitié, et le pape, tout en lançant ses foudres sur Brancaleone et le peuple, est obligé néanmoins de se retirer à Viterbe, en 1258.

Les Gibelins de tous les États de l'Église cherchent alors à se rapprocher de Manfred; Brancaleone se porte à main armée contre les Colonna, dans les montagnes; les représentations du pontife parviennent à peine à sauver de l'invasion Anaguile, lieu de sa naissance. Brancaleone mourut, mais cette circonstance ne rompit point l'alliance contractée par les Romains avec Manfred, pas plus qu'elle ne comprima l'opposition qui s'était élevée contre le pape. Les Romains firent venir en effet l'oncle de Brancaleone, Castellano degli Andalo, alors podestat de Fermo, pour occuper sa place. Gubbio prit parti pour les Gibelins et Alexandre demeura si faible, qu'il ne trouva d'autre moyen pour les frapper que de charger Pérugia de soutenir ses intérêts (en lui assurant, bien entendu, certains avantages en cas de victoire). Dans la Romagne, c'était une lutte universelle. Les Accarisi, aidés des habitants de Forli, chassèrent les Manfredi de Faenza; force fut alors aux gens de cette dernière localité de se soumettre au pouvoir de Bologne, et de recevoir garnison bolonaise. Bologne même était le théâtre des querelles de la noblesse; de leur côté les *popolari* prenaient de fortes mesures pour se garantir contre les empiétements de la noblesse.

Cependant l'année suivante, 1259, Manfred pénètre avec une armée dans la Manche, et met le siége devant Fano (1). Alexandre tourne ses regards vers Bologne pour l'intéresser au salut de la Marche, comme il les avait tournés auparavant vers Pérugia pour combattre Gubbio. Inutiles prières, Fano dut se rendre aux ennemis de l'Église. Les Guelfes de Rome firent révolter les Romains contre le sénateur Castellano qui accablait également le peuple de ses rigueurs. Il fut déposé et fait prisonnier. Mais cette fois encore, il restait à Bologne des otages de la sûreté de ses compatriotes. Alexandre intercéda pour eux, mais inutilement encore; il lança alors les foudres de l'Église sur Bologne; mais cette ville qui dominait partout dans la Romagne (et jusqu'à un certain point dans Ravenne) et dont l'influence était si grande, bravait les menaces du pontife. Cependant les habitants de Modène ne voulurent plus se soumettre à l'obligation d'élire des Bolonais pour podestats; d'un autre côté, l'université de Bologne, afin de pouvoir se soustraire à la sévère juridiction de la ville en matière criminelle, parut assez disposée à obéir aux injonctions du pontife et à abandonner la ville. Toutefois les autorités de la cité cédèrent sur quelques points en cette occurrence, et les docteurs et les écoliers se calmèrent.

Cette année-là les luttes de parti prirent un caractère plus prononcé de violence dans

(1) Savioli, l. c., p. 306. *Raynaldi Annal.*, ad an. 1258.

(1) Voyez section II, p. 363—364.

Bologne. Les Geremei voulaient qu'on se réconciliât avec le pape et qu'on rendît la liberté aux otages romains; les Lambertazzi au contraire exigeaient avant tout la délivrance de ceux de leurs compatriotes qu'on retenait à Rome. Les deux partis en vinrent aux mains; cette querelle des deux familles et de leurs partisans devint bientôt le signal de celle des Carbonezi et des Galluzzi, des Scannabecchi et des Ramponi, des Radici et des Prendiparti, des della Fratta et des della Lobia, des Castel de' Britti et des Artenizi, des Macigni et des Cotellini. La ville fut, dans presque toutes les rues, souillée du sang des citoyens : les Lambertazzi durent enfin céder au moins en partie, et l'on députa à Alexandre (1). Quelques circonstances vinrent favoriser les négociations; Castellano s'échappa de Rome, et le cardinal légat Ottaviano degli Ubaldini ayant engagé les Bolonais à céder, Alexandre leva l'interdit; puis il mourut le 25 mai 1261.

§ III. *Jusqu'a la mort de Martin IV en 1285.*

Le trône des pontifes demeura plus de deux mois vacant après la mort d'Alexandre; l'intérêt des cardinaux ne parvenait pas à se fixer (1). Par hasard se trouvait alors à Viterbe (c'était le 28 août 1261) le patriarche de Jérusalem, Jacques Pantaleon de Troyes en Champagne; c'est lui qu'on choisit, et il prit le nom d'Urbain IV (2). Comme tous les papes d'alors, il dut subir des exigences qui reposaient sur des engagements que ses prédécesseurs avaient reconnus. Mais ce qui pouvait surtout compromettre le salut de l'Église, c'était l'opposition que Manfred avait eu soin d'entretenir du fond de son royaume de Sicile (3). Il y avait même à Rome un parti qui voulait l'avoir pour sénateur. Castellano avait eu pour successeur deux citoyens (probablement élus par les deux partis), mais la faction papale voulait faire accepter cette dignité à un prince anglais. Les Gibelins portaient au contraire leurs vues sur Manfred (2). Alexandre IV était bien parvenu un peu avant sa mort à contenir ce parti pour quelque temps, mais il brisa ses entraves sous Urbain IV, et c'est à grande peine, et seulement avec le secours du comte Robert de Flandres, que le pontife parvint à se soutenir dans une partie des États de l'Église dans Orvieto, Pérugia et les environs. Nous avons vu ailleurs (3) comment, loin de tenir compte des mesures de Manfred qui pouvaient mener à une reconciliation, le pape fit au contraire tout ce qui était en lui pour lui enlever la couronne, comment il offrit le royaume de Sicile à Charles d'Anjou, comment aussi les Romains s'unirent pour faire de ce prince leur sénateur. On a vu aussi les événements qui suivirent dans Rome et dans les parties méridionales de l'État de l'Église; enfin ce qui advint de Pierre de Vico (4), dont le sort

(1) Savioli, l. c., p. 341.

(2) Lebret, *Hist. d'Italie*, III, p. 46.

(3) Voyez divis. II.

(4) Pierre devint, par suite de ces luttes, un des dynastes les plus puissants de l'État de l'Église. On voit les préfets de Vico (c'est le nom qu'ils portent dès le règne de l'empereur Louis), dominer souvent dans Viterbe, Montefiascone et d'autres localités de la Toscane méridionale, et y exercer un pouvoir à

(1) Il n'y avait alors que huit cardinaux. Voy. Raumer, *Hohenstaufen*, IV, p. 466.

(2) Il était de basse extraction. Cf. *Raynald. Annal. eccles.*, vol. XIV, p. 65 : « Parentum conditionem humilem et obscuram fuisse aiunt, patre nimirum sutore veteramentorum. » Nous omettons en général tout ce qui a trait à la vie des papes antérieurement à leur exaltation, comme aussi leur politique extérieure, en tant qu'elle n'influe pas directement sur les affaires des États de l'Église.

(3) Sur les tentatives qu'il fit afin de gagner Urbain et de se réconcilier avec l'Église, voyez divis. II.

se rattachait à ces événements ; nous passons en conséquence tous ces détails pour reprendre à la mort d'Urbain IV, qui arriva le 2 octobre 1264.

Urbain avait fait réclamer de nouveau, dans l'été de 1262, les capitaineries de Medicina et d'Argelata et les dix années de revenus qu'elles auraient produits ; il avait persisté dans ces prétentions, nonobstant toutes les propositions que les Bolonais lui avaient fait faire. Cependant les partis Bulgari et Mainardi étaient aux prises dans Bertinoro ; les Cesenates veulent en profiter pour opprimer cette localité ; mais Bologne vient à son secours, en décembre de la même année ; elle stipule toutefois cette condition, qu'il ne sera choisi que des nobles Bolonais pour podestats ; qu'amis et ennemis tout sera commun, et que les Bolonais commerceront librement dans le sein de la ville (1).

Mais l'année suivante, Bologne devint encore une fois le théâtre des collisions entre les diverses factions et familles. La cause en était que les Brizi avaient été chassés d'Imola ; qu'on y avait renvoyé le podestat balonais et le capitan bolonais del *popolo*. On se demandait si l'on marcherait contre leurs vainqueurs ; c'était l'avis des Geremei ; mais les Lambertazzi ne le voulaient pas. Imola se soumit néanmoins au mois d'août, le capitanat du peuple fut supprimé pour un temps ; on décida que deux Bolonais représentant les deux factions seraient faits podestats. A Ravenne, les Traversari que soutenait le marquis d'Este, luttaient avec les Conti da Bagnacavallo, qu'appuyait Manfred, dont les gens avaient occupé la Marche d'Ancône (1). Enfin, en 1264, Urbain se relâcha un peu de ses prétentions au sujet d'Argelata et de Medicina ; il demanda seulement qu'on lui rendît les capitaineries, dont il voulait, disait-il, gratifier Bologne à titre de fief moyennant une redevance féodale.

Mais les citoyens de Bologne ne voulurent pas entrer dans ces arrangements ; leur évêque Ottaviano s'opposa lui-même aux intérêts du pape. D'un autre côté les Gibelins Graisolfi furent chassés de Modène, à l'aide du marquis d'Este ; mais les Bolonais, qui s'étaient constitués les garants des conventions des deux partis dans Modène, déclarèrent la guerre au parti triomphant, aux Aigoni. C'est au milieu de ces déchirements, de ces divisions, qu'Urbain laissa les États de l'Église à son successeur Clément IV ; celui-ci fut appelé au saint-siége en février 1265, après une vacance de quelques mois (2). Ici encore nous ne rendrons pas

peu près semblable à celui des Montefeltri de la Marche ; bien qu'ils ne jouent pas un rôle aussi important. Au reste lorsque Charles d'Anjou arriva à Rome, Pierre suivit son parti ; et en cela il agit comme presque tous les Gibelins de Rome, qui ne tenaient pas précisément au sang des Hohenstauffen, mais qui regardaient ces princes comme un point d'appui contre le pape, et qui crurent trouver tout aussi bien ce point d'appui dans Charles d'Anjou.

(1) Savioli, III, part. I, p. 361.

(1) Il semblait, en 1263, que Manfred eût perdu toute influence sur la Marche. Fano s'opposait entièrement à ses desseins, et Sinigaglia, Ancône, Macerata et Tolentino en firent bientôt autant. Ce parti guelfe tint bien un instant à Fano, mais il n'entra cependant pas dans tous les desseins du pape, qui voulait l'entière destruction des Gibelins. Camerino était dominé par Gentile de' Varani, qui y était ce que Montefeltri était à Urbino. Seulement il ne tenait pas aux rois mais à l'église et les habitants de Pérugia chassèrent Raniero de' Baschi que Manfred y avait envoyé. Cependant Manfred attaque lui-même Camerino ; le comte Conrad d'Antioche, qu'il avait envoyé dans la Marche est pris à cette époque ; Pierre s'empara de Sutri. (Voy. ci-dessus, sect. II.) Parceval Doria s'avance d'un autre côté dans le pays de Spolète ; mais il se noie dans la Nera. Conrad s'échappe ; Gualvano Lancia de Fondi occupe Macerata ; mais on perd de nouveau Sutri. On se maintint néanmoins dans la majeure partie de la Marche, attendu que les Montefeltri et plusieurs petits dynastes étaient Gibelins.

(2) Pour le lieu de sa naissance et les détails de sa vie antérieure, voy. sect. II.

compte des rapports du pape avec Naples, et des détails qui s'y rattachent, jusqu'à la bataille de Bénévent qui eut lieu en février 1266. Nous renvoyons encore à cet égard à ce qui a été dit plus haut.

Aux mois de février et mars 1265, le nord de la Romagne, tout jusqu'à Parme, s'émut des luttes des Roberti avec les da Sassio de Reggio; les Roberti trouvèrent des auxiliaires dans les Aigoni qui dominaient dans Modène et dans les Rossi qui étaient les maîtres à Parme. Les da Sassio n'avaient pour eux que les Crémonais et les Graisolfi qui avaient été bannis de Modène. Il est vrai que les Lambertazzi leur prêtaient également un appui. Mais l'opposition des Geremei balancait son efficacité. Bologne ne voyait pas davantage se calmer les luttes d'une partie de la noblesse avec l'autre (1). Cependant au mois d'avril, les autorités de Bologne interdirent à tous les habitants de se mêler aux querelles de partis qui avaient lieu dans les villes voisines, dans celles de la Romagne, de la Toscane et de la Lombardie. D'autres mesures, tendant au même but, au rétablissement de l'ordre, furent également adoptées; elles étaient d'autant plus nécessaires, que les étudiants des diverses nations s'étaient divisés au sujet du rectorat. Cette querelle se calma seulement au mois de mars, quand intervint une décision arbitrale. Les ultramontains furent divisés en trois classes: les Bretons, les Anglais, les Provençaux, les Espagnols (les Catalans exceptés) composèrent la première; les Bourguignons, les Picards, les Tourangeaux, les Orléanais, les Normands, les Poitevins, les Gascons (parmi lesquels il faut compter surtout les Français autres que les Provençaux et les Bretons); les Hongrois, les Polonais et les Catalans enfin, entrèrent dans la seconde; les Allemands formèrent la troisième. On détermina exactement le choix du recteur entre ces diverses classes. Les Italiens et les étudiants qui venaient des îles tenant à l'Italie, parurent devoir constituer une quatrième classe.

(1) Savioli, l. c., p. 382.

Lorsque dans les premiers mois de l'an 1266, Manfred tomba et que le parti gibelin perdit en lui tout son appui, on vit à Bologne le légat Geoffroi de Belmonte employer tous ses efforts pour faire dominer les Guelfes dans la Romagne. Les Gibelins, bannis de Parme, Reggio, Modène, furent assiégés dans Montevallaro par le Guelfes des mêmes villes et les Geremei. Le manque d'eau et les maladies les obligèrent, au mois de juin, à livrer la place, bien que Manfredo de' Pii et Bonaccurso de Montecucculo fussent venus à leur aide, avec deux cents cavaliers des Lambertazzi et une troupe de soldats allemands. La puissance du pape s'accrut partout, et Clément put se flatter d'avoir obtenu en Italie plus d'influence qu'aucun de ses prédécesseurs.

Ce fut une des suites du triomphe de Charles que Bénévent fut rendue au pouvoir du saint-siége. Depuis le mois d'avril 1241, cette ville avec son territoire avait été réunie au royaume de Sicile (1); mais lors de la chute de Manfred, l'armée de Charles se livra au plus affreux pillage (2); et ce fut dès lors sans doute que la ville subit de nouveau l'autorité des gouverneurs pontificaux; toutefois on ne voit apparaître le nom d'un recteur, du maestro Bernardo qu'en 1269. Quoi qu'il en soit, le retour de la ville sous l'autorité des pontifes ne modifia guère sa position à l'intérieur.

(1) Voy. ci-dessus section II, et Stefano Borgia, *Memorie istoriche di Benevento*, part. I, p. 216. Le dernier cherche à établir que Richard de S.-Germano, dont nous invoquions le témoignage commet une erreur sur quelques points; qu'en effet Frédéric se serait mis déjà, en 1241, en possession de Bénévent. Il est possible, bien que cela ne nous paraisse pas évident, que cette observation soit fondée, que les sources auxquelles elle se reporte soient, historiquement parlant, plus sûres que le récit de Richard; mais pour nous, et pour l'objet que nous nous proposons, la différence en ce point n'a rien d'important.

(2) Borgia, l. c., p. 218. Voy. Raumer, *Hohenstauffen*, IV, 536.

Ce qui surtout inspirait des craintes au pape, c'était de voir Charles revêtu de la dignité de sénateur de la ville de Rome; le roi, il est vrai, n'exerçait ses fonctions que par ses lieutenants, mais il n'en était pas moins le chef de la république romaine, et par cela même il lui était facile de se faire un parti contre le pape. Mais on parvint à déterminer Charles à déposer cette dignité, et les Romains nommèrent à sa place deux sénateurs qui prirent fait et cause pour les créanciers du pape et de ses prédécesseurs (1), au grand déplaisir de Clément IV. Toutefois ce pouvoir des sénateurs n'alla pas loin; on voit bientôt s'élever à leur place le prince Henri de Castille : nous avons montré quelle était sa haine contre Charles d'Anjou (2). Il s'allia étroitement avec Guido de Montefeltro, et demeura ainsi jusqu'à l'arrivée de Conradin à Rome, le chef du parti gibelin de Rome et l'ennemi déclaré du pape. Après la victoire de Conradin, le roi Charles vint à Rome; le peuple le salua comme son sénateur, le pape le déclara son vicaire impérial pour dix ans, sauf le cas où un autre choix aurait été fait et reconnu en Allemagne. La faction guelfe de la noblesse (1) de Rome, qui avait dû abandonner cette ville, revint à son tour les Savelli en tête. Les Gibelins succombèrent dans le voisinage, ou bien ils furent réduits à traiter à de dures conditions avec Charles. Beaucoup de leurs forteresses furent rasées.

Clément s'était tenu dans les dernières années à Viterbe; il y mourut un peu après que Charles eut fait exécuter son adversaire, tombé entre ses mains le 29 novembre 1268 (2).

La lutte des partis, telle qu'elle a été décrite plus haut, continuait sa marche dans la Romagne et les provinces voisines, le pays de Ravenne et de Modène. Toutefois le succès paraissait balancé dans Bologne, tandis que les Graisolfi avaient le dessous dans Modène. Cependant Bartolommeo Pico pensa que ce serait faire acte de prudence que de se défaire des biens qu'il avait dans le Modenais et dans le pays de Reggio pour en acquérir d'autres dans le pays de Bologne; il entra ainsi en possession de la souveraineté de Mirandole et fonda la petite maison princière des Pici de la Mirandole (3).

En mars 1267 la lutte entre les membres de la noblesse bolonaise devint si vive que le marquis d'Este à la tête des Guelfes de Parme, Modène et Reggio, résolut de s'unir aux Geremei pour chasser tous les Gibelins de la ville; mais le *popolo* s'en mêla à temps : les compagnies d'armes voulaient la liberté de Bologne, mais les autorités portèrent peines sur peines pour contenir l'agitation de

(1) Le pape lui-même s'exprime ainsi dans une lettre du mois de juin : « Duo facti sunt senatores prædones et fures intùs et extrà liberè debacchantur; angimur enim ab iisdem præcipuè propter debita quæ tu nosti, pro quibus obligatæ possessiones ecclesiarum urbis existunt. » *Raynaldi Annales*, ad an. 1266.

(2) Sect. II. Pendant que les deux sénateurs (dont l'un paraissait appartenir à la famille Savelli) inquiétaient aussi le pape, il y eut entre le peuple et la noblesse de Rome un différend que le légat du pape fomentait apparemment pour réduire les sénateurs. Le peuple se donna un chef qu'il appela le préfet, parce qu'on aimait encore à Rome à conserver les anciennes dénominations (ce préfet était ce que le *capitan del popolo* était dans les autres villes). On lui confia le soin de choisir un sénateur, et il appela Henri à cette dignité, bien que la noblesse lui fût en grande partie contraire. On adjoignit au préfet sept citoyens pris dans les districts de la ville, qui formèrent avec lui un conseil du peuple. Cf. *Raynaldi Annales*, ad an. 1267, vol. XIV, p. 143.

(1) Des Savelli (notamment Giovanni et Luca) et des Orsini (Napoleone et Matteo) furent incarcérés au Capitole par ordre du sénateur Henri : « Alios etiam, cardinalium propinquos et amicos, conjecit (sc. Henricus) in vincula, uxores filiosque ipsorum suis domibus ejecit, agros occupavit, basilicam S.-Petri ac palatium pontificium invasit, præsidioque Germanico instruxit, etc. »

(2) Raumer. *Hohenstauffen*, IV, p. 622.

(3) Savioli, l. c., p. 399.

la noblesse. Cependant les deux *frati* Godenti, Catalano de' Malavolti et Loderingo degli Andalò (1) eurent la mission de concilier les familles divisées. Enfin, en 1268, la querelle entre les da Sasso et les Graisolfi fut portée à ce point qu'il fallut qu'ils se jetassent sur le territoire bolonais. A part ces circonstances, la Romagne, grâce à l'influence décisive des Guelfes et aux efforts des autorités bolonaises, jouissait en quelque sorte d'un état de paix à la mort du pape Clément.

Le trône pontifical demeura cependant vacant, à la mort de Clément, jusqu'en 1271. Malgré les instances pressantes des rois Charles de Sicile et Philippe-Auguste de France, et d'autres puissants souverains de la chrétienté, le conclave ne parvenait cependant pas à fixer son choix. Lorsque autrefois le saint-siége demeurait trop longtemps vacant, c'étaient les empereurs d'Allemagne qui, en leur qualité de protecteurs de l'Église romaine, forçaient pour ainsi dire les cardinaux à faire leur élection; mais, à l'époque dont il s'agit, le trône d'Allemagne n'était pas véritablement occupé. Énfin le 1er septembre 1271, les cardinaux nommèrent une commission prise dans leur sein et composée de deux cardinaux-prêtres et de quatre cardinaux-diacres (2). Cette commission choisit pour pape un homme de Piacenza, Tealdo de' Visconti, archidiacre de l'église de Liége, il prit le nom de Grégoire X; il ne put cependant entrer en fonctions qu'au mois de mars de l'année suivante; car il était alors légat en Palestine. C'est à Ptolemaïs qu'il reçut la nouvelle de sa nomination, et ce n'est qu'au mois de janvier qu'il arriva sur les côtes de l'Italie. Il se rendit à Brindisi, où il débarqua; et passant par Bénévent, où il eut une entrevue avec Charles, il vint à Viterbe, où le conclave s'était tenu durant la vacance du saint-siége. Mais il n'accepta pas l'invitation que lui faisaient les Romains de fixer sa résidence parmi eux; il connaissait leur esprit inquiet et ne voulait les laisser influer en rien (1) sur ses affaires. En effet, il n'alla qu'au moment du sacre, en mars 1272, passer quelque temps à Rome.

Cependant Charles d'Anjou avait employé le temps où le siége pontifical et le trône impérial étaient demeurés inoccupés, à s'étendre, de la Sicile où il régnait, par toute l'Italie, et certes les circonstances étaient on ne pouvait plus favorables; dans la Toscane comme dans la Lombardie les Gibelins avaient eu presque partout le dessous; ils avaient perdu même leurs chefs les plus vaillants. Les Guelfes n'étaient pas moins forts dans la Romagne, et si dans cette partie ou dans la Marche quelques hommes énergiques se prétendaient encore Gibelins, c'est qu'ils avaient un point d'appui dans le vaillant comte de Montefeltro. Les Bolonais repoussèrent vers l'est les Graisolfi déjà proscrits et les da Sasso qui étaient venus, en 1268 et 1269, jusque sur les terres de leurs adversaires pour les piller. Appelés par les Serafinelli, famille noble de Bologne, les Roberti vinrent sur le territoire bolonais et les aidèrent à se rendre maîtres de la forteresse de Giudicino de Montecuculli. Mais les Bolonais prirent

(1) Voy. plus haut.

(2) C'étaient les cardinaux-prêtres Simon de S.-Martin et Guido de S.-Lorenzo in Lucina, les cardinaux-diacres Richard de S.-Angelo, Octavien de S.-Maria in la Via-Lata, Jean de S.-Nicolas in Carcere-Tulliano, et Jacopo de S.-Maria in Cosmedin. ***Raynald. Annal.***, ad an. 1271, vol. XIV, p. 182.

(1) Dans sa lettre au prince Édouard d'Angleterre, Grégoire s'exprime ainsi (***Raynaldi Annales***, ad an. 1272, vol. XIV, p. 188) : «Nonnullos nobiles ambassadores romanos de majoribus urbis intrà regnum Siciliæ nobis occurrentes invenimus, qui ut recto tramite declinaremur ad urbem, apud nos cum maximæ supplicationis instantia laborarunt pensantes autem, quod romana civitas ut potè magna plenaque negotiis alia forte nostra impedientia propositum vel retardantia saltem ejus effectum nobis ibi præsentibus ingerere potuisset non annuimus eorum precibus, etc., etc.»

fait et cause pour les Montecuculli contre les assiégeants (1) ; et le comte Maghinardo da Panico fit marcher contre ceux-ci une armée qui les battit complétement. Nous ne dirons pas ici les querelles des Bolonais contre les Vénitiens, dont quelques-unes éclatèrent à cette époque, nous en avons parlé dans l'histoire de Venise.

Les habitants de Forli étaient obligés par un traité qu'ils avaient consenti, à ne choisir que des podestats bolonais ; mais il leur arriva, en 1269, de ne pas tenir compte de la convention. La raison en était que deux familles, les Lambertini et les Galluzzi, prétendaient à la fois à cette dignité et se querellaient à ce sujet. Comazzo de' Galluzzi, qui avait été banni de Lodi, où il avait été podestat, se pose tout à coup en démagogue, lève l'étendard de la révolte contre le podestat de Bologne, Albert de la Fontana, qui sortait de Piacenza ; ce fut à grande peine que ce dernier, protégé par deux compagnies d'armes, put échapper. Cependant le peuple se calma, et le podestat put continuer jusqu'à la fin l'exercice de ses fonctions.

Cette année et celle qui suit ne se font guère remarquer que par l'agitation des familles nobles, les querelles de l'université et les différends avec Venise. Il n'y eut un peu de calme à l'intérieur qu'en 1271, lorsque le peuple, mécontent des excès auxquels la noblesse s'était portée contre les *popolari* dans ses luttes, surtout contre leurs femmes, établit une nouvelle compagnie d'armes composée des plus vaillants entre tous et de ceux qui étaient le plus animés contre la noblesse ; il lui donna le nom de *Società della giustizia* (2). Elle porta des peines sévères et rétablit le calme par tous les moyens. Les Bolonais profitent de ce temps pour faire la guerre avec Modène ; s'appuyant de prétendues concessions de l'empereur Théodose II, ils demandent à entrer en possession de tous les lieux qui sont en deçà du Panaro. Les Modenais, pour éviter une collision avec leur puissants voisins, s'offrent à détruire les forteresses qu'ils ont dans ces localités ; mais les Bolonais ne veulent rien entendre : ils mandent l'un des deux chefs qu'ils avaient préposés à la garde de leurs possessions dans les montagnes, ils le font venir avec les troupes du Val Reno ; une autre armée sort de Bologne, et la guerre s'allume en décembre. On s'empare successivement de Savignano, S. Cesareo, Montombraro, Montespelta, Montecorone. Cependant les Modenais sauvent Nonantola, ils repoussent, le jour de la fête de Noël, l'armée bolonaise du pont Saint-Ambroise ; ainsi se termina la première campagne. Imola, Faenza, Ravenne n'étaient pas moins agitées. Tel était l'aspect que présentait le nord de l'État de l'Église lorsque Grégoire X y envoya l'archevêque Grisnerio d'Aix avec le titre de légat (1).

Cependant, l'année suivante, la guerre avec Modène tourna mal pour Bologne. Les Geremei favorisaient clandestinement les Aigoni, qui avaient en outre l'appui du marquis d'Este. De plus, les gens de Faenza se prirent de querelle avec le comte Guido de Modigliana ; les habitants de Forli prennent parti pour lui. Eux-mêmes cherchent à enlever une place forte, Ciola, aux Césénates ; mais les habitants de Rimini accourent pour les en empêcher, et ce fut grâce seulement à l'intervention des Bolonais que les habitants de Forli échappèrent à de plus grands malheurs. Mais à peine eurent-ils obtenu la paix extérieure, qu'il s'éleva de nouvelles luttes entre les Ordelaffi et les Calboli. Le sujet de ces querelles était, au moins en grande partie, la manière dont on conférait les capitaineries et le gouvernement du pays.

(1) Savioli, l. c., p. 418.

(2) Savioli, l. c., p. 445 : « Infine alla società protettrice accordarsi la preminenza sull' altre e il diritto d'esser la prima in ajuto del podestà, quante volte fosse richiesta a gastigo de' contumaci e quegl' individui che parteciparono alla riforma, furon dichiarati immuni da sindacato inviolabile nelle loro persone, ed in quelle de' loro figli e nepoti. »

(1) Savioli, l. c., p. 469.

Pour punir les habitants de Forli des troubles qu'ils suscitent, Bologne leur déclare à cette occasion que les emplois à exercer sur le territoire de Forli seront occupés par la noblesse bolonaise; qu'il ne leur sera donné désormais que des autorités bolonaises. Mais la conséquence de ces mesures fut le soulèvement général de Forli contre Bologne; les Ordelaffi se mettent à la tête du mouvement, chassent de la ville les Calboli ainsi que le podestat bolonais, et appellent Tarlato de' Tarlati d'Arezzo à remplir cette charge. L'année suivante (1273) vit grandir ces luttes diverses (1). Les Accarisi et les Manfredi combattaient la juridiction des barons de Sassatello qui avaient fait périr des membres de leur famille. Mais les habitants de Forli se défendirent avec vigueur contre les Bolonais; le comte Guido de Modigliana s'était fait leur auxiliaire, et Guido de Montefeltro les commandait (2). Au mois d'août, les Bolonais éprouvèrent une défaite complète; les gens de Forli battirent encore les Césénates qui s'étaient alliés aux Bolonais, et obtinrent aussi un armistice honorable.

En 1274, les Aigoni de Modène se divisèrent en deux factions; les Rangoni étaient à la tête de l'une, les Sassuolo à la tête de l'autre. Les Graisolfi conçurent des espérances; ils firent, aidés des Lambertazzi, une tentative de retour; mais alors éclata entre les Maghinardo et les Ugolino (tous deux comtes de Panico) une lutte d'où naquit en même temps entre les factions bolonaises elles-mêmes une querelle qui intéressa au plus haut degré toutes les factions du voisinage. Les Rangoni, les Parmesans, le marquis d'Est et les Florentins, étaient pour les Geremei; les Graisolfi, les Accarisi, Forli et les Gibelins, chassés de Ravenne, Césène et Rimini soutenaient les Lambertazzi. Cette fois encore, Guido de Montefeltro commandait les habitants de Forli; il chassa les Guelfes Manfredi de Faenza, et s'avança vers Bologne jusqu'à Castel San Pietro. Mais les Lambertazzi qui ne voulaient pas qu'un étranger exerçât trop d'influence à Bologne, s'unirent avec les Geremei contre l'armée de Forli. Certains Manfredi étaient tombés entre les mains de Guido à son retour; il les traita cruellement; les Geremei voulurent alors marcher à la vengeance; mais les Lambertazzi s'y opposèrent violemment, et le peuple presque tout entier se souleva contre eux (1); les députés de Faenza survinrent et permirent aux Manfredi de revenir. Mais les Accarisi voyant les Bolonais disposés à traiter leur ville en sujette, leur fermèrent les portes; les Geremei prétendirent alors que la faute en était aux Lambertazzi; ainsi recommença une lutte des plus violentes. Cette lutte se prolongea de mai en juin; les Geremei reçurent des renforts des Guelfes de la Lombardie et de Ferrare; enfin le 2 juin, les Lambertazzi se virent forcés d'évacuer la ville, et avec eux plus de dix mille habitants se retirèrent de Bologne à Faenza.

Cependant on vit s'opérer alors diverses innovations dans Bologne; on forma une *balia* à laquelle chaque corporation envoya deux de ses membres; chaque compagnie d'armes en fournissait autant. Il y avait de plus deux jurisconsultes, Senzanome Pipini et Niccolo Tencarari. Un *popolare* était l'âme de cette *balia;* il s'était déjà fait remarquer comme partisan des Geremei, et s'appelait Rolandino de' Passageri. On exclut la noblesse de tous les emplois; une loi ôta tout

(1) Savioli (l. c., p. 468) dit au sujet de ces agitations: « Vi fomentava fra Grandi Piero di Piero Cattaneo di Medicina seminator di zizanie sotto sembianze amichevoli fosse per animo di sua natura maligno, o per conciliarsi favore.» Il cherche surtout à diviser Malatesta de Rimini et Guido da Polenta. Le Dante visita souvent Medicina; comme on lui demandait un jour ce qu'il pensait de la cour du *capitan* de Medicina: « Rien de si beau, répondit-il, l'ordre seul y manque. »

(2) Savioli, l. c., p. 469.

(1) Les nobles tiraient toute leur puissance de leur influence sur les compagnies d'armes, tandis que les Lambertazzi ne comptaient que deux de ces compagnies dans leur parti. Le reste du peuple leur était entièrement contraire.

espoir de retour aux Lambertazzi. On proscrivit, on exerça des châtiments sur d'autres. Enfin on prononça la dissolution des deux compagnies d'armes qui avaient tenu jusqu'à la fin pour les Lambertazzi, ainsi que de deux autres encore (1).

En septembre, les Bolonais, soutenus par les Guelfes de la Lombardie, par les Roberti, les Rangoni, les Manfredi et les Calboli marchèrent contre Imola, et chassèrent les Mendoli, puis ils campèrent inutilement durant un mois devant Faenza, que les Lambertazzi défendaient vaillamment. Il fallait ainsi, pour que la paix régnât dans les cités de la Romagne, que l'un ou l'autre parti triomphât. Parme, Reggio, Modène, Bologne, Imola, Ravenne, Césène et Rimini, étaient guelfes; Forli, Faenza, ainsi que celles des villes de la Marche où prédominait l'influence du comte de Montefeltro, étaient gibelines. Cependant le Guelfe Gentile de' Varani, seigneur de S.-Ginesio et devenu souverain de Camerino, après y avoir construit une forteresse, étendait sa puissance sur une grande partie de la Marche, et le temps n'était pas loin où le chef de l'Église allait le nommer recteur de la Marche.

Comme le parti guelfe était tout dévoué au roi Charles qui pouvait se vanter encore de dominer la Toscane de son influence; que par la nomination de Clément IV et la confirmation de Grégoire X, ce prince devait demeurer vicaire impérial jusqu'en 1278, dans le cas où il ne se ferait en Allemagne aucune élection souveraine et incontestée, le pape était surtout inquiet de ce pouvoir et pressait vivement l'occupation du trône impérial en Allemagne. Cependant Rodolfe de Habsbourg ayant été élu en Allemagne, Grégoire chercha à le déterminer à se rendre en Italie. Le pape qui voulait inspirer l'ardeur des croisades, venait de convoquer un concile à Lyon, c'est-à-dire dans le ressort d'un royaume (la Bourgogne) qui se rattachait à l'Allemagne. Le voyage devait amener surtout une entrevue avec Rodolfe. Au commencement de l'été 1273, Grégoire quitta Orvieto où il avait presque toujours résidé, et passant par Florence, il se rendit à Lyon. Arrivé dans cette ville, il ouvrit le concile au commencement de mai 1274.

Les premiers moments des pères de l'Église (1) furent consacrés à fortifier les droits du pape envers l'empire et vis-à-vis de l'empereur qui le représentait, et à déterminer la légitimité des prétentions de l'un des deux rois des Romains à la dignité impériale. On fixa surtout les limites des États de l'Église : elles devaient s'étendre de Radicofani à Ceperano, embrasser l'Exarchat, la Pentapole, la Marche d'Ancône ou Camerino, le duché de Spolète, le comté de Bertinoro et les biens de Mathilde; les envoyés de Rodolfe confirmèrent le don de ces diverses possessions en son nom, et il fut reconnu lui-même roi des Romains. C'est dès ce moment aussi que cessa dans la Romagne, la Pentapole, la Marche et Spolète, ce partage de surveillance des droits de suzeraineté, telle qu'elle était exercée sous les rois souabes et les empereurs, par des vicaires ou comtes impériaux et par des légats du pape, telle qu'elle s'exerçait encore en quelque sorte par la translation des droits de vicariat au roi Charles. Le concile s'occupa ensuite de la Palestine ou d'affaires purement ecclésiastiques. L'entrevue de Rodolfe et de Grégoire eut lieu l'année suivante à Lausanne, Rodolfe y confirma lui-même l'extension de l'État de l'Église; il paraît même avoir laissé espérer au pape qu'il se rendrait à Rome pour y recevoir la couronne impériale; mais il ne paraît qu'il ait pensé à remplir sa promesse.

Cependant la Romagne, les provinces de Mathilde et l'exarchat continuaient à être le théâtre des divisions des Lambertazzi et des Geremei, en d'autres termes, des Gibelins

(1) Il y avait d'une part celle du Val d'Aresa et des Traverse; d'autre part celle des Delfini et des Branchette.

(1) *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 220 et sq.

et des Guelfes ; la lutte se porta surtout vers Faenza ; Malatesta da Verruchio de Rimini commandait les Guelfes ; et Guido de Montefeltro les Gibelins. Les premiers avaient le nombre pour eux, les autres la vaillance d'un bon chef. Les Guelfes éprouvèrent, en effet, aux mois de juin et d'avril 1275, une grande défaite au pont S.-Procolo (1). Il vint ensuite à Guido des renforts de la Toscane; c'étaient les Pazzi du Val d'Arno. Bien des villes du Bolonais se donnèrent aux Lambertazzi, et Cervia se livra aux gens de Forli. Grégoire X mourut à son retour de Lyon, à Arezzo, le 10 janvier 1276. Il était tombé malade dans son voyage de Florence à Arezzo. Sa mort laissa sans résultat tous les efforts qu'il avait tentés pour faire croiser l'Occident contre l'Orient; elle laissait aussi dans l'incertitude la nature de ses rapports avec le sénateur de Rome et avec certaines parties des États de l'Église.

Il avait eu soin de faire poser encore par le concile certaines règles relatives à l'élection des pontifes (2). Dix jours après la mort d'un pape le conclave devait s'assembler, sans égard pour les absents; les cardinaux réunis ne devaient communiquer ou correspondre avec personne du dehors ; si l'élection n'était pas faite après trois jours, on ne servait aux cardinaux qu'un seul mets et de l'eau ; du pain et du vin seulement si cinq jours encore se passaient sans élection.

Innocent V fut élu sous l'empire de ces règlements sévères : ce fut le 21 janvier, onzième jour de la mort de Grégoire (3). Rien de marquant dans les affaires de l'Église sous son pontificat. Il mourut le 22 juin de la même année, et le 12 juillet, Adrien V lui succéda. Celui-ci portait auparavant le nom d'Ottobone; c'était un Fieschi de Lavagna.

(1) *Mathæi de Griffonibus Memoriale historicum*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XVIII, p. 125.

(2) *Raynald. Annal.*, l. c., p. 224.

(3) Il portait auparavant le nom de Pierre, était né dans la Tarentaise, avait été dominicain, archevêque de Lyon, puis d'Ostie; il s'était ainsi élevé aux premières dignités.

Les factions des Aigoni et des Rangoni (dans lesquelles il faut comprendre les Boschetti), et les da Sassuolo (parmi lesquels il faut ranger les Grasseto et les Savignani) s'étaient réconciliées.

Guido de Montefeltro força encore Bagnacavallo à se livrer aux habitants de Forli. Dans Ravenne, où le parti guelfe avait depuis longtemps le dessus, la lutte se renouvela cependant entre les Traversari et les da Polenta (1). Adrien V ne vécut pas assez pour se faire sacrer; déjà malade au temps de l'élection, il mourut le 28 août à Viterbe.

Ce choix d'hommes, placés pour ainsi dire sous la main de la mort, était une conséquence nécessaire des règlements tels que Grégoire les avait établis pour le conclave. Adrien avait voulu les améliorer, mais lorsqu'à sa mort les cardinaux se disposaient à le faire, le peuple se souleva dans Viterbe : il voulait l'observation de l'ancien règlement, et le sacré-collége dut s'y soumettre (2). Dans cette extrémité on élut, le 20 septembre, un Portugais cardinal-évêque de Tusculum, Pierre Juliani, qui prit le nom de Jean XXI (3). Son premier soin fut de rendre définitif l'édit d'Adrien qui suspendait les formes d'élection établies par Grégoire.

L'état des affaires temporelles ne changea guère sous Jean. Des intérêts de commerce avaient fait éclater la guerre entre Venise et

(1) En 1275, Guido triompha de son adversaire par la voie des armes.

(2) Au dire de quelques-uns, ce furent certains employés pontificaux qui excitèrent ces troubles et firent soulever la multitude, intéressés qu'ils étaient à voir le saint-siége promptement occupé : « Concitarant maximè eam procellam tum aulæ pontificiæ gerendis muneribus præfecti tum nonnulli alii præsules quos maxima videndi novi pontificis cupiditas urebat ob quam indigna plura ad urgendam illius electionem in cardinales perpetrarant. » Raynaldi, l. c., p. 254.

(3) Pierre Juliani avait des connaissances universelles; il était versé surtout dans l'art de guérir.

Ancône (1). Camerino et Tolentino étaient également en lutte au sujet de certaines places fortes. Les habitants de Camerino avaient en outre des différends avec Pérugia, et se trouvaient soutenus par la rivale voisine de Pérugia, la ville de Foligno. Gentile de' Varani dirigeait Camerino dans toutes ces luttes. Ancône et Jesi étaient divisées sur l'étendue du cercle de leur juridiction; d'un autre côté Fano était aux prises avec Cagli; c'est que cette dernière ne voulait pas accepter tout ce qu'il plaisait à l'autre de lui imposer comme la plus puissante du voisinage. Enfin, ces derniers débats se terminèrent par la médiation de la cour de Rome. Tant que les dons et contributions ne manquèrent pas aux papes, que leurs officiers furent reconnus dans les droits qu'ils exerçaient en leur nom, papes et cardinaux, tous se contentaient d'intervenir par voie d'admonition dans les contestations entre les communes et les dynastes, et suivirent ainsi la politique la plus propre au développement des individus.

Jean XXI avait fait construire un appartement à côté du palais pontifical, à Viterbe; il s'y rendit le 10 mai 1277; il s'amusait à s'y mirer, ce qui lui arrivait, dit-on, assez souvent, et poussait des éclats de rire, lorsque tout à coup le toit s'écroula et le blessa si grièvement qu'il en mourut six jours après. La guerre des Guelfes et des Gibelins s'était étendue par toute la Marche durant son pontificat. Les Geremei n'avaient pas seulement trouvé un appui dans Reggio, Modène, Parme, Imola et Ravenne, mais encore dans Florence. Mais, au mois de novembre 1277, Guido de Montefeltro chassa les Florentins au-delà de l'Apennin, et les Geremei, qui avaient déjà deux fois éprouvé sa valeur au pont de S.-Procolo, n'osèrent pas l'y attendre une seconde fois, bien qu'ils eussent avec eux leurs alliés de la Romagne et de la Lombardie. Ils retournèrent en conséquence à Bologne.

(1) Voy. ci-dessus, sect. III.

Cependant la vacance inattendue du saint-siége donne de l'audace aux habitants d'Ascoli; ils profitent de la circonstance, s'emparent de Forcia, la pillent et cherchent à la soumettre à leur domination, et à s'emparer encore de quelques autres localités du pays. De leur côté, les habitants de Parme se jettent sur une autre partie des États de l'Église; ils font tomber le mont S.-Angelo entre leurs mains, et y construisent une forteresse.

Comme Jean avait abrogé le règlement de l'élection des papes établi par Grégoire, il n'y eut pas d'abord de conclave après sa mort. Les cardinaux français et italiens avaient leurs factions respectives qui tenaient à élire un compatriote; mais au bout de deux mois le peuple se soulève; on porte les huit cardinaux électeurs au *palazzo pubblico;* on les y enferme. Il fallut bien alors que le sacré-collége fît un choix. On nomma, le 25 novembre, Niccolo degli Orsini, cardinal-diacre de S.-Niccolo in carcere Tulliano (1); il se fit appeler Nicolas III (2).

Il n'y eut de bien important sous son pontificat que les négociations avec Rodolfe au sujet des droits de ce dernier dans les États de l'Église; il paraîtrait que le roi, tout en ayant assuré à Grégoire la possession sans partage de l'État de l'Église, prétendit, comme protecteur de l'Église romaine peut-être, ou bien, en sa qualité de roi des Romains, ré-

(1) Raynaldi, l. c., p. 272.

(2) Ricordano Malespini s'exprime ainsi dans sa *Chronique florentine* sur la manière dont Niccolas s'occupait de sa famille durant son pontificat (voy. Rural, vol. VIII, p. 1022): «Per lo caldo de' suoi conforti imprese molte cose per fargli grandi, e nella cui corte si fecero molti acquisti per gli suoi parenti; onde gli aggrandì molto di possessione e di castella e di moneta sopra tutti i Romani in poco tempo, ch' egli vivette. Questo papa fece sette cardinali Romani, la maggior parte suoi parenti e uno della casa colonna, non ostante, che papa Alessandro avea privato tutti i Colonnesi e loro progenie d'ogni ufficio ecclesiastico, perochè aveano tenuto con Federigo imperatore contro alla chiesa.»

clamer un serment des villes de la Romagne, de la Marche et autres, sans toutefois que l'on pût considérer cet acte comme une prestation d'hommage. L'Église désirait l'abolition de ce serment; or, Rodolfe avait promis à Grégoire, lorsque le pontife le reconnut, de faire une expédition à Rome, et par suite d'en diriger une autre vers la terre sainte (1). Cette double expédition ne s'accordait ni avec le penchant, ni en définitive avec les intérêts de Rodolfe; il ne fut donc pas fâché pour être délié de sa promesse de renoncer à ce que le serment fût prêté et d'abandonner tous les droits qui pouvaient en résulter en sa faveur (2).

De cet arrangement avec le roi il s'ensuivit que la Romagne, à l'exemple de Bologne, et lorsque la haine des deux factions fut calmée, se soumit au pouvoir pontifical (3) en 1278. Un frère du pape, Bertoldo degli Orsini (4), reçut de lui le titre de comte de la Romagne; Latinus, évêque d'Ostie et Velletri fut envoyé à Bologne en qualité de légat (1). La position de cette ville n'avait eu rien de bien déterminé tant que la nomination du comte avait appartenu au roi; mais dès ce moment le comte devint le subordonné du légat. L'année suivante (1279), la paix fut conclue entre les Manfredi et les Accarisi de Faenza; mais dès le mois de décembre de la même année les Lambertazzi, à peine de retour, furent chassés encore de Bologne, parce qu'ils prétendaient occuper la moitié de tous les emplois dont les Guelfes étaient alors en possession. La lutte continua alors, et plus violente que jamais, par toute la Romagne. Guido de Montefeltro se mit de nouveau à la tête des Gibelins. Mais la trahison jeta Faenza entre les mains des Geremei, qui firent essuyer aux Lambertazzi réfugiés dans Faenza une affreuse déroute.

Sur ces entrefaites, Nicolas III détermina Charles d'Anjou à déposer son vicariat, qu'il avait trouvé l'art de rendre important, particulièrement en Toscane. Charles dut aussi se dépouiller de sa dignité de sénateur de Rome; il ne devait l'avoir que pour dix ans, et ce temps était écoulé. Nicolas porta même une loi, en vertu de laquelle cette dignité ne devait plus être conférée à des chefs ou à des princes étrangers, ni être exercée plus d'une année. Ce fut pour la puissance pontificale un grand avantage; la ville n'y trouva pas aussi bien son compte, car, dès ce moment, elle n'eut plus que des sénateurs pris dans la noblesse romaine ou dans celle du voisinage; or cette noblesse était plus insolente que partout ailleurs, et cette mesure fut pour Rome la source de bien des déchirements entre la noblesse et les *popolari*.

Pendant qu'il s'occupait ainsi à établir dans l'Église l'ordre qu'il croyait nécessaire à ses destinées et aux projets du gouvernement pontifical, Nicolas III fut frappé d'apo-

---

(1) Giov. Villani, l. VIII, c. 58.

(2) Raynaldi, l. c., p. 294 et seq. : « His Gotifredus gestis datis ad eos populos Romanæ ecclesiæ obnoxios quos imperialis cancellarius in verba Rodulphi jurare coegerat, literis præstiti sacramenti religione solvit, jussitque in Romanæ ecclesiæ fide ac potestate perstare; quibus literis præfixus est hic titulus : Providis viris potestatibus, capitaneis consiliis et communibus Bononiensibus, Faventinis, Foropopuliensibus, Cæsenatibus, Ravennatibus, Friminensibus, Urbinatibus, Cerviensibus et Foroliviensibus, Montisfiltri et Bertinorii ac aliis communitatibus, universitatibus et incolis aliarum civitatum castrorum, terrarum et locorum partium earumdem Gotifredus præpositus ecclesiæ Saliensis Salzeburgensis diœcesis, magnifici principis domini Rodulphi regis Romanorum illustris familiaris clericus et protonotarius salutem in Domino, etc. » On voit par là quels étaient les pays dont on exigeait auparavant le serment.

(3) Ce fut un dominicain du nom de *fra* Lorenzo qui opéra la réconciliation des Lambertazzi et des Geremei, et qui amena le retour des premiers dans la ville. Cf. ***Mathæi de Griffonibus Mem.***, l. c., p. 126.

(4) C'est ainsi que le désigne ***Math. de griffonibus***. Raynaldi l'appelle neveu du pape, l. c., p. 295.

(1) Raynaldi, l. c.

plexie le 23 août 1280. La cour pontificale se tenait toujours à Viterbe; cette fois encore les cardinaux tentèrent de se soustraire à la rigueur du conclave; mais le peuple de Viterbe se soulève de nouveau, enferme deux cardinaux (1), se porte même à quelques excès contre eux; apparemment parce qu'il croit que ces deux cardinaux retardent l'élection du pape (2). Le sacré-collége est ainsi contraint de faire son élection, et, le 23 février 1281, on nomma le cardinal Simon, un Français de la Brie, qui prit le nom de Martin IV.

Les Gibelins n'avaient plus, à son avénement, d'autre point d'appui dans la Romagne que Forli. A Ravenne l'influence de da Polenta allait croissant, et il fallut bien que les Traversari pliassent devant la puissance de sa maison et l'autorité de son génie. Modène voyait les Rangoni lutter avec les Savignani et les da Sassuolo, et bientôt les villes et provinces du voisinage furent attirées dans la guerre. Martin choisit pour comte de la Romagne un homme que les annales d'Italie appellent Giovanni da Eppa (de Apia); il avait vu le jour en France, et menait alors avec lui cinq cents cavaliers provençaux et français auxquels il joignit deux mille neuf cents cavaliers pris dans les villes de la Toscane et des États de l'Église ou envoyés par le roi Charles. Il vint à la tête de cette armée assiéger Forli en 1282 (3). Mais il avait affaire à Guido de Montefeltro qui valait à lui seul une armée. Guido tint la campagne avec les habitants de Forli, auxquels il faisait faire des sorties. Le comte Giovanni subit une défaite dans le voisinage de Bologne, au Borgo de Salamone (4). Enfin le 25 mai 1284, le comte Giovanni se trouvant avec cinq autres mille hommes devant Forli, les habitants auxquels s'étaient joints dans les derniers temps ceux de Césène, se rendirent à l'Église. Guido de Montfort devait commander Forli et Césène pour le pape. Sa décision arbitrale avait su amener un accommodement entre les deux cités, le comte de Montefeltro et le reste des Lambertazzi d'une part et le pape de l'autre; mais au mois d'octobre de la même année, un cardinal-légat du pape se présenta, fit combler les fossés de Forli, de Césène et des lieux dépendants de ces deux villes (1); puis il bannit les chefs des Gibelins. C'est ainsi que le triomphe des Guelfes s'accomplit dans la Romagne, mais la lutte continuait dans Modène et dans Reggio.

Cependant les habitants de Camerino, ayant le chef guelfe, Gentile de' Varani à leur tête, avaient soumis beaucoup d'autres villes, les unes par la force des armes, les autres par l'influence des intérêts politiques. Gentile dominait à Recanati, Cingoli, Macerata, Tolentino, Montecchio, Belforte et S.-Ginesio; Martin IV lui conféra de plus le titre de recteur du pape et de comte de la Campagna.

---

(1) Raynaldi, l. c., p. 324.

(2) C'étaient deux Orsini; Ricordano Malespini, l. c., p. 1025, dit formellement qu'ils mirent tout en œuvre pour empêcher l'élection d'un homme du parti napolitain. Voy. encore Giov. Villani, l. VII, c. 57.

(3) *Cronica di Bologna*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XVIII, p. 291.

(4) On rapporte à la même année 1282 le passage des serfs du pays de Bologne à l'état de gens soumis à redevance (*fumante*) (*Cronic.*, l. c., p. 292. *Math. de Griffonibus*, l. c., p. 128): «In questo anno, il commune de Bologna fece i fumanti del contado e comperò tutti i fideli o servi, e serve de' gentiluomini di Bologna pel prezzo di uno stajo di frumento per ciascheduno che avea buoi (*spann fröhner, corvéables*) e di una quartaruola per cadanno braccente ovvero da zappa (*hand fröhner, de servitude personnelle*) allora furono fatte le podesterie di Sacco, le quali ogni anno del mese di novembre si mandano a brievi nel consiglio delle voci di quatro mila cittadini. E cadauno del detto consiglio, al quale toccava di una delle dette podesterie, avea in quell' anno da ciaschedun fumante di quella villa cioè da quello de' buoi uno stajo e dal braccente una quarta ruola di frumento; e a questo modo il comune di Bologna cavò i suoi contadini dallà servitu de' suoi gentiluomini.»

(1) Forlimpopoli, Cervia et Bertinoro s'y trouvaient sans doute comprises.

Lorsque le cardinal-légat eut chassé les Gibelins de Césène et de Forli, Guido de Montefeltro demeura dans Meldola, et soutint contre les forces du comte de la Romagne un très-long siége (1). Le comte d'Anguillara assiégeait en même temps à la tête d'une armée pontificale la ville d'Urbino; bien qu'assiégé lui-même, Guido sut cependant faire parvenir des secours à cette ville. Il ne se rendit que sous le pape Honoré, successeur de Martin; il donna alors ses deux fils en otage, plaça sa ville sous l'obéissance des autorités papales; celles-ci firent raser les forteresses et bannir plusieurs citoyens considérables. Guido lui-même passa les dernières années exilé à Asti, jusqu'à ce qu'il obtint, comme nous l'avons déjà vu, la *signoria* dans Pise (2).

Le trouble régnait dans Rome même, à l'avénement de Martin. Charles ayant cessé d'être sénateur, la noblesse se divisa en deux factions, l'une composée des parents du pape Nicolas, des Orsini, l'autre de toutes les personnes qui ne voulaient pas se ranger à leur suite ou se soumettre à leur orgueil. Les meneurs de cette faction étaient principalement les Annibaldeschi. De grandes agitations suivirent et arrivèrent à un tel point, que Martin ayant député deux cardinaux pour rétablir l'harmonie entre les deux partis et parvenir ainsi à se faire sacrer dans Rome, on ne put cependant les déterminer à rien écouter, et il fallut faire le sacre à Orviéto que le pape choisit pour sa résidence. Il avait jeté l'interdit sur Viterbe, à cause des excès auxquels ses habitants s'étaient portés à la dernière élection.

(1) Giov. Villani, l. VII, c. 81.
(2) Voy. ci-dessus.

Il arriva là-dessus que les autorités de la république romaine choisirent Martin lui-même pour sénateur (1) et il prit à son tour Charles d'Anjou pour son vicaire; il avait donné à la Romagne un gentilhomme français pour comte; il donna de même à celles des provinces du sud, qui se soumettaient, des chevaliers pour recteurs (2). Cependant en 1281, il y eut un soulèvement des habitants d'Orviéto même, contre les chevaliers français qui l'occupaient; mais les habitants furent complétement battus. A son tour en 1282, la faction Orsini se révolta contre le vicaire de Charles; elle abandonna enfin Rome pour se retirer à Palestrine; les Annibaldeschi ravagèrent tout jusque sous les murs de cette ville. Martin avait été forcé de transporter de nouveau sa résidence d'Orviéto à Rome, mais les troubles lui firent laisser cette dernière ville pour aller à Montefiascone. C'est alors aussi que Pérugia fut également excommuniée parce qu'elle continuait sa lutte avec Foligno et Rome, les Romains poussèrent leurs dévastations jusqu'à Corneto. Toutefois l'on parvint en 1284 à ramener les Pérugins. Martin se retira dans leur ville, les agitations continuant toujours dans Rome. Bientôt après, le 29 mars 1285, Martin mourut après trois jours de maladie.

(1) Comme cela était déjà arrivé. Après que les partis se furent réconciliés, que Martin eut abrogé la constitution de Nicolas au sujet de la dignité de sénateur, on avait choisi deux sénateurs pris dans l'une et l'autre faction; mais ils remirent l'exercice de leur pouvoir au pape lui-même.
(2) Raynaldi, l. c., p. 326.

§ III. *Jusqu'à la mort de Boniface en* 1303.

Ce fut à Pérugia et le 2 avril que le nouveau chef de l'Église fut élu. On choisit à l'unanimité le cardinal diacre de S.-Maria de Cosmedin, Jacopo de' Savelli de Rome, qui prit le nom d'Honoré IV (1).

Il admit à résipiscence un certain Adenolfo qui avait été excommunié pour avoir occupé Frosinone. Le pape consentait à en user de la même façon avec les habitants de Viterbe, sous la condition qu'ils laisseraient raser leurs murailles, et renonceraient à leur organisation républicaine (2). Les habitants de Viterbe parurent se soumettre, au moins la plupart; quant à Montefeltro nous avons déjà parlé de sa défaite. Jamais, peut-être la puissance du pape n'avait été plus formellement reconnue dans l'État de l'Église; mais le règne d'Honoré ne dura que très-peu de temps; il mourut à Rome, le 3 avril 1287.

Les cardinaux voulurent tenir alors le conclave dans Rome même; mais quelques-uns d'entre eux tombèrent malades et moururent; l'élection fut ainsi remise durant tout l'été; car les cardinaux se dispersèrent pour respirer un air plus pur. Ils ne se réunirent de nouveau que le 23 février 1288, ils élurent Nicolas IV (3). Les habitants de Pérugia avaient profité de la vacance du saint-siége pour construire près de Gualdo une forteresse, et les cardinaux le leur avaient permis. Qu'on ne croie cependant pas que le triomphe du parti guelfe dans la Romagne eût assuré le repos de cette province; l'opposition que soulevaient les prétendus droits de souveraineté de l'Église cessa, il est vrai, mais les luttes de la noblesse, les haines de famille ne continuaient pas moins dans l'intérieur des villes; c'étaient chaque année de nouvelles victimes, chaque année des factions nouvelles. Ces divisions intestines produisirent cet effet à Modène, que le parti des Rangoni tourmenté des attaques des Savignani et des da Sassuolo, que l'on avait bannis, choisit le 16 janvier 1289, le marquis Obizzo d'Este pour *signore* (1). Un Lambertazzi tenta de l'immoler, mais le coup qu'il lui porta ne fut pas mortel; l'assassin subit le destin qu'il méritait. Reggio avait toujours aussi ses luttes de Guelfes et Gibelins; elles durèrent ainsi jusqu'en 1290 que cette ville se soumit également au marquis d'Este comme à son *signore* (2).

Comme Pietro di Stefano était au nom du pontife comte de la Romagne, sous Nicolas IV, les familles da Polenta et Malatesta se

---

(1) Il était complétement paralytique. Raynaldi, l. c., p. 368.

(2) « Commune ipsum mero mixto imperio ac jurisdictione omnimoda, donec super hoc per apostolicæ sedis providentiam aliud ordinari contigerit apostolica auctoritate privamus. » Tels sont les termes d'un diplôme pontifical du commencement de septembre 1285. Le pape demeurait alors à Tivoli, son séjour ordinaire en été et en automne; il restait près de S.-Sabina à Rome en hiver et au printemps.

(3) Il avait été cardinal-évêque de Palestrine, était né a Ascoli et portait le nom de Jérôme. Raynaldi, l. c., p. 396.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 295.

(2) Les Guelfes avaient surtout pour eux le prévôt de Carpineto, les familles da Canossa et da Sasso de Reggio; du côté des Gibelins se trouvaient les Roberti, les da Fogliano et les Manfredi. En janvier 1290, les da Sasso appelèrent Obizzo à être leur *signore*. Cf. *Chronicon regiense*, ap. Murat., *Scrr.*, XVIII, p. 13. Nous avons rapporté avec assez d'étendue déjà les principaux détails de l'histoire de la principauté de Ferrare et des villes de Modène et Reggio, quand nous avons traité de celles de Milan et de Venise à la troisième section de cet ouvrage, pour n'avoir plus besoin de comprendre Modène et Reggio dans les annales de l'État de l'Église.

crurent menacées dans le pouvoir qu'elles s'étaient acquis. Or le pape n'avait guère intérêt à ce que le pouvoir leur demeurât, car il devait tendre aussi bien à dominer les Guelfes que les Gibelins. Les deux familles, pour se maintenir dans leurs prétentions, nouèrent des alliances entre les villes, prirent d'autres mesures encore. Pour concilier ou au moins pour éclaircir ces prétentions diverses et opposées, Pietro convoqua une diète de la Romagne dans Forli. Mais les da Polenta n'y comparurent point, et les députés de Rimini et de Cervia s'opposèrent à tout ce que proposait Pietro. On considéra alors comme ennemis de l'Église, Guido da Polenta, ses enfants Bernardino, Ramberto, Ostasio, Malatesta da Verrucchio, chef des Guelfes de Rimini, ses fils Malatestino le Borgne et Giovanni le Boiteux, et l'on chassa enfin complétement le Malatesta de Rimini. Tout le monde au reste croyait alors que Nicolas favorisait les Gibelins (1). En effet, pour abattre l'orgueil des Guelfes Orsini, il avait élevé à Rome les Gibelins Colonna, que les premiers haïssaient; il avait fait un cardinal de l'un des Orsini, qui s'était séparé des autres membres de la famille, parce qu'il était mécontent. Il avait donc pu paraître protéger les Gibelins, plus que les Guelfes ne le jugeaient convenable. C'est qu'il savait bien que pour asseoir la puissance pontificale d'alors, il fallait moins laisser vaincre un parti par l'autre, que savoir tenir la balance entre eux; et que les Gibelins une fois abaissés, il ne fallait pas cependant les laisser anéantir.

Pietro Stefano eut pour successeur dans la dignité de comte de la Romagne, Armanno de' Monaldeschi d'une famille considérable d'Orviéto. Monte-Arcangelo fut pris par les Malatesta, qui de là poussèrent la guerre contre les Gibelins de Rimini. Armanno était un homme sans moyens, et l'on

(1) Giov. Villani, c. 118 : « Questi in occulto favorò molto parte Ghibellina e tutta sua famiglia erano Ghibellini. »

n'était plus au temps où les rois de Naples envoyaient des secours efficaces aux lieutenants des papes, comme cela se fit par exemple contre Guido de Montefeltro. En vain Armanno convoqua la diète à Parme et à Rimini, à l'effet d'organiser une armée pontificale; la diète ne put même se tenir à Rimini, les habitants en avaient chassé le comte; il fallut donc la transférer à Forli.

Il y avait, ce semble, moins de confusion dans la Marche; Nicolas y avait placé un homme de grande énergie, Giovanni da Colonna, qui obtint en outre le titre de sénateur de la ville de Rome. Il fallut qu'il remplaçât Armanno dans sa qualité de comte de la Romagne, pour que le calme se rétablît entre les Malatesta et es habitants de Rimini, et que la tranquillité pût renaître. On rasa les remparts de Rimini, on abaissa l'orgueil des habitants. Stefano avait cru pouvoir en agir de même avec Ravenne; mais Ramberto et Ostasio da Polenta le surprirent (Guido alors podestat était absent), ils le retinrent prisonnier avec sa famille (1). Alors tout fut en confusion : les Bolonais rasèrent les murs d'Imola (2), et chassèrent les Alidosi de la ville. Les da Polenta et Maghinardo da Sosinana bannirent de même les Manfredi de Faenza. S'armant ensuite en commun, Maghinardo et Ramberto da Polenta, *signore* de Faenza; Guido da Polenta, *signore* de Ravenne; Malatesta da Verruchio, qui était toujours chef des Guelfes de Rimini et *signore* de Cervia, Forlim Popoli et Bertinoro, conquirent en commun la ville de Forli, et la gardèrent comme *signori*. Toute la Romagne, moins le pays de Bologne, était partagée entre plusieurs nobles puissants. Le

(1) *Mathæi de Griffonibus Memoriale*, l. c., p. 129. Cela se passa en novembre 1290. Les Calboli et les autres grands de la Romagne étaient d'intelligence. Cf. *Annales Cæsenater*, apud Muratori, XIV, p. 1107.

(2) *De Griffonibus*, l. c. : « Bononienses ceperunt Imolam et splanaverunt foveas et omnes turres ipsius. »

pape nomme alors l'évêque Ildobrandino d'Arezzo (1) comte de la Romagne, Stefano étant encore au pouvoir de ses ennemis. L'aristocratie guelfe veut opprimer Ildobrandino; mais les Gibelins de Fano viennent à son aide, et secondés par les Bolonais, ils parviennent à faire tenir la diète de la Romagne à Forli; les da Polenta s'y laissèrent décider à relâcher Stefano da Colonna et sa suite. Depuis que les papes prétendaient à la prééminence sans partage dans la Romagne, ils voulaient que les villes reçussent leurs podestats du comte, ou au moins qu'il les confirmât comme l'exigeaient autrefois les rois. C'est un droit que l'on reconnut en général. Mais maintenant Césène fit d'abord quelque opposition (il paraît néanmoins qu'elle se rallia dans l'intervalle); Faenza résista pour d'autres motifs encore au comte; elle craignait le retour de Manfredi; enfin tout le reste du pays voisin de la Marche prit part en 1292 à la lutte contre Ildobrandino; on arrêta les podestats et d'autres officiers pontificaux, on les retint prisonniers; une foule d'autres personnes de la suite d'Ildobrandino eurent le même sort; on le chassa lui-même de Forli. Rimini, Cervi et les Calboli se joignirent ensuite aux révoltés. Bologne seule prit parti pour le pape, mais sans succès (2): c'est alors que mourut Nicolas IV, le 4 août 1292 (1).

Ce n'était pas seulement Maghinardo de Solinana qui menaçait le pouvoir pontifical dans la Romagne, il y avait encore les chefs guelfes, Bernardin de Cunio, le comte Bandin de Modigliana; et dans le nord de la Marche, des Gibelins, les comtes de Montefeltro par exemple, se relevèrent tout puissants, et Guido, devenu maître de Pise, s'empara de nouveau d'Urbino en 1293, et rétablit les fortifications. Les Malatesta se soutenaient toujours contre les Gibelins de Rimini, les Parcitadi; les Carignani contre les Cassari de Fano; les Polenta dominaient dans Ravenne, les Varani dans Camerino. Les querelles entre les familles nobles continuaient à Bologne. C'est au milieu de ces déchirements que s'écoula dans la Romagne (dont Ildobrandino devait encore être le comte), et dans la Marche (dont l'évêque Ramondo de Valenza était recteur), tout le temps de la vacance du saint-siége. Cette vacance dura plus qu'à l'ordinaire; c'est qu'il y avait dans le collége des cardinaux deux partis puissants, des Colonna et des Orsini; ce dernier se rangea sous la bannière du roi, Charles II de Naples, et de ses adhérents (2). Rome aussi était divisée sur le choix d'un sénateur; il y eut même à cette occasion une rencontre dans les rues le jour de la saint Pierre. Les chaleurs de l'été de 1292 dispersèrent les cardinaux, de sorte que l'on ne parvint en aucune manière à se fixer. Cependant l'année suivante, 1293, on se réunit enfin dans Pérugia pour choisir un chef spirituel; mais cette fois encore le choix des sénateurs occasionna une division dans

(1) De la famille des comtes de Morena.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 297: « I. Bolognesi e gli Imolesi andarono in oste al castello di Dozza e di Montecadune o di Linaro. I quali castelli teneva Alidogio cittadino d'Imola, che' era nemica di Bologna e d'Imola. In pochi giorni i detti castelli furono distrutti per li mani dei Bolognesi e degli Imolesi. Per questo il conte di Romagna fece scomunicare il comune de Bologna. Passato un mese fatta la pace tra il detto conte e li Bolognesi; il qual conte diede a i Bolognesi Imola e Medesina per mezzanità della pace fatta. Maghinardo da Susinana rinforzò la città di Faenza contra la volontà del conte di Romagna. Poscia se ne fece signore, e in brieve tempo si fece signore di Forli, di Cesena e di Bagnacavallo. » Ildobrandino avait bien cherché encore à se maintenir dans Césène; mais les gens de Forli, de Faenza et les grands unis, les Malatesta, Maghinardo et les Polenta notamment forcèrent à la reddition, et il lui fallut se retirer. *Annales Cæsenates*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XIV, p. 1108.

(1) Raynaldi, l. c., p. 457.

(2) *Ibid.*

Rome. Charles se rendit lui-même à Pérugia, pour exhorter les cardinaux à se décider. Enfin le 5 juillet 1294, l'ermite Pietro da Motrone, un bénédictin, monta sur le trône pontifical, et prit le nom de Célestin V (1).

Il renouvela la constitution de Grégoire X au sujet du conclave; il fit un certain nombre de cardinaux, mais c'étaient des nominations favorables à la maison de Naples-Anjou-Provence, à laquelle le pape était dévoué, c'est-à-dire qu'elles étaient en majeure partie composées de Français; il remit certaines peines à Guido de Montefeltro, mais il ne le releva pas de l'interdit qui pesait sur lui, parce qu'il avait rompu son exil et secouru les Gibelins de Pise; cet interdit ne fut levé en effet que sous Boniface VIII. Célestin ne se laissait pas guider dans la distribution de ses grâces par ces considérations que le pouvoir papal avait insensiblement adoptées comme d'habitude. Il s'attira par là la haine d'un grand nombre de cardinaux, et il dut enfin abdiquer sa dignité, le 13 décembre de l'année dans laquelle il était monté sur le trône de Saint-Pierre. Il changea avec joie les vêtements de souverain pontife contre la robe de l'ermite, et il regagna la solitude de la montagne d'où il était sorti. Dans un nouveau conclave rigoureusement tenu, les cardinaux élurent Benedetto di Lifredo de' Guatani d'Anagni; il se fit appeler Boniface VIII (2).

Boniface embrassait les plus vastes plans, voulait armer toutes les forces de la chrétienté contre les Grecs schismatiques et contre les Sarrazins, délivrer la terre sainte; pour atteindre ce but, il fallait rétablir le calme, l'union entre les princes de la chrétienté. Il se rendit de Naples, où il avait été élu, à Rome, accompagné des rois de Naples et de Hongrie. Mais on se demanda bientôt si un pape pouvait valablement résigner son pouvoir; si quand le cas se présentait un nouveau choix pouvait avoir lieu. L'élection de Boniface ne parut donc à beaucoup de personnes rien moins que légitime. Le nouveau pape députa vers Célestin; celui-ci, que des pressentiments semblaient avertir, rappela à Boniface la promesse qu'il lui avait faite de le laisser dans sa solitude, mais Boniface le fit conduire captif à Rome; on se présenta à lui durant le voyage; on lui offrait de prendre son parti s'il voulait encore être pape; mais il ne voulut rien entendre; cela n'empêcha pas Boniface de le plonger dans un cachot (1), où il mourut ensuite dans une résignation toute chrétienne.

Cependant depuis l'élévation de Célestin, les destins de la Romagne dépendirent quelque temps de la cour de Naples. Charles II, à qui Célestin en avait commis le soin, avait remplacé Ildobrandino par Robert de Cornay; c'était un Français (2) qui jouait avec plus d'adresse que de bonheur, le rôle si

(1) *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 462 : « Insolitum atque admiratione dignissimum spectaculum fuit, in abditissimo montis recessu pontificem à cardinalibus quæri. Ut vero plena erat prodigio illius ad pontificatum promotio ita nec ejus primitiæ miraculo caruerunt. Natus erat in Molisii comitatu, humili quidem genere sed pietate conspicua. » C'était en effet quelque chose de merveilleux : un ermite, un homme retiré du monde, porté tout à coup à la première dignité de l'Église malgré sa résistance fondée sur son peu de connaissance des choses; et cet homme on le voit entrer de sa solitude dans Aquila, monté sur un âne que mènent les rois de Naples et de Hongrie.

(2) Il était cardinal-prêtre de S.-Salvestro e Martino. L'élection se fit le 24 décembre 1294. Ce furent surtout les obsessions de celui qui devint son successeur qui contribuèrent à l'abdication de Célestin. Giov. Villani, lib. VIII, cap. 5.

(1) Giov. Villani, l. c. : « Privatamente nella rocca di Fumone il fece tenere in cortese prigione. »

(2) *Annal. Cœsen.*, l. c., p. 1110 : « An. 1294 die 19 oct. Dominus Robertus de Connis missus pro Ecclesiâ cum domino Petro de Ruolano legato venit Cœsenam et recto itinere ivit Imolam et ibi mansit male obeditus aliquot mensibus et repedavit. Tunc tota provincia in rebellione erat. »

difficile de gouverneur pontifical, au milieu des intérêts de tant de puissants chefs. Boniface vint et s'occupa lui-même des affaires temporelles de l'Église; il donna le titre de comte de la Romagne à l'archevêque Pierre de Montréal; celui-ci empiéta sur le pouvoir de Maghinardo de Solinana et des Polenta, et indisposa ainsi contre lui à Faenza et à Ravenne les principaux chefs. Boniface qui voulait la paix avant tout, le rappela et nomma Guillaume Durant, évêque de Mende, à sa place. Mais celui-ci ne fut pas plus heureux; il ne put en effet tenir le gouvernement au milieu de la confusion des partis. Il avait eu l'intention, en 1295, de réunir à Césène une diète de la Romagne. Mais les Traversari se soulevèrent de nouveau dans Ravenne, et chassèrent les da Polenta. Le Malatesta da Verruchio parvint à expulser les Gibelins et leur chef Parcitade (appelé ensuite Perdecitade) de Rimini; antérieurement déjà il avait fait renfermer dans des sacs et jeter à la mer à Cattolica où il les avait invités à se rendre, les deux chefs des factions de Fano, Angiolello da Cargnano et Guido da Cassaro. C'est alors qu'il domina avec Guido de Montefeltro dans la partie septentrionale de la Marche; Guido aurait bien voulu toutefois laisser les Gibelins dans Rimini, s'ils ne s'étaient laissé tromper par Malatesta. Rodolfo de' Varani (le fils de Gentile) dominait dans une bonne partie du sud. En 1296, une rencontre eut lieu près de Monteloro, entre Guido et Malatesta; le dernier l'emporta, et Guido se retira au mois de novembre de la même année dans un couvent de franciscains (1), où il mourut en septembre 1298. Mais il laissait un cousin, Galasso de Montefeltre, qui déjà s'était signalé par ses conquêtes sur Pesaro (2), Rimini et Fano, et qui devint bientôt le chef, l'appui de la maison de Montefeltro. Federigo et Buonconte étaient les plus distingués des fils de Guido (1); Federigo se saisit de l'autorité à Montefeltro et Urbino.

(1) Raynaldi, l. c., p. 489.

(2) Pesaro, qui jusque-là avait été soumise aux Malatesta, fut prise par Galasso en août 1294, *Annal. Cæsenates*, l. c., p. 1109.

Les Calboli de Forli avaient trouvé un appui dans les da Polenta de Ravenne, et les Ordelaffi dans Maghinardo. Deux partis se disputaient alors la ville de Forli (2), et le comte pontifical de la Romagne prit tous leurs priviléges aux villes de Faenza et de Forli. Sur ces entrefaites, Boniface nomma le cardinal-diacre Pierre de Maria la Nuova *paciarius* (pacificateur) de l'Italie supérieure et de la Romagne, et lui conféra à cet effet des pouvoirs très-étendus. Le *paciarius* retira à Guillaume Durant son titre de comte pour le donner à Masino da Piperno, son frère, qui poursuivit à son tour contre Maghinardo la lutte engagée par Guillaume. Peu après, Maghinardo et Galasso de Montefeltro prirent part à d'autres combats que le marquis Azzo d'Este soutenait contre Bologne, ville dévouée dans les derniers temps aux intérêts du pontife (3). Ce fut pour Masino une occasion de proscrire les chefs gibelins (et Azzo en était un). Il en fit ainsi un véritable parti. La domination de Maghinardo s'étendait sur Imola (4),

(1) Corrado Federigo, Ugo et Buonconte. Corrado mourut avant son père, selon toute apparence. Malatesta eut quatre fils de trois femmes: 1° Malatestino le Borgne; 2° Giovanni le Boiteux; 3° Paolo; 4° Pandolfo. Malatesta devint l'ennemi de son frère Giovanni à l'occasion d'un mariage que Giovanni avait fait dans la famille gibeline de Faggiuola. *Cronica Riminense*, ap. Muratori, *Scrr.*, XV, p. 896.

(2) Les Calboli furent chassés au mois d'août 1294. *Annales Cæsenates*, l. c.

(3) *De Griffonibus*, l. c., p. 131 et 132. La guerre avait éclaté en 1298 entre Azzo et les Bolonais, et la paix avait été conclue en 1299 par l'intermédiaire des Florentins. C'est en cette année aussi que les Bolonais firent la paix avec Maghinardo et Galasso. *Annal. Cæsenates*, l. c., p. 1117. Villani, VIII, 28.

(4) *De Griffonibus*, l. c., p. 131: « Pars Lambertaciorum et Maghinardus et Alidosius de Linario cum magna comitiva ceperunt Imolam Bononiensibus. » Ad an. 1296. Giov. Villani, lib. VIII, cap. 16.

Faenza, Forli, Césène et d'autres petites localités. Il se lia avec le marquis et le comte de Montefeltro, et cette alliance le rendit bientôt l'égal des Polenta, des Calboli qui avaient fui vers eux et des Bolonais. Boniface vit clairement alors, et plusieurs années d'efforts infructueux le lui avaient complétement prouvé que, pour conserver quelque influence dans la Romagne, il fallait envoyer un homme de plus grande autorité dans cette province; il s'adressa en conséquence à Charles de Valois qu'il fit son *paciarius* dans la Toscane et la Romagne, comte de cette dernière province et recteur de la Marche et de Spolète.

Mais une nouvelle source de troubles s'ouvrit dans les États de l'Église; elle remontait à 1297; c'était la haine toujours plus violente de la maison Colonna contre le pape. En effet, le pontife favorisait Charles de Naples, et celui-ci les Orsini; le pape devenait donc ainsi l'adversaire naturel des Colonna. Ces derniers, à leur tour, étaient les alliés des rois d'Aragon et de Sicile; le pape devait donc les croire traîtres à la cause de l'État de l'Église. Stefano da Colonna, frère du cardinal Pietro et neveu du cardinal Jacopo, avait eu pendant quelque temps, à titre de souveraineté temporelle, la seigeurie de Pise, et en outre les fortes places de Colonna et de Zagaroli. Au lieu de remettre, comme il le devait, ces places à Boniface, il s'y refusa formellement (1), ainsi que deux cardinaux qui abandonnèrent la cour du pontife. Boniface les exclut du collége des cardinaux, et en mai 1297, il prononça des peines terribles contre leurs partisans. On ne se contenta pas d'en appeler aux juges des hérétiques contre les Colonna qui s'étaient élevés dans un écrit contre Boniface, mais on prêcha contre eux une sorte de croisade, comme s'ils eussent été schismatiques.

A cette époque, ce qu'il y avait encore d'anciennes communautés d'hérétiques se rattachant aux principes des paterins, ou celles des sectes qui étaient sorties soit des paterins, soit des moines franciscains alors nouvellement élevés, tous trouvaient aide et appui dans les domaines des chefs gibelins et des Colonna, ainsi que dans la Sicile; aussi l'année 1300 ne vit pas seulement se désorganiser le temporel, mais encore le spirituel de l'Église.

Palestrine s'étant déclarée pour les Colonna, en fut cruellement punie dès 1299 (1); mais Giovanni da Ceccano, de la famille des comtes Aldobrandineschi, se dirigea des maremmes contre le pape, qui n'en commença pas moins une autre lutte avec les marquis Azzo et François d'Este, au sujet d'Argenta réclamé à ces seigneurs pour l'archevêque de Ravenne; les marquis d'Este cédèrent bientôt. Au reste, Boniface maintenait mieux son autorité dans les provinces éloignées de sa résidence; et les Romagnoles, dans une assemblée tenue à Césène, prêtèrent serment de fidélité à Charles de Valois au nom de l'Église. Les villes, les seigneurs devaient fournir des contingents pour une armée pontificale, et payer des subsides pour son entretien (2). En 1300, les habitants de Spolète firent, pour obéir au pape, une expédition contre Gubbio, ville qui avait chassé les Guelfes de son sein; le cardinal Napoléon, légat dans les provinces, était à leur tête; Pérugia, qui avait hésité d'abord, se déclara ensuite pour le cardinal, et décida ainsi du succès; Gubbio fut prise,

(1) Le pape avait encore d'autres motifs très-directs pour demander qu'on lui ouvrit les châteaux des Colonna : « In questo avenne, che sciarra della Colonna veggendo al mutare della Corte di Alagna (Anagni) le some delle arnesi, e tesoro della chiesa le rubò e prese e menolle in sua terra. » Giov. Villani, lib. VIII, c. 21.

(1) Voici (dans Raynald., l. c., p. 525) voici comment Boniface lui-même s'exprime à cet égard : « Præcipimus et fecimus funditus demoleri episcopatus cardinalatus honore, quem sub nomine Prænestini episcopi hactenus habuit, eam omnino privantes, etc. » Palestrina ne se releva plus.

(2) C'était à ce qu'il paraît dans la vue de favoriser Charles de Naples contre les Siciliens.

et les Gibelins subirent une défaite complète (1).

Charles de Valois, durant son séjour en Italie, eut beaucoup plus à faire dans la Toscane que dans la Romagne, ainsi que nous l'avons déjà vu. En 1302, il fit marcher contre les Siciliens une armée pontificale, dont nous ferons connaître le sort ailleurs. C'est alors que commença entre Boniface et le roi de France une querelle qui ne touchait pas, il est vrai, immédiatement à la situation et aux rapports de l'Église, comme état temporel, mais dont les suites la placèrent plus tard dans une position toute particulière (2). Cette querelle absorba tellement Boniface, qu'il ne s'occupa guère des circonstances qui l'entouraient, comme étant trop peu importantes pour influer sur la question principale. Il avait fait la déclaration suivante, en novembre 1302 : *Subesse Romano pontifici declaramus, dicimus, et diffinimus omnino esse de necessitate salutis.* Il est bien certain que s'il avait pu faire prévaloir un tel principe, un signe de sa tête aurait imprimé le mouvement à l'État de l'Église. Or cet Etat même les papes du moyen âge ne le considéraient guère que comme l'un des moindres fondements de leur puissance. Charles de Valois se rendit lui-même en France, pour accommoder autant qu'il était en lui, le différend; des légats du pape le suivaient. Mais comment, avec des hommes du caractère du roi et du pontife, trouver moyen de mener les choses à bonne fin? Tout à coup le premier conseiller de Philippe, Guillaume Nogaret, descendant d'une famille de Patérins (3), ouvre l'avis de saisir le pape, et de le faire prisonnier dans Anagni. Les Colonna, que le pape avait transformés en ennemis, durent faire naturellement cause commune avec le roi, et suivre Nogaret lorsque, pourvu par les soins du Florentin Musciato de' Franzesi de lettres de change (1) et d'argent, il entra dans l'Italie centrale pour exécuter son audacieux projet; il s'arrêta quelque temps à Staggia, forteresse qui était la propriété de Musciato; il fit courir le bruit que c'était pour traiter avec le pape qu'il était envoyé en Italie. Mais en réalité il cherchait à faire des alliances de toutes sortes, à se procurer des soldats par argent et promesses. Des nobles, voisins d'Anagni, des habitants de plusieurs autres villes se rallièrent à la cause française. C'est ainsi que Sciarra da Colonna, aidé de l'Aldobrandini de Ceccano, des seigneurs de Supino, de la famille des Maffei d'Anagni et d'autres, rassembla trois cents cavaliers et une multitude de piétons. Ainsi escorté, il entra, un matin du mois de septembre 1303, dans Anagni, au su et vu, dit-on, de plusieurs cardinaux, aux cris de « *Muoja il papa Bonifacio, e viva il re di Francia* ». Les habitants d'Anagni, ou le soutinrent, ou n'opposèrent aucun obstacle; les cardinaux se cachèrent ou prirent la fuite, les uns parce qu'ils craignaient, les autres, parce qu'ils n'étaient pas bien disposés pour le pape. Le pontife, par son inébranlable fermeté, égalait les plus courageux de ses prédécesseurs. Abandonné de tous, il attendit ce qui adviendrait de lui. S'il fallait mourir, disait-il hautement, il voulait du moins que ce fût en pape. Revêtu des insignes de la papauté, il reçut Sciarra, Nogaret et leur suite. Il affronta fièrement leurs outrages; mais une nature comme la sienne devait d'autant plus souffrir à contenir ses douleurs. C'est dans cet état de violente contrainte qu'il demeura trois jours, lorsque tout à coup les habitants d'Anagni qu'avaient apparemment indisposés le pillage auquel les troupes de Sciarra s'étaient livrées, les chassèrent de la ville, et délivrèrent le pape. Mais Boniface éprouvait

(1) C'étaient les Arétins et les Gibelins de la Marche qui secondaient Gubbio. Cf. Giov. Villani, l. c., VIII, 43.

(2) Ce n'est pas ici le lieu de parler des affaires de l'Église en général. Nous renvoyons en conséquence à cet égard à notre *Manuel de l'Histoire du moyen âge*, p. 755 et suiv.

(3) Le pape lui aurait lui-même donné ce nom plus tard. Raynaldi, l. c., p. 582.

(1) Le roi de France avait alors pour banquiers les Peruzzi de Florence. Cf. Giov. Villani, VIII, 63.

de telles souffrances intérieures, qu'il laissa paraitre peu de satisfaction au dehors; il se dirigea seulement en toute hâte vers Rome (1), ne respirant que la vengeance (2); un concile général devait en être l'instrument; mais à peine arrivé, une sorte de frénésie s'empara de lui; il en mourut le 11 octobre.

(1) Le cardinal Matteo degli Orsini et beaucoup de gens armés l'accompagnaient. Rome lui fit un accueil des plus brillants.

(2) Boniface pensait, et peut-être cela était réel, que les Orsini, qui l'avaient fait arriver sain et sauf à Rome, exerçaient à son égard une sorte de surveillance. Dans ce dernier cas, ils auraient voulu profiter de la position critique du pape pour lui arracher quelques concessions; peut-être aussi étaient-ils gagnés à la France. Ce qu'il y a de certain, c'est que Boniface, pour se dérober à cette surveillance présumée des Orsini, voulut se retirer du Vatican au Latran, et que les Orsini l'en empêchèrent. On conçoit au reste le désespoir d'un homme du puissant caractère de Boniface, qui d'abord prisonnier et l'objet des insultes de ses ennemis, délivré ensuite par ceux qui se disaient ses amis, et qu'il avait comblés de bienfaits, se voyait néanmoins entravé dans tout ce qu'il tentait pour reprendre une position digne de lui.

CHAPITRE II.

HISTOIRE DE L'ÉTAT DE L'ÉGLISE DEPUIS LA MORT DE BONIFACE VIII JUSQU'A L'AVÉNEMENT DU CARDINAL ALBORNOZ EN AOUT 1353.

§ Ier. *Jusqu'à la translation de la résidence des pontifes en France.*

La dignité de sénateur s'était presque toujours maintenue, durant le pontificat de Boniface VIII, dans les diverses branches de la famille des Orsini; cependant on voit, en 1302, un Stefano da Colonna sénateur et chef d'un parti antipapal. Mais les luttes des factions devinrent plus violentes que jamais en 1303, à ce point que le roi Charles crut devoir envoyer des troupes à Rome afin d'y maintenir l'ordre durant la tenue du conclave. Les Colonna survinrent alors avec des bandes armées; ils donnèrent aux Gibelins l'appui que Charles prêtait aux Guelfes. On voit apparaître, en 1303 et en 1304, revêtus de la dignité de sénateurs, d'une part Gentile degli Orsini, d'autre part Luca de' Savelli.

Peu après la mort de Boniface VIII, les cardinaux firent tomber leurs suffrages sur le cardinal-évêque Nicolas d'Ostie, qui prit le nom de Benoît XI. Il était né à Trévise, de basse extraction; parvenu à l'adolescence, il s'était rendu à Venise pour y donner des leçons de grammaire et subvenir ainsi à son entretien. Devenu ensuite dominicain, nommé cardinal par Boniface, il fut depuis son successeur. Il eut peu d'influence dans les affaires temporelles; il nomma comme son prédécesseur, et de temps à autre, des *paciarii* pour certaines provinces, sans toutefois calmer la fureur des factions, surtout en Toscane. Il reçut à résipiscence les Colonna et leurs adhérents, que Boniface avait poursuivis (1). Guillaume Nogaret et Sciarra Colonna demeurèrent seuls sous le poids des censures ecclésiastiques. Toutefois cette réconciliation avec les Colonna n'empêcha pas les luttes entre les familles nobles de suivre leur cours; si bien que Benoît crut n'avoir rien de mieux à faire que d'abandonner Rome au mois d'avril 1304, et de se retirer à Perugia, où il mourut un peu après le 7 juillet 1304 (2).

A la mort de Benoît, deux partis furent en présence dans le conclave. A la tête de l'un se trouvait Matteo Rosso degli Orsini et Francesco de Guatani, un neveu du pape Boniface; ce parti était antifrançais. Napoléon

(1) Raynaldi, l. c., p. 595.

(2) Pour la date, voyez Raynaldi; pour le genre de mort, Villani, VIII, 80. Il paraît que Sa Sainteté avait fait un excès en mangeant trop de figues.

degli Orsini dal Monte et le cardinal-évêque Nicolas d'Ostie menaient l'autre, tout dévoué à la France. Les habitants de Perugia, pour obliger les cardinaux à faire leur élection, les tinrent enfermés neuf mois. Enfin il fut convenu entre le cardinal-évêque d'Ostie et Francesco de' Guatani, au nom des deux partis, que celui des Italiens proposerait aux Français trois candidats à l'élection, entre lesquels le parti français serait tenu d'opter dans les quarante jours. On choisit en effet trois archevêques qui tenaient leurs dignités de Boniface VIII, et que, pour ce motif et pour d'autres, on était tout porté à croire hostiles au roi de France. Mais les partisans de Philippe lui firent savoir à temps que les cardinaux avaient l'intention de porter l'archevêque Bertrand de Gott de Bordeaux, l'un des trois. Bertrand ne pensait pas même qu'il pût être l'objet de l'élection, que déjà Philippe s'entendait avec lui. Le roi lui fit dire que son influence sur l'un des partis des cardinaux pourrait faire de lui un pape; qu'il consentirait (lui Philippe) à user de cette influence en sa faveur s'il voulait recevoir des conditions. Bertrand consentit à tout; il promit au roi et à ses partisans de les réconcilier complétement avec l'Église, de renoncer pendant dix ans à prélever la dîme des biens ecclésiastiques en France, de rétablir les Colonna dans le sacré collége, enfin de lui accorder telle grâce qu'il demanderait par la suite.

Dès que le cardinal-évêque d'Ostie eut connaissance de cet arrangement, son parti choisit l'archevêque, et le 5 juin 1305 celui-ci monta sur le trône de saint Pierre sous le nom de Clément V. Clément ne se rendit pas en Italie; il comprenait qu'il eût été dangereux pour lui de se mettre entre les mains d'un parti qui s'était trompé si fort à son égard. Il lui eût d'ailleurs été fort difficile de tenir en Italie les promesses qu'il avait faites au roi. Il se fit donc non-seulement couronner et sacrer à Lyon (1); mais il resta, comme firent ses successeurs immédiats, dans le midi de la France, où l'Église avait depuis longtemps un patrimoine, qu'elle agrandit par des acquisitions au temps de sa protection accordée à l'hérésie des paterins; et c'est ainsi que se forma peu à peu le petit domaine d'Avignon et du Venaissin.

A compter du moment où les papes se tinrent ainsi éloignés de l'Italie, jusqu'à celui de l'avénement du grand cardinal Ægidius d'Albornoz, nous laisserons l'histoire des papes en particulier pour ne nous occuper que de certaines puissances entre lesquelles se partageait l'Italie d'alors, savoir: 1° de la république de Bologne; 2° de la seigneurie des Polenta de Ravenne; 3° de la seigneurie Malatesta de Rimini; 4° de la seigneurie des Montefeltro d'Urbino; 5° de celle des Varani de Camerino; 6° de la république romaine, et 7° de la principauté de Bénévent. Quant aux autres seigneurs plus faibles ou aux villes moins étendues, nous en parlerons à l'occasion, ou bien nous les omettrons à cause de leur insignifiance.

(1) *Raynaldi Ann.*, vol. XV, p. 5.

§ II. *Histoire de Bologne jusqu'en* 1353.

En 1302 mourut le chef des Gibelins de la Romagne, Maghinardo da Susiana, *signore* d'Imola et de Faenza. C'est vers cette époque aussi que les amis du marquis Arezzo d'Este durent quitter Bologne (1); des alliances qu'ils firent les années suivantes amenèrent de nouveaux bannissements. Les guerres avec Modène et l'entier abaissement du parti gibelin dans la Romagne se trouvent compris dans le temps écoulé depuis

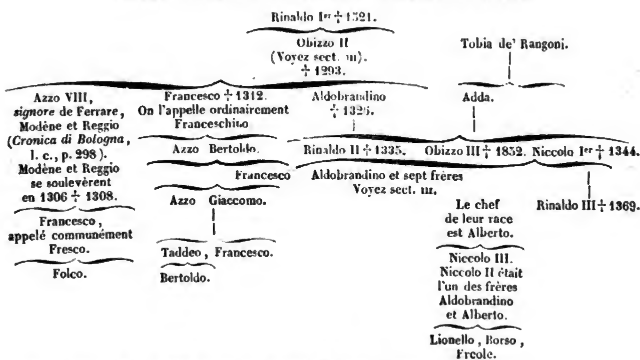
(1) *Cronica di Bologna*, ap. Murat., XVIII, p. 305.

cette époque jusqu'en 1307 ; alors apparaissent à la tête des Gibelins les comtes de Panico (1) ; mais l'influence des Gibelins disparut entièrement de la Romagne. Ils subirent enfin des échecs dans toutes leurs rencontres avec Bologne. Nous omettrons quelques combats, quelques soulèvements, dont parle la chronique de Bologne de cette époque ; mais nous ne passerons pas sous silence la guerre de Césène et des Malatesta avec les villes gibelines d'Imola et de Faenza, qui tenaient pour les comtes de Panico contre Bologne, comme Forli contre les Calboli qu'on avait bannis. Les habitants de Faenza furent repoussés dans leurs murs en 1307. Malatestino de' Malatesti, Folciero de' Calboli et la ville de Césène prirent Bertinoro en commun, et ce lieu leur demeura jusqu'à ce qu'à leur tour les gens de Faenza et de Forli le reprirent également en commun. Les Bolonais, secondés par leurs voisins, les Guelfes de la Toscane et de la Marche de Trévise, et après avoir pris à leur solde des Catalans et des Almugarves, marchèrent contre Imola, mais sans obtenir un succès bien durable. En janvier 1308 mourut Azzo, marquis d'Este, qui avait été dans les dernières années le fidèle auxiliaire de Bologne contre les Gibelins de la Romagne. A sa mort s'élevèrent entre ses frères (Francesco et Aldobrandino) et son fils naturel (Fresco) certaines contestations dont nous avons déjà fait mention dans l'histoire de Venise (1). Les suites en furent pour la Ro-

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 309 : « Eodem anno (1306) dominus Neapoleonus cardinalis de Ursinis venit Bononiam pro legato papæ Clementis V, malo animo contra Guelphos. Et ipso existente honorato et obedito a Bononiensibus Guelphis, repertum fuit quod ipse tractabat cum comitibus de Panico et pluribus aliis de civitate, velle deponere statum Guelphorum, tunc Bononiam regentium ; ita quod aliqui de societate Beccariorum et de dicta parte in nocte sumserunt arma contra dictum cardinalem die 22 maii in die Dominico. Tunc septem societates ascenderunt palatium et banniti fuerunt comites de Panico, qui fecerant guernimentum in partibus Montanearum ; cardinalis ex timore aufugit Imolam. Qui cardinalis existens Imolæ remansit inimicus Bononiensium, et fecit quod illi de Romandiola moverunt bellum communi Bononiæ, et interdixit ei civitatem Bononiæ s bique abstulit studium. »

(1) Voyez sect. III, et la table généalogique suivante.

LIGNES DE PARENTÉ DES MEMBRES DE LA MAISON D'ESTE.



On n'a donné que les membres importants de la maison d'Este.

magne, que Bologne poussa moins vivement la guerre contre Imola et les autres Gibelins, afin de pouvoir mieux appuyer, au sujet des affaires de Ferrare, les intérêts de l'Église. Une énergie nouvelle anima bientôt les Guelfes de la Romagne contre les Gibelins, quand le roi Henri vint en Lombardie. Lorsque Scarpetta degli Ordelaffi, le chef des Gibelins de Forli, fut fait prisonnier; lorsque toutes les infortunes tombèrent successivement sur les comtes de Panico, la Romagne tout entière se donna à l'Église (1), ou plutôt s'inclina devant un signe du roi Robert de Naples, qui s'érigea en chef et protecteur du parti guelfe. Les chefs gibelins cherchaient tous à obtenir aide et protection de Henri; mais quand vint le moment où les villes guelfes de la Lombardie se soulevèrent contre lui (2), Bologne et les autres villes de la Romagne ne demeurèrent pas en arrière. A cette époque se trouvait à la tête de la Romagne et de la Marche, sous le titre de *Marchio Anconæ* (3), Ramondo da Spillo; mais il fut surpris et battu dans le pays de Modène par les comtes de Panico, qui paraissaient avoir trouvé dans cette ville ennemie de Bologne un point d'appui.

Après la mort de Henri, les Guelfes prirent si complétement le dessus dans la Romagne, que les chroniques de Bologne, en l'absence de toute attaque du dehors et de divisions importantes au dedans, ne nous donnent guère que des détails dénués d'intérêt. Ferrare s'était incorporée dans l'intervalle à l'Église (V. partie III); mais, pour établir un contre-poids en Italie à la puissance de Henri VII, auquel s'étaient rattachés les anciens amis du pape, les Colonna et les Gibelins de Rome, Clément V fit nommer Robert sénateur de Rome, et lui conféra encore, quand Henri mourut, le titre de vicaire impérial pour toute l'Italie. L'opinion s'était accréditée depuis le grand interrègne, que les priviléges de la souveraineté impériale en Italie appartenaient au pape, qui les faisait exercer en sous-ordre par ses vicaires. Des délégués du roi gouvernaient le pays de Ferrare, et avaient en général la conduite du parti guelfe; mais il s'agissait ici plutôt de mesures, d'arrêtés; car dans les rapports intérieurs, les Guelfes agissaient d'une manière tout aussi indépendante que les Gibelins (1).

---

(1) Toutefois les habitants de Forli ne rendirent pas la ville; seulement ils rachetèrent plus tard Scarpetta moyennant quinze mille florins d'or. Imola et Faenza ne demeurèrent soumises au roi Robert que peu de temps; elles se soulevèrent sous la conduite de Francesco de' Manfredi. Cf. *Annales Cæsenates*, ap. Muratori, vol. XIV, p. 1134.

(2) Sect. III.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 324. Il aurait été, selon *de Griffonibus*, l. c., p. 187, comte de la Romagne un peu auparavant; mais cela est peu probable, à en juger par le lieu même où il s'avança. Nous ne donnons pas la suite complète des comtes de la Romagne et des marquis d'Ancône et de Spolète, parce qu'il n'y avait rien que d'accidentel dans leur nomination; qu'ils n'étaient, à vrai dire, que des fonctionnaires dépourvus de toute force, là où les villes et les chefs ne les appuyaient pas; et qu'enfin ils ne sont pas souverains, ni même égaux de souverains par le fait seul de leurs fonctions, comme les marquis de Montferrat: car, si nous retracions la suite de cette foule d'hommes peu marquants, il n'y aurait pas de raison pour ne pas donner aussi la liste complète des gouverneurs de Bénévent; et enfin, pour être conséquent avec nous-même, pour ne pas en faire autant en ce qui concerne les seigneurs florentins de la ville de Pise, et combien d'autres encore, alors que les limites qui nous sont imposées les excluaient déjà. Ramondo était un neveu du pape; il devait lui apporter une somme considérable, mais elle tomba entre les mains des Modenais et des comtes de Panico.

(1) Le comte de la Romagne n'avait alors de pouvoir que sur Bertinoro, Meldola et Castrocaro; mais quand, au mois de mai 1317, Diego de

En 1316, une attaque de Bologne sur Imola eut pour résultat l'expulsion des Guelfes Nordoli de la ville assaillie. A cette époque aussi se préparait à Bologne un nouveau parti, par le mariage d'Obizzo III d'Este, avec une dame de la famille des Pepoli (les Pepoli étaient alors les plus riches banquiers de Bologne (1). Ce fut la cause d'une nouvelle élévation pour les Este: car, disposant désormais de grandes ressources en argent, forts d'alliances puissantes, lorsque dans l'été le gouverneur envoyé par le roi Robert à Ferrare pour l'Église quitta la ville pour quelque temps afin d'aller à Naples, ils déterminèrent une portion de la bourgeoisie de Ferrare à se révolter en faveur de la maison d'Este, contre la garnison française. Le parti guelfe fut refoulé dans le château Tedaldo; les marquis Rinaldo et Obizzo s'avancèrent hors de Rovigo; Bologne même, qui jusque-là avait pris les intérêts de l'Église, entraînée par les Pepoli, se montra plus favorable à la maison d'Este, et le 4 ou le 5 d'août Castell Tedaldo fut obligé de se rendre (2). Il s'ensuivit pour Bologne, qu'elle vit naître dans son sein une nouvelle faction gibeline: Romeo de' Pepoli en était le chef; c'était un homme opulent, le parent de la maison souveraine d'Este, et l'ami de la maison della Scala. Ce parti est désigné sous le nom de la *parte scacchese*, et la faction opposée est appelée la *parte Maltraversa* (1). Il y eut une première lutte en 1320, à l'occasion de la nomination à l'emploi de *capitan del popolo*. Romeo désirait conserver celui qui exerçait actuellement cet emploi, tandis que la faction opposée ne le voulait pas. Ce qui imprimé surtout un caractère tout particulier à ces luttes de parti, ce sont les circonstances que nous avons rapportées dans l'histoire de Toscane (2). Peu après le retour des étudiants, Romeo, dont les dispositions à une extrême violence étaient devenues trop évidentes, fut chassé de Bologne (3); il trouva, ainsi que tout le parti *scacchese*, un asile chez les marquis de Ferrare. C'est dans le temps où il faisait de vains efforts pour obtenir son rappel, et où il se rendait à Avignon, qu'il mourut le 1er octobre 1322.

Les Bolonais bannis, auxquels il ne fut pas difficile de gagner le concours des marquis de Ferrare, des seigneurs de Véronne, de Milan, des Modenais et des Gibelins de la Romagne, marchèrent l'année suivante sur la ville guelfe de Bologne. Nous omettrons les détails de cette lutte qui pourraient

---

Lara fut appelé à cette qualité, Césène qui dans ces derniers temps, avait été pour le parti guelfe, Césène se soumit également. Elle resta dans cet état encore en 1319, quand Americus de Castro Lucii fut comte de la Romagne. Il se construisit une citadelle dans la ville; il était en outre archevêque de Ravenne.

(1) *Cronica di Bologna*, ad an. 1317, l. c., p. 330, sect. III, p. 74. Le mariage fut célébré en mai 1317. Cf. Frizzi, *Memorie per la Storia di Ferrara*, vol. III, p. 238. Giacoma était le nom de la fiancée, qui était une fille de Romeo di Pepoli.

(2) Frizzi, l. c., p. 239.

(1) La *parte* Maltravesa avait pour elle les Beccadelli, Rodaldi, Boatieri, Lambertini, Odofredi et Sabadini. Pour les Pepoli étaient les Gozzadini, Ghisilieri, Bianchi, Preti, dal Cossa Bualelli, Griffoni, etc. Le nom que portait ce parti venait de cette circonstance qu'un échiquier figurait dans les armes des Pepoli.

(2) *Cronica di Bologna*, ad an. 1321, l. c., p. 333 sq. La chronique nous apprend que les étudiants se retirèrent à Imola; dans le voisinage naturellement; quelques-uns même y restèrent. *De Griffontibus*, l. c., p. 140: « Et Romæus de Pepolis fecit totum quod potuit ut dictus scholaris evaderet; et de hoc dictus Romæus valde displicebat omnibus bonis hominibus civitatis Bononiæ, et maximè illis de parte Maltravesa, quia dictus Chelinus (le père de Constance) licet esset vilis conditionis, tamen erat Maltraversus homo. »

(3) Villani, lib. IX, cap. 129.

n'être pas importants; mais, le 15 novembre 1325, il y eut entre les Bolonais et leurs ennemis les Gibelins une bataille près de Monteveglio'; les Guelfes y furent complétement battus, leur chef Malatestino de' Malatesti et d'autres grands personnages de l'armée bolonaise, y furent faits prisonniers (1). Les vainqueurs ravagèrent le pays de Bologne dans tous les sens; mais ils se sentirent trop faibles pour s'attaquer à la ville elle-même. Cette défaite fit cependant l'année suivante conclure la paix entre Passerin de Mantoue et de Modène, d'une part, et Bologne de l'autre; les Gibelins avaient tout aussi besoin de cette paix que les Bolonais; car ils furent vivement pressés au retour par Verzusio de' Landi et le légat du pape, le cardinal évêque d'Ostie, Bertrand du Poïet (2); au reste cette paix avec Bologne ne leur donna pas assez de prépondérance pour qu'ils pussent empêcher Bertrand de prendre Parme et Reggio dans l'automne de 1326. Dans l'intervalle, les deux villes ennemies de Bologne, Imola et Faenza, s'étaient divisées; mais bientôt, pour obtenir l'appui de Bologne, elles se rallièrent au parti guelfe. En février 1327, quand Verzusio de' Landi eut triomphé partout, que Modène aussi se fut rendue à l'Église, le légat retourna à Bologne. On l'y accueillit avec les plus grands honneurs. Le *consiglio del popolo* lui remit la *signoria* des ville, comté et pays de Bologne à la majorité de neuf cent cinquante-cinq voix contre trois (3). L'approche du légat fut pour Imola et Faenza le sujet de nouvelles vicissitudes; Imola paraissait s'être accommodée vers cette époque des Manfredi de Faenza; car on y trouve un Ricciardo de' Manfredi, podestat et *capitan*; à Faenza, c'est un Francesco de' Manfredi qui est *signore*; il vint à Bologne, et se soumit au légat. Les habitants gibelins d'Imola, ennemis irréconciliables des Bolonais, regardèrent ce fait comme intolérable (1). Faenza avait un parti qui ne vit pas cette soumission d'un œil plus favorable; le propre fils de Francesco, Albrighittino de' Manfredi, se mit à la tête de ce parti, et profitant de l'absence du père, s'empara de la *signoria*, et chassa ses plus proches parents de la ville (2). A Bologne même, la présence du légat contribua à faire grandir la faction de l'Echiquier; mais il s'arrêta, lui, à la résolution la plus raisonnable, fit la paix avec ces exilés, et les laissa revenir. Ce fut le 22 mars que Taddeo de' Pepoli et les autres membres de sa famille, les comtes de Panico, les Galuzzi, les Boalelli et beaucoup d'autres firent leur entrée dans Bologne (3). Quelque temps après, le légat marcha avec une armée contre Faenza; Albrighittino pensa alors qu'il ne serait pas mauvais de s'entendre avec lui, et de recevoir dans la ville l'un des recteurs nommés par le légat (4); Forli et les Ordelaffi, Ravenne, Cervia, les Polenta, et enfin le comte Chiaramonte, que Louis de Bavière avait fait son vicaire à Césène, demeurèrent seuls Gibelins dans la Romagne. Dans l'année 1329, Albrighittino tenta de faire assassiner le légat; mais il fut pour ce motif exécuté, lui et beaucoup d'autres. Ce fut alors qu'au mois de mars de cette année Forli, Ravenne, Cervia crurent devoir demander la paix au légat, et elles l'obtinrent.

Cependant Guiduccio et Giovanni de' Manfredi, Giovanni de' Ricci avaient tué à Reg-

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 339. *De Griffonibus*, l. c., p. 142: « Et subito supervenit ille pessimus et maledictus dominus Passarinus (de Mantoue), dominus Canis de la Scala (de Vérone), dominus Azo vicecomes, Mediolani, et Raynaldus marchio Ferrariæ, cum omnibus de Mutina, de Mantua, de Ferraria, et multi milites Teutonici dicti Azonis. » Ainsi se composait l'armée gibeline, en exceptant toutefois les *Scacchesi*.

(2) Sect. III, p. 274, remarq. I.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 343.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 344.

(2) *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1146, 1147. Villani, lib. X, cap. 26.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 348.

(4) Villani, X, cap. 94.

gio (1) le recteur du pape; Marsiglio de' Rossi et quelques autres chefs s'étaient soulevés à Parme, et avaient chassé le recteur du saint-siége; ils s'étaient rendus ensuite à Reggio, et en avaient chassé la garnison pontificale, et le nouveau recteur qu'on venait d'y envoyer. Il s'ensuivit une guerre qui attira toute l'attention du légat. Les Rosi de Parme, les Manfredi de Reggio, s'emparèrent de toute la puissance que comportaient les formes républicaines; les Rossi devinrent des vicaires impériaux (2); les Modenais se lassèrent de la domination du légat; ils s'adressèrent à l'empereur Louis, et celui-ci leur envoya une garnison allemande, et nomma les de' Pii (3) ses vicaires. Parme, Reggio et Modène commencèrent alors la lutte avec le cardinal-légat. Celui-ci, sous le prétexte que le pape y voulait résider, avait fait construire un château à Bologne; les Malatesta de Rimini le secondèrent dans sa lutte (4), et les choses demeurèrent dans cet état, jusqu'à ce que le roi Jean de Bohême, devenu en 1331 *signore* de cette ville (5), eût eu, le 16 avril de la même année, à Castello-Lione, entre Modène et Bologne, une entrevue secrète avec le cardinal. Tranquille de ce côté, le cardinal-légat put mieux agir contre Forli, où les Ordelaffi, au mépris de l'accommodement qui avait eu lieu antérieurement, s'opposaient de plus en plus à tout ce qu'il voulait. Après avoir tenu une diète de la Romagne à Faenza (1), il mena une armée devant Forli, dévasta le pays, et éleva aux portes de la ville une forteresse dans laquelle il établit une garnison. Cette garnison serra de si près la ville, que les Ordelaffi la rendirent en novembre (2); et elle reçut, comme avaient fait Imola, Faenza et Rimini, un recteur pontifical.

Cependant l'opposition qui s'était élevée contre le cardinal s'était étendue de la Lombardie au loin; il crut nécessaire dans ces circonstances de faire prendre, en décembre 1832, pour plus de sécurité, quatre Bolonais des plus considérés; c'étaient Taddeo de' Pepoli, Andalò de' Griffonni, Bornio de' Samaritani et Brandeligi de' Gozzadini. Mais il s'ensuivit une si grande agitation dans la ville, que six heures après le cardinal se trouvait déjà contraint à relâcher ses prisonniers. Cependant au mois de janvier 1331, alors que la domination du roi de Bohême commençait à s'établir, le légat termina l'affaire de Ferrare en assurant formellement des fiefs à Bologne aux marquis d'Este, qui avaient été graciés six ans auparavant (3),

(1) *De Griffonibus.*

(2) Sect. III, p. 279, rem. I.

(3) Manfredo était alors le chef de la famille des Pii de Carpi.

(4) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 353, rend compte de la manière dont les Malatesta remirent Rimini au légat : « Il legato signor di Bologna ebbe la città di Rimini a nome della chiesa in questo modo, che Malatesta e messer Ferrantino e i figliuoli e Malatestino tutti de' Malatesti che reggevano la detta città, per discordia che' era tra loro diedero quella al legato, il quale vi pose un rettore. » Cette remise n'eut lieu au fond que pour favoriser le Malatesta de' Malatesti, dont le légat fit son général, et qui dès lors l'emporta sur tous les autres parents, qui avaient jusque-là tantôt partagé la souveraineté avec lui, et tantôt avaient aggravé sa position.

(5) Voyez sect. III.

(1) *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1152.

(2) Les *Annales de Césène* rapportent cette reddition au mois de novembre 1332. La date du texte est celle que donne la *Cronica di Bologna*. Les Ordelaffi obtinrent à titre de compensation la seigneurie héréditaire de Forlimpopoli. Francesco degli Ordelaffi était alors le chef de cette maison.

(3) On avait accordé aux comtes d'Este, en mai 1329, la seigneurie de Ferrare, comme vicaires du pontife; c'était pour les attacher plus étroitement à l'Église. Cf. Frizzi, l. c., p. 251 : « La pubblica letizia si ravvivò all'intendersi che, appianate le difficoltà, era stato

et nommés vicaires impériaux. Mais à peine le pouvoir de Jean fut-il attaqué et accablé en partie par les chefs unis de l'Italie supérieure, que le légat se tourna contre les princes ferrarais, et les troupes pontificales marchèrent de nouveau, en janvier 1338, sur Ferrare (1). L'appui des souverains de Vérone, Mantoue, Milan et de la république de Florence (2), sauva seul les marquis, que l'on pressait vivement. Enfin, le 14 avril, Rinaldo battit et dispersa complétement, sous les murs de Ferrare, l'armée pontificale (3). Quelques jours après, l'armée de Ferrare tourna vers la Romagne; ses progrès, la position critique dans laquelle elle plaça le légat, tout cela fut pour les chefs des divers partis, qui d'abord s'étaient soumis à son autorité, un signal pour chercher à recouvrer leur indépendance (4); peut-être bien aussi que leur captivité à Ferrare contribua encore à cette opposition. En effet, le 28 septembre, Ordelaffi s'empara de Forli, qu'il gouverna maintenant avec Forlimpopoli. A la même époque les deux Malatesta qui avaient été faits prisonniers, entrant, appuyés par leur parti, dans Rimini, mirent fin au pouvoir du légat; l'on entendit le cri *Muoja la chiesa!* Les Polenta, avec l'assistance des partisans d'Este, prirent Ravenne, Cervia, Bertinoro (1). Le cardinal, non moins détesté dans Bologne, soutint alors le roi Jean (2), lui fournit des secours d'argent, et à cet effet imposa des contributions qui aigrirent encore le mécontentement des sujets.

Argenta se donna aux seigneurs d'Este le 8 mars 1334; puis le marquis Obizzo entretint des intelligences avec plusieurs membres de la noblesse à Bologne; on engagea le légat à envoyer la majeure partie de ses troupes contre les gens du marquis qui pillaient le pays. Une fois qu'on vit le légat sans appui, Brandeligi de' Gozzadini leva l'étendard de la révolte et appela le peuple aux armes: c'était le 17 mars, on entendit partout le cri de *muoja il legato*! Le cardinal demeura enfermé dans sa forteresse, où le peuple et le marquis le tinrent assiégé jusqu'au 28 mars; alors on lui permit de se rendre corps et bien à Florence, comme il le désirait: Bologne redevint libre (3). Lippo degli Alidosi

---

accordato il vicariato di Ferrara dal papa ai tre fratelli Estensi, ommesso, non so il perchè, Bertoldo loro cugino per un decennio con giurisdizion piena temporale e mero e misto impero sotto l'annuo canone di' dieci mila fiorini d'oro.» Quant à l'investiture, voyez *de Griffonibus*, l. c., p. 146. Il met *ducats* au lieu de *florins d'or* (*goldgulden*), et 1331 pour 1332.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 355.

(2) Les Arétins vinrent également à l'aide.

(3) Parmi les prisonniers se trouvaient presque tous les chefs des Guelfes de la Romagne; savoir: deux neveux du légat, le comte d'Armagnac (général du légat), Malatesta et Galeotto de' Malatesti de Rimini, Ricciardo et Cechino de Manfredi de' Faenza, Ostasio da Polenta de Ravenne, Francesco degli Ordelaffi de Forli, les comtes de Cunio, et Lippo degli Alidosi d'Imola. Frizzi, l. c., p. 260.

(4) Au moins est-il vrai que ces chefs furent traités durant leur captivité à Ferrare de la manière la plus digne et la plus honorable.

(1) Césène se révolta également contre le légat; elle élut Ramberto de' Malatesti (qui était en même temps comte de Ghiazolo) podestat, et Francesco degli Ordelaffi *capitan*. Cf. *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1155. Le 16 février de l'année suivante, Francesco degli Ordelaffi devint en même temps podestat et *capitan* de Césène.

(2) Il est parlé à la section III de l'alliance de Jean avec le légat.

(3) Son organisation était telle qu'indépendamment du podestat et du *capitan* il y avait à la tête vingt *anziani* du peuple (les plus forts négociants et banquiers, dont quelques-uns étaient nobles, faisaient partie du peuple), c'est-à-dire cinq de chaque quartier. Il y avait encore d'autres assemblées de conseil et de justice. Deux personnages qui avaient

s'empara du pouvoir à Imola, et chassa les Nordoli que le légat avait amenés à sa suite (1). Le légat avait fait rentrer le *parti de l'échiquier*, il s'ensuivit que ce parti devint tout Guelfe; les Maltraversi, au contraire, qui leur étaient opposés, furent tous aux Gibelins. Toutefois au mois d'août, les chefs des Maltraversi furent chassés de Bologne après un combat opiniâtre dans l'intérieur de la ville; c'est que Bologne, bien qu'elle eût secoué le joug du cardinal, était cependant demeurée Guelfe, au moins en général. Les Sabadini, les Rodaldi et les Boatieri, de treize à soixante-dix ans, furent obligés de quitter la ville; neuf seulement des Beccadelli éprouvèrent le même sort. Alors commença la guerre avec les comtes de Panico. On fit sortir l'année suivante (1335) tous ceux dont les familles étaient signalées comme gibelines; on les obligea en outre à garantir qu'ils ne séjourneraient que dans tel lieu déterminé, et qu'ils s'y tiendraient tranquilles. On plaça la ville gibeline de Modène dans une sorte de blocus commercial (2); enfin, en 1336, les Beccadelli furent obligés de quitter à leur tour la ville de Bologne. Les Bolonais cherchèrent alors à se rapprocher du pape; mais il arriva dans l'intervalle que Jean XXII prit la place de Benoît XII.

Cependant les marquis de Ferrare avaient tout mis sur pied pour s'emparer de Modène, dont la possession leur avait été garantie, lors de la formation de la ligue des princes du nord de l'Italie contre Jean de Bohême (1); Manfredo de' Pii défendit vigoureusement la ville; mais dès le printemps de 1336 tous les points du pays de Modène étaient au pouvoir des marquis, et les Bolonais, qui en voulaient à Modène pour d'autres raisons, appuyèrent le parti d'Este. Dans l'intérieur même de la ville était une faction dévouée au marquis Manfredo. Il fallut donc que celui-ci remît enfin la place aux mains des marquis (2).

Alors se développa la rivalité de deux des citoyens les plus considérés de Bologne, Taddeo de' Pepoli et Brandeligi de' Gozzadini, qui alla jusqu'à créer des factions. On en vint souvent aux mains, et les Gozzadini, qui étaient alors en collision avec les Bianchi, les eussent sans doute abattus, si les Pepoli n'étaient intervenus et n'avaient pris le parti des Bianchi. Voici ce qui s'ensuivit: le 7 juillet 1337, Brandeligi de' Gozzadini fut banni de la ville avec tous les siens. Taddeo ainsi délivré de son adversaire, de celui qui pouvait seul balancer son autorité, vit tout se soumettre à sa volonté; le 28 août, les soldats se levèrent en masse, le proclamèrent *signore* de la ville; le peuple, qui paraissait d'abord vouloir faire de la résistence, ratifia bientôt ce qui venait de se passer, d'abord dans les sociétés d'armes, ensuite dans le *Consiglio del Popolo* même (3). Mais une bulle d'excommunication vint frapper Taddeo, ses principaux adhérents, et en même temps, les meneurs du parti opposé; en tout deux cent cinquante. On laissait aux autres Bolonais le temps de se décider à rétablir l'ancien état de choses qui

surtout une grande influence, c'étaient le *proconsolo* de la corporation des notaires, et le *bargello*.

(1) Faenza seule entre toutes parvint à rester en quelque sorte attachée à l'Église. Le comte de la Romagne, appelé à cette dignité en janvier 1336 (ce comte était un chanoine de Ravenne), alla résider à Faenza, où il tint les diètes de la Romagne.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 365: « Si mandò una grida, che in pena delle avere e della persona nessun cittadino nè forestiere presuma di condurre nè di farcondurre alcuna mercatanzia alla città di Modena, nè nel suo contado; e chi contrafacesse ogni uomo il potesse offendere nell' avere e nella persona senza alcuna pena. »

(1) Voyez sect. III.

(2) Frizzi, l. c., p. 265, et sect. III, *Cronica di Bologna*, l. c., p. 367.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 875. *De Griffonibus*, l. c., p. 162.

existait avant l'expulsion du cardinal légat, à rentrer dans la soumission à l'Église, ou à subir également l'excommunication (1).

Au mois de mars 1338, le délai étant expiré, Bologne fut frappé de l'interdit; cependant dans l'automne de la même année il y eut des pourparlers : le pape devait recouvrer la *signoria;* Bologne, recevoir un recteur pontifical et un podestat (2). Les soldats bolonais devaient de plus prêter serment au pape; deux cent cavaliers le servir, à une distance de soixante-dix milles, et contre ceux qu'il désignerait; la ville de Bologne payer annuellement au trône de saint Pierre 10,000 florins d'or; et tout Bolonais, âgé de plus de quatorze ans, jurer fidélité à l'Église. C'est à ces conditions que le pape avait négocié avec les envoyés de la république. Mais Taddeo, quand il les connut, aima mieux attirer de nouveau tout le poids de l'excommunication sur la ville, que de les subir, et presque tout le monde fut de son avis. Dès lors le *consiglio del Popolo* rejeta toute capitulation (3). L'interdit fut renouvelé en mars 1339, et ce ne fut que le 2 d'août 1340 que l'on put déterminer Taddeo à remettre (4) la *signoria* de Bologne au légat de Benoît XII, l'évêque de Come (5), toutefois sous de toutes autres conditions que les premières. Une assemblée de six mille citoyens prêta le serment d'hommage au pape; les soldats de la ville prêtèrent celui de ne pas marcher contre lui, et Taddeo fut nommé vicaire général de Bologne et de ses dépendances pour le pape. Rien de bien important dans l'état de Bologne et les environs, durant les années qui suivent immédiatement. Taddeo fit des alliances avec les seigneurs de la Lombardie, des états de l'Église, de Venise, et en Toscane. On le trouve mêlé à toutes les affaires du temps; mais on ne le voit jamais faire pencher la balance d'aucun côté. Nous ne parlerons pas de la part qu'il prit à tels autres événements rapportés dans les livres précédents. Il mourut en septembre 1347; ce dut être un homme bien ferme, bien prudent, puisqu'il sut maintenir dans une sorte de calme, pendant dix ans, une ville inquiète et avide de changements comme Bologne. Plus de mille bourgeois portèrent son deuil (1). On reconnut pour *signori* de la ville ses deux fils Jacopo et Giovanni; ils gouvernèrent comme leur père, avec une tranquillité que n'altéra ni une disette épouvantable, ni la peste décrite par Boccace. Il n'en était pas de même de la petite ville de Faenza; le comte pontifical de la Romagne vivait en désunion avec la maison de' Manfredi, et notamment avec le chef de cette maison, Giovanni di Albrighittino (2). Cela dura ainsi jusqu'à ce qu'en février 1350, Giovanni di Ricciardo de' Manfredi, aidé de Francesco degli Ordelaffi, les chassa l'un et l'autre de Faenza, aussi bien le comte que Giovanni di

(1) Voyez outre le passage cité dans la note qui précède, Raynaldi, *Annal.*, vol. XVI, p. 57.

(2) Les Bolonais devaient néanmoins choisir ces fonctionnaires entre trois candidats pour chaque emploi; le pape devait confirmer un des trois : mais trois autres candidats devaient être élus quand aucun d'eux ne convenait au pape.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 379.

(4) Comparez à cet égard Raynaldi, *Ann.*, vol. XVI, p. 126, 127.

(5) L'unique et ferme point d'appui de la souveraineté du pape dans la Romagne, c'était Faenza, qui était en même temps alors la résidence ordinaire des comtes de la Romagne et des légats du pape. Au mois d'octobre 1337, un prêtre français devint comte de la Romagne. *Annales Cæsenat.*, l. c., p. 1177. Imola retourna aussi à la *signoria* des comtes de la Romagne à la mort de Leppo degli Alidosi en mars 1338. Néanmoins Giovanni, le fils d'Albrighittino de' Manfredi et Ricciardo degli Alidosi restèrent, l'un à Faenza, l'autre à Imola, des chefs considérés. Ils demeurèrent aussi intimement liés avec les Malatesti et les Pepoli.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 402.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 405, 413.

Albrighittino. Le comte (on l'appelait alors Astorgio da Duraforte (1) était provençal; il avait une parente du pape pour épouse, et était allé demeurer à Imola ; mais les Ordelaffi, qui tenaient Césène sous leur dépendance, voulurent encore lui prendre Bertinoro (2) ; Astorgio, aidé des Visconti, des della Scala, des Pepoli et des seigneurs d'Este, amena une bonne armée de Provence; les Ordelaffi et les Manfredi de leur côté enrôlèrent les bandes sauvages d'un condottiere allemand, le duc Werner d'Urslingen (3). Astorgio s'empara au mois de mai du pont de Santo-Procolo; mais au lieu d'attaquer brusquement Faenza, il assiégea une forteresse de peu d'importance, et les Pepoli, qui craignaient des projets sur Bologne, cherchèrent indirectement à le contrarier, à faire échouer ses diverses tentatives. De son côté, le comte pénétra leurs desseins perfides, et favorisa lui-même un complot qui s'ourdit contre la domination des Pepoli à Bologne; mais le complot se découvrit, et les auteurs en furent punis. Il n'y eut cependant pas rupture ouverte, entre les *signori* de Bologne et Astorgio : on continua de porter le masque de l'amitié, si bien que Giovanni s'y laissa prendre; il consentit à un rendez-vous au camp d'Astorgio et tomba en son pouvoir; on l'enchaîna et conduisit à la citadelle d'Imola. Les Bolonais qui étaient à sa suite furent également pris, et rendus seulement contre une rançon considérable. Jacopo commença alors une lutte ouverte contre Astorgio. Le Malatesta Ungaro, son oncle Galeotto de Rimini, le Gonzaga de Mantoue, et indirectement le Visconti de Milan, vinrent à son aide. Astorgio avait une solde considérable à payer; cela le mit dans l'embarras. Pour en sortir il donna Giovanni en gage du payement à ses soldats qu'il laissa libres de le traiter comme bon leur semblerait, s'il ne les avait satisfaits avant la fin de septembre (1). Comme Mastino della Scala se fit l'auxiliaire avoué du comte, Visconti se présenta en allié décidé des Pepoli, et Jacopo suivit le conseil qu'il lui donna, de prendre le duc Werner à son service. Mais la conduite de ses hordes fut d'un mauvais exemple pour les autres soldats bolonais; et Bologne, effrayée par de tels défenseurs, songeait à se placer sous le patronage de Florence; mais Florence s'y refusa. Giovanni parvint enfin à traiter avec les soldats auxquels on l'avait livré, et qui reconnaissaient bien l'incapacité d'Astorgio pour les satisfaire. Moyennant le payement préalable d'une petite somme, et l'engagement d'une plus forte à verser à un terme fixé, il recouvra sa liberté (2). Les promesses que Giovanni avait faites aux soldats étaient au-dessus de ses moyens, et cependant il dut s'occuper de les réaliser : car ses fils avaient été donnés en otages à sa place. Il s'entendit avec l'un des principaux officiers de l'armée d'Astorgio qui devait lui donner l'entrée du camp, et lui fournir le moyen de prendre un certain nombre

(1) Sismondi l'appelle Hector de Durfort c'est bien là son nom ; mais les Italiens le changèrent en celui d'Astorgion da' Duraforte. Cf. Sismondi, l. c., vol. VI, p. 44.

(2) *Annales Cœsenates*, l. c., p. 1179. Ce n'était au reste qu'un lieutenant du comte que l'on chassa de Faenza; car Astorgio fut pris dans son voyage même pour Avignon, où il allait trouver le cousin de sa femme, Clément VI, que les méchantes langues appelaient son beau-père. Voyez quand à ces détails et ces derniers rapports Matteo Villani, lib. I, cap. 53, 54 seq.

(3) *Aventures et Histoire du duc Werner d'Urslinger*, par Xavier Bronner (Aarau, 1828), p. 102.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 418.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 419 : «Mentre che le predette cose si facevano adi 27 di agosto messer Giovanni carcerato nel castello S.-Pietro trattò co' soldati, che voleva loro pagare 80,000 fiorini d'oro e il lasciassero liberamente andare a Bologna con questi patti, che al presente voleva dare 20,000 fior. d'oro, e il resto darebbe a di sei di settembre venturo.

de personnages importants de l'armée d'Astorgio; leur rançon aurait servi à payer celle de ses enfants. Mais tout cela fut découvert; ceux des complices qui étaient aux mains du comte furent punis, et Giovanni se trouva dans le plus grand embarras. Bien plus, les Florentins désirèrent que Bologne remplaçât par une république sous l'autorité du pontife la domination des Pepoli; une députation exprima tout haut ce vœu dans Bologne, et le peuple fut ainsi porté à se soulever contre eux. Les Pepoli projetèrent alors de livrer Bologne aux Visconti (1) : ils eurent tout le temps de mener la négociation; car bien que le conseil de Bologne eût accueilli les propositions des Florentins, elles ne pouvaient cependant être conduites à bonne fin, attendu qu'Astorgio aimait mieux prendre la ville de force que de l'accepter à des conditions peu avantageuses. Le traité avec Visconti fut conclu en septembre 1350 (2) par Giovanni lui-même qui s'était rendu à cet effet à Milan. Werner d'Urslingen sortit de la ville (3) dès qu'il apprit qu'une armée milanaise approchait pour occuper Bologne. Celle-ci fit son entrée le 22 octobre, et le 23 les *signori* livrèrent solennellement la ville (1). Les bannis, à l'exception de quelques comtes de Panico et della Scala, revinrent dans la ville. Cependant en janvier 1351, Bernabò de' Visconti conclut un armistice avec Astorgio; Burkard, le chef des troupes du comte allemand, que les Pepoli ne paraissaient pas avoir désintéressé, traita avec Bernabò, et lui remit contre des avances d'argent les jeunes Pepoli qui lui étaient demeurés en otage. Moyennant la délivrance de la solde qu'ils avaient à réclamer du comte, les soldats bourguignons livrèrent Lugo à Bernabò; Werner quitta le service d'Astorgio pour passer à celui du *signore* de Vérone. Et quand au mois d'avril, Giovanni de' Visconti da Oleggio se présenta pour gouverner au nom de l'archevêque Visconti de Milan à la place de Bernabò, celui-ci lui abandonna tout le pays de Bologne, en sorte que Giovanni étendit le cercle de ses entreprises, et tenta de prendre Imola, où Roberto degli Alidosi commandait en qualité de vicaire pontifical. Roberto se défendit vaillamment, et Giovanni da Oleggio fut en même temps menacé par la tentative que fit Jacopo de' Pepoli pour se rendre encore une fois maître de Bologne; nous en avons parlé à l'histoire de Milan. Enfin il y eut au printemps de 1352 un accord entre l'Église et l'archevêque au sujet de Bologne. Il fut convenu que Visconti recevrait du saint-siége le vicariat de Bologne à la condition de payer un droit de fief (2) annuel.

Per pegno di questa promessa voleva dar loro tre suoi figliuoli, etc. »

(1) Voyez sect. III. Il est parlé de deux cent mille florins d'or comme prix d'achat. La *Cronica di Bologna* donne deux cent mille *lire di Bolognini*. Je ne sais quel est le rapport entre la *lira di Bolognini* et le florin d'or. Nous avons parlé des places laissées aux Pepoli; il faut y ajouter S.-Agata.

(2) Au mois d'octobre selon d'autres. Cf. Sismondi, l. c., p. 53.

(3) Il se mit au service de Duraforte.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 420.

(2) *Raynaldi Annal.* vol. XVI, p. 330.

§ III. *Histoire des Polenta et des Malatesta jusqu'en* 1353.

Le premier *signore* de Rimini, qui était Malatesta, et qui s'appelait lui-même Malatesta da Verucchio, avait un frère, Giovanni da Sogliano, allié à la famille gibeline della Faggiuola; il était voué à ce parti autant que Malatesta tenait pour les Guelfes. De trois femmes Malatesta eut quatre fils: la première lui donna Malatesta le Borgne; la seconde, Giovanni et le beau Paolo; ce dernier fut aïeul du comte Malatesta de Ghiazolo; enfin la troisième lui donna Pandolfo.

En 1312 la *signoria* de Rimini passa de l'aîné des Malatesta qui venait de mourir, à Malatesta le Borgne (1). Giovanni surprit un jour son frère Paolo avec son épouse, il les tua tous deux; c'est ce qui donna lieu à l'inimitié de la famille des Ghiazoli contre les Malatesta de Rimini. Malatesta le Borgne mourut en 1317; il laissa un fils du nom de Ferrantino (2). Mais le chef de la maison et seigneur de Rimini c'était Pandolfo. Pandolfo et Ferrantino vécurent dans la meilleure harmonie, et acquirent aux Malatesta de Rimini la *signoria* de Pesaro.

Au mois de mai 1324, il y eut à la cour de Pandolfo et de son neveu un jour de réception solennelle; on y convia toute la famille, tous les membres au moins qui étaient Guelfes; et vers cette époque, le comte de Ghiazolo, fils de Paolo, tomba sous les coups de trois bâtards de Rimini; Pandolfo mourut en avril 1326; Ferrantino devint après lui le chef de la maison. Au mois de juillet de la même année, Ramberto de' Malatesti se rendit maître de la personne de Ferrantino, de celle des fils et petit-fils de Ferrantino et de celle de Galeotto (un fils de Pandolfo) (3); il chercha à se maintenir en possession de la *signoria*. Mais malheureusement pour lui il n'avait pu s'emparer aussi bien de Malatesta frère de Galeotto, qui résidait à Pesaro. Quand il le vit approcher, il n'essaya pas de se tenir dans Rimini; il prit Ferrantino, son fils, son petit-fils, et se porta sur S.-Arcangelo. Mais les habitants se soulevèrent, délivrèrent les prisonniers, et ceux-ci retournèrent à Rimini. Ramberto voulut mais ne put pas rester dans Fano dont il s'était em-

---

(1) *Cronica Riminese*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XV, p. 896.

(2) ARBRE GÉNÉALOGIQUE DES MALATESTA.

Malatesta. — Giovanni da Sogliano.

- Malatesta.
  - Ferrantino.
    - Malatestino,
      - Guido, Ferrantino, Rovello.
- Giovanni (Cotto).
  - Tino. Malatestino?
    - Giovanni.
  - Ramberto l'archiprêtre.
- Paolo.
  - Les comtes de Ghiazolo.
- Pandolfo.
  - Malatesta, Galeotto.
    - Pandolfo, Malatesta, Ungaro.

(3) La femme de Malatesta agit alors en héroïne: « Tunc rumorizata undique civitate domina polentesa, filia domini Guidonis Novelli de Polenta, uxor ipsius domini Malatestini spata evaginata et vexillum domini Ferrantini ad plateam communis propriis portavit manibus, et ibi multis sociata dominabus, magna hora clamavit, tandem fuga recessit, quia dicti domini mortui putabantur. *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1145.

paré. Il chercha alors à se rapprocher de ses cousins ; il se jetta aux genoux de Malatestino fils de Ferrantino; mais celui-ci le poignarda (1). Ferrantino et Galeotto demeurèrent donc maîtres de Rimini ; Malatesta, de Pesaro; mais en 1331 le légat du pape dans la Romagne prétendit que Rimini devait être remise à l'Église ; Malatesta qui ne vivait pas trop bien avec Ferrantino, et qui pour ce motif se tenait à Pesaro, appuya cette prétention (2). Cependant les Malatesta n'étaint point parvenus encore à fonder solidement leur domination à Fano. Mais la famille da Carignano se releva au premier rang, quand les Malatesta remirent leur pouvoir sur Rimini au cardinal légat, Bertrand du Poïet. Ferrantino vécut longtemps dans le Frioul, en proscrit de l'Église (3). Malatesta et Galeotto ayant été pris en 1333 près de Ferrare, ils demandèrent au légat d'aider à leur délivrance, mais il s'y refusa : aussi dès qu'ils eurent recouvré leur liberté, ils se déclarèrent contre lui, et s'entendirent avec Ferrantino (4). Mais une fois le pouvoir du légat, leur adversaire commun, abattu, Ferrentino et ses deux cousins reprirent toute leur inimitié; Ferrantino fut chassé de Rimini (5). Il s'allia alors avec Teresino da Carignano, fils de Guido, seigneur de Fano, et fit avec lui la guerre contre Malatesta et Galeotto, seigneurs de Rimini. Mais enfin en 1340, Ferrantino voyant qu'il ne pouvait rien, et obligé d'ailleurs d'abandonner Verruchio qu'il avait occupé, quitta l'Italie pour marcher contre les infidèles (1). Cependant Teresino s'était heureusement maintenu dans Rimini contre son oncle Jacopo, bien que Malatesta appuyât celui-ci ; il avait tenté même de reprendre les localités qui composaient le vicariat de Mondavio, qui étaient détachées depuis longtemps de Fano, dans le district de laquelle elles se trouvaient, et qui se considéraient comme immédiatement soumises à l'Église. Pandolfo, le fils de Malatesta, les excita à s'élever contre Carignano en faveur du pape, qui les protégea en faisant une expédition contre Fano, et les plaça immédiatement sous l'autorité du marquis. Cependant les Carignano donnèrent à Galeotto la *signoria* de Fano ; mais les habitants se soulevèrent pour la donner au vieux Guido da Carignano, qui mourut trois jours après : le pouvoir passa alors à Malatesta qui se trouvait dans la ville (2).

Les querelles qui s'étaient élevées alors entre l'empereur Louis et les pontifes parurent aux Malatesta venir fort à propos pour leur procurer enfin un titre de possession de leurs seigneuries, qui les plaçât dans l'indépendance à l'égard des habitants de leurs villes aussi bien qu'envers le saint-siége, et leur assurât une position princière. Ils se tournèrent vers l'empereur, se firent nommer ses vicaires, bien que depuis le roi Rodolfe les droits en suzeraineté de l'empereur eussent entièrement disparu de cette partie des états de l'Eglise. Ferrantino (3)

(1) *Cronica Riminese*, l. c., p. 897.

(2) Voyez ci-dessus.

(3) Il ne voulait pas remettre ses forteresses au cardinal légat ; c'étaient Mondaino, S.-Giovanni in Galinea, Roncofreddo et Monlione ; mais Malatesta et son frère Galeotto, qui étaient pour le légat, assiégèrent ces places. Malatestino, le fils de Ferrantino, fut protégé par la noblesse Gibeline et les villes Gibelines de la Marche et de l'Apennin.

(4) Ils chassèrent en septembre 1335 les troupes du pape de Rimini. Cf. *Cronica Riminese*, l. c., p. 899.

(5) Il fut pris en 1335 avec son fils Malatestino, et son petit-fils Guido, par ses propres cousins. Malatestino et Guido moururent en prison à Fossombrone. Les deux Ferrantino trouvèrent un appui dans les Gibelins.

(1) Il revint d'Orient, et paraît s'être réconcilié avec ses cousins tandis que son petit-fils Ferrantino continuait la guerre. Il mourut à Rimini en novembre 1353 âgé de plus de quatre-vingtdix ans. *Cronica Riminese*, l. c., p. 902.

(2) *Cronica Riminese*, l. c., p. 900. Lebret, ada non, chap. v, p. 336.

(3) Ferrantino mourut plus tard, en 1351, quand il alla devant Bittona avec son beau-

fit soulever alors les gens de Rimini, Teresino, les habitants de Fano; mais Malatesta, Galeotto, Pandolfo l'emportèrent, et aidés des soldats allemands ils consolidèrent encore leur pouvoir. Les trois Malatesta régnant prenaient, à la vérité, tous le nom de Rimini, mais il partagèrent en réalité les *signorie*, de telle sorte que Malatesta eut Rimini, Galeotto Fano, et Pandolfo Pesaro et ses dépendances.

Ces princes gouvernaient au reste avec intelligence, bien qu'ils eussent à lutter contre de continuels soulèvements; les emplois n'étaient donnés qu'à des gens capables; l'armée était convenablement organisée, les finances administrées avec sévérité; et cependant on était alors si peu habitué au mécanisme du gouvernement, à un ordre constant, les particuliers prétendaient se mouvoir dans une sphère d'individualité si vaste et s ilibre, que ces chefs passaient pour des tyrans; c'est qu'en effet, ayant à soutenir des luttes incessantes, ils étaient contraints d'agir en quelque sorte de façon à mériter cette qualification; car ils ne croyaient pouvoir se maintenir qu'en construisant des citadelles pour eux-mêmes, et en faisant raser celles de leurs adversaires.

Des liens d'intime amitié unirent bientôt les Malatesta au roi Louis de Hongrie, lorsque ce monarque vint en Italie pour venger le meurtre du roi André de Naples, et pour prendre possession de son royaume. Le monarque hongrois (1) avait été en même temps l'allié politique de l'empereur Louis, et comme il constituait par sa position un point d'appui en Italie, Malatesta et son frère Galeotto essayèrent de s'emparer de quelques-unes des villes des environs qui n'avaient pas encore été soumises : Sinigaglia fut occupée sans résistance, Ascoli se donna d'elle-même, Osimo et Jesi (1) ne cédèrent qu'à la force. Il fallut enfin que tout ce qui avait dépendu du comté de Fano et qui avait ainsi obéi directement au marquis, il fallut que tout cela se rendît à la force, ou capitulât; le seigneur de Fermo, Gentile da Mogliano, perdit presque tout son domaine, et il put à peine se soutenir dans Fermo. Une action décisive eut lieu enfin le 14 novembre 1348, près de S.-Severin, et sur les rives du Potenza, entre les Malatesta et Gentile (2); ce dernier fut fait prisonnier; il lui fallut, pour obtenir sa liberté, consentir à une capitulation telle que les Malatesta n'eussent plus rien à redouter de lui pour l'avenir. Ancône dut également ouvrir ses portes aux Malatesta. Galeotto quitta pour quelque temps l'Italie, d'où il se rendit en pèlerinage au saint sépulcre. A son retour, et lorsqu'on put satisfaire avec soixante mille ducats l'une des bandes de mercenaires (3) qui parcouraient l'Italie, les

---

frère le comte Ridolfo d'Urbino. Il laissa trois fils (*tre figliuoli*), ce sont les expressions de la *Cronica Riminese*, l. c., p. 902. Lebret, qui connaissait ces sources, Bd. v., p. 338, dit que c'étaient trois filles. Est-ce pure négligence, ou est-ce à dessein et avec quelque raison qu'il trouve une faute de copiste dans la chronique? Nous n'avons pas en ce moment les documents généalogiques qui peuvent établir la vérité à cet égard.

(1) Il fit chevalier un fils du Malatesta de Rimini, qui s'appelait également Malatesta; c'est ce qui fit donner encore à celui-ci le surnom de Malatesta le Hongrois.

(1) Ce ne fut que plus tard, au mois d'octobre 1349, que Jesi fut prise par le fils de Malatesta, Malatesta le Hongrois, sur Messer Homo, *signore* de la ville. Cf. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 414. Malatesta mourut devant Osimo, *ibid.*, p. 405. Galeotto devint depuis le chef de la maison; cependant Malatesta le Hongrois ne laissa pas d'avoir une grande importance personnelle.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 413.

(3) Gentile da Mogliano et l'Ordelaffi de Forli avaient dirigé ces mercenaires contre les Malatesta, qu'ils craignaient. L'agitation qui s'éleva dans la Marche d'Ancône, et qui se manifesta particulièrement lors du soulèvement contre Astorgio, cette agitation porta les Malatesta à s'unir avec Gentile da Mogliano, seigneur de Fermo, et avec Albrighetto de' Chiavelli, *si-*

Malatesta vinrent prêter leur appui dans la Romagne à Jacopo di Pepoli contre Astorgio, le légat du pape (1).

L'histoire des da Polenta de Ravenne tourne durant tout ce temps dans le même cercle d'intérêts que celle des Malatesta. Un des fils de Guido, Lambert, chef de la maison en 1308, commanda comme *signore* les troupes auxiliaires que Ravenne envoya au pape, lorsque les Vénitiens soutinrent une lutte au sujet de Ferrare (2). Bernardino, autre fils de Guido, sut gagner à cette époque la *signoria* de Cervia; ils étaient tous deux en relations intimes, comme tout le reste de la famille, avec le roi Robert, qui les protégea contre les factions qui les inquiétaient dans leurs *signorie*. Lambert mourut en 1316. Le fils de Bernardino, Ostasio da Polenta, brille d'un plus grand éclat que tous ses prédécesseurs; aidé des Malatesta, on le voit s'emparer, en 1322, de la *signoria* de Ravenne, que l'archidiacre Raimondo da Polenta gouvernait (3). Il fit recueillir les droits constitutifs de Ravenne, et lorsqu'il eut fait déterminer la position de chacun et la sienne propre, il régna sur Ravenne jusqu'au 14 novembre 1346. Comme l'un des plus puissants seigneurs guelfes de la Romagne, il prit part à presque tous les événements importants qui se déroulèrent dans ce pays. Nous avons déjà vu comment après une courte captivité à Ferrare il se rendit maître de nouveau en 1333 de Ravenne, Cervia et Bertinoro, et comment il sut maintenir ces mêmes seigneuries dans l'indépendance envers le pouvoir du légat du pape. Les trois fils d'Ostasio, Bernardino, Pandolfo et Lamberto, se partagèrent à sa mort les domaines de leur père; Bernardino eut Ravenne, et Pandolfo Cervia; Lamberto, le plus jeune des trois, demeura seul sans *signoria* dans une ville (1). Il resta dans Cervia, où il paraît avoir pris part jusqu'à un certain point au pouvoir. Mais Pandolfo et Lamberto s'entendirent bientôt dans le dessein d'arracher la *signoria* de Ravenne à leur aîné. On sut l'attirer à Cervia, sous le prétexte que Lamberto aurait été atteint d'une maladie grave, et le 3 avril il fut fait prisonnier. Le jour suivant, Pandolfo surprit l'une des portes de Ravenne, et son parti le proclama aussitôt *signore* de la ville (2).

Cependant, au mois de juin de la même année, un accommodement fut ménagé par les Malatesta entre les trois frères; Bernardino recouvra sa liberté, et tous trois partagèrent la *signoria* dans tous leurs domaines. Les deux jeunes frères se croyaient en sûreté, mais Bernardino prétendit qu'ils en voulaient à ses jours; il les fit saisir et mener à la forteresse de Cervia, et lui il conserva seul toutes les *signorie* des Polenta (3) jusqu'à sa mort en l'an 1359.

---

gnore de Fabriano, pour maintenir leurs possessions.

(1) Voyez ci-dessus.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 313.

(3) « Messere Ostasio da Polenta, signore de Cervia, occultamente di notte portossi da Cervia a Ravenna, del mese di settembre, e andato a casa di uno suo Barbano, ch'era arcidiacono e signore di Ravenna, ed entrato in camera, uccise il detto suo Barbano e tolse la signoria di Ravenna per se e la Ritenne. » *Cronica di Bologna*, l. c., p. 336. Les *Annales de Césène*, l. c., p. 1141, donnent plus de détails. Lebret confond cette circonstance avec une autre où il s'agit d'un certain Giovanni qui était aussi de la famille Polenta, et qui, entraîné par d'autres Polenta et les Malatesta, fit prendre l'un de ses cousins, Albéric, et le retint dans le château de Polenta en 1321, de sorte que son exposé se sent de cette confusion. Cf. *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1139. Lebret confond encore l'archidiacre Rainaldo da Polenta, tué en 1322, avec Rainaldo, archevêque de Ravenne, qui mourut en août 1321. Ostasio fit mourir encore un autre de ses oncles en 1325.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 401.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 403.

(3) La domination des Polenta s'étendait alors

§ IV. *Histoire des Montefeltri et des Varani jusqu'en* 1353.

Le fils de Guido, Federigo, devint le chef de la maison à la mort de son père. Il était intimement lié à Uguccione della Faggiuola, aux lignes gibelines de la famille Malatesta; aussi le voit-on partout chef des Gibelins de la Romagne et de la Marche. Comme dans l'origine le pape Clément V se montra Gibelin, par opposition au parti guelfe des cardinaux, que Naples appuyait, Federigo embrassa les intérêts du pontife, et défendit Jesi et Osimo, villes attachées à Clément, contre les habitants d'Ancône qui les avaient attaquées (1). Il battit en effet ces derniers, dans l'été de 1309, en qualité de *capitan* du saint-père (2). Mais l'arrivée de Henri VIII en Italie vint tout changer; le pape le redoutait plus que les Napolitains, de sorte que les intérêts du pontife et ceux des Guelfes s'identifièrent de nouveau. Dès ce moment Federigo ne fut pas seulement, comme il l'avait toujours été, l'adversaire des Guelfes, mais il fut aussi celui du pape; on le voit en effet, à la mort de Henri, occupé à s'étendre dans la Marche d'Ancône. A cette époque aussi, Cagli ou Calli, qui avait dépendu de Fano, se jeta dans les bras des Gabrielli, qui dominaient dans Gubbio. Federigo marcha, en 1318, contre la ville, et s'en empara. Il attira ainsi sur sa tête les foudres de l'Église, mais ne s'en effraya pas; seulement en quittant Cagli, il la rançonna d'autant plus durement, et se retira sur Urbino. Recanati et Osimo se révoltèrent l'année suivante contre le marquis pontifical; on chassa l'évêque et les Guelfes; on se livra à bien des désordres, et on obtint le secours de Federigo (1); cet exemple entraîna Spolète, Assissi (2); mais Federigo eut à soutenir alors une autre lutte au-dessus de ses forces. Il avait voulu imposer de nouvelles contributions à Urbino; mais les habitants s'étaient

---

sur Ravenne, Cervia, Polenta, Melsa, Cuglianetto et les dépendances. Les deux prisonniers moururent dans le *cassaro* de Cervia. Bertinoro, qui avait été acquis en 1334, ne constituait qu'un gouvernement de podestat temporaire. Cette localité ne demeura donc point aux Polenta. Cf. *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1156. Ostasio se dessaisit de Bertinoro dès qu'il vit échouer le plan qu'il avait fait d'occuper la citadelle. Celui qui s'y maintint et y jouit de la plus haute considération, ce fut Bartolaccio de' Maynardi.

(1) Les Anconitains avaient avec eux les habitants d'Ascoli et de quelques lieux voisins. C'est un Orsini qui les conduisait. Cf. *Raynaldi Annal. eccl.*, vol. XV, p. 32.

(2) *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1131. Giov. Villani, lib. VIII, cap. 113.

(1) *Raynald. Annal.*, XV, p. 189: « In Piceno Recinetenses in Amelium, provinciæ præsidem, conjuratione inita excitis Auximanis impetu facto in pontificios administros, trecentos ferro concidere: eos qui cum pontificiis senserant, detrusere in carceres, ac liberos summo furore necarunt; rapuere virgines, conjuges violarunt, sanctimoniales stuprarunt, episcopum et clerum pepulere, eorum bona diripuere, urbisque administrationem in Fredericum comitem Montisferetri Ghibellinum contulere. Inter conjurationis et latrocinii principes erant Lipatius (Filipazzo) et Andreas e Gonzellina stirpe, Auximani patritii, qui nefarios quosque in suam societatem asciverant; quam ut flagitium pietate colorarent, beatæ Virginis soladitium nuncupabant. »

(2) Voyez ci-dessus. Les habitants de Spolète et de Todi étaient depuis longtemps déjà portés pour les Gibelins; ils étaient en lutte continuelle avec Perugia leur voisine. Cf. Villani, lib. IX, cap. 5 et 6. Cependant une paix conclue en 1311 avait permis aux Guelfes de demeurer dans Todi et dans Spolète. Enfin en 1319 eut lieu le changement que nous signalons dans le texte. Villani, IX, cap. 102.

soulevés. Il s'était réfugié alors à la citadelle ; mais il ne put s'y maintenir. Il avait supplié, la corde au cou, qu'on lui donnât au moins une prompte mort ; il la reçut en effet, ainsi qu'un de ses fils (1). Trois d'entre eux purent seuls échapper à la proscription, ce furent Guido et Galasso, que les habitants de Gubbio avaient faits prisonniers, et Nolfo tombé entre les mains des habitants d'Urbino, et dont le peuple eut compassion lorsqu'il se fut rassasié de vengeance. Les Pérugins avaient pris Assissi avant même la chute de Federigo (2); et le marquis s'empara bientôt après de Recanati et d'Osimo (3).

Mais les habitants d'Urbino se lassèrent bientôt de la domination des officiers pontificaux. Ils avaient éprouvé de la part des comtes plus de ménagement; ceux-ci en effet considéraient Urbino comme la base de leur domination ; les autorités papales croyaient au contraire pouvoir en user moins modérément avec cette petite ville. Leurs établissements de taxes nouvelles amenèrent le soulèvement d'Urbino (4). Les autorités furent chassées, et le jeune comte Nolfo fut proclamé *signore*; c'était en avril 1323. Ses deux frères furent également relâchés, tandis qu'un cousin de Federigo, Speranza, s'était aussi évadé. Ils constituèrent à eux quatre la maison de Montefeltri. Les meurtriers de Federigo se réfugièrent vers les Guelfes Malatesta, et ceux d'entre eux qui tombèrent plus tard entre les mains des Montefeltri furent exécutés (1).

Les quatre comtes gouvernèrent avec accord jusqu'en 1335 ; mais, à cette époque, Pietro Saccone de' Tarlati parvint à faire entrer le comte Speranza dans le projet d'ôter la *signoria*, dans Urbino, à ses cousins (2). Ceux-ci, instruits à temps (3) de ses desseins, le chassèrent. Ils agrandirent ensuite les limites de leur territoire par des con-

(1) Voyez quant à la chute du comte Federigo, ci-dessus. Villani, lib. IX, cap. 139. *Raynaldi Annal.*, vol. XV, p. 228 et 499.

(2) Villani, lib. IX, cap. 137.

(3) Villani, lib. IX, cap. 140, 141. Les Pérugins ne reprirent Spolète qu'en avril 1324. Villani, l. c., cap. 243.

(4) Osimo et Fabriano s'étaient soulevés de nouveau contre l'Église, et avaient été appuyés par les habitants de Fermo, qui avaient toujours soutenu les Gibelins. Villani, lib. IX, cap. 160. Voyez sur le soulèvement d'Urbino, *ibid.*, cap. 195.

(1) La lutte continuait toujours entre les Guelfes et les Gibelins de la Marche. En 1324, les Gibelins prirent S.-Quirico et menacèrent Macerata. *Raynaldi. Annal.*, vol. XV, p. 300. Au mois de mai 1325, le marquis essuya un grand échec devant Osimo, Fermo et Fabriano. Villani, lib. IX, cap. 299. Au mois de mars 1326, Fermo fit la paix avec les Guelfes; mais les habitants d'Osimo et les autres Gibelins en conçurent une telle animosité, qu'ils pénétrèrent dans la ville le jour même où l'on fêtait la réunion, et y mirent tout à feu et à sang. *Ibid.*, cap. 339. En juillet 1326, Tano, le seigneur guelfe de Jesi, de la famille Baleani, tira de ce fait une éclatante vengeance. Aidé des Malatesta, il battit les Gibelins de Fabriano, devant Murro. *Ibid.*, cap. 350. Puis il les battit encore près de Fornali. A leur tour, au mois de mars 1329, les Gibelins de la Marche, guidés par le comte sicilien Chiaramonte, marchèrent contre Tano de Jesi et les Guelfes ; secondés par des troupes bavaroises et par un parti qui s'était formé dans le sein des habitants, ils entrèrent dans Jesi. Tano fut contraint à livrer le château qu'il y avait, et Chiaramonte, le traitant en ennemi de l'empire et de l'empereur, lui fit trancher la tête. Villani, lib. X, cap. 122. Il y eut alors quelque repos dans la Marche. *Ibid.*, cap. 125. Mais lorsque Louis de Bavière eut quitté l'Italie, plusieurs villes gibelines cherchèrent à se réconcilier avec l'Église. Cf. *Raynaldi Annal.*, XV, p. 436.

(2) *Annal. Cæsen.*, l. c., p. 1161.

(3) Par Ferrantino Malatesta, qui prenait alors à la guerre, lui ainsi que Malatesta et Galeotto, le parti des Gibelins. Il était, comme les Montefeltri et les Pérugins, ennemi de Tarlati, qui paraissait vouloir fonder dans les Apennins une puissante principauté pour sa famille. Voyez plus haut.

quêtes dans la guerre qu'ils soutinrent, avec Neri della Faggiuola et les Pérugins, contre les Tarlati; ils firent rentrer aussi sous leur domination S.-Leo, qu'ils avaient perdu dans les dix dernières années du siècle qui venait de s'écouler, et qui dès lors était demeuré dans la famille da Perella (1).

Ainsi les trois frères de la maison de Montefeltro parvinrent à se retrouver en possession, au milieu du XIVe siècle, de presque tout le territoire qu'avait réuni Guido au XIIIe. Ils prirent part à tout ce qu'il y avait eu d'important dans le voisinage, et souvent, quand deux partis étaient aux prises, on rencontrait des troupes de Montefeltro de part et d'autre (2). Nous pouvons induire de là que les comtes de cette maison ne pouvaient lever ainsi des troupes considérables qu'en recourant à des *condottieri*, et qu'ils surent se maintenir puissants et considérés, bien qu'ils eussent été entourés d'ennemis de toutes parts. Mais celui des trois frères qui se distingua le plus, ce fut Nolfo, réellement le chef de la maison; et c'était lui qu'on désignait, quand on parlait du comte de Montefeltro sans autre dénomination.

Nous avons déjà vu à quel degré de considération Gentile Ier de' Varani s'était élevé antérieurement dans Camerino et surtout dans la Marche; sa famille se maintint dans cette position à sa mort, bien que ses deux fils Ridolfo et Berardo fussent devenus des Guelfes ardents, pendant que les papes eux-mêmes se montraient Gibelins, et que Federigo de Montefeltro était le seigneur le plus puissant de la Marche. Leur importance grandit surtout quand l'Église eut besoin d'être protégée contre les Montefeltro; Amelio Lantrec (1), marquis d'Ancône, était appuyé, il est vrai, par cette ville et celles de Jesi et de Macerata; mais Federigo, qui prit alors le parti de Recanati et d'Osimo, n'avait pas encore atteint toute sa puissance. Berardo de' Varani s'éleva, alors et eut les plus grands succès; on lui dut particulièrement la chute de Federigo et la prise des villes des Montefeltro; il fut fait marquis d'Ancône, et mourut en 13 9. Son fils Gentile II le remplaça, et obtint de Clément VI les droits du vicariat dans Camerino, et l'investiture des autres *signorie* de Varani. Protégés des papes, autant que les Montefeltro en étaient opprimés, les Varani occupaient au moins le second rang parmi les puissances de la Marche. Aussi les conquêtes des Malatesta ne s'étendirent-elles pas jusqu'à leurs possessions.

(1) *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1177. Guido da Perella était devenu *signore* de S.-Leo, depuis que cette ville avait été enlevée aux Montefeltro; son fils Rino le seconda dans les derniers temps. L'année 1339 fut vraiment malheureuse pour les *signori* de la Marche. Au printemps de 1338, les Fabriano établirent une organisation populaire et bannirent la noblesse, gibeline. Villani, lib. XI, cap. 74. Fermo, Tolentino et Matelica suivirent cet exemple en février 1339. On y tua les *signori*; et le marquis d'Ancône éprouva le même sort. Ailleurs on les chassait. *Ibid.*, cap. 106. Ce n'était au fond que pour faire place aux *signori* qu'appuyait le Bavarois. Voyez ci-dessous. On chassa, en juin 1342, la noblesse d'Ancône. Villani, lib. XII, cap. 141.

(2) On vit en effet dans la guerre que faisaient en 1341 Florence, Pise et Lucques, Nolfo de Montefeltro commander la cavalerie de l'armée pisane, et Guido commander une troupe de la même arme pour les Florentins.

(1) Outre Gentile da Mogliano, qui était *signore* de Fermo, et Albrighetto de' Chiavelli, qui était *signore* de Fabriano, on avait vu surgir des débats de Louis de Bavière avec l'Église une foule de petits dynastes. C'est que Louis s'était plu, dans les dernières années de son règne, à conférer les droits du vicariat à chacun de ceux qui savaient arracher au pape une parcelle de son pouvoir. Il en résulta que les grandes familles de la noblesse de chaque ville voulurent attirer à elles la souveraineté, et fonder une dynastie pour leur propre compte. C'est ainsi que Bulgaruccio (le nom même indique un hérétique), Bulgaruccio degli Ottoni obtint le vicariat de Matelica; Ismeduccio degli Ismeducci, celui de S.-Severino; Pagnone della Cima, celui de Cingolo; Michele da Mintemilone, celui de Montemilone et de Tolentino; mais ces

§ V. *Histoire de la république romaine et de la principauté de Bénévent jusqu'en 1353.*

Après la mort de Benoit XI en 1304, les luttes des Colonna et des Orsini continuèrent toujours dans Rome ; et la ville paraissant abandonnée à elle-même dans ces dernières années, probablement que plusieurs fois deux sénateurs se trouvèrent à sa tête. L'histoire fait mention, en 1309, d'une bataille livrée hors de Rome entre les Colonna et les Orsini (1). Ces derniers furent vaincus. Le comte d'Anguillara périt dans l'action, et six Orsini furent faits prisonniers. Mais en mai 1312 on vit les Orsini, aidés des villes guelfes de la Toscane et du roi de Naples, s'efforcer de rassembler dans Rome une armée assez puissante pour défendre l'entrée de la ville au roi des Romains qui approchait (2) ; il n'y avait alors qu'un sénateur dans Rome : c'était un prince de la maison de Louis de Savoie, alors en état de rupture avec Naples (3). Les amis du roi Robert, les Orsini, chassèrent le sénateur du capitole (c'est là que les sénateurs résidaient ordinairement) ; ils l'expulsèrent encore des quartiers guelfes de la ville. Lorsque ensuite Henri vint lui-même à Rome, il parvint bien, à l'aide des Gibelins, à prendre le Capitole aux Guelfes, mais il ne put les jeter hors du château Saint-Ange ni des environs de Saint-Pierre et de Trastevere ; il arriva ainsi que le fleuve sépara les partis comme la ville, et il fallut que Henri se fit couronner à Saint-Jean de Latran (1). Il quitta la ville, mais Rome n'en demeura pas moins divisée en deux factions ennemies, en deux camps. Clément mourut en avril 1314 ; le siége demeura d'abord longtemps vacant. Il y eut ensuite une élection que se disputèrent l'intrigue et les passions ; le parti français l'emporta néanmoins au mois d'août 1316, et Jean XXII fut nommé. C'était le fils d'un cordonnier de Cahors, qui était péniblement parvenu aux honneurs de l'Église (2). Quelque temps après, c'est-à-dire le 1er janvier 1317 (3), il nomma, de son autorité pontificale, le roi Robert sénateur; et tout fait croire que Robert ne put obtenir la paix avec les Colonna qu'au moyen de quelque traité ; car on voit paraître après ce temps pour ses lieutenants deux hommes pris dans l'un et l'autre parti (4). Robert était encore sénateur un peu avant l'entrée de Louis dans Rome (5) ; l'organisation de la ville par lui établie ne cessa que par l'expulsion des amis du roi de Naples opérée à l'aide du peuple, que dirigeaient deux Gibelins exaltés, Sciarra della Colonna et Jacopo de' Savelli.

Le peuple (6) conféra ensuite à Louis de

deux places passèrent aux Varani après le triomphe d'Albornoz sur la famille ; il en fut de même du vicariat de Macerata qu'avait eu Freddo de' Mulucci. Les Ismeducci et della Cima se rangèrent plus tard du coté des Guelfes ; les premiers, aussi bien que les Ottoni et les Chiavelli, se maintinrent jusqu'à ce que Francesco Sforza, devenu seigneur de la Marche, les eût dépossédés. Les della Cima s'éteignirent en 1423.

(1) Villani, lib. VIII, cap. 117.

(2) Villani, lib. IX, cap. 38, voyez p. 70 ci-dessus.

(3) Voyez sect. III.

(1) Voyez ci-dessus. Villani, lib. IX, cap. 42.

(2) *Raynaldi Ann.*, vol. XV, p. 141.

(3) *Ibid.*, p. 157.

(4) On voit en effet, en 1327, se présenter avec le titre de vicaires du roi, Pandolfo comte d'Anguillara, partisan de Colonna, et Annibaldo degli Annibaldeschi. *Raynaldi Ann.*, vol. XV.

(5) Voyez ci-dessus.

(6) Il y eut cependant dans l'intervalle deux sénateurs, Orsino degli Orsini, et Buccio di Processo. Villani, lib. X, cap. 54. Quelques Orsini étaient Gibelins, comme les Stefano Colonna étaient Guelfes.

Bavière le titre de sénateur pour un an; et Louis, après son couronnement, nomma lui-même Castruccio pour le suppléer (1). Ce fut le 18 janvier 1328. Nous avons donné, dans l'histoire de Toscane, le détail de ce qui suivit la nomination faite par Louis d'un autre sénateur en la personne de Neri della Faggiuola; nous avons rappelé aussi le soulèvement du peuple romain au mois d'août, et la nomination de deux sénateurs guelfes, Bertoldo degli Orsini, et Stefano della Colonna (2). Les Romains reconnurent alors formellement la suprématie de Jean (3). Humbles et soumis, Jacopo de' Savelli et Tibaldo de S.-Stazio (Eustachio), deux des chefs des Gibelins, vinrent implorer le pardon du pape; Sciarra della Colonna seul ne parut pas avoir fait des démarches pour un rapprochement; elles eussent d'ailleurs été vaines: il mourut à cette époque.

Il n'y avait dans le voisinage de Rome que Viterbe qui parût être, après le départ de Louis, un point d'appui pour les Gibelins, tandis qu'Orvieto se faisait remarquer par son zèle pour les Guelfes. Auparavant Louis avait cru devoir ôter, comme on l'a déjà vu (4), la *signoria* de Viterbe à Salvestro de' Gotti; mais il paraît qu'il la lui laissa reprendre après son départ. L'on voit ensuite Salvestro rattaché au parti de l'empereur (5); sans doute un accommodement était intervenu entre eux, et Salvestro avait convaincu Louis de son innocence. Salvestro fut tué en septembre 1329, et Viterbe reconnut l'autorité de Jean.

L'intervention de Robert dans les affaires de Rome amena bien l'obéissance de cette ville au saint-siége, sans pouvoir maintenir l'union parmi la noblesse. Au mois de mai 1333, Stefanuccio, fils de Sciarra, surprit dans une embuscade devant Rome le comte Anguillara, qui était l'allié de Bertoldo degli Orsini; le comte et Bertoldo demeurèrent sur la place (1). Giovanni degli Orsini, cardinal-légat de la Toscane, entreprend de les venger. Il entre dans Rome à la tête d'une troupe armée, avec le dessein de forcer les maisons des Colonna; il envoie d'autres bandes contre les châteaux de Stefanuccio, et il ne se retire que devant les représentations du pape sur sa conduite indigne d'un ecclésiastique (2). Mais lui seul avait quitté la partie: tant que dura le pontificat de Jean, les luttes des Colonna et des Orsini n'eurent point de terme.

Rome était alors, comme jadis (3), divisée en treize *rioni;* chaque *rione* avait son président, appelé le *caporione*, et ces treize *caporioni* paraissent avoir formé une sorte de corps semblable au collége des prieurs en d'autres endroits. Il y avait à côté de ces prieurs un conseil du peuple, composé de quatre conseillers pris dans chaque *rione*, ce qui portait le nombre de ces conseillers à cinquante-deux. Il existait en outre, à ce qu'il paraît, un autre collége intermédiaire, composé de vingt-cinq membres, et du *capitan del popolo*, qui commandait les forces du peuple, mais ne présidait pas le conseil, et ne représentait pas les intérêts civils du peuple; de sorte que chaque *rione* aurait fourni deux membres. Nous avons vu ailleurs qu'il y avait un conseil des quatre-vingt-onze. Il n'est pas impossible qu'il fût formé de la réunion des treize et des cinquante-deux d'une part, et des vingt-cinq (4), plus le *capitan*, de l'autre; ou, en d'autres termes, par la réunion de tous les colléges du peuple. Le préfet de Rome était à la tête de ce peuple constitué en communauté poli-

(1) Voyez ci-dessus. Louis eut encore la dignité de capitaine du peuple.

(2) Ils furent les lieutenants du roi Robert; car, à part le court intervalle de l'approche et du séjour de Louis en Italie, Robert demeura toujours sénateur. Voyez encore, au sujet de ces vicaires, *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 360.

(3) *Raynaldi Ann.*, l. c., p. 370.

(4) Voyez plus haut.

(5) Villani, lib. x, cap. 118, 132, *145*.

(1) Villani, lib. x, cap. 220.

(2) *Raynaldi Ann.*, l. c., p. 453.

(3) Voyez ci-dessus.

(4) Peut-être bien que les vingt-cinq étaient,

tique. Le sénateur donnait ses ordres à Rome tout entière, c'est-à-dire à la noblesse elle-même, que l'on excluait des emplois populaires, à l'exception des commandements militaires.

Les partis qui s'agitaient dans Rome ne conclurent la paix qu'en novembre 1338; pour asseoir cette paix plus solidement, on organisa le *popolo* de Rome à la manière de celui de Florence ; Rome fit demander à cet effet, par une ambassade extraordinaire, la communication des règlements des *ordini della giustizia* (1). Le pape Jean était mort dans l'intervalle (décembre 1334) ; Benoît XII fut élu à sa place (2), dans le mois même de la mort de son prédécesseur. Cet événement changea peu la situation de Rome ; la mort de Robert, survenue en janvier 1334, dut au contraire produire un grand effet, si d'ailleurs, comme je le présume, il conserva la dignité de sénateur jusqu'à sa mort.

L'année précédente, au mois de mai, quand Clément VI succéda à Benoît, parmi les députés que Rome chargeait à chaque avénement des papes de se rendre à Avignon pour déterminer le saint-père à se rendre à Rome, se trouvait un homme du nom de Niccolo di Lorenzo (on l'appelait communément Cola di Rienzo (3). Il était vivement pénétré des calamités qui chaque année pesaient plus lourdement sur sa patrie, depuis que le gouvernement pontifical avait repris l'exercice du droit de nommer les sénateurs de Rome. Les nominations étaient presque toujours le résultat de la corruption ; et ces magistrats, une fois en possession de leur dignité, ne redoutant pas le châtiment de souverains ecclésiastiques si éloignés, foulaient aux pieds avec effronterie les lois de la justice dont l'administration leur était confiée. Il en résulta ce qui arrive, ce qui existe partout où règne un pareil état de choses : le sentiment d'équité de l'individu se fit jour avec effort. L'exercice de la vengeance prit la place de l'action calme de la justice ; mais le crime, aussi bien que la vengeance, trouva souvent un asile, un appui dans les châteaux, dans les maisons fortifiées de la noblesse romaine ; elle se servait des bandes armées aussi bien pour se défendre, que pour poursuivre ses luttes agressives.

Niccolo se distingua si bien dans son ambassade, que Clément VI le nomma son notaire apostolique, lui assigna un traitement considérable, et lui accorda de grandes marques de distinction. Une fois de retour, il chercha à se poser en réformateur, à consacrer ses fonctions à des améliorations ; mais il dut remarquer bientôt que l'atmosphère dans laquelle il vivait n'admettrait pas même un changement partiel, et que, pour remédier au mal, il fallait bouleverser tous les rapports élémentaires environnants.

Mais il lui arriva comme à tous ceux qui se sont trouvés dans de telles circonstances : il sentit le vice de la situation, sans voir aussi clairement la voie qu'il fallait prendre pour en sortir. Il crut trouver un moyen de salut en s'attachant aux formes qu'avait revêtues la république romaine au temps de sa plus grande splendeur. Il n'avait d'ailleurs de ces formes mêmes qu'une idée très-imparfaite, et il ne comprenait pas bien que sous l'empire de ces formes, durant plusieurs siècles, au commencement comme à la fin de la république, avait existé une noblesse aussi tyrannique et peut-être plus que celle qui s'agitait sous ses yeux (1). Ce qu'il savait

---

comme le *capitan*, des chefs militaires, des *rioni*, tandis que le chef supérieur était un des vingt-six.

(1) Villani, XI, 95.

(2) Il était, quand on le nomma, abbé de Citeaux, et il s'attendait si peu à une telle nomination, qu'il s'écria : « Avete eletto uno asino ! » comme le raconte Villani, lib. XI, cap. 21 Il tirait son origine d'une famille obscure du pays de Toulouse.

(3) Sismondi, V, p. 396. Je suis particulièrement Sismondi pour tout ce qui concerne le récit de la vie de l'étonnant tribun.

(1) Les *Fragmenta Historiæ Romanæ* (Mu-

des anciennes luttes de la plèbe romaine avec la noblesse, lui avait donné une haute idée du rôle de tribun; se mettre à la tête des Romains comme tribun du peuple, voilà le but vers lequel il dirigea tous ses efforts. Ce mélange d'antique et de moderne donne, à travers tout le moyen âge, aux révolutions de la ville de Rome une physionomie toute particulière et fantastique, que l'on ne rencontre au même degré dans aucune ville d'Italie. Elle apparaît en traits plus brillants dans la révolution que méditait Niccolo.

Afin de préparer à ses projets un accueil auprès du peuple, Niccolo eut recours à des moyens dont l'étrangeté même attira l'attention sur lui (1); et, tout en exprimant seulement de la manière la plus bizarre des choses dont tout le monde sentait la vérité, il obtint bientôt un puissant ascendant sur la multitude. Tout ce qu'il y avait de plus élevé, de plus influent dans ses partisans, négociants, érudits, et même les nobles peu opulents, il les réunissait secrètement autour de lui sur le mont Aventin, et les adjurait de tirer la patrie du marasme dans lequel elle languissait (2). Le saint-père lui-même, disait-il, verrait avec plaisir qu'on délivrât Rome des factions de la noblesse; on pouvait dès lors compter sur son concours. Niccolo parvint ainsi à amener ceux qu'il avait réunis à une véritable conjuration.

Le 19 mai 1347, Stefano della Colonna conduisit à Corneto ses troupes armées, en grande partie formées de nobles; il s'agissait de ramener un convoi de vivres pour la ville. Tous les autres membres des grandes familles étaient également absents. Niccolo fait alors inviter chacun à se présenter le jour suivant sans armes à l'assemblée, pour délibérer sur l'organisation à donner à la ville (1). La veille, il avait été dès minuit à l'église S.-Giovanni della Piscina pour y entendre la messe, et le 20, à neuf heures du matin, il se rendit tout armé, mais la tête découverte, au capitole. A côté de lui marchait l'évêque Ramondo d'Orvieto, vicaire spirituel du pape; une foule de jeunes hommes venaient ensuite. On portait devant lui et autour de lui des étendards, des drapeaux décorés d'emblèmes, comme c'était l'usage du temps. Du haut du grand escalier du capitole, il harangue le peuple, lui développe les plans de son organisation. Comme les *ordini della giustizia*, qui s'étaient élevés partout en Italie à la fin du XIII[e] et au commencement du XIV[e] siècle, cette organisation devait garantir la sécurité du citoyen contre l'arbitraire et les excès de la noblesse. Chaque partie

---

rat., *Antiq.*, vol. III, chap. 1, liv. II, p. 399), parle des connaissances variées qu'il aurait eues: « Molto usava Tito Livio, Seneca e Tullio, e Valerio Massimo; molto il delettava le magnificentie de Julio Cesare raccontare, etc. » — « Oh como spesso diceva: dove suono quelli buoni Romani? dove ene loro summa giustizia? Poterramme trovare in tiempo che quessi fiuriano! »

(1) *Frag. Hist. Rom.*, l. c., p. 401, seq.

(2) La description de la situation de Rome à cette époque, que nous donnent les *Fragm. Hist. Roman.*, est vraiment effrayante: « Onne di se commatea. Da one parte se derobbava. Dove era loco de Vergini, se dettoperavano. Nonce era reparo. Le piccole zitelle se ficcavone e menavanole a des honore. La moglie era sotta a lo marito ne lo proprio lietto. Li lavoratori quando jevano fora Lavorare, erano derobbatti. Dove? fi! sù la porta de Roma. »

(1) Il est assez singulier que l'on ne voie point paraître le sénateur de Rome dans ces circonstances. Nous n'apprenons que plus tard, et comme par hasard (*Fragm.*, p. 427), que c'était Pietro di Agapito della Colonna: « E fece (on parle de Niccolo) prennere Pietro di Agadella per la perzona lo quale era stato quello anno senatore; e a pede, come fossi latrone, lo fece menare à corte dali soi Manescalchi. » Ce qui fait présumer que Pietro était un Colonna, c'est qu'on le voit nommer plus tard seigneur de Genazzano. On voit paraître au même rang un autre sénateur, Lubertiello (ou Robertello), fils du comte Bertoldo (*Fragm.*, 453); c'était sans doute un Orsini, car le nom de Bertoldo se présente souvent dans cette famille. On trouve ensuite celui du comte Bertoldo degli Orsini, seigneur de Vicovaro; c'était probablement le père du précédent.

de la ville devait avoir une force armée de vingt-cinq cavaliers et de cent fantassins à sa disposition. Des vaisseaux devaient être placés en observation sur la côte et ailleurs, pour garantir la sûreté du commerce. Les ponts, les portes, divers points de défense dans la ville, devaient être occupés par le peuple, et la noblesse démolirait les forteresses et les maisons qui pouvaient être regardées comme telles, et qu'elle avait dans la ville (1). Des greniers d'abondance devaient être élevés dans la ville; les pauvres allaient être l'objet d'une plus grande sollicitude; une plus prompte décision serait donnée aux procès, et les crimes seraient sévèrement réprimés.

Le peuple accueillit ces projets de ses acclamations, et Niccolo fut escorté au retour de ceux-là mêmes dont l'assistance lui était nécessaire pour arriver à l'accomplissement de ses desseins. A ces nouvelles, Stefano della Colonna accourt de Corneto; mais, dès le lendemain de son retour, Niccolo lui fit donner l'ordre de sortir de la ville. Stefano déchire la lettre et demeure (2). Alors le tocsin sonne au capitole; les compagnies et les troupes *del popolo* se portent à leurs drapeaux, et Stefano n'a que le temps de se rendre à Palestrine (3). Quand le plus puissant personnage de la noblesse eut été ainsi expulsé, les autres se résignèrent sans résistance à l'injonction de quitter la ville; et bien des criminels protégés par eux subirent maintenant les châtiments qu'ils méritaient (1); Niccolo obtint du peuple les titres de libérateur et de tribun, et celui qui l'avait secondé en tout, l'évêque Ramondo, fut décoré du même titre.

La tranquillité paraissant établie dans la ville, Niccolo voulut aussi ramener la sécurité aux environs; c'étaient alors les familles nobles les plus puissantes qui les occupaient. Les habitants des petites localités étaient leurs vassaux, ou se trouvaient si impuissants par eux-mêmes, qu'ils pouvaient à peine concevoir l'idée de se soustraire à l'influence de la noblesse, dont les forteresses, les tours dominaient toutes les hauteurs, et dont les manoirs étaient les seuls édifices de cette vaste et déserte campagne de Rome. Les courriers du tribun se rendirent dans tous ces lieux, dans tous ces asiles fortifiés des Colonna, des Orsini, des Savelli Ils les invitèrent à se rendre à une époque déterminée au capitole pour y jurer la paix. Poussé par la curiosité seulement, un jeune Colonna y vint (2); mais le pouvoir de Niccolo lui en imposa tellement, qu'il se soumit et jura la paix la main sur l'Évangile. Il fut bientôt suivi de trois autres Colonna, d'un Orsini, d'un Savello (3); enfin tous les autres barons prêtèrent le même serment, celui de ne pas infester les grandes routes, de ne pas nuire au peuple et à ses tribuns, de ne donner asile à aucun malfaiteur, etc. Juges, notaires, marchands, tous jurèrent l'observation de l'organisation nouvelle.

Cependant les tribuns avaient député à la cour du pontife à Avignon, pour obtenir son approbation des mesures qu'on avait

(1) « Che nullo nobile pozza avere alcuna fortezza. » *Frag.*, l. c., p. 413. On fit démolir ensuite les palissades de toutes les forteresses qui se trouvaient encore dans la ville, l. c., p. 427 : « Poifece stecconiare lo palazzo de Campituoglio fra le Colonne e chiuselo de lenname. E comannao, che tutte le steccata de li renchiuostri de li baroni de Roma jessero pe terra, etc. »

(2) Il disait à cela : « Se quesso pascio me fao poca de ira io lo farrajo jettare da le finestre de Campituoglio. »

(3) Stefano était seigneur de Palestrine.

(1) « E mo prenne uno, è mo prenne un' aitro : quesso appenne, a quesso mozza lo capo senza misericordia. Tutti li rici iudica crudelemente. » Et plus loin, p. 427, il est dit encore : « All hora'n casa de missore Stefano della Colonna prese latroni, li quali appese. »

(2) Stefanello, fils de celui qui avait été chassé.

(3) « Francesco Savello fò sio (du tribun) speciale signiore; niente de meno venne e jurare subjettione. » L. c., p. 417.

déjà prises. A la première nouvelle de ces événements, Avignon avait été frappée de terreur ; les envoyés essayèrent de rassurer les esprits (1). L'Italie sentait alors renaître dans son sein l'amour des études de l'antiquité, qui s'était répandu de là en France et en Allemagne. Cette tendance nouvelle ne contribua pas peu à faire surgir des apologistes ardents de la conduite de Niccolo. Il semblait que la république romaine, nouveau phénix, sortît de ses cendres pour apparaître sur la scène du monde avec son antique splendeur. Au reste, c'était un bienfait pour la chrétienté tout entière que d'avoir ramené la sécurité sur les routes. (2). En effet, de toutes parts des pèlerins affluaient à la ville sainte, et cette fois un plus grand nombre devaient s'y rendre à l'occasion du jubilé qu'on devait y célébrer en 1350.

Il paraît que l'imagination de Niccolo le poussait aussi à une trop grande action extérieure ; car à peine fut-il parvenu à rendre le calme aux environs de Rome, qu'il se tourna aussi vers les princes et seigneurs, vers les villes libres de l'Italie ; il leur demanda d'envoyer des députés à Rome pour un grand congrès où l'on organiserait la paix générale (3). La Toscane accueillit parfaitement les envoyés romains ; Florence, Perugia et Sienne s'empressèrent d'appuyer de leurs forces le nouveau tribun.

Lui-même s'ingéniait chaque jour à décorer lui et ses parents (4) de titres, d'insignes, de distinctions prodigieuses ; il semblait qu'il fût enivré de sa prospérité (1), de sa renommée. Parvenu ainsi à des résultats qui paraissaient incroyables, il s'imagina bientôt que la source de ces grandes choses était tout en lui, et non dans les circonstances. Le seigneur de Vetralla, Jean de Vico, que Louis de Bavière avait nommé préfet de Rome, avait su obtenir dans les derniers temps la *signoria* de Viterbe ; Niccolo fit marcher contre lui ses troupes romaines (2), et le fit assiéger dans Viterbe ; Vico se rendit alors à Rome pour y fléchir le genou devant Niccolo, et sollicita la confirmation de sa *signoria*, qui lui fut accordée en partie (3). L'exemple de Giovanni fut suivi du comte Guido de Sovana, *signore* dans Orvieto ; le *signore* de Corneto, Manfredo, et la ville d'Anagni, ainsi que tous les lieux d'alentour, se soumirent de même. Les villes de l'Ombrie députèrent vers Niccolo, et Gaëte lui fit un présent de dix mille florins d'or (4). Venise et Lucchino, seigneur de Milan, se firent ses alliés ; mais il n'en fut pas de même des Pepoli, des Este, des della Scala, des Gonzaga Carrara, Ordelaffi et Malatesta, qui tournèrent en dérision ses envoyés, ou répondirent sur le ton du plus profond mépris. L'empereur Louis, au contraire, le combla d'honneurs ; la reine Jeanne de Naples et sa cour le traitaient également de la manière la plus amicale. Et comme Louis de Hongrie cherchait à se lier avec lui (5), Niccolo évoqua devant son tribunal, comme devant la commune juridiction de tous les princes de la terre, l'affaire de Naples ; il ne décida cependant rien. Il se fit donner au 1er août,

(1) *Raynaldi Annal.*, vol. XVI, p. 260.

(2) *Fragm.*, l. c., p. 419.

(3) *Chronicon Estense*, ap. Muratori, XV, p. 438 : « Nicolaus, tribunus civitatis Romanæ, destinavit litteras omnibus communibus et dominis Italiæ, ut mittere celerent ibi duos ambaxiatores pro quolibet domino et communi, quia generale parlamentum facere intendebat pro bono et pacifico statu totius humanitatis. »

(4) Sismondi, p. 411, 412. *Chronicon Estense*, l. c., p. 439. *Chronicon Mutinense*, *ibid.*, p. 608, 609. *Fragmenta*, l. c., p. 419 seq. *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 260, 261.

(1) Niccolo oublia bientôt, même sous le rapport des sens, la modération qui avait signalé ses premières années : « Dallo principio quesso hemo facea vita molto temperata ; poi comenzao a moltiplicare cene e conviti e crapule de diverzi civi, etc. »

(2) *Fragmenta*, p. 433.

(3) *Fragmenta*, p. 431.

(4) *Fragmenta*, l. c., p. 441.

(5) Louis lui fit offrir plus tard mille lances à deux hommes par lance, s'il en avait besoin.

avec le cérémonial le plus étrange, le titre de chevalier; puis il cita solennellement le chef de l'Église à paraître en sa résidence épiscopale; il invita de même l'empereur Louis et son antagoniste Charles à soumettre leur différend à sa décision. Rome et toutes les villes d'Italie furent par lui déclarées libres; il donna en effet aux habitants de ces dernières le droit de bourgeoisie romaine, et participation à l'élection des empereurs (1).

Quand le vicaire du pontife, qui s'était jusque-là tenu aux côtés de Niccolo comme son collègue au tribunat, apprit de la bouche même de Rienzi la citation donnée au chef suprême de l'Église ainsi qu'aux autres chefs de la chrétienté, il fit formuler par un notaire une protestation publique tendant à établir qu'il n'avait en rien participé à cette démarche, faite même à son insu; mais, quand vint le moment où le notaire voulut lire cette protestation au peuple, Niccolo sut si bien faire couvrir sa voix par les tambours, les cornets, les chalumeaux et les trompettes, qu'on n'en entendit pas un seul mot.

Niccolo avait été le bienfaiteur du peuple, il avait replacé la société romaine dans une situation plus digne d'elle; mais une fois qu'il eut dépassé le but, il dut sentir qu'il n'était plus dans le vrai, qu'il n'avait plus pour lui le droit, que ceux qui s'élèveraient contre lui pourraient faire valoir la même autorité qu'il avait invoquée en sa faveur. D'ailleurs le besoin de sommes plus importantes dut le faire songer ensuite au moyen de se maintenir, à l'aide de taxes extraordinaires, dans sa position, et de continuer son rôle vraiment royal. Stefano della Colonna avait reproché au tribun ses dissipations. Niccolo pensa que c'était pour lui le moment de frapper deux coups : éloigner ses plus puissants adversaires, et se créer, par la confiscation de leurs biens, des ressources extraordinaires. Il avait alors en sa puissance, outre Stefano, les deux sénateurs, Giovanni della Colonna, qu'il avait nommé capitaine de la campagne de Rome, Giordano Orsino da Monte, Rinaldo Orsino da Marino, le seigneur du château Saint-Ange, Niccolo Orsino, enfin le comte Bertoldo Orsino de Vicovaro, sans compter beaucoup d'autres des grandes familles. Luca de' Savelli, Stefanello della Colonna, et Giordano Orsino da Marino avaient pu seuls réussir à s'échapper. Niccolo était dans l'intention de mettre à mort ceux qu'il tenait ainsi en son pouvoir. Mais il vit bientôt que le peuple s'élevait contre cette violence; il fallut bien céder aux nombreuses et pressantes instances. Il fallut aussi indemniser, pour ainsi dire, ceux qu'il était obligé de relâcher, pour la crainte qu'il leur avait inspirée : nouvelle mortification bien plus grande, puisqu'il dut leur confier les emplois les plus importants. Une fois libres, beaucoup de ces barons coururent aux châteaux qu'ils avaient au dehors de Rome, les mirent en état de défense, rassemblèrent des troupes, et conjurèrent le renversement du tribun. Les Orsini portèrent le pillage de Marino à Nepi; tous les environs de Rome étaient en état de guerre. Pour y mettre fin, Niccolo se porta en automne contre Marino avec les Romains; mais il ne put prendre cette forte place, il dévasta seulement les environs (2). L'arrivée de Bertrand de Deux, lé-

---

Cf. *Chron. Mutinense*, ap. Muratori, xv. p. 609. Jeanne lui fit la même offre.

(1) L. c., p. 449 seq. *Chronicon Mutinense*, l. c., p. 609. Le cérémonial de l'admission à la chevalerie est décrit p. 608 et 609. Niccolo se référait au droit de Rome ancienne dans les lettres où il notifiait son admission à l'ordre de la chevalerie : « Volentes benignitates et libertates antiquorum Romanorum pacifice, quantum à Deo nobis permittitur, imitari. » Par suite de la première députation de Niccolo et de son collègue Ramondo, Clément l'avait nommé recteur pontifical à Rome; mais il fut irrité au plus haut point que Niccolo se fût posé ensuite en tribun, qu'il se fût fait armer chevalier, qu'il eût enfin étendu son pouvoir au delà de Rome. Voyez dans *Raynaldi*, l. c., p. 261, la lettre au cardinal-légat Bertram

(1) *Fragm.*, l. c., p. 457.

(2) *Fragm.*, l. c., p. 459 : » Tutto depopolaro.

gat du pape, rappela Niccolo à Rome; il y fit son entrée, pompeusement revêtu de la dalmatique que les empereurs portaient à leur couronnement, le bâton de commandement à la main, et la couronne sur la tête, comme un nouvel empereur. Le légat ne tenta pas de s'élever contre lui; mais les Colonna de Palestrine, comme les Orsini de Marino, continuèrent les hostilités (1). De son côté, Niccolo, appuyé de quelques puissantes familles romaines (2), soutint, sans se laisser intimider, la lutte contre eux. Et sur le soupçon qu'ils étaient de connivence avec les ennemis, Niccolo fit dépouiller de leurs armes et équipages, et retenir captifs, le préfet Jean de Vico, qui s'était porté à son secours avec son fils Francesco, cent cavaliers et quelques petits nobles des campagnes de la Toscane romaine. Le vieux Stefano della Colonna et l'un de ses fils périrent dans une bataille livrée sous les murs de Rome en novembre 1347, où d'autres barons furent également tués (3). Giordano Orsino s'enfuit vers Marino, et le reste de l'armée se dispersa. C'était pour le tribun le moment de s'avancer sur Marino; il eût pu ainsi accabler ses ennemis, mais il ne sut pas profiter de sa victoire. Il rassembla son armée le lendemain, lui promit, si elle voulait le suivre encore de doubler sa solde (4); il la conduisit ensuite au lieu où le vieux Stefano venait d'être tué, et y arma son propre fils Lorenzo « chevalier de la victoire ». Il ramena ensuite l'armée, et la laissa se débander. Les cavaliers n'étaient plus bien disposés, et le peuple, qui voyait son argent se dissiper, les victoires achetées au prix de son sang servir simplement à des satisfactions de vanité pour Niccolo, se mit à murmurer, et refusa le service de l'armée. Croyant alors qu'une puissance supérieure avait comme enchaîné à sa personne le pouvoir que la multitude lui avait départi, Niccolo essaya de prendre de force ce qui ne lui avait été accordé d'abord que comme à un bienfaiteur (1). Ce qui le porta surtout aux actes les plus condamnables, ce fut le manque d'argent. Il relâcha le préfet, mais il retint son fils en otage, apparemment pour arracher une rançon (2); il établit une contribution de guerre, et plus tard un impôt sur le sel. Ces mesures, ainsi que la cherté des vivres, occasionnée par les courses des bandes pillardes des Orsini, qui tenaient pour ainsi dire Rome en état de blocus, tous ces motifs excitèrent le mécontentement du peuple. Quand de son côté le cardinal-légat, qui ne s'était pas d'abord opposé à Niccolo, vit prendre cette tournure à l'opinion publique, il n'eut plus d'autre soin que d'attiser le feu, et il déclara enfin ouvertement Niccolo traître au pape, hérétique abominable. D'ac-

---

lo sio terreno. Tagliaro le vigne e arvori; arzero mole : sbaizaro la nuobbele seleva non toccata fi' a quello tiempo : onne cosa guastaro. »

(1) *Fragm.*, l. c., p. 461 : « Li Colonnesi fecero la addunata in Pellestrina; numero de setteciento cavalieri, e pedoni quattro milia. Pe forza voco tornare à Roma. Molti baroni sono nella congiura con essi. Granne apparecchio se fao in Pellestrina. »

(2) L'une des branches des Orsini, les Orsini da Monte, était tellement hostile aux Colonna, qu'elle ne tenait avec le tribun que pour pouvoir lutter contre eux. Cf. Villani, lib. XII, cap. 104.

(3) Et notamment le sénateur Pietro di Agaprito, et le seigneur Pandolfo degli signori di Belvedere. Il en est cité d'autres dans la *Chron. Estense*, l. c., p. 444, et dans la *Chron. Mutinense*, l. c., p. 611.

(4) Les compagnies citoyennes des *rioni* avaient également une solde pour tout le temps qu'elles passaient au service; Niccolo l'avait ainsi établi.

(1) *Fragm.*, l. c., p. 475 : « Jà mostrava de bolere tiranniare pe forza. Jà commenzao a tollere de le abbadie. Jà prennea chi pecunia havea, e tollevala; a chi l'havea, imponeali silentio. Si spesso non facea parlamento pe la paura, che havea de lo furore de lo puopolo. »

(2) D'après la *Chronicon Estense* (l. c., p. 446), le préfet et son fils n'auraient été rendus à la liberté que pour négocier la paix avec Giordano Orsino da Marino; cela est possible, et à quelques égards vraisemblable, mais cela ne détruit pas les autres motifs.

cord ensuite avec les Savelli, les Colonna et les Orsini, le cardinal intercepta toutes les communications avec Rome. Le soulèvement devenait donc imminent : celui qui le dirigea était un baron napolitain, le comte Giovanni Pipino da Minorbino, partisan des Hongrois, et qui avait quitté le royaume pour venir à Rome avec cent cinquante cavaliers. Il avait des liaisons avec les puissantes familles romaines comme avec le cardinal-légat ; ses gens établirent des palissades dans la ville même. Niccolo voulut s'opposer à ces préparatifs, et le 15 décembre une action s'engagea entre les cavaliers allemands au service de Niccolo et les Napolitains. Celui qui conduisait ces cavaliers tomba. Le tocsin sonnait, mais le peuple ne bougea pas. Niccolo vit alors sur quel abîme il était placé; il se prit à trembler, il ne voyait plus de tous côtés que des traîtres, des déserteurs de son parti ; il se mit à pleurer comme une femme devant le peuple, et à implorer sa pitié. Son administration aurait été irréprochable, ses adversaires étaient seuls coupables. Enfin il résigna ses fonctions, et se retira au château Saint-Ange, où il se tint d'abord avec ses plus proches partisans.

Personne n'avait directement rien entrepris contre lui, sa mauvaise conscience seule l'agitait. Trois jours se passèrent, et personne cependant parmi les puissantes familles ennemies n'osa tenter un mouvement, tant on le craignait encore; mais il ne fit rien pour ressaisir le gouvernement perdu par sa lâcheté (1). Cependant deux nouveaux sénateurs avaient été élus ; ils le firent représenter au capitole dans l'attitude de traître, la tête renversée. Il parvint ensuite à gagner la cour de Louis de Hongrie, d'où il se rendit à celle de Charles, à Prague (1); celui-ci le fit passer à Avignon, où il parvint à obtenir l'annullation de la bulle d'excommunication qui avait été lancée contre lui comme hérétique. A Rome, les choses reprirent leur ancien cours après son départ (2).

Clément VI avait envoyé pour cette année à Rome le cardinal Annibal da Ceccano; il devait y régler l'ordre des fêtes, et maintenir la tranquillité durant leur célébration (3). Mais il ne lui fut pas donné d'accomplir cette dernière prescription; on tira même sur lui dans une procession, sans qu'on pût découvrir les auteurs de ce crime. L'été suivant, il fit un voyage à Ceccano, en Campanie; mais il avala un peu trop de vin, de lait de brebis, et de concombre, et il mourut vingt-quatre heures après. Cependant le désordre régnait toujours à Rome (4); au mois de février 1353,

(1) On dit qu'il voulut plus tard obtenir de la cour de Louis de Hongrie de reprendre possession du pouvoir qui lui avait échappé. Werner d'Urslinger devait le seconder en 1348. Cf. Raynaldi, l. c., p 274. On attribua à ces menées des troubles qui eurent lieu à Rome en 1350, bien qu'il en fût éloigné. *Fragm.*, l. c., p. 487.

(1) Niccolo savait parfaitement parler latin; aussi il fixa l'attention des docteurs de Prague en discutant avec eux à perte d'haleine, et s'acquit par là un grand renom.

(2) Villani, lib. XII, cap. 104 : « La quale rimase in più pessimo statto in tutti i casi, che non la trovò il tribuno, quando prese di quella la signoria. »

(3) Les *Fragmenta*, p. 485, parlent ainsi du cardinal : « Quesso legato fece preclare cose. Esso ficcao in S.-Pietro quelle doi belli panni, li quali staco da lo lato de lo coro e donaone uno a S.-Janni ed un aitro à S.-Maria Majure. Quesso voize revisitare lo tesauro de S.-Pietro. Quesso dava assolutioni e penetentie de provincie, de cittati e de prencepi e cose. Quesso punio penetentieri, cassaone, impresonaone. Fece cavalieri e deo dignitati ed officii, aizava ed abbassava lo termine de li dji. Li concedea la remissione de li quiunici in uno die, pe la tanta jente che era in Roma; cha se quesso non facea Roma non habbera potuto rejere tanto. Quesso dicea messa pontificalmente con tutte ceremonie, como papa. » Il était donc vicaire spirituel du pape.

(4) Voyez, sur les désordres qui signalèrent l'année 1351, Matt. Villani, lib. II, cap. 47. Pour contenir la noblesse turbulente, surtout les Savelli, le peuple nomma Giovanni de' Cecconi pour son recteur.

le peuple, exaspéré par une disette que l'on attribuait aux deux sénateurs, lapida au capitole Bertoldo degli Orsini, l'un d'eux; l'autre, Stefanello della Colonna, ne parvint à échapper qu'en se laissant glisser le long d'une corde par une fenêtre de derrière, d'où il se rendit à demi nu dans sa maison fortifiée.

Jean de Vico, dont le fils avait également été rendu à la liberté après le bannissement de Niccolo, s'était acquis la *signoria* à Orvieto (1); il était parvenu, en 1353, à posséder une principauté assez considérable; elle s'étendait de Vetralla, Toscanella, Viterbe, Corneto et Orvieto, et embrassait presque tout ce qu'on appelait le Patrimoine (1).

Pendant tout le temps que non-seulement Rome, mais encore presque tout le reste de l'État de l'Église cherchaient à se dérober à la domination de pontifes éloignés, ou s'en tenaient affranchis durant des intervalles plus ou moins prolongés, la ville de Bénévent au contraire persista, sans se laisser ébranler, dans la fidélité due au chef suprême de l'Église. S'il y eut quelquefois des soulèvements, ce ne fut pas contre le pape ou son gouvernement lui-même, mais contre ceux qu'il investissait du titre de recteurs, ou plutôt contre l'abus qu'ils faisaient de leur pouvoir; ce qui arriva sous le recteur Ugone da Laissaco en l'année 1316. Jean XXII résolut dès lors de faire construire dans Bénévent un château fort pour servir de résidence au recteur du pape. Après la mort de Guglielmo da Balaeto, en 1323, comme il s'écoula quelque temps avant qu'un nouveau recteur prît la direction des affaires publiques, ce fut encore l'occasion de quelques troubles; mais le duc Charles de Calabre accourut, et tout rentra dans l'ordre (3). La charge de recteur de Bénévent fut souvent réunie avec celle de recteur de la *marittima* et de la *campagna*.

(1) *Raynaldi Ann.*, l. c., p. 331. Matt. Villani, lib. III, cap. 32. Orvieto était devenu la proie des factions. Enfin, en septembre 1348, on parvint à exclure la noblesse de tous les emplois. Cela n'empêcha pas, en 1351, les Monaldeschi della Cervara, ou le parti des Muffati, de se battre et de s'entre-tuer avec les Monaldeschi della Vipera ou del Cane, c'est-à-dire avec le parti des Maliotini ou Melcorini. Au mois d'août de la même année, les Orviétans donnèrent la *signoria* de leur ville pour cinq ans aux Perugins; ceux-ci leur envoyèrent en qualité de capitaine Ceccolino di Michelotto. Mais les circonstances dans lesquelles Perugia elle-même se trouvait ne lui permirent pas d'exécuter la convention, ni de prêter un solide appui aux Orviétans. L'agitation reprit de nouveau, et au mois d'avril 1352 la *signoria* passa à l'archevêque de Milan, qui envoya, en qualité de vicaire, Tanuccio degli Ubaldini della Garda; mais il ne put également rien. Quand donc, au mois d'août, le préfet fit son entrée avec deux cents cavaliers et trois cents arbalétriers dans Orvieto, tout le monde se porta au devant de lui, et les autorités lui conférèrent le titre de *signore* perpétuel d'Orvieto. *Cf. Cronica d'Orvieto*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XV, p. 643, 671.

(1) Giovanni da Vico avait en outre la *signoria* de Narni Terni, Amelia, Marta et Canino. *Fragm.*, l. c., p. 493.

(2) Stefano Borgia, *Memorie di Benevento*, vol. III, p. 274.

(3) Borgia, *Memorie*, l. c., p. 276.

CHAPITRE III.

HISTOIRE DE L'ÉTAT DE L'ÉGLISE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE MARTIN V EN 1417.

§ Ier. *Séjour du cardinal Œgidius Albornoz en qualité de gouverneur pour le pontife dans l'État de l'Église.*

Voyant que l'État de l'Église se détraquait au point que son écroulement devenait imminent, Innocent VI chargea, en 1353, un cardinal-légat de la mission de faire rendre compte aux usurpateurs des droits du pape, et à tous les petits tyrans, et de les ramener, autant que possible, à reconnaître la domination pontificale. Ce choix décida du sort des États d'Innocent : il portait en effet sur l'homme qu'il fallait. Allié aux maisons royales d'Espagne, le cardinal OEgidius d'Albornoz avait été élevé dans sa jeunesse à la dignité d'archevêque de Tolède. Il avait en cette qualité combattu vaillamment les infidèles, et gagné les éperons d'or. Le roi Alphonse XI de Castille (1) l'avait armé chevalier de sa propre main.

Albornoz avait avec lui peu de monde et peu d'argent quand il vint au mois d'août 1353 en Italie; mais il fut reçu avec le plus grand honneur par l'archevêque de Milan. Il se rendit de Florence dans le pays de Rome, où les seules villes qui restaient indépendantes du préfet da Vico, Aquapendente, Bolsena et Montefiascone (1) se soumirent à son autorité. Déjà au mois d'octobre, à son passage par leur ville, les Florentins lui avaient accordé un secours de cent cinquante hommes de grosse cavalerie. Quant aux Romains, ils avaient à leur tête, au mois d'août, un recteur qui put les défendre contre les désordres de la noblesse (2); c'était Francesco de' Baroncelli, qui se donna, comme avait fait Niccolo, le titre de tribun. Albornoz conclut un traité avec lui; le préfet, pris entre les membres de cette alliance, ne put, malgré toutes ses ruses, toute sa souplesse, échapper aux réclamations du légat; et au printemps de 1354, il fallut qu'il livrât, outre les possessions héréditaires, tout ce qu'il détenait, à l'exception de Corneto et de deux autres forteresses. Corneto même lui fut bientôt enlevé par Giordano degli Orsini. La *signoria* des villes ainsi arrachées au préfet

(1) Sismondi, vol. VI, p. 193. *Fragmenta*, l. c., p. 493.

(1) Sismondi cite à tort Montefeltro, l. c., p. 196.

(2) Luca Savello et quelques Orsini et des Colonna étaient d'un côté, et les autres Orsini de l'autre. Cf. Matt. Villani, lib. III, cap. 78.

passa à l'Église romaine, par son représentant le cardinal-légat.

L'ex-tribun Niccolo di Lorenzo faisait aussi partie de l'escorte du cardinal. A peine entrés en négociation avec Albornoz, les Romains demandèrent qu'on leur donnât Niccolo pour recteur; mais le cardinal avait déclaré que cette faveur serait le prix de la fidélité ultérieure des Romains; et ce ne fut qu'après la soumission du préfet qu'Albornoz relâcha Niccolo en le faisant sénateur de Rome.

Les Malatesta étaient après le préfet les plus dangereux ennemis de l'Église; on a vu plus haut comment ils étendirent leur puissance de Rimini dans la Marche d'Ancône. Albornoz se tourna contre eux aussitôt après la soumission du préfet, et la nouvelle organisation légale donnée aux villes de l'État de l'Église qui avaient obéi à ce magistrat. Unis aux Malatesta contre l'ennemi commun, Galeotto de Malatesta et Gentile da Mogliano (1) marchèrent contre Albornoz sur Recanati; mais le cardinal avait pour lui de vaillants guerriers, notamment ceux qui pensaient à fonder avec son appui comme des seigneuries nouvelles, Niccolo da Buscareto, l'Homo de Jesi, Jumentaro de la Pira, et ceux encore qui songeaient à acquérir, par les secours qu'ils lui prêtaient, un droit sur les *signorie* depuis longtemps possédées; tels étaient le maître de Cagli, Ismeduccio de S.-Severino et Ridolfo de' Varani de Camerino (2). Il fut encore bien secondé par les cavaliers allemands que lui avait laissés Charles IV durant son séjour dans les États de l'Église (1).

Ridolfo, qui menait en qualité de porte-étendard de l'Église romaine les troupes de la ville contre les puissantes familles de la Marche et de la Romagne, éprouva bien d'abord quelques pertes (2); mais elles furent bientôt compensées par la prise de Galeotto Malatesta (3).

La famille des Malatesta, pour la liberté de Galeotto, dut restituer toutes les conquêtes récemment faites; on lui donna toutefois à titre de dédommagement, et moyennant un tribut annuel très-modéré, la *signoria* pour douze années dans Rimini, Pesaro, Fano et Fossombrone. Fermo se souleva bientôt contre Gentile da Mogliano (4). Dès l'année précédente (1354) Giovanni di Cantuccio de' Gabrielli avait été

(1) Albornoz avait cherché dans l'origine à gagner Gentile, jadis l'adversaire de Malatesta. Il l'avait nommé porte-étendard de l'Église romaine au commencement de l'hiver 1354 à 1355, et lui avait laissé Fermo et le pays en dépendant, à titre de fief. Mais les Malatesta représentèrent à toutes les puissantes familles de la Romagne et de la Marche que c'en était fait d'eux tous, s'ils ne s'unissaient contre le légat; si bien qu'ils n'attirèrent pas seulement dans leur parti Francesco degli Ordelaffi de Forli, et le Manfredo de Faenza, mais encore Gentile da Mogliano, que Francesco, son beau-père, avait endoctriné.

(2) *Fragm.*, l. c., p. 497. Ou ceux encore que les seigneurs des villes avaient fait déchoir de leur ancienne splendeur, et qui espéraient, en s'attachant à l'Église, se relever par elle. Tels étaient les comtes de Dovadola, Ghiazolo, et ainsi de suite. Les petites localités se soulevèrent également en faveur de l'Église contre les seigneurs des villes plus grandes qui les opprimaient.

(1) Voyez ci-dessus.

(2) Matt. Villani, l. c., lib. v, cap. 6.

(3) *Cronica Riminese*, ap. Murat., xv, p. 903. *Fragmenta*, l. c, p. 497 : « Missore Galeotto Malatesta reddutto s'era in una terra forte, laquale se dice Patierno fra Macerata e Ancona. Quando ecco subito che dereto li veneva la nobbele jente imperiale Todeschi e Toscani, conti de la Alemagnia usati a guerra. Molti cimieri : loro cornamuse sonanno e naccari. De caminare non haveano posato. Como Missore Galeotto sentio lo ajutorio a lo legato venire, perdio la mente e la vertute. Non se poteva ajutare. Chiamaose vento: confessaose presone; demannao mercede a lo legato. »

(4) *Cronica Riminese*, Murat., vol. xv, p. 903. « Poi si rende la cittade di Fermo. E assedio il detto Gentile in castello, che si chiama Girofalco e poi si rende a patti di dover rilasciare il detto Cassaro, e avere tre mila ducati e tre castelli. »

obligé de renoncer à la *signoria* de Gubbio, et de remettre la ville au légat. Bientôt les habitants d'Ascoli et le *signore* de Fabriano suivirent, dans l'été de 1356, l'exemple de tout le voisinage, et se soumirent au légat (1). Celui-ci choisit les Malatesta pour généraux de l'Église (2) contre les Ordelaffi; mais il donna Ancône à son propre neveu, et y construisit deux châteaux forts, comme il en avait élevé un à Viterbe; il donna en outre à son neveu le titre de recteur de la Marche.

Cependant Niccolo di Lorenzo, en sa qualité de sénateur de Rome institué par le légat, avait acquis une autorité bien plus solide et même plus légitime que celle dont il avait joui précédemment. Le pape le traitait avec la plus haute distinction; il lui reconnut le titre de chevalier, et lui conféra la noblesse (3); mais ce fut précisément cette situation qui refroidit l'enthousiasme du peuple; il fallut franchir de nouveaux écueils contre lesquels vint se briser le sénateur. Deux jeunes gentilshommes français, les frères de Fra Moriale (4) dont nous avons déjà parlé, avaient prêté au sénateur la somme nécessaire pour les frais d'installation dans sa nouvelle dignité. Avec les seize étendards des cavaliers bourguignons et allemands qu'il avait pris à sa solde, Niccolo fit son entrée dans Rome (5) et institua les deux Français pour lieutenants. Mais alors les habitudes crapuleuses par lui contractées en Bohême et en Provence, ses manières contraintes et empruntées, avaient détruit le prestige qui l'entourait autrefois (1). Stefanello della Colonna, devenu à la mort de son père seigneur de Palestrine, méprisait sa personne et dédaigna toutes ses avances. Dans l'expédition entreprise contre les Colonna, Niccolo s'employa à de beaux discours, mais toute la partie active resta aux deux chevaliers français, qui durent encore avancer de l'argent. Lorsque l'armée romaine eut ravagé huit jours entiers les environs de Palestrine, Niccolo la ramena à la ville. Fra Moriale n'avait pas vu avec plaisir que son argent amassé au moyen de sa solde ou de contributions de guerre, et qu'il avait confié à ses frères, eût été placé par eux de manière à ne jamais lui revenir; et souvent il avait prononcé intérieurement des menaces de mort contre le sénateur. Une jeune fille qu'il traînait avec lui, mais qu'il avait maltraitée ensuite, s'était enfuie vers Niccolo et lui avait rapporté les paroles échappées à son maître. Fra Moriale avait laissé aller à cette époque ses bandes sauvages vers le nord de l'Italie; il s'était rendu ensuite à Rome pour voir par lui-même ce qu'il pourrait tirer de son argent prêté. La crainte qu'il inspirait ramena Niccolo à Rome. Il fit saisir Fra Moriale, emprisonner aussi ses frères; Fra Moriale offrit au sénateur de lui procurer de quoi payer les mercenaires qui réclamaient leur solde à grands cris, s'il voulait le rendre à la liberté,

---

(1) Matt. Villani, lib. VI, cap. 45.

(2) Galeotto devint *gonfaloniere della chiesa*. Cf. *Cronica di Bologna*, ap. Mur., vol. XVIII, p. 437, 524.

(3) *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 352: « Dilecto filio, nobili viro, Nicolao Laurentii militi, senatori urbis. » Le contenu de la lettre du pape en date d'août 1354 est fort remarquable et les termes en sont des plus flatteurs et des plus honorables pour Niccolo.

(4) Voyez ci-dessus.

(5) *Fragmenta*, l. c., p. 519, 521. Les Allemands étaient contraires à cette expédition; mais l'avis des Bourguignons prévalut. Le passage où ce fait est mentionné est accompagné des détails remarquables qui suivent: « Sono li Todeschi, como descienno de la Alemagnia, simplici, puri, senza fraude. Como se allocano tra Taliani deventano mastri, coduti, vitiosi, che, siento onne malitia. » C'est encore l'adage aujourd'hui: « Un tedesco italianizato è un diavolo incarnato. »

(1) « Troppo beveva. Dicea che ne le persone era stato ascarmato. Anco era deventato grosso sterminatamente. Havea una ventresca tonna trionfale, a modo de uno abbate Asinino. Tutto era pieno de carne lucienti, como pavone; roscio, varva longa. Subito se mutava ne la faccia; subito suoi vuocchi tratto se li inflammavano. Mutavase de opinione, etc. »

lui et ses frères (1); mais Niccolo fit exécuter Fra Moriale comme coupable de pillage et ennemi du repos public; il se trouva ainsi tout à coup quitte de ses dettes, et de plus maître de toutes les richesses trouvées chez Fra Moriale. Il paya les troupes qu'il avait engagées, mit Ricciardo degli Annibaldi à la place des deux Français, en qualité de capitaine du peuple, et poursuivit plus vivement que jamais la lutte avec les Colonna. Mais le peuple vit dans sa conduite la plus odieuse ingratitude, et rien ne put le laver de sa trahison à l'égard de ses alliés.

Le point sur lequel se brisèrent enfin et le pouvoir, et cette fois l'existence du sénateur, dont l'ébranlement fit apparaître plus odieux tous les autres méfaits et donna une nouvelle énergie à tous les autres motifs de haine, ce furent encore les taxes et les impôts: les sommes enlevées à Fra Moriale et à ses frères n'avaient pas tiré Niccolo d'embarras pour longtemps. En vain il restreignit ses propres dépenses; cela ne servit guère, et ne suffit pas pour effacer l'effet des premières impressions. Il éleva l'impôt du sel, établit un nouvel impôt sur le vin; c'est alors probablement que le peuple s'agita; en effet, on rapporte que (2) Niccolo fit tout pour s'attacher ses mercenaires, qu'il fit exécuter l'un des citoyens romains les plus considérés, l'un de ceux qui avaient le plus d'influence parmi le peuple (3); provoquant ainsi dans tous les esprits un mécontentement contenu encore, mais qui n'attendait qu'une occasion pour éclater. Il n'avait plus de contradicteur. De nouveaux besoins d'argent le portèrent à faire détenir plusieurs hommes opulents, dans la pensée que la crainte de la mort leur ferait livrer des capitaux; au moins est-ce là le motif que le peuple lui prêtait. Cependant il prit à sa solde cinquante Romains par chaque *rione*, afin de se procurer quelque sécurité; mais cette solde il ne la paya pas, de sorte qu'on peut dire qu'il organisa lui-même un soulèvement contre lui. Puis il congédia le capitaine Ricciardo, qui, selon toute apparence, avait appuyé les réclamations des mercenaires: il eut ainsi la maladresse de donner un chef aux mécontents. Le 8 septembre 1354 s'éleva (1) près du mont Saint-Ange et sur la Piazza Colona le cri: *Viva lo Popolo!* Les deux foules se réunirent ensuite au pied du capitole; on entendit crier: *Mora lo traditore Cola de Rienzo! Mora lo traditore ch' ao fatta la gabella!* Les autorités de la ville s'enfuirent du capitole; Niccolo n'avait pas cru d'abord qu'il y allât de sa vie, et il n'avait pas songé à un seul moyen de résistance. Il était donc seul avec trois de ses familiers, vêtu des insignes de sa dignité, tenant la bannière du peuple dans sa main; il voulut dans cette attitude haranguer la multitude; mais elle connaissait trop bien les séductions de son éloquence, et ne voulut pas s'exposer à ses effets. Les pierres et les traits furent la réponse symbolique adressée à la prière, que sa main étendue semblait faire pour obtenir le silence. Cependant le peuple mit le feu aux portes du palais; alors le sénateur abandonna les appartements supérieurs, et chercha à se sauver par la partie située au-dessous. S'il s'était tenu en haut, comme le feu en s'étendant avait fait crouler les escaliers, personne n'eut pu arriver à lui, et les *rioni*, qui n'avaient pas pris part à la conjuration, auraient eu le temps de se rassembler et de le sauver; mais son désespoir causa sa perte. Il s'était déguisé et il pensait, en se jetant à travers les parties embrasées et en se mêlant à la foule, pouvoir trouver ainsi des moyens de salut. Déjà il était parvenu, le visage tout noir et la barbe arrachée, à se tenir inaperçu au milieu des assaillants, lorsqu'un individu le reconnut et le saisit: ses bracelets d'or l'avaient trahi. Il fut entraîné. Le peuple dans un morne silence jette les regards sur l'infortuné, qui se tient

(1) *Fragmenta*, p. 129.

(2) *Fragm.*, l. c., p. 537.

(3) « Desiderava (c'est-à-dire Pandolfuccio) la signoria de lo puopolo. »

(1) Comme on le croyait d'après les dispositions des Colonna et des Savelli, Matt. Villani, lib. IV, cap. 16.

là, vêtu en partie comme l'étaient les chevaliers, et en partie comme le plus simple des garçons boulangers. Il y avait une heure que cela durait, et personne n'osait porter les mains sur lui, lorsque Cecco del Viecchio lui passa l'épée à travers le corps. D'autres le suivirent, et Niccolo était encore debout; enfin il tomba mort par terre. On traîna son cadavre par la ville; on lui coupa la tête, et l'on suspendit le corps par la jambe; des juifs vinrent enfin, et le brûlèrent sur un bûcher de chardons séchés.

Le cardinal Albornoz établit un nouveau sénateur, rendit le calme à la ville; ce qui était d'autant plus nécessaire que le roi était attendu pour le printemps suivant. Il vint en effet pour son couronnement. Nous passons de cet épisode aux conquêtes du cardinal dans la Romagne. Après l'accommodement avec les Malatesta, les premiers menacés furent Giovanni de'Manfredi, seigneur de Faenza, et le vieux Francesco degli Ordelaffi (1), alors seigneur de Forli, Forlimpopoli, Césène, Castrocaro, Bertinoro et Imola. Ordelaffi se prépara de toute manière à la résistance; il ravagea le pays vers Rimini; fit raser dans ses domaines toutes les constructions, toutes les places qu'il n'aurait pu défendre, mais qui auraient pu servir de point d'appui aux ennemis; il fit entrer dans ses forteresses toutes sortes de provisions, et éloigna autant que possible tous ceux qui pouvaient lui être inutiles (2). Mais Manfredo, qui ne voulait pas en venir à une lutte, conclut, dès le 10 novembre 1356, avec le cardinal un arrangement par lequel il lui ouvrit ses citadelles, et se retira lui-même à Bagnacavallo, qui lui fut accordé à titre de fief relevant du pape (1). Albornoz lui avait garanti, en outre, ses possessions particulières; il sut les augmenter par des actes de violence qu'il se permit d'entreprendre contre Faenza, jusqu'à ce que cette ville se fût rendue elle-même, ce qui arriva au mois de décembre (2). Alors même, et lorsque les habitants de Forli le prièrent de ne pas essayer de soutenir une lutte inutile contre les efforts du légat, Ordelaffi ne céda pas encore; il répondait à leurs représentations: «Ecoutez bien ceci, dans aucun cas je ne traiterai avec l'Église, si elle ne m'assure la libre possession de tous mes domaines; je les défendrai jusqu'à la mort; d'abord Césène et les forts extérieurs; puis, Forlimpopoli: après tous les autres points perdus, les murs de Forli; ceux-ci enlevés, les rues, les places; enfin mon palais jusqu'à la dernière tour.»

Pour diriger la défense à Césène, il envoya sa femme Marcie, de la vaillante famille des Ubaldini de Susmana, avec la mission de maintenir la ville jusqu'à la dernière extrémité. Elle s'y rendit au commencement de l'année 1347, accompagnée de sa fille déjà grande, d'un fils, et de plusieurs autres membres de sa famille. On lui adjoignit en qualité de conseiller Sgariglino da Pietragudula; ses forces consistaient en deux cents cavaliers et un plus grand nombre de fantassins (3), non compris les habitants de Cé-

(1) Il était depuis longtemps le soutien, l'appui des hérétiques et des ennemis de l'Église dans le pays, et voilà pourquoi les *Fragmenta*, l. c., p. 499, disent en parlant de lui: «Era in Romania uno perfido cane, patarino rebello de la santa chiesa. Trenta anni era stato scomunicato; interditto sio pajese senza messa cantare. Era questo Francesco homo desperato. Havea odio mortale a li prelati.» Ses contemporains lui donnent toujours le titre de capitaine de Forli et de Césène.

(2) Matt. Villani, l. VII, cap. 23.

(1) La *Chronique de Bologne* (ap. Murat., XVIII, p. 445) rapporte que d'autres biens et châteaux lui furent également cédés. Toutefois la *Chronique* rend si légèrement compte des actes des Ordelaffi, qu'on voit bien que l'auteur en était peu informé.

(2) Matt. Villani, l. c., cap. 24.

(3) Matt. Villani, lib. VII, cap. 58, dit: *Assai masnadieri*, que Sismondi rend par *autant d'hommes de pied*; mais *assai* signifie *beaucoup* en italien. Il a voulu relever ainsi le mérite de Marcie; mais cela n'est pas nécessaire quand on songe qu'une armée de quarante-deux mille

sène. Ceux-ci livrèrent, à la fin d'avril, la ville basse aux ennemis; mais la femme du seigneur défendit encore la ville haute, qu'entouraient de nombreux remparts; elle y fit amener trois traîtres qui étaient tombés en son pouvoir, et les fit décapiter. Elle fit subir, au mois de mai, le même supplice (1) à Sgariglino, son conseiller, qui voulait la livrer au légat. Et quand son père lui-même vint avec un sauf-conduit du légat, l'engager à rendre la place, elle repoussa ses conseils : ne lui avait-il pas, disait-elle, ordonné lui-même, au jour du mariage, d'obéir à son époux? Cependant quand elle vit une tour de la dernière forteresse qui lui demeurait s'écrouler sous le feu qui la minait, et que les soldats lui firent entendre qu'elle avait assez fait pour sa fidélité, et qu'il ne fallait pas qu'elle allât plus loin, alors seulement elle consentit à ne plus défendre la seule et dernière tour qui restait, et à traiter avec le légat. Ses gens purent se retirer librement; mais elle-même resta prisonnière de guerre avec sa famille; l'entrée de la tour fut ouverte le 21 juin. Bientôt après Albornoz reçut d'Avignon l'ordre de revenir (1).

§ II. *Jusqu'à la mort du cardinal Albornoz en* 1361.

L'abbé de Cluny, Androin (2) eut, mission de remplacer le cardinal Albornoz. Mais il n'était pas homme à attirer à soi, comme avait fait Albornoz, les intérêts de tant de seigneuries et de localités; il ne pouvait pas non plus balancer par son influence morale celle du parti Ordelaffi (3). Il avait été forcé d'interrompre le siége de Forli, entrepris durant l'hiver de 1357 à 1358, et lorsqu'il le reprit il recula plus qu'il n'avança; il lui fallut même y renoncer entièrement, quand les débris de la grande compagnie revinrent de l'expédition malheureuse des Apennins, dont il a déjà été parlé ci-dessus, et se fortifièrent dans le pays de Forli par l'armée de mercenaires

hommes campait près de Césène sous les ordres du légat. *Fragm.*, l. c., p. 501. L'archevêque de Ravenne avait prêché une croisade contre Francesco, et grossi ainsi l'armée. Cf. *Cronaca Riminese*, ap. Murat., XV, p. 904.

(1) Mat. Villani, lib. VII, cap. 64 : « Ella sola rimase guidatore della guerra, e capitana de' soldati il dì e la notte coll' arme in dosso difendea la murata da gli assalti della gente del legato si virtuosamente, e con così ardito e fiero animo, che gli amici e nemici fortemente, la ridotavano non meno, che se la persona del capitano vi fosse presente. » On trouve dans les chapitres 68 et 69 de plus longs détails de la défense.

(2) *Annales Cæsenates*, l. c., p. 1185, 1186.

(3) Francesco degli Ordelaffi repoussa alors toutes les propositions que lui fit Albornoz avant son rappel. Un homme comme lui ne pouvait pas entendre à des propositions; et si Albornoz tombait entre ses mains il le ferait pendre. Francesco faisait brûler les prisonniers de l'armée des Croisés qui lui tombaient entre les mains. Il pensait peut-être que c'était leur assurer la vie éternelle, tandis qu'ils auraient péché peut-être et se seraient perdus s'il les avait laissé vivre; il les fit pendre, décapiter, écorcher, ou déchirer avec des instruments rougis au feu, le tout suivant la qualité des personnes. *Fragm.*, l. c., p. 509. C'était un des plus beaux, des plus grands caractères de l'Italie que celui de Francesco. Cela dut singulièrement l'indigner, de voir des gens sans aveu accourir des divers points de l'Italie défendre une seigneurie qui était fondée alors sur la base la plus fragile, sur le mépris des plus légitimes prétentions, tandis qu'il devait se sacrifier lui et ses plus dignes et vaillants sujets. On peut voir dans Mat. Villani comme il appelle les gens de Forli follement engoués des Ordelaffi (Pazzi di lui). Voyez lib. VIII, cap. 49, 52, et lib. VII, cap. 94.

(1) Sismondi, vol. VI, p. 334 : « L'apparition de la grande compagnie de cette armée de mercenaires, dont il a déjà été parlé, fit interrompre la guerre contre Francesco.

de Baumgarten. Giovanni da Oleggio, qui s'était emparé depuis le mois d'avril 1355 de la seigneurie des Visconti dans Bologne (v. sect. III) laissa Francesco degli Ordelaffi en repos de ce côté. Mais l'hiver vint, il fut rigoureux; et la grande compagnie éprouva des privations de tout genre, particulièrement de fourrage. La cour d'Avignon, qui craignait de voir se perdre le fruit de tous ses efforts par l'incapacité du successeur d'Albornoz, dépêcha celui-ci dans l'État de l'Église au mois de décembre 1358. Il put facilement nouer une négociation avec le comte Lando, qui s'était rétabli de ses blessures dans Bologne. Il en résulta que, le 21 mars 1359, la grande compagnie se retira du pays de Forli, moyennant cinquante mille florins que le cardinal lui fit payer; elle alla de là dévaster pendant quelque temps la Toscane de l'est et l'Ombrie.

Quand la grande compagnie eut quitté son service, Ordelaffi poursuivit néanmoins la lutte quelque temps encore; cependant quand il vit qu'il y avait impossibilité (1) pour lui de se maintenir, il chercha à se rapprocher d'Albornoz par l'intermédiaire de Giovanni da Oleggio, seigneur de Bologne. Grand dans la lutte, il se montra noble dans la soumission; il ne chercha pas à s'assurer du cardinal par des conditions écrites; il voulut se remettre à sa loyauté. Il se rendit donc à discrétion dans Faenza le 4 juillet; le cardinal y tenait alors une diète de la Romagne; Francesco s'y présenta en pécheur repentant. Le cardinal lui imposa une suite de pénitences; quand, au 17 juillet, il les eut toutes accomplies avec succès, le prélat lui administra la communion à Imola, rendit la liberté à tous les membres de sa famille, et lui laissa à lui-même pour dix ans, les *signorie* de Forlimpopoli et Castrocaro (2).

Giovanni da Oleggio, qui avait su gouverner sa *signoria* de Bologne en habile chef de mercenaires, c'est-à-dire en vrai tyran pour les bourgeois (1); qui avait su encore déjouer toutes les tentatives, tous les complots des Visconti pour le renverser; Giovanni da Oleggio, uni aux derniers ennemis des Visconti, avait conclu avec ceux-ci une paix aux termes de laquelle sa nouvelle principauté fut reconnue (2). Il avait fait ensuite tout son possible pour appuyer les efforts d'Albornoz dans la Romagne; mais son adresse ne le protégea pas, en décembre 1359, contre une attaque des Visconti, qui s'étaient fortifiés et préparés à l'avance (3). François d'Este prit Crevalcuore dans le même mois, et Castiglione au mois de février 1360; Giovanni ne put trouver d'appui que dans Albornoz, et la politique du cardinal s'accordait en ce point avec les besoins de Giovanni; en effet, il entrait dans ses vues de gagner Bologne à l'Église; l'entreprise rencontrait de puissants obstacles si la ville restait aux Visconti; l'exécution devenait au contraire très-facile si Bologne appartenait à Giovanni da Oleggio, alors abandonné de tous. Le cardinal parvint en effet (4) à négocier un acte de vente et d'échange en vertu duquel, au moyen de la cession de la *signoria* de Fermo, avec le titre de marquis dans la

(1) Cette impossibilité vint surtout du mécontentement des gens de Forli, excité par les violences de la grande compagnie au temps où elle était au service de Francesco.

(2) Sismondi, vol. VI, p. 347, 348. *Raynaldi Annal.*, vol. XVI, p. 400. Mat. Villani, lib. IX, cap. 36. L'Ordelaffi perdit plus tard les seigneuries qu'on lui avait cédées, parce qu'il avait voulu rentrer dans celles auxquelles il avait renoncé, et il mourut très-pauvre à Venise en 1374. Cf. Mat. Villani, lib. X, cap. 56 et 58. *Cronaca Riminese*, l. c., p. 908.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 452 : « Dissesi ch'era stato pessimo signore, e poco avea amato i suoi cittadini, che gli avea morti, rubati e consumati in ogni modo. Brevemente dicendo, ogni uomo diceva male di lui e poteasi dire con ragione. » Voyez encore Mat. Villani, lib. IX, cap. 76.

(2) Voyez sect. III, p. 306.

(3) Sect. IV, p. 308.

(4) Matt. Villani, lib. IX, cap. 73, 74, 75, rend compte de la négociation.

Marche d'Ancône et quelques autres avantages assurés à Giovanni, Bologne passa à l'Église. Les habitants célébrèrent ce changement comme une fête; et Giovanni, craignant les bourgeois, quitta secrètement la ville le 31 mars 1360 (1). Le cardinal eut alors à soutenir seul la guerre contre les Visconti; il en est parlé dans l'histoire de ces derniers; elle se termina par une paix conclue, au mois de décembre 1361, entre Bernabo degli Visconti et le pape.

Les affaires de Bologne étaient devenues extrêmement difficiles, parce qu'Albornoz devait en même temps combattre les intrigues des Visconti à la cour du pontife, traiter pour des auxiliaires avec la Hongrie dans la Hongrie même, et entreprendre de longs et fréquents voyages : aussi elles l'occupèrent presque exclusivement jusqu'à la paix avec Bernabo.

La famille de Montefeltro s'était accommodée dans l'intervalle avec Albornoz; il avait presque entièrement dépossédé Federigo II, le fils de Nolfo; les fils de Federigo obtinrent plus tard, Antonio le vicariat pontifical dans Urbino, Nolfo et Galasso celui de Cagli. Rome même voyait s'organiser de plus en plus le peuple contre la noblesse puissante; et les dynastes, qui avaient jusque-là tant influé sur le choix des papes, sur le monde chrétien de l'Occident, pouvaient à peine alors se défendre contre les bourgeois de leur propre ville. On ne parle pas, à l'année 1360, d'un sénateur, il n'est question que d'un *capitan del popolo*, Maso de' Panciani de Spolète.

Il paraît que sept *riformatori* furent placés au-dessus des treize *caporioni*, et l'on répartit entre des bannerets la bourgeoisie armée. Mais le théâtre de la lutte contre les puissantes familles se trouve surtout là, où leurs forteresses ont été transformées en repaires de brigandage; le roi Hugues de Chypre fut nommé, en 1361, sénateur et capitaine; et il semblerait que pendant un temps les deux charges furent réunies. Toutefois l'organisation introduite par Albornoz ne dura pas; il y eut des gens de la dernière classe des artisans, qui s'érigèrent en démagogues : il fallut se soustraire au désordre qui devait suivre un tel état de choses, et, pour y parvenir, les Romains ne trouvèrent rien de mieux à faire que de se jeter entièrement dans les bras de la cour pontificale (1), sous la seule condition qu'Albornoz n'aurait dans leur ville ni pouvoir ni emploi (2).

L'État de l'Église ainsi rendu au calme, Albornoz le gouverna pendant plusieurs années. Par intervalles on vit bien s'élever quelques luttes entre tels ou tels seigneurs, telles ou telles villes, telles ou telles corporations; mais il ne pouvait venir à l'idée de personne de les anéantir complétement. Toutes les parties de l'État de l'Église reconnaissaient la suprématie du saint-siége, s'étaient accommodées avec Albornoz à certaines conditions, et les statuts de ce prélat régnaient dans tout l'État de l'Église comme bases de l'ordre légal. Par intervalles quelques bandes de mercenaires anglo-français ou allemands (3) cherchèrent à pénétrer de

(1) Ce fut dans la nuit du 31 mars au 1er avril. Cf. *De Griffonibus*, l. c., p. 174. Giovanni vécut à Fermo jusqu'en octobre 1366. A sa mort, cette seigneurie revint également à l'Église. Le neveu d'Albornoz, Velasco Fernandez, qui avait été marquis d'Ancône jusqu'au moment où Bologne passa à l'Église, devint dès lors gouverneur. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 458. Villani ne donne pas, comme les autres, le nom de Velasco Fernandez au neveu du légat, mais celui de Gomese (Gomez) da Albonatio. Lib. IX, cap. 77. La *Cronica d'Orvieto* lui donne le même nom (Murat., *Scrr.*, XV, p. 688). Niccolo da Farnese se trouvait près de Velasco en qualité de gouverneur militaire.

(1) Matt. Villani, lib. XI, cap. 25.

(2) Nous passons quelques événements peu importants de cette époque, par exemple, le projet d'un neveu de Francesco, degli Ordelaffi, de reprendre Forlì (Mat. Villani, lib. IX, cap. 79); un mouvement qui eut lieu dans Ascoli (X, 8); la captivité de Giovanni da Oleggio, retenu pour quelque temps par Ridolfo de' Varani dans Fermo (X, 9).

(3) Après la mort du comte Lando (Conrad

la Toscane ou de la Lombardie dans l'État de l'Église ; mais les autorités des pays attaqués savaient bientôt et facilement s'en débarrasser, depuis que les divisions intestines et la guerre de tous contre tous avaient cessé.

Innocent VI mourut en ce temps-là, le 12 septembre 1362 ; et le 28 octobre, l'abbé de Saint-Victor à Marseille, Guillaume Grimoard, lui succéda. Il prit le nom d'Urbain V, et résolut de transférer de nouveau la résidence des papes à Rome. La guerre qui éclata entre Bernabo et l'Église (1) fit surtout parvenir ce projet à sa maturité, et l'on poussa à son exécution quand la paix fut conclue au mois de mars 1364. Des conférences à ce sujet s'ouvrirent avec Charles IV, quand il vint à Avignon au printemps de l'année 1365, et le cardinal Albornoz fit construire le château de Viterbe pour recevoir le pape. On restaura également la demeure pontificale à Rome; Venise, Pise, Naples et Gênes durent fournir des galères pour protéger et opérer le voyage du pape. Au mois de mai 1367, Charles IV et Urbain V devaient se rencontrer en Italie. On a déjà vu tout au long le détail de ce voyage, et comment Albornoz fit remise au pontife, à Viterbe, de tout l'État de l'Église, ainsi que la mort même du cardinal, qui arriva au mois d'août 1367.

§ III. *Jusqu'à la mort de Grégoire XI en* 1378.

L'empereur tarda davantage à se rendre dans l'État de l'Église; plusieurs cardinaux, qui préféraient de beaucoup le séjour des belles et riches provinces du midi de la France à celui des villes désolées du patrimoine de saint Pierre, cherchèrent à dégoûter Sa Sainteté de la résidence d'Italie en excitant le trouble et le désordre précisément dans les villes où elle s'arrêtait ; Urbain ne se laissa cependant pas sitôt persuader au retour. Il reçut d'abord, au mois d'octobre 1368, Charles IV à Rome (1); ce prince, ne suivant que ses inspirations pieuses, se soumit à tout le

de Landau), un homme se fait surtout remarquer comme *condottiere*, c'est celui que les Italiens appellent Anichino di Bongardo. Je lui ai donné antérieurement, dans l'histoire de Toscane, le nom de Baumgarten (Voyez ci-dessus); mais je suis convaincu maintenant que c'était un membre de la famille noble de Bongarden ou Bongart, famille puissante au moyen âge, qui vivait dans la province de la Moselle et des Pays-Bas. Les principaux chefs de ces bandes de guerriers allemands sont presque toujours des hommes de famille noble (comme il arriva dans la grande migration des peuples). Tels étaient les comtes d'Usrlinger, de Landau, de Montfort, etc.

(1) Voyez sect. III.

(1) Un brillant cortége accompagnait Charles en Italie (Lebret, *Hist. d'Italie*, vol. v, p. 228). Charles était suivi dans son voyage de l'archevêque de Salzbourg, des ducs de Saxe, d'Autriche et de Bavière, des Margraves de Moravie et de Misnie, du comte Henri de Goritz et d'autres grands du royaume. Il confirma en leur présence, et à la requête du nonce du pape, le diplôme de son grand-père Henri au sujet des droits de l'Église romaine sur la Marche d'Ancône, l'exarchat de Ravenne et la Pentapolis, les comtés de la Romagne et Bertinoro, la ville de Bologne, la ville et le duché de Spolète, les comtés de Pérugia et de Castello, la Massa Trebaria, le patrimoine de saint Pierre (avec les villes de Narni, Todi, Ricti, Orvieto, etc.), le comté de Sabine (avec Terni), les biens d'Arnolfe (terre d'Arnolfe), dont Cesi était la ville principale, les comtés de la *campana* et de la *marittima*, et les villes de Rome et de Ferrare et leurs dépendances. Voyez sur cette reconnaissance *Raynaldi Annal.*, pour la même année. Voyez encore pour l'administration et l'étendue de la Romagne, à cette époque Fantuzzi, vol. IV, introd., § 2 et 3.

cérémonial de la pénitence ; mais cela lui attira le mépris des Romains qui ne pénétraient pas les motifs de sa conduite. Albornoz eut pour successeur, en qualité de vicaire général, un frère du pape, appelé Anglicus, évêque d'Albano: il résidait à Bologne.

Sur ces entrefaites, l'empereur grec Jean Paléologue, menacé par le sultan Mourad, qui résidait à Andrinople, et par son lieutenant Lalaschahin, qui résidait à Philippopolis, vint implorer les secours de l'Occident contre les infidèles. Il se rendit lui-même à Rome en 1369, pour présenter ses hommages au pape Urbain. Ce pontife, honoré par deux empereurs plus que pas un de ses prédécesseurs, reconnu, obéi dans l'État de l'Église, sur une étendue de pays telle, que dix ans auparavant de semblables résultats eussent été jugés impossibles, ce pontife aurait figuré dans l'histoire comme un heureux souverain à tous égards, s'il avait pu déterminer Pérugia à se soumettre au pouvoir temporel du chef suprême de l'Église. Mais il était réservé au successeur d'Urbain, à Grégoire XI, d'atteindre ce but en 1371 (1).

Les affaires de France et d'Angleterre, sur lesquelles Urbain prétendit exercer quelque influence, le rappelèrent dans le premier de ces pays en 1370. Mais ce retour fut un malheur aux yeux des patriotes italiens, qui en rejetèrent la faute sur ceux des cardinaux qui n'avaient pu cacher leur désir de revoir la Provence (2).

Sa Sainteté s'embarqua le 5 décembre à Corneto ; mais à peine de retour dans la Provence elle y mourut; ce fut le 19 décembre.

(1) Voyez ci-dessus. Il a été parlé à l'histoire de Milan des guerres d'Urbain avec les Visconti. Voyez sect. III.

(2) *Raynaldi Annal.*, vol. XVI, p. 490. La constitution de Rome durant le séjour d'Urbain dans l'État de l'Église fut telle qu'elle avait été établie par Albornoz. On avait placé à la tête un sénateur nommé par le pape, et qui changeait de six mois en six mois Il avait au-dessous de lui sept *reformatori*.

Dès le 30 du même mois, Pierre Roger de Limoges, neveu de Clément VI, fut appelé par le conclave à lui succéder sous le nom de Grégoire XI (1).

Nous avons déjà parlé longuement de l'intervention du pape dans les affaires de la haute et de la moyenne Italie (2); nous avons rappelé de même, dans l'histoire de Florence, la guerre du pape avec cette ville, qui fut la conséquence dernière de cette intervention qui remua toute l'Italie, et menaça de déchirer de nouveau tout l'État de l'Église (3). Il n'est donc plus nécessaire de parcourir encore la longue série de ces événements ; et nous reprenons l'histoire de l'État de l'Église à l'arrivée de Grégoire à Rome, au 17 janvier 1377.

Il avait de bien grandes difficultés à surmonter. Les Romains, le sénateur Simone de' Tommasi de Spolète à leur tête, le reconnurent, à la vérité, solennellement au bruit des acclamations ; néanmoins il ne put les retenir dans son parti qu'en les laissant agir en tout en républicains. Francesco da Vico, le fils de Giovanni (4), avait ajouté de nouveaux domaines à ceux qu'on lui avait accordés déjà, et notamment la seigneurie de Viterbe: il fallut, au moins en partie, sanctionner cette usurpation ; il fut nommé en outre porte-étendard de l'Église dans le patrimoine de saint Pierre. Un accommodement de ce genre fut conclu avec Bologne ; quelques droits

(1) Il était comte de Beaufort, et cardinal diacre de S.-Maria-Nuova.

(2) Voyez sect. III. Quant aux rapports des légats de Pérugia et de Bologne en Toscane, voyez sect. IV.

(3) Voyez plus haut.

(4) Dans l'histoire de Florence, quand il s'agissait de ces événements, j'appelai souvent le père de Francesco, Giovanni, préfet de Vico. C'est qu'on trouve ordinairement dans les écrits des contemporains cette expression, *le préfet* ; mais nous avons lieu de croire que Giovanni était mort et que Francesco continua seulement de porter ce titre.

antérieurement concédés lui furent confirmés (1). Le légat du pape, Robert de Genève, avait dans l'intervalle conclu la paix avec un Visconti et conquis Césène (v. ci-dessus); le général des Florentins, Ridolfo de' Varani, qui voulait pouvoir ajouter la seigneurie de Fabbrianno à celle de Camerino, s'était jeté dans le parti du pape; Bernabo même parut avoir gagné à la manière dont le pape l'avait traité dans les préliminaires du traité de paix. Mais ceux qui semblaient devoir perdre le plus, quand le congrès pour la pacification fut ouvert à Sarzana, ce furent les Florentins, les plus grands ennemis de l'Église : heureusement pour eux, Grégoire XI mourut au mois de mars 1378, lorsqu'il formait le projet de quitter l'Italie et de retourner à Avignon.

(1) Le parti des Pepoli dit *de l'échiquier* avait su se maintenir nonobstant tous les changements dans Bologne; ils avaient adopté seulement le nom des Raspanti, comme leurs adversaires avaient pris celui de Maltraversi. Les Maltraversi s'agitèrent déjà en 1375; mais quand, en 1376, le légat du pape à Bologne eut engagé aux mercenaires anglais, pour les payer, outre Castrocaro qu'ils tenaient, Bagnacavallo, quand ils pillèrent ce même lieu de Castrocaro, alors les Bolonais craignirent que le légat ne continuât à se porter à de telles aliénations, et ils s'agitèrent. Le légat fit venir des mercenaires anglais dans la ville; mais il les employa bientôt à assiéger Granarnolo, localité du pays de Faenza, qui avait pris Astorre de' Manfredi pour son *signore*. A peine étaient-ils éloignés, Taddeo degli Azzoguidi, au nom des Raspanti, demanda les clefs de la forteresse, les étendards, etc., au légat. Les Bolonais voulaient, disait-il, pourvoir tous seuls à leur sûreté. Les Bentivogli étaient à la tête des Raspanti; les Sabbatini à la tête des Maltraversi. Taddeo avait su néanmoins les réunir tous dans une seule cause, la délivrance de leur ville. Le légat perdit l'autorité, et sa personne même eut à souffrir. Les Raspanti, c'étaient, outre Taddeo, les Bentiveglij, Galluzzi, Ghisilieri, Gozzadini, da Sallceto, un Malavolti, quelques Bianchi, auxquels se joignirent presque tous les autres membres de la noblesse. Quatre *anziani*, pris dans chaque quartier de la ville, c'est-à-dire seize en tout, gérèrent la *signoria*, et le légat Guillaume de Noellet se retira à Ferrare. Cf. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 497 et seq.; mais Taddeo se brouilla avec la majeure partie des Raspanti parce qu'il voulait rappeler les Pepoli. Il fonda ainsi, contrairement aux Raspanti, *una parte scacchese*, dans le sens étroit de ce mot. Les Anglais de Hawkwood prirent dans l'intervalle Faenza, Bertinoro et Massa de' Lombardi. Beltrame degli Alidosi était *signore* d'Imola; et la confusion régnait dans la Romagne. La seigneurie de Forli retomba, en janvier 1375, aux mains de Sinibaldo degli Ordelaffi, fils de Francesco, et de Pino di Giovanni degli Ordelaffi, neveu de Francesco. Cf. *Annales Foroliv.*, ap. Murat., vol. XXII, p. 189. On publia à la fin de septembre 1377 le traité qui fut conclu le 21 d'août à Anagni, entre le pape et Bologne (Cf. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 514), et voici quelles étaient les conditions : « Ciaschedun' anno (la paix ne fut conclue que pour cinq ans) gli si dovea dare dieci mila fiorini d'oro, e i danari co' quali noi comperammo Crespellano, Oliveto, la Torre del Priore e Massa de' Lombardi, che costarono in somma ottanta mila ducati questi si doveano compensare nel censo, e così fu. Ancora dovea il papa mandare due Vescovi a togliere la tenuta della città e del contado. Il papa fece suo vicario messer Giovanni da Lignano Bolognese, uno de' nostri ambasciadori, che non teneva luogo alcuno, se non come faceva innanzi. Doveano gli anziani e i confalonieri giurare nelle mani del detto messer Giovanni, il quale avea alcuna proviggione. Doveano dare i Bolognesi al papa 30 lance per li sei mesi, quando la chiesa avesse guerra in Lombardia, e così fu fatto. » Au reste Bologne conserva sa nouvelle organisation républicaine, un *gonfaloniere della justizia* et huit *anziani* représentant la *signoria* gouvernaient la ville. Il y avait ensuite seize *massari del popolo* et seize *gonfalonieri del popolo*. Les premiers étaient préposés à la police de salubrité publique, les autres à celle de sûreté.

§ IV. *Jusqu'à la fondation de la* signoria *de Bentivoglio à Bologne en* 1401.

Des vingt-trois cardinaux que comptait l'Église à la mort de Grégoire, six étaient demeurés à Avignon ; un septième, Jean de Lagrange, évêque d'Amiens, était légat en Toscane. Les seize autres formèrent à Rome le conclave. Onze étaient Français, quatre Italiens, un Espagnol. Les Français, quand ils entrèrent au conclave, se divisèrent en deux partis pour l'élection ; les Limousins, auxquels Clément VI et Grégoire XI avaient donné de la prépondérance, étaient opposés aux autres ; et, bien qu'ils eussent des ennemis et des envieux, ils tiraient une grande force de leur union et de l'ensemble de leurs actes. Néanmoins il y avait un point sur lequel les deux partis français étaient d'accord : c'était de ne pas élire un Italien (1). Le peuple qui en fut informé, dès l'entrée des cardinaux au conclave, réclama à grands cris pour pape un Romain ou au moins un Italien (2). Des Romains armés s'étaient même précipités dans les appartements du conclave, pour s'assurer si des personnes, n'ayant aucun droit d'y participer, n'y seraient pas renfermées, ou pour voir s'il n'existait pas quelque communication secrète avec le dehors. Deux bannerets du peuple romain représentèrent vivement combien l'Église avait éprouvé de dommages de la translation de la résidence des pontifes à Avignon ; et, comme on leur représentait l'étrangeté de la prétention à une telle influence sur l'élection, le peuple n'en cria que plus fort : « Nous voulons un Romain, nous voulons un Romain. » Le tumulte du peuple donna au parti italien une importance qu'il n'aurait pas eue sans cela (1) ; dès lors le parti limousin et les autres Français (à leur tête le cardinal Robert de Genève, évêque de Cambrai) cherchèrent à s'entendre avec lui. Les Limousins, désespérant de pouvoir élire un compatriote, pensèrent au moins à faire tomber les suffrages sur un homme qui tînt par beaucoup de liens à leur parti, qui leur dût son élévation : c'était un Italien de Naples, Bartolommeo Prignani, alors archevêque de Bari ; il avait longtemps demeuré en France, était le sujet d'une reine amie du parti limousin, de la reine Jeanne de Naples, et à soixante ans il avait la réputation d'un homme aussi pieux qu'instruit. Il ne lui manqua bientôt qu'une voix au conclave ; et rien ne s'opposait plus à ce qu'on proclamât son élection, que la crainte des excès auxquels le peuple de Rome se portait habituellement à chaque élection nouvelle. La chose alla si loin cette fois, que le peuple, auquel un malentendu avait fait croire à

(1) Pour tout ce qui concerne cette élection, je suis surtout Sismondi, l. c., vol. VII, p. 102 sq.

(2) Les Romains avaient déjà, dans l'intervalle de la mort de Grégoire à la tenue du conclave, député les cardinaux à l'effet de faire des propositions dans ce sens. Cf. Thomas de Acerno (il était évêque de Lucerne), *de creatione Urbani VI*, ap. Mur., *Scrr.*, vol. III, part. II, p. 716.

(1) La conduite du peuple inspirait d'ailleurs plus de craintes qu'elle n'était réellement menaçante : car les autorités de Rome faisaient elles-mêmes ce qui était en elles pour tenir la bride au peuple. Cf. de Acerno, l. c., p. 718 : « Et insuper deputarunt Romani octo officiales, pro justitia rigorosa ministranda contra omnes qui fecissent cardinalibus vel aliis curialibus aliquam violentiam vel gravamen. Et ut quilibet staret pœnæ, posuerunt super unam columnam marmoream, in medio plateæ S. Petri, cippum et mannariam, seu bipennem acutissimam, et fecerunt omni die bis vel ter præconizari fortiter quod, si quisquam præsumeret aliquid violentum vel injuriosum facere cuicumque curiali vel aliis quibuscumque, statim deberet decapitari sine aliqua tarditate. Quod bene servatum fuit. » Les violences qui furent exercées ensuite n'eurent lieu que par le fait de gens ivres.

l'élection du cardinal-prêtre de Saint-Pierre, Francesco Tebaldeschi, Romain, se précipita dans le conclave (1) pour le féliciter. Beaucoup de cardinaux prirent la fuite; un plus grand nombre encore sortit de la ville; quant au nouveau pape, il demeura caché au Vatican. Enfin le jour suivant (le 9 avril) le cardinal-prêtre de S.-Lorenzo, Pietro de' Corsini, de Florence, fit appeler les bannerets du peuple romain au capitole, pour leur faire part du véritable résultat de l'élection. Les passions avaient eu le temps de se calmer; et le cardinal-archevêque de Bari, après avoir solennellement déclaré qu'il acceptait la dignité dont il venait d'être revêtu, après avoir été universellement reconnu dans Rome, monta sur le trône de saint Pierre, sous le nom d'Urbain VI. Les cardinaux revinrent, et assistèrent au couronnement et a son entrée au Latran, afin de ne laisser aucun doûte sur la validité de l'élection.

Urbain essaya tout d'abord d'introduire des réformes; elles portaient dans l'origine sur des choses peu importantes, et en cela il plut surtout aux Français. Il voulut, par exemple, obliger les cardinaux à se contenter d'un seul plat (1); il tonna contre la simonie, menaçant d'excommunication ceux qui s'en rendaient coupables; il s'éleva surtout contre les cardinaux qui acceptaient des présents (2); il annonça qu'il ne quitterait pas Rome; qu'il nommerait un si bon nombre de cardinaux italiens et romains, qu'ils auraient pour toujours la prépondérance sur les Français; en un mot il agit avec une telle imprudence, avec une telle passion, il montra un si complet oubli des formes, un esprit si tracassier, que le cardinal Robert de Genève et son parti, inquiets pour l'avenir, s'éloignèrent de lui.

Au bout de quelque temps, chaque cardinal demanda et obtint la faculté de se retirer à Anagni, où le pape et sa cour avaient coutume de séjourner dans les grandes chaleurs; mais voilà qu'Urbain ne voulut pas aller à Anagni, mais à Tivoli, où les cardinaux devaient venir le rejoindre. Ceux-ci avaient fait, pour s'installer à Anagni, de grandes dépenses, et ils se soulevèrent à l'idée de les renouveler pour aller à Tivoli. Ils trouvèrent un approbateur dans le comte de Fondi (qui était en même temps comte de la Campagna); il n'avait pas voulu restituer à Urbain vingt mille florins qu'il avait empruntés à Grégoire XI, et Urbain lui avait ôté son comté pour le donner à son ennemi personnel, le comte Tommaso de S.-Severino (3). Au mois de juin, l'archevêque d'Arles apporta aux cardinaux réunis à Anagni la tiare et les ornements pontificaux; le commandant français du château Saint-Ange, ne suivant que les conseils

(1) De Acerno, l. c., p. 720: « Interea Romani sitibundi, et sitienter volentes bibere de bono vino papali (il était d'usage de laisser le peuple piller la demeure du nouvel élu, et prendre les anciennes provisions des papes et du conclave) aperuerunt cellarium domini papæ, in quo erant vina Græca, Garnaria, Malvasia et diversa alia vina bona, et omnes biberunt usque ad satietatem, et postquam fuerunt benè potati et læti, inceperunt clamare, sicut habent de more: «*Papa! papa! papa volemo!*» Alii dicebant: «*Romano! Romano lo volemo!* » Cardinalis de Ursinis hoc audiens dixit eis per unam fenestram capellæ: « Tacete quia habetis papam !» Tunc illi læti cœperunt clamare: « Quis est papa factus? Quis est papa? » Et tunc dixit eis: « Vaditis ad S. Petrum! » (c'est-à-dire: A l'église Saint-Pierre!) Tunc illi intellexerunt quod esset factus papa dominus S. Petri, etc., etc.» On représente, dans la plupart des récits et dans Sismondi, les tumultes qui avaient lieu sous un aspect effrayant. La vérité est que c'étaient des scènes produites par une gaieté bruyante, et par l'impatience, amenées par les copieuses libations de la multitude.

(1) « De quo scandalizati fuerunt nimium domini cardinales. »

(2) « De quo fuerunt domini cardinales multum turbati et scandalizati, quum videretur eis non posse commode evitare dictam excommunicationem. »

(3) De Acerno, l. c., p. 726.

du cardinal Pierre de Veruche (abbé de Montmajeur ou Montemaggiore), refusa d'obéir à Urbain; le préfet, François de Vico, s'unit au cardinal Jean de la Grange, et ainsi s'organisa contre le pape, un plan de résistance que le cardinal Robert de Genève vint compléter, en plaçant au service du collége des cardinaux des bandes de mercenaires bretons. Les Romains voulurent prévenir les violences que devait amener la marche des étrangers sur Anagni; mais ils éprouvèrent une défaite au Ponte-Falaro (1). Encouragés par ce succès, les cardinaux firent déclarer au pape, qu'ils ne le suivraient ni à Tivoli ni à Rome. Mais une division éclata parmi les cardinaux mêmes; les Français étaient décidés à déclarer nulle l'élection, comme n'ayant pas été librement faite; mais les Italiens qui craignaient que l'on ne retournât à Avignon, cherchèrent par ce motif à opérer un rapprochement. Il y en eut trois qui se séparèrent des Français à Anagni, et se retirèrent à Subiaco; un quatrième, Tebaldeschi, revint à Rome, y déclara solennellement qu'il tenait Urbain pour légitimement élu (et cela était vrai), et mourut. Les cardinaux français s'étant ensuite retirés d'Anagni à Fondi, les trois Italiens quittèrent Subiaco pour aller à Suessa; mais les premiers, forts de l'assentiment du roi de France et de la reine de Naples (2), déclarèrent, le 9 août 1378, le trône pontifical vacant, et Urbain VI irrégulièrement élu, sous l'influence d'un peuple mutiné.

Urbain VI se trouvait alors absolument seul dans Rome; il créa au mois de septembre vingt-neuf cardinaux nouveaux; mais les cardinaux qui se tenaient à Fondi ouvrirent le 20 septembre un nouveau conclave, et élurent un autre pape: ce fut Robert de Genève, qui se fit appeler Clément VII. Les trois cardinaux italiens retirés à Suessa ne prirent aucune part à l'élection; ils ne retournèrent pas non plus d'abord à Rome; mais, sur les avertissements de sainte Catherine de Sienne (1), ils se soumirent à Urbain, comme au pape légitime. L'Espagne, la France et Naples reconnurent Clément VII; tandis qu'une grande partie de l'Italie, l'Allemagne, les Etats Scandinaves, l'Angleterre, la Hongrie, la Pologne, le Portugal n'admettaient d'autre pape qu'Urbain VI: le grand schisme commença, et tant qu'il dura l'autorité pontificale demeura à peu près nulle.

Clément ne séjournait pas, il est vrai, dans l'État de l'Église, mais il avait aux frontières un partisan tout dévoué, le comte de Fondi, et dans l'intérieur le préfet Francesco da Vico, qui ne l'était pas moins. Il avait encore dans ses intérêts le commandant français du château Saint-Ange; les bandes mercenaires des Bretons et Gascons défendaient également sa cause. Au milieu de telles conjonctures, Urbain se hâta de s'entendre avec le comte Alberico da Barbiano; le comte devait opposer ses mercenaires italiens (la compagnie de saint George, aux étrangers. Alberico battit en effet les Français, lorsqu'ils assiégèrent Marino au mois d'avril 1379. Dès l'année précédente au mois de juillet, Urbain avait conclu la paix avec les Toscans et leurs alliés dans l'État de l'Église (2). En effet l'occupation du château

(1) De Acerno, l. c., p. 727.

(2) Urbain se l'était également aliénée, ou plutôt il lui déplaisait parce qu'il avait des prétentions à une trop grande autorité. Cf. *Raynaldi Annal.*, vol. XVII, p. 22: « Fuisse vero reginam maximis suspicionibus ab improbis susurronibus in pontificem commotam, timuisseque ne is Neapolitanum regnum ipsi eriperet, ostendunt Vaticana monumenta; traditque summontius: Urbanum, cum Neapolitano regno consulere vellet meditatum ex Hungaria Carolum Dyrrachinum excire, ad quem spectabat regni post Joannæ obitum successio, ne in Ottonis Brunsvicensis Germanorumque potestatem redigeretur, atque ex eo Joannam implacabile odium suscepisse, etc. »

(1) On trouve dans Raynaldi, l. c., p. 27, le texte de ces remontrances et avertissements.

(2) Voyez ci-dessus.

Saint-Ange suivit, en vertu du traité, la défaite des Français devant Marino (1). Urbain avait à craindre les progrès de son antagoniste, il avait à reconnaître ou à autoriser les prétentions des villes et des nobles dans l'État de l'Église; néanmoins il continua d'agir avec vigueur, il contint en de certaines limites les Romains, qui toutefois gardèrent leur organisation première avec un sénateur changeant tous les six mois et leur *capitan*; Urbain nommait lui-même le sénateur, comme il fit pour Charles de Durazzo, ou bien il confirmait celui qu'on avait élu (2). Les Bolonais demeurèrent également fidèles à Urbain, bien qu'il eût eu souvent à rejeter leurs prétentions à étendre les limites qu'on leur avait reconnues, ou que ses communications avec eux, en qualité de seigneur du pays, n'eussent pas toujours été très-agréables, et malgré les offres de Clément de les déclarer complétement indépendants s'ils voulaient le reconnaître, et de leur transmettre à eux-mêmes l'exercice des droits que le pape conférait à des vicaires. Le seul Francesco da Vico osa le braver. Il avait ajouté à ses domaines héréditaires et à la *signoria* de Viterbe, Toscanella, Montefiascone et autres possessions; et sa famille s'y maintint jusqu'en 1387, époque à laquelle Pietro da Vico fut tué (3).

Urbain tomba bientôt en de grands embarras pécunaires; pour en sortir il songea à aliéner des biens de l'Église. Clément s'était rendu sur ces entrefaites à Naples, puis à Avignon; comme il protesta contre la validité de ces aliénations, il en résulta de l'incertitude dans l'état légal même des classes de la bourgeoisie; et, sous le rapport politique, l'État de l'Église fut plus déchiré que jamais. Astorre de' Manfredi (1), s'était encore une fois emparé, comme *signore*, de la ville de Faenza, dont Robert de Genève avait vendu le vicariat au marquis Niccolo d'Este pour obtenir l'argent dont il avait besoin, quand lui, Robert, vint en Romagne en sa qualité de cardinal; Guido da Polenta, fils de Bernardino, mort en 1359, s'était maintenu moyennant un tribut non-seulement dans la possession de Ravenne, mais encore dans celle de Cervia, jusqu'à ce qu'en 1383, les Malatesta la lui eussent prise; les Alidosi s'étaient saisis par l'investiture ponticale des droits du vicariat dans Imola; Ordelaffo s'était maintenu dans Forli, Antonio da Montefeltro dans Urbino et Cagli (2); les Ottoni dans Matelica, les Simonetti dans Jesi, les Chiavelli dans Fabbriano, les Ismeducci dans S.-Severino, les Cima dans Cingoli, les Varani et les Malatesti dans leurs domaines; mais, bien plus, un grand nombre de familles, qu'Albornoz avait élevées pour les opposer aux chefs les plus puissants, telles que celle des Trinci, en possession de la seigneurie de Foligno, et plusieurs autres se répandirent également sur le territoire de l'État de l'Église. Rome, Bologne et Pérugia jouirent aussi d'une liberté républicaine portée à un haut degré.

La maison de Malatesta, alors la plus puissante de toutes ces dynasties, avait en ce temps-là pour chef Galeotto qui succéda à Malatesta le Hongrois et à son frère Pandolfo. Il avait acquis en outre Borgo, S.-Sepolcro, et quelques autres territoires peu importants. Il avait toujours eu dans Pérugia et dans les

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 520.

(2) L'interruption qui eut lieu en 1379 dans la suite des sénateurs n'a pu être que momentanée; car cette année-là même le prieur fra Guglielmo da Marmaldi fut nommé sénateur. Voyez Lebret, vol. V, p. 244.

(3) Et cependant alors même les habitants de Viterbe et d'autres sujets des préfets ne rentrèrent pas sous l'autorité des Romains; car il s'éleva encore comme seigneur jusqu'en 1393 un homme de la famille de Vico, Sciarra da Vico.

(1) Astorre ou Ettore demeura toujours l'ennemi d'Urbain.

(2) Au mois de mars 1384 les habitants de Gubbio rejetèrent la *signoria* de la famille des Gabrielli (Francesco fut le dernier *signore*), pour se soumettre volontairement à Antonio Montefeltro.

légats du pape, et pendant longtemps dans les Varani de Camerino, des alliés fidèles, tandis qu'il faisait la guerre aux Montefeltro et aux Polenta. Son épouse, de la famille de Varani, lui donna quatre fils: Carlo, Pandolfo, Andrea, Galeotto Novello; le frère de Malatesta le Hongrois, Pandolfo laissa aussi un fils, ce fut Malatesta.

Uni à Pérugia et aux Varani, Galeotto marcha, en 1381, contre Renaldo de Montevergine, qui s'était emparé de la *signoria* de Fermo (1), et cherchait à se maintenir à l'aide des bandes de mercenaires bretons. Rinaldo, ayant soulevé le peuple par la violence de ses actes, tomba entre ses mains, et subit une mort ignominieuse (2); mais son frère Nello se tourna vers le comte Lutz de Lando (Landau), dont les bandes se répandirent furieuses dans les domaines des Malatesta, de Rimini, Pesaro, Fano, Sinigaglia et Fossombrone, à ce point que Galeotto dut acheter leur éloignement. Mais ce fut un véritable chaos dans la Marche, quand Varano de Camerino se laissa déterminer à prendre le parti de Clément VII, quand on vit Urbain envoyer contre lui les *condottieri* Boldrino da Panicale et Biordo Michelotti, mais encore Galeotto tenir pour Urbain, et Charles de Durazzo s'élever comme roi de Naples reconnu par Urbain (3). Les bandes mercenaires allemandes, hongroises, italiennes et françaises, pillaient le pays. Ce n'étaient que meurtres et incendies. Ordelaffo, Manfredo et Polenta se déclarèrent pour le duc d'Anjou, que Jeanne avait adopté, c'est-à-dire pour le parti politique de Clément, bien qu'ils ne le reconnussent pas lui-même en qualité de pape (1). Placés entre ces trois puissants seigneurs et les Varani, ennemis d'Urbain, les Malatesta, les Montefeltro et les Pérugins s'unirent en 1382. Ils prirent John Hawkwood à leur service pour quelque temps. Ils ne purent cependant pas prévenir entièrement toutes les violences auxquelles se portèrent en passant les bandes de Louis d'Anjou. Les années 1384 à 1386 furent plus heureuses. Galeotto mourut alors au mois de janvier à Césène, qu'il avait joint à ses possessions, lorsque les habitants lui livrèrent cette ville (2), comme il arriva pour Bertinoro. Cervia fut enlevée aux Polenta (3), Corinaldo à Niccolo Spinelli; les Angevins furent chassés de la citadelle d'Ancône. Après la mort de Galeotto, ses enfants se partagèrent les territoires suivants: le chef de la famille, Charles, eut Rimini et une série de petites localités et de châteaux dans la Marche et dans l'Ombrie; Pandolfo obtint Fano avec quelques dépen-

(1) C'était le bâtard d'un certain Mercienaro da Montevergine, qui s'était emparé de la seigneurie de Fermo avant Gentile da Mogliano et avait été tué. *Cronica Riminese*, l. c., p. 921.

(2) Voyez entre autres, *Annales Foroliv.*, ap. Murat., vol. XXII.

(3) Les Hongrois en voulaient à Jeanne, à laquelle ils attribuaient la mort du roi André, et comme Louis de Hongrie tenait pour Urbain, il accepta sans peine la proposition que lui fit le pape d'envoyer à Naples, avec une armée considérable, le prince Charles de Durazzo, le plus proche héritier de Jeanne, pour y recevoir, du vivant même de Jeanne, la couronne. Cf. Sismondi, vol. VII, p. 156. Leo, *Hist. du moyen âge*, p. 686. Au commencement de l'an 1380 Urbain, en qualité de suzerain de la reine Jeanne, la déclara solennellement déchue du trone, délia ses sujets du serment de fidélité, prêcha la croisade contre ses adhérents et donna la couronne de Naples à Charles de Durazzo; mais Jeanne adopta le duc d'Anjou, frère de Charles V de France.

(1) Cependant Guido da Polenta reconnut Clément.

(2) Césène avait été occupée par une garnison française pour l'Église, après la conquête de Robert de Genève. Bertinoro avait été engagé à un *condottiere* anglais pour le désintéresser de la solde qu'il réclamait. Mais comme les commandants étrangers de Césène et de Bertinoro étaient pour le pape Clément, ils perdirent ces mêmes villes. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 519. Cf. aussi *Cronica Riminese*, l. c., p. 921.

(3) *Annales Foroliv.*, l. c., p. 193.

dances du même genre. Andrea devint maître des conquêtes faites en Romagne, telles que Césène et Bertinoro. Galeotto Novello obtint diverses possessions : Cervia, Meldola, Borgo S.-Sepolcro, Piviero di Sestino, Sasso et Montefiore. Pandolfo et Andrea se disputaient Fossombrone, et Pesaro échut au cousin des quatre frères, Malatesta de' Malatesti.

Cependant Urbain VI s'était tout aliéné par son humeur remuante, tracassière et impérieuse; il avait soulevé, par ses actes tout arbitraires, les cardinaux, dont il fit plus tard exécuter cinq à Gênes; et il avait tellement indisposé les Romains, qu'ils songèrent, dit-on, à le livrer à Charles d'Anjou. Il s'était rendu à Naples pour accommoder quelques différends avec Charles de Durazzo (1); mais ce dernier ne répondit pas à son attente; on se sépara ennemis, et Urbain partit pour Gênes. Là il ne laissa encore que peu d'amis, quand, au 16 décembre 1386, il quitta la ville pour aller à Lucques, où l'on fut également content de le voir choisir Pérugia pour sa résidence. De Pérugia, Urbain, qui avait toujours favorisé les Colonna, entra en lutte avec les Orsini. Le cardinal Orsini était vicaire à Viterbe. Le pape voulut investir un autre de ce titre, il rappela Orsini; mais les habitants de Viterbe ne voulant pas le laisser aller, Urbain le fit arrêter. Niccolo degli Orsini, son frère, prit alors au pape Narni et Terni. Il perdit à la vérité ensuite la première de ces places : mais la lutte n'était pas encore terminée qu'Urbain, effrayé par un soulèvement des mercenaires, courut à Rome, où il mourut le 15 octobre 1389; et, le 2 novembre, les cardinaux de son parti nommèrent à sa place Pietro de' Tomacelli de Naples; il prit le nom de Boniface IX.

Le nouveau pape rétablit bientôt dans Rome l'ordre que l'on avait foulé aux pieds dans les dernières années du pontificat d'Urbain; il fortifia le château Saint-Ange et le capitole, et parvint à contenir ainsi la ville elle-même. Le duc d'Anjou était mort, dans l'intervalle, de la fièvre à Biseglio, près de Bari, et Charles de Durazzo, qui ne croyait pas, après la fuite du pape à Gênes, qu'il eût à craindre un antagoniste un peu important à Naples, s'était rendu en Hongrie, pour prendre possession de ce royaume à titre d'héritage. Mais, au mois de février 1386, il tomba dans les embûches de ses adversaires, fut blessé, fait prisonnier, et mourut empoisonné au mois de juin de la même année. Son fils Ladislas, âgé seulement de dix ans, lui succéda sous la tutelle de sa mère. Une régence, qui devait nécessairement être bientôt en désaccord avec la reine-mère, administra le pays. Le parti opposé, que dirigeait le comte Tommaso de S.-Severino, appela à la couronne un autre enfant, Louis II, fils du duc Louis d'Anjou, également encore sous la tutelle de sa mère, et obligea Ladislas et sa mère à abandonner Naples pour se retirer à Gaëte. Telle était, en général, la situation des choses à Naples; ce royaume se trouvait alors tout aussi déchiré à l'intérieur que l'était encore l'État de l'Église quand Boniface IX monta sur le trône de saint Pierre et se dévoua tout entier aux intérêts de Ladislas. Pour subvenir à ses propres besoins, et pour couvrir les frais de la guerre contre les Angevins, Boniface vendit à presque tous les seigneurs déjà mentionnés (1), moyennant des sommes payables comptant et un tribut annuel à livrer pour l'avenir, les droits de souveraineté dont ils s'étaient saisis; c'est-à-dire qu'il *légitima* la division de l'État de l'Église, et ce n'était pas pour le moment le parti le moins sage. Comme il agit de même pour les biens de l'Église, qu'il aliéna égale-

(1) *Raynaldi Annal.*, l. c, p. 142.

(1) Il y en eut encore d'autres; c'est ainsi, par exemple, que Boniface investit les Salimbeni de Sienne, de Radicofani; les Brancaleoni de S.-Ange, in Vado, d'Urbania, Mercatello, Sascorbara et d'autres, ou de la Massa Trabaria, comme on l'appelait; les Atti de Sassoferato, Serra de' Conti et Barbara.

ment à titre de gage ou d'investiture, il indisposa les Romains; et, pour se soustraire à leur mécontentement, il se retira au mois d'octobre 1392 à Pérugia (1). Il abandonna aussi par traité aux républiques dans l'État de l'Église les droits de souveraineté qu'elles avaient exercés jusque-là sans pouvoir en obtenir la reconnaissance du saint-siége. Ancône (2), que le parti angevin avait poussé à se donner au pontife d'Avignon, Viterbe, où après le meurtre de Pietro da Vico, Giovanni Sciarra da Vico avait obtenu de nouveau la *signoria*, et attiré la ville au parti avignonais, revinrent à l'obéissance envers le pontife italien.

Boniface, obligé de quitter Pérugia à cause des luttes sanglantes des partis, conclut d'Assissi (3) où il s'était retiré, avec les Romains qui désiraient son retour, un traité, que l'on peut considérer comme la base fondamentale de leurs rapports avec la cour du pontife pour l'avenir (1). Le pape devait élire le sénateur, qui serait payé par la ville; et ce magistrat, dans l'exercice de sa charge, devait être reconnu par tous les autres employés de la cité. Les Romains devaient veiller à la sécurité des routes de Rieti

(1) Voyez ci-dessus; il y est parlé aussi de ce qui se passait alors à Pérugia.

(2) *Raynaldi Annal.* l. c., p. 174.

(3) Voyez ci-dessus, pour les détails de ce qui arriva à Pérugia et aux pays environnants, du moment où Pérugia redevint guelfe, et que Biordo de' Michelotti y fut devenu tout-puissant après le départ du pape. Nous donnerons encore ici l'histoire des Malatesta en ce temps-là; cela complétera jusqu'à un certain point celle de Biordo (cet homme fut si osé, qu'il alla jusqu'à faire prisonnier le propre frère du pape, que le pontife avait fait recteur de la Marche, et qu'il obligea à payer une forte rançon): Galeotto Novello était mort du vivant même d'Urbain. Le *borgo* S.-Sepolcro, l'une de ses possessions, échut à un frère naturel, Galeotto Belfiore. La famille Balachi voulut aussi fonder une *signoria* dans S. Arcangelo; mais les Malatesta l'emportèrent bientôt, et ce fut pour Charles un motif d'y établir un château d'autant plus fort. Il y eut une autre famille de la plus riche noblesse, celle des Petrucci, du vicariat de Mondavio, qui menaça les Malatesta, en 1387, à l'aide d'Hawkwood et d'autres bandes de mercenaires; mais, comme elle en fut abandonnée, elle finit, comme les Gabrielli à l'égard des Montefeltri, par avoir le dessous dans une lutte qui se prolongea encore longtemps. Charles obtint encore d'Urbain VI le titre de porte-étendard de l'Église, qu'il conserva sous Boniface. En 1392, Andrea de' Malatesti se rendit maître de la ville de Todi, et son frère en fut reconnu seigneur par le pape, à charge d'une redevance féodale. Là-dessus, les Malatesta s'emparèrent de la personne des seigneurs de Forli, Francesco et Pino degli Ordelaffi, qui avaient dépossédé Sinnibold de sa seigneurie en décembre 1385, et l'avaient emprisonné; ils les obligèrent à livrer des sommes d'argent, à rendre Bertinoro à l'Église. Pandolfo, maître de Todi, songea à fonder une principauté plus importante à l'ouest de l'Apennin; il poussa Narni à se soustraire à la domination du pape, occupa Orta, et pilla le pays de Spolète et de Terni, jusqu'à ce qu'enfin le pape l'eût frappé d'excommunication (Raynaldi, l. c., p. 185). Todi échut ensuite à Biordo de' Michelotti; mais les provinces du Milanais présentèrent une si belle perspective aux Malatesta, et à Pandolfo notamment, qu'ils parurent renoncer entièrement à l'idée de fonder une principauté dans l'Ombrie et le Patrimoine (compar. Lebret, vol. v, p. 343 ff. Lebret suit particulièrement ici Clementi, *Istoria de' Malatesti*, que je n'ai pas sous les yeux). Antonio de' Montefeltri, qui avait su attirer à soi la seigneurie de Gubbio, chercha encore à prendre Cantiano à Francesco de' Gabrielli, parce que cette ville menaçait les communications entre Cagli et Gubbio. La querelle entre les Montefeltri et les Gabrielli durait depuis longtemps, quand les Malatesta s'entre-mirent pour les derniers, et les Ordelaffi s'attachèrent aux premiers. Enfin, quand en 1394 les Ordelaffi furent obligés de rendre Bertinoro, le cardinal de Bari, Landolf Maramoro, fit de telle sorte comme médiateur, que les Gabrielli vendirent le château de Cantiano à Antonio, et que celui-ci leur paya toutes leurs possessions dans Gubbio. Le fils d'Antonio épousa une sœur des Malatesta, et Antonio vécut encore jusqu'au mois d'avril 1404; il mourut alors, et laissa ses biens à son fils Guidantonio.

(1) Cf. *Raynaldi Annal.* l. c., p. 175.

et Narni, comme à celle des bouches du Tibre. Les employés du pape devaient conserver leur juridiction exclusive, les ecclésiastiques comparaître devant l'auditeur de la chambre du pape, que les laïques devant le maréchal du pontife; et de même les ecclésiastiques de Rome seraient jugés par le vicaire spirituel du pape : quant aux contributions et aux impôts, dans leur répartition, les employés de la république ne devaient pas frapper les serviteurs et les employés du pape, non plus que les églises et les hôpitaux.

Mais le plus difficile pour Boniface, ce fut de maintenir les Varani de Camerino dans les bornes : comme ils se sentaient appuyés par le parti d'Anjou à Naples, ils ne songèrent qu'à faire des conquêtes, et ils étendirent leur seigneurie de Camerino et de S.-Ginesio à Tolentino, Sernano, la Penna, Anatolia, Cerreto, Amandola, Visso, Montesanto, Gualdo, et autres localités. Cependant on parvint à les amener à la paix, en leur reconnaissant la majeure partie de leurs possessions. Quant à la ville de Bologne, les courses en tous sens des bandes de mercenaires à travers la Toscane, la Marche et l'Italie supérieure, firent considérablement souffrir son commerce et tout le pays; et tel fut l'état déplorable où la réduisirent le pillage, la peste, l'épizootie et la famine, que quelques hommes se conjurèrent en 1389 pour livrer la ville à Giovanni Galeazzo de Visconti; mais les auteurs de ce complot le payèrent de leurs têtes (1). Nous avons parlé ailleurs de la guerre dans laquelle les Bolonais avaient été enveloppés en 1390, comme alliés des Florentins (2), comme aussi de la paix qui fut conclue en 1392, par l'entremise du pape. Par cette guerre, la ville n'était point arrivée à un état florissant. Elle était gouvernée par les Raspanti, qui avaient à leur tête Ugolino degli Scappi; de leur intérêt dépendait le choix des bannerets, des *anziani* et des *massari*; néanmoins le parti, dit de l'Échiquier, que menait Francesco de' Ramponi, n'était pas sans puissance. Les Gozzadini et les Guidotti tenaient pour eux; et en 1393, les deux factions en vinrent aux mains. Les Scacchesi cherchèrent à s'appuyer sur les Maltraversi, et ils parurent quelque temps devoir l'emporter. Au mois de décembre 1394, ils s'emparèrent violemment de l'administration; mais ils se séparèrent encore une fois des Maltraversi, et attirèrent les plus considérables d'entre les Raspanti dans leurs rangs; de sorte que les Raspanti et les Maltraversi se trouvèrent de nouveau opposés les uns aux autres en 1395 (1). Les choses durèrent ainsi jusqu'à ce que les Griffoni et les Zambeccari, que l'on voulait empêcher en 1398 de prendre part au pouvoir avec les Raspanti, appelèrent le peuple aux armes; ils songèrent à donner un contre poids aux Raspanti; et, à cet effet, ils mirent en avant le rappel de plusieurs Maltraversi des plus considérés. Plusieurs d'entre les Raspanti, et Francesco de' Ram-

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 535.

(2) Voyez sect III. Les *Annales Forolivienses*, l. c., p. 196, mentionnent, à l'année 1390, le genre de mort du seigneur de Ravenne, Guido da Polenta : « A. di. 1390, dice 28 januarii Guido de Polenta, Ravennæ dominus, captus est à filiis suis Oppizone Staxio et Petro, à quibus in carcere detentus obiit. Uxorem ejus pulcherrimam contempsit sodomiticè vivendo. Pueros ultra modum dilexit, et mulieres omnes odio summo habuit ». Il faut croire cependant que cette haine n'était pas tout à fait si grande, car Guido laissa sept fils et trois filles. Ses fils étaient : Bernardino, Obizzo, Ostasio, Pietro, Aldobrandino, Azone et Anglicone. Les frères gouvernèrent d'abord en commun, quand leur père fut fait prisonnier; cependant Obizzo et Aldobrandino se distinguèrent entre eux; Ostasio mourut en 1396; des divisions s'étant ensuite élevées entre les frères, Anglico se voua à la vie monastique, Pietro mourut prisonnier à Padoue, et Bernardin et Azone moururent ensuite à peu de distance l'un de l'autre. Obizzo, ayant fait périr Aldobrandino, réunit ainsi toutes les possessions des Polenta dès l'année 1408.

(1) Le texte porte ici 1375; mais c'est évidemment une faute d'impression.

poni lui-même, furent bannis au mois de janvier 1399; et, dès le mois de mars, Giovanni de' Bentivogli à son tour voulut renverser le parti de la nouvelle administration, à la tête duquel se trouvait Carlo Zambeccari; mais il fut chassé lui-même. Durant ce temps, le pays se dépeuplait; à la ville on était poursuivi par la peste, au dehors, par les bandes de mercenaires, quand on quittait les murs pour échapper au fléau. La bande du comte Giovanni, qui était attachée aux Raspanti exilés, était celle qui exerçait les plus terribles ravages, surtout dans le Bolonais; enfin Giovanni fut pris au mois de septembre 1399, et décapité à Bologne. Les chefs des partis dominants avaient presque tous péri par la contagion ou par la main de leurs ennemis : alors le peuple, conduit par Ugolino degli Scappi, se souleva; c'était à la fin d'octobre. Il renversa le gouvernement établi, et rappela Francesco de' Ramponi et les autres Raspanti; mais il en résulta au mois de décembre une lutte nouvelle entre les Raspanti et les Maltraversi. De son côté Astorre de' Manfredi chercha à profiter de la division des partis; il étendit ses conquêtes sur Bologne, jusqu'à ce que l'on envoyât contre lui Pino degli Ordelaffi de Forli en qualité de général pour Bologne. A la mort de Francesco de' Ramponi, arrivée au commencement de 1401, Giovanni di Toniolo de' Bentivogli appela un jour de février (c'était le 24), une heure avant le coucher du soleil, le peuple aux armes; il se rendit maître du palais, et la nuit du 14 mars il se fit proclamer *signore* de Bologne. Il avait d'ailleurs pour lui les Visconti, Astorre, les Maltraversi et les membres de l'administration précédente, alors de retour de leur exil. Le 17 mars, les autorités de la république confirmèrent la domination nouvellement établie (1).

Cependant le comte de Fondi, qui avait été déjà l'ennemi déclaré d'Urbain, provoqua aussi de nouvelles agitations dans Rome; il promit aux Romains de leur rendre leur ancienne organisation républicaine, de les replacer sous les bannerets; il fit en effet des préparatifs dans Terracina pour atteindre ce but. Une guerre, qui n'était pas très-importante, se prolongea entre Boniface et lui, au midi de Rome, et sur les côtes où croisaient ses corsaires: cela dura ainsi jusqu'au moment où André Tomacelli, le frère du pape, l'entoura de tous côtés; c'est dans cette position qu'il mourut en 1400.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 567, 568.

§ V. *Jusqu'à la déposition de Jean XXIII et l'élection de Martin V en 1417.*

On a déjà raconté (1) comment la domination de Bentivoglio à Bologne, ne dura guère après sa première fondation; car, dès l'été de 1402, la ville était soumise à Giovanni Galeazzo. Mais celui-ci mourut peu de mois après; et Boniface songea dès lors à faire rentrer Bologne sous l'autorité de l'Église. La guerre, qu'il soutenait à l'aide d'Alberico da Barbiano et du marquis Niccolo d'Este, se termina en effet, au mois d'août 1403 (2), par le retour de Bologne, Pérugia et Assissi à l'obéissance envers l'Église : ces villes s'étaient toutes données aux seigneurs de Milan, et, le 3 septembre le cardinal Balthasar Cossa fit son entrée dans Bologne; la ville ne recouvra cependant le calme en aucune manière : en effet bientôt une lutte sanglante éclata entre les Gozzadini et le légat.

Boniface mourut de la pierre, à Rome, le 1er décembre; il s'était réconcilié avant

(1) Voyez sect. III.

(2) Voyez sect. III. Alberico se porta tout droit, au mois de juillet, avec son armée devant Bologne, et il y engagea une action avec le gouverneur milanais Lionardo de' Malespini. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 579.

sa mort avec Giovanni da Vico, et l'avait reçu en grâce (1); il avait rendu à l'un des fils du comte dépossédé de Fondi quelques-uns des biens situés dans l'État de l'Église. En somme, bien qu'ayant vécu au milieu de circonstances agitées, il laissa néanmoins l'État de l'Église en quelque sorte dans son intégralité à son successeur. Le 17 octobre, les cardinaux choisirent ce successeur; ce fut Cosimo de' Migliorati de Sulmona; on l'appela Innocent VII.

Cependant le schisme de l'Église n'avait pas discontinué, et les cardinaux de la cour d'Avignon n'avaient pas cessé de troubler, par leur intervention, les affaires de l'Italie. Innocent fut élu à la condition qu'il abdiquerait, si, pour ramener l'Église à l'unité, l'anti-pape d'Avignon en agissait de même. Or le roi Ladislas de Naples ayant à craindre, dans ce cas, d'être troublé, si l'élection venait à tomber sur un homme dévoué à la maison de France, fit si bien qu'Innocent déclara authentiquement, après son élévation, qu'il ne se croirait obligé à l'abdication qu'autant que les droits du roi Ladislas sur Naples auraient été formellement reconnus (2).

Aussi Ladislas se montra-t-il dévoué aux intérêts du pape (3), lorsqu'il conclut avec les Romains un traité en vertu duquel l'ancienne organisation de la cité devait être rétablie; mais il passa du côté des Colonna et des Savelli ou Gibelins, quand sept d'entre eux durent prendre, en vertu du traité, la direction des affaires de la ville, et que peu de temps après des contestations s'élevèrent entre eux et le pape : il chercha même à prendre pied dans Rome au moyen d'un parti, et à tenir le pontife sous son autorité. Les passions allèrent grandissant : les Orsini s'attachèrent au pape; et son neveu, ayant fait arrêter deux des gouverneurs, avec plusieurs autres Gibelins importants qui furent mis à mort dans S.-Spirito (1), Ladislas envoya de la cavalerie au secours des Colonna. Le commandant du château Saint-Ange (2) était à sa solde. Le tocsin retentit du haut du capitole; et les plus hauts dignitaires ecclésiastiques furent jetés dans les prisons du capitole. Il parut prudent au pape d'abandonner la cité Léonine, et de s'enfuir à Viterbe (1405). Ensuite le peuple se leva en sa faveur, et délivra les prêtres captifs. Paolo Orsino, général au service du pape, marcha sur Rome, et chassa les Colonna et les Savelli.

Cependant le perfide cardinal-légat Balthasar Cossa, dans la Romagne, avait enveloppé dans ses filets et renversé le vieux Astorre de' Manfredi à Faenza. Alberico da Barbiano paraissait, après avoir rendu les plus importants services au saint-siége, s'occuper de se former par ses conquêtes une principauté dans la Romagne (3), et menaçait surtout Manfredo. Celui-ci, dans sa détresse, vendit Faenza pour vingt-cinq mille florins d'or à l'Église, remit sa principauté entre les

(1) *Raynaldi Annal.*, l. c., p. 266.

(2) L'acte est daté du commencement de novembre de l'année 1404. Cf. Raynaldi, l. c., p. 276.

(3) Le pape devait nommer le sénateur; il y avait de plus comme employés de la ville les sept *riformatori* établis par Albornoz, qui portaient le titre de *governatori di camera*. Leur action était particulièrement administrative, et répondait assez à celle des prieurs de Florence, tandis que le sénateur avait la justice, et, en sa qualité de *capitano*, le généralat. Après les *governatori* ou *conservatori*, étaient les *camerieri*, les notaires, les écrivains, les employés du péage, les *caporioni*, et ainsi de suite.

(1) *Diarium Romanum*, ap. Murat., *Serr.*, vol. XXIV, p. 976.

(2) Antonello de' Tomacelli.

(3) Il avait Lugo, Barbiano, Zagonara, Codignola, Riolo Secco, Deccia, Tosignano, Granarnolo, Macincollo, Montecadu, Fragnano, la Pieve di S.-Andrea, Lojano et Castello Bolognese. Le pape convoqua contre lui les vassaux de ces cantons : « Obizzo et Pietro Junker (Domicelli) de Polenta à Ravenne, Lodovico Alidosi, chevalier à Imola, Cecco (Francesco) degli Ordelaffi Junker à Forli, Carlo et Pandolfo de' Malatesti Junker à Rimini, Malatesti de' Mala-

mains du légat (1), et ne s'étant réservé aucun moyen de rentrer dans le prix de la vente que Cossa ne paya pas, il alla vivre pauvrement à Urbino (2).

Le 8 septembre 1405 était mort Francesco (Cecco) degli Ordelaffi, seigneur de Forli (3); son fils mineur Antonio lui succéda. Mais Balthasar Cossa soutint que Boniface avait conféré la place de Forli aux Ordelaffi personnellement, et non point à leurs descendants; il réclama donc Forli pour l'Église, tandis que les habitants se révoltaient contre Antonio, et formaient une constitution entièrement républicaine, avec des prieurs (4). Vers la fin de 1406 se conclut une paix par laquelle la république fut reconnue, mais à la condition de recevoir le podestat et le capitaine de la cour de Rome, et de payer tribut au pape.

Cependant Ladislas n'avait pas cessé de provoquer et d'entretenir des troubles dans les États romains; Innocent le frappa enfin de justes châtiments, lui enleva, en juin 1406, la charge de comte de la Campagna et de la Marittima, qui l'avait bien servi dans ses indignes manœuvres (5). Ladislas rechercha aussitôt une réconciliation, et non-seulement il l'obtint complète, mais encore il fut nommé porte-étendard de l'Église. Tout cela ne servit, ainsi que le serment de fidélité prêté par lui à Innocent, qu'à mieux préparer de nouvelles perfidies. Bientôt après mourut Innocent, le 6 novembre 1406.

Les cardinaux, qui se rassemblèrent en conclave le 18 novembre, hésitèrent longtemps s'ils devaient procéder à une nouvelle élection, ou bien, dans l'intérêt d'une réunion de l'Église, laisser le trône pontifical inoccupé (1). Mais, comme une plus longue vacance exposait l'État ecclésiastique à de grands dangers, surtout de la part de Ladislas, et que l'anti-pape avignonais, Benoît XIII, n'était pas disposé de son côté à renoncer à sa dignité pour rendre possible un nouveau choix, les cardinaux romains résolurent enfin d'élire encore un pape schismatique, mais sous la condition qu'il déposerait la tiare, aussitôt que le pape schismatique d'Avignon agirait ainsi pour amener une réunion générale. Le choix tomba le 2 décembre (2) sur Angelo Corraro de Venise, qui prit le nom de Grégoire XII. Plusieurs fois furent engagées, sans résultat, des négociations sur la réunion de l'Église; l'on avait proposé un congrès à Savone; mais le clergé, qui devait fournir de l'argent pour l'entretenir, se tint immobile et silencieux dans presque tous les pays. En même temps Ladislas cherchait à empêcher la formation de l'assemblée, et bientôt éclatèrent les désordres à Rome avec plus de violence, en dépit de l'apparente reconnaissance de Grégoire par le roi de Naples.

Les Colonna et les Savelli, qui étaient toujours demeurés secrètement liés avec Ladislas, pénétrèrent dans la ville en juin 1407,

---

testi Junker à Pesaro; Guidantonio, comte de Montefeltro, à Urbino, Gubbio et Cagli; Pier Francesco, Galeotto et Capoleone de Brancaleoni Junker à Urbania et S.-Angelo in Vado ».

(1) Paolo degli Orsini occupa Faenza en septembre 1404. *Annal. Foroliv.*, l. c., p. 204.

(2) Jusqu'à ce que Cossa l'attirât de nouveau à Faenza, *Cronica di Bologna*, l. c., p. 589: « A di 20 di novemb. (1405), Estore figliuolo di M. Giovanni de' Manfredi, ch' era stato signor di Faenza anni 25 e più, fu chiamato maliziosamente da M. Baldassare Cossa, che si era chiaramente informato, che il detto Estorre gli voleva togliere Faenza a tradimento si cui il legato era signore, onde Estorre ebbe tagliata la testa nella piazza di Bologna. »

(3) Depuis juillet 1402, que Pino degli Ordelaffi était mort, Cecco était seul seigneur à Forli, Cf. *Annal. Forol.*, l. c., p. 201. Sur la mort de Francesco et les événements qui la suivirent, *ibid.*, p. 205, 206.

(4) *Annal. Forol.*, l. c., p. 205.

(5) Il paraît aussi que le pape déclara Ladislas déchu du trône. *Diarium Romanum*, l. c., p. 979.

(1) Raynaldi, l. c., p. 301.

(2) C'est la date que donne Raynaldi; Lebret et Daru donnent le 30 novembre (*Histoire de Venise*, vol. II, p. 155): je me suis rapporté à eux pour prendre la même date dans l'histoire de Venise, 3. division.

sous la conduite de Giovanni della Colonna; les cardinaux s'enfuirent à Viterbe; Grégoire se renferma au château Saint-Ange. Mais Paolo degli Orsini chassa le jour suivant les Colonna de la ville, fit prisonniers trois d'entre eux, un Savello et un membre de la branche des Orsini unis aux Colonna, et fit exécuter plusieurs de ces Orsini. Lodovico de' Migliorati, neveu du pape précédent, que Grégoire avait dépouillé de ses emplois et dignités, enleva Ascoli et Fermo, tandis que Paolo degli Orsini devait être récompensé avec Narni. Au milieu de telles conjonctnres l'on renonça bientôt au congrès de Savone, et l'argent fourni pour cet objet par les églises étrangères fut appliqué en grande partie aux dépenses de la cour de Grégoire. Ladislas, pour justifier l'appui qu'il avait prêté aux Colonna et à Migliorato, prétendait que Grégoire avait consenti à un congrès à Savone dans un but attentatoire à ses intérêts; et Grégoire, en conséquence de cette conduite hostile, le déclara privé du comté de la Campagna et de la Marittima. Cependant, avant de se déclarer définitivement contre le congrès, Grégoire s'était mis en route et avancé jusqu'à Sienne. Benoît proposa pour la réunion un endroit dans les États florentins. Grégoire vint à Lucques, Benoît s'avança de Gênes jusqu'à Portovenere, où déjà il était allé au devant de l'anti-pape; et l'on négociait encore pour savoir si l'on devait se rencontrer à Pise, lorsque derrière Grégoire des mouvements hostiles dans l'État de l'Église vinrent tout renverser.

Paolo degli Orsini avait occupé Toscanella, qu'il soumit à sa puissance. Berardo de' Varani, soutenu par Ladislas, étendait toujours de plus en plus les domaines de sa famille. Benoît l'anti-pape, et Boucicaut le gouverneur français de Gênes, essayaient d'attirer Rome du côté des Angevins. Grégoire, qui se voyait trop dépendant des anciens cardinaux, et ces dignitaires trop enclins à la réunion de l'Église, en nomma un nombre de nouveaux (1); mais ils ne furent pas reconnus par les anciens. Plusieurs de ceux-ci, au mépris des ordres du pape, quittèrent Lucques, et appelèrent à Pise, où ils se rendirent, un concile général. L'université de Paris embrassa leur parti. Balthasar Cossa, cardinal-légat de la Romagne, qui avait entièrement assujetti Forli, et avait plusieurs motifs de mécontentement contre Grégoire, se rangea aussi de leur côté; il se fit un échange d'écrits pour savoir si, tandis qu'il y avait deux papes opposés l'un à l'autre, les cardinaux avaient le droit de provoquer un concile général, droit que Grégoire réclamait comme appartenant exclusivement à lui seul.

(1) Raynaldi, l. c., p. 325.

Grégoire proposa un concile dans le territoire de Ravenne ou dans le patriarchat d'Aquilée (dans la ville d'Udine); les cardinaux français abandonnèrent Benoît, et se réunirent avec ceux de Pise. Lui-même se rendit à Perpignan, où il indiqua aussi un concile. Les cardinaux pisans fixèrent, pour la fin de juillet, un troisième concile général à Pise, pour la déposition des deux papes opposés, et la réunion de l'Église.

Cependant, dès le printemps, Ladislas était arrivé à Ostia avec quinze mille cavaliers et huit mille fantassins, avait marché contre Rome, gagné à lui Paolo degli Orsini (1), et le 25 avril il avait fait son entrée solennelle dans Rome. Les Colonna étaient revenus, la constitution de Rome fut conservée, avec des sénateurs et des gouverneurs ou conservateurs; mais Ladislas réclama pour lui-même le suprême pouvoir temporel, le *plenum dominium* qu'avait possédé le pape. Au roi se rattachèrent aussitôt, avec toutes les localités environnantes, Rieti, Terni, Amelia, Assissi et Pérugia (2), naturellement de la même façon que Rome.

Par sa conduite envers le cardinal de la Romagne, Grégoire avait aussi perdu irrévocablement la possession de la partie septen-

(1) Avec de l'argent. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 594. Pour les événements de ce temps à Rome, que l'on consulte surtout le *Diarium Romanum*, l. c., p. 990 sq.

(2) Le cardinal-légat de l'Ombrie, Landolfo

trionale de l'État de l'Église; cet ecclésiastique, aussi hostile à l'autorité pontificale qu'il était odieux aux sujets par sa perfidie et ses débauches (1), il l'avait dépouillé de sa légation et du pouvoir de sa charge, sans avoir en main une force exécutive, et avait convoqué les vassaux du saint-siége pour l'expulser.

Dans l'arrière-saison, Grégoire se rendit de Sienne auprès des Malatesta qui lui donnèrent accueil et protection; et il était encore là, quand les cardinaux ouvrirent le concile de Pise, le 25 mars 1409 (2). Après de vaines tentatives des envoyés du roi allemand Ruprecht pour réconcilier les cardinaux avec Grégoire, et après que les cardinaux eurent rédigé un manifeste pour justifier la légalité du concile et leur propre conduite en cette occasion, les deux papes opposés furent cités le 25 mai; tous deux furent déclarés déposés, et dans la dix-neuvième séance, le 15 juin, l'on décida qu'il y aurait un conclave pour l'élection d'un nouveau pape. Le choix se balança entre Balthasar Cossa, qui était l'âme de tout le concile, et le cardinal Pietro da Candia, qui dans sa jeunesse avait été mendiant à Candie où il était né, puis était entré dans l'ordre des Franciscains, d'où il était devenu successivement évêque de Vicence, archevêque de Milan, et enfin cardinal-diacre (3). Ce dernier monta sur le trône de saint Pierre sous le nom d'Alexandre V, et présida la vingtième séance comme chef suprême spirituel, le 1er juillet. Nous laissons de côté la suite des luttes pour le pouvoir spirituel, nous contentant de remarquer que la conséquence des actes de Pise fut l'extension du schisme; car chacun des papes déposés trouva encore des adhérents dans certains cercles, et l'Église chrétienne eut alors trois chefs. Grégoire XII, poursuivi lui-même dans Udine par le cardinal Cossa, se réconcilia enfin avec Ladislas, et trouva dès lors en ce prince un partisan déterminé, et un défenseur (1). Mais Ladislas fut bientôt chassé de la Toscane et de ses conquêtes dans l'État de l'Église par Louis d'Anjou, qu'Alexandre V avait nommé roi de Naples et porte-étendard de l'Église, et par les Toscans; en sorte que Rome tout entière se retrouva sous l'autorité d'Alexandre en janvier 1410 (2). Balthasar Cossa sut déterminer Alexandre (3) à fixer sa résidence dans la Romagne, où Cossa exerça une domination tyrannique sur Bologne, Faenza, Forli et leurs dépendances. Alexandre mourut à Bologne, le 3 mai 1410, et telle était la mauvaise opinion sur le caractère de Cossa, qu'on l'accusa plus tard de l'empoisonnement d'Alexandre. Dans le conclave qui alors se rassembla, Cossa fut élu le 17 mai, et il prit, comme chef suprême de l'Église, le nom de Jean XXIII.

Déjà il a été question de la lutte contre Ladislas, poursuivi par les Toscans et par Jean XXIII (4); une paix conclue, le 25 juin 1412, entre le pape Jean et Ladislas, mit fin à ces hostilités; mais un adversaire bien plus dangereux pour le pape Jean, c'était l'autre ami et partisan de Grégoire, Carlo de' Malatesti de Rimini (5), qui soutint Gio-

(cardinal-diacre de S.-Niccolo in carc. Tull.), remit à Ladislas Assissi, où il avait sa résidence, moyennant de l'argent.

(1) Balthasar Cossa (Grégoire le nomme *perditionis alumnus*), avait déterminé les Florentins à permettre la réunion du concile assigné à Pise par les cardinaux. Raynaldi, l. c., p. 340.

(2) Raynaldi, l. c., p. 357.

(3) Raynaldi, l. c., p. 384.

(1) Pour la suite de l'entreprise de Ladislas pour la conquête de l'État de l'Église, et de la Toscane, voyez plus haut, où se trouve aussi le motif qui ramena Ladislas à Grégoire, et le décida contre ce concile de Pise. Lorsqu'il eut tenu son concile à Udine, Grégoire échappa à la prison par un déguisement et par la fuite, et se sauva sur des galères napolitaines de Marano à Ortonna a Mare, d'où il se rendit à Frondi, puis à Gaëte.

(2) Voyez plus haut.

(3) Raynaldi, l. c., p. 399.

(4) Voyez plus haut.

(5) Grégoire avait nommé Charles pour son recteur dans la Romagne. Raynaldi, l. c., p. 410. Lorsque Ladislas trahit Grégoire par sa paix avec Jean, et le chassa du pays, Grégoire vint sur des galères vénitiennes à Rimini, où il fut joyeusement reçu. Raynaldi, l. c., p. 420.

vanni Galeazzo de' Manfredi (fils d'Astorre) pour l'aider à reprendre l'ancienne possession de sa famille, le ville de Faenza, et qui prêtait son assistance à Giorgio degli Ordelaffi pour le maintien de Forlimpopoli.

Le 31 mars 1411, Jean XXIII avait transporté sa résidence de Bologne à Rome; mais dès lors commencèrent des agitations civiles dans Forli et dans Bologne. Les habitants de Forli surtout, qui le haïssaient, se soulevèrent le 13 mai, et choisirent le marquis Niccolo d'Este pour leur *signore*. Quelques jours avant, les Bolonais s'étaient aussi révoltés, avaient assiégé dans le château le légat laissé par le pape, l'avaient contraint à se rendre, et à ordonner le départ des troupes papales, le 28 mai 1411 (1). Au mois de juin, Antonio di Francesco degli Ordelaffi et Giorgio degli Ordelaffi vinrent à Forli, et furent reconnus comme *signori* de la ville, qui se déroba à la *signoria* du marquis : mais, dès la fin d'août, Giorgio emprisonna son cousin Antonio, et se saisit du pouvoir pour lui seul (2).

Un véritable bonheur pour Jean XXIII, ce fut l'accommodement des Bolonais avec lui; car, dans l'année 1413, le roi Ladislas, sans s'arrêter à la paix conclue précédemment, marcha sur Rome, et pénétra jusqu'aux frontières de la Toscane, en sorte que le pape dut chercher un refuge dans la partie septentrionale de ses États (3). Jean ne se trouva pas beaucoup soulagé par la mort de Ladislas, arrivée, comme nous l'avons déjà rapporté, dans l'année 1414; car, sur ces entrefaites, il s'était laissé persuader par le roi Sigismond de consentir à la convocation d'un concile général à Constance. Il s'était péniblement résigné à la fixation d'un lieu hors de l'Italie pour le point de réunion; mais il croyait pouvoir par une ruse se garantir contre les conséquences funestes de ce choix : il amena au concile un si grand nombre d'Italiens dévoués à sa personne, qu'il ne semblait pas difficile de se procurer la majorité des voix, si l'on pouvait mener à bien quelques négociations. Mais, dès la deuxième séance, le 17 décembre 1414, les pères du concile tinrent ferme pour que les voix fussent comptées non par tête, mais par nation, de sorte qu'avec tous ses Italiens Jean n'obtint qu'une seule voix. La tentative de Jean pour se soustraire par la fuite à la nécessité d'adhérer personnellement aux résolutions de l'assemblée favorisa seulement l'union de l'Église; car lui-même fut déposé dans toutes les formes; Grégoire XII abdiqua (4), et Benoît XIII, qui résista à cet exemple, fut abandonné à la fin même par les Espagnols qui se rattachaient encore à lui, et déposé également le 26 juillet 1417 (5), en

(1) Un gonfalonier *di giustizia, sette signori anziani*, et *sedici gonfalonieri del popolo*, tous choisis par les Bolonais, gouvernèrent de nouveau la ville. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 600. Par ce nouvel ordre de choses, des membres des corporations étaient entrés dans les emplois. Une nouvelle révolution, le 25 août 1412, expulsa les membres des corporations par des nobles, sans changer rien cependant à l'édifice de la constitution. Les Popoli, Bentivogli, Guidotti, Isolani, etc., avaient poussé à cette constitution, pour replacer conditionnellement Bologne sous le pouvoir de l'Église; ce qui arriva en effet, en sorte que Bologne était une ville libre sous la suzeraineté pontificale.

(2) Giorgio était fils de Tibaldo, cousin de Francesco mort en 1405; le père de Tibaldo s'appelait Lodovico; il était frère de Francesco, chassé de Forli par Albornoz :

Francesco.	Lodovico.	Giovanni.	
Sinibaldo.	Tibaldo	Pino †1402.	Francesco †1405.
	Giorgio Gem Lucrezia degli Alidosi.		Antonio.
	Tibaldo.		

(3) Voyez plus haut.

(4) Il reçut du concile, comme cardinal-légat, le vicariat général dans les affaires spirituelles et temporelles pour la Marche d'Ancône, et le diocèse de Farfa, en juillet 1415. Raynaldi, l. c., p. 358,359.

(5) Raynaldi, l. c., p. 495.

sorte que l'on vit renaître la possibilité d'élire un unique chef suprême de l'Église catholique romaine. Beaucoup désiraient maintenant, avant de choisir un successeur de saint Pierre, que l'on entreprît une réforme fondamentale de l'Église sur le chef et sur les membres. Mais il s'éleva là contre un puissant parti, qui dans une époque si féconde en résultats pour l'Église, aurait voulu la voir au moins sans chef; et, le 11 novembre, le conclave (1) élut un ami de Jean, le cardinal Oddo della Colonna, qui monta sur le siége de saint Pierre sous le nom de Martin V. Cependant Grégoire XII était mort à Racanati, dans un âge très-avancé; le *condottiere* Braccio da Montone avait, le 10 janvier 1416, restitué aux Bolonais, moyennant de l'argent, tous les points fortifiés de la ville livrés aux troupes pontificales, et Bologne redevint un État libre (2). A Rome, après la mort du roi Ladislas, le château Saint-Ange était seul resté occupé pour Naples. Mais la liberté dont on jouissait par l'absence d'un chef suprême légitime conduisit à changer la constitution demeurée, sous Ladislas, telle qu'elle avait été sous les papes depuis Albornoz (1), et à rendre une influence extraordinaire aux treize *caporioni*. Bientôt après, le peuple, par acclamation, créa violemment Pietro di Matuzzo *signore* dans la ville; mais les treize *caporioni* ne tardèrent pas à rentrer au pouvoir, sous le titre de treize gouverneurs. Avant son départ pour Constance, Jean avait nommé le cardinal Isolani pour son légat à Rome, dans la Campagna et la Marittima, la Sabina et le Patrimoine de saint Pierre. Maintenant ce dignitaire négocia avec les gouverneurs de Rome, et il parvint à rétablir l'ancienne constitution, telle qu'elle avait été jusqu'à la mort de Ladislas.

(1) Auquel prirent part, outre les cardinaux présents, trente députés des cinq nations votant au concile.

(2) Voyez plus haut.

(1) Toutefois il paraîtrait qu'il n'y eut plus alors sept conservateurs, mais seulement trois. Ainsi, en août 1414, étaient conservateurs: Jacobello di Jacopo, Lorenzo di Taolo et Giovanni Bari; ils furent remplacés le 11 août par Pauluccio di Piermatteo, Buzzo Stinco et Pietro di Matuzzo. Le 10 septembre 1414, Pietro di Matuzzo devint seul *signore;* le 16 octobre, il perdit la *signoria;* le 19 octobre vint à Rome le cardinal Isolani, qui avait jusque-là résidé à Toscanella. Cf. *Diarium Romanum*, l. c., p. 1046, 1049.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE DE L'ÉTAT DE L'ÉGLISE JUSQU'A L'ANNÉE 1492.

§ Ier. *Jusqu'à la mort d'Eugène IV, en 1447.*

Braccio da Montone, après avoir quitté Bologne, s'était emparé de Pérugia, d'où il étendait ses conquêtes jusque dans le voisinage de Rome même (1). Le 7 juin 1417, il parut devant S.-Agnese, où le cardinal Isolani vint en même temps, avec plusieurs des principaux Romains, pour s'entendre avec lui (2). Il demanda son admission dans la ville, qu'il prétendait vouloir occuper pour le futur pontife. Les Romains lui furent d'abord opposés ; mais le défaut de sécurité causé par le voisinage d'une armée à moitié hostile, et une disette générale, agirent si puissamment en faveur de Braccio, que le 16 juin au soir la ville lui fut remise; de manière qu'il devait exercer l'autorité provisoirement pour l'Église, et même nommer le sénateur. Isolani avait été accueilli par le commandant napolitain du château Saint-Ange; là il demeura jusqu'à ce que, le 10 août, Auguste Sforza parût aux environs de la ville avec son armée au service de Naples. Braccio, ainsi que le *condottiere* Tartaglia et Berardo de' Varani, quitta de nouveau Rome le 26 août. Le lendemain Sforza y entra, et à son tour nomma le sénateur et les autres fonctionnaires.

Tel était encore l'État de l'Église lorsque Martin V revint en Italie dans l'automne de 1418. La république de Bologne et une infinité de petites familles seigneuriales se partageaient les cantons du nord et du centre. Rome et Bénévent (1) se trouvaient entre les mains des Napolitains. Martin pouvait obtenir peu de chose par la force : il négocia, vint en 1419 de Mantoue, où il s'était d'abord arrêté, à Florence par Ferrare et Forli (dont il avait accordé le vicariat l'année précédente à Giorgio degli Ordelaffi pour trois années). Sa politique à l'égard de la domination temporelle dans l'État ecclésiastique tendait, à ce qu'il paraît, surtout à combattre les vues mal déguisées de Braccio, autant que possible le droit d'un anti-pape (Braccio cherchait à se servir de Jean XXIII comme d'un prétexte).

(1) Voyez plus haut.

(2) *Diarium Romanum*, l. c., p. 1061.

(1) Ladislas avait occupé Bénévent en 1408, l'avait restituée à l'Église, en 1412, pour le reprendre dans la même année. Jeanne conserva la principauté, jusqu'à ce qu'elle la restituât au pape Martin, en 1418, mais, à ce qu'il paraît, seulement pour la forme. Elle la conféra, ainsi que

Il ne restait à Martin d'autre parti que de se jeter dans les bras de Sforza Attendolo, c'est-à-dire de la cour napolitaine, avec laquelle il engagea les relations les plus amicales (1). Au mois de juin les deux armées en vinrent, entre Viterbe et Montefiascone, à un furieux combat dans lequel Braccio remporta une victoire complète (2). Comme le fils de Sforza, Francesco avait amené des troupes auxiliaires, l'on parvint à repousser Braccio, à gagner le *condottiere* Tartaglia du parti de Sforza, et à déterminer le comte Guidantonio de Montefeltro à une attaque contre Braccio (3). Alors Sforza délivra Spolète, où la forteresse seule s'était encore maintenue contre Braccio; mais Braccio battit Tartaglia près d'Orvieto. A la fin l'on en vint à un accommodement, d'après lequel, moyennant la restitution de toutes les autres conquêtes faites sur le pape, Braccio obtint les droits de vicariat à Todi, Canara, Perugia, Assissi, Gualdo et Spello. Afin d'être relevé de l'excommunication lancée contre lui, il vint à Florence se jeter aux pieds de Martin (au printemps de 1420), et mena ensuite, pour le service du saint-père, son armée contre les Bolonais répandus encore dans les domaines pontificaux. Ceux-ci à la longue ne furent plus en état de résister. Antonio de' Bentivogli (fils du précédent *signore* de Bologne, Giovanni), qui, depuis l'expulsion des da Canedolo le 26 janvier 1419, dirigeait la république par son influence (1), fut gagné par la dignité de comte dans la Campagna, et la ville se soumit de nouveau au pape, en juillet 1420 (2), sous la condition que les formes de la constitution seraient épargnées, et que les emplois seraient occupés par des citoyens bolonais.

Le véritable motif de la réconciliation de Martin avec Braccio était le changement des rapports avec Naples. A la cour de Naples, le favori de la reine, Gianni de' Caraccioli, et le *condottiere* Sforza se traitaient en ennemis mortels; et, comme le pape travailla auprès du cabinet napolitain en raison des relations de son neveu Antonio, il perdit par là les services de l'homme qui lui était le plus nécessaire, de Sforza; et l'impossibilité de faire agir ce guerrier contre Braccio dans l'intérêt de l'Église, jointe aux instances des Florentins, amis de Braccio, avaient acquis la grâce à ce dernier. Mais Martin fut blessé de l'éclat dont la gloire des armes environnait Braccio; il devint jaloux et envieux, en le voyant briller

---

Manfredonia, à Sforza Attendolo; et le pape paraît avoir donné son consentement, et reçu à Bénévent Sforza comme son vassal. Il entretint les rapports les plus amicaux avec la reine; celle-ci confia au neveu de Martin, Antonio della Colonna, le duché d'Amalfi et Castello a Mare, ainsi que la principauté de Salerne; et Martin nomma, en 1419, Sforza porte-étendard de l'Église contre Braccio da Montone (Borgia, *Memorie istoriche di Benevento*), vol. III, p. 347.

(1) Jeanne avait déjà fait complimenter Martin à Constance, et le neveu de Martin, Antonio della Colonna, était en relations intimes avec l'amant de la reine, Gianni Caraccioli. Après que Martin fut revenu en Italie, une alliance fut conclue entre lui et Naples, et la reine reçut de la part du pape la couronne en octobre 1419. Pour les rapports d'amitié entre Martin et Jeanne, tels qu'ils étaient en novembre 1418, lorsque le pape se tenait à Mantoue, voyez aussi *Raynaldi Ann.*, l. c., vol. XVIII, p. 14-15.

(2) Sismondi, vol. VIII, p. 291.

(3) Guidantonio était déjà venu à Mantoue à la cour pontificale, et avait été nommé par le pape recteur dans le pays de Spolète, et décoré du titre de duc. Maintenant il conquit Assissi (qu'il avait déjà possédé) sur Braccio; mais il paraît que les Gabrielli n'avaient pas encore oublié leur vieille haine contre Montefeltro, et qu'avec leur assistance Braccio reprit Assissi et d'autres lieux. Alors la vengeance de Guidantonio atteignit les Gabrielli; et Martin lui-même rétablit ensuite la paix entre Braccio et le duc, et donna à ce dernier la rose d'or.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 609. Antonio n'était nullement seigneur de la ville, ainsi que le pense Sismondi; il était seulement le citoyen le plus influent.

(2) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 611. Bentivoglio reçut aussi du pape la place et le territoire de Castel Bolognese. *Ibid.*, p. 612.

aux yeux des hommes beaucoup plus que le successeur de saint Pierre. Tandis qu'il était dominé par ce sentiment, Sforza lui-même vint à Florence, et les liens d'une étroite amitié se resserrèrent entre le *condottiere* et le pontife. Sforza se laissa persuader de quitter le service de la reine Jeanne, pour n'être plus exposé aux tracasseries de Caraccioli, et de passer sous les drapeaux de Louis d'Anjou, dont Martin soutenait de plus en plus les prétentions, depuis qu'il avait séparé sa politique de celle de Jeanne. Sforza était arrivé jusque dans le voisinage de Naples avant de se déclarer. Tout à coup il proclama roi Louis d'Anjou, et commença le siége de Naples. Alors Jeanne attira Braccio à son service, et Martin, qui était revenu à Rome le 30 septembre de l'année 1420, négocia une trève entre les deux partis, parce qu'il fut bientôt fatigué d'avoir à entretenir seul l'armée de Louis d'Anjou. La trève ramena Sforza au service de Jeanne. Tandis que Braccio était encore occupé à prendre possession du gouvernement des Abruzzes qui lui avait été conféré, et à soumettre Aquila rebelle, à Naples même s'opéra une division en deux factions, dont l'une, formée par Jeanne et par Louis d'Anjou avec lequel elle s'était accommodée dans sa détresse, était soutenue par le pape. A la tête de l'autre, composée avec l'ancien parti hongrois ou Durazzo, se tenait le fils adoptif de Jeanne, Alphonse d'Aragon, qui réussit à attirer à lui Braccio. Dans le cours de la guerre renouvelée entre les deux généraux rivaux, Sforza se noya dans la Pescara le 4 janvier 1424, et Braccio, battu près d'Aquila le 2 juin 1424 par le *condottiere* Caldora, blessé et pris, se laissa mourir de faim, le 5 juin, par désespoir de ce revers. Martin perdit en Braccio son sujet le plus dangereux, dont les fiefs retournèrent à l'Église romaine (1). Guidantonio de Montefeltro était alors entièrement dans les intérêts de Martin, dont il avait épousé la nièce, Caterina di Lorenzo della Colonna. Au lieu d'Assissi, qu'il avait perdu, Montefeltro acquit un accroissement de possessions plus conforme à ses vues, dans Urbania, chef-lieu de la Massa Trabaria, qui se détacha des Brancaleoni, pour se jeter dans les bras de Montefeltro (1). Les Malatesta avaient été presque toujours unis avec Montefeltro contre Lodovico de' Migliorati (seigneur de Fermo), contre Braccio et contre les Varani. Tandis que Carlo était prisonnier de Braccio (2), mourut Andrea, qui avait résidé à Césène; et la marche rapide de Pandolfo, accouru de la Lombardie (où il était en possession de Brescia), et l'intervention de Guidantonio, sauvèrent seules les États des Malatesta des armes victorieuses de Braccio. En 1420, Pandolfo perdit Brescia (3), et reprit sa résidence à Fano, où il mourut en 1427. Il laissa trois fils naturels, Galeotto Roberto, Sismondo Pandolfo et Domenico. Le dernier porte ordinairement le nom de Malatesta Novello. Comme Carlo mourut sans enfants en 1429, les trois fils de Pandolfo succédèrent à tous les domaines des Malatesta, à l'exception de la seigneurie de Pesaro de Malatesta de' Malatesti, lequel mourut aussi sur ces entrefaites, en décembre 1429. Il avait auparavant intéressé le pape pour qu'il voulût exclure ses cousins; et ceux-ci, ayant besoin de réunir les ressources pécuniaires nécessaires pour apaiser la cour pontificale par le payement de tous les tributs arriérés, se trouvèrent dans un grand embarras. En outre il leur fallait abandonner au pape Borgo S.-Sepolcro, Bertinoro,

(1) Raynaldi, vol. XVIII, p. 69.

(1) Guidantonio avait deux fils: un illégitime, d'une Ubaldini, nommé Federigo, et un légitime, de sa deuxième femme, Oddantonio. La guerre avec les Brancaleoni, au sujet d'Urbania, procura encore des conquêtes à la maison de Montefeltro; et comme cette guerre se termina par un mariage de Federigo de Montefeltro, légitimé par le pape, avec Gentile de' Brancaleoni, Federigo obtint aussi le reste de la Massa Trabaria avec S.-Angelo in Vado et Mercatello.

(2) Voyez plus haut.

(3) Voyez division III.

Osimo, Cervia, et une suite d'autres places, qui furent en grande partie réunies aux domaines contigus du pontife. Sinigaglia seule fut restituée à la maison Malatesta, mais à la branche de Pesaro (1). Les Varani, qui avaient été confirmés encore dans leurs biens par Martin V à Constance, et qui s'y maintinrent ensuite durant son gouvernement, les partagèrent, en 1429, en quatre seigneuries; ce qui engendra des guerres de famille, dans lesquelles les Varani se détruisirent presque entièrement. Obizzo da Polenta régna dans sa seigneurie, reconnu par le pape, et protégé par les Vénitiens, jusqu'à sa mort, en 1431 (2); son fils Ostasio lui succéda. Déjà il a été question de la mort de Giorgio, maître de Forli, et des événements qui en furent la suite (3). Comme Lodovico degli Alidosi, seigneur d'Imola (4), ainsi que la souveraine de Forli furent pris, et leurs villes occupées par les troupes milanaises, que le *signore* de Faenza se plaça aussi sous la protection de Milan, durant quelque temps (dans l'hiver de 1423 à 1424), toute la Romagne parut destinée à devenir une province milanaise. Mais la guerre causée par les événements de Forli se termina, en décembre 1426, par une paix dans laquelle le duc Filippo Maria céda immédiatement au pape toutes ses conquêtes dans la Romagne (5). Dès le mois de mars 1425, Guidantonio de' Manfredi, *signore* de Faenza, s'était de nouveau séparé du parti milanais. Lodovico degli Alidosi s'était fait franciscain, et Tibaldo degli Ordelaffi était mort de la peste dans l'été de 1425. Imola et Forli restèrent donc placés immédiatement sous l'autorité de l'Église, jusqu'à ce que, en 1434, les habitants de Forli se soulevassent contre la domination pontificale, et prissent pour leur *signore* Antonio degli Ordelaffi, jadis incarcéré par Giorgio degli Ordelaffi et par les Milanais. Mais, dans l'année 1426, les habitants de S.-Severino, soutenus par le neveu de Martin V, Pietro della Colonna, recteur de la Marche, se saisirent de leur *signore* Antonio degli Ismeducci, livrèrent leur ville à l'Église; et les tentatives que fit, en 1434, le fils d'Antonio, Ismeduccio degli Ismeducci, pour se remettre en possession de la *signoria*, furent toutes sans succès. Dans l'année 1429, les habitants de Fermo livrèrent au pape la ville et la citadelle de Fermo; et les autres domaines des Migliorati, comme par exemple Ascoli, suivirent cet exemple.

Jusqu'à l'année 1433, les guerres de la haute Italie, qui ont été déjà exposées dans l'histoire de Venise, de Milan et de Toscane, n'exercèrent point une action directe sur les affaires de l'État de l'Église. De ces événements de l'époque de Martin V, il n'est besoin de rappeler que les troubles de Bologne. Par la soumission de Bologne à la domination pontificale dans l'année 1420, le parti Raspanti des da Canedolo, Zambeccari, Guidotti, Ramponi, Griffoni, Ghisilieri, Gozzadini, Pepoli, Mezzovillani, Muzzarelli, etc., persécuté par Antonio de' Sentinogli, se trouva délivré de son plus redoutable adversaire; les membres bannis de ce parti avaient été ramenés à Bologne. Antonio vivait, comme recteur de la Campagna, à Rome et aux environs. Dans la nuit du 1er août 1428, une conjuration de ces familles Raspanti éclata contre le légat et les autres employés pontificaux; la liberté fut proclamée, le palais public fut pillé (1), le légat expulsé, et la république se releva au rang d'État complétement libre. Ladislas de' Guinigi, fils du *signore* de Lucca et Carlo de' Malatesti, souverain de Rimini, cherchèrent aussitôt à

---

(1) Cette branche, après la mort de Malatesta, se composait de ses fils Carlo et Galeazzo.

(2) *Annal. Foroliv.*, l. c., p. 216. Lebret, t. v, p. 322, cite faussement l'année 1455.

(3) Voyez division III.

(4) Lui et son neveu Beltrame. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 614.

(5) Voyez division III. Déjà avant la conclusion réelle et définitive de la paix, des relations amicales s'étaient établies entre Milan et le pape.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 617.

conquérir des avantages aux dépens des rebelles. Le pape envoya le *condottiere* Jacopo Caldora; Antonio de' Bentivogli poussa toutes les localités bolonaises où il avait encore de l'influence à planter la bannière de l'Église au lieu du drapeau de la ville libre. La lutte traîna ainsi sans événements importants jusqu'au 30 août 1429, qu'un traité fut conclu, lequel attribuait à l'Église la suzeraineté, au légat l'exercice de certains droits de souveraineté, mais assurait à la *signoria* de Bologne les droits et les libertés les plus essentiels (1). Durant la guerre, les factions des da Canedolo et des Zambeccari d'un côté, des Bentivogli de l'autre, s'étaient plusieurs fois agitées hostilement dans la ville même : des haines particulières, des vengeances privées survécurent à la lutte ouverte. En juillet 1430, les deux partis en vinrent aux mains; l'Église s'intéressa pour les Bentivogli, et l'on batailla jusqu'au 22 avril 1431. Alors furent terminés les combats, par un traité que ménagea le successeur de Martin V (2). Martin avait été frappé d'apoplexie dans la nuit du 19 au 20 février (1); et à sa place fut élevé Gabriele de' Condolmieri de Venise, qui se nomma Eugène IV.

Le conclave dans lequel se fit l'élection du pape Eugène est de la plus grande importance pour l'histoire de l'État de l'Église. Les cardinaux, par leur position élevée dans l'Église, par les gouvernements et les légations qui leur étaient confiés, par leurs revenus et leurs alliances, avaient bien jusqu'alors exercé une haute influence; néanmoins les papes s'étaient souvent conduits très-arbitrairement avec eux, avaient parfois augmenté le nombre de leurs adhérents dans le collége sacré par des nominations indignes, et privé de leurs dignités leurs adversaires parmi les cardinaux. Au concile de Constance, où les circonstances les plus graves de l'Église furent l'objet des discussions, il était naturel que les rapports des cardinaux fussent fixés et constitués d'une manière correspondant à l'idée de leur dignité. Par ces mesures, il arriva que l'aristocratie, se développant jusque-là par hasard, et qui trouvait son point d'appui dans la force personnelle de certains cardinaux, acquit une base solide et légale. Sous Martin V, cette aristocratie avait dû observer combien, dans les affaires temporelles de l'État ecclésiastique, le pontife favorisait sans mesure ses parents les Colonna, comme il employait les deniers publics à l'établissement de sa famille : ils avaient senti naître des craintes d'actes arbitraires qui pouvaient atteindre leur propre situation. Ils délibérèrent donc, et se lièrent par serment, dans le conclave qui suivit la mort de Martin, à cette résolution, que chacun d'eux, si l'élection le favorisait s'engagerait à observer certains articles renfermant une espèce de capitulation, et à leur donner force de loi. Eugène adhéra ensuite à cette promesse sacramentelle, et les cardinaux acquirent ainsi la garantie des points suivants (3):

---

(1) La *Cronica di Bologna* (p. 623), donne ce traité dans les termes suivants : « Che i Bolognesi doveano fare signori anziani, ei gonfalonieri del popolo e tutti i vicari delle castellarimaneano a i cittadini; e delle chiavi delle porte doppie una parte si desse al cardinale, e una parte ai signori anziani; e l'officio delle bollete uno per la chiesa, e uno pe' signori anziani. Il cardinale dovea stare nel palazzo maggiore, e i signori in quello de' notaj, et doveasi far conciare quel palazzo a spese della Camera. Il cardinale dovea tenere 300 cavalli e 200 fanti, e non più; e i signori anziani altrettanti. Il papa dovea fare elezione del podesta di uno che piacesse a i signori; che il papa non dovesse mandare a Bologna verun legato, che non piacesse a i cittadini cioè ai reggimenti. Se in Bologna fosse per alcun tempo qualche legato, che non piacesse ai cittadini, il papa dovea toglierlo via e mandare un altro, che loro piacesse. E fatte le spese, che bisognavano alla corte de' signori, e pagati i suoi soldati e portieri, il papa dovea avere l'avanzo. »

(2) *Cronica di Bologna*, p. 637.

(1) Raynaldi, l. c., p. 80.

(2) Raynaldi, l. c., p. 81 sq.

1° Le pape doit réformer la curie romaine, chef et membres, toutes les fois que le demande le collége des cardinaux, et il doit observer rigoureusement la réforme exécutée. Le pape ne peut transférer de Rome, ou d'un lieu dans un autre, la résidence de la curie romaine, sans l'agrément des cardinaux.

2° Le pape, sur l'indication de temps et de lieu faite par les cardinaux, doit tenir un concile général, et réformer toute l'Église dans les affaires de croyance et de discipline.

3° Le pape ne doit faire aucun cardinal, sinon de la manière prescrite par le concile de Constance, à moins qu'il ne s'écarte de cette prescription avec le consentement des cardinaux.

4° Les cardinaux conservent le droit d'exposer librement leurs vues au pape en toutes choses, et la loi les protége contre toute conduite arbitraire d'un pape qui nourrirait contre eux des sentiments hostiles (1).

5° Le pape ne peut toucher à la fortune des cardinaux, prélats et autres personnes qui meurent à sa cour; il doit laisser le droit d'héritage suivre son cours régulier.

6° Le pape ne doit pas prendre le serment et l'hommage de tous les possesseurs de fiefs, vicaires et employés de l'État ecclésiastique pour lui seul; il doit les recevoir aussi pour le collége des cardinaux, en sorte que, le trône pontifical venant à vaquer, tous ces hommes se tiennent sous l'autorité du collége des cardinaux comme sous l'autorité du pape, lorsque le saint-siége est occupé (2).

7° Le pape, en vertu d'une constitution précédente du pape Nicolas IV, abandonne la moitié de tous les revenus de l'Eglise romaine au collége des cardinaux.

8° D'où résulte naturellement que le pape ne doit se permettre aucun acte politique, dont les suites pourraient avoir de l'influence sur le temporel de l'Église, sans la participation et le consentement du collége des cardinaux: ainsi il ne doit confier aucun fief ou vicariat, concéder rien sur les revenus perpétuels, commencer aucune guerre, conclure aucune alliance, établir aucun impôt, accorder aux princes temporels aucune taxe sur les ecclésiastiques fixés dans leurs pays, abandonner la moindre part des droits et des prétentions de l'Église, sans la participation ou le consentement du collége des cardinaux.

Ces articles devinrent, le 4 mars 1431, jour de l'intronisation du pape Eugène, la base du droit politique en vigueur dans l'État de l'Église.

La marche du roi Sigismond vers Rome, et les négociations pour le rétablissement de la paix en Toscane et dans l'Italie septentrionale ont déjà été rappelées (1). Bientôt après, le fléau de la guerre fondit de nouveau sur l'État de l'Église. Eugène aurait désiré transférer à Bologne le concile ouvert à Bâle dans l'année 1431; mais il ne put y parvenir, et entra en vives discussions avec le concile même (2). Le duc de Milan et Francesco

(1) « Item ut Romano pontifici a dominis cardinalibus libera perveniant consilia; non apponet, nec per quemnquam apponi permittet in personis vel bona alicujus ex eis; nec aliquid in suo statu et provisione immutabit pro quacumque causa vel occasione, nisi de expresso consilio et consensu majoris partis dominorum cardinalium; nec damnabit eum, nisi convictum numero testium expresso in constitutione Silvestri papæ, facta in synodo generali quæ incipit : Præsul non damnetur. »

(2) Cet article est en réalité le plus important pour les rapports intérieurs de l'État ecclésiastique. Il est ainsi conçu dans l'acte : « Item, quo feudatarios regnorum, et alios vicarios, capitaneos, gubernatores, senatores, castellanos, omnesque officiarios urbis Romanæ obligabit sibi et successoribus, ac cœtui dominorum cardinalium cum omnibus et singulis capitalis opportunis, et quod sede vacante ad mandatum dominorum cardinalibus civitates, terras, loca, arces et castra Ecclesiæ immediate subjecta tradant et expediant libere, et sine contradictione quacumque. »

(1) Voyez plus haut.

(2) Eugène conçut de l'inquiétude, lorsque

Sforza mirent à profit ces rapports hostiles, et ce dernier, à l'été de l'année 1434, avait conquis une grande partie de l'État de l'Église (1). Les Colonna, élevés au delà de toute mesure sous Martin V, et à cause de cela même rabaissés violemment tout d'abord par Eugène (2), s'unirent avec un autre capitaine attiré par Milan, Niccolo Fortebraccio ; et Eugène se vit enfin réduit à une telle extrémité, qu'il se jeta entièrement dans les bras de Sforza. Les petits barons, ceux du moins qui avaient pu se maintenir contre Sforza, avaient aussi profité des embarras du pape. Antonio degli Ordelaffi redevint, comme on l'a déjà vu, seigneur de Forli. Sigismondo Pandolfo et Domenico de' Malatesti s'emparèrent de nouveau de Cervia (3). La nomination de Sforza comme marquis d'Ancône et porte-bannière de l'Église romaine (1), fut en quelque sorte pour eux le coup de la mort. Les Chiavelli de Fabriano, les Ottoni de Matelica perdirent pour toujours leurs domaines princiers. Les Varani de Camerino, affaiblis par des inimitiés de famille, perdirent cette ville, ainsi que Tolentino et d'autres seigneuries. Tolentino resta depuis ce temps sous l'autorité immédiate des papes. Ridolfo et Giulio Cesare de' Varani recouvrèrent Camerino, dans l'année 1444, par le moyen des habitants, et furent aussi de nouveau reconnus comme vicaires pontificaux (2). Les suites de la nomination de Sforza comme marquis d'Ancône ont été déjà exposées (3) jusqu'à la fuite d'Eugène IV à Florence. Par ce motif nous passons les luttes incessantes dans la Romagne, qui se terminèrent, en 1435, par une paix en vertu de laquelle les troupes milanaises évacuèrent complétement la Romagne : Imola et Bologne furent ramenées à la soumission envers le pape (4) ; et la faction Bentivoglio, ayant toujours à sa tête Antonio, devint la plus influente, attendu que les Canedoli avaient été contre le pape (5). Dès le mois d'octobre 1434,

---

l'assemblée de Bâle eut invité, le 15 octobre 1431, les Hussites à une discussion libre et impartiale, dans laquelle se manifesterait le Saint-Esprit, et la vérité serait mise en lumière. Il déclara donc, le 18 décembre, cette conduite illégitime, attendu que, l'hérésie hussite ayant été déjà condamnée, les procédés du concile de Bâle portaient atteinte à l'autorité des conciles précédents. En même temps il prononça la dissolution de l'assemblée de Bâle, et en indiqua une nouvelle à Bologne, dans laquelle il voulait prendre la direction. Raynaldi, l. c., p. 91 sq. Les pères du concile trouvèrent les habitants de Bâle disposés à mettre l'autorité du concile au-dessus de celle du pape; le roi Sigismond se tourna de leur côté ; le duc de Milan se déclara de toute manière en leur faveur. Bref, ils demeurèrent, au mépris des ordres du pape, et tinrent leur assemblée. Eugène la reconnut aussi en 1433 (Raynaldi, p. 107 sq.), sans que toutefois les différends principaux eussent été levés; car les Bâlois soutinrent toujours que, même sans la présence du pape, une réunion générale de l'Église avait la suprême autorité.

(1) Pour plus de détails, voyez division III.

(2) Sismondi, vol. IX, p. 20.

(3) Galeotto Roberto de' Malatesti, seigneur pieux et doux, se fit franciscain, et mourut en octobre 1432, à S.-Arcangelo, âgé seulement de vingt et un ans. *Cronica Riminese*, l. c., p. 630, et alt. Carlo de' Malatesti, ainsi que son frère Galeazzo, fut chassé pour peu de temps, et ramena la ville sous son autorité. Les deux frères, Sigismondo et Domenico, se signalèrent particulièrement dans les guerres suivantes par leur perfidie. Carlo mourut le 14 novembre 1438. Son frère Galeazzo vendit Pesaro en 1445 à Francesco Sforza. Voyez plus haut, division III, *Cron. Riminese*, l. c., p. 950.

(1) Pour plus de détails, voyez division III.

(2) Ridolfo mourut en 1464; Giulio Cesare vécut jusque dans le XVI[e] siècle : alors il sera question encore de cette famille.

(3) Division III.

(4) La conclusion du traité entre Bologne et le pape se fit le 27 septembre 1435. Cf. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 655.

(5) Cette élévation apparente des Bentivogli ne dura que quelques semaines. Balthasar da Offida, alors podestat de Bologne, fit arrêter, le 23 décembre 1435, Antonio de' Bentivogli, ainsi

les Romains avaient dû remettre leur ville aux troupes papales, et les provocateurs du soulèvement qui avait contraint Eugène à la fuite avaient été exécutés. Néanmoins Eugène ne se rendit point aux invitations des Romains qui le rappelaient ; en avril 1436, il alla de Florence à Bologne, d'où il engagea Sforza à une entreprise contre Forli, qui se rendit le 24 juillet. Mais alors Antonio degli Ordelaffi perdit sa seigneurie (1). Une pareille tentative pour arracher aux comtes de Cunio et Barbiano une partie de leurs domaines, particulièrement Lugo, échoua par l'inimitié de Balthasar da Offida, podestat pontifical de Bologne, envers Sforza, qui découvrit ses manœuvres (2), et le fit arrêter et transporter à Fermo (3). Dès lors Eugène sentit chaque jour de plus en plus la pesanteur du pouvoir de Sforza, que lui-même, dans sa détresse, avait aidé à fonder ; mais tout moyen de le renverser lui manquait, s'il ne se rapprochait du duc de Milan, qui jusqu'alors avait toujours été l'adversaire le plus ardent du pape, et demeura encore son ennemi dans le temps qui suivit immédiatement.

Rome, où les Colonna et les Savelli avaient encore entretenu des troubles, fut domptée par l'énergie de l'évêque de Recanati, Giovanni de' Vitelleschi. Lorsqu'il eut battu les Savelli, pris Palestrina et autres forts des Colonna, enlevé prisonnier Antonio da Pontedera, il entra en triomphe dans Rome, où personne n'osa plus exciter de désordres. Néanmoins Eugène ne revint pas encore dans sa capitale ; il s'en excusa, parce qu'il lui fallut s'occuper de négociations avec les Grecs sur une réunion de l'Église, de translation du concile de Bâle dans une ville d'Italie où lui-même devait espérer une plus grande influence sur l'assemblée (1). Dans l'automne de 1437, le nouveau concile fut indiqué à Ferrare, mais sans être reconnu par les pères de Bâle ; en janvier 1438, il fut ouvert, et le 24 de ce mois Eugène lui-même vint à Ferrare.

Nous passons ici les expéditions de Sforza dans ce temps contre Milan, les destinées des seigneuries des Polenta (2) qui furent fixées par ces guerres ; nous ne disons pas non plus comment le pape, afin d'opposer un contrepoids aux promesses faites à Sforza par le duc de Milan pour l'attirer de son côté, dut se résigner à fonder plus solidement la puissance du marquis ; tous ces faits ont trouvé leur place dans l'histoire de Milan.

Aussitôt qu'Eugène eut quitté Bologne, qui avait été tenue par lui dans un état de sujétion tout à fait inaccoutumée, les habitants songèrent à secouer le joug de l'Église (3). Dans la nuit du 21 mai 1438, les Bentivogli étaient si loin, que les Bolonais purent saisir

---

que le chef de la faction opposée, Tommaso di Zambeccari ; le premier fut décapité, le second pendu. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 656. Bologne fut traitée par lui en ville assujettie : « In questo tempo in Bologna era per podestà messer Baldassare da Offida della marca, molto crudele e tiranno. A molti cittadini tolse assaissimi danari. Era sigran maestro col papa, che di quello, che egli faceva, non v' era uomo, ne cardinale, che avesse ardimento di dire alcuna cosa, e non s'ajutava dalla cintura in giù. »

(1) *Cronica Riminese*, l. c., p. 932. *Annal. Foroliv.*, l. c., p. 218.

(2) Dont le pape était probablement informé (Sismondi, vol. IX, p. 87), quoiqu'il doive avoir été assez prévoyant ; car plus tard il ne put nier à Sforza toute participation avec Balthasar dans le plan pour la perte de Sforza.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 658 : « E mandò messer Baldassare in prigione nelgirondi Fermo, nel qual luogo morì miseramente. »

(1) Dans la vingt-sixième séance, les pères du concile de Bâle étaient allés jusqu'à demander compte à Eugène de la mauvaise administration de l'État ecclésiastique. Raynaldi, l. c., p. 175.

(2) Pour la fin de la domination des Polenta, voyez division III.

(3) Les préparatifs de résistance aux troupes entrées dans le Bolonais sous Niccolo Piccinino mirent légalement les armes aux mains des Bolonais. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 659.

les armes; ils ouvrirent les forts aux troupes milanaises qui se tenaient dans le voisinage, et instituèrent un nouveau régime républicain. Faenza, Imola, Forli suivirent l'exemple de Bologne, et se révoltèrent. Guidantonio de' Manfredi, *signore* de Faenza, obtint aussi la *signoria* dans Imola (1), et Antonio degli Ordelaffi revint encore à Forli (2). Enfin le favori le plus décidé du pape, Giovanni de' Vitelleschi, gouverneur de Rome, se laissa entraîner dans des ligues avec le *condottiere* milanais Niccolo Piccinino contre son maître. Eugène fut informé assez à temps dans cette occasion, et Antonio Redo, commandant du château Saint-Ange, reçut en secret l'ordre de s'emparer de Giovanni. L'arrestation s'exécuta au moment même où Vitelleschi se disposait à quitter Rome, pour se porter sur la Toscane avec un corps de troupes, le 18 mars 1440. Vitelleschi mourut empoisonné quelques jours après (3). Le patriarche d'Aquilée occupa sa place. Les guerres au nord de l'Italie et de la Toscane, dans lesquelles Eugène fut enveloppé comme allié des Vénitiens et des Florentins, jusqu'à la paix de Crémone en novembre 1441, ont déjà été rappelées dans l'histoire de Venise, de Milan et de Toscane (4). Il sera question dans le livre suivant de la part prise par le pape aux affaires de Naples. Eugène, forcé par la peste, transféra, dans l'été de 1439, le concile de Ferrare à Florence, et à force de persistance dans la poursuite de son but, il poussa le concile de Bâle à élever alors un second pontife dans la personne du comte Amédée de Savoie, sous le nom de Félix V (1). Sforza paraissait pleinement affermi par son alliance de famille avec Milan, lorsque tout à coup la haine que lui portait Filippo Maria vint renverser tous ses rapports.

Comme Sforza se préparait en 1442 à marcher vers Naples pour conquérir de nouveau ses fiefs que le roi Alphonse lui avait enlevés, son beau-père Filippo Maria résolut, sinon de le perdre, au moins de l'affaiblir, et même de le dépouiller de sa grande principauté dans l'État de l'Église (2). A Eugène, qui depuis longtemps n'attendait que le moment favorable où le duc s'unirait à lui pour la ruine de Sforza, il offrit Niccolo Piccinino comme général pour reconquérir la Marche. Divers traités de paix que les Florentins ménagèrent entre Sforza et le pape, successivement et à de courts intervalles, ne servirent qu'à entraîner des pertes pour Sforza qui s'y confiait, attendu qu'Eugène ne croyait pas à la force obligatoire d'un traité nuisible à l'Église. Les corps de troupes de Sforza furent battus les uns après les autres, les villes étaient enlevées successivement (3); trois des officiers les plus importants, Manno Barile, Cesare da Martinengo et Vittore de' Rangoni, passèrent à l'ennemi; le parti angevin succomba complétement à Naples. Dès lors Sforza perdit aussi le dernier reste de ses possessions dans ce royaume; et dans la Marche d'Ancône, ne pouvant tenir la campagne, il jeta des garnisons dans les villes encore fidèles, et se renferma lui-même avec quatre mille hommes dans une ville des Malatesta, dans Fano. Venise et Florence virent alors qu'il était de la dernière nécessité de soutenir Sforza, si elles ne voulaient pas elles-mêmes succom-

---

(1) Le duc de Milan, dont les troupes avaient occupé Imola, lui donna cette ville le 26 avril 1439. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 662.

(2) *Annales Foroliv.*, l. c., p. 219. Ce fut le 26 mai 1438 qu'Antonio revint avec l'aide des troupes milanaises de ses adhérents à Forli, et des paysans. Il avait deux fils, Ceccho (Francesco) et Pino (Filippo). En mai 1440, il obtint encore Forlimpopoli.

(3) Les écrivains qui s'expriment sur cet événement dans l'intérêt du pape représentent la mort de Vitelleschi comme la suite des blessures qu'il avait reçues au moment de l'arrestation. Par exemple, Raynaldi, l. c., p. 242.

(4) Voyez division III.

(1) Raynaldi, l. c., p. 224.

(2) Que l'on consulte la division III.

(3) *Cronica Riminese*, l. c., p. 912 sq.

ber devant les princes alliés après la chute du marquis. Mais le beau-père du marquis avait aussi d'autres pensées; il détermina Alphonse, qui s'était avancé déjà pour combattre Sforza dans l'État de l'Église, à se retirer sur les frontières de son royaume, et s'unit lui-même avec les républiques pour soutenir Sforza (1) en septembre 1443. En conséquence la fortune des armes sourit de nouveau au marquis, et lui procura, en octobre 1444, une paix aussi avantageuse qu'il pouvait la désirer au milieu de telles circonstances. A l'exception de quatre villes, il conserva toute la Marche (2).

Cependant Guidantonio de Montefeltro était mort en février 1443 (3); son fils Oddantonio lui succéda dans les seigneuries d'Urbino, de Gubbio et de Cagli. Mais S.-Leo, avec quelques autres parties du territoire des Montefeltro, passa comme dot de la fille d'un de ces seigneurs à son époux Domenico de' Malatesti de Césène. Bientôt après la mort de Guidantonio, son fils reçut du pape le titre de duc (4). Federigo de Montefeltro, fils illégitime du défunt (5), vécut en partie dans ses possessions dépendantes de la Massa Trabaria, en partie auprès de Malatesta de Pesaro, jusqu'à ce que, en juillet 1444, les sujets d'Oddantonio se révoltèrent, le massacrèrent et appelèrent Federigo à lui succéder. Celui-ci négocia avec Galeazzo de' Malatesti de Pesaro au sujet de la vente de ses domaines, et Galeazzo abandonna Pesaro à Sforza (1), mais Fossombrone, l'autre possession, à Federigo (2). Par cette aliénation des domaines de sa famille, Sigismondo de' Malatesti, quoique gendre de Sforza, devint son mortel ennemi. D'un autre côté, Federigo épousa une autre fille de Sforza, et s'attacha entièrement à lui.

Le duc de Milan, auquel la dernière paix paraissait avoir tourné trop favorablement pour son gendre, provoqua maintenant une ligue contre lui entre Eugène et Sigismondo. D'autres rapports intervinrent encore dans la politique de ce temps. Bologne depuis la dernière révolte était demeurée Etat libre, de telle sorte, toutefois, que les troupes de Piccinino sous Francesco, fils de Niccolo, formaient la garnison de la ville (3). A la tête de la faction Bentivogli se tenait maintenant Annibale de' Bentivogli; et comme le parti de ce personnage exerçait alors la plus grande influence, Francesco crut avoir à le redouter. Il le fit arrêter avec deux membres de la famille Malvezzi, et tint Annibale prisonnier à Varano dans le Parmesan; là Galeazzo de' Marescotti et quelques autres amis le délivrèrent par un coup hardi, et le ramenèrent en juin 1443 à Bologne. Dans la nuit ils escaladèrent les murailles au moyen de cordes,

(1) Voyez division III.

(2) *Ibid.*

(3) C'est uniquement à cause de la différence dans le commencement des années, si dans quelques auteurs la mort de Guidantonio a été placée en 1442. La *Cronica Riminese*, l. c., p. 943, prouve que 1443 est la date exacte.

(4) Lebret, tom. VII, p. 175.

(5) Sismondi fait naître d'une manière miraculeuse Federigo de Montefeltro, venu au monde durant le mariage de Guidantonio avec sa seconde femme, mais fruit d'un adultère de cette dame avec Bernardino degli Ubadini della Garda. C'est une confusion. Guidantonio avait eu Federigo, hors du mariage, d'une sœur de Bernardini. Vraisemblablement Sismondi aura été conduit à son opinion par la *Cronica Riminese*, qui nomme une fois Federigo *figliuolo* di Bernardino della Garda, parce qu'il était son fils adoptif.

(1) Voyez division III.

(2) *Annal. Foroliv.*, l. c., p. 222. *Chron. Engulinum*, ap. Mur. XXI, p. 983.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 667. L'état de Bologne est ainsi représenté : « Francesco Piccinino figliuolo di Niccolo capitano delle genti del duca di Milano e signore di Bologna cioè che la governava e reggeva come signore avegnachè ci fossero i signori Anziani, come è Usanza a tempo di popolo, niente di meno esso Niccolo ci tenea un governatore, nomato messer Cervato Secco da Caravaggio, il quale faceva di Bologna

appelèrent leur parti aux armes, et firent prisonnier Francesco avec la garnison milanaise (1). Bologne fut de nouveau complétement libre; Annibale fut mis à la tête de l'État (2). Venise et Florence envoyèrent des troupes pour le soutenir, et le 14 août les troupes milanaises subirent une défaite sous Luigi del Verme.

Dès lors Annibale tenta de gagner à lui les Canedoli par des procédés bienveillants et des bienfaits, et de se les attacher par des mariages avec ses parentes. Mais tout fut inutile; le duc de Milan et le pape les déterminèrent à entrer dans un complot pour le meurtre de Bentivoglio. Le *condottiere* Taliano Furlano (de Forli), les officiers pontificaux Carlo da Gonzaga et Luigi da S.-Severino devaient appuyer la conspiration. L'un des conjurés, Francesco de' Ghisilieri, invita Annibale, à servir de parrain à un de ses enfants. Le baptême se fit, le 24 juin 1445, dans l'église de S.-Pietro. Comme, après la cérémonie, Bentivoglio arrivait à la maison de Francesco, presque entièrement entouré de Canedoli, Balthasar da Canedola tira son poignard. Annibale voulut mettre l'épée à la main; mais Francesco lui retint le bras par derrière, et lui cria : « Compère, il te faut maintenant prendre patience! » et il fut ainsi immolé (3). Alors les Canedoli et leur parti proclamèrent bien hautement la sainte ligue (composée du pape et du duc), et massacrèrent tous les Bentivogli dont ils purent se saisir. Mais, après que le premier effroi se fut dissipé, les adhérents d'Annibale qui restaient encore se rassemblèrent. Le peuple l'avait aimé; bientôt la prépondérance fut du côté des ennemis des Canedoli, et ceux-ci furent poursuivis, massacrés, leurs maisons incendiées. Les troupes auxiliaires milanaises et pontificales que l'on avait promises n'étaient pas encore assez proches, et la faction Bentivoglio demeura dominante. Mais il ne restait d'Annibale qu'un fils de six ans, qu'il était impossible de mettre à la tête des affaires comme son père s'y était placé; et peu à peu les factions avaient mené les choses à Bologne à une situation analogue à celle de Florence, c'est-à-dire qu'avec des formes de ville entièrement libre, une famille, et dans cette famille un homme, devait exercer l'influence dominante, afin qu'il pût exister un centre politique. Enfin l'ancien comte de Poppi, Francesco da Battifolle (1), se présenta, et donna avis aux Bolonais que le frère d'Annibale, Ercole, dans sa vingtième année, durant son séjour à Poppi, avait eu de l'épouse d'un certain Agnolo Cascese un fils qui portait le nom de baptême de Santi. Après la mort d'Agnolo, Santi avait été amené à Florence chez le frère de son père Antonio, et ne se doutait nullement de son origine, lorsque les délégués des Bolonais, Cosimo de' Medici et Neri Capponi, lui firent brusquement des ouvertures. Il n'était âgé que de vingt-deux ans, et se laissa bientôt persuader de prendre le rôle qu'on lui offrait (2). En riche équipage, accompagné d'un grand nombre de Florentins influents, il fit son entrée dans Bologne le 13 novembre (3).

Cependant les événements de Bologne avaient rendu les Vénitiens et les Florentins hostiles au duc et au pape. L'on était arrivé à des rencontres sanglantes, et comme

---

secondo la volontà del detto Niccolo, e teneva le rocche del contado a sua posta, e il castello della posta di Galiera, etc. »

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 669.

(2) C'est-à-dire que le pouvoir suprême fut, comme à Florence, remis à une *balia* (Cf. de Bursellis. *Annal. Bononienses*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. XXIII, p. 880). Dans cette *balia*, Annibale avait une influence aussi décisive que Cosimo de' Medici à Florence. On lui abandonna une partie des revenus de l'État, spécialement ceux du timbre (*datium carticellarum*). Il n'avait pas à vrai dire la *signoria;* mais il était plutôt une sorte de prince citoyen comme Cosimo.

(3) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 676, 677.

(1) Voyez plus haut.

(2) Machiavelli, *Istor. Fior.*, lib. VI, ed. c., p. 106.

(3) De Bursellis, *Annal. Bonon.*, l. c., p. 883.

Sigismondo n'avait attendu que l'occasion pour donner libre cours à sa vengeance contre Sforza et Montefeltro, une guerre était devenue inévitable. De son côté, Sforza avait prévu cela tout d'abord, et dès le mois d'août il avait enlevé Pergola à son gendre Sigismondo (1); mais il n'avait pas compté sur des événements qui alors renversèrent tous ses plans, et replacèrent enfin en grande partie la Marche sous le pouvoir immédiat du pape. Ascoli se révolta, les habitants immolèrent le commandant établi par Sforza. Taliano Furlano du Bolonais, le patriarche d'Aquilée du territoire romain, Giovanni da Ventimiglia, général napolitain (car Alphonse était aussi membre de la sainte ligue), pénétrèrent en même temps dans la Marche. Alessandro Sforza maintint Fermo; Francesco lui-même, par d'habiles manœuvres, sut tenir quelque temps séparées les armées ennemies; mais enfin le soulèvement de Rocca Contrata menaça la communication avec Florence, d'où lui arrivaient les principales ressources en argent par le moyen de Cosimo de' Medici, et il ne lui resta plus d'autre parti que de jeter dans Jesi une aussi forte garnison que dans Fermo, d'abandonner toutes les autres possessions, et de se retirer sur Pesaro et dans le territoire da Montefeltro. Presque toutes ses villes se révoltèrent, et ouvrirent les portes aux troupes pontificales; Fermo même suivit cet exemple le 26 novembre, et à grand'peine Alessandro put-il se sauver dans la citadelle, où il obtint au moins une capitulation avantageuse et une libre retraite (2). Alors, de tous ses domaines dans la Marche, Sforza n'eut plus que Jesi. Une tentative qu'il fit en juin 1446 pour exciter les villes du Patrimoine à un soulèvement contre le pape, échoua pleinement; son propre frère Alessandro conclut pour Pesaro sa paix particulière avec le pape, et se sépara de lui. Federigo da Montefeltro, qui avait encore dans les veines du sang héroïque des Ubaldini, seul lui resta fidèle, quoique l'on dût alors considérer la chute de Sforza comme imminente (1). Heureusement, dans ce même temps, les Vénitiens serraient de très-près le duc de Milan, en sorte qu'il se décida à appeler à son aide son gendre, qui, à l'exception de Jesi, n'avait plus rien à perdre dans la Marche (2). Au milieu des négociations et de toutes ces complications mourut Eugène IV. Au printemps de 1442, il avait transféré le concile de Florence à Rome (3); lui-même se tint encore quelque temps à Florence et à Sienne, jusqu'en septembre 1443; puis il demeura à Rome jusqu'à sa mort, arrivée le 23 février 1447 (4).

(1) *Cronica Riminese*, l. c., p. 951.

(2) Le 10 février 1446. *Cronica Riminese*, p. 954. La citadelle de Fermo était renommée par sa force. On l'appelait Giro Falco ou Girone.

(1) Federigo est une des plus belles apparitions dans l'histoire d'Italie. Il se montre au niveau de toutes les situations, de toutes les circonstances: vaillant et habile capitaine, chéri de ses sujets, comme homme il est valeureux et habile, dans la société il brille par son esprit, parmi les savants il se recommande par son instruction. Dans sa vieillesse, il devint plus pesant et plus faible. Sa bibliothèque à Urbino et celle d'Alessandro Sforza à Pesaro étaient pour la Marche ce que les collections de livres de Cosimo étaient pour la Toscane.

(2) Voyez division III.

(3) Raynaldi, l. c., p. 266.

(4) Raynaldi, l. c., p. 335. Il sera question ailleurs de ses rapports avec la Corse. Bénévent, sur laquelle le saint-siége élevait des prétentions directes, demeura, après qu'Alphonse l'eut arrachée à Sforza en 1440, entre les mains du roi, quoiqu'il promît souvent de la restituer. Alphonse obtint enfin le droit de vicariat, et n'en resta pas moins possesseur de Bénévent après le décès d'Eugène, jusqu'à sa mort à lui-même en 1458.

§ II. *Jusqu'à la mort du pape Pie II en 1464.*

Dix jours seulement après la mort d'Eugène, Tommaso da Sarzana (1), évêque de Bologne, monta sur la chaire de saint Pierre sous le nom de Nicolas V. Il était fils d'un professeur de médecine à Pise, de Bartolommeo de' Parentucelli : son esprit et son savoir l'avaient porté aux plus hautes dignités de l'Église, et néanmoins son élévation au trône pontifical fut tellement inattendue, que le cardinal de Fermo, Domenico da Capranica, lorsque la majorité des voix eut décidé, ne voulait pas y croire, et demanda à voir encore une fois les bulletins (2). Eugène avait encore dans ses derniers temps persécuté les Savelli ; le roi Alphonse était venu à Tivoli, sous prétexte de vouloir assister le pape, et il avait occupé la ville. Alors Nicolas se décida à l'évacuer, et rendit les biens aux Savelli. Tous les efforts tentés par Félix V pour empêcher le choix d'un successeur du pape Eugène furent déjoués ; le petit nombre des ecclésiastiques restés encore à Bâle transférèrent leur assemblée, en 1448, à Lausanne ; mais ils ne purent non plus s'y tenir, et il ne resta plus enfin à Félix d'autre parti que de renoncer à sa dignité (3).

Jadis Nicolas V avait passé d'assez longues années à Florence dans la maison Strozzi (4), et il était passionné pour l'art et les sciences. A l'exemple de Cosimo et d'Alphonse, il s'entoura d'un cercle d'hommes distingués, parmi lesquels nous avons déjà cité les plus renommés en parlant de Medici ; à l'instar de Cosimo, il fit recueillir sur tous les points des manuscrits et d'anciens objets d'art, jeta les bases de la bibliothèque du Vatican, et décora Rome d'une suite d'imposants édifices (1). Les premières années de son règne s'écoulèrent dans la paix, et ne furent attristées que par une maladie pestilentielle qui le chassa lui-même pour quelque temps vers la Marche. Le jubilé de 1450 attira de nombreux pèlerins à Rome, et fit couler assez d'argent dans les caisses pontificales pour soutenir les efforts intellectuels du chef de l'Église (2). Le voyage du roi Frédérick d'Allemagne à Rome pour se faire poser la couronne impériale, au printemps de 1452 (3), ne fut qu'une occasion de réjouissances et de fêtes.

Comme la situation politique de ses sujets laïques n'avait d'importance pour Nicolas qu'autant qu'elle pouvait servir à faciliter le

(1) Le père de Tommaso Calandrino était Pisan, et lui-même était né à Pise; mais son père vécut longtemps exilé de Pise à Sarzana, où le fils fut conçu, et, comme sa femme était Sarzanienne, le fils reçut le surnom de da Sarzana. Cf. Manetti, *Vita Nicolai* V, ap. Murat., *Scrr.*, vol. III, part. II, p. 907.

(2) Raynaldi, l. c., p. 336.

(3) Raynaldi, l. c., p. 354 sq.

(4) Voyez plus haut.

(1) Outre Rome, il orna aussi Gualdo, Assissi, Civita-Vecchia, Città Castellana, Orvieto, Spoleto et Viterbo. Sismondi, vol. X, p. 15. Sur la collection de livres, voyez Manetti, *Vita Nicolai V*, l. c., p. 926, 927. Sur les édifices, *ibid.*, p. 929, 930, 931 sq.

(2) Manetti, dans la Vie du pape Nicolas V, l. c., p. 924, dit : « Pontifex, ex hoc tanto et tam immenso et pene tam incredibili hominum ad hunc jubileum accedentium numero, maximam ac pene infinitam argenti copiam, cum ob ingentium vectigalium multiplicationem, tum ob magnam cunctarum rerum ad victum necessariarum quotidianam consumptionem, tum insuper ob generales uniuscujusque ablutiones adeptus est, etc... » Voyez encore Sismondi, l. c., p. 15, 16.

(3) Voyez plus haut.

culte par lui voué aux sciences et aux arts, toute distraction de ce côté lui était insupportable. Il voulait une administration prompte, régulière, afin d'arriver sans empêchement à son but (1), mais non pas dans l'intérêt des administrés; car ceux-ci n'avaient pour lui de valeur personnelle que s'ils se distinguaient des autres par l'élévation et l'étendue de l'intelligence. Il appartenait à ces natures supérieures de tyrans dont l'Italie était alors si riche; mais il lui manquait le pouvoir sur ses mouvements intérieurs, nécessaire à ce rôle politique. Aussi, après qu'on l'eut vu rester indifférent à toutes les autres formes de réclamations qui lui furent adressées, un vif sentiment d'opposition s'empara d'un grand nombre de ses sujets, même des plus distingués pour la culture de leur esprit, et nulle part cette opposition ne se montra plus ardente qu'à Rome, cette capitale si fortement courbée par Eugène et ses gouverneurs. Stefano de' Porcari, noble romain, avait essayé de réveiller le souvenir de l'ancienne liberté de la ville, immédiatement après la mort du pape Eugène. Durant quelque temps, Stefano avait été éloigné de Rome comme podestat d'Agnani. Après son retour, de telles intentions lui avaient valu un exil à Bologne, ville d'université, qui, depuis l'élévation de Nicolas au trône pontifical, était rentrée sous la suzeraineté de l'Église, et avait alors pour gouverneur un ami des sciences aussi passionné que le pape lui-même, le cardinal Bessarion (2). Dans ce lieu, à Bologne, Porcari forma le plan d'affranchir Rome par la force. Son neveu fit des levées d'hommes à Rome même. Des bandits romains et des soldats enrôlés étaient pris pour soutenir l'entreprise. Une prétendue maladie rendit possible à Stefano de se dérober de Bologne, d'aller à Rome, et d'assister, en janvier 1455, à un repas solennel que donnèrent les conjurés, et dans lequel ils convinrent d'occuper le lendemain le capitole, de se saisir du pape, ainsi que du clergé qui l'entourait à Saint-Pierre, puis de s'emparer du château Saint-Ange et de la ville avec l'aide du peuple, sur le méconten-

(1) Son caractère politique a été parfaitement saisi par Sismondi, l. c., p. 17.

(2) Voyez plus haut La réconciliation complète de Bologne avec l'Église s'était opérée bientôt après l'intronisation de Nicolas V, déterminée par les bons rapports personnels avec le pape, qui était venu petit garçon à Bologne, et, réduit à la plus profonde misère, ne s'était relevé que par l'appui de Bolonais bienfaisants. L'accommodement se fit en 1447. Cf. de Bursellis, l. c., p. 884. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 683. Santi de' Bentivogli demeura à la tête de la république jusqu'à sa mort au 30 septembre 1463, même après que la république eut traité avec l'Église. De Bursellis, l. c., p. 893. *Cronica di Bologna*, l. c., p. 753. Après sa mort, il fut remplacé par le fils d'Annibale de' Bentivogli, Giovanni de' Bentivogli, qui était encore mineur lorsque fut immolé son père. Le traité entre la ville de Bologne et le pape Nicolas V, de l'année 1447, se trouve dans la *Cronica di Bologna*, l. c., p. 685. L'on y apprend à connaître la constitution d'alors: dans l'article, il est dit: « Ancora si debbono fare i signori Anziani, il gonfaloniere di giustizia, i gonfalonieri del popolo, e i massari delle arti secondo la consuetudine presente, e avere potestà secondo la forma degli statuti della detta città. Che debbono essere i signori sedici, i quali sieno con messer lo legato a governare la città. I quali sedici debbono durare per tutto il loro uffizio, e finito quello essi e il legato debbono provedere d'altri sedici signori. E che i detti sedici col legato debbono eleggere un gonfaloniere di giustizia, i signori Anziani, i gonfalonieri del popolo, i massari delle arti e gli altri ufici di onore, e che nissuno de i detti reggimenti possa deliberare alcuna cosa senza il reggimento di Bologna. » Les *signori sedici* sont donc la *balia* de l'État, ayant à leur tête les Bentivogli, et par lesquels, de concert avec le légat, se faisaient leurs nominations à tous les emplois. Toutes les tentatives que firent, dans les années postérieures à 1447, les Pepoli pour ramener le gouvernement de Bologne entièrement à l'Église, dans le seul but de renverser les Bentivogli, échouèrent aussi bien que celles des Canedoli, faites de concert avec les Pepoli pour se ressaisir du pouvoir.

tement duquel on comptait. Tandis que l'on s'étendait encore sur ces mesures, le *senator* en avait déjà pris d'autres pour arrêter tous les conjurés dont la réunion lui avait été dénoncée; et Stefano lui-même, qui essaya de se cacher chez sa sœur, n'échappa point aux mains des autorités. Sans aucune forme de procès, le pape fit pendre le même jour Porcari avec neuf autres conjurés au château Saint-Ange, et il mit à prix les têtes de ceux des parents de Stefano, dont il ne put se saisir. Bientôt Nicolas étendit ses soupçons sur des personnes entièrement innocentes. Il paraît que son esprit était faible devant le défaut de sécurité personnelle. L'agitation de ses inquiétudes le conduisit jusqu'à violer des saufs-conduits accordés précédemment à des gens dont il craignait l'inimitié; et ainsi, agité de terreurs insurmontables, tourmenté par la goutte, il marcha rapidement au-devant de la mort. Il n'osait plus quitter le palais sans une forte escorte. L'effroi causé par la chute de Constantinople, la crainte des Turcs, qui menaçaient l'Italie d'un danger chaque jour plus prochain, abattirent le reste de ses forces; il mourut le 24 avril 1455 (1).

Il a déjà été question dans les divisions précédentes des événements généraux de l'Italie. La guerre poussée jusqu'en 1447 par Federigo de Montefeltro, comme allié de Sforza, contre Sigismondo de Rimini, fut suspendue le 11 mars de cette année par une trêve, pour éclater bientôt de nouveau; la possession de Fossombrone fit bientôt de Malatesta un ennemi de Federigo, et tous deux entrèrent en ligue l'un contre l'autre, en embrassant un service étranger comme *condottieri*. Antonio degli Ordelaffi était mort en août 1448, laissant la seigneurie à ses deux fils Ceccho et Pino (2). Il avait été précédé de près de deux mois par Guidantonio (ou Guidazzo comme quelques-uns le nomment), seigneur de Faenza et d'Imola, qui transmit Faenza à son fils Astorre, et Imola à son autre fils Taddeo (1). Les seigneurs d'Imola, Faenza, Forli, Alessandro Sforza de Pesaro, Domenico de' Malatesti de Césène, Sigismondo de Rimini et Federigo de Montefeltro, étaient, avec les Varani de Camerino et les Este de Ferrare, les seuls possesseurs de fiefs vassaux du pape conservant encore une existence princière; toutes les autres puissances féodales avaient été renversées; Jesi même avait été rendue par Sforza (2).

Sous le successeur de Nicolas, les luttes factieuses des Colonna et des Savelli d'un côté, des Orsini de l'autre, se ranimèrent avec une nouvelle fureur. Il avait semblé d'abord que le choix tomberait sur le cardinal Bessarion, jusqu'à ce qu'un parti opposé fit valoir la circonstance qu'il était Grec, et qu'il y aurait plus de convenance à élever un Latin. Alors le cardinal Alphonse Borgia, fils d'un noble catalan, Juan Borgia, mais né à Valence (3), obtint la majorité des suffrages. Il se nomma Calixte III, et fut intronisé le 21 mars 1455.

Outre l'inimitié des deux factions romaines, qui éclata d'une manière sanglante dès le jour du couronnement (4), et se ralluma toujours dans la suite, ce fut surtout la guerre aux infidèles qui occupa ce pontife, guerre dans laquelle il se montra en véritable Espagnol. Il jura de faire tout ce qui était dans les limites de ses forces pour arracher Constantinople aux Turcs; et en effet il équipa une flotte qui croisa quelques années contre les Turcs (5); mais il ne fut pas assez puissant pour déterminer un mouve-

(1) Raynaldi, l. c., p. 432.
(2) *Annales Forolív.*, l. c., p. 223.

(1) *Cronica di Bologna*, l. c., p. 689.
(2) Voyez division III.
(3) Raynaldi, l. c., p. 434.
(4) *Vita Calisti III*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. III, partie II, p. 963.
(5) A la vérité les vaisseaux pontificaux furent employés en partie par les neveux du pape seulement à piller des côtes chrétiennes, par exemple à Chypre. Raynaldi, l. c., p. 483.

ment général de l'Occident contre l'Orient.

Une circonstance de la plus haute gravité pour les rapports intérieurs de l'État de l'Église, ce fut son dévouement aveugle aux intérêts de sa famille, qui lui fit braver les observations et même l'opposion ouverte des cardinaux. Il créa cardinaux deux fils de ses sœurs, et fit prendre à l'un, Roderico de' Lenzuoli, le nom de famille de Borgia. Le frère de Roderico, Pierre Lodovico, fut nommé duc de Spolète. Lorsque mourut le comte Orsino de Tagliacozzo (les charges de préfets de Rome, tenues en fiefs, étaient venues des da Vico aux Orsini), Calixte donna au même Pierre Lodovico la préfecture de Rome (1), et le fit porte-étendard de l'Église romaine. Ces faveurs devinrent une cause permanente de rapports désagréables avec la noblesse romaine, et vraisemblablement l'on en serait venu à de bien plus grands troubles, si Calixte n'était mort le 6 août 1458, aussitôt après avoir nommé son neveu Pierre Lodovico duc de Bénévent, comte de Terracina, mais avant que celui-ci pût se mettre en possession. Ayant appris la mort du roi Alphonse, par une bulle du 12 juillet, rendue au mépris de la reconnaissance antérieure de la légitimité de la succession de Ferdinand, fils d'Alphonse, il avait déclaré le trône de Naples vacant, et le royaume comme un fief retourné au saint-siége (2). Après sa mort, Pierre Lodovico ne put se maintenir, et mourut peu de temps après à Civita-Vecchia, poursuivi par les Orsini. Quant à son frère Roderico, qui avait encore été pourvu par Calixte de l'évêché de Valence, il devait plus tard occuper lui-même le trône pontifical sous le nom d'Alexandre VI.

A Calixte succéda Æneas Silvius de' Piccolomini, né à Corsignano (aujourd'hui Pienza), fils d'un noble chassé de Sienne (3). Les troubles civils de Sienne jetèrent bien des soucis sur sa jeunesse, sans empêcher cependant le brillant développement de ses facultés. Au service du cardinal Domenico da Capranica, il vint à Bâle pour le concile; mais là le malheur ne cessa point de le poursuivre. Plusieurs fois il lui fallut chercher d'autres services, jusqu'à ce qu'il devînt l'un des douze secrétaires des brefs apostoliques. Il entra dans la députation chargée d'examiner les articles de foi, et depuis ce temps fut souvent employé comme orateur (c'est-à-dire comme ambassadeur). Lorsque Félix V avait été élu à Bâle, il fut son secrétaire; puis il passa au service du roi Frédérick dans la même qualité (1). Nicolas V le fit évêque de Trieste; lorsqu'en 1452 il accompagna Frédérick dans son expédition d'Italie, il obtint l'évêché de Sienne. Pendant une ambassade entreprise plus tard en Italie pour le comte de l'empereur, Calixte lui conféra le chapeau de cardinal, et lorsque de Viterbe, où il se tenait au moment de la mort de Calixte, il vint à Rome pour le conclave, chacun le désignait comme celui sur lequel le choix devait tomber. Il fut élu en effet, et ceignit la tiare le 3 septembre; il prit le nom de Pie II. La conduite du précédent pontife rendait un serment de capitulation d'élection d'autant plus nécessaire, et aux articles rappelés plus haut l'on joignit encore l'obligation d'une guerre contre les Turcs et de payements réguliers aux cardinaux.

Comme, à l'avénement de Pie II au trône apostolique, la mésintelligence survenue avec plusieurs royaumes par suite du concile de Bâle avait cessé déjà par l'effet du concordat, le nouveau pontife put diriger

(1) Cf. *Vita Calisti III*, l. c., p. 965.

(2) Raynaldi, l. c., p. 516 sq.

(3) Sa mère avait, outre lui, vingt et un enfants. Cf. *Joh. Antonii Campani Vita Pii II*, ap. Murat., *Scrr.*, vol. III, part. II, p. 969.

(1) Ou plutôt comme président de chancellerie. Cf. *Vita Pii II*, l. c., p. 970. « Mox et inter amicos Cæsaris relatus adscriptusque, secretariis haud multo post præfectus est. Ad ultimum adscitus inter consultores imperii invidiam quamquam Italus inter germanos brevi superavit. »

sans partage tous ses soins contre l'ennemi général de la chrétienté. Quelques troubles sans importance dans l'État de l'Église attristèrent un peu les commencements de son gouvernement. Le roi Alphonse n'avait pas accédé pleinement à la paix conclue entre les puissances d'Italie en avril 1454 à Lodi (1), et à la mort de Calixte, le *condottiere* Jacopo Piccinino, qui auparavant avait échoué dans une entreprise sur Sienne (2), était occupé au service napolitain contre Sigismondo de' Malatesti de Rimini. Mais il renonça à cette lutte, pour tirer parti de la détresse des neveux de Calixte III, qui, ne pouvant maintenir leurs forteresses, les lui vendirent. La réconciliation définitive de Naples avec le pape, qui reconnut dès lors le roi Ferdinand, facilita aussi les voies à une pacification complète de l'État de l'Église (3). Ferdinand s'engagea à un tribut annuel, céda Bénévent, Pontecorvo et Terracina à l'État de l'Église, et donna sa fille naturelle Maria pour épouse au neveu du pape, Antonio de' Piccolomini. Jacopo Piccinino, sur l'ordre du roi de Naples, rendit Assissi, Norcia, Gualdo et autres places qu'il avait occupées. Sauf les désordres nécessairement inhérents à son organisation politique si extraordinaire, l'État de l'Église se trouvait de nouveau pacifié, lorsque Pie II arriva le 27 mai 1459 au congrès italien fixé par lui-même à Mantoue, après avoir visité Perugia, Sienne, Florence, Bologne et Ferrare ; partout il avait été reçu avec les plus grandes marques d'honneur, au milieu de la joie générale.

Au congrès devait être résolue une entreprise générale de l'Italie contre les Turcs ; mais les taxes que Pie II demanda pour cette fin dans toute l'Italie ne furent jamais payées. Après bien des négociations inutiles, il repartit de Mantoue en janvier 1460, et retourna vers Rome par le même chemin. L'événement le plus important du congrès fut la condamnation des appels du pape à un concile général, comme d'une doctrine hérétique.

Cependant le parti angevin à Naples, jadis appuyé par Calixte, s'était de nouveau tourné vers un prince français, vers Jean, fils de René d'Anjou, qui s'intitulait roi de Sicile ; et celui-ci était disposé à soutenir leurs efforts, comme prétendant à la couronne de Naples, tandis que Pie, ainsi que Francesco Sforza, considérant avec raison que la prépondérance des Français en Italie porterait un coup mortel à l'existence politique de toute l'Italie, prenait la résolution de défendre la maison d'Aragon. Florence et Venise restèrent neutres. Mais Sigismondo de' Malatesti, que le pape avait contraint à une paix désavantageuse avec Ferdinand, et Jacopo Piccinino, que Ferdinand avait arrêté dans les enrôlements dans l'État de l'Église, embrassèrent le parti angevin.

Dans les cantons des frontières septentrionales du royaume de Naples se rassemblèrent, au printemps de 1460, les armées de toute l'Italie. Les deux frères du duc de Milan (Alessandro de Pesaro et Bosio) y étaient avec leurs troupes ; avec eux se trouvaient des corps venus de Montefeltro, et une armée pontificale sous les ordres de Simonetta. D'un autre côté, la flotte génoise au service des Angevins se tenait près de la côte, et Jean préparait le siége de Nola. Ferdinand conduisit en personne une armée contre son adversaire, qui fut exposé pendant quelque temps au plus grand danger ; mais le manque d'argent, qui fit craindre à Ferdinand de voir ses troupes passer aux ennemis, le força à la bataille près de Sarno, en juillet 1460 ; il essuya une défaite complète, et le général papal Simonetta périt dans l'action. Toute la Campanie et le *Principato* tombèrent alors au pouvoir des Angevins.

En ce moment, dans les Abruzzes, Jacopo Piccinino faisait tête aux deux Sforza et à Federigo da Montefeltro. Le 27 juillet,

(1) Voyez division III.
(2) Voyez plus haut.
(3) *Vita Pii II*, l. c., p. 974.

l'on vint près de S.-Fabbiano à une bataille qui commença par un petit engagement de cavalerie, ainsi qu'il s'en était vu déjà plusieurs sans amener de résultat important. Cette fois l'on se battit jusque dans la nuit, aux flambeaux, et avec un tel acharnement, que les deux armées se heurtèrent sur le même terrain durant sept heures, sans céder ou fléchir, jusqu'à ce qu'enfin les troupes de Piccinino se retirèrent. Mais leurs adversaires avaient essuyé de si effroyables pertes, qu'ils ne purent plus tenir la campagne, et gagnèrent la Marche, tandis que Jacopo portait le ravage et la flamme jusqu'aux environs de Rome. L'appui du duc de Milan mit bientôt l'armée pontifico-napolitaine, ainsi que les troupes de Sforza et de Montefeltro, en état de reparaître en rase campagne. Mais, pendant ce temps, la ville de Naples avait couru le plus grand danger; et si elle fut sauvée, c'est que Jean ne se montra pas assez rapidement devant ses murailles.

Dans les années suivantes, ce fut encore principalement l'énergie du duc de Milan et celle du pape qui aidèrent Ferdinand et finirent par l'affermir ; car ces deux alliés étaient bien décidés à ne laisser aucun prince étranger acquérir une domination en Italie. Toutes les tentatives faites auprès de Francesco Sforza par Cosimo de' Medici, ami dévoué des Angevins, par Bianca l'épouse de Francesco, et par son entourage, pour le décider à l'abandon du parti aragonais, restèrent sans aucune espèce de résultat. Pendant quelque temps le manque d'argent avait encore paralysé l'activité de Ferdinand, et suspendu ses progrès; mais, après sa jonction avec Alessandro Sforza, les revers frappèrent successivement les Angevins. Le 18 août, Jean et Piccinino subirent près d'Orsaria une rude défaite, en sorte qu'ils se retirèrent de la Pouille vers Giovan Antonio degli Orsini, prince de Tarente, auprès duquel arriva aussi Sigismondo de' Malatesti. Celui-ci, surpris dans la nuit du 13 au 14 août par Federigo da Montefeltro près de Mondolfo, avait en août et septembre perdu toutes ses possessions, à l'exception de Rimini. Après ces événements, il n'y eut plus moyen de décider Orsino à soutenir énergiquement le parti angevin ; il chercha plutôt à obtenir pour lui-même une paix avantageuse de Ferdinand, et celui-ci fut assez bien avisé pour faire les offres les plus brillantes à ses adversaires, alors qu'il les voyait disposés à la paix, sachant fort bien que plus tard il pourrait les détruire tous isolément. Ferdinand accorda aussi à Jean et à Piccinino, ainsi qu'à leurs troupes, un libre passage vers les Abruzzes, s'ils atteignaient ce canton dans l'espace de quarante jours. Le traité fut définitivement conclu le 13 septembre 1462 (1). Alors Jean fut réduit à laisser piller les localités dans les Abruzzes qui s'étaient soumises à lui, afin que Piccinino pût seulement entretenir ses troupes, et Piccinino lui-même fut tellement convaincu de l'impossibilité de continuer la lutte, qu'en vertu d'un traité du 10 août 1463 il passa au service de Ferdinand, et se fit assurer Sulmona, une suite d'autres places et un traitement annuel. Les Abruzzes se réunirent ensuite entièrement à Ferdinand, enfin Marino Marzano, duc de Suessa et prince de Marzano, fit de même, et Jean ne trouva plus à se maintenir que dans l'île d'Ischia, qui lui avait été livrée, ainsi que le château de l'OEuf, par deux Calabrais mécontents de Ferdinand.

Au milieu de ces circonstances, Sigismondo n'avait plus à chercher de ressource que dans la grâce du pape ; et dans le fait il était à craindre que dans son désespoir il ne livrât aux Turcs Rimini, sa dernière possession. En octobre 1463, Pie II lui conféra sa ville de Rimini, avec un territoire de cinq milles de circonférence. La ville de Césène resta à son frère Domenico ; mais ce dernier reste des possessions des Malatesta devait retourner au siége pontifical à la mort des deux seigneurs (2). Sigismondo passa au

(1) Sismondi, vol. x, p. 148.
(2) Sismondi, l. c., p. 150.

service vénitien, et devint générl en Morée contre les Turcs (1). Les Vénitiens, qui s'étaient déjà saisis de Ravenne, étaient alors le dernier appui des Malatesta. Domenico leur vendit encore Cervia en 1465 (2), un instant avant sa mort, après laquelle Césène, Bertinoro et ses autres possessions revinrent immédiatement au pape. Meldola et quelques autres localités en furent seules détachées pour être données au fils naturel de Sigismondo, Roberto de' Malatesti.

Cependant le prince de Tarente avait été surpris par la mort à Alta-Mara (étranglé par ses serviteurs, que probablement Ferdinand avait gagnés), et ses trésors étaient tombés entre les mains du roi. Le vieux roi René vint au printemps de 1464 au secours de son fils avec une flotte; mais, après avoir considéré l'état des choses, il ne put que le ramener avec lui d'Ischia en France. Ainsi se termina enfin cette lutte pour le trône de Naples.

A mesure que la guerre dans l'Italie méridionale prenait une tournure conforme aux désirs du pape, s'élevait dans l'esprit de Pie II la volonté, sinon d'arracher aux Turcs, avec l'aide de l'Occident, toutes les provinces déjà conquises en Europe, du moins d'opposer une forte barrière à des conquêtes ultérieures. Lui-même voulait se mettre à la tête d'une croisade, et en octobre 1463, il fit un appel à la chrétienté de l'Occident, de s'unir à lui pour cette entreprise. Venise et le duc de Bourgogne s'intéressèrent très-vivement à cette expédition (1), qui enfin, comme tant d'autres semblables précédemment projetées, échoua avant même de pouvoir être exécutée. Atteint déjà par la fièvre, Pie II avait quitté Rome en juin 1464, afin de poursuivre en personne à Ancône, où la flotte vénitienne devait se trouver aussi, la continuation de l'entreprise. Il y arriva plus malade, sans avoir de moyens de retenir les bandes de guerriers accourues sur ce point, qui ne demandaient pas mieux que de combattre, mais qui manquaient d'argent (2). Le chagrin de voir l'expédition se fondre sous ses yeux augmenta le mal, et Pie mourut dans la nuit du 13 au 14 août. Alors tout se dispersa complétement.

§ III. *Jusqu'à la mort du pape Innocent VIII en* 1492.

Les cardinaux se hâtèrent de procéder à une nouvelle élection; ils désiraient n'être point limités par l'influence du roi Ferdinand, et crurent ne pouvoir jouir de cette liberté, et obtenir l'introduction d'une vigoureuse capitulation, qu'au moyen d'une grande promptitude. La capitulation obligeait le pontife élevé à poursuivre les entreprises contre les Turcs, et à y appliquer le produit des aluns. En outre, les principaux articles garantissaient les places et l'influence des cardinaux, et imposaient le devoir de convoquer un concile général. Mais à peine Pietro Barbo de Venise eut-il été élu, le 30 août, pasteur suprême de l'Église (3), qu'il songea aussi à annuler la capitulation, et à se procurer le libre usage de son pouvoir monarchique, quoiqu'il ne se fût pas refusé à souscrire les actes, et à jurer leur contenu. Il avait comme pape pris le nom de Paul II,

---

(1) Voyez division III.

(2) Voyez division III. Il y a incertitude entre 1463, 1464 et 1465. Je dois avouer que la date de 1464 me paraît plus vraisemblable. Elle est appuyée entre autres par les citations dans les chronologies, et par les *Annal. Foroliv.*, l. c., p. 226, qui donnent le 10 mars 1464 pour le jour de la vente.

(1) Voyez division III.

(2) Infessura, *Diario di Roma*, ap. Murat., vol. III, part. II, p. 1139.

(3) Division III.

et contraignit maintenant les cardinaux, ou leur persuada l'un après l'autre de signer l'acte de révocation qu'il avait préparé. Un seul fut inaccessible à toutes les tentatives pour le déterminer à cette souscription.

En dépit d'une certaine rudesse de marchand, à laquelle Paul II, en qualité de Vénitien, paraît avoir été enclin (1), et qui se manifestait par de vaines parades (2), ainsi que par le dédain pour les sciences et les arts, et même par la persécution des hommes distingués par leur intelligence, il rendit cependant des services essentiels à l'État de l'Église : par exemple, il abattit dans les cantons du Patrimoine une race de seigneurs qui faisait effort pour se relever, et qui se signalait par d'effroyables cruautés, la famille des comtes d'Anguillara, auxquels avaient appartenu Ronciglione, Vetralla et d'autres places (3). Il fut moins heureux dans ses attaques contre l'usage de la vengeance du sang à Rome, et dans ses tentatives pour étouffer l'indiscipline du clergé. D'un autre côté il ne voulut pas non plus consentir à la proposition que lui fit Frédérick III, durant son second séjour à Rome en 1468, de convoquer un concile en Allemagne pour le charger de la réforme de l'Église. Les dernières années de sa vie, Paul fut principalement occupé à maintenir l'Italie en paix (4), et à réunir autant que possible les puissances italiennes dans une défense commune contre les infidèles; mais tous ses plans furent renversés, parce qu'il se trouva de nouveau, par la mort de Sigismondo de'Malatesti, mêlé à des guerres intérieures (5), qui durèrent depuis juin 1469 jusqu'aux approches de sa mort, arrivée le 26 juillet 1471 par un coup de sang.

A Paul II succéda le 9 août le cardinal Francesco della Rovere d'Albizuola près de Savona, qui depuis 1464 était général des franciscains. Il prit le nom de Sixte IV : il était d'une basse origine, mais sa famille s'efforça d'établir sa liaison généalogique avec l'une des plus nobles du Piémont, qui portait le même nom (6).

---

(1) Paul avait été dans sa jeunesse destiné au commerce.

(2) Ses magnifiques couronnes sont décrites dans *Canesi Viteribiensis Vita Pauli II*, ap. Murat., vol. III, part. II, p. 1009, 1010.

(3) Infessura, l. c., p. 1140.

(4) Voyez division III.

(5) Sigismondo mourut en octobre 1468, ne laissant que deux fils naturels, Roberto et Sallustio, qui avaient obtenu la légitimation du pape. Lui-même, quoique égaré par la perfidie et par la dissolution de ses mœurs, avait été l'un des princes les plus distingués, savant et protecteur des arts. De l'héritage de Domenico, Roberto avait recueilli Meldola et quelques autres places; il était dans l'entourage de Paul, lorsque Sigismondo mourut, et reçut de sa veuve Isotta une lettre qui l'appelait à se mettre en possession de Rimini. Afin de quitter avec sûreté le pape, il le trompa en lui montrant la lettre, et lui proposa de lui livrer Isotta. Paul accepta, et lui offrit la *signoria* de Smigaglia et le vicariat de Mondovio, s'il amenait Rimini sous l'autorité immédiate du pape. Roberto jura le traité, et se fit avancer 1000 florins d'or; puis il partit pour Rimini, se fit proclamer *signore*, et trouva de l'appui auprès des États voisins, qui tous redoutaient la réunion des fiefs pontificaux avec les seigneuries immédiates du pape. Il était fiancé à une fille de Federigo de Montefeltro; celui-ci, la république de Florence et le roi de Naples prirent le plus haut intérêt à Roberto, et avec leurs secours il fut assez heureux pour que Paul, tout en comptant les Vénitiens parmi ses alliés dans cette guerre, lui promit à la fin de lui laisser Rimini, s'il voulait rendre les conquêtes; ce qui n'arriva pas avant la mort du pape. Sallustio de' Malatesti fut tué au commencement d'août 1417, par un bourgeois de Rimini.

(6) Telle est la généalogie de Sixte IV.

LEONARDO ROVERE——LUCCHINA MUGLIONE.

Francesco (Sixte IV).
- Pietro Riario, Girolamo Riario, tous deux neveux prétendus du pape, mais en réalité ses fils.

Rafaele, marié à Teodora Manerola.
- Bartolommeo, évêque de Ferrare, patriarche d'Antioche.
- Giuliano, évêque de Carpentras; (1472) cardinal, plus tard pape.
- Lucchina, mariée à l'un des Franciotti de Lucques.
- Giovanni, préfet de Rome, duc de Sora, marié à Giovanna de Montefeltro.
  - Francesco Maria, duc d'Urbino.

La guerre contre les infidèles parut être aussi l'intérêt dominant de son gouvernement; mais bientôt le désir de former des établissements à sa famille l'emporta sur toute autre considération. Comme le cardinal Roderico Borgia était uni d'une étroite amitié avec les deux neveux du pape, Pietro et Girolamo Riario, la cour pontificale sous Sixte IV fut abandonnée à la dissolution. Pietro Riario, que le pape avait nommé cardinal, mourut en janvier 1474, après une vie scandaleuse; pour Girolamo Sixte chercha une domination temporelle, et pour cela embarrassa lui-même l'État de l'Église dans les rapports les plus pénibles. Toutes les villes, tous les cantons auxquels paraissait échoir le lot de la soumission à l'un des neveux du pape étaient livrés à l'agitation, au trouble; et comme l'ancien nom de Gibelins fut encore employé pour désigner ceux qui étaient opposés aux intérêts du pontife, la faction gibeline, dans le pays de Spolète et dans la Marche prit un accroissement extraordinaire. Le cardinal Giuliano della Rovere réduisit Lodi au repos et Spolète à l'obéissance; mais, quant à Vitello de Città di Castello, qui était soutenu par Lorenzo de'Medici, il ne put lui arracher une partie de sa domination (1) qu'avec l'assistance de Federigo da Montefeltro, qui était entièrement dévoué à Sixte IV, et tout récemment avait été par lui décoré du titre de duc.

Avec Roberto de'Malatesti avait déjà été conclu précédemment un traité de paix définitif par la médiation de Federigo, qui était son beau-père; la *signoria* de Sinigaglia, que Paul II avait promise à Roberto, maintenant que Rimini restait à celui-ci, ce fut un neveu du pape qui l'obtint, Giovanni della Rovere, qui fut aussi investi du duché de Sora par le roi Ferdinand, dont Sixte, à cause de ses plans sur l'Italie du centre et du nord, avait recherché et acquis l'amitié. Le cardinal Giuliano fut aussi envoyé vers la Marche pour étouffer les troubles qui s'y étaient élevés. Pendant ce temps les affaires de la maison de Manfredi avaient pris un développement tel, que Girolamo Riario put obtenir la domination sur Imola. Astorre, seigneur de Faenza était mort en 1468, et eut pour successeurs ses fils, Carlo, Galeotto et Lancelotto, dont l'un chercha toujours à expulser l'autre, jusqu'à ce qu'enfin Galeotto fut immolé par son épouse, comme nous l'avons déjà vu dans l'histoire de Florence (1). L'autre branche, celle de Taddeo, perdit par celui-ci, lorsque, par suite d'un soulèvement excité par sa femme et par son fils, en 1472, il lui fallut abandonner Imola, la seigneurie qu'il vendit au duc de Milan (2). Galeazzo Maria donna Imola avec 40,000 florins d'or en dot à sa fille naturelle Caterina, qui alors épousa Girolamo Riario (3). Par les plus saintes assurances seulement, il parvint ensuite à persuader aux habitants de la Marche, et particulièrement à ceux de Fano, que les plans du pape ne tendaient qu'à leur porter atteinte dans leurs rapports immédiats avec la cour de Rome (par lesquels ils constituaient des espèces de cités libres). Ils demeurèrent sous les armes jusqu'à ce que la conjuration des Pazzi, déjà rappelée, dans laquelle Sixte IV fut enveloppé, donna pour quelque temps une autre direction à son activité et à ses soucis pour ses neveux (4). Nous renvoyons à l'histoire de Toscane pour la guerre qui naquit de cette conspiration.

La paix entre Florence et Naples, qui fut conclue dans l'année 1480, et qui eut pour conséquence principale la fin des hostilités

(1) Voyez plus haut.

(1) Voyez plus haut.

(2) *Annal. Foroliv.*, l.c., p. 230. A vrai dire, Galeazzo Maria n'acheta point Imola; mais en délivrant Taddeo de ses fers, il se saisit de l'administration, et la possédait encore lorsqu'il fut convenu par Taddeo que la ville, avec les 40,000 florins d'or, dot de Caterina, passerait à Girolamo. Cf. *Vita Sixti IV*, ap. Murat., vol. III, part. II, p. 1060.

(3) Voyez plus haut.

(4) Voyez plus haut.

contre Florence, ne laissa à Girolamo aucun espoir d'acquérir de nouveaux domaines en Toscane; déjà précédemment il avait tenté de faire des conquêtes dans la Romagne. D'abord il se tourna contre Costanzo Sforza, seigneur de Pesaro, qui, en 1473, avait succédé à son père Alessandro; mais, lorsque la république de Florence et le roi Ferdinand, prirent Costanzo sous leur protection, il abondonna ses entreprises, et acquit de la veuve de Pino degli Ordelaffi la seigneurie de Forli (1), qu'il conserva ensuite jusqu'à sa mort dans l'année 1488 (2).

Si la paix entre Florence et Naples fut bientôt suivie d'une pa x entre Florence et le pape, c'est que les Turcs opérèrent près d'Otrante un débarquement dont il a déjà été question dans l'histoire de Venise (3). Aussitôt que Sixte eut été délivré de son effroi par la reprise d'Otrante, sa passion de procurer à ses neveux des domaines princiers le précipita dans une nouvelle guerre, cette fois contre Ferrare, guerre qui déjà aussi a été rappelée (4). Elle fut, du côté du pape, terminée en décembre 1482 (5).

Au moment même de la guerre de Ferrare, des troubles avaient éclaté dans Rome. Le comte Riario, ami intime des Orsini, attira Sixte de leur côté. Le pape se permit les procédés les plus rigoureux (1) contre les Colonna et les Savelli, et une armée napolitaine (le roi était allié du duc de Ferrare), pénétrant aux environs de Rome, trouva une assistance énergique dans ces familles nobles. La bataille de Campomorto (2) rejeta de nouveau les Napolitains par delà leurs frontières, et dans la paix dont il a déjà été question, le roi rendit à l'Église Terracina et Bénévent qu'il avait occupées.

Cette paix jeta le pape entièrement du côté des adversaires de Venise, et il excommunia la république en mai 1483 (3). Cependant la paix exerça la plus funeste influence sur les affaires de Rome. Durant la lutte, le roi de Naples avait retiré le comté de Tagliacozzo à la famille Orsini, qui lui était hostile, pour en investir à titre de fief la famille des Colonna. En conséquence, la guerre de famille survécut à celle des princes, et le neveu du pape resta fidèle

(1) Cecco degli Ordelaffi avait été arrêté par un parti mécontent à Forli (Cf. *Cronica di Bologna*, p. 762); et bientôt après il était mort. Le gouvernement resta donc à son frère Pino seul, que le parti proclama *signore*, et qui s'y maintint sous la protection de Venise, quoique Federigo da Montefeltro prétendît à l'héritage des fils de Cecco. Pino mourut en 1480, et laissa pour héritier un fils naturel, Sinibaldo, sous la tutelle de son épouse légitime. Alors les fils de Cecco, Anton Maria et Francesco Maria, furent soutenus contre cette dame par Ferdinand et par Girolamo, jusqu'à ce que le dernier occupa la ville, et acheta la remise de la forteresse de la tutrice régente.

(2) Voyez plus haut.

(3) Voyez division III.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(1) Il paraît au reste que, s'il avait offert de l'argent en temps opportun et en quantité convenable, il aurait pu avoir les Colonna; mais alors les Orsini ne lui seraient demeurés qu'à demi fidèles. Infessura, *Diarium Rom.*, l. c., p. 1149 : « Studuitque idem facere (eos conducere) de Columnensibus; sed quum non haberet eos in tanto pretiò, statuit eis parvum stipendium, quod recipere eis magis dedecus quam honor fuisset. Quod quum præfati domini id facere recusarent, de ipsius papæ licentia cum dicto rege militare cœperunt, hinc inde data receptaque fide. Quod postquam expeditum fuit, proturbatus est valde, eo quod nunquam credebat, eos cum tali conditione potuisse dicto regi adhærere; quare missis et verbis conatus est ipsos retrahere; quod cum facere nequivisset, accita militia contra dictos dominos Columnenses bellum indixit.... » Infessura présente ensuite le dévelopement des rapports hostiles, jusqu'à ce que Sixte fit mettre le 2 juin au château Saint-Ange Mariano Savello, son frère le cardinal Savello, et le cardinal Colonna.

(2) Voyez division III. Infessura, l. c., p. 1155. Raynaldi, vol. XIX, p. 307.

(3) Voyez division III.

au parti Orsini. Les Colonna furent chassés de Rome, le protonotaire Lorenzo della Colonna fut saisi (1) et décapité ; les places de cette famille furent successivement enlevées ; sa capitale même dans l'État de l'Église, Pagliano, était serrée de près, lorsqu'arriva la nouvelle que Sixte était gravement malade, et son neveu fut averti par là de songer à son propre salut ; la conclusion de la paix de Bagnolo (2) vint jeter ensuite Sixte dans une agitation qui précipita sa fin. Il mourut dans la nuit du 12 au 13 août (3).

Durant la guerre de Ferrare, Roberto de' Malatesti, seigneur de Rimini, était mort le 10 septembre 1482, laissant trois fils naturels, Pandolfo, Carlo, Troilo, que Sixte légitima, et qu'il investit de la principauté de leur père. En vertu du testament paternel, Pandolfo était chef de la maison et seigneur régnant ; il conserva cette position jusqu'à ce que Cesare Borgia mit fin à tous les vicariats. Six jours après Roberto, le 16 septembre, Federigo de Montefeltro était mort, laissant quatre filles et un fils âgé seulement de dix années. Le testament de Federigo donnait pour tuteur au jeune duc Guidobaldo Ottaviano degli Ubaldini della Garda, et en effet celui-ci prit en main le gouvernement, et le dirigea d'une manière satisfaisante.

La conséquence du gouvernement entaché de népotisme de Sixte fut l'insistance sur une capitulation d'élection plus rigoureuse durant le conclave (4). Les principaux articles, nous les connaissons déjà par les capitulations précédentes. Les prescriptions relatives aux revenus, aux droits et aux libertés des cardinaux, y furent insérées, en partie plus nettement définies, en partie aussi étendues. Le principe de la continuation de la guerre contre les Turcs fut maintenu, à l'exception de quelques changements dans les points peu essentiels. Des conditions nouvellement introduites concernaient particulièrement les parents du pape, dont aucun ne devait être gouverneur ou commandant dans le château Saint-Ange, Civita-Vecchia, Tivoli, Spolète ou Césène, et ne pouvait recevoir une grande lieutenance ou une capitainerie générale. Le nouveau pontife, Giovan Battista Cibo de Gênes, qui monta sur la chaire de saint Pierre, le 29 août, sous le nom d'Innocent VIII, jura la capitulation, sans toutefois y tenir fortement (1). Mais il se vit plus étroitement lié aux traités particuliers qu'il avait conclus avec les cardinaux isolément pour obtenir des voix, et dans lesquels il leur avait promis de l'argent, des prélatures, des abbayes, des légations, et même des places fortes, comme au cardinal de S.-Pietro ad Vincula, Giuliano della Rovere. Giovanni della Rovere, préfet de Rome, devint capitaine général de l'Église. Le cardinal Giuliano avait négocié la plupart de ces engagements (2).

Innocent VIII était d'un caractère doux et facile ; jadis il avait eu plusieurs enfants avant de prendre les ordres ; il les reconnut publiquement, en sorte qu'il apparut une chose tout à fait nouvelle, des princes pontificaux (3). L'abandon dans la conduite per-

(1) Cette arrestation avait été précédée d'une suite de bouleversements dans la ville. Cf. Infessura, l. c., p. 1159 sq. Avec quelle amertume de ressentiment leur chroniqueur cité ne raconte-t-il pas les tourments que Sixte et Girolamo firent subir au protonotaire avant son exécution ! Cf. Infessura, l. c., p. 1170. L'exécution, *ibid.*, p. 1174.

(2) Voyez division III.

(3) Raynaldi, l. c., p. 335.

(4) La capitulation d'élection se trouve dans Raynaldi, l. c., p. 337 sq.

(1) Les papes avaient toujours pour excuse à la rupture de leurs serments, que chacun savait que nul engagement antérieurement contracté ne pouvait les lier, s'il était préjudiciable à l'Église.

(2) Que l'on compare la lettre de Guidantonio de' Vespucci à Lorenzo de' Medici du 29 août 1484, dans Roscoe.

sonnelle du pape eut pour conséquence que sa cour fut le réceptacle des vices les plus bas, de la cupidité et de la débauche (1). D'abord il semblait qu'il voulût en politique tenir pour le parti du roi de Naples; mais bientôt les affaires de Rome et d'Aquila l'engagèrent dans une guerre contre Naples. Quoique les della Rovere jouissent du plus grand crédit à la cour, Innocent pencha longtemps pour les Colonna et les Savelli, qui leur étaient hostiles, jusqu'à ce que plus tard une étroite union avec Lorenzo de' Medici le rapprochât des parents de celui-ci, des Orsini.

A force d'activité, et grâce à la fortune, Ferdinand avait triomphé à Naples de tous ses ennemis; puis il s'était maintenu par une énergie cruelle. Son fils, le duc Alphonse de Calabre, le surpassa de beaucoup en férocité, en cupidité, comme il se signala par une sorte de débauche brutale et sauvage. Au milieu de telles circonstances, il était naturel qu'un parti angevin, c'est-à-dire ennemi des Aragonais, se maintînt dans l'ombre, puis se grossît. Le mécontentement avait aussi gagné le bas peuple; car on traitait le commerce de Naples absolument comme en ces temps Méhémet-Ali fait en Egypte : le commerce avec l'extérieur était entre les mains d'Alphonse. Il accaparait au taux qui lui convenait les produits indigènes destinés à l'exportation, pour les vendre ensuite à un prix arbitrairement fixé à des maisons de commerce étrangères; ou si, par hasard, les prix tombaient trop bas à l'extérieur, il imposait les objets à ses sujets. Toute concurrence disparut. Pour maintenir ce système, le concours du pape, son voisin, était nécessaire, et depuis la dernière paix Sixte IV était entré complétement dans les plans de Ferdinand. Innocent ne voulut pas en entendre parler, et de plus réclama les tributs que Sixte n'avait plus exigés.

Après la paix avec Naples, Sixte IV avait trouvé des secours auprès de Ferdinand, même contre les Colonna, lorsqu'il ne resta plus qu'eux à combattre; et ceux-ci étaient en liaison d'amitié avec la ville napolitaine d'Aquila, qui avait une organisation intérieure républicaine, et n'était soumise à la souveraineté du roi que de la même manière que Bologne reconnaissait l'autorité du pape. Comme leurs domaines s'étendaient dans le voisinage, ils étaient avec Aquila en alliance de protection. Innocent ayant favorisé d'abord les Colonna, les habitants d'Aquila se trouvèrent mieux garantis à l'égard du roi. Mais, depuis plus d'un siècle, dans Aquila la famille des Lalli, qui étaient comtes de Montovio, possédait un pouvoir qui s'approchait fort de la *signoria* (1); à sa tête, lorsque Sixte mourut, se trouvait Pietro de' Lalli.

Lorsque le duc Alphonse de Calabre eut ramené ses troupes de la haute Italie, il invita, en juin 1483, le comte Pietro à se rendre auprès de lui à Chieti, l'arrêta prisonnier, fit en même temps occuper la citadelle par des troupes qui s'étaient glissées vers Aquila, et chercha ainsi à priver la ville de sa liberté. Les représentations restant sans effet, au mois d'octobre 1485, les citoyens se levèrent en armes, chassèrent la garnison napolitaine, déclarèrent que le roi Ferdinand, ayant violé leurs droits, avait perdu les siens sur eux, et se soumirent à l'É-

descendent les marquis de Massa et Carrara de la maison Cibo. Infessura, après avoir rappelé les opérations de cette élection, ajoute : « Quare negari non potest, quia considerata qualitate et vita viri, qui juvenis et Januensis est et ex pluribus mulieribus septem filios inter mares et fœminas habet, de quibus una est nupta cuidam Gerardo mercatori Januensi; ac considerata qualitate electionis, quæ multo deterior fuit electione Xisti, quomodo longe pejora et deteriora non sequatur ? »

(1) Sismondi, vol. XI, p. 260. On trouve un plaisant exemple de la manière dont les choses se passaient alors à Rome dans Infessura, l. c., p. 1205.

(1) Sismondi, l. c., p. 264.

glise (1). Comme l'altération des relations commerciales avait provoqué un grand malaise, Innocent VIII accueillit les offres des habitants d'Aquila, prit le comte de Montovio sous sa protection spéciale, et envoya des troupes vers Aquila. On devait prévoir la guerre avec Naples comme suite nécessaire de cette démarche; le pape alla encore plus loin, appela les barons du royaume à une ligue pour défendre leurs droits contre un roi tyrannique, et fit tous les préparatifs pour le commencement des hostilités. Alors Ferdinand, pour attirer à lui le comte Pietro, lui rendit la liberté en novembre, le combla de marques d'amitié, et invita les barons à une diète qui devait se tenir à Naples. Mais le comte de Fondi, le duc d'Amalfi et le prince de Tarente s'y trouvèrent seuls; tous les autres craignirent de se livrer au pouvoir d'un roi aussi cruel que perfide; et sous le prétexte de vouloir assister aux noces du prince ducal de Melfi, Trajano de' Caraccioli, ils se rassemblèrent chez le duc de Melfi. Tandis que le comte de Nola se trouvait en ce lieu, Alphonse s'empara de son comté, et emmena son épouse avec ses deux fils à Naples. Aussitôt le soulèvement éclata dans tout le royaume; mais aucun parti n'avait achevé ses préparatifs, et des négociations s'engagèrent pour gagner du temps. Ferdinand réussit à gagner Lorenzo de' Medici et les Florentins; ils voulurent attaquer le pape dans l'État de l'Église, afin que Ferdinand pût sans empêchement dompter les rebelles. Lodovico Sforza, régent de Milan, passa aussi du côté de Naples, et avant la la fin de l'année la lutte s'engagea. Les Orsini, le *signore* de Piombino, le comte de Pitigliano (2), entrèrent au service de cette ligue antipapale, tandis qu'Innocent, levant toutes les censures dont Sixte IV avait frappé la république, cherchait à gagner les Vénitiens, sans obtenir d'autre succès que le congé du général vénitien Roberto da S.-Severino, pour qu'il pût entrer au service pontifical. La tentative pour attirer en Italie René de Lorraine, l'héritier des prétentions angevines, échoua complétement (1).

Avant que l'on sût que Venise et René n'entraient pas dans l'entreprise, Ferdinand avait fait offrir la paix aux barons par son second fils, Federigo. Mais la promptitude avec laquelle on paraissait disposé à céder à ceux-ci tout ce qu'ils désiraient, leur persuada que le roi ne tiendrait presque rien. Ils rejetèrent donc toutes les propositions de paix; et Federigo, dans lequel ils avaient personnellement confiance, ne voulant pas se mettre à leur tête comme roi opposé à son père, ils le retinrent prisonnier. Le petit-fils du roi, Ferdinand, prince de Capoue, fut chargé de les combattre avec une armée d'une faiblesse relative. A la tête de forces plus considérables, Alphonse pénétra jusqu'aux approches de Rome, pour se réunir aux Orsini. Cette jonction opérée, ils barrèrent le chemin dans l'État de l'Église à Roberto da S.-Severino, qui voulait marcher au secours des barons; et, dès le commencement de l'année 1486, les Florentins cherchèrent à pousser les villes de l'État de l'Église à la révolte. Les Baglioni à Pérugia, les fils de Niccolo de' Vitelli à Città di Castello, Giovanni de' Galti à Viterbe, durent faire des entreprises pour le renversement du régime pontifical; à Spolète, Assissi, Foligno, Montefalco, Todi et Orvieto, il y avait aussi des partis mécontents. Si de toutes ces manœuvres, de tous ces complots, aucun n'arriva au résultat désiré, ils eurent du moins pour conséquence d'entraver tous les mouvements du pape, et de l'inquiéter.

Alphonse de Calabre et Roberto da S.-Severino en vinrent aux mains en mai 1486 près de Ponte di Lamentana; il paraît que personne ne périt dans l'action; mais Ro-

(1) Infessura, l. c., p. 1196. Raynaldi, l. c., p. 358.

(2) Le dernier était aussi un Orsino.

(1) Raynaldi, l. c., p. 367. Le roi Charles VIII donna de vaines promesses; du reste les Français ne firent rien.

berto se retira (1). Le duc de Calabre marcha ensuite contre Rome, et le parti Orsini dans la ville jeta partout la confusion (2). Innocent commença à se repentir de s'être mêlé dans cette guerre. Lorenzo de' Medici lui fit remettre des lettres supposées de Roberto, par lesquelles celui-ci devait apparaître comme traître (3); les cardinaux insistèrent auprès du pape pour qu'il terminât la guerre; et bientôt arrivèrent aussi des envoyés de Ferdinand d'Aragon et de son épouse Isabelle de Castille, pour rétablir le repos de l'Italie par leur médiation. Ferdinand se résigna de nouveau au tribut féodal, et même au payement de ce qui pouvait être arriéré; il reconnut pour vassaux immédiats de l'Église Aquila et ceux des barons dont Innocent avait reçu l'hommage, stipulant seulement que la partie d'impôts maintenant versés par ces sujets à l'Église fût retranchée du tribut annuel qui devait être fourni par Naples. En outre, il accorda pleine amnistie à ses barons, sans les obliger à lui rendre un nouvel hommage à Naples (4). Ce traité, conclu le 12 août, fut placé sous la garantie de leurs majestés les rois d'Espagne, du duc de Milan et de Lorenzo de' Medici; mais, satisfaits d'avoir rétabli la paix, lorsque Ferdinand se mit à détruire l'un après l'autre tous ceux qui avaient été contre lui, ces princes ne lui opposèrent pas le moindre obstacle. Dès le mois de septembre, le comte de Montovio, qui s'était entièrement donné à Ferdinand, entra dans Aquila avec des troupes napolitaines (5). La garnison pontificale fut en partie tuée, le reste s'enfuit, et Aquila fut soumise sans réserve par Pietro au roi de Naples. La plupart des barons qui avaient été hostiles à Ferdinand tombèrent entre ses mains, et furent étranglés; le roi ne paya pas une seule fois le tribut, ainsi qu'il l'avait promis. Roberto da S.-Severino chercha à gagner le territoire vénitien, parce que le pape, qui le regardait comme un traître, n'avait presque rien stipulé en sa faveur. Les Bolonais, ayant à leur tête Giovanni de' Bentivogli, lui barrèrent le chemin; le duc de Calabre l'atteignit, et à peine ramena-t-il quelques cavaliers sur le territoire vénitien (1).

Le pape, à la guerre comme à la paix, s'était montré si humble et si faible, que lui-même sentit le besoin de chercher un appui. Il crut pouvoir le trouver dans Lorenzo de' Medici, et chercha à se rattacher par alliance, le plus étroitement possible, à la maison des Medici. Son fils Franceschetto épousa, en novembre 1487, la fille de Lorenzo (2), Maddalena de' Medici; des alliés de Lorenzo, les Orsini, obtinrent une grande influence à la cour pontificale; et au fils de Lorenzo, à Giovanni de' Medici, fut promis le chapeau de cardinal, qu'il n'obtint cependant que vers le commencement de l'année 1492 (3).

Bientôt Lorenzo de' Medici rendit à l'État de l'Église d'importants services. Les troubles qui agitaient la Marche d'Ancône depuis le pontificat de Sixte IV avaient préparé l'élévation d'un nouveau seigneur: Boccolino de' Guzzoni avait saisi le pouvoir à Osimo (4). Après le rétablissement de la paix, il n'eut d'autre moyen de se maintenir que l'aide des Turcs, qui alors commençaient à étendre leurs pirateries vers les côtes de la Marche. Boccolino offrit à Bajazet II de tenir Osimo en fief turc, si le sultan lui prêtait assistance contre le pape. Giuliano della Rovere, au premier avis d'un tel traité, fut

(1) Infessura, l. c., p. 1207, rapporte plusieurs combats de cette époque; ils ne peuvent pas avoir eu tous de l'importance.

(2) Sismondi, l. c., p. 273.

(3) Raynaldi, l. c., p. 368.

(4) Infessura, l. c., p. 121.

(5) Infessura, l. c., p. 1214.

(1) De Bursellis, l. c., p. 1214.

(2) Infessura, l. c., p. 1215.

(3) Sismondi, l. c., p. 283.

(4) Raynaldi, l. c., p. 381. Ascoli et Fermo réussirent de lutter longtemps pour la possession d'Offida.

envoyé vers la Marche pour couper les communications de Boccolino avec la mer; en outre, il pressa vivement Osimo, afin de l'enlever avant l'arrivée d'un corps auxiliaire turc. Ce résultat paraissait impossible devant la défense désespérée de Boccolino. Enfin Lorenzo vint s'interposer, et décida Guzzone à vendre sa ville au pape (1). Les Turcs perdirent ainsi ce point d'appui si redoutable pour l'État de l'Église, en juillet 1487. Déjà, dans l'histoire de Toscane, on a vu quelle fut, en 1488, la fin de Riario de Forli et de Manfredo de Faenza. Au premier succéda, le 29 avril, son fils Ottaviano Riario (2); après Manfredo vint le gouvernement d'Astorre de' Manfredi sous une régence de minorité (3).

Cependant, à Bologne, Giovanni de' Bentivogli avait su maintenir sa position à la tête de la république. Après les Bentivogli, la famille des Malvezzi, unie à ceux-ci d'une étroite amitié, jouissait de la plus grande influence depuis l'élévation d'Annibale de' Bentivogli. Plus la situation de Giovanni s'approchait de la puissance princière, depuis que lui-même était recherché comme vaillant *condottiere*, que son fils Annibale avait pour épouse une fille d'Ercole de Ferrare, que ses filles étaient entrées dans les maisons de Malatesta et de Manfredo; plus en même temps le parti à la tête duquel il se trouvait à Bologne cessait d'être la véritable base de son pouvoir, qui devenait personnel, et plus aussi la famille Malvezzi devait se sentir rejetée en arrière. Sismondi (4) s'arrête à comparer la situation des Malvezzi par rapport à Bentivoglio à celle des Pazzi en face des Medici, et montre les Malvezzi cherchant comme les Pazzi à se délivrer de leur adversaire par la conspiration et le meurtre. Leur complot fut découvert avant de pouvoir arriver à l'exécution, en novembre 1488. Quelques-uns des complices se sauvèrent; mais Giovanni de' Malvezzi, Jacopo de' Barzellini et dix-huit autres payèrent le crime de la corde (1); tous les Malvezzi, ceux mêmes qui n'étaient pas impliqués dans l'entreprise, furent bannis de Bologne, et leurs biens confisqués; toutefois il resta encore dans Bologne un parti des Malvezeschi opposé à un parti des Seganti, et l'harmonie dans laquelle avait vécu la ville dans les derniers temps fut détruite.

Innocent VIII se tint calme quelque temps, n'ayant en apparence aucune pensée de vengeance contre Ferdinand. Mais une fois qu'il eut gagné l'amitié de Lorenzo de' Medici, et qu'il fut entré dans une alliance plus étroite avec la France pour renouveler les prétentions angevines, alors il déclara la guerre à Ferdinand, en septembre 1489 (2). Les Français ne fournirent aucun secours, Innocent devint toujours plus faible; Ferdinand ne se laissa point enlever ses terres et ses troupes avec des brefs et des bulles. La

(1) Le pape donna 7,000 ducats, et en outre la valeur de l'appréciation des biens de Boccolino situés dans l'État de l'Église. Cf. Infessura, l. c., p. 1217. Plus tard, lorsque Boccolino osa se rendre à Milan, il y fut pendu.

(2) Voyez plus haut.

(3) Voyez plus haut.

(4) Vol. XI, p. 351.

(1) De Bursellis, l. c., p. 907. Infessura, l. c., p. 1222. D'autres villes encore de l'État de l'Église, particulièrement Foligno et celles de la Marche, étaient alors en lutte entre elles, et agitées dans leur propre sein (Raynaldi, l. c., p. 391). Comme presque toutes les punitions à Rome dans ce temps étaient, par le pape et ses neveux, transformées en amendes pécuniaires, les assassinats et même les meurtres publics n'avaient pas de fin dans Rome et aux alentours : « In urbe continuo vulnera, occisiones, rapinæ et alia similia impune fiebant. » Infessura, l. c., p. 1226.

(2) Innocent avait, le jour de Saint-Pierre et Saint-Paul, prononcé l'excommunication contre Ferdinand, si, dans l'espace de trois mois, il ne remplissait pas les obligations contractées par la dernière paix. Infessura, l. c., p. 1226; et il ne les remplit pas. En septembre, le pape déclara Naples fief tombé en forfaiture et retourné à l'Église. *Ibid.*, p. 1229.

paix revint donc en janvier 1492, à peu près telle qu'elle était précédemment. Ferdinand fit les plus belles promesses; mais il dépendait de lui, comme toujours, de les tenir ainsi qu'il le voudrait. Durant le peu de jours qui restaient à Innocent VIII, il ne s'éleva point de nouveaux différends, parce que Ferdinand devait songer aussi à sa fin, et souhaitait voir sa famille assurée contre les prétentions des Français par une solennelle reconnaissance, et l'établissement fixe d'un ordre de succession de la part du pape. Une bulle pontificale du 4 juin 1492 remplit tous ses désirs. Innocent mourut le 25 juillet de la même année (1).

Si, à la mort d'Innocent VIII, nous ne voyons plus les droits des pontifes réduits en ruine dans la plus grande partie de l'État de l'Église par les prétentions impériales, comme au milieu du XIII. siècle; si les éléments brisés, dispersés durant le grand schisme, ont été rapprochés, il était réservé aux temps du successeur d'Innocent VIII, d'Alexandre VI, le plus décrié entre tous les papes, de détruire toutes les dominations princières placées en dessous du chef de l'Église, à l'exception unique du duché de Montefeltro; et cela s'opéra dans la vue d'élever une nouvelle et plus vaste domination à la place des pouvoirs renversés. La méthode introduite par le livre du Prince, de Machiavelli, put bien simplifier en quelque sorte dans l'État de l'Église la formation des systèmes politiques grossièrement ébauchés, réunir les intérêts disparates; mais d'autres causes agirent en même temps, et empêchèrent que ces efforts ne réussissent aussi complétement ensuite qu'en d'autres parties de l'Europe.

(1) Dans la dernière maladie du pape, un médecin juif fit un essai pour le sauver par la transfusion. Trois jeunes garçons furent vendus, chacun moyennant un ducat, par leurs parents pour cette expérience, et tous trois moururent après l'opération, sans qu'Innocent éprouvât le moindre soulagement. Le juif prit la fuite. Sismondi, vol. XI, p. 367 et 368; Infessura, l. c., p. 1241. Suivant Raynaldi (vol. XIX, p. 412), c'était moins une transfusion que l'on avait en vue qu'un rajeunissement du sang.

LIVRE IX.

HISTOIRE DU ROYAUME DE NAPLES JUSQU'EN 1492.

CHAPITRE PREMIER.

HISTOIRE DU ROYAUME DES DEUX-SICILES, DEPUIS L'EXÉCUTION DE KONRADIN, EN 1268, JUSQU'AU DÉTACHEMENT DE L'ILE DE SICILE DU TRONE ANGEVIN EN 1282.

§ Ier. *Observations sur le caractère de l'histoire de Naples depuis la seconde moitié du* XIIIe *siècle en général ; exposé des changements dans la constitution, par suite de la victoire de Charles Ier.*

L'histoire intérieure du royaume de Naples, depuis l'avénement de la maison angevine, présente un caractère ressemblant par plusieurs traits à celui de l'histoire de l'État de l'Église. Ici apparaissent aussi des vassaux et des communes placés en partie dans une situation tellement libre en face du monarque, que le pays, contraint jadis à l'unité par la force des dominateurs normands et Stauffen, se sépare de plus en plus en seigneuries particulières, dont l'existence isolée est détruite de temps en temps par une action violente, ou seulement par la ruse, mais pour se reconstituer au plus tôt. Des luttes avec les héritiers Hohenstauffen et avec le suzerain suprême, le pape, accompagnent l'histoire de Naples sans interruption depuis la victoire de Charles sur Manfredo ; et avant que s'élevât l'opposition d'un parti angevin et d'un parti hongrois dans le royaume, les sujets trouvaient bien des attraits à la résistance contre le gouvernement, persuadés

que le pouvoir n'était pas disposé à établir un lien moral entre lui et le pays.

Cependant le déchirement de l'État de l'Église est un objet historique bien plus intéressant encore que celui de Naples : car il agit sur l'occupation de la plus haute dignité ecclésiastique de la chrétienté, et embarrasse en partie l'activité du chef de l'Église. Puis la nécessité de prendre un caractère spirituel, décidant pour ou contre le pape l'action de la vive, joyeuse et artistique Toscane, de Rome se nourrissant toujours des souvenirs de l'antiquité, des cours des seigneurs où retentissent les chants, où les livres s'amoncellent, arrête un peu l'envahissement complet de la société par le sensualisme, malgré le développement vigoureux de cet élément. A Naples, au contraire, l'intérêt matériel conserve la prépondérance, jusqu'à ce que les Aragonais acquièrent la domination; la noblesse de Naples n'a pas une seule cour comme celle des Montefeltri et des Malatesti; les villes ne peuvent montrer un siége des sciences comme Bologne. Les luttes, les factions intérieures qui se retrouvent par toutes les provinces et les villes, jusque dans les plus petits endroits du royaume, n'acquièrent çà et là de l'importance pour l'histoire du monde, que lorsqu'elles deviennent assez générales et assez puissantes pour forcer le roi lui-même à s'y mêler, ou quand elles sont dirigées contre lui, lorsqu'elles arrêtent l'action vers le dehors, ou du moins la contiennent. Cette insignifiance des combats intérieurs nous permet d'en passer la plus grande partie sous silence.

Quant aux changements dans la constitution du royaume par Charles Ier il n'en fut presque point opéré de formels. Quoiqu'il eût pris l'engagement d'abolir le système d'administration oppressif pour le clergé, et même pour d'autres classes de sujets, tel que Frédérick II l'avait introduit, et que ses premiers successeurs avaient cherché à le maintenir, et de faire revivre seulement les lois de Guillaume II, toutes choses restèrent sur l'ancien pied, quant aux revenus, aux impôts et aux taxes (1); et même le système subsistant fut appliqué plus rigoureusement au profit du roi (2). D'autres parties de la constitution ne subirent d'altération que pour devenir plus mauvaises à beaucoup d'égards. Le contrôle de l'ensemble se trouva excessivement affaibli, par cela seul que Charles, ayant fait de Naples sa résidence ordinaire (3), appliqua principalement ses soins à en gagner les habitants. Une nouvelle citadelle, le château neuf, et une suite d'édifices publics furent construits à Naples; l'université fut favorisée, et il semble surtout que l'image de Paris flottait toujours devant les yeux de Charles. La noblesse française nouvellement installée avec lui fut richement établie avec les seigneuries et les domaines des barons attachés de plus près à

(1) Gregorio. *Considerazioni sopra la Istoria di Sicilia*, vol. III, p. 181 sq. Prove ed annotazioni, p. 42. n. 3.

(2) Les oppressions en matière de finances et d'administration se trouvent indiquées plutot que spécifiées dans Barthol. de Neocastro, *Hist. Sicula*, Muratori, XIII, p. 1026.

(3) Giannone, apud *Histoire du royaume de Naples*, publiée par J. Frédérick Lebret, tome III, p. 15. C'était pour Charles un moyen de gagner beaucoup de familles indigènes, et de diviser les Napolitains en deux partis, de nommer partout de nouveaux fonctionnaires, et de ne pas les surveiller de trop près; il acquit un parti qui devait tenir pour lui en raison de la haine des autres. Cf. *Sabæ Malaspinæ historia*, ap. Murat., vol. VIII, p. 831, où il est raconté comment Charles laissa un des principaux employés de Manfred à la tête des finances, Gezolino de Marra de Baroli : « Hic registra proventuum regni et singulorum officiorum ac officialium, et per diversa ipsius regni loca particulariter ponendorum habebat; in quibus non solum jurisdictiones et jura regia, per quæ felices reges, contenti dumtaxat eisdem, suos feliciter conservabant honores, memoriter erant inserta, sed omnes angariæ, parangariæ, collectæ, talliæ, daciæ, contributiones et modi exactionum innumeri, quibus regum nefandorum impietas miseros regnicolas

Manfred (1); les Monfort, les Joinville, les d'Artois, les Marsillac, les Cantelmes et beaucoup d'autres reçurent de vastes possessions, des châteaux et des droits étendus de suzeraineté. Mais il semble que le peuple vaincu se tint en étranger en face de la première génération. La noblesse vécut donc à la cour plus qu'auparavant, et se pressa dans la capitale sans pouvoir prendre un intérêt bien vif à ses inférieurs, préoccupée seulement de percevoir les revenus de ses domaines, de les lever sur les sujets ou de les accroître. Pour cette noblesse d'importation, les relations de France étaient un modèle, et pour tous les rapports purement personnels on fit valoir certains articles du droit français. Mais Charles gagna plusieurs familles riches et importantes de la bourgeoisie en les élevant à l'ordre des chevaliers, et les honneurs nobiliaires ne durent pas être aussi rigoureusement garantis et sévèrement observés dans le royaume d'Italie qu'en France (2). Les modifications dans la constitution du royaume de Naples sont nées des faits, comme on le voit par ce qui précède, plutôt qu'elles n'ont été établies par actes authentiques (3). Mais il est facile de voir que de nouveaux fardeaux retombèrent sur la population du royaume en général, et que la ville de Naples seule recueillit des avantages. De nouvelles accusations, des confiscations, des procès de haute trahison, suivirent la chute de Konradin (1), enrichirent les Français ou leurs adhérents, et firent paraître leur arrogance de plus en plus intolérable (2), particulièrement dans l'île de Sicile (3), jadis privilégiée, maintenant descendue à un degré d'infériorité, et livrée presque sans réserve en proie aux oppressions des employés.

---

opprimere ac necare didicerat, studiosius fuerant rubricati. Hujus Gezolini consilio et suggestu rex, quem regum prædecessorum suorum vitam et vivendi modum sequi ac mores eorum probabiles non pudebat habere, legem ponit regnicolis, novosque secretos, justitiarios, admiratos, prothonicos (protonotarios?) et comites, portularios, duanerios et fundicarios, magistros siclarios, magistras juratos, bajulas, judices et notarios, ubique per regnum et supra hos majores præpositos statuit. Hi religione juramenti, quod in officiorum susceptione consueverunt præstare, præsumptuosis ausibus violata, ubilibet subjectos gravant indebite ac eis importabilia onera imponentes, emargendo plus debito cruorem eliciunt et medullas. »

(1) Villani, lib. VII, cap. 10.

(2) Giannone, pass. cité, p. 25.

(3) Les *Capitula regni Siciliæ*, suite de lois des rois angevins de Naples, concernent, autant qu'ils appartiennent à Charles Ier, presque tous les points de droit criminel, ou des prescriptions de police; du moins on n'y trouve pas de modifications faites par lui dans le droit politique.

(1) Ces procédures frappèrent surtout sur la Sicile qui avait été gagnée presque entière à Konradin, et qui craignait et haïssait Charles. Cf. *Bartholomæi de Neocastro Historia Sicula*, ap. Murat., *Scrr.*, XIII, p. 1025, où il est raconté comment la colère de Charles durait encore après l'expédition d'Afrique : « Sæviit tanquam leo indomitus super filios regni sui, nocentes invenit, causas nocendi quærit, ac modos desperationis inflixit, gaudens in damna et funera Siculorum. » Pour les procès contre les adversaires de Charles, et pour les confiscations de biens, voyez Raumer Hohenstauffen, tome IV, p. 621.

(2) *Sabæ Malaspinæ Historia*, ap. Murat. VIII, p. 831. Ce qui vexait le plus les Siciliens, particulièrement les principales familles, c'était la manière dont Charles faisait dépendre de sa volonté les mariages à conclure, et dont il attribuait les meilleurs partis à des Français. Cf. *Nicolai specialis Hist. Sic.*, lib. I, cap. 2.

(3) Contre laquelle les Napolitains de leur côté élevaient ensuite des plaintes. Après le renversement de Konradin, Charles y envoya comme gouverneur Guillaume l'Etendard; après avoir annoncé ce fait (p. 854), Malaspina continue : « Talem enim exigebat prælatum Siculorum docta nequitia, quibus jam inesta natura rebellio et facilitas querelarum. Hic enim Guilelmus vir erat sanguinis, miles atrox, pugil ferox, sævusque pugnator, contra infideles regios omni crudelitate crudelior, et totius pietatis et misericordiæ vilipensor; cœpitque hiante gula velut lethifer hydrus lacus ranarum Siciliæ circuire. »

§ II. *Événements de l'histoire de Naples jusqu'aux Vêpres siciliennes.*

Dans l'espace de temps compris entre la victoire sur Manfred et le supplice de Konradin, dans l'année 1267, mourut l'épouse de Charles Ier, Beatrice de Provence. De nouvelles noces succédèrent bientôt aux jours sanglants de la guerre. Le 18 novembre 1269, le roi épousa Marguerite, fille du duc Odo de Nevers (1); cette circonstance heureuse pour Charles ne fut accompagnée qu'en apparence d'un décret d'amnistie par lui rendu; il n'y eut qu'une apparence de grâce; car les exceptions étaient établies de telle sorte, que personne pour ainsi dire ne participa aux bienfaits de l'amnistie.

Cependant le roi Louis de France préparait une seconde croisade. Comme la facilité de la conquête et le maintien du royaume de Sicile n'avaient en aucune façon ruiné les plans fantastiques apportés par Charles au commencement de son entreprise, et qui ne tendaient à rien moins qu'à la fondation d'une grande puissance sur le littoral oriental de la Méditerranée, embrassant outre la Sicile l'empire grec, le royaume de Jérusalem et d'autres conquêtes à faire sur les Sarrasins, il chercha à persuader à son frère de donner à l'expédition qu'il préparait contre les infidèles une direction aussi favorable que possible à ses plans. Si Charles voulait se tourner vers l'Orient avec la sûreté nécessaire, il devait être à l'abri de toute inquiétude à l'égard de ses sujets italiens (2); mais il ne le pouvait, comme l'expérience le lui avait appris (3), tant que dans les ports des Sarrasins de l'Afrique septentrionale, spécialement à Tunis, des préparatifs pouvaient se poursuivre contre lui. Porter contre Tunis la croisade de son frère était dans son intérêt, et d'autres circonstances purent bien contribuer (1) à faire prendre cette direction. Lorsque Louis IX débarqua sur leurs côtes en 1270, il y avait déjà trois ans que les Tunisiens avaient cessé de payer à Charles le tribut consenti jadis pour la libre navigation sur la mer entre la Sicile et l'Afrique, et pour le transport de subsistances; et celui-ci mit à la voile avec une flotte réunie en toute hâte, pour aller soutenir

(1) *Raumer Hohenstauffen*, tome IV, p. 621.

(2) Pierre III d'Aragon était gendre de Manfred, et le plus proche héritier de Konradin.

(3) Konrad Capece avait équipé à Tunis la flotte avec laquelle il appuyait l'entreprise de Konradin. Voyez plus haut, division II. Les Pisans avaient mis à sa disposition une seule galère avec laquelle il arriva à Tunis. Cf. *Sab. Malaspinæ Hist.*, l. c., p. 833. Le maître sarrasin de Tunis, pour se défendre contre ses voisins sarrasins, avait pris à son service des mercenaires chrétiens, principalement des Espagnols, et il paraît que Tunis était un rendez-vous pour une quantité de gens amis de la guerre, en sorte que les enrôlements s'y faisaient avec rapidité. Dans l'état d'irritation où se trouvait la Sicile, un tel voisinage était excessivement dangereux. Nulle part la neutralisation de l'opposition entre les existences sarrazine et chrétienne par suite des croisades ne fut plus complète qu'à Tunis. Les mercenaires chrétiens espagnols et leurs chefs vivaient et pensaient comme les Sarrasins, et peu de temps auparavant le maître de Tunis avait fait assurer le roi Louis qu'il se ferait volontiers chrétien au premier instant, s'il pouvait prendre ce parti sans danger en face du bas peuple.

(1) Les autres motifs étaient la facilité de rompre, de Tunis, l'union des Sarrasins d'Orient et d'Espagne, d'appuyer les entreprises chrétiennes contre l'Égypte, etc. Dans Villani, l. VII, c. 37.

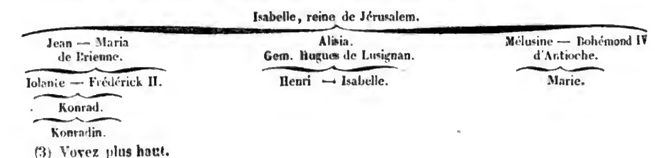
son frère en Afrique (1). Au moment même où il arriva au camp de Tunis, la peste enlevait Louis IX, le 24 août, à la suite des plus nobles chevaliers de l'armée française. La conduite suprême de l'entreprise passa aux mains du fils et successeur de Louis, Philippe; ou plutôt, comme Philippe était trop jeune et malade en ce moment, elle retomba sur le roi Charles de Naples. Quoique l'on ne fût plus en état de conquérir Tunis, l'on conclut une paix qui remplit les plus vifs désirs de Charles. L'alcavala, taxe de dix pour cent sur tous les objets mis en vente qui passaient à Tunis, même sur les marchands chrétiens étrangers, fut abolie pour ceux-ci; le tribut arriéré dut être payé à Naples, et la redevance annuelle assurée par des promesses pour l'avenir. Tous les esclaves chrétiens devaient être délivrés; il était permis aux chrétiens établis à Tunis de construire des églises et de convertir des mahométans. Nous passons les conditions en faveur des Français. Charles était autorisé à croire qu'un prince qui avait ainsi ressenti la puissance des États chrétiens voisins ne prêterait plus facilement les mains à des entreprises qui pouvaient le brouiller avec Naples.

Pour le succès des plans ultérieurs de Charles contre les Sarrasins, la fortune voulut que Marie, fille de Bohémond IV d'Antioche, lui cédât ses droits au royaume de Jérusalem, contestés à la vérité par Alisia, tante de cette princesse (2). Ensuite, en 1277, il obtint du pape Jean une reconnaissance solennelle de ses prétentions. Depuis l'expédition de Tunis, Charles avait toujours continué ses préparatifs pour l'exécution de ses desseins contre l'Orient. Mais tout fut arrêté par ses différends avec le pape Nicolas III, et entièrement ruiné par le soulèvement de la Sicile. Nous avons déjà vu (3), dans l'histoire de l'État de l'Église, comme le pape s'engagea à faire obstacle à l'influence napolitaine dans l'Italie centrale. Une offense du roi, qui rejeta comme une mésalliance une union entre sa maison et celle du pape, fut en partie la cause de cette conduite, et produisit surtout une haine profonde, qui, saisissant le saint-père, lui fit appuyer toutes les manœuvres hostiles à Charles dans le royaume de Sicile.

Outre un parti mécontent dans le royaume même, qui avait sa plus grande puissance particulièrement dans l'île de Sicile, outre les héritiers des Hohenstauffen en Aragon, et le pape, Charles avait encore un ennemi irrité dans l'empereur grec, de la maison des Paléologue. Charles était allié de très-près à la famille des empereurs latins expulsés par Paléologue; l'on pouvait nécessairement conclure de la nature des rapports, et Charles le disait assez haut, que ses préparatifs d'une grande entreprise toute prochaine avaient pour but non-seulement la reprise et

(1) Malaspina, l. c., p. 859 : « Res enim agebatur sua, ejusque prætextu, seu eo suggerente vel dante causam, rex Franciæ tantum christianorum exercitum contra barbaros et Arabes compulerat sub tanto discrimine laborare. »

(2) Le titre de ce droit résulte de la table généalogique suivante:



(3) Voyez plus haut.

l'occupation du royaume de Jérusalem, mais encore et immédiatement le rétablissement de l'empire latin en Grèce (1). Ainsi l'empereur Michel n'avait pas d'autre parti à prendre que d'employer tous les moyens pour faire échouer les plans de Charles, en favorisant des troubles dans les propres États de celui-ci. Il fallait un lien pour unir tous ces éléments hostiles à Charles; on le trouva dans le seigneur Jean, gentilhomme de Salerne, jadis très-honoré par Frédérick II, puis distingué en maintes circonstances par Manfred, qui avait un grand renom comme médecin, et possédait l'île de Procida. Charles avait confisqué les biens de Jean de Procida, comme partisan déclaré des Hohenstauffen, et celui-ci avait quitté sa patrie, et s'était rendu auprès du gendre de Manfred, le roi Pierre d'Aragon. De l'Aragon, où il fut comblé d'honneurs et de richesses, Jean chercha à former des liaisons en Sicile. Plusieurs des principaux Siciliens entrèrent en étroite intelligence avec lui, lorsqu'il vint déguisé dans l'île, et ils résolurent, pour assurer l'entreprise contre toutes les chances, de gagner encore l'appui du pape et de l'empereur grec. Couvert de la robe de moine, Jean vint à Rome, se rendit à Constantinople, et partout il trouva un accueil favorable (2). L'empereur Michel donna de l'argent (3), le pape promit de l'argent, et de plus l'investiture aussitôt que la chose serait en voie d'exécution. Longtemps encore le roi Pierre hésita, lorsque Jean revint en 1280; et il s'agissait seulement pour sa décision de savoir s'il voulait faire valoir ses droits héréditaires ou non. L'Aragonais se conduisit dans tous les cas avec autant d'adresse que possible : sous prétexte de vouloir combattre les Sarrasins en Afrique, il équipa une flotte considérable, et sur les questions des rois de France et de Naples, dans quel but il faisait ces préparatifs, il répondit que c'était pour venger Louis IX, et il sut encore leur tirer de l'argent pour le seconder. Malheureusement le pape Nicolas mourut sur ces entrefaites, et Martin, d'origine française, qui lui succéda, était dévoué à la maison d'Anjou. Pour ne pas laisser ruiner ses plans par ces circonstances, Jean alla encore à Constantinople, s'arrêta ensuite plus longtemps en Sicile, et revint en Catalogne, lorsqu'il apprit que la flotte de Pierre était prête à mettre à la voile.

Cependant la fureur qui dévorait tous les habitants de l'île fit éclater le soulèvement en Sicile plutôt que les conjurés ne l'avaient résolu. Le second jour des fêtes de Pâques 1282, les femmes de Palerme se rendaient ce jour-là, selon la coutume, à l'heure des vêpres, accompagnées de leurs maris, pour des exercices de piété, à une église hors de la ville, à S.-Spirito. Dans les occasions où beaucoup de peuple se trouvait rassemblé, les Français voulaient faire observer plus rigoureusement la défense de porter des armes cachées, et ils se permettaient de visiter les gens qui se rendaient à l'église. Abusés par la sécurité qui avait jusque-là toujours accompagné leur insolence, ils crurent pouvoir tout faire souffrir aux Siciliens, et ils profitèrent de la visite pour se porter aux actes les plus indécents envers les femmes; l'un d'eux, nommé Drouet (1), poussa la grossièreté au point de vouloir saisir des armes cachées jusque sous les vêtements d'une jeune dame noble qui assistait à la fête avec ses parents et son fiancé (2); aussitôt un jeune homme, placé tout auprès, lui arracha sa propre épée du fourreau, et l'en perça de part en part. Les femmes s'enfuirent; les hommes, à défaut de meilleures armes, saisirent des pierres, et repoussèrent les Français : puis retentit dans la ville le cri, « à

(1) Villani, lib. VII, cap. 56.

(2) Giannone, pass. cité, p. 54.

(3) Villani, l. c., cap. 58 sq. La somme citée est portée à 15,000 *oncie d'oro*.

(1) De Neocastro, l. c., p. 1027. Drohettus est la forme latine du nom.

(2) De Neocastro, l. c., *Nicolai Specialis Hist. Sic.*, lib. I, cap. 4.

bas les Français ! » et de tous les côtés commença le massacre, qui de Palerme se poursuivit rapidement sur plusieurs autres points. Les Palermitains se constituèrent ensuite en république, plantèrent la bannière de l'empire avec l'aigle, qui depuis l'époque des Hohenstauffen leur était précieuse, et nommèrent des capitaines ainsi que des conseillers. Si plusieurs localités de la Sicile, par crainte de la puissance du roi Charles, ne prirent pas à l'instant les armes, les Français qui s'y trouvaient encore étaient néanmoins si fortement convaincus de l'effet de leurs outrages sur tous les esprits, qu'ils crurent à une révolte générale, perdirent tout courage, et dans leur effroi n'osèrent pas même défendre les points les plus forts.

Sans le ressentiment général qui vivait au sein du peuple, et qui se manifesta si énergique, principalement dans les plus grandes villes, où il y avait plus de Français, la conspiration, si habilement qu'elle eût été conduite par Jean de Procida, n'aurait pu avoir une heureuse issue. Mais, d'un autre côté, l'explosion de la colère du peuple eût été incapable de produire des fruits, s'il n'y avait pas eu beaucoup d'hommes d'accord entre eux, dont la pensée s'était fixée sur une telle circonstance pour se mettre à la tête du mouvement et s'emparer de la haute direction politique. Lorsque enfin les localités demeurées encore tranquilles observèrent la frayeur des Français et la marche de la révolte, elles s'y rattachèrent aussi, et l'île fut irrévocablement perdue pour Charles. Plusieurs milliers d'étrangers furent immolés dans cette lutte (1).

(1) Villani, l. c., cap. 60.

CHAPITRE II.

HISTOIRE DU ROYAUME DE NAPLES JUSQU'AU MEURTRE DU ROI ANDRÉ (1345).

§ Ier. *Jusqu'à la mort du roi Charles II en 1309.*

Lorsque la révolte des Siciliens força les rois de Naples et d'Aragon à l'action, tous deux étaient depuis longtemps préparés à la guerre, le premier contre les Grecs, le second contre Naples. Alors Charles tourna toutes ses forces contre la Sicile (1). Mais Pierre quitta le 16 mai les côtes d'Espagne (2) avec une flotte sur laquelle étaient embarqués trente mille Almugavares, comme pour attaquer d'abord les Sarrasins. Le château fort d'Alcoll, en Afrique, tomba facilement entre ses mains, et tandis qu'il se trouvait là encore avec l'armée, lui arriva la première nouvelle du soulèvement des Siciliens. Les conjurés avaient d'abord laissé le peuple dans la liberté qu'il proclama ; mais, dans la nécessité de plus en plus pressante d'avoir un point d'appui, toutes les pensées se portèrent sur Pierre, et des messages lui furent expédiés. Déjà Charles avait transporté une armée par le détroit, et assiégeait Messine par mer et par terre (1), lorsqu'enfin le prudent Aragonais se déclara positivement pour les Siciliens, dirigea sa flotte vers l'ouest, et le 30 août débarqua près de Trapani, salué par les acclamations du peuple (2). Au mois d'octobre Charles se vit enfin réduit à lever le siége de Messine, et au retour sa flotte subit une rude défaite près de Reggio. Charles, pour donner d'abord à la lutte un autre tour, pour gagner du temps et retarder la décision, appela Pierre à un combat singulier. Le défi fut accepté ; mais le pape inter-

(1) Nic. Specialis, l. c., cap. 5.
(2) De Neocastro, l. c., p. 1036.

(1) Durant la défense opiniâtre et courageuse de Messine, les Siciliens doivent avoir alors conçu la pensée d'appeler Pierre. Ce qui pourrait faire naître cette opinion, c'est que les barons, d'accord entre eux, n'avaient pas auparavant donné à connaître au peuple leurs intentions.

(2) *Histoire de l'Aragon au moyen âge*, par le docteur Ernst Alexander Schmidt (Leipzig, 1828), p. 192.

dit toute participation et connivence au roi d'Angleterre, qui devait fournir un territoire neutre près de Bordeaux pour le duel, au mois de janvier 1283, et l'affaire n'eut pas lieu, quoique Pierre quittât la Sicile où il avait institué pour chancelier Jean de Procida, et pour chef militaire suprême Ruggiero da Loria (1), l'un des hommes de mer les plus signalés (2), et que, malgré toutes les représentations, il se rendît déguisé sur le champ du rendez-vous, se présentât au juge indiqué du combat, Jean de Grille, sénéchal de Guyenne, et enfin remplit ses devoirs de chevalier avec autant de réalité que Charles en affecta seulement l'apparence. Les habitants de Reggio et d'autres places de la côte italienne dans le voisinage de la Sicile (comme par exemple ceux de Gerace), durant le séjour de Pierre dans l'île, s'étaient attachés aux Siciliens (3), et la guerre, que le roi Charles, obligé de faire un voyage en France, laissa sous la conduite de son fils Charles, avait pris une tournure défavorable pour les Napolitains. Les anathèmes pontificaux ne tombèrent pas d'un grand poids sur les Siciliens et les Almugaraves, familiarisés avec la manière de penser des Sarrasins. Des prêtres qui, par crainte des foudres de l'Église, refusèrent de dire la messe, furent éloignés de l'île. Pour compléter le malheur des Napolitains, sur vingt galères que le roi Charles avait envoyées de Provence à leur secours, Ruggiero en avait pris dix près de l'île de Malte, alors dépendante du royaume de Sicile, mais qui se trouvait encore sous l'autorité de Charles; les dix autres, fort maltraitées, cherchèrent à gagner la pleine mer (1). Aussitôt que la nouvelle de cette défaite parvint à Naples, le prince Charles s'efforça de relever le courage des habitants, et de poursuivre avec la plus grande énergie de vastes préparatifs contre Messine. Mais Ruggiero le prévint, parut aux approches de Naples avec vingt-huit galères, attira par une feinte retraite le prince dans la haute mer, le battit complétement le 23 juin 1283, et le fit lui-même prisonnier (2). Ruggiero essaya, en revenant à Naples, de pousser le peuple à la révolte contre les Français; mais il fut très-facile d'étouffer toutes les agitations, et tout ce que put Ruggiero, ayant le prince en son pouvoir, ce fut de délivrer Béatrix, fille du roi Manfred, que Charles retenait captive dans le château de l'OEuf, depuis son triomphe sur les Hohenstauffen (3). Il la conduisit auprès de sa sœur la reine d'Aragon, en Sicile. Les Siciliens demandaient qu'en expiation du sang de Manfred et de Konradin le prince Charles fût exécuté; mais Constance empêcha une conduite si barbare. Cependant le roi Charles, revenant de France, avait débarqué près de Gaëte deux jours après la capture de son fils; puis à Naples il avait ordonné le supplice

(1) Specialis, l. c., cap. 20, représente Ruggiero de la manière suivante : « Præfectus est itaque regiæ classi Rogerius de Lauria, vir quidem strenuus et in agendis bellicis prospere fortunatus, qualem ipsius regis et filiorum temporibus admiratum decebat; felix quidem et nimium felix plurimisque victoriæ laudibus in populos extollendus, nisi medio tempore virtuosos actus ejus execrandæ superbiæ maculæ denigrassent. »

(2) La guerre dans laquelle Pierre fut engagé avec la France par suite de son occupation de la Sicile et de l'excommunication qui l'avait frappé, nous la passons ici entièrement, comme ne se rattachant pas à l'histoire d'Italie, mais appartenant absolument à l'histoire de France. Nous ne rappelons pas davantage tous les détails sur les affaires intérieures de la Sicile sous la domination de l'Aragon. On les trouvera plus tard au lieu le plus convenable, ainsi que la domination aragonaise en Sardaigne.

(3) De Neocastro, l. c., p. 1070.

(1) L'île de Malte devint aragonaise, et Manfredo Lancia en fut le gouverneur. Voyez Giannone, pass. cité, p. 81.

(2) De Neocastro, l. c., p. 1085 sq. Villani, l. c., cap. 92.

(3) Voyez aussi là-dessus Raumer Hohenstauffen, tome IV, p. 535.

de tous ceux qui, pendant que Ruggiero était dans le voisinage, s'étaient trahis comme ennemis des Angevins ; ensuite il détermina le pape à s'entremettre, par une ambassade auprès du roi Pierre, pour la mise en liberté du prince de Salerne (tel était le titre que portait le prince Charles, parce qu'il avait reçu en fief de son père la principauté de Salerne). Le roi Pierre retint les cardinaux tout l'été, puis rompit toutes les négociations. Alors Charles, emporté par la fureur, mena en plein hiver une armée contre les Siciliens. Cette expédition hâta sa mort; il mourut le 7 janvier 1286, à Foggia (1).

Comme Charles, au moment où la mort de son père lui donnait l'héritage du royaume, se trouvait en captivité chez les Aragonais, en vertu des dispositions du feu roi, le comte Robert d'Artois se chargea de l'administration. En 1283, tandis que, en sa qualité de prince royal, il dirigeait le gouvernement en l'absence de son père, dans une assemblée des principaux ecclésiastiques et barons du royaume, et de députés des villes, tenue dans la plaine de S.-Martino en Calabre, Charles, pour attacher enfin ses sujets à la dynastie angevine par un lien moral, avait octroyé une espèce de *magna charta;* et, quoiqu'elle n'eût pas obtenu encore la confirmation du suzerain, du pape, cette charte imposa maintenant des limites au régent, et contribua essentiellement à ce que la révolte des Siciliens ne s'étendît pas sur le continent au delà des frontières de la Calabre. Cette loi du royaume, intitulée : *Constitutiones illustris D. Caroli II principis Salernitani* (2), assure, 1° au clergé, ses dîmes, sa juridiction, son droit d'asile; le protége contre toutes restrictions des droits et priviléges que Charles Ier lui avait assurés lorsqu'il se mit à la tête du royaume (1). Immédiatement après le clergé, l'on s'était naturellement occupé, 2° des possesseurs de fiefs du roi, des barons et chevaliers. Ils ne devaient pas fournir le service de la cour au delà de trois mois sans indemnité, pouvaient exercer le droit de lever des impôts sur leurs vassaux, possédaient une juridiction privilégiée, et se trouvaient affranchis de toutes prescriptions indignes de leur ordre. 3° Enfin il était assuré aux autres sujets du roi qu'il ne serait point exigé d'autres impôts que ceux introduits au temps du roi Guillaume II. Et comme ceux-ci n'étaient plus guère praticables, le pape Martin IV devait donner un réglement de contribution pour le royaume, à l'établissement duquel avaient participé à Rome deux habitants par province, en qualité de délégués. Jusqu'à l'achèvement de ce travail, aucun arrérage d'imposition ne devait être réclamé (2). Une réforme dans les monnaies, des modifications dans la justice, la liberté des mariages, l'abolition des abus de diverses natures, la suppression de la responsabilité des communes pour les vols commis sur leur territoire, du trafic sur les places de judicature, furent également assurées dans ce privilége. Sous un autre ciel, avec le concours d'autres hommes, sur une pareille base aurait pu se développer une existence politique régulièrement

(1) De Neocastro, l. c., p. 1120. Nic. Specialis, lib. I, cap. 29. Villani, lib. VII, cap. 94. Sismondi, vol. IV, p. 51.

(2) Giannone, pass. cité, p. 93.

(1) Parmi les prescriptions en faveur du clergé, s'en trouve une aussi en faveur des laïques. Giannone, pass. cit., p. 95. De plus il abolit l'ordonnance de Frédérick, *Honorem nostri diadematis*, et ordonne que les mariages devant être entièrement libres, il soit permis aux barons, aux comtes et autres qui possèdent des fiefs, de faire des mariages pour eux et leurs enfants, selon qu'il leur plaît, et de marier leurs filles, leurs sœurs, leurs petites-filles, sans l'agrément de leur suzerain, pourvu que l'on ne confère pas les fiefs pour don du matin, et que l'on ne s'unisse pas à des gens infidèles ou suspects au roi.

(2) Ce travail ne fut achevé que sous le pape Honorius, et personne n'insista là-dessus.

organisée. Mais la nature des habitants, et aussi celle du gouvernement, l'attrait des biens matériels et de la puissance, ont coutume d'exercer dans les pays méridionaux une action trop forte pour que la liberté légale y prenne une grande extension, et s'y maintienne au delà de la durée du besoin général.

Un bonheur pour le royaume de Naples, c'est qu'à Martin IV, lorsque celui-ci mourut, bientôt après que Robert d'Artois eut pris la conduite des affaires publiques, succéda un pape aussi dévoué à la maison angevine, le Savelli Honorius, qui durant trois ans accorda le dixième de tous les bénéfices ecclésiastiques pour la guerre contre les Aragonais en Sicile et en Calabre, et en même temps soutint le roi de France dans ses attaques sur la Péninsule hispanique. Une circonstance plus favorable encore fut, en novembre 1285, la mort de Pierre d'Aragon (1), qui laissa trois fils, entre lesquels ses possessions furent partagées. La Sicile fut détachée, et passa au second fils, Jacques, à la condition toutefois qu'il renoncerait à l'île, et recueillerait les possessions aragonaises dans la Péninsule ibérique, dans le cas où le frère aîné, Alphonse, décéderait sans enfants. Alors aussi la Sicile, encore isolée, resterait en la possession du troisième frère, le prince Frédérick.

Jacques était encore bien jeune, lorsqu'il reçut la couronne à Palerme, au mois de février 1286 (2); en dépit de ses efforts pour gagner la faveur du pape, l'excommunication fut lancée contre lui par Honorius (3). Mais ni sa jeunesse, ni les tentatives du pape pour détacher de lui les Siciliens et les Calabrais, ne l'empêchèrent de poursuivre la guerre, et Ruggiero lui rendit avec un égal bonheur, dans plusieurs rencontres, les plus importants services. Jacques lui-même passa en Italie, et campait devant Gaëte, lorsqu'arriva la nouvelle que son frère Alphonse, par la médiation du roi d'Angleterre, avait conclu la paix avec Charles II (qui, transporté en Catalogne un peu avant la mort de Pierre, était demeuré entre les mains d'Alphonse). Quoique le pape refusât sa sanction à un traité arrêté au mois de mai 1287, à Oléron, entre Édouard et Alphonse (1), et que son successeur Nicolas IV persistât dans cette conduite, les hostilités furent néanmoins suspendues en Italie. Enfin une nouvelle entrevue d'Edouard et d'Alphonse, en octobre 1288, à Champfranc, dans les Pyrénées, procura la liberté à Charles II, sans toutefois rétablir la paix entre Naples et la Sicile. Quoique Charles fût délivré réellement de captivité au commencement de novembre, le pape rejeta encore ce traité, délia Charles de tous ses serments, de toutes ses promesses, le couronna à Pfingsten, en 1289, comme roi de Sicile (2), et frappa Alphonse et Jacques d'une nouvelle excommunication. En échange de tant de dévouement, Charles lui promit de faire administrer l'île de Sicile, si elle retombait en son pouvoir, non plus par des gouverneurs français, mais par un cardinal.

(1) Selon Giannone (pass. cit., p. 112), le 6 octobre. La véritable date paraît être le 10 novembre. Voyez Schmidt, *Hist. d'Aragon*, p. 210.

(2) De Neocastro, *Hist. Sicula*, cap. 102., l. c., pag. 1117.

(3) Cependant Honorius avait en grande partie confirmé les articles qui avaient été donnés à S.-Martino. La faculté des rois de Naples de lever des impôts fut limitée aux cas pour lesquels elle était accordée partout dans le moyen âge aux États chrétiens d'Occident : « guerre et révolte, rachat de captivité du prince, prise d'armes des plus proches parents mâles du prince, contributions des plus proches parents femelles de celui-ci. » Et ensuite ces constitutions, telles qu'elles avaient été confirmées par lui après quelques modifications, il les éleva au rang de loi fondamentale du royaume, ordonnant que chaque roi, à son installation par le pape, aurait à les jurer, et que l'on devrait en appeler au pape, si jamais un roi de Naples ne tenait pas ce serment. Voyez Lebret, *Hist. d'Italie*, tome III, p. 510, 511.

(1) Giannone, pass. cit., p. 134, rem. 9.

(3) Giannone, pass. cit., p. 136.

Cependant les hostilités avaient recommencé entre le gouverneur de Naples, le comte Robert et le roi Jacques, et cette fois plus heureusement pour les Napolitains. Jacques était en effet dans la situation la plus compliquée; son frère Alphonse paraissait enfin n'être pas éloigné, en voyant Charles recommencer les négociations, mais sur de meilleures bases, de renoncer entièrement à la Sicile, et de l'abandonner lui-même. Toutefois il rejeta de la manière la plus positive toutes les instances de son frère, mais consentit avec Charles une trêve de deux ans, dont la conclusion était tellement contraire au sentiment du comte d'Artois (réduit d'ailleurs à une sorte d'inutilité après le retour du roi), qu'il abandonna le royaume et se retira en France.

Comme deux fils de Charles avaient été livrés en otages pour leur père, celui-ci, malgré toutes les infractions qu'à l'instigation du pape il avait faites aux conditions du traité de Champfranc, se trouvait encore en quelque sorte au pouvoir des Aragonais; et comme avant l'expiration du terme fixé on ne put parvenir à un entier accommodement, Charles sollicita une entrevue avec le roi Alphonse aux environs de Perpignan. Elle n'eut point lieu, et les deux parties s'accusèrent ensuite réciproquement de l'avoir empêchée, sans pour cela rompre les négociations de paix.

Pendant ce temps mourut le beau-père de Charles II, le roi Ladislas IV de Hongrie. La plus proche héritière légale était Maria, épouse de Charles, et le pape, reconnaissant ce droit d'hérédité, fit couronner à Naples(1) par un légat, le fils aîné de la princesse, Charles Martell, qui avait cependant un rival heureux et plus puissant, rejeton d'une branche collatérale de la ligne d'Arpad. Après la mort d'André seulement, la maison d'Anjou parvint à s'affermir sur le trône de Hongrie; tous les événements qui se succédèrent ensuite n'eurent aucun pouvoir pour accommoder les affaires de Sicile. Un nouveau congrès à Tarascon, en 1291, amena bien un traité à Brignolles; mais, comme le roi Jacques y était entièrement sacrifié et abandonné pour prix de la grâce du pape, ce prince ne le reconnut pas, et se prépara pour une agression sur le territoire napolitain, dans laquelle les Siciliens, dont la haine contre les Angevins ne connaissait pas de bornes, le soutinrent de toutes leurs forces. Tandis que Jacques cherchait à pénétrer de la Calabre plus avant dans le nord, son frère Alphonse mourut; lui-même recueillit les États d'Alphonse, et, conformément aux dispositions de son père, et en vertu des volontés dernières de son frère, dut perdre la Sicile. Toutefois il se contenta provisoirement de nommer son frère Frédérick seulement gouverneur de l'île, et partit pour la péninsule ibérique, afin de prendre possession de l'Aragon, de Valence et de la Catalogne.

Jacques avait confié à Velasco d'Alagona, ancien général, la continuation de la guerre sur le continent italien. Ruggiero commandait encore la flotte; et, tout en faisant quelques pertes isolées, en somme les Aragonais poursuivirent la lutte de la manière la plus heureuse. La mort du roi Alphonse avait empêché l'exécution des conditions du traité de Brignolles, même de la part des Aragonais. Avant que l'on en vînt à de nouvelles dispositions, Nicolas IV mourut aussi en avril 1292; et le saint-siége demeura vacant quelque temps jusque dans l'été de 1294. Comme le pape, en sa qualité de suzerain, avait le rôle le plus important dans tous les traités politiques concernant le royaume de Sicile, durant la vacance du saint-siége rien ne pouvait être décidé sur les rapports des maisons d'Anjou et d'Aragon. Célestin, qui enfin monta sur la chaire de saint Pierre, ne sut pas mieux que d'autres avancer ces affaires, et ses décrets pour que Jacques ne fût pas même reconnu dans les contrées pyrénéennes de la maison d'Aragon, avant que la Sicile fût remise à Charles, eurent aussi peu

(1) Giannone, pass. cit., pag. 138. Le couronnement se fit en septembre 1290. Villani, lib. VII, cap. 134.

d'effet que ses exhortations à la paix et à l'accomplissement du précédent traité. L'on n'avait encore fait aucun progrès lorsque Célestin abdiqua, et que Boniface VIII lui succéda le 24 décembre 1294.

Jacques avait rappelé de la Calabre Velasco, contre lequel s'étaient élevées toutes sortes de plaintes (1), et il ne paraissait pas éloigné maintenant de sacrifier à son tour la Sicile et son frère Frédérick, comme jadis Alphonse l'avait sacrifié lui-même. Boniface VIII, qui avait vu Charles assister à son couronnement et lui prêter serment de vasselage, nomma un cardinal-légat pour la Sicile, et confirma, le 21 juin 1295, un traité que Charles et Jacques avaient déjà conclu (2), à peu près dans les mêmes termes que celui de Charles et d'Alphonse. Par la sanction de ce traité, et par des articles secrets que l'on y ajouta, la paix relativement à la Sicile fut rétablie, moyennant la cession par Jacques de l'île au pape, qui voulut en donner l'investiture à Charles, et promettait, comme dédommagement, aux Aragonais, la Sardaigne et la Corse. En même temps Boniface cherchait à décider le prince Frédérick (3) à l'évacuation de la Sicile par la perspective d'un mariage avec une petite-fille de l'empereur latin Baudouin II, qui lui aurait apporté des prétentions sur l'empire grec. Mais la haine des Siciliens déjoua tous ses plans. A la nouvelle de ces arrangements, le peuple s'agita violemment, et la mère de Jacques et de Frédérick, Constance, qui désirait prévenir une guerre entre ces frères, put seule arrêter l'élévation de Frédérick au trône de Sicile, jusqu'à ce qu'une ambassade par elle adressée à Jacques pût être de retour. Les ambassadeurs rapportèrent la nouvelle que Jacques relevait ses sujets siciliens du serment de fidélité qu'ils avaient prêté (1), et les engageait à se soumettre à Charles de Naples. Velasco s'était échappé d'Aragon pour les suivre (2); et aussitôt après leur débarquement à Palerme, lorsqu'ils se furent entendus avec Frédérick, ce prince convoqua pour le commencement de l'année 1296 une diète sicilienne à Catane, où, à l'époque fixée, le haut clergé, les barons de l'île et trois députés de chaque ville comparurent, et nommèrent Frédérick roi de Sicile. Le 24 mars, il reçut à Palerme solennellement la couronne (3), et, de concert avec les états de l'île, il donna une constitution tempérée, reposant en partie sur des usages consacrés, dont il sera question plus longuement dans le livre suivant.

Du moment où Frédérick s'opposa si ouvertement à tous les désirs du pape, la Sicile devint le rendez-vous de tous les Gibelins et de tous les paterins (4) qui ne pouvaient plus

---

(1) Nicolai Specialis, lib. II, cap. 18, l. c., p. 959 : « Sed cum suggestum fuisset Jacobo regi, eumdem Blascum parata fraude numismatis novam in Calabria cudisse pecuniam, Blascus a rege Jacobo in Cataloniam revocatus est. »

(2) Schmidt, *Hist. d'Aragon*, p. 229. Ce traité, arrêté précédemment, était de la fin de l'année 1293, alors que Jacques et Charles s'étaient rencontrés sur une colline entre Panizas et Junquera.

(3) Nic. Specialis, lib. II, cap. 21, l. c., p. 961. Ils conférèrent ensemble dans les environs de Velletri, où vint Frédérick accompagné du grand amiral Ruggiero, et de Giovanni le grand chancelier. Boniface sut attirer dans ses intérêts le grand amiral, par la promesse et plus tard par l'investiture de l'île de Zerbi sur la côte africaine, et de l'île voisine de Kerkeri, sur lesquelles il devait exercer, sous la suzeraineté du pape, une autorité princière, comme le roi de Naples sur Naples.

(1) *Anonymi Chron. Sicul.*, ap. Murat., *Script.*, vol. x, p. 845.

(2) Nic. Spec., l. II, cap. 22, l. c., p. 962.

(3) Nic. Spec., lib. III, cap. I, l. c., p. 965. *Anonymi Chron. Sicul.*, l. c., p. 853.

(4) En Sicile, la vie religieuse étiat grossière, il y avait encore beaucoup de Sarrasins et de juifs dans l'île, en possession de tant de force, qu'il fallait des ordonnances particulières pour leur interdire de retenir des esclaves chrétiens, et d'avoir des concubines chrétiennes. Tous ces

trouver d'asile fixe en Italie, tandis que Charles II de Naples était soutenu contre eux d'hommes et d'argent par Boniface et par les Guelfes. La guerre avait recommencé durant même la diète sicilienne; car Charles fit attaquer Rocca-Imperiale en Calabre. Frédérick, pourvu de moyens extraordinaires par le dévouement enthousiaste des Siciliens, poursuivit ensuite les hostilités avec le plus grand bonheur, et conquit Squillace (1); mais le siége de Catanzaro, possession féodale d'un parent de Ruggiero, divisa le grand amiral et le roi, et la violation d'un traité garanti par Ruggiero fit éclater la division en rupture ouverte. Quoique Frédérick affectât aussi une générosité royale à l'égard du grand amiral, leurs rapports mutuels furent dès lors altérés. Rocca-Imperiale fut délivrée, Catanzaro et Rossano furent conquis; le concours actif de Jacques parmi les ennemis des Siciliens n'empêcha pas moins ceux-ci de poursuivre leurs triomphes sur Charles; plus tard Ruggiero pilla encore la ville de Lecce, et enleva Otrante (2); mais aussitôt que Jacques lui offrit un allié de la maison royale d'Aragon pour époux de sa fille, la place de grand amiral d'Aragon, et de grandes seigneuries dans la péninsule ibérique en remplacement de celles qu'il perdrait en Sicile, il embrassa le parti de ce prince, et, après avoir vu l'inutilité de ses efforts pour déterminer Frédérick à céder, tous deux vinrent à de telles disputes et à de si grands désaccords, que le grand amiral quitta le service sicilien et abandonna l'île. Constance même et sa fille Iolande, qui jusqu'alors avaient résidé en Sicile, s'en allèrent et se rendirent à Rome; car Jacques se trouvait alors en meilleure intelligence avec le pape. Le grand chancelier Giovanni se retira aussi de l'île et du service de Frédérick pour accompagner les princesses à Rome (1). Corrado Doria de Gênes fut élevé au poste de grand amiral, et Corrado Lancia à celui de grand chancelier. Matteo da Terme reçut la dignité de grand justicier, occupée jusqu'alors par Lancia.

Iolande fut unie dans Rome au fils de Charles II, le prince Robert de Naples (2). Dès lors Constance prit sa résidence à Salerne, et, à l'exception de Frédérick, l'harmonie la plus complète fut rétablie entre les maisons d'Aragon et d'Anjou. Ruggiero, après avoir été reçu de nouveau par le pape dans la communion de l'Église, fit tout son possible pour ramener la Sicile à Naples. A son départ il avait remis ses seigneuries de l'île à son neveu Giovanni. Mais une fois devenu grand amiral du royaume de Naples, il essaya d'organiser en Sicile même un soulèvement contre Frédérick. Il y alla en personne; son neveu planta dans Castellione la bannière napolitaine; mais l'énergie de Frédérick eut bientôt étouffé tous ces mouvements. Giovanni obtint avec ses gens un passage libre pour gagner Naples; mais Ruggiero fut proclamé traître, ses seigneuries furent déclarées fiefs tombés en forfaiture. Une entrevue de Ruggiero avec Velasco provoqua aussi le soupçon du roi contre celui-ci. Il le rappela du continent en Sicile jusqu'à ce que les ennemis, devenus chaque jour plus triomphants, campassent devant Catanzaro, et la nécessité contraignit Frédérick à envoyer son meilleur général au secours de la ville. Velasco remporta un avantage près de Catanzaro avec des troupes incomparablement moins nombreuses, et Ruggiero en prit occasion d'insister auprès de Charles II pour que

---

infidèles devaient, pour se distinguer, porter une bande rouge sur leurs vêtements, à l'endroit où ils couvraient la poitrine. On interdit aux juifs les fonctions supérieures et l'exercice de la médecine. Lebret, *Hist. d'Italie*, tom. III, p. 553.

(1) Nic. Spec., l. III, cap. 5, l. c., p. 968.

(2) Nic. Spec., l. III, cap. 15, l. c., p. 978.

(1) Giannone, pass. cit., p. 150. Nic. Specialis, l. III, cap. 20, l. c., p. 985. *Anonymi Chron. Sicul.*, l. c., p. 854.

(2) Nic. Spec., lib. III, cap. 21.

Jacques fût tenu de tenir sa promesse et de pousser la guerre contre son frère; soutenant que la valeur des Espagnols pouvait seule rendre la Sicile aux Angevins. Pour amener ce résultat, Ruggiero lui-même se rendit en Aragon. Jacques vint en 1298 vers les côtes de l'État de l'Église, avec une flotte bien équipée, de quatre-vingts galères et de beaucoup de transports, pourvu de bonnes sommes d'argent; le pape fournit aussi de l'argent à Charles, quoiqu'il fût alors en guerre avec les Colonna. Charles II fit joindre trente-six galères à la flotte aragonaise; l'armée de terre réunie par les rois alliés fut grossie par presque toutes les villes guelfes de l'Italie.

Le roi Jacques, le prince Robert, Ruggiero, le neveu de celui-ci, et un cardinal-légat, vers la fin d'août, firent voile, avec la flotte et avec de nombreuses troupes, de Naples pour la Sicile, et débarquèrent près de Patti. Le pays voisin fut bientôt gagné, ainsi que Melazzo (1); puis Jacques et Ruggiero se divisèrent sur le plan de guerre ultérieure; Jacques, contrairement aux vues du grand amiral, qui voulait que l'on attaquât Palerme et Messine, mena l'armée avec la flotte devant Syracuse. Frédérick évita toute rencontre décisive, fit mettre toutes les places fortes dans le meilleur état de défense, et consuma ainsi les forces de son ennemi en de petites entreprises. Lui et Velasco cherchèrent, par des postes de cavalerie qu'ils dirigèrent de Catane, à couper les convois à l'armée de Jacques. Patti même retomba au pouvoir de Frédérick, et le neveu de Ruggiero, Giovanni, qui y avait été détaché avec une partie de la flotte aragonaise, fut défait par les Messiniens, et tomba lui-même entre leurs mains (2). Bientôt après Jacques leva le siége de Syracuse, et remit à la voile pour Naples, sans avoir accompli rien d'important. Frédérick fit traduire le prisonnier Giovanni comme traître devant un tribunal, puis lui fit trancher la tête. Melazzo et quelques petites places tenaient seules pour Charles II, lorsque Jacques, qui était retourné en Aragon, revint à Naples, en 1277, pour suivre une nouvelle campagne.

Frédérick se prépara de toute manière: dans l'année précédente il avait récompensé les Messiniens de leurs services par de grandes faveurs; maintenant il chercha à gagner Palerme par les mêmes procédés. A la place de Corrado Lancia, décédé, Vinciguerra Palizzi fut élevé au poste de grand chancelier. Il accompagna aussi le roi sur la flotte avec laquelle Frédérick voulut cette fois marcher à la rencontre de son frère, qui avait quitté le port de Naples le 21 juin. Jacques prévint la flotte sicilienne, et débarqua, avant que celle-ci pût l'empêcher, à l'embouchure du Zapulla. Là fut livré un combat dans lequel Frédérick subit une défaite complète. Ruggiero tira une vengeance terrible de la mort de son neveu, et fit percer à coups de poignard, assommer à coups de massue, ou jeter à la mer enfermés dans des sacs, un grand nombre des principaux prisonniers (1).

Frédérick, qui s'était enfui à Messine, rassembla bientôt une nouvelle armée, la distribua sous ses plus fidèles officiers dans les villes fortes, se jeta lui-même du côté de Castrojanni, et prit à sa solde une flotte génoise sous les ordres d'Egidio Doria. La

(1) Nic. Spec., l. IV, cap. 4, l. c., p. 992, 993.
(2) Nic. Spec., l. IV, cap. 8, l. c., p. 995.

(1) Nic. Spec., l. IV, cap. 13, l. c., p. 1005: « Tunc Rogerius de Lauria voti compos, tamquam leo rugiens clamitabat, et vindictam Joannis de Lauria cunctis suis bellatoribus imponebat. Sed neque iis contentus, omnes rates quas ceperat, præcipue Messanensium, singulatim ascendens furibundus evertit, atque in solatium nepotis extincti plures nobiles, licet immeritos, acerbæ mortis exterminio destinavit. Aliis mucrone pectus transfigitur, aliis clava ferrea caput contunditur, aliis cervix e jugulo amputatur, etc., etc.

guerre prit alors le même caractère qu'auparavant, et Jacques en fut bientôt si fatigué, et les pertes qu'il y fit en détail l'affectèrent si vivement, qu'avant la fin de l'année il se retira encore, et laissa la continuation de la guerre aux Napolitains, abandonnant la direction à Ruggiero et au prince Robert. Robert parvint à gagner les villes d'Aderno, Paterno et quelques petites places (1); Catane lui fut livrée par Virgilio da Scordia; presque toutes les localités dans le Valdinolo se soumirent aux Napolitains, et Charles fit les derniers efforts pour soutenir Robert, en envoyant vers l'île son plus jeune fils, Filippo, avec de nouveaux renforts. Filippo débarqua près de Trapani; mais aussitôt Frédérick se dirigea contre lui. Le 1er décembre 1299, on en vint aux mains près de Falconara; Filippo fut entièrement défait, et tomba lui-même entre les mains de l'ennemi (2). Robert, qui avait voulu s'avancer de Catane au secours de son frère, revint alors sur ses pas, et la victoire de Frédérick décida en réalité de l'empire de l'île.

Les événements qui suivirent immédiatement sont sans importance générale; Frédérick obtint plusieurs petits avantages; Corrado Doria se laissa battre avec une flotte composée de vaisseaux génois et siciliens, près de Ponza, par Ruggiero (3); puis celui-ci, réuni avec le prince Robert, assiégea quelque temps en vain Messine, et les deux partis conclurent une trêve de dix mois. Ainsi l'année 1300 et une partie de l'année 1301 étaient écoulées, lorsque Charles de Valois, sur l'invitation de Boniface (4), vint en Italie. Les débats des *bianchi* et des *neri* le retinrent longtemps à Florence (5); enfin, au mois d'avril 1302, il quitta la Toscane et vint à Naples, après que le pape lui eut conféré solennellement à Rome la couronne de l'empire latin, qui avait servi d'appât pour l'attirer en Italie (1). Outre des troupes françaises, Charles conduisait une armée pontificale. Un corps napolitain, sous les ordres du prince Robert, se réunit à lui; et toutes ces forces militaires furent transportées en Sicile sous la conduite de Ruggiero. Il y avait environ quinze cents cavaliers pesamment armés, et le débarquement se fit dans le Valdimazzara. Frédérick reprit son précédent système, jeta de vaillantes garnisons dans toutes les places fortes, évita toute rencontre, et, se tenant tranquille dans Palizzi, il laissa les ennemis se consumer. Ceux-ci, après diverses vaines tentatives pour faire des conquêtes aux alentours de leur point de débarquement, se tournèrent contre Sciacca. Cette place fut aussi bien défendue; la chaleur de l'été devint toujours plus insupportable, et une sorte de maladie contagieuse porta le ravage dans l'armée napolitaine. Dans cette situation des choses, le comte Charles se présenta comme médiateur de la paix entre Robert et Frédérick, et dans une conférence personnelle avec ce dernier, entre Calatabellota et Sciacca, il parvint à ménager le traité suivant (2): 1° Frédérick demeure pour le temps de sa vie roi de Sicile et des îles en dépendant; 2° il épouse Éléonore, fille de Charles II de Naples; 3° il restitue au roi Charles ses possessions de Calabre, en échange des places napolitaines que Charles évacue en Sicile; 4° Charles II aidera à la conquête de la Sardaigne pour Frédérick et ses dscendants;

(1) Nic. Spec., l. v, cap. 2, p. 1009.

(2) Nic. Spec., l. v, cap. 10, l. c., p. 1015. seq. *Anonym. Chron. Sic.*, l. c., p. 859.

(3) Nic. Spec., l. v, cap. 14, l. c., p. 10, 24 seq.

(4) Villani, lib. VIII, cap. 42.

(5) Voyez plus haut.

(1) Charles, comte de Valois, avait épousé en secondes noces la petite-fille de l'empereur Baudouin II, Catherine de Courtenay, et avait acquis par là ses droits à l'héritage de l'empire tombé des Latins.

(2) Giannone, pass. cit., pag. 158. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. III, p. 604, n. 7. Nic. Spec., l. VI, cap. 10, l. c., p. 1042. Villani, l. VIII, cap. 49.

cette conquête achevée, la Sicile retourne à Naples. Frédérick soutiendra le comte Charles dans la conquête de son empire; de leur côté Charles et Robert solliciteront la confirmation de ce traité par Boniface.

Après la conclusion de cette paix, tous les prisonniers, sans excepter le prince Filippo, furent délivrés, et dans toute l'île se célébrèrent de joyeuses fêtes. Le pape avec une sorte de répugnance confirma ensuite le traité, sous la condition que Frédérick recevrait la Sicile comme fief du saint-siége, payerait un tribut annuel de 41 livres d'or (1), et fournirait au pape, sur sa demande, le service de cent cavaliers pour trois mois. En outre le titre de roi de Sicile devait être réservé pour le roi Charles seul, et Frédérick s'intitulerait simplement roi de Trinacrie. Les fiançailles avec Éléonore furent célébrées au printemps de 1303, et les derniers débris de la guerre, les bandes de soldats composées en grande partie d'Almugaraves et de Gibelins italiens, furent transportés en Grèce par Ruggiero del Fiore (2). Le grand amiral Ruggiero de Loria, indigné que dans la paix on n'eût pas tenu compte de ses intérêts autant qu'il le désirait, s'en retourna dans la péninsule ibérique, où il mourut en 1304.

De nouvelles disputes s'élevèrent un peu plus tard entre Charles II et Frédérick au sujet du tribut de Tunis qui avait été payé à Frédérick, et que maintenant Charles réclama, attendu que cette obligation avait été obtenue par l'effet de la croisade franco-napolitaine. D'autres sujets de discussion moins importants s'y joignirent, et sans la médiation du roi Jacques d'Aragon l'on en serait venu à de nouvelles hostilités. Maintenant la chose fut arrangée de telle sorte que le tribut de Tunis dut revenir à Charles, et on laissa toutefois à Frédérick la faculté d'abord d'arracher pour lui le tribut les armes à la main, puis de reprendre le titre de roi de Sicile.

Les efforts politiques de Charles II immédiatement après s'appliquèrent en partie à des rapports avec le saint-siége, en partie à l'acquisition de possessions et d'influence dans l'Italie supérieure; et déjà il a été question de toutes ces manœuvres en leur lieu (1). Charles retourna aussi pour quelque temps en France. La guerre de Sicile l'avait accablé de dettes. Le saint-siége particulièrement avait à réclamer de lui de grosses sommes. Il négocia pour en être déchargé, et obtint en effet la remise d'un tiers, à la condition que les deux autres tiers fussent employés à une croisade et au rétablissement de l'empire latin. Sur ces entrefaites, le fils de Charles, Filippo, prince de Tarente, avait épousé la fille de Charles de Valois, et acquis par ce mariage les droits de son beau-père à l'empire latin. Au reste Charles ne pouvait agir bien vivement contre les Grecs; car il était encore en rapports hostiles avec Frédérick de Sicile, et la libéralité du pape dans la remise de sa dette ne l'avait nullement tiré des embarras financiers. Enfin, lorsqu'il mourut le 5 mai 1309, il eut pour successeur dans le pouvoir son fils Robert, jusqu'alors duc de Calabre.

Les luttes contre la Sicile avaient fait à Charles II un devoir de ménager ses sujets napolitains. Naples et d'autres villes furent embellies par des édifices. La noblesse avait été attirée à la cour brillante du souverain par des honneurs et des distinctions de toute espèce. Les classes inférieures, les villes du royaume, les seigneuries du clergé comme de la noblesse, s'étaient vu conférer de nouveaux droits sans que les anciens subissent aucune altération; et les Napolitains pou-

---

(1) Nicol. Specialis donne, au lieu de 41 livres d'or, 15,000 florins, qui peut-être formaient l'équivalent des 41 livres d'or. Cf. Nic. Specialis, lib. VI, cap. 18.

(2) Voyez plus haut.

(1) Voyez, par exemple, division III.

vaient, dans les possessions françaises de Charles, parvenir aux emplois et aux dignités, comme les Français dans les contrées napolitaines. L'on pouvait considérer la maison d'Anjou affermie dans le royaume, lorsqu'il passa de Charles à Robert.

§ II. *Règne du roi Robert de Naples jusqu'en* 1343.

Quoique Charles Martell, fils aîné de Charles II, qui avait été aussi considéré comme roi par un parti en Hongrie, fût mort avant son père, des résistances s'élevèrent contre la succession de Robert, établie dans le testament de Charles II, parce qu'il y avait encore un fils de Charles Martell, appelé Charles Robert, ou par abréviation Carobert. A la fin, le pape eut à prononcer comme suzerain, et décida en faveur de Robert, qui, expérimenté dans les affaires de la guerre et du gouvernement, fut considéré par les Guelfes d'Italie comme le chef de leur parti, tandis que Charles Robert, élevé à l'étranger, paraissait entièrement étranger aux intérêts italiens (1).

Dans les derniers temps de sa vie, Charles II avait pensé à de nouvelles entreprises pour regagner la Sicile, et sa mort parut devoir amener inévitablement la reprise des hostilités, en sorte que le pape, à l'instigation du roi d'Aragon, proposa de nouveaux accommodements, afin d'empêcher la lutte de recommencer. Robert et Frédérick les rejetèrent dans les termes où ils avient été présentés. Et comme le premier, ainsi que nous l'avons vu, descendit, à la tête de tous les Guelfes d'Italie (2), du Piémont auquel il touchait par ses domaines provençaux et ses acquisitions italiennes, jusqu'à l'État de l'Église, il ne fallut que l'arrivée de Henri VII en Italie pour attirer Frédérick du côté de celui-ci. L'empereur avait été occupé par quelques autres entreprises (1), et vraisemblablement elles le retinrent, comme Robert avait été retenu par ses efforts dans la moyenne et la haute Italie, avant qu'il se déclarât une circonstance extérieure pour engager de nouveau la guerre de Naples et de Sicile. D'abord, lorsque Robert voulut par des négociations se rapprocher de Henri VII à Gênes, le souverain allemand parut indécis; mais ce doute ne pouvait être que de courte durée, et les circonstances le firent nécessairement ennemi de Robert. Nous passons ici toutes les questions agitées sur les intérêts des deux princes, ainsi que leurs luttes et celles de leurs adhérents dans les affaires de Bologne, en Toscane et dans l'État de l'Église; car déjà tout cela a été présenté en son lieu. La conclusion de la ligue de Frédérick et de Henri arriva

(1) Lorsque Robert prêta au pape le serment de vassal, le 26 avril, celui-ci lui abandonna tout ce qui n'avait pas encore été acquitté de la dette de son père au saint-siége.

(2) Sismondi, vol. v, p. 30.

(1) Les restes des bandes des soldats transportées de Sicile dans l'empire grec avaient pendant ce temps conquis le duché d'Athènes, et Frédérick leur donna son fils naturel Manfred pour prince sous la suzeraineté sicilienne. Voyez Leo, *Manuel de l'histoire du moyen âge*, p. 900. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 6. En outre, dans l'île de Zerbi, où après la mort de Ruggiero de Loria commandait son neveu Ruggerone, les Sarrasins soumis s'étaient révoltés contre les chrétiens. Frédérick envoya des secours à ces derniers, et devint maître de l'île par capitulation, en sorte que le prince de Tunis fut contraint de nouveau au payement du tribut envers la Sicile.

durant le séjour du dernier à Poggibonzi, dans les premiers mois de l'année 1313 (1), et la décision impériale contre Robert suivit bientôt après (2), en avril de la même année.

Ces actes de Henri avaient rallumé la guerre entre Naples et la Sicile; la mort de cet empereur, arrivée bientôt après, laissa Frédérick seul en face de ses ennemis. La cour de France fit tout son possible pour déterminer le pape à une activité décidée, et Clément ne pouvait plus résister à ces instances; mais il ne survécut pas longtemps à l'empereur, et les deux parties contendantes, durant une assez longue vacance du saint-siége, purent mesurer les forces dont elles disposaient.

Frédérick avait voulu venir au secours de l'empereur; mais il abandonna Pise avec sa flotte aussitôt la mort de Henri (3), et après avoir lutté beaucoup contre des vents contraires, il débarqua à Trapani. Ses États siciliens confirmèrent ensuite à son fils Pietro le droit de succession (contrevenant à la paix précédente avec Charles II) pour tous les cas (4); et son cousin Ferdinand, prince de Mallorca, lui amena, ainsi que l'amiral aragonais Bernard Sarria, des soldats espagnols. De son côté le roi de Naples réunit une puissante armée, composée en partie de Napolitains, de Provençaux, en partie de Guelfes de tous les cantons de l'Italie. En août 1314, cette armée, commandée par Robert en personne, et dans laquelle se trouvaient deux mille cavaliers, fut transportée en Sicile et mise à terre près de Castellamare (1). De Castellamare, qui tomba par trahison entre les mains des Napolitains (2), Robert s'avança sur Trapani, aux environs de laquelle Frédérick, qui d'ailleurs conduisit cette guerre comme les précédentes, rassembla de grandes forces. Trapani opposa aux attaques ennemies une résistance opiniâtre, et après un siége inutile de deux mois, Robert, qui se trouvait avec son armée réduit à la plus triste situation, se laissa déterminer, par la médiation du prince de Mallorca, à une trêve qui fut conclue à la fin de l'année 1314, à S.-Giuliano, et qui devait durer jusqu'au mois de mars 1316 (3). Pendant cette trêve, Frédérick conserva non-seulement la Sicile, Malte et les autres îles situées aux environs, mais encore les anciennes possessions de Ruggiero, les îles de

(1) Voyez plus haut.

(2) Voyez division III. Après avoir donné tout au long la condamnation de Robert, le *Chronicon Siciliæ* (dans Murat. X) ajoute à ce qui concerne la ligue de Frédérick et de Henri : «Dictus vero rex Fredericus contraxit et fecit cum prædicto imperatore unitatem et parentelam, et de prædicta unitate facta inter imperatorem et regem Fredericum tractatum fuit, quod prædictus don Petrus filius dicti regis Frederici deberet ducere et habere in suam uxorem filiam dicti imperatoris, et quod ipse rex Fredericus effectus est per ipsum imperatorem ipsius imperatoris ammiratus.» Frédérick était donc amiral de l'empire. C'est ce que dit aussi Nic. Specialis, l. c., lib. VII, cap. I, p. 1053.

(3) *Chronicon Siciliæ*, l. c., p. 871. Nicol. Spec., l. c., lib. VII, cap. 3, pag. 1055.

(4) Nic. Spec., lib. VII, cap. 4, p. 1056.

(1) *Chronicon Siciliæ*, *ibid.*

(2) *Chronicon Siciliæ*, l. c., p. 872. Nic. Special., l. c.

(3) Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 23. Nic. Specialis, l. c., cap. 6, p. 1059. Le *Chronicon Siciliæ*, l. c., pag. 880, dit seulement jusqu'au mois de mars prochain; ce serait en 1315. Il en est ainsi dans le texte de l'écrit adressé par Frédérick aux Palermitains pour les informer de la trêve conclue, que le *Chronicon* insère à la page suivante. Ensuite il dit aussi, pag. 882 : «Finito autem dicto tempore prædictarum tregarum... de mandato et ordinatione dicti regis Frederici dictum castrum ad mare... existens in dominio dicti regis Roberti... die lunæ primo mensis martis XIV indictionis anno a nativitate Domini 1316 obsessum fuit, etc...» Ce dut être une faute constante du copiste, et la durée de la trêve donnée par Lebret doit être juste. Specialis la fait trop longue; il lui donne trois ans et deux mois et demi. C'est une confusion avec la trêve suivante.

Zerbi et de Kerkeri, ainsi que la ville de Reggio en Calabre. En Toscane aussi les premiers événements ne furent pas favorables aux plans de Robert (1). Ce dut être pour lui une heureuse circonstance, que l'avénement au trône pontifical de Jean XII, sur le dévouement duquel il pouvait compter.

Aussitôt après l'expiration de la trêve, Frédérick avait fait occuper Castellamare; les renforts expédiés par Robert arrivèrent trop tard, et lorsque enfin il eut fait passer dans l'île une nouvelle armée sous les ordres du comte Tommaso Marzano de Squillace (2), cette armée dut chercher d'abord à se saisir d'une base d'opérations. Salemi fut vainement attaquée. Près de Marzano, une partie de l'armée napolitaine subit une défaite complète, et lorsque le comte de Squillace fut obligé de se rembarquer, le seul résultat de sa campagne fut la dévastation de l'un des plus beaux cantons de la Sicile. Pour en tirer vengeance, Frédérick, laissant à son fils Pietro le gouvernement de l'île, dirigea en personne une expédition contre Naples. Pendant ce temps vingt-trois galères, sous Rosso Doria, devaient protéger les côtes de Sicile contre la flotte de Robert; mais, avant que Frédérick pût exécuter la grande entreprise projetée, le roi Jacques et le pape ménagèrent une trêve, qui fut acceptée pour trois ans par Frédérick, le 20 juin 1317 (3). Il resta maître de la Sicile et des îles en dépendant, mais céda Reggio et les petites possessions s'y rattachant en Calabre au pape (4), qui les transmit à Robert. De son côté Robert tourna son attention sur la moyenne et la haute Italie, où nous l'avons déjà rencontré, particulièrement dans l'histoire de Gênes. Lorsque Robert se rendit de Gênes à Avignon en 1318 (1), il parvint à gagner complétement la faveur du pape; en conséquence Frédérick entra en union plus intime avec les Gibelins de la haute Italie et avec les bannis de Gênes, auxquels il accorda de l'appui (2), tandis que Robert était à la tête des Guelfes qui dominaient dans la ville. Ainsi, depuis le printemps de 1320, la guerre sicilico-napolitaine fut en réalité poursuivie sous l'apparence de luttes des partis génois, avant que la trêve fût arrivée à son terme. Jean XXII était irrité au plus haut point contre Frédérick à cause de cela, et plus encore à cause des taxes levées sur le clergé sicilien (2). A Pâques de 1321, il lança son excommunication contre le roi et ses conseillers, et frappa l'île d'interdit (3), sans pouvoir par ces mesures décider Frédérick à changer de conduite. Seulement celui-ci se montra moins menaçant, ne força point, comme précédemment, les ecclésiastiques à dire la messe en dépit de la défense. Son frère Jacques agit plus énergiquement pour lui à la cour pontificale, et déclara que, si le pape ne ménageait sous peu une paix entre la Sicile et Naples, il prêterait de toute manière assistance à Frédérick contre Robert. Mais Robert ne pouvait se résoudre à renoncer à l'île de Sicile, sur laquelle il prétendait avoir des droits incontestés au moins après la mort de Frédérick, et qu'il pouvait soutenir en toute justice; et d'un autre côté Frédérick, pour montrer qu'il ne voulait accéder à aucune paix qui enlèverait l'empire de l'île à sa postérité, déclara son fils Pietro co-régent, et le fit couronner à Palerme en avril 1322 (4).

Avec le mois de décembre 1321 avait aussi fini la *signoria* de Robert à Florence (5), et en même temps presque toute son influence en Toscane. Comme résultat de tous ses efforts dans cette contrée, il avait seulement à

(1) Voyez plus haut.

(2) *Chronicon Siciliæ*, l. c., p. 883. Nic. Special., l. c., cap. 8, p. 1059.

(3) Voyez la lettre de Frédérick aux Palermitains, du 21 juin, dans le *Chron. Sic.*, l. c., p. 886.

(4) Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 33, Nic. Specialis, l. c., cap. 11, p. 1062.

(1) Voyez division III.

(2) *Chron. Sicil.*, l. c., p. 888.

(3) Specialis, l. c., cap. 15, p. 1067.

(4) *Chron. Sicil.*, l. c., p. 890.

(5) Voyez plus haut.

contempler la haine d'une infinité de citoyens blessés dans leurs intérêts, laquelle chez quelques-uns allait si loin, qu'ils firent un complot d'assassinat contre lui, et tentèrent de le mettre à exécution durant le séjour du roi en Provence. Enfin, au printemps de 1324, Robert quitta de nouveau ses seigneuries provençales, et revint par Gênes à Naples. Des courses sur les côtes de Sicile pour piller des lieux isolés, ou ruiner les pêcheries des Siciliens, avaient été jusque-là les seules hostilités exercées directement par les Napolitains contre le royaume de Frédérick depuis l'expiration de la trêve. Mais maintenant le principal théâtre de la guerre fut transporté de nouveau des côtes de la haute Italie vers celles de la Sicile, et Frédérick, après le retour de Robert, rassembla toutes ses forces pour être en état de repousser dignement son rival. Les côtes maritimes, jusqu'à une certaine distance des habitations, à l'exception des villes fortes, durent être évacuées; dans toutes les places, particulièrement à Palerme, Messine et Trapani, furent jetées des garnisons. Des détachements stationnèrent aux places probables de débarquement sur la côte. Malgré toute l'ardeur manifestée par Robert pour l'ouverture de la campagne, les Siciliens, indépendamment de leurs préparatifs de défense, le devancèrent encore pour opérer un débarquement en Calabre, sous la conduite d'un jeune Velasco d'Alagona, et, sans faire d'acquisitions durables, parvinrent à enlever un butin considérable. Velasco était déjà en sûreté à Palerme avec sa proie, lorsque la flotte napolito-génoise, comptant cent treize galères, ayant à bord trois mille cavaliers et une nombreuse infanterie, sous les ordres du fils de Robert, le duc Charles de Calabre, mit à la voile, au mois de mai 1325, pour les côtes de Sicile. Le duc Charles assiégea et bloqua Palerme (1) en vain plus de sept semaines; ensuite il marcha à travers l'île, dévastant tout devant lui, s'embarqua à Messine, et revint à Naples sans avoir conquis un pied de terrain. Immédiatement après, le duc de Calabre trouva, par les affaires de Florence, à exercer une efficace activité (1); et les Napolitains se bornèrent ensuite, par une sorte de système, à pousser les Siciliens au désespoir par des expéditions qui n'étaient pas entreprises seulement pour enlever de l'argent et des objets de valeur, mais pour détruire les vignes, les oliviers et les orangers (2). Vraisemblablement ce système eût réussi, et Frédérick eût été réduit à la détresse, si, pour son salut, les progrès du roi Louis de Bavière en Italie n'avaient pas fait une diversion en sa faveur, et contraint Robert à diriger ses forces d'un autre côté. En effet, aussitôt qu'il eut résolu d'exécuter son expédition d'Italie, Louis avait adressé un message à Frédérick, et s'était concerté avec lui pour une attaque commune sur Naples. De Pise, il opéra comme avait fait Henri II contre Robert (3), et le duc Charles de Calabre abandonna la Toscane pour prêter un secours plus direct à son père dans la défense du royaume (4). Frédérick ne put accourir assez vite au secours des Allemands pour leur persuader de pousser en avant. Tandis qu'il cherchait à détourner des côtes de la Sicile les ravages de la flotte napolitaine équipée pour protéger la Calabre, un trop long temps s'écoula sans l'avancer vers son but principal, et lorsque enfin une escadre génoise expédiée, par Louis,

(1) *Chron. Sicil.*, l. c., p. 893, où est citée seulement l'époque du siége. Specialis, *l. c.*, cap. 17, p. 1068.

(1) Voyez plus haut.

(2) Beltramo, de la famille des Balzi (originairement la famille française de Baux), comte de Montescaglioso, en 1326, Ruggero Sangineto, comte de Corigliano, en 1327, conduisirent une flotte contre les côtes siciliennes. Une troisième expédition de pillage, en 1328, conduite par un Génois, échoua. Cf. Special., l. c., cap. 19, 21, p. 1073, 1074.

(3) Lebret, pass. cité, tom. IV, p. 56.

(4) Voyez plus haut.

rallia la flotte sicilienne, Frédérick et son fils Pietro montèrent à bord à Messine; mais ensuite Frédérick laissa le commandement à Pietro seul (1), et revint à Messine, et tous les résultats consistèrent dans la prise de possession et le pillage d'Astura et de Nettuno, sur la côte de l'État romain. Louis avait déjà de nouveau quitté Rome, et il entra en conférence avec Pietro à Corneto (2). Les événements de Toscane semblaient dissuader Louis de retourner à Rome, et lorsqu'ils se furent encore entendus ensemble à Pise, où ils se rendirent en septembre 1328, Pietro ramena, sans l'en avertir, sa flotte en Sicile.

Bientôt après, le 9 novembre 1328, mourut le fils unique de Robert, le duc Charles de Calabre, d'une fièvre qu'il avait gagnée à la chasse dans les marais. Il sembla que ce coup eût brisé l'énergie de Robert. Ni lui, ni Frédérick, ne poursuivit la lutte avec l'ardeur montrée jusqu'alors, et le roi d'Aragon fit, ainsi que le pape, tout son possible pour rétablir complétement la paix, et déterminer Frédérick à des démarches qui pussent le ramener dans le sein de l'Église. Ces efforts ne réussirent pas alors; mais les années suivantes s'écoulèrent sans événements militaires remarquables, et, par l'échec de l'entreprise de Louis, Robert jouit d'une considération marquée dans toute l'Italie. En réalité, il se mêla intimement aux intérêts italiens, se réunit à l'alliance contre le roi de Bohême, et fit des difficultés pour mettre le fils de Charles Martell, roi de Hongrie, en possession de la principauté de Salerne et d'autres seigneuries sur lesquelles celui-ci avait des prétentions. Outre la ligne hongroise, il y avait encore deux branches importantes de la maison angevine-napolitaine : l'une était représentée par les fils du frère décédé de Robert, Filippo, prince de Tarente, dont le premier s'appelait Lodovico, et le second, nommé Filippo comme son père, avait hérité des prétentions sur l'empire latin; l'autre était composée de Giovanni, prince d'Achaïe, frère de Robert, et de ses trois fils, Charles, Louis et Robert. Afin de prévenir toute lutte sur la succession de Naples, les deux fils du roi Charles de Hongrie, petits-fils de Charles Martell, Louis et André, furent fiancés aux princesses laissées par le duc Charles de Calabre, Marie et Jeanne, en 1332. André, âgé de sept ans seulement, fut amené l'année suivante à Naples par son père en personne, et remis à Robert pour qu'il l'élevât. Il devait être l'héritier du trône en devenant l'époux de la princesse Jeanne (1).

Cependant le pape Jean approchait de sa fin; peu de temps avant sa mort, il leva l'interdit qui pesait encore sur la Sicile, et l'excommunication lancée contre Frédérick. Son successeur, Benoît XII, aurait sans doute fait plus encore pour Frédérick, s'il n'avait pas été complétement au pouvoir des cours de Naples et de France. L'inimitié de deux des principales familles siciliennes ralluma ensuite le feu de la guerre entre Frédérick et Robert.

Francesco Ventimiglia, comte de Gerace, était marié à une sœur du comte Giovanni Chiaramonte, un des Chiaramonti; mais il s'en sépara sous prétexte de stérilité (2), et

(1) Specialis, l. c., lib. VIII, cap. 1, p. 1075.
(2) Sismondi, vol. V, p. 163.

(1) Giannone, pass. cité, p. 218.
(2) Specialis, l. c., lib. VIII, cap. 6, p. 1081 : « Dum Franciscus de Ventimilio, comes Giracii, Constantiam sororem jam dicti Joannis de Claromonte comitis haberet in conjugem, turba filiorum, quos idem Franciscus e concubina susceperat, tanquam novellæ olivarum ante patris oculos adolebant, ipsique genitori sublato moderamine rationis plus debito spectabile videbantur, ut est illud : « Atque oculos idem qui decipit incitat error; » unde actum est, quod in ea parte pudoris gravitate deposita, Franciscus ipse jactaret se in hac numerosa prole felicem, abjectaque omni spe omnique desiderio suscipiendæ prolis e conjuge, facit illam de suo cubiculo alienam, illosque filios, quos legitimatus

par là irrita le frère de cette dame au dernier degré. Celui-ci avait été institué par Louis de Bavière vicaire de Césène ; mais alors il revint en Sicile, où bientôt toute la noblesse se partagea pour ou contre le comte de Gerace. Frédérick essaya d'accommoder l'inimitié de famille ; mais ses efforts demeurèrent inutiles, et Chiaramonte, qui était entouré de ses soldats allemands, fit dans les rues de Palerme même une tentative de meurtre sur Ventimiglia (1). Chiaramonte avait été élevé avec Pietro, avait pour épouse une fille naturelle de Frédérick, et semblait se reposer sur ces relations étroites avec la maison royale. Mais Frédérick n'hésita point cependant à le châtier, et confisqua ses biens ; Chiaramonte n'avait même échappé à une arrestation qu'en se retirant rapidement dans ses châteaux ; maintenant il lui fallut quitter le royaume. L'empereur Louis le prit sous sa protection, soutint que Chiaramonte, en sa qualité de vassal de l'empire, ne pouvait être jugé que par une cour impériale. Mais le roi de Sicile ne s'arrêta point à toutes ces raisons, et persista dans la résolution que les délits devaient recevoir leur châtiment. Enfin Chiaramonte entra au service de Robert ; et celui-ci le plaça, ainsi que Sangineto, comte de Corigliano (1335) à la tête d'une nouvelle flotte qu'il fit courir contre la Sicile. Les côtes de Girgenti jusqu'à Trapani furent de nouveau ravagées ; mais les intelligences dans l'île sur lesquelles Robert et Chiaramonte avaient compté ne menèrent à rien ; nulle part ne se déclara de soulèvement, comme on l'avait espéré et Chiaramonte n'osa plus ensuite reparaître à la cour napolitaine (2). Et même cette conduite rigoureusement équitable de Frédérick contre son gendre lui gagna tous les cœurs de ses sujets, et la Sicile, où les institutions de Frédérick II, adoucies par les décisions postérieures des états, furent maintenues moins dans la forme que dans leur esprit appartient aux Etats les mieux administrés de ces temps. Une justice sévère était moins praticable dans les possessions plus éloignées de Frédérick ; par exemple l'île de Zerbi, qui était trop bien reconnue comme position militaire, pour que l'on pût lier fortement les mains aux gouverneurs, et gêner leurs mouvements à l'égard des sujets mécréants. Aussi les oppressions devinrent trop pesantes ; la richesse fut érigée en délit qui devait amener la ruine du possesseur pour le plus grand bien du gouvernement sicilien. Dans l'année 1336 éclata une révolte ; avec le secours des Tunisiens, les chrétiens réfugiés dans le château y furent assiégés, et comme une flotte napolitaine empêcha qu'il ne fût secouru, le château dut aussi se rendre. L'île fut perdue pour la Sicile (1), et avant que Frédérick pût faire les dispositions nécessaires pour sa reprise, il mourut dans la nuit du 24 au 25 juin 1337. Il appartient aux souverains les plus vaillants et les plus habiles du moyen âge, et quant à sa tenue, quant à sa manière d'être, il fut, comme son grand-père Manfred et son ancêtre Frédérick II, un digne membre de la famille Hohenstauffen, dont les aigles décoraient encore sa bannière. Pietro, qui succéda en Sicile à Frédérick, était entre les mains de la famille noble des Palizzi, qui, contenue jusqu'alors par Francesco Ventimiglia, favori de Frédérick, s'élança maintenant pour dépouiller les Ventimiglia de leur influence. Frédérick s'était toujours tenu à une certaine élévation au-dessus de ces intrigues et de ces inimitiés de famille ; Pietro était trop faible pour occuper cette position. Mais les Napolitains aussi conçurent de nouvelles espérances. Robert réclama de Pietro et du pape l'exécution de la paix

---

thorus non edidit, successores et hæredes suos relinquere meditatus est. Quocirca dato conjugi libello repudii, etc. »

(1) Voyez plus haut.

(2) Specialis, l. c., p. 1084 : « Joannes vero quamprimum ad Neapolitana littora declinavit, a Roberto rege, hospite insalutato, discessit, ad imperiales partes conversus est. »

(1) Et bientôt après aussi l'île de Kerkeri.

de Castro Nuovo, qui, en raison de la conquête de la Sicile par les Aragonais, et de l'investiture par le pape, était soumise à un surcroît de difficultés; Giovanni de'Chiaramonti se lia étroitement avec les Palizzi, et l'on dut prévoir pour l'île les troubles les plus violents.

Damiano de' Palizzi était devenu grand chancelier de Sicile: son influence sur Pietro fit trembler Francesco, qui s'abstint d'abord de se rendre à une diète à Catane; puis, lorsqu'il lui fallut y comparaître, il s'éloigna si rapidement, que son départ prit l'apparence d'une fuite. Il ne vint pas même à la cour de Messine, malgré le sauf-conduit que le roi lui offrit. On en prit occasion d'appliquer à la question l'un de ses principaux serviteurs, qui, au milieu des tortures, avoua une intelligence de son maître avec le roi de Naples, et nomma des complices. A une cour de justice tenue à Nicosia, Ventimiglia fut déclaré coupable, avec ses amis, de haute trahison; leurs biens furent confisqués, et Giovanni de' Chiaramonti fut de nouveau reçu en grâce.

La partie menacée de la noblesse se tourna maintenant du côté de Robert, et lui offrit un nombre de places fortes dans l'île. Avant que Robert pût venir en aide aux révoltés, Pietro marcha contre eux. Les habitants de Gerace lui ouvrirent les portes, et Francesco Ventimiglia fut tué au moment où il voulait fuir de la ville. Le reste de ses adhérents obtint ensuite une libre retraite, et quitta l'île. Alors Robert venait de faire partir une flotte sous les ordres de Beltramo de' Balzi, comte de Montescaglioso, contre la Sicile. Elle s'empara de Termini, mais ne put ensuite faire d'autres acquisitions. A l'arrivée des fugitifs siciliens à Naples, le roi équipa une seconde flotte qu'il confia à la direction de son frère naturel Galeazzo. Les troupes de débarquement étaient commandées par le comte Henrico Sanseverino da Marsico et le comte Giovanni Sangineto de Corigliano. Cette seconde flotte s'empara de Roccella et de Cefalus. Plusieurs petites places, et enfin Melazzo, tombèrent entre les mains des Napolitains en 1338. En même temps le pape prononça le retrait du royaume de Sicile à la maison d'Aragon, et déclara qu'en vertu de précédents traités, qui l'avaient attribué à Frédérick seulement pour le temps de sa vie, il avait fait retour au suzerain, et que le saint-siége l'avait transmis au roi Robert. Toutefois on laissait à Pietro le temps de défendre ses droits devant un tribunal pontifical; celui-ci dédaigna naturellement ce recours, et la condamnation fut prononcée le 6 avril 1339. Mais, pendant ce temps, les Siciliens firent des progrès importants contre les ennemis qui avaient pénétré dans l'île. Galeazzo dut courir à Naples pour ramener des renforts; Melazzo fut défendue avec la plus grande valeur par le parti napolitain. Une nouvelle flotte, sous les ordres de Godofredo da Marzano, comte de Squillace, quitta les côtes napolitaines afin de pousser la guerre contre la Sicile. L'escadre sicilienne, commandée par le frère naturel de Pietro, Orlando d'Aragon et Giovanni de' Chiaramonti, vint à sa rencontre. Les Napolitains restèrent vainqueurs, conquirent Lipari et ravitaillèrent Melazzo, puis firent voile pour leur pays. Mais alors le roi Robert dut laisser plus longtemps ses partisans de Sicile sans appui important. Enfin le plus énergique et le plus puissant d'entre eux, Frédérick d'Antioche, qui dirigeait la défense de Melazzo, fut tué, et la ville fut obligée de se rendre à Pietro (en 1341), avant que le roi de Naples fût en état d'envoyer, comme il se le proposait, une flotte à leur secours.

Cependant Damiano de' Palizzi et son frère Matteo gagnaient chaque jour plus d'empire sur le roi; et, comme ils craignaient que Giovanni, frère de Pietro, n'affaiblît leur influence, ils surent, en faisant croire au roi qu'il était d'intelligence avec les révoltés, l'éloigner de la cour. Mais ils ne réussirent qu'un certain temps à empêcher une entrevue personnelle des deux frères; et, lorsqu'ils firent une tentative pour amener le roi au supplice de son frère, il se souleva devant cette pensée, et démêla bientôt leurs

intérêts. Ils se retirèrent de la cour; Giovanni se réunit de nouveau à Pietro, et le peuple, irrité contre les Palizzi, força leurs maisons. Les instances seules de la reine les sauvèrent. Ramondo Peralta devint grand chancelier; les Palizzi gagnèrent Pise sur des vaisseaux génois.

La flotte de Robert était arrivée trop tard pour sauver Melazzo; mais elle emporta de nouveau la place, qui était encore dans les mains des Napolitains, lorsque le roi Pietro tomba malade dans un voyage à travers l'île, et mourut le 8 août 1342. De ses trois fils, Lodovico, Giovanni, Federigo, le premier, à peine âgé de quatre ans, lui succéda. Le frère de Pietro, Giovanni, duc de Randazzo, dirigea la régence avec les états. Pendant une courte maladie de Giovanni à Syracuse, les partisans des Palizzi à Messine se soulevèrent, massacrèrent le *stratiko* de la ville, Federigo Cagliari, en nommèrent un autre du parti Palizzi, et plantèrent la bannière de Robert dans la citadelle. Bientôt ils introduisirent aussi une garnison napolitaine dans la ville. Aussitôt après son rétablissement, Giovanni se mit en mouvement, marcha sur Messine, pénétra sans résistance dans la ville, et tous ses adversaires s'enfuirent dans la citadelle. Il installa Corrado Doria comme *stratiko,* après avoir châtié tous les complices de la révolte qui lui tombèrent entre les mains, et fait tailler en pièces les défenseurs de la citadelle dont il s'empara.

Un peu après avoir reçu la nouvelle du soulèvement fait en sa faveur à Messine, Robert était mort, le 16 janvier 1343, âgé de près de quatre-vingts ans.

Jusqu'alors nous avons, à dessein, passé les affaires intérieures du royaume de Naples; car elles peuvent être embrassées seulement comme une situation, ne présentant qu'une suite de petits faits sans importance en eux-mêmes, et n'acquiérant d'intérêt que par l'effet de l'ensemble. L'état des rapports politiques ne changea presque point sous le long règne de Robert; mais l'absence plus fréquemment renouvelée du roi en France et dans la haute Italie, la nécessité d'avoir de son côté la bonne volonté de la noblesse et des villes importantes pour la guerre contre la Sicile et contre les Gibelins en Italie, placèrent cette classe subordonnée de ses sujets d'année en année dans une position plus libre, et leur laissa même la faculté de s'attaquer entre eux. La hiérarchie des fonctionnaires du royaume napolitain conserva ses noms et ses titres comme sous les derniers Hohenstauffen. Mais la noblesse qui s'était mise de plus en plus en possession des hauts emplois n'avait pas d'autre intérêt que celui du reste de la noblesse qui n'était pas en charge, et même, quand les cours de justice et les tribunaux étaient disposés à soutenir, dans ses droits, le faible contre le puissant, ce faible n'osait poursuivre ses réclamations, en partie de crainte de la vengeance qui pouvait suivre, en partie parce que ce même sentiment empêchait tout autre de se présenter comme témoin (1).

Sous le prétexte d'avoir des serviteurs ou des hommes pour garder ses châteaux, la noblesse entretenait des masses de clients qui dépendaient de ses moindres volontés, avec lesquels elle poursuivait ses luttes, parmi lesquels se réfugiait tout criminel, qui était assuré d'y trouver protection.

Dans l'année 1339, des brefs pontificaux attaquèrent ce monstrueux abus, et tous les nobles qui protégeaient des criminels furent menacés d'excommunication. Mais tout fut en vain. Les effets de la lutte de deux familles nobles établies à Barletta, celle della Marra et celle du comte Giovan Pipino da Minorbino, s'étendirent bien loin (2); Aquila, Sulmona, Gaëte et Salerne furent aussi déchirées par les factions. Ainsi donc

---

(1) Giannone, pass. cité, p. 221. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 77.

(2) Ses frères étaient Pietro comte de Vico, et Lodovico comte de Potenza. Sur ces luttes des della Marra et du comte de Minorbino, voyez *Dominici de Gravina Chronicon*, ap. Murat., vol. XII, p. 551 et seq.

la situation intérieure, vers la fin du règne de Robert, n'était pas meilleure que celle de l'État de l'Église dans les temps les plus agités. Tandis que les grands du royaume s'abandonnaient à leurs passions dans les provinces, les mœurs de la cour n'étaient pas moins désordonnées. La perfidie et la violence dominaient partout.

§ III. *Jusqu'à la mort du roi André en* 1345.

Après la mort de Robert, le chaos s'accrut encore à Naples, parce que les membres de la famille royale, jusque-là tenus en respect par l'autorité du roi, se sentirent libres tout d'un coup. La reine Jeanne, âgée de seize ans, et son époux hongrois, André, demeuré au milieu de son entourage, et dans sa grossièreté magyare, étaient sans considération; et le collége de régence qui devait se tenir à côté de la reine jusqu'à sa vingt-cinquième année n'avait pas une plus grande autorité. La conséquence de cette situation fut une division dans la famille royale, comme il y en avait partout dans les villes et parmi la noblesse. La cause extérieure vint du désir du duc André de Calabre d'être couronné, et de trôner à côté de son épouse. Il espérait ainsi acquérir plus d'importance aux yeux de Jeanne, qui, selon les vues de son père, devait être seule reine. Il trouva de l'appui à la cour pontificale: presque partout dans les provinces et les villes du royaume où les factions étaient en lutte, l'une cherchait à se rattacher à André, l'autre à ses adversaires. Le comte de Minorbino avait été humilié et pris par le roi Robert, ses possessions avaient été confisquées; les della Marra les avaient achetées. André mit les prisonniers en liberté, pour se fortifier par eux et par leurs adhérents.

Comme on avait vu la cour de France aux temps des guerres civiles de ce pays, telle était maintenant la cour de Naples plongée dans la débauche, et abandonnée aux passions des partis (1). Un moine mendiant, le père Robert, qui avait été précepteur du duc André, avait su se placer au centre de toutes les intrigues de cour, et se faire en quelque sorte le véritable régent du royaume. Son influence auprès de la reine, lui donna de la valeur dans le parti napolitain; et, comme André se flattait de pouvoir par lui pousser le pape à son couronnement, il n'avait pas non plus une faible importance dans le parti hongrois. Les deux factions étaient posées de telle sorte en face l'une de l'autre, que les circonstances les plus insignifiantes de l'étiquette et de la représentation extérieure acquéraient ordinairement une grande importance, et conduisaient à de longues délibérations. Le parti hongrois gagna la prépondérance pour quelque temps par la présence de la mère d'André, la reine Élisabeth de Hongrie, qui vint avec de riches trésors visiter son fils, et imposa au moins l'observation de quelques convenances à la jeune reine, qui s'était presque entièrement donnée aux ennemis d'André. Elle fit adopter

---

(1) Gravina, l. c., p. 554: « Hi juvenes dux et regina juvenilibus ludis et solatiis insistentes, aliique regales præfati splendidis vestibus adornati, alternatim prodeuntes, alternatim equitantes per splendidam urbem Neapolitanam, jocundi de nullo curantes semper incedebant, et inter hunc eorum jocundum concursum consiliarii pessimi, magnates præfati semper visi fuerunt derelictum regis Roberti magnum usurpare thesaurum. Imperatrix vero præfata semper satagebat, diabolico spiritu inspirata, prædictum conjugium dictæ reginæ et ducis morte prædicti ducis dividere, et eam uni filiorum suorum tradere in uxorem, quod in factum operante diabolo obtinuit, unde regni hujus destructio est sequuta, etc. »

l'envoi d'une ambassade à la cour pontificale d'Avignon, et prendre une résolution entièrement séparée de l'intérêt napolitain, en vertu de laquelle le testament de Robert, attendu que le royaume de Naples était un fief du saint-siége, fut déclaré nul, et tout acte de gouvernement, depuis la mort de Robert, illégitime et sans valeur, parce que, durant la minorité de Jeanne, la régence appartenait au souverain pontife seul. Le parti hongrois entra dans les vues du pape, et se flatta de faire valoir contre Jeanne le droit, de la branche aînée qu'André avait pour lui, tandis que plusieurs des plus puissants membres de la faction napolitaine abandonnaient la cour, et attendaient dans leurs châteaux le moment où les rapports des deux partis changeraient de nouveau. Par cet état du royaume, la guerre contre la Sicile fut entièrement interrompue, et une expédition de pillage du comte de Squillace fut la seule entreprise importante qui se fit durant plusieurs années.

André lui-même avait l'esprit si lourd et si grossier qu'il ne put ni mettre à profit ni conserver les avantages que lui avait procurés sa mère. Le cardinal-légat qui devait prendre la conduite de la régence perdit sa considération. Les nobles sur lesquels Jeanne devait le plus compter, si elle voulait se maintenir en dépit d'André, reçurent des charges du royaume et des capitaineries générales; les trésors laissés par Robert leur furent jetés, ou se dissipèrent dans la vie de plaisirs et de débauches de la cour (1).

Précédemment, au temps même où s'étaient faites les fiançailles du duc André, une union avait été convenue de la fille cadette du feu duc de Calabre, Maria, avec le frère aîné d'André. Mais le mariage ne s'était pas encore réalisé, et le parti napolitain fit tout son possible pour l'empêcher, parce que le parti hongrois aurait acquis par là un nouveau point d'appui. Le prince Charles de Durazzo, fils du prince Jean d'Achaïe (par conséquent neveu du roi Robert), fut destiné par le parti napolitain comme époux de la princesse Maria. L'oncle maternel de Charles, le cardinal Talleyrand de Périgord, obtint pour ce mariage la dispense du pape (1), et quand le mariage fut accompli, alors seulement la reine en reçut la nouvelle. Cet acte amena une nouvelle nuance dans les partis. La reine elle-même et la branche de Tarente de la maison royale en furent irritées, et songèrent ensuite à se saisir du prince Charles au milieu d'une fête publique des noces, qui devait se préparer à la cour, et à l'immoler. Il fut averti à temps, éluda l'invitation, et donna la fête dans son palais. La reine fit déclarer traîtres tous ceux qui s'y rendraient. Néanmoins quelques-uns des membres les plus distingués de la noblesse y assistèrent (2); Et dès ce moment André rechercha le prince Charles autant que celui-ci se montra empressé auprès de lui. Le frère de Charles, le prince Louis de Durazzo, épousa bientôt après une dame de la maison des comtes de' Sanseverini, et le parti hongrois se fortifia encore d'une manière notable.

Cependant le pape, dans un consistoire du 19 janvier 1344, avait résolu de reconnaître sous certaines conditions André pour roi de Naples. Jeanne elle-même, qui, paraissant entraînée seulement par les passions, se jetait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, reconnut la justice des vues et de la conduite du pape, et reçut l'assurance d'être couronnée avec son époux. Aussitôt le cardinal-légat fut rappelé, et quitta Naples après avoir, au nom du pape, déclaré nuls tous les dons et les actes de munificence

---

(1) Gravina, l. c., p. 555 : « Sicque infra modicum tempus turris una stat in castro, vocata *Bonna*, maximo repleta thesauro cumulato per regem Robertum prædictum, evacuata totaliter ex acceptione dicti Caroli artus et aliorum suorum sequacium, dividentium inter se ipsos tantum thesaurum.

(1) Gravina, l. c., p. 556.
(2) Gravina, l. c., p. 557.

de la dissipatrice Jeanne. Dans la suite Clément enchérit encore sur cette déclaration, en réunissant de nouveau, comme suzerain, aux domaines de la couronne toutes les aliénations faites depuis la mort de Robert.

Après que les Napolitains eurent été avertis, par la proclamation en forme d'un armistice, de s'abstenir de toute hostilité contre les Siciliens, l'interdit qui pesait sur la Sicile fut levé. L'un des princes de Tarente, Roberto, reprit les plans pour le rétablissement de l'empire latin, et conduisit de nombreuses troupes de chevaliers napolitains en Grèce, où il combattit longtemps avec succès, jusqu'à ce que les événements de sa patrie le rappelèrent en Italie. La mère de ce Robert, l'impératrice Catherine (comme elle s'intitulait), qui avait à dessein longtemps entraîné Jeanne et son entourage de caprice en caprice et de débauche en débauche, sut habilement s'élever au milieu de ce désordre; et André supporta tout tranquillement, dans la vue, après avoir obtenu son couronnement, de faire usage de tout son pouvoir royal, même contre son épouse. Les avertissements des envoyés pontificaux ne produisirent aucun fruit dans l'esprit de Jeanne; et en même temps les combats et les dévastations se continuèrent dans les provinces.

Un maladroit emblème coûta enfin la vie au malheureux André avant qu'il atteignît son but. Avec quelque patience qu'il eût tout enduré dans l'attente du couronnement, il laissa entrevoir les pensées qu'il nourrissait, par les images de billot et de hache qu'il plaça sur sa bannière, surmontant les armes royales. Tous les grands qui avaient à le redouter se conjurèrent maintenant pour sa perte; on l'engagea à faire une partie dans le canton d'Aversa, et là il fut étranglé, le 20 août 1345, dans un château (1) aux environs de la ville. Il serait difficile de prouver que Jeanne prit une part directe à ce crime, dont elle avait connaissance; mais, quoiqu'elle fût dans le voisinage, elle ne fit pas la moindre tentative pour l'empêcher, et dans la suite elle ne prit d'elle-même aucune mesure pour le punir (1). La colère des princes de la maison de Durazzo et de leurs adhérents, accourus le lendemain à Aversa, n'eut guère de suites. Jeanne tomba entièrement au pouvoir de l'impératrice Catherine, qui projetait un mariage de cette reine avec son fils, Lodovico de Tarente. Celui-ci s'empara de vive force de la plus grande partie du duché de Calabre, devenu vacant par la mort d'André, et sur lequel Charles de Durazzo élevait aussi des prétentions, et partout les partis durazzo-hongrois et tarentins entrèrent en guerre ouverte.

(1) Alors l'édifice était un château; plus tard il fut transformé en cloître. Giannone, pass. cit., p. 277.

(1) Beltramo de' Balzi, comte de Montescaglioso et Andria, qui était grand justicier du royaume, et avait appartenu aux adhérents du duc André, ordonna une enquête très-rigoureuse. Il se saisit des personnes de deux complices du meurtre. Mais comme ceux-ci, appliqués à la torture, se disposaient à découvrir toute l'affiliation et l'ensemble du complot, le comte de Terlizzo pénétra au milieu des membres de la justice, et coupa la langue à celui qui voulait parler; alors le second prisonnier le nomma comme chef de la conjuration. Beltramo les fit pendre tous deux, et ensuite se saisit pendant la nuit du comte et de quelques-unes des femmes les plus signalées de l'entourage de Jeanne; on les transporta sur une galère, on les fit ensuite lier aux mâts et appliquer à la question. La reine demanda leur mise en liberté, mais on soutint que les messagers envoyés par elle avaient été eux-mêmes nommés comme complices par les patients. En réalité tous ces prisonniers paraissent avoir été plus ou moins coupables, et avaient en grande partie mérité le destin qui les frappa. Ils furent livrés ensemble au supplice du feu, après qu'on les eut tenaillés avec des fers ardents.

CHAPITRE III.

JUSQU'A L'EXTINCTION DE L'ANCIENNE MAISON D'ANJOU A NAPLES AVEC JEANNE II.

§ Ier. *Jusqu'à la mort de Louis de Tarente en* 1362.

Jeanne, à laquelle le pape avait défendu de convoler à de nouvelles noces sans son agrément, et qui, pour épouser selon ses propres désirs Louis de Tarente, avait besoin en outre d'une dispense particulière, mit au monde, vers la fin de l'année 1345, un prince qui reçut le nom de Charles, et auquel le pape servit de parrain. Cette espèce d'appui moral donné par le pontife, ne put toutefois compenser l'effet produit par la vie désordonnée de la reine, et lui gagner le peuple. Sa conduite, après le meurtre de son époux, avait soulevé l'indignation générale, et le parti de Durazzo, qui avait en quelque sorte pris l'engagement de venger le sang répandu, et qui se trouvait, pour cette entreprise, soutenu par le pape, acquérait ainsi chaque jour de nouvelles forces. Le prince Louis de Tarente prit à sa solde des bandes de mercenaires; à son service entra ce Fra Moriale, que nous avons déjà rencontré dans l'histoire de Toscane et des États romains. Les troupes de Louis ayant éprouvé une défaite, sa mère, l'impératrice Catherine, réunit une seconde armée, s'empara par la ruse de S.-Agata, et de grands trésors amassés dans cette forteresse (1). Les deux partis luttèrent aussi dans les Abruzzes, et Charles de Durazzo attendit l'effet des messages envoyés par lui en Hongrie, pour que le roi Louis précipitât la vengeance de la mort de son frère. Ce prince avait voulu d'abord, par la conclusion de négociations avec les princes d'Allemagne, assurer son royaume de ce côté, et protéger Zara contre Venise (2) : aussitôt que ses plans furent en voie d'exécution, il réclama le royaume pour son neveu Charles, qui devait être élevé en Hongrie, mais dont la mère serait écartée du gouvernement à Naples. Il se déclara contre tous les membres de la ligne napolitaine de la maison d'Anjou, même contre Charles de Durazzo, dont il redoutait les prétentions (du côté de son épouse) pour le cas de la mort du prince royal Charles. Le pape rejeta nécessairement toutes réclamations de cette nature, mais ne se montra pas entièrement opposé aux vues du roi Louis, lorsque ce

(1) Gravina, l. c., p. 569.
(2) Voyez division III.

prince insista fortement sur le châtiment rigoureux du crime causé par l'humeur inconstante et légère de Jeanne. Toutes les démarches de Clément tendant à ce but furent dédaignées ; ses légats à Naples étaient sans influence. Il en résulta que toutes les possessions conservées encore dans la haute Italie, par la maison d'Anjou, furent perdues, et que les Siciliens eux-mêmes, profitant de la situation du royaume leur voisin, tentèrent de leur côté des attaques. Enfin Aquila se révolta contre Jeanne, et se déclara pour le roi Louis. Un capitaine du prince de Tarente se laissa battre par les insurgés (1); et leurs progrès, avec l'attitude équivoque de Charles de Durazzo, jetèrent la reine dans un si grand embarras, que pour n'avoir pas encore ce dernier à combattre, elle lui promit le duché de Calabre (2). Il marcha avec une armée contre Aquila, sans rien arrêter, tandis que Jeanne, que son absence mettait entièrement à la discrétion de la famille de Tarente, sans violer toutefois sa parole relativement au duché de Calabre, donna sa main au prince Louis de Tarente, le 20 août 1347 (3).

Lorsque Jeanne notifia cette union au roi Louis, pour toute réponse il l'accusa nettement de complicité dans le meurtre de son frère, et parut enfin lui-même en Italie. Nous passons ici ses rapports avec les puissances du nord et du centre de la Péninsule : déjà il en a été question plusieurs fois dans les livres précédents. Il arriva, par Udine et Vérone, en Romagne, d'où il s'approcha lentement du royaume ; et, vers la fin de l'année 1347 (le 24 décembre), il entra dans Aquila (1). Le comte de Fondi s'était déjà déclaré pour lui (2).

Dans cette situation critique, Jeanne chercha au moins à prévenir une alliance des Hongrois avec les Siciliens, et offrit une trêve aux derniers. Le régent de l'île, don Jean de Randazzo, ne voulut pas accepter une trêve en de telles circonstances, mais prétendit à une paix définitive : et, dans sa détresse, la cour de Naples se résigna même à reconnaître comme légitime la dynastie aragonaise dans l'île, en novembre 1347. Le roi Louis de Sicile dut payer au saint-siége, au nom de la reine Jeanne, trois mille *oncie d'oro*, comme tribut féodal, et prêter au royaume de Naples l'assistance ordinaire d'un vassal, avec quinze galères, dans le cas où il serait attaqué. En échange la Sicile devait être entièrement indépendante de Naples, et Jeanne renonçait à toutes ses prétentions. Le défaut de reconnaissance de ce traité par le pape n'y mettait aucun empêchement, les deux parties le tenant pour valable, malgré ce vice de formalité.

De son côté, le roi de Hongrie ne trouva presque aucune difficulté à se pousser en avant d'Aquila ; les contrées voisines, Valva même avec Sulmona, se soumirent à lui sans effort ; et déjà les Hongrois occupaient Venafro et Teano, tandis que le comte de Fondi pénétrait vers S.-Germano. Jeanne, Louis et leur capitaine, Niccolo de' Acciajuoli (3),

(1) Ils avaient été soutenus de la Hongrie par l'évêque de Fünfkirchen, frère naturel du roi, qui, avec le secours des Malatesta et des Tronci, avait fait des enrôlements dans l'État de l'Église. Le duc Werner d'Urslingen se trouvait parmi les *condottieri* de cette armée hongroise. Voyez Bronner, *Histoire romanesque du duc Werner d'Urslingen*, p. 55.

(2) Gravina, l. c., p. 572.

(3) Villani, lib. XII, cap. 98.

(1) Villani, l. c., cap. 110.

(2) Gravina, l. c., p. 573.

(3) Niccolo d'Acciajuoli était venu à Naples, dans sa dix-huitième année pour y suivre des affaires commerciales que son père avait en cette ville avec d'autres riches Florentins. Il était en relation avec l'impératrice Catherine, et devint son factotum. Cf. *Palmerii Vita Nicolai Acciajoli*, ap. Murat. XIII, p. 1205, 1206. Il avait pris une part très active aux négociations du mariage de Louis avec Jeanne. *Ibid.*, p. 1208. «Nicolaus igitur Acciajolus per hunc modum adolescentis matri carissimus factus est reginæ maritoque

rassemblèrent une armée à Naples, et marchèrent à la rencontre de leurs ennemis vers Capoue; mais Louis fut battu dans le voisinage de cette ville (1), et revint en toute hâte à Naples avec sa royale épouse. Tout fut disposé pour que Jeanne, avec les trésors qui lui restaient, pût s'enfuir de Naples. Cependant, avant son départ, elle convoqua encore les états du royaume, du moins de la partie qui n'était pas déjà aux mains des Hongrois, et, après les avoir informés de sa résolution d'abandonner le royaume, elle s'embarqua pour la Provence, le 15 janvier 1348.

Pendant ce temps Louis avait marché sur Bénévent; Capoue avait été occupée par ses troupes; le prince Charles de Durazzo, qui, en raison de sa marche vers Aquila pour le compte de Jeanne, n'avait pas osé accepter les conférences amicales offertes de Bénévent par Louis, n'eut bientôt plus d'autre alternative que de recevoir le roi de Hongrie, à la tête des barons et des corps constitués, à Naples, ou d'aller au-devant de lui, et de lui offrir ses services. Il choisit ce dernier parti, et marcha à la rencontre de Louis, avec Robert de Tarente, jusqu'à Aversa (2). Louis y manda les deux autres princes de la maison Durazzo, Robert prince d'Achaïe, et Louis comte de Gravina, frères de Charles de Durazzo, ainsi que les plus proches parents de Robert de Tarente. Charles fut averti plusieurs fois que le roi Louis en voulait à sa vie; il n'en crut rien, jusqu'à ce que, tout étant mûr pour l'exécution, les autres princes avec lui furent arrêtés à table; Louis lui reprocha d'avoir, au moyen du retard apporté par le cardinal Talleyrand au couronnement d'André, facilité le meurtre de ce prince, de lui avoir, à lui le roi Louis, dérobé sa fiancée Maria, et enfin d'avoir, au mépris d'un engagement antérieur pris envers lui, contracté alliance avec Jeanne contre lui, et attaqué Aquila. Charles fut décapité au lieu même où André avait été immolé (1); les autres princes furent expédiés prisonniers vers la Hongrie. Le fils d'André et de Jeanne fut aussi envoyé en Hongrie pour y être élevé; mais il mourut bientôt après. Maria, épouse de Charles, s'enfuit avec ses filles vers la Provence (2). Bientôt après, Louis, refusant toutes les cérémonies d'une réception, fit son entrée armé dans la capitale, et prit sa résidence dans le château neuf. Quantité de personnes subirent le supplice le plus cruel, pour avoir eu des liaisons actives avec les meurtriers d'André, ou sous ce prétexte.

Nous passons ici presque entièrement le sort de la reine durant son absence en Provence, dont les états craignaient, ainsi que le roi de Hongrie le leur avait fait croire, qu'elle n'échangeât leur pays avec la France contre une autre seigneurie; car les événements de cette contrée ne se lient pas avec l'histoire de Naples. Après avoir été observée de très-près par ces états, qui la tenaient en suspicion, elle vint en mars à Avignon, où le pape résidait alors. Louis, son époux, avait quitté Naples un peu plus tard qu'elle, et s'était rendu en Toscane, dans les terres d'Acciajuoli, avec celui-ci; de là il préparait des négociations avec le pape (3), qui, par la demande du roi de Hongrie de faire le procès à Jeanne, comme complice du meurtre de son époux, et par d'autres prétentions, avait été éloigné du parti

acceptissimus, universum regnum suo fere jure regebat; nam uti est hominum natura et maxime principum proclivis ad voluptatem, ambo deliciis domesticis dediti, jucunde viventes, delectationem tantum animi atque corporis perquirebant; omnem vero gubernandi curam tamquam voluptatis nocumento datam, Nicolao demandabant. »

(1) Gravina, l. c., p. 577.
(2) Gravina, l. c., p. 579.

(1) Gravina, l. c., p. 583.
(2) Gravina, l. c., p. 594.
(3) Dans les négociations avec le pape, l'évêque de Florence, Angelo de'Acciajuoli, qui accompagnait Louis à Avignon, rendit les plus importants services. Palmerius, l. c., p. 1210.

hongrois. Louis se rendit ensuite à Avignon; et non-seulement son mariage avec Jeanne y fut déclaré légitime et valable, mais il reçut encore à la cour pontificale le traitement le plus honorable (1). Louis de Hongrie n'en prit pas moins possession du royaume de Naples, pourvut beaucoup de Hongrois de charges et de biens, installa comme gouverneur le prince Étienne de Transylvanie, auquel il donna les possessions de la famille Durazzo, et repartit de Barletta pour la Hongrie vers la fin de mai 1348, tandis que le prince Étienne et les autres Hongrois, sans doute dans le sentiment que leur domination à Naples ne serait pas de longue durée, s'aliénèrent toutes les classes par leurs extorsions autant que par la rigueur de leur police (2). Bientôt arrivèrent des messagers en Provence pour engager la reine à revenir (3), annonçant que tout se tournerait vers elle. Pendant ce temps le pape l'avait solennellement déclarée innocente de tous les faits dont Louis la chargeait. Afin d'avoir de l'argent pour son retour, elle vendit Avignon au pape pour 80,000 florins d'or (en juin 1348), et engagea une partie de ses joyaux. Les états de Provence lui accordèrent quelques dons volontaires; et, avec dix galères génoises et une armée levée dans la haute Italie et dans la Provence, elle revint avec Louis, vers la fin d'août 1348, de Marseille à Naples, dont les châteaux étaient encore entre les mains des Hongrois (4). Acciajuoli l'avait précédée, et avait pris à sa solde les soldats allemands précédemment congédiés par Louis, que Werner d'Urslingen réunit en armée (5).

Avant son départ de Provence, Louis de Tarente avait encore reçu, avec l'agrément du pape, le titre royal de Jérusalem; lui et son épouse cherchèrent, par de grandes libéralités, à regagner entièrement les barons napolitains. Bientôt les châteaux de Naples, à l'exception du château neuf, furent reconquis; et ce dernier même, réduit par la famine, dut être enfin évacué par la garnison. Aversa, Capoue, beaucoup d'autres places retombèrent sous la domination de Jeanne. Nous passons les détails d'une guerre soutenue seulement par des *condottieri*, pour la plupart étrangers, par des Provençaux et des Hongrois, des Allemands sous les deux bannières; d'ailleurs cette guerre n'offre rien de remarquable que des bourgades forcées et des villes pillées. Elle est d'autant plus insignifiante et plus pauvre en événements, qu'il était de l'intérêt des chefs des mercenaires allemands de la traîner en longueur pour s'enrichir. Le capitaine de Jeanne, Werner d'Urslingen, avait contre lui, du côté des Hongrois, un frère de l'ex-commandant du château neuf, le chevalier Konrad Wolfart; ce dernier désirait plus que Werner pouvoir s'échapper rapidement; mais celui-ci sut toujours détourner des combats le roi Louis de Tarente, qui dépendait entièrement de lui, jusqu'à ce qu'il se fût entendu secrètement avec Konrad, et qu'Étienne Lasky, gouverneur hongrois de Naples, et prince de Transylvanie, vînt soutenir vivement Konrad avec des troupes hongroises. Puis Werner se laissa prendre par Wolfart, et rentra au service hongrois (1). Vers la fin de 1349, presque tout le royaume retomba entre les mains du parti hongrois.

Avec l'aide des barons de son parti, particulièrement du comte de Minorbino, le roi Louis de Tarente réunit une armée presque toute italienne; quelques Allemands seulement, comme le comte d'Asperg, étaient du côté de Jeanne. Mais les trésors des Hongrois furent bientôt épuisés, les pillages et les dévastations des villes et de la campagne

(1) Villani, l. c., cap. 114.

(2) Ce côté du régime hongrois à Naples se trouve présenté par Matt. Villani, lib. I, c. 16.

(3) Giannone, pass. cit., p. 283.

(4) Le commandant était un chevalier hongrois, Ulrich Wolfart.

(5) Bronner, *Histoire romanesque de Werner d'Urslingen*, p. 6.

(1) Matt. Villani, lib. I, cap. 42.

avaient ruiné toutes les ressources; les chevaliers allemands réclamaient violemment la solde pour eux et leurs troupes. Dans cette situation des choses, le pape intervint par un cardinal-légat, Annibale da Ceccano; et, moyennant 120,000 florins, les Allemands remirent au cardinal, en janvier 1350, tout ce qu'ils avaient occupé dans Terra di Lavoro et dans le Principato. Le duc Werner d'Urslingen, le comte Konrad de Landau, Hans d'Horneck et les autres chefs des Allemands du parti hongrois, partagèrent le butin fait à la guerre, et se mirent en marche vers l'Allemagne, menant des bandes isolées, ou bien trouvèrent encore du service dans le centre ou le nord de la Péninsule auprès des dynasties et des villes. Quelques-uns seulement, comme Konrad Wolfart, continuèrent à combattre sous les bannières hongroises. Lorsque le roi Louis, de retour de Hongrie, eut débarqué à Manfredonia, il fallut remettre l'ordre parmi ces hommes d'armes, qui ne voyaient dans la guerre qu'un moyen de s'enrichir. Louis de Hongrie fit de nouveau des progrès importants, et Louis de Tarente crut trouver un moyen de salut dans un duel qu'il proposa au roi de Hongrie (1), et qui ne fut pas refusé absolument par celui-ci. Toutefois Louis de Hongrie ne se laissa point arrêter pour cela dans ses conquêtes, et bientôt Jeanne et son époux se trouvèrent encore presque entièrement réduits à la possession de Naples. Le grand amiral, Rinaldo de' Balzi arriva enfin à temps de Provence avec dix galères, sur deux desquelles le roi et la reine se sauvèrent à Gaëte.

Cependant les négociations engagées par le pape avec le roi de Hongrie au sujet de la possession de Naples avaient pris une tournure telle, que la collation pour lui ou pour Jeanne devait dépendre d'une enquête encore poursuivie sur la culpabilité ou l'innocence de cette princesse dans la mort du roi André. Un armistice, ménagé par le plénipotentiaire pontifical, jusqu'au mois d'avril 1351, laissa les deux parties contendantes en possession de ce qu'elles occupaient alors; et, en attendant que Jeanne fût déclarée acquittée de toutes les charges qui, selon son assertion, étaient la suite d'un enchantement, Acciajuoli avait levé une nouvelle armée chez les Malatesta et les Varani. Louis de Tarente était revenu à Naples, et, avec l'assistance de nouveaux mercenaires et de quelques barons, il avait continué la guerre avec quelque succès; en sorte que le roi de Hongrie se trouva disposé à consentir à une paix, alors que les ressources du roi de Jérusalem étaient si complétement épuisées par ses derniers efforts, qu'il pouvait à peine songer à une continuation de la lutte. Moyennant 300,000 florins d'or, Louis de Hongrie, en vertu de la paix dont le pape amena la conclusion en 1352, remit à la reine Jeanne toutes les places encore occupées par les Hongrois. Mais ensuite l'argent ne put être payé; et Louis de Hongrie dut se contenter de la vengeance tirée de la mort de son frère, pour résultat de ses expéditions (1). Le roi Louis de Jérusalem reçut la couronne de Naples, à la fête de la Pentecôte. Mais, malgré l'éloignement des Hongrois, et, quoique moyennant une sorte de rançon, Konrad de Wolfart emmenât du pays le reste des mercenaires allemands (2), l'état intérieur du royaume ne présentait que désordre et déchirement. Ni le roi ni la reine ne jouissaient de quelque considération; les barons, habi-

(1) Gravina, l. c., p. 706.

(1) Palmerius, l. c., p. 1215: « Huic ergo Clemens VI, pontifex Romanus, discussis singulis objectionibus Avenione, in qua tunc urbe morabatur, pacem firmavit, in qua id procul dubio memorabile, quod, quum Ludovicus, Hungariæ rex recipere constitutis temporibus a Ludovico Tarentino ex pacto deberet trecenta aurei nummi millia ob damnorum refectionem. Facta pace legati, regis auctoritatem subito publicantes, eam omnem pecuniam asserentes rejecere, eorum regem non quæstu, sed justitiæ gratia bellum gessisse.

(2) Palmerius, l. c., p. 1216.

tués à une grande importance personnelle dans les temps précédents, la maintinrent, conservèrent leurs troupes armées, et continuèrent leurs guerres particulières comme auparavant. Pour obtenir les services féodaux et les tributs des vassaux et de leurs seigneuries, Louis de Tarente prit enfin à son service Malatesta de Rimini, avec un nombre de cavaliers (1); ce qui rétablit un peu d'ordre. Fra Moriale, qui espérait obtenir, comme Konrad Wolfart, de l'argent pour sa retraite, fut assez abaissé pour se contenter d'une faible somme et d'un libre passage (2). Mais de nouveaux troubles éclatèrent, lorsque revinrent, en 1353, les princes de la maison royale envoyés captifs en Hongrie, et que les princes de la maison Durazzo se virent préférer leurs cousins de Tarente; et que Maria, sœur de la reine, fit immoler (3) son second époux, Roberto de'Balzi (4). Le prince Louis de Durazzo (en même temps comte de Gravina) et le comte de Minorbino, qui s'était emparé de Bari, et avait pris le titre de prince de Bari, se levèrent enfin en armes contre la cour, en 1354. Ils appelèrent le comte de Landau avec la grande compagnie, et le roi Louis de Tarente ne put retenir cette compagnie hors de ses frontières, que par la promesse d'un payement en argent; et comme en même temps les Napolitains se trouvaient occupés d'une guerre nouvelle contre la Sicile, il n'y avait pas moyen de ramener le calme à l'intérieur.

Lorsque le traité, arrêté en 1347, fut définitivement conclu en 1348, le roi Louis de Sicile était encore mineur. Giovanni de Randazzo, son oncle, qui dirigeait le gouvernement, mourut bientôt après, en avril 1348. La reine-mère appela aussitôt Matteo de' Palizzi de Pise, où il vivait depuis son éloignement de Sicile. Mais la régence était passée à Velasco d'Alagona, qui refusa l'entrée de Messine à Matteo, et défendit à toutes les villes de Sicile de le recevoir. Néanmoins Matteo vint à Palerme, dont les habitants étaient attachés à lui ainsi qu'à la famille Chiaramonti, son alliée intime, et poursuivaient avec acharnement leurs ennemis. Une suite d'autres villes, Trapani, Girgenti, Mazzara, etc., suivirent cet exemple, et toute la Sicile se divisa en deux partis. Celui des Chiaramonti (5) s'empara aussi de Messine, et la reine nomma Matteo régent du royaume, tandis que Velasco se préparait à la résistance à Catane. Cependant l'on en vint à un accommodement qui laissa Velasco en possession de la grande judicature et de la régence, et constitua les Chiaramonti et Palizzi seigneurs indépendants dans leurs domaines pour le temps de la minorité. Mais l'accord ne fut pas tenu, et l'on vit une suite d'agressions réciproques et d'hostilités dont nous passons le détail, malgré les désastres qui en résultèrent : car des villes furent assiégées et prises; et Palerme passa plusieurs fois des mains d'un parti dans celles de l'autre. Tel était encore l'état des choses, lorsque le roi Louis voulut enfin saisir les rênes du gouvernement, et convoquer une diète à Messine. Comme il était entre les mains des Palizzi, Velasco, à la tête du parti contraire, déclara que les états ne croiraient pas jouir de la sûreté nécessaire, avant que le roi n'eût éloigné Matteo de' Palizzi. Un troisième parti s'était formé principalement de barons qui s'étaient d'abord tenus du

(1) Palmerius, l. c., p. 1216.

(2) Matt. Villani, lib. III, cap. 40.

(3) Lorsque Louis de Tarente et Jeanne se sauvèrent à Gaëte, comme on l'a raconté plus haut, sur deux des galères de Rinaldo de'Balzi, celui-ci profita de l'indépendance dont il jouissait par la facilité de pouvoir passer au parti hongrois, pour imposer son fils Roberto comme époux à la princesse Marie. Rinaldo se rendit imprudemment avec ses vaisseaux dans le voisinage de Gaëte. Louis de Tarente vint à son bord, et lui plongea de sa propre main un poignard dans le sein. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 619.

(4) Matt. Villani, lib. III, cap. 70.

(5) Outre les Palizzi, à ce parti appartenaient encore les comtes Ventimiglia et Uberti. Matt. Villani, lib. I, cap. 31.

côté de Matteo, mais ne pouvaient plus réunir leurs intérêts avec les siens. A leur tête était le comte Simone de' Chiaramonti. Ce troisième parti ne fut point atteint comme celui de Valesco par le reproche d'être aragonais; il n'était pas non plus en butte à la haine qui pesait sur Matteo, à cause des énormes contributions qu'il provoquait, pour être en état de poursuivre la lutte contre Velasco. Un soulèvement populaire à Messine contre Matteo lui coûta la vie (1), malgré la présence du roi, et alors Louis se jeta dans les bras du parti de Velasco. Les Chiaramonti lui refusèrent l'obéissance, et le roi les déclara rebelles. Simone entra en intelligence avec la cour de Naples, et Louis en ressentit une telle frayeur, qu'il promit de ne porter que le titre de roi de Trinacrie, et de prendre l'île en fief de Naples. Mais ces offres elles-mêmes ne menèrent pas à la paix; car il était dans l'intérêt des Chiaramonti de l'empêcher. Niccolo de' Acciajuoli, grand sénéchal de Naples, conduisit en 1354 une petite armée au secours des adversaires de Louis. Melazzo, Palerme, furent bientôt au pouvoir des Napolitains (2), presque toutes les villes de l'île se révoltèrent, et le roi de Sicile fut réduit à Messine à la dernière extrémité. A peine la fortune paraissait se déclarer, en quelque sorte, pour lui; il venait de triompher dans quelques rencontres plus décisives, et de ramener Syracuse à son autorité, lorsqu'il mourut en octobre 1355. Velasco le suivit au bout de quatre jours.

Pendant ce temps les troubles croissaient dans le royaume de Naples. Le comte de Landau, voyant qu'il n'obtenait rien de l'argent promis, alla prêter une assistance effective aux comtes de Gravina et de Minorbino. Pillant, dévastant, sans que Louis de Tarente pût rien entreprendre d'important contre lui, Landau promena ses bandes en rase campagne, dans le printemps de 1355, jusqu'à ce qu'on lui eût promis 120,000 florins d'or pour qu'il s'éloignât de Naples. Le pape se trouva si fortement irrité de l'inconséquence du roi, qu'il lança l'excommunication contre lui et son épouse. Le royaume, où toutes les classes, toutes les villes et tous les partis s'abandonnaient à des désordres effrénés, fut frappé d'interdit; mais cette sentence fut révoquée, lorsque Louis de Tarente eut payé le tribut arriéré.

Pour être en état d'effectuer au premier terme le payement de 35,000 florins d'or à la compagnie de Landau, le roi de Naples dut avoir recours à des impositions extraordinaires (1); de plus, beaucoup de gens de Landau passèrent au service du comte de Minorbino; et, afin de pouvoir devenir maître de tous ses adversaires, le roi prit à sa solde contre eux le comte de Landau lui-même (2). Alors le comte de Minorbino, frappé de tous côtés, tomba bientôt entre les mains de l'un des frères de Louis de Tarente, qui le fit pendre (3). Le comte de Gravina était trop faible pour continuer seul la lutte comme auparavant; enfin Landau emmena sa compagnie hors du royaume.

Cependant, en Sicile, à Louis avait succédé son jeune frère Frédéric, et sa sœur Euphémie avait été déclarée régente du royaume. L'esprit de faction et de trouble n'en fut pas affaibli, et Acciajuoli vint de nouveau dans l'île, en 1356, avec des troupes auxiliaires. Le soir de Noël de cette même année, Louis de Tarente et Jeanne firent leur entrée à Messine, qui les salua comme rois. Alors Frédérick ne tint plus que dans Catane. Au mois de mai 1357, il y fut as-

(1) Giannone, pass. cit., p. 287. Matt. Villani, lib. III, cap. 77.

(2) Palmerius, l. c., p. 1217.

(1) Matt. Villani, lib. V, cap. 76.

(2) Matt. Villani, lib. VI, cap. 38.

(3) L'un des frères du comte de Minorbino (il était comte de Potenza et de Troja) fut tué par un de ses propres gens. Le troisième frère (comte de Vico et Lucera) disparut. Lebret, tom. VI, p. 653.

siégé ; mais le siége fut bientôt levé ; et dans sa retraite Acciajuoli souffrit des pertes considérables (1). Le fils d'Acciajuoli demeura dans l'île en qualité de gouverneur napolitain. La cour retourna au mois d'août sur le continent, où bientôt s'opéra une réconciliation complète avec le comte de Gravina.

Mais en Sicile aussi les Chiaramonti s'accommodèrent avec Frédérick, qui rentra en possession de Messine en 1359, et ramena sous son autorité la plus grande partie de l'île, à l'exception de la côte septentrionale (2). Louis de Tarente ne fit rien pour appuyer efficacement son parti en Sicile (3). Des différends avec le pape, qui, pour cause de négligence dans le payement du tribut, frappa de nouveau le royaume d'interdit pour le relever ensuite; des luttes recommencées avec le comte de Gravina, qui appela des troupes lombardes à son aide (1); des pratiques de dévotion, par lesquelles le prince pensait expier les péchés de sa jeunesse, forment, avec les guerres continuelles des villes et des barons entre eux, le précis des dernières années du gouvernement de Louis de Tarente. Il mourut le 26 mai 1362, âgé seulement de quarante-deux ans. Dans le mois suivant mourut aussi le comte de Gravina, qui avait été gardé prisonnier dans le château de l'OEuf (2).

§ II. *Jusqu'à la mort de Jeanne Ire en* 1382.

Les grands napolitains insistèrent auprès de Jeanne pour qu'elle se remariât bientôt. Ils espéraient ainsi, de la manière la plus certaine, mettre un frein à l'influence des princes de la maison de Tarente. La reine se rendit à leurs désirs, et choisit, non pas un prince français, comme le pape le lui proposait, mais un Espagnol, le roi titulaire Jacques de Mallorca, qui d'abord dut considérer cette union comme un bonheur inattendu, mais qui n'obtint ni le titre de roi de Naples et de Sicile, ni la moindre action sur le gouvernement. Le contrat de mariage se conclut en décembre 1362, et Jacques vécut ensuite quelque temps à la cour de Naples, s'efforçant vainement de se créer une plus haute importance. Les événements de la péninsule ibérique, dans lesquels il était intéressé, le retinrent plus longtemps hors du royaume, jusqu'à ce qu'en 1367, combattant pour le roi Pierre de Castille, il eut le malheur d'être pris par Henri de Transtamare. Son épouse paya la rançon; il passa quelque temps encore à la cour napolitaine, fut de nouveau rappelé par des entreprises en Espagne, où il mourut en 1374.

A la cour de Naples, le mouvement des passions était moins agité; l'âge avancé de la reine avait dû apporter plus de calme; et d'ailleurs plusieurs causes avaient disparu, qui jadis jetaient partout le trouble. Des frè-

(1) Palmerius, l. c., p. 1222.

(2) En février 1360, Frédérick épousa la princesse aragonaise Constantia. Cette union avait été amenée par le parti aragonais ou catalan de l'île, à la tête duquel, depuis la mort de Velasco, se trouvait Artalo d'Alagona; et, afin de pouvoir l'accomplir, le roi dut formellement échapper au parti italien de la cour, qui désirait une alliance avec une princesse napolitaine, et se placer sous la protection d'Artalo.

(3) Après sa mort, toute l'île se soumit de nouveau à Frédérick.

(1) Voyez plus haut. Palmerius, l. c., p. 1223.

(2) C'est ainsi que je trouve le fait dans Lebret. Les *Giornali napolitani* (ap. Murat., vol. XXI, p. 1038) donnent le 19 octobre 1376 comme le jour de la mort du comte. Mais il ne faut pas trop se confier aux *Giornali* dans les faits qu'ils citent des premières années.

res de la maison de Tarente, il ne resta bientôt plus que Filippo, auquel revenait l'hérédité du titre impérial. La sœur de la reine, Maria, mourut aussi bientôt après. Le pays était paisible, autant que le permettaient les mœurs et les circonstances; la constitution napolitaine et les attaques du dehors forment, pendant un certain temps, le point important de l'histoire de Naples. Dans l'année 1367, Ambrogio de' Visconti, avec une compagnie d'aventuriers, osa fondre sur le royaume; il fut battu par le capitaine de Jeanne, Malatacca, qui le fit prisonnier (1). Le soin des affaires de Provence, en 1368, appela Jeanne à Rome, où, comme nous l'avons vu plus haut, la résidence pontificale avait été de nouveau transférée pour un court espace de temps.

Tous les enfants de la reine étaient morts; de sa sœur Maria restaient encore trois filles. Filippo de Tarente était aussi sans enfants: ainsi les droits les plus proches au trône, après la mort de la reine, paraissaient pouvoir être recueillis par une des filles de Maria; et Jeanne désigna pour lui succéder la princesse Marguerite, qu'elle fiança à Charles de Durazzo, fils du feu comte de Gravina, seul jeune prince des branches napolitaines de la maison d'Anjou. Charles de Durazzo avait reçu son éducation militaire dans l'armée hongroise; il revint à Naples pour la cérémonie (2), puis retourna auprès du roi de Hongrie en 1370.

Depuis longtemps se suivaient des négociations pour une paix définitive avec la Sicile. L'on convint enfin, en 1372, que Naples sous le titre de royaume de Sicile, la Sicile sous le nom de royaume de Trinacrie, seraient indépendants l'un de l'autre, sous la réserve des conditions suivantes: 1° Les rois de Trinacrie prêteraient hommage à ceux de Sicile. 2° Les rois de Trinacrie payeraient 15,000 florins d'or sur le tribut à servir au saint-siége par la cour de Sicile, et prêteraient en certains cas un service féodal avec cent cavaliers et dix galères pour trois mois. Le pape sanctionna cette paix le 27 août, leva de nouveau toutes les censures, mais exigea pour lui-même l'hommage du roi de Trinacrie, et, par une loi sur l'hérédité, exclut les descendants illégitimes de la succession. L'indivisibilité du royaume, le terme de la majorité des rois furent aussi fixés dans cette occasion, et les libertés et les droits du clergé dans les deux États garantis sur tous les points. Un légat pontifical, l'évêque Jean Reveillon de Sarlat, reçut le serment de la reine Jeanne le 31 mars 1373, du roi Frédérick le 17 janvier 1374, et l'on put enfin regarder comme éteinte la longue querelle des deux royaumes voisins. L'état intérieur de la Sicile, l'orgueil et l'amour de l'indépendance des barons et des villes ne furent point affectés par cet accord, auquel Frédérick ne survécut pas longtemps. Ce prince mourut le 27 juillet 1377, et sa fille mineure, Marie, lui succéda.

Un peu après 1372 était mort aussi Filippo de Tarente, le dernier de cette maison. Tous ses titres, ses dignités et ses biens passèrent au fils de sa sœur Marguerite, Jacopo de' Balzi, qu'elle avait eu de Francesco de' Balzi, duc d'Andria. Une suite de luttes naquit de cet héritage, parce que Jacopo voulut s'emparer de toutes les dépendances de la principauté de Tarente, tombées entre les mains d'autres barons (1); et lorsque Jeanne le fit avertir de ne pas persévérer dans une conduite si attentatoire aux lois, il n'en tint aucun compte, fut traité en rebelle, et battu sur tous les points par Malatacca, capitaine de la reine, qui vint au secours des barons. Jacopo amena de Provence une nouvelle armée d'aventuriers, pour se

(1) Les *Giornali napolitani* (ap. Murat., vol. XXI, p. 1035) placent cette attaque dans l'année 1370. Je suis Lebret dans les fixations chronologiques comme dans la marche principale des événements, pour cette partie de l'histoire d'Italie.

(2) Les *Giornali napolitani* donnent l'année 1368.

(1) Une suite de circonstances, tirées de l'histoire de cette lutte, se trouvent dans les *Giornali napolitani*, l. c., p. 1036 et suiv.

maintenir en dépit de la reine; mais les représentations de son oncle, Ramondo de' Balzi, le décidèrent à l'abandon de ses places. Il retourna en Provence en 1374; mais Jeanne dut acheter la retraite de ses troupes, moyennant 60,000 florins d'or.

Des réclamations nouvelles du roi de Hongrie à Jeanne, et les rapports intimes qui s'établirent entre Charles de Durazzo et ce prince, inspirèrent, à ce qu'il paraît, des inquiétudes à la reine de Naples. Elle résolut, en 1376, de convoler encore à de nouvelles noces, et choisit le prince Otto de Brünswick, que nous avons déjà rencontré dans l'histoire de Montferrat (1); Otto reçut la principauté de Tarente (2), qui avait été confisquée sur Jacopo. Si l'on fait abstraction du mécontentement de Charles de Durazzo sur ce mariage, qui d'ailleurs ne devait pas menacer de trop près ses prétentions, les années suivantes s'écoulèrent sans événements importants, jusqu'à ce que le pape Urbain poussa le prince Charles de Durazzo à marcher, avec l'appui du roi de Hongrie, contre Jeanne, qu'il déclara déchue du trône au commencement de 1380, et à faire valoir ses droits sur la couronne de Naples (3).

C'est que Jeanne, en 1379, avait accueilli avec honneur à Naples l'antipape, Clément VII, et que, sans souci des agitations de la populace hautement prononcée contre cet accueil, et dont l'attachement à Urbain se manifesta si violemment, que Clément jugea prudent de partir pour la Provence, la reine lui était demeurée fidèle, et avait déployé la plus grande énergie pour ramener à l'ordre le peuple entraîné plus loin par l'ardeur du pillage. Urbain lança l'excommunication contre elle; et Charles de Durazzo, qui précédemment avait opposé quelques difficultés à des invitations du pape, se rendit cette fois en toute hâte à son appel. Dans sa détresse, Jeanne crut n'avoir d'autre ressource que d'intéresser un prince étranger et puissant à sa cause; et son choix tomba sur un prince français, le duc Louis d'Anjou, qu'elle adopta le 29 juin 1380, et qu'elle institua son héritier (1). Le pape promit les secours les plus extraordinaires, mais Louis fut si longtemps retenu par les affaires de France, que Charles de Durazzo triompha sur ces entrefaites à Naples.

Aussitôt que Charles fut arrivé à Rome, Urbain lui conféra Naples aux mêmes conditions que jadis Charles I[er] l'avait reçu, lorsqu'il marchait à sa conquête. De plus il devait promettre, pour l'avenir, au neveu du pape (Francesco Prignani) et aux héritiers de ce seigneur, une suite de seigneuries et de fiefs princiers dans le royaume. Alors il reçut non-seulement la couronne, mais encore un subside de quatre-vingt mille florins d'or, levés par le pape par l'aliénation de biens de l'Église. Accompagné d'un légat apostolique et d'un capitaine pontifical, le comte Alberico da Barbiano, Charles pénétra dans le royaume de Naples, au printemps de 1381.

La qualité de prince angevin né dans le royaume donnait à Charles, auprès de beaucoup de grands, un avantage décidé sur l'époux de Jeanne, qui dirigeait la défense du royaume, et sur Louis d'Anjou, qui devait être successeur de la reine (2) : plusieurs passèrent de son côté, et il pénétra facilement jusqu'au voisinage de Naples. Le peuple dans la ville renversa les bannières de Jeanne; Charles, qui s'était arrêté en face du

(1) Voyez division III.

(2) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1038.

(3) Voyez plus haut. Dans le fait, Urbain avait agi avec maladresse et grossièreté envers Jeanne et son époux, comme à l'égard de tout le monde. Il avait parlé d'elle comme d'une femme incapable de pouvoir gouverner un royaume, disant qu'il s'occuperait de faire aller les choses autrement, qu'elle entrerait dans un cloître, etc. Il était naturel que la cour de Naples se détachât de lui, et se tournât vers un antipape aussitôt après son élévation. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. V, p. 18.

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1040.

(2) L'on trouve les plus importants partisans des deux partis cités dans les *Giornali napolitani*, l. c., p. 1042.

camp d'Otto, devant la ville, à la nouvelle du soulèvement du peuple, se décida à une brusque attaque sur la ville elle-même. Le même jour, 16 juillet 1381, après midi, Charles pénétra dans Naples, tandis qu'Otto, faisait tailler en pièces les derniers rangs de l'armée des assaillants, mais sans pouvoir empêcher la prise de possession de la capitale. Jeanne fut assiégée dans le château de l'OEuf. Elle avait permis à un si grand nombre de ses partisans de se réfugier dans ce château, que les vivres ne suffirent que pour quelques semaines. Charles évita longtemps une action avec Otto; et celui-ci, avec tous les petits combats qu'il essaya d'engager, ne put rien faire pour son épouse, en sorte que la princesse fit ouvrir des négociations avec Charles sur la reddition de la place, jusqu'à ce que, le 25 août, Otto tenta les derniers efforts (1) pour ravitailler le château. Sa valeur personnelle l'entraîna trop loin dans la mêlée; il fut pris, ses troupes furent battues; la reine se rendit le lendemain. Le comte de Caserta, amena sur dix galères, du secours de Provence à Jeanne, le 1er septembre. Il était trop tard; déjà elle était entre les mains de l'ennemi, qui la traita avec considération jusqu'à ce qu'elle se fût jouée de lui. Feignant de vouloir persuader aux chefs provençaux de reconnaître Charles pour leur maître, elle leur parla seulement pour leur recommander d'appeler Louis d'Anjou à la vengeance; déclarant qu'elle reconnaissait ce prince seul pour héritier, quand bien même Charles lui arracherait des actes contenant le contraire.

Charles était reconnu presque généralement en qualité de roi. Il renvoya du royaume les mercenaires de Jeanne, renouvela en grande partie les employés de l'État, et donna une impulsion très-énergique au gouvernement. Il ne remplit point les conditions en faveur des neveux du pape : car, encore bien qu'il les eût jurées, elles étaient trop préjudiciables au royaume, et par conséquent inexécutables. Le 11 novembre, l'épouse de Charles, Marguerite, vint à Naples, et bientôt après reçut la couronne. Les partisans de Jeanne paraissaient complétement abattus; elle-même fut retenue prisonnière dans le château de Muro. Mais, comme le comte de Montorio, de la race des Lalli puissante dans Aquila, après que Charles eut réclamé des états des sommes inaccoutumées, se déclara pour Louis, les comtes de Lecce et Conversano firent de même. Le retour de Jacopo de' Balzi, empereur latin titulaire, et son mariage avec Agnès de Durazzo, sœur de la reine Marguerite, donnèrent des inquiétudes aux San-Severini, ses anciens ennemis (1), et les poussèrent aussi au parti de Louis. Quand bien même Louis n'eût point cherché à combiner ces éléments d'hostilité, le pape Urbain au moins pouvait en tirer parti. Charles dut se trouver porté à la mort de Jeanne; car cette princesse, mise en liberté, deviendrait pour lui maintenant l'adversaire la plus dangereuse. Il la fit donc étrangler, ou étouffer sous des matelas, par des exécuteurs hongrois, le 22 mai 1382 (2).

§ III. *Jusqu'à la mort de Jeanne II en 1435.*

Avant que la nouvelle de la mort de Jeanne fut parvenue en France, Louis se mit enfin en mouvement pour la délivrer. Ses troupes se triplèrent en passant par l'Italie septentrionale et centrale. Charles même, avec les gens d'Hawkwood et le comte de Barbiano qu'il avait alors à sa disposition, ne pouvait lui opposer une armée de moitié aussi forte. Le prince français, au devant

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1043.

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1045.

(2) Le genre de sa mort n'est pas encore un

duquel coururent beaucoup de barons napolitains, arriva jusqu'à Caserta, presque sans obstacle. Charles évita une bataille, et voulut laisser l'armée ennemie se fondre d'elle-même et par l'effet du climat, tout en amusant le chef par des défis à un combat singulier; puis, lorsque l'année 1383 fut arrivée, il sut lui intercepter les passages avec la plus grande habileté, et l'envelopper par une guerre d'escarmouches dans une suite d'embarras, d'où les soldats allemands, qui étaient venus de l'État de l'Église se joindre à l'armée française, purent seuls le faire sortir. Après que, dans le cours du temps, les deux armées furent devenues plus égales, une lutte s'engagea, qui fut soutenue presque toujours à la mamière de la petite guerre, et dont nous devons passer ici les détails : les actions les plus sérieuses elles-mêmes n'offrent rien d'intéressant. Louis mourut des suites d'un refroidissement, en octobre 1384, à Biseglio, et Charles se trouva délivré de son principal adversaire. La malheureuse direction que prirent les rapports du pape Urbain avec le roi de Naples a été déjà exposée plus haut. Aussitôt que l'armée française eut en partie opéré sa retraite, ou se fut de nouveau fondue en petites bandes, et dispersée en Italie (1), quand le pape aussi eut quitté le royaume pour s'enfuir à Gênes, Charles se trouva en possession incontestée de la puissance royale, et put dès lors penser aussi à faire valoir ses droits sur le trône de Hongrie, devenu vacant. Sur ces entrefaites, en débarquant à Zeng, Charles trouva un parti rentré, après la mort du roi Louis, prêt à le soutenir; mais la veuve de Louis, Élisabeth, unit aussitôt sa fille Maria au margrave Sigismond de Brandeburg, et acquit ainsi l'appui décisif des Bohémiens voisins, sans toutefois pouvoir empêcher que Charles ne fût d'abord fait gouverneur de Hongrie, puis élevé sur le trône. Elle l'invita à une conférence dans son château, où, sur son appel, son échanson le frappa mortellement d'une masse d'armes, le 7 février 1396, de sorte que le prince mourut dix-sept jours après.

Lorsque son époux partit pour la Hongrie, la reine Marguerite était restée à Naples. Après la mort de Charles, elle fit proclamer roi de Naples son fils mineur, Ladislas, et dirigea le gouvernement en qualité de tutrice. Durant ce temps la Provence passa presque tout entière entre les mains des Angevins, à la tête desquels se trouvait la veuve de Louis, mort dans l'État napolitain, mère de Louis II, Marie de Blois. Elle conçut aussi la pensée de conquérir Naples pour son fils; longtemps l'argent nécessaire manqua, et, lorsque cette difficulté fut levée, Marie songea longtemps encore à mettre à la tête de l'entreprise le prince Otto de Brünswick, que le hasard avait délivré de sa captivité. Enfin, en octobre 1387, Otto se mit en mouvement, de la Provence où il résidait, vers le royaume.

Cependant le gouvernement de Marguerite avait excité des mécontentements presque partout où il agissait directement sur les sujets; car la reine s'abandonnait à des favoris, et montrait une avidité insatiable d'argent. Un bonheur pour elle, c'est que la plus grande partie du pays, régie par des barons ou des prélats, ne sentait que très-faiblement ses mouvements désordonnés, protégée d'ailleurs par de nombreux priviléges. Aussitôt après l'arrivée d'Otto dans le

fait bien éclairci. Qu'elle ait été immolée, c'est l'opinion générale; d'après les rapports de ces temps et sa disparition, cela ne souffre aucun doute. Mais presque toutes les circonstances accessoires sont diversement présentées par les divers narrateurs. Les *Giornali*, qui parfois rapportent aussi du merveilleux, disent que le cadavre de la reine fut apporté à Naples, pour être étalé en spectacle : « In abbandono, e li stette dì, che ognuno lo vedesse, e con tutto ciò erano molti che non credevano, che fusse morta. »

(1) A la vérité le parti angevin reconnut comme roi le fils de Louis, qu'il nomma Louis II, et institua un conseil de régence. Plusieurs places des frontières tinrent encore quelque temps contre Charles; mais tous ces efforts restèrent sans heureux résultats.

royaume, le parti angevin pénétra jusque dans le voisinage de la capitale, et ce fut là justement que le mécontentement contre Marguerite éclata le plus hautement parmi le peuple (1). Au bout de quelques jours, il fallut que la reine, avec ses enfants, s'enfuît à Gaëte, et les Angevins s'emparèrent de Naples. Au reste l'on devait prévoir que le peuple de Naples n'en serait pas plus tranquille dans le cas où un second siége serait entrepris par le parti de Marguerite; et dans une séance tenue par les états angevins, l'on résolut d'envoyer une ambassade au roi Louis II, et au pape dans Avignon, pour les déterminer à de prompts secours. Peu de temps après l'arrivée d'une forte somme d'argent, adressée d'Avignon en conséquence de cette démarche, Marguerite elle-même revint en 1388 à Naples, où le château de l'OEuf tenait toujours pour elle; et, avec quatre galères et quelques petits bâtiments, elle intercepta si bien tous les transports pour la ville, que, pour arrêter les progrès de Marguerite, il fallut l'activité des chefs angevins, et les mouvements du pape Urbain, dont la haine contre Charles s'étendait maintenant sur le fils, Ladislas, et qui désirait réunir Naples à l'État de l'Église comme fief tombé en forfaiture et faisant retour au suzerain. Dans ce temps Urbain VI acquit un moyen de poursuivre plus vivement ses plans sur Naples, par les affaires de Sicile. Ici les déchirements avaient continué comme auparavant. La princesse Maria fut reconnue comme successeur du roi Frédérick; Artalo d'Alagona dut administrer la régence durant la minorité de la princesse. Mais lui-même était enveloppé dans des intérêts de parti; et, en 1382, la princesse lui fut soustraite par Ramondo de Moncada. Les Aragonais se mêlèrent aux débats, et Maria, qui leur fut remise par Moncada, se transporta en Sardaigne, et de là dans la péninsule ibérique. Le roi Pierre d'Aragon, père de la mère de Maria, n'avait jamais reconnu le droit héréditaire de sa petite-fille. En 1380, il avait cédé ses droits sur la Sicile à son second fils, Martin; et, à la mort de Pierre en 1387, ces droits transportés restèrent au fils de Martin, qui portait le même nom, et qui fut marié à la princesse Maria de Sicile. Attaqués par les Aragonais et par les Sarrasins, qui cherchaient à tirer parti de l'état de déchirement de l'île, les états de Sicile s'adressèrent enfin, en 1388, à Urbain, qui prétendait aussi à cette île comme à une propriété de l'Église, et conféra au grand amiral de Sicile, Manfredo de' Chiaramonti, comme seigneurie appartenant à lui-même, les îles de Zerbi et de Kerkeri, que Manfredo avait arrachées aux Sarrasins. Maintenant Urbain demanda pour lui les subsides féodaux assurés par la Sicile à la reine Jeanne et à ses successeurs, afin de poursuivre ses plans, et il s'en occupait avec ardeur, lorsque des infortunes personnelles vinrent successivement le frapper, et il mourut en octobre 1389.

Cependant la reine Maria de Naples n'avait pu surmonter sa jalousie et sa défiance envers Otto de Brünswick, dans lequel elle soupçonnait toujours des vues personnelles: aussi, vers la fin de l'année 1389, elle envoya Clément de Montjoye, comme vice-roi et capitaine général à Naples. Tommaso de San-

(1) Je vais décrire, avec les paroles des *Giornali napolitani*, un moyen pris par les Napolitains, peu de temps après la mort de Charles, pour se protéger contre Marguerite (l. c., p. 1053-1054): « In questi tempi si fece in Napoli il governo, quale loro chiamavano il bono stato, contro la volontà de la regina; ed a li 8 de novembre foro creati otto governatori quali governassero la città. De Capuana messer Martucciello dell'Aversana, de Nido Andrea Carafa, de Porta Nova messer Giuliano de Costanzo, de la Montagna messer Paolo Boccatorta e messer Tucillo de Tora, de Puerto messer Giovanni de Dura, de lo Puopolo messer Otho Pisano e Stefano Marzato. E poi se fecero li capitanei de le piazze. La regina, vedendo questo, mando un fiorentino suo servitore a li governatori, a dimandarli la causa di tale novità, e a riprendergli che nol dovevano fare. Li governatori risposero che essi sono vassalli de lo figlio re Lanzilao, e che essa non era se non tutrice, e che doveva essere obedita come tutrice e non come signora. »

Severino, qui avait occupé jusque-là la première dignité de la manière la plus utile pour la famille angevine, se retira offensé. Otto fit de même, et bientôt alla plus loin, et se déclara pour Marguerite. Mais le manque d'argent, qui était cause de la dispersion des soldats de Durazzo, empêcha aussi la reine de tirer aucun avantage de circonstances si favorables. Outre Gaëte, Capoue et Aversa, avec les châteaux de Naples, tenaient seules encore pour elle, lorsqu'elle embrassa la pensée de se tirer de l'embarras le plus pressant, par l'union de son fils Ladislas avec la fille du riche grand amiral de Sicile (1), Manfredo de' Chiaramonti.

En effet, après que le mariage de Ladislas avec la fille de Manfredo, eut été accompli solennellement à Gaëte (la cohabitation demeura seule retardée à cause de la jeunesse du roi), la fortune se tourna pour quelque temps du côté du parti Durazzo. Boniface IX, qui alors vint succéder à Urbain VI, se prononça d'une manière bien décidée pour Ladislas, leva toutes les censures lancées contre lui et ses adhérents, et le fit couronner par un cardinal-légat, le 29 mai 1390. Pour donner à son parti plus d'unité, Louis II vint aussi à Naples au mois d'août. La guerre se ranima sans amener toutefois de circonstances décisives. On chercha de part et d'autre à s'arracher quelques points; puis on retomba dans le repos par épuisement. Enfin Ladislas se trouva de nouveau en grand danger, lorsque les trésors que lui avait apportés son épouse sicilienne furent dissipés, que Manfredo de' Chiaramonti mourut, et que le prince aragonais Martin (à partir du printemps de 1392) conquit Palerme avec la plus grande partie de la Sicile; sans Boniface, il eût été assurément perdu. Mais celui-ci, ne voyant pas d'autre moyen d'arracher la Sicile au partisan de son adversaire d'Avignon, divisa l'île en quatre tétrarchies placées immédiatement sous la chaire pontificale, et dont la première appartiendrait à Andrea de' Chiaramonti, la deuxième à Manfredo d'Alagona, la troisième à Antonio de' Vintimiglia, la quatrième enfin à Guglielmo de' Peralta. L'on prit le prétexte de rapports illégitimes entre le prince Martin et la veuve de Manfredo de' Chiaramonti, pour séparer de nouveau Ladislas de la fille de cette dame (1); et des troupes auxiliaires pontificales, amenées des États de l'Église par un frère du pape, mirent, au printemps de 1393, le jeune roi en état d'enlever, avec plusieurs petites villes, la puissante Aquila. Quarante mille florins d'or de contributions levées sur la ville fournirent à Ladislas les moyens d'étendre rapidement ses conquêtes, et il grandit en considération autant que Louis II tomba dans le mépris, par son inaction à Naples. Dans une expédition tentée directement sur la ville de Naples, Ladislas tomba malade à Capoue. Louis ne profita de cette suspension des mouvements du jeune roi, que pour engager des négociations; et le siége d'Aversa, entrepris par ses partisans, traîna jusqu'à l'hiver, et alors il fallut le lever. Grâce à l'assistance pontificale, et au moyen de certaines aliénations, Ladislas se procura les ressources d'argent nécessaires pour pouvoir attaquer Naples même en avril 1395 (2). Mais les San-Severini et six galères provençales le forcèrent à lever le siége au bout de cinq semaines. Bientôt après, toute la tempête guer-

(1) Outre les îles de Zerbi et de Kerkesi, importantes pour le commerce en Afrique, il possédait aussi la plus grande partie de la Sicile, qui lui appartenait directement, ou qu'il avait occupée durant les troubles intérieurs.

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1062 : « In questo tempo re Lanzilao intese, che la socera sua era amica del duca di Monblanco, e per questo cacciò la regina Costanza, e la fe' stare poveramente in una casa separata con una donna sua maestra e due altre donzelle, che le aveva portato da Sicilia. E la regina (c'est-à-dire la reine mère) determinò mandare re Lanzilao al papa per la dispenza da spartirsene. A' 30 di maggio re Lanzilao andaje con quattro galere a Roma a trovare papa Bonifacio, e domandò la dispenza, e la ottenne. »

(2) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1061.

rière menaça de fondre sur les possessions de Jacopo de' Marzani, duc de Suessa, à la fille duquel le roi Louis s'était fiancé, afin de le détacher de Ladislas. Toute l'année 1396 se passa en négociations, ou en combats, engagées ou livrés pour ou contre Jacopo ; cette situation des choses se prolongea dans l'année 1398, jusqu'à ce qu'au mois de mai le duc de Suessa et une partie de la noblesse angevine, avec le roi Ladislas, convinrent de s'en remettre au pape, de sorte qu'une faible portion seulement du parti de Louis lui resta bien dévouée. Une décision pontificale du 1er juin mena les nobles engagés dans le compromis à la soumission envers Ladislas. Dès lors les barons qui tenaient encore pour Louis cherchèrent successivement à traiter avec le roi Ladislas. Louis marcha vers le comte de Lecce, et fut renfermé par celui-ci dans Tarente. Alors, en 1400, Ladislas fit bloquer la ville de Naples du côté de la mer. Bientôt le peuple s'agita, et l'on en vint à une capitulation, en vertu de laquelle Ladislas rentra enfin dans la résidence royale. Louis se trouva d'abord si abattu, qu'il résolut d'abandonner le royaume, s'embarqua, stipula une libre retraite pour son frère, le comte du Maine, qui s'était jeté avec les Provençaux dans l'un des châteaux de Naples (1), et laissa ses derniers adhérents sans assistance, en présence du roi Ladislas. Les San-Severini recherchèrent dès lors la grâce du roi Ladislas, qui expulsa de leurs biens le peu de nobles qui, comme le comte de Fondi, et le comte de Catanzaro, restaient fidèles au parti angevin. La vengeance du roi frappa le plus rudement sur les Marzani.

Un parti mécontent en Hongrie, qui proclama roi Ladislas contre Sigismond, décida le jeune souverain de Naples, en 1403, à un voyage à Zara (2), où il reçut la couronne de Hongrie par les mains du cardinal Angelo de'Acciajuoli, que Boniface avait envoyé, et d'où il délégua Tommaso de' San-Severini comme vice-roi pour se placer à la tête de ses adhérents. Mais, tandis qu'il poursuivait encore ses plans en Hongrie, une faction angevine se souleva de nouveau dans les États napolitains, et beaucoup de San-Severini s'engagèrent dans la conjuration. Il revint aussitôt en Italie, et bientôt tous ses adversaires furent dispersés, ou en son pouvoir. La famille des San-Severini, et même le vice-roi Tommaso, demeuré complétement étranger à la conspiration, furent les principaux objets de la vengeance du roi, comme l'avaient été jadis les Marzani ; et le danger qui avait menacé Ladislas ne servit qu'à l'affermir plus fortement sur le trône : car les biens des familles abattues le mirent en état de récompenser richement ses adhérents. A Tarente seulement se soutenaient encore quelques faibles débris de la faction angevine de la noblesse, soutenus par Bernabo de' San-Severini. En 1406, Ladislas acquit la possession de cette place en épousant la veuve du dernier prince de Tarente, Ramondo degli Orsini ; mais il ne la traita que trois jours en épouse, et la retint ensuite comme sa prisonnière. Les barons, qui avaient trouvé un refuge à Tarente, avaient pu gagner librement des lieux hors de l'atteinte de Ladislas.

Avant son voyage de Zara, Ladislas s'était aussi uni à une fille du roi Jacques de Lusignan de Chypre; mais la mort la lui avait enlevée bientôt après son retour. Ses rapports, depuis l'année 1405, avec les papes, avec l'État de l'Église et la Toscane, et qui forment, à partir de cette époque jusqu'à sa mort, en 1414, les points les plus intéressants de son histoire, et qui motivèrent la

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1067.

(2) Ladislas avait, en 1402, fait prendre possession de Zara, Spalatro, Trani, Sebenigo et d'autres places, par cinq galères qu'il envoya sur la côte de Dalmatie. Il trouva donc déjà Zara en son pouvoir, lorsqu'il y arriva en 1403. Sismondi, vol. VIII, p. 161. Plus tard il vendit Zara et ce qui lui était encore resté en Dalmatie aux Vénitiens. L'absence du roi Ladislas de ses États d'Italie dura depuis le 16 juillet 1403 jusqu'au 7 novembre. Cf. De Raimo, *Stor. Napol.* ap., Murat., *Script.*, vol. XXIII, p. 224.

reprise d'armes de la faction angevine contre lui, ont déjà été exposés dans l'histoire de Toscane et de l'État ecclésiastique.

Durant tout ce temps, la Sicile avait ressenti de profonds déchirements. L'un des tétrarques, Andrea de'Chiaramonti avait été forcé de s'accommoder avec Martin, et de lui livrer Palerme. Mais les Aragonais et leur faction, qui voulaient s'enrichir dans l'île, précipitèrent Andrea à sa perte, en lui inspirant de la défiance contre Martin, et le déterminèrent en secret à venir, pourvu d'armes, dans le palais, tandis qu'ils persuadaient au roi Martin (qui avait reçu la couronne à Palerme au mois de mai 1392) qu'Andrea voulait l'assassiner. Le supplice d'Andrea et la nomination de son dénonciateur, Bernardo da Caprera, à la charge de grand amiral, en 1393, poussèrent le reste de la noblesse sicilienne à la résistance la plus obstinée. Un proche parent de l'un des tétrarques, Artalo d'Alagona, dirigea les nobles, et le pape Boniface les soutint par de l'argent, des prédications de croisades, des dîmes des ecclésiastiques, et par tous les moyens en son pouvoir. Quelque temps le roi Martin se trouva réduit à la possession des villes principales du pays, et l'on n'arriva à une paix générale qu'en 1399. La reine Maria avait mis au monde, en 1398, un fils, Federigo, qui mourut en 1400 des suites d'un accident, et fut suivi dans la tombe par sa mère, héritière réelle de la Sicile, en 1402. Par son testament, cette princesse institua pour héritier du royaume son époux, qui s'en maintint en possession jusqu'au 25 juillet 1409. Ce jour-là il mourut à Cagliari, après avoir assujetti de nouveau la Sardaigne, qui s'était soulevée contre la domination aragonaise; et il laissa par intérim le gouvernement de la Sicile à sa veuve, Bianca, princesse navarraise, qu'il avait épousée en 1405, en attendant que son père en eût décidé autrement. Le père lui-même, Martin d'Aragon, se présenta comme héritier de la Sicile, et abandonna la conduite du gouvernement de l'île à Bianca; puis il mourut en 1410, et sa mort entraîna les plus grands troubles dans l'île; car nul prétendant ne pouvait présenter des droits successifs à l'abri des discussions. Ladislas et Louis II se flattèrent de se saisir de la Sicile au milieu de telles circonstances, tandis que Caprera proposait, mais en vain, à la reine Bianca de l'épouser, et employait tous les moyens pour se faire roi lui-même. Enfin les Siciliens se rattachèrent aux autres seigneuries aragonaises, et reconnurent pour leur souverain le neveu du dernier roi Martin, le fils de Jean de Castille, Ferdinand, qui reçut aussi la couronne d'Aragon (1). Son fils Alphonse V lui succéda en 1416.

Le jour même où mourut Ladislaus de Naples, sa sœur Jeanne II, alors âgée de quarante-quatre ans, fut proclamée reine. Le principal adversaire de la maison royale de Naples, Louis II, mourut bientôt après, et le royaume jouit d'un calme assez général; car les luttes des partis avaient attiré des malheurs irréparables sur les plus puissantes familles de la noblesse, banni bien des nobles de leur patrie; et les dernières entreprises avaient réuni une puissante force militaire dans les mains du roi. Jeanne avait d'abord été unie au duc Guillaume d'Autriche, et après la mort de ce prince, elle avait mené une vie de débauche à Naples. Durant l'existence de son frère, une intrigue amoureuse avait été suivie entre elle et un certain Pandolf Alopo; ces relations continuèrent encore

(1) Ferdinand prit le gouvernement de la Sicile dans l'état le plus déplorable. Caprera, irrité du refus de Bianca d'entrer dans ses plans, lui faisait une guerre ouverte, et s'efforçait de lui arracher le pouvoir. Il la surprit une fois à Palerme, et à peine put-elle se réfugier sur une galère dans le port. Le comte d'Adrani, Antonio Moncada, le combattit comme général, pour Bianca, le fit prisonnier, et l'envoya en Catalogne. En 1415, Bianca quitta l'île et retourna en Navarre. A sa place vint le deuxième fils de Ferdinand, don Juan de Pennafiel; il quitta l'île en 1416, épousa Bianca, et obtint la Navarre. Il fut remplacé par Dominico Rani, évêque de Lérida. Alphonse V ne vint dans l'île qu'en février 1420.

lorsqu'elle fut montée sur le trône, et ce fut par ces degrés que Pandolfo fut élevé à la dignité de grand chambellan (1). Il pouvait tout, et, sachant combien la reine se laissait dominer par ses impressions, il l'observait d'un œil sans cesse ouvert par la jalousie. Sforza, qui vint alors à Naples afin de traiter avec la reine pour une *condotta*, parut assez lui plaire pour inspirer des craintes au favori, qui, avec l'agrément de Jeanne, le fit arrêter dans le château neuf (2). On donna pour prétexte que Sforza était en alliance avec les Angevins, et qu'il s'agitait pour organiser un nouveau soulèvement dans les États de Naples. Les représentations des courtisans les plus importants combattirent alors l'influence d'Alopo; et, pour ne pas opposer une résolution sans motif, une enquête judiciaire fut ordonnée sur la culpabilité de Sforza. Durant ces recherches, la reine dut céder aux prières instantes de ses conseillers, et, malgré toutes les craintes du grand chambellan, consentir à un nouveau mariage. Elle choisit le comte de la Marche, Jacques de Bourbon, auquel Alopo donna la préférence sur le prince Jean d'Aragon, que voulaient les autres conseillers, dans la vue de pouvoir être appuyé par la Sicile contre les ennemis du royaume. Bourbon, quoique reconnu pour un vaillant chevalier, paraissait n'avoir pas autant de moyens pour se maintenir contre les volontés du favori. Afin de se préparer en même temps un ferme appui contre ses adversaires à la cour, le grand chambellan se réconcilia avec Sforza, qu'il visita en prison, et le gagna entièrement à ses intérêts. Sforza devait obtenir sa liberté et une *condotta*, avec huit mille ducats annuels, ainsi que la dignité de grand connétable, s'il voulait épouser Catherine, sœur d'Alopo (3). Sforza y consentit, et reçut en outre de la reine de riches présents en domaines.

(1) *Giornali napolit.*, l. c., p. 1076.

(2) En novembre 1414. De Raimo, *Storia Nap.*, l. c., p. 225.

(3) Les noces se célébrèrent le 16 juillet 1415. Cf. Sismondi, vol. VIII, p. 259, not. 2.

Par son mariage, Jacques devait être, non pas roi, mais seulement époux de la reine et prince de Tarente. Alopo espérait, d'accord avec Sforza, le maintenir dans une position subordonnée. Mais, à son arrivée dans le royaume, Jacques acquit aussitôt un ami dans le comte Giulio Cesare de Capoue, de la famille Hauteville, qui était à la tête d'une partie de la noblesse. Ce parti le traita en roi; Sforza, que la reine envoya au-devant de lui, seulement comme comte. Par suite de cette conduite, le comte de la Marche en vint à des reproches, Sforza à des paroles menaçantes. Tous deux tirèrent l'épée l'un contre l'autre dans le château de Bénévent, et le comte de Trojà, en sa qualité de grand sénéchal, les fit arrêter tous deux. Mais Jeanne fut déterminée à rendre à Jacques les honneurs dus à un roi; et, conformément aux ordres de la princesse, il fit son entrée à Naples, reçut avec elle la bénédiction religieuse, et de Jeanne les attributs de la royauté, en septembre 1415.

Cependant Sforza fut amené à Naples chargé de fers; Jacques agit avec la plus grande énergie, fit enchaîner Alopo dans le château de l'OEuf, puis le fit décapiter publiquement (1). La reine, tout en déplorant sa faiblesse, dut se résigner à tout. Son ancien entourage fut éloigné de la cour, et des Français en occupèrent les places. Mais, si sa conduite à l'égard du favori tyran avait acquis à Jacques le concours de la noblesse napolitaine, il le perdit bientôt par les préférences affectées pour ses compatriotes, et ses gens se montrèrent violemment exigeants envers Sforza. Giulio Cesare de Hauteville, mécontent de se voir sans récompense pour la confiance avec laquelle il était allé au-devant du roi, trouva moyen de parvenir secrètement jusqu'à Jeanne. Mais celle-ci avait maintenant une réserve si craintive, qu'elle n'osa pas se confier à Hauteville, et le livra à son époux, qui le fit exécuter (2). Jeanne obtint ensuite plus de liberté. Un soir, comme

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1077.

(2) Sismondi, vol. VIII, p. 264.

elle voulait quitter une fête solennelle à laquelle elle avait assisté, les nobles présents, ayant à leur tête Ottino de' Caraccioli, lui déclarèrent qu'ils étaient résolus à l'affranchir entièrement de la tyrannie de son époux, et la conduisirent au château de Capoue. Jacques se jeta dans le château de l'OEuf. Après quelques négociations, on en vint à un accommodement qui investit de nouveau Jeanne de la puissance souveraine, laissant à son époux seulement le titre royal et la principauté de Tarente. Sforza, délivré de prison, reçut de nouveau la charge de grand connétable (1); les autres dignités du royaume furent retirées aux Français pour être données à des Italiens, et Giovanni de' Caraccioli devint le favori de la reine (2). Il chercha à se défaire des hommes les plus importants de la dernière révolution, au moyen d'ambassades, ou à les éloigner d'une manière honorable; c'est alors (1417) que Sforza entreprit contre les États de l'Église cette expédition dont il a déjà été question (3).

Durant l'absence de Sforza, le roi et la reine s'éloignèrent si fortement l'un de l'autre, que Jacques fut arrêté, et que tous ses compagnons français furent bannis du royaume. Par la distribution des avantages dont ces bannis avaient joui jusqu'alors, Giovanni (Gianni) gagna une partie de la noblesse. Il s'attacha le peuple de Naples par les soins qu'il prit pour sa subsistance, et se montra sous tous les rapports homme intelligent et rempli de prévoyance.

Sforza seul, à son retour, parut menacer son influence; et, comme la suite confirma ce soupçon, Caraccioli qui devait quitter la cour pour quelque temps, mais qui acquit une nouvelle importance par ses relations avec le pape, fit tout pour renverser le grand connétable. Déjà l'on a vu, dans l'histoire de l'État de l'Église (4), le tour que prirent les affaires de Naples par l'effet de ces rapports entre Sforza et Gianni, et comment Sforza se vit enfin poussé au service du souverain pontife. Cependant Jacques avait recouvré sa liberté; mais il se trouva si dégoûté de sa vie à la cour de Naples, qu'il fit engager des pourparlers pour sa fuite avec un capitaine de bâtiment génois, et tout à coup, après une course à cheval par la ville, il s'embarqua (1). Il visita Tarente, dans l'espoir d'y pouvoir réunir un parti contre son épouse; trompé dans cette espérance, il abandonna le royaume, et mourut plus tard, en 1438, sous l'habit de franciscain.

Son éloignement rendit sans objet une négociation difficile à la cour de Naples. Jeanne devait recevoir solennellement la couronne des mains d'un cardinal-légat, et c'était une question si son époux devait être couronné en même temps. Tout naturellement la cérémonie s'accomplit pour elle seule le 28 octobre 1419. L'on a raconté en son lieu comment se nouèrent alors les relations du pape Martin avec Sforza. La suite de cette union fut que Louis III d'Anjou, fils de feu Louis II, soutenu par Martin et Sforza, réunit de nouveau un puissant parti, qui s'accrut d'autant plus rapidement, que la prépondérance de Caraccioli à la cour était maintenant devenue intolérable depuis la chute de Sforza. Le 4 décembre 1420, quoiqu'il eût conféré le royaume à Jeanne, Martin déclara pour héritiers légitimes de la couronne Louis III et ses descendants, pour le cas où Jeanne décéderait sans enfants. Louis agit donc aussitôt en prétendant, nomma Sforza pour son lieutenant, et fit presser Naples par ses armes, tandis que le pape refusait tout secours à la reine. Comme dans ce même temps le pape, dans l'intérêt des Génois, entravait les projets de conquête du roi Alphonse V d'Aragon sur la Corse (2), l'ambassadeur de Jeanne à la cour pontificale, Antonio Caraffa, se tourna vers ce

(1) *Giornali napolitani*, l. c., p. 1077.
(2) Et grand sénéchal. *Ibid.*
(3) Voyez plus haut.
(4) Voyez plus haut.

(1) *Giornali napol.*, l. c., p. 1083.
(2) Sur cette conquête, voy. Sismondi, l. c. p. 317, et plus haut, division III.

prince; et aussitôt qu'Alphonse, contrairement à l'opinion de ses conseillers, se fut montré disposé à l'entreprise, Jeanne l'adopta comme héritier de son choix en opposition à l'Angevin.

Une flotte du roi Louis vint appuyer Sforza, avant qu'Alphonse pût faire quelque chose ; mais enfin ce prince parut avec seize galères, et Braccio fut opposé à Sforza (1). Nous passons ici les détails d'une guerre qui, dans le cours de ses chances diverses, entraîna la mort des deux fameux *condottieri* (2). Le 7 juillet 1421, Alphonse avait fait son entrée à Naples, et la beauté de sa personne avait aussitôt provoqué la jalousie de Caraccioli. En même temps se poursuivaient des entreprises sans importance des divers chefs de mercenaires, et des négociations, des intrigues à la cour, où Caraccioli ne cessait de travailler contre Alphonse et Braccio, sans se montrer ouvertement leur ennemi. Durant un armistice que le pape ménagea, en 1422, entre Louis et Alphonse, l'Aragonais enleva la côte maritime soumise à son rival depuis Castellamare jusqu'à Sorrente. La plupart des barons du parti angevin recherchèrent une réconciliation avec la cour, et, croyant l'obtenir plus facilement par le moyen d'Alphonse, ils s'adressèrent à lui, et l'élevèrent si haut, que la reine elle-même parut placée sur un degré inférieur. Par l'armistice, Sforza avait acquis de nouveau la possession incontestée de Bénévent qui lui avait été conférée depuis 1418 (3); il se réconcilia également avec Jeanne, et tint aussi pour Alphonse, contre lequel Caraccioli dirigea toutes sortes d'intrigues, jusqu'à ce qu'enfin le rusé Aragonais le prévint à propos, et le fit arrêter, au mépris d'un sauf-conduit qu'il lui avait donné (4). La reine, redoutant aussi son fils adoptif, se renferma dans le château de Capoue, où Alphonse l'assiégea, jusqu'à ce que Sforza accourut et la délivra. Elle dépouilla Alphonse de tout droit sur Naples, adopta Louis III d'Anjou, le 2 juillet 1423, et le nomma duc de Calabre, sous la condition que Louis, après l'expulsion des Aragonais, jusqu'à la mort de la reine, ne viendrait jamais en Italie sans l'agrément de la souveraine, et qu'il ferait administrer le duché de Calabre par des employés. Le pape confirma plus tard cette disposition. Mais Alphonse reçut du renfort par une flotte, et Jeanne dut s'enfuir à Nola sous la protection de Sforza. Braccio passa au service d'Alphonse, qui, après avoir conquis Ischia (1), laissa son frère Pierre comme vicaire général, et retourna en Aragon, où l'appelaient d'autres circonstances (2). Le *condottiere* Jacopo Caldora avec douze cents cavaliers et dix mille fantassins, demeura comme gouverneur général à Naples. Alors se déroulèrent les événements dans lesquels Sforza et Braccio trouvèrent le terme de leur existence. Cependant Louis pénétra jusqu'en vue de Naples ; Caldora fut gagné par lui, et le 11 avril 1424 la capitale retomba entre les mains des Angevins, à l'exception du château neuf, qui se maintint pour Alphonse, même lorsque don Pedro quitta entièrement le royaume, et trouva de l'occupation dans les factions de Gênes, où il appuya les Fregose de Sarzana.

Après l'éloignement du roi Alphonse, Caraccioli montra la même jalousie contre Louis III, et put d'autant plus facilement se maintenir, qu'il y avait moins de difficulté à relever, s'il le voulait, les Aragonais pour les opposer aux Angevins. Il maria une de ses filles à Antonio, fils de Jacopo Caldora (3), et se porta pour sa sûreté à des actes si arbitraires, qu'il souleva contre lui une grande partie de la noblesse. Enfin, dans l'année 1429, Caraccioli chercha un rapprochement avec Alphonse. Jeanne arrivait à

(1) Sur les rapports de Braccio avec Alphonse et Jeanne à cette époque, Voyez. Sismondi, vol. VIII, p. 302.

(2) Voyez plus haut.

(3) Voyez plus haut.

(4) Sismondi, l. c., p. 336.

(1) *Giornali napolit.*, l. c., p. 1089.

(2) Sismondi, l. c., p. 340.

(3) *Giornali napolit.*, l. c., 1093.

l'époque où les excès de sa vie passée rendaient une mort subite assez vraisemblable; et dans ce cas Caraccioli avait peu à espérer de Louis, tandis que, s'il appuyait de nouveau Alphonse, il pourrait, à ce qu'il pensait, beaucoup en attendre. Dans l'année 1430, par la médiation du favori, Alphonse et Jeanne en vinrent à un traité qui entraîna ensuite des négociations ultérieures avec la cour pontificale. On attendit dans les transes le retour d'Alphonse en Italie. La succession opérée sur la chaire de saint Pierre, qui amena quelque confusion à cause de la persécution des Colonna puissants dans le royaume et dans les États de l'Eglise, retarda les progrès décisifs. Pendant ce temps Caraccioli devint à charge à la reine; elle rejeta ses prières pour l'obtention de la principauté de Salerne et le duché d'Amalfi, et sa confidente, la duchesse Covella Ruffa de Suessa, nourrissant son mécontentement contre Caraccioli, le fit grandir jusqu'à la haine (1); le favori, chaque jour plus insolent, maltraita Jeanne jusqu'à des violences corporelles, et alors celle-ci laissa les mains entièrement libres à la duchesse pour agir contre son ancien amant. Les ennemis de Caraccioli craignirent que dans le cours régulier de l'enquête, il ne trouvât moyen de regagner le cœur de la reine, et se proposèrent de le faire immoler. Sous la conduite d'Ottino de' Caraccioli, qui précédemment avait gagné l'affection de Jeanne par ses services, et puis, repoussé par son cousin, avait nourri contre Giovanni une haine mortelle, celui-ci fut assassiné dans sa chambre à coucher, dans la nuit du 17 au 18 août. Les plus proches parents et les partisans les plus dévoués du mort furent arrêtés; la reine pleura d'abord son amant; elle n'avait pas voulu sa mort; mais elle ne fit rien pour la venger, et bientôt elle l'eut oublié. La duchesse de Suessa et Giovanni Cicinello qui occupa la place de Caraccioli, eurent dès lors la reine entre leurs mains. D'abord ils furent aussi pour Alphonse; mais celui-ci ayant commis l'imprudence à Ischia, où il revint, de négocier aussi avec le duc de Suessa, contre lequel son épouse avait conçu une haine effroyable, il perdit tout appui à la cour, et retourna en Sicile sans avoir obtenu de résultat (1). Louis III mourut bientôt après, dans une expédition contre un baron rebelle, le 24 novembre 1434, à Cosenza, d'une fièvre qui l'avait surpris, laissant ses prétentions sur Naples à son frère René, duc de Bar et de Lorraine. La reine le suivit de près; elle mourut également de la fièvre, le 2 février 1435, après avoir aussi, dans son testament, déclaré René pour héritier de l'État (2). Une régence de seize conseillers prit après sa mort le gouvernement de l'État, jusqu'à ce que René pût arriver.

(1) Sismondi, vol. IX, p. 51.

(1) Il n'avait été conclu entre lui et Jeanne qu'une trêve de dix années, par laquelle il s'engageait, tant que vivrait la reine, à ne pas rentrer à Naples.

(2) *Giornali napolit.*, l. c., p. 1098.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE DU ROYAUME DE NAPLES ET DE SICILE JUSQU'A L'ANNÉE 1492.

§ Ier. *Gouvernement du roi Alphonse jusqu'en* 1458.

Il n'avait manqué que la mort de la reine Jeanne pour lâcher le frein aux partis déjà subsistants dans le royaume. Une portion de la noblesse, ayant à sa tête le duc de Suessa et le prince de Tarente, ce dernier de la maison Orsini, se déclara pour les Aragonais; René était prisonnier à Dijon, par suite de sa lutte avec Anton de Vaudémont pour la Lorraine, et son épouse Isabelle fit une alliance avec Milan contre Alphonse. Dans le royaume, elle pouvait compter sur les inclinations du peuple pour les Angevins. Alphonse se hâta de prévenir les préparatifs de défense des conseils de régence; le duc de Suessa prit Capoue; Jacopo Caldora, à la solde de la régence, marcha contre lui, et la guerre commença dans le royaume. En même temps le duc de Milan excita les Génois à équiper une flotte contre Alphonse, qui pendant ce temps avait reçu à Suessa l'hommage des barons de son parti. Alphonse aussi réunit une plus grande flotte, et pressa Gaëte; les Génois vinrent au secours de cette ville, et le 4 août 1435 se livra un combat naval, dont l'issue et les conséquences immédiates ont déjà été rapportées dans l'histoire de Milan (1).

(1) Voyez division III.

Aussitôt que René apprit à Dijon que son adversaire avait été pris près de Gaëte, il donna des pleins pouvoirs à son épouse comme gouvernante dans le royaume de Naples. Elle partit en septembre de Marseille pour Gaëte avec son fils Louis, et entra à Naples, comme reine, le 18 octobre. Mais Alphonse recouvra sa liberté par l'intervention du duc de Milan, qui se vengea de son côté, et comme son frère don Pedro, dans sa route vers Porto Venere, où il voulait le rappeler, jeta l'ancre près de Gaëte, à Noël de 1435, il parvint à s'emparer de la ville. Alors le pape Eugène fit son possible pour procurer aussi la liberté à René, insista de la manière la plus pressante auprès du duc de Bourgogne, et envoya le patriarche d'Alexandrie, Vitelleschi, à la reine Isabelle avec une armée auxiliaire. Vitelleschi et Caldora ne s'entendirent que peu de temps; puis la prétention du premier d'occuper toutes les places conquises au nom du pape les divisa (1), et Alphonse parvint à remporter une suite d'avantages sur ses adversaires. Enfin Vitelleschi conclut un armistice de deux mois, et parut vouloir se retirer entièrement des États de Naples; puis il rom-

(1) *Giornali napolit.*, l. c., p. 1106.

pit l'armistice (à Noël de 1437), mais ne put se maintenir, et s'en alla à Ferrare. Alors les partis se balancèrent assez également, jusqu'à ce que René, délivré enfin de sa captivité, vint en avril 1438 à Gênes, qui s'était affranchie de Milan, et fut conduit au mois de mai à Naples par les Génois (1). Malgré la joie que son apparition fit éclater parmi les siens, son parti commença dès lors à déchoir chaque jour. Nous passons les détails d'une guerre qui se réduit, comme presque toutes les luttes intérieures du royaume, à un nombre d'entreprises insignifiantes, tandis que René presque toujours à Naples, et Alphonse à Gaëte, dirigeaient de ces points les mouvements des partis. Don Pedro périt dans une vaine tentative pour assiéger Naples (2); le château neuf, qui avait tenu si longtemps pour les Aragonais, tomba entre les mains de René, et la mort de Jacopo Caldora, arrivée en octobre 1439, put seule en quelque sorte compenser cette perte. Le fils de Jacopo, Anton, ne pouvait en aucune façon tenir lieu de son père auprès du parti angevin. René déclina toujours davantage, et quitta Naples en décembre 1440 (3), afin de lever dans les provinces qui lui étaient dévouées l'argent réclamé par Anton Caldora pour continuer la guerre. Partout René gagna les cœurs, partout il trouva de l'appui; mais l'argent envoyé ne put encore faire agir le grand connétable Caldora, et la plus grande partie de l'année 1441 s'écoula sans résultat. Enfin René appela Alphonse à un duel, ou bien à un combat régulier. Mais Alphonse se railla de ce défi, en disant « qu'il y aurait folie à jouer dans une bataille un royaume que l'on possédait presque tout entier. » Un avantage remporté par René se perdit par la politique de *condottiere* de Caldora; et bientôt la résistance opposée par Naples aux Aragonais parut désespérée. Toutefois les habitants trouvèrent dans les Génois et dans Eugène IV des amis actifs, et les habitants des Abruzzes, en dépit des sentiments perfides du grand connétable, qui commandait dans ces contrées, se maintinrent pour René. Enfin un maçon (1), Anello, découvrit au roi Alphonse combien il serait facile à un certain nombre de ses gens de s'introduire dans Naples par l'aqueduc de la porte de Capoue, et d'occuper la porte de Sainte-Sophie. Déjà ce plan était à peu près manqué : Alphonse, arrêté par une certaine hésitation, s'était retiré; mais il revint encore à temps, et prit possession de la porte de Saint-Janvier qui avait été abandonnée par trois cents Génois dans le trouble causé par la surprise de l'autre porte. Ceci arriva le 2 juin 1442. François Sforza, qui avait voulu venir au secours de René, ne put pénétrer dans les États napolitains; et René, assailli par tant d'infortunes, abandonna bientôt après le château neuf, où il s'était réfugié, sur des galères génoises, pour gagner la haute Italie, et de là retourner en France. Le pape, voyant le parti angevin si complétement abattu dans le royaume, conclut aussi la paix avec Alphonse, le 14 juillet 1443. La principale condition fut une reconnaissance exclusive et réciproque avec la collation faite au roi par le pape. Il y eut en outre des dispositions insignifiantes sur certaines possessions, sur des payements et des prestations. Déjà l'on a vu dans l'histoire de Milan et de Venise, aussi bien que dans celle de la Toscane et de l'État de l'Église comment ensuite Alphonse se mêla aux affaires générales de

(1) Le 19 mai, il arriva à Naples. De Raimo, *Storia Napol.*, l. c., p. 228; *Giornali napol.*, l. c., p. 1108.

(2) *Giornali napol.*, l. c., p. 1111.

(3) Les *Giornali* portent janvier, p. 1115.

(1) Les *Giornali* nomment deux maîtres maçons (l. c., p. 1123), et racontent que dans Naples l'on avait très-bien compris la possibilité de l'entrée par l'aqueduc, et que non-seulement on avait fait garder les issues, mais qu'on avait encore embarrassé le passage; mais qu'un soldat, Sacchitello, avait rassuré par son rapport les hommes chargés de la garde, et avait ensuite indiqué au roi le véritable moment de l'entreprise.

l'Italie, particulièrement aux événements des États romains.

L'histoire intérieure de Naples tourne maintenant durant quelque temps dans le cercle des dotations des nobles espagnols et napolitains, fidèles serviteurs d'Alphonse, aux dépens des adhérents du parti contraire, et des intrigues de cour. Une fille de la sœur du prince de Tarente, de la comtesse de Copertino, fut unie par Alphonse, en 1444, à son fils naturel Ferdinand, duc de Calabre. Au fils du duc de Suessa, Marino de' Marzani, il donna sa fille naturelle Éléonore en mariage, et la principauté de Rossano comme dotation (1). Avec les années grandit chez Alphonse le penchant à la volupté, qui finit par le dominer, et la cour de Naples devint l'une des plus débauchées de l'Italie. Une constitution maladive dans un âge encore peu avancé, une mort prématurée, furent les suites de ces excès pour Alphonse. Comme il n'avait point de fils légitime, dans les derniers temps de sa vie il fut particulièrement occupé du soin d'assurer le royaume de Naples à son bâtard Ferdinand. Il mourut le 27 juin 1458, dans le château de l'OEuf, où il s'était fait transporter, parce qu'il ne se confiait pas entièrement à la garnison catalane du château neuf, et craignait qu'après lui elle ne se déclarât pour le prince espagnol Charles de Viana, qui était aussi à Naples, au préjudice de Ferdinand.

§ II. *Gouvernement du roi Ferdinand de Naples jusqu'en* 1492.

Ferdinand, fils naturel d'Alphonse, lui succéda, en vertu de son testament, dans le royaume de Naples. Dans la Sicile, la Sardaigne et les autres Etats Aragonais, il eut pour successeur son frère Jean. Tous les efforts de Charles de Viana échouèrent, et ce prince, ainsi que tous les nobles espagnols non pourvus de dotations dans les États napolitains, abandonnèrent le royaume. Le pape prononça l'exclusion de Ferdinand de la succession. Mais celui-ci convoqua une diète du royaume à Capoue, prit le titre royal sans l'agrément du pape, et appela des actes du saint-père à un futur concile. Bientôt après, la mort délivra Ferdinand de cet adversaire, que Pie II suivit sur le siége apostolique. On arrêta des mesures conciliatrices, et Ferdinand obtint alors une pleine reconnaissance (2). Cependant s'était formé dans le royaume même un parti de mécontents, ayant à sa tête Giovan Antonio degli Orsini, prince de Tarente. Ce parti se déclara pour les Angevins, et se tourna vers Jean, fils de René. Le roi Jean d'Aragon, retenu par les événements de la péninsule ibérique, ne put se mêler à cette lutte, qui s'engagea alors à Naples, et dura jusqu'en 1464. Ce fut donc une guerre purement italienne, et que nous avons déjà décrite dans l'histoire de l'État romain (1). Les Angevins succombèrent encore cette fois complétement. Les principales circonstances des années suivantes, le meurtre de Piccinino (2) en 1465, les actes tentés pour soutenir Roberto de' Malatesti (3) en 1469, ont déjà été rappelées en leur lieu dans les divisions précédentes. L'on est aussi entré en des développements suffisants (4) sur la guerre dans laquelle Ferdinand se trouva engagé avec les Florentins depuis 1478, et sur les négociations qui amenèrent la paix en mars 1480. Il a été fait mention de l'at-

(1) Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. IV, p. 262.

(2) Voyez plus haut. Le couronnement se fit le 9 février 1459 à Barletta par le cardinal Orsini. Cf. De Raimo, *Stor. Napol.* l. c., p. 232.

(1) Voyez plus haut.

(2) Voyez division IV.

(3) Voyez plus haut.

(4) Voyez plus haut.

taque des Turcs sur Otrante, dans l'été de 1480 (1), et de la part prise par Ferdinand à la guerre de Ferrare, de 1482 à 1484 (2). La révolte d'Aquila, et la guerre qui en résulta en 1485 et 1486, ont déjà été rappelées, ainsi que la ligne d'hostilité adoptée plus tard par le pape Innocent VIII contre Ferdinand en 1489 (3), et qui se termina par une nouvelle paix en 1492; en sorte que maintenant nous n'avons plus qu'à jeter un regard en arrière sur l'histoire de Naples, depuis la chute des Hohenstauffen jusqu'à la fin du moyen âge.

Dans cet espace de temps, nous avons vu sur le trône de Naples les maisons d'Anjou et d'Aragon, puis diverses lignes de la première, et ensuite une plus jeune branche angevine produire des prétendants. Une suite d'agitations d'intérêts, de combats et d'intrigues s'est moins révélée à notre vue, qu'elle n'a été saisie par nous, en passant à côté d'autres circonstances. Ce qui nous a frappé surtout à Naples et en Sicile, c'est l'aspect du riche développement de l'activité individuelle. Mais ces manifestations, telles qu'elles nous apparaissent au midi de l'Italie, ne peuvent mieux se rapporter aux magnificences de l'Italie centrale, que par la comparaison du dôme de Milan avec nos plus beaux ouvrages gothiques allemands. Tandis que nous considérons dans ces édifices, avec des moyens beaucoup plus simples, une idée symbolisée architectoniquement, et que nous voyons ainsi planer sur toute l'œuvre une plus haute pensée, qui de la pointe de la flèche s'élance avec notre âme vers le ciel, nous admirons dans le temple de Milan la richesse des matériaux, la délicatesse des contours, la hardiesse des voûtes intérieures, et nos regards parcourent un moment ce dédale de frontons, d'ornements aux mille couleurs, dont les angles, les pourtours élégants provoquent en nous des idées qui n'auraient point été éveillées au milieu de notre entourage dans notre pays. Mais ensuite nous voyons le caprice des constructeurs s'attacher à des accessoires dont le caractère ne s'harmonise pas avec le tout, et, malgré toute la grâce des galeries supérieures, la légèreté des degrés serpentant à la tour pour nous attirer dans les airs, jamais en y portant nos pas nous ne sommes saisis par le sentiment d'un esprit planant sans obstacle sur les œuvres terrestres; si l'âme veut se détacher et s'élever librement, nous sommes retenus au sol par les coquetteries d'un luxe industrieux, et l'ensemble du plan se perd dans une infinité de points.

Telle est aussi l'impression que Naples et la Sicile doivent produire sur celui qui s'arrête à contempler leur histoire. Un changement perpétuel, une richesse infinie en hommes intelligents, hardis, rapides, impétueux; mais le changement est purement de forme, et ne comprend aucun développement de nouveaux mobiles. C'est toujours la même pièce qui se joue depuis des siècles avec d'autres personnes revêtues d'autres costumes; et toute cette intelligence, toute cette activité, telles qu'elles se rencontrent sur ce sol, n'ont su que fouiller dans les débris des édifices des Normands et des Hohenstauffen, pour construire des habitations commodes aux particuliers; mais elles n'ont pu rien créer de nouveau, qui puisse être comparé, même de loin, à cette architecture.

L'on détourne ses regards avec une sorte de dégoût historique de ce spectacle tourbillonnant, dans lequel chaque forme, chaque personnage n'a d'autre signification que celle de la vague du torrent qui se précipite pour faire place à une autre qui suit absolument la même course.

(1) Voyez division III.

(2) Voyez division III. Il a déjà été parlé aussi des rapports des affaires de Chypre avec la politique napolitaine, dans les années 1473 à 1478.

(3) Voyez plus haut.

LIVRE X.

LA SICILE, LA SARDAIGNE ET LA CORSE.

LA SICILE.

§ Ier.—*La Sicile sous Frédérick d'Aragon.*

Quoique nous ayons déjà suffisamment considéré dans le livre précédent les destinées extérieures de l'île de Sicile, nous reviendrons encore ici sur cette île, de même que nous reparlerons dans le chapitre suivant de la Sardaigne et de la Corse, parce que l'état intérieur de ces pays nous paraît mériter encore quelque attention. Plus d'une fois les îles ont eu dans l'histoire du monde l'avantage d'isoler certains éléments de civilisation, et, pendant que ces mêmes éléments recevaient ailleurs de nouveaux développements, d'en transmettre la forme primitive aux générations futures; c'est ainsi que l'Islande a longtemps isolé et par là conservé l'élément scandinave; c'est ainsi qu'aujourd'hui encore la Sardaigne conserve dans toute leur intégrité les institutions du moyen âge. On ne saurait dire a même chose de la Sicile; loin de là, cette île, qui n'est pour ainsi dire séparée du continent que par un grand fleuve, et offre à l'extérieur de superbes ports, à l'intérieur de magnifiques provinces, n'est jamais restée longtemps dans le même état; et plus la constitution monarchique du royaume sicilien, fondée d'abord par les Normands, développ e ensuite d'une manière plus rigoureuse par les Hohenstauffen, nous paraît mériter d'attention, plus il doit être intéressant pour nous d'étudier les causes et les progrès de sa décadence sous les rois aragonais, surtout quand nous avons l'avantage de trouver pour guide dans cette étude un homme aussi savant et aussi judicieux que l'abbé de S.-Maria di Rocaria, Rosario di Gregorio, historiographe du roi, de Sicile et professeur de droit public à Palerme.

C'est sous un des règnes les plus brillants de la Sicile, sous le règne de Frédérick d'A-

ragon, que nous devons rechercher le premier germe de sa dissolution. Les Siciliens par leur énergie avaient brisé le joug des Angevins; maintenant ils étaient abandonnés par les Aragonais, et il leur fallait, sous la conduite de leur jeune roi, défendre leur liberté par leurs propres forces; cette situation avait développé chez tous un sentiment de fierté si extraordinaire, qu'il n'eût pas été facile à tout autre prince que celui qui partageait ce sentiment, et l'avait en grande partie fait naître par son courage, d'exiger soumission et obéissance. Frédérick lui-même sentait qu'il devait beaucoup à la nation, et ce sentiment se manifesta par les obligations qu'il s'imposa publiquement (1).

Lorsque l'île se sépara pour la première fois des Angevins, et qu'elle défendit cette séparation contre les attaques venant de tous côtés, la noblesse et les villes avaient rendu les plus grands services au roi aragonais; quant au clergé, son influence avait considérablement diminué, à cause de la mésintelligence du prince avec le siége de Rome et des fréquents et longs interdits lancés sur l'île. Mais cette circonstance profita encore plus à la noblesse qu'aux villes, parce que c'était principalement à la noblesse que les Angevins s'adressaient, quand ils voulaient gagner un parti pour soutenir leurs attaques sur l'île. On ne pouvait point entretenir de négociations secrètes avec les villes; elles se laissaient même facilement effrayer par les garnisons et les châteaux forts, et quiconque voulait les entraîner dans ses intérêts, devait encore commencer par séduire les plus influents et les plus riches de leurs habitants, c'est-à-dire la noblesse. Il n'était pas difficile de prévoir le résultat d'une position semblable; c'était la noblesse qui avait créé le roi, c'était elle qui le soutenait, son existence dépendait pour ainsi dire d'elle; elle en devint si orgueilleuse et si arrogante, qu'il aurait déjà fallu une grande énergie personnelle pour ne pas se laisser manquer comme prince, quand même par suite d'un long état de guerre les grands n'auraient pas été, non-seulement autorisés, mais obligés à s'entourer de nombreux serviteurs armés (1). Chaque faction de la noblesse était libre de mettre, quand elle le voulait, une petite armée en campagne, et non contente de s'appuyer sur des vassaux et des serviteurs armés, elle se créait encore sous le nom de clients, d'affidés, une foule de partisans dans les lieux qui n'étaient pas soumis à la juridiction des tribunaux nobles (2). Les descriptions de la magnificence que les chevaliers et les femmes nobles déployaient dans leur costume, ainsi que les bourgeois des villes au temps de Frédérick, nous donnent une idée exacte de la richesse de ces deux classes de la société. C'était déjà bien assez pour entretenir leur arrogance; mais de plus les prétentions politiques trouvaient encore un grand aliment dans l'exemple de la constitution d'Aragon, que les nobles aragonais établis en Sicile avaient constamment devant les yeux. Outre cela les plus hautes dignités du royaume, qui sous les Normands avaient été souvent données à des hommes d'une basse origine, mais de talents distingués, furent toujours sous les rois aragonais le partage exclusif de la noblesse. Le grand justicier (*maestro giustiziero*), le grand chambellan (*maestro camerario*), étaient toujours pris dans la classe de

(1) *Considerazioni sopra la storia di Sicilia* del canonico Gregorio, vol. IV (Palermo 1807), p. 16, et *prove ed annotazioni*, p. 3, not. 3 : « Adjicimus etiam sponsioni et obligationi præsenti, quod nullum tractatum concordiæ, guerræ vel pacis incipiemus, habebimus, vel faciemus seu cœptum vel habitum hactenus qualemcumque probabimus vel admittemus cum papa aut ecclesiæ Romanæ prælato, aut hostibus et impugnatoribus nostris et status Siciliæ suprascriptis, sive cum sequacibus et fautoribus eorumdem, *absque consensu expresso et aperta scientia Siculorum.* »

(1) Gregorio, l. c., p. 21.

(2) Gregorio, l. c. : « Essi ingrandivansi con partigiani ed amici, e sino contro il divieto delle costituzioni creavansi *raccommandi e affidati* nei luoghi del domanio, i quali con sagrament di omaggio e di vassalaggio al barone obbligatisi, a favorire i di lui interessi eranronti. »

barons, tous les commandements de terre et de mer confiés à des nobles.

Il était de toute impossibilité qu'un pareil état de choses restât exempt d'abus, et n'amenât point des divisions intestines, à moins que tout ne fût dompté par l'énergie personnelle du monarque. Frédérick avait un caractère au niveau de la tâche qui lui était imposée; employant pour réprimer tantôt la douceur, mais une douceur qui ne sentait point la faiblesse, tantôt la rigueur, mais une rigueur sans colère, il était seul capable de maintenir dans l'ordre une noblesse riche, fière et avide de combats; mais sa mort brisa le lien qui tenait unis tant d'éléments discordants, et aussitôt la dissolution qui s'était préparée sous son règne, devint évidente à tous les yeux.

Mais, outre la puissance et l'arrogance de la noblesse, il y avait encore d'autres principes de désordre à combattre; dans les campagnes les fonctionnaires abusaient de leur pouvoir pour leurs intérêts privés, recevaient des présents de toute espèce, et profitaient particulièrement de leur entrée en charge pour exiger de nombreuses extorsions (1). Que les nobles seuls fussent admis aux charges les plus importantes, c'était un usage que Frédérick ne put détruire; s'il exigeait pour ces places des hommes opulents, cela s'explique de même; c'est qu'il voulait réprimer la corruption qui était devenue générale. Outre cela, lors de l'entrée en fonctions il faisait encore prêter un serment solennel, et donnait de forts émoluments, pour empêcher les fonctionnaires de rechercher des gains illégitimes. Ces deux moyens pouvaient peu de chose en présence de la corruption qui régnait partout; une mesure bien plus efficace fut de diminuer et la juridiction et la puissance de chaque fonctionnaire, afin de rendre le contrôle plus facile en partageant les charges entre plusieurs, et de restreindre le cercle de chaque tyrannie particulière. Au lieu de deux divisions judiciaires qui existaient en Sicile sous Frédérick II, Frédérick d'Aragon partagea l'île en quatre ressorts, qu'on appela *Valli* (1); en outre il détacha de ces divisions plusieurs districts fort considérables, par exemple le vaste district du stratigote de Messine (2), et nomma un beaucoup plus grand nombre de juges subalternes qu'auparavant, en les rattachant en même temps d'une manière plus étroite à la *magna curia*, à la haute cour, et en ôtant à ses membres le droit d'attirer à eux les causes des juges inférieurs sans raisons suffisantes. Il abolit aussi les nombreuses attributions de police, qui auparavant étaient attachées aux places de juges. Les quatre hautes cours du royaume devinrent ainsi une institution faible, dans laquelle l'abus de la force était impossible, et dans la suite elles disparurent tout à fait. Quant aux magistrats subalternes, pour les tenir sous un contrôle sévère, Frédérick prescrivit des relations assidues entre certains habitants et les plus hauts fonctionnaires de chaque localité.

Déjà les employés de finances avaient dû être divisés d'après des principes analogues. A la tête de l'administration des finances restait, il est vrai, le *magister segretus regni;* mais les principales villes du royaume, Palerme, Messine et Catania, plus tard même Syracuse, obtinrent pour elles et leurs districts des secrétaires spéciaux, qui ne dépendaient pas du *magister segretus*, mais

(1) Gregorio, l. c., p. 31, *prove ed annotazioni*, p. 9, not. 2.

(1) Val di Mazara, Val di Agrigento, Val di Noto, Valle di Castrogiovanni e di Demone. Le Val di Mazara comprenait tout le pays situé à l'ouest d'une ligne qui allait de Sciacca à Termini en traversant Sambuca, Giuliana, Vicari, Cacamo. Le Val di Agrigento comprenait les côtes de Sciacca à Alicata et de Termini à Rocella; le Val di Noto, le reste de la partie méridionale de l'île jusqu'à Catania; le Val di Castrogiovanni, le reste de la partie septentrionale.

(2) Et la séparation ne se borna certainement pas à ce seul district; mais elle comprit au moins encore ceux de Palerme, de Syracuse et de Catania.

probablement de la *magna curia dei conti* (1). Il est certain que si Frédérick, qui paraissait avoir pour règle fondamentale : « *Dividas, ut imperes*, » ne fonda pas ces institutions, il les laissa du moins subsister ; les petites localités avaient comme officiers de finances des *vice-segreti*, qui tous étaient soumis au *magister segretus*. Le cercle d'attributions de ces agents était encore limité par une magistrature qu'avait déjà établie Charles d'Anjou. Ce prince avait institué dans chaque localité un *magister juratus*, pour surveiller l'administration de la justice, quelle qu'elle fût, royale, noble, ou ecclésiastique. Le roi Jacques supprima ces magistrats dans tous les cantons qui n'appartenaient pas à la couronne; mais il maintint ceux des districts soumis immédiatement au roi, les chargea d'administrer les revenus royaux, et leur accorda des attributions plus étendues, de manière que là le *magister juratus* limitait de plusieurs manières l'action du *segretus*. Le roi Frédérick laissa les choses sur ce pied, jusqu'à ce qu'il supprimât presque complétement les baillis dans les villes (2), et mît à leur place les *magistri jurati*, dont il augmenta le nombre, de manière que ceux-ci devinrent une espèce de magistrats municipaux (mais toujours destinés principalement aux choses d'administration). Ce fut même un des traits de la politique de Frédérick, de changer plusieurs magistrats royaux en magistrats municipaux, comme par exemple les baillis, parce qu'il était convaincu qu'il était difficile de les maintenir et de les contrôler. Ces fonctionnaires, parmi lesquels on comptait les jurés, les notaires et d'autres officiers municipaux, étaient alors librement élus par la commune, toujours au mois d'août, et dans la maison de ville, et leurs fonctions duraient un an (1); ils ne pouvaient être réélus que trois ans après leur sortie de charge. Frédérick était persuadé, que, si les communes pouvaient être assurées de la protection royale, si elles avaient des motifs réels de plaintes, elles contrôleraient bien mieux leurs magistrats que des officiers royaux, et il ne se réserva que la nomination du premier juge de chaque localité, parce que celui-ci exerçait la justice criminelle, et que dès le règne des princes normands et des Hohenstauffen l'usage était de ne confier cette partie de la justice qu'à des juges royaux. Il n'y avait d'abord du temps des Aragonais que deux de ces juges suprêmes locaux, l'un à Messine et l'autre à Palerme; les autres villes étaient comprises sous ce rapport dans le ressort des quatre grandes cours provinciales dont nous avons déjà parlé : par la suite Syracuse et Catania en obtinrent aussi. La tendance à isoler les villes les plus importantes du royaume, à faire de chacune d'elles une grande individualité indépendante, alla si loin, que Frédérick, d'après l'exemple de Jacques, qui avait établi un tribunal d'appel à Messine, pour affranchir les habitants de porter leurs plaintes devant la *magna curia* toujours à la suite de la cour, en établit également un à Palerme en 1312.

Outre le contrôle, tel que nous le voyons exercé dans les petits ressorts et les localités, tantôt par des hommes nommés à cet effet, tantôt par les conseils municipaux, nous trouvons encore dans la suite deux grandes magistratures revêtues du droit de contrôle suprême. Le juge de la conscience royale (*giudice della regia conscienza*), était chargé d'examiner à la place du roi tous les appels des jugements de la haute cour (*magna curia*); la haute cour des comtés (*magna curia dei conti*) était chargée d'exercer la haute sur-

(1) Gregorio, l. c., *prove ed annotazioni*, p. 11, not. 11.

(2) Cependant les baillis ne furent pas complétement supprimés, et les revenus que le roi tirait des tribunaux, ainsi que les amendes de ceux qui enfreignaient les lois somptuaires et les ordonnances de police pour la nuit, restèrent dans leurs attributions.

(1) Sous la présidence d'un commissaire spécial nommé par le roi. Le roi avait même le droit de confirmer les choix faits par les villes.

veillance sur l'administration des finances.

En protégeant et encourageant les corporations des villes, en leur transportant même quelques-unes des attributions réservées jusqu'alors aux magistrats, le roi Frédérick provoqua dans l'île une vie municipale toute nouvelle. Les princes de la maison des Hohenstauffen avaient tout fait pour empêcher l'esprit républicain, le mouvement municipal, qui régnait alors dans la haute et la moyenne Italie, et leur faisait tant de mal, de pénétrer en Sicile, et lorsque les Aragonais s'emparèrent de l'île, il n'y avait point de corporations dans les villes, point d'organisation municipale proprement dite. Frédérick reconnut l'immense importance que pouvaient avoir de libres institutions municipales pour l'existence de toute la nation; et, comme il pouvait compter sur l'attachement du peuple, il ne fit point attention aux limites que la vie politique dans les villes impose toujours à la souveraine puissance; il n'y réfléchit pas, ou n'en tint aucun compte. Il est possible aussi que l'exemple de l'Aragon ait été pour quelque chose dans la faveur qu'il accorda aux institutions municipales.

A son avénement, il trouva comme autorité locale dans les villes et les campagnes de son royaume un bailli ou *bailo*, avec des assesseurs ou *giudici*, outre les jurés (*giurati*) dont nous avons parlé plus haut. Le bailli avait l'administration, la police et la basse justice; les jurés n'étaient chargés, comme on l'a déjà observé, que d'administrer certains revenus. Frédérick fit de ces fonctionnaires des magistrats municipaux, ôta plusieurs attributions aux baillis pour les donner aux jurés (1) et forma d'eux tous une espèce de conseil de ville (1). Il est probable aussi qu'il établit de meilleures institutions pour la tenue et la sûreté des archives des villes, et qu'il créa un trésorier, un maître des rôles, et d'autres officiers municipaux.

Le collége municipal, qui se composait du bailli, des juges et des jurés, devait encore en certains cas convoquer un nombre de bourgeois appelés conseillers (*consiglieri*), et notamment les plus riches marchands et les bourgeois les plus âgés de la ville (*uomini veterani mercanti cittani*). Frédérick borna d'abord le nombre de ces conseillers à douze; plus tard il fut augmenté et porté jusqu'à trente; mais en 1352 il fut ramené à douze. Par suite des règlements de Frédérick, les nobles ne pouvaient être ni magistrats ni conseillers dans les villes royales; mais on les trouve comme grands juges locaux et stratigotes (2):

(1) Gregorio, l. c., p. 60: « Prescrisse in prima, che la rendita e il patrimonio tutto alla università appartenente amministrassero con l'obbligo di curare i beni, i fondi e il danaro del comune, e col dritto di potere riacquistare qualunque rendito o fondo, che per avventura se ne fosse alienata: parimenti doveasi a quelli dar conto, e riceversene la quitanza del danaro, che al nome del pubblico erasi spezo, e poteano per la stessa cagione farne altre erogazio ni giurati, dovendone consegnare il residuo ai lor successori. » Les *giurati* avaient aussi la police des subsistances, et comme conséquence le droit de fixer le prix des denrées, ainsi que la surveillance des poids et mesures et des constructions. Il avaient sous eux une espèce d'agents de police nommés *acatapani*. Il y avait six jurés à Palerme, autant à Messine, cinq à Syracuse, et trois à Catania.

(1) Les jurés, à proprement parler, n'administraient pas la justice; aussitôt qu'il y avait un jugement à rendre dans l'exercice de leurs fonctions, ils devaient s'adresser au bailli. Depuis que celui-ci était devenu magistrat municipal, les villes s'efforçaient de lui obtenir du roi un titre républicain et plus imposant. A Palerme, le bailli porta le titre de préteur depuis 1322; à Catane, celui de patrice, et à Syracuse, celui de sénateur.

(1) Une nombreuse noblesse habitait cependant dans les villes du royaume; à Palerme, les Abbati, les Calvelli, les Filangieri, les Tagliavia, les Amato, les Cosmeri, les Mostaccio, etc.; à Messine, les Russi, les Palizzi, les Anzaloni, les Sallinpipi, les Parizi, les Lanza, etc.; à Catania, les Alagona et les Montalto; à Lentini, les comtes Garsiliato; à Noto, les Landolina; à Piazza, les Branciforti; à Girgenti, les Montaperto et les Chiaramonti; à Sciacca, les Ventimiglia,

les villes et les bourgades des baronnies et des domaines ecclésiastiques se conformèrent peu à peu à la constitution des villes royales; mais leur bailli resta toujours dans une grande dépendance du seigneur du lieu.

En excluant les nobles des magistratures municipales, le roi Frédérick avait fort habilement opposé la bourgeoisie et la noblesse l'une à l'autre dans ses villes; cependant dans plusieurs lieux, comme par exemple à Palerme, les intérêts des deux classes étaient depuis longtemps tellement unis, qu'il fallut souvent et forcément lever l'interdit qui éloignait les nobles de l'administration municipale; il fallut même plus tard exclure de toute participation aux affaires municipales tous les clients de la noblesse (les *raccommandati e affidati*, qui recevaient des nobles leur entretien ou du moins des secours). Depuis le règne de Martin, il fut impossible d'empêcher la noblesse d'exercer son influence dans les villes, et bientôt même elles furent déchirées par les factions de la bourgeoisie et de la noblesse.

Au point où le roi Frédérick favorisait les villes, il devait, s'il voulait être conséquent, tâcher d'empêcher que les barons n'agrandissent leurs domaines, et ne s'enrichissent par les régales; mais, dans les circonstances au milieu desquelles il parvint à la couronne, comme Charles d'Anjou s'efforçait d'attirer à lui la noblesse sicilienne en lui promettant une foule de fiefs, il importait, sinon qu'il le surpassât, au moins qu'il l'égalât en libéralités (1). Toutefois, avec cette prudence qu'il portait dans toutes les affaires, Frédérick sut bientôt, par une loi dans laquelle il se montrait en apparence très-favorable à la noblesse, opposer la plus forte barrière à l'accroissement excessif de son pouvoir; il permit d'aliéner les fiefs par voie de vente, donation, échange ou hypothèque, sans que le consentement royal fût nécessaire, tant que l'aliénation n'avait pas lieu en faveur de l'Église ou du clergé. Il fallait seulement, quand l'aliénation avait lieu pour de l'argent, que le dixième du prix fût donné au fisc, que le nouveau possesseur rendît ses devoirs de vassal dans le courant de l'année, et qu'il se soumît à toutes les obligations de son prédécesseur.

Frédérick détermina avec beaucoup de précision la nature et l'étendue des services féodaux, en se conformant en général aux anciennes coutumes. Le vassal n'était pas tenu de servir à ses frais hors du royaume pendant plus de trois mois; si le roi voulait tenir l'armée en campagne plus longtemps, il devait fournir une solde et pourvoir à l'entretien. Seulement, dans des cas particuliers, il était permis aux vassaux de se faire remplacer, ou de payer une certaine somme pour s'exempter (1): et, afin de pouvoir déterminer équitablement les services, le prix de l'exemption, ainsi que les autres charges, le roi prescrivit de faire une nouvelle liste des fiefs (2).

Frédérick eut une lutte continuelle à soutenir avec les nobles pour les intérêts tout à fait subordonnés de la vie: ainsi, par exemple, ils exigeaient que les produits de leurs biens fussent vendus les premiers sur le mar-

---

et d'autres ailleurs, sans compter les membres de la petite noblesse, les simples chevaliers.

(1) Gregorio, l. c.: « Egli è certo, che apparisce in quel tempo ingrandito lo stato feudale e moltiplicate le baronie e danno a vedersi baroni e conti padroni di amplissime e popolose signorie. » Francesco di Ventimiglia, comte de Gerace, était souverain de Pollina, Castelbuono, Golisano, Grattieri, S.-Angelo, Malvicino, Tusa, Caronia, Castellucio, S.-Marco, delle due Petralie, Gangi, Sperlinga, Pettineo, Bilici, Fisauli et della Gristia. Matteo dei Palizzi possédait Noara, Tripi, Militello, Caronia et Palizzi ou Saponara; son neveu Francesco avait Capizzi, Cerami, S.-Pietro sopra Patti, Bavoso, S.-Andrea et Monasteri; et les autres barons possédaient un nombre de domaines proportionné.

(1) Cependant les rois n'exigeaient quelquefois expressément de leurs vassaux qu'une somme d'argent comme prix d'exemption (*addoamento*), et avec cet argent ils trouvaient eux-mêmes des hommes, et pourvoyaient aux frais de la guerre.

(2) Gregorio, l. c., p. 108: « Ordinò adunque

ché, et que les vendeurs non nobles n'eussent droit d'exposer leurs denrées, sinon après qu'eux-mêmes avaient trouvé un débit complet; en outre beaucoup de nobles avaient introduit une mesure particulière dans leurs domaines, et ils prétendaient que leurs vassaux payassent d'après cette mesure; d'autres exigeaient de leurs vassaux des redevances tout à fait nouvelles. Il fallut combattre ces abus par des lois et des institutions. C'était surtout dans l'administration de la justice que les abus se produisirent, sitôt qu'elle fut abandonnée aux nobles (1).

Dans les positions critiques où se trouva souvent Frédérick malgré ses grands talents, et surtout dans les extrémités où furent réduits les autres rois aragonais, la soumission de quelques provinces et de quelques seigneurs ne suffisait pas; il fallait obtenir d'une manière positive l'appui et l'assentiment de toute la nation, d'autant plus que la diminution des impôts par le roi Jacques, des exemptions d'impôts directs et indirects accordées à certaines villes et à beaucoup d'individus par presque tous les rois, avaient occasionné un grand déficit dans les revenus antérieurs de la Sicile, tandis que les circonstances obligeaient de faire des libéralités envers les grands, et que la paye des soldats et les frais de la guerre contre les Angevins et leurs alliés rendaient l'argent plus nécessaire que jamais. Mais l'organe par lequel on pouvait gagner, et par lequel on gagna en effet le généreux concours de la nation, fut celui des parlements de l'île. Pour exiger du peuple des contributions extraordinaires comme une dette sacrée envers la patrie, il était nécessaire qu'il connût par ses mandataires les besoins du pays. Un corps tel que les états du royaume, les *corti generali*, n'était pas moins nécessaire pour diriger les affaires en cas de vacance du trône, faire nommer un vice-roi, et reconnaître le nouveau roi lui-même.

Tant que les princes normands régnèrent sur la Sicile, les parlements ne furent composés que de prélats et de barons. Frédérick II fut le premier qui donna aux villes le droit de se faire représenter à l'assemblée nationale par des députés (1). Les rois aragonais ne convoquèrent pas un seul parlement auquel n'aient assisté les syndics des villes (*sindaci*), de manière que sous Frédérick d'Aragon les trois ordres avaient leurs attributions déterminées (2). Naturellement il n'y

---

il re aragonese una nuova descrizione non che di tutti i feudi, ma di coloro che possedeanli e ne volle ancora notata l'annual rendita. »

(1) Les membres apanagés de la famille royale exerçaient même la justice criminelle dans leurs domaines. Blasco di Alagona obtint aussi le même privilége à Naso, lorsque Frédérick en 1237, lui fit don du château et du territoire, et son exemple excita les autres à le réclamer aussi. Bien qu'en général Frédérick tînt à ce principe, que la justice criminelle était une prérogative royale qu'on ne devait point accorder à la noblesse sur ses domaines, on voit cependant les Chiaramonti la posséder dans les comtés de Raguse et de Modica, les Montecateni dans le comté d'Agorta, et d'autres. On trouve encore dans la suite de bien plus fréquents exemples de ce genre.

(1) Voyez plus haut, part. 11.

(2) Voici une lettre de convocation des députés de Syracuse à une assemblée qui eut lieu sous le règne de Frédérick d'Aragon (Gregorio, l. c., *prove ed annotazioni*, p. 54, n. 61) : « Fridericus Dei gratia Rex Siciliæ bajulo, judicibus, juratis et universis hominibus civitatis Syracusarum, fidelibus suis, gratiam suam et bonam voluntatem. Quia pro tranquillo et quieto statu fidelium nostrorum insulæ nostræ Siciliæ, circum quem curas et sollicitudines nostras benigne convertimus totisque conatibus adhibemus; generale colloquium in die proximi futuri festi Epiphaniæ Domini apud Heracleam celebrari providimus, in quo sindicos civitatum, terrarum et locorum famosiorum Siciliæ volumus esse præsentes, fidelitati vestræ mandamus, quatenus statim receptis præsentibus de melioribus et sufficientibus vestrorum sindicos duos idoneos utique ac fideles nostros unanimiter et concorditer eligatis et approbetis, ac electos et approbatos, omnium vestrum auctoritate suffol-

avait que les villes et les bourgades immédiatement soumises au roi qui envoyaient des députés au parlement, celles qui appartenaient à un baron ou à un prélat étant déjà représentées par leur seigneur.

Sous les rois aragonais postérieurs, notamment sous Martin et Alphonse, on remarque dans l'assemblée et les délibérations des états certaines formes empruntées aux cortès d'Aragon, et qui depuis restèrent toujours propres aux parlements de Sicile; il est probable qu'on les essaya déjà sous les premiers souverains aragonais, mais qu'elles ne furent pas encore complétement établies. Les trois ordres reçurent en Sicile comme en Aragon le nom de *bracci*, et tout porte à croire qu'ils délibéraient, alors comme dans la suite, chacun à part. Le roi faisait l'ouverture de l'assemblée par un discours adressé aux trois ordres; les prélats et les barons prenaient place de chaque côté du trône; les syndics des communes s'asseyaient en face du roi, qui portait alors les insignes de sa dignité.

Le clergé, dont nous n'avons pas encore parlé comme d'un ordre séparé, occupait, depuis l'époque du comte Roger de Sicile, une position particulière et fort différente de celle qu'il avait dans les autres pays. Le pape Urbain II avait revêtu Roger de tous les pouvoirs d'un légat du saint-siége, de manière qu'il pouvait, ainsi que les magistrats nommés par lui, décider dans toutes les affaires, qui autrefois (sous la forme d'appel à la cour papale) étaient portées devant les légats. Ces pleins pouvoirs restèrent aux successeurs de Roger pour tout ce qui concernait la Sicile, et dans les traités de paix on les confirma toujours comme la prérogative particulière de la monarchie et de l'Église de Sicile (1). Dans le traité que le pape Hadrien conclut en 1156 avec Guillaume, ces prérogatives ecclésiastiques des souverains de Calabre et de Sicile furent restreintes en partie à cette île (2). D'un autre côté le droit du monarque de ne pas admettre les prélats élus par les chapitres, mais qui étaient ses ennemis ou avaient commis une trahison envers sa personne, ou bien étaient opposés à son autorité, ce droit s'étendit aussi sur la Pouille. Tels étaient les priviléges de la Sicile jusqu'à Frédérick II, dont la mère Constance les fit confirmer par Innocent sous forme de quatre chapitres (*de electionibus, de legationibus, de appellationibus, de conciliis*). Innocent chercha plus tard à détruire les franchises de l'Église de Sicile; mais sa tentative n'eut pas de succès: les princes Hohenstauffen surent maintenir ces droits. Mais Charles étant parvenu au trône de Sicile par la grâce du pape, la position ne fut plus la même; le monarque ne put exercer son action sur l'occupation des dignités ecclésiastiques que dans un cercle très-

tos cum decreto electionis et approbationis eorum ad nos apud dictam terram Heracleæ eo tempore transmittatis, quod ibi eos simul cum aliis aliarum civitatum terrarum et locorum sindicis die festivitatis prædictæ in dicto colloquio infallibiliter habeamus. Quibus sindicis vestris competentes expensas eorum proinde de quacumque pecunia universitatis vestræ tribuatis aut tribui faciatis; et si defectu ejusdem pecuniæ nullas sibi expensas feceritis exhiberi, id nobis, mittentes ipsos ad nos ut supra, vestris litteris intimetis, ut quemadmodum iidem sindici expensas hujusmodi habeant, nostra provideat et præcipiat Celsitudo.

« Dat. Panormi, sub parvo sigillo secreto v. Decembr. XII. Indict.»

(1) Gregorio, l. c., vol. II, p. 235. « Quando papa Lucio II venne a concordia col re Ruggieri nel 1144 a maggiormente stabilire ciò, che era stato conceduto da Urbano, gli accordò l'anello, i sandali, lo scettro, la mitra e la dalmatica, e che non potesse inviar nel reame per legato se non colui, che Ruggieri volesse. » Cet insigne de dignité ecclésiastique était porté par le roi de Sicile comme un ornement particulier.

(2) Gregorio, l. c., p. 236: « Per la Sicilia fu stabilito che se il papa ne chiamasse qualche persona ecclesiastica, potesse il re Guglielmo e i suoi successori farla restare, e ritenere tutti coloro che stimeria dover ritenere, e intorno alle appellazioni e al potere mandar legati in Sicilia, fu convenuto che sarebbero permessi a sola petizione del re e dei suoi eredi. »

resserré. Les légats du pape retournèrent en Sicile, et les appels s'adressèrent immédiatement à la cour pontificale; comme dans tous les autres pays de la chrétienté catholique, le clergé fut presque entièrement soustrait à la puissance temporelle, et entre autres priviléges il cessa de payer les impôts, et ne fut plus soumis aux juges subalternes. Mais aussitôt que la Sicile fut délivrée du joug des Angevins, et qu'elle se fut placée sous la maison d'Aragon, toutes ces prétentions papales n'eurent plus la moindre influence; car tant que les rois aragonais ne tinrent pas leur royaume en fief du saint-siége, ils ne songèrent à sacrifier au pape aucune de ces libertés. Lors même que le pape Boniface consentit au traité de Castronuovo (1), il ne fit aucune tentative pour y ajouter un article, qui aurait pu changer la situation du clergé dans l'île. Outre qu'il était le protecteur de tous les hérétiques italiens, des gibelins ainsi que des paterins, Frédérick voulait conserver, sans en rien retrancher, tous les droits ecclésiastiques accordés auparavant aux princes normands et à la dynastie des Hohenstauffen.

A propos de l'Église sicilienne, il faut encore mentionner une prélature qui lui est propre, le *capellano maggiore* (le grand chapelain). Cette dignité avait été fondée à Palerme dès le temps des Normands en faveur d'un ecclésiastique qui devait diriger la chapelle royale). Le diocèse de ce prélat comprenait toutes les chapelles érigées dans les palais royaux, dans les palais des membres de la famille royale, ou dans les châteaux du roi et aux environs. Beaucoup de villes militaires importantes, que les rois s'approprièrent ensuite, comme Frédérick II, par exemple, fit de S.-Lucia dans le diocèse de Patti, et les Aragonais de Calascibetta dans le diocèse de Catinia, furent enlevées à leurs évêques, et données au *capellano maggiore*, qui devint ainsi un des premiers prélats du royaume.

En retraçant ainsi la situation de la Sicile sous Frédérick d'Aragon, nous nous sommes moins arrêtés aux modifications introduites peu de temps après son avénement au trône (1), bien qu'elles formèrent la base de l'état politique sous ce roi; nous avons plutôt considéré l'action des rapports entre les états et le gouvernement pendant tout son règne.

§ II. — *Décadence de la Sicile sous les successeurs de Frédérick.*

Les principes de ruine, qui dès le temps de Frédérick se trouvaient dans la situation de la Sicile, particulièrement dans la position presque princière de plusieurs familles de la noblesse et dans l'affranchissement des villes, se développèrent moins rapidement qu'on n'aurait pu s'y attendre d'après la faiblesse de caractère de son successeur. Bien que les factions des Palizzi et des Ventimiglia eussent excité beaucoup de troubles, le grand chancelier Damiano de' Palizzi, par cela même que dans un poste aussi élevé il possédait la faveur du roi, maintint le royaume dans un ordre passable. Il n'y avait que les familles les plus puissantes qui se livraient de plus en plus aux violences, sûres qu'elles étaient de l'impunité, parce qu'elles possédaient les premières magistratures de l'État; on les vit surtout agir ainsi après que le duc de Randazzo fut devenu régent pendant la minorité du roi (2). Déjà dans ses dernières années Frédérick avait attaché une sorte d'hérédité à certaines charges élevées, pour enchaîner à son parti quelques familles (3). L'hérédité de ces char-

(1) Voy. plus haut, liv. IX, chap. II, § I, p. 645, traité du 19 août 1302.

(1) Voy. plus haut, liv. IX, chap. II, § I, p. 639.

(2) Voy. liv. IX, chap. II, § II, p. 661.

(3) Gregorio, l. c., p. 163 : « Questa non buona usanza cominciò sin dai tempi del re Federico: avendo egli conceduto a vita l'ufficio di gran

ges, ou du moins la coutume de les donner à des membres de la même famille, se fortifia de plus en plus, comme cela pouvait se prévoir; c'est là un but auquel la noblesse de cour a tendu dans tous les temps et dans tous les pays. Des places mêmes comme celle du justicier de Palerme, dont le titulaire devait changer tous les ans, restèrent toujours occupées par la même personne; elles devinrent même de temps à autre héréditaires (1). Cette consolidation des familles nobles dans certaines charges influa aussi sur la classe bourgeoise; dès lors on vit dans ces familles des points d'appui plus sûrs; on put compter que les services rendus sous le père seraient récompensés par le fils quand il lui succéderait, et l'on s'accoutuma à considérer dans ses actes l'intérêt de son chef plutôt que l'intérêt de l'État. C'étaient de nouveaux clients que la noblesse se créait, outre ceux qu'elle possédait déjà parmi les bourgeois des villes sous le nom de *raccommandati*. Tout tendait ainsi à la division, chaque famille puissante devenait un centre particulier, et aussitôt après la mort du duc de Randazzo (2) l'esprit de faction s'empara de toute la Sicile, et gagna même les classes bourgeoises. Nous avons déjà exposé dans le livre précédent les résultats de cette lutte intestine. Le roi Luigi, qui mourut en 1355, ne put jamais en venir à un système de gouvernement énergique; son frère et successeur Federigo porta de son vivant un surnom qui le caractérise suffisamment. On l'appelait Federigo le Simple; sous de tels rois les troubles ne pouvaient que s'accroître. Il n'y eut presque plus de gouvernement central, lorsque, après la mort de Federigo, Artalo d'Alagona, qui était lui-même un chef de parti, devint régent pour la fille mineure de Federigo, et conçut le projet de la marier à un membre de la famille des Visconti de Milan. Après que Moncada eut livré l'héritière du royaume aux

camerario al conte di Geraci, gli accordò parimenti, nel 1336, che dopo la sua morte gli succedesse in quella carica il suo primogenito, anzi gli diè facoltà, che ei vivente vel potesse sostituire.» La famille Doria, dont un des membres avait été grand amiral sous Frédérick, donna encore deux grands amiraux au royaume, Rafaello et Ottobuono.

(1) Giovanni de' Chiaramonti, comte de Caccamo (d'une autre branche que le comte de Modica, du même nom), qui jouissait de l'estime de Frédérick V, (part. IV, p. 637) exerça longtemps sous le règne de Frédérick la place de justicier de Palerme. Le roi Pietro lui donna en 1337 le pouvoir de se faire remplacer en son absence par son fils Manfredi, et à sa mort, en 1339, celui-ci lui succéda et conserva sa charge jusqu'à l'époque de la régence du duc de Randazzo, pendant laquelle il exerça une telle influence dans la ville, que tout se faisait selon ses vues.

(2) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § I. Les Chiaramonti, qui formaient le véritable point d'appui d'une des factions nobles, avaient été jusqu'à 1342 partagés en deux lignes, celle des Modica et celle des Caccamo; la première possédait les seigneuries de Modica, Raguse, Scioli et Chiaramonte dans le Val di Noto; la seconde possédait Caccamo, Misilmeri, Pettorano, S.-Giovanni et Burgifilaci dans le Val di Mazarra, et Realmuto, Siculiana et Favara dans le Val di Agrigento. Toutes ces seigneuries passèrent par héritage, en 1342, à Manfredi, comte de Caccamo, justicier et capitaine royal de Palerme, grand sénéchal du royaume. Son frère Jacopo était gouverneur de Nicosia; son frère Federigo, de Girgenti; son frère Arigo avait une charge élevée dans l'administration des finances; un bâtard de la maison Chiaramonti, qui s'appelait aussi Manfredi, et avait épousé une comtesse de Garsiliato, était gouverneur de Leontini et de Syracuse. D'un autre côté Velasco d'Alagona, comte de Mistretta, possédait les seigneuries et les biens de Mistretta, Pettineo, Raitano et Sparto, en outre Butera, Naro, Delia et Naso; il était grand justicier; à lui se rattachaient Ramondo Peralta, comte de Calatabellota; Guglielmo Moncada, comte d'Agosta; Arrigo Russo, comte d'Aidone. Ce parti qu'on appelait catalan, et qui ne comptait parmi ses chefs que le comte d'Aidone et quelques autres d'origine sicilienne, se soutenait principalement par des mercenaires étrangers; le peuple se ralliait plus volontiers aux Chiaramonti. Les noms siciliens des deux factions étaient *la parzialità latina*, ou *italiana*, et *la parzialità catalana*.

Aragonais, les deux plus puissantes familles de l'île, les Chiaramonti et les Alagona, en furent réellement les souverains. Manfredo de' Chiaramonti, et après lui son fils Andrea, avaient, outre leurs seigneuries et leurs charges, Palerme et tout le Val di Mazzara à leur discrétion. Presque tout le Val di Noto et une partie du Val di Castrogiovanni obéissaient aux Alagona, notamment Messine, Milazzo, Syracuse, Noto, Lentini, Mineo, Sciacca, Castrogiovanni, Catania, Taormina et Randazzo. Les villes, par suite des relations de leurs bourgeois avec la noblesse, se trouvèrent tellement entraînées dans la lutte, que de leurs libres institutions on ne vit point surgir une puissance qui pût ramener la noblesse à l'ordre ; au contraire les villes semblaient être partout dépendantes de la noblesse, et unies d'intérêts avec elle. L'influence du clergé était tout à fait nulle (1), parce que les prélats les plus importants se trouvaient aussi complétement mêlés aux intérêts de parti. Les tétrarchies siciliennes (2) parurent enfin vouloir fixer légalement l'état du pays tel qu'il s'était formé au milieu des troubles, lorsqu'en 1399 Martin prit possession du royaume, et tout revint peu à peu à la forme monarchique.

Avant l'avénement de Martin, il était arrivé que les grands s'étaient approprié les revenus royaux, avaient traité les villes royales comme celles dont ils étaient seigneurs, et fait frapper des monnaies en leur nom dans les districts où ils avaient du crédit (3). Ils exerçaient enfin le droit de guerre, comme s'ils l'avaient reçu de la grâce de Dieu, et traitaient avec les gouvernements étrangers en princes indépendants. Plus d'une fois même ils conférèrent entre eux sur le partage des droits et des possessions qu'ils avaient enlevés à la couronne. Le roi Federigo le Simple confirma et publia un traité de ce genre conclu en octobre 1362, dans lequel les prétentions des Ventimiglia et des Chiaramonti allaient jusqu'à exiger le droit de nommer deux assesseurs de la *magna curia* (1); et ce ne fut pas là le moins grave des actes par lesquels il abdiqua son pouvoir et trahit son incroyable faiblesse. Lorsque après son couronnement à Palerme (11 septembre 1374) il entreprit de faire revivre les droits de la couronne, la tâche se trouva bientôt au-dessus de ses forces. L'organisation si bien ordonnée des Normands et des Hohenstauffen fut détruite sans retour.

L'action des justiciers était presque partout entravée ou usurpée, parce que pendant les troubles civils les nobles nommés gouverneurs militaires, commandants, ou capitaines, exerçaient en cette qualité la justice criminelle ; et ce que l'on accordait ainsi à quelques-uns comme représentants de la royauté *(capitani a guerra con la cognizione delle cause criminali)*, les autres barons se l'attribuèrent dans leurs seigneuries comme une prérogative qui y était inhérente (2). La dernière fois que l'on nomme un des quatre grands justiciers de la Sicile, c'est en l'an 1374, où Ruggieri Spatafora, baron della Roccella, obtint au prix

(1) Gregorio, l. c., vol. v, p. 17 sq.

(2) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § 3.

(3) C'est ce que fit Jacopo de' Chiaramonti à Nicosia dès le temps même du roi Luigi, en l'an 1354.

(1) Gregorio, vol. v, p. 25 : « Acciochè fosse provveduto agl'interessi del lor partito, essendo gli altri due giudici dipendenti certamente dalla fazione contraria.

(2) Les appels à la haute cour (*magna curia*) cessèrent presque entièrement, en partie parce que chaque seigneur usurpait l'exercice de la justice, en partie parce que ces capitaines étaient revêtus d'une puissance si étendue, que les appels ne pouvaient avoir lieu. Gregorio, l. c., p. 41. — A cette époque la justice criminelle était même quelquefois légalement accordée à la noblesse sur ses terres ; par exemple le comte Federigo de' Chiaramonti l'avait obtenue pour sa vie durant sur le comté de Modica. Quelquefois les barons réglaient les degrés de juridiction sur leurs domaines, comme s'ils étaient eux-mêmes rois, et se faisaient juges des appels. Gregorio, l. c., p. 45, 46.

de quatre cents onces d'or le justiciariat du Val di Castrogiovanni. Lorsque dans la suite le roi Martin essaya de rétablir les charges de grands justiciers, elles n'étaient plus rien en comparaison de ce qu'elles avaient été ; ce n'était plus qu'un vain titre. A la vérité les municipalités avaient conservé leurs formes ; mais, comme les nominations aux magistratures dépendaient du parti noble qui dominait, elles étaient aussi tout à fait entre les mains des barons. Le roi Martin ne trouva presque plus aucune trace de ces anciennes formes électorales, telles que Frédérick les avait établies. Les villes qui se déclaraient pour les factions opposées au roi chassaient souvent le capitaine royal, et mettaient à sa place un baron du parti qu'elles favorisaient. C'est ainsi que les villes royales se changèrent peu à peu en seigneuries, et devinrent propriétés de la noblesse sous le nom de *rettorie*. Toute la Sicile se divisa bientôt en baronnies. Mais, de même que les barons avaient usurpé l'exercice de la justice, ils usurpèrent aussi le droit de lever les impôts. Ils exigeaient des contributions de plusieurs sortes, et cela d'une manière si violente, qu'ils excitèrent quelquefois les insurrections de leurs vassaux (1). Ce n'était pas seulement sur les hommes de leurs terres, mais encore sur les habitants des domaines royaux, où les barons s'étaient approprié la souveraine puissance, que pesait l'oppression la plus arbitraire (2).

Pour maintenir cet état de choses, lorsque le prince Martin d'Aragon se prépara à faire valoir ses droits par la force des armes (3), tous les grands de l'île, tout divisés qu'ils fussent par les factions, se rassemblèrent à Castronuovo le 10 juillet 1391, conclurent une association, jurèrent d'y être fidèles, et déclarèrent nuls tous traités et toutes négociations, que chacun d'eux pouvait avoir déjà entamés avec Martin ; protestant que Maria était leur reine légitime, mais qu'elle était illégalement mariée à Martin, et que le mariage était nul, parce qu'il avait été autorisé par un pape schismatique ; qu'il fallait considérer Maria comme privée de sa liberté, tant qu'elle se trouverait entre les mains des Aragonais ; que, pour ne pas mettre la religion en danger, il fallait s'opposer à Martin, qui était attaché à un faux pape. L'établissement des tétrarchies fait par le pape, et dont il a été parlé dans le livre précédent, suivit à peu d'intervalle la conclusion de cette ligue. Toutefois il n'empêcha pas un grand nombre de nobles d'entretenir des négociations continuelles avec le roi Martin, et lorsque son fils arriva le 22 mars 1392 à l'île de Favignana, et bientôt après à Trapani, il fut reçu sans obstacle dans la ville, qui fut son premier point d'appui pour conquérir l'île entière. Nous avons déjà précédemment raconté les principaux faits de l'histoire de Martin jusqu'à 1399 (1).

Ce qu'il y eut de plus important sous le règne de Martin, ce furent les deux parlements qu'il convoqua. Le premier s'assembla à Catania l'an 1396, à une époque où la résistance de la faction hostile au roi était déjà en grande partie vaincue ; le second, à Syracuse, en octobre 1398, et celui-là rétablit véritablement l'état de paix. Dans le premier, Martin se présenta comme législateur en vertu de son autorité royale ; en présence des prélats, des barons et des députés des villes, il promulgua douze *constitutions*, par lesquelles il espérait reconquérir à la couronne les prérogatives qui lui appartenaient réellement. Il confirma le droit public tel qu'il existait sous Frédérick d'Aragon, et réclama les régales usurpées dans l'intervalle par les différents états du royaume (car les prélats et les villes se les étaient aussi appropriées autant que possible). Il ordonna que les magistratures seraient rétablies comme

(1) Gregorio, l. c., p. 49.

(2) Gregorio, p. 51 : « Non solo i baroni vi (dans les localités royales) usurparono i proventi tutti spettanti al fisco e delle gabelle e delle tratte e delle segrezie, ma opprimevano ancora il popolo con ogni maniera di angarie e di monopoli. »

(3) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § 3.

(1) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § 3.

du temps de Frédérick, que les ecclésiastiques seraient protégés contre les prétentions des magistrats temporels, et que l'on réglerait le cours des monnaies royales.

Les trois constitutions suivantes avaient pour but de remettre l'administration municipale sur le pied où elle était du temps de Frédérick d'Aragon, et notamment de rendre de nouveau annuelles les charges du stratiko de Messine et du préteur de Palerme (1). Mais ces constitutions prescrivaient presque toutes des choses qu'il était impossible de rétablir, en partie parce qu'elles n'avaient plus d'objet, en partie parce qu'on ne pouvait revenir à l'état antérieur du pays. On reconnut promptement qu'elles ne pouvaient amener une situation sur la durée de laquelle il fût permis de compter. On convoqua donc, dans des vues un peu différentes, un second parlement à Syracuse.

Tous les barons et les prélats assistèrent à celui-ci en personne ou par députés, et toutes les villes royales y envoyèrent des syndics. Dès l'ouverture on posa d'une manière plus claire qu'à Catania les conditions du problème à résoudre. Le roi fit établir un conseil de douze hommes, dont six étaient pris parmi ses conseillers, trois Catalans et trois Siciliens, tandis que les six autres étaient choisis par les villes. Ce conseil, pendant toute la durée de la session, le dirigea dans ses jugements sur toutes les propositions qui lui étaient faites. Les prélats et les barons furent tout à fait relégués sur le second plan.

Le premier pas vers l'amélioration fut la résolution de réclamer tous les domaines et les revenus royaux de ceux qui les avaient usurpés. Mais, comme on reconnut que par suite des changements opérés dans l'intervalle, par suite des confiscations d'un côté et des gratifications de l'autre, il serait peut-être impossible de préciser quelle était autrefois l'étendue du domaine de la couronne, surtout en raison de la mauvaise tenue des registres, on se borna à rechercher l'état du domaine tel qu'il avait été sous le roi Federigo (1). On fit donc une liste de toutes les villes et de tous les villages qui avaient appartenu d'une manière notoire au domaine, et les barons et les prélats, qui en avaient pris possession, furent refoulés sur leurs propres terres. Il fut décidé qu'à l'avenir le roi n'aurait plus le droit de donner, soit en fief, soit en propre, aucune portion du domaine, à moins d'avoir l'assentiment des trois états du parlement. Relativement aux autres revenus royaux, qui se composaient des contributions publiques, le parlement procéda plus rigoureusement, bien qu'ici les derniers rois ne se fussent pas montrés moins prodigues ou moins dissipateurs; on annula toutes les gratifications ou toutes les aliénations faites, et l'on ordonna que de tous les revenus royaux ainsi rétablis, la liste civile recevrait chaque année douze mille florins d'or, que quinze mille florins seraient consacrés à l'entretien des forteresses et châteaux royaux, et quarante-trois mille à l'entretien de l'armée (2). Lorsqu'on eut ainsi obtenu un aperçu des besoins du trésor, on fixa le budget de l'année courante, et l'on chargea le conseil des douze de veiller à l'exécution de toutes ces lois.

---

(1) C'était le nom que portait encore à Palerme l'ancien magistrat de l'empire d'Orient. Sous la domination aragonaise, c'était le juge souverain, ou si la dénomination s'était conservée, le justicier de la ville, qui rendait aussi la justice criminelle. A Palerme, par une faveur particulière, le justicier obtint le titre de préteur, qui rappelle les podestats des villes italiennes, qui portaient aussi quelquefois le titre de préteurs. A Syracuse, il s'appelait sénateur; à Catania, *patrizio*.

(1) « Attenesi solo ad investigare qual fosse l'ultimo e il notorio stato del demanio : limitò ancora le sue cure alle sole città, terre abitate e castelli : ed alla sollecitudine del fisco ed all' esame dei tribunali ordinarj lasciò la conoscenza e il giudizio sopra le tenute semplici e terre piane e disabitate. » Gregorio, l. c., p. 114.

(2) « Nelle somme restanti potessero a disposizione dei maestri razionali concorrere tutti coloro, che ne avean ricevute assegnazioni e pensioni. »

Cela fait, on s'occupa de pourvoir à la défense du royaume; on désigna les points qui seraient désormais considérés comme forteresses et châteaux forts, on nomma leurs castellans ou vice-castellans, et l'on détermina la force de leur garnison, et la somme nécessaire à leur entretien. On passa ensuite au reste de la force armée; on dressa une matricule des fiefs indiquant l'étendue du service militaire auquel était obligé chacun des barons et des autres vassaux. On résolut aussi de pourvoir à l'entretien d'une petite armée permanente; elle se composait de trois cents *bacinetti* ou *barbute* (lances avec deux écuyers), dont cent devaient être Siciliens et deux cents étrangers. La totalité des possesseurs de fiefs du royaume devait obtenir cinquante de ces *bacinetti*.

Enfin on résolut de rétablir la hiérarchie des fonctionnaires et les municipalités avec les mêmes émoluments que sous le roi Frédérick l'Aragonais. Les Siciliens seuls devaient être admissibles à ces emplois civils.

Après ces règlements, les villes exprimèrent leurs plaintes sur l'administration de la justice, sur tout le gouvernement en général, et sur plusieurs abus en particulier, notamment sur l'institution d'une cour pour les emplois de laquelle les Catalans avaient toujours la préférence. Le roi ne répondit qu'à l'invitation de se faire promptement couronner, qui accompagnait ces plaintes, et passa tout le reste sous silence. Comme les syndics ne se contentaient pas de cela, et demandaient en outre la création d'un conseil d'État secret, dans lequel les états du royaume auraient le droit d'occuper la moitié des places, et d'autres choses encore, le roi repoussa nettement toutes leurs demandes, fit la clôture du parlement, et n'en convoqua plus un seul pendant tout le reste de son règne.

Ce parlement produisit sans doute beaucoup d'améliorations; mais parmi ses résolutions les unes ne furent exécutées qu'avec beaucoup de lenteur, les autres ne paraissent pas l'avoir jamais été. Car une nouvelle série de désordres commença lorsque le roi Martin de Sicile mourut en mai 1409, et qu'en mai 1410 son père le roi Martin d'Aragon le suivit au tombeau (1), sans avoir fait aucune disposition pour l'héritage de la Sicile.

La première mesure des états de Sicile après qu'ils eurent reçu la nouvelle de la mort du roi d'Aragon, fut de convoquer un parlement à Taormina pour juillet 1410. Outre la reine Bianca, la plus grande partie des prélats, des barons, et les syndics de plusieurs villes y assistèrent. Mais le grand justicier du royaume, Caprera, n'y parut pas, sous prétexte qu'il était obligé de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité sur d'autres points du royaume. Le parlement décida qu'après la mort de son mari la reine déposerait la régence, et qu'on nommerait un conseil supérieur de gouvernement, composé de deux barons, d'un prélat et de six députés de Messine, de deux de Palerme et d'un de chacune des autres villes qui avaient envoyé un syndic au parlement; que si les villes non représentées, Catania, Syracuse, Girgenti et Trapani voulaient se joindre à cette association, leurs députés auraient place dans le conseil d'État; que Catania y en enverrait deux, et chacune des autres villes un. Antonio Moncada fut placé à la tête de l'armée.

Les prétentions que les députés de Messine affectèrent dans ce parlement mécontentèrent toutes les autres villes, surtout celles dont les députés n'y avaient pas assisté, et même Palerme. Caprera mit à profit cette irritation; les plus puissants barons n'étaient pas satisfaits non plus; il se plaça à leur tête, attira les villes dissidentes dans son parti, et prétendit que, comme la régence de Bianca était à son terme, il était en qualité de grand justicier administrateur naturel du royaume; que lui seul représentait la puissance légitime de la dynastie aragonaise. La conséquence de cette conduite fut que le parti opposé se rattacha plus étroitement à la reine Bianca, et s'efforça de la maintenir à la tête du gouvernement, ce qui amena de

(1) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § 3.

nouvelles luttes et des désordres de toute espèce. Pendant quelque temps tout parut dépendre du choix que ferait Bianca(1). Cette situation dura jusqu'à ce que les Messiniens, irrités contre les autres Siciliens, de ce qu'ils n'avaient pas adhéré aux résolutions du parlement de Taormina, reçussent un légat du pape Jean, qui déclara que, comme les rois aragonais n'avaient jamais payé le tribut féodal au pape, l'île se trouvait confisquée au profit du saint-siége. Messine promit foi et obéissance au pape dans la personne de son représentant; autant en firent les bourgs de son territoire et le fort de Milazzo, et le légat rassembla des troupes pour soutenir la lutte contre les Aragonais avec le secours de ceux de Messine.

Le danger rapprocha les deux autres partis, qui firent un traité à Solanto, en janvier 1412 (2); mais comme les conditions du traité étaient onéreuses pour la reine, elles furent bientôt violées, et Giovanni Ventimiglia, qui s'intitulait généralissime de la reine, s'empara de Cefalus par la force des armes. Dès le mois de mai les deux partis avaient recommencé la guerre, et ils la continuaient encore, lorsqu'en décembre 1412 des ambassadeurs de Ferdinand de Castille, qui venait d'hériter de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence, arrivèrent à Trapani, et apportèrent à Bianca des pleins pouvoirs de garder le gouvernement en son nom. Ferdinand fut aussitôt reconnu dans toute l'île pour roi légitime; seulement l'année suivante les Siciliens s'efforcèrent, quoique vainement, d'engager Ferdinand lui-même à leur donner de nouveau un roi particulier.

Pendant tout l'interrègne, c'est-à-dire depuis le mois de mai 1410 jusqu'en décembre 1412, Sicile la fut en proie à des désordres comme on en avait vu avant l'arrivée de Martin, et tout ce qu'avait fait le parlement de Syracuse fut presque complétement détruit. Toutefois il fut facile de rétablir l'ordre qui avait subsisté jusqu'à l'été de 1410, et l'arrivée des envoyés de Ferdinand produisit un très-bon effet sous tous les rapports. Tous les fonctionnaires recouvrèrent leur autorité et les lieutenants du roi exercèrent un pouvoir illimité. Ils rendaient des ordonnances de police qui avaient presque force de lois, sans jamais rencontrer une entrave; cependant ils ne purent jamais briser le pouvoir déjà trop bien affermi de l'aristocratie; les autres classes mêmes s'étaient si bien accoutumées à son existence, que le respect pour les familles puissantes constituait un des principaux éléments de l'esprit public (1).

Après la mort de Martin la Sicile devint de plus en plus province d'un royaume étranger; Ferdinand ne se rendit jamais dans l'île, et si Alphonse y vint souvent (2), il n'y fit jamais un séjour continu. Après la mort

(1) *Voy.* liv. IX, chap. 3, § 3.

(2) Gregorio, l. c., p. 190. « I principali delle due fazioni, cioè Antonio Moncada e Caloerando da Santapace da parte della regina, e in nome del maestro giustiziero (c. à. d. Caprera) il conte di Caltabillota e Arcimbaldo de Foy convennero in Solanto nel febbraro del citato anno di rimettersi ambi al parere degli ambasciatori, i quali risolsero che le città tutte e i luoghi sì del demanio che propri della regina, restassero sotto il governo del maestro giustiziero a nome di colui, che fosse dichiarato re di Sicilia e di Aragone, sino alla qual dichiarazione avessevi tregua tra le due fazioni: assegnarono alla regina 20,000 fiorini annuali, e dovea questa residere nel castello di Catania, a patto di non amettervi alcun barone, che potesse dominarla à suo grado e ritrarla dall'accordo fissato.

(1) Gregorio. l. c. p. 207. « In summa sussisteva tuttora in Sicilia lo stesso spirito di fazione, di clientele e di private protezioni che avea tanto dominato nell'anarchia. Or così fatta dipendenza della razione dai baroni rendeva ancora di necessità dipendente dai baroni il governo.

(2) Gregorio, l. c., vol. VI: « Fu (sc. Alfonso) in Palermo nel febbrajo del 1421, e passando in Messina, ne partì nel giugno dello stesso anno: vi ritornò nel 1431 e dopo la sua spedizione nell' Africa giunto in Palermo nel 1433 e nel 1435.

d'Alphonse, la Sicile avec les autres États aragonais tomba en héritage à Juan, frère d'Alphonse, comme nous l'avons déjà rapporté plus haut, pendant que le royaume de Naples qu'avait conquis Alphonse passa à son fils naturel Ferdinand. Par conséquent les Siciliens furent trompés même dans l'espoir qu'ils avaient nourri depuis qu'Alphonse résidait presque toujours à Naples, de former un royaume séparé, quoique subordonné à un État voisin, et la prière des habitants de l'île, qui demandaient à Juan de décréter, que désormais le fils aîné du roi serait toujours régent de la Sicile, ne fut pas mieux écoutée. Juan, ainsi que son fils et successeur Ferdinand, confia toujours l'administration de l'île à des gouverneurs. Seulement, depuis Charles-Quint cette administration ne fut confiée qu'à un seul dignitaire. Un changement eut également lieu quant à la durée de cette charge; auparavant le roi nommait le gouverneur pour le temps qu'il voulait, quelquefois même pour toute sa vie; depuis qu'en 1488 Ferdinand da Acugna fut revêtu de cette dignité, sa durée fut de trois ans. Afin de prévenir les désordres lors des vacances du trône, le roi Jean avait déjà décidé en 1475, que la mort d'un roi ne faisait point cesser le pouvoir de son gouverneur en Sicile; que ce pouvoir durait jusqu'à ce que le nouveau souverain lui eût nommé un remplaçant.

Après le gouverneur ou vice-roi, car il portait ce titre, venaient les chefs de la chancellerie, ou les secrétaires d'états, les magistrats de la haute cour (*magna curia*): en outre il existait pour traiter des affaires les plus graves un grand conseil, composé de tous les hauts dignitaires du royaume, des barons et des prélats les plus importants, et à ce qu'il paraît, du secrétaire, du préteur et des jurés des villes où le vice-roi résidait. Toutefois la composition de ce conseil n'était point déterminée par une loi; il paraît que le choix des personnes à convoquer dépendait principalement de la sagesse politique du vice-roi.

Le roi Alphonse prescrivit, qu'une fois par an le vice-roi visiterait les principales villes de l'île; du reste on ne fixa point le lieu de sa résidence. Si plus tard on le fit, lorsqu'on vit les suppliques adressées au roi à cet égard, ce ne fut pas du moins régulièrement, et la résidence s'établit enfin à Palerme, en dépit de tous les efforts contraires de Catane et de Messine.

La puissance des vice-rois, presque illimitée dans les ordonnances publiques de leur nomination, était fort resserrée par des instructions secrètes (1). Les unes leur donnaient le droit de nommer à toutes les charges; les autres leur ôtaient la nomination aux charges de grand justicier, de grand sénéchal, de grand chancelier, et des autres principaux fonctionnaires de l'île; elles leur interdisaient même l'installation des castellans dans les forts royaux. Dans tous les cas ils étaient tenus de demander préalablement l'avis du roi. Ils étaient de même soumis à des règles précises pour la distribution des fiefs et l'emploi de l'argent. Ce n'était que dans des circonstances critiques qu'ils pouvaient faire usage de tous les pouvoirs qui leur étaient conférés dans les ordonnances de nomination. D'un autre côté ils pouvaient exiger obéissance de tous les sujets sans exception, et demander à tous les fonctionnaires compte de leur administration. Rarement les vice-rois faisaient des pragmatiques ou des règlements qui eussent force de lois, sans prendre l'avis du grand conseil; cependant ils le pouvaient et le faisaient quelquefois. Outre tout cela la cour du vice-roi formait toujours dans le gouvernement de l'île une sorte de tribunal souverain, d'où partaient souvent des décisions fort arbitraires dans des affaires de droit public et d'administration (2). C'était également au roi seul qu'il appartenait de faire droit aux requêtes présentées par les parlements et de confirmer les ré-

(1) Gregorio, l. c., vol. VI., p. 45.

(2) Les causes judiciaires étaient presque toujours décidées hors de l'île, quand elles concernaient les fiefs.

solutions des états. Dans un état de choses où le plus haut fonctionnaire était un étranger, et se voyait toujours promptement rappelé, les rois reconnurent constamment la nécessité et l'avantage des assemblées nationales, qu'ils considéraient comme les moyens les plus propres à leur faire connaître les abus, les plaies du pays et les remèdes qu'il convenait d'y apporter (1). Les affaires publiques et particulières de la Sicile se réglaient donc par les décrets des rois, les ordonnances des vice-rois, et les résolutions des parlements confirmées par les rois. Le parlement traita encore d'égal à égal avec Alphonse, et lui promit qu'il lui ferait payer 150,000 florins en cinq ans, s'il confirmait certaines résolutions, et s'il voulait les regarder comme des conventions synallagmatiques arrêtées entre les Siciliens et lui ; il accepta, et son successeur Juan confirma aussi ces résolutions, comme conditions d'un traité fixées d'un commun accord.

Les principales charges de la Sicile, celles de grand justicier, de grand chancelier, de protonotaire, de grand sénéchal et de grand chambellan, que les titulaires faisaient autrefois remplir par des gens de basse naissance habiles dans les affaires, étaient de complètes sinécures, qui restaient souvent inoccupées pendant de longues années, et servaient à doter les membres des premières familles de l'île et de tout le royaume d'Aragon. Le grand connétable et le grand amiral restèrent plus longtemps en activité; mais, depuis Ferdinand le Catholique, ces dignités paraissent aussi n'avoir plus été que de vains titres; la capitainerie générale de l'île, qui était ordinairement confiée au vice-roi, les rendit toutes les deux inutiles. Depuis 1487, ce furent presque toujours des étrangers qui portèrent le titre de grand amiral.

(1) Gregorio, l. c., p. 49 : « Veggiamo che ogni parlamento è stato abilitato a proporre in distinti capitoli le riforme, i remedj ed altri espedienti, che si giudicassero necessarj ai bisogni e al comodo universale del regno.

CHAPITRE II.

LA SARDAIGNE.

§ Ier. *La Sardaigne depuis la conquête des Aragonais jusqu'à la mort d'Éléonore d'Arborea en 1403.*

Nous avons raconté plus haut comment le dernier point de Sardaigne qui avait tenu contre les Aragonais, Cagliari, obtint une capitulation en juin 1324 (1). Moins de deux ans après, en mai 1326, les Pisans concédèrent la possession de l'île à l'Aragon; les deux puissances conclurent la paix, échangèrent leurs prisonniers, et le roi d'Aragon entra en possession de tous les droits que les Pisans avaient jusqu'alors exercés dans l'île (2).

Les Aragonais firent tous leurs efforts pour enchaîner à eux de toutes manières les barons de l'île; on favorisa particulièrement Hugo III, prince du judicat d'Arborea, et à sa mort, en 1329, il possédait le tiers de l'île; ses fils et successeurs, Pierre III et Mariano IV, furent d'abord dans les meilleurs rapports avec leur roi, et reçurent un accueil très-distingué à la cour d'Aragon. De nouvelles possessions dans les judicats de Cagliari et de Logudoro furent ensuite accordées à Mariano par Alphonse IV (qui succéda à son père sur le trône d'Aragon en 1327). Le résultat de tous ces bienfaits fut que Mariano conçut le projet de se faire roi de l'île. Les deux riches maisons de Doria et de Malaspina s'allièrent avec lui; on en vint à une révolte contre la suzeraineté aragonaise. Les troubles et les guerres dans lesquels l'Aragon se trouvait alors impliqué, surtout sous Pedro, successeur d'Alphonse (1336), favorisèrent l'insurrection, et celle-ci prit un caractère particulièrement menaçant, lorsque les Pisans et les Génois songèrent aussi à se rétablir dans l'île (1). Enfin, lorsque Pierre eut assez bien arrangé les affaires de son royaume d'Aragon, pour pouvoir accorder plus d'attention à ses possessions extérieures, lorsque Venise vint à son secours contre Gênes (2), qui renouvelait ses prétentions sur

(1) Voy. plus haut, liv. VI, ch. 4, § 3, in fine.— Nous y avons aussi parlé des rapports de Gênes avec la Sardaigne.

(2) *Histoire de Sardaigne*, par M. Mimaut, tom. 1, p. 184, 185. Je me guiderai principalement sur cet ouvrage pour exposer l'état de la Sardaigne.

(1) Schmidt, *Geschichte Aragoniens* in Mittelalter, p. 270.

(2) Voy. liv. V, chap. II, § 5.

Sassari, et appuyait principalement les révoltés, de nouveaux et plus grands préparatifs furent faits pour ramener à l'obéissance les districts insurgés de la Sardaigne. Nous avons déjà, dans le cours de l'histoire de Venise, raconté la guerre maritime des Vénitiens et des Catalans alliés contre Gênes; la malheureuse issue de cette guerre força les Génois à se placer sous la suzeraineté de l'archevêque de Milan en septembre 1353 (1); mais elle donna à celui-ci, qui était prince d'Arborea, le plus puissant appui, de manière que les Aragonais furent presque réduits à Cagliari, Sassari, et à quelques châteaux forts. Ces points fortifiés furent assiégés par les révoltés, et dans l'été de 1354 le roi don Pedro fut obligé de passer lui-même avec une nombreuse flotte dans l'île, où il assiégea sur-le-champ Algheri (2). La ville ne se rendit qu'en décembre, et aussitôt après Pedro se rendit à Cagliari, où il accorda à la Sardaigne l'institution aragonaise des cortès, en lui faisant subir quelques modifications, et tint la première assemblée politique. Les trois états y reçurent une nouvelle constitution, et en jurèrent l'observation (15 avril 1355).

Les trois états (3) qui formèrent les cortès de Sardaigne étaient, comme dans presque toute l'Europe romano-germanique, le clergé, la noblesse et les députés des villes. Comme en Aragon, on nommait ces états *stamenti*, ou *Braccj* (*ecclesiastico*, *militare*, *reale*; on appelait le tiers-état royal, parce que les villes du roi seules envoyaient des députés, et non celles des prélats et des barons). L'évêque de Cagliari était à la tête des prélats ; tous les évêques, abbés, prieurs et gardiens des cloîtres sardes appartenaient à cet ordre, ainsi que les députés des chapitres. A la tête de la noblesse se trouvait le plus âgé des ducs ou marquis établis à Cagliari ; tous les vassaux de la couronne formaient ce *stamento*. Parmi les membres du tiers, le représentant de Cagliari avait la première voix. Lors des réunions générales, c'était un commissaire du roi qui présidait ; ces réunions n'avaient ordinairement lieu que pour l'ouverture et la clôture des sessions; la plupart du temps les états délibéraient chacun à part. On pouvait aussi convoquer seul chacun des trois états; mais cela n'est arrivé souvent que par rapport à l'ordre de la noblesse.

Les droits des cortès de Sardaigne consistaient à prendre une part déterminée à la législation, à consentir les impôts, et à faire redresser les griefs des individus et des corporations.

Ils pouvaient présenter, sous la forme de pétitions, toutes sortes de propositions et de projets, et obtenir ainsi l'initiative en fait de législation. Les résolutions des cortès étaient rédigées par sections séparées, et recevaient, comme en Sicile, le nom de chapitres. Elles étaient ensuite confirmées par le roi. Le lieu de l'assemblée était toujours Cagliari.

Peu de temps après avoir repris Algheri, Pedro conclut la paix avec Mariano, à qui l'on accorda une amnistie complète; il recouvra toutes ses possessions en Sardaigne, ainsi que celles qu'il avait auparavant en Catalogne, et en outre il obtint pour lui et les siens, pendant cinquante ans, moyennant un tribut déterminé, toutes les terres et villages que la couronne possédait dans le judicat de Gallura (1). Au printemps de 1355, Pedro parut ainsi avoir tout ramené à l'ordre et à la soumission; mais à peine songeait-il à son départ, que de nouveaux troubles éclatèrent, et l'on reconnut que Mariano n'y était pas tout à fait étranger. Aussitôt Pedro l'attaqua de nouveau en juin, et le força à implorer la paix, que le roi lui accorda d'autant plus volontiers, que Gênes et Venise venaient de conclure une trêve, et que Pedro perdait par là un de ses

(1) Voy. liv. VI, chap. IV, § 5.

(2) Schmidt, *Gesch. Aragoniens*, p. 294.

(3) Je suis ici Mimaut, qui a consacré un chapitre particulier à cette constitution. Tom. 1, p. 329 sq.

(1) Schmidt, *Gesch. Arag.*, p. 294. Mimaut, l. c., p. 350.

meilleurs alliés (1). Mariano obtint une nouvelle amnistie, et toutes ses anciennes possessions lui furent confirmées ; mais il perdit les domaines qui lui avaient été accordés dans le judicat de Gallura. Pedro ne quitta l'île qu'au mois de septembre; mais à peine les barons sardes le virent-ils occupé d'une guerre avec la Castille, qu'ils prirent de nouveau les armes contre ses officiers. Les révoltés obtinrent encore une fois l'appui de Gênes; une trêve, qui fut conclue en 1356, ne fut pas de longue durée; les hostilités continuèrent jusqu'en 1362, mais sans amener des événements décisifs. Alors s'engagèrent des négociations entre Mariano et le pape Urbain V, qui, irrité contre Pedro, à cause de l'état des affaires ecclésiastiques en Espagne, se montra assez disposé à enlever l'île à l'Aragonais, et à en donner l'investiture à Mariano. Déjà Mariano pressait étroitement Cagliari par terre, tandis que son fils Hugo la serrait par mer, et après la bataille d'Oristano, en 1368, dans laquelle les Aragonais eurent le dessous, Mariano fut presque maître de l'île entière. Il ne put néanmoins obtenir l'investiture papale, et en 1376 la mort délivra Pedro de ce dangereux et opiniâtre adversaire. A la vérité son fils Hugo IV continua la lutte contre l'Aragon avec un égal acharnement, et y fut encouragé par Louis d'Anjou, plus tard fils adoptif de Jeanne I[re] de Naples (2); mais il rebuta trop fortement tous les esprits par sa cruauté et sa brutalité, pour pouvoir les tenir plus longtemps réunis contre le souverain légitime. Le 3 mars 1382, une insurrection éclata contre lui à Oristano ; il y périt, avec sa fille Benedetta, âgée de vingt ans. Les habitants du judicat d'Arborea (c'est-à-dire du territoire d'Oristano, de la vicomté de Basso et du comté de Goceano, tous sujets de Hugo) se déclarèrent pour une constitution républicaine et envoyèrent leurs députés à une assemblée convoquée à Oristano ; les biens de Hugo furent confisqués au profit de la république, et cet État, fondé par la révolte, fut mis sous la garde de Gênes, qui accepta l'acquisition, sans rien faire pour la protéger.

Une des sœurs de Hugo, Éléonore, était mariée à Brancaleone Doria, comte de Monteleone, Marmilla et Anglona. Pleine de courage et de résolution, cette femme assembla autour d'elle le peu de partisans qui restaient à sa maison, et s'avança avec eux dans les campagnes insurgées. La renommée de son habileté et cette entreprise hardie lui gagnèrent bientôt tous les cœurs; tout se soumit à ses armes; elle fit proclamer son fils aîné Federigo successeur de Hugo, mais en se réservant la régence, parce qu'il était mineur. Elle se montra douce et juste, de sorte que l'ordre et l'empire des lois furent bientôt rétablis, ce qui venait d'autant plus à propos, que la cour aragonaise déclara alors que le judicat d'Arborea était vacant et faisait retour à la couronne. Le vice-roi fit arrêter son mari, qui s'était rendu à Cagliari avec un sauf-conduit pour négocier. Aussitôt Éléonore appela tous ses sujets aux armes, et harcela les Aragonais pendant tout l'été de 1386. Elle arracha ainsi la délivrance de son mari, et commença ensuite de nouvelles négociations, qui se terminèrent par un traité de paix, et le repos de l'île fut enfin assuré. Le roi Pedro recouvra toutes les forteresses occupées par les troupes d'Éléonore, et celle-ci s'engagea à rendre au trésor royal toutes les contributions militaires perçues hors du judicat d'Arborea; du reste elle obtint ce judicat pour elle et son fils Federigo, moyennant un tribut annuel de mille onces d'or. Les prisonniers furent rendus de part et d'autre ; il fut convenu que désormais le

(1) Voy. plus haut, liv. v, chap. II, § 6.

(2) Voy. plus haut, liv. IX, chap. 3, § 2 : « Louis était en querelle avec le roi d'Aragon, à cause des îles Baléares.» Mimaut, l. c., p. 197. Il faisait si peu de cas du traité conclu avec Hugo, qu'il répondit à une seconde ambassade que lui envoya celui-ci en août 1378 : « J'ai vu vos ambassadeurs; ils m'ont fait part de vos frivoles excuses. Je leur ai fait remettre ma réponse, et j'ai pris la précaution de faire enregistrer le tout dans ma chancellerie. » Mimaut, l. c., p. 207.

vice-roi serait toujours un Espagnol, mais que ses officiers pouvaient être Sardes (1).

Pedro mourut immédiatement après la conclusion de ce traité, le 2 janvier 1387 (2); son fils et successeur, Jean Ier, le confirma dans toutes ses parties. Il envoya comme premier vice-roi don Simon Perez de Arenoso, qui convoqua les cortès de l'île en janvier 1388, et fit du judicat d'Arborea un marquisat d'Oristano, que devaient posséder Brancaleone Doria et Éléonore, et qui après leur mort devait passer à leur fils Mariano (Federigo était mort dans l'intervalle).

Éléonore, chérie de ses sujets, estimée de ses rois (3), resta la véritable régente de son petit État. Brancaleone s'inquiétait fort peu des affaires politiques; sa femme forma le dessein de faire réunir dans un code toutes les coutumes et les règlements antérieurs, pour assurer autant que possible une justice impartiale à ses sujets; les plus habiles jurisconsultes de la Sardaigne l'assistèrent dans ce travail, et elle donna à l'île un code qui est encore en partie en vigueur, et porte le titre de *carta de Logu* (5). Il fut solennellement publié le jour de Pâques 1395.

Aucun événement remarquable n'interrompit plus la paix de la Sardaigne; jusqu'à la mort d'Éléonore en 1403, une seule année est désignée comme importante dans les annales de l'île.

§ II. *La Sardaigne jusqu'au temps de Ferdinand le Catholique.*

Avec Mariano V, fils et successeur d'Éléonore, qui lui survécut seulement quatre années, s'éteignit cette branche de la famille des juges d'Arborea. Dès lors Brancaleone Doria s'efforça de garder le marquisat pour lui-même. Mais les notables parmi les habitants élurent pour leur prince le petit-fils de la sœur aînée d'Éléonore, de Beatrice, qui avait épousé le vicomte de Narbonne-Lara, le jeune vicomte Guillaume III de Narbonne-Lara (4). Celui-ci arriva; après une courte résistance, il s'accommoda avec Brancaleone, et tous deux réunis s'opposèrent aux tentatives du vice-roi pour se saisir du marquisat; ils trouvèrent pour cela une bonne assistance auprès des Doria et des Malaspina, au nord de l'île. Déjà les Sardes se flattaient de triompher complétement de l'Aragon, lorsque Martin, roi de Sicile, arriva à Cagliari (6), et livra aux révoltés, le 26 juin 1409, dans le voisinage de San-Luri, un combat après lequel le vicomte

(1) Mimaut, l. c., p. 219.
(2) Schmidt, l. c., p. 312.
(3) Martin succéda, en 1395, à Juan Ier, son frère, et régna jusqu'en 1410. — Pendant un séjour qu'il fit à Cagliari, il fit le plus honorable accueil à Éléonore et à sa famille, et accorda plusieurs faveurs à ses sujets.

(4)

	Mariano IV.	
Hugo.	Beatrice, mariée avec Aimery de Narbonne-Lara	Eléonore — Brancaleone Doria.
Benedetta.		Federigo. Mariano V.
Guillaume II. —	Guerine de Beaufort. — Canillac.	Guillaume de Tinières.
Guillaume III.		Pierre de Tinières, seigneur d'Apchon.

(5) Voy. plus haut, liv. IV, chap. 6, § 5. Ce code devint celui de toute la Sardaigne, par suite d'un décret de 1421, et il est encore en vigueur aujourd'hui.
(6) Voyez division IV. Martin vint en Sardaigne en novembre 1408. Schmidt, *Histoire d'Aragon*, p. 320.

se retira en désordre. San-Luri, Monreale et d'autres places furent enlevées par les Aragonais, et le général de l'armée aragonaise, don Pedro de Torrelias, réussit même à pénétrer dans Oristano (1). Brancaleone et le vicomte s'enfuirent à Sassari, où les deux familles les plus influentes, les Catoni et les Pali, s'étaient déclarées pour eux. Ils auraient pu difficilement entreprendre encore quelque chose contre les troupes royales, si Martin n'était pas mort tout à coup, le 25 juillet 1409; et même après cela, Torrelias repoussa encore vaillamment toutes les attaques des insurgés. Il paraîtrait que Bracaleone mourut dans ce temps. Le vicomte chercha des secours en France, et laissa, comme son lieutenant, un certain Leonardo Cubello, qui le trahit, et, moyennant une somme considérable donnée à Torrelias, qui se trouvait dans l'embarras, acheta le marquisat le 29 mars 1410 (2). Le vicomte ne perdit pas encore courage; le vieux roi Martin d'Aragon mourut dès le 31 mai 1410, à Barcelonne, moins d'une année après son fils le roi de Sicile. Torrelias mourut aussi; le vicomte, soutenu par ses amis de France, reparut tout à coup dans l'île, et combattit avec autant de succès que de vaillance les Aragonais et Leonardo. Aussitôt que Ferdinand de Castille fut reconnu roi d'Aragon, et manifesta le désir d'avoir une entrevue personnelle avec le vicomte, celui-ci remit le commandement supérieur à son cousin, le baron de Talleyrand; lui-même se rendit en toute hâte à Lerida, et là conclut un traité par lequel il vendit au roi ses possessions sardes moyennant soixante-treize mille florins d'or (1).

Comme plus tard Guillaume ne pouvait toucher son argent, il recommença les hostilités dans l'île; mais alors Leonardo s'était fortifié, et pour la fidélité qu'il montra au roi, on le dota de si beaux territoires, qu'il se trouva aussi richement établi que l'avaient jadis été les juges d'Arborea, dans leurs temps les plus brillants. Le vicomte, sans avoir rien obtenu de plus, quitta pour jamais la Sardaigne en 1415. Lorsqu'il trouva la mort à la bataille de Verneuil en 1434, il avait institué par testament, pour son héritier, son frère utérin, Pierre de Tinières, dont le père, Guillaume de Tinières, vint aussi dans l'île pour faire valoir les droits de son fils mineur. Il ne trouva d'appui que parmi les nobles de Logudoro, qui toujours avaient combattu avec les princes d'Arborea contre l'Aragon, et put d'autant moins exécuter quelque chose, que le peuple lui était opposé, même dans les cantons d'Arborea. Deux fois déjà le successeur du roi Ferdinand dans les États aragonais, Alphonse, avait été en Sardaigne, et avait gagné la noblesse sarde (2). Après avoir, durant près de quatre ans, conduit une guerre de brigandages, contre le marquis d'Oristano et les Aragonais, Guillaume de Tinières transigea avec Alphonse, moyennant cent mille florins d'or, le 2 janvier 1428, et toucha l'argent bientôt après.

On jouit de quelque repos après que furent réglées les affaires du principal fief de l'île. A Leonardo succéda d'abord son fils aîné Antonio; puis, après la mort de celui-ci, décédé sans enfant, le puîné Salvator. Cependant Alphonse mourut en 1458, et la Sardaigne, qui était liée à l'Aragon, fut, par

(1) Mimaut, l. c., p. 230.

(2) Mimaut, l. c., p. 232. « Le contrat de vente portait que, moyennant le payement comptant de trente mille florins d'or, et l'obligation d'en payer cinq mille par an à perpétuité, Leonardo Cabullo d'Aragon serait mis immédiatement en possession de la province d'Arborea qui lui appartiendrait, à lui et à ses enfants légitimes, comme grand fief relevant de la couronne d'Aragon, et sous le titre de marquisat d'Oristano. Torrelias voulut installer lui-même ce riche et ambitieux feudataire, et le peuple qu'il avait acheté, et qui crut l'avoir élu librement, le nomma juge par acclamation. »

(1) Il n'en toucha rien que les arrhes.

(2) Ce fut justement pendant son séjour à Cagliari, en 1421, que furent tenues les cortès qui firent du code d'Éléonore la législation générale de l'île. Mimaut, l. c., p. 237.

le frère et successeur d'Alphonse, Jean, déclarée réunie à jamais à l'Aragon. Lorsqu'en 1470 Salvator mourut aussi sans postérité, le roi voulut se saisir du marquisat d'Oristano (1); mais un petit-fils de Leonardo par sa fille Benedetta se présenta comme héritier, et porta le nom de Leonardo II. Les habitants du marquisat le soutinrent par les armes; les Génois l'aidèrent aussi, et dans l'année 1475 il eut l'audace d'assiéger Cagliari; mais le général aragonais, don Niccolo Carras, le força à décamper; trois années après, en 1478, il subit une défaite décisive près de Macomier, et chercha à s'enfuir de Bosa par mer; mais l'amiral espagnol Villamarina le fit prisonnier, et l'amena en Catalogne, où il mourut captif dans le château de Xativa. A partir de sa destruction, le marquisat d'Oristano fut annexé au domaine d'Aragon, et continua à en faire partie; et, quand il n'y eut plus de point d'appui dans les plus puissants vassaux de l'île, les petits ne hasardèrent aucun soulèvement contre le gouvernement. Le règne de Ferdinand le Catholique s'écoula, pour les Sardes, dans un profond repos intérieur.

Les Pisans avaient morcelé les judicats de Cagliari et de Gallura en petis fiefs, se réservant pour eux-mêmes la ville de Cagliari. Les titres subsistèrent encore, mais sans réalité effective. Logudoro, un peu avant que les Aragonais s'emparassent de la domination de l'île, avait été partagé entre les Doria, les Malaspina et les juges d'Arborea; les Génois s'étaient saisis de Sassari.

(1) Comme marquisat, il se composait alors du canton d'Oristano, du comté de Goceano, de Marghine, du territoire de Monteferro, de la ville de Bosa et de sa banlieue. Mimaut, l. c., p. 242.

CHAPITRE III.

LA CORSE.

§ 1er. *La Corse jusqu'à l'année* 1336.

Le traité par lequel le roi Jacques d'Aragon renonça à la Sicile lui valut, outre la Sardaigne, la Corse comme fief pontifical (1); mais les forces militaires de l'Aragon furent réclamées trop fréquemment par Boniface VIII contre la Sicile, et Jacques ne put faire immédiatement aucune tentative pour s'emparer par force de la Corse; les avertissements du pape aux Génois et aux Pisans, d'abandonner pacifiquement l'île aux Aragonais (2), restèrent naturellement sans résultat. Boniface VIII mourut avant que Jacques eût rien obtenu en Corse (3).

(1) L'investiture de ces royaumes fut plus tard confirmée expressément par une bulle pontificale. Cf. Giovacchino Cambiagi, *Istoria del regno di Corsica*, tom. I, p. 208 sq. On y trouve aussi les prestations féodales pour les deux royaumes bien précisées.

(2) Cambiagi, l. c., p. 222, sq.

(3) L'histoire de l'île par l'abbé Cambiagi, n'est qu'une histoire des prétentions aragonaises, et non pas l'histoire des événements de l'île elle-même, dont très-peu nous sont connus; la partie la plus importante a déjà été rapportée dans plusieurs passages de l'histoire de Gênes.

A la tête du parti Génois (1) était alors Guglielmo de Pietraellerata; avec lui se tenaient entre autres Arrigo et Guido dalla Catena. Contre eux agissait un ancien juge pisan de la famille Cinarca (2), dont le général, Lupo d'Ornano, battit Guglielmo en 1312 près de Marmorese, mais le laissa échapper, grâce à l'offre d'un mariage avantageux avec la fille de Guglielmo, et passa même du côté des ennemis du juge. Les Génois, appelés à profiter du moment favorable, envoyèrent au secours de leur parti deux mille hommes sous un Spinola. Le juge fut pris, et mourut bientôt après dans un cachot. Du reste les Génois ne se mêlèrent en rien aux affaires intérieures de l'île, laissèrent les factions de la noblesse exercer leur fureur mutuelle dans de petits combats (3),

(1) Voyez division III.

(2) Division III. Cambiagi, l. c., p. 237.

(3) Cambiagi, l. c., p. 240. « Dopo la di lu (*du juge*) morte, i Genovesi non si travagliarono altrimenti negli affari dell' Isola, rimanendo el governo degli stati i respettivi signori e ba-

et se contentèrent de maintenir fortement Calvi et S.-Bonifazio (1).

Quoique l'île en général demeurât ainsi dans son ancien état, et que les Aragonais particulièrement n'y eussent pas mis le pied, néanmoins Jacques rendit hommage pour cette possession à chacun des papes qui se succédèrent dans ce temps, et son fils Alphonse prêta aussi le serment de vasselage pour la même cause. Mais on voit très-bien, par la teneur des brefs pontificaux d'admonition adressés de temps en temps à l'île, quelle anarchie s'étendait de plus en plus sur la Corse et comment l'on refusait les dîmes ; on ne tenait nul compte des ecclésiastiques étrangers qui voulaient régulariser l'État de l'Église ; les biens du clergé étaient abandonnés, les écoles tombées, le meurtre et la tyrannie régnaient partout.

§ III. *La Corse jusqu'à l'année* 1425.

Dans l'année 1336, un Génois nommé Ottone voulut tirer parti de l'anarchie de la Corse, et poussa avec des troupes mercenaires jusqu'à Cinarca pour s'emparer de ce fort et ensuite de l'île. Un neveu de l'ancien juge dont il a été parlé, le Giudice da Cinarca, Rinieri da Cozi, était en possession de Cinarca; mais il fut chassé par les habitants soulevés, et Ottone se mit à leur tête. Rinieri fut pris par Lupo d'Ornano, et Ottone s'unit avec l'un des nobles les plus importants de la Corse, Arrigo d'Attallà. Ainsi se forma l'un des plus puissants partis, qui assujettit l'île presque tout entière, et enfin convoqua une assemblée générale des notables à Mariana. Là toute la noblesse rendit hommage aux deux chefs ; toutefois Arrigo seul dut porter le titre de *signore di Corsica* (2). En revenant de cette assemblée, Arrigo mourut, et Ottone fut bientôt serré de si près, qu'il vendit Cinarca pour quatre cents *scudi* aux fils de Guido dalla Catena, et quitta l'île. L'ancienne anarchie continua.

Contre la tyrannie d'une infinité de petits seigneurs, Guglielmo della Rocca et Orlando Cortinco da Patrimonio cherchèrent des secours à Gênes, et en obtinrent sous la conduite de Gottifredi da Livaggio. Orlando, jaloux de l'influence de Guglielmo, organisa bientôt lui-même la résistance contre ce pouvoir soutenu des Génois, mais se remit imprudemment entre les mains de Gottifredi, et fut pendu. Aleria se rendit aux Génois ; un autre, Orlando, seigneur d'Ornano, Celavo et Cauro fut décapité ; Guglielmo Cortineo da Pietraellerata fut pris avec son fils, et envoyé à Gênes où il mourut dans les fers, et les Génois regagnèrent une grande partie de l'île. Gottifredi s'éloigna en 1340, et laissa Guglielmo della Rocca comme gouverneur. Aussitôt la noblesse corse se révolta. Guglielmincello, fils d'Arrigo d'Attallà, se mit à la tête de cette insurrection (1), mais rencontra une vigoureuse résistance dans Guglielmo et l'allié de celui-ci, Arrigo d'Istria ; et cette résistance continua même après qu'Arrigo d'Istria se rendit en Sar-

roni, riserbandosi, come prima, Calvi e Bonifazio. Così rimasta senza alcun capo principale, non andò guari che ricominciarono le fazioni. »

(1) Aux habitants de ces villes, pour les attacher fortement aux intérêts génois, l'on accorda les priviléges les plus étendus, et les podestats génois qui y furent envoyés durent, avant leur entrée en charge, jurer les statuts du lieu et les traités conclus avec Gênes. Les *anziani* des villes se tenaient à côté du podestat comme conseil politique limitant son pouvoir. Cambiagi cite un diplôme de l'année 1321, l. c., p. 242 sq.

(2) Cambiagi, l. c., p. 266.

(1) Cambiagi, l. c., p. 268.

daigne, où il trouva la mort. Guglielmo se plaça dans une situation absolument semblable à celle qu'avait occupée jadis Sinucello della Rocca (1). Il payait annuellement une somme déterminée aux Génois qui le reconnurent en qualité de juge de la Corse, à l'exception de Calvi et de Bonifazio. En dépit de tous les efforts des Corses pour secouer le joug de Guglielmo, il se maintint sans assistance ultérieure des Génois.

Cependant les hommages et les négociations des rois d'Aragon relativement à la Corse avaient continué à la cour pontificale; mais ils obtinrent seulement la remise du tribut, la concession de la taxe des biens ecclésiastiques et de leurs revenus, sans arriver à la possession réelle de l'île, malgré tous les brefs adressés par les papes de ce temps aux Génois, et qui sont conservés encore.

Bientôt après le milieu du XVe siècle parurent, à la tête d'un parti de formation nouvelle en Corse, deux jeunes hommes, Arrigo et Polo, tous deux d'Attallà, qui poussèrent si loin le déréglement religieux, qu'ils organisèrent leur parti en une sorte de corporation dans laquelle était reconnue la communauté complète des biens, des femmes et des enfants. La nouvelle secte avait commencé d'abord à Carbini; bientôt elle s'étendit sur l'île, en partie par les armes; enfin le tiers des Corses s'y rattacha (2).

Aussitôt que l'avis en parvint à la cour de Rome, l'excommunication fut lancée contre ces hérétiques, et un commissaire pontifical, appuyé par les Corses orthodoxes, poursuivit les ennemis de l'Église, qui concentrèrent alors leurs forces dans Alessani; mais ils furent bientôt battus et ramenés en masse à la foi, ou extirpés.

Vers cette époque Guglielmo rechercha un accommodement avec le roi d'Aragon pour s'affranchir de ses rapports avec Gênes. Son fils Arrigo avait été jadis emmené à Gênes comme otage de sa fidélité; alors il fut mis dans les fers; mais il s'échappa, et parvint heureusement en 1358 dans l'île, sa patrie, où il maintint le pouvoir della Rocca. Il paraît que sur ces entrefaites mourut Guglielmo. Tout le reste des nobles étaient en hostilité les uns avec les autres; leurs sujets cherchaient à s'affranchir complétement; l'île était livrée à l'anarchie la plus effrénée.

A la tête du peuple insurgé était Sambucuccio d'Allando (dans la paroisse de Bozio, district de Corti). Partout il tomba sur les barons, les fit mettre à mort, ou les contraignit à la fuite; partout il renversa leurs forteresses, et dans l'année 1359 il soumit toute l'île, brûlant toutes les places qui ne se rattachèrent pas à lui, à l'exception de Calvi et de Bonifazio. L'époque de ce régime populaire est appelée dans l'histoire de Corse *il tempo del commune*. Une constitution républicaine fut établie. Biguglia et Cinarca devinrent des villes principales; Nonza et S.-Colombano reçurent de nouvelles fortifications; mais, pour avoir un point d'appui plus ferme, la nouvelle république corse se plaça sous la suzeraineté génoise (1).

Le pape innocent, qui voyait bien que les rois d'Aragon, depuis leur investiture de la Corse, n'avaient pas fait de sérieux efforts

(1) Division III.

(2) Cambiagi, l. c., p. 282.

(1) Cambiagi cite ici un passage de l'*Histoire de Corse* de l'archidiacre de Mariana, AntonPietro Filippini, que je connais seulement par Cambiagi, mais qui dans les neuf premiers livres ne doit contenir qu'une collection des traditions des trois vieilles chroniques corses. Voici le passage cité: « Giudicando, che senza un fermo appoggio non potevano lungamente mantenersi, mandarono quattro ambasciadori a Genova, la cui repubblica era floridissima, e a nome del comune di Corsica si dettero al comune di quella, con patti che i Corsi non fossero astretti di pagar per alcun tempo se non soldi 20 per fuoco l'anno senza altri carichi o gravezza alcuna. Accettarono quell' i Genovesi molto volontieri, e vi mandarono per governatore Giovanni Boccanegra, il quale mise tutta questa provincia in pace. »

pour s'emparer de l'île, considérant que dans les derniers temps mêmes le payement du tribut de ce fief avait été interrompu, chercha maintenant à s'accommoder avec Gênes au sujet de cette possession, et demanda, dans l'année 1360, que la république lui payât une taxe féodale, comme acte de reconnaissance de la dépendance de l'île envers le saint-siége. Durant ces négociations, le gouverneur génois en Corse, Giovanni Boccanera quitta l'île en 1361. Aussitôt un grand nombre de seigneurs de châteaux revinrent et se fortifièrent, et Sambucuccio chercha des secours contre eux à Gênes en 1362. Un nouveau gouverneur, Tridano della Torre, fut envoyé en Corse par les Génois (1). Celui-ci renversa les forteresses, chassa tous les barons qui ne voulurent point se résigner à la suzeraineté génoise, et rétablit le repos, qui avait été troublé, jusque dans l'année 1365. Alors deux factions se formèrent, et précipitèrent l'île entière dans l'anarchie.

Deux hommes de la paroisse de Rogna, district de Corti, tous deux de basse origine, appelés l'un Caggionaccio, l'autre Ristagnaccio, entrèrent en hostilité, et trouvèrent chacun protection et appui auprès de familles nobles. La race des Alziani s'intéressa pour le premier, celle des Costa pour le second. Suivant l'usage de l'île, on en vint à des rencontres sanglantes; et le parti de Ristagnaccio, croyant avoir pour lui le droit, s'adressa au gouverneur Tridano, qui, ne croyant pas pouvoir décider par la persuasion le parti contraire à un accommodement, rassembla des troupes, sans être en état de rien exécuter. Aussitôt que cette impuissance fut manifestée par son retour à Biguglia, où il résidait, l'île presque entière entra dans la lutte. Les chefs des deux factions, sur la sommation de Tridano, se réunirent à Casinaca pour négocier; mais les Caggionacci massacrèrent le gouverneur génois, et dès lors la noblesse se précipita partout au combat sans empêchement. Pour la troisième fois Sambucuccio se présenta pour mettre fin à cet état d'effroyable chaos. Il se tourna vers Gênes pour avoir des secours, et la république envoya le troisième gouverneur, Giovanni da Magnera (1). Aussitôt la faction Caggionacci fut écrasée, et ses anciens adhérents furent accablés d'impôts et de contributions, jusqu'à ce que les Génois, les prenant en pitié, rappelèrent Giovanni en 1370, et mirent à sa place deux gouverneurs, Leonello Lomellino, et Aluigi Tortorino, qui satisfirent les deux factions, et gouvernèrent l'île en paix. Mais l'un des barons jadis échappés, Arrigo della Rocca, qui avait cherché en vain de l'appui en Aragon, débarqua près d'Olmeto, et trouva des adhérents. Il conquit Cinarca, rallia le parti Caggionacci, s'empara de Biguglia et de Ronza, et fut proclamé par ses adhérents *conte del regno di Corsica*. Il obtint partout le concours de la noblesse, et les deux gouverneurs abandonnèrent l'île. Quant à lui, il institua une administration régulière, et donna à la Corse un long repos et une paix de quatre années (2). Tout à coup, en l'année 1375, s'opéra dans le comte Arrigo une transformation intérieure. Autant il s'était montré juste et digne d'amour, autant il devint odieux et tyrannique. Sans doute, en dépit de son bon vouloir et de ses succès, en général il avait eu à lutter contre trop de difficultés; il avait trouvé trop de déceptions dans une infinité de circonstances particulières, et son humeur s'aigrit; il s'éloigna de ses subordonnés; bientôt le soulèvement éclata de tous côtés. Dans l'année 1376, les Génois furent appelés par le parti ennemi d'Arrigo, à une intervention dans les affaires de la Corse. Arrigo fut rejeté sur Corti; mais ses adversaires furent mis en déroute complète dans un combat

(1) Cambiagi, l. c., p. 289.

(1) Cambiagi, l. c., p. 300.

(2) Cambiagi, l. c., p. 302. « Partiti i Genovesi, in poco tempo Arrigo ridusse il regno in un perfetto stato, costituendo in ogni luogo i suoi giusdicenti e soldati, eccettuato in Bonifazio, Calvi e S.-Colombano, i quali luoghi si contentò che rimanessero in alleanza coi Genovesi. »

où périt leur chef, noble corse, appelé Giacopo da Brando. Alors Arrigo triompha partout, se déclara représentant du roi d'Aragon, dont il fit planter la bannière, et il exigea pour lui-même les impôts que réclamaient jadis les gouverneurs génois. En 1378, on se révolta de nouveau contre lui, et cette fois, comme toujours, les insurgés cherchèrent des secours à Gênes; mais la république refusa de se mêler des affaires de la Corse. Alors cinq des plus riches et des plus importants citoyens de Gênes résolurent de tenter pour leur compte, et dans leur intérêt privé, l'entreprise souhaitée par un parti en Corse. C'étaient Leonello Lomellino, Giovanni da Magnera, Aluigi Tortorino, Andreolo Ficone et Cristoforo Maruffo; cette société formée dans ce but, ils la nommèrent la *maona* (1).

Aussitôt que les cinq furent arrivés en Corse, et qu'Arrigo s'aperçut qu'il lui serait difficile de se maintenir contre des gens si riches et si puissants, il préféra entrer pour un sixième dans leur association, en sorte qu'ils partagèrent maintenant la Corse, à l'exception de Calvi, Bonifazio et S.-Colombano, en six districts, et chacun gouverna sa portion. Toutefois cet état ne dura pas longtemps; Arrigo saisit de nouveau les armes contre les autres. Lomellino, repoussé d'Aleria vers Biguglia, construisit durant cette lutte, en 1380, le *borgo* et le *castello di Bastia;* et dans la même année, Arrigo devint maître de toute une moitié de l'île, à l'exception de Bonifazio, qu'il serra de près, jusqu'à ce que la désunion de ses bâtards, Calcagno et Ambrogino della Rocca, le réduisit à conclure la paix avec Bonifazio.

Durant un certain temps, les affaires de la Corse demeurèrent ordonnées de telle sorte que les Génois possédaient Calvi et Bonifazio, Arrigo occupait une moitié de l'île, la *maona* presque l'autre moitié, et cette société installait toujours un seul gouverneur pour elle-même. Mais du côté des montagnes, enveloppées dans la portion de la *maona*, il y avait encore beaucoup de barons entièrement libres. Les choses restèrent ainsi jusqu'à ce qu'en 1390 un certain Paolino da Campocasso fit une levée d'armes contre le gouverneur de la *maona*, Lomellino, parce que celui-ci favorisait trop fortement le parti Ristagnacci, dont il y avait encore des débris. La guerre se termina par le rappel du gouverneur de la *maona*, et l'installation d'un nouveau magistrat en 1393. Celui-ci acquit à Biguglia et à Bastia, qui avaient été les principales résidences de la *maona*, Cinarca, Lisca, Ricia, Gociarpola, Salasco, Barricini, et autres places, qu'il fit détruire, à l'exception de Cinarca. Le comte Arrigo et son fils Anton Lorenzo cherchèrent de l'appui en Aragon, et en trouvèrent. Les Caggionacci s'étaient rattachés à eux, les Ristagnacci de plus en plus à la *maona*. Mais Battista Zovaglia fut battu près de Nonza, et Arrigo se retrouva graduellement en possession de toute l'île, à l'exception de Calvi et de Bonifazio; il gouverna sous la suzeraineté de l'Aragon (1).

Ses rigueurs déterminèrent, en 1397, un parti corse à chercher à Gênes de l'appui et un chef; la république envoya Tommaso Ponzano, qui, près de Biguglia, subit une défaite et périt. A sa place s'éleva, en 1398, Rafaele da Montalto, qui regagna pour les Génois la moitié de l'île, appartenant précédemment à la *maona*. Arrigo, voulant faire une nouvelle tentative contre les Génois en 1401, tomba malade et mourut.

Les luttes des Adorni et des Fregosi eurent alors une grande influence sur la Corse; l'esprit de division se saisit de nouveau de toutes les parties de l'île, et les Corses mêmes, après que divers districts, jadis assujettis à

(1) En latin *magonia*. « *Magoniam* appellabant eam societatem. » Pietro Corso, dans Cambiagi, l. c., p. 304. Une société semblable à Gênes, qui possédait Chios, s'appelait la *monas*. Voyez division III. Je regardais le nom comme grec; mais ce n'est qu'une forme grecque pour un véritable mot génois.

(1) Cambiagi, l. c., p. 306: « Sotto la protezione del re d'Aragona. »

Arrigo, se furent rattachés à Gênes, refusèrent obéissance à l'un des gouverneurs suivants, Bartolommeo Grimaldi, parce qu'ils craignaient que les influences françaises qui dominaient la république ne pussent aussi s'étendre sur la Corse. L'évêque de Mariana (Giovanni di Omessa), Paolino da Campocasso, Bondinuccio da Chiatra, Fanuccio da Matra et d'autres seigneurs rompirent complétement avec Gênes; ils proclamèrent, avec l'île entière, le roi d'Aragon pour leur prince, et cherchèrent de l'appui auprès du vice-roi de Sardaigne. Les Génois, pour comprimer ces mouvements, envoyèrent, en 1404, Andrea Lomellino avec une flotte nombreuse comme gouverneur en Corse: et Francesco della Rocca, fils adoptif d'Arrigo, qui était à la tête du parti aragonais, ne se voyant pas soutenu par l'Aragon, se soumit bientôt après à la république.

Leonello Lomellino, qui avait été employé dans cette entreprise beaucoup plus activement que les autres membres de la *maona*, sut intriguer si bien auprès du gouverneur français à Gênes, en 1405, que celui-ci lui promit à lui seul la possession de l'île, et lui conféra le titre de comte de la Corse. Leonello vint dans l'île, et s'efforça de la soumettre à son autorité; mais un neveu maternel d'Arrigo della Rocca, Vincentello d'Istria, revint de Catalogne, où il était allé après la mort de son oncle, avec une galère aragonaise et d'autres secours du roi Martin de Sicile, s'empara de Cinarca, et posséda bientôt, sous la suzeraineté de l'Aragon, toute une moitié de l'île; ensuite il marcha contre Lomellino, et le réduisit enfin à quitter la Corse, où il ne lui resta que Bastia. Le gouverneur de Lomellino livra même cette place pour deux cents *scudi*, à Vincentello, et alors celui-ci tint à Biguglia une assemblée de notables, qui le reconnut comme comte de Corse et vice-roi pour l'Aragon.

Dès 1407, les Génois envoyèrent de nouveau Andrea Lomellino avec de nombreuses troupes; Vincentello, blessé dans un combat, dut aller en Sicile pour quelque temps, et Andrea conquit une grande partie de l'île. Mais bientôt Vincentello revint avec trois grands bâtiments et plusieurs petits transports fournis par le roi Martin de Sicile, et se présenta comme gouverneur aragonais. Toutefois il ne put reprendre aux Génois Capo Corso et quelques autres districts de l'île, qu'Andrea avait conquis (1), parce que la noblesse de ces cantons préférait la domination génoise (2).

Tandis que Vincentello s'était rendu auprès du roi Martin, alors en Sardaigne, pour lui présenter ses hommages, le pays de Cinarca et d'autres cantons se révoltèrent, et plantèrent l'étendard génois. Vincentello, avec le secours des Aragonais, les dompta bientôt, renouvela en 1411 la lutte contre le gouverneur génois, et pénétra en 1414 jusque sous les murs de Bastia. Alors les Génois soutinrent aussi vigoureusement leurs employés, et la portion de noblesse corse qui leur était attachée mit sur pied des masses armées, lorsque les barons et même les puissants ecclésiastiques furent nommés leurs commandants. Dans les environs de Mariana, Vincentello fut forcé à la retraite. Après que dans l'année 1414 Tommaso da Campofregoso fut devenu doge de Gênes, son frère Abraamo obtint le gouvernement de la Corse. De concert avec les commandants corses, il chercha maintenant à enlever au parti aragonais un point après l'autre (3), et en effet il obtint beaucoup de succès, surtout durant une absence de Vincentello en Catalogne. A son retour à Gênes, il laissa Pietro Squarciafico comme son lieutenant. Contre celui-ci, se levèrent en 1417 les évêques de Mariana et Aleria, ainsi que d'autres chefs de l'île; et, comme la ré-

(1) Les villes de Calvi et de Bonifazio ne furent pas atteintes par ces luttes; car, quoiqu'elles eussent un podestat génois, elles paraissaient être plutôt comme des États distincts, et ne pas se trouver rattachées essentiellement au gouverneur.

(2) Cambiagi, l. c., p. 309.

(3) Voyez division III.

publique laissa Abraamo sans appui, celui-ci entreprit de conquérir la Corse pour son propre compte. Bonifazio, qui s'était aussi déclaré contre les Génois, dut maintenant se rendre, ainsi que d'autres places, à Abraamo, qui y installa des commandants, et retourna à Gênes. Enfin en 1419, Vincentello revint dans sa patrie, avec deux galiotes aragonaises. Avec le secours du parti qui lui était dévoué, il conquit toute la moitié occidentale de l'île, poussa jusque devant Corte, y construisit le château fort, et remporta aussi quelques avantages dans la moitié orientale. Squarciafico fut pris. Alors Abraamo envoya Andrea Lomellino, comme son lieutenant, avec quatre cents soldats mercenaires. Mais Vincentello battit aussi ces troupes, et prit Biguglia, en sorte qu'Abraamo se vit forcé, au commencement de l'année 1420, à venir en personne dans l'île, avec sept cents hommes. Dans sa marche vers Biguglia, il fut battu et pris avec Andrea. Vincentello conquit Bastia et les autres places des Génois; toute la Corse lui obéit comme au vice-roi aragonais; Bonifazio et Calvi seuls résistèrent encore, jusqu'à ce qu'Alphonse d'Aragon vint en personne de Sardaigne en Corse, et conquit la ville de Calvi; d'autre places plus petites, qui avaient été maintenues par le moyen de Calvi, durent se rendre également, et dans Ajaccio se réunirent les prélats et les capitaines de l'île, pour rendre hommage à leur roi. Ensuite Alphonse marcha contre Bonifazio. Les renforts qu'Abraamo, sous les ordres de son frère Giovanni, avait préparés pour cette place, la dernière de ses possessions en Corse, furent retenus par les vents contraires jusqu'en décembre 1420. Une famine effroyable désola la ville assiégée depuis le 13 août, en sorte que les habitants envoyèrent enfin dans le camp aragonais, et offrirent de se rendre, s'ils ne recevaient de Gênes, aucun secours dans l'espace de quarante jours. Lorsqu'ils étaient parvenus au dernier degré de détresse arriva enfin la flotte de Giovanni avec d'autres secours de Gênes; une partie de la flotte aragonaise fut brûlée; Calvi se révolta, et se rattacha de nouveau à Gênes, et Alphonse quitta l'île le 5 janvier. Néanmoins Vincentello conserva la Corse pour l'Aragon, à l'exception de Calvi et de Bonifazio.

§ III. *La Corse jusqu'à l'année* 1492.

Quoique la lutte entre les partis génois et aragonais eût cessé en Corse, les combats entre la noblesse corse continuèrent sans relâche, entretenus par l'usage de la vengeance du sang. Sous le point de vue religieux, le pays paraissait toujours dans un état sauvage (1). Afin de ramener plus d'ordre partout, Vincentello adopta, en 1430, l'ancien système des Génois, de nommer les principaux membres de la noblesse ecclésiastique ou laïque pour *caporali*, ou chefs dans certains districts; mais il s'y prit de manière à donner à l'un de ces *caporali*, Luciano da Casta, une plus grande influence qu'aux autres; il poussa ainsi l'île à la révolte en 1431, et Simone da Mare s'éleva comme chef du parti opposé. Cette fois on parvint encore à calmer l'insurrection; mais Vincentello ayant excité de nouveaux mécontentements en 1433 par un impôt, les *caporali* se rassemblèrent à Querciolo, et mirent alors Simone à leur tête. Vincentello dut se réfugier à Cinarca; puis assiégé dans cette place, il lui fallut s'enfuir de Cinarca, et il voulut aller en Sardaigne; mais, attaqué et battu dans sa route, il tomba entre les mains de Giovanni d'Istria. Déjà Giovanni était gagné à Vincentello, par la promesse de recevoir la

(1) Martin V nomma à cause de cela, en 1425, l'évêque de Sagona, Giacopo de Ordines, pour son légat dans l'île, par un acte que donne Cambiagi, l. c., p. 326.

ville de Bastia, lorsque tous deux furent pris par le Génois Zaccaria Spinola, qui les transporta à Gênes, où l'on fit décapiter Vincentello dans la grande salle du palais, en 1434.

Dans le parti de Vincentello était alors le puissant Paolo della Rocca; il s'accommoda avec Simone da Mare, et les autres *caporali* se laissèrent aussi gagner; mais, en 1436, beaucoup d'entre eux, dans une réunion à Venzolasca, déclarèrent de nouveau Paolo pour leur comte, et abandonnèrent Simone qui dut s'enfuir à Gênes. Là il s'allia avec les fils de Rafaele da Montalto, Giovanni et Niccolo, et ils menèrent ensemble des troupes dans l'île, où un parti considérable se déclara de nouveau pour Gênes, en sorte que ces trois chefs obtinrent, en 1437, toute la moitié orientale de l'île, avec Corte, que Paolo leur abandonna moyennant 200 *scudi*.

Peu de temps après, les deux Montalto se saisirent de Simone, et cherchèrent à se mettre seuls en possession de ce qui avait été gagné. Mais les amis de Simone s'opposèrent à leurs projets, et la lutte durait encore lorsqu'en 1438 Tommaso da Campofregoso envoya en Corse son neveu Giano comme gouverneur pour la république de Gênes. Celui-ci mit Simone en liberté, rétablit péniblement la paix, mais chercha par-dessus tout à ramasser autant d'argent que possible, et quitta en 1440 l'île, où il avait jeté les fondements de S.-Fiorenzo, chargé de richesses, mais sans avoir gagné l'amour et le respect des habitants.

Quelque temps après il revint pour continuer la lutte contre le comte Paolo, jusqu'à ce que l'on en vint à un accommodement qui laissa une moitié de la Corse au comte, l'autre aux Génois. Cependant à Gênes succombaient les Fregosi, et le doge Rafaele Adorno envoya Antonio et Niccolo da Montalto comme gouverneurs de la république dans l'île; Giano chercha à se maintenir, mais fut limité à Bastia. Pendant que les deux factions génoises combattaient ainsi dans l'île, tout à coup débarqua un neveu de Vincentello, Giudice d'Istria, avec des soldats mercenaires, à Aleria, marcha ensuite vers Corte, et réunit les notables, qui le proclamèrent comte de Corse; en outre, avec l'aide de l'évêque d'Aleria, il lui fut possible de conquérir une grande partie de l'île; mais ensuite il offensa ce prélat, qui le fit arrêter, et alors il quitta l'île et se rendit en Sardaigne. Le désordre et la dissolution s'étendaient de plus en plus; pour y opposer une digue, l'évêque d'Aleria appela secrètement, au mois de mai 1444, une réunion des notables, qui résolurent de remettre l'île à leur souveraine primitive, l'Église de Rome. Eugène IV reçut avec joie les messagers, et adressa Monaldo Paradisi comme son commissaire, avec soixante soldats et un bref à la nation corse, tandis qu'il déclarait en même temps les Génois usurpateurs et tyrans de l'île (1). La plus grande partie des *caporali* accueillit avec joie le lieutenant pontifical, lorsqu'il parut à Venzolasca. Mais une autre portion, plus faible, qui n'avait pas été invitée par l'évêque à la conférence secrète, se rattacha au gouverneur génois, et s'opposa aux prétentions de l'Église. Giovanni da Montalto, ainsi s'appelait le gouverneur actuel, avait aussi gagné Bastia; mais bientôt il ne lui resta plus rien que cette ville et Calvi avec Bonifazio. Dans l'année 1445, à la place de Paradisi, le pape envoya comme gouverneur, Jacopo da Gaeta évêque de Potenza; celui-ci par son avidité éloigna de lui les *caporali*, en sorte qu'ils élurent de nouveau pour leur propre chef Rinaccio da Leca; celui-ci succomba dans une action contre l'évêque, et trouva la mort: ensuite les rebelles se soumirent. Dans l'année 1446, l'évêque Francesco devint gouverneur pontifical (2).

A cette époque revint le comte Giudice d'Istria, qui s'unit avec Rafaello da Leca pour

(1) Cambiagi, l. c., p. 331.

(2) Cambiagi (l. c., p. 334) nous donne l'acte de son institution : « Venerabili fratri nostro Francisco Angelo episcopo Fetrano, insulæ nostræ Corsicæ, ejusque civitatum, terrarum et locorum omnium, pro nobis et Romana Ecclesia in temporalibus gubernatori, salutem, etc. »

former un parti distinct. Le doge nomma Gregorio Adorno gouverneur, et le soutint. Mais, comme Gregorio fut battu, le pape augmenta toujours de plus en plus ses forces dans l'île, et y envoya Mariano da Norcia pour les commander. Les barons confédérés se résignèrent à la suzeraineté pontificale, et Bastia même fut remise par les Génois. L'île entière, à l'exception de Calvi et de Bonifazio obéit à l'Église de Rome. Mais, lorsque mourut Eugène en 1447, Mariano da Norcia, commandant papal, essaya de se faire lui-même seigneur de l'île. Il fit prisonniers Giudice d'Istria et d'autres chefs de l'île; mais Rafaello da Leca, dont il ne put se saisir, le défit et délivra les captifs, et Mariano obéit, lorsque Nicolas V le rappela de Corse. L'île entière, à l'exception de Calvi et de Bonifazio, se soumit de nouveau au gouverneur suivant du pape, Jacopo da Gaeta.

Cependant une révolution s'opéra dans Gênes; Giano da Campofregoso, qui lui-même avait été gouverneur en Corse, devint doge (1), et le pape était si dévoué au parti Fregoso, qu'il déclara Lodovico, frère de Giano, commissaire pontifical, et *signore* de toute l'île de Corse. Le gouverneur pontifical lui remit aussi le gouvernement; mais à peine Lodovico avait tourné le dos, les Corses, sous la conduite de Mariano da Gaggio, se soulevèrent. Cette révolte étouffée, Lodovico, qui alors était arrivé en Corse, fut rappelé à Gênes par la mort de son frère, et les Génois restés après lui se conduisirent avec tant d'insolence, que dans une nuit, le soulèvement contre eux commença par des massacres. Au milieu de telles circonstances Galeazzo da Campofregoso, neveu de Lodovico, arriva dans l'île en 1449 en qualité de gouverneur, et il parvint à rétablir la tranquillité et à rabaisser en quelque sorte l'orgueil des *caporali*.

L'histoire de Corse, dans l'année 1450, présente un phénomène tout particulier. Un franciscain, fra Niccolo, vint de Naples dans l'île, et y fonda un ordre politique auquel se rattachèrent beaucoup des *caporali* les plus importants (1); il essaya, à l'aide de cette institution, de se faire seigneur de l'île; mais Rafaello da Leca sut agir auprès du général de l'ordre de manière à faire rappeler Niccolo de la Corse. L'ordre élut maintenant Galeazzo da Campofregoso pour prince, et servit seulement à fortifier celui-ci dans un pouvoir qu'il avait été destiné d'abord à lui enlever.

Une dispute pour le priorat entraîna encore une fois l'intervention du roi Alphonse d'Aragon. Giudice, fils du comte Paolo della Rocca, dont il a déjà été question, surprit son oncle Antonio, avec lequel il était en guerre, et le laissa pour mort. Celui-ci se releva, guérit, et se rendit à Naples, afin de gagner un parti avec l'assistance aragonaise, et de se venger. Alphonse envoya Giacomo Imbisora comme son vice-roi, avec Antonio et deux cents hommes dans l'île; Giacomo réussit à opérer une réconciliation entre Giudice et Antonio, et, soutenue par la famille della Rocca, la couronne d'Aragon paraissait en effet devoir faire d'importantes acquisitions, lorsque Giacomo mourut, et la famille della Rocca laissa la discorde et la guerre éclater dans son sein. Alors Alphonse avait une portion de l'île. Calvi et Bonifazio étaient à vrai dire des villes génoises; la plus grande partie de l'île était aux Campofregoso. Quelques barons se maintenaient encore dans une pleine indépendance. Pour mettre fin à l'éternelle effusion de sang entre

(1) Voyez division III.

(1) Cambiagi, l. c., p. 338. « Questi vedutosi così ben ricevuto dai popoli di là dai monti, che approfitandosi di questa bella occasione, propose di erigere una confraternità. Non andò guari che tutti si mostrarono ansiosi di esserne individui, e tra questi i primi signori, inclusive il cônte Paolo. Questo nuovo istituto, sotto il velame di devozione, nutriva idee tendenti ad altri fini. Le principali leggi erano di non riconoscere altri capi che il loro priore, occupando esso per allora tal carica. Così politicamente facendo, si cattivò la benevolenza di quasi tutta la nazione. »

ces factions, les chefs du peuple tinrent, en 1453, une diète à Lago Benedetto, sur la rivière de Golo, et ils résolurent à l'unanimité de se soumettre à la banque de Saint-George de Gênes, dont l'administration était si sage et si équitable. La famille Campofregoso adhéra à cette résolution, et parait même l'avoir provoquée, parce qu'elle se sentait trop faible seule contre les entreprises ultérieures du roi Alphonse (1). Les conditions de cette soumission furent que la banque ne nommerait pas de nouveaux *caporali*, qu'elle ne pourrait établir aucun impôt sans le consentement des chefs du peuple; que la noblesse conserverait la juridiction, à l'exception de la justice criminelle; qu'à l'île seraient garantis ses anciens droits, et particulièrement ses rapports avec le saint-siége; enfin suivirent des articles sur les rapports civils, commerciaux, sur les prix des vivres, etc.

La banque accepta la nouvelle possession, et y envoya d'abord Pier Battista Doria avec cinq cents hommes, comme *Visitatore*. Le pape Nicolas confirma cet arrangement et donna à la république de Gênes le privilége qu'à l'avenir les siéges épiscopaux de l'île ne pussent être occupés que par des Génois.

Pier Battista se trouva bientôt en possession de la moitié orientale du pays; mais, dans la partie occidentale, il rencontra plus de résistance. Au mois de septembre de la même année parut, comme premier gouverneur pour la banque, Selvago de' Selvaghi, qui soumit l'île plus loin encore, mais trouva dans Rafaello da Leca, un ennemi acharné, parce qu'il voulut le dépouiller lui et d'autres chefs d'une partie de leurs fiefs et de leur importance. Rafaello s'unit alors avec le parti aragonais déjà très-abattu, et Pier Battista Doria dut mener de nouveau des troupes armées en Corse. Mais un nouveau vice-roi, Berlingero di Rillo, avec huit galères et plusieurs transports, arriva aussi à S.-Fiorenzo. De la Sardaigne et de Mallorca sortirent aussi des troupes aragonaises, en sorte que sept cents soldats mercenaires italiens, sous les ordres de Giovanni della Trecce ne furent pas en état de rendre la prépondérance aux Génois. Après plusieurs défaites décisives, le reste de l'armée génoise dut se retirer sur Calvi.

Tout à coup, au moment où les Génois étaient déjà résignés à voir l'île entière passer à l'Aragon, le roi Alphonse rappela, en 1445, son vice-roi avec les troupes, parce que les Turcs, après la chute de Constantinople, répandaient au loin l'inquiétude et la terreur sur le litoral de la Méditerranée, et que le pape poussait à une croisade contre eux. Rafaello maintint seul le parti aragonais; il battit près des *Rocche di Sia* les adhérents des Génois, et bientôt après un chef génois, Geronimo da Savignone. Son bonheur dura jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur génois Urbano di Negro ; puis il ne lui resta plus qu'à se fortifier dans Leca; son allié Giudice della Rocca se plaça de même dans Barricini. La banque voulut aussi soumettre ces deux places, et envoya en 1456, comme gouverneur, l'habile guerrier Antonio Calvo; Leca tomba, et Rafaello lui-même, saisi par ses ennemis, fut puni de la corde. Sa destinée fut partagée par son frère, et par vingt-deux autres membres de sa famille (1). Le gou-

(1) Filippini, dans Cambiagi, l. c., p. 340.

(1) Cambiagi, l. c., p. 346 : « E ventidue altri della sua famiglia, benchè i più nobili dell'isola, e quel che è peggio, innocenti, non avendola risparmiata neppure ai piccioli fanciulli. » Aux reproches que lui adresse Alphonse, le gouvernement génois répond que ce n'est pas la république, mais la banque de Saint-George qui a conduit les affaires de Corse; ce qui n'établirait aucune différence, puisque la république assume volontiers les conséquences de ce que fait un membre aussi essentiel de l'État; il prétend aussi que Rafaello était un rebelle parjure. « Sed ne videamur ex hac verborum brevitate nolle intelligi, Ranucius Leocanus, longo jam ante tempore, seque ac filios ac terras suas tutelæ nostræ commiserat, in qua fide adeo constanter perseveravit, ut pro republica pugnans, armatus in acie cæsus sit. Quum succedentes filii vellent

verneur de l'année suivante, Antonio Manetto, réduisit enfin Giudice della Rocca à s'enfuir en Sardaigne, et alors la banque gouverna toute la Corse, et comprima avec une extrême vigueur la sauvage passion des habitants pour la liberté. Lorsque dans l'année 1459, les restes de la famille da Leca et la famille della Rocca firent une nouvelle tentative pour s'établir en Corse, Antonio Spinola fut envoyé contre eux. Il offrit aux révoltés un sauf-conduit et une amnistie. Tous acceptèrent, excepté Giocante da Leca, qui s'en alla à Livourne. Il en résulta que Spinola invita les autres à un festin à Vico, les fit arrêter et exécuter sur la place. Outre Giocante, il n'échappa de la famille Leca qu'un jeune garçon, qui fut soustrait aux recherches des génois, Giovan Paolo da Leca.

Dans l'année 1460, les Corses, mécontents du gouvernement de la banque, trouvèrent de l'appui auprès d'un parti génois, auprès des Fregosi. La famille Fregoso, désirant arracher la possession de l'île à la banque, poussait la noblesse à l'insurrection que Vincentello d'Istria et Ambrogio da Omessa, évêque d'Aleria, organisaient d'intelligence avec elle. Tomassino da Campofregoso conduisit lui-même les troupes des rebelles; il fut pris et amené à Gênes; mais la protection de ses puissants parents le fit mettre en liberté, et lui donna un si grand appui, qu'il put se représenter en Corse, où il fut salué par ses partisans comte de Corse. Il parvint à expulser complétement la banque de la possession du gouvernement.

Après que, dans l'année 1464, Gênes fut passée sous l'autorité de Milan, le duc renvoya Francesco Manetto pour administrer la Corse en son nom. Une partie des habitants reconnut la suzeraineté de Milan, une autre la repoussa; le désordre, la guerre, le meurtre, l'incendie furent la suite de cette division, jusqu'à ce que, dans l'année 1470, la plus grande partie de la noblesse de l'île mit à sa tête Carlo da Casta, *caporale* favorisé par le duc; bientôt il fut abandonné par beaucoup de ses adhérents, qui choisirent pour chef Vinciguerra della Rocca, fils du comte Paolo; mais en général le gouvernement milanais resta reconnu, et les principales places demeurèrent soumises aux gouverneurs milanais. L'un de ceux-ci, Battista Amelia, provoqua, durant son administration, par son avidité, le mauvais vouloir des insulaires contre Milan. Après l'assassinat du duc Galeazzo Maria, Tomassino da Campofregoso revint de Toscane, où il s'était tenu, en Corse, au mois de juillet 1477, et fut reçu avec joie à S.-Fiorenzo. La duchesse de Milan envoya contre lui deux mille hommes sous Ambrogino da Lughignano; il fut battu et pris. A Milan, où on le transporta, il gagna Simonetta et la duchesse à tel point, que celle-ci, pour s'attacher en même temps les Fregosi, lui donna l'île, et la lui fit remettre par ses gens. En 1481, il revint en Corse. Cependant Giovan Paolo da Leca avait un fils, Ristaruccio, et une fille. Ristaruccio avait épousé une fille de Tomassino; la fille s'était unie au fils du même, appelé Giano. Carlo da Casta et Vinciguerra della Rocca furent en quelque sorte humiliés, et la paix reparut enfin, mais seulement jusque dans l'année 1482, que les Corses se fatiguèrent aussi de Tomassino. Celui-ci se tira heureusement d'embarras en abandonnant le gouvernement à son fils Giano, et se retirant à Gênes. En peu de temps Giano, réduit à la même nécessité, dut confier l'administration à un lieutenant, Marcellino da Farinole, et se rendre à Gênes. Enfin Rinuccio da Leca appela Jacopo d'Appiano, seigneur de Piombino, qui envoya dans l'île son frère Gherardo da Montagna, en 1483, avec trois cents hommes. A Lago, Benedetto jura d'affranchir l'île

---

et ipsi fidei suæ pignus aliquod dare, Genuam venere, seque jurejurando obstrinxere ad fidelitatem et obedientiam magistratus S. Georgii. Nec his contentus, Raphaël e fratribus se in Auriam familiam adscisci petiit et impetravit. Hic quieta consilia perosus, cum sententiam mutasset, et paterni propriique promissi immemor, seque ac suos in rebellionem præcipitasset, misso exercitu, captus est, et quas meruerat perfidiæ pœnas luit. »

entièrement des Génois, et fut proclamé comte de Corse. Mais Tomassino vendit les places qui étaient encore occupées par ses gens moyennant deux mille *scudi* d'or à la banque de Saint-George, et celle-ci envoya comme gouverneur Francesco Pammoglio, qui chassa entièrement Gherardo de la Corse. Il est encore fait mention de quelques légers troubles jusque dans l'année 1492, excités surtout par Giovan Paolo da Leca, qui dut s'enfuir en Sardaigne en 1489. En 1492 furent fondées la ville et la citadelle d'Ajaccio, non loin de l'ancienne place de ce nom.

LIVRE XI.

HISTOIRE D'ITALIE DEPUIS L'ANNÉE 1492, JUSQU'EN 1559, A L'ÉPOQUE DE LA DESTRUCTION DE LA VIE POLITIQUE VÉRITABLEMENT ITALIENNE.

CHAPITRE PREMIER.

EXPÉDITION DE CHARLES VIII DE FRANCE A NAPLES.—ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS EN ITALIE, JUSQU'A LA MORT DE SAVONAROLA EN 1498.

§ Ier. *Histoire d'Italie depuis l'année* 1492, *jusqu'à la mort de Ferdinand Ier, dans l'année* 1494.

Dans le cinquième livre et dans le dixième, nous avons conduit l'histoire d'Italie, à travers les temps des plus grands déchirements du moyen âge, jusqu'à la fin du XVe siècle, où s'étaient établis des rapports continus entre les principaux États, dont le caractère s'était développé d'une manière décidée, tandis que les cercles politiques plus resserrés s'étaient subordonnés, à des degrés différents, à l'influence des plus grands.

Venise, agrandie aux dépens de Ferrare sur la terre ferme, par l'acquisition de la Polesine de Rovigo; dans ses guerres contre cet État, contre Mantoue, Milan et l'Autriche, sinon toujours heureuse, du moins toujours en progrès; enrichie sur mer par la prise de possession de Chypre; à l'intérieur, constituée en une aristocratie peut-être sans courage, mais du moins fermement établie, développée en harmonie avec les intérêts des familles dominantes, et avec une administration d'autant plus simple des contrées assujetties, Venise était devenue l'une des cinq puissances principales de l'Italie, et par sa limitation à l'orient du côté des Turcs, au nord du côté de la maison princière la plus considérable d'Allemagne, elle devait nécessairement reporter ses projets ultérieurs sur les hauts cantons du Pô, et sur le littoral de la Romagne, la Marche d'Ancône

ou les provinces de Naples. Toutes les puissances principales de l'Italie, à l'exception de Florence, paraissaient immédiatement menacées dans leur situation, si Venise croissait encore en pouvoir.

Milan, façonné à un despotisme militaire presque sarrasin, au sein duquel l'opposition de l'Église, par des arrangements antérieurs, s'était à peu près effacée, se trouvait entièrement entre les mains de Lodovico le More, oncle du duc légitime. Le duc lui-même était marié avec une petite-fille du roi Ferdinand Ier de Naples. Le More avait donc le plus à redouter de ce royaume pour son usurpation, qui, en raison de la soumission de Gênes au duc dans l'automne de 1488, s'étendait aussi au territoire de cette république.

Naples était, en proportion de son étendue géographique, le plus insignifiant des puissants États d'Italie; car des vassaux souvent humiliés, mais toujours richement pourvus de seigneuries territoriales et des droits de souveraineté, enlevaient une énorme part de sa liberté d'action au pouvoir suprême, alors que l'importance à la guerre était acquise plutôt avec des ressources pécuniaires employées arbitrairement qu'au moyen du nombre des sujets; car ces sujets n'étaient pas soumis comme dans les royaumes de notre temps, et entre les métiers des bourgeois et celui de la guerre il y avait un abîme. L'alliance étroite avec Ferrare et Milan mêlait encore de temps en temps Naples aux affaires de la haute Italie, de même que les intérêts personnels si variables des papes et leur politique partageaient souvent le royaume; mais il n'y avait plus à songer à des plans comme l'ancienne maison d'Anjou en avait nourris sur l'Italie.

Dans l'État ecclésiastique le prince offrait en réalité un singulier composé de pouvoir et d'impuissance: tandis que, pour l'examen des affaires de l'Église et en général de celles de l'Europe, il avait à ses côtés un collége qui était en état de déterminer les intérêts d'un ordre élevé, de fixer des principes pour des générations d'hommes, la plus grande partie des résolutions sur les rapports temporels du pape dépendait de ses avantages ou de ceux de sa famille, et de la capacité du chef suprême de l'Église à disposer de ses vassaux. Tantôt le pape était en état d'exercer dans des contrées bien éloignées de Rome une influence qui plongeait dans l'étonnement; tantôt il ne pouvait, sans les plus grands efforts, réprimer les insultes d'une ville sujette ou d'un vassal.

Ce que nous entendons par une administration ferme et bien ordonnée, ne pouvait se trouver dans les grands États de l'Italie, si ce n'est à Venise et à Milan; car, si à Florence la situation à laquelle était parvenue la famille Medici semblait avoir amené quelque chose d'analogue, cette situation même s'était formée d'une complication d'intérêts, dont on supportait seulement la confusion, parce que les citoyens plus influents entrevoyaient encore un plus mauvais état de choses, si l'on ne voulait pas s'y résigner. Déjà Savonarola provoqua des forces d'un autre ordre rebelles à l'action des grands, et l'état qui formait le pivot du système politique italien ressemblait à un malade qui ne se trouve pas bien dans sa situation, et néanmoins ne la change pas, parce qu'il manque de force pour le faire, et qu'il ne peut appeler d'assistance étrangère, de crainte de mouvements maladroits et de secousses douloureuses.

Tel est l'aspect présenté par les intérêts que nous distinguons en Italie, à la mort du pape Innocent VIII, comme ceux des principaux États. Cet événement, si insignifiant qu'il parût en lui-même, fut l'occasion d'une révolution politique de toute l'Italie. Les voix, dans le conclave, se partagèrent principalement entre les deux cardinaux Ascanio Sforza (frère de Lodovico le More) et Roderico de' Lenzuoli, qui prit de son oncle, le pape Calixte III, le nom de Borgia. Ce qui paraissait favoriser le premier, la splendeur de sa maison, la puissance de son frère, lui nuisait au contraire auprès d'un grand nombre, et Roderico fut assez riche et assez habile pour attirer ce rival de son côté, et le mettre à la tête du parti qui lui était dé-

voué (1). Cinq cardinaux seulement, sur les vingt électeurs, ne vendirent pas leurs voix à Borgia, et celui-ci, qui monta sur le siége de saint Pierre sous le nom d'Alexandre VI, fit, le 11 août 1492, son entrée solennelle dans Saint-Pierre. Son élection frappa d'effroi tous les esprits bien pensants en Italie. Ce n'était pas ce que les hommes du Nord signalent comme soulevant l'indignation dans sa vie avant qu'il devînt pape; ce n'était point sa débauche raffinée, ses rapports avec la belle Giovanna (habituellement appelée Vannozza), dont il avait des enfants; ce n'était point là ce qui provoquait les inquiétudes en Italie; mais son caractère tout entier, plein d'avidité et de cruauté, de fausseté et de perfidie, l'effronterie avec laquelle il se moquait de la tenue imposée aux prêtres, annonçaient un pape auquel rien ne serait sacré; et il en fut ainsi (2).

Avant qu'Alexandre fût élevé à la tête de l'État de l'Église, la mort de Lorenzo de' Medici avait aussi porté d'autres hommes aux premiers postes de la république florentine. Lorenzo laissa trois fils, Pietro, Giovanni et Giuliano, dont le premier, comme chef de la maison Medici, devait recevoir la direction suprême de la république. Mais alors agirent avec force toutes ces causes, déjà produites précédemment (1), pour rendre Pietro à charge à ses concitoyens, et le gouvernement des Medici odieux à tout le monde. La jeunesse et l'imprévoyance de Pietro précipitèrent le développement des dispositions qui lui étaient hostiles. A défaut d'autre principe à ces mauvais vouloirs, lui-même aurait donné l'impulsion, et néanmoins il aurait pu prendre une position imposante à la tête de la république. Il n'écouta pas les conseils du parti sur l'influence duquel les Medici avaient toujours appuyé leur gouvernement depuis Cosimo (2), et abandonna la politique d'équilibre de son aïeul; mais il aurait bientôt reconnu sa faute, et serait rentré dans les anciennes voies, si son autorité avait eu encore un fondement réel, si elle avait été moins une apparence qu'un pouvoir politique effectif. Ce néant de la domination des Medici, ce fut le moine dominicain déjà cité (3), Savonarola, qui le fit

(1) Sur l'achat du pontificat par Alexandre VI, voyez Guicciardini, *Storia d'Italia*, vol. I, p. 8 (d'après l'édition donnée en 1819 à Pise par Rosini). Voyez encore *Vie et Pontificat de Léon X* par William Roscoe, ouvrage traduit de l'anglais par P. F. Henry. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. VII, p. 91, et Sismondi, vol. XII, p. 60. Infessura, ap. Murat., vol. III, part. II, p. 1244. Giuliano della Rovere (voyez ci-dessus division IV) avait aussi un parti dans le conclave; lui-même appartient au petit nombre de ceux qui restèrent incorruptibles dans cette circonstance.

(2) Toutefois, dans les affaires du monde, on ne peut contester qu'Alexandre surpassa de beaucoup son prédécesseur. Il mit promptement un frein aux meurtres qui, dans le dernier temps, avaient détruit les habitants romains par centaines. Guicciardini, l. c., p. 9. « In Alessandro VI fu solerzia e sagacità singolare, consiglio eccellente, efficacia a persuadere maravigliosa, e a tutte le faccende gravi sollecitudine e destrezza incredibile. »

(1) Voyez division IV.

(2) Macchiavelli, *Frammenti storici*, (*Opere Ital.*, 1819, vol. III), p. 4. Comme ces Fragments n'ont pas été incorporés dans les petites éditions des œuvres de Macchiavelli, je signale la traduction publiée par moi (Hannover, 1828).

(3) Voyez division IV, où il est question aussi des causes qui rendirent si puissante l'action de Savonarola, en dépit de l'irrégularité de son développement, et du déréglement de son esprit. Savonarola descendait d'une famille noble; son père, Niccolo, demeurait à Ferrare; lui-même entra, en avril 1475, dans le couvent des dominicains de Bologne, où il se distingua surtout par l'ardeur de son humilité et de sa pénitence. Ses lectures politiques ne restèrent pas inaperçues, mais, comme prédicateur, il obtint ses premiers succès, lorsque, en 1484, à Brescia, il commença à prononcer, sur la révélation de Jean, des sermons qui prirent une tendance politico-religieuse, et qui trouvèrent du retentissement dans les esprits mécontents de la vie mon-

surtout reconnaître. Quoique né de parents nobles, ce moine, dans son développement spirituel, avait montré cependant un certain déréglement, et, poursuivant la renommée de la science théologique, il n'avait pu couvrir la faiblesse de son raisonnement ni l'obscurité de ses idées, et plus tard, dans son rôle actif comme prédicateur, il était resté dépourvu de goût et d'élégance.

L'action de Savonarola, dans les choses religieuses, était dirigée contre le genre de vie antichrétien, on peut dire contre les allures trop mondaines du clergé, contre les mœurs relâchées des laïques; quant à la substance du dogme, il n'y touchait point par sa réforme, comme le firent les adversaires de Rome qui parurent un peu plus tard en Allemagne. Dans les affaires du monde, Savonarola rendait hommage aux principes républicains, et comme Pietro de' Medici avait été dispensé, par les autorités de la ville, de toutes les conditions d'âge pour l'obtention des hautes fonctions publiques, mais que sa vanité le poussait à déployer les grâces et la vigueur de sa personne dans les jeux, les pompes et les fêtes; comme les besoins et les défauts se manifestaient à chaque instant dans la constitution et l'administration, que l'on ne sentait plus l'autorité d'un homme grandi par son rôle dans les affaires politiques de la ville, ainsi que s'était montrée celle du père, comme l'orgueil de Pietro et sa passion pour les femmes avaient blessé plusieurs citoyens qui avaient de l'influence, les paroles de Savonarola contre la situation de la famille Medici à Florence acquirent un poids qu'elles n'avaient pas eu auparavant. Les paroles prophétiques sur la ruine de la ville et de sa constitution, sur les châtiments imminents du ciel, obtinrent de l'importance, par la vérité avec laquelle Savonarola peignait, d'un côté les abominations de la vie privée, et de l'autre les vices de l'État. Les invectives ont été en tout temps les plus faciles, et quand l'état des choses leur donne un point d'appui bien fondé, elles exercent l'action la plus puissante.

Alors le roi Ferdinand, qui contenait le pouvoir du pape en se montrant l'ami et le protecteur des vassaux les plus puissants de l'Église, comptant beaucoup sur Virginio degli Orsini, l'aida à étendre dans l'État ecclésiastique les biens qu'il y possédait déjà, en lui avançant quarante mille ducats pour l'achat d'Anguillara, de Cerveteri et de quelques autres possessions de Francesco Cibo (1). Mais Virginio était proche parent de Pietro, et l'attira entièrement du côté de Ferdinand. A la vérité ces relations furent tenues aussi secrètes que possible; néanmoins Lodovico le More s'aperçut aussitôt de l'intelligence de Medici avec l'Aragonais, et les communications d'amitié entre Milan et Florence eurent une fin. Ce changement des rapports politiques de l'Italie se manifesta d'abord dans la conduite des ambassadeurs envoyés pour féliciter Alexandre VI. Lodovico le More avait proposé que tous ces ambassadeurs des États italiens se rendissent à Rome à un jour fixé, demandassent audience de concert à Sa Sainteté, et que l'envoyé du roi prononçât le discours en leur nom, comme si tous les États italiens ne formaient qu'une corporation (2), Pietro ne renonça pas volontiers à une cérémonie pompeuse, et, tout en feignant de se résigner, il engagea le roi à opposer des objections, qui maintenant blessèrent Lodovico,

daine des ecclésiastiques. Toutefois jusque-là Savonarola avait travaillé à se rendre maître de ses mouvements extérieurs. Dans l'année 1489, il vint à pied à Florence, où il resta dans le couvent de son ordre à S.-Marco. Sismondi, vol. XII, p. 65., sq.

(1) Lebret, tome VI, p. 317. Guicciardini, l. c., p. 13. Suivant d'autres renseignements, les Medici auraient avancé l'argent. Sismondi, vol. XII, p. 78. D'après l'état de leur fortune, cela n'est pas croyable. Le prix total d'achat était quarante-quatre mille ducats. *Diarj Sanesi* di Allegretto Allegretti, ap. Murat., XXIII, p. 826.

(2) Guicciardini, l. c., p. 11. Sismondi, vol. XII, p. 75.

et le déterminèrent à représenter au pape qu'il devait empêcher la vente des biens de Cibo, comme ayant été faite sans son approbation, tandis que, d'un autre côté, Ferdinand promettait en secret à Orsini protection et assistance, s'il voulait insister sur son contrat, et se maintenir en possession des biens (1).

Lodovico considéra la bonne intelligence avec Florence comme le meilleur rempart contre les attaques du midi de l'Italie; mais, s'il était menacé de ce côté du plus grand danger, il pouvait l'attribuer à sa conduite envers son neveu; et l'humeur énergique de l'épouse de ce jeune prince (2), fille d'Alphonse et petite-fille de Ferdinand, les plaintes retentissantes d'Alphonse, durent le confirmer dans cette opinion. Chaque péril du dehors devenait d'autant plus grand pour lui, qu'il pressurait ses sujets par les impôts, et que ceux-ci trouvaient, dans les usurpations sur les droits de leur duc, une légitimation de leur mécontentement. Dans cette situation, abandonné par les Medici, il regarda tout autour de lui pour voir où il s'attacherait par de nouveaux liens; le pape et Venise durent lui apparaître comme les plus importants alliés. Mais le pape, qui sans aucune honte reconnaissait et désignait ses fils par ce nom, et cherchait à les pousser, désirait avoir une fille naturelle d'Alphonse pour épouse à l'un d'eux, avec un fief princier napolitain pour établissement; il ne voulut donc pas entrer dans une union étroite avec Lodovico, jusqu'à ce qu'il vit qu'Alphonse l'amusait. Cette conviction, et l'observation que, outre Virginio degli Orsini, Prospero et Fabrizio della Colonna se trouvaient aussi entre les mains du roi, jetèrent le pape entièrement du côté des Milanais (1). Les Vénitiens se décidèrent plus difficilement à entrer dans cette ligue; car ils redoutaient le caractère bien connu d'Alexandre, et n'avaient pas ressenti un grand bien de relations étroites avec les papes; néanmoins Lodovico réussit enfin, au mois d'avril 1493, à gagner aussi le sénat de cette république à sa politique, et à amener une alliance offensive et défensive entre la république, le pape et le duc (2).

Lodovico se fortifia encore d'un autre côté. Milan n'avait jamais cessé d'être en droit un fief du royaume d'Italie; mais ce fief était rattaché à la couronne allemande, et, par des investitures royales, les Visconti étaient devenus ducs. Les Sforza avaient négligé de rechercher l'investiture; ils s'étaient si fortement confiés dans leur propre pouvoir, qu'ils croyaient pouvoir dédaigner le vieux droit. D'après le principe allemand, le jeune duc ne pouvait élever la moindre prétention sur Milan; et aussitôt que Lodovico offrit sa nièce Bianca Maria pour épouse, avec une dot de quatre cent

(1) Guicciardini, l. c., p. 17.

(2) Isabelle d'Aragon fut particulièrement blessée par l'éclat qui environnait l'épouse de Lodovico à Milan, tandis qu'elle-même vivait dans une sorte d'obscurité, dans un état de besoin à Pavie. Sismondi, l. c., p. 61, 82. Corio, *delle Historie di Milano*, part. VII, éd. cit., fol. 449. « Fu ristretta la corte ducale che a fatica Giovanni Galeazzo ed Isabella sua mogliera potevano havere il vitto loro. » Corio donne aussi la lettre de plainte d'Isabelle à son père, et la réclamation de Ferdinand, qui en fut la suite: que Lodovico traitât son neveu comme majeur, lui et rendît le gouvernement.

(1) Ce qui fit beaucoup, c'est que Giuliano della Rovere, cardinal de *S. Piero in vincula*, jadis ennemi de Ferdinand, mais alors son ami dévoué, se montra le contradicteur du pape. Prospero et Fabrizio offrirent d'occuper Rome avec l'aide de leurs compagnies et des Orsini; mais Ferdinand s'y opposa, et chercha à maintenir la paix. Guicciardini, l. c., p. 22.

(2) Guicciardini, l. c., p. 21. « Con patto, che i Veneziani e il duca di Milano fussero tenuti a mandare subito a Roma per sicurtà dello stato ecclesiastico e del pontefice due cento uomini d'arme per ciascuno, e ajutarlo con queste, e, se bisogno fosse, con maggiori forze all'acquisto delle castella occupate da'Virginio. » Le duc Ercole de Ferrare adhéra aussi à la ligue. Sismondi, l. c., p. 79. Roscoe, vol. I, p. 149, 150.

mille ducats, au roi Maximilien, qui dans cette année succéda à son père Frédérick III, mais qui, avant la mort de ce prince, menait déjà toutes les affaires, et dans tous les temps posséda moins d'argent qu'il n'en avait besoin, un acte de fief lui fut aussitôt immédiatement expédié pour le duché (1), et le contenu de ce titre demeura un secret d'État; car, en apparence, Lodovico continua à gouverner Milan selon les rapports antérieurs.

Cependant Lodovico réfléchissait au peu de confiance qu'inspirait le caractère du pape, et à l'insuffisance du crédit de son frère, le cardinal Ascanio Sforza, pour maintenir Sa Sainteté dans ses décisions; il savait aussi combien la politique des Vénitiens était prévoyante, égoïste, appliquée à rabaisser Milan. Les appuis militaires de sa domination qu'il avait cherchés en Italie lui paraissaient trop faibles, lorsqu'il portait ses regards par delà les Alpes. De même qu'il espérait trouver en Allemagne sa légitimation, il se flattait d'obtenir de France des secours, s'il faisait revivre les prétentions de la nouvelle maison d'Anjou, et, par le roi Charles VIII, menacer Ferdinand à Naples (2).

Le père de Charles, Louis XI, avait toujours été ami des Sforza (3); et ceux-ci s'étaient alliés à la cour de France par la duchesse Bonne. Charles avait pris par lui-même, en 1472, les rênes du gouvernement, tenues jusqu'alors, durant sa minorité, par sa sœur aînée, Anne, épouse de Pierre de Bourbon; il était jeune, et plein d'ardeur pour les entreprises chevaleresques. Lodovico le savait; il lui fit représenter, par ses ambassadeurs (1), comment la conquête de Naples serait le premier pas à l'expulsion des Turcs de l'Europe, et à la reprise de la terre sainte (2). Ses exhortations étaient appuyées par l'apparente facilité de l'entreprise. Lodovico, auquel obéissaient la Lombardie et Gênes, lui tendait la main; plusieurs barons réfugiés de Naples (3) se tenaient en France, et représentaient combien grand était le nombre des autres hommes riches et influents dans les Etats napolitains, mécontents de la famille aragonaise. La sœur de Charles, Anne, désirait ressaisir le gouvernement en France, et elle espérait l'obtenir par l'absence de son frère. Un grand nombre de grands se flattaient d'acquérir de nouvelles possessions et de nouveaux droits dans le royaume à conquérir, et Charles se montrait d'autant plus libéral

(1) Ou plutôt d'abord avant la mort de Frédérick III, en juin 1493, seulement un engagement d'investiture, qui devait obtenir son exécution aussitôt après cette mort, moyennant l'accomplissement d'autres conditions. Corio, l. c., fol. 458, 459. Le véritable acte de fief est du 5 septembre 1494, et se trouve dans Corio, l. c., fol. 473.

(2) Les prétentions de la nouvelle maison d'Anjou sur la Sicile, Naples et Jérusalem, qu'elle avait acquises par adoption, et qu'elle avait toujours essayé de faire valoir, furent enfin, à la mort du duc Charles de Provence et de Maine, recueillies avec les domaines français par Louis XI, le 11 décembre 1481. Plus tard, Charles VIII se fit céder authentiquement, par André Paléologue, à Rome, les droits de ce prince à l'empire grec.

(3) Guicciardini, l. c., p. 28.

(1) D'accord avec Alexandre VI, qui croyait ainsi mieux se venger de Ferdinand à cause de la protection donnée à Orsino, et pouvoir procurer en même temps par Charles des fiefs à ses fils dans le royaume. Guicciardini, l. c., p. 28. Le beau-père de Lodovico, le duc Ercole de Ferrare, désirait aussi l'arrivée des Français; car il espérait dans cette occasion pouvoir reprendre de nouveau sur les Vénitiens la Polésine de Rovigo. Guicciardini, p. 39.

(2) Corio donne la lettre de Lodovico, l. c., fol. 453 : « Accingere ergo et omnem pone moram; semper nocuit differre paratis. Ingentem ex hac expeditione gloriam reportabis, quæ majus tibi et posteris lumen pariet: hinc enim, difficulter trajecto ponto, Turcas invades, invasos opprimes, oppressos christianæ religioni conjunges, Hierosolymam et quæ olim majores tui armis et virtute devicere, tuo imperio submittes, etc. »

(3) Nommément Antonello et Bernardino da Sanseverino, celui-là prince de Salerne, celui-ci de Bisignano.

en promesses à cet égard, que les objets lui appartenaient moins en réalité (1).

Enfin fut conclu entre Lodovico et le roi Charles un traité que l'on tint secret plusieurs mois, et qui contenait principalement les dispositions suivantes (2) : Si le roi Charles en personne, ou un autre en son nom, mène une armée en Italie pour la conquête de Naples, Lodovico lui accorde libre passage par le Milanais, et entretient à ses frais dans cette armée cinq cents gens d'armes. Avant cet éclat de la part de la France, il lui fournit deux cent mille ducats, et lui fait équiper à Gênes autant de vaisseaux que le roi en veut. De son côté, le roi s'engage à défendre le duché de Milan, et à y maintenir le pouvoir de Lodovico contre qui que ce soit, et à tenir toutes prêtes, durant la guerre, deux cents lances au service de Milan, dans Asti, qui appartenait au duc d'Orléans. En outre il promet, aussitôt qu'il sera en possession du royaume, d'investir Lodovico de la principauté de Tarente.

Des traités avec les États voisins de la France, d'où l'on aurait pu, à défaut de ces précautions, craindre des attaques durant l'absence du roi, facilitèrent l'entreprise. Dès le mois de novembre 1492, le traité d'Étaples avait affermi la paix entre la France et l'Angleterre; et, quoique le roi Maximilien eût été si souvent et personnellement blessé par la cour de France, le traité de Senlis du 23 mai 1493 apaisa tous les différends existant entre les deux puissances. Il avait fallu faire de plus grands sacrifices pour en venir à des rapports plus sûrs en apparence avec Ferdinand le Catholique, dans le traité de Barcelone, en janvier 1493 (1). Aussitôt que fut prise la résolution d'une attaque sur Naples, Charles envoya aussi une ambassade aux plus puissants États d'Italie, outre Milan et Naples, afin de rechercher des alliances. A la tête de cette ambassade était Pierone de' Baschi, d'origine orviétaine. Venise, quoiqu'elle souhaitât l'abaissement de Naples, fit une réponse évasive au roi, qui demanda des secours et des conseils. Florence, dirigée encore par Pietro de' Medici (2), prit bien pour elle la résolution de rester fidèle à Naples; mais, afin de ne pas déplaire à une infinité de marchands florentins établis en France, l'on dut aussi éviter de répondre d'une manière décisive à l'ambassade française. Alexandre VI se rejeta sur l'investiture du roi de Naples par le saint-siége, qui ne pouvait être déclarée nulle qu'après un jugement rendu conformément au droit, ajoutant que d'ailleurs au pape seul il appartenait de décider sur la possession légitime de Naples.

De son côté, Ferdinand de Naples n'était pas demeuré oisif durant ces négociations, et avait cherché même à décider Charles VIII à un traité, mais en vain (3). Il réussit mieux avec le pape, dont la politique était déterminée par une seule considération, le désir de pourvoir ses fils. Giuffri Borgia, fils du pape, épousa Sancia, fille naturelle du duc Al-

(1) Carlo da Barbiano, comte de Belgiojoso, qui était à la tête de l'ambassade milanaise, n'avait pas non plus laissé manquer les moyens de corruption. Étienne de Vèse, sénéchal de Beaucaire, qui avait une grande influence sur Charles, et l'évêque de S.-Malo, Guillaume Briçonnet, surintendant des finances, avaient été gagnés, et l'on trouvait en eux deux puissants promoteurs de l'entreprise. Sismondi, l. c., p. 89. Guicciardini, l. c., p. 36, 37. Toutefois, parmi les grands de France, il ne manqua pas d'adversaires de l'expédition.

(2) Guicciardini, l. c., p. 37.

(1) Nous ne donnons pas le texte de ces traités, attendu que leur résultat seul, qui fit croire à Charles qu'il avait les mains libres contre Naples, a de l'importance pour l'histoire d'Italie.

(2) De l'autre branche des Medici qui sortait de Lorenzo, frère de Cosimo, il y avait deux frères, Lorenzo et Giovanni, jaloux du rôle que jouaient leurs cousins Pietro et ses frères; ils tenaient pour la France, ou du moins Pietro le soupçonna, et se servit de ce soupçon pour se débarrasser de ces dangereux adversaires à Florence, en les faisant bannir dans leurs terres. Roscoe, l. c., p. 164, 165. Guicciardini, l. c., p. 64.

(3) uicciardini, l. c., p. 43. Ferdinand né

phonse de Calabre, reçut la principauté de Squillace avec dix mille ducats de revenus; et non-seulement Alexandre fut gagné pour Naples, mais il donna encore son approbation à la vente des biens de Cibo à Orsino (1). Mais ces bons procédés ne durèrent pas jusqu'à la fin de l'année, parce qu'Alexandre, considérant toute l'étendue des inquiétudes de Ferdinand, désirait lui arracher encore de plus grandes concessions.

Au commencement de l'année 1494, le roi Charles congédia de sa cour les envoyés napolitains. L'orage s'approchait toujours; mais Ferdinand devait être dérobé à la foudre qui allait frapper sa famille. Il mourut d'une fièvre putride (1), le 25 janvier 1494.

§ II. *Jusqu'à la mort de Ferdinand II de Naples, dans l'année* 1496.

Avant sa mort, Ferdinand avait pris des mesures afin que son fils aîné, le duc Alphonse de Calabre, pût rassembler une armée sur les frontières du royaume pour sa défense, tandis que Federigo, le plus jeune, avec une flotte de cinquante galères et plusieurs transports, était prêt à s'opposer aux Français sur mer (2). Maintenant le premier dut prendre les rênes du gouvernement sous le nom d'Alphonse II dans la liste des rois napolitains, et fut reconnu par la noblesse et le peuple de Naples immédiatement après la mort de son père. Il trouva un trésor rempli, et grossit encore ses richesses par un impôt qu'il leva à l'occasion de son avénement au trône. L'argent était alors, à un plus haut degré qu'aujourd'hui, le besoin principal de la guerre, et Alphonse avait en outre acquis précédemment un haut renom dans les combats. Mais le nouveau souverain ne répondit, ni par son énergie, ni par la finesse de son intelligence politique, à l'opinion que l'on avait conçue de lui. Il voulut avoir recours aux négociations diplomatiques, et envoya Camille Pandone, l'un de ses intimes conseillers, au sultan turc, pour représenter à celui-ci que les Français considéraient la possession de Naples seulement comme le premier pas vers la conquête de l'empire turc. Il chercha ainsi à obtenir à sa disposition six mille cavaliers turcs, et autant de fantassins dont il payerait la solde. Alexandre VI, aussi, qui ne s'était pas encore détaché de Naples, dépêcha un envoyé au sultan, tandis que, d'un autre côté, il excitait Charles VIII à marcher immédiatement contre les Turcs pour détourner l'orage de l'Italie, et qu'il accordait à Ferdinand le Catholique, l'argent qui devait être levé en Espagne par suite de la prédication de la croisade, sous la condition que ces sommes seraient employées, non pas contre les infidèles, mais bien à la guerre contre la France (2). Les ambassades au sultan déterminèrent des armements en Albanie; mais, pour l'Italie, elles n'eurent aucun résultat. Le pape resta en apparence fidèle à Naples, et conféra l'investiture à Alphonse, le 18 avril 1494 (3). Des

tait pas seulement vieux et méfiant, il paraît aussi avoir très-bien connu les Napolitains; car il voulait tenter tout plutôt que de laisser faire l'expédition de Charles : « Proponendo al re (Carlo), quando altrimenti non si potesse mitigarlo, condizioni di censo e altre sommissioni. »

(1) Ferdinand chercha même à regagner Lodovico, et lui offrit la reconnaissance de tous les règlements qu'il aurait faits relativement au duché, même au préjudice du duc; mais Lodovico l'amusa avec des réponses insignifiantes ou trompeuses. Guicciardini, p. 44, 45.

(2) Sismondi, l. c., p. 99.

(1) Guicciardini, l. c., p. 55. Sismondi, l. c., p. 102. Lebret, lib. VI, p. 365.

(2) Sismondi, l. c., p. 110. Guicciardini, l. c., p. 78, 79.

(3) Les conditions qu'Alphonse devait accorder, outre des stipulations en faveur des fils d'A-

charges de la couronne de Naples, celle de protonotaire fut donnée à Giuffri Borgia, prince de Squillace et comte de Coriati. La première charge qui deviendrait vacante, le second fils d'Alexandre, le duc de Candie, devait l'avoir, avec la principauté de Tricavico, les comtés de Chiaramonte, Lauria et Carinola, avec douze mille ducats de rente annuelle. Quant au troisième fils, Cesare Borgia, Alexandre avait fait prouver par de faux témoins qu'il était fils légitime d'un citoyen romain (1), et il venait de le nommer cardinal. On lui assigna des revenus de biens ecclésiastiques dans les États napolitains. Virginio degli Orsini, qui avait amené cet arrangement avec le pape, obtint en même temps la dignité de connétable du royaume.

Quant à Pietro de' Medici, l'on pensait pouvoir le maintenir dans les bons procédés par la promesse de le faire prince héréditaire de Florence; et, en échange, il s'engageait à opposer une résistance armée aux Français. La politique de Lucques et de Sienne semblait dépendre de Florence et du pape; celle de Riario, d'Imola et de Forli; celle de Manfred, de Faenza. Giovanni de' Bentivogli, seigneur de Bologne, se rattacha aussi au parti napolitain. Le sud et le nord de l'Italie se trouvaient opposés dans leur politique; le prince Federigo commandait à Livourne une flotte de trente-cinq galères, dix-huit grands et douze petits transports, avec laquelle il attendait la flotte française (2).

Le 13 juillet, Alphonse donna au pape et aux envoyés florentins un rendez-vous à Vicovaro (1), où il demanda que l'on contraignît Lodovico à faire cause commune avec les autres princes d'Italie, ou à céder le gouvernement à son neveu; mais Alexandre VI désirait retenir plus longtemps les troupes d'Alphonse dans l'État de l'Église, d'où le cardinal Giuliano della Rovere, qui avait été en possession des forts d'Ostia, de Ronciglione et de Grottaferrata, s'était enfui, en avril (2), vers la côte génoise, en laissant aux Français dans ses possessions des points d'appui, à la vérité de peu d'importance. Les forts de Giuliano durent bientôt se rendre; mais les deux Colonna, jaloux de la fortune de Virginio degli Orsini, étaient entrés en liaisons secrètes avec les Français (3). Il fallut les observer, ainsi que le cardinal Ascanio Sforza, et les contenir par une force armée, de sorte qu'Alphonse se vit obligé de diviser son armée, et de renoncer à une attaque immédiate contre Lodovico dans la haute Italie. Une partie de l'armée napolitaine, sous le duc Ferdinand de Calabre, fils d'Alphonse, marcha vers la Romagne. Pietro de' Medici promit de défendre les passages des Apennins, sur les frontières toscanes, contre les Français, mais ne prit aucune disposition active à cet effet. Un projet formé par le vieux archevêque de Gênes, Paolo Fregoso, sur Gênes, pour arracher la ville aux Milanais, fut prévenu et déjoué par Giuliano della Rovere, qui, allant trouver Charles VIII à Lyon, le décida à envoyer une garnison suisse à Gênes, et à

lexandre, insérées dans le texte, n'étaient pas de faible importance. Ainsi il devait payer au pape trente mille ducats. Guicciardini, l. c., p. 57. Corio, l. c., fol. 468b.

(1) De Domenico Arignano. Cf. Infessura, l. c., p. 1249. Cf. aussi Guicciardini, l. c., p. 57.

(2) Sismondi, l. c., p. 114. Guicciardini, l. c., p. 73. Dans l'énoncé de la flotte, je suis resté fidèle à Sismondi, qui suit essentiellement Guicciardini. Les données diverses se trouvent rassemblées dans la note de Rosini au passage de Guicciardini.

(1) Place d'Orsini. Guicciardini, l. c., p. 71. Corio parle longuement de ce rendez-vous, Corio, l. c., fol. 470 b et 471 a. Ferronus parle aussi de cette réunion, quoiqu'il nomme non pas Vicovaro, mais Rome. Arnoldi Ferroni Burdigalensis, *de Rebus gestis Gallorum*, lib. IX (Lutetiæ, 1555), p. 60. Petri Bembi *Histor. Venet.* lib. II (Basiliæ, 567), p. 49.

(2) Allegretto Allegretti, l. c., p. 829. Guicciardini, l. c., p. 58. Infessura, l. c., p. 1252.

(3) Guicciardini, l. c., p. 72.

presser sa marche par les Alpes (1). Charles paraissait encore avoir l'intention d'attaquer Naples par mer ; il fit équiper à Marseille et à Gênes (dans ce dernier port par son grand écuyer, Pierre d'Urfé) des flottes considérables (2). Avant qu'il fût sorti de cette irrésolution, il détacha Évrard d'Aubigny, noble Écossais, avec environ deux cents chevaliers français (formant à peu près mille cavaliers, y compris les écuyers) et quelques bataillons d'infanterie suisse, par le Saint-Bernard et le Simplon. Ces troupes, avec cinq cents gens d'armes milanais et environ trois mille hommes de pied, sous le comte Giovan Francesco de Gajazzo (aussi Sanseverino), se portèrent près de Fossato del Genviolo, sur la frontière ferraraise dans la Romagne, d'où elles observèrent l'armée du duc Ferdinand, qui, réunie aux forces des principautés romagnoles, des Florentins et de Guidobaldo d'Urbino (3), ne s'élevait encore qu'à deux mille cinq cents cavaliers pesamment armés et cinq mille fantassins. Ferdinand aurait encore pu triompher avant qu'il arrivât plus de Français et de Suisses ; mais le comte de Pitigliano, l'un des conseillers de guerre qui lui étaient adjoints, l'empêcha d'attaquer (4). Cependant arriva la nouvelle que l'expédition de Federigo contre Gênes avait manqué, et l'on décida que l'armée de Ferdinand devait attendre sous les murs de Faenza l'arrivée des lansquenets levés en Allemagne pour le compte d'Alphonse.

Enfin Giuliano della Rovere, dont la haine contre Alexandre VI ne connaissait plus de bornes, arracha Charles à ses hésitations. Durant son séjour à Lyon, le roi avait plusieurs fois songé à renoncer à toute l'entreprise (1); mais, le 23 août, le camp royal fut levé de Vienne, et, sans rencontrer un seul ennemi, l'armée française franchit les Alpes (2). Elle consistait en trois mille six cents gens d'armes, six cents archers bretons à pied, six mille arbalétriers français, huit mille fantassins gascons armés d'arquebuses à mèche et de flamberges, et huit mille hallebardiers suisses.

En Savoie durait encore la régence de tutelle de la duchesse Bianca (3), qui, en juin 1493, s'était liguée avec Naples, mais qui, alors isolée, hors d'état de résister aux Français, reçut Charles pompeusement à Turin (4). La

(1) Le prince Federigo tenta de s'emparer de Porto Venere; mais les dispositions prises pour la défense firent manquer aussi son entreprise sur ce point. Sismondi, l. c., p. 122. Au commencement de septembre, il revint avec de nouveaux renforts de Livourne à Rapallo, dont il se rendit maître. Lodovico le More avait chargé de la défense de Gênes Anton Maria et Gasparro, surnommé *il Fracassa*, tous deux Sanseverini. Le premier courut par terre au-devant des Napolitains; le duc d'Orléans conduisit la flotte française hors du port de Gênes, et Federigo gagna au large, tandis que les Suisses et les Milanais reprenaient Rapallo. On trouve cette expédition décrite dans Guicciardini, p. 74 sq., et p. 88 sq. ; et dans Corio, fol. 472, sq. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 6.

(2) Guicciardini, l. c., p. 66.

(3) Sur Guidobaldo, voyez division IV.

(4) Et par suite d'un ordre du roi Alphonse, qui aurait été content que les Français se fussent maintenus dans la Romagne jusqu'à l'hiver. «Aveva commesso espressamente al figliuolo e ordinato a Gianiacopo de Triulzi e al conte di Pitigliano, che non metessero senza grande occasione in potestà della fortuna il regno di Napoli, che era perduto, sequel l'esercito se perdeva. »

(1) Ferronus ne parle pas avec beaucoup de respect des occupations de Charles dans ce temps : « Annus agebatur MCCCCXCIV, cum rex, nunc Molinium, nunc Lugdunum rediens, pulcherrimarum mulierum amore tenebatur : conviviis etiam eas adhibens, certaque loca designans, quibus hæ mulieres, quibus ipse consueverat, convenirent : metuens etiam homines non ignobiles emissarios architectosque libidinum. » Ferronus, l. c., p. 6. a.

(2) Sismondi, l. c., 125. Guicciardini, l. c., p. 84, 86.

(3) Voyez division III.

(4) Le *Vergier d'honneur*, par maistre André de la Vigne. Roscoe donne un passage de ce poëme sur le séjour du roi à Chieri, dans son *Léon X*, vol. I, appendix, n° XXIX.

marquise de Montferrat, qui gouvernait aussi pour son fils Guglielmo (1), ne tenta pas non plus la moindre hostilité contre les Français; et, sans rencontrer un obstacle, Charles VIII arriva le 9 septembre à Asti, qui, ainsi qu'on l'a déjà dit, était au duc d'Orléans. Là, Lodovico le More et son épouse vinrent trouver le roi (2); et, après que le séjour dans Asti eut encore été prolongé par une maladie de Charles (3), le camp royal fut transporté à Pavie.

La visite du malheureux Giovan Galeazzo, depuis longtemps abattu par la maladie, fut rendue au roi, et non à ses courtisans. Les mères des deux princes étaient sœurs, et Charles fut douloureusement affecté de ces entrevues, sans pouvoir être amené à un changement dans sa politique (4); il demeura fidèle à l'intime union avec Lodovico, qui le soutenait en tout, et, accompagné de ce prince, il poursuivit sa marche vers Piacenza, d'où la nouvelle de la mort du duc, arrivée sur ces entrefaites (5), comme beaucoup le crurent, par suite d'un poison lent, rappela Lodovico à Milan. Les premières autorités du duché firent des représentations dans l'intérêt de Lodovico: Les temps, disaient-elles, réclamaient pour prince un homme, non un enfant mineur, comme le fils du feu duc, Francesco Sforza. Lodovico accéda en apparence à leurs désirs, mais protesta secrètement, soutenant qu'il se mettait en possession du duché par son propre droit, en vertu de l'investiture de l'empereur, non par la reconnaissance des autorités (1); puis il courut rejoindre l'armée française. Il l'atteignit dans le voisinage de Sarzana, au moment où le duc d'Orléans s'efforçait de déterminer le roi à conquérir avant toutes choses le duché, plutôt que de s'enfonçer plus avant dans l'Italie

Le chemin de Lunigiana par Pontremoli n'était occupé ni par les troupes du pape, ni par celles des Florentins. Alexandre était entièrement retenu par le soulèvement des Colonna, qui, à l'approche de l'armée française, se levèrent comme chefs militaires pour Charles VIII (2), et se saisirent de plusieurs places dans le voisinage de Rome, entre autres d'Ostia. Les Florentins avaient nommé une commission spéciale pour la défense de leurs frontières; mais Pietro ne lui avait pas donné les moyens nécessaires à cet objet, et l'enlèvement de Fivizzano, première place florentine (3), répandit la terreur dans tout le territoire de la république. Les intérêts hostiles à la famille Medici dans Florence, que l'autorité de Pietro avait encore contenus, eurent alors un champ libre; la ville elle-même fut tout à coup remplie de fermentation. Pietro, dans son inquiétude, ne sut plus comment s'y prendre; car il était arrivé à une situation qu'il n'avait pas prévue. Ses cousins bannis de Florence, Giovanni et Lorenzo, étaient allés rejoindre Charles (4), et l'avaient prié de mettre fin au pouvoir de Pietro à Florence. Enfin Pietro crut pouvoir

(1) Division III. Charles VIII, qui tenait si mal sa maison qu'il éprouvait déjà des embarras d'argent, emprunta à deux femmes régnantes leurs diamants, et les engagea pour vingt-quatre mille ducats. Que Charles ait emprunté aussi des Sauli cent mille ducats, c'est ce que je trouve dans Ranke, *Histoire des peuples romains et germains*, tom. I, p. 32; mais je n'ai pas sa source.

(2) Sismondi, l. c., p. 135. Corio (l. c., fol. 477) place l'arrivée de Charles à Asti le 11 septembre. J'ai suivi Guicciardini. Corio ajoute quelque chose de plaisant: « Lodovico Sforza mandò al re molte formosissime matrone milanese, con alcune delle quali pigliò amoroso piacere, et a quelle presentò di preciosi anelli. »

(3) Ferronus, p. 76. Malavolti, part. III, fol. 99. Bembus, l. c., p. 52.

(4) Guicciardini, l. c., p. 98. Ferronus, p. 86 et 90; Roscoe, *Léon X*, vol. I, p. 188.

(5) Giovan Galeazzo mourut le 20 octobre.

(1) Sismondi, l. c., p. 137. Guicciardini, l. c., p. 99.

(2) Guicciardini, l. c., p. 94.

(3) L'un des marquis Malaspina (Gabriello di Fosdinuovo) y mena les Français. Guicciardini, p. 103.

(4) Guicciardini, l. c., p. 101.

se tirer d'embarras en se rendant personnellement auprès de Charles, comme avait fait son père auprès du roi Ferdinand, et même obtenir ainsi la paix. A la tête d'une ambassade florentine (1), il se transporta au camp français, qui était alors devant Sarzanella, et assura au roi que la crainte seule de Naples l'avait empêché jusqu'alors de se déclarer ouvertement pour la France. Comme preuve de la sincérité de ces assertions, Charles demanda la remise de Sarzana, et Pietro fit ouvrir Sarzana ainsi que Sarzanella aux Français. Alors Charles demanda aussi Pietra-Santa, Librafatta, Pise et Livourne, et crut devoir donner au moins une garantie pour la restitution; mais Pietro n'exigea que sa parole, et promit, au nom de la république, un prêt de deux cent mille ducats, s'il obtenait seulement paix et protection de la France (2).

A Florence, chacun était révolté de cette conduite de Pietro. A son retour il trouva tout le monde, même beaucoup de ses amis, changés à son égard, et le lendemain, 9 novembre, lorsqu'il voulut pénétrer dans le palais (3) pour conférer avec les prieurs, l'entrée lui fut interdite. Pietro, tout étourdi, s'en alla chez lui au milieu d'une grêle de pierres, et dépêcha auprès de Paolo Orsino, son beau-frère, pour qu'il vînt à son secours avec des gens d'armes. Cela fut connu, et de tous côtés les bourgeois s'armèrent. Le cardinal de Medici essaya encore de réunir les amis de sa maison dans les rues, en criant *Pillules! pillules* (4)! mais il ne reçut en réponse que des apostrophes menaçantes. Pietro et Giuliano, entourés de soldats d'Orsini, se rendirent à S.-Gallo, et cherchèrent encore à déterminer les habitants de cette partie de la cité, à une levée en faveur de la maison de Medici : cette tentative resta vaine aussi; il leur fallut quitter la ville. Leur frère le cardinal se glissa, sous la robe de franciscain, hors de l'enceinte (1).

Pietro et Giuliano, au lieu de se diriger maintenant du côté du camp français, prirent le chemin de Bologne. Leur escorte armée se dispersa; enfin ils arrivèrent seuls à Bologne. Cependant le peuple pilla une partie de leurs possessions dans la ville (2); la *signoria* déclara les frères Medici rebelles, leurs biens confisqués, et mit leurs têtes à prix. Les deux Medici bannis revinrent; mais, ne voulant plus porter le nom détesté, ils s'appelèrent Popolani (3); toutes les familles abaissées par les principaux Medici de la ville et leur faction reprirent leurs droits perdus.

Le premier soin important de la république fut maintenant de disposer une ambassade au roi, à l'effet de représenter l'étroite union de Florence avec la cour napolitaine comme l'œuvre des Medici, et de s'entendre d'une manière plus précise sur les concessions faites irrégulièrement par Pietro. Pietro Capponi était à la tête de l'ambassade, et Savanarola dut en faire partie comme orateur. A Pise, où celui-ci harangua le roi, on leur fit espérer l'arrivée du roi à Florence. Mais aux Pisans, qui n'avaient pas, comme les habitants d'autres villes soumises aux Florentins, oublié l'attachement à la patrie, pour laisser ce sentiment aux pauvres classes du peuple, et fixer eux-mêmes leur résidence à Florence, le roi avait promis la liberté de leur ville, qui jusque-là, dans le commerce et l'industrie comme dans ses rapports de propriétés territoriales, avait subi l'oppression des Florentins (4). L'intérêt de Lodovico, qui était revenu de Sarzana à

(1) Bembi *Hist. Venet.*, l. c., p. 53.

(2) Guicciardini, p. 107. Ferronus, p. 96. Roscoe, l. c., p. 195 et 196.

(3) Guicciardini, l. c., p. 111.

(4) Les Medici portaient dans leurs armes des balles, vraisemblablement images des pillules qu'ils administraient jadis comme médecins (*medici*). Roscoe, p. 198.

(1) Sismondi, l. c., p. 148.

(2) Roscoe, l. c., p. 199, 200. Bembi, *Hist. Venet.*, l. c., p. 58.

(3) Roscoe, p. 206.

(4) Sismondi, l. c., p. 156 sq. Ferronus, p. 106.

Milan, mais avait un excellent avocat auprès du roi dans la personne de Sanseverino Galeazzo, cet intérêt se trouvait ainsi mis en jeu (1) : Lodovico ne croyait pas que Pise pût se maintenir dans sa liberté, et il espérait que cette ville retournerait plutôt sous la suzeraineté milanaise.

La déclaration de l'affranchissement de Pise par Charles, le 9 novembre, avait eu pour suite immédiate l'expulsion des autorités et des troupes florentines, l'enlèvement de tous les signes de la domination florentine dans la ville. Le roi avait ensuite remis aux Pisans l'ancienne citadelle; mais il occupa lui-même la nouvelle, puis s'approcha avec son armée de la ville de Florence. Il essaya de différer sa déclaration définitive sur le sort de la Toscane, jusqu'à ce qu'il eût reçu des nouvelles de son armée de la Romagne, sous la conduite de d'Aubigny (2).

Le soulèvement des Colonna, et la demande du pape qui réclamait des troupes, avaient forcé le duc Ferdinand à détacher une partie de son armée vers le sud. Hors d'état d'opposer une résistance vigoureuse à d'Aubigny, il avait dû lui abandonner Mordano dans le pays d'Imola (3), et les soldats de d'Aubigny s'étaient livrés à d'effroyables excès contre les habitants. La terreur saisit les populations des principautés romagnoles, ainsi que leurs chefs. Catarina, régente d'Imola et Forli, conclut un traité avec le général français, et le reçut dans les domaines de son fils. La nouvelle de la remise des places florentines par Pietro, au milieu de telles circonstances, agit puissamment sur les esprits dans la Romagne; Ferdinand dut se retirer sur Rome (4), et Federigo ramena la flotte dans le port de Naples.

Aussitôt que le roi fut informé de ces événements, il appela à lui d'Aubigny avec ses Français et ses Suisses, et trois cents chevau-légers du comte de Gajazzo, afin de pouvoir congédier la plus grande partie des troupes italiennes qui l'accompagnaient (1). En même temps il avait pensé à faire venir Pietro de Bologne, parce qu'il croyait que celui-ci s'était attiré ses malheurs à cause de lui. Mais Pietro était déjà à Venise, lorsqu'il reçut l'invitation du roi pour sa rentrée, et les Vénitiens, qui ne voulaient pas voir l'influence de Charles s'affermir à Florence, conseillèrent à Pietro de ne pas se remettre au pouvoir d'un prince auquel il avait été jadis contraire (2). Charles était entré le 17 novembre dans Florence, et avait aussitôt commencé à négocier avec la *signoria*. Il soutenait que Florence était sa conquête, qu'il y avait pénétré, que les siens y étaient entrés l'arme haute (3); les Florentins prétendaient qu'ils ne voyaient en lui qu'un hôte. Le roi parut disposé à se contenter de sommes d'argent; mais il fit des demandes si exorbitantes, que Pietro Capponi, arrachant à l'écrivain du roi le papier sur lequel elles étaient consignées, menaça de faire sonner le tocsin, et d'appeler le peuple aux armes (4). Ce courage étourdit la cour française. Charles parut ne pas avoir voulu disperser ses forces sans nécessité avant l'arrivée sur les frontières napolitaines; l'on en vint donc à un arrangement sous des conditions assez douces. Les Florentins payèrent cent vingt mille ducats de subsides en trois termes, moyennant lesquels le roi leur rendrait leurs places après la prise de Naples, ou toute autre conclusion de la guerre par une paix ou une trêve de deux années, ou l'éloignement du roi de l'Italie. Les Pisans devaient avoir amnistie, s'ils se soumettaient de nouveau;

(1) Guicciardini, p. 114.
(2) Sismondi, l. c., p. 162.
(3) Guicciardini, p. 108. Ferronus, l. c. p. 80.
(4) Machiavelli, *Frammenti*, p. 8.

(1) Guicciardini, p. 115.
(2) Guicciardini, p. 119; Roscoe, p. 208.
(3) « La lancia in sulla coscia. »
(4) Sismondi, l. c., p. 168. Roscoe, p. 211. Guicciardini, p. 120. Machiavelli, *Decennale* 1.

La strepito dell' armi e de' cavalli
Non potè far, che non fosse sentita
La voce d'un cappon fra cento Galli.

les Medici devaient recouvrer leurs biens, et se trouver relevés de la sentence de mise à prix sur leurs têtes. Les prétentions du duc de Milan, comme seigneur de Gênes, sur Sarzana et Pietra-Santa, devaient être examinées par des arbitres, et l'ancienne paix se rétablirait entre la France et Florence. Ainsi le traité fut publié le 26 novembre dans la cathédrale, et ensuite juré. Deux jours après, le roi se mit en marche contre Rome avec d'Aubigny, et s'avança vers Sienne (1).

Alexandre, qui avait paru demeurer fidèle à la maison d'Aragon, mais qui en effet n'était pas resté étranger aux négociations de Milan avec la France (2), souhaitait, par cette conduite à double fin, amener Naples de plus en plus sous sa dépendance. Une fois ses désirs remplis, il avait fait tout son possible pour éloigner les Français. Maintenant ils arrivaient néanmoins, et Alexandre ne pouvait être par eux traité qu'en ennemi, puisque ses troupes étaient dans l'armée de Ferdinand, et que lui-même avait voulu armer les Romains. Il fut saisi d'une incroyable terreur, et essaya de nouer, par le moyen du cardinal Sforza, de nouvelles négociations avec Charles. Il y parvint; mais, lorsque l'armée de Ferdinand entra dans Rome, le pape se releva de sa terreur, et, voulant ne pas laisser échapper l'occasion de se saisir de ses ennemis, il fit arrêter le cardinal Sforza et Prosper della Colonna, l'un des envoyés du roi (1). Mais déjà Bentivoglio de Bologne, Sforza de Pesaro, le duc d'Urbino, déjà les troupes florentines s'étaient séparés de l'armée de Ferdinand, et Charles était en pleine marche de Sienne sur Rome. Lorsque Charles était à Nepi, le 19 décembre, le pape lui fit offrir, par le cardinal Sanseverino, de se séparer de Naples, tandis qu'intérieurement il se consultait avec le duc de Calabre sur la défense de Rome; il pensa aussi à la fuite. Au milieu de telles circonstances, il ne fallait pas accuser les vassaux de l'Église, s'ils s'occupaient de leur situation par des traités particuliers: les fils de Virginio degli Orsini, grand connétable de Naples, recoururent eux-mêmes à de telles précautions. Par les Colonna, déjà les forces des Français atteignaient les frontières napolitaines; et Charles aurait pu écraser facilement Alexandre, et le faire déposer par un concile, à la faveur des sentiments hostiles d'un grand nombre de prélats; mais les motifs qui l'avaient déterminé dans Florence à un accommodement agirent aussi à Rome; d'ailleurs tel des courtisans de Charles espérait du pape une plus haute dignité ecclésiastique, ou du moins une autre faveur. Le roi demanda seulement l'entrée de la ville pour son armée, et promit de respecter l'administration d'Alexandre, et les droits de l'Église. Le dernier jour de l'année 1494, Ferdinand sortit par la porte de S.-Sebastiano, tandis qu'à la même heure Charles entrait dans Rome, à la tête de son armée, par la porte del Popolo (2).

Après diverses difficultés, l'on en vint enfin, le 11 janvier, entre le roi et le pape, à un traité par lequel Alexandre ouvrait à Charles les places de Civita Vecchia, Spoleto et Terracina, pour les occuper jusque après la fin de la guerre. Cesare Borgia devait accompagner

(1) A Sienne, à la fin de 1490, la *balia* des vingt-quatre (voyez division IV) fut prorogée pour cinq ans. Mais le droit qu'elle reçut de nommer aux emplois dans la ville et sur le territoire lui fut repris en 1494, pour cause d'abus. Malavolti, part. III, fol. 97. Le sort porta de nouveau aux emplois. Le 2 décembre 1494, Charles entra dans Sienne. *Ibid.*, fol. 99b. Le 4, il s'avança plus loin, et bientôt après son départ fut prise à Sienne la résolution que tous les exilés reviendraient, non pas tous à la fois, mais par parties, de quatorze en quatorze jours. Quatre *monti* (neuf, *popolo*, nobles et réformateurs) venaient d'être rétablis; maintenant on n'en forma que trois: neuf, *popolo*, et un troisième composé de nobles et de *popolari*, et des membres des douze, et qui fut appelé *monte* des nobles. Malavolti, l. c., fol. 100.

(2) Machiavelli, *Frammenti*, p. 3.

(1) Allegretto Allegretti, l. c., p. 836. Guicciardini, l. c., p. 121.

(2) Sismondi, l. c., p. 182.

le roi durant quatre mois en qualité de cardinal-légat, mais en réalité comme otage de la fidélité du pape; et Briçonnet, évêque de S.-Malo, devint cardinal. Il y avait encore d'autres conditions moins importantes concernant la suite des événements (1).

Durant le séjour d'un mois que Charles fit à Rome, son armée se mit en mouvement en deux corps contre Naples (2). L'un, sous Fabrizio della Colonna, Antonello de' Savelli et Robert de Lenoncourt, s'avança par le comté de Tagliacozzo; car on présumait que la plupart des anciens adhérents angevins étaient encore dans les Abruzzes; et en effet l'on trouva partout un joyeux accueil. Bartolommeo d'Alviano, qui devait s'opposer à cette division de l'armée française, fut obligé d'évacuer les Abruzzes, parce qu'il vit en face de lui des forces trop supérieures.

L'autre corps marcha par la terre de Labour; le 23 janvier 1495, Charles se mit à sa tête en quittant Rome; il le mena contre Naples par Ceperano et S.-Germano, tandis que le pape s'agitait déjà pour se venger de la paix humiliante qu'il avait été réduit à souscrire. A Velletri, l'ambassadeur espagnol protesta, d'accord avec Alexandre, contre tout progrès ultérieur; disant que Ferdinand d'Aragon avait adhéré au traité de Barcelone seulement dans la supposition que Charles, avant toutes choses, se tournerait contre les Turcs, et n'entreprendrait rien contre Naples sans faire décider préalablement sur ses droits par des arbitres; maintenant que non-seulement il avait usurpé sur l'État de l'Église, mais qu'il avait encore arraché des subsides aux autres principautés italiennes, lui, comme ambassadeur de Ferdinand et d'Isabelle, devait déclarer que ses maîtres ne verraient pas paisiblement la conquête de Naples (1). Il y eut une scène très-vive, dans laquelle l'ambassadeur se déclara entièrement hostile, et déchira le traité jadis conclu entre la France et l'Aragon. Mais ni cet acte, ni d'autres circonstances qui ne laissaient aucun doute sur la violation de parole du pape, ne déterminèrent les Français à faire halte.

Nous passons maintenant le détail des attaques sur les frontières. La cruauté avec laquelle tout fut immolé dans les places conquises, et dont on n'avait eu aucune idée dans les guerres italiennes, répandit une terreur générale parmi les sujets du roi Alphonse : lui-même avait perdu le cœur et la tête; car il savait de quels faibles liens ses sujets lui étaient attachés; il connaissait leur disposition à lui attribuer les rigoureuses mesures du temps de son père, et se sentait sans appui. Partout le peuple voyait dans les Français des libérateurs qui l'affranchiraient d'un joug oppressif, tandis qu'Alphonse était agité par des tableaux et des apparitions magiques (2). Au milieu de ces circonstances, Alphonse crut avoir gagné quelque chose, si lui, dont la main était hors d'état de tenir le gouvernail, pouvait résigner la couronne en faveur de son fils Ferdinand, qu'il avait eu d'une princesse Sforza. Il avait signé l'acte d'abdication le 23 janvier, et le roi Charles trouva déjà Ferdinand II sur le trône, lorsqu'il atteignit les frontières du royaume. Alphonse s'était embarqué, le 3 février, pour la Sicile, où il possédait des domaines sous la suzeraineté sicilienne. Il y vécut jusqu'au 19 novembre de la même année, environné de moines, dans le jeûne et les prières, afin de soulager sa conscience surchargée (3).

Ferdinand se promena, le 24, à cheval, comme nouveau souverain du royaume, par les rues de Naples, environné de la noblesse, et fut salué par le peuple; mais c'était trop tard. Trop de monde s'était déjà déclaré

(1) L'on trouve le traité dans Guicciardini, p. 129, 130. Ferronus, l. c., p. 130.

(2) L'hiver fut si doux, que le temps n'opposa pas le moindre obstacle à l'armée française. Corio, fol. 478 a. Roscoe, p. 219.

(1) Sismondi, l. c., p. 193, 194. Ferronus, p. 166 et 170.

(2) Guicciardini, p. 131. Ferronus, p. 136.

(3) Sismondi, l. c., p. 203.

pour les Français dans les provinces. Toutefois l'on parvint à réunir une force militaire avec laquelle le jeune roi voulait barrer le passage à l'ennemi près de S.-Germano, tandis que les chemins par lesquels les Français s'avançaient avaient été rompus, les subsistances détruites aux alentours, ou retirées. Mais alors arrivèrent dans le camp de Ferdinand les nouvelles des progrès des Français par les Abruzzes, de la valeur irrésistible des Suisses; et à peine se montra l'avant-garde de Charles, que les soldats de Ferdinand prirent la fuite pour ne s'arrêter qu'à Capoue (1). Pendant que Ferdinand se préparait en ce lieu à une nouvelle résistance, son oncle Federigo envoya l'avis que les habitants de Naples étaient en insurrection, que la populace pillait les juifs, et que nulle autorité ne trouvait plus d'obéissance. Ferdinand ordonna à ses généraux de se préparer au combat, mais de ne rien entreprendre avant son retour (il courait à sa capitale). Il réussit à ramener l'ordre dans le peuple de Naples. Mais avant qu'il fût revenu à Capoue, Gian Jacopo de' Triulzi avait déjà quitté le service napolitain pour celui de France. Virginio degli Orsini et le comte de Pitigliano, trahis par Triulzo, s'étaient enfuis avec leurs troupes vers Nola; les Capouans négocièrent avec Charles, et arborèrent les bannières françaises. Quelques troupes allemandes demeurées fidèles, mais qui ne pouvaient tenir toutes seules, allèrent à la rencontre de Ferdinand, et, comme leur rapport ne le détermina point à retourner sur ses pas, il trouva les portes de Capoue fermées pour lui. Avant que le roi revînt à sa capitale, la nouvelle y était arrivée de tous les malheurs accumulés; le peuple voulut fermer la ville aux débris de l'armée de Ferdinand, et commit les plus grands excès. Il ne fallait plus songer à la résistance : alors Ferdinand brûla tous les transports qu'il ne pouvait pas emmener avec lui, et monta sur les galères, le 21 février, avec son oncle Federigo et le reste de sa famille (1); il quitta ensuite le port avec environ vingt bâtiments. Il voulut débarquer à Ischia; mais la résistance de l'infidèle commandant du fort dut être d'abord abattue par le courage personnel de Ferdinand, qui le renversa d'un coup de poignard.

La fuite du roi Ferdinand avait découragé tous ses partisans; le comte de Petigliano et Virginio degli Orsini étaient tombés prisonniers entre les mains de leurs ennemis. Des députés de Naples déposèrent à Aversa les clefs de la ville aux pieds de Charles, qui confirma les anciennes libertés, en ajouta de nouvelles, et le 22 février fit une entrée pompeuse dans sa nouvelle capitale (2). Le château neuf et le château de l'OEuf seuls étaient encore au pouvoir de Ferdinand. Charles prit sa résidence dans le Castello Capuano. Lorsque le magasin à poudre eut sauté dans le château neuf, la garnison allemande pilla tous les trésors de Ferdinand qu'elle gardait, et livra le château le 6 mars; le 15, le château de l'OEuf se rendit aussi.

Un fils naturel de Ferdinand II, don Cesare d'Aragon, qui commandait encore une division contre les Français, fut rejeté par Fabrizio Colonna jusqu'à Brindes, qu'il défendit pour Ferdinand. Les Turcs mêmes des côtes opposées furent saisis d'effroi, et les Grecs se préparèrent à la révolte. Pierone de' Baschi et d'Aubigny prirent la Calabre, à l'exception de peu de places fortes (3), sans tirer l'épée; et les Français conçurent tant de mépris pour les Italiens, particulièrement pour leurs nouveaux sujets, qu'ils ne

(1) Guicciardini, l. c., p. 135.

(1) Sismondi, l. c., p. 212. Guicciardini, p. 141.

(2) Roscoe, p. 235.

(3) Les places tenant pour l'Aragon étaient Turpia, Amanzia, Reggio, et les citadelles de Scilla, Bari et Gallipoli. Sismondi, l. c., p. 220, 221. Presque tous les vassaux de la couronne de Naples prêtèrent hommage à Charles. Guicciardini, p. 168, 169.

se montrèrent ni assez prévoyants ni assez modérés pour pouvoir conserver cette possession, malgré la facilité de son acquisition. Le roi Charles s'abandonna entièrement aux plaisirs que lui donnaient en foule la terre du Midi et un peuple qui vivait pour jouir. Il ne pressa pas dans Ischia son rival, qui offrait de reprendre Naples comme un fief de la France, mais refusa absolument la proposition d'un duché en France, où Charles voulait le reléguer. Les Français que Charles avait placés en qualité de commandants à la tête des villes du royaume, ne recherchaient aussi que l'argent et la satisfaction de leurs désirs sensuels (1) ; et ainsi, dans une orgueilleuse sécurité, ils menèrent une vie joyeuse, jusqu'à ce qu'ils apprirent, par des nouvelles venues d'autres points, que l'Italie n'était pas sans défense, mais que seulement elle employait d'autres armes qu'eux.

Après avoir suivi l'armée française jusqu'à la prise de possession du royaume, nous devons la quitter quelque temps, et voir ce que devint la république de Florence après l'expulsion des Medici, et quels changements subit aussi la politique de Milan et de Venise.

Sans l'imprévoyance et l'irréflexion de Pietro, l'administration des Medici, ou plutôt du parti qui se rattachait à eux, aurait été bien profondément enracinée à Florence; rien ne le prouve mieux que ce qui se passa dans cette ville après l'éloignement des Français. Dans la *signoria*, dans les emplois les plus importants, se trouvaient, au moment de la fuite de Pietro, des hommes du parti des *balie* dans les temps des Medici. Ce sont eux qui chassèrent les jeunes Medici. Ils restèrent les héritiers du pouvoir des Medici, et voulurent placer à la tête des affaires les cousins de ceux-ci, les Popolani, parce qu'en se détachant de la famille Medici, ils ne se souciaient pas d'ouvrir un champ libre à une infinité d'ambitions, et aussi parce que, de la part des Popolani, ils craignaient moins de prétentions princières que n'en avait affectées Pietro, allié aux Orsini. L'opposition de la vie de beaucoup de jeunes gens de nobles familles aux exigences ascétiques de Savanarola, les amena aussi au parti des *balie*; mais les deux éléments demeurèrent séparés: le vieux parti des *balie* fut conduit par Guidantonio de' Vespucci, celui des jeunes nobles (1) par Dolfo de' Spizzi.

Outre ce parti, il y avait encore quelques adhérents bien décidés des Medici expulsés; mais ils étaient à peu près sans influence. D'un autre côté, les principes de Savonarola avaient acquis l'influence la plus décidée parmi le peuple, parmi toutes les familles opprimées jadis par les *balie*, et ils avaient intéressé même quelques personnes du parti de ces *balie*. Comme Savonarola n'avait aucune idée des conditions de l'existence de l'Église romaine, de même, par rapport à l'État, il adoptait ce point de vue superficiel, qui trouve la dernière source et la dernière raison de l'activité du pouvoir public dans le peuple. Ses provocations à des réformes politiques marchaient toujours de front avec des excitations d'ascétisme aux individus, des réclamations de réforme à l'Église. Aussi son parti reçut par moquerie le nom des *Frateschi* ou des *Piganoni*. Francesco de' Valori et Pagolantonio de' Soderini étaient les hommes les plus remarquables de ce parti par l'influence politique (2). Par haine contre le parti des *balie*, et parce que Savonarola avait conseillé une conduite plus douce envers eux, les adhérents des Medici expulsés se rattachaient aussi à lui.

Ainsi qu'il était toujours arrivé auparavant lorsque l'État devait être organisé à nouveau,

(1) Sur la conduite des Français à l'égard des femmes, voyez Corio, fol. 478 a.

(1) Que l'on nommait le parti des *Arrabiati* ou *Campagnacci*. Sismondi, l. c., p. 239. Guicciardini développe les vues et les intérêts du parti des *balie* dans un discours qu'il met dans la bouche de Vespucci, l. c., p. 160 sq.

(2) Guicciardini expose très-bien les vues et les intérêts de ce parti en politique dans un discours qu'il fait prononcer par Soderini, l. c., p. 155 sq.

peu de jours après le départ des Français, les autorités convoquèrent aussi cette fois le peuple à une assemblée (1), pour faire nommer une nouvelle *balia*. La *balia* fut formée; elle nomma vingt électeurs, parmi lesquels Lorenzo Medici, qui appartenait à la branche Popolani, et qui était destiné par la *balia* à occuper la place de Pietro. Mais bientôt les électeurs furent en désaccord, et perdirent toute autorité comme corps, en sorte que les discours de Savonarola et des siens contre la *balia* trouvèrent partout faveur. Ils demandèrent que les choix fussent remis au peuple, que tous les citoyens importants (2) fussent admis à participer à l'existence politique dans un collége consultatif particulier, sans le vote duquel aucun impôt ne serait levé, aucune loi ne serait valable. Un petit comité, pris dans ce collége, devait administrer la république de concert avec la *signoria*.

D'abord la *balia* fit, le 23 décembre, la concession du collége consultatif, à la formation duquel se rattacha essentiellement le comité d'un conseil de quatre-vingts. Bientôt après, Savonarola fit adopter aussi une amnistie pour les amis et les adhérents de Pietro, et enfin, le premier juillet, la résolution que le grand conseil, et non plus les électeurs, aurait à élire aux emplois (3).

En dehors de leurs murs, les Florentins trouvèrent des occupations par les événements de Pise, qui devait être ramenée à la sujétion. Des *condottieri* furent engagés. Pietro de' Capponi fut nommé commissaire pour cette guerre, et la lutte commença en janvier 1495. Le roi Charles, qui s'était en quelque sorte compromis par sa conduite pleine de duplicité à l'égard de Pise et de Florence, chercha à s'interposer; mais les Florentins refusèrent de rien entendre, et ne voulurent plus payer de subsides, si le roi n'aidait à ce qu'il leur fût fait droit. Enfin, en février, le cardinal de S.-Malo les amena à d'autres payements, sans toutefois leur remettre les forts de Pise. Les Pisans se tournèrent du côté de Louis. Celui-ci, à cause de son union avec Florence, ne pouvait leur prêter assistance; mais il contribua à ce que Gênes, qui sous la suzeraineté de ce prince avait conservé pour elle-même le droit de guerre, les prit sous sa protection. Alors les Pisans reçurent des armes en assez grande quantité, et Gênes, Lucques et Sienne payèrent pour leur défense deux cents gens d'armes, deux cents chevau-légers, et huit cents fantassins sous Jacopo d'Appiano, seigneur de Piombino, et et sous Giovanni de' Savelli (1). Les Pisans eux-mêmes avaient le *condottiere* Lucio de' Malvezzi de Bologne à leur solde. Nous passons les événements de cette petite guerre, autant que des résultats plus importants ne s'y rattachent pas.

Le 26 mars 1495, Montepulciano se révolta aussi contre Florence (2), et les habitants rasèrent la citadelle florentine dans leur ville. Les Siennois promirent leur protection, et envoyèrent des troupes (3); Florence se tourna de nouveau vers Charles; mais celui-ci non-seulement refusa de se mêler à ces événements, il fournit même aux Pisans plusieurs centaines de Suisses et de Gascons qui vinrent à Pise en avril. Si Savonarola n'avait pas vu dans Charles VIII l'instrument de Dieu pour la réforme de l'Église et le châtiment des impies, les Florentins auraient certainement abandonné les intérêts français, et se seraient décidés pour la cause de l'Italie, à laquelle alors Milan et Venise donnèrent une nouvelle assistance.

Les progrès rapides et incontestés des Français en Italie n'avaient pas donné beau-

---

(1) Division v. Il a été question de ces assemblées de peuple qui formaient les *balie*. On trouve une description plus complète de la marche des choses dans Sismondi, l. c., p. 240 et 241.

(2) C'est-à-dire tous ceux dont les ancêtres des trois dernières générations avaient déjà occupé des fonctions de l'État.

(3) Sismondi, l. c., p. 244.

(1) Sismondi, p. 255.

(2) Machiavelli, *Frammenti*, p. 10.

(3) Allegretto Allegretti, l. c., p. 842, 843.

coup moins de soucis pour l'avenir de l'Italie à Lodovico lui-même et aux Vénitiens, qu'au pape menacé directement. Les prétentions orléanistes sur le duché de Milan s'exprimaient plus hautement que jamais (1); et la faveur à laquelle l'ennemi personnel de Lodovico, Triulzo, était parvenu auprès de Charles, parut au More un signe grave; d'autant plus que le roi attira aussi à lui les chefs des bannis génois, le cardinal-archevêque Paolo de' Fregosi, et Ibieto del Fiesco, tout en rendant l'investiture de la principauté de Tarente à Lodovico (2). Il semblait que la cour de France, en possession des places les plus importantes de la Lunigiana, de la Toscane et de l'État de l'Église, se disposât à étendre sa domination sur toute l'Italie.

Parmi les princes en dehors de l'Italie, Ferdinand le Catholique craignait le renouvellement des prétentions angevines sur la Sicile, et Maximilien était blessé de la négligence de Charles pour les droits impériaux en Italie (3). Il n'avait pas encore la couronne d'empereur, et il arriva que ses envoyés se trouvèrent aussi à Venise, lorsque Lorenzo Suarez de Mendosa y Figueroa, l'ambassadeur espagnol, et les représentants de Lodovico, délibéraient avec les autorités suprêmes de la république, durant la marche de Charles vers Rome, sur la situation menaçante des Français en Italie. Philippe de Commines, historien de ce temps, alors ambassadeur de Charles à Venise, chercha à prévenir et ruiner les projets des ennemis de son roi; mais il fut embarrassé par d'autres manœuvres, et Charles, qui, après le bonheur dont il avait été favorisé en Toscane, croyait pouvoir affronter presque tout, ne put être décidé à aucun accord équitable avec les puissances italiennes. Il en résulta que la république de Venise, le duc de Milan, le roi d'Aragon, le pape et le roi des Romains conclurent une ligue, le 31 mars 1495 (1), à l'effet de défendre la chrétienté, et surtout l'Italie, contre les Turcs, et de se garantir mutuellement leurs États, leurs droits et leurs libertés (2). A cette fin, le pape dut mettre sur pied quatre mille cavaliers, Maximilien six mille, le roi d'Espagne, le duc et l'État de Venise, chacun huit mille. Chacune des cinq puissances alliées devait fournir également quatre mille hommes. Les troupes manquantes devaient être compensées par de l'argent; si les puissances maritimes parmi les alliés avaient à équiper une flotte, les autres leur payeraient pour leur part des indemnités en argent (3). Dans des articles secrets, il fut encore établi qu'une armée espagnole de six cents cavaliers et cinq mille fantassins, sous Gonzalvo d'Aguilar de Cordova, qui déjà avait été envoyé en Sicile sur une flotte, rétablirait le roi Ferdinand de Naples dans son royaume; qu'une flotte vénitienne, sous Antonio Grimani, attaquerait les villes des côtes maritimes napolitaines occupées par les Français; que Lodovico couperait les convois français, ferait la conquête d'Asti, tandis que des attaques immédiates seraient entreprises du côté des Allemands et des Aragonais sur les frontières françaises.

Le duc de Ferrare s'excusa d'entrer lui-même dans la ligue; mais il laissa son fils aîné, Alphonse, passer au service de Milan. Les Florentins restèrent fidèles à Charles, malgré toutes les exhortations des autres puissances, en dépit de la violation des pa-

(1) Sur ces prétentions, voyez division III.

(2) Sismondi, l. c., p. 263. Guicciardini, p. 173, 174.

(3) Si l'on cite que le projet de substituer les lis français à l'aigle impériale blessa Maximilien, ceci repose sur un fondement bien léger, car les Siennois se justifièrent complétement à cet égard.

(1) Je suis la date donnée par Bembo (*Histor. Venet.*, l. c., p. 62), suivie aussi par Sismondi et Daru. Ranke donne le 29 mars (pass. cit., p. 62). Je ne puis donner assez de valeur à la source où il puise, pour m'éloigner de Bembo.

(2) Sismondi (d'après Commines, ou plutôt avec les paroles de celui-ci), l. c., p. 270.

(3) Sismondi, l. c., p. 273, 274.

roles de Charles ; car ils craignaient Milan, Venise et le pape, encore plus que les Français.

A Naples, Charles n'avait pas tiré un grand secours de la remise au peuple d'une bonne partie des impôts ; car le profit que le particulier trouva dans cette mesure fut faible, et l'avidité, l'orgueil, le mépris que montraient les employés de Charles, n'en étaient pas moins vivement ressentis (1). La noblesse, entre les mains de laquelle se trouvait la plus grande partie du royaume, tenue en fiefs, ne fut pas traitée une seule fois avec égard (2). Le roi menait une vie de fête ; ses gens considéraient leur participation à l'expédition comme un lot qu'ils auraient pris dans une loterie, et désiraient maintenant le payement de leur gain en places et en fiefs. Des troupes espagnoles arrivèrent en Calabre ; le prince Federigo alla à Brindes ; Otrante planta de nouveau la bannière de Ferdinand. La haute noblesse éprouvait le plus vif mécontentement ; les Français ne connaissaient pas ses intérêts, et Charles les blessait presque journellement par les concessions qu'il faisait à ses chevaliers français. Ferdinand II, au contraire, ne prenait aucune part de culpabilité dans les cruautés qui avaient rendu son père si odieux, et connaissait tous les rapports du pays et du peuple. Sur lui se dirigèrent de nouveau tous les regards, tandis qu'un grand nombre de Français soupiraient après la patrie, pour y jouir de leur butin en repos.

Charles VIII, après avoir négocié en vain avec Alexandre VI, au sujet de l'investiture du royaume, se rendit enfin, le 12 mai, en pompe royale et solennelle, revêtu du costume de souverain avec le sceptre et le globe, vers l'église de Saint-Janvier, et là jura de gouverner le royaume, et de le maintenir dans ses droits et libertés. Il crut pouvoir remplacer l'acte d'investiture, et songea, huit jours après, à se remettre en route pour la France (1). Gilbert de Montpensier, prince fainéant et dépourvu de connaissances, fut installé à Naples en qualité de vice-roi (2). D'Aubigny, maintenant marquis de Squillace, devait rester comme gouverneur en Calabre. Il avait beaucoup plus de valeur que Montpensier. Étienne de Vèse, sénéchal de Beaucaire, maintenant duc de Nola, devint commandant de Gaëte. D'autres courtisans furent créés commandants d'autres places. Charles leur donna pour eux tous la moitié de ses Suisses, une partie de ses Gascons, huit cents lances françaises et environ cinq cents gens d'armes italiens sous Giovanni, frère du cardinal della Rovere, sous les deux Colonna et Antonello de' Savelli, qui avaient été comblés de faveurs avec les courtisans français (3). Le 20 mai, Charles quitta Naples de nouveau, pour revenir avec le reste de l'armée. Il y avait deux cents chevaliers de la garde, et huit cents lances françaises, cent lances italiennes sous Gian Jacopo de' Triulzi, trois mille Suisses, mille Français et mille Gascons à pied. En Toscane, il attendait encore deux cent cinquante gens d'armes sous Camillo de' Vitelli et ses frères (4).

Le pape n'attendit pas le roi à Rome ; déjà il était soutenu par les troupes de ses alliés, et se retira sur Orvieto, puis sur Perugia, après avoir quitté Rome le 30 mai (5). Charles ne resta que trois jours à Rome, fit remettre Civita Vecchia et Terracina aux officiers du pape, mais garda Ostia, qui plus tard fut livrée au cardinal della Rovere (6), et

(1) Guicciardini, p. 178, 179.

(2) Ferronus, p. 160.

(1) Sismondi, l. c., p. 287. Roscoe, p. 249, et dans la note.

(2) Ferronus, p. 180.

(3) Dans la noblesse napolitaine, les deux Sanseverini, jadis émigrés en France, furent comblés de grâces. Sur ces affaires, voyez Guicciardini, p. 182, 183.

(4) Guicciardini, p. 187.

(5) Sismondi, l. c., p. 290. Corio (fol. 479) avait probablement un manuscrit latin, où il puisait, et *Urbs vetus* (Orvieto) a été traduit par erreur en Civita-Vecchia. Corio donne le 28 mai comme le jour du départ du roi.

(6) Spoleto n'avait pas reçu garnison française,

ne put nullement interdire le pillage à son armée.

Le 13 juin, Charles rentra dans Sienne (1), où il resta jusqu'au 17. Là il négocia de nouveau avec les Florentins, qui, moyennant la restitution de Pise, s'engageaient non-seulement à payer au roi les subsides arriérés de trente mille florins, mais encore à en avancer soixante-dix mille, et à le faire accompagner dans sa retraite en France par trois cents lances et deux mille fantassins (2). Néanmoins Charles ne promit rien, et donna rendez-vous aux ambassadeurs florentins à Lucques. Comme Pietro de' Medici s'était rendu de Venise auprès de Charles, les Florentins prirent toutes les mesures pour repousser les tentatives hostiles, et déclarèrent au roi qu'ils ne laisseraient passer Pietro ni dans leur ville ni par leurs frontières. Charles céda, et Pietro dut tourner autour du territoire florentin. A Poggibonzi, Savonarola rencontra la cour française, accabla le roi de reproches sur les excès de son armée, et le réprimanda de n'avoir pas tenu les traités jurés, et de n'avoir pas réformé l'Église. Charles se détourna de la route de Florence, et se rendit à Pise. Là on le supplia à genoux de sauver la ville contre Florence (3), lui rappelant que sa parole seule avait excité les citoyens à la révolte contre la métropole. Les Français envoyés à Pise précédemment joignirent leurs représentations à celles des Pisans; bientôt l'entourage tout entier du roi fut gagné, à l'exception de quelques personnes maintenant menacées par les soldats de l'armée pour avoir parlé en faveur de Florence. L'armée préféra renoncer à sa solde arriérée, les officiers aimèrent mieux donner les ornements de leurs armures pour soutenir le roi, plutôt que de voir ce prince laisser les Pisans dans la détresse, moyennant l'argent florentin. Mais le roi n'assura rien aux Pisans, et assigna les ambassadeurs florentins de Lucques à Asti. A la suite d'un court séjour, et après qu'il eut jeté une partie de son armée dans les places de la Toscane et de la Lunigiana qu'il maintint occupées, il marcha vers le nord de l'Italie, où le duc d'Orléans avait commencé brusquement les hostilités, et avait surpris Novara le 11 juillet, parce que Lodovico demandait qu'il déposât le titre de duc de Milan, déjà pris par son père, et qu'il reçût garnison milanaise dans Asti (1).

Quoique la rapidité eût été absolument nécessaire de la part de l'armée du roi, affaiblie par tant de garnisons détachées, elle n'arriva que le 29 à Pontremoli; car les bannis génois et le cardinal della Rovere cherchaient à déterminer Charles à une attaque sur Gênes, et l'amenèrent enfin à mettre à leur disposition dans Sarzana une partie de son armée, avec les troupes qu'amèneraient encore les Vitelli, ainsi que la petite flotte française venue de Miolano (2). En conséquence les cardinaux della Rovere et Fregoso levèrent de l'infanterie italienne, et poussèrent jusqu'aux environs de Gênes; mais il leur fallut se faire jour vers Asti sans avoir pu rien faire, et la flotte française subit une défaite complète près de Rapallo (3).

Gian Jacopo de' Triulzi, qui commandait l'avant-garde française, avait réduit à Pontremoli quatre cents hommes de troupes

---

comme le traité l'avait déterminé. Guicciardini, p. 129. Sur la restitution des autres places, p. 189.

(1) Allegretti, l. c., p. 847. Le *monte* des *nove* avait acquis une telle prépondérance à Sienne, que les autres *monti* lui étaient en partie opposés. Ils cherchèrent à obtenir par Charles, durant son séjour, un changement de constitution. Le roi prit la ville sous sa protection, garantit son territoire, à l'exception de Montepulciano et *salvo jure imperii*, et lui laissa un capitaine (monseigneur de Ligny, de la maison de Luxembourg), avec deux cents lances. Allegretti, p. 848, 849, part. III, fol. 1010.

(2) Ferronus, p. 19.

(3) Guicciardini, p. 197 sq. Roscoe, p. 259.

(1) Sismondi, l. c., p. 300. Guicciardini, p. 192, 193.

(2) Guicciardini, p. 199.

(3) Ferronus, p. 200.

milanaises à une capitulation; mais les Suisses n'exercèrent pas moins une sanglante vengeance du meurtre de quelques-uns de leurs gens exécutés auparavant, mirent le feu à la place, et massacrèrent autant d'habitants qu'il leur en tomba entre les mains. L'avant-garde française s'avança jusque devant Fornuovo, où elle se trouva en face de l'ennemi, tandis que le roi, avec le reste de l'armée, s'arrêtait cinq jours encore près de Pontremoli, quoique le manque de subsistances se fît vivement sentir. Ce ne fut que lorsque l'artillerie et les convois furent au delà des montagnes que le roi continua aussi sa marche le 3 juillet.

L'armée de la ligue, qui, sous le marquis Francesco de Mantoue (1) et sous les deux provéditeurs vénitiens Luca Pisani et Marco Trevisani, se trouva opposée aux six cents lances et aux quinze cents Suisses de l'avant-garde française, comptait deux mille cinq cents gens d'armes et plus de cinq mille chevau-légers. Sa force totale est très-diversement évaluée. Le maréchal de Gié, qui était à l'avant-garde française, envoya un trompette dans le camp allié pour demander le libre passage, ainsi que des vivres à juste prix, et naturellement sans rien obtenir. Toutefois l'armée alliée n'attaqua pas avant que Charles lui-même fût arrivé avec le reste de l'armée.

Le 6 juillet, le roi fit savoir aux provéditeurs vénitiens qu'il ne voulait rien qu'un libre passage, et en même temps son armée franchit la rivière, tandis que le camp allié demeurait sur la rive droite du Taro, où jusque-là s'étaient tenues aussi les troupes françaises (2). Déjà les troupes légères étaient aux prises, lorsqu'un message de Charles arriva dans le camp ennemi; mais le comte de Cajazzo insista sur la bataille, disant que les Français étaient à demi vaincus. Le marquis de Mantoue aussi se décida pour la bataille, et occupa Fornuovo au moment où les Français l'abandonnaient, afin de gagner l'autre rive; là il les suivit encore avec une partie de ses troupes; le comte de Cajazzo mena une autre division. Mais, tandis que tous les corps agissaient ainsi isolément, et qu'une grande partie de l'armée était employée à couvrir les derrières; tandis, enfin, que dans le moment décisif la cavalerie légère des Vénitiens ne songeait qu'à piller les bagages, on laissa perdre tous les avantages partiels et surtout les succès obtenus par le marquis de Mantoue. Les capitaines italiens de l'armée du roi voulaient que du côté des Français l'on poussât plus loin le triomphe, et que l'on attaquât le camp même des alliés; mais les Français n'accueillirent point cet avis, et préférèrent continuer leur marche (1). Ils arrivèrent jusqu'à la Trebia sans être atteints par la cavalerie légère des Vénitiens; mais là le roi partagea son armée pour faciliter ses mouvements, et il ne restait plus que l'artillerie avec deux cents lances et les Suisses pour escorte, lorsque tout à coup la rivière gonfla si fortement par les pluies tombées dans l'Apennin, que longtemps on ne put songer à passer, tandis que le comte de Cajazzo avait déjà occupé Piacenza. Enfin, lorsque l'eau eut baissé, l'on parvint à réunir l'armée (2), et elle s'avança vers les frontières de la patrie dans la direction de Tortona, au milieu de toutes les difficultés soulevées par un pays en partie ennemi et par les fortes chaleurs de l'été (3). Le 15 juillet, elle arriva, sans avoir perdu une pièce d'artillerie,

(1) Sur ce prince, voyez division III. Les troupes de Sforza dans l'armée de la ligue étaient sous le comte de Gajazzo et sous Francesco Bernardino Visconti. Guicciardini, p. 200.

(2) Guicciardini, l. c., p. 207, 208. Corio, l. c., fol. 481. « Che niente altro più desiderava che passare in Francia, et haver vettovaglie per l'essercito con egual precio. »

(1) Ridolfo da Gonzaga, Francesco oncle du marquis, Ranuccio da Farnese et Giovanni Piccinino périrent dans ce combat, avec d'autres Italiens distingués. Corio, l. c., p. 483. *Petri Bembi* (*Opera*, Basil., 1567) *Hist. Venet.*, p. 75.

(2) Guicciardini, l. c., p. 222.

(3) Ranke, pass. cit., p. 73.

à Asti, où l'on trouva un accueil amical et des vivres en abondance.

L'armée qui était allée à la rencontre de Charles ne campa point devant Asti, mais devant Novara, où le duc d'Orléans, avec environ sept mille cinq cents Suisses et Français, fut assiégé par une armée milanaise sans avoir des subsistances suffisantes. Le roi, sans faire une tentative pour le débarrasser, alla trouver la duchesse de Savoie à Turin, mais envoya le bailli de Dijon en Suisse, afin d'y lever cinq mille hommes (1) pour la délivrance du duc d'Orléans, tandis que lui-même se livrait à ses plaisirs à Turin et à Chieri. La disette à Novara devint effrayante; tous les hommes sages de l'entourage de Charles conseillaient un accord amical, d'autant plus que Lodovico ne demandait rien autre chose que la restitution de Novara; mais l'évêque de S.-Malo empêcha toute négociation par son influence sur le roi. Comme à cette époque la marquise-régente de Montferrat mourut subitement, que son fils aîné était encore mineur, une dispute s'engagea sur la régence entre le marquis Lodovico II de Saluzzo et le frère de la défunte marquise, Constantin, et le roi s'empressa de la faire décider par Philippe de Commines, et de remettre la régence à Constantin (2). Commines, durant son séjour à Casal, se rencontra avec l'ambassadeur du marquis de Mantoue auprès du jeune marquis de Montferrat, et saisit cette occasion d'ouvrir des négociations; bientôt l'on fut d'accord pour un rendez-vous entre Novara et Vercelli, où parurent des envoyés des deux parts. L'on convint que le duc d'Orléans aurait libre passage pour se retirer de Novara avec ses troupes, et le droit de laisser trente hommes dans la citadelle; que la ville serait d'abord remise aux bourgeois, et que ceux-ci seraient approvisionnés de vivres jour par jour par les Milanais. Déjà la ville était évacuée, et les négociations, dans lesquelles Lodovico le More jouait personnellement un rôle très-actif (1), prenaient un heureux cours, lorsque le bailli de Dijon arriva avec les Suisses. Il n'avait voulu en lever que cinq mille (ou dix mille selon Guicciardini), mais il s'en présenta vingt mille (2), et, si l'on n'avait pris des mesures pour s'y opposer, il en serait venu bien plus encore, et avec eux des femmes et des enfants, comme dans une nouvelle migration de peuple. Le duc d'Orléans employa tous ses efforts pour persuader au roi qu'avec cette armée il pourrait conquérir l'Italie, qu'il devait rompre les négociations et recommencer la guerre. Mais la noblesse française, qui soupirait après la patrie, représenta l'inhabileté de ces masses de Suisses pour les combats, et le danger de se fier à eux, si l'on n'était plus en même temps environné de Français. L'on parvint à faire peur au roi de ses propres soldats, et ainsi fut arrêté, le 10 octobre (3), entre Charles et Lodovico, un traité qui remettait au dernier Novara, et lui laissait Gênes comme un fief français, mais sous la condition que les préparatifs des Français pour appuyer Naples se feraient dans les États de Gênes. A tous les sujets qui avaient tenu pour la France, Lodovico assurait amnistie, et à Gian Jacopo de' Triulzi la restitution de ses biens; il promettait de se séparer de Ferdinand de Naples, et, si dans l'espace de deux mois Venise n'accédait pas à la paix, de se réunir à la France pour faire la guerre à cette république. Comme garantie de cette paix, le *castelletto* de Gênes fut remis au duc de Ferrare, beau-père de Lodovico, qui devait céder la place aux

(1) Sismondi, p. 332. Guicciardini dit que le bailli devait enrôler dix mille hommes.

(2) Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. 7, p. 43. Sismondi, l. c., p. 336, et dans la IIIe division de ce livre, où nous avons parlé des relations entre Saluzzo et Monferrat.

(1) Lui et son épouse Beatrice. Guicciardini (l. c., p. 240) dit de cette dernière: « Che gli (à son époux) era assiduamente compagna non manco alle cose gravi che alle dilettevoli. »

(2) Guicciardini, l. c., p. 248.

(3) D'après quelques-uns, le 9.

Français, si Lodovico ne tenait pas les conditions de la paix (1).

Afin de pouvoir rentrer en France, Charles dut satisfaire encore les Suisses appelés inutilement, par trois mois de solde, dont une partie fut payée en argent, une partie en billets garantis; et après que Jacopo de' Triulzi eut été laissé dans Asti avec cinq cents lances pour garnison (2), le roi se mit en marche de Turin le 22 octobre, et arriva le 27 à Grenoble.

Retournons maintenant à Ferdinand. Il s'était rendu d'Ischia en Sicile, où il put encore parler à son père, puis s'était entendu avec le général espagnol Gonzalvo d'Aguilar de Cordova. A Naples, comme dans les provinces, Ferdinand fut regretté, avant même que Charles VIII eût quitté le pays. Son père avait sauvé en Sicile quelque portion de ses trésors, qui servit maintenant à lever des soldats, à la tête desquels se plaça Hugo de Cardona, pendant que Gonzalvo promettait aussi des secours de son côté. Le fort de Reggio tenait encore pour Ferdinand, et aussitôt qu'à la fin de mai 1395 il se montra devant les portes de la ville, il y fut accueilli. Antonio Grimani, avec vingt-quatre galères vénitiennes, le prince Federigo et Camillo Pandone, avec quelques bâtiments napolitains, attaquaient Monopoli. Ils s'en emparèrent, et, à cause de ses sentiments français, ils la livrèrent au pillage (3). Sur un autre point, les habitants de Gaëte prirent les armes contre les Français; mais ils succombèrent, et furent massacrés sans pitié par la garnison.

Dans la Calabre, tous les habitants des points dont le jeune roi s'approcha allèrent au-devant de ses projets, de sorte que bientôt (contrairement au conseil que lui avait donné Gonsalvo) il put hasarder une action dans le voisinage de Seminara. Il subit une défaite, courut lui-même un danger personnel (1), mais ne se laissa pas décourager, et, rassemblant dans le port de Messine tous les vaisseaux en état de faire quelque service, il parut bientôt après avec une flotte, sinon bien montée, du moins nombreuse, dans le golfe de Salerne; et Salerne, Amalfi, ainsi que la Cava, se déclarèrent pour lui. A Naples même la vue de cette flotte provoqua une forte fermentation. Mais les Français ne hasardèrent rien, et de cette manière maintinrent la population de la ville dans l'obéissance, jusqu'à ce que les chefs du parti aragonais à Naples, pensant qu'ils avaient été découverts par les Français, invitèrent Ferdinand, qui voulait s'éloigner avec sa flotte, à tenter un débarquement. Lorsque Ferdinand mit les troupes à terre le 7 juillet, et que Montpensier sortit aussitôt de la ville à sa rencontre avec une partie de ses gens, tandis qu'il voulait faire saisir tous les hommes qui lui étaient suspects dans la ville, le soulèvement populaire éclata; tous les Français dans la ville furent tués, les portes furent fermées au viceroi, et Ferdinand fut reçu dans Naples avec un enthousiasme extraordinaire (2).

Comme les châteaux étaient encore en son pouvoir, Montpensier conduisit ses gens sur la place, en avant du château neuf, et chercha de nouveau à pénétrer dans la ville; mais le peuple lui opposa la résistance la plus déterminée, et même, dans la nuit suivante, toutes les dispositions furent prises pour assiéger les forts (3), dans lesquels étaient en-

(1) Le duc Ercole restitua le *castelletto*, en novembre 1497, au duc Lodovico, parce que le roi, sous le prétexte que Lodovico n'avait pas observé le traité, réclamait la place, sans rembourser les avances faites, et sans accorder les réclamations d'argent d'Ercole. Guicciardini, vol. II, p. 112. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 86.

(2) Mais ces chevaliers qui soupiraient après la patrie abandonnèrent leurs quartiers, et passèrent les Alpes. Guicciardini, vol. 1, p. 260. Sismondi, l. c., p. 344.

(3) Bembo (l. c., p. 89 et 90) présente la prise de Monopoli comme effectuée par Antonio Grimani seul. Il est certain que Monopoli demeura entre les mains des Vénitiens, qui de là allèrent conquérir Pulignano.

(1) Guicciardini, l. c., p. 226.

(2) Guicciardini, l. c., p. 229.

(3) Sismondi, l. c., p. 361, 362.

core logés six mille hommes de l'armée française. Alfonso d'Avalos (le marquis de Pescaire) et Prospero della Colonna se signalèrent, à côté de Ferdinand, par une activité intelligente, et lorsque la mort du premier accabla le roi d'une telle tristesse qu'il se déroba aux affaires, tout fut conduit par Prospero, qui avait été décidé par les instances du pape et du cardinal Sforza à se rattacher aux Aragonais.

L'exemple de Naples agit puissamment sur les villes dans les provinces; plusieurs replantèrent les bannières de Ferdinand, et la flotte française ne parvint pas à ravitailler les châteaux de Naples. Au commencement d'octobre, Montpensier engagea des négociations avec Ferdinand pour la remise de ces points. Pendant ce temps les commandants français dans les provinces rassemblaient deux armées, dont l'une fut amenée par d'Aubigny contre Gonzalvo, tandis que Precy et le prince de Bisignano voulaient dégager Montpensier avec l'autre. Près d'Eboli, on voulut arrêter ces derniers; mais ils s'ouvrirent passage jusqu'à Sarno, triomphèrent encore là de tous les obstacles qu'on leur opposa, de sorte qu'ils pénétrèrent jusqu'aux environs de Naples. Au moment où Montpensier vit le salut apparaître, Ferdinand venait de le déterminer à souscrire aux conditions qu'il lui avait déclaré être ses dernières (1).

Precy, arrivé presque sous les murs de Naples, dut se retirer sans pouvoir rien faire pour Montpensier; il mena son armée dans les quartiers d'hiver. Le vice-roi ne tint pourtant pas la capitulation; il conduisit la plus grande partie de ses troupes hors des forts, et les gens qu'il laissa se défendirent au delà du terme fixé. Ce ne fut que vers la fin de l'année que Ferdinand entra en possession du château neuf, et il fut maître du château de l'Œuf seulement au commencement de 1496 (1).

Depuis qu'il était de retour dans son royaume, Charles VIII, tout entier aux fêtes de cour et aux plaisirs, n'avait pas eu le temps de songer aux moyens de soutenir ses capitaines à Naples. Virginio degli Orsini, après avoir été délivré de son arrestation auprès des Français, s'était occupé quelque temps des affaires de Florence, puis était entré au service de France, déterminé surtout par la défection des Colonna du côté des Aragonais. Il mena aux Français à Naples six cents cavaliers, auxquels Camillo et Paolo en joignirent quatre cents autres. Quoique Charles ne fît rien au delà de ce faible secours pour conserver le royaume, il déclina l'offre des Vénitiens qui, rejetant le traité conclu avec Lodovico, proposaient aux Français un arrangement en vertu duquel Ferdinand aurait Naples comme fief français, moyennant un tribut annuel de cinquante mille ducats. Il est impossible de suivre les détails de la lutte dans le territoire napolitain; car, comme toutes les guerres de plus longue durée dans ces contrées, elle porte le caractère de la petite guerre, intéressante seulement sous le point de vue militaire (2).

(1) Telles étaient ces conditions : Des deux côtés armistice de trente jours, dans le cas où Ferdinand ne serait pas forcé d'abandonner la campagne à une autre armée française; Ferdinand devait laisser Montpensier faire venir chaque jour des vivres pour la garnison du château. Si, après l'expiration du temps fixé, Montpensier n'était pas délivré, il devait, moyennant une libre sortie, remettre les forts à Ferdinand. Sismondi, p. 369. Guicciardini, l. c., p. 233.

(1) Guicciardini, l. c., p. 235.

(2) « Toutes les ressources manquaient aux deux partis: les villes détruites, les campagnes ravagées ne payaient plus d'impositions, et Ferdinand, aussi pauvre que les Français, ne pouvait triompher d'une poignée d'hommes demeurée dans son royaume pour lui résister. » Sismondi, l. c., p. 386. Dans le canton de Foggia, on manœuvra longtemps avec des masses plus considérables, parce que l'on se disputait le droit sur les troupeaux qui au printemps se rendent dans les Abruzzes. Ranke, pass. cit., p. 79. Guicciardini, vol. II, p. 42.

Ferdinand n'acquit enfin la prépondérance qu'avec l'aide de Venise et de Milan. Mais, pour son assistance (sept cents gens d'armes, cinq cents chevau-légers, trois mille fantassins commandés par Francesco de Gonzaga et quinze mille ducats), la république obtint un engagement de deux cent mille ducats, et pour garantie du payement Otrante, Brindes, Monopoli, Pulignano et Trani (1).

Enfin, à la cour de France, l'on pensa sérieusement à soutenir les gens laissés dans le royaume. Gian Jacopo de' Triulzi dut mener à Asti huit cents lances, deux mille Suisses et deux mille Gascons; le roi lui-même voulut entreprendre une seconde expédition en Italie, et fit faire des levées en Suisse. Une flotte devait mettre à la voile des ports du nord et de l'ouest de la France, et se joindre à une seconde dans les ports de la Méditerranée, pour soutenir Gaëte. Mais, comme Charles VIII ne se mit pas en peine de réunir les moyens nécessaires à cette œuvre, et que d'ailleurs l'évêque de S.-Malo éprouvait de grands embarras dans les finances, le roi déclara, à la fin de mai 1496, qu'avant de pousser toute autre entreprise il voulait faire un voyage dans l'intérieur de la France. Tous ses efforts en faveur de ses gens à Naples se réduisirent à quarante mille ducats qu'il voulut faire passer à Montpensier par Florence, et à quelques troupes qu'il donna à Triulzo.

Les Suisses et les lansquenets allemands dans l'armée française réclamèrent enfin de Montpensier et de leurs autres chefs la solde arriérée, et arrêtèrent absolument toutes grandes entreprises. L'armée se divisa de plus en plus, et, comme Precy et Montpensier annoncèrent enfin des vues tout à fait opposées, on en vint à un tel point d'affaiblissement, que le gros de l'armée française proprement dite était contenu dans Atella. Les soldats allemands non payés passèrent à Ferdinand (1), tandis que Gonzalvo d'Aguilar, avec un corps de troupes victorieuses, se joignait à l'armée de ce prince. Au bout de vingt-cinq jours, lorsque le nombre des guerriers se réduisait toujours dans le camp français, et que la famine était devenue insupportable, les Français capitulèrent le 20 juillet 1496 (2).

Cette capitulation ne fut pas non plus complétement observée; car le pape, pour ruiner les Orsini, dont il avait destiné les possessions à ses fils, exigea de Ferdinand qu'il retînt Virginio et Paolo, le dégagea de sa parole, et le menaça des châtiments de l'Église, s'il persistait néanmoins à la tenir. Le roi céda. Le corps de troupes des Orsini, dans sa marche vers son pays, fut attaqué par le duc d'Urbino, et complétement dépouillé. D'Aubigny dut capituler à Groppoli dans la Calabre, et obtint une libre retraite. Gaëte, Tarente et Monte S.-Angelo furent les seuls points où les Français se maintinrent encore.

Lorsque la guerre eut été ainsi amenée si près de sa conclusion, Ferdinand revint dans sa capitale, où il épousa sa tante paternelle, Jeanne, qu'il aimait passionnément. L'amour

(1) Monopoli et Polignano étaient déjà dans les mains des Vénitiens. Guicciardini, vol. II, p. 40.

(1) Guicciardini, l. c., p. 59.

(2) Montpensier devait envoyer un messager au roi. Dans le cas où il ne viendrait pas de secours après trente jours, les Français devaient sortir du royaume, et remettre toutes les places. Durant ces trente jours, Montpensier et son armée ne devaient pas quitter Atella, et le roi de Naples devait lui laisser parvenir de Naples chaque jour les vivres nécessaires. Sismondi, l. c., p. 402. Montpensier n'attendit pas le terme. Moyennant une somme d'argent, avec laquelle il satisfit les soldats, il évacua la ville peu de jours après la conclusion de la capitulation, et remit à Ferdinand toutes les places sur lesquelles il pouvait exercer son autorité. Pendant que l'on disputait encore sur la manière d'exécuter la capitulation, une épidemie éclata dans le camp français, sur la côte, où l'on attendait le moment de l'embarquement. Montpensier fut une des victimes. D'environ cinq mille qui avaient quitté Atella, il n'en revint pas cinq cents en France. Sismondi, p. 403. Guicciardini, l. c., p. 62, 63.

lui causa la mort; car il s'éteignit épuisé le 7 octobre 1496, âgé seulement de vingt-neuf ans (1). Son oncle Federigo lui succéda sur le trône (2).

§ III. *Affaires de Toscane jusqu'à la mort de Savonarola en mai* 1498.

Quoique les Florentins eussent toujours tenu pour la France, Charles VIII n'avait pas cependant cessé de soutenir les Pisans, et leur avait laissé une troupe de Gascons pour pousser avec plus de vigueur la guerre contre Florence. Les Florentins avaient pris à leur solde Guidobaldo d'Urbino et Ranuccio da Farnese, et, comme ceux-ci remportèrent quelques avantages sur Pise, ils essayèrent, au moyen de négociations, de déterminer Charles à évacuer les anciennes places florentines. Leur argent parvint enfin à disposer le cœur du roi en faveur de leurs désirs, et Niccolo Alamanni apporta au commencement de septembre, de la cour de France, l'ordre aux commandants des anciennes places florentines, de les ouvrir aussitôt aux Florentins, et d'abandonner avec leurs gens le service des Pisans. D'Entragues s'en référa aux ordres qui lui avaient été donnés auparavant, et qui n'étaient pas révoqués directement, et ne remit pas la citadelle de Pise, alors même que celle de Livourne était déjà retombée entre les mains des Florentins (1). Les gouvernenrs de Pietra-Santa, Mutrone, Sarzana et Sarzanella, qui dépendaient de lui, suivirent son exemple. Il encouragea en même temps les Pisans à rechercher de leur côté protection et assistance, attendu qu'il ne pourrait les préserver. Ils en trouvèrent en effet auprès de Lodovico le More et des Vénitiens.

Le Sanseverino Fracassa amena quelques troupes de Gênes, et un commissaire vénitien apporta de l'argent pour lever d'autres troupes, et d'Entragues conclut une capitulation avec les Pisans, s'engageant au bout de cent jours à leur remettre la citadelle, si le roi ne conduisait pas une autre armée en Italie. Jusque-là les Pisans devaient lui payer mensuellement deux cent mille florins d'or, pour la solde de ses troupes, et en outre quatorze mille au moment de la remise. Cela se passa un peu avant la conclusion du traité entre le roi et Lodovico, dans la haute Italie. En même temps l'arrivée de Pietro de' Medici à Sienne, ses liaisons à Cortona, et l'approche des troupes des Orsini, forcèrent les Florentins à changer la situation de leur armée campée près de Pise, à la diviser davantage pour couvrir leurs frontières, et à la retirer du voisinage de la ville.

Le 1er janvier 1496, les cent jours expiraient; d'Entragues remit la citadelle, et de leur côté les bourgeois jurèrent fidélité au

(1) Sismondi (p. 405) dit que Ferdinand mourut le 7 septembre, à l'âge de vingt-sept ans. Rosini, dans les notes à Guicciardini, vol. II, p. 65, cite le 8 octobre comme le jour de sa mort, et fixe l'âge de Ferdinand à vingt-neuf ans. Bembo porte aussi le 7 octobre (*Hist. Venet.*, l. c., p. 110) La citation de Sismondi est donc une faute d'impression. Corio (fol. 486) donne aussi vingt-neuf ans à Ferdinand.

(2) Après l'avénement de Federigo, d'Aubigny détermina aussi les commandants de Gaëte à remettre la place à ce prince. Tarente aussi capitula, et en peu de temps Federigo fut maître dans tout son royaume. Sismondi p. 410. Toutefois Monte S.-Angelo ne parvint en sa possession qu'en 1497. Cf. Guicciardini, vol. II, p. 110. Le préfet de Rome, seigneur de Sinigaglia, Giovanni della Rovere, qui luttait encore dans le territoire de Naples pour les Français, abandonna aussi bientôt le royaume.

(1) Selon l'opinion d'un grand nombre de personnes, parce qu'il était amoureux d'une Pisane (la fille de Lucas del Lante), qui l'avait gagné au préjudice des Florentins. Guicciardini, vol. II, p. 9.

roi de France, et, avec le sacrifice de toutes les pierreries de leurs femmes, ils payèrent les quatorze mille florins stipulés, plus vingt-six mille pour l'artillerie et les munitions qu'on laissa dans la place (1); puis ils rasèrent entièrement la citadelle. Le 26 février, pour vingt-cinq mille ducats, le commandant français vendit Sarzana, et, moyennant une autre somme, Sarzanella aux Génois; le 30 mars, d'Entragues livra Pietra-Santa et Matrone pour vingt-six mille ducats aux Lucquois (2), en sorte que le traité de Charles avec Florence fut violé sur tous les points.

A Florence, comme nous l'avons vu, sous l'influence de Savanarola s'était formée une nouvelle constitution, et par celle-ci s'était établi un grand conseil auquel environ huit cents citoyens avaient été reconnus admissibles. Depuis le 1er juillet 1495, toutes les élections aux emplois avaient été abandonnées à ce grand conseil (3), et la république, au moment où Pietro et les Orsini préparaient contre elle de nouvelles entreprises, se trouvait dans un état d'activité politique qui ne s'était pas rencontré à Florence depuis longtemps.

Pietro eut à sa disposition la cavalerie des Orsini aussitôt qu'il fournit de l'argent pour l'équiper et la compléter; en outre les Baglioni de Florence lui offrirent assistance (4). Ils prirent à leur solde Virginio degli Orsini, pour l'amener plus près des frontières florentines, sans qu'il les forçât, et Pietro lui-même rassembla du monde dans le territoire de Perugia, pour exécuter un projet sur Cortona. Mais à ce moment les Oddi, appuyés par Foligno et Assissi (1), s'emparèrent tout à coup d'une porte de Perugia le 3 septembre 1495, pénétrèrent dans la ville, et s'en seraient rendus maîtres, si un cri mal compris n'avait provoqué une partie de leurs troupes à la fuite, ce qui fit manquer toute l'entreprise.

Aussitôt que Virginio degli Orsini eut conduit ses troupes de cavaliers sur les frontières florentines, se tenant avec elles dans le voisinage de S.-Sovino, la lutte commença; car Ranuccio da Marciano lui était opposé dans Cortona. Giuliano de' Medici et le cardinal agirent, le premier auprès de Bentivoglio, et le second auprès de Lodovico le More et des Vénitiens, pour les déterminer à prêter assistance à leur famille. Comme toutes ces démarches restèrent sans résultat, et que les Florentins mirent de nouveau à prix les têtes de Giuliano et de Pietro, celui-là se rendit auprès de son frère le cardinal, à Milan, Pietro s'en alla à Rome, et Virginio degli Orsini entra, comme nous l'avons vu, au service de France (2).

Maintenant les Pisans se trouvèrent isolés en face des Florentins, et leur général Luzio de' Malvezzi aussi bien que les chefs des troupes ennemies conduisirent la guerre artistement, à la manière italienne, c'est-à-dire qu'elle se passa en une infinité de petites entreprises qui la traînaient en longueur sans rien décider. Les puissances animées de sentiments d'amitié pour Pise jetèrent parfois des épisodes dans cette fastidieuse épopée. Dès le printemps de 1496, Agostino Barbarigo, doge de Venise, déclara que sa république prenait Pise sous sa protection (3), et sans qu'il arrivât rien d'extraordinaire pour la ville assaillie, comme animée d'un nou-

(1) Guicciardini (l. c., p. 25) dit que les Pisans auraient payé à d'Entragues douze mille ducats et à Nogens huit mille; pour cela ils en auraient obtenu quatre mille de Venise, quatre mille de Gênes et de Lucques, et quatre mille de Milan, à titre d'emprunts. Sismondi suit particulièrement les données de Jovius.

(2) Machiavelli, *Frammenti istorici* (*Opere*, vol. III, p. 30 et 33), et pour cela Guicciardini, aux passages spéciaux.

(3) Sismondi, l. c., p. 380.

(4) Il a déjà été question de Perugia pour la dernière fois, division IV. Là il est raconté comment la faction des Baglioni à Perugia se maintint au gouvernement, et précipita une tentative des Oddi pour s'emparer de la ville.

(1) Guicciardini, vol. II, p. 15.

(2) Guicciardini, l. c., p. 20.

(3) Guicciardini, l. c., p. 28, 34.

veau courage, elle obtint assez longtemps l'avantage. Au commencement de juin, Giustiniano Morosini amena à son secours huit cents chevau-légers vénitiens.

Aussitôt que Lodovico le More se fut aperçu de la prépondérance que les Vénitiens voulaient acquérir dans les affaires de Pise, il invita le roi des Romains, Maximilien, à venir chercher la couronne de Lombardie et la couronne impériale, et à se rendre en Italie. Les Vénitiens virent ce prince, dont il y avait si peu à craindre, plus volontiers que les armées françaises, et, selon leur opinion, Lodovico pourrait bien rappeler celles-ci, s'ils empêchaient Maximilien de venir en Italie (1). Ils promirent même au roi des Romains des subsides pour trois mois, et Lodovico convint d'en fournir également, si Maximilien marchait vers l'Italie avec une armée imposante (2). Alors le roi des Romains envoya dire aux Florentins qu'ils eussent à remettre leurs débats avec Pise à une décision qui appartenait aux droits du roi des Romains. Mais ceux-ci soutinrent que, par le droit de l'empire, ils n'étaient obligés à se soumettre à une sentence arbitrale, que si préalablement tout ce qui leur avait été arraché leur était restitué (3).

Cependant dans la lutte les Pisans étaient devenus les plus forts : les Vénitiens les avaient soutenus vigoureusement; le comte Braccio da Montone, descendant du grand héros, leur amena quelques troupes de cavaliers, et Annibale, fils de Giovanni de' Bentivogli de Bologne, se joignit aussi à eux (4). Sous la conduite de Paolo Manfroni, les Vénitiens conquirent, jusqu'en septembre 1496, une suite de places fortes, et purent songer même à couper Florence de la mer. Pietro de' Capponi, qui était commissaire auprès de l'armée florentine, fut tué devant Sojana.

Pendant ce temps Maximilien franchit les Alpes avec une expédition militaire qui n'était rien moins que royale. Il avait quelques centaines de cavaliers et deux mille fantassins au plus. Selon la volonté de ses alliés italiens, il devait forcer le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, comme vassaux de l'empire, à renoncer à leurs alliances françaises; mais il était trop faible (1). Il cita le duc Ercole de Ferrare devant lui, comme vassal à cause de Reggio et de Modène; mais celui-ci ne vint pas. Alors il se rendit, sans rien accomplir, près de Como, d'où il gagna Gênes par Vigevano. Là il entretint les ambassadeurs florentins, et s'embarqua le 8 octobre sur des galères vénitiennes pour Spezzia (2). Lorsqu'il se fut réuni à la partie de ses troupes qui avait fait route par terre, il fit son entrée solennelle à Pise, aux portes de laquelle les dix *anziani* (la *signoria* de Pise) le reçurent avec les *procuratori* vénitiens. Les armes de France furent retirées; on mit à la place celles de Maximilien.

La principale affaire de Maximilien était la prise de Livourne, qui aurait en effet coupé la voie de mer aux Florentins; il commença aussitôt le siége de la place, dans laquelle commandait Bellino de' Ricasoli. Ni les Vénitiens ni les Milanais n'aidèrent sincèrement l'armée assiégeante, parce que nulle de ces puissances ne voulait céder à l'autre l'occupation de la place, et ainsi il arriva que Livourne n'avait presque rien souffert encore, lorsqu'une petite flotte française apporta à la garnison florentine des secours en vivres et en hommes. Le 14 novembre, une tempête fit subir de si grands dommages à la flotte vénéto-génoise, qu'il lui fallut se retirer, et Maximilien dut lever le siége. Il marcha

(1) Ranke, pass. cité, p. 100.
(2) *P. Bembi Hist. Venit.*, l. c., p. 119.
(3) Guicciardini, l. c., p. 79.
(4) Ce qui fit aussitôt prendre congé à Luzio de' Malvezzi. Sur les rapports de Bentivogli et des Malvezzi à Bologne, voyez division IV.

(1) Guicciardini, l. c., p. 70.
(2) D'autres vaisseaux escortèrent l'empereur. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 43. *P. Bembi Hist. Venit.*, l. c., p. 121.

maintenant contre Montecarlo (1), mais fut déterminé, par un faux avis sur la force de la garnison de la place, à se retirer tout à coup, par Sarzana et Pontremoli, vers la haute Italie, où il déclara à ses alliés italiens dans Pavie que des affaires importantes le rappelaient en Allemagne; puis il offrit de pousser la guerre pour leur compte avec ses troupes, si l'on voulait lui payer par mois vingt-deux mille florins (2). Après quelque séjour, il partit brusquement, sans attendre la fin des négociations, pour Como, et repassa les Alpes, chargé du mépris de l'Italie.

Lodovico le More avait espéré, avec le secours du roi, se rendre maître de Pise. Lorsqu'il vit qu'il s'était abusé, il rappela ses troupes; les Vénitiens aussi cherchèrent à se retirer, et les Florentins regagnèrent dans l'hiver presque tout ce qu'ils avaient perdu dans l'été.

L'apparition de la flotte française près de Livourne avait encore amené un revirement ailleurs que dans la Toscane. Après que Virginio degli Orsini eut été retenu à Naples, au mépris de la capitulation d'Atella, Alexandre VI avait déclaré, en octobre 1496, ses seigneuries dans l'État de l'Église comme dûment confisquées, et déjà toutes, avec l'aide des Colonna, étaient enlevées, à l'exception de Bracciano que défendirent la sœur et l'élève de Virginio, Bartolommea et Bartolommeo d'Alviano, lorsque le fils de Virginio, Carlo, avec Vitellozzo de' Vitelli, arriva sur la flotte française. Les Vitelli de Città di Castello délivrèrent maintenant Bracciano, asiégé par le duc d'Urbino, qui bientôt après fut pris dans un combat (1). Les troupes papales subirent une défaite complète, et, à l'exception d'Anguillara et de Triboniano, les Orsini reprirent tous leurs châteaux.

Ensuite fut rétablie la paix; mais Virginio ne la vit point, car il était mort quelques jours avant en captivité. Les Orsini arrêtés avec lui à Naples, Giovan Giordano et Paolo, obtinrent la liberté.

Une tentative sur Gênes, qu'entreprirent les Fregosi et le cardinal della Rovere, soutenus par la France, fut aussi vaine que l'attaque contre les Orsini. Milan et Venise s'opposèrent si vigoureusement à l'expédition française, sous Gian Jacopo de' Triulzi, arrivée près de Novi et de Bosco, que le général se retira sur Asti (2). Il en résulta une conséquence sur laquelle on n'avait pas compté : c'est que le roi Charles fut toujours plus disposé à renoncer à toute entreprise sur l'Italie, et que le 5 mars 1497 il conclut un armistice jusqu'à la fin d'octobre, dans lequel durent être compris aussi tous les alliés des deux parties contractantes (3). Ainsi cessa d'elle-même pour quelque temps la guerre au sujet de Pise.

---

(1) Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 47. Corio présente le départ de Maximilien comme une ruse manquée de l'espèce de celles que Maximilien concevait. En effet les progrès de l'entreprise contre Livourne avaient été arrêtés surtout parce que Vénitiens et Milanais se disputaient qui devait occuper la place après la conquête. Afin de n'être plus empêché dans ses entreprises ultérieures par de semblables jalousies, il avait proposé une expédition de pillage du côté de Pistoja, à laquelle le *proveditore* vénitien et ses gens devaient prendre part; mais son dessein était d'éloigner de Pise les Vénitiens par de bons procédés, puis de revenir brusquement et de leur fermer les portes. Le *proveditore* avait tout approuvé, mais n'avait tiré aucun soldat de Pise pour accompagner le roi. Alors Maximilien, découragé d'avoir vu manquer son plan, avait entièrement abandonné la Toscane. Corio, l. c., fol. 490 b.

(2) Guicciardini, l. c., p. 85.

(1) Guicciardini, l. c., p. 92 : « Joannis Burchardi Diarium curiæ Romanæ sub Alexandro VI apud Eccardum (*Corpus historicorum medii ævi*, tom. II). » Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 54. Avec l'aide de Gonzalvo d'Aguilar, Alexandre VI s'empara vers ce temps au moins d'Ostia, qui, depuis l'expédition française de Naples, était restée toujours entre les mains des Français et du cardinal della Rovere. Roscoe, *Vie de Léon X*, vol. I, p. 287-288.

(2) Guicciardini, l. c., p. 98.

(3) Guicciardini, l. c., p. 100.

Dans ce temps, à Florence, le parti de Savonarola était le plus influent. Dans les premiers mois de l'année 1497, ses chefs établirent que le grand conseil fût augmenté des jeunes gens de vingt-quatre à trente ans, et en même temps fut rendue la loi que ce conseil ne pût rien résoudre s'il ne s'y trouvait au moins mille membres réunis (1). Bientôt après, Lodovico le More et Alexandre VI nouèrent des négociations avec les Florentins : ceux-ci devaient recouvrer Pise, mais rompre avec la France, s'attacher sincèrement à la ligue italienne, et donner en garantie Livourne ou Volterra. Leurs négociations se rompirent; Venise ne voulut pas évacuer Pise, Florence refusa toute autre ville, et la ligue, voyant le parti de Savonarola attaché trop fortement à la France, résolut de soutenir de nouveau Pietro de' Medici; ce qui paraissait d'autant plus facile, que l'un des amis de son frère, Bernardo del Nero, était gonfalonier. En conséquence Pietro se rendit en avril à Sienne (2), où l'homme le plus influent de la ville, Pandolfo de' Petrucci, était favorablement disposé. Là Bartolommeo d'Alviano lui amena quelques centaines de cavaliers et diverses troupes d'infanterie, avec lesquels il s'avança brusquement jusqu'aux portes de Florence. Mais, malgré toute sa rapidité, des pluies subites l'ayant un peu arrêté, la nouvelle de son expédition se répandit. Aussi, lorsqu'il parut devant les murailles, le 28 avril au matin, au lieu de trouver la ville sans garnison, comme il l'avait espéré, il rencontra Paolo de' Vitelli, prêt à lui faire tête à la Porta Romana. Ranuccio da Marciano fut rappelé avec ses gens des frontières pisanes. Après avoir inutilement attendu quatre heures un mouvement dans la ville en sa faveur, il se retira sans avoir rien fait (1); et l'entreprise de son frère Giuliano sur des parties éloignées du territoire florentin échoua également.

La malencontreuse tentative eut pour résultat une enquête criminelle dans la ville pour cause de haute trahison. On accusa fortement Bernardo del Nero d'avoir eu connaissance du rappel de Pietro, et Niccolo de' Ridolfi, Lorenzo de' Tornabuoni, Giovanni de' Cambi et Giannozzo de' Pucci, comme ayant voulu le ramener. Après une

(1) Sismondi, l. c., p. 445.

(2) Après que Charles VIII, dans sa retraite, eut traversé Sienne, y laissant un capitaine, la ville fut péniblement maintenue dans la tranquillité jusque vers la fin de juillet, que des débats s'élevèrent entre les réformateurs et les *popolari* d'un côté, et les neuf de l'autre; cette querelle menaça d'embraser la ville tout entière. Le capitaine français parvint à calmer les esprits; mais quelques jours après, une nouvelle tentative fut faite pour expulser les neuf : elle échoua. Le capitaine français, qui, par suite de ces événements, voyait de nouveau des soldats italiens à côté de sa garde française dans la ville, demanda son congé, et l'obtint. Une réunion du sénat, provoquée le 5 août par la *balia*, institua un collége de dix-huit membres des divers *monti* pour châtier les agitateurs. Quelques bannissements et quelques amendes furent prononcés. Malgré de telles circonstances, Montepulciano fut défendu avec succès contre les Florentins. Luzio de' Bellanti et Pandolfo de' Petrucci reçurent ensuite, jusqu'à la fin de février de l'année suivante, le soin de la défense de Sienne elle-même contre Florence et contre les bannis. Bientôt Luzio de' Bellanti devint jaloux du plus grand crédit dont jouissait Pandolfo, et chercha à amener à Sienne un changement dans ce sens, que la république se rattacherait à la politique de Florence, ce qui enlèverait naturellement l'importance de Pandolfo, s'il n'y perdait pas la vie. Il en résulta que Luzio fut déclaré rebelle, que sa tête fut mise à prix, et que l'influence de Pandolfo grandit extraordinairement. Malavolti, *Ist. di Siena*, part. III, fol. 101-103.

(1) Guicciardini, l. c., p. 106-107. Après cette entreprise manquée sur Florence, Bartolommeo d'Alviano se rendit à Todi, où les Guelfes l'accueillirent; il pilla et dévasta les maisons des Gibelins dans la ville. A cause de cela Antonio Savello exerça des représailles sur les Guelfes de Terni; les Colonna firent de même sur les Guelfes de Viterbe.

procédure très-compliquée, les accusés furent condamnés, le 17 août, à la mort et à la confiscation des biens. Ils appelèrent, selon ce que leur accordait la constitution, au grand conseil; mais Francesco de' Valtori et tous les chefs du parti Savonarola furent contre l'admission de l'appel, et ce parti fit accomplir l'exécution, de la manière la plus cruelle, dans la nuit du 21 août (1).

La conduite passionnée, violatrice des formes juridiques du parti de Savonarola était en opposition avec ses anciens principes et ses vues sur les constitutions libres. Les adversaires de ce parti eurent alors entre les mains, outre les armes de la raillerie sur tant de prophéties non accomplies du moine, celles de l'indignation des reproches contre une conduite tyrannique. En même temps grossissait toujours l'orage amassé par l'opposition de Savonarola contre Alexandre VI. A la vérité il y avait assez de motifs pour jeter un blâme plus amer sur les actes du pape (2); en reconnaissant très-bien cela, Alexandre redoutait d'autant plus le zèle de l'audacieux réformateur de Florence. Le pape accusa Savonarola d'hérésie, et lui interdit de prêcher; Savoranola se fit remplacer en chaire par Domenico Bonvicini da Pescia, l'un de ses adhérents, et agit comme par le passé. Alexandre rechercha maintenant des liaisons avec tous les hommes ennemis de Savonarola dans Florence, et quelques-uns de ceux-ci présentèrent un mannequin représentant un âne dans la chaire à côté du réformateur, lorsqu'il se remit à prêcher, et, au milieu du désordre qui suivit cette scène, ils l'outragèrent, parlant d'expulsion et de meurtre (1). Les augustins, ennemis des dominicains, tinrent des discours hostiles contre Savonarola et ses doctrines; enfin l'opposition contre le parti religio-réformateur à Florence acquit chaque jour plus de consistance, au moment même où celui-ci, par le supplice de Bernardo del Nero et de ses compagnons d'infortune, paraissait avoir assuré son triomphe. Les circonstances du temps n'y contribuèrent pas faiblement : Savonarola avait cherché à enchaîner entièrement Florence à la France; mais Charles VIII ne prenait presque nul souci de la république, et celle-ci fut ainsi réduite à rechercher des rapports tolérables avec la cour de Rome. La *signoria* entreprit d'adoucir le pape au sujet de Savonarola; mais le dernier se laissa emporter jusqu'à soutenir qu'une inspiration divine lui ordonnait de rejeter le joug inique de la papauté, et le jour de Noël, lui, déclaré hérétique, lut publiquement la messe, et brava ainsi les interdictions d'Alexandre. Dans les deux premiers mois de l'année 1498, une *signoria* entra en charge, entièrement favorable à Savonarola, et qui le protégea énergiquement contre les déclarations prononcées par le vicaire archiépiscopal. Alors se leva du sein des minorites de Sainte-Croix un moine, Francesco de Puglia, prêchant contre les réformateurs, et le pape menaça les Florentins d'interdit et de poursuite dans tous les pays de la chrétienté, si la prédication n'était pas défendue à Savonarola. Florence, laissée sans secours par la France, redoutait trop l'influence pontificale, et le 17 mars la chaire fut fermée au réformateur.

Sur ces entrefaites, le minorite Francesco

(1) Sismondi, l. c., p. 454. Guicciardini, l. c., p. 109-110. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 82-83.

(2) Alors la maîtresse du pape, Giulia Orsina, communément appelée *Giulia Bella da Farnese*, lui avait donné un fils, et bientôt après, le 14 juin, Francesco Borgia, duc de Candia, fut tué à Rome le 14 juin, au milieu de circonstances qui rendaient probable que le cardinal Cesare Borgia, son frère, avait causé le meurtre, comme on le croyait, par jalousie, parce que les deux frères étaient amoureux de leur sœur Lucrezia. Sur le meurtre de Francesco, que l'on compare Roscoe, *Vie de Léon X*, vol. 1, p. 289 sq.

(1) Diverses circonstances des excès commis pendant le service divin ont été rassemblées par Roscoe, p. 118.

proposa l'épreuve du feu pour montrer si Savonarola ou lui avait le droit de son côté, et, comme un partisan de Savonarola, Domenico Bonvicini da Pescia accepta, la proposition fut accueillie par le peuple avec enthousiasme; les autorités n'y mirent aucun obstacle, car elles voyaient là un moyen de se remettre un peu en rapport avec la cour de Rome. La *signoria* choisit, dans la foule de ceux qui s'offraient à l'épreuve pour le parti de Savonarola, le dominicain Bonvicini, et pour le parti opposé, Andrea Rondinelli; nomma une commission de dix bourgeois (cinq de chaque parti) pour diriger le tout, et fixa le 7 avril pour le jour, et la place devant le palais pour le lieu de cette scène (1).

Nous passons les détails d'un jour pénible, où des milliers d'individus se pressèrent sur la place, s'entassèrent aux fenêtres pour assister à un tel spectacle. Lorsque tous les apprêts furent achevés, les franciscains élevèrent des réclamations sur la forme, auxquelles Savonarola ne céda que sur un certain point. L'on retarda ainsi l'exécution plusieurs heures, jusqu'à la nuit, et jusqu'à l'arrivée d'une forte pluie. Le mécontentement causé par une attente trompée (car tout le monde se dispersa sans que la chose s'accomplît), disposa le peuple à la raillerie, et le ridicule ne fit aucun tort aux franciscains, dont la position avait un autre fondement que l'opinion publique, tandis qu'elle fit perdre terre à Savonarola. En retournant au couvent, il fut insulté; le lendemain au soir, une foule se rassembla dans la cathédrale, et se porta, en poussant des cris, sur S.-Marco. Les fidèles qui assistaient aux vêpres furent formellement assiégés et forcés à une capitulation. Girolano Savonarola, Domenico Bonvicini et Silvestro Maruffi furent traînés en prison (1). Comme le lendemain matin Francesco de' Valori devait avoir le même sort, Vincenzo de' Ridolfi l'immola pour se venger du supplice de Niccolò de' Ridolfi, exécuté sous l'influence de Francesco. La populace exerça sa fureur contre d'autres hommes du parti Savonarola, et la *signoria* parvenue au gouvernement depuis le mois de mars applaudissait en secret à ce début. Un messager avait été aussitôt expédié à Alexandre VI, qui demanda qu'on lui livrât le réformateur. La république n'accéda pas maintenant à cette réclamation; mais elle offrit de recevoir deux juges ecclésiastiques comme assesseurs du tribunal qui devait instruire le procès: ils lui furent envoyés, et le pape déclara en même temps Savonarola pour un hérésiarque et un corrupteur du peuple. L'issue de l'affaire était facile à prévoir: le 23 mai Girolano, avec les deux autres individus arrêtés en même temps que lui, fut brûlé sur la place du palais.

(1) Le même jour, ou plutôt dans la nuit du 7 au 8 avril de l'année 1498, mourut Charles VIII, dans le château d'Amboise, d'un coup de sang. Cf. Sismondi, vol. XIII, p. 2. Le duc Louis d'Orléans lui succéda, connu sous le nom de Louis XII.

(1) Ranke, appuyé sur Nardi et Nerli (qu'il cite, et dont je ne puis vérifier les passages, attendu que je n'ai pas leurs écrits sous la main), dit que Savonarola s'était livré lui-même à ses ennemis, p. 121. Sur l'envahissement du cloître de S.-Marco, Cf. *Burchardi Diarium curiæ Romanæ*, l. c., p. 2093.

CHAPITRE II.

JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE DE PISE.

§ Ier. *Destinée des États d'Italie jusqu'à l'arrestation de Lodovico de Milan à Novara, avril* 1500.

Louis XII, qui en France monta sur le trône après la mort de Charles VIII, en prenant les titres de roi des Deux-Siciles et de Jérusalem, et de duc de Milan, laissa voir clairement ses projets de conquêtes en Italie, et spécialement son intention de faire valoir le prétendu droit héréditaire sur Milan, échu à la maison d'Orléans par Valentine Visconti. L'état des affaires en Italie favorisait ses plans de toute manière.

Lodovico, irrité que Pise pût bien à la fin rester non pas à lui, mais aux Vénitiens, se lia étroitement avec Florence, qui se laissait abuser par la France. Le pape adopta le plan de dégager Cesare Borgia de l'ordre ecclésiastique, et de le transformer en prince séculier, et pour cela il devait souhaiter une guerre et une alliance avec un puissant roi. En ce moment le roi Louis désirait une séparation de son épouse, afin de pouvoir s'unir à la veuve de son prédécesseur, qui était héritière de la Bretagne. Pour cela il avait besoin du pape.

Les négociations des États italiens avec Louis furent poussées avec autant d'ardeur que de mystère; toutefois, au mois d'octobre (1), Cesare déposa en effet le chapeau de cardinal, et se rendit en France pour l'affaire de la séparation du roi. Le 8 janvier 1499 se fit le mariage avec Anne de Bretagne. Cesare reçut le duché de Valence en Dauphiné, d'où il prit le nom de duc de Valentinois.

Depuis longtemps était expirée la trêve conclue en février 1497, et la guerre de Pise avait recommencé en octobre de la même année; elle s'était continuée sans événement important jusqu'au mois de mai 1498; mais alors furent livrés de sanglants combats, qui déterminèrent les Florentins à prendre Paolo de' Vitelli de Città di Castello pour leur général (1). Une de ces rencontres fatales aux Florentins poussa Lodovico de Milan à leur donner une assistance plus active. Giovan Paolo de' Baglioni de Perugia (2) et d'Appiano de Piombino furent

(1) D'après Burchard (*Diarium*, l. c., p. 2096): «Feria sexta, decima tertia Augusti.» Avec lui s'accorde aussi Machiavelli (*Frammenti*, l. c., p. 98), qui nomme le 17 août.

(1) Guicciardini, l. c., p. 132. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 62 et 92.

(2) La famille des Baglioni était à Perugia; elle était parvenue à une position analogue à celle qu'avaient occupée les Medici à Florence; seulement la base de l'importance des Baglioni n'a-

pris en même temps à la solde de Florence, et Lodovico refusa désormais aux troupes vénitiennes le passage vers Pise par son territoire. Giovanni de' Bentivogli de Bologne, Cattarina, princesse d'Imola et de Forli, et la république de Lucques refusèrent également le passage aux Vénitiens (1); et par le crédit de Pandolfo Petrucci, les Florentins obtinrent aussi de Sienne une trève de cinq années (2). Le seul chemin par lequel les Vénitiens pussent maintenant attaquer Florence était le Val di Lamona, territoire de Faenza; par cette voie arrivèrent à la solde de Venise Carlo degli Orsini, et Bartolommeo d'Alviano, et ils parvinrent jusqu'à Marradi, qui se rendit (à l'exception du château) sans résistance. Pietro et Giuliano de' Medici étaient avec eux; mais la résistance du château de Marradi les empêcha d'avancer plus loin (3), tandis que le général florentin serrait toujours Pise de plus près, et s'emparait de Librafatta, en octobre 1498. Tout à coup Bartolommeo d'Alviano poussa de Césène (par un petit fief d'une branche collatérale des Malatesta de Sogliano) jusque devant Bibbiena, le 15 octobre (4), et voulut aussi occuper Poppi; mais cette place fut défendue avec succès contre lui (1). Paolo de' Vitelli ne laissa du côté de Pise que des garnisons des points fortifiés qui étaient en son pouvoir, et se trouva avec le général milanais Fràcassa da Sanseverino et avec Ranuccio da Marciano contre les *condottieri* vénitiens dans les montagnes. Bartolommeo d'Alviano et avec lui Carlo degli Orsini et le duc d'Urbino furent bientôt enveloppés de tous côtés, et la république dut confier à un nouveau *condottiere*, Niccolò, comte de Pitigliano, au commencement de l'année 1499, la formation d'une armée pour les délivrer; mais cette armée fut bientôt, à Elci, dans une situation aussi triste que la première expédition (2). Tel était l'état des choses en Toscane, lorsque les plans du roi Louis sur l'Italie se développèrent nettement.

Lodovico rechercha une réconciliation avec Venise, afin que cet appui ne lui manquât pas en cas de guerre de la part de la France, et il espérait regagner la bienveillance de la république, s'il amenait la paix

vait pas été des occupations pacifiques, comme celle des Medici, mais bien le métier lucratif de *condottieri*.

(1) Les deux premiers furent gagnés au moyen d'un engagement au service florentin. Guicciardini, l. c., p. 137.

(2) Guicciardini, l. c., p. 146. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 65: « In Siena avendo messer Niccola Tegrini, uomo di reputazione, presa la parte de Viniziani, Pandolfo fu necessitato pigliare quella de' Fiorentini per non rovinare, e che messer Niccola non sormontasse. » Le 1er novembre 1497 fut installée à Sienne une *balía* de quarante-cinq bourgeois (quinze des neuf, quinze *popolari*, quinze nobles) pour cinq années. Dans cette *balía*, Pandolfo avait la plus grande importance, et dominait par elle. Malavolti, fol. 104-105.

(3) Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 71 et 101. *Petri Bembi Hist. Venet.*, l. c., p. 147.

(4) Ou le 24 octobre. Cf. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 104. Sur le pouvoir de Ramberto, Cf. *Petri Bembi Hist. Venet.*, l. c., p. 151. Bembo décrit longuement ces entreprises guerrières dans l'Apennin.

(1) Guicciardini, l. c., p. 176-177. Machiavelli, *Frammenti*, l. c., p. 107.

(2) La décision porte que les Vénitiens devaient retirer leurs troupes de Pise, Bibbiena, et du Casentino, et les Florentins recouvrer leurs possessions, mais en payant annuellement, pendant douze années, quinze mille ducats comme frais de guerre. Les Florentins devaient accorder à leurs sujets détachés pleine amnistie, et aux Pisans des libertés de commerce et de circulation comme aux Vénitiens. Les forts pisans devaient rester entre les mains des Pisans; mais ceux-ci seraient obligés à faire confirmer tous les commandants par Florence, et n'auraient pas de garnisons plus nombreuses qu'elles ne l'étaient au temps des Florentins. La juridiction civile à Pise devait être exercée par un podestat pris dans un lieu uni à Florence, et la justice criminelle avec le concours d'un assesseur nommé par le duc à Ferrare. Sismondi, vol. XIII, p. 23. Guicciardini, l. c., p. 181-182.

entre Florence et Venise. Mais Louis aussi cherchait à établir cette paix, afin d'attirer à lui ces républiques. Il demanda donc que Pise, la pomme de discorde, lui fût remise. Il voulait indemniser Venise avec des territoires milanais; il aurait garanti plus tard Pise à Florence. A la fin Louis ne fut écouté que par les Vénitiens, et Lodovico par les Florentins; la paix fut poursuivie entre les deux peuples, quoique Venise se rattachât de près à la France, et que Florence se liât étroitement avec Milan. Le duc Ercole de Ferrare dut décider en arbitre sur Pise. il prononça le 6 avril 1499 (1); mais la sentence arbitrale fut accueillie avec un mécontentement général. Les troupes vénitiennes partirent, parce que les Pisans le désiraient. Florence reconnut la sentence, quoique avec répugnance; mais Pise déclara qu'elle voulait continuer à se défendre. Toutes les instances de Lodovico furent inutiles. Paolo de' Vitelli marcha de nouveau contre la ville, et, après avoir enlevé quelques petits forts, il campa, le 1er août sous les murs de Pise, où, de tous les *condottieri*, Gurlino Tombasi, de Ravenne était seul demeuré. Mais les Pisans se défendirent si vaillamment, le siége traîna tellement en longueur, que, lorsque enfin Paolo croyait avoir fait tous les préparatifs pour prendre la ville, la moitié de l'armée fut attaquée d'une épidémie qui exerça chaque jour de plus furieux ravages, et força bientôt Paolo à se retirer avec ses troupes vers Cascina. Ranuccio da Marciano, qui servait sous Paolo, mais le haïssait, et le parti populaire à Florence, entretinrent le soupçon élevé contre Paolo, sur sa répugnance à prendre Pise. La *signoria* le fit arrêter, et le lendemain, 1er octobre, après qu'il eut supporté avec fermeté la torture, il fut décapité; son frère Vitellozzo s'échappa vers Pise (2).

(1) Guicciardini, l. c., p. 213. Roscoe, *Vie de Léon X*, vol. I, p. 314.

(2) Guicciardini, l. c., p. 213. Roscoe, *Vie de Léon X*, vol. I, p. 314.

Avant la sentence arbitrale du duc de Ferrare, les affaires de Pise étaient compliquées plutôt que simplifiées; Venise avait conclu, le 9 février, une alliance avec la France, qui, d'abord tenue secrète, ne fut reconnue plus tard que sous la date du 15 avril (1). Les Vénitiens admirent le droit de Louis sur Milan, et s'engagèrent à donner leur assistance pour la prise de possession, moyennant la promesse et la garantie de Crémone et de la Ghiaradadda jusqu'à quatre-vingts pieds de l'embouchure (2).

Lodovico, lorsque les vues des alliés sur Milan devinrent plus claires, ne pouvait compter sur Maximilien, qui était engagé d'un autre côté dans la guerre; il ne pouvait davantage se confier dans Ferdinand et Isabelle d'Espagne, qui avaient traité avec la France. Il chercha donc à exciter les soupçons de Bajazet à l'égard de Venise et de la France, et dans ces soins le roi Federigo de Naples l'assista fidèlement. Dans l'automne de 1499, le pacha de Bosnie pénétra dans le Frioul, et dévasta tout jusqu'aux rives de la Livenza. En se retirant, il fit massacrer en grande partie sur le Tagliamento les captifs qu'il avait ramassés, et entraîna le reste au delà des frontières.

Outre les Turcs, Lodovico crut encore quelque temps attacher en quelque sorte à ses intérêts le pape Alexandre, qui aurait volontiers fait épouser Carlotta, fille du roi Federigo, par Cesare Borgia, et qui avait besoin pour cela de la médiation de Lodovico. Mais Federigo se refusa nettement à cette alliance (3), et Cesare épousa une princesse française, Charlotte d'Albret, sœur du roi de Navarre. Depuis lors le pape se tint aussi dans le parti français. Federigo lui-même, qui aurait volontiers assisté Lodovico, était, par les derniers désastres de son royaume,

(1) Sismondi, l. c., p. 35. Machiavelli, *Frammenti*, p. 112. *Petri Bembi Hist. Venet.*, l. c., p. 162.

(2) Guicciardini, l. c., p. 172.

(3) Guicciardini, l. c., p. 136.

trop complétement dépourvu de moyens; Florence était encore en lutte avec Pise, et Ercole de Ferrare ne voulut à aucun prix renoncer à l'heureuse neutralité dans laquelle il vivait. Lodovico fut donc réduit à ses seules forces contre la France.

Il fortifia Novara, Alexandrie, d'autres places dans le voisinage d'Asti ; plaça de ce côté Galeazzo da Sanseverino avec seize cents gens d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille Italiens à pied, et cinq cents lansquenets italiens (1). Il opposa le comte de Gajazzo aux Vénitiens. Sur ces entrefaites, les corps de troupes françaises sous Gian Jacopo de' Triulzi, Louis de Luxembourg comte de Ligny, et Èverard Stuart seigneur d'Aubigny, franchissaient les Alpes (2). Il y avait seize cents lances, formant ensemble neuf mille six cents cavaliers, cinq mille Suisses, quatre mille Gascons et quatre mille recrues levées en France.

Le 13 août 1499, ces corps attaquèrent le château milanais d'Arazzo dans le voisinage d'Asti. Il fut pris, ainsi qu'Annone, et, à l'exception de Voghera et de Tortona, tout le pays tomba entre les mains des Français presque sans résistance (3). Les sentiments de la Lombardie envers Lodovico n'étaient pas devenus plus favorables depuis la précédente expédition des Français. C'étaient encore les mêmes impôts qui accablaient le pays; le même soupçon au sujet de l'empoisonnement de son neveu pesait sur le duc, dont le caractère, plein d'orgueil et d'artifice, n'était pas propre à lui gagner des amis. Lorsqu'il n'était plus temps, au moment où le danger était le plus imminent, Lodovico changea de système, et tenta de se rapprocher de ses sujets, de justifier sa manière de gouverner, en expliquant à chacun qu'elle lui était dictée par la nécessité. Tout son succès fut de se faire juger d'autant plus faible. Il se vit forcé, malgré les progrès des Vénitiens vers Caravaggio, à envoyer le comte de Gajazzo contre les Français. Mais le terrain parut s'ébranler sous ses pieds, lorsque tout à coup, le 29 août (1), Galeazzo da Sanseverino s'enfuit d'Alexandrie, abandonnant son armée ; Luzio de' Malvezzi suivit l'exemple de Galeazzo; l'armée milanaise, abandonnée par ses chefs, se dispersa. Le lendemain, les Français occupèrent Alexandrie; Pavie se rendit à eux, avant même qu'ils parussent devant la ville ; les Vénitiens étaient près de Lodi ; à Milan, le peuple mugissait ; et un certain Simone Vigone, avec quelques compagnons, blessa mortellement Antonio da Landriano, trésorier du duc, au moment où il quittait le château.

Au milieu de telles circonstances, Lodovico envoya en Allemagne ses enfants, Massimilano, âgé de neuf ans, et Francesco de sept, sous la garde de son frère, le cardinal Ascanio, et du cardinal Federigo da Sanseverino, avec les deux cent quarante mille ducats qui lui restaient (2), et remit Francesco Sforza, son petit-neveu, fils de Giovan Galeazzo, à la mère du jeune prince, Isabella d'Aragon (3). La citadelle de Milan fut approvisionnée de vivres et de munitions de guerre ; et trois mille fantassins, sous des officiers éprouvés, y furent logés comme garnison. Bernardino da Corte de Pavie reçut le commandement supérieur de la place. Gênes fut défendue par Agostino et Giovanni, tous deux de la famille des Adorni; et après que Lodovico eut ainsi pourvu aux points les plus importants de ses États, qu'il eut encore fait quelques démarches pour attacher à ses intérêts des hommes de valeur et d'importance, il quitta sa résidence au commencement de septembre, et se rendit aussi en Allemagne par la Valteline.

(1) Guicciardini, l. c., p. 194.
(2) Sismondi, l. c., p. 43.
(3) Corio, fol. 494.

(1) D'après Corio (fol. 495 b), le 29, avant la naissance du jour. Cette date paraît plus exacte que celle du 25 août, citée d'un autre côté.
(2) Corio, l. c., fol. 496.
(3) Isabella fut assez imprudente pour confier son fils au roi Louis, qui ensuite l'emmena en France, et le destina au cloître.

Le comte de Gajazzo à Milan, au lieu de rien entreprendre contre la France, passa aussitôt au service du roi, et, lorsque les Français arrivèrent dans le voisinage de Milan, des députés de la ville allèrent à leur rencontre. Les Adorni à Gênes ne songèrent non plus à aucune résistance (1), et la citadelle de Milan se rendit, sans qu'un coup de canon eût été tiré. Le commandant reçut en récompense une somme importante, mais fut traité avec un tel mépris, qu'il ne survécut pas longtemps à sa trahison (2) : il se pendit.

Louis XII, lorsqu'il passa les Alpes en personne, trouva le duché déjà tout entier entre les mains de ses gens. La capitale de ses nouveaux États le reçut pompeusement, et il y trouva des envoyés de toutes les puissances d'Italie, à l'exception de Naples (3). Il fit quelques difficultés pour entrer en relation de paix et d'amitié seulement avec le duc de Ferrare, Bentivoglio de Bologne et avec la république de Florence; toutefois il répondit bientôt aux avances du duc et de Bentivoglio, moyennant des sommes d'argent, et accueillit les Florentins lorsqu'ils lui promirent leur secours contre Naples, aussitôt qu'ils seraient rentrés en possession de Pise.

Son séjour à Milan, quoique de courte durée, suffit bien pour tirer ses nouveaux sujets des illusions où ils étaient plongés en attendant son arrivée (4). Il ne se disposa nullement à changer les impôts et les taxes, et les laissa complétement sur le pied où ils avaient été établis sous les Visconti (5). En outre, Gian Jacopo de' Triulzi (chef jusqu'alors expulsé du parti guelfe) demeura comme gouverneur pour Louis, ce qui donna au gouvernement français le caractère d'un régime de faction, attendu que Triulzo ne pouvait nullement oublier les intérêts de son parti.

Cependant en Allemagne, où il avait été accueilli comme un allié par Maximilien, Lodovico enrôla cinq cents cavaliers bourguignons pesamment armés, et huit cents fantassins suisses, avec lesquels il marcha vers la Lombardie. Avant que Triulzo pût réunir les troupes sous ses ordres, Sforza avait franchi les Alpes dans les premiers jours de février 1500, traversé le lac de Come sur des batiments, et s'était introduit dans la ville de ce nom. Les manifestations de joie des Milanais à la nouvelle de son retour furent telles, que Triulzo craignit un soulèvement, et se renferma dans la citadelle, où il ordonna tout pour la défense; puis il alla à Novara. Là il ne laissa qu'une garnison de quatre cents lances, et il se rendit à Mortara, où il voulut attendre un renfort français qu'il avait sollicité du roi.

Cependant Ascanio, et bientôt Lodovico le More, étaient rentrés dans Milan aux acclamations des citoyens. Tout le duché ne soupirait plus qu'après l'ancien seigneur. Parme et Pavie se révoltèrent contre Louis. Lodi et Piacenza auraient fait de même sans les Vénitiens. De son côté Lodovico fit tout son possible pour gagner du terrain et s'affermir. Il rechercha des secours auprès de Maximilien, la paix à toute condition de Venise, la restitution des sommes prêtées de Florence, et tout cela sans succès. Mais, en compensation de ces échecs, le frère du marquis de Mantoue, les Pici della Mirandola, les Pii da Carpi, les Correggi, Filippo de' Rossi et les del Verme (1) se rattachèrent à lui, et Lodovico fortifia sa cavalerie wallonne

(1) Ils reconnurent le roi Louis, qui fit avec eux un traité particulier, comme seigneur, et reçurent de lui pour premier gouverneur Philippe de Ravenstein, qui dans les Pays-Bas avait été forcé de céder aux Habsburg.

(2) Sismondi, l. c., p. 50.

(3) Guicciardini, l. c., p. 215.

(4) Guicciardini, l. c., p. 235.

(5) Il chercha seulement à lier à lui certaines classes et certaines parties de la population, et leur accorda des avantages.

(1) Quoique Lodovico eût pris à la famille Vossi ses seigneuries de S.-Secondo, Torchiaro et d'autres possessions dans le Parmesan, comme il avait enlevé aux del Verme Bobbio et d'autres localités dans le pays de Piacenza. Guicciardini, l. c., p. 238.

et son infanterie suisse de mille cinq cents gens d'armes et d'un gros corps de fantassins italiens. Pendant que le cardinal Ascanio assiégeait la citadelle de Milan, Lodovico lui-même se porta sur Vigevano, s'en empara et pressa Novara. Une partie de l'armée française, qui en dernier lieu avait été occupée dans la Romagne, pour soutenir les projets du pape, pilla en passant Tortona, et fortifia ensuite la garnison de Novara. Quatre mille Suisses qui faisaient partie de ce corps engagèrent aussitôt des négociations avec les Suisses de l'armée de Lodovico, et comme ils virent les avantages du service milanais plus grands que ceux du service de France, ils passèrent en masse du côté de Lodovico. Novara dut capituler; la citadelle seule tint encore, et le Milanais pressa le siége.

Le roi n'avait pas négligé non plus de recourir à tous les moyens pour concentrer de fortes masses armées dans la Lombardie: quinze cents lances, six mille Français à pied, dix mille Suisses se réunirent en avril près d'Asti, et formèrent un corps qui surpassait les forces milanaises. En outre il arriva de leur patrie un ordre aux Suisses qui les rappelait des deux armées, ou leur enjoignait de se mettre d'un seul côté, pour éviter qu'ils se rencontrassent les armes à la main; et les Suisses entrés au service de Milan voulurent céder à cet appel, parce que ceux des leurs qui se trouvaient dans l'armée française étaient rangés sous les bannières suisses, tandis qu'eux-mêmes combattaient isolément sous les drapeaux milanais. Ils ne voulurent pas marcher contre leur bannière nationale. Lodovico chercha à les gagner par des libéralités; il offrit tout ce qu'il avait, et les apaisa pour le moment. Il espérait au moins gagner du temps, jusqu'à ce que son frère le cardinal lui eût amené assez d'Italiens de Milan pour pouvoir se retirer en sûreté; mais les Français cherchèrent maintenant à couper la route de Novara à Milan, et forcèrent par là le duc à entreprendre quelque chose. A peine l'armée était en mouvement, que les Suisses au service de Milan renouvelèrent leurs précédentes déclarations, et abandonnèrent la campagne. Lodovico dut renoncer à une bataille, et se trouver satisfait que les Suisses, en se retirant, voulussent bien le laisser se perdre dans leurs rangs, tantôt sous le costume de moine, tantôt sous un autre déguisement. Néanmoins il fut trahi ou reconnu avec trois Sanseverini qui l'accompagnaient, et fait prisonnier par les Français. Les Suisses occupèrent encore Bellinzona dans cette retraite.

Les troupes italiennes des Milanais près de Novara furent complétement pillées par l'armée française. Le cardinal Ascanio n'osa plus penser à tenir dans Milan, et s'enfuit avec les principaux chefs des Gibelins; mais il fut livré aux Vénitiens de Rivolta, dans le territoire de Piacenza, par Corrado Lando, son ami, chez lequel il passait la nuit. Les Vénitiens le firent prisonnier, ainsi que ses compagnons, et plus tard, sur la demande du roi, les livrèrent aux Français. Ceux-ci tenaient encore dans la captivité Francesco, fils de Giovan Galeazzo et d'Isabella d'Aragon, et de plus un descendant légitime et deux rejetons illégitimes de la maison Sforza.

Lodovico le More, après avoir été emmené en triomphe à Lyon, fut ensuite renfermé dans le château de Loches, où il vécut encore dix ans dans une étroite captivité (1). Ascanio fut retenu prisonnier dans la tour de Bourges (2).

---

(1) Sismondi, l. c., p. 68.
(2) Guicciardini, l. c., p. 245.

§ II. *Jusqu'au départ du roi Federigo de Naples pour Ischia, en août 1501.*

Durant tous ces mouvements de la haute Italie, l'État de l'Église n'avait été nullement tranquille. Non-seulement se prolongeaient l'opposition, les jalousies et les combats des partis de la noblesse dans Rome comme dans toutes les villes importantes de l'État de l'Église, mais encore les vicaires pontificaux dans la Marche et dans la Romagne étaient redevenus à peu près des princes indépendants.

Les plus importants de ces vicaires étaient: Giulio Cesare de' Varani dans Camerino (1), qui dominait sur une grande partie de la Marche; Giovanni della Rovere, neveu du pape Sixte, et nommé par lui préfet de Rome et vicaire de Sinigaglia (2); il était beau-fils et présomptif héritier du duc d'Urbino (3), Guidobaldo da Montefeltro. Vitellozzo de' Vitelli de Città di Castello était plus puissant comme *condottiere* employé à la guerre, qu'important par l'étendue de sa domination. Paolo de' Baglioni de Perugia, n'était pas positivement seigneur de la ville; c'était plutôt le citoyen le plus éminent par le fait, qui menait les choses selon sa volonté; en outre il était aussi *condottiere*.

La seigneurie des Sforza de Pesaro était alors dans les mains de Giovanni Sforza, premier mari séparé de Lucrezia, fille d'Alexandre (4). La domination de Rimini était encore possédée par un Malatesta illégitime, Pandolfo (1). Forli et Imola appartenaient à Ottaviano Riario; la mère de celui-ci, Cattarina Sforza, après la mort de son premier mari, Riario, avait épousé Giovanni de' Medici (2), et, veuve encore de ce dernier depuis 1498, elle avait conservé la plus grande influence sur la seigneurie. La tutelle d'Astorre de' Manfredi, seigneur de Faenza et du Val di Lamona (3), était passée aux Vénitiens, qui avaient accommodé un différend entre lui et son frère naturel Ottaviano (4). A peine pouvait-on compter encore Bentivoglio de Bologne, le duc Ercole de Ferrare, parmi les vicaires pontificaux, tant ils se sentaient et se montraient indépendants! Envers leurs sujets tous exerçaient la plénitude de l'autorité princière; ils en abusaient assez souvent, particulièrement pour aider leurs besoins d'argent. Du moins à leurs cours les arts et les sciences étaient honorés. Un ton poli et raffiné, le goût éclairé des jouissances se répandait de proche en proche par leur exemple, et la quantité de ces petits instruments de violence, rendant toutes les individualités plus libres, faisait que, si l'on était persécuté par l'un, on trouvait protection chez l'autre ou auprès des communes libres établies entre eux; que tout homme doué de facultés actives et brillantes trouvait un lieu où il pouvait se développer librement, joyeusement, avec son mouvement propre. C'était alors l'époque brillante des petites principautés, si souvent et si injustement menacées dans

(1) Voyez sur lui division IV. Dans cette énumération je suis principalement Sismondi, l. c., p. 75 sq.

(2) Voyez sur lui division IV et diverses places du tableau historique ultérieur.

(3) Voyez division IV.

(4) Celle-ci avait ensuite épousé un fils naturel du roi Alphonse de Naples, Alfonso da Biscaglia. Lorsque Alexandre fut passé du côté de la France contre Milan et Naples, Alfonso s'enfuit de Rome. Quand il y revint ensuite, il fut assassiné. Cf. *Burchardi Diarium*, l. c., p. 2101-2123.

(1) Voyez division IV.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Sur les rapports de Venise avec Faenza, cf. aussi *P. Bembi Hist. Venet.*, ed. cit., p. 97, 98, 124, 125, 146.

des temps plus modernes, et leur gloire, qui appartient à tous les moments, venait de l'éclat de l'intelligence, dont les richesses ne peuvent être remplacées par aucune autre (1).

Comme à ces avantages, à ces jouissances de l'esprit, devaient être souvent sacrifiés les éléments matériels de ces seigneuries, les sujets riches, mais d'ailleurs peu distingués; comme aussi les passions personnelles des petits dominateurs se permettaient bien des caprices injustes envers des particuliers, la plupart de ces princes, particulièrement ceux dont les principautés étaient situées dans les riches villes du plat pays, étaient odieux au peuple. Sur cette haine, Cesare Borgia fonda son plan de se former une grande principauté dans la Romagne par le renversement des petites seigneuries, et Louis XII avait acheté son union avec la cour pontificale par la promesse de soutenir l'exécution de ce plan.

Lorsque les Français s'emparèrent d'abord de Milan, Cesare était venu avec eux; il reçut du roi trois cents lances et quatre mille Suisses pour la poursuite de ses propres projets. L'alliance de Riario avec les Sforza fournissait un prétexte pour l'attaquer (1). Imola se rendit à la fin de septembre 1479, à la première apparition des troupes ennemies devant les portes; la citadelle, le 9 décembre. Cesare se transporta devant Forli, d'où Cattarina avait déjà envoyé ses enfants à Florence; elle abandonna aussitôt la ville, dont la noblesse se déclara pour Cesare; elle voulut défendre la citadelle, mais les Français l'emportèrent d'assaut. Cattarina vint prisonnière à Rome, mais recouvra bientôt après sa liberté, et vécut plus tard à Florence. Cesare avait déjà marché contre Pesaro, dont le seigneur s'était enfui, lorsque l'expulsion des Français du Milanais rendit nécessaire le rappel des troupes auxiliaires françaises de la Romagne, et arrêta ses progrès. De nouvelles négociations ne tardèrent pas à tout accommoder. Trois cents lances et deux mille fantassins reparurent bientôt pour soutenir Cesare, et Louis déclara qu'il regardait toute opposition aux plans de Borgia comme une hostilité contre lui-même. Bentivoglio, le duc Ercole et les Florentins furent paralysés par cette déclaration. Les Vénitiens retirèrent leur bras protecteur du seigneur Astorre dans Faenza, du seigneur Pandolfo dans Rimini, et conférèrent la noblesse à Cesare. Astorre fut abandonné. Dionigi di Naldo, son sujet, mais gagné à Cesare, livra à celui-ci Bersighella et tout le Val di Lamona; néanmoins les habitants de Faenza résolurent de défendre eux-mêmes et leur seigneur. Le 20 novembre 1500,

(1) Sismondi, qui dans ses jugements politiques est à peine équitable, excepté lorsqu'il s'agit de tendance démocratique, pour les déréglements des petites principautés de la Romagne, invoque Machiavelli; mais Machiavelli ayant donné à toute la méthode et à la direction de la pensée politique, dans son livre du *Prince*, le but et l'intention d'expliquer scientifiquement les causes qui donnèrent le coup de mort au système du moyen âge, il n'est pas étonnant qu'il ait énuméré tous les vices des petites seigneuries de son temps, et on doit encore moins être surpris que ces petites seigneuries eussent leurs défauts comme toutes les choses de ce monde. Mais, quant à ce que cite Sismondi, p. 80-81, sur la cruelle passion de la vengeance, il faut remarquer, 1° que là où l'individualité a occasion de se développer librement, d'un autre côté elle est aussi, pour son action extérieure, plus bornée à elle-même; que là aussi il y a plus d'attrait à violer les droits des autres; que c'est là une suite naturelle de la situation; 2° que dans ces temps les liens naturels du sang ont plus de valeur et plus de force; que là on n'a pas perdu, comme dans notre époque de nivellement, l'idée de la puissance du sang et de la famille; que nécessairement l'hostilité comme l'amitié doivent s'attacher à toute la famille; que si le meurtre doit s'exercer, il doit frapper sur des familles entières, parce que tout rejeton épargné renouvellerait la vengeance.

(1) Déjà le pape avait retiré par sentence leurs vicariats aux seigneurs de Rimini, Pesaro, Forli, Camarino, Faenza et Urbino: « Quod censum cameræ apostolicæ annuatim debitum non persolverent. » *Burchardi Diarium*, l. c., p. 2107.

Cesare commença à faire canonner la ville; mais il lui fallut lever le siége au bout de dix jours, et chercher dans ses quartiers d'hiver protection contre le froid prématuré. Une tentative pour surprendre la ville en janvier 1501 échoua également; mais, le 12 avril, Cesare recommença le siége, et, le 22, Faenza capitula. Astorre dut avoir un libre passage pour se retirer où il voulait; mais il trouva un si bon accueil auprès de Cesare, que, sans soupçonner celui-ci de méditer quelque chose de sinistre, ainsi qu'il lui arrivait le plus souvent pour atteindre à son but, il se laissa envoyer à Rome, où Cesare le fit étrangler avec son frère naturel, Ottaviano; leurs cadavres furent jetés dans le Tibre.

Après que toute la Romagne, à l'exception de Bologne, eut été ainsi réunie entre les mains de Cesare Borgia, Alexandre VI vendit douze chapeaux de cardinaux, en partie pour de l'argent, en partie pour le consentement à l'investiture, en faveur de son fils, des contrées conquises et de Césène (1), jusqu'alors soumise immédiatement à l'Église. Il obtint ainsi la majorité des voix pour ses plans dans le collége des cardinaux, et Cesare eut le duché de la Romagne.

Cesare installa pour gouverneur de sa nouvelle principauté, avec un pouvoir presque illimité, Ramiro d'Orco; et celui-ci purgea bientôt la province de tous les malfaiteurs, en partie par les supplices, en partie par l'expulsion, et la maintint en ordre à l'aide d'une police sévère, jusqu'à ce que Cesare pensa qu'il y avait eu assez de rigueurs, et qu'il devait maintenant se concilier les esprits, et rejeter tout l'odieux des mesures précédentes sur son instrument (2). Il fit donc saisir Ramiro, qui fut écartelé de nuit sur un échafaud. Le matin les habitants trouvèrent la hache et les deux parties du corps. Les propriétaires fonciers et les marchands jouissaient sous la nouvelle domination, du repos, et d'une administration bien réglée, comme ils n'en avaient pas eue depuis longtemps; l'on satisfaisait parfaitement à tous les besoins mécaniquesde l'État.

Sans perdre de vue les petits États de la Marche d'Ancône que Cesare désirait aussi acquérir, il tourna également son attention sur la Toscane, où, sans avoir besoin de l'adhésion des cardinaux, il pouvait être facilement soutenu de l'État de l'Église, pour l'établissement d'une principauté par la conquête du pays de Sienne et de la seigneurie de Piombino des d'Appiano.

A Sienne se trouvait à la tête des affaires Pandolfo Petracci, citoyen d'une nature vigoureuse et simple, qui, par l'énergie de sa conduite, avait su donner de la consistance aux rapports de cet État libre, si longtemps déréglé, et n'avait pas hésité à immoler au succès de ses efforts son propre beau-père, Niccolò Borghese (1). Jacopo IV d'Appiano était alors seigneur de Piombino. Ni Florence, qui était épuisée par la guerre avec Pise, ni Pise elle-même, ni Lucques, ne firent préparer une vigoureuse résistance d'aucune espèce contre Cesare (2).

(1) Outre Imola, Faenza, Forli et Césène, Cesare avait aussi occupé Rimini, dont les maîtres n'avaient tenté aucune résistance, et s'étaient enfuis. Ces deux villes furent aussi comprises dans le duché dont Cesare fut investi.

(2) Machiavelli, *il Principe*, c. 7 (*Opere*). Italia, 1819, vol. v, p. 38.

(1) Niccolò était à la tête d'une faction travaillant contre Pandolfo, et celui-ci (chef des neuf, et le membre principal de la *balia*) le fit massacrer le 19 juin 1500 sur la place de Sienne.

(2) Pendant ce temps la guerre entre Pise et Florence avait toujours continué, quoique avec mollesse et sans résultat, et les deux républiques avaient négocié en même temps avec Louis XII. Les Pisans, de concert avec les Siennois, les Lucquois et les Génois, avaient offert au roi cent mille ducats pour la liberté de Pise, Montepulciano et Pietra-Santa, et de plus un tribut annuel de cinquante mille ducats, s'il voulait forcer les Florentins à évacuer Livourne. Mais toutes ces offres restèrent sans effet sur la cour de France, quoique Triulzo les appuyât. Un nouveau traité avec Florence assura à cette ville Pise et Pietra-Santa, et des troupes qui arrivèrent en effet au mois de mai 1500, sous la conduite de Hugues

Le prétexte à cette attaque sur la Toscane de la part de Cesare et de son père, le pape, fut que les Florentins, lorsque Cesare, après la conquête de Faenza, voulait se tourner contre Bentivoglio, avaient congédié leur général, Ranuccio da Marciano, afin que celui-ci pût passer au service de Bentivoglio, et entraver les plans de Cesare. Sans cela Cesare n'aurait pu attaquer le territoire bolonais, qui était protégé par la France; et Bentivoglio, pour satisfaire ses dangereux voisins, consentit à payer annuellement neuf mille ducats, et à mettre sur pied cent gens d'armes et deux mille fantassins. En échange Cesare lui livra les Marescotti de Bologne, qui étaient entrés avec lui-même en liaisons de trahison; et près de trois cents personnes, hommes, femmes et enfants, furent massacrées à Bologne, en châtiment de cette trahison, et pour en prévenir de semblables à l'avenir. Afin de les attacher plus étroitement à lui-même, Bentivoglio contraignit les membres de toutes les familles nobles qui n'étaient pas comprises dans la persécution, de prendre part au massacre, et d'assumer ainsi sur eux la vengeance des adversaires épargnés (1).

Pour la guerre de Toscane, à laquelle il s'appliqua maintenant, Cesare avait attiré à lui Vitellozzo de' Vitelli, qui avait à tirer vengeance du supplice de son frère à Florence, ainsi que les Orsini, qui, à cause de l'expulsion de leurs cousins les Medici, étaient ennemis de la ville. Il appuya aussi Pise dès le mois de janvier 1501, et s'entendit avec Giuliano de' Medici, qui chercha à attirer de son côté le roi Louis. Mais déjà le roi de France se préparait à marcher directement contre Naples, et ne favorisait d'autre entreprise qu'autant qu'elle aidait à cette expédition.

Avec sept cents gens d'armes et cinq mille hommes de pied, Cesare s'avança des frontières des Bolonais vers la Toscane, et réclama des Florentins un libre passage par leur territoire pour Rome, disant qu'il voulait des vivres pour de l'argent, et rien de plus. Mais tout à coup à Barberino il tint un autre langage : il ne s'interdirait toute inimitié contre la république, qu'autant qu'elle aurait un gouvernement sur lequel il pourrait compter; mais il ne pourrait en être ainsi que si l'on rappelait les Medici, et si l'on restituait à Pietro de' Medici son ancien pouvoir; si on lui livrait six hommes nominativement désignés pour le châtiment du sup-

de Beaumont, mais qui se bornèrent à frapper des contributions sur les Pii, les Pici, les Correggi et sur Bentivoglio, puis enlevèrent Massa à l'allié des Florentins, le marquis Alberico da Malaspina, pour donner cette ville à son frère Gabriele, et qui néanmoins durent être payées, par la république, de ce temps employé si inutilement pour Florence. Lorsque Pietra-Santa fut prise, les Français l'occupèrent « jusqu'à ce que le roi, après l'occupation de Pise, eût prononcé sur le droit des Florentins. » Enfin, le 29 juin, l'armée française (six cents lances et cinq mille Suisses, avec l'artillerie en dépendant) commença le siége de Pise; mais, comme le premier assaut sérieux échoua par la rencontre d'un fossé derrière le mur dans lequel la brèche avait été pratiquée, et que les Pisans furent assez habiles pour flatter la vanité des Français, tout fut paralysé, courage et bonne volonté. Les Français laissèrent entrer à Pise un officier de Vitellozzo de Città di Castello, Tarlatino, et d'autres renforts, et lorsque l'un des commissaires florentins s'opposa à la levée du siége, les Suisses le firent prisonnier, comme garantie d'un ancien arriéré de solde que certains Suisses avaient à réclamer de Florence. Dès le 18 juillet, l'armée française se retira vers le nord de l'Italie, et les Pisans se trouvèrent alors tellement les plus forts contre les Florentins épuisés, qu'ils leur reprirent Librafatta et d'autres points fortifiés, tandis que Louis XII accusait ses alliés de n'avoir point convenablement approvisionné son armée, et de l'avoir ainsi trahie. Les Florentins, afin de l'adoucir, sollicitèrent une armée pour l'année suivante. Mais en même temps se ranimèrent à Pistoja les anciennes haines de parti des Cancellieri et des Panciatichi, sans que la faible métropole pût les étouffer. Sismondi, l. c., p. 94-103. Guicciardini, vol. III, p. 5 sq.

(1) Guicciardini, vol. III, p. 24.

plice de Vitello, et si la république le prenait lui-même en *condotta* (1).

Les Florentins ne prirent que de faibles moyens de défense contre toutes ces prétentions, et l'armée du duc poursuivit lentement ses dévastations à travers leur territoire. Deux hommes des familles autrefois les plus hostiles aux Medici, Rafaello de' Pazzi et Marco de' Salviati, tous deux de la suite du duc, conspirèrent pour les Medici, ou au moins contre la république, et voulurent avec les gens de Vitelli se montrer aux portes, tandis que leurs amis dans la ville devaient s'emparer du palais; mais Cesare changea tout à coup ses plans, et ne voulut pas, dans un moment où, pour se conformer aux conventions arrêtées précédemment, il devait accompagner le roi Louis dans son expédition à Naples, faire manquer ses entreprises en Toscane par une interruption intempestive (2). Il fut donc satisfait que la république de Florence retirât formellement sa main protectrice de la domination des d'Appiano, et le prît lui-même en *condotta* pour trois années avec trois cents gens d'armes, moyennant une solde annuelle de trente-six mille ducats (3); il cessa donc de poursuivre ses progrès par le moyen des Vitelli et des Medici.

Au commencement de juin 1501, l'armée ducale arriva enfin sur les frontières de la seigneurie de Piombino. Jacopo d'Appiano avait dévasté son territoire, retiré ou gâté toutes ses provisions, et comblé tous les puits. Dans son château de Piombino, avec ses vassaux les plus fidèles et un nombre de mercenaires corses, il attendit l'attaque de Cesare; presque toutes les autres places de ses États se soumirent sans résistance au duc, même l'île d'Elbe. Mais Piombino tenait encore, lorsque Cesare, le 28 juin, dut quitter l'armée de siége pour se réunir à l'expédition des Français contre Naples. Il laissa pour la continuation du siége Vitellozzo de' Vitelli et Gian Paolo de' Baglioni; Jacopo quitta son château un peu après la mi-août, pour vendre ses États à Gênes, et les mettre ainsi sous la protection de la France; mais le 3 septembre la garnison de Piombino se rendit aux lieutenants de Cesare.

La conquête de Naples fut encore plus facile au roi Louis, qu'elle ne l'avait été pour Charles. Venise était en guerre avec les Turcs; le pape et son fils tenaient pour la France. Les petits États de la haute et de la moyenne Italie étaient dans les transes, et tremblaient de peur; le roi Federigo n'avait ni trésor ni armée; il se sentit si faible qu'il voulait recevoir son royaume en fief de la France, laisser mettre des garnisons françaises dans ses places fortes, et payer tribut. Mais Louis avait rejeté toutes les offres de ce genre, et conclut secrètement avec Ferdinand le Catholique, en septembre 1500, un traité qui partageait le royaume de Naples en deux (1). Pour soutenir les Vénitiens contre les Turcs, Ferdinand envoya une flotte de soixante bâtiments sous Gonzalvo d'Aguilar, avec douze cents chevaux et huit mille fantassins choisis; et cette flotte hiverna dans les ports de Sicile. En réalité ses vues étaient d'employer cette force à la conquête de Naples. Louis équipa sous les ordres de d'Aubigny une armée de mille lances, quatre mille Suisses, six mille Gascons. Philippe de Ravenstein, de la famille ducale de Clèves, que Louis avait nommé pour son gouverneur à Gênes, conduisit de ce port une flotte portant six mille cinq cents hommes de débarquement contre Naples.

Federigo, qui n'avait aucun soupçon de la participation de Ferdinand aux hostilités,

(1) Sismondi, l. c., p. 109.

(2) Des avertissements de France doivent l'avoir détourné d'une attaque sur Florence. Ranke, p. 176. Guicciardini, l. c., p. 27.

(3) Guicciardini, l. c., p. 26.

(1) Louis devait avoir la Terra di Lavoro, avec Naples et les Abruzzes, et le titre de roi de Naples et de Jérusalem; Ferdinand le reste, avec les titres de duc d'Apulie et de Calabre. Sismondi, l. c., p. 116. Guicciardini, vol. III, p. 18.

en prenant à sa solde les Colonna, ne porta son armée qu'à sept cents cavaliers pesamment armés, six cents chevau-légers et six mille fantassins. Dans sa détresse, il se jeta entre les bras du général espagnol, lui ouvrit, pour obtenir de l'appui, les places fortes de la Calabre, envoya son fils mineur Ferdinand dans cette province, et disposa un camp près de S.-Germano.

Au commencement de juin, d'Aubigny était déjà sur les terres du pape, et les ambassadeurs de France et d'Espagne notifiaient au collége des cardinaux le traité de partage tenu si longtemps secret ; ils sollicitaient pour leurs maîtres l'investiture, qui fut accordée le 25 du même mois par un consistoire secret (1). Même après cette déclaration, Gonzalvo conserva encore le masque quelque temps, et trompa (2) le pauvre Federigo, jusqu'à ce que l'armée française fût assez près ; alors il rendit les fiefs à Naples, attendu qu'il n'avait pas qualité pour recevoir le serment féodal. En même temps les Colonna étaient attaqués par le pape, abandonnaient toutes leurs forteresses, à l'exception d'Amelia et de Rocca di Papa, se bornant à maintenir ces deux dernières, tandis que Fabrizio della Colonna et Ranuccio da Marciano, passé récemment au service de Federigo, défendaient Capoue, Federigo lui-même Aversa, Prospero della Colonna Naples, contre les Français et les Espagnols, seulement afin de gagner du temps ; car, pour la résistance en rase campagne, il n'y fallait plus songer. D'Aubigny franchit le Volturne, força Federigo à évacuer Aversa, occupa le pays jusqu'à Naples, et assiégea Capoue, qui voulut se rendre le 24 juillet, mais fut surprise durant les négociations, et horriblement saccagée. Sept mille habitants furent égorgés, ni l'âge ni le sexe ne furent épargnés. Fabrizio della Colonna lui-même fut pris ; Ranuccio mourut de ses blessures.

Après la chute de Capoue, Federigo désespéra de pouvoir se maintenir à Naples (1). Outre cette capitale, il ne restait plus que Gaëte qui ne fût pas entre les mains des Français, le roi permit à ces deux villes de se rendre à l'ennemi, et, six jours après l'entrée des Français dans Naples, le 25 août, lui-même leur remit le château neuf, et céda par un traité à d'Aubigny tout ce qu'il pouvait encore considérer comme lui appartenant sur le continent, aussi loin que s'étendait la portion française dans le royaume (2), se réservant seulement l'île d'Ischia, et stipulant une amnistie pour tous ses sujets qui lui étaient demeurés fidèles (3).

(1) Sismondi, l. c., p. 119.

(2) Guicciardini, l. c., p. 31.

(3) Ferronus, l. c., fol. 56 b. Guicciardini, l. c., p. 45 sq.

(1) Guicciardini, l. c., p. 34.

(2) Manfredonia et Tarente tinrent encore, et Federigo envoya les restes de son armée dans cette dernière place, lorsqu'il se fut réfugié à Ischia.

(3) Sismondi, l. c., p. 124. Philippe de Ravenstein, qui parut avec sa flotte devant Ischia, décida Federigo à se jeter entièrement dans les bras de Louis, et Federigo le fit, poussé par l'irritation contre son perfide parent Ferdinand. Il établit le marquis del Guasto commandant

§ III. *Jusqu'à l'expulsion complète des Français de Naples, en juillet* 1503.

Bientôt après que Federigo eut quitté son royaume, des débats s'élevèrent entre les troupes espagnoles et françaises au sujet de certains points (3), parce que la fixation des limites respectives entre les deux parts n'avait pas été exprimée avec assez de netteté. Pour accommoder ces différends, Louis d'Armagnac, duc de Nemours, en qualité de vice-roi français, et Gonzalvo d'Aguilar, se réunirent dans l'église de S.-Antonio, entre

Atella et Melfi, et il fut convenu que les lieux contestés seraient administrés en commun par les deux cours, qui partageraient également les droits sur les bestiaux (1). Les gouverneurs respectifs reçurent avis des deux cours de tirer de ces discussions autant d'avantages que possible, et il en résulta nécessairement une lutte entre les deux puissances conquérantes pour leur butin.

Le 19 juin 1502 (2), le duc de Nemours déclara que si Gonzalvo ne cédait point pacifiquement la *Capitanata* aux Français, ceux-ci feraient valoir leurs droits les armes à la main; et bientôt après il attaqua en effet les Espagnols près d'Atripalda et d'une autre

d'Ischia, et se rendit, sous un sauf-conduit, en France avec cinq bâtiments légers. Fabrizio della Colonna s'était racheté pendant ce temps, et resta également avec Prospero à Ischia. Federigo reçut en France le duché d'Anjou et trente mille ducats de rente, sous la condition qu'il ne quitterait plus la France. Sans être prisonnier, il était toujours surveillé. Il mourut en France le 9 septembre 1504. Manfredonia tomba bientôt entre les mains des Espagnols. A Tarente commandait Giovanni da Guerra, comte de Potenza, gouverneur du prince Ferdinand, enfermé aussi dans cette place, et après un long siége, seulement lorsque Gonzalvo d'Aguilar jura sur l'hostie d'accorder au duc Ferdinand de Calabre un libre passage pour se retirer où il voudrait, la ville fut remise. Mais Gonzalvo envoya Ferdinand prisonnier en Espagne, où il vécut jusqu'en 1550. Le second fils de Federigo, qui était allé avec lui en France, Alfonso, mourut en 1515 à Grenoble. Le troisième, Cesare, mourut à Ferrare.

(1) Il a déjà été question de ce droit. Ce revenu important fut alors la plus grande difficulté. Les pâturages d'été étaient dans les Abruzzes, les pâturages d'hiver dans la Capitanata. Le premier canton appartenait sans doute aux Français en vertu du traité; mais la Capitanata, de même que la Basilicata, n'était pas expressément désignée dans le traité, et ces deux provinces pouvaient donc devenir l'objet de la dispute; en même temps le droit sur les bestiaux était en question.

(2) Sismondi, l. c., p. 136.

place (1). Les princes de Salerne et de Bisignano, tous les adhérents des Français, se déclarèrent ainsi que beaucoup d'autres habitants de la portion espagnole, contre les Aragonais, et Gonzalvo, qui n'était pas encore en état de soutenir cette guerre, dut se retirer vers Barletta. Là il réunit ses meilleures troupes, les partisans les plus décidés des Aragonais, et attendit tranquillement des renforts des autres États de Ferdinand. Avec le vieux parti aragonais, les Colonna étaient aussi passés du côté des Espagnols.

Le duc de Nemours, qui, d'après le conseil de Matteo d'Aquaviva, duc d'Adria, était disposé à l'attaque de Bari, dut céder aux désirs des autres chefs de l'armée française, et se tourner contre Barletta et Gonzalvo lui-même; mais il fit ce mouvement sans vigueur, et se contenta de bloquer la place, tandis qu'il envoyait d'Aubigny avec un tiers de l'armée en Calabre, où ce général, depuis son premier séjour, jouissait d'une grande considération, et possédait l'affection générale, en sorte que partout à son approche les autorités et les troupes espagnoles se retiraient; il leur fallut enfin abandonner complétement le pays et se transporter en Sicile. Mais ces avantages ne compensèrent pas la perte de la principale force d'une armée, cette ardeur (2) qui s'était refroidie pendant que le gros des troupes françaises se tenaient à demi inactives dans l'occupation des cantons autour de Barletta. Les petits combats qui furent livrés en ces endroits, et qui firent resplendir la chevalerie espagnole et française, ainsi que l'art militaire des Italiens, ne sont que des phénomènes isolés, sans importance dans leurs résultats (3). Cerignola et Canosa qui avaient encore été occupées par les Espagnols, furent évacuées par eux, parce que Gonzalvo

(1) Guicciardini place cette attaque au 19 juin, l. c., p. 47.

(2) *Le moral de l'armée*, comme disait Napoléon.

(3) Sur la chevalerie dans les armées de ce temps, voyez Ranke, p. 197-207. Ferronus, fol. 58, et *alibi*. Roscoe, vol. II, p. 5.

ne voulut pas sacrifier inutilement d'habiles officiers dans leur défense; mais en même temps il poussa les ouvrages de Barletta avec la plus vive ardeur, et sut maintenir ses guerriers, au milieu des plus grandes privations, dans leurs vaillantes résolutions, jusqu'à ce que des convois et des renforts le relevassent de sa faiblesse.

Après que les forces des deux partis furent restées ainsi plusieurs mois en face les unes des autres autour de Barletta, le duc de Nemours conduisit encore une fois ses troupes au commencement de l'année 1503, sous les murs de la place, et fit appeler Gonzalvo au combat par un héraut. Comme celui-ci rejeta dédaigneusement cette provocation, l'armée française se retira vers Canosa et dans ses quartiers d'hiver. Mais, dans sa retraite, une partie fut surprise par Diego de Mendoza, et Fabrizio della Colonna, et subit une grave défaite (1).

Dès l'année 1501, la cour de France avait négocié avec le roi Maximilien sur l'investiture de Milan (2); mais, malgré diverses propositions d'accommodement, quoique le conseiller le plus intime, le ministre le plus influent de Louis XII, vînt lui-même à Trente pour suivre ces négociations, l'on n'avait fait encore aucun progrès en 1502, tandis que Maximilien, en février de cette dernière année, envoya Sforza et le prince de Brixen comme commissaires en Toscane, à l'effet de réclamer, pour son voyage projeté à Rome et pour une expédition contre les Turcs qui s'y rattachait, des présents en argent, auxquels Maximilien prétendait comme à un droit de la part des Florentins, en leur qualité de sujets du saint empire romain. Ceux-ci, ayant été antérieurement formellement affranchis des liens de l'empire romain, rejetèrent naturellement de telles prétentions, mais profitèrent de l'apparence de négociations avec Maximilien pour déterminer Louis à un traité d'alliance, qui fut conclu le 16 avril, et qui obligeait les Florentins au payement de subsides annuels de quarante mille florins à la France, mais en échange leur garantissait pour trois années toutes leurs possessions actuelles, et leur laissait les mains libres pour reprendre celles qu'ils avaient perdues. Ils furent ainsi d'abord garantis contre les plans de Cesare Borgia. De son côté Alexandre VI avait marié sa fille Lucrezia en quatrièmes noces à Alfonso d'Este, fils aîné d'Ercole de Ferrare (le 4 novembre 1501), qui assurait ainsi ses États contre les conquêtes de Cesare, tandis que d'autre part les acquisitions de celui-ci paraissaient affermies par l'amitié de la maison d'Este; de plus Alexandre avait déclaré les Varani de Camerino (le vieux Giulio Cesare et ses fils) déchus de leurs vicariats, et avait ainsi offert un nouveau but aux entreprises de Cesare, lorsque ce prince quitta Rome en juin 1502 pour suivre plus loin ses projets. Du territoire de Perugia Cesare détacha ses *condottieri*, le duc de Gravina et Oliverotto da Fermo (1), à la conquête des domaines des Varani, et pour cette entreprise réclama toutes les forces militaires du duc d'Urbino. Aussitôt qu'elles furent à sa disposition, il prit Cagli au duc, et sa perfidie et sa cruauté

(1) Ferronus, fol. 60 b et 61 a.

(2) Guicciardini, l. c., p. 39 sq.

(1) Oliverotto de Fermo (orphelin dès sa première enfance) avait été élevé par son oncle maternel Giovanni de' Fogliani; il avait appris la guerre sous Paolo de' Vitelli, et servit ensuite sous Vitellozzo, jusqu'à ce qu'il devînt le premier officier de ses troupes. Favorisé par Vitellozzo, il entreprit de se mettre à la tête d'un parti des habitants de Fermo, qui était opposé à la faction de son oncle; sous le prétexte qu'il désirait revoir celui-ci après tant d'années, il vint à Fermo avec une suite nombreuse de gens de guerre, trompa son oncle à force de caresses, et l'invita avec tous les personnages les plus importants de Fermo à un festin, à la suite duquel il les fit massacrer. Ensuite il assiégea les autorités supérieures dans la maison de ville, et se fit ainsi prince de Fermo.

avaient déjà répandu un tel effroi, que Guidobaldo, renonçant à toute résistance, se déguisa en paysan, et s'enfuit à Ravenne, puis à Mantoue (1). Le petit-fils de Guidobaldo, fils de Giovanni della Rovere, Francesco Maria, alors seigneur de Sinigaglia, se retira selon les dispositions de sa mère régente de Sinigaglia, et Cesare put prendre possession de tous les États du duc d'Urbino, à l'exception des forts de S.-Leo et de Majolo. L'ancienne seigneurie franche du cloître de S.-Marino, dont l'institution se rattachait au souvenir des Carlovingiens, et qui était placée sous la protection des Montefeltro, voulut, après la ruine de cette maison, transporter cette espèce de patronat à la république de Venise (2); mais Venise refusa, et S.-Marino dut accepter un podestat de Borgia.

Un peu avant ces événements, Arezzo, avec l'aide de Vitellozzo, s'était révolté contre Florence, le 4 juin 1502, avait proclamé la liberté, et les habitants assiégèrent la citadelle, qui tenait encore pour Florence, sous la conduite de Cosimo de' Pazzi, évêque d'Arezzo (3). Alors Vitellozzo, puis Giovan Paolo de' Baglioni et Fabio degli Orsini avec Pietro et Giovanni de' Medici entrèrent dans la ville soulevée; Pandolfo de' Petrucci de Sienne, soutint aussi les assiégeants, et la citadelle dut se rendre le 18 juin (4). Cesare ne voulut pas, à cause des rapports des Florentins avec la France, occuper lui-même Arezzo; mais il laissa dans l'ombre Vitellozzo réunir des troupes pour la poursuite de la guerre contre Florence; puis il se tourna brusquement vers Camerino, surprit la ville, et fit immoler Giulio Cesare avec deux de ses fils (5). Tandis que Cesare s'emparait des domaines des Camerino, Vitellozzo prit la ville de Cortona, avec tout le Val di Chiana, puis Anghiari et Borgo S.-Sepulcro, et l'envoi de gens d'armes français et de fantassins suisses du Milanais à Florence put seul le détourner du siége de Puppi. Cette intervention de la France suffit aussi pour déterminer Cesare à sacrifier entièrement Vitellozzo; il menaça même de l'attaquer de son côté (1), en sorte que celui-ci, saisi de frayeur, livra tout à coup Arezzo entre les mains d'Imbault, capitaine français, avec tout ce qu'il avait enlevé d'ailleurs aux Florentins.

La puissance que l'autorité de la France exerçait sur Cesare Borgia, lui qui d'ailleurs n'avait de considération pour rien, qui était inaccessible à tout sentiment humain, détermina naturellement tous ceux qui étaient frappés ou menacés par Borgia à chercher de l'assistance et de l'appui auprès de Louis XII. Mais il se donnèrent tous des peines inutiles; car le cardinal d'Amboise aspirait à la tiare, et n'avait aucun espoir de s'en parer si Alexandre n'augmentait pas dans le sacré collége le nombre de ses amis. Comme Alexandre VI créa le cardinal son légat *a latere* en France pour dix-huit mois, et lui promit une promotion de cardinaux dans son intérêt, ce favori de Louis fut gagné; il sut représenter à son maître qu'il ne pouvait compter en Italie sur aucun prince, outre le pape et son fils, et cela si instamment, que tous les adversaires de Cesare à la cour de France perdirent le fruit de leurs démarches. Cesare lui-même alla trouver Louis en Lombardie, au mois d'août 1502, et le résultat de ce voyage fut que les troupes françaises furent rappelées de la Toscane, et que l'on envoya, pour renforcer le duc de Nemours à Naples, deux mille Suisses et deux mille Gascons. En septembre, le roi retourna en France, après avoir pris sous sa protec-

(1) *P. Bembi Hist. Venet.*, l. c., p. 241.

(2) *Bembi Hist.*, p. 245.

(3) Guicciardini, l. c., p. 49.

(4) Sismondi, l. c., p. 157.

(5) Bembo parle à la vérité de la fuite du père Venise; mais c'est une erreur. L'un des fils de Giulio Cesare, Gian Maria, s'enfuit; mais Giulio Cesare lui-même, ainsi que ses fils Venanzio et Ottaviano, furent immolés.

(1) Guicciardini, l. c., p. 57.

tion Pandolfo Petrucci et la république de Sienne, moyennant quarante mille ducats. D'un autre côté, il sacrifia Bentivoglio au duc de la Romagne, et laissa à celui-ci trois cents lances pour ses entreprises (1). Alors Vitellozzo et Giovan Paolo de' Baglioni durent aussi tomber.

Au milieu de telles circonstances, Florence devait tout craindre pour elle-même. Elle ne vivait en quelque sorte que par la grâce du roi de France, qui, ayant sacrifié Bentivoglio et d'autres alliés, pouvait bien au premier instant, pour un avantage offert, livrer aussi la république. La guerre continuait encore avec Pise, et la constitution démocratique (sans *balia* dont l'existence pût donner un caractère de fixité à la politique de l'État) avec des magistratures passant rapidement de l'un à l'autre, rendait encore Florence plus faible qu'elle ne l'eût été en concentrant ses forces et leur donnant un emploi régulier. Dans ses négociations avec les puissants princes de l'époque, Florence se trouvait embarrassée par ses colléges changeants, qui paraissaient incapables de garder le secret (2), en sorte qu'il fut fait diverses propositions, soit de remettre les Medici à la tête des affaires, soit d'instituer un gonfalonier à vie, à peu près comme était le doge de Venise. Ce magistrat aurait eu siége et voix dans tous les colléges, aurait eu en partage, avec le prieur passant chaque jour dans la *signoria* ou le *proposto*, le droit de présentation et de résider dans le *palazzo publico*, mais aurait été soumis pour l'exercice de sa charge à une responsabilité plus rigoureuse. Le dernier projet passa auprès des prieurs et des autres colléges de l'État, et reçut sa sanction légale, le 16 août, par l'adhésion du *consiglio grande*. Le 22 septembre (3), Pietro de' Soderini fut nommé gonfalonier à vie, et entra en exercice de la nouvelle dignité le 1er novembre (1).

Tandis que les craintes inspirées par Cesare contribuaient puissamment à l'adoption de ces changements salutaires à Florence, comme on le voit par le parti pris d'envoyer Gian Vittore de' Soderini auprès d'Alexandre, et Niccolò de' Machiavelli à Cesare (2), rien ne put décider la république à s'unir avec les capitaines et *condottieri* menacés par Cesare, et dont les mains n'étaient pas beaucoup plus pures de sang que celles de Borgia. Mais ceux-ci se réunirent à la Magione dans le territoire de Perugia; c'étaient Paolo degli Orsini et son frère le cardinal, Vitellozzo de' Vitelli, Gian Paolo de' Baglioni, Hermes de' Bentivogli, Antonio da Venafro et Oliverotto da Fermo (3); ils avaient pris leurs mesures à l'avance, et se trouvèrent en état de mettre aussitôt en campagne sept cents gens d'armes, quatre cents arquebusiers montés et neuf cents fantassins.

Les Vénitiens refusèrent également de prendre le parti des dynastes alliés contre Cesare; mais ils écrivirent à Louis XII pour le détourner de soutenir plus longtemps un tel monstre; néanmoins rien ne changea à la cour de France. Le duc d'Urbino se rattacha aux chefs alliés; et leurs hostilités com-

(1) Sismondi, l. c., p. 163. Guicciardini, l. c., p. 65.

(2) Sismondi, l. c., p. 165.

(3) Une note de Rosini à Guicciardini (l. c., p. 59) donne le 10 septembre.

(1) Dès le printemps précédent, les tribunaux du podestat et du *capitano* avaient été supprimés, ainsi que ces charges elles-mêmes, et à leur place avait été instituée une *ruota* composée de cinq juges, dont quatre devaient être d'accord pour qu'un jugement fût rendu. Le juge-président reçut depuis cette époque le titre de podestat, qui avait une tout autre signification que le précédent, et indiquait seulement le premier juge du lieu. La présidence roulait parmi les cinq juges tous les six mois. C'est de ce changement au tour qu'est venue l'expression de *ruota*. Sismondi, l. c., p. 167.

(2) Machiavelli, *Legazione al duca Valentino* (*Opere*, Italia, 1819, vol. VIII), p. 232, not. 2.

(3) Guicciardini, l. c., p. 69-70.

mencèrent contre Cesare avant que celui-ci fût préparé à leur faire tête. Il était à Imola, lorsque fut annoncé le soulèvement dans le duché d'Urbino. Il enjoignit à ses *condottieri* de ces cantons de se retirer de Rimini (1); mais eux se laissèrent entraîner à une entreprise agressive, et furent battus près de Cagli. L'un d'eux, Ugone da Cardona, fut pris. Si les chefs unis n'avaient pas redouté la colère du roi de France, ils auraient pu facilement accabler Cesare; mais ils laissèrent ainsi paralyser leurs mouvements, et Alexandre et Cesare mirent à profit le temps qu'ils gagnèrent pour séparer leurs adversaires par des négociations. La réserve de Cesare, qui s'abstint de toute entreprise, leur parut un signe de faiblesse; dans cette illusion, ils entrèrent avec crédulité dans des négociations, d'autant plus qu'ils avaient déjà obtenu des avantages très-importants; car les habitants de Camerino avaient rappelé l'un des fils de Giulio Cesare, Gian Maria de Varani d'Aquila, pour le mettre à la tête de leur ville; Vitellozzo avait pris les forts de Fossombrone, Urbino, Cagli et Gubbio, et S.-Agata tenait seule encore dans le pays d'Urbino pour Borgia (2).

Afin de pouvoir mieux négocier avec les alliés, celui-ci donna le cardinal Borgia comme otage, et ensuite vint à Imola Paolo degli Orsini (3), auquel Cesare représenta comment d'un côté les alliés devaient succomber devant lui, qui était soutenu par la France, s'ils voulaient continuer la lutte, tandis que, d'une autre part, lui-même s'apercevait qu'il avait fait une grande faute en se conduisant de manière à inspirer de sinistres soupçons à des hommes sur la fidélité et la vaillance desquels était édifiée toute sa domination. Le 28 octobre, Orsino conclut avec le duc de la Romagne un traité de paix, par lequel celui-ci promettait amnistie, et les alliés s'engageaient à prêter leur assistance contre le duc d'Urbino et contre le Varano, Gian Maria da Camerino. Avant que la confirmation de ce traité par le pape et chacun des alliés, pût avoir lieu, Cesare conclut à Imola, le 2 décembre (1), un traité particulier avec Bentivoglio de Bologna, dont les intérêts avaient été séparés de ceux des autres alliés. Giovanni de' Bentivogli se sépara entièrement des Vitelleschi et des Orsini, promit au duc cent gens d'armes et cent arbalétriers à cheval, lui paya une *condotta* considérable; son fils Annibale fut fiancé à une nièce de Borgia, et, moyennant ces sacrifices, il fut reconnu dans son pouvoir vicarial (2).

Le duc d'Urbino, après ces événements, désespéra de pouvoir se soutenir, malgré tout le dévouement de ses sujets; d'après des négociations suivies avec Cesare, il alla à Città de Castello (3), et Borgia accorda pleine amnistie aux habitants du duché d'Urbino. Dès le 8 décembre, ils se soumirent de nouveau. De Camerino, Gian Maria s'enfuit dans le territoire de Naples; Camerino s'inclina de nou-

(1) Machiavelli, *Legazione al duca Valentino* (*Opere*, Italia, 1819, vol. VIII), p. 247.

(2) Guicciardini, l. c., p. 74.

(3) Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 290. Guicciardini, p. 73.

(1) De cette date est la lettre de Machiavelli qui traite de cet événement; mais la ratification de la paix eut lieu un peu plus tôt; si je ne m'éloigne pas de la date de Sismondi, c'est que je ne puis rien mettre de précis à la place. Cette ratification ne peut non plus avoir été donnée avant le 30 novembre, parce que ce jour même Machiavelli parle encore des embarras de cette affaire. Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 368-369.

(2) On trouve le traité entre Cesare et Giovanni dans Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 374 sq. Ranke confond, à ce qu'il paraît, ce traité avec les Bentivogli et un autre fait avec les *condottieri* révoltés; du moins il n'indique, par aucune expression, que le traité négocié par les Orsini et celui dont il cite la conclusion sous la date du 2 décembre soient différents. Voyez pass. cité, p. 204.

(3) Machiavelli, l. c., p. 383-388. De Città di Castello il s'enfuit à Pitigliano, puis secrètement, par le territoire de Sienne et de Florence, à Venise. *Bembi Hist.*, p. 248.

veau ; Vitellozzo évacua les États de Cesare; la guerre paraissait entièrement terminée (1). Mais alors seulement Borgia se précipita d'Imola le 10 décembre (2), et de même que les bondissements d'une bête féroce qui s'élance de sa tannière remplissent de terreur tout le canton, ainsi tout fut saisi d'effroi, lorsqu'on le vit avec des forces si redoutables poursuivre un but que personne encore n'avait connu.

A la vérité la frayeur inspirée par le duc de la Romagne fut de beaucoup affaiblie lorsque tout à coup, le 22 décembre, quatre cent cinquante lances françaises l'abandonnèrent à Césène (3) et se retirèrent à Bologne, sans que l'on en sût la cause ; toutefois les esprits prévoyants regardèrent comme un acte d'imprudence de la part d'Oliverotto da Fermo de se trouver auprès de lui sans autre sûreté. De concert avec Oliverotto, Cesare résolut d'attaquer Sinigaglia, où la nièce de Francesco Maria della Rovere, née comtesse de Montefeltro, dirigeait le gouvernement ; elle s'enfuit à Venise. La forteresse ne voulut se rendre qu'à Cesare lui-même. Le 31 décembre (4), celui-ci se rendit de Fano, avec deux mille cavaliers et dix mille fantassins, devant Sinigaglia que les gens des Orsini et de Vitellozzo avaient occupée, et d'où ils avaient pressé la citadelle. Paolo et Francesco degli Orsini (le dernier duc de Gravina) Vitellozzo et enfin Oliverotto, sortirent de Sinigaglia au-devant du duc pour le saluer humblement, et furent placés dès lors sous une rigoureuse surveillance. Aussitôt qu'ils mirent pied à terre devant la demeure du duc, on les suivit dans l'intérieur ; ils furent arrêtés, et les troupes d'Oliverotto, qui seules n'avaient pas encore évacué Sinigaglia pour faire place aux gens de Cesare, furent accablées ; les troupes éloignées des Orsini et des Vitelleschi furent attaquées, mais se remirent en ordre. Le même soir, Vitellozzo et Oliverotto furent étranglés (1) ; les deux Orsini subirent le même sort le 18 janvier suivant 1503 (2).

Dès le lendemain de l'arrestation des quatre *condottieri*, Cesare s'était déjà reporté sur Sassoferrato et Gubbio ; le 4 janvier, il reçut l'avis que l'évêque de Città de Castello, puis Giulio de' Vitelli (le plus jeune frère de Vitellozzo, et maintenant chef de la famille Vitelli) et ses amis s'étaient enfuis. Giulio étant allé à Venise, ses neveux avaient gagné Pitigliano. Giovan Paolo de' Baglioni s'était aussi échappé de Perugia. Les habitants de Perugia avaient trouvé un appui à Florence ; mais ils se soumirent également à Borgia lorsque les Florentins ne voulurent plus les protéger (3).

Le duc de la Romagne se fit rendre hommage par Città di Castello et par Perugia, seulement comme porte-étendard de l'Église romaine, et non pas en qualité de seigneur (4), et il se porta aussitôt contre Pandolfo, qui gouvernait à Sienne ; celui-ci se déclara prêt à quitter Sienne, si le duc de la Romagne, de son côté, voulait évacuer le même jour le

(1) Sismondi, l. c., p. 180.

(2) Il est étonnant combien Machiavelli, dans son écrit *del Modo tenuto dal duca Valentino nello ammazzare Vitellozzo Vitelli, Oliverotto da Fermo, il sign. Pagolo ed il duca di Gravina Orsini*, contredit lui-même souvent ce qu'il a rapporté aux autorités de sa patrie comme envoyé près de la cour de Cesare, jour par jour, selon que les choses se passaient : ainsi il dit, dans les rapports officiels, que Cesare partit d'Imola le 10 décembre, tandis que dans cet écrit il rapporte ce départ « *alla uscita* di novembre. » Je suis presque entièrement les rapports officiels.

(3) Machiavelli, l. c., p. 406.

(4) Les événements immédiats dans Machiavelli, l. c., p. 415 sq., et dans les notes des éditeurs, quelque chose aussi de l'écrit spécial de Machiavelli sur ces événements.

(1) Le premier doit, au moment de son arrestation, s'être frappé d'un poignard. *Burchardi Diarium*, p. 2148.

(2) Selon Burchard (p. 2149), le 24.

(3) Cesare ramena les Oddi. Guicciardini, l. c., p. 81.

(4) Machiavelli, l. c., p. 426 sq.

territoire de Sienne. Aussitôt Cesare mena ses troupes dans les États romains, où elles devaient servir contre les Orsini, tandis que Pandolfo Petrucci et Giovan Paolo de' Baglioni se rendaient à Lucques (1), d'où le premier par ses partisans n'en continua pas moins à diriger la république de Sienne (2).

Aussitôt qu'Alexandre VI eut reçu la nouvelle des événements de Sinigaglia, il fit mander au Vatican (3) et retenir à l'instant en captivité (4 janvier) le cardinal degli Orsini, qui était revenu maladroitement à Rome; en même temps les autres membres de la maison Orsini qui pouvaient avoir de l'influence furent arrêtés dans leurs demeures à Rome, puis relâchés après la remise de leurs forteresses. Le cardinal fut traité plus durement; et, lorsque ensuite la surveillance se relâcha, déjà il avait reçu un poison lent, dont il mourut le 22 février (4).

La persécution de la famille Orsini à Sinigaglia et à Rome provoqua naturellement la résistance la plus déterminée de la part de tous ses membres qui n'étaient pas encore tombés au pouvoir du pape. Giulio degli Orsini rassembla des troupes à Pitigliano; Fabio, fils de Paolo étranglé, et Organtino degli Orsini en réunirent à Cervetri. Une partie des Colonna et la famille Savelli se tinrent également contre le pape. Un Orsini (Gian Giordano) servait la France, un autre (Niccolò, comte de Pitigliano) Venise; tous deux offrirent d'intéresser tous leurs vassaux contre Cesare.

Quoique maintenant Cesare, en se portant de la Toscane contre les Orsini, arrachât à Muzio della Colonna Palombora, puis Ceri à ses adversaires, il ne put toutefois agir assez rapidement pour empêcher que la France et Venise ne s'employassent pour leurs *condottieri*. Le duc de la Romagne, par crainte de Louis XII, dut renoncer au siége de Bracciano; mais Alexandre déclara tous les Orsini rebelles, et entraîna ainsi le roi au plan de provoquer une ligue entre Bologne, Florence, Lucques et Sienne; Pandolfo Petrucci revint à Sienne, le 29 mars, sous l'influence française (1); mais l'obstination avec laquelle il s'opposa à la restitution de Montepulciano à Florence, sans laquelle les Florentins ne voulaient pas s'allier avec les Siennois, fit manquer tout le plan.

La guerre des Florentins avec Pise empêcha aussi l'union des Toscans; car, quoique cette guerre fût poussée par les Florentins presque seuls, de telle sorte que l'on dévastait le territoire pisan, et que l'on y coupait les moissons avant leur maturité, néanmoins, par la trahison de la garnison suisse, ils avaient pris Vico Pisano, et bientôt après la Verrucola. Ces progrès rendirent Gênes, Sienne et Lucques inquiètes sur le sort de Pise (2), de manière qu'ils envoyèrent des secours à cette république, bientôt après la proposition de la ligue toscane, et Pise s'offrit spontanément comme ville sujette au duc de la Romagne. Comme, sur ces entrefaites, les Français avaient combattu moins heureusement à Naples,

(1) Machiavelli, decennale 1 :

> Senti Perugia e Siena ancor la vampa
> Dell' Idra, e ciaschedun di quei tiranni
> Fuggendo innanzi alla sua furia scampa.

(2) Pandolfo se montra aussi digne que prudent en se retirant de Sienne le 28 janvier, et laissa la *balia piena di suoi aderenti e signori.* Malavolti, l. c., fol. 100 a. Voyez aussi Guicciardini, l. c., p. 83.

(3) D'après le *Diarium* de Burchard (p. 2148), le cardinal degli Orsini, à la nouvelle de l'occupation de Sinigaglia, serait venu de lui-même au palais pour offrir ses félicitations; mais Guicciardini, dans son exposition, part du point de vue que le cardinal, en venant au palais pontifical, avait cru qu'il avait été appelé pour prendre part à d'autres affaires. L. c., p. 80.

(4) *Burchardi Diarium*, p. 2149-2150.

(1) Le retour fut-il décidé, ou s'effectua-t-il ce jour-là? je ne le sais pas. Malavolti, l. c., fol. 111 a.

(2) Guicciardini, l. c., p. 119.

Cesare ne rejeta pas entièrement cette offre; il ne voulut pas non plus, en l'acceptant, se montrer déjà opposé à la France. Il arma, et attendit l'issue de la lutte engagée dans le royaume de Naples, tout en négociant secrètement avec les Espagnols (1).

Dans les provinces napolitaines, depuis le commencement de l'année 1503, par l'énergie de Gonzalvo, et en partie grâce à la négligence des Français, la guerre avait tourné entièrement à l'avantage des Espagnols. Les Vénitiens, qui étaient neutres, procurèrent à Gonzalvo, à Barletta, des vivres dont les Français auraient pu faire leur profit, et offrirent à la flotte française, battue par les Espagnols, un abri dans Otrante, sans lequel elle eût été anéantie. Les Français réduisirent encore dans ce temps quelques localités, et toute la terre d'Otrante se soumit à eux, à l'exception de Gallipoli, de Tarente, et de la ville d'Otrante même. Mais la colère passionnée du duc de Nemours, qui, pour châtier les habitants de Castellaneta de leur défection aux Espagnols (2), négligea l'entreprise capitale du printemps, l'attaque contre Gonzalvo, qui déjà était préparée, causa la perte des Français. Alors Gonzalvo conduisit de nuit presque toutes ses troupes de Barletta, et surprit la Palice dans Ruvo, le fit prisonnier, saccagea la place, et enleva son butin à Barletta, avant que le duc, qui se porta maintenant vers Barletta, eût le temps de revenir.

Cependant Ugone da Cardona, qui maintenant se montrait très-actif sur ce point, avait amené des troupes pour les Aragonais, en Sicile; il les conduisit à Reggio, battit Jacopo de Sanseverino, comte de Mileto, délivra Diego Ramirez, qui était serré de près dans la Terra-Nuova, et mit en fuite le prince de Rossaro. Enfin d'Aubigny accourut contre lui, rallia les princes de Salerne et Bisignano dans Cosenza, ainsi que beaucoup d'autres barons du parti angevin; mais Ugone reçut aussi un puissant renfort que lui amena don Emmanuel de Benavides (1). Les deux masses ennemies, ainsi grossies, s'avancèrent l'une sur l'autre dans les environs de Terra-Nuova. L'armée d'Ugone subit une défaite complète (2); lui-même dut se réfugier à pied dans les montagnes. Mais bientôt une nouvelle armée, composée cette fois entièrement de troupes espagnoles, sous les ordres d'Alphonse Carvajal et de Fernando d'Andrades, se déploya sur la côte. Elle avait été amenée par le beau-père de Gonzalvo, Porto Carrera, de la famille des Boccanera de Gênes. Porto Carrera tomba malade à Reggio; à sa place d'Andrades exerça le commandement suprême.

A cette époque les Suisses, impatients de voir la France hésiter à leur confirmer la possession de Bellinzona qu'ils occupaient, attaquèrent Locarno, dont la forteresse se maintint contre eux jusqu'à ce que les Français pussent les envelopper eux-mêmes. Toutefois Louis jugea enfin prudent d'assurer ses derrières, s'il poussait la guerre à Naples. Le 11 avril, dans le camp de Locarno, fut conclu un traité dans lequel le roi renonça au comté de Bellinzona (3). Une autre conférence parut aussi devoir mettre un terme à la guerre entre la France et l'Espagne; car, le 5 avril, l'archiduc Philippe, gendre du roi Ferdinand, et Louis XII, signèrent un accord à Lyon, en vertu duquel les droits de la France sur Naples devaient être donnés en dot à Claude, fille de Louis, si elle épousait Charles, fils de Philippe. Charles devait porter le titre de

(1) Sismondi, l. c., p. 195. Sur ce changement de la politique de Borgia, voyez Ranke, pass. cité, p. 212.

(2) Ferronus, fol. 61.

(1) Guicciardini, l. c., p. 87.

(2) Ferronus, fol. 63 b, 64 a.

(3) En faveur d'Uri, de Schwyz et d'Unterwalden, qui formèrent des baillages communs de Bellenz, Riviera et Bollenz, voyez Meyer de Knonau. *Manuel de l'Histoire de la confédération suisse*, tom. I, p. 307.

roi, Claude celui de reine de Naples, et jusqu'à leur mariage effectif l'on devait se tenir au précédent traité de partage (1).

Comme Louis ne doutait pas de la ratification de cet accord par Ferdinand, il ne soutint plus son gouvernement à Naples, tandis que Gonzalvo mit le temps à profit pour réduire le pays au pouvoir de son maître, et ses représentations déterminèrent Ferdinand à refuser la ratification désirée par la France. Cependant d'Andrades avait rallié les restes de l'armée d'Ugone, et avec ces forces réunies il marcha sur Seminara; d'Aubigny s'avança de Terra-Nuova à sa rencontre; le 21 avril, les deux armées en vinrent aux mains sur le Secco, entre Gioja et Seminara, et les Français essuyèrent une défaite complète. D'Aubigny, poursuivi par les Espagnols, fut réduit à se renfermer dans la citadelle d'Angitula, où il fut aussitôt assiégé (2).

Dans ce même temps, Ottaviano della Colonna amena deux mille cinq cents soldats allemands à Gonzalvo, qui, par ce renfort, se vit en état de prendre l'offensive. Une partie de l'armée française fut surprise et dispersée par Pietro Navarra; le 28 avril, l'armée de Gonzalvo se présenta devant Cerignola, où arriva aussi le duc de Nemours. Les Espagnols s'étaient déjà retranchés. Dans le conseil de guerre des Français, les avis furent partagés: quelques-uns voulaient laisser les soldats reposer une nuit, et chercher à bien reconnaître la position des ennemis; d'autres étaient pour une attaque soudaine livrée au camp espagnol. Le duc se décida en faveur de la dernière opinion un peu avant la nuit (3), et les périls de l'attaque furent encore augmentés par les nuages de poussière que soulevait la cavalerie, et par les genêts élevés qui cachaient les retranchements des Espagnols (1). Le magasin à poudre de Gonzalvo sauta en l'air; mais le duc, en arrivant jusque sur les retranchements espagnols, découvrit seulement alors qu'ils étaient précédés d'un profond fossé; il chercha à se détourner, mais dans ce mouvement une balle l'étendit à terre. L'assaut des soldats suisses de l'armée française échoua aussi contre la force du camp et la vaillance des lansquenets allemands. Dans l'espace d'une demi-heure, l'armée française fut battue et dispersée, et ses chefs furent ou tués ou pris.

L'un des capitaines français qui s'étaient enfuis, Louis d'Ars, avait gagné Venosa; Ivo d'Allegri, le territoire de Bénévent. La poursuite rapide des Espagnols les empêcha de se réunir; et plus prompt encore que les Espagnols se répandit le bruit de la défaite des Français. Aucune ville n'ouvrit ses portes aux fuyards. Sur la route d'Utripalda à Naples, Ivo entendit déjà dire que la capitale était soulevée contre les Français; que ceux-ci, avec leurs partisans les plus décidés, étaient assiégés dans les châteaux. Alors il marcha par Capoue et Suessa vers Gaëte, et dans les environs de cette ville il essaya de rassembler les restes de l'armée française.

Fabrizio della Colonna soumit aux Espagnols Aquila et les Abruzzes; Prospero, de la même famille, prit Capoue, Suessa et la Campagna Felice; la Calabre s'était soumise depuis la dernière bataille près de Seminara; les villes de la Pouille et de la Capitanata s'empressèrent, par une prompte reddition, de gagner la faveur du vainqueur. Lorsque d'Aubigny ne vit plus aucune possibilité de tenir dans Angitula, il se rendit aussi, et acheta de sa propre captivité le libre départ pour ses compagnons d'armes (2).

Dans Acerra, les députés de Naples ap-

(1) Sismondi, l. c., p. 203.

(2) Ferronus, fol. 66 a. Guicciardini, l. c., p. 101.

(3) L'armée française consistait en cinq cents lances, quinze cents chevau-légers et quatre mille fantassins. Les Espagnols avaient dix-huit cents cavaliers pesamment armés, cinq cents chevau-légers, deux mille fantassins allemands et deux mille espagnols. Sismondi, p. 209.

(1) Ferronus, fol. 67 a. Guicciardini, l. c., p. 103 sq.

(2) Ferronus, fol. 67 b.

portèrent au général espagnol les clefs de la capitale, où il fit, le 14 mai, son entrée solennelle. Pietro Navarra, qui introduisit le premier l'usage des mines dans les siéges, força bientôt le château neuf et le château de l'OEuf : le premier fut emporté d'assaut le 11 juin, après que la mine eut ouvert une brèche ; au commencement de juillet, le château de l'OEuf fut réduit par un semblable moyen. Le royaume entier obéit aux Espagnols, à l'exception de Gaëte où se rassemblèrent les restes de l'armée française, de Venosa où se tint Louis d'Ars, et de Saneverino que défendit le prince de Rossano.

§ IV. *Guerre des Vénitiens avec les Turcs, depuis* 1499, *et continuation de l'histoire d'Italie jusqu'à l'arrivée de Ferdinand le Catholique à Naples, et à la soumission de Bologne par Jules II, en novembre* 1506.

Durant toute cette lutte des divers partis en Italie et des princes étrangers établis autour de la Péninsule, nous n'avons eu, pour ainsi dire, aucune occasion de nommer l'État principal du pays, Venise; c'est que ses forces étaient réclamées d'un autre côté, et que son action sur le continent de l'Italie semblait paralysée.

Dans les premiers mois de l'année 1499, le sultan Bajazet II avait encore confirmé la paix à l'ambassadeur vénitien, Andrea Zanchani. Mais cela ne se fit qu'en langue latine, et le grand seigneur ne se crut pas lié par un tel acte. Les envoyés de Lodovico le More et d'autres puissances chrétiennes ennemies de Venise poussèrent Bajazet à un projet de guerre contre la république. Le frère du duc de l'Herzegovine, chrétien renégat, jadis noble de Venise, Hersek-Ahmed-Pacha, était grand vizir et gendre du sultan (1); bientôt il fit place à un autre, Ibrahim, de la famille des Dschendereli.

Au mois de juin, Bajazet envoya une armée de terre sous les ordres de Mustapha-Pacha, beglerbeg de Roumélie, et une flotte, sous le commandement du capitan-pacha Daud, contre Lépante. Des corps de cavaliers turcs, commandés par Iskender-Pacha, gouverneur de Bosnie, fondirent sur le territoire de Zara; tous les marchands vénitiens à Constantinople furent arrêtés prisonniers (1), toutes leurs marchandises confisquées. Déjà l'armée de terre du beglerbeg était aux environs de Lépante, lorsque la flotte se tenait encore près de l'île de Sapienza, aux approches de Modon, et là elle rencontra une escadre vénitienne sous les ordres d'Antonio Grimani. Les Vénitiens essuyèrent une perte considérable le 28 juillet (2), et l'amiral vénitien ne fit plus rien pour empêcher l'escadre ennemie d'entrer dans le golfe de Lépante. Les ouvrages de défense de Lépante étaient en si mauvais état, que le commandant (Zuano Mori) remit la place aussitôt que les vaisseaux turcs se présentèrent, le 26 août.

La flotte turque attendit maintenant l'hiver dans le golfe, tout près de Co-

(1) De Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, tom. II, p. 316.

(1) *Bembi Hist. Venet.*, p. 174.

(2) De Hammer, p. 318. Sismondi (l. c., p. 225) place la bataille de Sapienza au 12 août. Comme Sismondi n'est pas ordinairement très-rigoureux pour les jours, et que de Hammer marche d'après des titres turcs bien vérifiés, je suis celui-ci. Daru (*Hist. de Venise*, vol. III, p. 200) passe si légèrement sur cet événement, qu'il ne donne aucune date. Bembo, qui décrit les détails tout au long, ne donne cependant pas de date. De Hammer lui-même n'est pas non plus bien exact ; car Alban Armenio, commandant vénitien, ne trouva pas la mort dans les flots, mais plus tard subit le martyre de la part des Turcs.

rinthe (1); mais Iskender-Pacha tomba encore à l'automne, avec dix mille cavaliers et cinq mille fantassins, sur la Carinthie et le Frioul, et dévasta tout jusqu'à l'Isonzo. Un corps turc vint jusque dans le voisinage de Vicence. Lorsque les Vénitiens eurent enfin purgé le Frioul, au mois d'octobre, l'ennemi, en se retirant, entraîna six mille esclaves. Une grande partie de la Dalmatie avait été arrachée à la république (2).

L'île de Céphalonie, comme d'autres îles grecques rangées sous la souveraineté vénitienne, mais propriétés d'un noble de Venise, après avoir été conquise par les Turcs, leur fut cédée dans la paix de 1479, dont il a déjà été parlé (3); et lorsque la famille précédemment régnante voulut se maintenir en possession contre les Turcs, elle trouva un adversaire décidé dans la république elle-même, qui ne voulait pas laisser encore rompre la paix par des intérêts privés. Comme Bajazet rejeta maintenant les demandes de paix faites par les Vénitiens au commencement de l'année 1500, si l'on n'évacuait d'abord Coron, Modon et Napoli di Malvasia (4), et si un tribut annuel de dix mille ducats ne lui était payé par les Vénitiens, une flotte vénitienne, renforcée par des vaisseaux espagnols sous l'amiral Pisani, jeta l'ancre devant Céphalonie et prit une partie de l'île (5). Près de Prevesa, les Vénitiens brûlèrent les bâtiments de Mustapha-Bey, nouvellement construits, destinés à combattre la république.

Le 8 avril, Bajazet se porta contre la Morée avec une armée. Dans la première moitié de juillet, tandis que Jacob-Pacha, avec la flotte turque, avait jeté l'ancre devant Modon, le grand seigneur parut aussi du côté de terre devant la place. Au moment même où Contarini était occupé à y introduire un convoi et des renforts, les Turcs livrèrent l'assaut, et emportèrent la ville, où ils commirent mille cruautés (1). Leurs succès et leurs fureurs effrayèrent Navarin et Coron. Ces places tombèrent aussi en septembre. Bajazet marcha sur Napoli di Romania. Paolo Contarini, qui avait été fait prisonnier à Coron, fut forcé de s'avancer vers les murailles pour haranguer les assiégés, et leur persuader de se rendre; mais, au milieu de son discours, il donna de l'éperon à son cheval, lui fit franchir le premier fossé, et s'échappa heureusement dans la place (2), où il travailla maintenant à la défense de toute son énergie.

A la place de Trevisani qui était mort, Benedetto Pesaro avait été fait commandant des flottes vénitiennes. Après avoir rassemblé ses vaisseaux à Corfou, et les avoir réunis en ordre, il voulut les mener contre les Turcs; mais la flotte des Ottomans reçut l'ordre du grand seigneur de retourner à Constantinople. L'armée de terre se retira aussi de Nauplia, et Pesaro reprit aux Turcs

---

(1) Antonio Grimani, qui, lui-même fortifié par des vaisseaux français, n'entreprit rien d'important, fut déposé, et son successeur, Melchiore Trevisani, l'envoya prisonnier à Venise, où il fut condamné au bannissement. Les îles de Cherso et d'Osero lui furent fixées comme lieu de son exil. Bembo, l. c., p. 185. Ensuite il s'échappa et se réfugia à Rome.

(2) De Hammer, p. 231. Andrea Zanchani, qui à la tête des troupes vénitiennes avait vu tranquillement à Gradisca les ravages des Turcs, fut banni pour quatre ans à Padoue. Bembo, l. c., p. 184.

(3) Voyez division III.

(4) Sismondi, p. 230. *Petr. Bembi Hist.*, p. 189.

(5) De Hammer, p. 223. La prise de l'île par Trevisani ne fut pas complète; autrement Bembo (p. 189) n'aurait pu dire : « Cum Naupacto ab hostibus expugnato Cephalonem insulam capere primo Antonius (c'est-à-dire Grimani), deinde Zenus, postremo etiam Malchio (Trevisani), classe adducta diuturna oppugnatione tentavissent, labor tamen omnis omnium irritus et inanis fuit. » Trevisani mourut plus tard sur la flotte près de Céphalonie, après la chute de Modon.

(1) *Bembi Hist.*, p. 195-196. De Hammer, p. 324.

(2) *Bembi Hist.*, p. 197.

Égine qu'ils venaient d'occuper. Ensuite il saccagea Mitylène et Tenedos, poursuivit la flotte turque dans le détroit, où il captura plusieurs bâtiments, et délivra une quantité de captifs sur les deux rivages. De là il se dirigea vers la Samothrace, dont les habitants secouèrent le joug turc et se placèrent sous l'autorité de Venise. Il pilla aussi Carysto, et revint enfin vers les côtes du Péloponèse.

Avant cette expédition, les Vénitiens avaient déjà trouvé des alliés actifs dans les Espagnols. Gonzalvo d'Aguilar porta durant quelque temps le ravage sur la côte asiatique; mais Venise perdit pour la seconde fois Navarin, que Pesaro avait repris. Pesaro fit décapiter sur son vaisseau le commandant de Navarin (Carlo Contarini), qui avait rendu la place sans la défendre (1). A Zante se réunirent Pesaro et Gonzalvo, et avec toutes leurs forces ils attaquèrent Céphalonie. Les mines de Pietro Navarra firent un bon service, et vers la fin de l'année l'île entière était retombée au pouvoir des Vénitiens. Pendant cette expédition, ils étaient redevenus maîtres, par suprise, de Navarin. Bientôt après, Gonzalvo ramena ses forces maritimes en Sicile; la république lui conféra la noblesse. Dans la même année, une flotte pontificale avait croisé dans l'Archipel; une escadre française, sous les ordres de Philippe de Ravenstein, avait tenté un débarquement à Mitylène.

Pendant l'hiver, Pesaro détruisit les approvisionnements maritimes des Turcs dans le port de Prevesa (2); mais les Turcs anéantirent cet avantage par la prise de Navarin et celle de Durazzo. Toutefois, comme les Hongrois, sous le comte Pierre de Saint-George, Joseph Soumi et Jean Corvinus, franchirent le Danube dans l'année 1502, et que Pesaro, soutenu par les chevaliers de Rhodes, les Français et le pape, enleva S.-Maura, que des troubles se déclarèrent aussi en d'autres parties de l'empire turc, Bajazet entra en négociations, et Hersek-Ahmed-Pacha, l'ancien grand vizir, conclut la paix à Constantinople avec Andrea Gritti, l'un des Vénitiens retenus prisonniers, le 14 décembre 1502. Les Vénitiens rendirent S.-Maura, et renoncèrent à Lépante, Modon et Coron, et obtinrent en échange Céphalonie, ainsi que la restitution de tous les biens des marchands, confisqués au commencement de la guerre. Quant au reste, les relations se rétablirent comme avant la guerre. La ratification par le doge ne se fit que le 8 août 1503.

Pendant la guerre avec les Turcs, le doge Agostino Barbarigo était mort en septembre 1501, et Leonardo Loredano lui succéda dans sa dignité. Cette même considération de faciliter les négociations avec les puissances étrangères, et de garder plus rigoureusement les secrets de l'État, qui avait amené à Florence une forme où les forces étaient plus concentrées, fut aussi cause, à Venise, que du collége des dix sortit une commission, encore plus restreinte, de trois inquisiteurs d'État, qui exerça maintenant un pouvoir extraordinaire (1).

(1) *Bembi Hist.*, p. 199. Ou à Corfoue, comme le dit de Hammer, p. 327.

(2) *Bembi Hist.*, l. c., p. 205.

(1) Lebret, *Hist. d'Italie*, tom. VII, p. 315. De telles commissions de quelques inquisiteurs d'État tirées du conseil des dix paraissent s'être rencontrées assez souvent précédemment. Daru place le commencement de l'inquisition d'État, comme établissement permanent, dans l'année 1454 (voyez *Hist. de Venise*, vol. II, p. 424): « Dans ces divers manuscrits (il s'agit des statuts de l'inquisition d'État), on trouve une délibération du grand conseil, prise le 16 juin 1454, qui, considérant l'utilité de l'institution permanente du conseil des dix, et la difficulté de le rassembler dans toutes les circonstances qui exigeraient son intervention, l'autorise à choisir trois de ses membres, dont un pourra être pris parmi les conseillers du doge, pour exercer, sous le titre d'inquisiteur d'État, la surveillance et la justice répressive qui lui sont déléguées à lui-même. » Ces trois magistrats doivent conserver leur pouvoir aussi longtemps qu'ils sont membres du conseil des dix, et en sortant ils doivent être remplacés aussitôt; ils sont affran-

Tels étaient les rapports de Venise dans l'automne de 1503; jusqu'alors la république s'était vue forcée de se tenir dans une neutralité presque honteuse quant aux événements du continent italien. Aussitôt que Ferdinand le Catholique vit les progrès décidés de ses troupes dans les États de Naples, il soutint que l'archiduc Philippe avait outrepassé ses pouvoirs, et Louis XII, qui sortit trop tard de ses illusions, attaqua maintenant directement les États espagnols, et voulut envoyer à Naples des secours sous les ordres de Louis de la Trémouille et de Francesco da Gonzaga, alors passé au service de France; un corps considérable de Suisses devait se joindre à cette armée; les républiques de Florence, et de Sienne, les seigneurs de Ferrare, Mantoue et Bologne, devaient la fortifier. Mais la Trémouille hésita à cause des relations équivoques dans lesquelles Alexandre VI et Cesare étaient entrés avec les Espagnols. Au milieu de l'incertitude sur la conduite de ces deux princes, Alexandre mourut subitement le 17 août 1503, en sortant d'un repas qu'il avait pris dans sa *Vigna de Belvedere* au Vatican, et à la suite duquel son fils et le cardinal Adrien da Corneto furent atteints de maladies mortelles. L'on prétendit ensuite qu'Alexandre et Cesare avaient voulu faire empoisonner le cardinal, mais qu'ils avaient pris eux-mêmes par mégarde du breuvage mortel (1).

Cesare avait compté qu'après la mort de son père il pourrait entièrement diriger l'élection du pape. Tous les forts dans Rome et dans les environs étaient en son pouvoir; la plus puissante noblesse était en partie fugitive, en partie écartée; la plus faible paraissait obéir au moindre signe du duc de la Romagne; un grand nombre des cardinaux promus par Alexandre tenaient également pour son parti: tout semblait se réunir entre les mains de Cesare pour le conduire à son but. Mais il était mortellement malade, et ne put profiter d'aucun de ces avantages; il obtint tout le résultat possible, en déterminant à la neutralité les Colonna, par la restitution des châteaux de Ghinazzano, Capo d'Anzo, Frascati, Rocca di Papa et Nettuno, qu'Alexandre avait fortifiés, et en se maintenant lui-même avec ses gens dans le Vatican et le Borgo. Sur ces entrefaites les cardinaux se rassemblèrent dans S.-Maria sopra Minerva.

Hors de Rome, la mort d'Alexandre amena de promptes révolutions. Giovan Paolo de' Baglioni, soutenu par Bartolommeo d'Al-

---

chis de toute formalité, de toute étiquette, et leur pouvoir est illimité. Le 19 juin, le collége des dix remit à ces trois inquisiteurs d'État tout le pouvoir qui lui appartenait, avec la juridiction de police sur tous les individus, même sur les autres membres du conseil des dix. Par leur ministère, les trois peuvent condamner chacun à mort publiquement ou en secret, et un seul peut au moins faire arrêter, s'il le veut. Quoique celui qui n'a pas vu les manuscrits de Daru ne puisse se prononcer sur leur valeur authentique, il est assez visible que l'action régulière et redoutable de l'inquisition d'État ne doit dater que du commencement du XVIe siècle, alors que faiblissaient tous les rapports en Italie, et que la politique s'enveloppait de plus en plus dans le voile du secret. Je suis donc resté attaché à l'opinion générale des historiens vénitiens, et j'ai pour moi un manuscrit des statuts de l'inquisition d'État de Venise, qui, au lieu des 16, 19 et 23 juin 1454, porte les mêmes jours de l'année 1504. Dans l'espace entre 1454 et 1504, il devrait être question de l'inquisition d'État sous cette forme, si elle avait existé. En général Daru est trop léger dans l'examen et l'emploi des sources pour pouvoir inspirer une grande confiance dans ses jugements. Le manuscrit qui donne l'année 1504 est dans la *Bibliotheca Riccardiana* à Florence. Siebenkees (*Essai d'une Histoire de l'inquisition d'État de Venise*, p. 39) ne date le grand pouvoir de l'inquisition d'État que de 1539.

(1) Sismondi, p. 245. La maladie d'Alexandre dura plusieurs jours, et fut présentée comme une fièvre pernicieuse. Sur l'empoisonnement, Ferronus, fol. 68 b. Guicciardini, l. c., p. 125 sq. Sur les symptômes de la maladie d'Alexandre, Roscoe, d'après Burchard, *Léon X*, vol. I, p. 358-359, note.

viano, revint à Perugia, chassa la faction des Gatti de Viterbe, celle des Chiaravallesi de Todi, et les anéantit en partie. Les Orsini et les Savelli poursuivirent les adhérents de Cesare dans les cantons romains, et reprirent les châteaux qui leur avaient été enlevés; les Vitelli revinrent à Città di Castello, Jacopo d'Appiano à Piombino, le duc d'Urbino dans ses États; Sforza de Pesaro, Rovere de Sinigaglia, Varano de Camerino, rentrèrent aussi dans leurs villes. Le duché de la Romagne se maintint seul pour Borgia; car les intérêts des chefs avaient été là en quelque sorte détruits, et les bourgeois des villes trouvaient trop bien leur compte dans l'administration rigoureuse de la justice et dans la sûreté des rues, que Cesare pratiquait et maintenait par le sang et les supplices.

Cependant la Trémouille tomba malade à Parme, et l'armée française, sous le commandement supérieur de Francesco da Gonzaga, marcha par la Toscane jusque dans la contrée de Nepi; elle s'y trouvait au moment où les cardinaux se disposaient à ouvrir le conclave, auquel accourut aussi le ministre français, le cardinal d'Amboise. Celui-ci espérait, par son influence sur les autres cardinaux, par son argent, le crédit de son roi et l'approche de l'armée française, acquérir pour lui-même la triple couronne. Avant tout il essaya de s'assurer de l'influence toujours importante de Cesare, et celui-ci de son côté, croyant tirer pour le moment plus d'avantage de l'alliance française que de l'union avec les Espagnols, rompit les négociations avec Gonzalvo d'Aguilar, et conclut le 1er septembre, avec la France, un traité portant que Cesare défendrait de toutes ses forces les intérêts de Louis, spécialement dans la guerre de Naples; en échange le roi lui garantissait son duché, et lui promettait ses secours pour recouvrer les contrées arrachées à Cesare par les chefs rentrés dans ces domaines. Aussitôt un ordre de Gonzalvo rappela tous les capitaines espagnols au service du duc, sous la menace du châtiment de haute trahison. Mais l'influence de Borgia sur le collége des cardinaux était moins grande que le cardinal d'Amboise ne l'avait espéré, et l'entrée en conclave n'eut lieu qu'après l'engagement pris par ce dernier que l'armée française ferait halte près de Nepi, et après que Cesare, avec deux cents gens d'armes et trois cents chevau-légers, eut quitté Rome pour se rendre dans le camp français. Comme alors le cardinal d'Amboise et les autres partis dans le conclave virent que leur influence n'était pas assez grande pour atteindre leur but, tous se réunirent pour traîner les choses en longueur et gagner du temps; et ils tendaient le mieux à leurs fins par l'élection d'un pape dont la faiblesse et l'état maladif feraient espérer une mort prochaine. Francesco de' Piccolomini, neveu de Pie II, fut proclamé chef suprême de l'Église le 22 septembre, et ceignit, sous le nom de Pie III, la tiare pontificale le 8 octobre (1).

Après l'accomplissement de l'élection, l'armée française poursuivit sa route vers Naples; Cesare se fortifia de deux cent cinquante gens d'armes, de deux cent cinquante chevau-légers et de huit cents fantassins dans le Borgo. Les Orsini, de concert avec les Baglioni de Perugia, et Bartolommeo d'Alviano firent de même dans une autre partie de la ville; ils s'étaient rattachés à Gonzalvo en même temps que Cesare se ralliait aux Français, et moyennant l'engagement de fournir cinq cents gens d'armes à Gonzalvo au moment de la guerre, celui-ci promit le rappel des Medici après la guerre. Cette réconciliation des Orsini avec les Espagnols fut le premier œuvre des Vénitiens, récemment rentrés dans les rapports de la terre ferme, et ils réussirent aussi dans la réconciliation des Orsini avec les Colonna. Cesare, pressé dans le Borgo, s'enfuit d'abord dans le Vatican, puis, avec l'agrément du pape, dans le château Saint-Ange; mais ses troupes furent entièrement dispersées. Pie III mourut dès le 18 octobre. Les négociations suivies durant son règne si court avaient convaincu le cardinal d'Amboise que lui-

(1) Sismondi, p. 255.

même ne pouvait plus compter sur la triple couronne; il passa donc, avec les cardinaux qui se rattachaient à lui, au parti du cardinal de S.-Pietro ad Vincula, Jules della Rovere. Les Français croyaient voir dans celui-ci leur partisan; mais le cardinal Sforza (1) savait bien que Jules avait employé les Français seulement comme un instrument de sa haine contre Alexandre VI, et qu'il serait pour l'Italie contre la France aussitôt qu'il serait devenu pape, et qu'il aurait atteint son but au moyen de cette dernière puissance. Il se rattacha également à lui (2); enfin Cesare Borgia passa aussi de son côté. On lui assura par un traité, le 29 octobre, les voix des cardinaux espagnols, moyennant la promesse de la charge de porte-étendard de l'Église romaine, de la reconnaissance du duché de la Romagne, et d'un mariage entre Francesco Maria della Rovere, neveu du pape, avec la fille de Cesare. Le 31 octobre, les cardinaux entrèrent dans le conclave, et le même jour ils proclamèrent pape della Rovere, qui prit le nom de Jules II (3).

Cependant plusieurs changements s'étaient opérés dans la Romagne. Les villes qui étaient dévouées à Cesare avaient désespéré qu'il pût se maintenir, et, par suite de cette conviction, elles n'avaient plus reconnu ses employés. Césène s'était replacée sous l'autorité immédiate de l'Église; à Imola, le commandant avait été tué, et le parti des Riario lutta avec ceux qui voulaient appartenir directement à l'Église. A Forli, Anton Maria degli Ordelaffi était aussi revenu (1), et Pandolfo de' Malatesti était rentré dans Rimini. Faenza demeura le plus longtemps sans bouger; mais, comme après le soulèvement des autres villes romagnoles, on ne vit approcher aucune armée de Cesare, elle élut pour son prince Francesco de' Manfredi, fils naturel de Galeotto de' Manfredi, massacré en 1488, dernier héritier de cette maison. Les forts de la ville étaient les seuls points qui, dans la Romagne, tinssent encore pour Cesare. Les Vénitiens cherchèrent à tirer parti de leurs forces, devenues libres par la paix avec les Turcs, pour la conquête de la Romagne. Une attaque qu'ils firent sur Césène fut repoussée; mais Dionigi di Naldo, qui finit aussi par désespérer de Cesare, leur livra les forts de Val di Lamona (2), et mena les choses au point que le commandant de la citadelle de Faenza la vendit à la république. Les habitants de Faenza, de leur côté, se défendirent contre ces mesures, et cherchèrent des secours contre Venise auprès de Florence et de Jules II, qui venait d'être intronisé sur ces entrefaites. Fano se défendit aussi contre Venise; mais en novembre Forlimpopoli se rendit à eux, et Malatesta leur livra Rimini, moyennant la seigneurie de Cittadella dans le Padouan, et la noblesse vénitienne, qui lui furent accordées (3).

Sur les plaintes du pape au sujet de cette conduite des Vénitiens, ceux-ci déclarèrent vouloir payer, pour la seigneurie de Faenza, la même somme annuelle à la cour pontificale que les précédents vicaires. En même temps ils poussèrent le siége avec la plus

---

(1) Qui avait recouvré la liberté afin de voter pour Amboise. Ferronus, fol. 68 b. Machiavelli, decennale 1:

> Ma come furono in Francia le novelle,
> Ascanio Sforza, quella volpe astuta,
> Con parole soavi, ornate e belle
> A Roan persuase la venuta
> D'Italia, promettendogli l'ammanto.

(2) Mais il paraît, d'après les renseignements de Machiavelli, qu'Ascanio ne passa que dans le conclave au parti della Rovere; car là encore il se trouva à la tête d'un faible parti qui voulait élever Antoniotto Pallavicino, cardinal di S.-Prassede. Cf. Machiavelli, *Legazione alla corte di Roma* (*Opere*), IX, p. 28.

(3) Sismondi, p. 261.

(1) Voyez division IV.

(2) Buonaccorsi dans les *Opere di Machiavelli* (Italia, 1819), vol. IX, p. 12, note.

(3) *Bembi Hist.*, p. 255.

grande ardeur, et le 19 novembre (1) les habitants de Faenza se rendirent, sous la condition que les Vénitiens payeraient à Francesco de' Manfredi une rente annuelle de trois cents ducats. Montefiore, S.-Archangelo, Verucchio, Porto, Cesenatico, et d'autres localités de la Romagne, étaient déjà au pouvoir de la république, lorsque celle-ci mit un terme à ses conquêtes, afin de ne pas se placer, à l'égard du pape, dans une situation qui rendrait tout accommodement impossible.

Au milieu de ces circonstances, Cesare avait offert au saint-père lui-même les forteresses, qui lui étaient encore fidèles, de Forli, Césène, Forlimpopoli et Bertinoro, derniers restes du duché de la Romagne; mais Jules, qui ne voulait pas commencer son pontificat par une violation de la foi jurée, refusa l'offre (2). Alors Borgia partit de Rome pour Ostia, le jour même où Faenza se rendit aux Vénitiens. Il voulait, avec quelques centaines d'hommes, gagner Spezzia (3); mais à peine eut-il tourné le dos, que les courtisans pressèrent le pape de lui faire réclamer ses forteresses, et Jules ne résista pas plus longtemps. Le cardinal de Volterra trouva encore Cesare le 22 novembre à Ostia, mais il était indocile maintenant; alors le pape fit retenir Borgia prisonnier sur une galère française près d'Ostia. Un corps de troupes de Cesare, qui était conduit par Michele de Coreglia, fut dispersé dans l'Ombrie (4) par les Baglioni. Enfin, le 2 décembre, l'abandon fut consenti par Cesare, qui avait été transporté au Vatican (1).

Dans ce temps les masses espagnoles et françaises étaient en face les unes des autres sur le Garigliano. La marche si lente, le long séjour dans le voisinage de Rome, le mauvais vouloir des chevaliers français envers les chefs italiens, enfin les incommodités des pluies d'octobre avaient agi d'une manière désastreuse sur la discipline de l'armée française. Le marquis de Saluzzo avait maintenu sa défense tout ce temps par delà Gaëte, et regagné tout le pays jusqu'au Garigliano; maintenant il se réunit avec Francesco da Gonzaga entre Pontecorvo et Ceperano. Le camp de Gonzalvo était à S.-Germano. Les forts de Roccasecca et de Montecasino étaient en son pouvoir. Comme les Français ne pouvaient pas pénétrer sur ce point, ils tentèrent le passage par le Garigliano, vers l'embouchure, et continuèrent la construction d'un pont sur la rivière, quoique Gonzalvo se fût campé en face d'eux. Mais celui-ci recula, parce qu'il avait fait creuser, à une certaine distance de la rivière, un fossé qui se remplit d'eau aussitôt, et derrière lequel il avait établi des retranchements formidables. Les Français ne purent pousser plus loin, et se retirèrent derrière le Garigliano (2). Comme ils avaient là un campement commode et des vivres en assez grande abondance, leur chef résolut d'y attendre la fin des longues pluies d'automne, auxquelles l'armée espagnole devait

(1) Bembo dit : « Ante diem XIII cal. Decembr. » Ainsi avant le 20. L. c., p. 256.

(2) Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 97.

(3) Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 36 : « Chi dice che ne andrà alla volta di Genova, dove egli ha la maggior parte de' suoi danari, e di quivi se n'andrà in Lombardia e farà gente, e verrà alla volta di Romagna; e pare che lo possa fare per restar gli ancora in danari dugento mila ducati o più, che sono nelle mani, la maggior parte, di mercanti Genovesi. » Voyez *ibid.*, p. 65.

(4) Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 135. D'après Buonaccorsi, l. c., p. 14, dans le voisinage de Castiglione. Buonaccorsi place le départ de Cesare de Rome au 25. Ne serait-ce pas une faute d'impression, au lieu du 15, et cette date une méprise pour le 19? Cesare quitta Rome dans la nuit du 18 au 19, ainsi que nous le savons avec certitude. Cf. Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 83, et la note que renferme l'extrait tiré du *Diarium* de Burchard (p. 2159).

(1) Sismondi, p. 262. Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 127 et 140.

(2) Machiavelli, *Leg.*, l. c., p. 64, 70, 73, 81, et surtout p. 100 et 101, ainsi que 157 et 158.

être plus exposée dans un terrain bas et marécageux; mais les Français ne savaient pas supporter les intempéries et l'ennui aussi bien que les Espagnols ; toute discipline se relâcha, tout ordre se détruisit (1), et Gonzaga fut satisfait de trouver, dans une attaque de fièvre légère, un prétexte pour quitter l'armée française, au milieu de laquelle il était exposé aux plus grandes offenses (2).

Comme le temps resta continuellement mauvais, beaucoup de chevaliers français abandonnèrent eux-mêmes le camp sans permission ; l'armée espagnole, au contraire, malgré toutes ses privations, était animée de la plus vive ardeur, et Bartolommeo d'Alviano ainsi que les Orsini lui amenèrent de nouveaux renforts. Après un séjour de sept semaines dans les mêmes lieux, Gonzalvo fit enfin établir, à quatre milles au-dessus du camp français, un pont de bateaux sur la rivière, dans la nuit du 27 décembre. Il fit ainsi passer le gros de l'armée, ensuite il fit attaquer immédiatement la tête du pont français par son arrière-garde, et le marquis de Saluzzo, qui était à la tête de l'armée française, se retira avec une grande perte sur Gaëte. Comme la retraite finit par se changer en fuite, toute l'artillerie fut perdue, et les restes de l'armée seulement arrivèrent à Gaëte. Pietro de' Medici, qui prit part à ces événements, se noya dans le Garigliano (3). Gonzalvo resserra Gaëte très-étroitement. Malgré toutes les ressources qui restaient encore aux Français pour la défense, leur patience et leur courage étaient tellement épuisés, qu'ils remirent les forts à Gonzalvo le 1er janvier 1504 (4).

Gonzalvo dut borner ses entreprises à l'occupation de Gaëte. Il était laissé sans argent, et devait à ses troupes plus d'une année de solde; pour les contenter, il les distribua dans le royaume de Naples, où elles s'entretinrent par le pillage et les extorsions. Louis d'Ars, avec les restes de ceux qui combattaient encore pour la France, se fit jour à travers les Espagnols, lorsqu'il ne put plus espérer se défendre avec chance de succès dans le royaume lui-même.

Jules II, qui avait tout fait pour les malheureux Français, afin d'adoucir par des secours momentanés les calamités de leur retraite, avait dirigé son attention principale sur la défense de la Romagne contre Venise, et sur l'acquisition des places de Borgia. Mais Diego de Chignones, commandant de la citadelle de Césène, fit pendre Pietro d'Oviedo qui lui apporta la résignation de Cesare et l'ordre de la délivrance, déclarant qu'il punirait comme traître quiconque se mêlerait de choses si contraires à l'avantage de son maître, tant que celui-ci serait en état de captivité et de contrainte. Lorsque Cesare eut été livré aux mains du cardinal Carvajal, et que celui-ci eut donné des garanties pour la mise en liberté de son prisonnier après la remise des forts, alors seulement le duc de la Romagne transmit des ordres tels, que ses officiers y cédèrent en réalité. Le cardinal Carvajal mit en liberté, le 19 avril (1), Cesare, qui avait obtenu de Gonzalvo la promesse d'un lieu de refuge ; et, dépouillé de toutes ses possessions, à l'exception des fonds déposés dans les banques de Gênes, Borgia arriva à Naples, où d'abord il fut traité par Gonzalvo avec les plus grands égards; mais le 26 mai, sur un ordre du roi Ferdinand, on le saisit et on l'envoya en Espagne.

Dans ce même printemps de l'année 1504

---

(1) Ferronus, fol. 71 b.

(2) Voyez là-dessus aussi Ranke, p. 219 et 220, où se trouve la liste de tous les termes injurieux alors en usage, et dont on assaillissait Gonzaga.

(3) Roscoe, *Léon X*, vol. II, p. 28.

(4) A l'égard des barons napolitains qui étaient renfermés dans Gaëte, la condition de libre retraite que renfermait la capitulation ne fut point observée (Ferronus, fol. 72), et la plus grande partie des Français qui se retiraient mourut en route de faim et de misère.

(1) *Burchardi Diarium*, p. 2160.

(le 31 mars), la France et l'Espagne conclurent une trêve de trois ans, qui devait aussi valoir pour l'Italie et pour tous les alliés nommés des deux parts dans l'espace de trois mois (1).

Après une longue suite d'entreprises militaires qui avaient renversé le système politique italien précédemment établi, et qui avaient rendu le sort de certaines puissances italiennes indépendant des rapports avec des princes étrangers, l'Italie parut maintenant devoir jouir de quelque repos. Mais le pape était encore ennemi des Vénitiens, et les Florentins, qui paraissaient avoir le plus à craindre les plans ultérieurs de Venise, se rattachèrent au pontife. De tous les vicaires expulsés par Cesare, Jules ne réintégra que Sforza de Pesaro, et il conféra à Francesco Maria della Rovere la *signoria* de Sinigaglia avec la préfecture de Rome, recueillie dans l'héritage de son père. Guidobaldo de Montefeltro, qui était revenu dans son duché d'Urbino avant même l'exaltation du pape Jules, adopta maintenant Francesco Maria formellement, et Jules confirma l'adoption (2) le 10 mai 1504. Ottaviano Riario, quoique parent du pape, ne recouvra pas son vicariat d'Imola, et Luigi degli Ordelaffi, qui, après la mort d'Antonio (dont il était frère naturel) était devenu *signore* à Forli, et voulait également comme Malatesta vendre sa *signoria* à Venise, arriva trop tard : la république ne voulait pas provoquer le pape davantage, et Luigi, ne pouvant plus se maintenir, n'eut plus d'autre ressource que de s'enfuir à Venise, où il mourut sans postérité (3). Giovanni Sforza (4), par la famille de sa femme, les Tiepolo à Venise (1), et par son cousin le cardinal Sforza, avait des défenseurs sur tous les points d'où le danger pouvait le menacer. Cependant Jules ne se désistait pas de sa réclamation des seigneuries de Faenza et de Rimini, et d'autres localités occupées par les Vénitiens ; il refusa même d'admettre les envoyés vénitiens, tant que la république ne lui restituerait pas les places du pays d'Imola, de Forli et du territoire de Césène ; alors il reçut de nouveau les ambassades, et la paix ne fut pas troublée immédiatement, quoique Jules ne reconnût pas formellement les Vénitiens comme possesseurs de Rimini et de Faenza.

En Toscane, la guerre de Florence contre Pise continuait toujours sans interruption, mais sans événements décisifs ; quoique le roi de France comprît Florence comme son alliée dans la trêve, personne ne parut prendre les intérêts de Pise ; Gonzalvo désira, dans cette lutte de villes, se réserver un point de départ pour de nouvelles entreprises. Depuis la conclusion de la trêve, les Florentins poussèrent la guerre avec une grande ardeur, nommèrent Ercole de' Bentivogli pour leur général, et commencèrent le 25 mai la nouvelle campagne. La dévastation du territoire pisan et la prise de Librafratta furent le résultat de cette guerre, à laquelle se rattacha une irruption dans le pays de Lucques, parce que Lucques avait toujours soutenu les Pisans. La situation de Pise devint de jour en jour plus triste et plus critique.

Les négociations de la cour de France avec la cour d'Espagne furent reprises par l'archiduc Philippe et son père Maximilien, et Louis signa, le 22 septembre, trois traités distincts à

(1) Sismondi, p. 291-292. La trêve fut conclue vraisemblablement dès le mois de février. Voyez Ranke, p. 220.

(2) *Bembi Hist.*, p. 262.

(3) Sismondi, p. 299.

(4) Les Sforza de Pesaro s'étaient succédé de la manière suivante :

Alessandro † 1473
(voyez division IV).

Costanzo † 1483
(voyez Lebret, VII, p. 227).

Giovanni,
fils naturel légitimé par le pape.

(1) *Bembi Hist.*, p. 265.

Blois avec les princes (1). Maximilien conférait au roi Louis et à sa descendance mâle, ou à son défaut, à la fille du roi, Claude, le duché de Milan, moyennant une somme de cent vingt mille florins, payable moitié comptant, moitié dans six mois, et moyennant un tribut annuel d'une paire d'éperons d'or. Claude était fiancée avec Charles, fils de Philippe, ou, si celui-ci mourait auparavant, elle était engagée au second fils, Ferdinand; enfin Maximilien et Louis s'allièrent contre Venise, afin de conquérir et de partager les possessions de cette république sur la terre ferme d'Italie. Bientôt après la conclusion de ce traité, Philippe prit le titre de roi de Castille, par suite de la mort de sa belle-mère Isabelle, qui avait nommé Ferdinand administrateur des États laissés par elle. Federigo de Naples était mort un peu auparavant, le 9 septembre, à Tours. L'année arriva à sa fin sans autres événements importants pour l'Italie; mais, dès le commencement de l'année suivante (le 5 janvier 1505), mourut Ercole d'Est, prince de Ferrare, Modène et Reggio, qui avait encore vu le plus beau temps du système d'équilibre italien, et qui avait gouverné ses États, depuis le mois d'août 1471, au milieu des circonstances les plus difficiles. Il eut pour successeur son fils Alphonse, qui, alors en voyage dans les principales cours de son temps, se trouvait en Angleterre. Un second fils, Hippolyte, était cardinal; un troisième, Ferdinand, vivait à Ferrare; un quatrième, illégitime, s'appelait Giulio (2).

Les relations entre Louis et Maximilien, telles qu'elles avaient été basées par les traités de Blois, ne furent pas maintenues ainsi dans leur intégralité, parce que Maximilien se vit hors d'état d'attaquer Venise à l'époque fixée. Au contraire, Louis conclut avec Ferdinand le Catholique, à Blois, en octobre 1505, un nouveau traité en vertu duquel celui-ci, alors parvenu à la vieillesse, épousa la nièce de Louis, Germaine de Foix, qui apporta en dot les droits des Français sur Naples, tout en les réservant pour la France dans le cas où Ferdinand décéderait avant elle sans lui laisser d'enfants. Louis déposa le titre de roi de Naples et de Jérusalem, et Ferdinand dut payer, dans l'espace de dix années, sept cent mille florins comme indemnité de frais de guerre, reconnaître que Germaine lui avait apporté pour trois cent mille florins de biens réservés en douaire, et de plus aider le frère de cette princesse, Gaston de Foix, à se mettre en possession de son royaume de Navarre, qui lui était disputé. Enfin Ferdinand assurait aussi amnistie à tous les barons du parti français à Naples.

Le général des Florentins dans la guerre contre Pise, Luca de' Savelli, avait de nouveau, dans le printemps de 1505, commencé la dévastation des environs de Pise, et

(1) Ces traités furent ensuite ratifiés dans une conférence à Hagenau, en avril 1505, par Philippe et Maximilien. Sismondi, p. 311.

(2) Le cardinal et Giulio étaient tous deux amoureux d'une dame de Ferrare, et, en raison de ces doubles rapports, elle s'excusa auprès du cardinal sur le charme irrésistible des beaux yeux de Giulio. Alors le cardinal surprit Giulio, et le fit aveugler. Sismondi, p. 326. La vengeance de Giulio trouva un instrument tout disposé dans le prince Ferdinand. Pour Alphonse, tout occupé de courses, de fontes de canons, de plaisirs et de poésie, il négligeait tellement ses devoirs de prince, que Ferdinand fonda sur le mécontentement des sujets le plan de le dépouiller de la souveraineté. Toutefois Ferdinand et Giulio n'étaient pas d'accord sur l'exécution et les moyens, et comme le cardinal, qu'Alphonse n'avait pas puni, redoutait les projets de vengeance de Giulio, et l'observait, la conjuration fut découverte en juillet 1506. Giulio s'enfuit à Mantoue; livré par Giovan Francesco da Gonzaga (le marquis), il fut gracié, ainsi que Ferdinand, sur l'échafaud, et condamné à une prison perpétuelle. Ferdinand mourut en captivité dans l'année 1540; Giulio recouvra la liberté en 1559. Les autres conjurés payèrent leur complicité de leur sang. Sismondi, p. 328. Roscoe, vol. II, p. 38 et 39.

voulut approvisionner Librafratta. Mais Tarlatino, le général pisan, l'attaqua dans les montagnes sur un terrain habilement choisi, avec une petite troupe, et le mit en fuite. Cent vingt chevaux de bataille, cent bêtes de somme chargées et beaucoup de prisonniers furent la proie des Pisans. Ceux-ci puisèrent un nouveau courage. Giovan Paolo de' Baglioni, dont les Florentins recherchèrent l'assistance, refusa pour l'instant sa coopération, et de nouveaux plans furent mis en œuvre pour le rappel des Medici à Florence. Les Orsini se proposaient de pousser de nouveau leurs cousins à la *signoria* dans Florence, de ne jamais les laisser anéantir, et Pandolfo Petrucci, *signore* de Sienne, formait les mêmes souhaits relativement aux Medici, parce qu'il redoutait le voisinage de Florence démocratique. Un semblable motif paraît aussi avoir déterminé alors le tour des négociations des Baglioni. A tous ces hommes réunis pour une même entreprise par un concours d'intérêts, Gonzalvo offrait un point d'appui, en partie par suite d'un précédent accord, en partie parce qu'il considérait les Florentins comme le meilleur rempart des Français en Italie (1).

Bartolommeo d'Alviano, en hostilités apparentes avec Gonzalvo, rassembla un corps d'armée dans le territoire romain (2). Puis il pressa le parti gibelin dans Orvieto, Ricti et Città di Castello, tandis que Gonzalvo jetait une garnison espagnole à Piombino. Mais, comme les gens de Bartolommeo agissaient entièrement dans l'intérêt des Orsini guelfes, les Florentins trouvèrent un allié dans Prospero della Colonna; et, en raison de sa promesse de ne plus attaquer Pise cette année (3), ils déterminèrent Gonzalvo à s'engager à ne rien faire non plus de ce que réclamerait Bartolommeo.

(1) Sismondi, p. 316.

(2) Guicciardini, l. c., p. 200 sq.

(3) La promesse était quelque peu limitée : « Chè per quest' anno non si anderebbe con artiglieria alle mura di Pisa. » Guicciardini, l. c., p. 209.

Bartolommeo, qui comptait encore pour lui-même sur l'appui de Gonzalvo dans le moment décisif, comme aussi sur l'expédition des troupes de Vitelleschi, commandées par Chiappino de' Vitelli, et des gens de Giovan Paolo de' Baglioni, poussa jusque devant Campiglia dans la Maremme. Tout à coup un ordre de Gonzalvo lui enjoignit de se retirer; les gens de Baglioni et de Pandolfo de Sienne restèrent à Grosseto, afin de mieux surveiller l'issue de l'entreprise; et ainsi Bartolommeo, abandonné de ses alliés, ne voulant pas marcher contre Florence, perdit plusieurs semaines, et pendant ce temps les Florentins réunirent cinq cent cinquante gens d'armes et trois cents chevau-légers qu'ils lui opposèrent, sous la conduite d'Ercole de' Bentivogli comme général, et d'Antonio Giacomini de' Tebalducci comme commissaire des guerres. Le 17 août, Bartolommeo fut complétement battu près de S.-Vincente (1). Il ne se sauva qu'avec neuf hommes sur le territoire de Sienne; Chiappino regagna Pise avec à peu près le même nombre de guerriers échappés au carnage. Les Florentins firent un butin immense sur cette armée de pillards.

Pietro Soderini, gonfalonier de Florence, mit à profit l'effet de la victoire afin de faire passer une résolution qui assignait cent mille florins pour la continuation de la guerre contre Pise, et aussitôt l'armée triomphante marcha vers S.-Casciano, où elle attendit l'artillerie de siége. Lorsque cette artillerie fut arrivée avec six mille fantassins, l'on se présenta devant Pise, et l'on se mit, le 7 septembre, à canonner la place. Mais quelque larges brèches que l'on pût ouvrir

(1) Malavolti, l. c., fol. 113 a. Machiavelli, decennale 11 :

Che giunto dalla torre a san Vincente
Per la virtù del vostro Giacomino
Fu prosternata, e rotta la sua gente;
Il qual per sua virtù, pel suo destino
In tanta gloria e tanta fama venne
Quant'altro mai privato cittadino.

dans les murs, l'infanterie était trop lâche pour y donner l'assaut. L'armée florentine se couvrit de honte; ni les prières ni les menaces des chefs ne purent plus rien sur elle; et à la nouvelle que trois cents Espagnols de Piombino étaient arrivés à Pise, le camp florentin fut transporté à Ripoli (14 septembre), d'où l'on licencia l'infanterie; la cavalerie fut mise en quartier d'hiver. Alors les Pisans poussèrent au loin leurs irruptions dans le mois d'octobre, et quinze cents Espagnols vinrent à leur secours.

Maintenant les rois d'Espagne et de France étaient beaucoup plus puissants et plus importants pour les relations de l'Italie, que tout autre prince du pays; dans la rivalité de ces souverains étrangers pour la possession de Naples et de Milan se continuait le système d'équilibre de Cosimo de' Medici. Il n'était pas non plus indifférent à l'Italie que Ferdinand le Catholique fût en inimitié avec son gendre Philippe, qui s'intitulait maintenant roi de Castille, et auquel il lui fallut en effet céder l'administration effective de ce royaume par un traité, le 27 juin 1506. L'irritation au sujet de cet avénement de Philippe (1) le poussa à s'embarquer à Barcelone en septembre, et à le fuir aussi loin que possible, sous le prétexte de vouloir visiter son royaume de Naples. Gonzalvo aussi avait acquis en Italie un pouvoir et une considération qui paraissaient réclamer nécessairement la présence du roi lui-même (2); car toutes les fois que Ferdinand l'avait rappelé, il avait toujours trouvé une excuse pour ne pas se rendre à cet ordre.

La suite des entreprises de la maison de Habsburg sur la péninsule hispanique détermina Louis XII à travailler secrètement à contrarier, auprès des Vénitiens et des Suisses, le désir de Maximilien pour une expédition à Rome. Il s'était aussi servi des représentations pressantes des États pour donner sa fille Claude (après la rupture des engagements avec Charles de Habsburg) au duc d'Angoulême, héritier de la couronne de France. Par toutes ces circonstances, et par les événements de Hongrie, Maximilien fut enfin décidé à renoncer à l'expédition de Rome. Le rapprochement que des intérêts hostiles à Maximilien avaient opéré entre Louis XII et Venise éloignait encore plus l'empereur des plans de Jules II : le pontife réunissait un trésor destiné à une grande entreprise pour laquelle il voulait rattacher Ferdinand, Louis et Maximilien, et qui ne tendait à rien moins qu'à la conquête en commun, puis au partage des territoires vénitiens.

La surveillance inquiète de la France força Jules à l'ajournement de ses projets contre Venise; en attendant, il se tourna contre Perugia et Bologne. Il demanda brusquement que la France l'appuyât par des troupes, que Venise contemplât paisiblement cette tentative du seigneur légitime contre les usurpateurs de sa souveraineté dans les deux villes susnommées; et la république demeura calme et neutre, pour ne pas provoquer Jules encore davantage; Louis n'agit pas d'une manière décidée contre de pareilles prétentions.

Le 27 août de l'année 1506, Jules quitta Rome, accompagné de vingt-quatre cardinaux et de quatre cents gens d'armes (1). Il se porta d'abord sur Perugia; l'opinion publique le servit puissamment contre Baglioni, qui soulevait l'indignation par ses rapports incestueux avec sa sœur, dont il avait des enfants, et par les cruautés qu'il avait exercées contre ses plus proches parents pour se maintenir dans le pouvoir. De leur côté les Florentins n'étaient pas mécontents de la chute d'un chef porté pour les Medici, et Baglioni, abandonné de tout le monde, fut réduit à essayer s'il pourrait se maintenir seul dans Perugia avec quelques centaines de mercenaires. Toutes les tentatives faites dans son intérêt par le duc d'Urbino et par d'autres personnages de l'entourage du pape furent inutiles; enfin il préféra

(1) *Bembi Hist.*, p. 269-270.
(2) Ranke, p. 249.

(1) Buonaccorsi, dans la note de Rosini à Guicciardini, l. c., p. 231.

se remettre à la bienveillance de son souverain, et vint, le 8 septembre, avec le sauf-conduit de ses amis, dans le camp pontifical, où Jules lui accorda sa grâce, la promesse de la jouissance de ses autres biens et une *condotta* avec tous ses gens, moyennant la remise de la ville et des forts de Perugia. Quelque temps après que le pape eut de nouveau quitté la ville, alors seulement les bourgeois de Perugia abolirent la *balia*, par laquelle les Baglioni, et particulièrement Giovan Paolo, avaient régné. A partir de ce temps, Perugia, sous la suzeraineté de l'Église et sous des colléges républicains, jouit de nouveau de la liberté municipale.

Bentivoglio s'était imposé à Bologne avec autant de violence que Baglioni à Perugia. Il avait exercé sa fureur contre les familles dont l'influence balançait la sienne, et sa domination était devenue intolérable par l'insolence de ses quatre fils. Il ne se maintenait plus que par la terreur. Les Florentins promirent au pape des secours contre lui; Gonzaga fit de même; les Vénitiens allèrent jusqu'à déclarer que, si le pape leur confirmait Faenza et Rimini, eux-mêmes reconquerraient Bologne à l'Église. Le cardinal d'Amboise représenta au roi Louis, qui avait protégé Bentivoglio, et qui, à cause de Milan, avait intérêt à le soutenir, qu'il se ferait du pape un ennemi irréconciliable, s'il le traversait dans cette affaire; et le roi, non-seulement livra le tyran à Bologne, mais encore il fit marcher du Milanais contre lui, dans l'intérêt du pape, six cents lances, trois mille Suisses et vingt-quatre pièces d'artillerie.

Giovanni de' Bentivogli proposa des conditions de soumission par des ambassadeurs qui rencontrèrent Jules à Forli; pour réponse fut lancée contre lui, le 10 octobre, de Césène, une bulle qui déclara rebelles lui et ses partisans, livra leurs biens au pillage, leurs personnes à l'esclavage. Le 20 octobre, à Imola, Jules donna le commandement supérieur de l'armée de l'Église (1) au marquis de Mantoue.

Les déclarations positives du général français, le sire de Chaumont, mirent bientôt fin à la résistance de Giovanni, qui sans cet appui devenait inutile. Alors cet homme, âgé de soixante-dix ans, se rendit le 2 novembre, avec son épouse, dans le camp français. Moyennant douze mille ducats que Chaumont reçut, celui-ci entreprit de lui faire obtenir de meilleures conditions qu'il ne devait en attendre du pape. L'on finit par convenir que Bentivoglio conserverait ses biens meubles en totalité, et les immeubles autant que leur acquisition légitime pourrait être démontrée; qu'il quitterait Bologne, et à l'avenir vivrait dans le duché de Milan. Chaumont obtint aussi du pape huit mille ducats; l'armée française reçut dix mille ducats comme indemnité pour la ville préservée du pillage (1).

Le 11 novembre, Jules entra triomphant dans Bologne, dont il confirma les libertés; mais il organisa de nouveau sa constitution (2).

Aucune hostilité ne s'éleva de tout l'été de 1506 entre Pise et Florence. Une trêve de trois années avait été renouvelée en avril entre cette dernière ville et Sienne; pendant

(1) Outre quatre cents gens d'armes avec lesquels Jules avait quitté Rome, il y avait cent cinquante gens d'armes de Baglioni, cent des Florentins sous Marc Antonio della Colonna, cent du duc de Ferrare, deux cents chevau-légers du marquis de Mantoue, cent stradiotes du royaume de Naples, et plusieurs milliers de fantassins. A ces forces se réunit l'armée française, sous de Chaumont, qui occupa Castelfranco en même temps que le marquis S.-Piero en commençait l'attaque. Sismondi, p. 344.

(1) Guicciardini, l. c., p. 236.

(2) Des *signori sedici* (voyez division IV), le pape exclut Giovanni de' Bentivogli et deux de ses partisans les plus décidés pour tout le temps que dureraient les dignités urbaines. Il prit les treize restant avec vingt-sept autres personnages, et en forma le conseil des quarante, auquel fut confié tout le pouvoir politique, et qui devint aussi une nouvelle *balia*, mais héréditaire pour certaines familles. Sismondi, p. 347-348.

cet intervalle, les débats au sujet de Montepulciano devaient être suspendus.

Dans l'Italie méridionale tout paraissait suspendu jusqu'à l'arrivée de Ferdinand, qui se mit en route au mois de septembre. Tout à coup la situation de ce prince subit un changement par la mort du roi Philippe de Castille, dont la nouvelle lui parvint en route, à Portofino. Le 1er novembre, après divers retards, Ferdinand atteignit Naples. Gonzalvo, qu'il soupçonnait, s'empressa sincèrement auprès de lui, en fut accueilli avec toutes sortes d'honneurs; puis, au bout de quelques mois, il fut transporté en Espagne, où on le tint éloigné de la cour dans une sorte de disgrâce et de bannissement jusqu'à sa mort, qui arriva en décembre 1515.

§ V. *Histoire d'Italie jusqu'à la réoccupation de Pise par les Florentins, en juin* 1509.

La remise de la distribution suprême des emplois dans Gênes, d'abord à Lodovico le More, puis au roi de France, avait dû apaiser les haines des factions, qui maintenant ne pouvaient plus se ranimer dans la lutte pour la charge de doge et pour la possession des forteresses. La noblesse et le peuple se partageaient également les colléges de la ville sous le gouverneur milanais ou français; mais depuis la *signoria* française, la noblesse avait été de beaucoup préférée par les opinions et les sentiments des grands de France. Dans la constitution cela ne pouvait apporter aucun changement; mais l'orgueil de la noblesse se gonflait, et ses intérêts se liaient aux dominateurs étrangers. Parmi ces nobles à sentiments français (c'est-à-dire, parmi les Doria, les Spinola, les Fieschi et les Grimaldi) se distinguait surtout Gian Luigi del Fiesco (1), qui à la vérité avait contre lui non plus l'ancienne communauté des bourgeois exercée aux combats, mais seulement un état absorbé presque entièrement par la banque de Saint-George, et abaissé par la ruine du commerce et la chute de la marine.

L'opposition de la noblesse s'enflamma de nouveau en passion furieuse par les affaires de Pise. Les bourgeois voulaient sauver cette ville en lui fournissant de l'artillerie de Gênes; la noblesse, dans l'intérêt de la France, insistait pour qu'on la laissât à elle-même (1). L'on en vint à des insultes journalières entre les deux ordres, et la partialité du gouverneur français les rendait plus accablantes pour les *popolari*. Le peuple demanda que les *popolari*, dans lesquels était comptée aussi la plus grande partie de la noblesse (qui n'était pas aussi riche que les quatre familles dont il a été question tout à l'heure, et qui cependant n'était pas entièrement abaissée) à cause de professions mercantiles, formassent les deux tiers de tous les colléges (2), et que la noblesse (c'est-à-dire les quatre familles) n'y entrassent que pour un tiers. La fermentation croissante inquiéta si fortement le gouverneur, qu'il se résigna en apparence à une conduite équitable, et que dans les querelles entre nobles et *popolari*, il prit pour règle de bannir les deux parties.

Une circonstance très-insignifiante fit éclater enfin la colère du peuple, que la noblesse flétrissait du nom de *vilains*. Visconti Doria

(1) Les adhérents formaient un parti à part, celui des chats (*de' gatti*), parce que le chat était l'emblème des armes des Fieschi.

(1) Ubertus Folieta, *Genuens. Hist.*, lib. XII, in *Grævii Thesaur. Autt.*, vol. I, p. 681.

(2) C'est-à-dire un tiers du *popolo grasso*, ou des corporations supérieures et des riches marchands, et un tiers des basses corporations, ou de la classe des manouvriers. Folieta, l. c., p. 688. Les membres du *popolo grasso* s'appelaient à Gênes *cappellacci*, et ceux du *popolo minuto*, *cappette*. Guicciardini, l. c., p. 242, et la note de l'éditeur.

et un simple bourgeois se disputèrent au marché pour des champignons; tous deux voulaient les avoir, et la querelle s'irrita au point que Doria frappa du poing le bourgeois opiniâtre au visage; aussitôt celui-ci, poussant le cri de *popolo!* amena une explosion générale (1). Paolo Battista des Giustiniani, et Immanuele des Canali, tous deux de vieux sang noble, et maintenant inscrits dans les *popolari*, menaient le peuple. Deux Doria furent tués, d'autres nobles blessés; et le gouverneur français ne put sortir d'embarras qu'en promettant que les emplois seraient donnés à l'avenir, deux tiers aux *popolari*, et un tiers à la noblesse. Mais le bas peuple n'était pas aussi facile à contenter que les *popolari;* quelques jours après il se rua sur les maisons de la noblesse, qui s'enfuit et se rassembla ensuite dans Asti. Là Philippe de Ravenstein, qui avait déjà été chargé du gouvernement, et qui y fut rappelé à cause des difficultés de la situation, forma le point de réunion.

Les *popolari* se tournèrent aussi vers lui, l'assurèrent de leur obéissance, et le 15 août 1506 il fit son entrée dans Gênes, à la tête d'une force armée qui devait comprimer les esprits des habitants. Mais le bas peuple montra une contenance si résolue, que Ravenstein dut éloigner de nouveau Gian Luigi del Fiesco, attribuer les deux tiers des emplois aux *popolari*, et assurer au bas peuple une magistrature particulière de huit tribuns (2). Le roi lui-même confirma tous ces réglements, demandant seulement le rappel de Gian Luigi et la restitution de tous ses biens, dont le peuple de Gênes s'était mis en partie en possession (1). Les anciens *popolari* se trouvèrent satisfaits, mais nullement les tribuns, qui représentèrent que toutes les concessions étaient vaines, aussi longtemps que Gian Luigi conservait des forteresses et des troupes, et par conséquent les moyens d'attenter à tous les droits; qu'il pouvait garder ses possessions, mais non pas comme des seigneuries libres, mais comme des propriétés particulières soumises aux lois de Gênes. Les tribuns ne se laissèrent pas non plus arrêter dans leurs entreprises pour dompter la noblesse. Vers la fin de septembre, ils mirent à la tête de deux mille hommes et d'une petite flotte Tarlatino, général des Pisans, qui n'était pas alors occupé par les Florentins, et l'envoyèrent contre le repaire des pirates liguriens, Monaco, qui appartenait à Luziano de' Grimaldi (2).

Cet acte détermina Ravenstein indigné à s'éloigner de Gênes le 25 octobre; Louis XII résolut maintenant de marcher contre la ville, et de la contraindre par la force à respecter ses ordres. Chaumont, général dans le Milanais, et le commandant du *castelletto* à Gênes, reçurent ordre de traiter les Génois en ennemis, et le dernier mit à profit cette mission d'une manière scandaleuse pour gagner de l'argent (3), tandis que le premier interceptait tout commerce entre le duché de Milan et Gênes. Le cardinal Carlo Domenico de Carretto essaya encore de déterminer les Génois à des concessions; ceux-ci comptaient sur le pape, qui avait réellement fait quelques démarches auprès du roi dans l'intérêt du peuple génois, mais qui, n'ayant rien obtenu, avait tout à coup, le 22 février 1507, quitté Bologne, où il s'était proposé d'attendre le roi. Les Génois s'adressèrent aussi à Maximilien, qui s'employa aussi pour eux; mais ses efforts n'eu-

(1) Folieta raconte les choses un peu différemment: il dit que Bartolommeo de' Fieschi et un homme de campagne de la vallée de Solcevera s'étaient querellés pour un marché de porcs, le premier comme acheteur, le second comme vendeur; et qu'ensuite Visconti Doria, lorsque le tumulte avait déjà commencé, avait été tué sans avoir été pour rien dans la dispute. Mais, quant au fond, il s'accorde avec le récit précédent. Folieta, l. c., p. 689 et 690.

(2) Folieta, l. c., p. 692.

(1) Folieta, l. c., p. 694.

(2) Guicciardini, l. c., p. 246.

(3) Guicciardini, l. c., p. 249.

rent d'autre résultat que de montrer à Louis combien il était nécessaire de se mettre rapidement à l'œuvre. Les Génois allèrent jusqu'à nommer un doge et à secouer entièrement le joug français. Le bas peuple était toujours l'élément agitateur, et le contre-maître d'une teinturerie de soie, Paolo da Novi, fut placé le 15 mars à la tête de la république.

Une petite armée des Fieschi chercha sur ces entrefaites à se ressaisir des villes de Rapallo et Recco, qui lui avaient été arrachées. L'on parvint à la mettre en fuite; un autre corps des Fieschi, qui vint par un autre côté, subit le même sort (1); les Français furent réduits à remettre le *castellaccio*. De nouvelles fortifications furent élevées pour la protection de la ville; le *castelletto* fut assiégé, et tous les vivres, tous les fourrages furent enlevés de la vallée de Polcevera. Tout réussit à merveille, jusqu'à ce que Louis XII en personne arrivât à Serravalle, après la mi-avril. Son armée consistait en huit cents gens d'armes, quinze cents chevau-légers, six mille Suisses et six mille fantassins français. Quoique le doge fût de beaucoup trop faible pour tenir tête à de pareilles forces, il avait néanmoins posté des hommes en assez grand nombre pour garder le passage; mais ceux-ci s'enfuirent à l'approche des Français, le 28 avril. Avec les fuyards entra dans la ville la population du Val de Polcevera, qui répandit la terreur et l'effroi. Presque personne ne songeait à sauver la ville; l'on chercha plutôt à mettre les rues et les maisons en état de défense.

Tarlatino, rappelé du siége de Monaco, qui durait encore, avait trouvé la route occupée par terre; les vents contraires lui fermaient la voie de mer. L'un de ses officiers, Jacopo Corso, tenta de défendre Gênes avec huit mille miliciens du côté du Val de Polcevera, et il obtint quelques succès, jusqu'à ce que l'artillerie française pût agir; mais ensuite tous ses hommes s'enfuirent sur les hauteurs; la garnison du point fortifié près de la lanterne craignait d'être coupée, et prit la fuite. Les Génois députèrent au roi; mais le cardinal d'Amboise repoussa leurs envoyés, et déclara que le roi n'accepterait la ville que si elle se mettait à merci. Sur ces entrefaites les Français avaient pris le Belvédère, et toutes les tentatives pour les en chasser échouèrent. Alors les Génois désespérèrent; le doge et tous les individus trop compromis s'enfuirent à Pise; la ville se rendit à discrétion. Le 29 avril, Louis fit son entrée dans Gênes, l'épée nue à la main. Les autorités de la ville, les femmes et les enfants, tenant des branches d'olivier, se jetèrent à ses pieds devant les portes. Malgré la grâce qu'il promit en général, il fit élever des échafauds, et condamna beaucoup d'individus à la mort. Sur la route de Pise à Rome, le doge fugitif fut aussi livré aux Français, qui le firent pendre à Gênes (1). Les Génois épargnés dans leurs personnes durent payer une contribution de deux cent mille florins. Un fort fut élevé près de la lanterne, et le précédent traité de la ville avec le roi fut brûlé publiquement. La constitution que Gênes reçut de nouveau ne fut plus qu'une pure faveur du roi, et tout naturellement la moitié des emplois fut maintenant attribuée à la noblesse (2). Ensuite Louis congédia son armée, et vers la moitié de mai se rendit à Milan, où il attendit le retour de Ferdinand; il le reçut plus tard à Savone.

Pendant ce temps Ferdinand n'avait pu gagner les inclinations de ses sujets; et aux barons angevins, auxquels il avait promis leurs possessions, il ne les rendit qu'en partie, et pour cela il lui fallut faire des rachats aux propriétaires actuels, auxquels il ne paya non plus qu'une partie du prix; en sorte qu'il souleva ainsi la noblesse contre lui, tandis que le peuple gémissait sous le poids d'impôts écrasants. Des différends s'étaient élevés aussi avec Jules II, relativement au royaume de Naples, sur la collation et le tribut; et sans avoir arrangé

(1) Folieta, l. c., p. 699.

(1) Folieta, l. c., p. 705.
(2) Sismondi, p. 375.

aucun point des affaires, Ferdinand quitta Naples le 4 juillet 1507. Le 28 juin, il arriva à Savone, où il passa quatre jours avec le roi de France, s'entretint avec lui des plans relatifs à Pise et à Venise, et s'en revint ensuite dans ses États de la péninsule ibérique (1).

Jules avait aussi des motifs d'irritation contre Louis XII, parce qu'Annibale de' Bentivogli avait levé des troupes dans le Milanais, d'où il avait fait une tentative de retour à Bologne. Jules demanda l'extradition de Bentivoglio, ou du moins son expulsion avec un plein droit; et, comme on le refusa, il essaya de provoquer la jalousie de Maximilien contre Louis. Maximilien fit en effet tous les préparatifs d'un voyage à Rome, à l'effet d'obtenir enfin la couronne impériale, et en même temps l'agrément d'une expédition contre Milan, dont il considérait la cession à la France comme annulée, depuis que Louis n'avait pas rempli les conditions auxquelles il s'était engagé par le traité. Mais partout, et particulièrement auprès des États de l'empire, il fut entravé par les agents français, et l'exécution des mesures projetées échoua contre mille obstacles. Par l'effet de sa manie habituelle de tout préparer secrètement, et de se charger seul de l'exécution, Maximilien éparpilla encore ses forces pour masquer ses véritables desseins.

L'attitude des Vénitiens et des Suisses pouvait favoriser le plus les plans de Maximilien; il avait chez ces derniers un parti considérable. Quant à Venise, il essaya de la gagner en découvrant les vues de la France sur les États de la république en terre ferme. Mais Louis offrit aux Vénitiens, s'ils coupaient seulement le passage à Maximilien, une garantie perpétuelle de leurs États de terre ferme; après de longues hésitations, les Vénitiens se décidèrent pour la France, et annoncèrent à Maximilien qu'en vertu de leurs traités avec le roi Louis, ils ne pouvaient lui accorder le passage par leurs États avec une armée; qu'ils devaient même, dans le cas où le roi des Romains attaquerait le Milanais par un autre point, prêter assistance aux Français contre lui; que si Maximilien voulait aller à Rome sans corps armé, afin de recevoir la couronne d'or, dans ce cas aucun obstacle n'embarrasserait sa route sur leur territoire (1).

Comme alors Maximilien avait employé déjà l'argent que lui avait accordé l'empire, et que pour les levées de Suisses il comptait principalement sur l'argent italien; qu'il effrayait les États d'Italie par ses demandes exagérées, dont il ne voulait rien rabattre, toute possibilité de triomphe fut perdue pour lui. Louis reçut de Ferdinand des soldats espagnols, soutint les rebelles des Pays-Bas, prit aux Borromei, dans lesquels il n'avait pas confiance, le château d'Arona dans le Milanais, envoya Gian Jacopo de' Triulzi avec quatre cents lances et quatre mille fantassins aux Vénitiens, et renforça ses troupes dans le duché de Milan. Les Vénitiens prirent à leur solde le comte Pitigliano avec quatre cents gens d'armes, et le placèrent aux passages de l'Adige. Bartolommeo dut garder le Frioul avec huit cents hommes.

Les fugitifs génois Polbattista, Giustiniani et Fregosino, cherchèrent, avec mille lansquenets allemands, à se frayer un passage vers Gênes à travers la Lombardie vénitienne et le Parmesan; mais dans le Parmesan ils furent repoussés par les Français, et revinrent par le territoire des Vénitiens, qui leur facilitèrent cette retraite (2). D'autres réfugiés génois se rassemblèrent à Bologne, que Jules, depuis la mort de Giovanni de' Bentivogli à Milan, en février 1508, pouvait considérer comme moins menacée; car, quoique les fils de Giovanni, Annibale et Hermès, avec le secours des Pepoli, eussent

(1) Guicciardini (l. c., p. 275 et 276) ne donne que trois jours à la durée de ce congrès des rois.

(1) *Bembi Hist.*, p. 274. Guicciardini, l. c., p. 297.

(2) Guicciardini, l. c., p. 302.

fait une tentative sur Bologne, le peuple se montra si bien disposé pour la domination de l'Église romaine, que non-seulement cette entreprise échoua, mais que tout espoir de succès de semblables efforts pour l'avenir dut s'évanouir. En effet Louis, pour ne pas provoquer le pape aux dernières extrémités, expulsa maintenant les Bentivogli du Milanais, et donna l'ordre à Chaumont de protéger l'Église dans la possession de Bologne contre qui que ce fût (1). Cette conduite regagna Jules entièrement à la France.

Cependant Maximilien était arrivé à Trente au mois de janvier. Là il annonça solennellement son expédition de Rome, se parant du titre d'empereur romain élu, et il partit la nuit suivante avec quinze cents chevaux et quatre mille hommes à pied ; le marquis de Brandebourg conduisait encore cinq cents cavaliers et deux mille fantassins. Le dernier se décida à la retraite près de Roveredo, qu'il ne put prendre, et Maximilien dans le canton des *Sette Communi*, qu'il fit dévaster. L'armée allemande revint ainsi tout à coup à Botzen.

D'un autre côté, quatre cents cavaliers autrichiens et cinq mille fantassins, sous le duc Erich de Brunswick-Kalenberg, avaient pénétré dans le Frioul, et assiégèrent quelques places dans le canton de Cadore (2). Maximilien se réunit à ces troupes avec ses six mille fantassins, dévasta une partie du territoire vénitien, et vers la fin de février il revint tout à coup à Inspruck, parce qu'il n'avait plus d'argent. La nouvelle des menées des Français dans la Suisse, qui obtenaient de grands succès depuis que l'on voyait que Maximilien ne pouvait, faute d'argent, mener ses affaires de la même façon (1), poussa maintenant Maximilien à la résolution d'aller à Ulm, pour décider la ligue souabe à une agression contre la Suisse. Durant son absence une armée allemande avait pénétré dans le canton de Cadore, et y fut renfermée par Bartolommeo d'Alviano au moyen de l'occupation du défilé di Mesorina. Les Allemands cherchèrent à s'ouvrir un passage en masses serrées, plaçant les femmes et les bagages au milieu ; mais plus de mille d'entre eux périrent, et les autres durent se rendre (2). Ensuite Bartolommeo fondit sur l'Autriche, prit Portenau, Gortz, Trieste et Fiume (3).

Cependant les Allemands firent une nouvelle tentative dans les environs du lac de Garda ; mais, comme dans leur armée la solde était mal payée aux Grisons, et que ceux-ci regagnèrent leurs foyers, il leur fallut se retirer après quelques avantages. Maximilien parut vouloir renoncer à toute participation personnelle, et l'œuvre du couronnement impérial si pompeusement annoncé s'évanouit en fumée. Il sollicita une trève de trois mois des Vénitiens, qui la refusèrent parce que Maximilien ne voulut pas y comprendre la France ; et Maximilien se trouva si dépourvu de ressources qu'il voulut enfin conclure pour trois années une trève qui comprendrait toute l'Italie ; mais Louis XII à son tour s'y refusa, si ses amis des Pays-Bas en étaient exclus. A la fin, Venise ne s'arrêta pas à ce refus, et traita pour elle-même avec Maximilien le 20 avril (4). La trève fut notifiée le 7 juin, comprit toute l'Italie, laissant à chacun les conquêtes faites pendant la

(1) Sismondi, p. 393.

(2) La constitution du canton de Cadore était alors remarquable, et resta encore telle dans les temps postérieurs. Elle rappelait les premiers temps de l'introduction de l'existence germanique en Italie. La vallée de Cadore était divisée en dix circonscriptions appelées *cent*, et chaque *cent* avait un capitaine, et mettait sur pied deux cents hommes. Les chefs se choisissaient un général quand le pays était en danger, et le général, avec le commandant vénitien du pays, qui portait le titre de comte, veillait sur toute la vallée. Voyez note à Guicciardini, l. c., p. 306.

(1) Sur la conduite des Français en Suisse à cette époque, voyez Ranke, p. 297 et 298.

(2) Guicciardini, l. c., p. 309.

(3) *Bembi Hist.*, p. 288 sqq., et Guicciardini.

(4) Guicciardini, l. c., p. 305.

guerre, avec le droit d'établir des fortifications sur son terrain partout où il lui plairait.

Louis, ainsi que Maximilien, était violemment irrité contre Venise par l'issue des hostilités, quoiqu'au fond le premier ne fût guère en droit de se plaindre. Dès l'année précédente, dans son entrevue avec Ferdinand, il avait agité le projet de la conquête et du partage du territoire vénitien, et la fidélité des Vénitiens n'avait pu l'en détacher. Mais, avant d'exposer la poursuite des plans hostiles contre Venise, il faut considérer encore les destinées définitives de Pise.

Pendant le soulèvement de Gênes contre la France, les Pisans avaient été vigoureusement soutenus par les Génois; ces secours cessèrent depuis l'entrée de Louis à Gênes; Sienne et Lucques prêtèrent seules encore quelque assistance, en la dissimulant. Les Florentins abandonnés à eux-mêmes auraient eu bientôt ramené Pise à l'obéissance; mais Ferdinand et Louis s'entendirent dans leur conférence sur les affaires de Pise, et Carlos d'Aragon déclara que Pise était sous sa protection, et qu'il ne détournerait sa main de la ville que si on assurait à lui et à Louis une somme considérable. Chacun des deux rois demanda cinquante mille ducats, moyennant lesquels ils promettaient d'envoyer de concert une garnison à Pise, et de faire remettre par ces troupes d'occupation la ville aux Florentins au bout de huit mois. Les Florentins n'accueillirent point cet arrangement, mais ne recommencèrent pas leurs irruptions. Ce ne fut qu'après le départ des deux rois de l'Italie qu'ils entreprirent de nouveau des hostilités contre Pise (1).

Tandis que Maximilien préparait son expédition de Rome, Florence avait négocié avec lui relativement à un subside, et Louis, qui considérait cette expédition comme dirigée principalement contre lui, se plaignit que les Florentins eussent voulu prêter assistance à son ennemi, et que par les attaques renouvelées sur Pise, ils eussent compromis la situation de toute l'Italie. Mais alors les Pisans, fatigués, presque épuisés, ne pouvaient plus opposer qu'une faible résistance. La république répondit aux remontrances de la France, que, dans l'alliance entre la France et Florence, les rapports avec l'empire romain avaient été expressément réservés; que l'attaque sur Pise sans grosse artillerie n'avait été entreprise que pour ravager le territoire, et ne portait pas atteinte aux traités antérieurs avec la France.

La première remontrance du roi fut bientôt suivie d'une seconde : moyennant une somme déterminée, la France proposait d'abandonner Pise aux Florentins. Ferdinand, qui voulait aussi gagner quelque chose, encouragea les Pisans à se défendre, tandis que le même messager envoyé par lui, lorsqu'il vint à Florence, négociait, de concert avec le chargé d'affaires français, sur la somme qu'il devait recevoir pour laisser Pise en proie aux Florentins. Les négociations se terminèrent enfin hors de l'Italie, à Paris.

Durant ces menées, les Florentins prirent à leur solde un pirate ligurien, Bardella de Porto Venere, le 25 août 1508, avec trois bâtiments; ce marin s'embossa dans l'Arno, et Pise tomba dans la dernière détresse. Afin de ne pas perdre par là l'argent florentin qu'il espérait, Louis envoya Gian Jacopo de' Triulzi à Pise avec trois cents lances, violant ainsi son précédent traité avec Florence. En outre, un ordre de la *signoria* génoise rappela Bardella du service florentin. Alors les Florentins offrirent cent mille ducats aux deux rois; mais celui de France voulut maintenant toute cette somme pour lui seul, et les Florentins durent s'engager par un traité secret, outre les cinquante mille ducats qui devaient être payés publiquement à Ferdinand comme à Louis, à en verser encore cinquante mille autres en secret à ce

(1) La milice que l'on employait alors principalement était formée d'après le conseil de Machiavelli. Dix mille habitants du territoire florentin portant un uniforme blanc furent armés et exercés à la manière des lansquenets allemands. Sismondi, p. 403 et 404.

dernier (1). Ceci se passa en mars 1509.

Alors Espagnols et Français laissèrent les mains libres aux Florentins pour agir contre Pise; Bardella rentra à la solde florentine; les Lucquois avaient toujours continué à soutenir les Pisans. Afin de faire aussi cesser une telle intervention pour l'avenir, un corps de troupes florentines était tombé sur le territoire lucquois, portant autour de lui la dévastation; et dès le 11 janvier Lucques, par une paix avec Florence, avait abandonné Pise à son destin, et coupé aux Pisans les transports du territoire de Lucques. Tout convoi par mer était intercepté. Le peuple, et particulièrement les habitants des campagnes depuis longtemps réfugiés dans la ville, mouraient de faim. La partie noble de la population se tourna enfin dans sa détresse vers Jacopo d'Appiano de Piombino, pour qu'il ménageât la paix; les négociations qui furent ouvertes à Piombino avec les Florentins se rompirent. Mais la nécessité parlait chaque jour plus haut dans Pise, et le 20 mai Tarlatino, le général pisan, obtint un sauf-conduit dans le camp florentin pour les négociateurs pisans. Au bout de quinze jours, ceux-ci tombèrent d'accord avec les commissaires florentins sur une capitulation (2), qui fut ratifiée à Pise le 7; et le 8 juin l'armée florentine entra dans la ville assujettie (3). Les familles aisées et qui, par des alliances au dehors, étaient en état de pouvoir vivre honorablement ailleurs, abandonnèrent toutes la ville; plusieurs se dirigèrent vers Palerme, d'autres vers Lucques; quelques-unes même se rendirent en Sardaigne; et des citoyens belliqueux beaucoup entrèrent au service militaire de France, dans le seul but de ne pas rester en présence des Florentins.

Dans la trêve avec Venise, pour revenir aux affaires de cette république, l'Italie seule était comprise; dans les Pays-Bas les intérêts français étaient encore opposés à Maximilien en faveur du duc de Gueldre, et afin d'amener aussi là un accommodement entre la fille de Maximilien, Marguerite, veuve du duc de Savoie, et le cardinal d'Amboise, commencèrent des négociations qui non-seulement réconcilièrent Louis et Maximilien, mais encore les réunirent dans une ligue contre Venise. Le 10 décembre 1508, les négociateurs conclurent deux traités (1), dont l'un concernait les affaires des Pays-Bas, et assurait au roi Louis une nouvelle investiture de Milan, et l'autre était destinée à resserrer les liens des deux rois. Cette union devait être dirigée contre les Turcs et en même temps contre Venise, qui avait offensé le saint empire romain et la maison d'Autriche, ainsi que les ducs de Milan, les rois de Naples et d'autres princes, avait commis sur eux des usurpations, s'était saisie de leurs biens d'une manière tyrannique, avait enlevé leurs villes et leurs châteaux, et avait agi au détriment de tous.

Les alliés s'engagèrent à forcer la république à restituer Ravenne, Cervia, Faenza, Rimini, Imola et Césène à l'Église (2); Padoue, Vicence et Vérone à l'empire; Roveredo, Trévise et le Frioul à la maison d'Autriche; Brescia, Bergame, Crema, Crémone, la Ghiavadadda et toutes les anciennes dé-

(1) En outre vingt-cinq mille ducats durent être aussi versés aux ministres des deux rois par les Florentins. Guicciardini, vol. IV, p. 18.

(2) La capitulation fut très-équitable: les Pisans obtinrent pleine amnistie, recouvrèrent tous leurs biens-fonds occupés par les Florentins, où ceux-ci avaient pu élever des constructions, reçurent même le fermage de la dernière année. Les droits de la ville de Pise et de ses colléges furent confirmés tels qu'ils avaient été avant la défection; toutes les libertés commerciales furent de nouveau accordées, etc. Sismondi, p. 415.

(3) Machiavelli, decennale II:

E benchè fosse ostinata inimica,
Par da necessità costretta e vinta,
Tornò piangendo alla catena antica.

(1) Guicciardini, vol. IV, p. 6.

(2) Ainsi fut-il décidé, quoique sur ces entre faites Imola et Césène fussent retombées au pouvoir du pape. Sismondi, p. 432.

pendances de Milan au roi Louis, comme duc de Milan; Trani, Brindisi, Otrante, Gallipoli, Mola et Pulignano au roi de Naples; enfin, au roi de Hongrie, dans le cas où il voudrait entrer dans la ligue, toutes les villes anciennement hongroises de la Dalmatie et de la Sclavonie; de plus, à remettre au duc de Savoie l'île de Chypre, aux maisons d'Est et de Gonzaga toutes les possessions qui leur avaient été arrachées. Et même les puissances qui n'avaient aucune réclamation directe à faire contre Venise devaient pouvoir accéder à la ligue, et elles verraient prendre en considération leurs prétentions, si elles déclaraient leur adhésion dans l'espace de trois mois.

Le roi de France devait mener en personne une armée contre Venise, et attaquer les frontières de la république le 1er avril; en même temps le pape prononcerait l'excommunication contre Venise, en réclamant les secours de Maximilien comme protecteur de l'Église romaine; en sorte que Maximilien, se trouvant par là dégagé de ses liens avec la république, pourrait, dans l'espace de quarante jours après la première attaque des Français, commencer les hostilités. En même temps tous les autres princes lésés par Venise devaient se porter en avant et reprendre leurs biens usurpés.

Tout fut tenu secret; le premier traité seul fut communiqué, et le roi Louis assura même les Vénitiens qu'il n'y avait eu rien à Cambrai de résolu à leur désavantage. La ratification de Ferdinand fut donnée aussitôt; celle du pape (1) arriva aussi, mais après quelques réflexions. En effet Jules ne pouvait supporter la manière dont les Français s'étaient conduits dans les événements de Gênes; il s'adressa à l'Épirote Constantin, oncle du marquis Guglielmo de Montferrat, qui précédemment avait longtemps exercé la régence dans le Montferrat, et l'avait perdue seulement lorsque la cour de France aida le jeune marquis Guglielmo à l'expulser (1). La haine de Constantin contre les Français était connue du pape, qui redoutait les barbares en Italie bien plus qu'il ne détestait Venise. Constantin offrit à l'envoyé de la république, moyennant la restitution de Faenza et de Rimini à l'Église, la destruction de toute la ligue contre le gouvernement de Saint-Marc. L'envoyé transmit aussitôt cet avis à Venise (2). Mais le conseil des dix inquisiteurs d'État voulut d'abord tenter les moyens de salut auprès de Maximilien, et alors la proposition ultérieure que Jules fit à l'ambassadeur vénitien Giorgio Pisani ne fut plus communiquée par celui-ci à la *signoria* (3). Des concessions à un ennemi aussi faible que Jules paraissait être semblaient aux Vénitiens un marché trop désavantageux; et ainsi ils finirent par forcer le pape à la ratification de la ligue.

Cependant Louis XII poussa ses préparatifs avec ardeur, et pour prétexte à ses hostilités il se servit des ouvrages de fortification de l'abbaye de Carretto sur le territoire de Crema, que les Vénitiens auraient entrepris contrairement au traité conclu en 1454 entre Francesco Sforza et la république. A la fin du mois de janvier 1509, Louis rappela son ambassadeur de Venise, et congédia celui de la république, tandis que Ferdinand le Catholique prétendait encore n'avoir adhéré à la ligue de Cambrai qu'en vue des Turcs, soutenant que d'ailleurs il était tout dévoué à la république (4). Ce ne fut qu'après le commencement des hostilités sur l'Adda, qu'un héraut d'armes français dénonça la guerre au doge Leonardo Loredano.

(1) Qui était de nouveau provoqué contre Venise, parce que la république laissait vivre les Bentivogli sur son territoire, et ne voulait pas permettre que le neveu du pape fût élevé à l'évêché de Vicence. Sismondi, p. 434 et 435.

(1) Guglielmo épousa aussi, en août 1508, une princesse française, Anne, fille de René, duc d'Alençon. Sismondi, vol. XIV, p. 138.

(2) *Bembi Hist.*, p. 298.

(3) *Bembi Hist.*, p. 300.

(4) *Bembi Hist.*, p. 302.

Dès lors les malheurs fondirent comme par une fatalité sur Venise. Le feu fut mis au magasin à poudre près de l'arsenal à Venise, et il en résulta des dommages irréparables; les fortifications de la citadelle de Brescia furent en partie dégradées par la foudre; un convoi avec dix mille ducats, destiné à la garnison de Ravenne, s'abîma dans les flots; les archives de la république furent incendiées, et une terreur superstitieuse s'empara du peuple de Venise (1).

La *signoria* de Venise prit à sa solde deux Orsini (Giulio et Renzo) et un Savelli (Troilo) avec cinq cents gens d'armes et trois mille fantassins, et leur paya quinze mille ducats; mais le pape interdit, sous la menace de l'excommunication et des peines temporelles infligées à la révolte, à ces *condottieri*, de conduire aux Vénitiens les troupes stipulées, ou de leur restituer l'argent. Néanmoins la république rassembla sur l'Oglio deux mille cent lances, force imposante pour le temps; quinze cents chevau-légers italiens et dix-huit cents Grecs de la même arme, dix-huit mille fantassins enrôlés et douze mille miliciens s'y réunirent. A la tête de cette armée était placé comme général le comte de Pitigliano, Niccolò degli Orsini, et à côté de lui, comme *governatore*, se tint Bartolommeo d'Alviano. Giorgio Cornaro et Andrea Gritti étaient au quartier général de Pontevico en qualité de *proveditori* vénitiens.

Bartolommeo, qui formait ses plans dans la supposition que partout dans le Milanais l'on était fatigué des Français, voulait que l'on prît contre eux l'offensive; au contraire, le comte de Pitigliano voulait conduire la guerre selon les règles, avec tous les détails de la tactique italienne des *condottieri*, parce que la valeur impétueuse des Français se fatiguerait bientôt, et qu'on éteindrait leur ardeur dans la défense des points fortifiés. Il proposa donc de leur sacrifier la Ghiaradadda, et de tenir l'armée dans un camp retranché près d'Orci. La *signoria* rejeta les deux systèmes et voulut que les généraux défendissent la Ghiaradadda, mais s'abstinssent de franchir les frontières sans nécessité (1).

Les Français, de leur côté, cherchaient à marcher rapidement au but; le 15 avril, Chaumont passa l'Adda avec trois mille cavaliers, six mille fantassins et quelque artillerie, dans la direction de Treviglio, où le commandant vénitien des stradiotes, Giustiniani Morosini, se trouvait avec les cavaliers des Vitelli et l'infanterie romagnole. Bientôt après la première attaque, une terreur panique s'empara des habitants du lieu; les chefs des troupes vénitiennes perdirent la tête, et ils tombèrent entre les mains de l'ennemi avec environ cent chevau-légers et mille fantassins; deux cents stradiotes s'enfuirent. Sur un autre point les Français avaient aussi attaqué, mais sans tirer parti de leur succès, parce qu'ils voulurent attendre l'arrivée du roi.

Aussitôt que Jules apprit le commencement des hostilités, il fulmina l'anathème le 27 avril contre la république de Venise, ses autorités et ses citoyens, lui accordant néanmoins vingt-quatre jours de répit, si elle voulait restituer ses usurpations sur l'Église avec les revenus qu'elle en avait tirés. Après ce délai, Venise avec tout son territoire, et chaque lieu qui accorderait un refuge à un Vénitien, devaient tomber sous l'interdit, et tous les Vénitiens devaient être considérés comme ennemis du nom chrétien, livrés en proie à quiconque les saisirait, et condamnés à l'esclavage.

Après l'attaque sur Treviglio, le quartier général vénitien se transporta de Pontevico à Fontanella, six milles de Lodi (2). Les chefs, apprenant que Chaumont était retourné sur ces entrefaites à Milan, résolurent, malgré l'opposition de Bartolommeo, de reprendre Treviglio, où cinquante lances et mille

(1) Sismondi, vol. XIII, p. 441. Lebret, *Histoire d'Italie*, tom. VII, p. 329 et 330. Guicciardini, l. c., p. 21.

(1) Guicciardini, l. c., p. 24.
(2) Guicciardini, l. c., p. 29.

hommes à pied étaient restés sous Imbault et Fontrailles. L'on réduisit bientôt la place à se rendre; les officiers furent faits prisonniers; les soldats obtinrent libre retraite sans armes, et la place fut pillée et dévastée par les Vénitiens. Ceci arriva le 8 mai.

Ce jour-là même le roi de France parut en personne sur l'Adda, et les Vénitiens étaient si occupés de Treviglio, qu'ils le laissèrent passer la rivière avec son armée sans opposition (1). Quoique Bartolommeo ne sût rien du passage des Français, il connaissait ce qui était possible; afin d'emmener ses troupes de Treviglio, il y mit le feu, mais arriva trop tard, et dut se retirer devant les Français dans le camp près de Treviglio. Les deux armées campèrent un jour en face l'une de l'autre; puis Louis prit Rivolta (2), où il demeura un jour, réduisit la place en cendres, et s'avança ensuite sur Pandino et Vaila; dans cette marche, il atteignit le 14 mai l'arrière-garde vénitienne sous Bartolommeo. L'avant-garde des Français (cinq cents lances et des fantassins suisses) était conduite par Charles d'Amboise; Bartolommeo avait huit cents gens d'armes et les meilleurs fantassins italiens. Ainsi le combat s'engagea avec des forces assez égales; mais, tandis que le corps principal des Vénitiens s'éloignait toujours de l'arrière-garde, les Français au contraire grossissaient de plus en plus, et après un combat opiniâtre, dans lequel les Italiens déployèrent la plus grande valeur, Bartolommeo fut battu, blessé et pris. Vingt pièces de grosse artillerie furent la proie des Français (3). Dès le lendemain ils parurent devant Caravaggio, qui ouvrit ses portes; le 16, la citadelle se rendit aussi; le 17, Bergame envoya au roi les clefs de la ville, la citadelle ne tint que quelques jours contre la nouvelle garnison française. Comme les Vénitiens se retiraient dans la direction de Brescia, les Français les y suivirent; mais les Gibelins, à leur tête le comte Giovan Francesco da Gambara, fermèrent les portes aux Vénitiens, aussitôt que la nouvelle de la défaite de Vaila leur fut parvenue, et le 24 les Français entrèrent sans tirer l'épée. Le comte de Pitigliano conduisit les restes de son armée à Peschiera.

Ces infortunes qui frappaient coup sur coup sur Venise, enlevèrent au sénat comme au peuple toute force morale et toute énergie. Au moyen d'offrandes patriotiques, d'emprunts, d'abaissement dans le titre des monnaies, l'on avait réuni un trésor considérable à Venise avant la guerre; il avait déjà entièrement disparu au milieu des immenses équipements nécessités par les désastres des armées; l'on manquait d'argent, et l'on en avait le plus grand besoin, puisqu'il fallait équiper une flotte, et, par mesure de précaution, pourvoir Venise de grains pour longtemps.

Après la reddition de Brescia, Crema aussi, par les menées du chef gibelin du lieu, Soncino Benzoni, était passée entre les mains des Français. Crémone et le fort de Pizzighetone avaient capitulé; si la citadelle de Crémone tenait encore, c'est que les nobles vénitiens qui y étaient renfermés savaient bien que le roi Louis, s'il s'emparait d'eux, chercherait à les ruiner, comme les autres nobles pris par les Français, au moyen de rançons énormes. Après ces pertes, le comte de Pitigliano se contenta de laisser une garnison dans Peschiera, et se retira sur Vérone, où il voulut rallier son armée, et la préparer à une nouvelle résistance (1); mais là aussi il ne fut pas reçu dans la ville. Peschiera fut prise, et alors Louis se trouva pour sa part en possession de tous les territoires à lui attribués dans la ligue de Cambrai. La citadelle de Crémone ne tint que peu de temps.

(1) Triulzo dit au roi, lorsque celui-ci passa l'Adda sans donner un coup d'épée : « Oggi, o re cristianissimo, abbiamo guadagnato la vittoria. » Guicciardini, l. c., p. 30.

(2) Ferronus, fol. 86.

(3) Sismondi, p. 453.

(1) Sismondi, p. 458.

Aussitôt que les autres alliés virent les progrès des entreprises des Français, ils attaquèrent aussi avec la plus grande vivacité. Jules avait élevé au commandement Francesco Maria della Rovere, qui dans l'année 1508 était arrivé à la possession du duché d'Urbino par succession; sous lui servaient quatre cents gens d'armes, quatre cents chevau-légers et huit mille fantassins. Le pape voulut y joindre des mercenaires suisses, et il en obtint bientôt trois mille. Francesco Maria fit dévaster le territoire de Cervia, prendre Solarolo, et attaquer Brisighella dans le Val di Lamona, que Gian Paolo de' Manfroni défendit, mais qui fut bientôt perdue. La place fut prise d'assaut, et tous les habitants furent égorgés. Russi tint plus longtemps, et ne se rendit que lorsque Giovanni Greco, le chef vénitien des stradiotes placés en ce lieu, tomba entre les mains des ennemis (1). Pendant ce temps s'était déroulée la suite non interrompue des revers des Vénitiens contre les Français; Faenza, Rimini, Cervia et Ravenne capitulèrent, et promirent de se rendre dans le cas où elles ne seraient pas délivrées dans l'espace d'un certain temps.

Outre cette armée pontificale, il y avait encore d'autres forces à demi pontificales sous les ordres d'Alphonse d'Est, qui lui-même, membre actif de la ligue contre Venise, avait été nommé aussi porte-étendard de l'Église romaine. Le *vice-dominus* vénitien depuis les premiers siècles exerçait encore certaines fonctions publiques à Ferrare (2); Alphonse l'avait congédié, avait rappelé son ambassadeur de Venise, et le 19 mai il avait expédié (3) trente-deux pièces de grosse artillerie dans le camp pontifical devant Ravenne. Enfin, le 30 mai, il ouvrit la campagne de son côté, reprit la Polésine de Rovigo sans éprouver de résistance, ainsi qu'Est, Montagna et Monselice, qui avaient été soumises autrefois à sa famille. Le marquis de Mantoue prit Asola et Lonato (1), que Milan avait arrachés à ses ancêtres, et qui de Milan étaient passés au pouvoir de Venise. Louis lui promit un dédommagement pour Peschiera.

Enfin, après la défaite de Vaila, l'ambassadeur espagnol, qui avait toujours continué à parler de l'amitié de Ferdinand pour la république, avait aussi quitté Venise. Vers la fin de mai, Ferdinand fit attaquer Trani; mais les Vénitiens avaient jusque-là maintenu la résolution de séparer autant que possible Ferdinand des alliés. Ils retirèrent leurs garnisons des villes qu'ils occupaient sur la côte napolitaine, et livrèrent ces places aux troupes de l'Aragonais.

Quant à Maximilien lui-même, il n'agit pas; mais il y eut des attaques de la part de ses vassaux voisins du territoire vénitien, et de la part de princes envoyés par lui contre Venise. Christophe de' Frangipani conquit dans l'Istrie Pisino et Duino. Le duc Erich de Brunswick enleva avec deux mille hommes Feltre et Bellune; et Trieste, Fiume, ainsi que d'autres places de ces cantons, replantèrent la bannière autrichienne (2). Les

(1) *Bembi Hist.*, p. 327.

(2) Voyez division III.

(3) Toutefois, rempli de prévoyance, afin de ne pas faire trop ombrage à la république, il dit au *vice-dominus* : « Ut discederet : — redire postea posse, cum belli fervor et interdicti Juliani acerbitas atque injuria resederit. » *Bembi Hist.*, p. 329. Mais aussitôt que la république parut devoir nécessairement succomber, Alphonse se dédommagea de sa précédente dépendance par une insolence qui sentait autant la faiblesse : « Ateste municipio, a quo antiquitus originem ducebat (c'est-à-dire Alphonse), in suam potestatem redacto, omnibus probris rempublicam afficere est aggressus, ejus insignibus e foro aliisque locis fœde abreptis et fundis domibusque Venetorum civium sub hasta positis. » (*Ibid.*, p. 340.) Plus tard, lorsqu'il fut resserré par les Français, il chercha à regagner les Vénitiens : « Litteras a domesticis suis dari ad amicos quos in urbe (c'est-à-dire Venise) habebant voluit, quibus litteris certiores eos facerent, Alfonsum ducem, quæ in Venetos hostiliter egisset, timore Gallorum coactum atque invitum fecisse : animo autem esse in rempublicam uti semper fuerit amico. »

(1) Guicciardini, l. c., p. 43.

(2) Guicciardini, l. c., p. 44.

comtes de Lodrona et ceux d'Arco avaient déjà enlevé des points disputés avec Venise sur le lac de Garda, dans la vallée de l'Adige et ailleurs. L'évêque de Trente s'empara de la *Riva di Trento* et d'Agresto.

L'armée principale des Vénitiens, affaiblie par de continuelles désertions, réduite à évacuer le pays de Vérone, avait trouvé fermées les portes de toutes les villes dont elle s'était approchée, et de tristes restes entièrement démoralisés de ces troupes campaient près de Mestre. Le sénat employa tous les moyens pour former une nouvelle armée; il offrit à Prospero della Colonna la place de général et une *condotta* annuelle de soixante mille ducats, s'il voulait amener de suite douze cents cavaliers à la république. Les garnisons retirées des villes rendues, des troupes légères de Grèce et d'Illyrie, devaient compléter le nombre des combattants; mais la démoralisation de l'armée était un plus grand désastre que sa dispersion ou son amoindrissement.

La *signoria* de Venise osa peu se promettre des armes dans de telles circonstances; elle n'espéra de salut que dans la réussite au moins d'une partie de ses négociations; et tout concourut pour isoler la France, avec laquelle elle ne voulait pas négocier. Elle abandonna à Ferdinand les villes sur les côtes napolitaines. Comme toutes les voies lui étaient fermées à cause de l'excommunication, il lui coûta beaucoup de peines pour faire parvenir une ambassade à la cour de Maximilien. Enfin Antonio Giustiniani réussit à y arriver, et, du ton le plus humble et le plus abattu, il parla pour Venise à l'empereur (1). Il promit, au nom de la république, l'abandon de toutes les possessions vénitiennes sur la terre ferme d'Italie au profit de l'empereur, si celui-ci les exigeait. Mais Maximilien déclara qu'il ne voulait pas négocier sans la France.

Au même temps, un envoyé vénitien offrait au pape la citadelle de Ravenne avec toutes les possessions de la république dans la Romagne, à l'exception de la grosse artillerie dans les places fortes, moyennant la remise de tous les prisonniers faits par l'armée pontificale (1), et les cardinaux vénitiens employèrent tous leurs efforts pour déterminer le pape à lever l'excommunication, attendu que la république avait fait acte de soumission avant l'expiration du terme fixé; mais Jules déclara que cette soumission n'était nullement complète, telle qu'il l'avait exigée, et qu'il ne lèverait pas l'excommunication.

Malgré cette déclaration, le pape était chaque jour plus inquiet des progrès des Français; et, comme enfin la république offrit de solliciter sa grâce auprès de lui par une ambassade solennelle, il promit de lever l'interdit en dépit de tous les engagements qu'il avait pris envers Louis et Maximilien (2).

Durant ces négociations, les Véronais, après la chute de Peschiera, avaient envoyé les clefs de leur ville au roi Louis, qui les adressa à Maximilien. Il convint avec ce prince, par le moyen du cardinal d'Amboise, d'une conférence sur le lac de Garda; mais ensuite, au moment où devait avoir lieu l'entrevue, Maximilien l'éluda, et fit prier Louis, par Mathias Lang, évêque de Gurk, de l'attendre à Crémone. Louis, blessé probablement de cette conduite, pensant que pour lui la guerre était terminée puisqu'il avait conquis sa part, soupirant d'ailleurs après la France, revint aussitôt par Milan, et repassa les Alpes.

Maximilien, en dépit des secours des Pays-Bas, des subsides de cent cinquante mille ducats du pape, des subsides des provinces autrichiennes et de l'empire, avait une administration si vicieuse, qu'il n'avait pas été en état de mettre une armée sur pied. Le cardinal d'Amboise lui promit, dans la conférence de Trente, cinq cents lances

(1) Guicciardini, l. c., p. 45.

(1) *Bembi Hist.*, p. 333.
(2) *Bembi Hist.*, p. 336-343.

françaises pour la conclusion de la guerre, et cela ne conduisit non plus à rien. Il n'était pas même assez bien préparé pour faire occuper les villes vénitiennes de terre ferme qui voulaient maintenant se rendre à lui. L'évêque de Trente dut prendre possession de Vérone et de Vicence. Leonardo Trissino de Vicence (1) parut le 4 juin avec un petit corps allemand et un héraut devant Padoue ; cette ville se rendit également. Lorsque Trissino arriva devant Trévise, qui avait aussi voulu se remettre à Maximilien, sa marche mal soutenue fit une si mauvaise impression sur le peuple, qu'un cordonnier parvint à relever la bannière de Saint-Marc (1), à enthousiasmer la populace, qui s'opposa à la reddition, et pilla les maisons des nobles qui s'y montraient disposés. Trissino fut repoussé ; une nouvelle garnison vénitienne fut sollicitée de Mestre, et la *signoria*, joyeuse de ce premier signe de dévouement, accorda à la ville l'affranchissement d'impôts pour quinze années.

Au moment où Pise tombait, tel était aussi l'état d'humiliation de son ancienne rivale, que l'action tumultueuse d'un cordonnier trévisan parut une étoile brillant dans une nuit ténébreuse, un premier signe de salut.

(1) *Bembi Hist.*, p. 336 : « Quem Veneti exulem fecerant. »

(1) Guicciardini, l. c., p. 54.

CHAPITRE III.

HISTOIRE D'ITALIE JUSQU'A LA MORT DU PAPE LÉON X, LE 1er DÉCEMBRE 1521.

§ Ier. *Jusqu'à la mort de Jules II, au mois de février* 1513.

En admettant avec Sismondi, contrairement à l'opinion générale des historiens vénitiens (1), que la renonciation subite aux possessions sur le continent italien par la république, fut moins la suite d'un calcul politique que d'une terreur subite et d'un embarras inextricable où avaient été jetés les particuliers et l'État, il faut le reconnaître, on n'aurait pu suivre une marche plus sage que celle qu'avait inspirée le hasard; car, quoique l'existence politique d'une infinité de villes dans l'Italie supérieure, qui étaient soumises à la république, eût été troublée par les conquêtes de Venise, ces villes conservaient cependant dans leur dépendance envers Venise, deux espèces d'avantages qu'elles ne devaient pas tarder à perdre au milieu des circonstances de leur situation actuelle, pour reprendre peut-être la possession d'une chose après laquelle couraient quelques individus, mais à laquelle la masse du peuple était devenue indifférente; désaccoutumées de toute action libre et sans contrôle, ces cités étaient devenues incapables d'attacher plus de prix aux jouissances d'une vie publique indépendante qu'à l'agrément d'une existence paisible, d'un commerce sans trouble, sous une administration municipale et l'union avec un grand État, dont la domination respectée s'étendait au loin. Le premier de ces biens était l'avantage d'être gouvernées et traitées à la manière italienne; car, s'il se produisait ainsi bien des choses odieuses, du moins l'Italien les comprenait et pouvait s'en rendre compte, tandis que la conduite souvent plus franche et plus généreuse des barbares au delà des Alpes, faute d'intelligence de part et d'autre, blessait profondément, et semblait opposer à l'urbanité, à la souplesse italienne, aux formes de la vie élégante et polie, une rudesse grossière, les violences de la rapine et les emportements de la colère brutale. Les Allemands, les Suisses et les Français ne faisaient-ils pas la guerre avec beaucoup plus d'inhumanité que les Italiens? Le second avantage était la dépendance née peu à peu, et développée depuis des siècles, de l'industrie et du commerce du nord-est de l'Italie, qui faisait tourner cette contrée dans la vaste sphère d'activité de Venise. Ainsi que le grand territoire du Mississipi se trouvera un jour dépendre politiquement de la Nouvelle-Orléans, ou d'une autre ville dans le voisinage de l'em-

(1) Sismondi, vol. XIV, p. 1-4.

bouchure de ce grand fleuve, de même la vie privée et lucrative des villes qui venaient d'être arrachées à Venise restait subordonnée à la république, et la chute de cette métropole, qui durant sa domination avait eu le temps et l'occasion d'étendre les racines de son influence dans les relations les plus intimes de tous les ordres, devenait le plus grand malheur pour les petits bourgeois dans tout le pays vénitien, pour les gens qui n'attachaient plus aucun prix à une libre participation aux affaires publiques, et qui ne pouvaient plus l'espérer dans les chances les plus heureuses. Tandis que l'orgueil des familles nobles se trouvait blessé par les violences, l'avidité et le manque de formes italiennes, de la part des conquérants étrangers, le bourgeois d'un rang subalterne se voyait menacé dans ses moyens d'existence par la nouvelle situation des choses (1), et quoique des milliers de gens trouvassent pénible de vivre à l'ombre de l'étendard de Saint-Marc, chacun soupirait maintenant après l'ordre et la paix, et aussitôt que Venise se fut en quelque sorte remise de sa frayeur, elle trouva partout du secours volontaire auprès de ses anciens sujets.

La retraite presque spontanée des Vénitiens de Vérone et des villes de l'est, et l'abandon de la Romagne firent que les calamités de la guerre ne parurent plus que le cortége des ennemis de la république, et que tout le ressentiment qu'ils provoquaient chez le peuple se dirigeait contre les envahisseurs. Tandis que les princes alliés, ayant déjà en partie entre leurs mains tout ce qu'ils désiraient, et se trouvant dans la possibilité d'obtenir la reconnaissance de sa possession par la république, se tournaient vers d'autres territoires; tandis que Bajazet se déclarait pour Venise, Maximilien rêvait à la conquête de la ville des lagunes que son imagination partageait entre les quatre puissances principales de la ligue de Cambrai. Dans cet état de choses, au lieu de trahir l'Italie en appelant l'aide des Turcs, la république aima mieux ne recourir qu'à elle-même, quelque lente, quelque difficile que fût l'action de ses ressources.

Maximilien se tenait en attendant dans les contrées limitrophes, et changeait constamment de résidence, afin de se donner l'apparence d'être occupé des projets les plus impénétrables. Mais Trissino, avec ses trois cents lansquenets allemands, et Brunoro da Serego avec cinquante cavaliers, quoique soutenus par la noblesse de Padoue, étaient déjà presque sacrifiés dans cette ville; car les mêmes intérêts qui liaient encore la noblesse à Maximilien rendaient le peuple hostile envers les Allemands. Dans cet état de choses, lorsque Louis, à son retour en France, eût congédié en grande partie son armée, Jules, ainsi que Ferdinand, n'étant pas contraire à un accommodement à l'amiable, Venise crut pouvoir agir d'une manière offensive contre Maximilien, et Andrea Gritti profita de la récolte des regains, et du moment où la surveillance de la garde allemande à la porte de Codalunga, à Padoue, était distraite par une quantité de chariots à foin, pour s'approcher de la ville et s'emparer de la porte. Il se trouvait des renforts dans le voisinage, et c'est ainsi qu'on parvint à occuper de nouveau Padoue, le 17 juillet (1), avec quatre cents gens d'armes, deux mille hommes de cavalerie légère et trois mille fantassins.

Dès le lendemain, les Allemands dans la citadelle durent se rendre; les gens de la campagne avaient pénétré dans les demeures d'un grand nombre de nobles, dans le quartier des juifs, les avaient pillés, et dès le soir même de l'occupation de Padoue l'armée du comte de Pitigliano était entrée dans la ville. Vicence ne fut protégée contre une révolte du bas peuple que par l'Épirote Constantin, qui conduisit dans la ville tout ce qu'il put rassembler de troupes allemandes; mais Legnano accueillit les Vénitiens.

(1) Comparez Ranke, p. 318.

(1) Pour cette date, voyez Roscoe, *Léon X*, vol. II, p. 74.

L'occupation de Legnano par les troupes de la république mit l'évêque de Trente, qui était à Vérone et n'avait que deux cents cavaliers et sept cents fantassins, dans la position la plus embarrassante ; il chercha du secours chez le marquis de Mantoue; mais celui-ci se laissa surprendre et enfermer dans Isola della Scala le 9 août, et fut lui-même fait prisonnier par les Vénitiens. Les troupes allemandes de Maximilien arrivèrent à cette époque aux frontières du Frioul, sous le commandement du prince Rodolphe d'Anhalt. Il y avait dix mille hommes. Rodolphe menaça d'abord Monfalcone, s'empara ensuite de la forteresse de Cadore, tandis que les Vénitiens occupaient de nouveau Bellune. Le duc de Brunswick avait perdu du temps devant Udine à un siége sans succès, et campa ensuite devant Cividale di Friuli, qui fut vaillamment défendue par Giovan Paolo Gradenigo; et de la même façon que Brunswick s'était laissé enlever ses possessions sur la Piave, Frangipani perdit les acquisitions qu'il avait faites en Istrie, pendant qu'il s'efforçait à en gagner de nouvelles. Angiolo Trevisani reconquit Trieste et Fiume, pendant que le Hongrois s'emparait de Castel-Nuovo et Raspruchio (1). La guerre prit dans ces contrées le caractère d'entreprises de contributions, et dépeupla cruellement le pays.

Padoue semblait devoir nécessairement devenir le point central de la guerre; le comte de Pitigliano s'y trouvait avec ses *condottieri*, Bernardino del Montone, Antonio de' Pii da Carpi, Luzio de' Malvezzi, et avec le *proveditore* des stradiotes, Giovanni Greco; son armée était composée de six cents gens d'armes, quinze cents hommes de la cavalerie légère italienne, et quinze cents stradiotes. Il s'y joignit douze mille des meilleurs fantassins italiens sous Dionigi di Naldo, Zittolo da Perugia, Lattanzio da Bergamo, Saccoccio da Spoleta, et dix mille fantassins soldés, Slavons, Albanais et Grecs, qui avaient servi auparavant sur les flottes de la république. On transporta à Padoue de l'artillerie en proportion suffisante pour la défense de la ville, ainsi que des munitions de guerre de toute espèce, et les gens de la campagne y mirent aussi leurs récoltes et leurs troupeaux à l'abri. On éleva tout autour une triple enceinte de nouvelles fortifications, et l'on pratiqua des mines, afin de pouvoir les faire sauter si les ennemis s'en emparaient.

Le doge Leonardo Loredano sut même inspirer aux nobles de Venise, qui n'avaient jusqu'alors fait la guerre que sur la mer, la résolution de se joindre à l'armée de terre. Ses deux fils, Luigi et Bernardo, prirent à leur service et à leurs frais cent hommes à pied, et se rendirent à Padoue; cet exemple fut suivi par cent soixante-quatorze gentilshommes vénitiens, dont chacun était suivi, selon ses moyens, d'une troupe d'hommes armés.

Maximilien avait, sur ces entrefaites, marché avec son armée vers la Brenta, et campait à trois milles de Padoue, afin d'attendre sa grosse artillerie. Il chercha en attendant à prendre quelques places des environs, et occupa Limena. Lorsque l'artillerie fut enfin arrivée, il se posta d'abord devant la porte S.-Croce de Padoue; puis, voyant que son monde y était trop exposé, il s'établit le 15 septembre devant celle de Portello, qui était dans la direction de Venise. Les Vénitiens avait eu tout le temps désirable pour faire leurs apprêts de défense. Mais Maximilien avait dans son armée cinq cents Français sous la Palice, auxquels s'étaient joints volontairement deux cents autres Français ; deux cents soldats du pape sous Luigi Pico della Mirandola, deux cents Ferrarais sous le cardinal Hippolyte d'Est, deux cents Mantouans sous le cardinal Gonzague, et six cents gens d'armes italiens sous divers *condottieri*, qui étaient à la solde de l'empereur. En infanterie il y avait dans l'armée allemande dix-huit mille lansquenets allemands, six mille fantassins espagnols, six mille hommes recrutés de tous côtés et deux mille fan-

(1) Sismondi, vol. IV, p. 17 et 18. Guicciardini, p. 71.

tassins du duc de Ferrare. L'empereur avait fait venir d'Allemagne cent six pièces de canons de siége, en outre six bombardes tellement grandes, qu'on ne pouvait les placer sur des affûts. Il arriva un second transport de grosse artillerie du Milanais et un troisième de Ferrare; Maximilien avait en tout deux cents pièces de grosse artillerie, et les préparatifs de siége étaient si formidables, qu'on n'en avait jamais vu de pareils.

Ayant commencé l'attaque, Maximilien se montra partout, et affronta les dangers avec le courage le plus intrépide. Dès le quatrième jour, il y eut de grandes brèches dans les murs, et le cinquième Maximilien voulut faire monter à l'assaut; mais les Padouans avaient profité de la nuit pour prendre des mesures défensives, et l'entreprise dut être remise. Lorsque l'assaut fut livré quelques jours après au bastion de la porte de Codalunga, les fantassins allemands et espagnols s'avancèrent à l'envi les uns des autres; mais le bastion fut à peine en leur pouvoir, que les mines sautèrent, et les firent voler en l'air. Zittolo de Perugia sortit de la ville, et chassa les impériaux de tous les retranchements qu'ils avaient pris.

Le zèle de l'empereur se refroidit alors, ainsi qu'il arrivait dans toutes ses entreprises; les stradiotes parcouraient la contrée, harcelaient les troupes ennemies, et interceptaient le passage de leurs vivres (1). Les chevaliers français se refusèrent à combattre avec des gens qui n'étaient pas de noble origine, ce qui acheva de donner de l'humeur à Maximilien. Il quitta son camp après avoir laissé l'ordre à ses officiers de lever le siége. Le 3 octobre (2), on retira l'artillerie des batteries, et l'on transporta le quartier général à Limena. Maximilien déclara à Chaumont qu'il ne pourrait pas même maintenir ses anciennes conquêtes, si le roi de France ne le soutenait pas mieux; mais il n'obtint point par cette déclaration ce qu'il avait espéré, et décida même par là les Français à retirer entièrement leurs troupes jusqu'aux limites qu'on leur avait attribuées sur Venise, et à évacuer le territoire de Vérone.

A l'époque où Maximilien commença à se plaindre des Français, la bonne intelligence entre leur roi et la cour papale se détruisit au sujet de la collation de l'évêché d'Avignon; dans cette circonstance, Louis contraignit pour ainsi dire le pape à céder. Jules n'avait pas encore absous les Vénitiens; il désirait d'abord leur renonciation à la juridiction de leur *vice-dominus* à Ferrare, et à la domination dans le golfe adriatique; il se rapprocha cependant des Vénitiens, et leurs troupes firent les progrès les plus rapides. Aussitôt que le *proveditore* Andrea Gritti parut sous les murs de Vicence, le peuple se souleva, et lui ouvrit les portes de la ville le 16 novembre (1). Le prince d'Anhalt, général de Maximilien à Vicence, et Fracassa da Sanseverino, se réfugièrent dans la citadelle, mais ne purent s'y maintenir que peu de jours. A Vérone, la fermentation était également si vive, que si Gritti était venu en ce moment dans le voisinage, le peuple n'aurait pas manqué de se révolter (2); mais il tarda, et l'évêque de Trente eut ainsi le temps de faire entrer dans la ville trois cents lances françaises, ainsi qu'une troupe de fantassins espagnols et allemands, et lorque Gritti entreprit enfin l'attaque de Vérone, la garnison se trouva trop forte pour les citoyens. Une partie de l'armée vénitienne conquit alors Bassano, Feltre, Cividale et Castel-Nuovo dans le Frioul; une autre division prit Monselice, Montagnana et la Polésine de Rovigo (3); Agnoto Trevisani brûlait pendant ce temps Trieste, et voulait se porter contre les villes de la Marche d'Ancône, lorsque la *signoria*

(1) Guicciardini, vol. IV, p. 89.
(2) Pour la date, voyez la note 6; pour Guicciardini, p. 91.

(1) Machiavelli, *Legazione a Mantova* (*Opere*, vol. X), p. 176.
(2) Guicciardini, p. 100.
(3) Sismondi, l. c., p. 31.

dirigea sa flotte dans le Pô, contre les possessions ferraraises. Alors il brûla Corbola, conduisit les vaisseaux jusqu'à Lago Scuro, en ravageant le pays sur les deux rives du fleuve. Près de Lago Scuro, il rencontra une troupe de stradiotes occupés à dévaster la contrée à l'entour de Ferrare; mais Alfonso de Ferrare avait si bien perfectionné la fonte des pièces, et rendu son artillerie si bonne et si nombreuse, que ses batteries repoussèrent bientôt la flotte de Trevisani en lui faisant descendre le fleuve vers Polisella, où Trevisani crut la mettre suffisamment à couvert par quelques bastions. Alphonse fit une tentative pour l'attaquer sur ce point; il échoua d'abord, puis reçut du secours de Chaumont, en ce que celui-ci, par l'annonce d'une attaque dirigée contre Vicence, détermina la retraite des troupes vénitiennes envoyées pour soutenir l'attaque de la flotte, à l'exception de quatre cents hommes de cavalerie légère et de quatre cents fantassins (1); ce qui permit au cardinal Hippolyte d'Est d'amener de nuit, tout près de la flotte, une certaine quantité de grosses pièces. Le 22 décembre, Trevisani fut salué de grand matin par une terrible canonnade; il n'avait point de troupes à sa disposition pour faire attaquer les batteries, et il fut tellement déconcerté, épouvanté, qu'il se sauva lui-même sur un petit bâtiment. A la vue d'une galère qui sauta en l'air, et de deux bâtiments coulés à fond, le reste de l'équipage perdit la tête et s'enfuit de la même manière. Près de deux mille hommes trouvèrent la mort par le canon ou dans les flots; quinze galères, plusieurs petits bâtiments et soixante drapeaux furent conduits en triomphe par les Ferrarais à Lago Scuro, et si Trevisani échappa à la mort à Venise, c'est qu'un grand nombre de *nobili* avaient oublié leur devoir pendant les dernières guerres; cela servit de précédent. Il en fut quitte pour un exil de trois années (2).

Les ennemis de Venise ne tirèrent poin de cette défaite près de Polisella le parti qu'ils auraient pu en tirer. Les Français marchandèrent avec Maximilien pour les secours qu'ils lui enverraient encore, et n'expédièrent des troupes et de l'argent à Vérone, que lorsqu'on leur eut cédé le château de Valleggio sur le Mincio, et qu'on leur eut accordé l'occupation des forts de Vérone par leurs troupes; mais même alors les Allemands ni les Français n'entreprirent rien d'important contre Venise. Le duc de Ferrare n'était pas assez puissant pour poursuivre à lui seul sa victoire, et fut bien aise d'entrer dans l'armistice avec Venise, lorsque les Vénitiens donnèrent au pape la promesse de ne rien entreprendre contre Ferrare, et de restituer au duc Alfonso, Comacchio, qu'ils avaient pris et brûlé. Le comte de Pitigliano, Niccolò degli Orsini, qui avait été jusqu'à sa mort général en chef vénitien, fut saisi dans l'hiver d'une fièvre lente, se fit transporter de Padoue à Lonigo, et y mourut à la fin de l'année 1510 (1).

Les Vénitiens, dans leurs rapports avec le siége pontifical, se prononcèrent encore plus formellement qu'à l'égard de Ferrare : ils promirent de ne plus mettre d'entraves à

(1) Guicciardini, p. 106.

(2) Il y a dans Bembo un passage caractéristique de l'opinion qui dominait dans ce temps à Venise : « Condemnare tamen illum primis sententiis non potuerunt, propterea quod ab reliquis civibus, qui eo bello improbe rempublicam gesserant, qui quidem erant plerique, atque ab eorum propinquis et necessariis magnopere laboratum est, ne condemnaretur, veritis, si ille pœnas dedisset, ne ad ipsos etiam ejusmodi judicia descenderent, quæ sane res modis omnibus magnam molestiam attulit; quod Angelo absoluto nihil amplius in republica secure, nihil omnino ex dignitate posse agi prope constaret. Postremo vero cum triumvirum actionibus diligentioribus, tum ejusmodi bonorum querelis permota concio, triennium ab urbe ejusque finibus esse Angelum exulem jussit. » L. c., p. 407.

(1) Les Vénitiens firent ensuite transporter son cadavre à Venise, et lui érigèrent un monument magnifique dans l'église de S.-Giovanni e Paolo. Sismondi, l. c., p. 27.

la juridiction ecclésiastique dans leurs États, de ne plus tenir de *vice-dominus* à Ferrare, et d'accorder à tous les sujets du pape pleine liberté de commerce et de navigation sur la mer Adriatique. Au moment où ils perdaient leur général, dont l'hésitation et les irrésolutions pouvaient être regardées comme la plus grande calamité, ils reçurent, le 20 février, de Jules leur absolution (1).

Dès ce moment, Jules suivit décidément la tendance qu'il avait toujours approuvée intérieurement, et qu'il n'avait négligée que pour se venger d'abord de Venise, c'est-à-dire qu'il s'appliqua de nouveau à délivrer l'Italie des étrangers. Il méprisait Maximilien selon son mérite, et considérait l'affranchissement à l'égard des Français comme la solution principale. Outre les Vénitiens, le jeune roi Henri VIII d'Angleterre et les Suisses devaient le servir dans cette entreprise.

Afin de gagner Henri pour une guerre contre la France, il lui envoya à Pâques 1510 la rose d'or; il avait choisi à la vérité un moment où le roi d'Angleterre contractait avec Louis une alliance, qui laissait toutefois pleine liberté à Henri dans le cas où Louis ferait tort à l'Église. On put engager des rapports plus décidés avec les Suisses. Matthieu Schinner, évêque du Valais, s'était rapproché du pape par une conformité de haine contre les Français (2), et agit dans ses intérêts en offrant des indulgences et de l'argent; en conséquence les Suisses contractèrent, dès le mois de février, une alliance politique de cinq ans, à la suite de laquelle le saint-père les prit sous son égide, et leur promit de les défendre par le glaive de l'Église, et de payer annuellement mille florins en or à chaque endroit. Ils s'engagèrent de leur côté à s'opposer de tous leurs moyens à quiconque troublerait les États de l'Église, et à fournir sur sommation six mille soldats vigoureux et choisis. Le parti opposé que Schinner avait encore à combattre dans le Valais, et qui s'unit à la France, ayant George de Flue à sa tête, fut un obstacle pendant quelque temps; mais il succomba aussi bientôt sous l'influence de Schinner.

Ces enrôlements suisses servirent ensuite, non point contre la France, mais, à la surprise générale, contre le duc de Ferrare, dont les intérêts avaient toujours été ménagés jusqu'alors par Jules (1). Lorsque ce prince se fut étroitement lié à la politique de la cour française, l'indignation de Jules en fut vivement excitée. Le pontife ne pouvait à la vérité déclarer ce motif de sa colère, aussi longtemps qu'il passait lui-même pour un allié de la France; mais il trouva d'autres moyens d'exercer son hostilité: il interdit à Comacchio la fabrication de sel, qui était préjudiciable aux salines du pape à Cervia, quoique Alfonso prétendit que Comacchio était un fief impérial; et il exigea du duc une redevance beaucoup plus forte, et la restitution des endroits que Lucrèce lui avait apportés comme dot dans la Romagne. Louis XII chercha en vain à amener un accommodedement entre ces deux princes, et cette désunion le porta à se lier plus intimement avec Maximilien, et à pousser la guerre de toute sa puissance contre Venise. Chaumont vint avec dix-huit cents lances et dix mille fantassins dans la Polésine, et Alfonso se joignit à lui avec deux cents gens d'armes, cinq cents hommes de cavalerie légère et

(1) Ranke, p. 322. Ranke dit à cette occasion, en parlant de Jules: « Sa belle âme était pleine de plans élevés et convenables à toute l'Italie; » car, malgré toutes ses faiblesses et ses passions, ce pape appartient pourtant au nombre des plus beaux caractères de ce temps-là en Italie. Guicciardini cite une autre date, et Sismondi le suit. Il dit que les conditions de l'absolution ont été lues le 24 février dans un consistoire, et que l'absolution solennelle n'a eu lieu que plus tard. Mais on peut voir, par la note de Guicciardini, p. 119, note 6, combien ces auteurs diffèrent sur les détails de ces faits.

(2) Meyer de Knonau, *Manuel de l'histoire de la confédération suisse*, vol. I, p. 310 ff.

(1) Sismondi, p. 41.

deux mille fantassins. Le prince d'Anhalt sortit de Vérone avec trois cents lances françaises, deux cents autres gens d'armes et trois mille fantassins allemands, se joignit également à Chaumont, et ils marchèrent ensemble dans la direction de Vicence.

Francesco, marquis de Mantoue, était encore dans les fers de Venise; la *signoria* voulut le placer, lui, son captif, à la tête de l'armée; mais son épouse, qui gouvernait le pays, et qui était aussi étroitement liée avec la France, se refusa à livrer en otage le fils de Francesco, Federigo, et le marquis demeura prisonnier. Gian Paolo de' Baglioni de Perugia fut alors nommé général en chef des Vénitiens (1); Lorenzo degli Orsini, seigneur de Ceri, commandait sous lui l'infanterie; deux Vitelli (Giovan Luigi et Giovanni), neveux de Vitellozzo, conduisaient des troupes de cavalerie. La république n'avait en tout à sa disposition que six cents gens d'armes, quatre mille stradiotes et huit mille fantassins, et ceux-ci furent obligés de se retirer devant les forces ennemies jusqu'à la Brenta, où ils occupèrent un camp retranché. Les Vicentins, livrés par les Vénitiens qui n'auraient pu maintenir la ville, furent considérés comme rebelles par le prince d'Anhalt, et, lorsqu'ils demandèrent grâce, il exigea qu'ils se soumissent à discrétion. Mais les Vicentins avaient déjà transporté leurs biens et leurs familles à Padoue; ils s'y rendirent maintenant eux-mêmes, et lorsque les Allemands voulurent piller la ville, ils la trouvèrent vide (2). Les lansquenets, laissés sans solde par Maximilien, cherchèrent à s'alimenter de tous côtés, en pillant et en frappant des contributions, et abandonnèrent enfin en grande partie leurs drapeaux. Chaumont ne voulut pas porter à lui seul le poids de la guerre, et songeait à se retirer après la prise de Porto Legnano. Carlo Maria, le *proveditore* vénitien à Legnano, se comporta lâchement, et s'enfuit dans la citadelle, où il conclut une capitulation qui le livrait prisonnier à Legnano, lui et les nobles de Venise, mais qui accordait à la garnison libre sortie sans armes. Chaumont reçut à Legnano l'ordre de congédier les Grisons et les Valaisans de son armée; il mit cent lances et mille fantassins de garnison dans la place conquise, et voulut ramener le reste de l'armée française à Milan (1). L'ordre du roi qui avait motivé cette conduite de Chaumont fut à la vérité bientôt retiré, à l'instigation de Maximilien, et l'empereur offrit comme gages, pour les frais supportés par le roi de France, dans le cas où il n'indemniserait pas celui-ci au temps fixé, Vérone et le territoire de cette ville (2); mais les entreprises militaires n'en étaient pas moins paralysées, et la marche politique de la France devint encore plus incertaine par la mort de l'oncle de Chaumont, George, cardinal d'Amboise, qui possédait la confiance du roi, et qui, d'une capacité médiocre, était cependant en état de diriger les finances et l'organisation des impôts en France avec beaucoup d'ordre et de sagacité, et qui entendait mieux que personne les intérêts existant entre la France et les autres gouvernements. Du reste, aucun des ministres français ne pouvait agir avec autant d'indépendance; nul ne pouvait comme lui prendre en considération les circonstances mêmes qui étaient désagréables au roi (3). Le cardinal d'Amboise mourut

(1) Guicciardini, p. 122.

(2) Sismondi (p. 47) fait ici la remarque suivante: « Il paraît qu'alors, à la persuasion de Chaumont, il (c'est-à-dire le prince d'Anhalt) se contenta d'une contribution de cinquante mille ducats pour sauver les maisons. » La cruauté d'une division de l'armée française envers six mille soldats et paysans vicentins qui s'étaient sauvés dans une caverne, et qu'on étouffa par la fumée de feux allumés à l'entrée, voy. Sismondi, p. 48.

(1) Guicciardini, p. 143.

(2) Sismondi, p. 54.

(3) On voit dans Ferronus, l. c., fol. 89, à quel degré il possédait la confiance du roi: « Hic regi imprimis jucundus et suavis fuit; ille regi proximus, seu seria tractaret, seu relaxa-

le 25 mai. Il avait encore négocié un accommodement, concernant le gouvernement de tutelle en Castille, entre Maximilien et Ferdinand le Catholique, par suite duquel le dernier devait faire passer à Maximilien de l'argent pour soutenir la guerre; mais, au lieu de cela, il n'envoya que quatre cents lances espagnoles sous le duc de Termini, et avec tant de lenteur qu'elles n'arrivèrent qu'à la fin de juin au quartier général. L'armée alliée souffrait horriblement par le manque de vivres; les gens de la campagne étaient dévoués à vie et à mort à Venise, et les ennemis de la république eux-mêmes avaient détruit, en grande partie, par leur violence barbare, les ressources du pays. Les stradiotes vénitiens, soutenus par les paysans, interceptèrent tous les convois de vivres, et attaquèrent, surtout de Monselice, tous les détachements isolés de leurs adversaires, jusqu'à ce que les Allemands eussent entièrement détruit Monselice.

Chaumont se vit enfin obligé de séparer une partie de ses gens et les troupes ferraraises de la grande armée, pour la défense du territoire du duc Alfonso; Maximilien, malgré toutes ses promesses, ne vint pas, et n'envoya ni argent ni troupes, et Chaumont se trouva heureux, dans ces circonstances, de recevoir du roi l'ordre de ramener aussitôt les troupes françaises dans le duché de Milan, après avoir laissé quatre cents lances et quinze cents fantassins (1).

La France avait négocié pendant tout ce temps avec la cour papale au sujet des affaires de Ferrare, et Alberto de' Pii de Carpi avait joué le rôle de médiateur; mais Jules lança tout à coup, le 9 août, une bulle contre Alfonso, par laquelle il le déclarait déchu de toutes dignités et de tous honneurs, déliait tous ses sujets de leur serment de fidélité, et leur ordonnait de porter les armes contre toute personne frappée du ban de l'Église. Jules, avant de faire cette démarche, s'était mis à couvert par une alliance intime avec le roi Ferdinand, et avait accordé à celui-ci, le 7 juillet, l'investiture de Naples; en échange le roi s'engagea à tenir constamment trois cents gens d'armes prêts pour son service.

Jules avait en même temps entretenu les espérances du parti anti-français du littoral génois, et avait gracieusement accueilli à sa cour un grand nombre de fugitifs qui avaient été proscrits par suite de la dernière révolte. Il promit à l'un de ceux-ci, le Fregose Ottaviano, de l'aider à devenir doge, s'il voulait entreprendre de ce côté quelque chose contre la France (1). Ottaviano monta en conséquence avec les autres émigrés sur une galère papale, obtint onze galères vénitiennes pour soutien, tandis que Marcantonio della Colonna réunissait, dans le pays de Lucques, d'après les ordres du pape, cent gens d'armes, sept cents fantassins, et un certain nombre de Génois proscrits. Colonna feignit de diriger ces forces contre Ferrare; puis, tournant brusquement vers la Ligurie, il parut dans le Val de la Bisogna, tandis que la flotte frégosane se montrait inopinément à la même époque, au commencement de juillet, près de Gênes, à l'embouchure de l'Entello. Mais Sarzana et Spezzia étaient seules tombées entre les mains de Marcantonio; Sestri, Chiavari et Rapallo, avaient été saisies par les Fregosi : chacun conservait un souvenir trop récent de l'issue de la dernière révolte et de la puissance du roi; personne ne se déclarait en faveur des plans du pape dans la ville, au secours de laquelle on vit arriver une flotte française, sans qu'Ottaviano eût pu l'empêcher; et Marcantonio, désespérant de la réussite de l'entreprise, s'embarqua également avec soixante gens d'armes sur la flotte frégosane. Le reste de son monde devait se tirer d'affaire sur terre; mais ils furent presque tous massacrés par les habitants des montagnes de Gê-

ret animum; cum eo in cubiculo solus, comesque itineris semper fuit. »

(1) Guicciardini, p. 148.

(1) Sismondi, p. 67.

nes, tandis que la flotte, poursuivie par les bâtiments français jusqu'en vue des côtes de Sardaigne, se dirigeait de nouveau vers Civita Vecchia, sans avoir obtenu le moindre résultat.

Pendant tous ces événements, Francesco Maria della Rovere, duc d'Urbino, conduisait une petite troupe contre les domaines d'Alfonso de Ferrare dans la Romagne (1). Lugo et Bagnacavello tombèrent sans résistance en son pouvoir. La citadelle de Lugo tint seule jusqu'à ce que la simple nouvelle de l'approche d'Alfonso avec des troupes eût mis le duc d'Urbino en fuite. Ce ne fut qu'à Imola qu'il parvint à rassembler de nouveau ses gens ; Gherardo et Francesco Maria de' Rangoni de Modène, en se révoltant contre Alfonso, ouvrirent les portes de leur ville au cardinal de Pavie, qui arrivait de Bologne après avoir traversé Castelfranco. Reggio fut conservé à Alfonso par deux cents lances françaises que Chaumont y envoya.

Les troupes auxiliaires suisses de Jules devaient maintenant jouer un rôle actif dans la série de ses entreprises hostiles contre Ferrare et la France. Schinner voulut pénétrer avec six mille hommes par les Alpes de Savoie et du Piémont; mais le duc Charles de Savoie, conformément à ses obligations contractées envers la France, refusa le passage à travers ses États. Chaumont avait occupé Ivrea avec cinq cents gens d'armes, et avait fait ruiner les routes qui conduisaient le long des lacs vers la Lombardie, détruire presque tous les ponts, prendre les bâtiments. Lorsque les Suisses traversèrent enfin en septembre, et pénétrèrent par Bellinzona, ils s'emparèrent du pont de Trezza, se maintinrent plus longtemps près de Varèse, et se dirigèrent par Appiano et Como vers Chiasso. Là ils renoncèrent entièrement à l'expédition, et s'en retournèrent, soit que les obstacles qu'on leur opposait leur parussent trop grands, ou que leur vénalité eût été exploitée par les Français (1).

(1) Guicciardini, p. 157.

Tous ces mouvements causés par Jules avaient au moins servi à détourner l'attention des Français et des Ferrarais de la guerre vénitienne, et les Vénitiens purent occuper de nouveau Est, Monselice, Montagnana, Marostica et Bassano. Les Allemands livrèrent aussi, sans l'avoir défendue, Vicence, où commandait, depuis la mort récente du prince d'Anhalt, le duc de Termini. Le drapeau de Saint-Marc flottait devant Vérone même. Comme les Vénitiens avaient maintenant des forces militaires supérieures, on crut que les alliés succomberaient à Vérone bientôt après le commencement du siége; mais dix-huit cents lansquenets allemands et quelques gens d'armes français firent une sortie de nuit, enclouèrent deux canons, battirent l'infanterie italienne des Vénitiens, la mirent en fuite, et tuèrent Zittolo de Perugia (2). Luzio de' Malvezzi, qui avait dirigé le siége, se vit obligé de le lever le lendemain, et de se retirer à S.-Martino.

Le roi de France, irrité par les diversions du pape contre Gênes, la Lombardie et le Ferrarais, forma maintenant le plan, pour se venger de Jules, de conquérir le duché d'Urbino, qui appartenait à la famille della Rovere, et le fit espérer aux Florentins, s'ils voulaient prendre part à la guerre contre le pape (3). Afin de se mettre à couvert du côté de l'Église dans cette lutte avec le souverain pontife, il assembla, en septembre, les prélats de son royaume à Tours; ils l'autorisèrent, par une décision, à repousser les attaques du pape

(1) Sismondi, l. c., p. 74. Outre les motifs mentionnés, on peut encore citer un ordre de la confédération suisse qui arrêta l'entreprise. La confédération prit, après le départ des partisans de la guerre, plus d'une fois des décisions contraires à ses dispositions précédentes.

(2) Guicciardini, p. 165 et 166.

(3) Machiavelli, *Legazione alla corte di Francia* (*Opere*), vol. x, p. 250.

par les armes, et à soumettre au premier concile œcuménique, qui s'assemblerait avec l'agrément de l'empereur, les griefs existant contre Sa Sainteté.

Jules envoya de nouveau, quoique avec peu de succès, sa flotte et une escadre vénitienne contre Gênes; et bien que Louis XII, péniblement affecté par cette guerre avec le pape et Venise, et par la nullité de Maximilien, semblât vouloir céder touchant Ferrare, et retirer au duc sa protection, à condition que le pape consentirait à une paix séparée, Jules resta néanmoins fidèle à ses alliances, et poussa les Vénitiens à de nouvelles entreprises. Le pape fit jeter en prison comme espion et mettre à la torture un envoyé de Savoie (1).

Le 22 septembre, le saint-père vint lui-même à Bologne, tandis que ses troupes s'avançaient dans le Ferrarais jusqu'au Pô. Les Vénitiens faisaient en même temps entrer deux flottes dans les embouchures du Pô, et remonter le fleuve. Tout le pays ferrarais fut ravagé; mais personne n'osa s'approcher de la capitale, car les troupes papales ne se trouvaient pas assez fortes.

Les Vénitiens rendirent à la même époque la liberté au marquis de Mantoue, pour lequel le pape et le sultan avaient intercédé (2). Bajazet II, que Giovan Francesco avait honoré à plusieurs reprises d'ambassades et de présents, menaça même Venise d'une guerre; et cette république eut à peine délivré le marquis, que Jules le nomma porte-étendard de l'Église romaine, que la *signoria* de Venise lui confia le poste de général en chef de l'armée en campagne, et le prit avec cent lances, cent hommes de cavalerie légère et douze cents fantassins en *condotta* (1). Mais les Français occupèrent aussitôt sa principauté, et, sous le prétexte de délivrer son pays des maux de la guerre, et de le sauver pour sa famille, il prit son congé du service papal et vénitien (2).

Malgré une maladie dont fut attaqué Jules, malgré la désunion entre les deux hommes les plus considérés de son armée, le duc d'Urbino et le cardinal de Pavie, le pape continua son attaque contre Ferrare. Les choses en vinrent toutefois au point que le duc d'Urbino fit arrêter le cardinal de Pavie, Francesco de' Alidosi, dans son camp, et le fit conduire à Bologne pour le citer comme traître devant la justice; mais le cardinal se justifia complétement auprès de Jules (3). Le duc attendait encore des renforts vénitiens pour attaquer Ferrare; mais Alfonso leur coupa le chemin, et en même temps il accabla les galères ennemies qui se trouvaient isolées ou embarrassées par le peu de largeur du fleuve. Chaumont pénétra maintenant jusque devant Bologne; il prit Spilimberto et Castelfranco, et atteignit, le 12 octobre, Crespolano. A Bologne, les partisans des Bentivogli firent de nouveau quelques mouvements. Le pape n'était entouré que de peu de monde; il fit cependant ce qu'il y avait de plus utile pour le moment (4). Il manda l'envoyé vénitien, et lui déclara qu'il négocierait avec les Français, s'il ne recevait pas dès le lendemain des renforts du camp vénitien de la Stellata. Puis il convoqua les autorités de Bologne, et, leur rappelant qu'il les avait

(1) « Essendo venuto a lui (c'est-à-dire chez le pape) per altre faccende un uomo del duca di Savoya ed offerendo che il suo principe, quando gli piacesse, s'intrometterebbe in qualche pratica di pace, proruppe in tanta indignazione, che esclamando che era stato mandato per spia non per negoziatore, lo fece sopra questo incarcerare ed esaminare con tormenti. » Guicciardini, l. c., p. 173.

(2) Guicciardini, p. 167.

(1) Au lieu de douze cents que cite Sismondi, je ne trouve dans Bembo (p. 451) que deux cents. C'est sans doute une faute d'impression.

(2) Sismondi, p. 81.

(3) Guicciardini, p. 180.

(4) « Non potendo, nè anche la infirmità, che conquassava il corpo, piegare la fortezza dell' animo. » Guicciardini, p. 187. Sismondi, dans sa description, ne rend pas justice au caractère magnanime de ce pape.

arrachées au gouvernement sanguinaire des Bentivogli, il les exhorta à rester fidèles à l'Église qui les protégeait paternellement, et à prendre toutes les mesures de résistance contre les Français. Il fit enfin rassembler à Bologne tous les gens en état de porter les armes, et les bénit du haut de son balcon, malgré un violent accès de fièvre qui venait de le saisir. A la vérité les Bolonais réalisèrent aussi peu les espérances du pape, que le courage de ses courtisans répondait au sien. Personne ne s'armait contre les Français; les courtisans, dans leur frayeur, le pressaient de négocier avec Chaumont. Il céda enfin, envoya les objets les plus précieux du trésor papal à Florence, et fit demander un sauf-conduit pour escorter le comte Giovan Francesco de' Pici della Mirandola au camp français. Chaumont, qui savait combien Louis XII était tourmenté de remords au sujet de sa guerre contre le pape, consentit sans hésiter à cette demande, en exigeant toutefois la levée de l'excommunication d'Alfonso de Ferrare et des Bentivogli, la restitution des biens de ces derniers sous la condition que les membres de cette famille se tiendraient toujours à quatre-vingts milles au moins de Bologne; une décision par arbitres des querelles du pape avec Alfonso de Ferrare, et la reddition provisoire de Modène à l'empereur; enfin un armistice de six mois, pendant lequel chaque parti conserverait ce qu'il avait.

Ces conditions étaient si dures, que Jules ne put se décider à les accepter, et Chiappino de' Vitelli conduisit enfin, le 13 octobre au soir, six cents hommes de cavalerie légère vénitienne et une troupe de cavaliers turcs qui étaient à la solde de la république, du camp vénitien à la ville. Chaumont se trouvait déjà au pont de Reno, à trente et un milles de Bologne; mais Jules se refusa maintenant à d'autres concessions. Les partisans des Bentivogli dans la ville ne hasardaient rien; on attendait, le 14, à Bologne, une nouvelle troupe de stradiotes et de la cavalerie espagnole sous Fabrizio della Colonna; le commandant français dut se retirer à Castelfranco et Rubiera, car le pape lui avait fait dire que, si la France n'abandonnait pas avant toute chose le duc de Ferrare, il n'y aurait pas à songer à des négociations. Tous ces incidents avaient toutefois aggravé la maladie de Jules, et, le 24 octobre, on désespéra de son rétablissement; il se remit cependant, adressa un bref à tous les princes, par lequel il les instruisait de l'attaque des Français contre le territoire de l'Église, et alluma chez les Vénitiens une nouvelle ardeur pour continuer la guerre contre la France.

Pendant que les troupes vénitiennes et papales à Modène hésitaient encore, le duc de Ferrare, soutenu par les Français, chassa du Pô la flotte de la république (1). Les soldats du pape et de Venise assiégèrent enfin Sassuolo, en firent la conquête, et se tournèrent ensuite contre Mirandola, qui appartenait à la veuve du comte Luigi de' Pici, fille de Gian Jacopo de' Triulzi, dévoué aux Français, et contre son cousin Giovan Francesco qui se trouvait dans le camp papal. La comtesse Francesca et un membre de sa famille, Alessandro de' Triulzi, aidés par les Français, défendaient Mirandola, lorsque les troupes papales parurent devant cette ville à la mi-décembre, après avoir occupé Concordia. Jules II vint lui-même dans le camp le 2 janvier 1511, et au milieu d'une grêle de balles et des tourbillons de neige, dirigea en personne la disposition des travaux d'attaque des batteries, etc., etc., et ce ne fut qu'après avoir vu le succès de l'entreprise assuré par les préparatifs, qu'il retourna à Concordia. Son impatience le ramena quatre jours après au camp, où il se multipliait pour distribuer les encouragements, les punitions et les promesses de récompenses et de pillage (2). Le froid survint, et fut utile au pape; les fossés

(1) Guicciardini, p. 195.

(2) Un boulet de canon tomba dans le logement du pape, et tua deux hommes dans sa cuisine.

des fortifications se trouvèrent fortement gelés, et Alessandrò de' Triulzi se vit obligé de capituler le 20 juin. Le pillage de Mirandola fut racheté moyennant six mille ducats. Les officiers furent faits prisonniers; le reste de la garnison obtint libre sortie. Comme les portes étaient barricadées, le pape entra par une brèche dans la ville, qu'il donna en fief à Gian Francesco de' Pici (1). Il essuya près du Pô, vers lequel le camp papal et vénitien venait de se diriger, une telle défaite par les troupes d'Alfonso, qu'il fut obligé de renoncer pour le moment à l'attaque de Ferrare.

Le vieux Gian Jacopo de' Triulzi était arrivé sur ces entrefaites à l'armée française, et, apprenant qu'il était question maintenant d'assaillir l'ennemi, il déclara que le camp vénitien, à l'embouchure du Tanaro dans le Pô, était inattaquable à cause des inondations dont il était environné; il voulait menacer Bologne et Modène, et s'en emparer, ou tâcher de faire quitter à l'ennemi sa position. Mais Chaumont insista sur la nécessité d'attaquer immédiatement l'armée ennemie; seulement à Sermidi il reconnut que Triulzo avait raison : il n'atteignit pas même le seul but qu'il s'était proposé, de forcer le marquis de Mantoue à prendre un parti. Lorsque les Français se dirigèrent maintenant, à l'instigation du cardinal Hippolyte d'Est, contre Modène, le pape, cédant au roi Ferdinand, avait déjà fait livrer cette ville, comme ancien fief de l'empire, aux gens de Maximilien (2). Chaumont perdit toute la confiance de l'armée et de la cour (3). Il en éprouva un violent chagrin; il s'y joignit un grand refroidissement qui le rendit malade. Il se crut empoisonné, et écrivit de Correggio, où il s'était fait transporter, pour avoir l'absolution du pape; mais elle n'arriva qu'après sa mort. Il mourut le 11 février, et Triulzo se chargea du commandement en chef.

(1) Sismondi, p. 94.
(2) Guicciardini, p. 218. *Bembi Hist. Venet.*, p. 463.
(3) Sismondi, p. 100.

Maximilien avait d'abord voulu consentir aux plans de Louis concernant un concile; mais il y avait ensuite trouvé bien des obstacles, et suivait maintenant le conseil de Ferdinand, qui le poussait à conclure avec le pape une paix, que les acquisitions faites encore en Italie pouvaient seules lui assurer. Maximilien envoya un secrétaire, l'évêque Matthieu Lang de Gurk, à Mantoue, afin d'y faire ouvrir un congrès, sur un terrain neutre. Jules consentit sans hésiter à ce projet; Louis XII envoya aussi, quoique avec répugnance, l'évêque de Paris comme plénipotentiaire, en mars à Mantoue, où un ambassadeur de Ferdinand, don Pedro de Urrea, était déjà arrivé, et où il en arriva bientôt un second, Jeronymo de Vich. Jules nomma alors huit nouveaux cardinaux, parmi lesquels se trouvait Matthieu Schinner, l'évêque de Sion dans le Valais, et déclara en avoir nommé un neuvième *in pectore*, ce qui fit espérer à l'évêque de Gurk que c'était lui (1). Ce dernier rencontra Jules à Bologne, et Lang se présenta comme représentant de l'empereur en Italie; plus le pape cherchait à honorer et à gagner cet homme, plus celui-ci devenait exigeant et arrogant; Jules dompta cependant son humeur irascible et prit patience, afin d'atteindre son but principal, la séparation de Maximilien de Louis; mais il renouvela l'anathème contre Alfonso de Ferrare, et l'étendit même sur Triulzo, sur les magistrats de la Lombardie qui servaient les Français et leur étaient utiles, ainsi que sur le roi de France lui-même (sans toutefois le nommer).

Quant aux conditions de la paix, Lang proposa au nom de l'empereur les suivantes, concernant les Vénitiens : ils devaient d'abord payer à l'empereur, pour Padoue et Trévise, deux cent mille ducats, et puis annuellement cinquante mille ducats de redevance.

Les Vénitiens y consentirent effectivement, promirent de payer la première somme à de

(1) Guicciardini, p. 231.

longs termes, et obtinrent une diminution de la seconde somme; mais ils ne voulurent pas renoncer aux terres du patriarchat d'Aquilée, qu'ils avaient conquises auparavant. Lang entama en même temps des négociations avec le pape au sujet de la France et de Ferrare; mais il irrita tellement Jules, dont l'orgueil exigeait l'abandon du duc Alfonso à sa clémence, qu'il n'y eut plus moyen d'amener des concessions, et Lang, qui ne voulait pas s'écarter des intentions de Maximilien, quitta de nouveau Bologne le 25 avril 1511, se rendit à Modène, et somma les ambassadeurs d'Espagne de faire partir les troupes espagnoles, dont il se trouvait quelques parties dans l'armée papale.

Triulzo avait reçu l'ordre de ne point déranger les négociations de paix par des entreprises militaires; aussitôt que l'évêque de Gurk eut quitté Bologne, il considéra ces négociations comme rompues, et s'empara, au commencement de mai, de Concordia; le jeune duc de Nemours, Gaston de Foix, attaqua l'un des chefs les plus distingués de la cavalerie légère que les Vénitiens eussent alors dans leurs rangs, Gian Paolo de' Manfroni, à Massa. A la même époque, les Français firent prisonnier l'évêque Alessandro de' Fregosi de Ventimiglia, que Jules voulait envoyer à Gênes pour y exciter de nouveaux troubles, et l'emmenèrent à Milan. Triulzo pénétra alors directement avec son armée jusque auprès de Bologne, et campa dans la contrée de Spilimberto à Piumaccio; les troupes papales se retirèrent vers Casalecchio, situé un peu au delà de Bologne. George de Frundsberg s'était joint à l'armée française avec deux mille cinq cents lansquenets allemands de Vérone, et avait occupé Castelfranco.

Aussitôt que Jules, qui n'avait pas grande confiance en la capacité de ses chefs, qui venait d'être abandonné par les troupes espagnoles, et pour lequel une partie de ses autres troupes ne voulait plus se battre avant l'acquittement de l'arriéré de leur solde, fut instruit de l'approche de Triulzo, il quitta Bologne et se rendit à Ravenne, après avoir reçu des autorités supérieures de Bologne les plus belles promesses de défendre vaillamment la ville contre les Français et les Allemands. Il laissa en qualité de légat le cardinal de Pavie, qui était de la famille des Alidosi d'Imola, et qui avait depuis longtemps recommandé au pape de restituer à ses parents cette seigneurie: afin de se venger du refus constant de l'accomplissement de cette demande, et peut-être aussi pour faire retomber sur la famille della Rovere les effets de la conduite antérieure du duc d'Urbino, le cardinal souffrit que tous les chefs de la bourgeoisie bolonaise fussent choisis en grande partie parmi les partisans des Bentivogli, de la famille desquels il se trouvait plusieurs membres à l'armée de Frundsberg, et qui voulaient, ainsi que Triulzo, attaquer Bologne, où ils étaient sûrs de trouver du secours auprès de leurs adhérents.

Lorsque le cardinal de Pavie vit toute la bourgeoisie armée, qui avait en son pouvoir les portes, opposée à toute défense, et conduite par les partisans des Bentivogli, toutes les mesures qu'il prit encore sérieusement ou en apparence dans l'intérêt du pape devinrent inutiles. Il ne trouva point d'obéissance, et ne put pas même obtenir qu'il fût permis à une partie des troupes papales d'entrer dans la ville. Mais, comme il avait en même temps des vengeances particulières à redouter à Bologne, il se glissa, à l'entrée de la nuit, clandestinement dans la citadelle, et en sortit, encore pendant la nuit, accompagné de cent cavaliers destinés à sa garde personnelle, pour se rendre à Imola. Aussitôt que la fuite du légat fut connue dans la ville, le lendemain 21 mai, deux des chefs bourgeois portés pour les Bentivogli, Lorenzo degli Ariosti et Francesco de' Rinucci, enfoncèrent les portes de S.-Felice et delle Lame, et les livrèrent aux Bentivogli, qui étaient soutenus par cent lances françaises.

Aussitôt que la nouvelle de la fuite du légat et de la révolte des Bolonais parvint dans le camp papal, qui se trouvait sous le commandement du duc d'Urbino, près de

Casalecchio, et vers la ville de Bologne, les soldats furent saisis d'une terreur irrésistible, et le duc disposa la retraite; une partie du camp, qui se trouvait de l'autre côté du fleuve, fut abandonnée, ainsi que les tentes et les bagages, et les Bolonais, s'apercevant du mouvement au camp, et se doutant de ce qui l'occasionnait, sortirent des portes; les paysans des montagnes, qui cherchaient leur part du butin, tombèrent sur les fuyards. La nuit survint, et si Rafaello de' Pazzi, commandant la partie du camp qui était restée, n'avait opposé aux Français, près du pont de Reno, la résistance la plus vigoureuse, à peine un seul homme se serait échappé de toute l'armée (1). Après avoir vaincu et fait prisonnier Rafaello, les Français s'emparèrent encore d'un si grand nombre de bêtes de somme chargées de butin, qu'ils appelèrent cet engagement *la journée des Aniers*. Vingt-six canons, la bannière d'Urbino et beaucoup d'autres drapeaux tombèrent en leur pouvoir. Un corps vénitien, sous Romazotto seul, arriva heureusement et sans perte en Romagne.

Jules fut douloureusement affecté en apprenant à Ravenne que Bologne était perdue pour lui, et qu'on y avait renversé sa statue. Au bout de huit jours, l'évêque Giulio de' Vitelli se vit aussi obligé de livrer la citadelle de Bologne, que le peuple s'empressa de raser. Le duc de Ferrare reconquit Cento, Piève, Cotignola, Lugo et tout ce qu'il avait possédé dans la Romagne. Si Triulzo n'avait craint le roi Louis et son épouse, qui, loin d'approuver une guerre avec le pape, la considéraient comme un péché, il aurait pu facilement sortir de Bologne, et marcher en avant en menaçant le saint-père; mais il hésita, et attendit les ordres de la cour.

Le duc d'Urbino et ses officiers rejetèrent toute la faute du désastre qui venait d'arriver sur le cardinal de Pavie; de son côté le cardinal prétendit que le duc était un traître, et que son épouse, Éléonore de Gonzaga, nièce du duc Alfonso de Ferrare, l'avait attiré dans les intérêts des ennemis. Jules accueillit la justification du cardinal, et le duc d'Urbino en fut si furieux, qu'il immola le cardinal, entouré de son monde, au milieu de la rue. Le pape tomba dans une sorte de transport frénétique, partit de Ravenne, et se rendit en toute hâte à Rome (1). Chemin faisant, il entendit parler à Rimini de l'annonce publique d'un concile général à Pise, principalement dirigé contre lui, et qui avait été provoqué par la France après la rupture des négociations avec l'évêque de Gurk.

Florence, dont le territoire avait été choisi pour le lieu du concile, avait conservé pendant tout ce temps une heureuse neutralité sous la direction de Soderini, et s'était relevée des infortunes qui l'avaient jadis accablée. Une conspiration émanée de la cour papale avait dû mettre fin à ce gouvernement, parce que Jules haïssait Soderini en qualité d'ami de la France (2); elle fut découverte encore à temps, le 23 octobre 1510. A la tête de cette conspiration se trouvait un jeune Florentin, Prinzivalle della Stufa, qui passait pour partisan prononcé des Medici; mais Filippo de' Strozzi, auquel il s'adressa comme au beau-frère des Medici, le dénonça à l'autorité, et il fut obligé de fuir à Sienne. Son père, Luigi della Stufa, fut exilé à cause de cela, pour cinq ans, de Florence.

Soderini, les yeux baignés de larmes,

(1) Sismondi, p. 116.

(1) Jules reprit au duc d'Urbino ses places et ses fiefs; mais cette déclaration ne fut point exécutée, et fut retirée au bout de quelques mois, lorsque Jules se crut, au mois d'août, près de la mort dans une maladie. Sismondi, p. 140. Guicciardini, vol. v, p. 19. Voyez, sur le meurtre, Roscoe, *Léon X*, vol. II, p. 92 et 93.

(2) La mort d'un cardinal à Ancône (1570) avait en outre engagé cinq autres cardinaux à quitter la cour papale, et ils trouvèrent un asile auprès de Soderini; mais le pape les rappela à Bologne. Jules était très-irrité de cela contre Soderini. Sismondi, p. 127.

rendit compte au grand conseil du plan par suite duquel il avait dû être massacré, et causa par là, le 20 janvier 1511, la promulgation d'une loi, par laquelle on déterminait que, si les autorités venaient à succomber à un malheur quelconque, ce ne serait jamais un parlement, mais toujours le grand conseil ou une partie du grand conseil, qui aurait à décider sur la composition et l'organisation de l'État (1). Le terme de la trêve conclue entre la république de Florence et Sienne expirait à la même époque, et le roi de France fit espérer de son côté un tel appui, que les Florentins, dans leurs pensées, allaient déjà plus loin que la conquête de Montepulciano. Mais Pandolfo Petrucci avait tout fait pour gagner la grâce du pape, et il avait surtout si bien tiré partie de sa manie de pourvoir sa famille de fonctions élevées, qu'il pouvait compter entièrement sur lui.

En réalité la guerre des Florentins contre Sienne mettait Jules à une rude épreuve; car il y voyait les préludes à des attaques directes des Français contre le pays de Rome, et, tout en envoyant aux Siennois quelques troupes auxiliaires commandées par Giovanni de' Vitelli et Guido Vaina, il chercha cependant à jouer le rôle de médiateur. Cela lui réussit enfin, car Pandolfo sentit lui-même le danger d'une nouvelle intervention des Français dans les affaires de Toscane. Les Florentins accordèrent une amnistie aux habitants de Montepulciano, confirmèrent les droits et franchises dont ils avaient joui auparavant, et obtinrent de nouveau, le 3 septembre 1511, la possession de la ville, par un traité d'alliance avec les Siennois pour vingt-cinq années.

Telle était la position de la Toscane, et la guerre entre la France et les États de l'Église se trouva de nouveau bornée sur le terrain de la Romagne; mais Louis XII n'avait point eu envie de poursuivre le cours de ses victoires: c'était pour lui une cause de remords. Il ordonna à Triulzo de ramener l'armée française dans le duché de Milan, et s'offrit même à d'humbles supplications, si le saint-père voulait lui accorder la paix. Mais celui-ci, qui comptait sur les sentiments religieux du roi, ne renonçait point à ses prétentions: il voulait que le duc de Ferrare restituât toute la dot de Lucrèce, tant en terres qu'en hommes; qu'il lui rendît par conséquent Lugo et la Romagne ferraraise; qu'il acceptât un *vice-dominus* papal à Ferrare, et qu'il payât les redevances exigées.

Cependant après la reprise de Mirandola, qu'il remit à la fin avec Concordia, occupée précédemment, Triulzo avait congédié son armée, à l'exception de cinq cents lances et de treize cents lansquenets allemands; et aussitôt que Jules en fut instruit, il dirigea ses réclamations vers un point sur lequel personne ne pouvait négocier: Alfonso de Ferrare, entre autres obligations, devait lui payer tous les frais de guerre; les Bentivogli et Bologne devaient être abandonnés à sa vengeance (1).

Jules força par cette conduite l'empereur et le roi de France à songer sérieusement à la convocation d'un concile à Pise, qu'ils avaient voulu obtenir de lui, conformément aux dispositions du concile de Constance, et à sa capitulation d'élective qu'il avait jurée.

Comme les cinq cardinaux qui s'étaient sauvés de la colère de Jules, d'abord à Florence et puis à Milan, se joignirent d'une manière prononcée aux deux monarques, et que ceux-ci persistaient à tenir un concile dans une ville italienne, on se décida, avec l'assentiment des Florentins, pour Pise, et la convocation eut lieu par ces cardinaux, bientôt après la défaite des troupes papales près de Bologne. Les rois se disposèrent à

(1) Sismondi, p. 131.

(1) Les Bentivogli avaient fait des démarches pour se rendre le pape favorable; ils avaient voulu payer des redevances comme leurs ancêtres, et recevoir un gouverneur papal chez eux. Le pape ne leur répondit que par des anathèmes, et envoya Ramazzotto et Marcantonio della Colonna pour ravager le territoire bolonais. Sismondi, p. 136.

l'appuyer fortement. Le pape se montra d'autant plus obstiné sur ce point; car, afin de braver cette mesure, il convoqua de son côté, par une bulle du 18 juillet, un concile au Latéran, pour le 19 avril 1512, et menaça, par un autre décret, les cardinaux indociles de la déposition, pour le cas où ils ne se soumettraient pas dans le délai de soixante jours.

Bientôt après, à dater du 17 août, Jules fut atteint d'une maladie mortelle; pendant quelques heures on le crut mort; on avait déjà expédié des courriers à diverses cours étrangères, et les cardinaux opposants songeaient à se rendre à Rome; mais il se réveilla de sa léthargie, se rétablit à vue d'œil, et se remit avec une nouvelle ardeur à exécuter tout ce qu'il avait projeté d'hostile contre Louis XII, à poursuivre ses négociations à cet effet avec Ferdinand, Henri VIII et les Suisses.

Ferdinand, ayant appris la défaite de l'armée papale-vénitienne près de Bologne, envoya Navarro, qui avait été pendant longtemps victorieusement occupé sur les côtes africaines, avec trois mille des meilleurs fantassins espagnols à Naples, et adressa, conjointement avec Henri VIII, au roi de France les représentations les plus pressantes, pour lui faire sentir qu'il causerait, par le concile de Pise, un nouveau schisme dans l'Église.

Louis n'avait pas cherché à établir de meilleures relations avec les Suisses (1); à la suite de quelques persécutions contre le parti pontifical, et après que Schinner eut été forcé de s'enfuir du Valais ils étaient très-disposés à prêter l'oreille à l'influence de ce dernier, et aux propositions du pape. Vers la mi-novembre, quinze cents hommes sortirent de Schwytz et traversèrent le Saint-Gothard, sans écouter les avis de la diète, et demandant des secours aux autres cantons; les Fribourgeois se joignirent à eux sous le porte-étendard Pierre Palk, puis ensuite des Bernois et des Soleuriens. Il y eut en tout dix mille hommes qui marchèrent contre le territoire milanais.

Mais, avant que les Suisses se fussent mis en marche, le pape, Venise et Ferdinand avaient formé une ligue, qui avait été publiée le 5 octobre à Rome (1), et qui avait pour but de maintenir l'unité de l'Église, et de ramener sous le pouvoir du pape Bologne, ainsi que tout fief direct ou indirect des États ecclésiastiques qui en avait été détaché.

La ligue mit sur pied, sous les ordres de don Raymond de Cardona, vice-roi de Naples, une armée, pour laquelle le pape promit de fournir six cents gens d'armes (2), la république également un corps de troupes, et le roi un plus grand nombre de soldats, soit à ses propres frais, soit à la solde des deux autres puissances (3). Douze vaisseaux catalans et quatorze bâtiments vénitiens devaient menacer en même temps les côtes françaises. Toutes les conquêtes faites sur l'ancien territoire vénitien devaient retourner au pouvoir de la république, et l'adhésion à la ligue devait être réservée à Maximilien ainsi qu'à Henri VIII.

Jules avait déclaré, le 24 octobre, que les cardinaux opposants, à l'exception de Sanseverino, qu'il ménageait encore, étaient déposés, et il avait prononcé l'interdit sur Florence. Le 1er septembre, jour où le concile avait dû se rassembler, il ne se trouva que fort peu de députés présents pour l'ou-

(1) Et ses gens avaient blessé au plus haut degré Schwytz, Fribourg et Berne. Comp. Meyer de Knonau, p. 312. Les Français avaient noyé dans le lac Lugano deux messagers de Schwytz et Fribourg, insulté un messager bernois, et leur avaient enlevé les lettres qu'ils portaient

(1) Guicciardini, vol. v, p. 29.

(2) Pour la critique des nouveaux historiens, voy. L. Ranke, p. 39.

(3) Le roi devait recevoir des deux autres, pour l'entretien de son contingent, quarante mille ducats, aussi longtemps que durerait la guerre.

vrir; ce qui fit que tous les ecclésiastiques quittèrent la ville. Il n'y avait pas de prélats allemands sur les lieux, et les évêques de France étaient encore en route. Les Florentins, voyant que cette assemblée n'aurait jamais la prépondérance nécessaire, faisaient prier les cardinaux qui voulaient y venir et qui étaient encore à Borgo S.-Donnino, ainsi que le roi Louis, de tenir le concile ailleurs (1), et non pas sur le territoire florentin (2). Mais le roi voulut que les deux premières séances au moins s'ouvrissent à Pise, et les cardinaux y vinrent effectivement le 1er novembre, ainsi que quelques autres prélats; mais, lorsqu'ils voulurent commencer leurs séances dans la cathédrale, le peuple révolté y mit obstacle, et ce ne fut qu'avec peine qu'ils purent assister à la première messe à Saint-Michel.

Les cardinaux étaient arrivés, sous la protection de quatre cent cinquante archers sous Odet de Foix, seigneur de Lautrec et Châtillon; mais cette escorte ne les préserva pas des insultes du peuple, et fut considérée comme impie par le concile qu'elle protégeait de la part du roi. Les cardinaux et prélats désirèrent donc s'éloigner de Pise, et saisirent le prétexte d'une querelle survenue pour une cause tout ordinaire entre leurs serviteurs et de jeunes Pisans, pour quitter la ville, le 14 novembre (3), et pour transférer le concile à Milan.

Le pape laissait, en attendant, pleine liberté au cardinal de' Medici à l'égard de ses plans sur Florence; celui-ci était d'ailleurs beaucoup plus aimé à Florence que son frère Pietro, à cause du zèle avec lequel il avait toujours défendu à Rome les intérêts de sa patrie, et aussi par ses qualités personnelles, tandis que Soderini, dans le cours de son administration, avait blessé des intérêts et perdu de sa popularité. Soderini vit venir l'orage, et, afin d'acquérir l'argent nécessaire pour le calmer, il exigea du clergé de Florence une contribution de cent mille florins en quatre termes, s'engageant à les restituer au bout d'un an, si l'on n'avait pas de guerre à soutenir avec les États de l'Église, et, en cas de guerre, dans le délai de cinq années. Ce ne fut pas sans peine qu'il fit passer cette motion au grand conseil (1).

Le chef de l'armée vénitienne, Luzio de' Malvezzi, mourut sur ces entrefaites. Gian Paolo de' Baglioni reprit sa place. Malvezzi n'avait plus rien entrepris contre Maximilien, et celui-ci, à l'exception de quelques expéditions de ses gens pour piller sur les frontières des territoires occupés, n'avait rien fait contre Venise. La guerre ne devait pas tarder à se rallumer par l'expédition mentionnée plus haut des Suisses contre les Milanais. Les troupes rassemblées près de Varèse, sous l'étendard victorieux jadis contre la Bourgogne, se montèrent bientôt de dix mille à seize mille, tandis que les Français n'avaient dans la Lombardie que treize cents lances et deux cents gentilshommes servant en volontaires; il n'y avait d'ailleurs que trois cents gens d'armes à la disposition de Triulzo et de Gaston de Foix contre les Suisses, avec environ deux mille fantassins.

Les confédérés arrivèrent jusqu'à Burto sans rencontrer de résistance. Les chefs français ne voulurent pas hasarder une attaque; mais les Milanais, quoique peu portés pour la France, songèrent eux-mêmes à la défense de leur ville, car ils redoutaient encore davantage la brutalité et l'avidité des Suisses. Les Suisses marchèrent de Burto vers Milan, jusqu'à deux milles de la ville, puis se dirigèrent brusquement vers Monza, et semblèrent vouloir passer l'Adda, afin de se

(1) Machiavelli, *Legazione alla corte di Francia* (*Opere*), vol. x, p. 306 sq.

(2) Qui semblait d'ailleurs menacé par la nomination du cardinal de Medici comme légat à Pérouse et Bologne.

(3) La troisième et dernière session eut lieu à Pise le 12 novembre. Cf. Machiavelli (*Opere*), vol. x, p. 327, not.

(1) Guicciardini, p. 33 sq.



joindre aux Vénitiens; mais ils offrirent tout à coup aux Milanais de se retirer, si on leur payait un mois de solde. Quoique les négociations entamées au sujet de cette proposition n'eussent aucun résultat et fussent bientôt rompues, les Suisses retournèrent en décembre, par Como, dans leur pays, après avoir d'abord mis à feu et à sang toute la contrée environnante (1).

La conclusion de la ligue, la formation progressive de son armée, ainsi que l'invasion des Suisses, décidèrent enfin Louis à faire pousser de son côté la guerre avec plus d'énergie. On envoya à Gaston de Foix des renforts en gens d'armes français, et l'ordre d'enrôler autant de fantassins qu'il le pourrait. On invoqua le secours des Florentins comme fidèles alliés de la France; mais tous les esprits timides et portés pour les demi-mesures devinrent les adversaires de Soderini, et, malgré les bonnes intentions de ce dernier, les Florentins ne firent rien pour le roi, sinon de remplir les obligations de l'ancien traité, c'est-à-dire qu'ils fournirent trois cents lances, et cherchèrent même à s'excuser de cela auprès du roi Ferdinand par une députation qu'ils lui envoyèrent.

Raymond de Cardona était, vers la fin de décembre, à Imola. Une partie de son armée, sous Pietro Navarra, attaqua les terres de Ferrare, et au midi du Pô toutes les petites localités se rendirent. Le fort de Fosso Geniolo tint seul sous del Pagano, qui commandait cent cinquante soldats ferrarais à pied, jusqu'au 31 décembre, qu'on le prit d'assaut; toute la garnison fut massacrée. Ce fort commandait la jonction de la ville de Ferrare même avec le Pô, et le général espagnol s'en fut à peine éloigné, après y avoir laissé une garnison de deux cents hommes, que le duc Alfonso la reprit d'assaut, mais y fut blessé à la tête.

L'armée, qui était réunie après le retour de Pietro Navarra à Imola, consistait en mille gens d'armes soldés par l'Espagne, huit cents ginètes (cavalerie légère espagnole) et huit mille fantassins espagnols. Le cardinal Giovanni de' Medici conduisait en outre, sous Raymond, huit cents gens d'armes, huit cents cavaliers et huit mille fantassins, commandés par Marcantonio della Colonna, Giovanni de' Vitelli, Malatesta de' Baglioni et Rafaello de' Pazzi (1).

Le 26 janvier 1512, cette armée établit son camp à gauche de la route qui mène de la Romagne à Bologne, sous les murs de cette ville; l'avant-garde, sous Fabrizio della Colonna, campa près de la route de la Lombardie entre la ville et le pont de Reno. Il y avait dans la ville deux cents lances françaises et deux mille lansquenets allemands, sous Lautrec et Ivo d'Allègre. Les quatre frères Bentivogli pouvaient du reste compter sur leur parti pour leur défense; mais le bas peuple était peu disposé au combat. Une grande partie de la noblesse était contraire aux Bentivogli, et la ville était trop étendue et trop mal fortifiée pour pouvoir tenir. Il ne semblait plus y avoir de salut pour Bologne que dans l'armée de Gaston de Foix, qui se trouvait près de Finale, entre Ferrare et Modène, et Raymond était effectivement paralysé dans toutes ses résolutions par la crainte d'une bataille. Ce chef finit cependant par céder aux instances du cardinal de' Medici, et bombarda la ville du côté de S.-Stefano. Il y eut bientôt une si grande brèche, qu'on aurait pu monter à l'assaut; mais on attendit l'achèvement d'une mine que pratiquait Pietro Navarra, afin de seconder l'assaut, et c'est ainsi que Gaston de Foix eut le temps de faire entrer cent quatre-vingts lances et mille fantassins à Bologne. La mine sauta sans résultat; l'assaut fut remis, et les assiégeants, convaincus que, puisque Gaston n'y était pas venu en personne, il n'avait pas l'intention de diriger ses forces de ce côté, devinrent plus négligents et plus

(1) Pour le caractère dominant de cette dévastation, voy. Ranke, p. 253.

(1) Sismondi, p. 163.

insouciants. Mais celui-ci se mit en marche dans la nuit du 4 au 5 février, avec treize cents lances, six mille lansquenets allemands et huit mille soldats à la solde de la France et de l'Italie, et vint à Bologne, sans avoir été signalé par les avant-postes, à cause de la neige qui tombait en tourbillons. Raymond n'apprit même son arrivée qu'au bout d'un jour par un prisonnier, et en fut tellement effrayé, qu'il partit pour Imola le 7 au matin.

Le succès des Français d'un côté fut compensé par une grande perte de l'autre; car, en raison de la haine qu'ils s'étaient attirée en si peu de temps dans les pays soumis jadis aux Vénitiens et maintenant à leur domination, le *proveditore* Andrea Gritti n'eut pas de peine à s'emparer, le 5 février, avec l'aide du comte Luigi Avogaro, de la ville de Brescia; la garnison fut assiégée dans la citadelle. Bergamo, Orcivecchi, Orcinuovi, Pontevico, et beaucoup d'autres petites places dans le pays de Brescia et de Bergame, se révoltèrent (1). Baglione s'avança avec son armée pour défendre Gritti; et la citadelle de Brescia, mal pourvue de vivres et grandement endommagée dans ses fortifications, ne pouvait tenir longtemps. Son commandant, du Lude, demanda à Gaston de le soutenir sans délai. Celui-ci, ayant laissé trois cents lances et quatre mille fantassins à Bologne, se hâta d'aller avec le reste de son monde au secours de du Lude, en traversant le pays de Mantoue, et en demandant au marquis le passage sur ses terres après y être entré. Gaston rencontra dans cette marche, près d'Isola della Scala, Gian Paolo de' Baglioni, et l'attaqua aussitôt. L'armée vénitienne fut battue, mise en fuite, et Gaston parut, neuf jours après son départ de Bologne, le 18 février, devant Brescia, et entra dans la citadelle. Comme les Vénitiens de la ville ne se retiraient pas sur sa proposition et son offre de leur accorder libre sortie, il les attaqua dès le lendemain.

(1) Guicciardini, p. 79.

Les chevaliers français combattaient pieds nus, afin de pouvoir mieux attaquer, sur le sol trempé par la pluie, les retranchements des Vénitiens, et Bayard monta le premier sur les fortifications ennemies. Il y fut grièvement blessé; mais il eut la joie de voir les Français victorieux, quoique les habitants défendissent la ville rue par rue, et que les Vénitiens cherchassent à se rallier de nouveau. Gritti et Avogaro furent faits prisonniers; la ville fut pendant deux jours livrée à un affreux pillage, et Avogaro fut décapité avec ses deux fils (1).

Gaston de Foix, âgé alors seulement de vingt-trois ans, semblait ne songer, après cette victoire, qu'aux plaisirs du carnaval, tandis qu'il préparait, par des rassemblements de troupes et autres mesures, de nouvelles attaques contre les ennemis de la France en Italie; il était d'autant plus nécessaire d'agir ici vigoureusement, que Henri VIII et Ferdinand s'étaient alliés, au mois de novembre de l'année précédente, encore plus intimement pour faire la conquête des territoires français et navarrais (2), et que l'hostilité des Suisses n'était nullement diminuée. Les Florentins, après la translation du concile, s'étaient aussi éloignés de plus en plus de la France; le pape les avait relevés des peines de l'Église, et Raymond de Cardona se trouvait en négociations amicales avec eux, tandis qu'ils hésitaient à envoyer leur contingent à l'armée. Il semblait donc indispensable d'obliger le pape à la paix par des conquêtes sur les Vénitiens et sur Raymond, et de paralyser par là toute la ligue.

Aussitôt que l'armée de Gaston fut dans le

(1) Sismondi.

(2) Nous passons sous silence, dans les relations avec la France, tout ce qui n'appartient pas directement à l'intelligence des affaires d'Italie. Jean d'Albret, roi de Navarre, s'était entièrement joint à la politique française, et était frappé d'anathème comme partisan du concile de Pise, anathème que Ferdinand voulut soutenir. Sismondi, p. 186.

pays de Modène, il la suivit à Finale; il avait maintenant en tout seize cents lances, cinq mille fantassins allemands, cinq mille Gascons, et huit mille Italiens ou Français; cent gens d'armes, deux cents hommes de cavalerie légère, et l'artillerie la plus parfaite qu'il y eût alors en Europe, s'y joignirent. Le cardinal Sanseverino, que le concile de Milan (1) avait nommé légat de Bologne, se trouvait à l'armée. Le 26 mars, Gaston continua sa marche vers la Romagne, avec l'intention de forcer Raymond à livrer bataille; mais celui-ci, voulant attendre l'arrivée de six mille Suisses que lui amenait le cardinal de Sion, à la solde de Venise et du pape, chercha de son côté à éviter tout engagement. Il tenait ses troupes presque sous les murs d'Imola, dans une position qu'on aurait pu considérer comme inattaquable. Gaston s'avança donc jusqu'à Forli, et fit tous ses efforts pour faire quitter aux Espagnols leur position; mais ceux-ci, quoiqu'ils suivissent l'armée française qui s'avançait dans la plaine, s'étendirent cependant si bien sur les hauteurs des Apennins, qu'ils retrouvèrent toujours des points aussi sûrs (2). Les deux armées étaient encore dans cette situation respective, lorsque Gaston reçut de son roi des exhortations pressantes de se battre (3); car il était à craindre que les Vénitiens ne profitassent de l'armistice de dix mois avec Maximilien, obtenu par l'intervention du pape moyennant cinquante mille florins, pour tenter de nouveaux efforts contre la France, tandis qu'un ordre de Maximilien rappelait du service de France tous les Allemands, et qu'on ne pouvait plus le cacher que quelques jours dans le camp de Gaston. Afin de suivre les ordres du roi et de se servir encore, s'il était possible, des lansquenets pour livrer bataille, le général français se dirigea contre Ravenne, que Raymond ne pouvait pas entièrement abandonner.

Raymond envoya en toute hâte Marcantonio della Colonna avec soixante gens d'armes, cent hommes de cavalerie légère et six cents fantassins espagnols à Ravenne; mais Marcantonio ne consentit à s'y rendre que lorsque Raymond et le cardinal lui eurent donné leur parole qu'ils le destitueraient. Gaston avait, en attendant, pris Ruffi, et assis son camp entre Ronco et Montone, devant Ravenne (1), qu'il assiégea, et qu'il était pressé d'occuper par la difficulté de se procurer des vivres. Il fit monter à l'assaut le 9 avril. Ses soldats se battaient avec la plus grande intrépidité; mais ils trouvèrent des adversaires tout aussi intrépides, et ils rencontrèrent de grands obstacles: l'attaque resta sans succès. L'armée de la ligue s'était avancée sur ces entrefaites, et elle parut le 10 avril en face de l'armée française, de l'autre côté du Ronco, lorsque les habitants de Ravenne négociaient une capitulation. Le lendemain, jour de Pâques, Gaston traversa avec la plus grande partie de ses gens le Ronco, et disposa son armée en demi-lune, de sorte que son extrême droite touchait au Ronco. L'aile gauche, composée principalement d'Italiens, était commandée par un Gonzaga, Federigo de Bozzolo; à la droite étaient l'artillerie, sous le duc de Ferrare, et sept cents gens d'armes français; le centre consistait principalement en fantassins allemands, gascons et picards. La Palice et le cardinal Sanseverino se trouvaient, avec une arrière-garde de six cents lances, tout près du fleuve.

Raymond tenait son armée dans le camp fortifié à la hâte, et n'opposa aucune résistance au passage des Français sur le Ronco. Fabrizio della Colonna commandait son aile droite (huit cents gens d'armes et six mille

(1) Les pères du concile se trouvèrent exposés, à Milan comme à Pise, aux insultes du peuple, qui était porté contre eux et pour Jules, et le clergé de cette ville observa aussi l'interdit prononcé par Jules. Guicciardini, p. 49.

(2) Ranke, p. 358.

(3) Guicciardini, p. 94.

(1) Sismondi, p. 194.

fantassins) à l'endroit où le fossé du camp touchait au Ronco; Raymond commandait lui-même le centre (six cents lances et quatre mille hommes d'infanterie); le cardinal de' Medici était près de lui. Les fortifications du camp se repliaient sur la droite, et là se trouvaient, formant l'arrière-garde, quatre cents gens d'armes et quatre mille fantassins sous Carjaval, sans compter la cavalerie légère sous les ordres du jeune marquis de Pescara, Fernando d'Avalos. Tout le front du camp était défendu par des canons et des couleuvrines.

Voyant que les alliés se tenaient immobiles dans leur camp, les Français marchèrent en bon ordre, et en remontant le fleuve vers les retranchements. Arrivés à quatre cents pas, la canonnade commença, et l'infanterie de Gaston se vit exposée à une terrible pluie de balles. Sur quatre chefs il n'en resta que deux sur pied, et deux mille hommes mordirent la poussière, lorsque les Français montèrent enfin à l'assaut; mais ils furent repoussés, après avoir perdu plus de douze cents hommes. Les alliés, qui firent une sortie, furent repoussés à leur tour, et le combat se borna pendant un certain temps à une canonnade. les Français y obtinrent plus de succès; car le duc Alfonso avait fait transporter une partie de son artillerie à l'aile gauche, d'où il tira sur toute la ligne ennemie. La gendarmerie de la ligue, et en particulier celle qui se trouvait sous Fabrizio della Colonna, demandait instamment à être tirée de ce feu meurtrier, et à marcher contre l'ennemi; et Fabrizio, sans avoir obtenu la permission de Raymond, qui, d'après le conseil de Pietro Navarra, voulait abandonner la décision à l'infanterie espagnole, sortit de la ligne. L'infanterie espagnole, qui était restée jusqu'alors couchée par terre, fut obligée de se relever et de le suivre dans la mêlée; mais les gens d'armes des alliés furent bientôt culbutés et dispersés par les ennemis; Fabrizio devint lui-même prisonnier du duc Alfonso. Raymond et Carvajal, voyant la gendarmerie battue, prirent la fuite; le second engagement eut le même résultat; Pescara fut blessé et fait prisonnier; l'infanterie seule se battait encore des deux côtés. Comme les lansquenets allemand, portaient de longues hallebardes, de grandes épées et des cuirasses, mais point d'autres armes défensives, et que les fantassins espagnols avaient au contraire des boucliers, des casques en fer, des brassards et des cuissards, et qu'ils ne portaient que de courtes épées et des poignards, ces derniers perdirent d'abord beaucoup de monde; mais le rang de hallebardes une fois brisé, les Allemands pressés les uns sur les autres, et n'ayant que leurs grandes épées pour défense, furent massacrés, jusqu'à ce que la cavalerie française se fut portée à leur secours, et eut obligé, par une furieuse attaque, les Espagnols à la retraite. Gaston, irrité des pertes qu'ils avaient fait subir à son armée, voulut culbuter un corps de cette vaillante infanterie qui se retirait en bon ordre, mais il fut blessé, perdit son cheval, et fut renversé; il tomba mort dans un fossé, frappé de quatorze blessures. Lautrec était aussi tombé d'épuisement, percé de vingt blessures. La gendarmerie française n'osa plus continuer son attaque, et les Espagnols se retirèrent sans être inquiétés davantage (1).

La mort de Gaston remplit de deuil l'armée française, qui avait déjà perdu un si grand nombre de chefs; les sacrifices que lui coûtait la victoire y répandirent l'abattement; la Palice et le cardinal de Sanseverino se disputaient en outre le commandement suprême, et l'administrateur de la caisse de l'armée, gouverneur de Milan, congédia par économie, avant même que la dispute eût été jugée par le roi, toute l'infanterie italienne de l'armée, et même une partie des fantassins français. Bref, l'état de l'armée française, après la bataille de Ravenne, ressemblait davantage à la suite d'une défaite qu'à celle d'une victoire.

L'armée de la ligue, avait fui vers deux points différents. Raymond, accompagné seulement d'un petit nombre, était allé dans

(1) Sismondi, p. 208. Guicciardini, p. 110.

la direction d'Ancône (1), les autres vers Césène. Un grand nombre de fuyards furent victimes de la vengeance et de la rapacité des campagnards qu'ils avaient tourmentés jadis; le duc d'Urbino contracta un traité séparé avec la France, et détruisit entièrement les débris, réfugiés dans ses terres, de l'armée alliée ; ceux d'entre eux qui atteignirent le territoire florentin trouvèrent seuls protection et asile.

Marcantonio s'était retiré à Ravenne dans la citadelle ; les bourgeois capitulèrent. Pendant les négociations, ils gardèrent si mal leurs murs criblés de boulets, que l'un des capitaines à la solde française conduisit son corps dans la ville, et la fit piller. A la vérité il fut pendu par ordre du général en chef français ; mais le châtiment ne put ramener les soldats à l'ordre. La ville fut horriblement maltraitée, et Marcantonio livra la citadelle le quatrième jour. Imola, Forli, Césène et Rimini se rendirent aux Français, sans qu'une armée de siége eût paru devant leurs murs, et le cardinal Sanseverino prit possession de cette partie des États de l'Église au nom du concile de Milan.

Ottaviano Fregoso apporta en quarante-huit heures à Rome la nouvelle de la défaite de Ravenne. Les cardinaux demandèrent que le pape cherchât à faire la paix avec la France, ainsi que le duc d'Urbino ; ils représentèrent qu'une grande partie de la noblesse romaine était à la solde de la France, ou au moins qu'elle était dans les intérêts de cette puissance. Mais les envoyés d'Aragon et de Venise exhortèrent le pape à songer aux secours que le roi d'Angleterre et les Suisses apporteraient, à ceux que Ferdinand et la république avaient déjà fournis ; ils réveillèrent sa colère contre le concile qui lui était hostile, et cherchèrent à lui prouver que la prise de Rome, que les cardinaux redoutaient comme prochaine, ne serait pour les princes de la chrétienté que la perte d'une ville, et ne lui enlèveraient nullement la base de sa puissance politique (1).

Jules fut longtemps à se décider, emporté en tous sens par ses passions; il inclina enfin pour la paix, et se flatta de pouvoir terminer la guerre avec les conditions que lui avait fait offrir la cour de France. Quoique Maximilien proposât de ne point confirmer la trêve conclue par son plénipotentiaire, quoique Florence se fût liée de nouveau étroitement avec la France, Louis XII voulut néanmoins laisser subsister les anciennes conditions de paix (celles de la dissolution du concile, de la reddition de Bologne, de Lugo, et de toutes les possessions de la maison d'Est en Romagne, de sorte qu'on ne demandait que la rétractation des peines de l'Église et la restitution des biens des Bentivogli). Mais aussitôt que le pape fut instruit, par un envoyé du cardinal de' Medici qui était captif (2), de l'état misérable de l'armée française, et qu'il eut appris qu'il était arrivé de nouvelles troupes espagnoles ; lorsque le duc d'Urbino abandonna de nouveau le parti français et offrit à Jules deux cents gens d'armes et quatre mille fantassins, que les barons romains du parti français furent aussi prêts à se mettre du côté du pape, et que la Palice, afin de couvrir Milan contre les Suisses, se retira en Lombardie, en ne laissant au cardinal Sanseverino pour la défense de la Romagne que trois cents lances, trois cents hommes de cavalerie légère, et six mille hommes d'infanterie, le pape regretta d'être entré en négociations, et manda au cardinal de Sion de lui enrôler douze mille Suisses, et davantage si l'on pouvait en avoir.

L'époque de l'ouverture du concile de Latran approchait également, et des prélats d'Espagne, d'Angleterre, de Hongrie et d'Ita-

(1) Le cardinal de' Medici avait aussi été fait prisonnier dans la bataille. On peut voir ce récit dans Roscoe, vol. II, p. 116.

(1) Sismondi, p. 214.

(2) Cet envoyé fut plus tard le pape Clément VII, Giulio de' Medici, alors chevalier de Rhodes. Guicciardini, p. 116.

lie s'y étaient rendus. Jules tint la première séance le 3 mai avec quatre-vingt-trois évêques; puis il fit faire dans un consistoire la lecture des conditions de la France. Les cardinaux d'Ébora et d'York parlèrent contre, et le pape écrivit alors au roi de France, afin de l'engager à rendre aussitôt la liberté au cardinal de' Medici.

Les Suisses, malgré les deux expéditions sans succès qu'ils avaient faites jadis dans le Milanais contre les Français, nourrissaient une haine toujours plus forte contre le roi de France, qui méprisait ce peuple de paysans. Pendant l'hiver, on avait enrôlé pour le pape six mille hommes, et autant pour les Vénitiens; les confédérés, qui avaient des relations avec la France et avec les Suisses, déclarèrent que ces derniers liens, étant plus anciens, devaient avoir la préférence. Les troupes suisses s'étaient rassemblées à Chur; elles se rendirent, avec l'autorisation de Maximilien, au mois de mars, à Trente, puis à Vérone, afin de se réunir aux troupes vénitiennes. Leur nombre s'éleva encore pendant l'expédition à vingt mille (1), et leur haine contre la France ne leur permit pas de murmurer contre des retards de payement de solde ou autres inconvénients.

La Palice, ayant un tel ennemi en face, se trouvait dans une terrible position; car, à la tête de troupes peu nombreuses (2), il n'était pas non plus en bons termes avec le gouverneur, et celui-ci était si dépourvu d'argent et de crédit, que les nouveaux enrôlements qu'il fit tenter par Federigo da Bozzola restèrent sans résultat. La Palice rencontra en outre beaucoup d'obstacles suscités par ses propres officiers; car la chevalerie française était complétement dégoûtée de cette guerre.

(1) Sismondi, p. 221. Meyer de Knonau, p. 313.

(2) La Palice n'avait plus que treize cents lances françaises et dix mille fantassins, et ces troupes étaient dispersées par garnisons depuis la Romagne jusqu'aux frontières ouest du Milanais, Sismondi, p. 224.

Le cardinal de' Medici, prisonnier à Milan, y jouissait d'ailleurs, en face des cardinaux du concile, d'une plus grande influence sur les esprits que celui-ci.

Afin de se mettre en quelque sorte en état de tenir tête aux Suisses, la Palice réunit ses forces à Pontoglio, et renonça pour le moment à Bologne. Ses adversaires étaient arrivés sur ces entrefaites dans le pays de Vérone, et firent à Villafranca leur jonction avec l'armée vénitienne, composée, sous les Baglioni, de quatre cents gens d'armes, huit cents hommes de cavalerie légère, six mille fantassins, avec une artillerie considérable. Ils furent instruits, par une lettre interceptée, de la faiblesse des Français, et se mirent aussitôt en marche contre la Palice, qui se trouvait près de Pontevico.

L'armée de la ligue, qui avait été dispersée, s'était réunie, avait pris Rimini, Césène, Ravenne, et menaçait Bologne, de sorte que la Palice ne put se dispenser d'envoyer au secours des Bentivogli trois cents lances qui se trouvaient encore à Parme. Il y avait donc à Pontevico une force d'environ mille lances avec sept mille fantassins; le reste de l'armée française se trouvait dans Bologne et dans les citadelles de Brescia, de Peschiera et de Legnago. Baglione fit traverser à toutes ses troupes le Mincio, et les conduisit dans le Mantouan; et la Palice résolut de distribuer son armée tout entière dans les places fortifiées, puisque la résistance était désormais inutile. Brescia, Crémone, Bergame, eurent des garnisons, et la Palice ne conserva auprès de lui qu'environ sept cents lances avec quelques milliers de fantassins (1). Mais Maximilien se décida enfin à se prononcer contre la France, et un héraut d'armes proclama solennellement la défense aux Allemands de rester au service de France; ils obéirent d'autant plus volontiers, qu'avec les Français, s'il y avait plus de gloire, il y avait moins de butin à récolter. Le reste de l'ar-

(1) Guicciardini, p. 130.

mée de la Palice se retira en désordre de Pontevico à Pizzighettone.

Les Suisses avancèrent sur ces entrefaites jusque devant Crémone, où ils parurent le 5 juin, et ils prirent possession de la ville au nom de Massimiliano Sforza, fils de Lodovico ; Bergame se révolta, et accueillit les Vénitiens. Les garnisons des deux villes se retirèrent dans les citadelles.

Pressé de tous côtés, la Palice rappela à Pizzighettone les trois cents lances qu'il avait envoyées à Bologne, et retourna à Pavie. Milan fut entièrement abandonné par les Français ; Gian Jacopo de' Triulzi, le gouverneur et tous les autres hommes considérables qui étaient portés pour les Français, s'éloignèrent. Le cardinal de' Medici, qu'ils emmenaient captif, fut délivré au passage du Pô, entre Bassignano et Pieve del Cairo, par les gens de la campagne. Les quelques pères du concile restés à Milan se dispersèrent, après avoir, de la manière la plus ridicule, par un décret final, déclaré Jules II suspendu de ses fonctions (1).

La Palice était encore indécis s'il devait défendre Pavie ou se retirer, lorsque l'armée vénitienne suisse, qui s'était déjà emparée sans résistance de Lodi, parut devant Pavie, et se mit à bombarder le château. Les Français évacuèrent la ville ; mais, avant que ce mouvement fût entièrement opéré, les Suisses y pénétrèrent ; lorsque l'armée française traversa avec son artillerie et ses bagages le pont en bois de Gravelona, ce pont rompit sous cet énorme poids, et tous ceux qui n'avaient pas encore passé furent massacrés ou faits prisonniers par les Vénitiens ou les Suisses.

Le duc d'Urbino occupa à cette époque de nouveau Bologne, d'où les Bentivogli s'enfuirent (2). Giano Fregoso fut chargé par le pape d'une expédition contre Gênes. Les habitants n'étaient nullement disposés à une révolte ; mais ils furent abandonnés par leur gouverneur français, qui les craignait, et qui se retira avec ses gens dans le fort du phare. Giano ne rencontra pas la moindre résistance dans la ville, et fut proclamé doge par le peuple, le 29 juin. Moyennant douze mille ducats que Gênes paya au cardinal de Sion pour solder les Suisses, la république fut reconnue par les alliés en qualité d'Etat indépendant. Le *castelletto* se rendit au bout de huit jours; le fort du phare tint longtemps, et ne tomba que plus tard au pouvoir des Génois.

Cependant le cardinal de Sion avait occupé les autres points du duché de Milan, et fait proclamer partout Massimiliano; mais les Suisses frappèrent de terribles contributions tout le Milanais, ainsi que Milan, et occupèrent Locarno, ainsi que la contrée en dépendant. Les Grisons s'emparèrent de Chiavenna et de la Valteline. Le pape prit Parme et Plaisance, en faisant valoir les vieilles donations françaises au siége de Saint-Pierre dans leur étendue supposée, de sorte que les anciens Etats de Sforza ne revinrent que très-diminués à Massimiliano.

La victoire de la ligue fut beaucoup plus funeste au duc Alfonso de Ferrare qu'à la France ; la reconnaissance de Fabrizio della Colonna, qui était devenu son captif, qu'il s'était fermement refusé à livrer aux Français, et auquel il rendit enfin la liberté sans rançon ; la reconnaissance, dis-je, de cet homme, qui sut inspirer à toute sa race de l'intérêt pour le duc, et la parenté du roi Ferdinand, furent seules en état de calmer le courroux du pape, au point que celui-ci accorda à Alfonso un sauf-conduit pour se rendre à Rome. Le 4 juillet, le duc arriva dans cette ville, et la manière pleine d'humilité avec laquelle il se présenta devant le pape acheva d'adoucir la colère du saint-père. L'excommunication qui avait été prononcée sur lui fut levée ; mais la commission que Jules avait nommée pour la disposition des conditions de paix ultérieure déclara le duché de Ferrare fief tombé en forfaiture, et annonça à Alfonso que le pape espérait obtenir des alliés, comme dédommagement pour

(1) Sismondi, p. 228.
(2) Guicciardini, p. 134.

le duc, Asti, qui était occupé par les troupes de la ligue. Reggio avait aussi ouvert ses portes aux troupes papales, et le duc d'Urbino avait conquis les possessions de Ferrare dans la Garfagnana. Ferrare elle-même, où commandait le cardinal Hippolyte, se trouva dans le plus grand danger, et Alfonso demanda à être congédié. Voyant que le pape ne voulait pas le laisser partir, les Colonna firent valoir par la force ses droits au sauf-conduit promis (1).

Ces nouvelles conquêtes amenèrent bientôt parmi les membres de la ligue des négociations d'où surgirent des intérêts qui durent nécessairement troubler leur intelligence précédente. La prise de possession de Parme et de Plaisance par le pape était aussi préjudiciable à l'empereur, qui considérait ces villes comme fiefs impériaux, qu'au duc Massimiliano, qui les regardait comme appartenant à la succession des Sforza. L'empereur Maximilien ne voulait pas restituer aux Vénitiens ce qu'il possédait encore de leur territoire, et ne fut décidé que par les Suisses et par le pape à reconnaître Massimiliano comme duc de Milan. Raymond avait rassemblé une nouvelle armée sur les frontières napolitaines; et, afin de la conduire dans l'Italie supérieure, et d'avoir par là plus d'influence sur la marche des négociations ultérieures, il demanda au pape et aux Vénitiens la continuation des subsides qu'ils avaient promis de payer jusqu'à ce que les Français fussent expulsés d'Italie. Mais les Français étaient encore en possession des citadelles de Brescia, de Crema et de quelques autres forts. Les Suisses frappaient constamment de nouvelles contributions le duché de Milan, et avaient contracté avec le duc de Savoie, au mois de mai, une alliance défensive, d'après laquelle ils cherchèrent à le détacher entièrement de la France (2). Les Vénitiens cherchèrent enfin à se saisir des forts de Brescia et de Crémone, dans l'intention de les garder s'il était possible.

(1) Sismondi, p. 245. Guicciardini, p. 140.

(2) L'histoire de la maison de Savoie a été écrite dans son ensemble jusqu'à l'année 1492 (voyez la division III); dans laquelle année le jeune duc Charles II, Jean Amédée, régnait à Montferrat, sous la tutelle de sa mère Bianca. La régente et tutrice avait été obligée, bientôt après la mort de son époux, le marquis Lodovico de Salluzzio, et de ses cousins de Racconigi et Cardello, d'évacuer ses biens et seigneuries. Nous passons sous silence les troubles occasionnés par l'occupation de l'évêché de Genève, ainsi que les détails des querelles avec les Valaisans, qui auraient bien voulu acquérir le Chablais. Les relations de la régente avec Charles VIII, roi de France, ont été mentionnées plus haut. Le 16 avril 1479, le jeune duc mourut, et fut remplacé par son grand-oncle Philippe de Beauge et de Bresse, qui était fort âgé, et qui était en dernier lieu gouverneur français dans le Dauphiné. Il eut à peine obtenu ce fief impérial, qu'il mourut, le 7 novembre 1497. Son fils aîné, Philibert II, lui succéda. Ce prince avait été élevé à la cour de France, et, quoique feudataire de l'empire, il se joignit de cœur à la politique française. Mais il mourut aussi dans la vingt-quatrième année de sa vie, le 10 septembre 1504, à Pont d'Ains, à la suite d'un refroidissement et d'une grande fatigue à la chasse, ne laissant d'enfant, ni de sa première épouse, Yolande Louise, princesse de Savoie, ni de la seconde, Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien. Il fut remplacé par son frère, Charles III, qui obtint, en mai 1506, le fief impérial. Celui-ci se vit obligé de guerroyer dès le commencement de son règne avec l'évêque du Valais, et de lui céder plusieurs endroits par traité; puis il se montra entièrement partisan de la France, et fit preuve d'une humeur toute passive. Depuis que les Suisses étaient devenus hostiles aux Français, et que les Savoyards avaient intercepté, du côté de l'Italie, les passages des Alpes, le duc se trouva dans une position très-embarrassante, jusqu'à ce qu'il contracta à Bade, en mai 1512, avec les cantons confédérés, un traité de vingt-cinq ans, en vertu duquel les sujets des deux puissances devaient vivre en paix et commercer librement entre eux, et s'adresser à des arbitres en cas de différend. Chaque fois que les Suisses auraient

Tous les alliés étaient d'accord sur ce point, c'est-à-dire de faire sentir aussi à la république de Florence les suites de son attachement à la France. Quoique cet attachement ne fût pas de nature à offrir grand secours aux Français, ou à empêcher la république d'accueillir les fuyards de la bataille de Ravenne, il avait sufñ pour exciter la colère du pape, et pour donner un nouveau point d'appui aux efforts de la maison de' Medici. Le pape envoya en juillet un député à Florence, qui exposa la demande de la destitution de Soderini, de l'adhésion de la république à la ligue, et du rappel de tous les exilés. Les Florentins refusèrent. L'évêque de Gurk leur offrit, pour la somme de quarante mille florins, la protection impériale; mais cette protection était si peu estimée, que les Florentins auraient cru mal employer leur argent. Ils se contentèrent donc d'envoyer le frère du gonfalonier, Gian Vittore de' Soderini, à Mantoue, où se tenait une sorte de congrès des puissances liguées; mais Giuliano de' Medici y parut aussi, et prétendit que la France était seule cause de tous les malheurs de la maison de' Medici, et que celle-ci avait toujours été une fidèle alliée des ennemis de la France. En outre les Medici épargnaient moins l'argent que la république, et l'argent était le besoin général des hommes qui avaient à décider la question. Raymond avait conduit son armée jusqu'à Bologne; elle ne voulut pas faire un pas de plus sans argent, et il n'en avait point. On avait encore une fois déclaré à l'ambassadeur de la république qu'il pouvait sauver son pays pour quarante mille florins; mais, au lieu d'y consentir, il entama une longue justification de sa ville natale, qui n'avait manqué à aucune obligation, et qui par conséquent ne devait rien. Le congrès résolut d'envoyer l'armée de Raymond avec le cardinal de' Medici contre Florence.

Les Florentins n'avaient pour leur défense que deux cents lances, et une milice pour ainsi dire inutile : quelques milliers de guerriers soldés, composés en grande partie de mauvais sujets enrôlés, qu'on avait ramassés de tous côtés, offraient un bien faible secours. Raymond n'amena à la vérité à cette expédition que deux cents gens d'armes, deux canons et cinq mille fantassins espagnols : mais ces derniers pouvaient lutter avec les meilleures troupes de ce genre dans le monde entier, les lansquenets allemands. Il fit dire de Barberino à la république qu'il ne toucherait ni à la propriété des bourgeois, ni au gouvernement de la ville ; mais il exigea qu'on éloignât Soderini, et que les Medici fussent de nouveau admis (1).

Soderini, en exprimant cette déclaration au grand conseil, s'offrit à sacrifier au bien de la république sa place, sa liberté, et même sa vie; il ajouta qu'il ne pensait pas qu'on pût garder la liberté, si les Medici étaient ramenés par une force armée; et que, si les bourgeois étaient de la même opinion, ils devaient exposer leurs biens et leur vie pour repousser l'ennemi. Le grand conseil déclara, après une longue délibération, qu'il accueillerait les Medici, mais qu'il n'éloignerait pas Soderini.

Raymond arriva sur ces entrefaites devant Prato, où se trouvait Luca de' Savelli avec cent gens d'armes et deux mille fantassins, composés principalement de milice. La première attaque des Espagnols fut heureusement repoussée; et comme Raymond tenait beaucoup moins au rappel des Medici qu'aux contributions dont il voulait frapper Florence, il renoua les négociations, sous la condition que l'on fournirait des vivres à ses gens pendant la durée des discussions. Soderini refusa. Il s'ensuivit que les gens de Raymond attaquèrent de nouveau, le 30

la guerre, et que le duc serait tranquille dans son propre pays, il devait leur fournir six cents cavaliers; mais, si le duc avait la guerre, les Suisses devaient lui fournir six mille fantassins, seulement pour le service sur terre. Cf. Lebret, *Histoire d'Italie*, vol. VII, p. 32 fg.

(1) Guicciardini, p. 153.

août, Prato. Ils trouvèrent si peu de résistance de la part de la misérable infanterie florentine, que la ville tomba aussitôt en leur pouvoir. Ils y déployèrent une véritable rage de cannibales, pillant, tuant, torturant (1).

Lorsque la nouvelle en parvint à Florence, tout le monde fut saisi de terreur, et Raymond éleva maintenant ses demandes de contributions au plus haut degré. La ville était sans conseil, et Soderini n'était pas un homme dont l'énergie fût à la hauteur de ces circonstances. Un certain nombre d'hommes distingués, appartenant aux familles les plus considérées, étaient en outre portés pour un changement de gouvernement (2). Ils se rendirent, le matin du 31 août, au palais, pénétrèrent jusqu'à la demeure de Soderini sans rencontrer de résistance, et lui laissèrent le choix entre la démission de ses fonctions ou la mort, lui promettant de le faire évader en cas qu'il optât pour le premier parti. Soderini, dont les parents se trouvaient en grande partie parmi ceux qui négociaient avec lui, se résigna. Toute la ville était en émoi; on se contentait cependant du rôle de simple spectateur, et l'on vit, sans prendre parti ni pour ni contre, conduire l'ancien *gonfaloniere* dans la demeure de Paolo de' Vettori, où il fut gardé à vue. La *signoria*, les conseillers de la ville, les *capitani de la parte guelfa*, et toutes les autorités de la ville se rassemblèrent. Les gens qui avaient Soderini en leur pouvoir demandèrent sa destitution; elle leur fut refusée. Francesco de' Vettori représenta alors qu'il serait plus avantageux pour Soderini de le soustraire par la destitution à la rage de ses ennemis, et le *gonfaloniere* perdit enfin légalement sa place. Les conjurés firent évader, la nuit suivante, Soderini de la ville. La nouvelle des dispositions hostiles du pape le détourna du projet de se rendre à Rome; il se sauva donc à Raguse, en passant par Ancône (1).

Lorsque les messagers de la république annoncèrent à Raymond que la république s'était soumise à ses exigences, il insista sur ce qui lui tenait le plus à cœur, l'argent des contributions. Les Florentins devaient payer cent quarante mille florins en or, et recevoir dans leur ville et solder deux cents gens d'armes espagnols. Les Medici ne devaient point être admis comme princes, mais comme citoyens, et devaient avoir la faculté de racheter leurs biens confisqués.

Giuliano de' Medici vint, le 2 septembre, à Florence, sans attendre l'abrogation de la condamnation prononcée contre lui, et l'on proposa, le 7, d'accord avec lui, au grand conseil, une loi qui avait pour but de mettre des limites à l'organisation démocratique des Etats florentins. Des gonfaloniers, qui seraient nommés annuellement, devaient se trouver à la tête du gouvernement. Les élections devaient être confiées en grande partie à une *balia;* mais le grand conseil, institué sous Savonarola devait continuer à subsister. Un proche parent des Medici, mais ardent partisan de l'ancien gouvernement populaire, Gian Battista de' Ridolfi, fut nommé gonfalonier; et l'on chercha ainsi à fonder de toute façon une sorte de juste milieu.

Mais les plus ardents partisans de la maison Medici, qui désiraient acquérir eux-mêmes une influence décidée, n'étaient nullement satisfaits de cet état de choses, et ils voulaient des garanties solides contre le retour du gouvernement démocratique. Connaissant Giuliano comme un seigneur doux et porté aux concessions, ils s'adressèrent au cardinal de' Medici, qui était resté à Prato. Celui-ci adopta tout de suite leurs vues, et

(1) Roscoe, vol. II, p. 146.

(2) « I quali gia molti mesi si erano occultamente congiurati con alcuni altri in favore de i Medici e per convenire con loro del modo di ri mettergli erano stati segretamente a parlamento in una villa del territorio Fiorentino vicino al territorio de i Senesi con Giulio de' Medici. » Guicciardini, p. 162.

(1) Sismondi, p. 263. Roscoe, vol. II, p. 149.

vint, le 14 septembre, sous escorte militaire, à Florence (1).

Ce ne fut que le deuxième jour après son arrivée, que Giovanni de' Medici se rendit au palais auprès des *signori*. Ridolfi avait congédié l'ancienne garde du palais; l'escorte armée du cardinal ne rencontra donc pas la moindre difficulté pour l'occuper. Aussitôt que le palais fut entre les mains des Medici, leurs partisans se prononcèrent plus hautement, et Giuliano demanda à la *signoria* un parlement. Après quelque résistance, elle dut céder, ainsi que les autres colléges. On convoqua au son des cloches l'assemblée populaire, et les *signori* lui représentèrent les demandes des frères Medici : « Toutes les lois depuis l'expulsion des Medici devaient être déclarées nulles et abrogées. Une nouvelle *balia* devait être investie, pour la durée d'un an, du pouvoir suprême à Florence, et de la faculté de prolonger elle-même son pouvoir d'année en année. Le *gonfaloniere* et les *priori* devaient être nommés désormais par vingt membres de la *balia* (*accoppiatori*), chargés de ce soin; et Ridolfi devait remettre ses fonctions le 1er novembre. » Le parlement consentit à tout.

C'est ainsi que la république de Florence, qui avait vu se dérouler une longue suite d'infortunes sous son gouvernement démocratique, et qui n'avait acquis alors aucune espèce de gloire, se trouvait ramenée à son ancienne oligarchie, avec la différence qu'au lieu de chefs riches et grandis au milieu de la prospérité et de la joie de la patrie, elle n'avait plus que des gouvernants devenus par une longue absence étrangers aux intérêts de l'État, aigris par le ressentiment et la haine.

La *balia* acheva alors la révolution dans ses détails, désarma le peuple, abolit la milice, et créa de nouvelles institutions. Afin de contenter la ligue dans ses prétentions, il fallut faire, le 23 septembre, un emprunt forcé de quatre-vingt mille florins en or, avec lesquels on paya Raymond. A la place du grand conseil il y eut le conseil des *arruoti*, qui fut formé de la manière suivante : chaque membre de la *balia* nommait huit bourgeois de son quartier, qu'il considérait comme les partisans les plus zélés des Medici; dans tout ce nombre, on choisit alors deux cents citoyens qui furent constitués en collége. On élut pour successeur de Ridolfi (chose inouïe jusqu'alors) un homme de l'une des familles des grands le plus opposées à la démocratie, Filippo de' Buondelmonti.

A la suite de cette révolution, les membres de la famille des Medici revinrent à Florence; il y avait, outre les deux fils de Lorenzo l'Illustre, le cardinal Giovanni et Giuliano (1); 1° Giulio, fils naturel du frère de Lorenzo l'Illustre, Giuliano; 2° Lorenzo, fils de Pietro, petit-fils de Lorenzo l'Illustre; 3° Ippolito, fils naturel de Giuliano, encore enfant; et 4° Alessandro, aussi enfant, fils naturel de Lorenzo, ou selon d'autres, également de Giulio, encore enfant.

Raymond avait quitté Prato le 18 septembre, et avait rejoint l'armée vénitienne près de Brescia. D'Aubigny, qui n'avait pas voulu se rendre aux Vénitiens, capitula avec Raymond, auquel se livra aussi Peschiera; Legnano se rendit à l'évêque de Gurk. Crema seule tomba entre les mains des Vénitiens. L'évêque de Gurk alla à cette époque à Rome, et le pape Jules, connaissant sa vanité, calculant le crédit qu'il avait sur Maximilien, et l'importance que pouvaient acquérir des relations amicales avec l'empereur, tandis que les alliés étaient divisés d'intérêt, accueillit l'évêque de la manière la plus brillante, et lui donna le chapeau de cardinal.

On vit bientôt arriver des ambassadeurs des autres puissances de la ligue à Rome, où le sort de l'Italie devait être décidé; mais chacun des alliés était très-mécontent des

(1) Sismondi, p. 265.

(1) Voyez la table généalogique, div. II, p. 411.

démarches que les autres avaient faites en attendant. L'Espagne avait cherché à gagner de l'influence en Toscane, et avait pris Florence, Sienne, Lucques et le seigneur de Piombino sous sa protection ; elle avait même étendu cette protection jusque sur les Colonna, qui étaient tombés en disgrâce auprès du pape à cause des affaires de Ferrare, et elle ne cessait de demander la solde que la ligue avait promise, quoique son but fût atteint. Les Suisses insistaient toujours pour que Massimiliano Sforza restât duc de Milan, tandis que l'empereur s'y opposait toujours, tout en se plaignant de l'occupation de Parme, de Plaisance et de Reggio par le pape, en redemandant Vicence aux Vénitiens, et en ne voulant pas leur laisser Padoue, Trévise, Brescia, Bergame et Crema, si la république ne payait pas, pour l'investiture, deux cent mille florins et une redevance annuelle de trente mille florins. La république ne voulut pas s'y soumettre, quoique le pape eût offert de lui faire un prêt pour l'aider.

Jules prit dans cette circonstance une brusque résolution, et s'allia avec l'empereur (1), qui reconnut le concile de Latran, et s'engagea à ne prêter secours ni à Alfonso de Ferrare ni aux Bentivogli, et à rappeler les lansquenets allemands qui se trouvaient au service du duc ; le pape promit en échange à l'empereur de lui faciliter la conquête des territoires qui lui avaient été accordés dans la ligue de Cambrai, tandis qu'on ne devait plus faire mention jusqu'à nouvel ordre des affaires des Colonna ni des prétentions de l'empereur et du pape sur Parme, Plaisance et Reggio.

Raymond rétablit, en décembre, le jeune Sforza dans son duché, et le cardinal de Sion lui remit solennellement le 29, au nom des alliés, les clefs de Milan. Les Français capitulèrent en même temps à Novara, et ne conservèrent plus qu'un petit nombre de forteresses.

(1) Guicciardini, p. 175.

Louis envoya, au commencement de l'année 1513, à leur secours, son armée des Pyrénées, qui s'était battue contre l'Aragon, mais qui n'avait pu empêcher la conquête de la Navarre par le général de Ferdinand, le duc d'Albe. Il négocia en même temps avec Ferdinand et Maximilien, et chercha à diviser la ligue. Ce plan, qui semblait très-facile à exécuter rencontra cependant plus d'un obstacle. Afin d'obtenir seulement à ses ambassadeurs accès dans la confédération suisse, et d'empêcher l'alliance pour vingt-cinq ans qui allait être conclue entre les alliés et le duc Massimiliano, le roi de France fit livrer aux Suisses les citadelles de Lugano et de Locarno ; mais, malgré l'arrivée de la Trémouille et de Gian Jacopo de' Triulzi à Lucerne, les Suisses se lièrent pourtant avec Milan (1), et persistèrent dans leurs hostilités contre la France.

Louis ne réussit que dans ses négociations avec Venise, qui avaient été entamées dans le commencement par l'intermédiaire d'Andrea Gritti, prisonnier. L'empereur, en ayant eu avis, offrit de renoncer à Vicence; mais les Vénitiens voulurent ravoir aussi Vérone, et ne payer que des redevances annuelles. Le cardinal de Gurk n'y consentit pas, et détermina ainsi la conclusion d'un traité entre la France et la république, par lequel Louis accordait aux Vénitiens leur ancien territoire jusqu'à Ghiaradadda, obtenait le reste du duché de Milan, et par lequel le traité conclu jadis entre les deux puissances se trouvait renouvelé. Il y était dit expressément qu'aussi longtemps que le roi ne l'aurait pas ratifié, il ne serait tenu à rien. Louis continua en même temps ses autres négociations, qui se dirigeaient en partie vers un but tout opposé.

Jules attendait de son côté le printemps

(1) Meyer de Knonau, p. 313 : « Pour la protection qu'ils lui avaient accordée, il (Massimiliano) céda aux alliés Lugano, Locarno, le Val de Mayno, Mendrisio, Domo et le Val d'Eschen, et promit deux cent mille ducats pour le duché, et quarante mille ducats par an. »

avec impatience, afin de recommencer avec toutes ses forces la guerre contre Ferrare. Il acheta clandestinement à l'empereur les droits de l'empire sur Sienne, pour trente mille ducats, avec l'intention de la donner en fief au duc d'Urbino; moyennant quarante mille ducats, Modène devait lui être laissée en gage par Maximilien. Il voulait également combattre les Lucquois, qui s'étaient emparés d'une partie de la Garfagnona sur Alfonso de Ferrare, et se flattait de chasser de nouveau de Florence les Medici, qui s'étaient liés avec la cour d'Espagne, et avaient provoqué par là sa colère. Il se proposait aussi de faire des changements dans ses relations avec Perugia et Gênes; mais tout cela devait servir à son plan principal, qui consistait à expulser, avec le secours des Suisses, tous les autres barbares d'Italie. Naples devait également être affranchie par la suite du joug espagnol; mais c'était contre la France que sa haine était le plus prononcée.

Il fut saisi, au milieu de tous ces projets et de toutes ces espérances, par une fièvre qui paraissait d'abord très-insignifiante; il s'y joignit bientôt une dyssenterie qui le mit aux portes du tombeau. Il profita des derniers jours qui lui restaient encore, pour faire confirmer, par le collége des cardinaux, le vicariat de Pesaro au duc d'Urbino, et pour prendre quelques mesures utiles à l'Église. Il mourut le 21 février 1513.

§ II. *Jusqu'à la mort de Léon X, en décembre* 1521.

Vingt-quatre cardinaux présents à Rome firent, le 4 mars, leur entrée au conclave (1). Le cardinal de' Medici fut retardé dans son voyage par un abcès, et n'arriva que le 6 mars.

Il y avait alors parmi les cardinaux un certain nombre de jeunes hommes, et le règne de Jules II leur avait procuré une plus grande influence qu'il n'était d'usage au sacré collége, de sorte qu'il se forma, lors de la nouvelle élection, un parti des jeunes, parmi lequel se distinguait principalement Alfonso Petrucci, fils du chef de Sienne. Ce parti fit porter les votes du sacré collége sur Giovanni de' Medici, quoique celui-ci n'eût que trente-sept ans.

Le cardinal Soderini fut principalement opposé dans l'élection au parti des Medici (2), jusqu'à ce que le cardinal Medici s'offrit à rappeler de Raguse l'ancien gonfalonier Soderini, à le laisser vivre en paix à Rome, à lui rendre ses biens, et à garantir, par un mariage entre des membres de la famille Soderini et de la famille des Medici, cette réunion d'intérêts. Aussitôt que le cardinal Soderini eut accepté ce traité, le choix tomba sur Giovanni de' Medici, qui fut intronisé le 11 mars, sous le nom de Léon X. Le couronnement eut lieu le 19 (1).

Jules II, qui n'avait pas le moindre penchant au luxe, mais qui possédait au plus haut degré la faculté d'économiser afin de pouvoir exécuter ses plans, avait laissé un trésor si bien rempli, que, malgré plusieurs soustractions faites dans l'intervalle par le collége des cardinaux, Léon y trouva encore trois cent mille florins comptants (2); il se vit donc aussitôt en possession des moyens de satisfaire son penchant inné, comme Florentin, pour la pompe extérieure et pour les beaux-arts, qu'il aimait à protéger avec munificence.

Léon fit aussi beaucoup pour sa famille. Cosimo de' Pazzi, archevêque de Florence,

(1) Sismondi, p. 290.
(2) Roscoe, vol. II, p. 173.

(1) La prise de possession du Latran eut lieu le 11 avril, précisément l'anniversaire de la captivité de Léon. Roscoe, vol. II, p. 179.
(2) Sismondi, p. 293.

mourut en avril, et Léon donna ce siége devenu vacant à son cousin Giulio de' Medici. Dès le mois de septembre suivant, il le nomma cardinal, et lui confia la légation de Bologne. Il nomma en outre cardinaux son neveu Innocent Cybo, son secrétaire Bernardo da Bibbiena, et le protonotaire Lorenzo de' Pucci, qui était aussi entièrement dévoué à la famille des Medici.

A Florence, les relations de cette famille avec la ville avaient été fortement troublées par un malheureux accident. Pietro Paolo de' Boscoli, pendant que Giovanni de' Medici se rendait au conclave, avait perdu une liste des noms d'hommes connus pour leur amour de la liberté; et cette liste fut considérée aussitôt comme l'indice d'une conjuration contre les Medici. Boscoli, Agostino de' Capponi, Niccolò de' Machiavelli, et d'autres, furent mis à la torture, et, quoiqu'on ne découvrît pas de conspiration, on fit exécuter Boscoli et Capponi le jour du départ de Giovanni, et on exila les autres de Florence. Ce ne fut qu'à l'avénement de Léon que quelques grâces furent accordées (1). Ce pape fit aussi rendre aux Florentins Pietra Santa et Mutrone par les Lucquois, et amena un traité entre Lucques et Florence.

En apparence, dans l'intérêt de l'Église, mais en réalité pour favoriser sa famille, le nouveau pontife avait fait valoir des droits d'un autre côté, et cela d'une manière qui détermina en grande partie la politique subséquente de Léon. Sous l'influence de Raymond, Parme et Plaisance s'étaient de nouveau soumises, après la mort de Jules, au duc Massimiliano. Léon avait destiné ces territoires à son frère Giuliano, ou en général à sa famille; c'est pourquoi il les redemanda aussitôt.

L'alliance négociée auparavant entre la France et Venise avait été définitivement conclue le 13 mars 1513 (2), et avec la condition que l'ancien territoire des Vénitiens, avec Crémone et la Ghiaradadda, leur serait publiquement garanti par les Français, mais que la république s'engagerait en secret à livrer Crémone et la Ghiaradadda, et se contenterait en échange du territoire du marquis de Mantoue, qui devait être victime de ces arrangements. Louis voulait envoyer une armée considérable, en mai, dans la Lombardie; les Vénitiens devaient marcher en même temps avec huit cents gens d'armes, quinze cents hommes de cavalerie légère, et dix mille hommes à pied contre le duché de Milan.

Alors sous Louis de la Trémouille se réunirent à Suse douze cents gens d'armes français, huit cents hommes de cavalerie légère, puis huit mille lansquenets conduits par le sanglier des Ardennes, Robert de la Marck, et ses fils, les sieurs de Fleuranges et de Jamet, et huit mille Français recrutés de côté et d'autre. Les Vénitiens placèrent Bartolommeo d'Alviano, que le roi mit en liberté, à la tête de leurs troupes, qui se rassemblèrent près de S.-Bonifacio; une flotte française était prête à Gênes pour appuyer les Adorni et Fieschi, tandis que Raymond retirait les troupes de Tortona et d'Alexandrie, se repliait lui-même avec son armée vers la Trebbia, et se proposait d'évacuer entièrement l'Italie septentrionale, de sorte que les promesses de Léon purent seules le retenir.

Massimiliano, dans ces circonstances, était réduit uniquement au secours des Suisses; mais Léon mit fin à ces relations, en n'adoptant point la position de son prédécesseur vis-à-vis des cantons, et en ne leur faisant payer que quarante-deux mille florins pour toute satisfaction. Quoiqu'il ne voulût point mettre à découvert l'Italie centrale par le départ de Raymond, il ne pouvait plus se trouver en liaison prononcée avec les ennemis de la France, et avait rendu sa faveur au duc de Ferrare.

Les Suisses, qui considéraient la défense de Milan comme une affaire d'honneur, durent néanmoins se retirer vers Novara.

(1) Roscoe, vol. II, p. 187.

(2) D'autres citent le 24 mars. Voyez la note dans Guicciardini, vol. V, p. 204.

puisque Raymond ne leur donnait aucun secours; Alexandrie et Asti tombèrent au pouvoir des Français; la bannière de France fut arborée à Milan, et la citadelle, occupée encore par les Français, put se ravitailler. Massimiliano s'était montré gouvernant trop inhabile pour pouvoir gagner les Milanais, cette *gente inconsolabile*. Parme et Plaisance, persuadées par Raymond, se prêtèrent maintenant volontiers à reconnaître le pouvoir suprême du pape. Valeggio, Peschiera, Crémone se rendirent aux Vénitiens. Soncino et Lodi élevèrent le drapeau français. Une partie de l'armée vénitienne sous Lorenzo da Ceri alla occuper Brescia; Vénitiens et Français se trouvaient de nouveau en communication directe, sans qu'il y eût aucun engagement. Du côté de Gênes seulement des combats avaient été livrés.

Le fort du phare de Gênes se maintenait encore, et une flotte française s'était approchée pour le défendre. Les Adorni, Antoniotto et Gieronimo avaient réuni une troupe de quatre mille hommes, et marchaient avec elle par terre contre la ville; mais Giano de' Fregosi, le doge, qui savait que les Fieschi à Gênes lui étaient contraires, fit exécuter Gieronimo del Fiesco avant de marcher contre les Adorni (1); ce qui le rendit impopulaire même auprès des adversaires des Fieschi, et ce qui paralysa les mouvements plus que n'aurait pu le faire l'influence de Gieronimo. Les gens du doge furent battus par Adorno, les Fieschi tuèrent son frère Zacharie, et Préjean, l'amiral français, pénétra heureusement jusque dans le port. Giano se sauva alors avec ses partisans sur la flotte à Spezzia, et Antoniotto Adorno se présenta comme gouverneur pour le roi de France, et fut nommé doge à la place de Giano. Les Français et les Vénitiens avaient atteint partout leur but; Novara et Como étaient seuls encore au pouvoir des Suisses.

La Trémouille commença le siége de Novara (1); il eut bientôt ouvert une brèche; mais les Suisses étaient si audacieux, que leurs chefs firent dire au général français qu'il pouvait épargner sa poudre pour l'assaut; car ils étaient prêts à lui ouvrir leurs portes, ou à élargir eux-mêmes la brèche; et, malgré les instances et les représentations des Italiens enfermés avec eux, ils ne voulurent pas souffrir qu'un fossé fût creusé, ni qu'un nouveau rempart fût élevé derrière la brèche.

Les Suisses, qui étaient des gens de Schwytz, Uri et Unterwalden avaient eu avis de renforts qui leur venaient des autres cantons, par le Simplon, le Saint-Gothard et le Vogelberg, et ils avaient le projet de laisser les Français monter à l'assaut, sitôt qu'ils seraient informés de l'approche de ces renforts. Robert de la Mark voulait que l'on allât présenter la bataille aux Suisses qui arrivaient; mais le vieux Triulzo, qui était à l'armée, ouvrit un avis contraire; il comptait sur l'action de la cavalerie française, genre de troupes qui manquait aux Suisses, pour réduire les assiégés par la famine; et à cette fin il conseillait de lever le camp, et d'investir Novara à une plus grande distance. La Trémouille se rangea à cette opinion, et le 5 juin il leva son camp, qu'il alla asseoir ailleurs, sans construire avant la nuit aucun ouvrage de défense. Le même soir les Suisses, qui, ayant reçu des secours, étaient plus de neuf mille, tinrent conseil, et Jacob Matti de Sivinen fit adopter l'avis d'aller attaquer les Français. Le 6 juin avant le jour, ils arrivèrent sur l'ennemi en colonnes longues et serrées, si bien que les boulets de l'artillerie française leur emportaient des files de cinquante hommes (2); tou-

---

(1) Il est même douteux si cet acte, qui fut commis par les frères du doge, Lodovico et Fregosino, fut aussi réfléchi que Sismondi veut bien le représenter. Cf. Guicciardini, p. 214 et la note.

(1) « Et Triulzo se vanta de prendre les Suisses comme on prend du plomb fondu dans une cuiller. » Ranke, p. 399. Il les saisit en effet, mais il s'y brûla les mains.

(2) Meyer de Knonau, a. a. O. S. 315.

tefois leur attaque n'en fut pas ralentie, et bientôt ils abordèrent les Français corps à corps, à coups de hallebarde et d'épée, ou de dague et de poignard lorsque la mêlée était trop serrée. Après cinq heures de combat, la victoire leur resta; les cadavres de huit mille Français couvraient le champ de bataille, et le reste fuyait en désordre. Quinze cents Suisses avaient perdu la vie.

Toutes les représentations des Vénitiens ne purent retenir en Italie ces débris de l'armée française, dont la défaite eut pour résultat la soumission de toutes les villes liguées contre Maximilien, et qui n'échappèrent au châtiment qui les menaçait qu'en payant d'énormes contributions (1). Les Suisses furent richement récompensés, et Raymond, reprenant l'offensive, envoya trois mille fantassins espagnols, sous les ordres de Pescara, pour aider Ottaviano de' Fregosi à chasser de Gênes les Français et les Adorni. Mais Préjean et la flotte française quittèrent le port sans attendre l'arrivée de Pescara, et la flotte de Fregoso y revint de Spezzia sans rencontrer d'obstacles. Les Adorni, soit qu'ils désespérassent de se maintenir sans les Français, soit qu'ils prissent en considération le salut de Gênes, sortirent de la ville, et Ottaviano Fregoso fut proclamé doge le 17 juin. La ville paya aux Espagnols une indemnité de quatre-vingt mille florins.

Vers la mi-juin, Bartolommeo d'Alviano, craignant les forces réunies de Raymond et des Suisses, se retira sur l'Adige, investit tout à coup Vérone, et, comme cette place tenait bon, il gagna le pays de Vicence, campa quelque temps à la Tomba, et fut s'enfermer dans Padoue. Pendant ce temps, Raymond livrait Crémone au pillage, et levait des contributions à Brescia, Bergame et autres villes. Tout le territoire vénitien se trouvait ainsi livré sans défense, à l'exception de Padoue, qu'occupait Bartolommeo, de Crema et de Trévise, où Lorenzo da Ceri et Giovan Paolo de' Baglioni s'étaient jetés. Mais les Suisses ne se sentaient pas plus que les Espagnols l'envie d'aller prendre Venise. Les uns et les autres trouvaient plus commode de lever des contributions en Lombardie, et de piller et ravager le pays à l'ouest de l'Adige.

Il n'y eut pour Raymond de résultat militaire bien décidé que lorsque son souverain, après de vaines tentatives de médiation entre Maximilien et Venise, lui donna ordre d'opérer sa jonction avec l'armée impériale; mouvement que les gens d'armes du pape suivirent sous la conduite de Troilo de' Savelli et de Muzio della Colonna. L'empereur était représenté en Italie par le cardinal de Gurk, lequel, étant habituellement sans argent, laissait volontiers l'armée vivre comme par le passé, aux dépens du pays qu'elle pillait; cependant il donna ordre à Raymond d'attaquer Padoue, que l'empereur Maximilien convoitait évidemment. Le siége de cette ville commença le 28 juillet; mais Bartolommeo se défendit vigoureusement, et la noblesse vénitienne, transportée d'un nouvel enthousiasme, vint à son aide. Le terrain bas et marécageux des environs, par ses exhalaisons, engendra la fièvre dans l'armée impériale, et le 16 du mois d'août, Raymond se vit obligé de reprendre la route de Vicence. Plus tard il entreprit une expédition aventureuse contre Mestre, Marghera et Fusine; et les boulets de l'artillerie allemande qu'il avait dans son armée battaient déjà les murs du couvent de S.-Secondo (1). Mais cette entreprise faillit lui être fatale; car la population entière était exaspérée de ce qu'elle avait eu à souffrir, et Bartolommeo, utilisant ces bandes de paysans déterminés, fit occuper les bords de la Brenta et du Bacchiglione, tous les passages et routes sur les derrières de Raymond, et les rendit impraticables à ses troupes régulières. Lorsque Raymond voulut revenir sur ses pas, il trouva

(1) La Savoie et le Montferrat furent également imposés, le premier de ces États à cinquante mille, et le second à cent mille ducats. Ranke, S. 402.

(1) Guicciardini, p. 238, et Ranke, a. a. O.

à Cittadella une vigoureuse résistance. Il s'agissait alors de passer la Brenta ; là encore il fut repoussé jusqu'à ce que Pescara et la cavalerie légère fussen parvenus à traverser la rivière, en partie par ruse ; mais à chaque pas on était arrêté par les Vénitiens et par les retranchements et les batteries qu'ils avaient élevés. Giovan Paolo de' Baglioni occupait Montecchio, et Bartolommeo en personne était à l'Olmo, auprès de Vicence. Les Espagnols, ne sachant plus où donner de la tête, marchèrent subitement sur Bassano, le 7 octobre, après avoir brûlé une grande partie de leurs bagages ; le brouillard du matin empêcha quelque temps leur mouvement d'être remarqué ; Bartolommeo détacha à leur poursuite son neveu, Bernardo Antiniola, avec de la cavalerie légère et deux pièces de campagne. Celui-ci culbuta la cavalerie allemande, et ne fut arrêté que par l'infanterie de Pescara ; tandis que les stradiotes et des milliers de paysans acharnés harcelaient les flancs des Espagnols en retraite, et éclaircissaient leurs rangs par leur mousqueterie. C'en était fait des ennemis de Venise, si l'on eût suivi le conseil de Bartolommeo, qui voulait éviter d'en venir aux mains, et se contenter de harceler l'ennemi ; mais Andrea Loredano, provéditeur de Venise, voulait une victoire décisive, et Bartolommeo dut commencer l'attaque. La supériorité des troupes espagnoles se montra dans cette circonstance avec éclat. Les mercenaires romagnols furent culbutés, et le reste de l'armée vénitienne, sans attendre le choc de l'ennemi, s'enfuit à Padoue. Raymond arriva victorieux à Vicence qui avait fermé ses portes aux fuyards ; les Espagnols s'emparèrent de tous les bagages de l'armée vénitienne, et firent prisonniers Baglione, Giulio, Giovan Paolo Manfroni le fils, et le Malatesta de Sogliano. Plusieurs chefs des plus distingués de l'armée vénitienne, tels que Carlo da Montone, Antonio de' Pii et son fils Costanzo, et Hermes de' Bentivogli, périrent dans ce combat (1).

(1) Sismondi, p. 324.

Après ce succès, l'armée espagnole prit ses quartiers à Est, Montagnana et environs ; et Bartolommeo, ayant reçu de l'argent du sénat de la république, rassembla de nouvelles troupes. Cependant Venise ne pouvait plus compter sur la France, assez occupée de ses embarras intérieurs. Après s'être épuisée à soutenir pendant tant d'années la guerre contre l'empereur et le pape, les Espagnols et les Suisses, il lui fallait renoncer à toute espérance de succès. A la même époque, un incendie consuma précisément le plus riche quartier de Venise, et les principes d'équilibre politique qui avaient jusque-là été suivis en Italie sauvèrent seuls la république de sa perte certaine.

Suivant toute apparence, la mort de Maximilien, en faisant passer entre les mains de ses petits-fils et héritiers non-seulement les Etats d'Allemagne et d'Autriche, mais encore les royaumes d'Espagne et de Sicile, devait avoir pour résultat l'asservissement du saint-siége, qui se trouvait enserré de toutes parts dans les possessions impériales. Déjà, dans des conférences, il avait été question de donner en mariage une princesse française à Charles, un des petits-fils de l'empereur, et alors, si ce projet se réalisait, si le roi de France se ralliait par là aux intérêts de la maison de Habsburg, il ne restait plus une voie de salut au représentant terrestre du Christ.

Ces considérations n'échappèrent pas à Léon X, qui avait du reste toujours été porté à s'allier à la France, et n'avait fait que céder aux circonstances. Il parvint à décider les Vénitiens et l'empereur à l'accepter comme arbitre de leurs différends (1), et pendant les négociations il y eut une suspension d'hostilités, sauf les brigandages qu'il était alors impossible d'interdire absolument aux gens de guerre. Léon travaillait en même temps à une réconciliation avec la France.

Parmi les cardinaux du concile de Pise, Carvajal et Sanseverino, prisonniers de

(1) Guicciardini, vol. VI, p. 21.

Léon, avaient par leur repentir et leur abjuration obtenu leur grâce. Le concile avait été transféré de Milan à Lyon. Fort peu d'ecclésiastiques, même français, s'étaient rendus dans cette ville; Louis, par un édit de Corbie en date du 27 octobre, leva ce concile, et les prélats de Lyon eux-mêmes y renoncèrent, et reconnurent le concile de Latran. L'Église était donc ramenée à l'union. Lorsque le saint-père se fut ainsi ménagé une voie de réconciliation avec la cour de France, il tâcha de rapprocher Louis et les Suisses, en leur donnant la crainte de l'union de l'Autriche avec l'Espagne; et, dans le courant de l'année qui suivit, Louis eut, d'un autre côté, la satisfaction de conclure une paix solide avec Henri VIII.

L'amélioration de la position de la France ne tira cependant pas les Vénitiens d'embarras. Louis n'envoya pas d'armée au delà des Alpes; les citadelles de Milan et de Crémone capitulèrent au mois de juin 1514, et le fort du phare de Gênes suivit cet exemple le 26 août de la même année.

Les ouvertures pacifiques entre Venise et l'empereur furent empêchées par les difficultés que fit naître le cardinal de Gurk. Toutefois la guerre dégénéra en brigandages sur les frontières. Des gentilshommes allemands ou d'Istrie faisaient de temps en temps avec de petites troupes des excursions dans le Frioul ou dans la Marche de Trévise, mais sans pouvoir s'y maintenir. Bartolommeo d'Alviano avait à la vérité rassemblé une nouvelle armée; mais elle était en majeure partie employée contre Raymond, et ne pouvait que de loin en loin venir au secours du Frioul. Le général vénitien surprit les Espagnols dans Est, et puis à Rovigo, les incommodant ainsi par de petites entreprises qui lui réussissaient généralement (1). Lorenzo de' Ceri, bien qu'avec moins de ressources, étendait également ses courses de Crema sur le Milanais.

Les embarras et l'inutilité des négociations pour rapprocher Venise et l'empereur n'avaient servi qu'à resserrer les liens entre Léon X et la cour de France.

Les considérations d'intérêt général ne faisaient cependant pas perdre de vue à Léon le bien-être et l'élévation de sa propre famille. Il avait le projet de fonder pour son frère Giuliano une principauté plus grande sur les bords du Pô. Le duc de Ferrare était à la vérité rentré en grâce auprès de lui; mais la paix n'était pas encore officiellement conclue. Le projet du pape était de ne pas lui rendre Reggio et Modène; la première de ces villes était déjà en sa puissance, et la seconde était occupée par les impériaux; mais, avec l'aide des Rangoni, Modène tomba également entre ses mains, et l'empereur se laissa désintéresser moyennant quarante mille ducats. Parme, Plaisance et leur territoire devaient être joints à Reggio et Modène pour former l'apanage de Giuliano. Lorenzo de' Medici, fils de Pietro, était alors à la tête de la république de Florence.

L'élévation de sa propre maison avait donc empêché Léon de prendre vis-à-vis de l'empire et de l'Espagne une attitude telle que son intimité avec la France eût pu le faire supposer; loin de là, il s'efforçait de demeurer avec ces puissances en des rapports favorables à ses vues intéressées, et de même que son bisaïeul Cosimo avait su se maintenir au milieu du conflit des puissances italiennes, de même Léon X se proposait de se poser entre les principales puissances, et de tirer parti du maintien de l'équilibre de l'Europe, au profit de sa propre indépendance et pour l'accomplissement de ses vues. Mais sur ces entrefaites survint un de ces événements propres à déjouer les combinaisons humaines: Louis XII mourut le 1er janvier 1515, laissant le trône de France à François d'Angoulême, jeune homme d'un caractère ferme et résolu.

Comme son prédécesseur, François prit le titre de duc de Milan; mais, tout en faisant peu après son avénement de grands préparatifs, il eut soin de ne paraître préoccupé que de sa défense. Les ouvertures pour le rétablissement ou le maintien de la paix qu'il fit faire en même temps auprès de toutes les

(1) Sismondi, p. 339.

cours de quelque importance, n'eurent de résultats qu'en Angleterre et auprès du prince Charles de Bourgogne, petit-fils de l'empereur Maximilien; les Suisses ne voulurent pas même recevoir les envoyés du roi de France (1). Le pape prétendit néanmoins persister dans sa politique équivoque, et, tandis qu'il faisait à François des protestations de neutralité, il garantissait au duc Massimiliano son duché, de concert avec l'empereur, le roi Ferdinand et les Suisses. Venise au contraire, non contente de renouveler avec François l'alliance conclue avec son prédécesseur, s'unissait plus étroitement à lui, par un nouveau traité du 27 juin. Ottaviano Fregoso, le nouveau doge de Gênes, en fit secrètement autant, lorsqu'il eut pénétré que les puissances auxquelles il devait sa réintégration à Gênes poussaient l'avidité et le désir de leur propre agrandissement trop loin pour qu'il pût, à l'avenir, se fier à elles. En conséquence il s'engagea à soutenir les Français à leur entrée en Italie, et à convertir son titre de doge en celui de gouverneur pour le roi de France.

Dès que François eut vu l'issue de ses différentes tentatives politiques, il fit rassembler en Dauphiné trois mille lances françaises, vingt-six mille lansquenets des Pays-Bas, sous la conduite de Charles d'Egmont (2), et dix mille Gascons et Basques (3). A ces troupes se joignirent dix mille fantassins français à sa propre solde, quinze cents hommes de cavalerie légère, et six compagnies de reîtres italiens commandés par un Sanseverino.

(1) Sismondi, p. 353. *Archives pour l'histoire de la Suisse*, publiées par M. Escher et J. J. Hottinger, t. I, p. 23 et 24.

(2) Six mille d'entre eux étaient des gens de pied tout équipés, aux armes et drapeaux noirs, appelés à cause de cela les bandes noires de la Gueldre, conduites par Tavannes.

(3) Pedro Navarra était leur chef; le même qui, pour se venger de ce que Ferdinand n'avait pas voulu le racheter lorsqu'il fut pris à Ravenne, était entré au service de France.

De vaines tentatives de conciliation avec la France avaient été faites en Suisse par le duc de Savoie, dont une sœur était la mère du roi François Ier; l'autre sœur avait épousé en février Giuliano de' Medici. Quelque temps auparavant, il avait été convenu à Dijon que François payerait aux Suisses une somme déterminée et des subsides annuels, pour garder à sa solde quatre mille de leurs soldats. Plus tard il leur fit proposer à Berne de donner en France un duché à Massimiliano; mais les Suisses étaient alors préoccupés des préparatifs d'une grande expédition, et ces négociations se rompirent d'une manière pénible (1) par la nouvelle de l'alliance du doge de Gênes avec François Ier. Aussitôt quatre mille hommes d'expédition, et près de trois mille volontaires, se dirigèrent vers le duché de Milan. Lorsqu'ils se furent joints aux Suisses qui étaient restés en Lombardie, on eut peine à les empêcher de marcher sur Gênes, en leur donnant l'assurance que la nouvelle était fausse, et que le pape répondait de la fidélité du doge (2). Mais, aussitôt que celui-ci se vit soutenu par la France, il jeta le masque, et se déclara gouverneur pour le roi François Ier.

Les Suisses offrirent alors à l'empereur de faire une irruption en France, pourvu que les puissances coalisées contre cet État s'engageassent à les soutenir. Mais les forces des Suisses furent trouvées trop peu considérables pour une pareille entreprise, et ceux-ci firent d'inutiles efforts pour empêcher que l'on reconnût la distraction de Parme et Plaisance des États du pape; l'empereur, de son côté, avait trop à faire dans les Pays-Bas et en Hongrie pour rien entreprendre contre la France, et il refusa aux Suisses quelques milliers de chevaux qu'ils lui demandaient pour appuyer leur invasion en France (3).

(1) *Archives* d'Escher et Hottinger, pass. cité, p. 26.

(2) *Archives*, pass. cité, p. 29.

(3) *Archives*, p. 33.

Cependant Massimiliano, qui, dans sa pénurie, avait fait frapper de la fausse monnaie, et s'en servait pour payer les Suisses, aussi bien que par sa faiblesse et son incapacité, s'était mis vis-à-vis d'eux dans une position telle, qu'il paraissait être leur avoyer en Lombardie (1).

Milan se souleva; Massimiliano s'enfuit à Novara, et les Suisses s'enfermèrent dans la citadelle. Le premier corps de confédérés, de huit mille hommes à peu près, était encore à Alexandrie, et le second, de quinze mille environ, se rassemblait aux environs de Vercelli; ils voulaient réduire Milan; mais le duc s'y opposa, craignant, en usant de violence, de disposer tous les esprits en faveur des Français, et Milan apaisa les Suisses moyennant cinquante mille ducats. En Suisse également, les différents partis s'agitaient dans tous les sens, lorsque l'arrivée du roi de France à Lyon, vers la fin de juin, fit cesser toutes les irrésolutions; mais le désordre, l'amour du pillage et l'indiscipline (2) régnaient parmi les troupes suisses en Italie; la confusion était universelle, et avant que le conseil de guerre assemblé à Montcaliere eût arrêté un plan ou pris quelques mesures, on apprit que les Vénitiens faisaient de grands progrès sur les derrières; alors une grande partie de l'armée des confédérés occupa les passages des Alpes piémontaises pour s'assurer une retraite. Raymond avait pris position près de Vérone; le gros de l'armée vénitienne occupait le pays de Vicence, et Giuliano de' Medici, nommé par le pape porte-étendard de l'Église romaine, rassemblait dans les pays riverains du Pô les troupes du pape et celles de Florence.

Le roi François I[er], apprenant que les confédérés occupaient les débouchés de tous les passages, doutait de la possibilité de descendre en Italie; mais le vieux Triulzo proposa de longer la Durance, de pénétrer par le col d'Argentière dans le Sturathal jusqu'à Coni, tandis que quelques troupes détachées occuperaient l'attention des confédérés, en leur donnant à croire que l'armée française devait s'avancer par le mont Genèvre ou par le mont Cenis. Ce plan fut exécuté (1). L'avant-garde, conduite par le connétable de Bourbon, Triulzo et Navara, et précédée de deux mille cinq cents pionniers sous les ordres du sénéchal d'Armagnac, Galiot, partit d'Embrun le 8 août, et cinq jours après elle était devant Coni. Au centre étaient le roi, le duc Charles d'Egmont de Gueldre, et le duc de Lorraine; après eux, la Trémouille et le maréchal de Lautrec, à la tête de la chevalerie, et beaucoup d'autres grands de France. Enfin l'arrière-garde suivait, commandée par le duc d'Alençon.

Bien que les confédérés eussent reçu maint avis de la marche de l'armée française, ils ne pensèrent pas que ce passage lui fût si aisé, ni surtout si prompt, et ils

(1) *Archives*, p. 34 : « Ils lui prescrivaient le cérémonial dont il devait s'entourer, les formes à employer pour sceller leur alliance, le choix ou la destitution de ses employés, et les relations qu'il pouvait avoir avec les autres puissances; eux seuls avaient le droit de contrôle sur ses munitions et ses approvisionnements; les clefs de la forteresse demeuraient entre leurs mains; ils percevaient chaque année trente-six mille florins qui leur avaient été antérieurement alloués, plus quinze cents ducats pour le nouveau canton d'Appenzell; enfin le duc était obligé, à leur gré, de convoquer le peuple entier de Milan pour écouter les communications que les confédérés avaient à lui faire. En revanche, on lui promit de prendre la responsabilité des gens de sa garde et de la garnison du château, et de le garantir de tous les désordres et excès d'intempérance auxquels ils pourraient se porter, sous peine pour eux, en cas d'ivresse, d'être immédiatement renvoyés dans leurs foyers. »

(2) *Archives*, a. a. O., p. 40 sq.

(1) On trouve les détails de cette campagne dans les *Archives* d'Escher et Hottinger, dont nous avons déjà eu plusieurs occasions de citer l'excellent ouvrage sur la campagne de François I[er] contre les Suisses dans le Milanais.

n'y ajoutèrent foi que lorsque Bayard, tombant sur leurs derrières, et surprenant à Villafranca Prospero della Colonna et la cavalerie milanaise, l'eut pris, lui et les siens.

Cependant la division et les dissensions régnaient au plus haut degré parmi les Suisses. Au milieu de cette incertitude, un négociateur savoyard vint leur faire, de la part du roi de France, les mêmes propositions qu'il leur avait faites antérieurement; une partie des chefs était disposée à les accueillir, hormis ceux de Zurich, Schwytz, Bâle, et des Grisons, qui ne pensaient pas qu'il fût de l'honneur du pays de se retirer lâchement, lorsque l'on était en présence de l'ennemi. Mais ces opposants eurent le dessous, et, tandis que Louis d'Erlach se rendait à Turin pour traiter définitivement de la paix, l'armée confédérée se retira derrière Vercelli, abandonnant aux Français la plaine où leur cavalerie pouvait se développer; leur artillerie les rejoignit dans le même temps. Les Suisses eurent beaucoup à souffrir dans cette retraite, et la tentative que firent les Français d'enlever leurs plénipotentiaires dans la ville neutre de Turin, mit ces derniers en fuite. De Chivasso, qui était tout saccagé, l'armée confédérée arriva à Ivrea, et puis à Vercelli, tandis que le roi, traversant Coni, Carmagnole et Montcaliere, entrait à Turin, où il recevait du duc de Savoie un magnifique accueil. Il arriva à Chivasso, pendant que les Suisses occupaient Vercelli, et la livraient au pillage. Les propositions de paix précédemment faites divisèrent encore une fois les Suisses, et les déterminèrent à reculer jusqu'à Novara. Là les contingents de Berne, Fribourg, Soleure et Biel, qui étaient dans les intérêts des Français, se séparèrent du gros de l'armée et s'en furent à Arona; les autres marchèrent sur Gallerate; l'artillerie, que l'on avait eu tant de peine à amener jusque-là, fut laissée dans la citadelle de Novara.

Les Français, ayant reçu du renfort de Gênes, s'étendirent jusqu'à la Trebbia, dont toute la rive gauche jusqu'au Tessin tomba en leur pouvoir. Bientôt la citadelle de Novara leur livra ses portes et tout le matériel de l'armée confédérée. Raymond se trouvait en présence de Bartolommeo d'Alviano, et dans le plus grand embarras, car Ferdinand et l'empereur ne lui envoyaient aucun secours; il vit, par les papiers de Cintio da Tivoli qu'il avait fait prisonnier, que le pape voulait se rapprocher de la France (1). Alors, ayant jeté dans Brescia Marcantonio della Colonna avec quelques centaines de reîtres et un peu d'autres troupes, il s'enferma, avec seulement sept cents gens d'armes, six cents hommes de cavalerie légère et six mille fantassins, dans un camp fortifié sur le Pô.

Bartolommeo se rapprocha alors de Crémone, et le roi avait déjà pris position près de Buffalora; il n'y avait qu'un secours envoyé de Suisse, ou une diversion des confédérés, qui pût sauver le duché de Milan. Le duc Francesco Sforza de Bari, frère du duc Massimiliano, fut en personne presser le secours, dont la diète confia le commandement à Marx Roüst, bourgmestre de Zurich. Mais l'accord et l'ordre furent aussi étrangers à ces troupes qu'aux autres, et cette levée réunie ne montait pas à quinze mille hommes (1). Roüst chercha à rallier à lui les Suisses qui s'étaient retirés à Arona; mais ceux-ci prirent la direction de Domo d'Ossola, et les gens de Berne poussèrent si loin l'indiscipline, que leurs propres chefs n'étaient pas en sûreté au milieu d'eux. Lautrec, dans l'intervalle, négociait avec ceux qui étaient restés à Gallerate; mais les gens d'Uri, de Schwytz et de Glaris, demeurèrent étrangers aux négociations. De nouvelles ouvertures furent faites aux Suisses qui s'étaient rassemblés à Varèse, et tandis qu'ils se dirigeaient vers Appiano; mais ces derniers n'y donnèrent pas suite, et marchèrent sur Monza, en dépit des tentatives de négo-

(1) L'expédition était à peu près de quinze mille hommes, mais une partie se joignit à ceux d'Arona.

ciations des Français. Roüst, étant parvenu à rétablir la discipline dans ses troupes, fit sa jonction à Monza avec un des corps qui l'avaient précédé, et se trouva alors à la tête de vingt à trente mille hommes. Ceux de Domo rentrèrent dans leurs foyers, laissant dans cette ville une garnison qui fut bientôt enlevée par les Français. Une partie seulement des Bernois se joignit aux troupes de Monza.

Pendant toutes ces marches et négociations, le cardinal Schinner était accouru auprès de Raymond, s'efforçant de rassembler des troupes et quelque argent. Il revint à Monza avec quatre cents reîtres (1) et quelques fonds, et son argent et ses paroles énergiques décidèrent cette partie des confédérés. Le 10 septembre, ils prirent la route de Milan (2), où ils furent reçus avec joie, parce que la bourgeoisie de Milan, et à sa tête Girolamo Morone, comptait sur leur présence et leur appui pour recouvrer son indépendance et sa constitution républicaine; et lorsque François Ier, se croyant assuré des Milanais, leur dépêcha Triulzo avec trois cents lances et six mille fantassins, le trompette qui vint sommer la ville trouva les portes fermées, et les Français furent reçus les armes à la main et repoussés; ce que voyant, ceux-ci se mirent à ravager la contrée, et à couper toutes les communications, pour obliger les Suisses à prendre un parti. Bartolommeo d'Alviano entra à Lodi, et François s'avança vers Abbiate-Grasso et S.-Brigitta, entre Marignano (Melignano) et S.-Donato. Les deux armées, commandées par Raymond et Giuliano, s'observaient mutuellement, et restaient sur les bords du Pô, aux environs de Piacenza.

Le 12 septembre, le roi de France fit encore une fois offrir la paix, et les premiers payements qui devaient en être la conséquence; mais les contingents des trois cantons forestiers et de Glaris n'en voulurent pas entendre parler. Toutefois Roüst, voyant encore la discorde dans le camp, opina pour la paix, et dès lors on se divisa en deux partis. Roüst était à la tête de l'un, le cardinal de Sion dirigeait l'autre. Le premier voulait accepter la paix, et se retirer le lendemain avec ceux de Zurich et de Zug qui lui obéissaient; le second méditait une attaque subite, pour obliger par là les confédérés à combattre ensemble, et il exécuta son projet le lendemain, à l'aide de Muzio della Colonna. Celui-ci disposa en effet une sortie, et fit répandre dans la ville que l'armée française s'avançait en ordre de bataille. Les cantons forestiers, dont les chefs étaient dans le complot, sortirent pour le soutenir; les bourgeois de Milan prirent les armes, et se chargèrent de garder la ville; enfin le reste des Suisses eux-mêmes, qui faisaient leurs préparatifs de départ, suivirent l'impulsion qui leur était donnée. Schinner courut à leur tête, et, pour hâter le zèle des retardataires, on leur fit dire que sept canons étaient déjà pris aux Français; ce qui était faux. Ils accoururent, croyant les leurs engagés, et ils les trouvèrent enfin campés à distance de l'armée française, dans des prairies, à l'ombre de grands arbres, et se reposant. Il en résulta entre les deux partis une violente altercation.

Le roi de France reçut la première nouvelle de l'approche de l'ennemi par le jeune marquis de Fleuranges, et, comme Bartolommeo d'Alviano était sous sa tente, il l'invita à faire avancer en toute hâte ses troupes pendant la nuit. Tandis que les Suisses étaient encore à se quereller, le roi convoquait un conseil de guerre, et se faisait armer chevalier par Bayard. Alors le parti suisse qui voulait combattre, craignant le départ, pendant la nuit, du parti opposé, se décida à attaquer les Français dans leur camp retranché (1), et mit ce projet à exécution. En

(1) Parmi eux étaient Muzio della Colonna et Luigi de Pitigliano. Sismondi, p. 369.

(2) Voyez dans les *Archives* d'Escher et Hottinger, p. 75, cette date, que Sismondi, moins exact, indique au 13.

(1) Voyez la description de ce camp dans les *Archives* d'Escher et Hottinger p. 155 et 156;

conséquence le corps de bataille des confédérés s'avança sous les ordres des landammans de Schwytz, Unterwalden, Zug et Glaris; le bourgmestre Roüst conduisait l'aile droite, composée des gens de Zurich, Schaffhausen, et des Grisons; le maire de Lucerne et le bourgmestre de Bâle étaient à l'aile gauche. L'artillerie des Suisses, composée seulement de quatre couleuvrines, était commandée par le capitaine Pontely, de Fribourg. Warner Steiner, de Zug, conduisait l'avant-garde. Après une pieuse allocution et une courte prière, il marcha en avant. La ligne de bataille des confédérés, repoussant le marquis de Fleuranges qui chargea à la tête d'une troupe de gens d'armes, et culbutant les lansquenets allemands qui s'étaient jetés sur son aile gauche, arriva, sous le feu meurtrier des Français, jusqu'au bord du fossé de retranchement, et s'empara de la première batterie, dont les huit pièces furent tournées contre eux. La première ligne, sous les ordres du connétable, était tout en déroute; la seconde s'avança, et le combat se prolongea après le coucher du soleil. Partout la vaillance des confédérés triomphait, et Bayard lui-même avait fui. La nuit devenait de plus en plus sombre; le roi se replia avec le reste du corps de bataille sur l'arrière-garde, et vint en personne dégager l'artillerie, qui était l'objet d'une nouvelle attaque. Le combat finit une heure avant minuit: les confédérés avaient pris dix drapeaux et douze canons. Le cardinal de Sion avait, durant toute l'action, toujours été aux premiers rangs; il s'occupa alors, avec les gens du duc, de procurer à l'armée des vivres et des munitions. Il pensait que le seul moyen de conserver les résultats de ce combat gigantesque était de rentrer en bon ordre dans Milan (1), attendu que les pertes des Suisses étaient trop grandes, tandis que celles des Français allaient être réparées par l'arrivée de l'armée vénitienne. Cet avis donna lieu à de violentes discussions qui n'eurent aucun résultat, parce que les Français ayant pointé quelques canons sur le feu auprès duquel était assemblé le conseil, il dut se séparer.

Le roi en personne reconnut les ennemis avant le jour, et aux premières lueurs du matin tout était prêt pour recommencer le combat. La ligne de bataille des Français était plus profonde qu'étendue; les Suisses avaient serré leurs masses vers le centre, qui cette fois était commandé par Roüst.

Lorsque le combat fut commencé, ce corps de bataille, avec une intrépidité surhumaine, et malgré un feu épouvantable, franchit le fossé qui défendait l'ennemi, culbuta les bandes noires, et soutint le choc en masse de la gendarmerie française. L'exaspération était portée au plus haut point dans cette mêlée si épaisse et si prolongée, et les confédérés, malgré l'infériorité du nombre et de leur artillerie, combattaient comme des lions. « Ils voulaient bien mourir, mais non pas reculer. »

«Du camp des confédérés une digue élevée, traversant des prairies riantes et entrecoupées de fossés, conduisait au camp français, qui était assis au couchant, sur trois lignes, avec des intervalles pour ranger l'armée. Le camp commençait aux ruines d'un temple élevé par l'empereur Julien. De ce côté commandait le connétable de Bourbon, le roi était au centre, le duc d'Alençon à l'arrière-garde. Cette vaste plaine s'étend jusqu'au Tessin, entre deux lignes de collines couvertes de maisons de plaisance. Des bouquets de bois, de beaux arbres fruitiers, des ormes entrelacés de vignes, quelques habitations et métairies variaient la partie de la plaine arrosée par le Lambro, qui remplissait les larges fossés de la droite du camp, dont les derrières étaient défendus par le village fortifié de S.-Brigitta. Pietro Navarra avait dirigé tous ces ouvrages. Soixante-quatorze pièces de gros calibre battaient toutes les avenues. Les boucliers des archers étaient placés sur le parapet dans toute la longueur du front, et liés entre eux, pour leur servir d'abri. Une attaque de front contre de semblables ouvrages paraissait tout à fait impossible.»

(1) *Archives*, p. 164.

Alors parut d'Alviano. Sa cavalerie, conduite par lui-même, fut repoussée, aussi bien que les deux ailes de l'armée française, dont le centre seul tenait encore, lorsque dans l'après-midi arriva toute l'armée vénitienne. Il y eut un mouvement d'hésitation parmi les confédérés harassés de fatigue: les uns demandaient qu'on battît en retraite; le plus grand nombre voulait tenter un dernier effort. Tout à coup Triulzo fit rompre la digue du Lambro, dont les flots envahirent le terrain occupé par les Suisses; ceux-ci, dans l'eau jusqu'aux genoux, durent songer à la retraite. Les blessés et l'artillerie qu'on ne pouvait traîner furent portés à bras, et placés avec les drapeaux au milieu d'un carré qui, arrêté dans sa retraite par les accidents du terrain, souffrit horriblement du feu des Français qui le suivaient. Les drapeaux des Suisses furent sauvés, à l'exception du taureau d'Uri qui fut perdu (1). L'énergie morale des Suisses ne se démentit pas dans ces circonstances désastreuses, et le soir enfin ils atteignirent Milan, après avoir été peu de temps poursuivis par les Français. Mais leur effroi fut grand lorsque, convoqués le lendemain, ils envisagèrent de sang-froid la perte de six à sept mille des leurs, parmi lesquels beaucoup de leurs plus vaillants capitaines; et cependant, malgré le découragement général, les anciens cantons et Zurich voulaient défendre Milan jusqu'à l'extrémité, à condition d'être remboursés par le duc de l'arriéré de leur solde, et de pouvoir réparer leurs vêtements, leurs armures et leurs armes. Le duc s'était enfermé dans la citadelle avec quinze cents mercenaires italiens; il fit dire aux confédérés qu'il lui était impossible de satisfaire à leur demande, et les supplia de ne pas l'abandonner. Là-dessus, ils lui donnèrent quinze cents de leurs guerriers pour la défense du château, et ils en laissèrent dans la citadelle de Crémone douze cents autres qui y étaient déjà; le reste de leur armée voulut aller audevant des renforts qu'ils attendaient de leur pays. Le cardinal de Sion s'en fut avec le frère du duc, Francesco Sforza, le duc de Bari, à la cour de Maximilien (1); et les Suisses, la garnison du château exceptée, après avoir pourvu, autant qu'il leur était possible, aux besoins de leurs blessés qu'ils laissaient derrière eux, sortirent de la ville enseignes déployées, tambours battants, et rentrèrent par Côme dans leurs foyers sans être inquiétés (2).

Les Milanais n'avaient désormais plus de moyens d'arrêter les progrès des Français, et bientôt ils se virent frappés par eux d'une contribution bien plus considérable que la solde réclamée par les Suisses. De plus, le connétable de Bourbon fit prendre à Milan les quartiers d'hiver à seize mille hommes; la citadelle de Milan fut investie par Pietro Navarra, celle de Crémone par le marquis de Fleuranges, tandis que les sujets italiens des Grisons, dans la Valteline, tentaient en faveur des Français une insurrection qui fut bientôt réprimée. Toutes les villes du duché de Milan qui n'étaient pas occupées par les Suisses s'empressèrent de faire leur soumission au roi, et les Valaisans n'empêchèrent pas Domo d'Ossola de tomber entre les mains des Français.

Raymond, dont les soldats réclamaient avant tout leur paye, et qui était pendant ces événements demeuré dans l'inaction, se replia devant les Français victorieux. Pendant que la diète de Lucerne promettait des secours aux garnisons de Milan et de Crémone, et les engageait à tenir jusqu'à la dernière extrémité; pendant que les Suisses défendaient ces deux châteaux avec un courage indompté, le pitoyable duc de Milan devenait de jour en jour plus lâche, et tout lui paraissait préférable à la crainte des boulets et des mines (3). Toutes les représenta-

(1) *Archives*, p. 171.

(1) Guicciardini, vol. VI, p. 86.

(2) *Archives*, p. 177.

(3) Quelques-uns ont reproché à Girolamo Mo-

tions furent inutiles ; les Suisses cédèrent enfin, et entrèrent en pourparlers (1). Le 4 octobre fut signée une capitulation, par laquelle le duc faisait à François Ier abandon des châteaux de Milan et de Crémone, ainsi que du reste du pays et de tous ses droits, et s'engageait à résider en France ; moyennant quoi le roi lui garantissait un revenu conforme à son rang, et le payement de toutes ses dettes, même envers les Suisses. En conséquence les confédérés sortirent avec tous les honneurs de la guerre, et le roi fit, le 16, son entrée dans Milan, en maître de la ville et de la principauté; après quoi il fut conduire son armée au camp de Vigevano.

Déjà avant son entrée à Milan, François avait signé avec le pape Léon X un traité négocié par l'évêque de Tritanio et le duc de Savoie (2), et qui fut conclu à Viterbe, le 13 octobre. Parme et Plaisance furent de nouveau réunies au duché de Milan; en revanche, Florence fut garantie à la famille de' Medici, et l'on donna au pape l'assurance qu'à l'avenir le duché de Milan tirerait tout le sel de sa consommation des salines de Cervia, qui appartenaient au saint-siége (3). Raymond traversa, sans être inquiété, les Etats de l'Église, et se dirigea vers le royaume de Naples.

En dépit de toutes ses promesses aux Vénitiens, dont l'arrivée avait décidé la défaite des Suisses à Marignan, le roi de France mit tant de lenteur et de mauvaise grâce à les soutenir, qu'ils durent ne s'en rapporter qu'à leurs propres forces du soin de leurs intérêts. Bartolommeo d'Alviano avait dû attaquer Brescia, qui n'était que faiblement défendue; mais, ses opérations ayant été entravées à cause d'une blessure qu'il avait reçue à Marignan, le commandant de Brescia eut le temps de tirer des secours de Vérone (1). Ce général vénitien mourut le 7 octobre suivant.

Le commandement de l'armée de la république fut alors confié à Gian Jacopo de' Triulzi, qui avait amené un corps auxiliaire français de sept cents gens d'armes et sept mille mercenaires allemands. Il mit le siége devant Brescia ; mais les lansquenets allemands se firent un scrupule de porter les armes contre les drapeaux de l'empereur qui flottaient sur les remparts; on envoya à leur place cinq mille Biscayens, sous les ordres de Pietro Navarra. Les assiégés firent des sorties heureuses, opposèrent des contre-mines aux mines de Navarra, et obligèrent enfin Triulzo à convertir le siége en un simple blocus. Déjà les assiégés, pressés par la famine, s'étaient vus obligés de promettre la reddition de Brescia, si dans les vingt jours ils n'étaient secourus (2), lorsque Jorg de Lichtenstein, accourant avec quelques milliers de Tyroliens, ravitailla la place. Les Vénitiens ne reprirent que les forteresses de Peschiera, Asola et Lonado.

Cependant le roi de France et le pape avaient, le 10 décembre, une entrevue à Bologne (3). Le pape consentit à la restitution de Reggio et de Modène à Ferrare, moyennant la somme que le saint-siége avait

---

rone, conseiller le plus intime du duc, d'avoir, par trahison, décidé son maître à se rendre. La lâcheté du duc fut en cette circonstance son seul conseil, et Morone, voyant que ses efforts étaient impuissants, dut se taire pour ne pas être sacrifié. Cf. *Bernardi Arluni de Bello Veneto* lib. VI, in *Grævii Thesaur.*, vol. V, part. III, p. 271.

(1) *Archives*, p. 187. Les Suisses résistèrent avec fermeté jusqu'à ce qu'une dépêche officielle du duc leur eut déclaré que, « malgré leur opposition, il avait, par la force de sa volonté souveraine, disposé du château et de sa personne ducale en faveur du roi très-chrétien. »

(2) Guicciardini, l. c., p. 88.

(3) Sismondi, p. 387.

(1) *Historia Venetiana*, di Paolo Paruta, lib. III (*Degl. Istorici delle cose Veneziane, i quali hanno scritto per pubblico decreto*, t. III. Venezia, 1718, p. 217).

(2) Paruta, l. c., p. 232. Cet écrivain appelle Jörg de Lichtenstein Rocandolfo.

(3) Guicciardini, l. c., p. 99.

payée à l'empereur pour l'acquisition de Modène. Afin, cependant, de ne pas ôter à sa famille la perspective de possessions autres que Florence, le pape tâcha d'obtenir du roi son acquiescement à la confiscation future du duché d'Urbino. Le roi adhéra à cette demande, aussi bien qu'à un concordat qui devait régler de nouveau les rapports de l'Église française avec le saint-siége, établir la pragmatique sanction. En revanche, le pape lui promettait l'appui des Suisses pour défendre le duché de Milan, et la dîme des biens de l'Église en France pour un an (1).

François Ier était également, par l'entremise du duc de Savoie, entré en négociations avec les Suisses, à Genève; mais un parti allemand qui profita, pour travailler le peuple, des représentations de l'empereur, et de la menace qu'il fit d'intercepter les grains du côté de l'Allemagne; ce parti, soutenu par le cardinal Schinner, empêcha que la paix ne fût généralement conclue. Enfin, en janvier 1516, la majorité des cantons acquiesça à la paix définitive, et ils touchèrent leur part des deux cent mille couronnes que François paya à cette occasion aux confédérés. Zurich, Uri, Schwytz, Bâle et Schaffhausen protestèrent seuls, et tinrent bon pour l'empereur, auquel ils envoyèrent, au printemps suivant, un corps de douze mille hommes commandés par Jacob Stapfer de Zurich (2).

Pendant son séjour à Bologne, François avait communiqué au pape ses projets sur Naples, que celui-ci feignit d'approuver; mais, selon toute apparence, il agit de manière que ces plans, plus aisés à exécuter après la mort de Ferdinand le Catholique, fussent pour le moment presque impraticables. François entra dans les vues du saint-père, et, après avoir congédié son armée, à l'exception de sept cents lances, six mille lansquenets et quatre mille Gascons et Biscayens, il retourna en France, donnant ainsi à Léon l'occasion de gagner du temps, ce qui était d'abord son but. Le gouvernement du Milanais fut donné au connétable de Bourbon, qui garda auprès de lui le vieux Triulzo. A la tête de l'armée vénitienne était Teodoro de' Triulzi, neveu de Gian Jacopo; et les auxiliaires français au service de Venise étaient commandés par Odet de Foix, seigneur de Lautrec.

La mort de Ferdinand arriva bientôt après, vers le 16 janvier; peu de temps auparavant il avait envoyé à l'empereur une somme considérable pour continuer la guerre contre les Français en Italie. Henri VIII, roi d'Angleterre, fit parvenir également à Maximilien des subsides à cet effet, et Francesco Sforza, le frère du triste Massimiliano, fit, après la résignation de ce dernier, valoir ses prétentions sur son héritage de Milan.

L'empereur Maximilien eut bientôt, avec l'aide des Suisses, rassemblé une armée considérable, composée, indépendamment des troupes confédérées, de cinq mille reîtres et de dix mille fantassins espagnols et italiens. Lorsqu'au commencement de mars ces troupes descendirent le long de l'Adige en Italie, Brescia, qui était à la veille de capituler, fut dégagée à leur approche. Teodoro et Lautrec se retirèrent de Brescia sur le Mincio; le dernier, traversant bientôt après l'Oglio, entra sur le territoire de Crémone, où il rejoignit le reste des troupes françaises sous le commandement du connétable (1). Maximilien, au lieu de suivre le conseil du cardinal de Sion, et de marcher droit sur Milan, perdit, par point d'honneur, un temps précieux devant Asola (2) qui le bravait, et il ne marcha sur Milan qu'après que les Français eurent eu le temps d'y arriver de Crémone, et de brûler les faubourgs. Néanmoins la terreur était à son comble dans la ville; car il l'avait fait menacer, « si dans trois jours la garnison française n'était pas chassée par les habitants (3), » d'un traitement plus dur

(1) Sismondi, p. 393 et 394. Lebret, *Histoire d'Italie*, t. VII, p. 163.

(2) Meyer de Knonau, a. a. O., p. 326.

(1) Sismondi, p. 401 et 402.

(2) Paruta, l. c., p. 247. Guicciardini, p. 108 et 109.

(3) Arluno parle longuement de ce qui se pas-

que celui que leur avait infligé Frédéric Ier. Tout à coup parut Albrecht de Stein, du parti des Français en Suisse, lequel amena dix mille confédérés à Milan.

Les Suisses des deux côtés déclarèrent qu'ils ne se battraient pas entre eux, et comme leurs chefs avaient chaque jour des entrevues, les commandants des deux armées craignaient beaucoup qu'ils ne vinssent à se réunir, et à dicter à la fois des conditions aux Français et aux Allemands. Triulzo imagina alors de faire tomber entre les mains de l'empereur une fausse lettre adressée à Stapfer, et conçue de façon à donner à Maximilien le soupçon d'un complot tramé contre sa personne. Le trésor de l'empereur était épuisé, et Stapfer réclamait l'arriéré de la solde de ses gens. Maximilien fut tellement frappé de la crainte de se voir en personne arrêté par les Suisses comme garantie de ce qui leur était dû, qu'après leur avoir donné des espérances de payement, il quitta le camp avec deux cents cavaliers, et rentra dans le Tyrol, sans remettre à personne le commandement de son armée, et sans prendre aucune des précautions les plus indispensables.

Son armée, qui ne savait que penser de sa disparition (1), se mit à piller Lodi et S.-Angelo pour se payer. Dans l'intervalle, ceux de Bergame avaient versé seize mille ducats; trente mille ducats de subsides étaient arrivés d'Angleterre : tout cet argent fut envoyé à l'armée; mais les Suisses des deux partis, obéissant à l'injonction de la diète, rentrèrent dans leurs foyers. Trois mille des mercenaires de l'empereur passèrent à l'ennemi, et le reste se débanda, sans rien avoir entrepris d'important. Le connétable aussi quitta l'Italie vers ce temps, et Lautrec devint lieutenant du roi dans le duché de Milan, et son généralissime en Italie. Celui-ci seconda de nouveau les Vénitiens qui assiégeaient Brescia; une tentative des Allemands pour secourir cette ville échoua, et Brescia se rendit à la république le 24 mai (1).

Lautrec refusa d'aider la république à s'emparer ensuite de Vérone, parce que le pape paraissait avoir des vues sur Parme et Plaisance; les Vénitiens n'entreprirent donc rien contre Marcantonio della Colonna, qui commandait dans Vérone, d'où il fut, le 28 juillet, surprendre et piller Vicence.

Les deux gouverneurs des jeunes rois Charles Ier de Castille et d'Aragon et François Ier de France, Antoine de Croy, seigneur de Chièvres, et Arthur de Gouffier, seigneur de Boisy, avaient, dans l'intervalle, négocié à Noyon la paix entre leurs souverains, et l'avaient définitivement conclue le 13 août. Les difficultés au sujet de Naples qui, aux termes des derniers traités avec l'Aragon, devait appartenir aux Français dans le cas où Germaine de Foix n'aurait pas d'enfants de Ferdinand, furent aplanies par les fiançailles de Charles avec la fille, encore au berceau, de François Ier, et Naples resta à l'Espagne. La reine-veuve de Navarre devait être dédommagée par Charles, en Aragon, de la perte de son royaume. Maximilien fut libre, en cédant la ville de Vérone moyennant deux cent mille ducats, d'acquiescer au traité de Noyon. Pour l'y disposer encore mieux, François donna ordre à Lautrec d'aider de tous ses moyens les Vénitiens, qui pressaient Vérone. En conséquence le siége commença le 20 août: toutefois Lautrec, qui n'avait ordre que d'intimider l'empereur, ne voulut entendre parler ni d'assaut ni d'aucune mesure qui pût amener une inutile effusion de sang. Il ne doutait pas du prochain acquiescement de Maximilien à la paix; car les négociations de la France avec la Suisse prenaient une tournure favorable, et Maximilien lui-même

sait alors dans la ville. L. c., p. 288. *Leo*, *Histoire d'Italie*.

(1) L'excuse qu'il allégua : « La cagione della sua partita non essere per altro che per andare a far provisione di danari per le paghe dell' esercito » (Paruta, l. c., p. 251), n'était guère plausible, de pareils détails ne pouvant nécessiter l'absence personnelle de l'empereur hors de son camp.

(1) Sismondi, p. 406.

ne cherchait plus à détourner le parti allemand en Suisse des dispositions plus bienveillantes qu'il manifestait envers François. Le 29 novembre fut conclue une paix soi-disant perpétuelle entre les confédérés et la France (1). Le concordat consenti le 18 août avec le saint-siége reçut, le 19 décembre, la sanction du concile de Latran. En conséquence le roi de France eut la disposition des bénéfices dans l'étendue de son royaume; en revanche les annates furent assurées au pape (2).

Le même jour 18 août, Léon X, après avoir signé le concordat, investit son neveu Lorenzo de' Medici du duché d'Urbino, dont il avait pris possession. Jusqu'à ce jour ce duché avait été protégé par le frère de Léon, Giuliano, l'époux de Philiberte de Savoie, tante de François Ier, en reconnaissance de l'accueil et de l'appui que Giuliano avait autrefois reçus de la cour d'Urbino, lorsqu'il était banni de Florence. Mais Giuliano était mort le 17 mars, et Léon se trouvait dès lors libre de ses mouvements. Peu après la mort de Giuliano, on fit de nouveau au duc della Rovere un crime de l'assassinat du duc de Pavie, et de sa manière d'agir envers les fuyards après la bataille de Ravenne. L'on rappela d'autres griefs encore; le résultat de ces accusations fut la confiscation de son duché; Lorenzo de' Medici et Lorenzo degli Orsini da Ceri furent chargés d'exécuter cette décision. Francesco Maria della Rovere se réfugia à Mantoue. Lorenzo entra, le 30 mai, à Urbino; trois mois après capitula la forteresse de S.-Leo, dernier point des territoires d'Urbino, Pesaro, et Sinigaglia, qui tînt encore pour le duc (1). Une seule voix, celle du cardinal Grimaldi (évêque d'Urbino) protesta contre l'investiture, qui se fit le 18 août (2).

Après de longues négociations à Bruxelles, Maximilien notifia enfin, le 4 décembre, son acquiescement au traité de Noyon (3). Vérone ouvrit, le 23 janvier 1517, ses portes à Lautrec, qui reçut la ville des mains de l'évêque de Trente, au nom de Charles Ier, et le même jour, les clés furent remises aux provéditeurs Andrea Gritti, et Giampaolo Gradenigo. Les habitants de Vérone témoignaient leur joie d'être rendus à leurs anciens maîtres, et le sénat s'enquit en effet des besoins et des relations des villes du continent qui lui étaient rendues, afin de régler sur ces données son administration future. Mais quoique ces territoires, autrefois hostiles à la république, lui fussent rendus avec un esprit contraire, elle ne se releva jamais de cette guerre, dont les énormes dépenses l'obligèrent de vendre tous les emplois publics (4); pendant laquelle le commerce du Portugal dans les Indes orientales prit un développement de plus en plus grand, tandis que celui de Venise sur les côtes d'Afrique reculait chaque jour devant l'influence envahissante des Turcs. Les événements qui amenèrent cette décadence du commerce de Venise n'étaient pas de ceux que l'on peut réparer comme la rupture d'une digue, et le sénat dut trouver plus aisé de repeupler des campagnes dévastées, que d'arrêter seulement la destruction du commerce de la république.

---

(1) Voir pour les articles Meyer de Knonau, pass. cité, p. 327 et 328. Nous ne citerons de Meyer que deux articles, qui seuls ont rapport à l'Italie:

« 11. Bellenz, Lugano, Locarno et Mainthal conservent leurs priviléges dans leurs rapports avec l'État de Milan.

» 12. Les confédérés ont le choix entre les trois cent mille couronnes qui leur ont été promises et le territoire de Lugano, Locarno, Mainthal, la Valteline, Clèves, et autres places dépendantes de Milan. Bellenz et ses dépendances restent dans tous les cas aux trois pays. »

(2) Sismondi, p. 411.

(1) Guicciardini, l. c., p. 120.

(2) Sismondi, p. 415.

(3) Pour ménager son honneur, il donna Vérone à Charles Ier son neveu, celui-ci la transporta au roi François, qui la remit à la république de Venise. Les deux mille ducats furent payés à Maximilien, moitié par la France, moitié par Venise.

(4) La vente des emplois produisit, dit-on, cinq cent mille ducats. Lebret, p. 371.

L'acquiescement de Maximilien au traité de Noyon rétablit la paix entre lui et la république de Venise (1); mais, en faisant cesser la guerre en Italie, il ouvrit à ce pays une nouvelle plaie, en abandonnant sans emploi et sans ressources des mercenaires étrangers que les puissances belligérantes y avaient amenés. La plupart de ces soldats de louage entrèrent au service du duc d'Urbino; et à leur tête Federigo da Bozzolo, de la maison de Gonzague, qui sortait de Mantoue, le jour même de la capitulation de Vérone, fit une irruption dans le pays d'Urbino.

Léon X considéra cette entreprise comme faite à l'instigation des Français, et il renvoya à Lorenzo toutes les troupes de l'Église et celles de Florence pour la repousser. Lorenzo de' Medici et ses auxiliaires Lorenzo (degli Orsini) da Ceri Giulio de' Vitelli, et Guido de' Rangoni, ne purent empêcher le duc d'Urbino d'arriver devant Urbino le 5 février, et d'y entrer le 6. Toutes les villes du duché arborèrent de nouveau le drapeau de leur ancien duc (2); il resta toutefois à Lorenzo deux hauteurs fortifiées près de Pesaro et d'Urbino, et il y reçut les renforts du pape et de Florence, tandis que ses adversaires manquaient d'argent et d'artillerie. Mais, bien qu'il arrivât des auxiliaires français et napolitains, rien d'important ne fut entrepris contre les rebelles, jusqu'à ce que Lorenzo de' Medici fut blessé à la tête, le 4 avril (1). On le transporta à Ancône, tandis qu'à Florence, où le bruit de sa mort était déjà répandu, il était question d'envoyer, selon l'ancien usage des républiques, des commissaires à la tête de l'armée; Léon s'y opposa, et dépêcha, au lieu de commissaires, le cardinal da Bibbiena. Pour démentir le bruit de sa mort, Lorenzo se rendit, lorsqu'il fut rétabli, le 24 mai, à Florence (2), tandis que le cardinal ne conduisait pas la guerre plus habilement. Les Basques et les Allemands à la solde du pape passèrent presque tous au duc, et le cardinal se vit en dernier lieu rejeté sur Pesaro. Alors les soldats d'Urbino fondirent sur la Toscane, rançonnant Perugia, menaçant Città di Castello et Sienne, et puis, à leur retour sur le territoire d'Urbino, ils chassèrent encore une fois le cardinal, qui se retira dans les montagnes. L'armée papale s'étant repliée sur Ancône, la Toscane fut de nouveau envahie; mais ces succès partiels ne consolidaient pas la domination de Francesco Maria, qui n'avait ni alliés ni argent. Dans ces circonstances, le duc sollicita la médiation des Français, et conclut, en septembre, avec Léon X, un traité par lequel celui-ci s'engageait à payer l'arriéré de la solde des soldats au service du duc, accordait une amnistie entière, et autorisait ce dernier à emmener à Mantoue son artillerie et la bibliothèque d'Urbino (3).

Pendant que Léon X était occupé de cette guerre d'Urbino, il lui vint d'ailleurs d'autres embarras. Le vieux Pandolfo Petrucci était mort à Sienne, au mois de mai 1512; l'aîné de ses fils, Borghèse Petrucci, lui

---

(1) Avec Vérone, Venise ne recouvra pas Roveredo et la rive de Trente. La paix entre la république et l'empereur se borna d'abord à une trêve de dix-huit mois, qui fut plus tard portée à cinq ans, moyennant quoi l'État de Saint-Marc dut payer annuellement à l'empereur vingt mille *scudi*, et laisser toucher aux bannis qui servaient dans l'armée impériale le quart des revenus de leurs biens situés sur le territoire de Venise. Paruta, l. c., p. 295. Dans le Frioul, l'empereur et la république gardèrent ce que chacun possédait lors de la conclusion de la trêve.

(2) Guicciardini, p. 140: « Seguitò l'esempio di Urbino (da S.-Leo in fuora, che per il sito munitissimo con piccolo presidio si difendeva) tutto il ducato.—Rimanevano in potestà di Lorenzo, Pesaro, Sinigaglia, Gradora e Mondaino, terre separate dal ducato.»

(1) Sismondi, p. 427.

(2) « Cependant le bruit de sa mort s'était tellement accrédité, que plusieurs citoyens affirmèrent encore que le prince qui se montrait à eux n'était qu'un corps sans vie, animé par un esprit malin. » Sismondi, p. 428.

(3) Sismondi, p. 432. Guicciardini, p. 182.

avait succédé à la tête de la *balia* qui gouvernait la république de Sienne. Un de ses deux plus jeunes fils était cardinal depuis 1509. Les trois frères se virent menacés par leur cousin Rafaello Petrucci, évêque de Grossetto, favori de Léon, qui l'avait élevé à ce rang. Il était entré dans les vues du pape de le faire seigneur de Sienne; et en effet, avec l'aide de Vitello de' Vitelli, Rafaello fut, au mois de mars 1515, conduit à Sienne, et investi de la seigneurie. Borghèse avait, dans son indécision, quitté la ville dès la veille (1), et tous ceux qui avaient eu sous lui quelque influence furent bannis. Rafaello devint bientôt odieux à tous ceux de Sienne.

Dans l'intervalle, le cardinal Petrucci accusait le pape d'ingratitude, et, comme tous ceux qui manquent des moyens de vengeance, il parlait hautement de se venger. Pendant la guerre du duché d'Urbino, il quitta Rome, et des lettres de lui, qui furent interceptées, fournirent à Léon une occasion légale de le mettre en jugement; mais, pour le faire avec fruit, Léon l'attira par des paroles mielleuses et des promesses, et, aussitôt qu'il fut à Rome, il le fit enlever et enfermer dans le château, lui et son ami le cardinal Sauli. Tous deux, ainsi que d'autres personnes compromises dans cette intrigue, furent livrés à la torture; les révélations de ces derniers, vraies ou fausses, parurent, à cette époque, suffisantes pour que les deux cardinaux fussent dépouillés de leurs dignités et livrés à la justice séculière : Petrucci fut le 21 juin étranglé dans sa prison; Sauli, condamné à la même peine, fut gracié par le pape. D'autres cardinaux encore furent impliqués dans cette affaire, et ne s'en tirèrent qu'à force d'argent ou d'humilité; quelques-uns n'en furent pas plus rassurés pour cela, et la terreur du sacré collége fut telle, que Léon, ayant tout à coup promulgué, le 1er juillet, la nomination de trente et un nouveaux cardinaux (en partie moyennant de fortes sommes), et ayant mis ainsi le collége sous sa complète dépendance, pas une voix n'osa s'élever contre cette mesure (1).

Nous ne parlerons pas des plans formés en commun par les rois Charles et François, et par le pape, contre les Turcs, dont la puissance dans la Méditerranée devenait formidable, et qui souvent ne respectaient pas les côtes des États de l'Église. Ces plans ayant peu de rapports à l'histoire des États d'Italie, nous signalerons seulement une union de plus en plus étroite entre Léon et la France, union motivée par les intérêts réciproques des deux maisons, et scellée en janvier 1518 par le mariage de Lorenzo de' Medici, le nouveau duc d'Urbino, avec une princesse de France, Madeleine, fille de Jean de la Tour d'Auvergne. La bonne harmonie régna également entre Maximilien et Venise; si bien que les plaies dont la dernière guerre avait frappé la plupart des États italiens eurent le temps de se cicatriser. La mort de Maximilien, qui arriva au mois de janvier 1519, n'eut pas non plus sur ces États d'influence immédiate, la rivalité des rois Charles et François ayant trouvé provisoirement au delà des Alpes un théâtre assez vaste.

(1) « Havendo (Borgheso) conosciuto da' ragionamenti e discorsi loro, che i piu gli si mostravan nemici e sentendosi che il castellano (Rafaello avait été nommé par le pape châtelain de Saint-Ange) s'avvicinava alla citta, si partì senza altra conclusione di palazzo ed andatosene à casa, disperato di poter mantenersi lo stato e governo della città messosi in ordine con Fabio suo fratello d'eta puerile, con alcuni suoi piu fidati, col far mostra d'andare a rivedere la muraglia per la porta a Tufi si partì di Siena, lassando la patria, lo stato, la moglie, le figlinole, gli amici e le sustanze à discrezione de' suoi nemici, etc., etc. » Malavolti, l. c., fol. 118 b. Après le départ de Borghèse et l'entrée de Rafaello, une nouvelle *balia* de quatre-vingt-dix membres avait été nommée; chaque *monte* fournit trente membres pour trois ans. *Ibid.*, fol. 119.

(1) Sismondi, p. 439.

Au mois d'avril 1519 mourut l'épouse de Lorenzo d'Urbino; le duc lui-même succomba le même mois, et peu de jours après, aux suites de ses débauches, laissant une fille, Catherine de' Medici. Sitôt que Léon eut avis du danger que courait Lorenzo, il envoya à Florence le cardinal Giulio de' Medici ; ce dernier, ennemi qu'il était de Lorenzo, ne mit le pied au palais des Medici que lorsque Lorenzo fut mort (1), et il administra l'Etat avec beaucoup plus de douceur que Lorenzo ne l'avait fait dans les derniers temps.

Après la mort de Lorenzo, le duché d'Urbino fut réuni aux États du saint-siége, à l'exception de la forteresse de S.-Leo, du comté de Montefeltro, et d'une paroisse du pays de Césène, que Léon X céda en payement de prêts qui lui avaient été faits par Florence (2). Quant aux petites principautés du nord des États de l'Église, et aux contrées limitrophes, on remarque que le marquis Francesco de Mantoue mourut au mois de février, et que son fils Federigo le suivit de près ; le duc Alfonso de Ferrare fut atteint, au mois de novembre, d'une maladie si grave, que l'on désespéra de ses jours. Malgré la pénurie à laquelle la guerre l'avait réduit pendant longtemps, il était parvenu à payer toutes les dettes qu'il avait contractées, et à amasser de nouveau un trésor, résultat qui eût été impossible sans les extorsions violentes qu'il exerça sur ses sujets. Pour comprimer leur mécontentement, il avait fait élever des fortifications garnies de canons, lorsqu'au plus fort de sa maladie une inondation renversa une partie des murailles de Ferrare. A la première nouvelle de la maladie du duc, Léon X, sous prétexte de ses relations politiques avec l'Etat de Gênes, dépêcha l'évêque de Ventimiglia, Alessandro de Fregoso, pour lever des troupes dans la Romagne, et lui fit pour cela passer de l'argent. Alberto de' Pii da Carpi prêta la main à ce que ces troupes vinssent, sans être inquiétées, aussi près que possible de Ferrare (1), et l'on comptait sur la nouvelle brèche des murs de Ferrare pour pénétrer dans la ville et s'en emparer. L'entreprise fut déjouée par la vigilance du nouveau marquis de Mantoue, qui fit avertir à temps la cour de Ferrare. Alessandro de' Fregosi fut contraint de se retirer, et, sur la plainte que le duc adressa contre lui à Rome, Léon X l'abandonna entièrement.

L'année suivante fut fatale au doyen des *condottieri* italiens, le Baglione Giampaolo de Perugia. Il avait toujours servi fidèlement les papes depuis sa soumission à Jules II; récemment encore dans la guerre d'Urbino, cette fidélité avait été mise à l'épreuve ; mais, lorsqu'en 1520 il eut chassé de Perugia son cousin Gentile de' Baglioni, et mis à mort plusieurs des partisans de celui-ci, le pape Léon prit fait et cause pour les persécutés, et manda Giampaolo à Rome. Ce dernier était malade, et il envoya à sa place son fils Malatesta, auquel Léon fit l'accueil le plus amical, en le prévenant toutefois que Giampaolo eût à se présenter en personne. Il lui envoya en conséquence un sauf-conduit, et affirma à des amis de Baglione, sur sa parole, qu'il n'avait rien à craindre. Giampaolo vint, et se préparait le jour suivant à se présenter au château Saint-Ange ou résidait le pape, lorsqu'il fut arrêté et livré à la torture, pour qu'il eût à confesser les crimes qu'il avait commis. Ils étaient effectivement révoltants, les plus anciens surtout ; et, après deux mois de captivité, le pape le fit décapiter. Sa veuve et ses enfants se réfugièrent à Vénise ; et dès lors Perugia fut soumise au saint-siége.

Depuis la chute de Cesare Borgia, dans les petites villes des Marches s'étaient élevés une infinité de chefs, qui, en partie à l'aide de moyens pacifiques, par une in-

(1) Sismondi, p. 452.
(2) Guicciardini, p. 206.

(1) Les débats de Federigo da Bozzolo et de Gian Francesco de' Pici da Mirandola, au sujet de la possession de Concordia, permirent de rassembler des troupes sans trop exciter de soupçons.

fluence prépondérante sur les corps municipaux, en partie comme capitaines et comme officiers, avaient acquis une telle autorité, qu'à l'instar des anciens vicaires ils tenaient les cités isolées sous leur dépendance plus ou moins tyrannique. Léon résolut de mettre fin à cet abus, et il se servit pour cela de Giovanni de' Medici, fils de Catarina Sforza (1). Lorsque Giovanni parut avec sa petite armée devant Fermo, Luigi de' Freducci, qui y commandait, prit la fuite avec ses deux cents gens d'armes; mais il fut atteint et tué avec cent des siens. Les autres petits tyrans se dérobèrent également par la fuite ou vinrent à la cour du pape pour entrer en arrangement; mais Léon fit subir la torture à tous ceux qui tombèrent entre ses mains, afin de tirer d'eux, comme de Giampaolo, l'aveu de leurs méfaits, et de les livrer ensuite à la justice. C'est ainsi qu'Amadeo de' Recanati, Zibicchio de Fabbriano, Ettore de' Severiani de Bénévent, moururent étranglés (2). Tous les princes et chefs de l'État de l'Église (à l'exception de Vareno de Camerino et de Vitello) furent, comme il vient d'être dit, chassés ou mis à mort; le duc de Ferrare se maintint seul dans son ancienne position, d'autant plus détesté du pape, que les traités avec la France exigeaient que Reggio et Modène lui fussent rendus, ce que le pape remettait d'année en année. Afin de se défaire du duc, le pape, par l'entremise du protonotaire apostolique Uberto, de la famille du comte Gambara de Brescia, fit gagner un capitaine allemand au service du duc, appelé Rudolf Hall, qui promit d'assassiner le duc, et de livrer une porte du fort Tealdo aux troupes romaines, qui devaient s'avancer de Reggio et de Modène. Tout était déjà préparé pour l'exécution, le jour était fixé : on n'avait commis qu'une faute, c'était de compter sur le capitaine allemand, qui était entré dans le complot de l'assentiment d'Alfonso, afin d'acquérir la preuve matérielle de la perfidie du pape. Lorsque ce but fut atteint, il y eut une instruction judiciaire, et les actes, ainsi que les lettres de Gambara, furent déposés aux archives (1).

Tandis que Léon, par de pareilles entreprises, se faisait plus de tort en Italie et dans ses propres États qu'il ne retirait de profit d'avoir purgé le pays de ses petits tyrans, le faste de sa vie privée, ses dépenses extravagantes pour la musique, les représentations mimiques et autres divertissements, lui suscitaient des embarras où ne l'auraient pas jeté des encouragements sages et intelligents donnés aux sciences et aux arts. Il se vit alors contraint d'avoir recours, pour amasser de l'argent, à des expédients inusités jusqu'alors dans l'Église, et il provoqua même en Italie ce mécontentement qui explique les progrès que la réformation faisait alors en Allemagne.

Un changement remarquable s'était opéré dans la politique de Léon depuis la mort de Lorenzo d'Urbino, qui était, avec lui, le dernier rejeton légitime du vieux Cosimo de' Medici. Le soin de ses proches continua d'être un puissant mobile de ses actions, mais agissant avec moins d'énergie qu'auparavant; et lorsque par l'assujettissement de Perugia et des villes de la Marche, il fut entré dans les voies frayées par Jules II, il se rapprocha de plus en plus, sans cependant posséder la force d'âme de son prédécesseur, de l'idéal de sa politique, l'expulsion des barbares du sol de l'Italie (2). La rivalité de l'empereur Charles V et de François Ier, que la ruine des prétentions de ce dernier à la couronne romaine n'avait fait qu'enflammer davantage, ouvrit à la politique tortueuse de Léon X une carrière fructueuse, et fut un nouvel encouragement à son plan favori, l'anéantissement des barbares les uns par les autres.

La reine de Navarre n'avait pas obtenu les dédommagements auxquels elle pensait

(1) Sismondi, part. IV, p. 411.
(2) Roscoe, vol. IV, p. 321 et 322.

(1) Lebret, a. a. O., p. 410.
(2) Roscoe, l. c., p. 325.

avoir droit, et François put, en réclamant l'exécution du traité de Noyon, prendre en main les intérêts de cette princesse; il invoqua encore les constitutions papales, qui s'opposaient à ce que la couronne impériale romaine et celle du royaume de Naples se réunissent sur la même tête, et il fit valoir les anciennes prétentions de la France sur Naples. Charles, de son côté, parla de ses droits aux duchés de Milan et de Bourgogne, et il y eut bientôt un tel conflit de prétentions et d'exigences réciproques, qu'il devint évident que la guerre seule en serait la solution. Nous omettrons, dans l'exposé des différends entre le roi François et l'empereur Charles, tout ce qui n'a pas rapport à l'histoire d'Italie; nous passerons sous silence le commencement des hostilités en Navarre et dans les Pays-Bas, et nous constaterons seulement combien il entrait dans les vues de Léon de développer les germes de guerre qui fermentaient à la cour de François Ier et à celle de Charles V, en évitant toutefois de se prononcer pour l'un des deux partis. Afin d'être prêt à tout événement, il prit à sa solde quelques milliers de Suisses, qui, faute d'aliment à leur ardeur guerrière, quittèrent presque tous leurs drapeaux (1).

Sa Sainteté parut cependant pencher d'abord du côté de la France, et l'on négocia même un traité qui avait pour but la conquête de Naples entreprise en commun par le pape et le roi de France. Jusqu'au Garigliano tout le pays devait appartenir à l'Église; le reste devait former, pour le second fils de François, un royaume qui serait gouverné par le pape jusqu'à la majorité du jeune prince. A ces conditions, le roi abandonnait le duché de Ferrare. Lorsqu'il s'agit de ratifier ces traités, François crut avoir assez de motifs de méfiance contre le pape pour que ses hésitations donnassent à celui-ci le temps de convenir avec l'empereur d'un arrangement définitif. Le 8 mai 1521 fut conclue une alliance par laquelle le pape et l'empereur s'engageaient à remettre Francesco Sforza en possession de son duché de Milan, dont cependant Parme et Plaisance seraient distraites pour être incorporées aux États de l'Église. Au mois de juin, le pape leva la défense de réunir les couronnes impériale et de Naples, et il reçut, en échange, la promesse d'un apanage napolitain pour Alessandro de' Medici (1).

Girolamo Morone, le chancelier du duc Massimiliano, se voyant suspect aux Français, avait quitté la Lombardie, et était allé rejoindre Francesco à Trente, après avoir préalablement noué des relations avec le parti mécontent à Milan. L'entreprise de l'empereur et du pape sur la principauté italienne possédée par les Français devait être appuyée par une insurrection populaire, et, afin d'ouvrir aux troupes espagnoles la porte de Lombardie du côté de la mer, et celle de Gênes, les Adorni devaient attaquer par terre et par mer les forces sous les ordres de Fregoso Ottaviano; mais ce dernier faisait trop bonne garde, et ce plan échoua si complétement, que les Adorni, au lieu de conduire leurs troupes espagnoles en Lombardie, durent renvoyer leur flotte à Naples.

Reggio, que Francesco de' Guicciardini tenait alors pour le pape, était le point de réunion des réfugiés milanais. Tout à coup Thomas de Foix, seigneur de Lescuns, frère de Lautrec, qu'il remplaçait dans le Milanais pendant que celui-ci était à la cour, apprend que Morone est arrivé à Reggio; il part aussitôt pour cette ville avec quatre cents lances, en donnant à Federigo da Bozzolo, ordre de le suivre avec mille hommes de pied. Tandis que Lescuns s'entretenait à la porte avec Guicciardini, et lui faisait des représentations, quelques Français voulurent pénétrer dans la place à la faveur d'un chariot de grains qu'on y laissait entrer; mais ils furent repoussés; l'on en vint à tirer sur l'escorte

(1) Sismondi, p. 467.

(1) Alessandro obtint effectivement dans la suite Città di Penna. Roscoe, l. c., p. 328, note 1.

du gouverneur français, et Alessandro de' Triulzi, qui en faisait partie, tomba blessé à mort; sans l'intervention de Guicciardini, Lescuns lui-même n'était pas épargné. Les lances se replièrent sur l'infanterie de Federigo (1). Lescuns resta un jour à Reggio auprès de Guicciardini, puis rejoignit les siens.

Il fallut donc abandonner le plan, formé par Morone, de surprendre Parme. Une tentative qu'un de ses affidés, Manfredo de' Palaviccini, fit sur Como, avec l'aide d'un chef de bandits, échoua également; et Palaviccini, son compagnon, et plusieurs complices qu'ils avaient parmi la noblesse de Milan, furent écartelés.

Jusque-là l'alliance du pape et de l'empereur avait été tenue secrète. Léon, s'empressant de prendre pour prétexte la course de Lescuns à Reggio avec une suite armée si considérable, qualifia la chose d'insolente violation du territoire de l'Église, et donna au marquis Federigo de Mantoue, le commandement supérieur de son armée. Francesco de' Guicciardini lui fut adjoint en qualité de commissaire pontifical. L'infanterie espagnole était sous les ordres du marquis de Pescara, et Prospero della Colonna devait avoir le commandement en chef de cette armée pontifico-impériale, composée de six cents gens d'armes du pape et de Florence, six cents autres de l'empereur, quatre mille Espagnols et six mille Italiens d'infanterie, et de six à huit mille Allemands et Suisses. Au commencement d'août, l'armée s'avança vers l'Enza, dans le voisinage de Parme.

Au lieu de se porter rapidement en avant, Prospero, qui attendait encore des Suisses et des Allemands, perdit beaucoup de temps sur l'Enza, et marcha seulement au bout de treize jours sur Parme, que défendit Lescuns; tandis que Lautrec, malgré sa grande disette d'argent, rassemblait cependant cinq cents lances, sept mille Suisses et quatre mille fantassins français, et opérait sa jonction dans le pays de Crémone avec l'armée vénitienne (1), composée de quatre cents lances et de quatre mille fantassins, sous les ordres de Teodoro de' Triulzi et d'Andrea Gritti. Il attendait encore six mille Suisses (2). Prospero eut ainsi le temps de bombarder la partie de Parme appelée Codiponte, et Lescuns se vit contraint de l'évacuer dans la nuit du 1er au 2 septembre; les troupes de Prospero y entrèrent immédiatement, et la livrèrent au pillage (3).

Cependant le duc de Ferrare, qui s'était allié étroitement à la France, attaquait Finale et S.-Felice, et Lautrec s'avançait jusqu'au Taro; si bien que Prospero, qui conduisait la guerre avec une extrême circonspection, ne crut pas devoir rester plus longtemps devant Parme, et, en dépit des représentations du marquis de Mantoue et de Guicciardini, se retira derrière l'Enza. L'armée coalisée resta ainsi un mois entier dans l'inaction, jusqu'à ce qu'ayant été considérablement renforcé par les enrôlements que le cardinal de Sion avait faits en Suisse pour le pape, Prospero se décida le 1er octobre à entrer dans le pays de Crémone.

Lautrec aussi avait, dans l'intervalle, reçu de Suisse des renforts considérables, et il comptait bien vingt mille confédérés dans son armée; mais si Prospero négligeait, par une prudence outrée, les meilleures occasions, Lautrec n'en profitait pas plus, par vanité, suivant avec répugnance un avis que d'autres avaient ouvert avant lui. Aussi, avant que l'on en fût venu aux mains, la diète rappela les confédérés des deux armées, pour qu'ils n'eussent pas à combattre les uns contre les autres. Malheureusement pour les Français, Lautrec avait indisposé, par sa morgue, les Suisses de son armée, et il se

(1) Guicciardini, vol. VII, p. 16.

(1) Les Vénitiens avaient offert leur médiation; elle ne fut pas acceptée, et ils crurent alors qu'il était de leur honneur de se rendre solidaires de la domination française à Milan, et de la soutenir. Paruta, l. c., p. 319 sq.

(2) Sismondi, p. 479.

(3) Guicciardini, l. c., p. 35.

vit réduit, les quatre cent mille écus qui lui étaient promis n'arrivant pas, à rester débiteur de leur solde, tandis que Schinner trouvait moyen de retenir, malgré leur rappel, les Suisses sous les drapeaux du pape; aussi Lautrec, voyant diminuer chaque jour ses Suisses, dut-il se retirer sur la rive droite de l'Adda, où il se retrancha, et établit son quartier général à Cassano. Mais Francesco Morone, un des émigrés italiens, transporta des bateaux du Brembo sur l'Adda, et traversa le fleuve à Vaprio, au-dessus de Cassano. Les Italiens qui le passèrent les premiers furent attaqués vigoureusement par Ugone de' Pepoli, puis par Lescuns; mais Pescara étant venu les soutenir avec ses Espagnols, Lautrec se retira sur Milan. De tous ses Suisses, il ne lui restait que quatre mille hommes (1).

Prospero demeura pendant quelques jours indécis s'il marcherait sur Milan, ou si, vu la saison avancée, il ne ferait pas mieux d'aller prendre ses quartiers d'hiver à Pavie; enfin, le 19 novembre, dans la soirée, son avant-garde arriva devant Milan, et les Vénitiens évacuèrent le faubourg qui était menacé de plus près; Pescara, suivi de quatre-vingts arquebusiers espagnols, escalada le rempart; le reste de ses gens le suivit, et la porte même de la ville leur fut livrée par les Gibelins milanais. Lautrec croyait les ennemis encore à Marignan, et son frère Lescuns dormait déjà profondément, lorsque la ville tomba entre les mains des alliés; aussi Lautrec ne fit-il aucune tentative pour chasser les Espagnols, mais il s'en fut à Como, et fit prendre aux troupes qui lui restaient leurs quartiers d'hiver autour de Brescia, sur le sol vénitien (1). Lodi, Pavie, Plaisance, Crémone, ouvrirent leurs portes aux coalisés, et lorsque Lautrec reprit Crémone, Alessandro de' Vitelli s'empara, en revanche, de Parme pour le pape, et Pescara occupa Como, que ses gens maltraitèrent horriblement. Finale et S.-Felice furent également bientôt repris aux Ferrarais, dont le territoire fut en partie occupé par les troupes du pape; les Florentins prirent la Garfagnana, et Guicciardini s'empara d'une des contrées les plus dévouées au duc Alfonso, le Frignano (2).

Tel était l'état des choses dans la haute Italie, lorsque celui dont les efforts avaient principalement tendu à faire de ce pays le théâtre de la lutte entre la France et l'Espagne et l'Allemagne, disparut lui-même de la scène. Léon X venait de recevoir, le 24 novembre, la nouvelle de la prise de Milan, lorsqu'il éprouva un malaise qu'il supposa d'abord de peu d'importance; mais bientôt la fièvre prit le dessus, et l'enleva le 1er décembre. Il apprit encore la prise de Plaisance, et le dernier jour celle de Parme, Parme dont il avait dit autrefois qu'il mourrait volontiers, pourvu qu'elle lui fût rendue auparavant (3).

§ III. *Du développement des arts de la représentation en Italie, jusqu'à la mort de Léon X.*

La littérature et l'art en Italie atteignirent, sous le règne de Léon X, leur développement le plus brillant. Bien qu'il soit possible d'en trouver le motif ailleurs que dans la libéralité et le patronage de Léon, bien que d'autres causes aient pu préparer ce résultat, il n'en est pas moins incontestable que les honneurs et la protection que Léon sut leur départir furent, pour la science et l'art, ce qu'un rayon de soleil vivifiant est

(1) Sismondi, p. 486.

(1) Paruta, l. c., p. 327.

(2) Roscoe, l. c., p. 343.

(3) Sismondi, p. 490. L'échanson du pape, Bernardo Malaspina, fut soupçonné d'avoir empoisonné Léon; le cardinal Giulio de' Medici arrêta néanmoins l'instruction de cette affaire, afin de ne pas compromettre un prince puissant, qui pouvait être en jeu. Voyez, au sujet

à l'épanouissement d'une fleur, et l'on doit reconnaître qu'à l'exemple de son père et du vieux Cosimo, il provoqua les merveilles enfantées par le génie italien ; aussi son nom est-il intimement lié à l'histoire artistique de son temps, quelle que soit d'ailleurs la part que l'on assigna dans les événements politiques de son temps à ses facultés personnelles. Pour nous, en présence des riches et brillants produits de l'art, et des progrès immenses accomplis de nos jours dans l'expression par la parole et par l'image, nous devons nous contenter de signaler la marche du développement en général, en nous renfermant dans les limites que nous prescrit le but politique de cet ouvrage.

Nous avons, plus haut (1), quitté les artistes florentins à une époque où, au jugement de Rumohr, ils s'étaient partagés en deux écoles, dont Fra Filippo et probablement Cosimo Roselli étaient les chefs. Celuilà, pour l'expression de la passion, se rattachait évidemment à Sandro Botticelli (2), aussi bien que le fils de Fra Filippo, Filippinus de Florentia, élève lui-même de Sandro Botticelli, et qui surpassa par le goût et la noblesse son maître et son père (3), sans pouvoir cependant se défendre d'une décadence progressive. Cette école finit avec Filippo ; car son élève Rafaellino del Garbo appartient par ses productions remarquables à l'école ombrienne.

Cosimo Roselli se distinguait par une touche particulière et vigoureuse *a tempera*, reproduite par Domenico Ghirlandajo, sans que nous puissions nous expliquer par la communauté d'école ou autrement la singulière analogie de ces deux maîtres. Sur leurs traces marchèrent également le frère de Domenico et son beau-frère, Bastiano Mainardi de S.-Gimignano, qui tous deux, « lorsqu'ils s'écartaient de leur naturalisme conséquent d'ailleurs, » rappelaient, par l'expression des figures et la disposition des draperies, la manière de Cosimo. Domenico dut, par l'opiniâtreté de ses efforts, s'attacher à reprendre les avantages que donnaient à Filippo et à Sandro la vivacité de la conception et le bon goût ; il réussit si bien, que « ses œuvres croissent en mérite à mesure qu'il avance en âge (1). » Mainardi sut tempérer par une teinte de christianisme le naturalisme de ses beaux-frères, s'il est vrai, comme le prétend Rumohr, que les peintures de la chapelle della Beata Fina, dans l'église paroissiale de S.-Gimignano, soient de lui.

Indépendamment de ces deux écoles de peinture, Florence dut à Luca della Robbia une espèce de représentation dont nous avons également parlé plus haut (2). Luca couvrit, en 1438, d'un de ses plus beaux ouvrages, l'espace compris entre les piliers qui soutiennent l'orgue, à gauche de la chapelle du milieu, dans la cathédrale de Florence (3). Bientôt Luca della Robbia se livra à un genre de travail dont il est l'inventeur, « ouvrages en terre

de l'empoisonnement probable de Léon X, Roscoe, l. c., p. 349 sq., et le journal de Paris de Grassis dans l'appendice nº 214.

(1) Part. IV.

(2) Rumohr, *Recherches sur l'Italie*, t. II, p. 272 : « Parmi les fresques de la chapelle Sixtine à Rome, il y a une histoire de Moïse, chef-d'œuvre d'expression et d'exécution. »

(3) Rumohr décrit ses ouvrages dans la chapelle Braucacci, et un tabernacle proche de S.-Margherita du Prato.

(1) Rumohr pense que Domenico avait beaucoup travaillé d'après les maîtres allemands, et il cite à l'appui de son opinion le tableau de saint Jérôme, qui porte le millésime de 1480, et que l'on voit au couvent Ognisanti. On admire encore de lui, la Cène, dans le même couvent, également de 1480 ; les fresques de la chapelle Sassetti dans l'église S.-Trinita, de 1485 ; des tableaux dans le chœur de S.-Maria Novella, de 1490. Il y a des tableaux de Domenico Ghirlandajo à Munich et à Berlin. Il mourut en 1493.

(2) Part. IV.

(3) Ces ouvrages sont maintenant en partie dans la galerie des Uffizi à Florence. D'autres ouvrages non terminés, qui se trouvent dans la même galerie, sont décrits par M. de Rumohr, pass. cit., p. 290 sq.

cuite et glacée à la surface (1), » appelée depuis lui *terre della Robbia*. Ces ouvrages ont été, jusque vers 1530, reproduits maintes fois et avec une perfection qui rivalise avec les travaux mêmes de l'inventeur.

A côté de Luca della Robbia « dont les premières œuvres expriment au plus haut degré la grâce et la vivacité de la jeunesse, » et qui plus tard se montra riche d'imagination, et caractéristique dans l'expression, brillèrent encore d'autres artistes, « qui, sans égaler le goût et le génie de Luca, contribuèrent néanmoins, par des qualités spéciales, et surtout en transportant dans la peinture la correction de la forme, au développement général de l'art. » Parmi eux nous citerons Antonio del Pollajuolo (2), Andrea dit Verocchio (1498), dont les préceptes sévères, minutieux et réfléchis, familiarisèrent de bonne heure Leonardo da Vinci, son élève, avec une étude consciencieuse des lois de l'anatomie, et lui firent atteindre, dans la reproduction des formes organiques, une sûreté de touche, une finesse et une profondeur d'expression inconnues jusqu'alors : et enfin un des élèves d'Andrea, Lorenzo di Credi.

Leonardo da Vinci, « le créateur d'une théorie précise d'anatomie, d'un sentiment raisonné des lois des contours, » avait su dès son enfance, et du même coup d'œil, embrasser l'aspect général et surprendre les détails ; aussi était-il complétement maître de son sujet. Celui de ses ouvrages qui jouit de plus de célébrité, la Cène, que l'on voit dans le réfectoire du couvent alle Grazie à Milan, est des dix dernières années du XV[e] siècle (1). A une connaissance plus approfondie des principes de l'art, il joint le mérite de la naïveté primitive des sujets religieux. C'est ainsi que ses madones, indépendamment des qualités qui constituent le genre, sont remarquables par une attrayante beauté des formes, et par la grâce du geste, aussi bien que par l'autorité imposante du visage et la dignité du maintien.

Leonardo n'appartient qu'à demi aux écoles florentines dont nous venons de parler ; car, bien que les travaux des maîtres qui l'avaient précédé aient dû lui servir de degrés pour atteindre le faîte de l'art, il ne vécut et n'agit pas moins, à sa meilleure époque, dans une indépendance complète des cercles de Florence et de Medici. Bien mieux, tandis que le duc Lodovico de Milan deve-

(1) Luca entreprit, en 1446, et de cette manière, un ouvrage représentant l'ascension du Christ. Il travailla également aux portes de bronze de la double sacristie de la cathédrale, que Donato avait dû terminer antérieurement, et il acheva seul le revers de ces portes en l'absence de Michellozo, et après la mort de Maso di Bartolommeo, en 1464. Rumohr, p. 292.

(2) En s'efforçant de transporter dans la peinture le sentiment et l'entente des formes organiques, il inspira, ainsi que l'attestent les ouvrages de son frère à S.-Miniato à Monte, aux peintres, ses émules sous d'autres rapports, le désir d'atteindre également par la peinture à une connaissance plus approfondie et plus complète des formes organiques. Rumohr, pass. cit., p. 302.

(1) « L'harmonie de la disposition et des détails, la fermeté des lignes et des formes, la finesse du dessin et du modelé, ont acquis à Leonardo une grande supériorité sur les peintres ses contemporains ; ce fut lui qui les initia aux mystères de l'art. » M. de Rumohr admire surtout parmi ses chefs-d'œuvre « le petit hémicycle au porche supérieur du couvent de S.-Onofrio à Rome, et une madone dans la maison Buonvisi à Lucques. » (Ces deux ouvrages rappellent son maître et son condisciple Lorenzo di Credi, et généralement la peinture florentine de l'époque de la jeunesse de Leonardo.) Il cite encore la *Carità* de la galerie électorale de Cassel, la sainte Catherine du musée royal de Copenhague, l'Adoration des Mages dans la *Scuola toscana* de la galerie des Uffici, et le saint Jérôme de la collection du cardinal Fesch, productions qui mettent sous les yeux les développements de l'art jusqu'à Leonardo da Vinci, et les ouvrages de l'époque où il prit le sceptre de la peinture.

nait par ses soins un musicien accompli, et l'employait à la direction d'ouvrages de mécanique et d'hydrostatique, Leonardo fondait dans cette ville une école à lui, et peignait en même temps le célèbre tableau de la sainte Cène (1). Il est vrai qu'il retourna à Florence, où il demeura longtemps, puis à Rome auprès de Léon X, jusqu'à ce que François I[er] l'appela en France, où il mourut en 1519; mais son nom et l'empreinte de son génie et de sa manière n'en sont pas moins restés à l'école dite milanaise.

Nous passerons dans cette revue l'enfance, et les développements dus en partie au contact de Florence, de la peinture à Milan et en Lombardie jusqu'à Leonardo; car nous voulons seulement indiquer l'enchaînement des progrès et l'impulsion générale de l'art en Italie, dont le résultat fut Rafael et le libre essor de son génie; nous nous bornerons ici à indiquer l'importance de la peinture quant au développement de l'esprit italien, et l'influence artistique que cet esprit exerça sur le reste du monde, en nous efforçant de resserrer cet aperçu dans les limites que l'objet politique de notre livre lui assigne.

Pendant son séjour à Milan, Leonardo fonda une académie dont les brillants résultats étendirent l'action du maître par delà son siècle. Cesare da Sesto, Bernazzano, Giovanantonio Beltraffio, Francesco Melzi, Andrea Salai, et par-dessus tous Bernardin da Luino, acquirent, en leur qualité d'élèves et de continuateurs de Leonardo, de la renommée et de la gloire dans la peinture, sans cependant s'affranchir de l'influence de l'école romaine, qui commençait à grandir, tandis que de son côté l'école romaine savait s'approprier, avec un esprit plus noble et plus élevé, les qualités dominantes de Leonardo.

L'accroissement de l'école romaine est étroitement lié au développement de l'art en Ombrie, et plus haut nous avons indiqué le point de contact et l'action réciproque des écoles toscanes et de l'Ombrie (1).

Malgré l'imperfection technique de leurs ouvrages, et leur infériorité en présence des maîtres florentins, les écoles ombriennes, par leur fidélité aux sujets religieux de la vieille peinture, et par le respect que ces écoles et celles de Sienne avaient conservé pour les anciennes traditions, avaient « un charme particulier auquel le cœur s'ouvrait tout d'abord (2). » Ceux qui penseraient devoir attribuer cette circonstance au voisinage d'Assisi, ce sanctuaire des franciscains, et à l'influence qu'il exerçait sur l'Ombrie, ceux-là n'auraient saisi qu'un des anneaux de la chaîne des causes qui ont amené ce résultat, et seraient loin d'avoir atteint le dernier; car pour celui qui reconnaît que la force de l'individualité n'est pas ce qui distingue particulièrement les Italiens, c'est toujours une énigme de savoir comment, dans l'expression subjective de la passion, l'Italie a su toucher aux profondeurs de l'horrible, et atteindre au dernier degré de l'amour vraiment céleste et de l'inspiration, et s'assurer le premier rang dans l'empire du sentiment germano-romain. Mais ensuite poursuivant l'examen, on apercevra dans le développement successif des Etats de l'Eglise, et surtout de l'Ombrie, plus rapprochée que Rome de la Toscane, les raisons pour lesquelles cette propension de l'esprit italien à outrer le bien et le mal, trouva en Ombrie une satisfaction plus complète; car, si ce pays a produit une longue suite de *condottieri*, de gouverneurs et autres hommes altérés de sang, il s'enorgueillit également d'avoir donné le jour à saint François; il a ainsi porté et vu germer dans son sein les crimes les plus abominables et les vertus les plus hautes. Là, au cœur de l'Italie, à côté des raffinements de la cruauté atroce, on

(1) Lanzi, *Histoire de la peinture en Italie*, avec des remarques de J. G. de Quandt, publiée par Ad. Wagner. t. 1, p. 109.

(1) Part. IV, p. 290-292.
(2) Rumohr, a. a. O., p. 310.

trouvait les trésors d'une douceur inaltérable, qui devait dans ses épanchements gagner tous les cœurs (1).

Les premiers signes de l'action des écoles de Sienne sur celles de l'Ombrie se révèlent, au dire de M. de Rumohr, par les miniatures d'un manuscrit de la bibliothèque du chapitre de Perugia, de la première moitié du xv[e] siècle. On en a d'autres indices par les peintures de la muraille extérieure de l'hôpital S.-Giacomo ad Antonio abbate, portant le millésime de 1422, d'un maître inconnu d'ailleurs ; la forme des figures et autres qualités rappellent absolument Taddeo di Fredo, « dont la finesse de détails se retrouve dans les ouvrages (2) d'un autre peintre de ce temps et de ce pays, Pietro Antonio da Foligno, » et dans ceux de Niccolò Alunno da Foligno (3).

Cette influence de l'école de Fra Angelico da Fiesole, ménagée par Benozzo Gozzoli, apparaît plus évidemment encore dans les ouvrages de Fiorenzo di Lorenzo de Perugia (4), qui, déjà maître remarquable en 1470, a dû vivre encore en 1521 (1). M. de Rumohr cherche à établir, par les ouvrages mêmes de ce Fiorenzo di Lorenzo, qu'il a été le maître de Pietro di Cristofano de Castello della Pieve (plus connu sous le nom de Pietro Perugino), qui vint à Florence pour se perfectionner, et qu'il fut également celui de Luca Signorelli de Cortona (2).

Pietro (appelé Perugino parce que, depuis 1500 environ, il habita Perugia) dut à ses devanciers, Fiorenzo et Niccolò Alunno, le progrès de son talent depuis son arrivée à Florence (3). Dans cette dernière ville, il se lia sans doute étroitement avec Andrea Verocchio, le maître de Leonardo, et depuis 1475, « sans adopter entièrement les principes et la pratique de ce maître, » il peignit à la manière de Florence ; le temps de ses meilleures productions se prolonge jusqu'en 1495 (4). Depuis 1480, il s'écarta davantage

---

(1) M. de Rumohr dit, au sujet des peintres de l'école ombrienne : « A eux seuls appartenait une expression de pureté sans tache, de douce mélancolie, et celle de l'enthousiasme sensible et généreux.

(2) Voyez, sur les ouvrages de ce peintre, Rumohr, pass. cité, p. 314 sq. Benozzo Gozzoli doit également, au dire de cet écrivain, avoir eu de l'influence sur le talent de Pietro Antonio.

(3) Un tableau dans l'église paroissiale du bourg la Bastia, entre Perugia et Assissi, le reste d'un tableau dans l'église d'Assissi, un tableau à un autel latéral de l'église des Augustins de S.-Niccolò à Foligno, et un autre tableau dans la chapelle latérale à droite du chœur de la même église, sont les ouvrages que Rumohr cite de ce maître. Le même connaisseur et archéologue signale comme élèves de ce maître Andrea di Luigi, surnommé l'*Ingegno* et Bernardino Pinturricchio.

(4) Voyez division IV.

(1) L'ouvrage « le plus authentique de ce peintre est dans la sacristie de l'église de S.-Francesco à Perugia, » et ses peintures sont en général « des raretés artistiques. »

(2) Rumohr, pass. cit., p. 333, note : « Les fresques de Luca, peintes dans l'église d'Orvieto, sont devenues populaires, grâce aux gravures de della Valle. Il y a de lui d'admirables choses dans le couvent Monte Uliveto Maggiore (sur la route de Sienne à Rome, à six milles seulement de la station Buonconvento). On peut voir beaucoup de ses tableaux de chevalet dans le chœur de la cathédrale de Cortona, et quelques autres dans une confrérie vis-à-vis. La plupart de ces ouvrages ont été faits dans un âge avancé. Quelques-unes de ses meilleures productions se trouvent dans la sacristie de Volterra; d'autres plus estimées encore, dans la galerie des Uffizi à Florence; et surtout le magnifique panneau représentant des saints debout, dans la galerie du roi de Prusse à Berlin.

(3) Rumohr, pass. cit. p. 337.

(4) Rumohr attribue à Pietro, sous la date de 1475, une Adoration des Mages qui passe pour florentine, et se trouve dans la chapelle du couvent de S.-Maria Nuova à Perugia. Environ cinq ans après, il peignit la chapelle Sixtine. « Celui de ses tableaux qui est

du naturalisme des écoles florentines, et ses meilleurs ouvrages datent des années suivantes. « Comme beaucoup de ses contemporains, ce grand artiste avait quitté un métier pour les pinceaux. »

Pietro avait passé l'époque de ses plus belles productions lorsque Rafael devint son élève. Ce dernier, fils de Giovanni de' Santi, ou Giovanni Sanzio, peintre médiocre d'Urbino, vint à Perugia, dans l'école de Pietro, où il puisa cet esprit de chasteté, ce respect des coutumes, cette sévérité religieuse dans l'expression de ses idées. » Bien qu'il se soit aisément familiarisé avec les qualités de son maître, cependant cela ne suffisait pas plus que la capacité personnelle de Pietro à l'élever au rang qu'il occupa bientôt; seulement les leçons du maître, si elles étaient un souvenir de son meilleur temps, stimulèrent le génie de son élève, et lui apprirent en même temps à s'élancer vers l'idéal, et à se livrer à l'observation et à la reproduction de la nature. Cette double faculté, que Leonardo et Pietro lui-même avaient déjà possédée à un haut degré, se fait remarquer dans les premiers ouvrages de Rafael, et lorsqu'ils portaient encore le cachet de l'école de Pietro (1). Elle dut être puissamment encouragée pendant le premier séjour de Rafael à Florence, où les efforts de Leonardo étaient couronnés du plus grand succès. « Habitué par son maître à une consciencieuse sévérité de travail, excité par l'exemple de ses contemporains à se pénétrer, comme personne ne l'a jamais fait, des lois de la forme et des contours, Rafael devait arriver, avec les dons que la nature lui avait prodigués, à être pour la peinture à venir un modèle universel. »

Tandis que nous marchons sur les traces, nous pourrions même dire à la voix d'un homme qui a poussé la science de l'art et l'érudition à un degré que l'on ne saurait admirer assez; tandis que nous suivons l'art en Italie pas à pas, depuis sa naissance jusqu'à son dernier terme, nous avons complétement négligé quelques-unes de ses branches qui ont cependant leur importance, en fait de peinture surtout. Il ne nous convient pas de porter un jugement en pareille matière; et nous devons nous borner à passer rapidement en revue les dates historiques que nous avons à enregistrer, en nous abstenant de toute manifestation esthétique, et en nous bornant à reproduire les observations judicieuses et sincères de l'honorable auteur des *Investigations sur l'art en Italie.*

La partie de l'histoire de l'art qui doit, avant tout, captiver notre attention, est celle qui concerne la peinture à Venise. Comme Venise est en quelque sorte un pont jeté entre l'Orient et l'Occident chrétiens, ainsi cette ville, par la structure de ses édifices, et généralement par l'expression de son goût artistique, semble une sœur de l'Orient byzantin plutôt qu'une fille de l'Italie. M. de Rumohr fait remonter les mosaïques de la voûte de la galerie extérieure de

regardé comme le meilleur, la Remise des clefs du ciel, donne à penser que dès lors il avait modifié sa manière, et que si, en négligeant un peu la nature, il arriva à se rendre plus maître de son sujet, il s'était également ralenti dans la voie de la perfection. » On conserve dans le palais Albani un tableau qui date de 1481; après avoir terminé ses travaux à la chapelle Sixtine, il entreprit « le plus bel ouvrage qui soit sorti de sa main, une peinture à fresque dans l'infirmerie du couvent de S.-Maria Maddalena de' Pazzi à Florence. » Un autre tableau qui, par son esprit, se rattache au précédent, porte le nº 44 de la collection de l'École des arts à Florence : « Les fresques bien connues dont il a orné le tribunal de commerce de Perugia datent, d'après le millésime 1500, inscrit sur une colonne, et qui en indique le commencement ou l'achèvement, de l'époque de la décadence de son talent, et marquent la transition à cette dernière période de sa vie, où ses ouvrages sentaient la main de l'artisan.

(1) Le Sposalizio à Milan, l'Ascension au Vatican, Jésus en croix de la galerie Fesch, la Vierge et l'Enfant au musée de Berlin.

l'église de Saint-Marc à Venise (1), à une époque antérieure à la construction de l'église actuelle, et il la rapporte, en allant un peu loin peut-être, au temps de l'exarchat ; quoi qu'il en soit, elles datent évidemment de la domination romaine ; le style auquel elles appartiennent s'est religieusement conservé dans l'Orient (2), et leur contemplation a dû être, faute de mieux, pour les artistes vénitiens, d'un utile enseignement.

Ces mosaïques ne donnent donc matière à aucune induction sur les premiers temps de Venise, et là, comme ailleurs en Italie, les arts n'ont pris un essor appréciable qu'à dater de la conquête de l'empire byzantin par les Vénitiens et les chevaliers de l'Occident. Un autre résultat de cette conquête fut d'importer à Venise une suite d'ouvrages des maîtres grecs, anciens et modernes, et avec eux le goût de l'appréciation et de la possession de ces chefs-d'œuvre ; la conséquence fut de provoquer la capacité de les reproduire et la multiplicité des peintres (3). Toutefois Giotto fut le premier à Venise qui dégagea l'art des entraves de la routine. Nous avons parlé plus haut (4) des ouvrages de Giotto à Padoue ; un de ses élèves, Giusto de Menabuoi de Florence, plus connu sous le nom de Giusto Padovano, parce qu'il se fixa plus tard à Padoue, peignit après lui dans cette ville, et c'est de cette école que sortit, selon toute apparence, Guariento da Padova, qui travaillait vers 1360 (1).

Indépendamment de cette école de Giotto, qu'illustrèrent des artistes de Vérone et de Padoue, Lanzi signale une autre branche spéciale de l'art, créée par les peintres en miniature de Venise, et qui, d'après la part que maître Paolo a prise à la Pala d'Oro de l'église Saint-Marc, semble, plus que ne l'ont fait Giotto et ses élèves, s'être renfermée dans l'ancien type, autant toutefois que le permettaient les conditions spéciales de cet art.

Sitôt qu'une pratique plus fréquente, que l'émulation des maîtres et des écoles eurent rendu les mystères de l'art plus saisissables, la nature environnante, la vie habituelle de Venise, durent exercer une influence sensible sur les productions enfantées dans cette ville. Nous ne sommes pas à portée d'analyser les qualités précises de l'école fondée, en 1400, par Andrea Murano, et continuée par Bivarini (2). De toute façon, l'air de la mer, la manière particulière dont tous les objets se détachent sur le miroir des eaux, devaient amener bientôt la vivacité et la transition du coloris.

A ce motif de progrès dont la nature faisait les frais, nous en joindrons un autre, venu d'Ombrie, et qui a dû ne pas être sans influence sur la manière de l'école de Venise. Gentile da Fabbriano, qui peignait en 1417 à Orvieto, vint plus tard à Venise, où Jacopo Bellini se forma sous lui ; les deux fils et élèves de Jacopo, Gentile et Giovanni Bellini, furent les premiers qui, abordant franchement leur sujet, rendirent l'école de Venise l'émule de ses contemporains en

(1) Pass. cit., l. I, p. 75.

(2) L'école de Ravenne, dont la richesse et l'importance n'avaient fait que gagner à sa réunion à Saint-Pierre, peut bien avoir produit des ouvrages remarquables, même pour ce temps-là ; et cette branche de l'art a dû, par essence, se maintenir rigoureusement dans son caractère primitif et traditionnel. Ainsi l'opinion, très-probable du reste, qui attribue ces mosaïques de Venise à l'école de Ravenne, donnerait à penser que la date de l'exarchat à laquelle on les reporte n'est pas très-fondée.

(3) Lanzi, l. II, p. 5.

(4) Part. IV.

(1) Lanzi, p. 8. Il ne m'appartient pas de juger jusqu'à quel point cette école de Padoue fut digne de son fondateur. Lanzi compare Giusto à Taddeo di Gaddo, sans motiver autrement son opinion.

(2) Il paraît cependant, d'après Lanzi (pass. cit., p. 14), que dans cette école également le dessin s'attacha à devenir la fin de la reproduction de nature.

Italie, et surent réunir en un tout harmonieux les éléments caractéristiques de ces autres écoles.

Giovanni Bellini (depuis 1464 environ jusqu'à 1516) surtout, dont l'école produisit Giorgione et Tiziano, brille d'un vif éclat dans la pléiade des peintres vénitiens, et semble avoir atteint à un haut dégré l'imitation fidèle de la nature, ce but des efforts constants de Gentile da Fabbriano. Ce naturalisme que nous avons signalé à propos des écoles de Florence envahit également la peinture vénitienne; et, joint aux trésors d'expérience et de perfection produits par des travaux opiniâtres, opérant sur quelques individus doués d'un génie particulier, tels que les meilleurs élèves de Gian Bellini, Giorgione (autrement dit Giorgio), Barbarelli di Castelfranco, et Tiziano Vecellio, il donna pour dernier résultat les chefs-d'œuvre de l'art, mais assura en même temps le triomphe du sensuel et du frivole même sur la pensée profonde et morale. On ne pourra s'empêcher de reconnaître qu'à Venise, comme à Florence et dans l'Ombrie, le savoir-faire acquis dans un certain genre, la routine de certains sujets, aboutissaient à un procédé mécanique, et nous n'en voulons d'autre preuve que la facilité et la rapidité des maîtres vénitiens à couvrir des toiles d'une grande dimension.

Giorgione fut préservé de ce défaut, tant par son naturel impressionnable et passionné que par sa sensibilité exquise et sa mort prématurée, qui arriva en 1511, dans sa trente-quatrième année (1). Mais Tiziano est du nombre de ces hommes d'élite qui, de l'aveu de leurs contemporains et de la postérité, semblent renaître d'eux-mêmes par l'énergie de leur talent.

En passant en revue les hommes qui illustrèrent certaines écoles, tels que Leonardo, Rafael et Tiziano, et qui, portés sur les sommités de l'art par leur génie, lui durent également la faveur des princes et des grands de leur patrie et des pays étrangers, nous ne passerons pas sous silence un homme sur la jeunesse et le talent duquel la famille de' Medici a exercé une grande influence; cet homme est Michelagnolo de' Buonarotti, de Florence.

Cet artiste, dont le génie se développa sous les yeux du duc Lorenzo, quitta Florence aussitôt que les Medici en eurent été bannis, et ne revint dans cette ville que lorsque Soderini eut pris les rênes de la république; le cardinal Riario l'appela ensuite à Rome. Il y demeura jusqu'à son retour à Florence, à peu près à la même époque où revenait Leonardo, après la chute de Lodovico Sforza; et dès lors il habita alternativement Florence et Rome.

Assurément jamais artiste ne posséda la science du dessin, du modelé et de la peinture à un plus haut degré que Michelagnolo; personne, mieux que lui, ne sut embrasser d'un coup d'œil l'ensemble et les détails d'un objet; mais cette intelligence de la nature était encore dépassée par celle de la pensée, au point qu'il lui arrivait moins souvent de soumettre ses sujets aux formes, aux croyances et aux usages reçus, que de suivre aveuglément l'inspiration de son génie, et de faire plier la nature à la volonté de sa fantaisie. Partout, et dans toutes les branches qu'embrasse la capacité humaine, lorsque les rapports de la pensée et de la nature sont tels que cette dernière n'est plus que la servante de l'intelligence, on voit poindre une tendance au colossal, dans la forme comme dans la substance, et le monstrueux, l'infini, deviennent l'expression de ces élancements de l'âme : voilà ce qui, indépendamment de sa supériorité dans toutes les parties, a distingué Michelagnolo entre ses contemporains; voilà ce qui explique, à côté de ses grandes qualités, « la direction pernicieuse qu'il a donnée à l'art. Ce résultat fut surtout déplorable pour l'architecture, art dans lequel Michelagnolo était également passé maître, et qu'il fit dégénérer des proportions d'une grandiose harmonie, adoptées et suivies depuis Brunnellesco. » L'impulsion donnée par un génie

(1) Lanzi, pass. cité, l. II, p. 66.

de la trempe de Michelagnolo, au goût et à l'emploi séduisant de l'abstrait, amena la perte « du sentiment de l'indicible beauté, du caractère profond des figures que la nature reproduit dans son inépuisable jeunesse, qu'aucune perfection étrangère ne saurait remplacer ni compenser, et sans laquelle les conceptions les plus puissantes et les plus variées ne sauraient être de véritables œuvres d'art. »

A cette époque où Leonardo, Michelagnolo, Rafael et Tiziano produisaient leurs chefs-d'œuvre immortels, l'émulation et l'ardeur des artistes étaient excitées au plus haut point, comme aussi l'esprit d'appréciation de leurs ouvrages était généralement répandu. Il faut dire qu'à cette époque il ne s'agissait plus, comme du temps de Cosimo, d'éveiller et d'encourager des talents timides à franchir les obstacles qui les arrêtaient; car presque tous en étaient venus à des points de contact fréquents avec les hommes qui étaient le plus à portée de donner à leurs facultés l'occasion de produire. On n'avait alors souci que d'ouvrir devant ce talent qui s'était fait jour, devant la supériorité conquise, une carrière assez vaste pour qu'ils pussent s'y déployer à l'aise; on prenait à tâche, à force de considération et d'égards, d'inspirer aux grands artistes la confiance en leur puissance, afin de les préserver du doute d'eux-mêmes et du découragement.

Ceux qui envisagent les choses sans partialité, et sous un point de vue large, reconnaîtront, dans la perfection où les arts sont arrivés de nos jours, un résultat d'une haute importance historique auquel l'influence religieuse a beaucoup contribué, et ils ne contesteront pas à Alexandre VI, malgré la dépravation la plus profonde, à Jules II, malgré l'emportement passionné de ses actes et de ses résolutions, à Léon X, en dépit de sa politique étroite et misérable, l'élan que tous trois, Léon X surtout, ont imprimé par leur protection éclairée et généreuse. La violence indomptable du pape Jules s'adoucissait dans les relations personnelles avec Michelagnolo, et la générosité de Léon X pour tout ce qui était art était souvent hors de proportion avec ses moyens. Le seul reproche que l'on puisse lui faire, c'est que sa position ne comportait pas ce goût, dont l'histoire des arts lui sait gré, mais qui ne convenait pas au chef de la chrétienté.

Toutefois on peut répondre que toute découverte et tout perfectionnement deviendraient impossibles, si chacun devait se tenir dans le cercle que les circonstances ont tracé autour de lui, à une époque où ces découvertes et perfectionnements ne sont pas pressentis. Les grands événements se déploient et fournissent la carrière qui leur est assignée, en dépit des prévisions et des empêchements des hommes; et à ceux qui, se livrant au torrent, frappent, armés d'idées nouvelles, l'édifice du vieux temps, à ceux-là appartient la gloire de ces idées; ils en sont les héros, et l'on abandonne volontiers aux esprits aigris et maladifs l'ingrate fonction de dresser leur acte d'accusation.

La mort de Léon X est le point d'arrêt de l'art en Italie; car, depuis un an, dans la semaine sainte de 1520, Rafael s'était éteint; et deux ans auparavant, en 1518, Leonardo avait cessé de vivre. La faveur des cours, qui autrefois ne manquait pas à l'artiste de mérite, alors même qu'il la dédaignait, entraîna beaucoup de peintres, empressés de servir les fantaisies du maître, à une peinture facile, dont Vasari semble avoir donné la dernière expression (1). Au moins cet artiste est-il supportable par quelque solidité; d'autres, dépassant les limites posées par la nature et le bon goût, arrivèrent à produire de ces ouvrages lourds et massifs, tels que ceux des derniers peintres vénitiens, ou à créer des choses qui, par la forme et l'expression, n'ont pas leurs analogues dans la nature. Nous n'insisterons pas davantage sur ce dévergondage de l'art; d'ailleurs l'histoire des principautés italiennes nous fournira souvent encore l'occasion de revenir sur l'histoire de l'art en Italie.

(1) Rumohr, pass. cité, p. 417.

Au reste, les époques de splendeur semblent passées pour la Péninsule ; une carrière d'humiliations va s'ouvrir pour elle. Si ses artistes descendent de leur hauteur, ses princes décroissent aussi beaucoup en importance. Les souverains pontifes, qui voulaient tenir la balance entre les potentats de l'Europe, vont maintenant servir d'instruments à la politique de deux rivaux, qui se joueront des successeurs de saint Pierre. L'Italie sera un champ clos où l'on combattra pour des intérêts qui lui seront étrangers, et la Rome chrétienne sera profanée par de nouveaux barbares.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

HISTOIRE
D'ITALIE.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DU TERRITOIRE ET DES HABITANTS DE L'ITALIE EN GÉNÉRAL.

§ Ier. *De l'Italie dans ses rapports généraux avec les pays étrangers.*

L'Italie se divise en deux parties essentiellement distinctes, comme il est facile de le reconnaître au premier coup d'œil jeté sur la carte (1) : l'une, située au nord et au nord-est de l'Apennin, est une contrée qui offre toutes les ressources nécessaires à l'industrie, au commerce, à la civilisation, climat doux, habitants actifs, moyens de communications faciles entre toutes ses parties; l'autre, située à l'ouest, au sud et au sud-est de la même chaîne, est, au contraire, entrecoupée d'une multitude de montagnes, de petites vallées et de plaines encore plus resserrées, aboutissant à la mer, qui n'ayant entre elles aucun rapport naturel, manquent d'un centre commun, à tel point que pour la

(1) Napoléon appelle la partie septentrionale l'*Italie continentale*, et la méridionale, la *presqu'île*. Cf. Description de l'Italie, dans les *Mémoires pour servir à l'histoire d'Italie sous Napoléon*, écrits à Sainte-Hélène. Tom. III, dicté au comte de Montholon (Londres, 1823), p. 87 et suiv.



plupart la communication est plus facile par mer que par terre. On trouve ici des jardins d'orangers, et même des plantations de cannes à sucre, à côté de terrains âpres et escarpés, de montagnes rocheuses qui ne présentent que des ressources pour la chasse et l'éducation des bestiaux ; et l'on observe dans les hommes mêmes un contraste analogue : la plus grande indolence et des passions impétueuses, la politesse la plus délicate et une grossièreté presque sauvage.

Si nous examinons la partie septentrionale, cette vaste contrée presque entièrement plate, qui s'étend entre les Alpes et les Apennins, et sur les deux rives du Pô, depuis les limites de la Carniole jusqu'à Ancône, et depuis Venise jusqu'au col de Tenda, elle présente pour cet espace un long développement de côtes, et sur ces côtes des points importants qui la mettent en communication avec tout le littoral de l'Adriatique. Bornée au nord et à l'ouest par les Alpes, cette contrée semble presque fermée aux étrangers par une ceinture de hautes montagnes ; mais la plupart des routes qui les traversent sont moins escarpées du côté des pays étrangers que du côté de l'Italie, ou se divisent ici en tant de routes diverses, qu'il faudrait ou des forces extrêmement supérieures, ou le génie d'un Napoléon, pour repousser l'ennemi qui voudrait y pénétrer (1). L'Italie est donc, jusqu'à un certain point, à la discrétion des habitants de la France, de l'Allemagne et de la Hongrie ; et les Burgundes, les Franks, les Bavarois, les Allemands et les Magyares, ont jadis décidé de son sort, comme l'ont fait, à une époque plus récente, les Français, les Suisses et les Autrichiens. Les nations slaves de la rive orientale de l'Adriatique, les Épirotes, les Grecs et les Turcs, n'ont pas exercé une aussi grande influence sur cette partie de l'Italie ; mais c'est moins à la nature du pays qu'il faut l'attribuer qu'à la triste situation politique dans laquelle ces peuples ont langui depuis des siècles, et quelques-uns depuis le commencement de leur histoire. Venise même s'est fortifiée par ses luttes contre les nations étrangères, enrichie par son commerce avec elles, et les a, en partie, soumises à son pouvoir.

Le reste de l'Italie est divisé, comme nous l'avons déjà dit, en une multitude de petits territoires séparés, qui, partant de la Marche d'Ancône à l'est, et des montagnes liguriennes à l'ouest, courent le long de l'Apennin jusqu'à la Calabre, et ont pour limites de petites chaînes de montagnes, se rattachant à la chaîne principale comme les arêtes au dos du poisson (1). La réunion de ces différents pays sous un seul pouvoir sera toujours fort difficile ; elle sera même presque toujours impossible, pour peu que les habitants s'y opposent. Les grandes armées seraient moissonnées par les maladies contagieuses qui règnent chaque année dans les lieux bas, ou elles périraient dans des guerres de guerillas, qui sont si faciles dans les montagnes, et qui tourneraient toujours à l'avantage des habitants. Dans la partie méridionale de la presqu'île, particulièrement en Calabre (2), on ne pourra jamais établir d'une manière durable d'autre gouvernement que cette espèce d'administration turque, qui se contente de percevoir des tributs modérés, et abandonne le

(1) Il n'y a qu'une partie de la frontière occidentale qui fasse ici une différence. Napoléon dit à cet égard : « Une armée qui, d'Italie, franchit le Var, est entrée en France ; mais une armée qui, de France, franchit le Var, n'est pas entrée en Italie : elle n'est que sur le revers des Alpes maritimes. Aussi longtemps qu'elle n'a pas franchi la haute crête des Alpes pour descendre en Italie, l'obstacle reste tout entier. » Cf. l'ouvr. cité, p. 105. La frontière la plus faible de la Haute-Italie est celle du nord. *Ib.*, p. 109.

(1) Napoléon s'exprime ainsi : « Différentes ramifications courent et rencontrent les deux mers ; mais elles sont toutes subordonnées à la chaîne principale. » Cf. ouvr. cité, p. 100.

(2) Cf. *Séjour d'un Officier français en Calabre.* Paris, 1820.

obtint un avantage assuré sur les autres classes, et le commerce ne pouvait fleurir qu'autant qu'il était appuyé sur l'agriculture et les productions indigènes. Les communautés, dans lesquelles se trouvent des hommes qui s'adonnent à la vie chevaleresque et vivent presque uniquement du produit de leurs biens, ont déjà un caractère plus grave par cela même que les rapports de famille sont plus importants que dans les villes commerçantes et industrielles. Là on doit s'efforcer de retenir ensemble les biens patrimoniaux, de peur que le morcellement à l'infini ne mette un terme à la possibilité de vivre en chevaliers. Les femmes apportent peu de chose à leurs maris. Les mœurs sévères sont considérées comme la partie la plus importante de la dot. Les fils cadets sont obligés d'aller chercher fortune à l'étranger, ou de se consacrer à l'état ecclésiastique. Les aînés obtiennent par leur héritage une indépendance qui leur permet de mettre une certaine dignité dans leur tenue de maison comme leur noblesse leur en fait un devoir. Le patrimoine croît enfin avec la famille qui le possède, et cette famille en acquiert un caractère plus sévère, plus hautain, plus inflexible.

Pendant que le reste de l'Italie s'ouvrait déjà de tous côtés à la dissolution, foulant aux pieds les anciens liens, Florence se développait dans un calme sérieux et se présentait comme l'héritière des travaux préparatoires de civilisation italienne qu'avaient produits les autres villes. Lorsque, par l'extension de son commerce, la Toscane s'écarta des formes rigides de son ancienne existence, la rage des factions commença, il est vrai, à y jouer son rôle comme sur les autres points de l'Italie; mais la nature sérieuse des Florentins les fit entrer plus profondément dans la lutte et triompha de toute opposition. Florence apparaît vis-à-vis des autres villes comme un homme d'un âge plus mûr, mais d'une plus grande vigueur; c'est là ce qui assura à cette ville la souveraineté de la Toscane.

En partie par son exemple, en partie par sa domination, Florence a exercé l'influence la plus décisive sur toute la partie septentrionale de la Toscane. Lucques et Sienne rivalisèrent longtemps avec elle, et à tout prendre, la Toscane est encore aujourd'hui le pays de l'Italie où l'on trouve les hommes du caractère le plus indépendant; Lucques même est de tous les États de l'Europe celui qui, après la Norwège, jouit de la constitution la plus libre. Florence est en quelque sorte le centre de toute la civilisation italienne, et s'éloigne autant de la sauvage énergie de Gênes que de la politique égoïste de Venise.

La vallée du Tibre supérieur avec ses vallées latérales a un tout autre caractère dans l'histoire; cette contrée renfermait Perugia, Assissi, Foligno et Spoleto. La gravité se rencontre également ici, comme dans le pays voisin arrosé par l'Arno. Mais ce n'est point une gravité qui ait d'abord reçu l'énergie par le mélange des races germaniques, et qui plus tard ait été poussée par le voisinage de la mer, par la participation au commerce, à se mêler activement dans les affaires de la vie, à se livrer à des travaux d'arts importants, ainsi qu'il arriva à Florence. C'est plutôt une gravité qui se replie en elle-même, à qui des rapports intimes avec l'Église de Rome n'ont fait que donner un aspect encore plus sombre. C'est ici et dans les environs que l'on voit les apparitions les plus extraordinaires, que se trouvent les dispositions les plus superstitieuses; c'est ici que sont nés et qu'ont vécu les visionnaires, comme saint François; c'est ici que les guerres civiles, qui ont désolé l'Italie, ont pris le caractère le plus terrible. Si dans la vallée de l'Arno, l'austérité a conduit à l'indépendance individuelle, dans la vallée du Tibre elle a eu un effet tout opposé.

3° *Rome et son territoire.* Le gouvernement romain a influé d'une manière moins positive sur les parties de l'État de l'Église situées plus au nord, parce que leurs nombreuses relations et le commerce actif qu'elles entretenaient avec la Lombardie et Venise, ainsi qu'avec la Toscane, leur ont communiqué un aspect assez semblable au reste de la Haute-Italie. Tout prend une autre forme

lorsque l'on arrive dans les campagnes qui environnent immédiatement Rome. Ici aucune influence étrangère n'a servi de contrepoids à l'influence du gouvernement local; nous pouvons donc le reconnaître tout entier dans ses œuvres. Dans l'État de l'Église, comme à Venise, ce sont les relations avec le monde qui ont déterminé le caractère du gouvernement, et dans le fait il n'y a entre les deux pays que cette différence, c'est que les Vénitiens n'ont en vue que le commerce et l'argent, et les Romains l'empire de la foi et de l'opinion. De là la grande similitude dans les allures intérieures de deux États. Un esprit subtil, ferme, une constance dure, impitoyable, à poursuivre les conséquences d'un principe, étaient indispensables à Rome comme à Venise; de là pour les deux États la nécessité d'une aristocratie organisée (1); de là ce même détachement de la vie domestique. A Rome, à cause du caractère religieux du gouvernement, on pouvait amener cette situation en favorisant la corruption des mœurs; on imagina un autre moyen, le célibat de l'ordre dominant, de l'ordre ecclésiastique. Le clergé (qui forme en quelque sorte la noblesse de l'État de l'Eglise) se recruta ainsi par une sorte d'adoption (par la consécration).

Tant que les peuples du nord furent subordonnés, et s'inclinèrent d'eux-mêmes devant les autorités et les lumières supérieures des contrées du midi, Rome domina; mais lorsqu'ils sentirent à leur tour leurs facultés se développer et grandir, et opposèrent à Rome des qualités propres qui ne pouvaient être ni comprises ni ménagées dans cette capitale du monde, le pouvoir de Rome sur eux fut brisé; et plus doit s'étendre et s'élever la civilisation qui procède des peuples de l'Europe septentrionale, plus Rome doit se réduire et s'abaisser. Ainsi l'on vit Venise descendre et tomber, à mesure que les relations commerciales changèrent et prirent une direction qui finit par les enlever à la puissance vénitienne.

Les richesses du sol ont toujours été fort négligées du gouvernement romain; la puissance de Rome ne repose point sur le sol, et jusqu'à ce jour les principaux revenus de cette aristocratie sacerdotale n'ont pas été tirés des environs de Rome, mais de pays fort éloignés. De là le peu d'attention que le gouvernement accorde à l'agriculture et à l'industrie. De là le peu d'influence que les propriétaires du pays ont exercée dans l'État. Il n'y a de cultivé que le septième de la terre tout au plus. Le reste est en jachère et sert au pâturage des bestiaux. La conséquence naturelle de ceci, c'est que d'immenses territoires appartiennent à un seul domaine, que les villages sont rares, presque impossibles, et que l'on ne rencontre que des manoirs isolés (*casali*) et des déserts. L'absence de population agricole a une autre conséquence, c'est qu'il est facile à des bandes de brigands de se réunir, qu'elles peuvent se soutenir longtemps, et que dans le voisinage immédiat des villes plus considérables seulement l'on peut jouir de toute la fertilité de la terre.

Sous tout autre rapport le territoire de Rome a le même caractère que celui de la Toscane. Seulement on y rencontre de plus grandes plaines, et la nature volcanique du sol, présentant tantôt une végétation luxuriante, tantôt des steppes désertes, sans arbres, infectées d'une odeur de soufre, ressort davantage. Les maremmes avec leurs émanations pestilentielles couvrent les lieux bas, et au-dessus s'élèvent des montagnes parfois belles et sublimes, mais ordinairement nues et sauvages.

Rome présente comme une sorte de chaos; l'âme s'y élève au-dessus des étroits calculs de l'individualité; on y ressent une sorte de

(1) Rome doit être comprise comme cour aristocratique; jamais un pape n'a pu tenir en opposition avec les principes du haut clergé, et c'est là la principale cause pour laquelle le pape a été en tout temps aussi limité dans son autorité monarchique que le doge de Venise. L'administration propre du pays et les affaires du gouvernement sont souvent à Rome des choses aussi secondaires que la police de village dans l'État vénitien.

considérables. Les autres courants sont pour la plupart des torrents qui se précipitent des Apennins dans la mer et ne prennent que parfois le volume d'un fleuve, tarissant tout à fait ou en partie pendant les chaleurs de l'été et exhalant de leur lit desséché des émanations pestilentielles qui dépeuplent la contrée. Il en résulte que des cantons entiers de montagnes nues et de lieux bas sur les bords de la mer sont réduits en déserts, et plus l'homme s'éloigne, et avec lui la végétation artificielle, plus la contrée devient stérile, plus l'atmosphère devient mortelle.

Ces déserts, qu'interrompent de temps en temps les districts habités, et les montagnes presque toujours dépouillées et sauvages de l'Apennin, donnent par leur rapprochement une apparence de désordre et de chaos à quelques contrées. Quand on se trouve dans la vallée de l'Arno, séjour et berceau de tous les prodiges de l'art moderne, ou dans son voisinage immédiat, alors seulement cet aspect change. On sent alors qu'on vit parmi des hommes à qui la civilisation du XIXe siècle n'est pas étrangère. Dans les autres cantons ce ne sont que les villes les plus importantes qui participent à cette civilisation, et encore ne peut-on pas dire cela de toute leur population. Nous allons procéder à l'examen séparé de chaque pays.

1° Le bord méridional de la Haute-Italie sur la mer Thyrrénienne, *le territoire de Gênes*.

Ce territoire, qui souffre le moins de ce fléau d'une atmosphère corrompue, a une structure tout à fait particulière. Nulle part l'Apennin n'est peut-être d'un aspect plus sauvage : on le voit se pousser jusqu'à la mer, ou bien s'arrêter seulement à quelques centaines de pas des flots. L'agriculture proprement dite y est donc presque impossible; l'horticulture seule y trouve accès. On y voit en foule des jardins d'oliviers et des vignes, dans quelques parties même des jardins d'orangers, parce que le rideau des montagnes les protége contre le vent du nord et leur donne un climat presque napolitain. Au total on a dit avec justesse, qu'ici la nature n'a songé qu'à la parure et point à l'utilité, que presque chaque buisson est un laurier stérile, et que sans la mer les habitants de cette contrée seraient la population la plus pauvre que l'on pût imaginer. Ici, par conséquent, la terre même vous renvoie pour ainsi dire à la mer, et il n'est pas étonnant que les Génois se soient principalement fait connaître comme une race de matelots.

De même que le pays se compose de montagnes d'une forme lourde, de même le caractère du Génois a toujours été une lourde fermeté. La ville elle-même, pour la construction de laquelle le pays a fourni les plus beaux matériaux, présente l'aspect de masses entassées. Les maisons y sont jetées les unes sur les autres comme des ballots dans un magasin, les rues étroites à tel point, qu'on pourrait souvent en mesurer la largeur avec les bras, et il n'est pas rare d'y rencontrer des maisons de huit et neuf étages. La soif de l'or et l'orgueil de l'or furent de tout temps les deux traits caractéristiques de ce peuple, dont les femmes sont sans pudeur, et les hommes sans foi, suivant le dicton du reste de l'Italie. Aussi toute l'histoire de Gênes ne présente pas un seul personnage qui s'élève au-dessus de la foule : comme des ramas d'hommes grossiers et abandonnés à eux-mêmes sont incapables de se gouverner et se battent à la moindre querelle, de même il y a eu constamment à Gênes des luttes de partis qui naissaient des causes les plus légères, et y appelaient tantôt les Allemands, tantôt les Français, tantôt les Espagnols ou les princes italiens. Cependant il est à remarquer qu'au milieu des luttes continuelles des bourgeois, la banque de Saint-Georges est toujours restée intacte ; ainsi des gens du peuple peuvent se heurter et conserver avec un respect religieux les épargnes communes. Gênes n'a pas produit un seul écrivain marquant, un seul peintre distingué, un seul musicien célèbre, et si l'indomptable persévérance d'un Génois n'avait pas découvert l'Amérique, Gênes n'aurait rien à nous présenter de grand que ses palais.

Si Venise offre une aristocratie intelligente

et habile, il s'est formé à Gênes une aristocratie d'une rude énergie à laquelle il est arrivé souvent de trembler devant des masses plus grossières encore.

2º *La Toscane*. Cet état est composé de cantons fort dissemblables. Une ceinture de montagnes l'entoure, et il est lui-même tout couvert de montagnes. La partie méridionale est âpre; les petits plateaux qui s'y trouvent ont un climat presque septentrional, et quand souffle la tramontane, le froid est très-vif, même dans les mois d'été. Quelques cimes de montagnes, comme celle qui porte le château de Radicofani, s'élèvent fort au-dessus de tout le pays, et si en général cette partie paraît peu propre à produire une belle civilisation, elle s'est toujours distinguée dans la guerre. En été il y a disette d'eau, et il en résulte qu'on y respire un air insalubre. Le séjour sur les côtes méridionales est plus malsain encore; durant les mois d'été tout fuit des Maremmes vers des contrées plus salubres, et les pays plats qui s'étendent sur les bords de la mer sont presque uniquement consacrés au pâturage des troupeaux en hiver à cause de leur riche végétation.

Le reste du pays, qui vaut mieux, est également montagneux et divisé en plusieurs petits territoires de caractères différents. De là le grand nombre de villes isolées, qui pendant le moyen âge ont eu un développement et une histoire à elles. Il n'y a que deux grands territoires qui se ressemblent; c'est la vallée de l'Arno et la vallée du Tibre supérieur, avec ses vallées latérales dans les Apennins.

L'agriculture en Toscane est plutôt encore de l'horticulture, les plantations de vignes et d'oliviers en sont la partie principale. Ici la mer n'appelle pas les habitants comme les Génois, et le Toscan ne se contente pas de plaisirs aussi grossiers que le Ligurien. Il en résulte que toute la Toscane est habitée par une population plus laborieuse, plus tranquille et conséquemment plus civilisée qu'aucune autre partie de l'Italie. La famille de l'habitant de la campagne est forcée de se livrer à d'autres travaux que la culture, et le riche propriétaire foncier même est obligé de faire le commerce, parce qu'on ne peut pas vivre uniquement d'huile et de vin.

Dans la vallée de l'Arno, c'est Florence qui a fini par faire la loi. Sans les rapports de l'Italie avec l'empire d'Allemagne, Pise serait devenue la capitale de la Toscane, parce que c'est le point par lequel il est le plus facile à ce pays de commercer avec le dehors. Mais les liaisons des souverains de l'Allemagne avec les papes de Rome, les liens du royaume germanique et de l'empire romain forcèrent de prendre pour moyen de communication l'Arno, le seul fleuve important entre le Pô et le Tibre, et c'est principalement l'importance de sa situation militaire qui a d'adord élevé Florence. La tradition s'accorde à faire rebâtir Florence par Karl le Grand (Charlemagne) et par les Romains en commun. Ceci pris à la lettre est une erreur. Il y a des traces de l'existence de Florence avant ce temps, mais postérieurement à la chute de l'empire romain, et c'est précisément dans le territoire de Florence que l'on trouve des restes de ces Goths vaincus de nouveau en Italie par les Romains d'Orient. Mais la tradition paraît signifier que Florence a été d'une égale importance pour les rois germains et pour les Romains, et que c'est cette double utilité qui a fait son élévation. On raconte de plusieurs rois germaniques qu'ils affectionnaient particulièrement Florence. On dit que sous Otto le Grand, un grand nombre de chevaliers allemands s'y étaient établis, et plus tard plusieurs familles florentines très-considérables se prétendirent d'origine germanique. Florence dut donc sa première élévation à cette circonstance, qu'elle offrait un point militaire important aux Allemands.

De tout temps le caractère des habitants fut grave comme celui du pays lui-même. C'est cette circonstance naturelle qui, jointe à l'importance de la position militaire, a produit cette sévérité que l'on remarque dans les œuvres et la vie des Florentins. Par l'importance de la position militaire la noblesse

reste à la nature et à l'intérêt des vassaux ou des corporations. Dès que des souverains étrangers ont voulu adopter cette manière de gouverner, si agréable à toute nation non civilisée, il leur a été facile de faire reconnaître leur pouvoir; mais à la première apparition de nouveaux étrangers qui offraient de meilleures conditions, ils étaient obligés de leur céder la place. Ils ne trouvaient aucun appui dans leurs sujets, la nature de leurs rapports mutuels n'ayant pu former entre eux aucun lien de sympathie. C'est là la seule manière d'expliquer comment un pays si bien défendu par la nature a presque toujours eu des souverains étrangers. Ajoutons que de tous les peuples établis sur les côtes de la Méditerranée, il n'en est aucun pour ainsi dire qui n'ait régné quelque temps sur Naples : les Espagnols et les Français, les Grecs et les Arabes, les Allemands et même les Hongrois, ont décidé du sort de l'Italie méridionale, et cherché à donner des lois à un pays dont les habitants dans quelques contrées, paraissent avoir oublié, ou n'avoir jamais connu les premiers éléments de la vie sociale.

Une seule circonstance a préservé la vallée du Tibre de subir les mêmes destinées que Naples ; c'est qu'elle renfermait Rome, la capitale du monde, Rome, au sort de laquelle (presque depuis les migrations) une grande partie de l'Europe avait un intérêt immédiat, dans laquelle on voyait une espèce de centre, ou du moins de point d'appui pour tant d'autres institutions. De même que quand on pèse des quintaux, des mouches peuvent jouer sur l'un ou l'autre plateau de la balance sans rien changer aux rapports des poids, de mêmes les habitants de l'État de l'Église n'ont eu presque aucune influence sur ses destinées, ou du moins leur action a été beaucoup moins grande que celle des royaumes souvent très-éloignés de la chrétienté. Les nations étrangères ont régné plus rarement à Rome qu'à Naples ; mais, depuis la fondation de la primatie papale jusqu'aujourd'hui, Rome a été un point de rencontre pour les étrangers ; et la politique de la cour pontificale n'était qu'exceptionnellement italienne, elle embrassait déjà dans ses vues les peuples et les princes étrangers, à une époque où ceux-ci n'avaient pas la moindre idée de cette unité de principes et d'intérêts qui peut lier entre eux différents États.

La Toscane et les côtes liguriennes n'ont d'importance politique que par leur commerce, qui serait impossible sans relations avec le dehors ; et en outre les États qu'elles renferment sont trop petits pour pouvoir seuls maintenir leur indépendance dans un pays dont la partie la plus importante a toujours vu, depuis la chute de l'empire romain, son sort décidé par les intérêts de princes ou de peuples étrangers.

C'est ainsi que l'Italie apparaît au dehors sans consistance, sans indépendance, destinée par la nature à recevoir dans son sein et à mettre en œuvre une multitude d'éléments divers. Elle a rempli cette tâche, jusqu'à ce qu'elle fut en grande partie donnée en apanage à des branches cadettes de dynasties étrangères ; mais par-là même elle est restée stationnaire sous le point de vue intellectuel, et c'est l'intérêt de quelques familles originairement étrangères au pays, qui a dirigé, non-seulement sa conduite politique, mais encore ses opinions et sa vie intellectuelle.

Outre cette facilité d'accès du territoire italien, nous devons encore mentionner ici une autre propriété qu'il a toujours possédée, et qui lui a donné une position d'une importance incalculable, tant que le monde civilisé s'est presque borné aux côtes de la Méditerranée : par son prolongement dans cette mer, et sa séparation en deux portions à peu près égales, l'Italie était le centre le plus convenable de tout le commerce et de toutes les relations de ce monde, ou plutôt de l'univers entier, puisque jadis le commerce de l'univers ne s'étendait pas au delà de la Méditerranée. Cette importance aujourd'hui disparue de la terre d'Italie, il ne faut pas la perdre de vue dans l'exposition de ses destinées au moyen âge, si l'on veut surtout

bien les comprendre. On peut comparer la position de l'Italie par rapport à la Méditerranée, à la position du Mexique et du Guatimala par rapport à l'Océan (1).

§ II. *Configuration intérieure de l'Italie.*

A. Partie septentrionale.

La partie septentrionale de l'Italie est la seule qui offre une certaine étendue de territoires ayant à peu près le même sol et le même climat. La plaine presque horizontale qui se déroule de chaque côté du Pô est la seule partie que la nature elle-même ait désignée comme un grand tout, bien qu'elle ait été, depuis longtemps, divisée par les hommes en plusieurs États de circonscriptions diverses. Une fertilité presque également luxuriante dans toute la vallée du Pô, produite et entretenue par les cours d'eau qui aboutissent à ce point de toutes les directions, lui a de bonne heure valu le surnom de *Paradis italien*. On doit signaler en première ligne les affluents de la rive gauche, qui viennent tous des vallées des Alpes, et en partie des lacs. Les campagnes qu'ils traversent, protégées contre le nord par les Alpes, exposées aux rayons d'un soleil ardent, que repercutent les rochers et les montagnes, jouissent d'un climat plus chaud que le voisinage immédiat du Pô, et forment les plus riches et les plus magnifiques paysages de l'Europe.

Comme le Pô est navigable jusque fort avant dans les terres, il ne vivifie pas seulement les campagnes, mais excite encore l'industrie ; et les constructions et les digues qu'ont nécessitées le volume de ses eaux et la rapidité de son cours, ont dû susciter de bonne heure l'esprit d'invention des peuples qui ont voulu habiter ses rives (1). Quoiqu'il traverse une contrée qui, par sa forme, s'annonce comme un grand tout, il parcourt cependant, depuis sa source au mont Viso jusqu'à son embouchure, des campagnes de caractères fort divers : d'un côté, des cantons montagneux d'une âpreté sauvage ; de l'autre, des terrains bas, qui ne s'élèvent guère au-dessus du niveau de la mer, et rappellent la Hollande. Pendant que les peuples qui habitent les lieux voisins de sa source ont à lutter contre la pauvreté du sol et à redouter les avalanches, les hommes établis près de son embouchure voient à de certaines époques de l'année, la terre couverte d'une masse d'eau, au-dessus de laquelle on n'aperçoit que les cimes des arbres, et les villages qu'on a eu la précaution de bâtir sur les lieux les plus élevés.

A la vallée du Pô se rattachent comme annexes la mince langue de terre qui s'étend entre les Apennins et la mer Adriatique, jusqu'à Ancône, et une autre un peu plus large

(1) Sur les constructions hydrauliques de la Haute-Italie, qui remontent à une haute antiquité, comparez Niebhur, *Histoire romaine*, première partie, dans cette Collection : « Les bras que forme le Pô à son embouchure ont été creusés ou dirigés par les Tuskes; ce sont eux qui ont formé son Delta par des canaux et des digues. » — Napoléon dit : « Les rivières qui entrent dans le Pô par la rive droite, surtout depuis le Tarro, y causent de fréquentes inondations, et occasionnent grand nombre d'accidents et de désordres, ce qui donne lieu à de grandes questions d'hydraulique, et a rendu les ingénieurs italiens plus experts dans cette science que tous les autres savants de l'Europe. » Ouvr. cité, p. 103.

(1) Je ne crois pas que personne s'attende ici à une minutieuse description géographique et topographique de l'Italie. Je ne veux que donner les indications nécessaires pour faire bien comprendre les événements qui se développeront dans le cours de l'histoire; tout autre travail n'appartient point à un ouvrage historique.

qui court entre les Alpes et la même mer, jusqu'au territoire d'Aquilée.

Pour l'histoire, l'Italie septentrionale se divise donc en cinq parties, marquées chacune d'un caractère différent :

1° *La vallée du Pô supérieur*, entre le duché de Montferrat, les Alpes maritimes et les Alpes cottiennes, à laquelle viennent aussi aboutir la vallée de la Dora et quelques autres plus petites.

Ce pays, qui est entouré presque de tous côtés par des montagnes, qui est particulièrement borné au nord et à l'ouest par les plus hautes chaînes des Alpes, a reçu de cette position une empreinte politique très-déterminée. Son commerce qui, depuis peu, s'est principalement dirigé vers la Suisse, la France et Gênes, fut fort restreint tant que les communications ne furent pas ouvertes, tant que les routes ne furent pas sûres ; il ne pouvait offrir à la Lombardie, située à l'est, et avec laquelle les communications étaient plus faciles, que les mêmes articles fournis aussi par le territoire lombard. Le commerce ne pouvait donc pas ici, comme dans la plus grande partie du reste de la Haute-Italie, dominer toutes les autres classes ; jamais la fortune en capitaux n'y obtint la prédominance sur la propriété foncière au même point qu'à Milan et à Gênes. Les biens territoriaux des familles nobles n'y étaient pas aussi divisés qu'ils le furent dès les XI[e] et XII. siècles dans les États plus orientaux ; et jusqu'à la révolution française, le caractère politique du Piémont est resté celui d'un État féodal. Dans les temps les plus récents, cette base anciennement donnée à l'organisation sociale, se trouve encore dans les exploitations rurales (1) établies sur une plus grande échelle ; tandis que leur morcellement dans le reste de l'Italie, bien qu'approprié au climat et au sol, est néanmoins trop peu conforme au mode adopté dans les autres pays, pour obtenir une approbation sans réserve.

(1) Cf. *Lettres écrites d'Italie*, par Lullin de Chateauvieux. Genève, 1818, 2 vol. in-8o.

Les grands propriétaires, les nobles, ont donc pu maintenir en Piémont leur ascendant et leurs droits plus longtemps et plus complétement qu'ailleurs ; et le pays qui forme aujourd'hui le principal élément du royaume de Sardaigne paraît un État aristocratique par rapport à la Lombardie, où dominent encore les institutions municipales, comme autrefois la Thessalie relativement à la Grèce. Sous ce rapport, l'esprit public du Piémont pourrait être regardé comme une transition de l'esprit italien à l'antique esprit français, de même que par sa position géographique il sert de passage entre les deux pays.

2° *La vallée du Pô inférieur*, comprenant les contrées qui s'étendent au nord et au sud du Pô, depuis le Piémont jusqu'à l'Adige et au Rheno.

Pendant que les pays à l'ouest et au nord-ouest de la Haute-Italie recevaient plus facilement les marchandises de l'orient et du sud par la Provence que par le Piémont, la Lombardie fut longtemps presque la seule route par laquelle elles pussent parvenir à l'Allemagne ; et ce fut cette circonstance qui fixa le caractère politique de la contrée. Depuis les premiers temps du moyen âge jusque vers la fin du IX[e] siècle, la Hongrie resta sous la domination d'un peuple, sinon ami de la paix, du moins non hostile au commerce et à l'industrie, les Avares ; et ce peuple avait entre les mains le commerce de l'Allemagne avec Bysance, par conséquent avec l'Orient. Mais lorsque ensuite les farouches Magyares prirent possession du pays, le commerce devint impossible sur cette direction, et il chercha une autre route ; depuis cette époque, il se dirigea principalement par la Lombardie. Les rapports politiques de la France avec l'Italie avaient déjà ouvert plusieurs grandes routes à travers les Alpes, entre autres celle qui traverse le Tyrol pous aboutir à Vérone, et une autre qui traverse la Suisse pour aboutir au lac de Como et à Milan, ou plutôt ces routes étaient restées praticables depuis le temps des Romains. De bonne heure le commerce reçut donc une forte impulsion dans ce pays, et

bientôt il obtint une telle prépondérance, qu'il domina toutes les autres classes.

Milan, situé à mi-chemin entre Pavie, l'ancienne capitale du pays, et Como, triompha d'abord pacifiquement de la première, qui devait son importance à sa forte position militaire; elle la surpassa dans le commerce à une époque où tout, en Lombardie, dépendait du commerce. Puis, après de longues luttes, elle soumit par la force des armes Como, qui menaçait de préparer le même sort à Milan. Tout ce qui, dans la Lombardie, était opposé au gouvernement démocratique, se joignit à Pavie et à Como, que les Milanais traitaient hostilement. Mais la politique libérale et bourgeoise, le parti des Guelfes, qui était favorisé par la situation naturelle du pays, remporta la victoire sur la politique monarchique, sur le parti impérial, ou gibelin, des villes de Pavie et de Como, qui s'appuyait sur les Allemands.

La Lombardie est donc le pays des formes républicaines, du gouvernement municipal; et les cités situées sur la rive droite du Pô et comprises dans la même circonscription, quoique de moindre importance, ont constamment partagé son sort et suivi la même ligne politique.

3° *Les embouchures du Pô, les lagunes et les îles de Venise.* Venise présente jusqu'à un certain point, la forme d'un vaisseau gigantesque à l'ancre dans la mer Adriatique. Ses rues étroites, par-là même qu'elles ne sont destinées qu'aux hommes, et qu'on n'y voit jamais ni voitures, ni bêtes de somme, ressemblent aux galeries intérieures d'un bâtiment, et l'on pourrait regarder la magnifique place de Saint-Marc comme la salle commune, et la *Riva de' Schiavoni* comme le pont d'avant. Vues du haut des tours de la cathédrale, mât digne du navire, les autres îles, situées à distance dans les lagunes, n'apparaissent que comme des bateaux et des chaloupes destinés au service du bâtiment principal.

La situation particulière de Venise lui faisait une loi d'avoir également une constitution qui lui fût propre. Le sort de Venise dépend de ses relations avec le reste du monde. Elle ne possède pas un territoire qui lui permette d'avoir une existence propre, une existence à elle. C'est par ses relations avec le dehors qu'elle s'est élevée; c'est par ses relations avec le dehors qu'elle est tombée (1). Ici donc a dû se former, à mesure que la situation propre de l'État se développait, un gouvernement d'esprit sévère, un gouvernement qui calculât tous les faits, qui pesât toutes les démarches, et agît avec la plus rigoureuse conséquence. Cette pensée toujours calme et froide, cette conduite si bien combinée n'appartiennent pas au peuple. Toujours en lutte avec l'impulsion première, repoussées même par le sentiment intime de l'individu qui cependant les adopte et les suit, elles supposent une énergie continue, une concentration des forces de l'homme vers un seul point, qui ne peuvent pas se trouver au sein de la foule.

Il fallait donc ici une aristocratie, et une aristocratie d'un caractère austère, inflexible. Le pouvoir sans contrôle que le capitaine exerce sur son vaisseau, cette aristocratie de l'intelligence l'exerçait sur le peuple vénitien. Les aristocraties qui sont basées sur la propriété foncière sont l'appui des sentiments généreux, étendent les idées et les sympathies. L'aristocratie vénitienne présente un tout autre caractère: ici, il faut que le peuple serve, et que l'aristocratie règne; et pour qu'il en soit ainsi, pour que ces principes reçoivent leur application, tous les rapports de moralité sont à dessein foulés aux pieds; la noblesse voit assez volontiers ses propres membres mener une vie désordonnée, se détourner de toute application à des affaires personnelles, de tous rapports de famille; ils deviennent ainsi plus affranchis de l'empire des affections, de la bienveillance envers les particuliers. Ils finissent par ne connaître qu'un seul intérêt, la grandeur de Venise. Dans le peuple aussi, il y a une puis-

(1) Comparez *Herbstreise nach Venedig von Fred. von Raumer*, vol. II, p. 8 et sq.

ral, d'un caractère commun à tous les peuples d'Italie. Cependant ce caractère existe, il se présente sous des couleurs tranchées, et même pourvu de qualités qui pourraient exciter l'envie des autres peuples, du moins des Allemands. Seulement en jugeant l'Italien il faut oublier le point de vue moral de la vie bourgeoise du nord, et se rappeler que partout la morale des classes inférieures consiste beaucoup moins dans l'activité intellectuelle que dans les conditions physiques de la vie extérieure.

L'Italie est située sous les degrés les plus chauds des zônes tempérées. La première conséquence de cette position, c'est que l'homme y est plus exempt des nécessités les plus pénibles de la vie: qu'il est plus vivement sollicité à jouir. Parmi les besoins qui tourmentent l'homme du nord, il en est plusieurs que l'Italien, surtout celui des contrées méridionales, ne connaît presque pas. D'autres s'apaisent si facilement qu'on peut à peine les appeler besoins. Le peu d'objets indispensables à l'homme, la terre les fournit presque partout avec surabondance, et c'est à peine s'il faut à l'Italien la moitié du travail qui est nécessaire à l'Allemand pour obtenir les mêmes résultats. L'homme se sent donc plus libre de soucis extérieurs; il en vient plus facilement à réfléchir qu'il peut être destiné à quelque chose de mieux, qu'à consumer sa vie dans une lutte corporelle destructive des forces de l'esprit, qu'à subir une sorte de martyre. Il cherche et trouve des loisirs plus doux; et comme ces loisirs ne peuvent guère se rencontrer que dans une complète exemption d'affaires, ils sont pour lui une cause d'oisiveté, la source de sa passion pour le jeu, d'intrigues de toutes sortes, tandis que d'un autre côté ils ne le laissent jamais tomber dans cet abrutissement auquel la populace des pays du Nord est généralement condamnée par l'excès d'un travail purement matériel, dépourvu de toute intelligence. L'Italien a plus de temps pour réfléchir, et comme le fils dès son enfance entend déjà les calculs plus mûrs de son père, il sort plus rapidement de l'enfance pour prendre en face du monde une position plus libre. La langue concourt admirablement à ce résultat: sa facilité, sa précision, les idées claires, les abstractions pures qu'elle présente, la simplicité de son mécanisme, tout en Italie aide l'enfant à se rendre de bonne heure maître de cet élément, tandis que l'Allemand lutte ordinairement contre lui pendant toute sa vie et ne parvient que rarement à s'exprimer avec cette clarté et ce naturel simple qu'on trouve dans la bouche de tout Italien dont l'esprit n'a pas été troublé par le mélange d'une instruction étrangère.

La facilité, la nonchalance de cette liberté de contemplation l'a fait presque paraître sous un mauvais jour; le besoin est si souvent la source de l'amour! La mère embrasserait-elle son enfant avec un si vif amour, si elle savait qu'il n'a pas le moindre besoin d'elle? L'enfant s'attacherait-il à ses parents avec le même amour, si dans un âge où le moment présent est tout, il faisait l'expérience qu'un jour il peut se passer tout à fait d'eux? Sans doute en Italie cette dépendance de l'enfant n'est pas complétement détruite, ce qui est impossible en soi, mais elle est fort diminuée, si on la compare à ce qu'elle est en Allemagne; et la conséquence immédiate c'est que dans ce pays les liens de la famille sont beaucoup plus relâchés que nous ne croyons généralement qu'ils doivent être. Les parents et les enfants se séparent plus facilement les uns des autres; les rapports sociaux ne sont pas aussi profondément enracinés dans le cœur, ou plutôt comme l'Italien dès sa jeunesse a pris une position indépendante, qu'il donne tout au calcul, il n'a ce que l'on appelle de la sensibilité que sous la forme de la passion, c'est-à-dire que son cœur n'a d'influence sur sa manière de penser et d'agir que quand, poussé par des excitations violentes, il est assez fort pour étouffer momentanément le calcul. Le sentiment dégagé de la lutte avec les combinaisons de l'intelligence, ou même à qui la lutte est devenue facile, qui s'abandonne à ses impulsions naturelles, l'Italien ne le connaît pas, et fort souvent l'on

trouve des personnes chez lesquelles la réflexion a tué la sensibilité et produit par là dans les actes et les pensées une simplicité dont un Allemand ne peut guère se faire une idée. Si le manque de piété, de bienveillance, révolte l'homme du Nord en Italie, l'observation que l'Italien exploite les autres hommes plutôt qu'il ne se livre à eux, qu'en toute circonstance il sait être libre à leur égard, les considère comme des choses, de purs instruments dont il se sert, une telle observation est bien propre à faire croire à ce malheureux, transporté dans un monde étrange, qu'il aperçoit partout le diable, que l'Italie est une sorte d'enfer, où dominent partout la fausseté, la perfidie. La sensibilité de l'homme du Nord est un miroir à surface inégale, où la nette intelligence de l'Italien se traduit en caricature. Quelle serait la situation d'esprit d'un Italien s'il découvrait toutes les affections maladives de la sensibilité dans notre monde septentrional? il se détournerait péniblement frappé. Un tel spectacle ne saurait le provoquer à l'action; et il ne pourrait se défendre de pitié, de dégoût.

Dans un pays où le peuple en général se sent plus libre sous le rapport physique comme sous le rapport moral, où le sentiment de la subordination intellectuelle lui manque, il arrive nécessairement, que les classes inférieures prennent à l'égard des rangs plus élevés une tout autre attitude que chez nous. En Italie la populace n'est point humble; elle se pose vis-à-vis des hautes classes avec une certaine fierté, et se sent douée d'une certaine vigueur intellectuelle. Car chacun voit sa position nettement tracée, satisfait aux besoins que lui fait cette position et méprise le reste. En même temps l'homme du peuple se sent dans une certaine indépendance sous le rappprt de ses moyens. Le développement plus avancé des grands ne lui apparaît pas comme le témoignage d'une supériorité d'organisation, mais seulement comme le résultat de plus abondantes ressources pécuniaires. Conscience de sa propre valeur, politesse qui cherche à séduire, mais sans bassesse, quelquefois indifférence, insolence, par suite de cette réflexion que la mort égalise tout le monde, voilà ce qui compose et détermine l'attitude de l'homme du peuple en face de l'homme de l'aristocratie.

De notre temps où les intérêts des États italiens sont garantis par des puissances étrangères, la manière de penser et le caractère des basses classes peuvent paraître sans importance sous le point de vue politique et historique. Mais tant que l'Italie fut laissée à elle-même, à l'époque où la plupart des institutions et les mœurs publiques ont reçu la forme qu'elles ont généralement encore, le peuple jouait un rôle important dans tous les États italiens, que la constitution lui accordât ou lui refusât une participation aux affaires de l'État. Car quand on la lui refusait, il la prenait souvent avec violence, et pour l'empêcher d'y songer, il fallait gouverner avec beaucoup plus de circonspection et d'égards que le peuple ne nous semble en mériter aujourd'hui. La force déposée dans le peuple consistait en ce que l'homme appartenant à cette classe, avait plus de temps pour réfléchir et rêver à son aise, et que l'oisiveté et le besoin au lieu de l'abattre, le rendaient furieux et indomptable : voilà ce qui a donné de bonne heure une direction démocratique à toute l'Italie.

Mais cette tendance démocratique n'embrasse pas seulement une partie du peuple, elle ne s'étend pas seulement sur la haute bourgeoisie, sur les petits propriétaires fonciers, ou sur les industriels établis dans les villes, elle est générale, pousse toutes les classes. Le besoin d'un libre raisonnement, le désir de se mêler aux affaires publiques, se remarquent jusque chez le dernier *facchino*. Ce penchant aux formes purement démocratiques amenait presque toujours le même résultat, l'anarchie. Les dernières classes du peuple même ne tardaient pas à s'apercevoir que les choses ne pouvaient pas aller ainsi. Il arrivait donc en Italie ce qui s'était vu si souvent dans l'ancienne Grèce, le peuple fatigué de l'anarchie, qui

mépris pour ces sortes de combinaisons ; la dureté, l'insouciance, la paresse y sont par conséquent les attributs de l'individu, parce que le principe de l'État, sa loi tout entière exige dans les apparences extérieures des formes irréprochables. Rome n'a guère besoin d'une police comme celle de Venise, et le peu qui lui est nécessaire, elle le trouve dans l'inquisition. Elle est en relation avec le monde entier, et cependant il n'y a toujours qu'un seul intérêt qui attache Rome à ce monde.

4° *Les provinces du royaume de Naples et les îles.* Le royaume actuel de Naples est tellement entrecoupé de montagnes et d'impétueux torrents, qu'abandonné à son mouvement propre, il se diviserait infailliblement en une série de petits États. Tant que le cercle politique qui embrassait l'Europe civilisée s'est composé en général de petits États, ou même de grands royaumes affaiblis par leurs divisions intérieures, les petits territoires pouvaient avoir leur importance pour la civilisation générale et présenter des conditions favorables au développement intellectuel. Qui n'a pas entendu parler des princes, des écoles, du commerce de Salerne et d'Amalfi, de la richesse et des lumières de Montecassino? Mais lorsque la puissance a pesé d'un plus grand poids dans la balance politique, lorsque pour la sûreté du commerce, pour la culture plus étendue des arts et des sciences il a fallu des ressources plus fécondes, ces petits États ont perdu chaque jour de leur importance, et d'une multitude de petites souverainetés insignifiantes s'est formé peu à peu le royaume de Naples. Toutefois dans le cœur des habitants de ce royaume a survécu le sentiment de la séparation en petites communautés, résultant naturellement de leur distribution entre les montagnes ; et presque jamais n'a pu s'établir l'identité d'intérêts entre le gouvernement et les sujets ; on a plutôt vu ces hommes passer tour à tour, et fréquemment d'un mécontentement traduit en rébellion à une apathique indifférence pour les affaires publiques. Un climat sous lequel en quelques heures, on s'élève d'une température propre à la végétation du palmier, à un froid qui semble vous transporter dans les régions du Nord; une population qui s'est formée successivement des habitants primitifs, de Grecs de l'antiquité et des temps modernes, de Romains, de Longobards et de Normands, d'Arabes et d'Épirotes, d'Espagnols et de Français, mélange dont il est encore facile de reconnaître les différentes proportions ; un pays plein de montagnes impénétrables et d'abîmes, couvert de forêts et de marais, sillonné de torrents sur lesquels les Français mêmes ne crurent pas pouvoir jeter des ponts, avec tant d'éléments divers, un royaume s'il forme un tout, ne peut être ainsi maintenu que par la force extérieure du pouvoir. Nulle autre contrée de l'Europe n'a jamais été plus gouvernée par la violence et moins par la raison. Ses habitants ne sont pas des êtres débiles, ou des barbares dégénérés ; ce sont au contraire des hommes doués d'une intelligence vive, d'un aventureux esprit d'entreprise et souvent d'une audace extraordinaire. La moitié de leur vie se passe dans une espèce de ravissement poétique. Ils sont sensibles à la beauté du ciel sous lequel ils sont nés, et chérissent le sol de la patrie, malgré l'absence complète d'institutions publiques. On peut dire que l'énergie personnelle en eux est trop grande ; car comme intérieurement nul ne veut se subordonner à l'autre, comme chacun hait et poursuit celui qui contrarie le plus immédiatement sa volonté, voisin ou supérieur, il résulte de là une division d'intérêts qui laisse le sort de chacun à la discrétion du gouvernement même le plus faible, pourvu qu'il ne méconnaisse pas les conditions auxquelles il existe. Dans les parties inabordables de ce royaume le gouvernement a presque toujours eu pour principe de s'en remettre aux grands du pays, aux princes et aux barons ; le territoire s'est ainsi divisé, comme dans l'empire turc, en une foule de petits fiefs, dans lesquels l'oppression du peuple, le désordre, le brigandage et le pillage, par les sbires mêmes chargés de la police for-

maient pour ainsi dire l'état habituel et normal.

Là où une certaine partie du pays a une consistance en elle-même, comme par exemple la capitale et ses alentours, là seulement peut être tracée une sphère importante pour les rapports sociaux; mais en dehors de ce cercle, la contrée n'intéresse plus que par des particularités, par des caractères individuels; car chacun s'occupe de soi autant qu'il peut; à peine les habitants d'un lieu se groupent ensemble, en sorte que toutes les bases de la société sont détruites; la vie qui devrait être commune se disperse en une infinité d'existences particulières. Des familles seulement forment encore une sorte de communautés sans autre lieu que la parenté; dans leur rapprochement est la seule garantie de la vie et de l'honneur de chacun. La vengeance du sang est donc là comme une nécessité, et ses avertissements, sa surveillance sont considérés comme des devoirs appropriés aux mœurs.

A l'indolence, qui résulte des mauvaises institutions, à la paresse, qu'amène nécessairement la facilité de l'existence, vient encore se joindre un autre motif d'insouciance, la fréquence des tremblements de terre et des éruptions de volcans, la pensée habituelle, que le lendemain on peut voir abîmés ou engloutis sous une lave brûlante la maison que l'on habite, le jardin que l'on cultive, ou que pendant la nuit on peut être soi-même enseveli sous un amas de pierres. Des hommes grossiers, sans instruction, fuiront avec terreur les lieux témoins de pareilles catastrophes, ou ils resteront sans soucis, sans pensée du lendemain, et c'est ce dernier parti qu'a pris le Napolitain.

Placé ainsi dans un pays, dans un monde où les phénomènes naturels les plus extraordinaires, les actes moraux les plus irréguliers le frappent à chaque instant, où chaque jour, chaque moment diffère de celui qui le précède, le Napolitain n'a ni constance dans sa conduite, ni ensemble dans ses idées. Tous les accidents de la nature comme de la société ont pour lui un attrait merveilleux, un aspect terrible et menaçant. A sa vue échappe de plus en plus la force générale, le centre de toute existence et de toute pensée; tandis que le particulier obtient une attribution divine qui le soutient, l'occupe, le console dans les temps modernes, sous l'aspect multiple d'une infinité de saints, comme il l'attirait dans l'antiquité sous la forme des dieux et des héros grecs.

La vie est tout à fait la même en Sicile: seulement comme elle se passe davantage dans les villes, elle est moins individualisée, pour ainsi dire, que dans certaines contrées du continent, par exemple en Calabre. On y compte trois cent soixante-deux villes contre un très-petit nombre de villages. Le séjour des Français et des Anglais dans ce pays a opéré quelques changements dans les détails; mais dans l'ensemble il n'a pas plus changé la direction de la vie que le séjour postérieur des troupes autrichiennes.

La Sardaigne est absolument dans la même situation; seulement ici toutes les institutions politiques du moyen âge se maintiennent encore. On y trouve toute l'ancienne organisation féodale, et avec elle les querelles des familles nobles et les vengeances héréditaires. Ni la Sardaigne ni la Corse n'ont jamais exercé une influence marquée dans l'histoire des États italiens; en général elles ont eu de tout autres destinées que l'Italie, et n'ont jamais été autre chose que des annexes.

§ III. *Les Italiens.*

Il peut paraître étonnant qu'après avoir assigné aux États de l'Italie et à leurs populations des caractères si divers, nous venions à parler du caractère italien en géné-

sance de vie et d'activité qui anéantit la domination du sentiment.

Venise, peut-on dire en général, n'a produit que Venise. Ses savants ne prennent guère que Venise pour objet de leurs recherches ; ses artistes chantent Venise, peignent, représentent les héros de Venise, ou amusent le peuple de Venise. Venise n'a qu'un seul but, c'est d'augmenter la prospérité de Venise; elle n'a enfanté qu'une seule œuvre, c'est elle-même. Dès que les Vénitiens oublièrent que leur existence, au milieu de tant de relations compliquées, tenait à une rigueur impitoyable, à une tension continue des forces de l'intelligence se mettant en rapport avec les sentiments humains pour les employer comme instruments de conservation, sans jamais s'en laisser dominer, pouvant même s'en servir comme de jouets, aussitôt les Vénitiens tombèrent. Venise a montré au monde qu'un État peut subsister sans aucune satisfaction aux besoins de l'individu, et cependant étaler encore une certaine grandeur morale, s'il sait entretenir assez vivement l'attachement à l'intérêt général, pour que chacun sacrifie sans hésiter les objets qui le touchent de plus près à cet intérêt général; mais elle n'a pu donner cet exemple qu'en brisant, ou du moins en affaiblissant, en permettant de fouler aux pieds les liens de la famille et des autres rapports sociaux les plus intimes.

Si Venise a obtenu une sorte de souveraineté sur le continent de l'Italie, cette souveraineté ne s'étendait que jusqu'où pouvaient porter ses canons. De même qu'un vaisseau a besoin d'obtenir accès sur le rivage le plus proche, pour s'y fournir d'eau et d'autres provisions, de même Venise dut chercher à réduire sous sa domination le littoral situé en face d'elle; lorsqu'elle voulut aller au delà de cette exigence naturelle, lorsque sa noblesse devint noblesse territoriale, et qu'elle aspira plus à s'assurer des héritages sur la terre-ferme qu'à veiller à la prospérité générale, l'ancien esprit de la noblesse s'éteignit, et Venise perdit toute sa puissance, parce qu'elle avait méconnu sa destinée.

Aux basses vallées du Pô et aux îles vénitiennes, se rattachent les cantons qui s'étendent vers le nord entre les Alpes, l'Adige, l'Adriatique et le territoire autrichien-allemand, le territoire qui se prolonge, au nord entre les Alpes, l'Adige et l'Adriatique; c'est l'ancienne *Marche de Vérone* et le *Frioul*.

Ce territoire comprend des parties d'une nature fort diverse; à des contrées montagneuses et stériles succèdent, par intervalle, des plaines riches et d'une végétation pleine de force, particulièrement sur les bords de la mer. Comme ce pays se trouve, ainsi que la Lombardie, situé entre l'Adriatique et l'Allemagne, il a également servi de transit au commerce du Nord, s'est donné un gouvernement libre, et a cherché en tout à se modeler sur la Lombardie; toutefois, il n'a pas réussi à maintenir son indépendance au même degré, du moins aussi longtemps. Ce qui contribua spécialement à lui imprimer une direction autre que celle de la Lombardie, c'est qu'Otto (Othon le Grand) suivit, par rapport à ce pays, une ligne politique différente de celle qu'il observa envers les autres parties de la Haute-Italie soumises à son pouvoir. Il sépara de l'Italie la Marche de Vérone et le Frioul, et les attacha à l'Allemagne (1). Pendant longues années, les ducs de Bavière, plus tard ceux de Carinthie, furent en même temps princes de ces pays, qui ne parvinrent que peu à peu à se soustraire à leur puissance; mais les parties mêmes qui secouèrent ce joug, telles, par exemple, que les territoires de l'archevêque d'Aquilée, présentèrent d'abord un caractère plus germanique qu'aucune autre principauté ecclésiastique de l'Italie. Les comtes jugèrent encore à Vérone longtemps après que les évêques exerçaient

(1) Cf. *Notizie delle cose del Friuli*, scritte secondo i tempi, da Gian-Giuseppe Lirutti, signor di Villa-Fredda, etc. In Udine, 1777, tomo III, p. 299.

déjà les droits de comtes dans tout le reste de la Lombardie. Les familles princières furent encore puissantes dans le Frioul et la Marche de Vérone longtemps après qu'en Lombardie toute la puissance publique était tombée entre les mains des magistrats municipaux. Ainsi, de même qu'on peut considérer le Piémont comme le pays de l'Italie qui sert de transition aux mœurs et aux coutumes françaises, de même on peut considérer la Marche de Vérone et le Frioul comme offrant le point de transition entre la Haute-Italie et l'Allemagne. Ce fut seulement quand Venise régna sur ce pays qu'il prit uniformément le caractère italien.

5° Le territoire au sud du Pô, qui s'étend entre l'Apennin et la mer Adriatique, jusque dans la Marche d'Ancône.

Deux circonstances qui se lient entre elles donnent à ce pays un caractère propre. D'abord il resta sous le pouvoir des empereurs d'Orient, jusqu'à l'époque de l'envahissement des Longobards (Lombards); et plus tard même, après qu'il eut été peu à peu conquis, et que quelques chefs d'origine germanique s'y furent établis, non-seulement la masse de la population resta romaine, mais elle conserva encore l'organisation municipale romaine, et l'on peut dire que celle-ci fut moins anéantie que limitée, déformée peu à peu, et enfin remplacée par de nouvelles institutions. Quant à la partie de cette organisation qui avait rapport à la police de l'industrie, elle se conserva presque en entier, et servit plus tard de modèle au reste de l'Italie. Au milieu du mélange d'institutions qui s'opéra plus tard, les traces de la constitution romaine apparaissent donc ici beaucoup plus visiblement que sur tout autre point de l'Italie septentrionale; l'esprit de cette constitution est encore l'élément dominant. Une autre conséquence encore plus importante de la durée de la domination impériale sur ces côtes, c'est qu'elles rivalisèrent pendant longtemps avec Venise pour le commerce entre Bysance et l'Italie intérieure. Plus tard, lorsqu'elles furent séparées politiquement de Bysance, elles conservèrent néanmoins avec elle leurs relations commerciales. Toutes les fois que les empereurs d'Orient cherchèrent à rétablir leur autorité dans l'Italie septentrionale, ils choisirent ces côtes pour point de débarquement, et l'on pouvait même remarquer dans les habitants une certaine propension pour la domination grecque.

Ainsi donc, bien que ce pays s'efforçât de s'approprier les institutions politiques de la Lombardie à un plus haut degré encore que la Marche de Vérone, et que l'organisation municipale y ait été établie aussi complètement que dans les villes situées au nord-ouest, il est cependant resté comme un pont entre l'Italie et l'empire grec. L'énergie personnelle de quelques individus s'y est déployée avec beaucoup plus d'éclat que dans la Lombardie. Des dominations tyranniques s'y établirent plus tôt et beaucoup plus fréquemment; et tandis que dans la Marche de Vérone et le Frioul la vie suivait une marche plus lente, que les mœurs devenaient plus simples, plus germaniques, ici tout prenait un caractère de violence, et les affaires se décidaient moins souvent par la froide réflexion et le besoin des temps que suivant le caprice personnel.

B. L'Italie méridionale.

Nous avons déjà dit que cette partie de l'Italie était divisée en une suite de petits territoires différents, sans aucun point central commun. Nous n'ajouterons donc ici que peu de chose. L'Arno et le Tibre sont les seuls fleuves navigables de l'Italie méridionale, bien qu'elle ne soit nullement dépourvue d'eau, et ces deux fleuves ne conservent même pas longtemps une assez grande profondeur pour porter des bâtiments un peu

était son ouvrage, se donnait des tyrans. C'étaient des chefs que la faveur publique et le hasard avaient placés à sa tête au milieu du tumulte, ou c'étaient des hommes des hautes classes, pourvus de grands moyens d'influence, qui connaissaient la nature du peuple, basaient leurs calculs sur elle et savaient tirer parti de l'énergie qu'ils trouvaient en lui, pour s'élever. Ces derniers seuls conservaient un pouvoir durable; généralement les premiers n'étaient point au niveau du poste où ils se trouvaient placés, et tombaient honteusement.

Quand nous considérons les temps du moyen âge, que nous voyons combien, dans chaque État de l'Italie, la classe la plus rapprochée de celle qui dominait, aspirait à prendre une part au gouvernement, comment la souveraineté descendit d'abord des rois et des princes temporels aux évêques, puis de ceux-ci aux francs-bourgeois, aux échevins et enfin à tous les bourgeois sans distinction, nous sommes forcés de reconnaître que l'Italie est un pays qui se distingue par un certain sentiment de liberté, un pays dont les habitants sont saisis d'un vif intérêt pour les affaires publiques. Mais si l'on peut nommer l'Italie le pays de la liberté, on peut avec autant de raison la nommer le pays de la tyrannie. Car toutes les fois qu'il s'élevait dans l'État une lutte de la haute bourgeoisie, par conséquent d'un parti aristocrate contre un parti démocrate, celui-ci mettait toujours à sa tête des tyrans, et le parti opposé, afin de pouvoir agir avec une semblable énergie, se voyait forcé de confier à des chefs un pouvoir qui dégénérait trop facilement en domination tyrannique.

L'Italie est donc le pays de la liberté comme de la tyrannie, et ses tyrans, dans leur fureur contre leurs ennemis, ont quelquefois commis les plus horribles cruautés, parce que leurs passions ne rencontraient aucun obstacle. Nous en conclurons avec raison, que la liberté en Italie n'a pas de base dans les mœurs, et cette base manque, parce que la liberté intérieure de l'individu lui vient de la nature, parce qu'en Italie la liberté n'est pas le fruit d'un travail profond et sérieux de l'homme en lui-même, mais un don divin, le résultat de ce loisir, qui est si facilement départi à chaque Italien. Par la manière dont elle est produite, la liberté de l'Italien est quelque chose qui n'est pas provoqué par la nécessité; elle a surgi par l'action des forces générales qui l'ont également brisée, elle n'a rien d'intime, rien d'enraciné dans les mœurs. Avec la même facilité qu'il prétend à la plénitude de la liberté pour lui-même, l'Italien en vient à la ravir complètement aux autres. Toutes ces particularités nous ramènent à cette remarque, que par l'insouciance de sa vie, l'insensibilité de tout ce qui l'entoure et la facilité de sa langue, l'Italien est porté dès l'enfance à s'ensevelir dans sa personnalité et à considérer tous les autres êtres comme des objets étrangers, qui ne l'intéressent en rien. Une différence sous ce rapport sépare le nord et le midi de l'Europe; en Italie l'individu pris isolément offre un tout plus beau, plus simple, plus complet à sa manière, tandis que dans ses rapports généraux avec la famille et l'État, il se présente sous des couleurs plus odieuses. Dans le nord, au contraire, des milliers d'individus sont dépourvus des qualités nécessaires à la composition des individualités, et c'est justement cette espèce de mutilation qui les rend propres à remplir la place qu'elles doivent occuper dans l'ensemble, de telle sorte que la supériorité des nations septentrionales vient seulement de l'accomplissement de leur rôle dans les sphères où elles vivent, dans les institutions publiques; elle est dans leur vie de famille et la vie politique. Prenez un à un les hommes du nord, cordonniers, tailleurs, savants, soldats, etc., combien en compterez-vous qui aient conservé cette grâce naturelle des mouvements, cette merveilleuse facilité à goûter tous les plaisirs, qui distinguent l'homme du midi, du moins l'Italien? Voyez même une paysane des montagnes du Latium, un habitant de Venise, quelle que soit la bassesse de leur état, combien ils l'emportent pour le maintien et la capacité de jouir, l'é-

nergie personnelle et la résolution, non-seulement sur les individus placés en Allemagne dans la même position, mais encore sur les membres des classes éclairées de ce pays! Ainsi l'Italien vaut toujours quelque chose comme individu. Trop souvent l'Allemand n'a de valeur que comme membre d'un grand tout.

Si donc en résumant les qualités de la nation italienne, nous trouvons que chez elle la personnalité de l'individu réclame et mérite une plus large part, mais que de cela même résulte un plus grand isolement, tant qu'une puissance supérieure n'opère point un rapprochement forcé, nous comprendrons alors pourquoi en Italie l'action de certaines forces générales fut en tout temps beaucoup plus étendue que dans tous les autres pays. A cet égard, entre une nation chez laquelle les liens généraux ont de la force, où le sujet se perd dans la masse, et une nation où l'individu s'en tient à son droit, il y a le même rapport qu'entre un rocher de granit et un monceau de grains de sable. La tempête mugit, les vagues se précipitent avec force sans changer sensiblement la forme du premier; l'autre cède à chaque impulsion des flots. Dans aucun pays, la Grèce peut-être exceptée, l'argent, la nécessité et la violence n'ont exercé autant d'influence qu'en Italie. Dans aucun pays la beauté des femmes n'a eu une aussi grande part dans la décision des affaires même les plus importantes. Tant que l'Italie a été abandonné à elle-même, nous voyons un perpétuel changement de gouvernement, une inépuisable force productive qui enfante chaque jour de nouvelles formes d'institutions, précisément parce que tout ce qui agit sur la fantaisie ou la réflexion, la sensibilité ou l'égoïsme de l'homme, n'a eu nulle part dans les temps modernes une plus grande puissance qu'en Italie. Quel autre pays que l'Italie a jamais présenté l'exemple d'une famille qui s'est élevée par l'argent seul au rang de maison royale? Avant d'avoir acquis le titre et le pouvoir de princes souverains, les Médici n'étaient que de simples banquiers. Quel motif fit rappeler le vieux Cosmo de son exil et lui assura une puissance deux fois plus grande qu'auparavant? quel secret lui procura à Venise une considération au-dessus de celle dont jouirait un prince, si ce n'est que son absence se faisait péniblement sentir à Florence dans toutes les affaires d'argent? Pourquoi l'illustre Lorenzo fut-il placé au centre de toutes les transactions italiennes, et devint-il par conséquent indispensable à ses compatriotes, sinon parce qu'il connaissait la situation des finances de tous les états civilisés d'alors et les dirigeait en partie? Et quel est le pays, autre que l'Italie, où la beauté des femmes, je ne dirai pas alluma, mais décida seule des guerres? où les femmes aient dominé plus longtemps, non-seulement dans les affaires temporelles, mais même dans les affaires spirituelles?

En Italie l'individu se sent comme tel plus libre et plus isolé; par conséquent les passions et les intérêts personnels y ont eu en tout temps et dans toutes les affaires, même dans les affaires publiques, une plus grande importance que dans aucun autre pays de l'Europe moderne. Il s'ensuit, que celui qui veut connaître les qualités séduisantes du peuple italien doit étudier ce peuple non dans sa vie de famille, ou sa vie politique, où l'individu est soumis à la subordination, mais là où l'intelligence de l'individu peut se développer dans toute sa liberté et dans tout son éclat, dans le domaine des arts.

Celui qui veut connaître de l'histoire d'une nation étrangère autre chose que des noms et des dates, doit se persuader d'abord que certains intérêts qui occupent une place dans sa patrie, peuvent n'être pas même signalés au sein de cette nation; s'il ne veut pas avoir une vue obscure, incomplète et fausse, il faut qu'il suive avec amour les directions diverses de ce peuple étranger, pour lesquelles la vie de son propre pays n'était pas propre à éveiller, à entretenir ses inclinations. Pour savoir ce que l'Italie était au monde, il faut apporter avec soi le sentiment et l'idée des arts de la représentation et de l'éloquence; il faut par l'admiration pour cette force toute-puissante qui fit produire à l'Italie tant d'œu-

vres éternelles, arriver au point de reconnaitre ses hautes facultés, alors même qu'elles se sont exercées à d'autres travaux avec moins de succès.

L'art nous apparait trop souvent comme un objet accessoire, une plante d'ornement, un article de luxe; nous témoignons par là seulement que notre époque en général manque de cette puissance, ne ressent pas ce besoin qui ont appelé l'art à l'existence.

De même que le germe d'une plante qui se développe perce l'enveloppe grossière par laquelle il s'annonçait, et s'en dépouille aussitôt que la substance est assez forte pour n'en avoir plus besoin; ainsi l'humanité dans le cours de l'histoire consacre principalement certaines périodes à certaines directions; puis quand ces directions qui étaient d'abord d'une importance infinie, parce qu'on ne connaissait ni leur fin ni leurs limites, sont parcourues, et qu'elles n'apparaissent plus comme prêtant seules du mouvement et du sens à toute vie intellectuelle, qu'elles ne sont plus elles-mêmes qu'un mouvement particulier, elles cessent de former la tendance de l'époque, le plus haut intérêt de l'intelligence. Le signe le plus certain qu'une tendance domine à une époque de la manière que nous venons d'indiquer, c'est que l'on espère, en la suivant, atteindre aux plus hautes aspirations de l'esprit; c'est la liaison intime avec la religion, avec le divin. Mais en même temps c'est une preuve qu'elle est encore obscure vers ses derniers résultats. Dieu se trouve partout; s'imaginer qu'il faut chercher Dieu dans une seule voie pour l'y faire apparaitre, c'est montrer que l'on n'a pas encore reconnu combien cette voie est bornée comme unique, qu'on ne l'a pas embrassée dans toute son étendue.

Quand donc une direction apparaît pour la première fois comme formant l'intérêt le plus élevé du moment, c'est un signe, que l'homme sous ce rapport n'a pas encore percé le voile qui lui couvre la vue, qu'il ignore encore le terme où conduit cette direction, mais qu'il a acquis la conscience de son ignorance, qu'elle l'oppresse et le pousse à faire des efforts pour arriver à ce terme. Tant qu'une grand partie de la route reste encore enveloppée dans l'obscurité, il est attiré par une sorte d'extase qui remplit ces ténèbres des plus hautes créations sur lesquelles commandent les fantaisies de l'imagination; et l'inexpérience extérieure, et cette religiosité bornée que l'on appelle piété, marchent d'un pas égal. Ce n'est que sous l'empire de cette situation des esprits que des tableaux, comme l'ancien crucifix de S.-Maria-Novella à Florence, peuvent non-seulement mettre toute une ville en émoi, mais produire un tel effet, que l'achèvement du tableau soit regardé sérieusement comme le plus grand événement de l'époque. A mesure que l'inhabileté diminue, que l'homme domine davantage la matière avec laquelle il veut représenter ce qui occupe son esprit, le sentiment religieux devient plus libre aussi et l'œuvre de l'art est en même temps un affranchissement pour la pensée. Ce qui doit signaler surtout l'homme d'un esprit avancé, c'est qu'il ne laisse point déguiser par de vains noms, et soustraire à ses regards ce qui renferme le sens général. Les grands artistes italiens ont fait autant pour l'affranchissement de la pensée et la civilisation du monde que les réformateurs allemands; car tant que ces sombres et austères images de Dieu et des saints des anciens temps purent enchaîner l'esprit des fidèles, tant que la grossièreté extérieure de l'art ne fut pas vaincue, c'était une preuve que l'intelligence n'était pas encore dégagée de ses liens. La liberté de l'art s'est développée concurremment avec la liberté de la pensée, et ces deux développements étaient subordonnés l'un à l'autre. Ce fut seulement quand l'art retrouva un essor plus libre, que l'on put revenir aux classiques de l'ancien monde, se complaire dans leurs œuvres et travailler de nouveau dans leur sens. Sans l'adoption de l'ancienne littérature classique, la réforme n'aurait pas été autre chose qu'un schisme ecclésiastique, tel que celui des hussites. Comme l'intérêt de toutes les libres directions de la pensée pouvait se lier et se lia en effet avec la réforme, elle devint un drapeau pour

tout ce qui depuis s'est distingué dans les travaux de l'intelligence (1). Le rapport de l'art et de la science à la religion n'est donc pas de notre temps, comme se le sont imaginé beaucoup de protestants, artificiel. Un lien indissoluble les unit et ils ne pouvaient marcher à l'affranchissement que du même pas.

Jusqu'à la réforme, l'Allemagne et l'Italie, ces deux sœurs jadis si intimement unies, ont marché d'un pas égal, se complétant l'une par l'autre et se touchant par une infinité de points sans se heurter. Depuis lors elles se sont séparées et chacune a pris une voie différente. L'Italie s'est attribué le monde de l'art dans toute son étendue, l'Allemagne a pris pour elle le monde de la pensée; plus tard l'Italie a méprisé la liberté de la science germanique, l'Allemagne l'art de l'Italie, et pendant que la science de l'Allemagne menaçait de descendre à l'état de produit inconsistant dépourvu de la force vitale d'une intelligence commune, l'art de l'Italie est tombé au rang d'un jeu frivole qui provoque le dégoût, met la religion en fuite, et se consacrant purement à une distraction de l'esprit, finit par devenir insipide.

Mais s'il en est ainsi aujourd'hui que l'Italie est comprimée sous la forme immobile de la hiérarchie, que sa politique est déterminée par des puissances étrangères et qu'il lui est interdit de prendre une part active au mouvement du siècle, toute l'histoire et chaque pas que nous faisons sur le territoire italien nous disent que, si sous le rapport politique ce furent le pays, le sol et sa nature, qui presque toujours ont décidé des formes, et qu'en cela par conséquent la nature a triomphé de l'homme, dans l'art au contraire l'homme a vaincu la nature et il s'est créé dans tout ce pays un magnifique monument de sa grandeur morale.

Pour que cela fût possible, il ne suffisait pas que le peuple italien produisît une série de grands artistes, il fallait encore que chaque membre de ce peuple fût doué d'une certaine faculté de jouir, de goûter et d'apprécier le beau. L'artiste ne produit pas dans l'isolement; il a besoin du concours, de la sympathie de ceux qui l'entourent. Or cette capacité de jouir, cette faculté de saisir l'intellectuel sous sa forme sensible, ce sentiment du beau, ne peuvent exister dans un peuple si un travail rude et continu émousse les sens de classes entières, enlève la grâce à leur maintien. L'oisiveté, ou pour parler plus juste, sinon plus grammaticalement, le loisir est la mère des arts.

Cette mère s'est montrée féconde en Italie; l'art y éclate partout, dans la distribution des campagnes entrecoupées de rangées d'arbres, de bouquets d'arbrisseaux, dans la forme du paysan avec ses greniers ouverts, qui semblent reposer sur des colonnes, dans le simple costume de la femme de la campagne, qui marie avec un tact exquis les couleurs les plus diverses et tresse avec un goût si simple sa noire chevelure; tout respire l'art, tout annonce une nation éminemment douée du sentiment du beau. Mais qui décrira la richesse du tableau qu'offre le séjour favori des arts, Florence et les jardins qui l'entourent? Qui peindra ces vertes campagnes, depuis le point où les charmantes tours de Fiesole semblent lui faire un salut amical, jusqu'à l'extrémité opposée où le soir, au coucher du soleil, le sommet bleuâtre des montagnes de Lucques se détache sur un fond brillant d'or et de pourpre? Comme tout porte ici l'empreinte d'un travail plein d'intelligence! De même que le lis des eaux sort du sein de la mer, ainsi la riante Florence s'élève sur ce sol enchanteur, avec ses

(1) L'esprit protestant de l'auteur se laisse ici trop apercevoir. La réforme coupa les ailes au génie. On pourrait dire avec plus de raison que les grands peintres, sculpteurs, architectes, poëtes de l'Italie, ne se sont élevés aussi haut que parce qu'ils n'ont eu rien de commun avec elle; et dans ces derniers temps même le catholicisme a compté dans ses rangs les hommes les plus distingués : en Allemagne, MM. de Stolberg, Fred. Schlegel, Gœrres, Molitor, Hammer, Schlosser, Dollinger, Gentz, Adam Muller, et en France, MM. l'abbé de La Mennais, l'abbé Gerbet, le comte de Maistre, etc. (*N. des trad.*)

chefs-d'œuvre immortels, son inépuisable fécondité. De la tour hardie et svelte du palais, qui s'élance comme un mât dans les airs, à la merveille de Brunelleschi, la magnifique coupole de la cathédrale; de l'antique hôtel des Spini jusqu'au plus magnifique palais qu'ait vu le monde, l'hôtel des Pitti; du jardin du couvent des franciscains à la position pittoresque des Cascines, tout est admirable, imposant, plein de grâce. Chaque rue de Florence est un monde pour l'art, les murs de Florence sont le calice qui renferme la plus belle fleur de l'esprit humain.

Et ce n'est encore là que la pierre la plus précieuse du diadème dont le peuple italien a paré la terre. Bien qu'aucune autre ne puisse lui être comparée, son éclat se perd néanmoins presque entièrement au milieu des mille joyaux qui l'entourent, et qui tous brillent de leur propre beauté. Il faut avoir l'esprit bien étroit et le cœur bien faible, pour se laisser offusquer par les misères du temps, au point de ne pas reconnaître l'Italie dans sa majesté, et les Italiens tels qu'ils appartiennent à l'histoire, dans leurs qualités et leur valeur.

CHAPITRE II.

L'ITALIE DANS LES PREMIERS TEMPS DE L'EMPIRE ROMAIN.

§ Ier. *Comparaison entre l'Italie actuelle et l'Italie telle qu'elle était sous les derniers empereurs.*

Deux points principaux peuvent donner lieu à la comparaison qui nous occupe. Le premier est peu satisfaisant : l'Italie est plongée dans une sorte de sommeil. Une période riche en civilisation, brillante par l'élévation et l'éclat des actions était écoulée ; une lassitude d'esprit avait suivi ; de nouvelles impulsions ne se faisaient pas encore assez fortement sentir; l'on s'était satisfait dans les voies anciennes, et il ne pouvait venir à la pensée de personne de produire quelque chose de plus imposant que les beautés signalées dans les meilleurs écrivains et les plus éminents artistes de l'antiquité, lorsque la même langue, les mêmes mœurs se conservaient, mais seulement à un état dégradé, et qu'en dehors de l'imitation nul chemin ne paraissait ouvert pour conduire vers le beau. Telles se trouvaient les choses dans les derniers siècles des empereurs romains : un sensualisme inerte, auquel l'irruption des races barbares ne put arracher que des plaintes et des cris de douleur, avait envahi les classes supérieures. Le peuple ne connaissait plus guère ce que c'était que la jouissance. Frappé de léthargie, Rome vivait sur son ancienne gloire, et ses sénateurs comparés aux magistrats des premiers temps, n'offraient que l'image d'un vain songe qui combine les souvenirs des jours passés avec les produits les plus étranges du domaine de la fantaisie (1).

Et qu'est-ce maintenant que l'Italie? Enveloppée de langes, qui compriment les mouvements de la vie qui lui est propre; héritière de trésors d'arts et de langage, qui dans les sentiers jadis ouverts, présentent le dernier terme des efforts dont l'Italien est capable; exclue de toute participation aux nouveaux intérêts que la pensée a conquis, par une hiérarchie qui paraît prétendre à réaliser le mauvais rêve de notre siècle; appelée de partout à jouir, et cependant arrêtée dans tout libre essor de l'esprit, comme si les ailes lui étaient coupées; en quoi l'Italie de nos jours diffère-t-elle de l'Italie des derniers empereurs, sinon par une moindre somme de misère intérieure, et par cette faculté plus haute de jouissance développée par la nature actuelle du pays et des circonstances, transmise même aux dernières classes et qui semble étendre un vernis de civilisation sur la vie extérieure?

L'aspect n'est pas moins triste, si l'on considère d'autres points de ressemblance entre l'état de l'Italie aux IVe et Ve siècles, et sa situation aux XVIIIe et XIXe, quelle que soit l'importance d'un tel spectacle pour l'historien. Une vie qui affecte les allures et la teinte de l'Italie sous les empereurs romains ou durant les derniers siècles, se montre ainsi comme accomplie dans ses propres conditions, comme achevée dans tout son cours,

(1) Que l'on se rappelle seulement le portrait qu'Ammien Marcellin fait des nobles romains de son temps.

comme arrivée à sa conclusion spirituelle; de nouveaux éléments, de nouveaux principes devaient être apportés à l'Italie, pour qu'une nouvelle vie s'éveillât, après la chute de l'empire. Et l'on ne conçoit pas comment, sans de telles circonstances, l'esprit du peuple italien pouvait être capable de donner de nouveaux produits importants pour l'histoire du monde. L'histoire de l'Italie, depuis le renversement de la domination romaine jusqu'à nos jours, se présente donc comme un tout fini, comme un phénomène qui a passé par toutes ses phases. Ce qui manque à l'histoire d'Italie en unité politique, elle le rachète par la netteté, la précision intellectuelle; et la difficulté de démêler et de retracer les destinées parallèles de tant d'États isolés, est amplement compensée par cette circonstance, que ces États, arrivés à leur but, sinon politiquement, du moins dans la carrière de l'intelligence, et dont nous avons pu suivre de l'œil la marche, dans tous ses moments et dans toute son étendue, ont presque tous la même tendance politique, ou du moins la même tendance intellectuelle, et que cette tendance se manifeste clairement à nos yeux.

Voici le deuxième point de comparaison : la population de l'Italie, sous les derniers empereurs, se composait des descendants non-seulement de tous les peuples divers établis dans le pays avant la domination romaine (1), mais de ceux de tous les peuples qui avaient obéi à l'empire romain, et de beaucoup d'autres nations barbares, dont les membres étaient venus isolément à Rome, et étaient entrés dans des familles libres par des affranchissements ou des alliances illégitimes. La population italienne d'alors était donc un mélange des éléments les plus divers, mélange opéré de telle sorte cependant, que l'esprit de Rome avait vaincu, métamorphosé ces différents éléments et en avait formé un tout nouveau, dans lequel la nature romaine restait le principe dominant. On peut donc dire que l'Italie sous les derniers empereurs était vraiment romaine.

Depuis, un nouveau mélange s'est opéré par l'immigration des peuplades germaniques d'abord, plus tard des Arabes et d'autres nations qui vinrent en Italie, et l'élément étranger, l'élément barbare est devenu cette fois l'élément dominant; les principes du droit, les manières de vivre des Germains et des Arabes se sont introduits en Italie; des dialectes germaniques, grecs et arabes se sont répandus dans des contrées entières. Toutefois comme les divers éléments étrangers n'obtenaient la supériorité que dans certains cantons, et que l'élément romain régnait en maître non-seulement dans la contrée à laquelle resta une importance générale, dans l'État de l'Église, mais qu'il conserva encore la seconde place dans toutes les parties de l'Italie, il se releva de plus en plus, lutta, vainquit les principes du langage et du droit étrangers, et finit par mettre à leur place des produits en partie romains, en partie imités de Rome ou sortis du sol dans ce même pays où les Romains avaient exercé leur pensée et leur commandement. L'Italie de nos jours est donc redevenue vraiment romaine.

Ainsi l'histoire moderne de l'Italie ne présente pas seulement le même aspect à la fin et au commencement; elle n'est pas seulement ramenée, par cette circonstance extérieure, à un tout complet et achevé; mais par un intérêt qui se soutient également du commencement jusqu'à la fin, toutes les parties sont liées entre elles, et présentent une unité indivisible. Cet intérêt c'est la lutte de Rome avec le monde barbare. Quand la lutte physique fut terminée, la lutte intellectuelle n'en continua pas moins vivement, jusqu'à ce qu'un autre siècle ait presque entièrement délivré l'Italie des institutions du moyen âge : et déjà cet affranchissement avait été plus complet, avant que la hiérarchie reçût un nouveau point d'appui dans ce pays. Mais la hiérarchie est si inti-

(1) Voyez l'Introduction à l'*Histoire romaine* de Niebhur, qui fait partie de cette collection. (*N. des trad.*)

mement liée à la nature de l'esprit romain, qu'on ne peut guère la regarder comme un produit étranger à l'Italie, comme un produit germanique.

Avant de passer à l'exposition de cette lutte, il est indispensable de faire connaître la situation des parties belligérantes avant leur contact, et par conséquent de commencer par retracer l'état de l'Italie sous les derniers empereurs.

§ II. *État de la propriété foncière en Italie sous les derniers empereurs* (1).

L'Italie avait été pendant longtemps le centre d'un vaste empire et le siége du gouvernement. L'argent et les productions naturelles des provinces affluaient à Rome en telle abondance, que l'agriculture en petit ne donnait plus que de faibles profits. L'affluence de l'argent en avait tellement abaissé la valeur, qu'il fallait dépenser de grandes sommes en Italie pour obtenir de minces résultats, tandis que dans les provinces c'était précisément le contraire; l'argent y était à un prix élevé et l'on pouvait faire beaucoup avec peu d'argent.

Ce peu de profit de l'agriculture comparativement aux autres travaux, ôta presque toute valeur à la terre (1). On ne se livrait plus qu'à l'entretien des troupeaux seuls, parce qu'il coûtait moins de fatigue et donnait plus d'espérances, et au jardinage, parce qu'il fournissait des produits auxquels les cantons éloignés ne pouvaient faire concurrence.

L'éducation des troupeaux ne peut offrir d'avantages que dans de très-vastes campagnes, et l'horticulture dans le voisinage des grandes villes.

Il était donc arrivé du temps des derniers empereurs, que les petits propriétaires libres avaient presque tous renoncé à l'agriculture, et qu'à l'exception des jardins dans le voisinage des villes, l'Italie presque entière était divisée en vastes domaines. Les magnifiques campagnes des riches Romains avaient beaucoup contribué à ce résultat.

Un nouveau système d'économie rurale s'introduisit promptement dans les contrées de l'Italie éloignées de Rome, et plus tard partout, quand les autres provinces cessèrent d'envoyer leurs produits. Ce système, c'est le colonat, dont nous parlerons plus au long dans la suite, et qui ressemble beaucoup, sous le point de vue économique, au système du fermage actuel en Italie : les grandes propriétés furent peu à peu divisées en une infinité de petits domaines sur lesquels le propriétaire conservait son droit de possession, mais qu'il livrait à exploiter à des individus sous de certaines conditions, dont la principale était de lui donner une partie du produit brut.

Quant à ce qui restait de la grande propriété, le possesseur le faisait valoir lui-même par ses esclaves.

Voici donc, si l'on en excepte le voisinage immédiat des villes, où l'on rencontrait en-

(1) Lorsque le blé est descendu à un prix qui permet à toutes les classes de se procurer facilement du pain, les demandes deviennent plus nombreuses, la consommation plus grande, et l'agriculture gagne, par la masse de la vente, ce qu'elle perd par la diminution du prix : consommateurs et producteurs sont également contents. Mais si au bas prix du blé viennent ensuite se joindre d'autres circonstances (comme la concurrence des provinces où l'argent est rare) qui font encore tomber ce prix, pendant que les demandes n'augmentent pas, il y a perte réelle pour le cultivateur, car il ne peut plus vendre autant qu'auparavant, et il est obligé de vendre au même prix : il est obligé de renoncer à une branche d'industrie improductive.

(1) Pour ne pas accumuler inutilement les citations, je n'indiquerai que peu de passages des autres écrivains pour ce chapitre. Il va sans dire que pour ce qui concerne les institutions de l'empire romain, j'ai consulté, outre Gibbon, les excellents travaux de M. de Savigny sur le colonat, les impôts et l'organisation municipale, ainsi que la collection de Marini.

core des domaines libres de peu d'étendue, quel était l'état des propriétés territoriales : les grandes propriétés étaient possédées par des hommes libres, et cultivées soit par des colons, soit par des esclaves. Relativement à la propriété foncière, les habitants se divisaient donc en trois classes : les possesseurs, les colons et les esclaves (*possessores, coloni, servi*).

§ III. — *État des impôts en Italie sous les derniers empereurs.*

Sous le rapport des charges publiques, l'Italie avait joui autrefois de priviléges extraordinaires; mais ayant cessé sous Maximien d'être le centre d'un vaste empire, n'ayant plus formé qu'une partie de l'une de ses parties, pour ainsi dire, les impôts des provinces s'étendirent aussi sur l'Italie. On distinguait principalement deux sortes d'impôts :

1º Un impôt foncier, nommé ***jugatio*** ou ***capitatio***. Tout l'empire romain était divisé en *capita :* chaque *caput* payait le même impôt en argent, et un tribut en nature dans la même proportion. C'étaient les possesseurs qui payaient eux-mêmes cet impôt.

2º Un impôt par tête, connu sous le nom de ***humana capitatio***, ou ***capitatio plebeia***. On avait établi en principe que l'homme le payait tout entier, et que la femme n'en payait que moitié. Sous les derniers empereurs, il fut réduit à deux cinquièmes pour l'homme, au quart pour la femme. Tout habitant qui n'était pas possesseur de trente arpents, d'un *caput*, payait cet impôt : par conséquent tous les artisans, journaliers, industriels, colons et esclaves. Quelques classes appartenant à cette catégorie en étaient exemptes, par exemple les peintres.

Le possesseur répondait de ses colons; il était tenu de payer au fisc le montant de leur capitation, et c'était à lui ensuite de le percevoir des colons ainsi qu'il l'entendrait. Comme l'état ne voulait souffrir aucune diminution dans les revenus publics, le possesseur devait payer pour autant de colons qu'il y en avait d'inscrits sur son bien au rôle des contributions, quand même ils auraient quitté dans l'intervalle, ou que quelque accident en aurait diminué le nombre (1).

Le maître payait aussi au fisc la capitation pour ses esclaves, et c'était à lui de voir comment il pourrait les employer pour que leur travail lui fît rentrer cette dépense.

Il faut supposer qu'en général les impôts étaient terriblement élevés; il arrivait souvent que les possesseurs abandonnaient leurs propriétés et s'enfuyaient, uniquement afin de ne plus être obligés de payer l'impôt foncier pour eux et la capitation pour leurs gens.

§ IV. — *Condition des villes et division des classes en Italie sous les derniers empereurs.*

Dès le commencement de son histoire l'Italie s'est toujours distinguée comme le pays de la vie de cité. Dès les temps les plus reculés, la plus grande partie de sa population était rassemblée dans des villes et vivait sous des institutions municipales. Ces villes subsistèrent pendant la domination romaine; les colonies ne firent que les augmenter, et peu à peu toutes obtinrent une constitution libre; quoique soumises à la république, elles se gouvernaient par elles-mêmes dans tout ce qui ne touchait pas aux intérêts généraux.

(1) Au milieu des circonstances les plus diverses, le despotisme produit toujours le même résultat; il a le principe le plus simple et le plus uniforme. Ce qui avait lieu en Italie sous les empereurs se retrouve aujourd'hui dans les provinces turques. Cf. Burkhardt, ***Reise in Palaestina und Syrien***, traduction allemande, p. 467.

L'assemblée du peuple avait eu autrefois dans ces villes libres un très grand pouvoir; elle choisissait les magistrats, décrétait les lois qui devaient régir la cité et réglait en général tout ce qui concernait les intérêts des citoyens. A la tête de cette assemblée étaient les magistrats, et de plus le sénat, absolument comme à Rome.

Plus tard, lorsqu'à Rome le peuple perdit de plus en plus de son droit de participer au gouvernement, le même changement s'opéra dans les autres villes d'Italie, et le sénat (*ordo decurionum, curia*) prit en main la direction des affaires de la cité. Il arriva enfin que les membres de ce sénat seuls, les décurions seuls, obtinrent les magistratures municipales, et que les décurions seuls eurent le droit de choisir les magistrats. Ce qui contribua particulièrement à donner du développement à ce privilége, ce furent les institutions d'Auguste, qui accorda des avantages aux décurions sur les autres habitants et en forma ainsi une classe particulière.

Mais cet avantage si envié pendant quelque temps devint plus tard sous des empereurs tyranniques un fardeau intolérable. En tout temps c'est sur les classes élevées que le despotisme appesantit le plus son joug. Ce qui nous prouve quel malheur c'était que d'être né décurion, ce sont les précautions que l'on prend pour empêcher que les décurions ne passent dans une autre classe. De leur côté, ceux-ci faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour fuir leur ordre; ils préféraient même être colons et esclaves.

La raison de tous les maux qui pesaient sur les décurions, c'était leur position intermédiaire entre le peuple et les officiers impériaux. Quand l'état avait à demander des contributions d'argent, ces officiers s'adressaient aux décurions, leur faisaient compter la contribution en masse, et il fallait ensuite que ceux-ci la perçussent en détail parmi les classes inférieures. Le territoire de chaque ville était divisé en un certain nombre de *capita* ou portions de trente arpents. Ces *capita* étaient taxés à une somme déterminée, et les magistrats municipaux étaient tenus de livrer tout le montant de l'impôt aux officiers impériaux. Mais souvent le propriétaire abandonnait l'immeuble à cause de l'élévation de l'impôt; il ne restait alors aux décurions, s'ils ne voulaient payer de leurs propres deniers, d'autre ressource que de prendre l'immeuble à leur charge; autrement s'il se fût trouvé un déficit dans le montant des impôts, les décurions auraient été obligés de le couvrir, et en général tout le despotisme des officiers impériaux, toutes les tracasseries personnelles étaient de préférence réservées aux décurions.

Outre que les décurions possédaient la plus grande partie des propriétés foncières, puisqu'ils étaient même obligés de prendre à leur compte toutes les terres imposables abandonnées, ils avaient encore, comme nous l'avons déjà dit, toutes les charges entre leurs mains. Ces charges se divisaient ainsi :

1° Les *duumviri*, ou les *quatuorviri*, quelquefois appelés simplement magistrats. Ils jugeaient en première instance toutes les affaires des personnes soumises à la juridiction de la cité, par conséquent de tous les habitants de la cité et de son territoire, qui n'étaient point exemptés par des priviléges particuliers, comme les magistrats eux-mêmes, les officiers impériaux et l'armée. Toutefois cette juridiction ne s'étendait que jusqu'à une certaine somme, et les duumvirs n'étaient élus que pour une année.

2° Le *curator* ou *censor*, qui était principalement chargé d'administrer les biens et les revenus de la cité.

3° Enfin les *notarii* et les *exceptores* chargés de transcrire les arrêts judiciaires et autres actes publics.

La constitution de Constantin ayant séparé les fonctions civiles et militaires, les magistrats municipaux furent, depuis cette époque, placés sous les recteurs impériaux, qui avaient les divers titres de *consulares, correctores, præsides*, bien qu'ils exerçassent toujours la même charge. Dans toutes les causes où les duumvirs jugeaient en première instance, les recteurs décidaient en

gast peregrinus); il est probable que *lagi* (crus) y appartient aussi.

Des mots qui dans les autres dialectes germaniques suivent la première déclinaison forte du féminin, on ne trouve que *awa* (lex), tiré du mot composé *aw-stoli-skaz* (argent qu'un juge doit payer pour un déni de justice), et *treuva* (fides, fœdus, pactum). Toutefois on peut sans doute ranger encore dans cette déclinaison les mots *fara* (generatio), *faida* (inimicitia), *meta* (dot), *snaeda* (marques faites dans les arbres pour indiquer la limite du bois), *faea* (glans), *zama* (adunatio) et *skala* (patera).

On trouve dans la seconde déclinaison forte du féminin le mot *ari* (exercitus), qui formait probablement la racine du mot *ariman* (exercitalis).

Je n'ai découvert nulle trace de la troisième déclinaison forte du féminin : à la quatrième appartiennent probablement *okt* (pœna), *okto-gilt* (mulcta) et *skult* (debitum).

On peut ranger dans la première déclinaison forte du neutre *swin* (sus) tiré de *swinopaer* (verrat) et *grap*, pour *grab* (sepulchrum) de *gra-pufors* (exhumation) : à cette même déclinaison appartiennent incontestablement *thinx* (donatio coram judicibus), et à la seconde *erfi* (hæreditas), *mundi* (mundium), *gasindi* (gasindium), service féodal. Il n'y a pas de trace de la troisième.

La première déclinaison faible du masculin a généralement perdu l'*o* du nominatif qui la distinguait d'abord : *skilt-por* (armiger) pour *skiltporo; mar-pahis* (maréchal) pour *mar-pahiso* (sinon même pour *mar-faths*, Cf. Grimm. *Deutsche Grammatik* II, p. 493, sous le mot *faths*); *skuldahis* pour *skuldahiso; mundwald* pour *mundwaldo*. Il n'y a que *waro* (vir, homo liber) qui ait conservé l'*o* (1). Beaucoup de mots l'ont conservé dans la seconde : *gastaldjo, gasindjo, aldjo, kamfjo*.

Nous n'avons aucun document pour la première déclinaison faible du féminin; mais elle existait sans doute, puisque l'existence de la seconde se manifeste dans le mot *aldja :* de la troisième il n'y a pas de trace. Il en est de même du neutre faible.

Je ne sais que faire des masculins en *a*, tels par exemple que *skammera* (le condamné à mort), *arga* (le poltron), *wadja* (le garant). Les formes plurielles *gisiles* et *gamales*, si elles ne sont point des transformations latines pour *gisilon* et *gamalos*, nous rappelleraient les formes gothiques en *eis*.

On ne rencontre qu'un exemple de l'article, le nominatif singulier de l'article masculin *der* (1).

Je n'ai trouvé que deux traces de pronoms : l'un dans le mot *aratraiw* (2), qui se traduit par *sibi tertiam*, la dernière syllabe, *traiw*, étant évidemment l'adjectif numéral; la première, *ara*, semblerait être un pronom; l'autre dans le mot *Fossinagar* (un manuscrit de Milan porte *Fossinachar*, et un de Modène *fonsnegar*), que l'on a traduit par *de arvo campo* (3). Le sens du passage autorise à diviser ainsi ce nom : *fon sine achar*, en allemand moderne *von seine acker*, de son champ.

Les lois nous présentent plusieurs verbes, mais conjugués d'après les règles du latin; on ne rencontre que deux participes : *widerboran* (né égal, d'égale naissance) et *ferquidan* (antedictum, simile, qui vient d'être dit). Que les verbes longobards suivissent la première conjugaison latine, on le reconnaît à une désinence d'infinitif, dans laquelle on comprend les verbes *andegan*, *arigan*, *thingan* (donare coram judicibus et judicare, par conséquent affranchir), *plutan*, *wiffan*. On peut encore des substantifs tirer les suivants : *werfan*, *sklagan*, *trotan*, *geban*, *peran*, etc.; du participe *fer-quidan*, le verbe *quidan*.

(1) J'écris *waro*, bien que les lois longobardes écrivent *baro*, que dans le langage des Longobards ne distinguaient pas le *b* du *w;* c'est ce que prouvent les actes latins qui sont rédigés par des Longobards, et dans lesquels on lit *conbenire, rebertere*, etc., pour *convenire, revertere*.

(1) Roth. Legg. 290 : Si quis sepem alienam ruperit, id est : *der zon*, componet sól. VI.

(2) Roth. Legg. 382.

(3) Roth. Legg. 363.

Je n'ai trouvé d'adverbes que *ast* (*voluntarie*, à dessein) et *full*, complètement, qu'on peut dériver de *fullfread*, en allemand moderne *vollfrei*, complètement libre. Quant aux prépositions, je ne connais que *fon*, supposé encore que l'explication de *fonsnegar* donnée plus haut soit juste.

Quant à ce qui concerne la composition des mots, on trouve des voyelles composantes dans la langue longobarde comme dans les autres dialectes germaniques. Ainsi la voyelle *a* paraît dans les mots *Garathinx*, *Walapauz*, *Anagrip*, *Araskilt*; *e* dans *Launegilt*, *Haveros*; *i* dans *Awstoliskaz*, *Widrigilt*, *Ariman*; *o* dans *Longobart*, *Wegower*, *Oktogilt*, *Swinopaer*; enfin *u* dans *Grapufors*. La voyelle composante a disparu dans les polysyllabes suivants : *Morgengap* (probablement de Morgana-gap), *Lidinlaep* (Lidinalaep), *Modolaesk*, *Warengang*. Elle a disparu dans les monosyllabes : *Skammera*, *Walkaufsts*, *Plu'sklag*, *Pu'slaep*, *Urrup*, *Uradeht*, *Marpahis*, *Marworfin*, *Skilport*, *Mundwald*, *Faderfi*, *Asfeld*, *Awstol*, *Warfreda*.

J'ai rencontré quatre dérivations de consonnes : 1° avec *ng*, par exemple en *i* : *troting*; en *a*, *fegang*; 2° avec *ld* : *Gastaldjo*; 3° avec *il* : *Gisil*; 4° avec *ahis* : *Skuldahis*.

Outre cela on rencontre encore dans les restes de la langue longobarde des compositions au moyen de particules : ainsi avec *ga* : *Gargathing*, *Gamaela* (desponsata), *Gasindjo*, *Gafans* (compactus de *fans*, *vinculum*, *votum*); avec *a* : *Amund*, *Astali*; avec *fer* : *ferquidan*; et avec *wider* : *widerboran*.

Ce sont là tous les renseignements que j'ai pu découvrir sur la constitution de la langue longobarde; toutefois ces faibles restes suffisent pour prouver son étroite parenté avec l'ancien saxon. La diphtongue la plus fréquente, *au*, et le *z* qui se prononce dur dans *Zon* et *Zama*, la rapprochent davantage de l'ancien haut allemand; le masculin *a* de l'anglo-saxon.

Le longobard paraît n'avoir jamais été le langage écrit, et même il dut cesser de bonne heure d'être la langue des chants nationaux, puisque Paul Diacre parle des chants des Bavarois et des Saxons sur Alboin, sans en mentionner de semblables en langue longobarde. Cependant plusieurs raisons autorisent à croire que la nation longobarde était riche autrefois en chants héroïques; on voit clairement, par l'ensemble du tableau que trace Paul Diacre, que le contenu de son histoire primitive des Longobards était, sinon puisé immédiatement, du moins dérivé de chants nationaux, et adapté à des formes poétiques. Le longobard comme langue du droit et de la noblesse s'est conservé aussi long-temps que le royaume des Longobards, et même plus long-temps peut-être, dans quelques contrées de l'Italie méridionale (1).

(1) Je le conclus de ce que des titres longobards se sont conservés, même dans leur forme primitive, comme par exemple *Storesaiz* : Cf. *Anonymi Salern. Chronicon*, cap. 40.

CHAPITRE III.

CONVERSION DES LONGOBARDS A L'ÉGLISE ROMAINE.

§ Ier — *L'Église romaine jusqu'à Grégoire le Grand* (1).

Il y a surtout deux choses qu'il ne faut jamais perdre de vue, si l'on veut comprendre le développement graduel de l'Église chrétienne et l'esprit de ses premiers siècles; c'est que cette Église présenta au monde le contrepied de toutes les institutions existantes, et que, malgré cette opposition radicale aux principes de l'état politique, elle ne put échapper à l'influence de l'esprit du temps : elle le défiait, lui déclarait une guerre ouverte, et cependant en dépit de ses efforts il réagissait sur elle.

Lorsque l'Église chrétienne commença à s'étendre, l'empire romain venait d'être fondé : cet empire avait d'abord annulé, effacé les caractères nationaux des peuples soumis à son joug, et répandu sur tous un esprit uniforme. Il n'y avait plus dans l'empire ni Gaulois, ni Bretons, ni Espagnols, ni Grecs, il n'y avait plus que des Romains. A la suite de ce premier pas, le despotisme impérial en fit un autre. Après avoir annulé en quelque sorte les peuples, il annula de même les individus; il n'accorda plus aucune valeur au citoyen comme être subjectif, et sépara ainsi l'intérêt personnel de l'individu de l'intérêt général. Le lien social qui attache le citoyen au gouvernement fut brisé; l'intérêt privé et l'intérêt public ne se trouvèrent unis que dans les individus qui étaient animés par l'espoir de prendre part au gouvernement : or le nombre en était petit, et tous ceux qui ne pouvaient prétendre à y entrer, par conséquent tous les membres des classes inférieures ne pouvaient manquer d'être mécontents de la situation qu'on leur faisait. Ils ne connaissaient de l'état que ses oppressions, ses exigences excessives et point sa protection. Loin d'être pour eux un appui, l'état n'était à leurs yeux qu'une puissance hostile, contre la supériorité de laquelle on ne pouvait lutter et dont il fallait s'arranger comme on pouvait, pour n'en pas être écrasé.

Si l'état politique mécontentait les individus comme tels, l'état religieux les heurtait en masses. La religion était réduite à un rôle purement mécanique, sans accord intérieur, sans vérité intime, opposée non-seulement aux principes de la raison, mais à tous les besoins moraux de l'époque. Deux causes maintenaient cet état politique et religieux, l'isolement et la séparation de

(1) Pour ne pas accumuler inutilement les citations, je déclare que pour tout ce chapitre j'ai principalement suivi l'histoire du droit canon de Spittler.

tous ceux qui en étaient mécontents, et le secours de la force brutale.

Dans une pareille situation, une doctrine nouvelle qui s'adressait aux plus nobles besoins de l'esprit, qui en appelait à des idées sublimes, qui offrait un haut intérêt indépendant de la position et des droits politiques, devait faire des progrès rapides. Toutes les fois que l'esprit d'une époque réclame décidément quelque chose comme son besoin, il n'y a pas de gouvernement ni de puissance humaine qui puisse résister longtemps à ses exigences; c'est ce qui arriva pour le christianisme; il se répandit avec une grande rapidité dans tout l'empire en dépit de tous les obstacles : cette doctrine créa un nouvel intérêt; l'individu qui l'embrassa trouva en elle un point d'appui; il se sentit élevé au-dessus de sa misère politique, il la supporta ainsi que tout l'état civil comme quelque chose de mondain, de passager, dont on n'avait plus besoin de craindre la puissance, animé qu'on était d'un esprit plus élevé.

Par cela même que les rapports de la vie extérieure étaient pour les chrétiens quelque chose de moralement indifférent, quelque chose de purement terrestre et méprisable, leurs intérêts se trouvèrent complètement séparés des intérêts du gouvernement; mais, par cela même aussi qu'ils regardaient la nature et l'état du gouvernement comme quelque chose d'indifférent, ils l'auraient servi et lui auraient obéi sans résistance, si le culte païen ne s'était pas trouvé mêlé au mécanisme du gouvernement. Les chrétiens ne pouvaient plus se soumettre à ce culte; ce fut là le point sur lequel le gouvernement et les chrétiens se trouvèrent en lutte, et qui porta ceux-ci à se faire secte secrète.

Pour ne pas être forcés de prendre part aux cérémonies païennes, les chrétiens dissimulaient généralement leur tendance hostile contre le paganisme; le chrétien isolé trouvait dans la retraite un moyen d'éviter toutes les choses désagréables sous le rapport politique. Les plus zélés, qui vouaient leur vie à la doctrine, se mettaient seuls nt. Par là les chrétiens entrèrent en opposition avec l'état, opposition cachée, il est vrai; et le gouvernement commença peu à peu à les considérer comme une société politique dangereuse, et plus tard il se mit à les persécuter comme un peuple rebelle.

Plus les chrétiens furent persécutés et comprimés politiquement, plus ils durent se tenir unis entre eux; et c'est dans le discours d'Origène contre Celsus qu'il faut chercher le véritable point de vue historique, pour juger la position politique des chrétiens vis-à-vis de l'état dans ces premiers siècles. « Quand on vit sous un gouvernement déraisonnable, dit Origène, et qu'il est impossible de s'y soustraire par l'émigration, il suit de soi-même que ceux que lie un même intérêt spirituel doivent s'unir plus étroitement les uns aux autres, pour défendre cet intérêt contre les lois existantes. C'est ainsi que les chrétiens se sont unis dans un empire païen, dont la constitution est aussi insensée que celle des Scythes; mais, comme leur union a pour but la vérité, elle peut bien être opposée à l'état, elle ne l'est point au droit moral, à la raison. »

Par suite de cette association secrète, une organisation plus ferme, une distribution plus régulière des églises, devinrent nécessaires; l'apostasie, la trahison des individus, la rendirent plus nécessaire encore; les congrégations ne pouvaient plus rester unies aux congrégations sans des institutions nouvelles : il fallut mettre à la tête de ces communautés des hommes choisis, des instructeurs, des fonctionnaires de l'Église; il fallut confier les intérêts de la communauté à une élite plus resserrée, aux membres les plus éprouvés, chargés d'enseigner aux moins zélés ce qu'on pouvait leur communiquer sans danger. Cette société d'élite, qui se présenta alors comme clergé, obtint, par ses relations avec d'autres communautés, par la supériorité de ses vues, par sa plus grande exposition aux persécutions, une situation plus élevée, un crédit plus étendu; et l'établissement de ces magistrats de l'Église donna ainsi une nouvelle force, une sorte de confirmation à

d'industrie, par métiers, de manière que les corps des boulangers, des bouchers, des menuisiers ou des maréchaux, etc., présentassent au seigneur la même garantie que la terre du colon offrait au propriétaire foncier. Voici donc ce qui en résulta.

Les habitants des villes ne furent partagés que par grandes masses; une seconde conséquence, c'est que les simples hommes libres parmi les Longobards ne purent percevoir le tribut des citadins, et qu'ils durent le réserver pour la dotation du roi, des ducs, d'autres gasindes distingués, et plus tard de l'Église. Quant à la situation des artisans des villes soumises au roi et aux ducs, nous ne pouvons établir à cet égard que des conjectures; mais ces conjectures obtiennent un grand degré de probabilité de la nature même des choses, et plus tard la situation des artisans tributaires de l'Église est précisément celle que nous avons indiquée. Ici nous ne conjecturons plus, nous savons avec certitude. Un impôt des citadins, que le cultivateur payait aussi quelquefois, est celui qu'on appelait *salutes*, présent de fêtes dont on peut faire remonter l'origine jusqu'aux premiers siècles du moyen âge, et qui fut probablement introduit en Italie dès le temps des Longobards : on trouve ensuite le *plateaticum* comme impôt des villes, et enfin plus tard chaque corps de métiers dut fournir aux évêques une certaine quantité de produits : les tailleurs, des habits; les boulangers, du pain, et ainsi de suite. La division par tribus et la police des marchés qui s'y rattachait furent peut-être les seules institutions du temps des Romains qui se conservèrent sous les Longobards.

Nous sommes encore, s'il est possible, plus mal informés de la situation des colons qui restèrent sur le domaine qu'ils cultivaient, et, pour nous en faire une idée un peu exacte, nous n'avons d'autre moyen que de commencer nos recherches à une époque plus avancée du moyen âge, de les reporter ensuite en arrière, et de chercher à distinguer l'origine des institutions et coutumes postérieures, et ce qu'on peut en faire remonter jusqu'au temps des Longobards. Si l'on fait abstraction du mouvement d'émancipation municipale qui se manifesta dans la Haute-Italie aux douzième et treizième siècles, le développement des rapports ruraux fut le même dans toute l'étendue du royaume longobard (à l'exception des contrées de la Romagne et de Flaminia, qui ne furent conquises que plus tard), parce que partout les mêmes causes produisent les mêmes résultats.

Or voici quelle est au treizième siècle la position des cultivateurs dans les territoires qui avaient auparavant appartenu au royaume longobard (1). 1° Ils paient l'impôt appelé *terraticum*, c'est-à-dire une quote du produit, qui varie beaucoup; on trouve souvent qu'il est question du septième des récoltes en blé et du tiers en vin. 2° Ils paient l'*aquaticum;* celui qui récolte du chanvre ou du lin doit en donner le vingtième ou le trentième pour le routoir. 3° Le *glandaticum*, impôt payé pour le droit de mener les porcs à la glandée, est ordinairement d'un cochon de lait sur dix et d'un cochon gras sur quinze; celui qui n'a qu'une laie ne paie rien. 4° L'*herbaticum*, pour le pâturage des brebis, est du dixième du troupeau. 5° Le *plateaticum*, sorte d'impôt de marché. La mesure et le poids du solide et du liquide doivent porter une empreinte (2), marque de celui qui perçoit les droits du marché, et qui est ordinairement le seigneur du lieu : il faut payer quelque chose pour l'obtenir. 6° Un présent que chaque maison doit donner à l'époque des grandes fêtes, et qui consiste en poules, gâteaux, œufs, figues sèches, jambons et fromages, principalement des fromages de brebis (*recotta*). 7° Un droit de chasse, là où la chasse est permise aux habitants de la campagne; pour un sanglier la tête et une épaule; pour

(1) Cette situation était à peu de chose près la même, bien qu'avec quelques légères nuances rendues nécessaires par les localités, depuis l'extrême frontière de Bénévent jusqu'à la pointe la plus septentrionale du Frioul. — Gattola, Ughelli, et presque tous les autres recueils d'actes en fournissent des preuves complètes.

(2) *Cum sigillo et merco.*

un ours la tête, la peau et les pattes; pour un renard la peau, etc. 8° Tous les paysans doivent des corvées en personne, en bestiaux et quelquefois en message; les deux premières pour les semailles, les récoltes, les vendanges, etc.; la seconde lorsque le propriétaire a des lettres à envoyer. 9° Les pressoirs, les moulins, et en général tous les bâtiments construits sur l'eau, appartiennent au seigneur, et les paysans sont soumis au droit de mouture: ceux qui cherchent à s'y soustraire paient un vingtième comme amende. 10° Lorsqu'on passe à un nouveau seigneur par héritage ou investiture, il faut lui faire un présent. 11° Les voyages du seigneur à la cour du prince ou du suzerain doivent être défrayés par les paysans. 12° Les paysans sont tenus de faire le service militaire dans une certaine circonscription; à chaque convocation ils doivent servir trois jours à leurs frais. Lorsqu'il s'agit d'une expédition au-delà de ces limites, ils doivent contribuer à l'équipement du seigneur et de son gasinde, dans des proportions déterminées.

Du reste toutes ces servitudes au treizième siècle ne pèsent déjà plus que sur les biens; la personne du paysan est libre et il peut vendre son avoir, tout aliéner, pourvu qu'il paie un certain droit de retraite; s'il accomplit cette condition où qu'il fasse l'abandon de la dernière pièce de sa propriété, il peut aller partout ou bon lui semble. Les paysans ne sont donc point des serfs, mais seulement des clients, des vassaux, qui ont une espèce de propriété, mais point de droits véritables dans le sens germanique.

Que ces rapports ne se soient établis et consolidés qu'au treizième siècle, c'est ce que les faits démentent; toutes les fois qu'il en est question devant les tribunaux, on en appelle à la mémoire des hommes, à des précédents traditionnels, parce que les témoignages écrits manquent. Il est donc prouvé que ces rapports existaient déjà au douzième siècle au moins; mais ils remontent encore plus loin dans le passé : d'après le principe qui leur sert de base, ils se reportent certainement jusqu'au temps de l'invasion des Longobards.

Qu'ils dérivent d'un temps où l'Italie éprouva un bouleversement général sur presque toute sa surface, c'est ce qu'on peut conclure de cette circonstance, que ces mêmes rapports (bien entendu que l'on ne veut pas dire ici les mêmes quotes, les mêmes proportions d'impôt) ne se présentent que sous la forme d'une transaction temporaire, par conséquent comme un contrat avec maintien des servitudes, du droit de mouture et du droit de chasse, qui est converti en argent, depuis le canton du Tessin (1) jusqu'au royaume de Naples. La chronique du cloître de Monte-Cassino (Mont-Cassin) nous montre même qu'ils existaient déjà au douzième siècle; vers le milieu de ce siècle, tous les domaines du cloître furent complètement abandonnés par les paysans, de sorte que l'abbé se vit obligé, pour retrouver des cultivateurs, de promettre des conditions extrêmement favorables aux métayers qui voudraient s'établir sur les terres abandonnées. Nous voyons déjà ici qu'il y avait alors des hommes ayant le droit de libre retraite, par conséquent la liberté de leur personne, et qui pouvaient exercer l'agriculture pour leur propre compte. En outre on nous dit dans cet acte que la

(1) Dans la Haute-Italie, le *terraticum* et l'*herbaticum* sont dans la règle beaucoup plus oppressifs que nous ne l'avons indiqué pour le treizième siècle, en grande partie d'après des actes de couvents. Dans la Lombardie, dans l'État vénitien et la Romagne, les paysans donnent la moitié du produit brut en blé et en vin, et paient la moitié des impôts. Dans les autres pays, comme dans le duché de Ferrare, ils donnent tout le vin et les deux tiers du produit brut en blé, moyennant quoi ils sont exempts d'impôts. Pour le droit de pâturage et le loyer des bestiaux, qui ne leur appartiennent pas toujours, ils donnent ou une somme déterminée, ou la moitié du produit du bétail, de manière qu'ils ne conservent que la moitié de ce produit pour leur peine. Cette espèce de cheptel vient de temps fort anciens; mais les quotes élevées sont évidemment des résultats de l'aliénabilité des biens fonciers et de l'influence de spéculations mercantiles.

Walches sont des gastes par rapport aux Longobards. Les gastaldes sont donc les magistrats longobards pour les Walches. Ce nom a cependant encore une signification plus étendue, et désigne en général un supérieur des Walches. Il y avait donc aussi des particuliers longobards qui avaient leurs gastaldes, auxquels étaient soumis les colons walches qui cultivaient leurs biens. Les églises et les couvents avaient également les leurs, qui étaient inspecteurs des métayers et des métairies, et c'était à eux ordinairement qu'était confiée toute l'économie du cloître. Plus tard on appela aussi gastaldes les personnes qui administraient non-seulement les biens royaux (1), mais encore ceux des couvents (2), et ce fut ainsi que le nom passa dans la langue italienne et dans des districts qui n'étaient pas soumis aux Longobards, par exemple les environs de Rome (3).

Naturellement il ne peut être question ici de ces gastaldes sans importance politique. Nous ne pouvons nous occuper que de ceux qui administraient les domaines des rois et des ducs.

On trouve, dans d'autres états germaniques fondés sur le territoire romain, des Walches mêmes à la tête des tribunaux romains, et toute la classe des *romani convivæ regis* et beaucoup de *romani possessores* passèrent peu à peu dans la classe germaine. En Italie il n'y avait point de *convivæ regis*, et les propriétaires d'origine romaine ne se maintinrent certainement que par exception dans les pays occupés d'abord par les Longobards. Là même, les magistrats de la chambre royale ou ducale, les gastaldes étaient à la tête des tribunaux des Walches. Que les gastaldes fussent des magistrats du fisc, c'était tout simple, puisque presque tous les revenus consistaient dans le tribut des Walches. La conséquence de cette relation pour l'Italie fut que l'organisation judiciaire dans le royaume longobard fut toute germanique, et que les articles de la loi romaine qui s'accordaient avec les institutions germaniques ne furent observés que dans les tribunaux des Walches (1). Les gastaldes royaux et ducaux (dans le duché de Bénévent) avaient la juridiction civile et criminelle sur tous les habitants du pays qui étaient d'origine romaine.

Il est remarquable que l'on voyait siéger, comme assesseurs dans ces tribunaux de gastaldes, non-seulement des *boni homines* (arimanes), mais encore des *nobiles* (gasindes), par conséquent des Longobards. Je ne me rappelle pas avoir vu cités comme assesseurs, dans un seul jugement de gastaldes, des hommes dont on puisse constater avec certitude l'origine romaine; le *notarius* seul peut-être pouvait être romain, de même qu'on admit aussi ce fonctionnaire dans les tribunaux des Longobards, lorsque l'on commença à consigner dans des registres les décisions judiciaires. Cette présence d'assesseurs longobards dans les tribunaux des gastaldes confirme la conjecture de M. de Sa-

---

tions). Au commencement du XVIe, les maraudeurs et les vagabonds portent encore le même nom que dans le XIIe : on désignait encore par *hospites* les troupes mercenaires. Nous le voyons dans Otto Frisingensis, *Vita Friderici I*, lib. I, c. 31.

(1) Liutprandi, Legg., VI, l. 6. Les biens royaux se trouvaient tout naturellement sous la juridiction des gastaldes, puisqu'ils étaient cultivés par des Walches. Il en était déjà ainsi du temps de Rothari. (Roth. Legg., 379.)

(2) Grimaldi. *Istoria delle Leggi e Magistrati del regno di Napoli*, lib. II, § 65.

(3) Marini, *Papiri diplom.* p. 67. Dans un acte de 1018.

(1) Beaucoup de ces dispositions disparurent, et ce qui s'en conserva fut de plus en plus considéré comme un droit à part, une sorte de coutume particulière. Cf. Grimaldi, l. c., lib. V, § 87 : « Avenne ancora, che quasi affato si estinsero nella mente degli uomini le idee del roman dritto ; di cui solo alcune leggi piu per consuetudine, che per regola certa osservavansi della gente plebea. » A la vérité, Grimaldi parle ici des derniers temps des princes longobards, mais la même situation dura encore long-temps, et s'étendit dans tout le royaume longobard.

vigny, que sur les grands domaines les gastaldes pouvaient exercer la juridiction de comte sur les hommes libres qui y habitaient (1). Naturellement ces Longobards libres ne pouvaient pas recevoir justice des magistrats de la nation vaincue; c'était au contraire aux membres de la nation soumise à la recevoir des conquérants, qui pouvaient se faire donner les éclaircissements nécessaires, sur les dispositions de la loi romaine, par le clergé et les notaires. Là où les Longobards libres étaient soumis au gastalde, celui-ci possédait aussi la puissance militaire, puisqu'il était leur chef à la guerre (2).

Telles étaient les relations et l'état des Walches, du moins de ceux qui se trouvèrent dès le commencement sous la domination des Longobards. Mais des villes romaines se défendirent encore long-temps dans l'Italie méridionale et sur les côtes; quelques unes même ne tombèrent jamais au pouvoir des envahisseurs; d'autres ne se rendirent qu'après avoir obtenu des traités qui leur laissaient leurs droits et leur gouvernement municipal. Dans les cités de la dernière catégorie, on établit également des gastaldes pour veiller aux priviléges et aux tributs accordés aux Longobards; mais ces magistrats n'y exercèrent qu'une bien faible influence, et à la fin ils y trouvèrent une singulière destinée.

Dans l'ancien système judiciaire des tribus germaniques, c'était le président du tribunal des échevins (schoeffen) qui prononçait l'arrêt, et qui en était en même temps l'exécuteur; mais, dans les cas criminels, c'était le plaignant qui infligeait lui-même la peine au condamné en présence du juge (1). Dans les cas où l'état des Longobards, ou plutôt le duc ou le roi se portait lui-même partie plaignante, le gastalde était chargé de l'exécution du jugement à deux titres, comme juge et comme représentant du prince; et, lorsque dans les grands gastaldats, qui plus tard obtinrent le nom de comtés, les gastaldes ou les comtes le faisaient exécuter par leurs gens, ce soin regardait cependant encore les gastaldes subalternes. Lorsque ensuite le cercle d'attributions de ces derniers fut plus resserré par les priviléges des nobles et du clergé, et qu'enfin on confia, sous la domination normande, ce qui subsistait de leur pouvoir aux baillis, il ne resta plus du gastaldat que l'office de bourreau et de sergent. Comme tels on retrouve encore du temps des Normands des gastaldes en qualité de serviteurs des baillis (2).

Il nous reste encore à considérer un ordre particulier de relations dans le royaume longobard, les relations de l'Église. Mais cet examen sera mieux placé plus bas, lorsqu'il sera question de la conversion des Longobards à l'Église catholique.

§ II. — *Du Droit longobard.*

Nous avons vu plus haut que la constitution du peuple longobard était toute militaire, qu'elle n'était pour ainsi dire que la constitution d'un corps d'armée; le peuple lui-

(1) M. de Savigny, ***Geschichte des römischen Rechts in Mittelalter***, vol. I, p. 242.

(2) Comparez entre autres Grimaldi, ***Istoria delle Leggi e Magistrati del regno di Napoli***, l. II. § 65. Anastase le Bibliothécaire, ap. Muratori, ***Serr. rer. Ital.***, t. III, P. I, p. 155, in ***Vita Gregorii II***, cite entre autres un Castaldio comme chef de guerre, et il appelle ***Longobards*** les gens qui lui obéissaient. Les gastaldes, faisant partie de l'armée comme intendants, magistrats, on conçoit la loi de Rotharic qui confiait au gastalde le contrôle du duc, et au duc celui du gastalde. Cf. Roth., Legg., XXIII, XXIV.

(1) Cf. Maurer, ***Geschichte des altgermanischen und namentlich altbairischen offentlichmündlichen Gerichtsverfahrens***, p. 63; et Kolderup-Rosenving, ***danische Rechtsgeschichte, ubersetz von Homeyer***, § 79, vers la fin.

(2) Cf. les statuts de Gaëte.

la hiérarchie fondée par les apôtres. A Rome, capitale du monde d'alors, où se trouva bientôt une des plus grandes congrégations de chrétiens, le clergé devint en peu de temps plus nombreux que ne l'avaient été dans le principe des congrégations entières; l'évêque des congrégations de Rome se vit entouré par des centaines d'ecclésiastiques subordonnés, dont la réunion ici, comme en d'autres villes importantes, donna au clergé la conscience de sa force.

En même temps que les congrégations de chrétiens se développaient et se présentaient ainsi comme quelque chose d'opposé à l'état, d'indépendant des rapports existants, elles cédaient à l'influence de l'esprit qui régnait dans le peuple, d'autant plus qu'il s'était formé peu à peu dans son sein une classe plus instruite, plus morale, la classe des clercs, qui marchait en avant du siècle.

Le bas peuple était alors, comme en tout temps, sensuel; et, en compensation de sa misère présente, il lui fallait l'espoir d'une grande abondance à venir; il arriva ainsi peu à peu chez un certain nombre de chrétiens, qu'ils abandonnèrent l'esprit primitif de l'Église et se livrèrent aux espérances les plus fantastiques, qu'ils ne méprisèrent le monde actuel que dans l'espoir d'une existence plus parfaite et plus heureuse, d'une existence non pas spirituelle, mais terrestre. De là vint la secte des millénaires qui fut, il est vrai, hautement réprouvée par l'Église catholique. Les tableaux qu'elle se faisait des délices du paradis pourraient hardiment aller de pair avec les plus voluptueuses descriptions du paradis de Mahomet.

On voit facilement quelle influence ceci dut avoir sur l'Église, bien qu'elle se soit préservée de la folie commune. Il arriva que les corporations, que le peuple, les laïques furent de plus en plus soumis spirituellement au clergé : quand les corporations pouvaient espérer cueillir des fruits spirituels tels qu'en promettait le monde chyliaste, quand leur sensualité était ainsi excitée, elles étaient, par l'esprit même qui les animait, préparées à la soumission et ne pouvaient y échapper.

Les privilèges du clergé, fondés de cette manière, reçurent une nouvelle confirmation et une nouvelle distribution, lorsque l'Église chrétienne cessa de former une société opposée à la religion de l'état, et qu'elle devint elle-même religion de l'état. L'influence des opinions et de la sensualité du peuple d'un côté, et l'influence des études philosophiques de l'autre, avaient amené dans l'Église, divisée en congrégations et répandue sur un grand espace, une grande diversité de doctrines, et par suite une grande diversité d'institutions. L'ordre et le mécanisme de l'empire romain faisaient une nécessité pour l'Église de se conformer aussi à un ordre plus sévère, à des institutions plus uniformes. Pour arriver à ce but, il fallut des conciles généraux, des conciles œcuméniques, qui furent convoqués par le gouvernement romain, et auxquels on appela les ecclésiastiques de toutes les provinces de l'empire, ou du moins de la plupart.

Auparavant, les communautés fondées par une autre communauté plus grande étaient restées dans une certaine dépendance à l'égard de celle-ci. Comme c'était dans les capitales de chaque province que s'était formée la première grande communauté, d'où le christianisme s'était répandu plus loin, elles avaient aussi offert un point central pour l'Église; et l'évêque de la capitale, de la communauté fondatrice d'autres communautés, l'évêque de la métropole, avaient réclamé et obtenu une préséance et des privilèges dans quelques provinces. Dans d'autres, nommément dans les provinces d'occident, cela n'avait pas eu lieu; les évêques de chaque communauté étaient restés égaux, et c'était l'âge qui décidait parmi eux de la préséance. Cette constitution plus républicaine disparut par suite des résolutions des conciles œcuméniques, et plus encore par suite de l'alliance de l'Église avec l'état. Les voyages lointains que les évêques étaient obligés de faire pour se rendre aux conciles exigeaient des dépenses que les petites églises et les communautés

pauvres ne pouvaient supporter; l'église de la capitale en reçut, même dans les provinces constituées d'après le principe de l'égalité, une grande prépondérance; son évêque parut dans les conciles avec plus de pompe et un plus brillant cortége; les autres évêques de sa province se rattachaient à lui dans leur intérêt, pour en être appuyés et protégés.

Spittler a certainement raison, pour le premier temps de l'élévation du christianisme au rang de religion de l'état, quand il dit : « Il faudrait ne pas connaître la marche des choses humaines, pour ne pas prévoir quel résultat devait amener cette connaissance personnelle de collègues si différents en richesses et en puissance; comment le pauvre évêque, qui peut-être avait à peine de quoi vivre chez lui, serait bientôt au pouvoir du riche ou à sa solde. Seulement, pour bien sentir la vérité de cette assertion, il ne faudrait point se représenter l'évêque de cette époque comme un de nos évêques actuels. La plupart n'étaient guère plus que nos curés de paroisse d'aujourd'hui. »

Deux circonstances concoururent à donner une autorité extraordinaire aux résolutions des conciles : d'abord l'appui de l'état, puis l'éloignement des communautés qu'elles devaient régir, et qui ne connaissaient toujours que les qualités personnelles de leur évêque, et non la grossièreté et l'ignorance des Pères (a) qui parlaient au nom du Saint-Esprit. Ces résolutions devinrent pour l'Église de véritables lois; c'est ce qui arriva même pour beaucoup de résolutions des synodes provinciaux, destinées à régler les besoins du moment.

(a) L'auteur semble ici se contredire; car c'étaient ces mêmes évêques, objets de l'estime et de l'admiration de chaque communauté, qui formaient les conciles : or, si chaque évêque pris à part méritait l'estime, on ne voit pas comment, réunis en synode, ils auraient été si ignorants et si grossiers. Aussi faut-il reconnaître qu'en général ils montrent une grande sagesse, une appréciation pleine de perspicacité des besoins de l'époque, et l'unité de doctrine formulée avec intelligence. (*N. des trad.*)

L'accroissement de l'autorité des synodes dut encore tourner à l'avantage des métropolitains, et surtout des métropolitains les plus riches et les plus considérés, de ceux de Rome, d'Alexandrie et d'Antioche : ils avaient dans les synodes de leur province une prépondérance sans égale; par leur plus grand entourage, ils formaient dans les conciles œcuméniques l'élite qui décidait tout; ainsi s'établit peu à peu un droit ecclésiastique qui accordait aux métropolitains des priviléges auxquels on ne songeait pas cent ans auparavant; et il y eut à peine quelques provinces, comme l'Afrique par exemple, qui se préservèrent encore long-temps de cette organisation aristocratique de l'Église.

Un tout autre destin était encore réservé à l'évêque de Rome. La communauté de Rome avait l'institution apostolique à citer en sa faveur; ce qui lui assurait une prééminence fondée sur beaucoup d'autres (a). On devait croire que les communautés de fondation apostolique conservaient la tradition avec plus de pureté (1), et par là même elles devaient jouir d'une plus grande autorité. Tant que l'Église chrétienne fut persécutée par l'état, Rome fut le centre de l'empire; cette circonstance seule dut assurer un grand avantage à l'évêque de Rome, qui était le plus exposé et en même temps le plus près de la source de toute puissance; en outre la communauté romaine devait compter parmi ses membres les personnages les plus influents, et c'était là encore une autre circonstance qui ne pouvait manquer d'augmenter

(a) L'auteur tient toujours ici le langage des protestants; mais, suivant les catholiques, le pape ne doit sa prééminence dans l'Église sur tous les évêques qu'à la primauté de saint Pierre, dont il est le successeur. C'est là seulement ce qui explique son autorité; s'il n'avait pas eu cette primauté par une transmission directe, la destruction de Rome eût entraîné la perte des priviléges dont il aurait pu jouir, comme évêque de la ville impériale. (*N. des trad.*)

(1) Walter, *Lehrbuch de Kirchenrechts*, 2ᵉ édition, p. 78, où il cite même Tertullien, *De Præscript.*, c. 36.

le crédit de l'évêque de Rome. Sa suprématie se trouva donc ainsi de bonne heure naturellement fondée. Ces avantages, que la capitale assurait à sa communauté et à son évêque, ne passèrent pas à Constantinople avec la translation du siége impérial : les souvenirs historiques, les sentiments qu'ils réveillaient dans l'âme du peuple et de tous les chrétiens, se reportaient irrésistiblement sur Rome. De plus, lorsque le christianisme fut devenu religion de l'état, le métropolitain qui fut le plus rapproché de la cour parut être dans une grande dépendance, pendant que l'évêque de Rome, par suite de l'éloignement de la cour, restait plus maître de lui-même, et se trouvait revêtu d'une sorte de souveraineté. Telles sont les gradations successives que suivit l'établissement de la suprématie du siége de Rome.

L'Italie et les pays riverains du Haut-Danube qui avoisinent l'Italie furent plus tard conquis par les Ostrogoths ariens. Le roi Théoderich laissa aux Romains leur constitution et leur église. L'évêque romain devint ainsi l'intermédiaire naturel du clergé catholique auprès de Théoderich. L'influence de ce prince s'étendit ensuite au-delà de l'Italie; il se trouva en état de protéger assez long-temps les Alemans et les Burgundes contre les Franks; mais s'il protégeait les rois burgundes, combien à plus forte raison devait-il intercéder en faveur des ecclésiastiques catholiques soumis à ces rois, pour lesquels il montra une bienveillance particulière! Or, le véritable intermédiaire entre le clergé de la France méridionale et Théoderich, c'était l'évêque de Rome. Comme tuteur de son petit-fils Amalarich, Théodorich gouverna ensuite le royaume des Wisigoths ariens en Espagne, et par là l'évêque de Rome devint encore l'intermédiaire du clergé espagnol auprès du prince ostrogoth : toutes ces circonstances augmentaient naturellement son importance; de tous côtés lui arrivaient des supplications, de l'Italie, de la France méridionale, de l'Espagne, et même de l'Afrique, où Théoderich étendait aussi son influence (sur les Vandales qui étaient ariens). La puissance prépondérante de Théoderich donna donc aussi une autorité prépondérante au métropolitain le plus rapproché de lui, parce que celui-ci était le plus capable de servir d'organe à l'Église auprès du grand monarque. C'est à cette époque, c'est à cette situation que l'Église romaine doit l'accroissement de son influence. Les états d'Occident, où le clergé catholique n'avait pas besoin de recourir à l'entremise de Théoderich pour être protégés contre des souverains ariens, restèrent encore aussi long-temps exempts de toute intervention de l'évêque de Rome que les provinces de l'empire d'Orient. D'un autre côté la suprématie de l'église romaine, fondée à la faveur de la protection de Théoderich (a), fut bientôt légalement constituée; voici comment.

On possédait déjà des recueils de résolutions des conciles, ou de ce qu'on appelait canons; mais l'étendue et l'autorité de ces recueils différaient dans chaque province, en partie parce qu'on n'était pas d'accord sur ce qu'étaient les conciles œcuméniques, de manière que dans une province on accordait plus, dans une autre moins de pouvoir aux conciles, et que l'on différait beaucoup sur le nombre des canons qu'on devait admettre comme généraux; en partie parce qu'on avait coutume de mêler à ces résolutions des conciles généraux celles des synodes provinciaux, et que le droit canon se trouvait ainsi fort différent dans les différentes provinces. Un grand nombre de ces résolutions primitives avaient été écrites en grec et fort mal traduites; en un mot il régnait dans les collections de canons une confusion qu'il était urgent de faire disparaître par une collection plus complète et une meilleure rédaction, si l'on ne voulait pas laisser

(a) La note précédente suffit pour montrer que l'auteur admet sur tous ces points de doctrine la version protestante. Naturellement l'opinion d'un protestant ne peut faire autorité pour un catholique. C'est une observation qui nous dispensera désormais de nous arrêter sur beaucoup de points sur lesquels les deux religions diffèrent. (*N. des trad.*)

la confusion et la division s'introduire dans l'Église elle-même.

A l'époque de la plus grande extension de la puissance de Théoderich, au commencement du VI[e] siècle, vivait à Rome un Scythe, distingué par ses connaissances et qui possédait parfaitement les langues grecque et latine; il s'appelait Denis le Petit (*Dionysius exiguus*), était abbé, et protégé par Cassiodore, le plus éminent personnage de l'empire de Théoderich. Denis entreprit de faire une meilleure collection des canons, et son recueil, que Cassiodore (par conséquent le gouvernement ostrogoth) recommanda, et auquel les évêques de Rome en appelèrent dans leurs lettres aux églises étrangères, fut reçu comme véritable dans toutes les églises d'Occident; partout où s'étendait la puissance de Théoderich, le recueil de Denis devint le code de l'Église.

Mais à ce recueil Denis en avait joint un autre, qui rendit encore de plus grands services au siége de Rome.

Depuis la reconnaissance des priviléges des métropolitains, une coutume s'était établie : quand les évêques et le clergé des églises subordonnées à la métropole ne pouvaient s'accorder sur des points litigieux, les églises s'adressaient au métropolitain pour obtenir une décision et connaître quelle était la véritable doctrine. Au synode de Sardiques de 347 (qui n'était qu'un simple synode provincial, seulement composé de quelques évêques d'Occident, et aux résolutions duquel personne ne songeait à donner la force de lois générales), on avait établi l'évêque de Rome juge en dernier ressort pour le cercle que ce synode embrassait; il avait été décidé que c'était à lui que tous les appels devraient être adressés; du reste, l'évêque de Rome n'avait d'autre moyen de faire valoir ces résolutions que le respect des autres.

Ce canon sardique avait été de bonne heure intercalé par les Romains dans les canons du concile de Nicée, par conséquent dans les résolutions d'un concile général, et l'on avait tenté de le faire passer pour œcuménique. La tentative échoua en Afrique, ailleurs elle eut meilleur sort : il arriva que peu à peu on accorda aux décrets des évêques de Rome la même valeur qu'aux lois de l'Eglise, et Denis joignit à son recueil des canons, un recueil des écrits ou décrets des anciens évêques de Rome, contenant des décisions et des explications sur les dogmes. Les deux recueils furent répandus simultanément, et, à une époque telle que celle de Théoderich, elle obtint bientôt un assentiment général. Comme on respectait l'évêque romain d'alors, comme on lui avait des obligations ou qu'on espérait son entremise, on eut aussi pour les décrets de ses prédécesseurs auxquels il en appelait, beaucoup plus de déférence qu'ils n'en avaient obtenu du vivant de leurs auteurs.

Théoderich mourut, et l'empire ostrogoth s'écroula avec lui; mais l'autorité des lois et des décrets du recueil de Denis se maintint dans tout l'Occident et avec elle l'autorité de l'évêque de Rome. Les évêques d'Italie, d'Espagne et de la France méridionale restèrent unis avec les papes, et pendant que les Longobards entraient en Italie et attaquaient l'évêque romain, celui-ci entretenait une correspondance suivie avec toutes les églises d'Occident.

Pour consolider son autorité, il ne fallait plus que la présence des Longobards. Lorsqu'ils eurent inondé toute l'Italie, les côtes exceptées, il ne restait plus que quatre points assez importants pour la défense de ces côtes : c'étaient les villes de Ravenne, de Naples, de Gênes et de Rome. A Ravenne il y avait l'exarque romain, à Naples un duc; il y en avait probablement un aussi à Gênes; et ces chefs avaient besoin de recevoir des secours extraordinaires de l'empereur, s'ils voulaient résister aux Longobards. L'Égypte, la province d'Afrique, la Sardaigne et la Corse étaient tenues de fournir du blé et de l'argent; car les pauvres côtes de l'Italie, continuellement inquiétées, ravagées par les Longobards, et qui ne sont pas très fertiles d'elles-mêmes, ne pouvaient se soutenir sans ces secours; mais cette nécessité d'envoyer constamment des secours devint bien-

CHAPITRE III.

LES LONGOBARDS AVANT LEUR INVASION EN ITALIE.

§ Ier. — *De la religion et de la constitution des adorateurs d'Odin.*

A l'époque des migrations, on remarque dans cette partie septentrionale du monde germanique, d'où sont partis les Longobards, une séparation des peuples en deux grandes portions; les uns vivant à l'ancienne manière, tels que les auteurs romains nous les ont dépeints, et adorant des divinités farouches et guerrières dans les bois et près des rivières; les autres suivant la doctrine d'Odin nouvellement répandue. Quelque récentes que soient les sources où nous avons puisé nos renseignements les plus précis sur ce culte, il est démontré aujourd'hui qu'il n'était pas très ancien et qu'il avait été principalement répandu par la conquête. Chez les Frisons, les Franks (1), les Souabes (2), les Alemans et les Thuringes, on n'observe aucun vestige du culte d'Odin; les dieux y portent les noms de Mars, Jupiter, Mercure, etc., et il est impossible de rien conclure de ces noms; il n'y a pas le moindre indice qu'ils s'appliquassent aux divinités odiniques.

Parmi les tribus restées dans la Germanie, les Saxons, qui arrivèrent tard, appartiennent incontestablement au culte d'Odin. Un état religieux analogue se laisse conjecturer chez les Bavarois, qui se formèrent des débris de la puissance d'Odoaker et des Ostrogoths, après que ceux-ci eurent perdu l'Italie, et que, des différents états de Théoderich, la Bavière seule se fut soustraite à l'empire d'Orient. Les Saxons et les Bavarois sont peut-être aussi les seuls des peuples établis dans la Germanie, avec lesquels les Longobards paraissent avoir entretenu des relations amicales.

Que les Saxons soient entrés les derniers en Germanie, c'est plus qu'une conjecture.

(1) M. le professeur Mone prétend que les Franks adoraient aussi les divinités odiniques, et soutient que la formule si connue de conjuration : *Thunaer, Woden ende Saxnote,* » avait été imaginée pour les Franks. Il n'a appuyé cette assertion d'aucune preuve; la langue ne nous apprend rien non plus, parce que les convertisseurs étaient Franks.

(2) Saint Colomban trouva, il est vrai, le culte de Wodan chez les Souabes, près du lac de Zurich; mais il est probable ou qu'il y a été établi fort tard, ou que les Souabes étaient un débris d'une ancienne tribu qui avait des liens de parenté avec les Goths, et qui, transportée au milieu des Souabes, en prit le nom, mais conserva son culte. En fin de compte, je me rencontre donc ici avec M. Mone. Cf. *Geschichte des Heidenthums in Nordl. Europa*, vol. II, p. 171.

On peut prouver historiquement de chaque portion de leur pays, qu'ils l'ont obtenue par la conquête, par exemple, la Thuringe du nord et les territoires situés sur le Rhin et les frontières frankes jusque près des Westphales (1). Plus tard encore on les voit empiéter continuellement sur les terres des Franks, et la part qu'ils prirent à l'expédition longobarde apparaît comme un dernier accès de cette passion des conquêtes qui était inhérente à leur nature. Outre cela, il reste des témoignages qu'autrefois le pays des Franks s'étendait du côté de l'est jusqu'à l'Elbe, et l'on trouve des institutions frisonnes vers le sud au-delà des limites postérieures de la Frise et dans des districts compris dans le territoire des Saxons (2). Les traditions saxonnes s'accordent parfaitement avec ces conjectures; elles confirment que les Saxons arrivèrent des derniers dans la Germanie et s'y étendirent par la force des armes, et Moeser est dans le fait le premier qui, confondant les institutions frisonnes avec les saxonnes et donnant au nom des Saxons une étymologie singulièrement fausse, ait supposé que les Saxons étaient d'anciennes tribus germaniques établies à domicile (*Sassen*). La langue des Saxons, qui se rapproche plus de l'ancien frank que de l'ancien langage du nord, ne prouve autre chose sinon que beaucoup de tribus frankes, thuringiennes et frisonnes étaient restées parmi les Saxons envahisseurs, et que la langue des conquérants se plia à la leur, comme plus tard celle des Franks céda devant la langue romaine dans la Gaule.

Pour pouvoir parler avec quelque exactitude de l'état religieux et politique des Longobards avant leur arrivée en Italie, il est nécessaire de savoir quelle était la forme propre du culte et de l'état parmi les peuples sectateurs d'Odin. Nous supposerons que l'état général de ces peuples était aussi commun aux Longobards qui suivaient la religion d'Odin, et il nous servira comme moyen subsidiaire, pour exposer la condition des Longobards, lorsque nous manquerons de documents positifs.

La différence entre les peuples sectateurs d'Odin et les autres Germains ressort particulièrement de la manière dont ils se convertirent au christianisme. Chez les peuples issus sans mélange des anciens Germains, c'est plutôt l'individu qui se convertit, qui est instruit, convaincu et baptisé; chez les nations appartenant au culte d'Odin, la conversion apparaît toujours comme une affaire d'état. Ceci résultait nécessairement de la constitution, à la tête de laquelle était une noblesse chargée de gouverner, de rendre la justice et de faire les sacrifices. Cette noblesse sacerdotale était partout constituée de la même manière, et les institutions politiques furent toujours maintenues dans les temps anciens avec une rigueur inflexible qui ferait déjà supposer qu'elles avaient pour base des institutions religieuses. Toutes les tribus odiniques, ou plutôt toutes les confédérations politiques appartenant à ce culte, se partagent en trois divisions. Ainsi, à la diète de Marklo sur le Weser, on voit des députés des Westphales, des Ostphales et des Engres; on voit se réunir lors de la conquête les Ostgoths (Goths de l'est), les Westgoths (Goths de l'ouest) (1), et les Gé-

(1) C'est à eux seuls que peut se rapporter le passage de Paul Diacre (I, 9), puisque de son temps il n'y avait plus en Allemagne d'autres peuplades germaniques païennes que les Saxons. M. Mone ne veut pas avouer cela pour ne pas se mettre en contradiction avec son hypothèse précédente, et dit que cette explication du passage est arbitraire; mais toujours on a pris pour base d'une légitime interprétation l'explication de chaque écrivain rapportée à sa personne et à son temps, et non point à ce qui existait un demi-siècle auparavant.

(2) Que l'on compare entre autres ***Bedæ ven. Historia eccles. gentis Anglorum***, ed. Smith, p. 194 : « Expugnatis non longo post tempore Boructuaris a gente antiquorum Saxonum.

(1) On comprend qu'il y avait nécessité pour nous de laisser ici l'orthographe originale, afin de mieux marquer l'analogie de tous ces noms. (*N. des trad.*)